TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
OCT. 1901.
41030

TUFTS COLLEGE LIBRARY

REVUE

DES

DEUX MONDES

XIVe ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

1er JUILLET 1845.

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.
41030

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cie,
RUE SAINT-BENOIT, 7.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

1848
4

LI.

DESAUGIERS.

Voici un portrait qu'il ne m'appartenait pas de faire. J'avais eu dès long-temps l'idée que le plus gai, le plus franc, le plus copieux et le plus ample de nos chansonniers manquait en effet à une série déjà si longue de poètes, et qu'après tous ces élégiaques, tous ces lyriques, tous ces sensibles et ces délicats presque tous mélancoliques et plaintifs, il fallait, lui aussi, l'introduire, dût-il venir un peu tard pour être le boute-en-train de la bande. On avait insisté auprès de Charles Nodier, qui avait fort connu Desaugiers, pour qu'il retraçât cette physionomie si vivante et rassemblât à ce sujet ses souvenirs : les souvenirs, même en se composant et se confondant un peu selon la fantaisie de Nodier, en s'entremêlant de quelques folles couleurs, n'eussent été ici qu'un charme de plus et une manière non moins vive de ressem-

blance. Mais Nodier mourut avant d'avoir laissé échapper les pages riantes, et nous voilà en demeure, nous poète autrefois intime, critique aujourd'hui très grave, de payer le tribut au plus joyeux et au plus bachique des chanteurs. N'importe, nous le ferons sans trop d'effort : la critique a pour devoir et pour plaisir de tout comprendre et de sentir chaque poète, ne fût-ce qu'un jour.

A une noble dame qui lui demandait de réciter des vers à table, le poète Parini répondit par un refus :

Orecchio ama placato
La Musa, e mente arguta e cor gentile.

« La Muse, pour se confier, veut une oreille apaisée, un esprit fin et un cœur délicat. » Cela est vrai et le sera toujours des muses discrètes, tendres ou sévères. Mais il est aussi une poésie qui a présidé de tout temps aux banquets, aux réunions cordiales des hommes et qui s'inspire de la bonne chère, de l'abondance de la paix et des joies de la vie. Les moins lettrés vous citeront tout aussitôt, comme antiques patrons du genre, Horace et Anacréon. On remonterait plus haut encore, et c'est Horace lui-même qui a dit :

Laudibus arguitur vini vinosus Homerus.

Homère, en effet, ne perd aucune occasion de remplir les coupes dans les festins qu'il décrit. Lorsqu'Ulysse déguisé en mendiant arrive chez le fidèle Eumée, celui-ci traite son hôte avec honneur; il lui sert le dos tout entier d'un porc succulent, lui présente la coupe toute pleine, et Ulysse, moitié ruse, moitié gaieté, et comme animé d'une pointe de vin, se met à raconter avec verve certaine aventure à demi mensongère où figure Ulysse lui-même : « Écoute maintenant, Eumée, s'écrie-t-il, écoutez vous tous, compagnons, je vais parler en me vantant, car le vin me le commande, le vin qui égare, qui ordonne même au plus sage de chanter, qui excite au rire délicieux et à la danse, et qui jette en avant des paroles qu'il serait mieux de retenir... » Et cela dit, le malin conteur pousse sa pointe et, comme entre deux vins, il risque son histoire, qui a bien son grain d'*humour* et dans laquelle il joue avec son propre secret.

Mais, après Homère, et sans parler d'Anacréon trop connu, le poète ancien qui a le mieux parlé du vin est peut-être Panyasis, de qui l'on n'a que des fragmens. Ce Panyasis, qui était de la grande époque et oncle ou cousin-germain d'Hérodote, avait composé chez les Grecs la

troisième épopée célèbre, celle qui suivait en renom les deux filles d'Homère. On n'en sait guère que le morceau que voici, et il est fait pour donner le regret de l'ensemble. Rien qu'à la largeur de la coupe, on peut prendre idée de la manière du maître :

« Allons, ô mon hôte, bois! c'est là un talent aussi que de savoir dans un festin boire comme il faut et plus que tous les autres, et en même temps de donner le signal à tous. Le héros d'un festin est égal au héros qui, dans la guerre, dirige les mêlées terribles, là où si peu demeurent inébranlables et soutiennent de pied ferme le choc de Mars impétueux. Cette gloire-là est, à mes yeux, toute pareille à celle du convive intrépide qui jouit lui-même de la fête et met en train les autres. Car il ne me semble pas vivre, il ne connaît pas la consolation de la vie, le mortel qui, éloignant son cœur du vin, boit quelque autre boisson d'invention nouvelle (1). Le vin est aux mortels aussi utile que le feu; il est le vrai bien, le remède des maux, le compagnon de tout chant. Il est une part sacrée de toute réjouissance, de toute allégresse, de la danse et de l'aimable amour. C'est pourquoi, assis au festin et t'humectant à souhait, il te faut boire, et non pas te gorger de viandes, comme un vautour, oubliant les gracieuses délices. »

On a là, dans ce fragment de Panyasis, comme un premier type classique de l'admirable *Délire bachique* de Desaugiers.

Les Gaulois, on le sait, ont toujours aimé le vin, et les Français la chanson. Chanson galante, chanson satyrique, chanson de table, ils en ont eu de toutes les sortes et dans tous les âges. On assure, non sans vraisemblance, que cela commence fort à passer, et qu'on ne chante plus guère, du moins dans le sens joyeux du mot. Un reproche certain qu'ont mérité nos poètes modernes, si éminens à tant d'égards, si grandement lyriques, si tendrement élégiaques, c'est d'avoir trop oublié l'esprit, ce qui s'appelle proprement de ce nom, ce qu'avaient précisément nos pères. En effet, si l'on excepte Béranger et Alfred de Musset, on trouvera qu'ils s'en sont passés en général et qu'ils ont tous négligé le sourire. Si cette remarque est vraie du sourire et de l'esprit, que sera-ce s'il s'agit du rire et de la franche gaieté? On conviendra qu'elle est encore plus absente. Il faut avouer que Béranger lui-même n'en a que le premier abord et le semblant; elle ne fournit bien souvent chez lui que le prétexte et le cadre, tandis qu'elle reste le fond chez Desaugiers. Celui-ci est le dernier chansonnier vrai-

(1) Ne dirait-on pas que le bon Panyasis en veut au thé ou à la bière? Les Grecs de tout temps méprisèrent la boisson du Celte ou du Scythe.

ment gai, le pur chansonnier sans calcul, sans arrière-pensée, dans toute sa verve et sa rondeur; à ce titre, il demeure original et ne saurait mourir.

Desaugiers, dans son *Hymne à la Gaieté*, a dit :

> Il n'est donné qu'à la vertu
> D'éprouver ton heureux délire.

Je n'oserais affirmer que la vertu et la gaieté se tiennent si étroitement; la gaieté naît avant tout d'un tempérament heureusement mélangé par la nature; mais il faut aussi que ce tempérament ne soit pas altéré de bonne heure par des habitudes sociales et des influences factices trop contraires. La gaieté annonce d'ordinaire un fonds pur, non tourmenté, non compliqué. Ce qui nuit le plus à la gaieté dans notre genre de vie actuel, c'est la complication en toute chose, c'est le harcellement et l'aiguillon, l'inquiétude dans la vie matérielle comme dans celle de l'imagination et de l'intelligence. Les plus nobles préoccupations sont promptes à l'étouffer, à la tarir jusque dans sa source. Il n'est pas exagéré de dire que, chez les modernes, l'ivresse elle-même a changé de caractère, et qu'elle n'engendre plus la même disposition d'oubli qu'autrefois. Voyez l'éloge qu'ont fait du vin d'éloquens écrivains de nos jours. Je viens de relire la dixième des *Lettres d'un Voyageur*, par George Sand, où se trouve cet hymne enthousiaste : « A Dieu ne plaise que je médise du vin! généreux sang de la grappe, frère de celui qui coule dans les veines de l'homme!.... Vieux ami des poètes!.... toi que le naïf Homère et le sombre Byron lui-même chantèrent dans leurs plus beaux vers, toi qui ranimas long-temps le génie dans le corps débile du maladif Hoffmann! toi qui prolongeas la puissante vieillesse de Goethe, et qui rendis souvent une force surhumaine à la verve épuisée des plus grands artistes, pardonne si j'ai parlé des dangers de ton amour! Plante sacrée, tu crois au pied de l'Hymète, et tu communiques tes feux divins au poète fatigué, lorsqu'après s'être oublié dans la plaine, et voulant remonter vers les cimes augustes, il ne retrouve plus son ancienne vigueur. Alors tu coules dans ses veines et tu lui donnes une jeunesse magique; tu ramènes sur ses paupières brûlantes un sommeil pur, et tu fais descendre tout l'Olympe à sa rencontre dans des rêves célestes. Que les sots te méprisent, que les fakirs du bon ton te proscrivent, que les femmes des patriciens détournent les yeux avec horreur en te voyant mouiller les lèvres de la divine Malibran!... »

— Toute une philosophie sociale va se mêler insensiblement à cet élan du poète, et nous voilà bien loin de la gaieté. — M. de Laprade, à son tour, célébrant *la Coupe,* dans une pièce pleine de beaux vers, a dit :

Des hautes voluptés nous que la soif altère,
Fils de la Muse, au vin rendons un culte austère,
Buvons-le chastement, comme le sang d'un dieu.

C'est là ce qu'on peut appeler s'enivrer du bout des lèvres et selon la méthode des Alexandrins, en christianisant du mieux qu'on peut le Bacchus du paganisme, en symbolisant l'orgie sacrée avec des réminiscences de la communion. C'est de l'ivresse tempérée et commentée de métaphysique (1). On ne saurait mieux marquer que par de tels traits la différence qui nous sépare de nos pères; ceux-ci et Desaugiers le dernier, dans leur manière d'*entendre* le vin, c'est-à-dire de le boire et de le chanter, tenaient un peu plus directement, on en conviendra, des façons du bon Homère et de celles du bon Rabelais.

Marc-Antoine Desaugiers naquit le 17 novembre 1772, à Fréjus en Provence. C'est cette même ville qui avait donné naissance à Sieyès, le grand métaphysicien de 89; venant après lui et sorti du même lieu, le chansonnier de l'Empire et de la restauration semblait destiné à prouver qu'en France, même après 89, *tout finit* encore *par des chansons.* Mais cela n'était plus vrai qu'en passant, et l'issue a prouvé qu'il ne fallait pas se fier à l'apparence. Pour les Bourbons, si on veut le prendre en un certain sens, tout a fini en effet par des chansons, mais ç'a été par celles de Béranger, non point par celles de Desaugiers.

Desaugiers sortait d'une famille où les dons du chant et de l'esprit semblent avoir été héréditaires. Son père, compositeur de musique et

(1) Que Pindare abordait autrement la *coupe* dans ce début sublime de la VIIe olympique, où il compare les libéralités de sa muse à l'envoi d'un nectar généreux! J'y voudrais faire sentir du moins le désordre de mouvement, la largesse d'effusion et l'opulence :

« Comme lorsqu'un riche, prenant à pleine main la coupe toute bouillonnante au dedans de la rosée de la vigne, après avoir bu à la santé de son gendre, la lui donne en cadeau pour l'emporter d'une maison à l'autre, — une coupe toute d'or, son bien le plus cher et la grace du festin, — honorant par là son alliance, — et il rend le jeune époux enviable à tous les amis présens pour un si cordial hyménée;

« Et moi aussi, riche du nectar versé, présent des Muses, j'envoie ce doux fruit de mon génie aux héros chargés de couronnes, et j'en favorise à mon gré les vainqueurs d'Olympie et de Delphes... »

ami de Sacchini, de Gluck, a donné des opéras et d'autres morceaux lyriques appréciés des maîtres. Notre Desaugiers eut deux frères, dont l'aîné, traducteur et commentateur distingué des *Bucoliques* de Virgile, a fait ses preuves et à l'opéra encore et dans la cantate. Il y avait dans cette famille comme un courant naturel de verve, de gaieté et de musique, qui allait du père aux enfans. Ces courans-là, en se divisant, ont aussi leurs caprices et leurs inégalités de veine : ici ce n'est qu'un filet, là c'est un jet à gros bouillons. Nous n'avons qu'à suivre dans son plein la source même.

Le jeune Desaugiers marqua dès l'enfance d'heureuses dispositions. Son père, qui était venu s'établir à Paris, le mit pour faire ses études au collége Mazarin, et l'écolier, en terminant, y eut pour professeur de rhétorique Geoffroy, nature peu délicate assurément, mais plus nourri de l'antiquité et des Grecs qu'on ne l'était généralement alors, même au sein de l'Université. L'autre professeur de rhétorique, dont le jeune Desaugiers suivait également les leçons, était un M. Charbonnet, que Duvicquet donne pour homme d'esprit dans toute l'acception du mot, et qui, ajoute-t-il, tournait fort bien le couplet (1). Rien donc ne manqua, ni au collége, ni au logis, pour mettre en jeu des facultés naturelles, si vives dès le premier jour. Un honorable chanoine de l'église de Paris, compatriote de la famille Desaugiers, écrivant à l'un des frères du célèbre chansonnier sur la nouvelle de sa mort (août 1827), lui rendait ce gracieux témoignage : « Je n'oublierai jamais l'homme aimable que j'ai vu dans sa première enfance, et dont feu l'abbé Arnaud avait tiré l'horoscope qu'il a si bien justifié : « Voilà, disait-il du jeune *Tonin* (2), voilà une tête grecque. » Il aurait pu dire aussi : Voilà une tête romaine, et y découvrir des traits de ressemblance avec le bon, l'aimable Horace, que votre ingénieux chansonnier rappelait si souvent. Si je n'avais pas craint d'effaroucher sa muse folâtre et de rembrunir sa gaieté, je l'aurais volontiers recherché pour partager celle qu'il répandait autour de lui. Avec moins de raisons de me tenir à l'écart que monseigneur l'évêque de Verdun, le sérieux de mon état me paraissait contraster avec cette gaieté habituelle, qui, au surplus, au dire de M. le curé de Saint-Roch, n'a jamais passé les bornes de la décence. »

Nous aurons plus tard occasion de revenir sur cette indulgence du

(1) Article sur Desaugiers dans le *Journal des Débats* du 12 août 1827.

(2) Dans son enfance, on l'appelait *Tonin*, diminutif d'Antoine; plus tard, en famille, on l'appelait *Saint-Marc*.

clergé et des personnes religieuses pour la malice innocente de Desaugiers, tandis qu'on était, au même moment, très en garde contre d'autres gaietés plus suspectes. On aura remarqué cette expression de *tête grecque* appliquée à l'enfant; n'oublions pas que sur ces plages favorisées de la Provence étaient déposés de toute antiquité des germes apportés d'Ionie. L'évêque de Verdun, dont il est question dans cette lettre, était M. de Villeneuve, compatriote également de Desaugiers, et qui avait conseillé à son père, au sortir des études, de le placer dans l'église, si bien que le jeune homme passa six semaines au séminaire de Saint-Lazare. Mais il ne tint pas à l'épreuve, et dès le lendemain sa vocation l'emportait : il faisait une comédie en un acte et en vers qui réussissait au boulevard; il arrangeait en opéra-comique *le Médecin malgré lui* de Molière, dont son père faisait la musique, et qu'on jouait à Feydeau en 1791. La révolution vint à la traverse et coupa en deux cette gaieté naissante qui allait si aisément prendre son essor.

Au moment où la patrie pouvait sembler le moins regrettable, Désaugiers accompagna à Saint-Domingue sa sœur, qui venait d'épouser en France un colon de cette île. On débarqua à la ville du Cap en janvier 1793. Une lettre de notre voyageur que nous avons sous les yeux nous le montre au naturel, tel qu'il était en ces années d'hilarité et d'insouciance, tel qu'il eut l'heureux privilége de rester toujours. Il paraît qu'il y avait à vaincre quelque prévention dans la famille chez laquelle il arrivait; l'accueil fut d'abord un peu froid pour lui, pour les jeunes époux et pour sa sœur en particulier, qui avait à se faire adopter de la nouvelle famille, et à s'y apprivoiser elle-même. De jeunes belles-sœurs observaient les nouveaux-venus avec un intérêt encore plus curieux qu'affectueux peut-être; mais tout ce petit manége ne tint pas long-temps en face d'un hôte aussi imprévu; on avait affaire en sa personne au plus irrésistible génie (le *Genius* des anciens), à celui qui se rit de la contrainte et qui épanouit les fronts : « Quant à moi, écrivait Désaugiers racontant ce premier accueil et comment il avait rompu la glace, j'ai fait des prodiges, soit dit sans me flatter. Je me suis surpassé en gaieté, je ne dirai pas et en esprit, mais je puis dire qu'on m'en soupçonne beaucoup. J'ai été enjoué, galant, plaisant, et j'ai fait fortune. Mme Mourlan a ri et plaisanté avec moi comme avec son fils. Les demoiselles ont commencé par m'éplucher (Mme Lavaux me l'avait prédit); elles m'ont d'abord fait mille questions, auxquelles j'ai répondu avec une justesse qui m'étonne quand j'y pense. Elles ont été forcées de quitter la partie, et ce succès

m'a enhardi à un point extrême. On m'a fait chanter et toucher du piano, je ne me suis pas fait prier. Nous étions à chaque repas vingt personnes à table, et j'ai eu le talent de les faire toutes rire. Bref, quand il a été question d'aller au Borgne, on ne voulait plus me laisser aller, et on a fait tout ce que l'on a pu pour reculer ce *funeste* départ... »

Cette lettre si folâtre (contraste funèbre!) est datée du *lundi* 21 *janvier* 1793. Riez, chantez à souhait, portez avec vous la joie, et soyez partout où vous entrez l'ame de la fête! Vous avez beau l'ignorer ou l'oublier, ce contraste se reproduira chaque fois et chaque jour, pour qui le saura voir : publique ou cachée, il y aura toujours ce jour-là dans le monde une grande douleur, — une infinité de grandes douleurs.

Les désastres de Saint-Domingue vinrent avertir les heureux colons que la foudre n'était pas loin. La révolution, là aussi, éclata, et avec la fureur d'un orage du tropique. La famille de Desaugiers et lui-même furent en proie à toutes les calamités qui assaillirent les blancs. Publiant en 1808 son premier recueil de chansons, il toucha, dans sa préface, quelque chose de ces horribles scènes dont il avait été témoin et victime; mais, chez les êtres vivement doués et qui ont été désignés en naissant d'une marque singulière, la nature au fond est si impérieuse, et elle donne tellement le sens qui lui plaît à tout ce qui vient du dehors, qu'il y voyait plutôt un motif de s'égayer désormais et de chanter : « Permettez-moi, disait-il au lecteur en cette préface, de payer à la Gaieté, ma généreuse libératrice, un hommage que l'ingratitude la plus noire pourrait seule lui refuser; daignez m'entendre, et vous en allez juger. C'est elle qui, me tendant une main secourable sous un autre hémisphère, adoucit pour moi les périls et les horreurs d'une guerre dont l'histoire n'offrira jamais d'exemple; c'est elle qui me consola dans les fers où me retenait la férocité d'une caste sauvage; c'est elle enfin qui, m'environnant de tous les prestiges de l'illusion, me fit envisager d'un œil calme le moment où, pris les armes à la main par ces cannibales, condamné par un conseil de guerre, agenouillé devant mes juges, les yeux couverts d'un bandeau qui semblait me présager la nuit où j'allais descendre, j'attendais le coup fatal... auquel j'échappai par miracle, ou plutôt par la protection d'un Dieu qui n'a cessé de veiller sur moi pendant le cours de cette horrible guerre. Une maladie cruelle fit bientôt renaître pour moi de nouveaux dangers; ce n'était pas assez d'avoir été condamné par mes juges, je le fus par les médecins. J'allais périr..., quand la Gaieté, mon inséparable com-

pagne, soulevant d'une main le voile de l'avenir, me montra de l'autre le beau ciel de ma patrie, où le bonheur semblait m'appeler. » Et voilà sa barque remise à flot, aventureuse et légère; le voilà plus en humeur, plus en veine que jamais, se croyant quitte une bonne fois avec le malheur, et n'invoquant pour tous patrons à l'avenir que *Momus* (comme on disait alors) et que *Thalie :*

Naturam expellas furca, tamen usque recurret.

Tant il est vrai que toute nature douée d'une vocation énergique se fait jusqu'à un certain point sa propre destinée et porte avec elle son démon.

A peine remis de tant de maux, Desaugiers fut emmené de Saint-Domingue aux États-Unis par un capitaine américain qui l'avait entendu un jour toucher du piano. Ce brave homme n'avait pu résister à l'intérêt qu'un talent si naturel et si expansif lui inspira : il lui offrit sur-le-champ le passage *gratis* à son bord, et lui garantit qu'il trouverait sur le continent prochain à donner autant de leçons qu'il voudrait. Arrivé à Baltimore, le jeune Saint-Marc y passa les années 1795, 1796; il savait très bien l'anglais, et avait des écolières pour le piano en grand nombre : il s'était rendu extrêmement fort sur cet instrument. Sa sœur, devenue veuve, l'avait rejoint, et leur existence à tous deux était tolérable. Ce genre de vie convenait même beaucoup mieux à Desaugiers que le sort qui lui était primitivement destiné à Saint-Domingue comme régisseur de quelque plantation; mais tous ses vœux se portaient vers la France, et il ne fut heureux que lorsqu'il revit le sol natal et sa famille, au printemps de 1797.

C'était le moment de l'extrême orgie du Directoire et de la bacchanale universelle. On a vu quelquefois, au plus fort des calamités et des fléaux, le cœur humain réagir bizarrement et prendre sa revanche par une sorte d'étourdissement et d'ivresse. On a l'idéal le plus charmant de cette disposition un peu artificielle dans le cadre du *Décameron* de Boccace. Mais, s'il y a toujours quelque chose contre nature dans ce contraste d'un oubli volontaire et factice au sein des fléaux, rien n'est plus simple au contraire et plus concevable que l'expansion et la détente au lendemain même de la crise. C'est ce qui eut lieu en France au sortir des atrocités de la Terreur. On se remit à l'instant à vivre, à vivre avec délices, à jouir éperdûment des dons naturels, de l'usage de ses sens, des plaisirs libres et faciles, du charme des réunions surtout et de la cordialité des festins. On déjeuna, on dîna, on chanta beaucoup; Comus, Momus et Bacchus furent à l'ordre du jour : c'était

bien le moins après la déesse Raison. La mode s'en mêla, comme elle se mêle à tout : on se fit un rôle de gastronome et d'épicurien.

Oui, nom d'un chien!
J'veux t'être épicurien,

se disait plus tard Cadet Buteux dans la chanson. De très honnêtes gens se l'étaient dit avant Cadet Buteux, et s'étaient crus obligés de l'être en dépit de leur estomac lui-même, *invita Minerva*. Des personnages que nous avons connus très graves et même moroses (Eusèbe Salverte, par exemple) avaient débuté, grelots en main, sous ce masque de gaieté. Desaugiers n'eut pas à le prendre; il saisit, comme on dit, la balle au bond, et la relança de plus belle. On peut dire que la gaieté, en France, n'eut son plein accent et tout son écho que lorsqu'il y fut revenu.

Pendant les deux ou trois premières années qui suivirent son retour, nous le perdons un peu de vue : il ne resta pas tout ce temps à Paris. Attaché, comme chef d'orchestre, à une troupe de comédiens, il alla, me dit-on, à Marseille, et fit ses caravanes en province. Molière, jeune, les avait faites aussi. On a depuis brodé sur cette époque de la jeunesse de Desaugiers, car il a eu et il a sa légende, comme il convient à un type jovial et populaire; on a inventé mainte anecdote sur lui non moins que sur Rabelais, non moins que sur La Fontaine, et il est devenu matière à vaudevilles à son tour. On ne sait rien d'ailleurs de précis; il parlait peu de son passé et de ses aventures de jeunesse, ou du moins il n'en parlait qu'en courant, entre la coupe et les lèvres; il en disait quelquefois : « J'écrirai tout cela un jour, quand je serai vieux; » mais ce souvenir, chez lui, n'était qu'un éclair, et l'abondance de la vie présente, le jet de chaque moment, recouvrait tout (1).

Depuis mars 1799, où il donnait au théâtre des Jeunes-Artistes *le Testament de Carlin*, on le trouverait sans interruption mêlé à une foule de petites pièces de tout genre, opéras comiques, vaudevilles, tantôt comme auteur unique, tantôt et le plus ordinairement comme

(1) Dans une notice sur Desaugiers (*Chants et Chansons populaires de la France*, 39e livraison), M. Du Mersan, qui l'a bien connu, a dit en effleurant cette époque : « Il voyage avec quelques amis, et, leur bourse légère étant épuisée, ils se font acteurs de circonstance. Leur talent ne répondant pas à leur bonne volonté, ils fuient la scène ingrate qui ne les nourrissait pas, et laissent jusqu'à leurs vêtemens pour gages. » — Les *Mémoires de mademoiselle Flore* (chap. VI), nous montrent Desaugiers chef d'orchestre au petit théâtre dit *des Victoires nationales*, rue du Bac, vers l'année 1799.

collaborateur pour une moitié ou pour un tiers. Son esprit à ressources excellait à ces jeux de circonstance, à ce travail en commun de quelques matinées. Chansonnier, musicien, metteur en scène, plein de gais motifs et de saillies, il était là dans son élément. On raconte qu'un jour l'acteur qui faisait *Arlequin*, dans je ne sais quelle farce de lui, se trouvant indisposé au moment de la représentation, il le suppléa à l'improviste et joua incognito le rôle avec applaudissement (1). Le chiffre des pièces auxquelles il a pris part ne va pas à moins de 115 ou de 120. Nous n'aurons point à l'y suivre; la plupart de ces productions légères ressemblent à un champagne autrefois piquant, mais dont la mousse s'est dès long-temps évaporée. Une couple de fois, il parut vouloir tenter une scène plus haute : en 1806, il donna seul *le Mari intrigué*, comédie en 3 actes et en vers, très faible, qui fut jouée au théâtre de l'Impératrice, autrement dit théâtre Louvois; en 1820, il atteignit aux cinq actes, également en vers, et fit jouer à l'Odéon une comédie, *l'Homme aux précautions*, dont je n'ai rien absolument à dire. Le joli acte de *l'Hôtel garni*, fait en société avec M. Gentil, est resté à la Comédie-Française. Mais l'originalité de Desaugiers et sa vraie veine doivent se chercher ailleurs; laissons là ces prétendus succès *d'estime*, et qu'on me parle de son *Dîner de Madelon!* Comme vaudevilliste et auteur dramatique, il prit rang vers 1805 et ne cessa, durant les vingt années qui suivirent, d'attester chaque soir sa présence par cette quantité de folies, de parades, de parodies plaisantes, dont les représentations se comptaient par centaines, et qui fournissaient aux Brunet et aux Potier des types d'une facétie incomparable : *M. Vautour*, la série des *Dumollet*, *le père Sournois*, et tant d'autres. Comme chansonnier proprement dit, il débuta et se classa d'emblée, vers 1806, à titre de convive du *Caveau moderne :* c'est par ce côté qu'il nous appartient ici.

Il y aurait une jolie histoire à esquisser, celle de la gaieté en France. La gaieté est avant tout quelque chose qui échappe et qui circule; mais elle eut aussi ses rendez-vous réguliers, ses coteries et foyers de réunion, ses institutions pour ainsi dire, aux divers âges. Laujon, au tome IV de ses *Œuvres*, a tracé un petit aperçu des dîners chantans, à commencer par *l'ancien Caveau*, dont la fondation appartient à Piron, Crébillon fils et Collé, et qui remonte à 1733 (2). On remon-

(1) On apprend des *Mémoires*, déjà cités, *de mademoiselle Flore* (chap. II) que c'était le rôle d'Arlequin cadet, joué d'ordinaire par Monrose, dans *L'un après l'autre* (théâtre Montansier, 1804).

(2) Laujon a varié sur cette date; dans une notice sur le même sujet insérée dans

terait bien au-delà, si l'on voulait rechercher tous les dîners périodiques un peu célèbres, égayés de chant, de même que, dans l'histoire de notre théâtre, on remonte bien au-delà de l'établissement des *Confrères de la Passion*. Il y avait les dîners du *Temple*, où Chaulieu, l'abbé Courtin et autres libres commensaux des Vendôme, célébraient Lisette, la paresse et le vin. Il y eut ces gais dîners de la jeunesse de Boileau et de Racine, où faisaient assaut La Fontaine et Molière : Chapelle n'y laissait pas dormir le refrain. On entrevoit plus anciennement les dîners ou soupers de la *Satire Ménippée*, où de malicieux couplets durent se chanter, à la sourdine la veille de l'entrée d'Henri IV, et à gorge déployée le lendemain. Marot, dans sa jeunesse, était le meneur et l'ame de cette société des *Enfans sans souci*, folle bande directement organisée pour le vaudeville et les chansons; mais c'est à partir de 1733 qu'on peut suivre presque sans interruption la série des dîners joyeux, et qu'on possède les annales à peu près complètes de la gastronomie en belle humeur. *L'ancien Caveau*, dont les réunions se tenaient au carrefour Bussy, chez le restaurateur Landelle, dura dix années et plus. Les dîners qui eurent lieu ensuite chez le fermier-général Pelletier, et qui, à partir de 1759, rattachèrent plusieurs des précédens convives, eurent l'air un moment de vouloir remplacer le centre qu'on avait perdu; pourtant on ne s'y sentait pas assez entre soi, pas assez au cabaret. Bon nombre des membres dispersés de l'ancien caveau, aidés de fraîches recrues qu'ils s'adjoignirent, reformèrent un *Caveau* véritable, qui paraît avoir duré jusqu'après 1775. Il y eut là un nouvel intervalle comblé par d'autres fondations *intérimaires*, que Laujon a touchées en passant. Mais c'est au lendemain de la Terreur qu'il se fit une véritable restauration de la gaieté en France. Dans un dîner du 2 fructidor an IV (1796), dix-sept gens d'esprit dont on a les noms, et parmi lesquels on distingue les deux Ségur, Deschamps, père des poètes Deschamps d'aujourd'hui, Piis, Radet, Barré, Després, etc., posèrent entre eux les bases d'un projet de réunion mensuelle, qu'ils rédigèrent le mois suivant en couplets; c'était l'ère des constitutions nouvelles et des décrets de toutes sortes, on ne manqua pas ici d'en parodier la formule :

En joyeuse société,
Quelques amis du Vaudeville

le recueil des *Dîners du Vaudeville* (mois de frimaire, an IX), il indique l'année 1737. Je livre ces discordances aux futurs historiens et aux chronologistes de la chanson.

Considérant que la gaieté
Sommeille un peu dans cette ville;
Sous les auspices de Panard,
Vadé, Piron, Collé, Favart,
Ont regretté du bon vieux âge
Le badinage
Qui s'enfuit;
Et, pour en rétablir l'usage,
Sont convenus de ce qui suit :

Et, après la rédaction rimée des divers articles du règlement, la commission signait en bonnes formes :

Au nom de l'Assemblée entière,
Paraphé, *ne varietur*.
Paris, ce deux vendémiaire,
Radet, Piis, Deschamps, Ségur.

De là les *Dîners du Vaudeville*, qui fournirent une carrière assez brillante, et ne prirent fin qu'aux approches de l'Empire (1). Un peu plus tôt, un peu plus tard, l'aimable société avait son terme marqué vers ce moment qui enleva plusieurs de ses principaux convives : l'un des Ségur mourut, l'aîné devenait maître des cérémonies; Després, nommé secrétaire des commandemens du roi de Hollande, et d'autres membres encore, appelés à de graves fonctions officielles, durent renoncer à des amusemens qui semblaient incompatibles avec l'étiquette renaissante. Le décorum impérial ne passait rien; il était très raide, comme quelque chose de très neuf. De plus jeunes et de moins compromis dans les honneurs survinrent donc, et se groupèrent de toutes parts en frairies à la ronde. J'omets cette foule de réunions moins en vue et vouées à une goguette moins choisie, qui pullulèrent alors, et qui n'ont pas laissé de traces ni d'archives; mais l'institution qui sembla l'héritière directe des *Dîners du Vaudeville*, et qui représente la gaieté sous l'Empire, comme l'autre réunion l'avait représentée sous le Directoire et sous le Consulat, ce fut la société du *Rocher de Cancale* ou du *Caveau moderne*. Nous y trouvons tout d'abord Desaugiers.

La gaieté sous l'Empire différa un peu de celle du Directoire; elle se régla davantage sans cesser d'être abondante, elle se simplifia. Sous

(1) On a la collection des chansons qu'on y chantait et qui se publiaient par cahier chaque mois, plus ou moins régulièrement, à partir de vendémiaire an v (septembre 1796).

le Directoire, elle était en train de tout envahir et de déborder : l'Empire fit là comme ailleurs, il fit des quais. La gaieté y put couler à pleins bords dans un lit tracé.

C'est Tyrtée ou Callinus qui a dit, s'adressant à la jeunesse oisive : « Jeunes gens, vous vous croyez en pleine paix, et la guerre embrase toute la terre. » Ceci s'appliquerait très bien au très petit nombre de jeunes gens ou d'hommes jeunes encore, qui avaient trouvé moyen d'éviter la conscription et de rester à Paris sous l'Empire. Sous ce gouvernement fort et victorieux, dans ce silence absolu de toute discussion politique sérieuse, on avait pris le parti, quand on le pouvait, de jouir de la vie, du soleil de chaque matin, de rêver la paix et d'en prélever les douceurs. On s'était refait une sorte de sécurité par insouciance, et, puisqu'on ne pouvait rien au gouvernail, on ne songeait qu'à remplir gaiement la traversée. On pratiquait l'épicuréisme tout de bon; on répétait en chœur la ronde bachique d'Armand Gouffé : *Plus on est de fous.....*; et du café des Variétés au café de Chartres, on s'en allait fredonnant la devise de Desaugiers et du *Caveau :*

Aime, ris, chante et bois,
Tu ne vivras qu'une fois.

Cette morale des joyeux chansonniers est, après tout, celle même que chante bien mélodieusement, si l'on s'en souvient, l'oiseau magique dans les jardins d'Armide : *Cogliamo la rosa....*

Cueillons, cueillons la rose au matin de la vie!

Que si, sous sa forme purement folâtre et dans la voix bruyante de l'ivresse, elle est moins faite pour séduire les ames délicates et tendres, elle prend parfois aussi des accens d'une telle richesse, d'une folie si éclatante et si sincère, qu'elle a force de poésie à son tour, et que, bon gré mal gré, elle entraîne. Je puis assurer les élégiaques et les rêveurs que Lamartine, qui effleura cette vie de l'Empire dans sa jeunesse, apprécie fort et sait très bien rappeler à l'occasion certaines des plus belles chansons de Desaugiers.

Ce ne sont pas celles qui ont pour titre et pour sujet un de ces noms tirés au sort, comme c'était d'usage dans les réunions du *Caveau,* la *neige,* la *plume,* le *noir,* le *long;* il s'agissait de broder là-dessus quelques couplets, vraie gageure de société et pur jeu d'esprit. Ces sortes de chansons, qui prêtent aux pointes et aux calembourgs, sont trop nombreuses dans le premier recueil de Desaugiers; mais bien vite et

du second coup il perça juste et ouvrit largement sa veine. Ses belles chansons, toutes de feu et d'inspiration (il suffira de les noter d'un mot), ce sont : *Ma Vie épicurienne* (1810) :

Le jour
Chantant l'amour,
Et souvent le faisant sans bruit
La nuit.....;

le *Panpan bachique* (1809) :

Lorsque le champagne
Fait en s'échappant
Pan, pan.....;

ce sont ces autres refrains irrésistibles et qui éveillent de toutes parts l'écho, *le Carillon bachique*, surtout *le Délire bachique* (1810) :

Quand on est mort, c'est pour long-temps...,

admirable chant tout bouillant d'une douce fureur, et où brille dans tout son éclat le génie rabelaisien. Il est telle de ses premières chansons faite comme parodie et pendant à la fameuse chanson à boire de maître Adam de Nevers, et intitulée *Chanson à manger* (1806), où ce même génie à la Gargantua se déclare. Je ne me figure pas qu'on chantât autre chose aux noces de Gamache; on en a plein la bouche à chaque mot, on nage véritablement en pleine bombance. Desaugiers, en ce genre, a la veine plus grasse qu'aucun de ses devanciers et de ses contemporains; mais on ose mieux louer en lui les vifs et légers accès de son humeur jaillissante, au nombre desquels je rappellerai encore *la Manière de vivre cent ans* (1810). C'est par de telles explosions de verve, populaires en naissant, que Desaugiers est devenu si vite un type national de gaieté et comme le patron à perpétuité de tous les dîners chantans; il n'en est aucun désormais où sa réjouissante mémoire ne préside. Il a du premier jour, et sans y songer, effacé le pâle Laujon, redonné la main aux maîtres gaulois de vieille race, et n'a pas été détrôné à cet endroit, même par Béranger.

La sensibilité, que celui-ci a introduite avec tant d'art dans la chanson, n'est pas absente, autant qu'il le semblerait d'abord, chez Desaugiers. Dans ce *Dîner de Madelon*, sa petite comédie la plus charmante (1813), il se rencontre de jolis couplets qui expriment *la Philosophie du sexagénaire :*

A soixante ans on ne doit pas remettre
L'instant heureux qui promet un plaisir.

. . . . . .

Celui qui plie à soixante ans bagage,
S'il vécut bien, vécut assez long-temps.

Il y a là-dessous une tristesse que voilent l'expression et le sourire. C'est, au ton près, la pensée de cet ancien qui disait : « Lorsque tu auras doublé (1) le soixantième soleil, ô Gryllus, Gryllus, meurs et deviens poussière; bien sombre en effet est le tournant par-delà ce point de l'existence, car déjà le rayon de la vie est émoussé. »

Le propre du chansonnier, c'est que la parole chez lui soit à peu près inséparable de l'air. Un poète lyrique a du nombre, de l'harmonie, de la mélodie; mais le chant proprement dit, l'*air*, il faut que cela dans la chanson accompagne, inspire comme d'un seul et même souffle la parole, et ne fasse qu'un avec elle. Composer après coup de la musique sur de jolis vers lyriques qu'on a intitulés ballade ou chanson, ou encore envoyer ses couplets ou stances au compositeur, ce n'est pas du tout la même chose que d'être chansonnier. Desaugiers l'était, si jamais on le fut, et tout ce qu'il a fait en ce genre a été tellement lancé d'un jet, qu'on ne peut guère y adapter d'autres airs; rhythme et pensée, la chose légère est née tout entière avec le chant. A ne les juger que sur le papier, les pièces lues (qu'on ne s'en étonne pas) ne rendent que bien peu les mêmes pièces chantées; c'est une lettre morte et muette; il faut l'air pour leur rendre le souffle et le sens. A lire, par exemple, la jolie chanson intitulée *les Inconvéniens de la Fortune* (1812), se douterait-on de ce demi-ton de tristesse, de ce filet de mélancolie qui se mêle si bien au refrain chanté?

Depuis que j'ai touché le faîte
Et du luxe et de la grandeur;
J'ai perdu ma joyeuse humeur :
Adieu bonheur! (*bis.*)
Je bâille comme un grand seigneur...
Adieu bonheur!
Ma fortune est faite.

Ce refrain : *Ma fortune est faite,* revient chaque fois plus tristement. La sensibilité, chez Desaugiers, se glisse quelquefois dans l'air, même lorsqu'elle n'est pas dans les paroles. — Comme pendant à cette déli-

(1) Métaphore empruntée des Jeux olympiques.

cieuse chanson, il faut prendre aussitôt celle du *Réformé content de l'être* (1814), dont le refrain est d'un effet tout contraire au précédent, et dont l'air également va en sens inverse du trait final :

Tout va bien (*bis*),
Grace au ciel, je n'ai plus rien,
Je n'ai plus rien, je n'ai plus rien.

De toutes les chansons de Desaugiers, s'il m'était permis de préférer et de dire celle qui me semble peut-être la plus complète littérairement (*littérairement!* mot sobre et profane, mot académique dont je ne saurais assez demander pardon en telle matière!), je nommerais *la Treille de sincérité* (1814). Composition, détail, expression et facture, elle me paraît tout réunir au point de perfection et à ce degré d'art dans le naturel qui, en chaque genre et même en chanson, constitue le chef-d'œuvre.

J'ai indiqué à dessein, chemin faisant, les dates de presque toutes les pièces que j'ai citées; on aura pu remarquer qu'elles sont toutes d'avant 1815; non pas que Desaugiers n'ait fait de charmans couplets depuis; mais ce que je tiens à bien montrer, c'est qu'il est proprement le chansonnier de l'Empire, celui d'avant 1815 en effet. A dater de ce moment et sous la restauration, cette veine purement épicurienne et rieuse ne suffit plus à la France; on a vu de près d'affreux désastres, on a subi des affronts; l'inquiétude est partout qui gagne à l'intérieur et se prolonge dans l'avenir. Si l'on chante encore, il faut que la chanson soit modifiée, soit enhardie et armée comme en guerre. La muse inoffensive, insouciante, du Vaudeville et du Caveau, ne répond plus assez à la disposition publique et ne saurait l'exprimer pleinement. Il y a une jolie boutade de Desaugiers dont voici le premier couplet :

Chien et chat,
Chien et chat,
Voilà le monde
A la ronde;
Chaque état,
Chaque état
N'offre, hélas! que chien et chat.

Et il énumère toutes les zizanies d'alentour, classiques et romantiques, grétristes et rossinistes, Grecs et Turcs; à propos de ces deux peuples alors aux prises, il disait :

Qu'êtes-vous sous ce beau ciel
Que réfléchit l'Archipel,
Turcs si doux et si polis,
Et vous, soldats de *Miaulis?*
Chien et chat, etc., etc.

Eh bien! non, on prenait dès-lors les choses plus au sérieux; on ne disait plus, on ne voulait plus entendre dire, même en chanson, *chien et chat*, de toutes ces luttes et de tous ces hommes; on disait : *tyrans et esclaves*, *bourreaux et victimes;* on prenait parti pour et contre. Bref, l'esprit public se modifiait profondément, et la chanson elle-même avait à s'ingénier, à s'élever, au risque de perdre quelque chose de sa gaieté sans doute et de son naturel : assez d'accroissemens et de riches conquêtes purent l'en consoler.

Les éditions de Desaugiers répondent exactement à cette vue de la critique : un premier volume parut en 1808, un second en 1812, un troisième en 1816. On y trouve tout entier le chantre original et populaire de cette époque dont nous avons défini l'esprit au dedans. Les loisirs de l'Empire et la première restauration, voilà son cadre et son règne à lui, son règne sans partage. Desaugiers excelle à nous faire voir en raccourci, par le bout rapetissant de la lorgnette, les mœurs et le tableau d'un temps déjà si loin de nous. J'ai parlé de ses belles et grandes chansons; mais il y a celles de *genre*, les miniatures, le *Palais-Royal* d'alors, les rues d'alors, *Paris à cinq heures du matin, à cinq heures du soir*. Le moraliste peu chagrin fait défiler en de vifs couplets toute une suite de petites scènes, de façades ou de facettes, nettes, brillantes, mouvantes, de la vie humaine; c'est bien l'espèce de chanson dont Picard nous rend la comédie. Dans *l'Atelier du peintre* Desaugiers a des traits du grotesque de Saint-Amant; c'est la charge du genre *David* dans sa défroque et son mobilier. Comment oublier ces folles scènes nocturnes de *M. et Madame Denis* (1807), si bourgeoises, si gauloises, si avant logées dans toutes les mémoires, et qui semblent nous être venues du temps de ma mère grand'! Comme on se figure que Molière y aurait ri (1)! Et La Fontaine! qu'est-ce qu'il aurait dit de voir Philémon et Baucis ainsi tournés en gaudriole? La série des *Cadet Buteux* est une autre branche dramatique de la chanson de Desaugiers; il met sur le compte de ce batelier de la Râpée la plupart

(1) Le vaudeville de *M. et Madame Denis, tableau conjugal en un acte*, fut représenté pour la première fois aux Variétés en juin 1808. On chantait à la suite de la pièce les couplets déjà bien connus.

de ses parodies des pièces célèbres d'alors, telles que *la Vestale*, *les Deux Gendres*, *les Danaïdes*. On a justement remarqué que ces pots-pourris si naïfs, si amusans, sont sans fiel; il y fait presque valoir les qualités des ouvrages qu'il parodie. Ce *flaneux* de *Cadet Buteux* est un excellent type de gros sens parisien, faubourien, d'observation badaude et populaire. Malherbe s'était vanté d'aller prendre tous les mots de son vocabulaire chez les crocheteurs du Port-au-Foin; Desaugiers, à certains jours, s'en allait parmi les passeurs du Port-au-Vin et y prenait tout simplement sa philosophie. Aux confins du même genre, proche barrière, et tirant sur le poissard ou le grivois, les amateurs distinguent et goûtent fort les amours de *Pierre et Pierrette*. Mais je commence à me sentir par trop incompétent au détail, et j'ai hâte de rentrer dans l'ensemble.

Il faut bien aborder la comparaison de Desaugiers et de Béranger, puisqu'elle est inévitable en tel sujet et qu'on aurait l'air, si on l'omettait, de la fuir. Est-il besoin de rappeler avant tout que Béranger est un esprit d'un tout autre ordre, un talent hors de pair qui a créé son domaine et qui a ouvert, ne fût-ce que pour lui seul, des voies nouvelles? L'ami de Chateaubriand et de La Mennais a su rendre la chanson digne de la familiarité et du tous-les-jours de ces hautes imaginations, de ces nobles intelligences. Un tel éloge en dit beaucoup. Comme poète, Béranger n'a, de nos jours, nulle comparaison à craindre. Mais sur un seul point, en ce qui est de la chanson proprement dite (et j'ai bien le droit de glisser ici la réserve, puisque je proclame assez franchement la gloire), sur un seul point Desaugiers garde l'avantage, c'est sur le chapitre de la gaieté franche. Béranger, jeune, avant toute célébrité, regardant passer Desaugiers, qu'il connaissait de vue sans être connu de lui, murmurait tout bas : « Va! j'en ferais aussi bien que toi, des chansons, si je voulais! » — Il disait vrai et il l'a bientôt prouvé; il en a fait d'aussi jolies, même avant d'en faire de très belles et de sublimes; il en a fait d'aussi jolies et presque d'aussi gaies, mais il les a faites parce qu'il l'a *voulu*. Or en cela seulement, mais pourtant en cela, il est moindre que Desaugiers.

Celui-ci était chansonnier comme La Fontaine était *fablier;* il y avait dans le talent qui le poussait à la chanson, ou, pour mieux dire, dans la sève qui poussait des chansons en lui, quelque chose d'irrésistible, quelque chose qui le pose assez bien entre Chapelle et La Fontaine.

Béranger a de la sensibilité, de la malice, de l'élévation, je ne veux certes pas prétendre qu'il n'ait pas aussi de la gaieté; mais, cette gaieté, il songe vite à s'en servir, à s'en couvrir, à s'en faire un cadre,

un véhicule et un auxiliaire pour aller à mieux et viser plus haut, tandis qu'elle était à la fois la forme et le fonds, la source et le fleuve même chez Desaugiers. Desaugiers, si plein de traits, n'a pas fait une épigramme en sa vie; il n'a pas blessé un ennemi, il n'en a pas eu. A qui aurait prononcé devant lui le mot de vengeance, il aurait dit plaisamment comme dans Regnard :

Que feriez-vous, monsieur, du nez d'un marguillier?

Son hilarité était pure : *sal merum*. Je l'ai comparé à Chapelle, il en avait la franchise et la rondeur, mais sans la crapule. Il avait aussi de la saillie et du sel à poignée de Santeuil, tout cela innocemment. Il y a beaucoup d'art dans le talent de Béranger, il y entre même quelque ruse. Avec Desaugiers, le naturel est tout grand ouvert; on rit rien que pour rire; on sent une sécurité complète résultant de l'entière cordialité.

Le propre du talent de Desaugiers, c'est, je l'ai dit, qu'il est chansonnier sans aucune *arrière-pensée*. Béranger a des arrière-pensées; il en est tapissé, et bien lui en prend ainsi qu'à nous, puisque c'est de là qu'il tire ses points de vue supérieurs et qu'il démasque au besoin ses horizons. Pascal a dit hardiment : « Il faut avoir une porte de derrière et juger de tout par là : en parlant cependant comme le peuple. » Béranger a eu cette *porte de derrière* dans la chanson : il a su y introduire toute une armée par la poterne, toute une race de héros et de vainqueurs, comme dans une Ilion. Tant de glorieux sujets, tant de vaillans chefs y sont bien parfois un peu à l'étroit et un peu pressés comme dans le cheval de bois; mais ils en sortent de même plus imprévus et plus impétueux, avec grandeur, avec éclairs. — Quoi qu'il en soit, c'est cette absence bien reconnue d'arrière-pensée qui fait passer chez Désaugiers certaines plaisanteries de rencontre, sur la création dans *le Nouveau-Monde*, sur Adam et la pomme dans *Verse encor*, sur les diables et les damnés dans *Il faut rire*, sans qu'il ait été le moins du monde soupçonné d'impiété. Béranger ne pouvait impunément en dire autant sous les Bourbons, et, s'il touchait du bout du doigt au sacré, il *sentait* tout aussitôt *le roussi*, à titre de philosophe. Mais Desaugiers était de l'ancienne race, de cette malice du bon vieux temps et d'avant Voltaire; on lui pardonnait de rire comme dans les vieux noëls, sans que cela tirât à conséquence. Le curé de Saint-Roch ne le chicana en rien à l'article de la mort, et le digne ecclésiastique oublia ou ignora parfaitement qu'en racontant autrefois le refus de

prières qui signala l'enterrement de Mlle Raucourt, *Cadet Buteux* avait chansonné sur l'air : *Faut d'la vertu, pas trop n'en faut....* On se rappelle la lettre du bon chanoine que nous avons précédemment citée, et qui témoigne de l'indulgence du clergé en général pour Desaugiers; il me semble maintenant que nous nous l'expliquons très bien.

Béranger à ses débuts, et dans sa période du *Roi d'Yvetot,* avait été fort lié avec Desaugiers; l'aimable président du Caveau avait accueilli à bras ouverts le nouveau-venu qui s'annonçait si bien; il fut le premier à lui donner l'accolade, il chantait partout ses louanges, et, qui mieux est, ses chansons pour les faire valoir. Béranger le lui a rendu par ces couplets sémillans qui se sentent si bien de leur sujet :

Bon Desaugiers, mon camarade,
Mets dans tes poches deux flacons;
Puis rassemble, en versant rasade,
Nos auteurs piquans et féconds.
Ramène-les dans l'humble asile
Où renaît le joyeux refrain.
Eh! va ton train
Gai boute-en-train!
Mets-nous en train, bien en train, tous en train,
Et rends enfin au Vaudeville
Ses grelots et son tambourin.

On a dit que, bien peu après, les opinions politiques avaient séparé ces deux hommes, rivaux un seul moment; qu'il en était même résulté d'un côté... mais chut! j'aime mieux croire en tout à la louange manifeste qu'à l'allusion cachée.

Desaugiers devait voir la restauration avec faveur; s'il avait chanté l'Empire, comme c'était d'usage et de rigueur alors, il était prédisposé par nature à devenir bourbonien; il aimait les jouissances sociales, les bienfaits de la paix, et la race d'Henri IV prêtait de tout point à ses refrains favoris. Sa politique et sa charte, à lui, étaient courtes : s'en remettre à la Providence et au pilote pour le gouvernail de l'état, et se contenter d'être le plus aimable, le plus égayant des passagers. Il fut très bien traité par les princes rentrans, par le comte d'Artois en particulier; on lui demandait en toute occasion d'animer de sa présence et de sa verve les divertissemens et les fêtes. Nommé directeur du Vaudeville en 1815, il y resta jusqu'à sa mort, sauf une interruption de deux ou trois ans (1822-1825). Il continua aussi de présider

les dîners du *Caveau moderne,* qui ne mourut qu'avec lui. Les chansons de Desaugiers, plus rares sous la restauration, furent trop souvent de circonstance : les fêtes du roi, le baptême du duc de Bordeaux, le sacre de Reims, obtenaient de lui sans effort des couplets sincères, mais que la France entière ne répétait pas. En vain dans son *Appel aux Français* soupirait-il d'un demi-ton de plainte :

Peuple français, la politique
T'a jusqu'ici trop attristé;
Rappelle ta légèreté,
Ton antique
Joyeuseté!

Cette gracieuse chanson était comme le *chant du cygne* de la gaieté en France. La politique gagnait de plus en plus, et, lorsqu'on riait encore avec Desaugiers, ce n'était qu'une trève. Pourtant les cercles les plus familiers ou les plus brillans le recherchaient et se le disputaient à l'envi; il continuait d'être le convive le plus indispensable et le plus promis, et l'ame vivante de toute réunion. Si la cause de la gaieté se perdait de plus en plus dans l'ensemble, il lui rendait l'avantage dès qu'il paraissait sur un point, et, comme ces foudres de guerre qui ne meurent qu'en triomphant, il ramenait la victoire partout où il était de sa personne. — Dans les repas de corps de la garde royale, il avait nom l'*aumônier* du régiment. — Sa maladie, une maladie bien cruelle, la pierre, interrompit à peine les saillies de sa vive et indulgente humeur; il chansonna son mal comme toute chose, sans amertume et en lui pardonnant; il fit en riant son épitaphe, sans y croire encore. Cette maladie devint bientôt un évènement pour tous, et sa mort fut un deuil public, car il avait été la joie de beaucoup. Ce jour-là, ce seul jour, le nom de Desaugiers fit couler des pleurs de tristesse, et ils coulèrent en abondance. Il n'avait que cinquante-quatre ans accomplis lorsqu'il mourut (9 août 1827). On trouvera dans la notice de M. Merle, en tête des œuvres (1), et dans celle de M. Creuzé de Lesser (*Biographie universelle*), l'expression touchante des regrets unanimes. J'ajouterai seulement ici quelques traits puisés en bon lieu, et qui achèveront de dessiner cette physionomie heureuse.

Desaugiers, ce qu'on croirait difficilement à ne le juger que du

(1) J'ai beaucoup emprunté pour tout ce qui précède à cette notice de M. Merle, et je dois de plus à la parfaite obligeance de cet homme d'esprit plus d'un souvenir dont j'ai profité.

dehors, était un homme d'intérieur; mari et père tendre, voué aux affections domestiques, il n'a laissé au sein de la famille la plus unie que des souvenirs pieux et inaltérés, aussi vifs après tant d'années que le premier jour. Les instans où il parvenait à s'arracher au monde et où il s'asseyait parmi les siens, à sa table bourgeoise, étaient peut-être ses plus vrais jours de fête à lui. — On a dit qu'il avait un certain fonds mélancolique sous sa gaieté. Il disait lui-même que sa première pensée au réveil était toujours triste. J'ai vu son portrait peint par Riessner le père, datant de 1812, et avant cet embonpoint qu'il prit dans la suite : la finesse et la sensibilité y frappent tout d'abord. Sa figure, si on la surprenait au repos, était plutôt mélancolique. Quand il était au piano, il finissait volontiers, au bout d'un certain temps, par tomber dans la pure romance sentimentale; mais dans l'habitude, et dès qu'il voyait des visages et des yeux humains, il souriait, il étincelait au premier choc, et la gaieté ne tarissait pas.

Il y avait jusque dans sa manière de serrer la main quelque chose de moelleux et de naturellement caressant, qui exprimait l'affection.

Je continue de le peindre, tel qu'on me l'a montré, tel qu'il m'apparaît tout-à-fait présent. Très distrait, très flâneur, il est toujours en retard dans les dîners d'étiquette où il se rend; il s'attarde aux boutiques, aux passans, au *polichinelle* du coin, même quand la belle compagnie, à deux maisons de là, pourrait très bien l'apercevoir du balcon. Il entre, une saillie s'échappe, et tout est réparé.

Directeur du Vaudeville, il était peu fait, on le conçoit, pour les détails et pour les tracas de l'administration. Pourtant, par le privilége de sa nature, il apaisa d'un mot et fit tomber plus d'une fois les différends. Tendrement aimé de la jeunesse, il la favorisait avec zèle. Dans les pièces de jeunes gens qu'il faisait jouer, combien de fois il lui arriva de jeter des couplets sans s'en vanter, quelques grains de son sel! — Le soir, en rentrant du théâtre, à minuit, il se mettait à lire les pièces présentées, avant de les faire lire au comité. Il les lisait jusqu'au bout, et écrivait aux auteurs des lettres longues, motivées, paternelles, qui adoucissaient les refus. Tous les conflits d'amour-propre ou d'intérêt se taisaient aisément devant lui. Il était de ceux qui ont un don à part, et qui sont destinés par la nature, non-seulement à égayer, mais encore à adoucir les relations des hommes. — On pouvait le définir *une joie de la vie.*

Il y avait dans tout son être un *liant* unique; on sentait bien au vrai que la joie était là-dedans. Il semblait dire à tous en entrant : « Nous

n'avons qu'un instant, laissons ce qui divise, et jouissons ensemble de ce que je vous apporte. » Il avait besoin de voir tous les visages heureux autour de lui.

Une fois au piano, on aurait dit que la chanson lui sortait par tous les pores, par les doigts, par les cheveux légèrement en désordre, par ses yeux brillans comme par ses lèvres riantes. Ce n'était ni étudié ni travaillé, et, le lendemain, cela faisait une chanson charmante, que tous répétaient déjà.

Il ne faudrait pas croire pourtant qu'il ne travaillât pas ses chansons, celles dont on se souvient. Desaugiers travaillait beaucoup sans en avoir l'air, non pas dans son cabinet sans doute, les coudes sur sa table et en se rongeant les ongles; il travaillait en marchant, seul, aux Champs-Élysées ou aux Tuileries, dans son allée favorite du *Sanglier*. Enfin, ses chansons si promptes à naître, et souvent si parfaites d'exécution, ne s'achevaient pas toutes seules, qu'on le sache bien. Il y avait entre elles et lui le dernier tour de promenade solitaire et le tête-à-tête du lendemain matin.

On a là tout ce que j'ai pu recueillir de plus intéressant et d'un peu littéraire sur cette imagination riante et cette ame sans replis, sur ce dernier représentant de la gaieté française, et qui en a fait éclater le bouquet final éblouissant. L'aimable chose est si en souffrance pour le quart d'heure, qu'il a dû être raconté et analysé (j'en demande bien pardon à ses mânes) par celui de tous les auteurs de *Tristes* qui a le moins le bonheur de lui ressembler. Il est tombé aux mains des élégiaques, mais non pas tout-à-fait des profanes, et nous avons fait de notre mieux pour l'honorer à notre manière, pour arroser de lait et de miel, et même d'un peu de vin, son tombeau.

SAINTE-BEUVE.

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

LES CLASSES INFÉRIEURES.

Lorsque l'Europe, après les longues guerres de la révolution française et de l'empire, posa les armes en 1815, on ne vit pas, comme dans les siècles précédens, les armées licenciées se répandre en brigandages et en désordres de toute espèce : un million de soldats rentrèrent dans la vie civile, sans commettre le plus léger excès; des hommes, qui n'avaient manié jusque-là que le sabre ou le fusil, se mirent au rude apprentissage de la science, de l'industrie, de l'agriculture. L'œuvre de destruction ayant cessé, une fièvre de travail circula bientôt dans les veines du corps social. L'antique fiction du soldat laboureur devint un épisode vulgaire. Jamais transformation plus grande ne s'était opérée avec des allures plus pacifiques, et le changement s'accomplit à vue d'œil, comme pour un décor d'opéra. Si le repos de la société fut quelquefois troublé, il le fut par les gouvernemens enivrés de leur triomphe, et l'on put mesurer, en contemplant

des résultats qui tenaient du prodige, les progrès que la civilisation avait faits parmi les peuples depuis trente ans.

Dans ce mouvement des sociétés modernes, l'Angleterre fut la nation qui eut le plus de peine à passer du pied de guerre au pied de paix. La France elle-même, envahie, dépouillée, mise à rançon par l'étranger et comprimée par un pouvoir inintelligent, donna l'exemple de la résignation ainsi que du bon ordre. La transition, si douloureuse pour nous, semblait devoir être cependant plus facile pour nos voisins. L'Angleterre en effet avait dicté les conditions de la paix; elle s'était adjugé, par les traités, les dépouilles de la France, de l'Espagne et de la Hollande; elle restait désormais la seule puissance coloniale et la première puissance maritime; les marchés du monde entier allaient s'ouvrir à son industrie. Parvenue à l'apogée de sa puissance, ne devait-elle pas se trouver aussi en pleine prospérité et avoir enfin son âge d'or? Avec la guerre avaient cessé les charges extraordinaires qui pesaient sur les contribuables : les dépenses publiques, qui s'élevaient, pour l'année 1814, à la somme inouie de 106,832,260 livres sterling (2,724,222,630 fr.), étaient tombées à 92 millions sterling en 1815, à 65 millions sterling en 1816, et à 55 millions en 1817, réduction de 48 pour 100 en trois années. Ainsi, les sacrifices à faire s'allégeaient pour la nation, au moment même où elle devenait maîtresse de déployer toutes les ressources de son activité.

Des circonstances, au premier abord si décisives, n'exercèrent pourtant aucune influence appréciable sur le sort du peuple anglais; il y a plus, le retour de la paix fut signalé par un profond malaise. Le travail industriel ne prit pas les développemens que l'on avait lieu de prévoir, et le commerce extérieur diminua tout à coup dans une proportion effrayante : les exportations de l'Angleterre, qui montaient à 45 millions sterling en 1814 et à 51 millions en 1815, descendirent à 41 millions en 1816 et à 35 millions en 1817. En même temps, les délits se multipliaient à l'envi et débordaient l'énergie de la répression. On avait compté, dans l'Angleterre proprement dite, 6,390 accusés pour l'année 1814; ce nombre s'éleva soudainement à 7,818 en 1815, à 9,091 en 1816, et à 13,902 en 1817, accroissement de 118 pour 100 en trois années (1).

Le progrès du crime, lorsqu'il se manifeste avec cette rapidité vio-

(1) En 1842, vingt-huit ans après la paix, le nombre des accusés était de 31,309, accroissement de 391 pour 100.

lente, est toujours le symptôme de quelque trouble dans l'économie intérieure de la société; mais, comme s'il en fallait d'autres preuves, des émeutes éclatèrent sur plusieurs points du royaume, et les associations secrètes commencèrent à se propager parmi les ouvriers.

M. Porter pense que, si la paix n'amena pas un état de choses matériellement et moralement plus heureux pour l'Angleterre, on doit l'attribuer à l'épuisement où la guerre avait laissé le pays (1). Je ne veux pas contester d'une manière absolue l'influence de cette cause. Au terme d'une lutte gigantesque, à laquelle avaient pris part toutes les grandes puissances de l'Europe, qui avait mis en mouvement les plus nombreuses armées que l'on eût encore vues depuis l'époque des croisades, et qui avait pris tour à tour chaque contrée pour champ de bataille, les vainqueurs devaient se trouver presque aussi maltraités que les vaincus. De 1806 à 1815, l'Angleterre avait dépensé plus de 21 milliards de notre monnaie à soutenir ou à soudoyer la résistance du principe aristocratique; elle avait tenu à flot jusqu'à cent vingt vaisseaux de ligne; son armée de terre et de mer lui avait coûté jusqu'à 71 millions sterling (plus de 1,800 millions de francs); pour sauver, pour ranimer, pour ressusciter le malade, Pitt et ses successeurs l'avaient en quelque sorte saigné à blanc. Quelle constitution, soumise à un traitement aussi énergique, n'aurait pas été ébranlée?

La Grande-Bretagne a recouvré depuis les forces que la guerre lui avait fait perdre. La population, la production et la richesse ont repris leur marche ascendante; cependant le malaise subsiste, les plaies ne se ferment pas, l'agitation continue. Il y a donc d'autres causes à ce désordre que des circonstances dont le temps aurait déjà effacé la trace, à quelque profondeur qu'elle eût été déposée. On les trouvera dans la conduite du gouvernement anglais à l'égard des classes inférieures, conduite marquée au coin de l'injustice et de l'exclusion. Le peuple se plaint rarement des privations qui lui sont imposées, quand il voit les chefs politiques du pays prendre leur part de ces souffrances; mais c'est trop présumer de sa patience et de sa docilité que de rejeter sur lui seul le fardeau tout entier.

En 1816, la paix venant réduire les dépenses publiques, les ministres et le parlement se trouvaient en mesure d'opérer, dans la quotité de l'impôt, un dégrèvement considérable; au lieu de modérer les taxes de consommation, qui étaient excessives et que toutes les classes de la population supportaient, l'on jugea plus opportun de sup-

(1) Porter, *Progress of the Nation*, section IV.

primer l'*income-tax*, impôt qui pesait sur les revenus et non sur les salaires, et dont les conséquences ne se faisaient pas sentir au-dessous des régions moyennes de la société. Par-là, les revenus de l'aristocratie s'accrurent d'une somme égale à la taxe, c'est-à-dire de 10 pour 100; les classes qui recueillaient déjà les bénéfices du gouvernement parvinrent à s'affranchir des charges qu'entraîne l'administration d'un grand état.

A la même époque, les propriétaires fonciers, non contens de se décharger sur la masse des consommateurs du poids des taxes publiques, cherchèrent à établir directement un impôt à leur profit. Avant 1815, les blés étrangers pouvaient être introduits en franchise, lorsque le prix des blés indigènes s'élevait à 68 shillings (82 fr. 50 c.) par *quarter;* on restreignit cette faculté au taux de 80 shillings (100 fr.). Ce fut comme si l'on avait frappé les grains dont se nourrit le peuple, dans un pays qui n'en produit pas des quantités suffisantes pour sa consommation intérieure, d'une taxe de 14 shill. (17 fr. 50 c.) par *quarter*. Les lois sur les céréales, lois de cherté pour les classes inférieures, lois de privilége pour les classes supérieures, eurent ainsi pour effet d'élever le prix des fermages et d'augmenter par conséquent la valeur des biens fonds. Ce fut une liste civile que se vota l'aristocratie. Quatre ans plus tard, une mesure inévitable, la reprise des paiemens en espèces, en donnant aux billets de banque la valeur de l'or, aggravait encore l'inégalité des fortunes, car il en résultait une altération très sensible dans le taux réel des contrats à longue échéance, et par suite un surcroît d'opulence pour les maîtres du sol.

L'aristocratie britannique ne peut donc s'en prendre qu'à elle-même des commotions qui agitent le royaume depuis trente ans. L'ordre établi n'eût peut-être jamais été attaqué, si elle avait gouverné dans l'intérêt de tout le monde. Cette partialité, ou plutôt cet égoïsme du gouvernement a produit ce que les Anglais appellent une législation de classe ou de caste (*class legislation*), et rien ne provoque le mécontentement du peuple comme le défaut d'équité dans les corps politiques qui sont chargés de faire les lois.

Certes, l'Angleterre n'est pas un pays en révolution. Il y a déjà plus de deux cents ans que ses institutions ont pris leur assiette, et qu'elle débat les conséquences des principes que la plupart des nations de l'Europe en sont encore à poser. Sans doute, l'aspect des choses se modifie incessamment dans cette contrée, mais le fond reste immuable. C'est un peuple en marche, mais qui suit toujours la même direction et qui ne perd jamais de vue le point de départ : voilà ce qui

explique comment le système des castes, qui suppose l'immobilité de l'Égypte ou de l'Inde, se continue, sous une autre forme, dans la Grande-Bretagne, au milieu, pour ainsi dire, du mouvement perpétuel. La race anglaise est naturellement hiérarchique; c'est la seule aujourd'hui qui respecte les supériorités de position, autant et plus que les supériorités d'intelligence et de caractère, et qui accepte, avec l'inégalité des rangs, jusqu'à l'inégalité des droits. Dans un pays ainsi constitué, pour affaiblir ou même pour détendre le lien de l'obéissance, il a donc fallu que l'on ait beaucoup abusé du pouvoir.

Oppression générale et oppression locale, domination exercée par une race d'hommes sur une autre, despotisme du propriétaire foncier et du manufacturier, tyrannie s'appuyant sur le sol ou sur le capital, persécution émanant quelquefois du pouvoir temporel et plus souvent du pouvoir spirituel, rien n'a manqué aux épreuves de cette démocratie encore dans les limbes. De là aussi les caractères divers que la révolte a pris, selon les lieux et selon les époques, tantôt se localisant comme les griefs dans le comté de Kent, dans le pays de Galles et en Irlande, tantôt s'étendant au royaume entier, comme les associations d'ouvriers (*trades-unions*) et les insurrections des chartistes. Un coup d'œil jeté sur ces évènemens, dont quelques-uns appartiennent à des dates récentes, fera mieux comprendre quelles sont en Angleterre les prétentions des classes inférieures et quel est leur avenir.

I. — HERNE-HILL.

Au printemps de l'année 1838, et quelques mois avant le couronnement de la reine, une agitation extraordinaire se manifesta parmi les paysans, dans les environs de Cantorbéry. Ces hommes, jusqu'alors paisibles et occupés du travail des champs, avaient paru tout à coup saisis de la fièvre religieuse : ils ne se réunissaient d'abord que pour prier, pour chanter des cantiques, ou pour communier au milieu des bois; mais bientôt la prédication enflammant leurs passions et les tournant contre l'ordre social, cette émotion devint une révolte. Le lundi 27 mai, un rassemblement se forma dans le village de Boughton, portant, en signe de ralliement, une miche de pain au bout d'un drapeau bleu et blanc sur lequel était peint un lion rampant : les paysans ameutés se dirigeaient vers le bois de Bleane, sous la conduite d'un homme de haute taille, que cette foule semblait adorer.

Parvenu dans un champ communal, le rassemblement fit halte, et

le chef ôta ses souliers en s'écriant : « Maintenant, je suis sur mon terrain. » Il était évident que les révoltés avaient choisi cet endroit pour le théâtre de leur résistance; de trois constables envoyés pour les arrêter, un fut tué et les autres prirent la fuite. Deux compagnies du 45e régiment s'avancèrent alors, la baïonnette au bout du fusil; le *riot-act* fut lu, et les rebelles sommés de se disperser. Un lieutenant, ayant mis la main sur leur chef, fut renversé d'un coup de pistolet tiré à bout portant. A ce signal, les paysans, sans autres armes que des bâtons, se précipitèrent sur le détachement qui dut faire, pour sa défense, une exécution terrible : huit des rebelles restèrent couchés par terre, sept furent blessés grièvement, et vingt-sept tombèrent dans les mains des soldats. Le major Armstrong, qui commandait l'expédition, un moment entouré par cette foule fanatique, courut les plus grands dangers; les officiers n'avaient jamais vu des hommes affronter la mort avec un courage plus résolu.

Le héros de cette échauffourée se faisait reconnaître, parmi les cadavres des paysans groupés autour du sien, à sa haute stature et à ses proportions herculéennes. La vénération du peuple lui avait survécu. Les femmes se disputaient les boucles de sa chevelure et les lambeaux de sa chemise ensanglantée; l'une d'elles fut surprise, qui s'efforçait d'introduire un peu d'eau dans sa bouche, parce qu'il avait dit qu'au moyen de cette assistance il ressusciterait dans un mois. Lorsqu'il fallut l'ensevelir, les paysans suivirent son cercueil avec un sombre désespoir, que la présence de la force armée contenait à peine. Depuis cette époque, sa mémoire se perpétua dans le comté de Kent comme celle d'un autre messie, et ceux qui périrent à ses côtés en le couvrant de leur corps sont considérés comme des martyrs.

D'où venait l'ascendant incroyable que cet homme avait exercé? quel charme surnaturel lui avait valu des dévouemens aussi entiers et aussi aveugles? comment une scène du XIVe ou du XVe siècle avait-elle pu se renouveler, en pleine civilisation, à l'ombre de la métropole religieuse des trois royaumes, et sur la grande route de Londres à Paris?

Le prétendu messie n'était qu'un échappé des petites-maisons. Il s'appelait John Nicholl Thoms, mais il prenait le nom beaucoup moins plébéien de sir William Courtenay. Condamné par le jury de Maidstone à sept années de déportation pour crime de parjure, on avait reconnu ensuite dans ce délit la conséquence d'une aliénation mentale, et on l'avait enfermé dans l'hospice de Barming-heath, où il resta deux ans. Mis en liberté à l'expiration de ce terme, il était venu demeurer à Boughton. Courtenay possédait des avantages extérieurs

peu communs; il parlait avec facilité, et des citations de la Bible revenaient à tout propos dans ses discours, moyen d'influence qui ne pouvait pas manquer son effet sur des esprits simples et dans un pays protestant. Dans ses harangues aux paysans, cet illuminé leur promettait de vastes domaines, et, pour donner plus d'autorité à ses promesses, il prétendait tantôt être le baron Rothschild, le comte de Devon, ou le roi de Jérusalem, et tantôt disposer d'un grand crédit à la cour, à ce point qu'on le verrait, le jour du couronnement, assis à la droite de la reine. Enfin, l'enthousiasme de la foule ayant ajouté à son audace, il se présenta comme étant le Christ lui-même; à ceux qui en doutaient, il montrait mystérieusement les cicatrices laissées sur ses mains par les clous qui l'avaient attaché à la croix. Une figure naturellement noble et sa barbe, qu'il taillait à l'image du Christ, aidaient à l'imposture; pour achever de séduire ses partisans, il les oignait, sous prétexte de les rendre invulnérables, et l'argent qu'il puisait dans toutes les bourses était répandu sans réserve en libéralités : le fanatisme s'était ainsi fortifié de toutes les ressources de l'admiration.

Mais le pouvoir de fascination dont Courtenay paraît avoir été doué ne rend pas complètement raison de l'étrange facilité avec laquelle une population vouée au travail et soumise aux lois passa, en quelques jours et presque sans s'en douter, de l'obéissance à la révolte. Un changement aussi radical et aussi soudain ne s'explique pas indépendamment des conditions particulières dans lesquelles se meut la société. Les troubles du comté de Kent appelaient une enquête; le gouvernement ne songea pas à la faire, ni les chambres à la provoquer. La première impression de surprise une fois amortie, l'opinion publique se détourna de ce spectacle, qui ne pouvait que l'importuner à l'approche des pompes et des réjouissances du couronnement. Le parlement demanda des explications pour la forme; il voulut connaître les motifs qui avaient amené l'élargissement de Courtenay avant l'expiration de sa peine, comme si l'ordre et le repos du pays dépendaient de la vigilance avec laquelle les maisons de fous étaient gardées. Cependant quels étaient les hommes que le maniaque traînait à sa suite? Sur quoi portaient leurs plaintes, et à quelle fin aspirait leur ambition? Sur tout cela, pas une conversation ne fut échangée. La presse elle-même ne se montra ni plus intelligente ni plus curieuse; les journaux de Londres se bornèrent à signaler ce qu'il y avait d'imprévu dans ces évènemens « qui avaient, disaient-ils, éclaté comme une bombe; » mais ils n'eurent garde de rechercher d'où la bombe était partie.

Une réunion d'économistes et de philanthropes, la *Société centrale d'éducation*, osa seule penser que la parole de Courtenay n'avait été que l'étincelle qui tombe sur une traînée de poudre, et que la cause réelle du désordre devait se trouver dans l'état social des paysans qui avaient combattu pour la divinité du faux messie. Un de ses membres, M. Liardet, envoyé sur les lieux avant que le souvenir de ces évènemens se fût refroidi, a publié un rapport qui donne la clé de l'énigme (1). Il suffit de grouper, en y joignant les inductions qui en dérivent, les faits qui ont été recueillis dans ce remarquable travail.

La misère semble n'avoir eu aucune part aux troubles du comté de Kent. Le lieu de la scène est un de ces paysages qui n'appartiennent qu'à l'Angleterre : des collines à pente douce que séparent de riantes vallées, de vastes et grasses prairies dans les bas-fonds, et plus haut des jardins, des vergers, des champs de blé ou de houblon, l'agriculture dans toute sa magnificence et la nature dans toute sa beauté. Sur une terre aussi fertile, la population doit vivre dans l'aisance : les laboureurs gagnent de 15 à 18 francs par semaine; les femmes, 7 francs 50 cent.; un enfant de treize ans, de 3 francs 75 cent. à 5 francs. Chaque famille a sa chaumière et son jardin, jardin cultivé avec un soin infini, chaumière divisée souvent en quatre chambres, de manière à développer également la santé du corps et les bonnes mœurs. Le mobilier a un air de propreté qui charme; outre les tables bien polies, des armoires garnies de linge et une batterie de cuisine luisante, on voit dans chaque maison une énorme pendule qui annonce que les maîtres du logis connaissent le prix du temps aussi bien que le commis le plus affairé de la Cité. Les femmes savent généralement coudre et blanchir; quelques-unes sont capables de faire leur beurre et de pétrir leur pain. Toute chaumière a une étable qui renferme une vache ou un cochon; en un mot, la condition de ces paysans est bien supérieure à la moyenne des principaux comtés.

Parmi ceux qui prirent part à l'émeute du 28 mai, un seul passait pour être d'une probité suspecte, et quatre seulement recevaient des secours de leur paroisse. Tous les autres étaient des hommes d'un âge mûr et d'un caractère irréprochable, qui vivaient sans peine du travail de leurs bras ou qui cultivaient le sol en qualité de fermiers. La population de ces hameaux se distingue encore par une sobriété assez rare dans la Grande-Bretagne; les villages éloignés des grandes routes n'ont pas un seul cabaret.

(1) *Report on the state of the Peasantry, at Boughton, Herne-Hill*, etc.

Ainsi, la misère et la débauche, ces alimens naturels de tout désordre, n'ont été pour rien dans les scènes de Boughton. M. Liardet en voit la cause principale dans l'ignorance habituelle des populations rurales, ignorance qui lui paraît plus entière là qu'ailleurs. A l'appui de son opinion, il rappelle que, sur quarante chaumières examinées par lui à Dunkirk, il y en avait vingt qui ne renfermaient pas un livre, et que, dans les autres, la Bible était le seul livre qui s'offrît aux regards des visiteurs. A Herne-Hill, bien peu d'habitans étaient en état de signer leur nom, et ceux qui savaient lire ne lisaient que les premières pages du Nouveau Testament.

L'ignorance n'est pas moins grande dans les campagnes de la France; je doute cependant qu'un imposteur ou un illuminé, en déployant des séductions égales à celle de Courtenay, parvînt à y éveiller le même fanatisme. En général, les révolutions politiques commencent dans les villes, et les révolutions religieuses dans les campagnes; les peuples les plus fanatiques ont été les peuples pasteurs. Mais nos paysans ont vu le monde, et le mélange continuel des classes dans la société française rend leur esprit moins accessible aux illusions ou aux préjugés; il en est tout autrement en Angleterre. Voici la peinture que fait M. Liardet de l'état social dans la paroisse de Herne-Hill.

« Le village renferme quatre-vingt-huit familles qui donnent une population de quatre cent soixante-dix individus. Le vicaire est le seul homme comme il faut (*gentleman*) qui réside dans la paroisse; il n'y a ni médecin, ni pharmacien, ni boutique d'aucune espèce. La terre est distribuée en fermes, depuis soixante jusqu'à cent cinquante acres d'étendue. Les fermiers, qui ont une existence grossière et qui ont reçu une instruction purement agricole, ne sont pas en état, quand ils en auraient la volonté, de contribuer à la réforme morale du peuple. Le principal d'entre eux et le seul qui prenne quelque intérêt à ces questions, n'a lui-même que l'éducation que l'on donnait, il y a quarante ans, aux classes laborieuses dans les districts ruraux. C'est néanmoins un personnage très méritant, qui, à force d'industrie, de persévérance, d'économie, et par une bonne conduite dont il ne dévia jamais, s'est élevé de l'humble condition de journalier à la position honorable qu'il occupe aujourd'hui. Tout le fardeau des intérêts séculiers de la paroisse retombe sur ses épaules : il est marguillier, gardien des pauvres, commissaire chargé de veiller à l'entretien des routes, et il remplit ces fonctions, non-seulement pour le village de Herne-Hill, mais aussi pour celui de Dunkirk, qui est encore plus considérable et qui renferme sept cents habitans. »

Ne cherchons pas ailleurs la véritable cause des troubles : elle est dans cet isolement social. Voilà deux villages et douze cents habitans,

parmi lesquels ni la classe supérieure ni la classe moyenne ne se trouve représentée. Les propriétaires ne vivent pas sur leurs domaines, et les fermiers ne sont que des laboureurs, sans capitaux et sans lumières; aucune profession libérale n'y est exercée, pas même l'art de guérir; point d'industrie ni de commerce, même en détail; le village de Dunkirk, terre d'église, qui appartient au chapitre de Cantorbéry, est absolument privé des secours spirituels, et sans les 300 livres sterling attachées à la cure de Herne-Hill, cette paroisse n'aurait probablement pas fixé la résidence du seul *gentleman* qu'elle renferme. Il n'y a donc là que des paysans, et des paysans abandonnés à eux-mêmes, des paysans qui ne reçoivent rien de la société que leur salaire, en échange d'un travail qui fait produire au sol la rente du propriétaire et la dîme du clergé.

Les hommes, par cela seul qu'ils vivent en société, demandent à être conduits; quand leurs chefs naturels leur manquent, ils sont à la merci du premier charlatan qui veut s'emparer de leur esprit et qui se fait fort de les diriger. « Seriez-vous disposé à écouter un bon avis? demandait M. Liardet à un paysan. — Je ne le crois pas, monsieur, répondit le bonhomme, si le conseil venait de quelqu'un comme moi; mais s'il m'était donné par un *gentleman* comme vous, je pense que j'y céderais. » Cette conversation est un trait le lumière; elle explique à la fois l'état moral des paysans et l'ascendant que Courtenay obtint si promptement parmi eux. Tout autre *gentleman* qui aurait pris la peine de leur parler de leurs intérêts dans cette vie et de leurs espérances dans l'autre eût probablement exercé la même influence.

Il est à remarquer que le village de Boughton, le plus peuplé des trois, et celui où l'insurrection vint former ses rangs, n'a compté qu'un des siens parmi les paysans qui ont péri, et deux seulement parmi les prisonniers. La plupart des victimes appartenaient aux paroisses de Herne-Hill et de Dunkirk. Cela ne veut pas dire que Boughton ait une grande supériorité de mœurs ou de lumières; mais c'est un lieu de passage, dont les habitans se frottent par conséquent un peu plus au monde, et que la civilisation éclabousse de temps en temps, si elle n'y pénètre pas. Les prophètes et les charlatans, rencontrant peu d'illusions en pareil lieu, doivent y faire moins de prosélytes; de là le peu de succès de Courtenay à Boughton, où il ne recruta pas plus de trois dupes sur treize cents habitans.

Depuis l'ouverture du chemin de fer qui va de Londres à Folkestone et à Douvres, le courant des voyageurs s'est détourné. La popu-

lation de Boughton, comme celle de Herne-Hill et de Dunkirk, attend que les hauts dignitaires de cette église métropolitaine dont elle aperçoit les tours à l'horizon s'occupent enfin de civiliser la contrée. Dans le moyen-âge, les terres de l'église étaient les mieux cultivées, et les serfs de l'église les plus heureux; aujourd'hui le clergé anglican n'est pas un propriétaire plus paternel ni plus attaché à ses devoirs de tuteur que l'aristocratie civile. A quelques égards, la propriété, dans les mains des corps religieux, a des inconvéniens plus sensibles. Les grands seigneurs résident très souvent sur leurs domaines, où ils dépensent une partie de leurs revenus et où ils tiennent à honneur d'étaler un luxe princier; mais les dignitaires ecclésiastiques, ne possédant qu'à titre de fidéicommis, habitent rarement les terres qu'ils exploitent : aussi l'*absentéisme*, ce fléau des sociétés aristocratiques, frappe-t-il principalement les populations dont la tutelle leur est dévolue.

Quel était le sens de cet emblème derrière lequel se ralliaient les paysans ameutés de Herne-Hill et de Dunkirk? Pourquoi ce pain, qu'ils portaient au bout d'un drapeau, et qui parlait pour eux aux regards de la foule? Ce n'était pas un signe de détresse, car tous ces hommes, qui « vivaient en travaillant, » n'avaient pas à se poser, comme les ouvriers de Lyon, l'autre terme du redoutable dilemme, et à « mourir en combattant. » Ce pain était le symbole de la propriété, et figurait une évolution sociale. Les paysans aspiraient à devenir propriétaires. Occupés à féconder un sol dont ils ne voyaient jamais les maîtres, ils en étaient venus à considérer ceux-ci comme des étrangers, dont l'absence avait singulièrement affaibli les droits. Il y a dans ces faits une grande leçon. Le travail est l'origine de la propriété; c'est en cultivant le sol que l'homme se l'approprie. Quand le possesseur cesse de cultiver, malgré la loi et malgré l'usage, le lien qui l'attache au sol commence à se détendre; il peut finir par se briser, si le propriétaire cesse de résider et va dissiper au dehors des produits dont il garde la jouissance pour lui seul. Toute aristocratie oisive est à la veille d'un 93. Si elle veut résister et si elle veut vivre, il faut qu'à l'exemple de ce géant que la mythologie païenne fait naître de la terre, elle se retrempe souvent au contact du sol qui la nourrit.

II. — CARMARTHEN.

Les troubles du pays de Galles ont suivi de près ceux des districts manufacturiers. Vers le milieu de l'année 1843, au moment où l'at-

tention de l'Angleterre était détournée et ses troupes occupées par les formidables démonstrations d'O'Connell, une espèce de jacquerie s'organisa dans la partie méridionale de la principauté, sur les côtes reculées qui font face à l'Irlande. Le fermier de la route de Carmarthen à Saint-Clare ayant établi, contre le vœu des magistrats locaux, une nouvelle barrière, une trentaine d'hommes barbouillés de noir, sous la conduite d'un chef déguisé en femme, que les siens nommaient Rébecca, vinrent la démolir en plein jour. Relevée plusieurs fois, la barrière fut aussi souvent détruite, et, la colère du peuple s'échauffant par la résistance, les bureaux de péage furent renversés en un instant sur toutes les routes dans le comté de Carmarthen, ainsi que dans les comtés limitrophes de Pembroke, de Glamorgan, de Brecon et de Radnor.

Le pays de Galles, contrée montueuse et d'un difficile accès, a servi long-temps de refuge aux bannis et aux proscrits de l'Angleterre; mais, depuis plusieurs siècles que la principauté jouit d'un profond repos, on avait le droit de croire que les traditions de la révolte étaient oubliées, et que l'assimilation de cette province au royaume, commencée de bonne heure par les lois, avait été achevée par les mœurs. Eh bien! ces souvenirs sont encore présens à la mémoire des habitans, qui reprennent, comme s'ils ne l'avaient jamais interrompue, la vie d'aventures. Les exploits de Rébecca ont déjà leur légende; le goût du merveilleux donne une physionomie particulière aux expéditions nocturnes des Gallois, et une sorte de loyauté chevaleresque relève des épisodes qui semblaient devoir être le fait d'une bande de pillards.

Avant d'attaquer une barrière, Rébecca dénonçait les hostilités. Le garde était sommé de vider les lieux; on lui donnait le temps de mettre sa famille et son mobilier à l'abri. Malheur à lui, s'il n'obéissait pas! la bande, en arrivant, cernait la maison, battait le garde, brûlait les meubles, et l'œuvre de destruction commençait. Pendant que les uns, armés de pioches et de leviers, s'occupaient à démolir la barrière, les autres, placés en sentinelles sur la route, faisaient un feu roulant pour éloigner les curieux; puis, la barrière rasée, chacun tirait à travers champs, et la force armée survenant ne trouvait plus à qui s'en prendre.

Bientôt ce système de dévastation s'étendit aux *work-houses* ou maisons de charité, autre objet de l'animadversion publique. Les rébeccaïtes pénétrèrent dans la petite ville de Carmarthen, et ne laissèrent que des décombres à la place où s'élevait un de ces édifices

que les Anglais eux-mêmes ont baptisés du nom odieux de *bastilles*. Plus tard, les fermes furent attaquées; les propriétaires menacés émigrèrent en foule; Rébecca, étendant son ambition, s'érigea en censeur de la société et en redresseur des torts; la terreur régna dans la contrée.

L'organisation des rébeccaïtes était remarquable : ils n'avaient pas de chef, car Rébecca n'était qu'un rôle que chacun remplissait à son tour; ils ne levaient pas de drapeau, car c'était une protestation qu'ils entendaient faire, et non une révolte. Cependant le concert entre eux était universel et instantané, comme dans un pays insurgé contre ses conquérans; des feux allumés sur les hauteurs servaient de signaux télégraphiques; le cornet à bouquin ne cessait de retentir dans les bois; les rébeccaïtes s'exerçaient au maniement des armes et à la discipline militaire; ils tenaient des assemblées pendant la nuit, et des enfans portaient les lettres de convocation de ferme en ferme; un ensemble admirable présidait à tous leurs mouvemens, que protégeait d'ailleurs un invariable secret. Quand ce n'est pas la volonté souveraine d'un homme qui imprime cette unité d'impulsion, elle ne peut être le produit que du concours de la population tout entière.

L'Angleterre ne s'émut pas, au premier abord, des désordres dont le pays de Galles était le théâtre : comme on n'y apercevait aucun caractère politique, on laissa volontiers à la magistrature locale le soin de les réprimer. Ajoutez que les allures romanesques de Rébecca et de son lieutenant, miss Cromwell, devaient charmer les imaginations dans cette société blasée. Le peuple qui, courant après les émotions d'un autre âge, s'était donné, quelques années auparavant, le spectacle d'un tournoi, au château d'Eglintoun, battit des mains, croyant entendre un écho de Robin Hood ou d'Owen Glendwor. Les grands journaux de Londres mirent des correspondans aux trousses de la *dame*, et donnèrent tous les matins le récit de ses faits et gestes : celui du *Times*, admis aux séances mystérieuses de ce parlement de paysans, intéressa le public à leurs plaintes. La curiosité fraya les voies à la sympathie.

Le gouvernement lui-même fut entraîné par l'exemple. Voyant la police battue ou désarmée, il avait envoyé des régimens de dragons, et avait publié des proclamations par lesquelles de fortes primes (depuis 50 liv. sterl. jusqu'à 500 liv. sterl.) étaient offertes à quiconque livrerait ou dénoncerait Rébecca; mais les dragons, constamment devancés ou évités par les insurgés, s'épuisèrent en marches et en contre-marches. L'argent n'ébranla pas la fidélité que les Gallois s'étaient jurée, et pas un traître ne se rencontra pour venir réclamer le

prix du sang. Il fallut donc songer à des expéditions d'une autre nature. Un officier de la police judiciaire, M. Hall, dépêché sur les lieux, avait déjà constaté sommairement l'origine et le caractère du désordre. On donna plus de solennité à l'enquête, en la confiant à trois commissaires, parmi lesquels figurait un homme d'une grande expérience et d'une égale autorité, M. Frankland Lewis.

Cette mesure, jointe à quelques concessions des propriétaires fonciers, calma presque aussitôt les troubles. Une population qui avait bravé et lassé la force publique céda d'elle-même dès que la presse et le pouvoir parurent prendre intérêt à son sort. L'agitation tendit à se régulariser, et les protestations armées firent place aux pétitions les plus pacifiques. Les Gallois, dans leur ignorance et dans leur confiance, supposaient que le gouvernement pouvait et voulait leur rendre justice, du moment où il s'enquérait de leurs griefs.

Le pays de Galles, sous le rapport moral, se distingue honorablement des autres parties du royaume. Les douze comtés, les comtés les plus pauvres, sont ceux où l'on respecte le plus les personnes et les propriétés. Il s'y commet très peu de délits et de crimes; en 1842, pendant que l'on comptait, dans l'Angleterre proprement dite, un délinquant sur 489 habitans, et un délinquant sur 627 habitans en Écosse, le pays de Galles n'a présenté qu'un délinquant sur 1,368 habitans. Durant les troubles, lorsque Rébecca renversait les châteaux et démolissait les barrières, ses gens gardaient leurs mains pures et ne s'appropriaient rien de ce qu'ils avaient touché. Tout le temps que ces bandes ont parcouru nuitamment la contrée, l'on ne citerait pas un seul acte de pillage. Quel contraste avec les mœurs de la race anglo-saxonne, et comme le peuple de Galles doit sembler honnête à côté de la populace bien voisine pourtant qui a saccagé Bristol!

Pour qu'une population aussi amie de l'ordre se soit portée, avec toutes les apparences d'un mouvement unanime, à des excès que l'on peut considérer comme une révolte ouverte contre la société, il faut assurément qu'on lui ait rendu l'existence insupportable. C'est la conclusion qui se trouve exprimée avec une naïveté touchante dans l'apologue suivant qu'un fermier raconta, pour tout discours, devant une assemblée de paysans; car le peuple de Galles, comme tous les peuples enfans, donne volontiers à ses sentimens la forme de l'apologue :

« Un gentilhomme avait un très beau cheval, qu'il montait depuis des années et qui avait l'allure douce autant que le pied sûr. Un soir, en revenant chez lui, il fut fort étonné de voir que son cheval, au lieu de marcher paisi-

blement comme à l'ordinaire, s'efforçait tout le long du chemin de le jeter par-dessus la haie, et en effet, au moment où ils arrivaient, le cheval jeta son cavalier par-dessus la haie. Le cavalier se releva, entra chez lui, et appelant ses domestiques, il ordonna au groom de tirer sur le cheval et de le tuer; mais une vieille femme qui appartenait à la maison lui dit : « Ne tuez pas ce « cheval, il y a peut-être quelque défaut dans la selle; autrement, votre « monture ne vous aurait pas porté sans accident pendant tant d'années. Ne « tuez donc pas ce cheval sans examen, et laissez-nous plutôt regarder s'il « n'y a pas quelque chose qui aille de travers. » On examina le dos du cheval avant de l'abattre, et l'on y trouva deux larges blessures, une de chaque côté. La vieille femme dit aussitôt : « Vous le voyez, vous auriez mal fait de tuer « ce cheval; lorsque la selle était bonne et que rien ne le blessait, il vous « portait sans accident; quelque défaut doit se trouver au coussin de la selle. « La chair de son dos est déchirée jusqu'à l'os. » En examinant la selle, on y découvrit deux gros clous qui avaient fait ces blessures. Au lieu de tuer le cheval, on arrangea la selle, et le cheval, au lieu de renverser le cavalier, le porta désormais sans accident, aussi loin qu'il le put et aussi long-temps que celui-ci vécut.

« Et maintenant, Rébecca a souffert jusqu'à ce que sa chair eût été déchirée et l'os mis à nu; mais à la fin elle a renversé le gentilhomme. Que les maîtres du sol s'entendent pour la guérison de ses blessures, pour redresser ce qui va de travers, pour réparer la selle, et ni eux ni Rébecca n'en souffriront à l'avenir. »

Les gens du pays de Galles ne parlent pas toujours par apologues. Dans une de ces réunions dont le *Times* a publié en quelque sorte les procès-verbaux, un fermier s'écriait : « Le cœur du pays a été endurci par l'oppression. — Je consens, disait un autre, à être réduit à la pauvreté par la volonté de la Providence; mais je ne veux pas que ce soit par l'injustice des hommes. — On demande, ajoutait un troisième, comment il faut s'y prendre pour saisir Rébecca. On ferait tout aussi bien de se demander d'abord qui elle est. Quelques-uns prétendent que Rébecca est la mère de tous les fermiers; mais, pour dire la vérité, c'est la pauvreté qui est Rébecca (grands applaudissemens); et ce qui entretient Rébecca, ce sont les abus. »

Voilà les troubles du pays de Galles expliqués; on comprend maintenant pourquoi Rébecca était un jour ici et là un autre, pourquoi le premier venu pouvait remplir ces fonctions redoutables et s'ériger en vengeur du peuple, pourquoi enfin, au lieu d'être un chef de bande ou de parti, une personne en un mot, Rébecca n'était que le symbole, la personnification des opprimés se levant en courroux, le jour où ils avaient assez de leur misère; c'est la pauvreté qui était Rébecca.

L'excès de cette pauvreté a changé le caractère du peuple. Les Gallois étaient une race assez semblable aux montagnards de l'Écosse et gardant comme eux les traditions de la famille ainsi que les liens du clan, passionnés dans leurs attachemens autant qu'acharnés dans leurs haines, et portant la reconnaissance à ce point, qu'un avocat de Carmarthen, qui donnait gratuitement des consultations aux pauvres, étant venu à mourir, la ville entière prit le deuil. On obtenait tout d'eux avec une parole conciliante; leur respect pour les maîtres du sol était sans bornes, et aucune circonstance n'avait fait brèche à leur docilité éprouvée. Aujourd'hui, la population se trouve divisée en deux camps, ceux qui possèdent et ceux qui travaillent. Les propriétaires sont considérés comme une classe à part, et comme tels on les déteste; le paysan passe à côté d'eux, sans porter comme autrefois la main à son chapeau.

On a comparé l'état du pays de Galles à celui de l'Irlande; il y a misère en effet et même oppression des deux côtés; mais les maux que le gouvernement anglais a infligés d'une main si libérale à l'Irlande étaient le fait d'un conquérant qui agissait de propos délibéré et en connaissance de cause. L'intention du pouvoir n'a été pour rien dans les souffrances du pays de Galles; cette contrée porte seulement la peine de la mauvaise administration qui la régit. On imaginerait difficilement à quel point le pays de Galles demeure inconnu à l'Angleterre, et l'Angleterre au pays de Galles. Il est tel comté gallois où les proclamations du gouvernement n'ont jamais été publiées, où l'on sait à peine le nom du souverain qui règne sur le royaume-uni. Les Anglais ignorent l'idiome qui se parle dans le pays de Galles, et les Gallois n'entendent pas l'anglais. Cette ignorance oppose à leur éducation des obstacles presque insurmontables, car le gallois est une langue sans livres, dans laquelle on ne peut apprendre ni les sciences, ni l'histoire, ni la religion, ni même les arts usuels et les secrets du travail, qui conserve les traditions et qui favorise par conséquent l'esprit de routine, mais qui ne saurait aujourd'hui servir d'instrument au progrès.

Sans doute la différence des races explique la différence persévérante des idiomes. Les Gallois appartiennent comme les Irlandais à la race celtique, et ils ont un égal éloignement pour le sang saxon. Un des articles du programme de Rébecca est même dirigé spécialement contre l'emploi dans le pays de Galles des ouvriers et des surveillans anglais; mais les autres Celtes de l'empire, les Irlandais et les Écossais, quoique soumis plus tard, ont adopté bien plus complète-

ment la langue de la race victorieuse. Dans les *highlands* de l'Écosse, il n'y a plus que les vieillards qui parlent l'idiome de Rob Roy, et l'anglais est d'un usage vulgaire en Irlande, jusque dans les solitudes du Connaught. Dans le pays de Galles, plus de la moitié des habitans parlent une langue qui leur est propre; les enfans même qui demandent l'aumône sur les routes ne savent que ces deux mots d'anglais : « *half a penny, sir.* » Les Gallois gardent cette ignorance incommode jusque dans les villes de l'Angleterre; Liverpool renferme plus de vingt chapelles où l'on prêche en langue gaélique, et où le même idiome est seul employé dans le service divin. L'intérêt cependant commence à prévaloir sur l'aversion. Les Gallois comprennent que la connaissance de l'anglais peut devenir pour eux une ressource; ils le considèrent, dit un témoin interrogé dans l'enquête, « comme la langue de l'avancement, » comme un moyen de faire leur chemin dans le monde; aussi les écoles de paroisse sont-elles désertes, quand on n'y enseigne que le gaélique; l'enseignement de l'anglais est la seule chose qui décide les parens à y envoyer leurs enfans. Quel parti ne tirerait pas de cette disposition un gouvernement qui dirigerait la sollicitude des pouvoirs publics vers l'éducation du peuple!

Au rebours de l'Écosse, où l'individualité nationale s'efface tous les jours, bien que cette contrée jouisse encore d'une sorte d'individualité politique, le pays de Galles, qui n'a pas une existence politique distincte de celle de l'Angleterre, a conservé néanmoins son caractère original : la principauté est encore une nation. On a traité les Gallois comme des Anglais, et ils sont tout autre chose; leur état légal ne répond pas à leur état réel. Les Irlandais se plaignent et ont le droit de se plaindre de ce que, en les faisant entrer dans l'union britannique, on ne les y a pas admis sur le pied d'une complète égalité. Les Gallois pourraient articuler la plainte contraire, car ils souffrent principalement de l'assimilation que l'Angleterre a tenté d'établir.

Jusqu'aux premières années du XVIIe siècle, la coutume du pays de Galles admettait le partage égal des héritages, qui avait amené une extrême division dans la propriété. La petite propriété convient à cette contrée semée de montagnes, sillonnée par les rivières et les torrens, et où de vastes espaces stériles séparent les terrains cultivés. Elle n'est pas moins en rapport avec la rareté des capitaux et avec la médiocrité des fortunes. Il a donc fallu faire violence aux mœurs des Gallois pour introduire dans leurs usages le droit d'aînesse, cette loi aristocratique de l'Angleterre, et pour accumuler par suite les terres dans un petit nombre de mains; mais quand il ne leur a plus été permis

de posséder en qualité de propriétaires, ils ont cherché du moins à occuper le sol comme fermiers. De là vient qu'au rebours de l'Angleterre, où un fermier exploite souvent jusqu'à 2,000 acres, le pays de Galles est divisé en une multitude de petites fermes qui n'ont pas quelquefois plus de 25 acres d'étendue. De là aussi le prix élevé de la rente que paie le sol, la concurrence faisant monter le taux du fermage bien au-dessus du bénéfice que le cultivateur peut légitimement espérer.

Le sol est généralement mauvais dans le pays de Galles, il ne produit que de l'avoine ou de l'orge. Cultivé d'ailleurs comme il l'est, presque sans engrais et avec une charrue qui gratte plutôt qu'elle ne laboure, au lieu de s'améliorer, il s'appauvrit tous les ans. On cite des endroits où les fermiers ont récolté des céréales quatorze années de suite, au risque de rendre la terre absolument rebelle à toute espèce de production. Comment en pourrait-il être autrement? Le propriétaire afferme ses domaines à l'enchère et sans bail : le cultivateur qui promet le fermage le plus élevé est mis aussitôt en possession; mais on ne lui donne aucune garantie, et comme on peut toujours l'évincer en l'avertissant six mois à l'avance, il n'a garde de risquer son argent, s'il en a, dans des améliorations dont un autre serait peut-être appelé à recueillir le fruit. Il cultive donc, non pas comme un fermier, mais comme un manœuvre, travaillant rudement et vivant de peu, versant abondamment sur les champs la sueur de son front, mais n'y apportant rien de plus.

Dans une contrée où la terre ne rend que des produits médiocres et où tout le bénéfice de la production est absorbé par le propriétaire, la misère doit être commune. Pour trouver à vivre, les petits fermiers sont obligés de voiturer des charbons ou de la chaux, et de louer leurs services en qualité de journaliers. Leur nourriture est grossière et à peine suffisante : du pain d'orge, de la bouillie d'avoine, du fromage, du lait, et rarement du porc. Les chaumières, blanchies à la chaux, paraissent généralement salubres, en dépit de leurs dimensions étroites; mais on en visite souvent plusieurs sans y apercevoir un morceau de pain, et bien des fermiers n'envoient pas leurs enfans à l'école, faute de vêtemens décens pour les couvrir. Que dire des huttes qu'habitent les simples journaliers? « J'entrai, écrit un rédacteur du *Times*, dans des chaumières le long de la route, afin de me rendre compte de la condition du peuple; elles sont construites en terre, le sol en est fangeux et plein de trous. On n'y voit ni chaises ni tables; elles sont à moitié remplies de mottes de tourbe empilées

dans tous les coins. Il n'y a pas d'autre ameublement qu'un mauvais bois de lit et une marmite; point de lit, un peu de paille en tient lieu, et pour couvertures ils ont des haillons. Un feu de tourbe remplit la chaumière de fumée, et attire les enfans qui viennent s'accroupir autour de l'âtre. Toutes les chaumières se ressemblent; je n'ai vu, dans aucune partie de l'Angleterre, une aussi abjecte pauvreté. »

Les journaliers ne reçoivent pour salaire que 9 à 10 *pence* (92 c. à 1 fr. 03 c.) par jour en été, et 6 *pence* (61 c.) en hiver; mais ils ont du moins la faculté de quitter le travail des champs pour celui des mines, qui est florissant dans le pays de Galles, et que fécondent les capitaux de l'Angleterre. Les fermiers, au contraire, espèces d'immeubles par destination, ne peuvent pas émigrer, ni chercher fortune dans une autre industrie. C'est la classe la plus à plaindre, car les charges dont le capitaliste prend ailleurs sa part pèsent ici uniquement sur le travail, et le fermier du pays de Galles, de déchéance en déchéance, en est venu à n'avoir pas d'autre capital que la vigueur de ses bras. Ainsi, les grands vivent littéralement de la ruine des petits; chaque année de fermage coûte au fermier une faillite. Une classe moyenne ne peut pas se former dans les campagnes, car, à chaque effort que fait le pauvre pour s'élever, il retombe bientôt au-dessous du point d'où il était parti. Cet éternel servage des Galiois a ému les commissaires du gouvernement, qui, n'osant pas invoquer l'intervention de la loi, en appellent du moins à la prévoyance et à l'humanité des propriétaires fonciers.

Les seules réformes que l'on ait tentées dans le pays de Galles ont tourné au détriment des populations. La loi du 13 août 1836, qui commua les dîmes, impôt variable de sa nature, en une rente fixe, rente payable en grains, mais qui s'évalue en argent au cours moyen des mercuriales, a été bien accueillie en Angleterre, où elle faisait cesser des procès sans terme et des difficultés infinies; mais on a eu le tort, en l'appliquant aux douze comtés gallois, de ne pas l'accommoder aux habitudes locales, et l'on a commis la faute encore plus grave de prendre pour base des évaluations des prix qui n'étaient pas ceux de la contrée. Il en résulte que la somme fixe à payer se trouve, dans la plupart des cas, beaucoup plus élevée que ne l'était auparavant la moyenne des dîmes. Les fermiers demandent donc à les payer en nature, comme par le passé, alléguant que cet impôt, au lieu de ressortir au dixième, leur enlève souvent le sixième du revenu. Ajoutez qu'une partie seulement des dîmes étant consacrée aux besoins du culte, et le reste devenant l'apanage des propriétaires fonciers, la destination de cet impôt ne peut plus le protéger contre les réclamations

qu'il a soulevées; mais fût-il exclusivement réservé à l'église anglicane, les Gallois ne s'exécuteraient pas de meilleure grace, attendu qu'ils professent en majorité des cultes dissidens (1). L'antipathie que fait naître la différence des races s'augmente ainsi par la différence des religions.

La nouvelle loi des pauvres, cette réforme qui, à défaut d'autres résultats, avait introduit une grande économie dans l'administration des secours publics en Angleterre, devait produire et a produit l'effet contraire dans les districts ruraux du pays de Galles. Là, sous le régime de l'ancien système, la taxe des pauvres était le plus souvent payée en nature : le fermier donnait des grains, du beurre ou tout autre produit agricole, que l'administrateur de la paroisse (*overseer*) distribuait ensuite aux pauvres, à la place d'une subvention en argent. Ceux-ci pouvaient en souffrir dans quelques circonstances; mais le partage qui s'opérait ainsi entre ceux qui possédaient et ceux qui ne possédaient pas avait un caractère plus fraternel. La paroisse était une famille dont les libéralités, ne s'adressant qu'aux besoins réels, les soulageaient sans engendrer ni encourager la misère.

Le système actuel, rendant impératif le paiement de la taxe en argent, aggrave par cela même le poids de cet impôt; comme il exige en outre la construction de bâtimens considérables pour les dépôts de mendicité et le salaire d'un état-major administratif, les dépenses des paroisses pour l'entretien des indigens devaient nécessairement s'accroître. En fait, il en coûte aujourd'hui 10 à 15 pour 100 de plus qu'en 1838; dans quelques paroisses, le nombre des pauvres de tout âge a doublé, et celui des pauvres valides a triplé. Le dépôt de mendicité de Carmarthen, qui ne renfermait que 91 indigens en 1839, en comptait déjà 327 en 1843; celui de Llannelly était remonté de 28 à 204, et celui de Cardiff, de 127 à 395.

En augmentant la misère dans le pays de Galles, la loi des pauvres a porté encore une grave atteinte à la moralité des habitans. On sait qu'aux termes de la vieille législation des paroisses, toute fille mère qui se disait enceinte des œuvres d'un homme était crue sur parole, et que le père putatif, si mieux il n'aimait épouser la mère, était tenu de fournir des alimens à l'enfant; en cas de résistance ou de refus, les magistrats pouvaient ordonner la contrainte par corps. Cette coutume avait donné lieu à des abus inimaginables; les jeunes filles, spéculant sur la protection dont la loi couvrait leurs désordres, se livraient

(1) « Il y a cent ans, les sectes dissidentes ne comptaient que 35 chapelles dans le pays de Galles; en 1832, le nombre des chapelles était déjà de 1,428. »

au premier venu, dans l'espoir d'obtenir, à défaut du mariage, une pension alimentaire; les plus éhontées trafiquaient même de ce pouvoir de dénonciation, et levaient des contributions sur les jeunes gens en les menaçant, pour le cas où ils ne se rachèteraient pas du péril, de les désigner aux magistrats. En réprimant le scandale, la loi de 1835 n'a pas dérogé au principe des législations d'origine germanique qui admettent la recherche de la paternité; mais elle a décidé, par voie d'atténuation, que tout enfant illégitime resterait à la charge de sa mère jusqu'à l'âge de seize ans, et que, dans le cas où la mère se trouverait hors d'état de l'entretenir, l'enfant retombant à la charge de la paroisse, les gardiens auraient le droit de sommer le père putatif de pourvoir à son entretien. Dans ce cas, le témoignage de la mère ne suffit plus; il faut d'autres témoignages et des indices en quelque sorte matériels pour déterminer cette imputation de paternité. Si la paroisse peut toujours saisir les revenus ou le salaire du père putatif, comme gage de la pension alimentaire, elle n'est plus autorisée à faire usage de la contrainte par corps.

Cette réforme étrange, qui n'osait ni donner ni retirer à la pudeur de la femme la protection de la loi, avait d'abord réprimé en Angleterre le débordement des naissances illégitimes, qui reprend maintenant son cours; mais elle a positivement échoué dans le pays de Galles, où elle a même eu pour effet d'introduire les abus qu'elle tenait ailleurs en échec. Parmi les Gallois, les rapports entre les jeunes gens et les jeunes filles avant le mariage résultaient des habitudes de la population et de la distribution intérieure des chaumières. Toute jeune fille débute par être servante de ferme; or, dans les fermes, le grenier sert de dortoir commun aux journaliers des deux sexes, et ce rapprochement donnant de grandes facilités au désordre, une promesse de mariage a bientôt achevé la séduction. Sous l'empire de l'ancien système, la séduction entraînait presque toujours le mariage : le jeune homme, sachant que les suites devaient être à sa charge dans tous les cas, apprenait à contenir ses passions et à observer ses devoirs; ou, quand il avait commis une faute, il s'empressait de la réparer, moitié par respect pour la décence publique, moitié par crainte de la loi. La jeune fille n'abusait pas, comme en Angleterre, de l'avantage de sa position légale, et il était rare qu'elle affirmât par serment le contraire de la vérité (1). Les mariages se faisaient de bonne heure

(1) « Not one woman in ten thousand will take a false oath. » (*Inquiry on South-Wales.*)

et avec une grande imprévoyance; mais les mauvais effets de la loi n'allaient pas au-delà.

Depuis le changement opéré en 1835, la prostitution est entrée dans les mœurs. Les jeunes gens, ne courant plus aucun risque personnel, se font un cruel passe-temps de perdre les jeunes filles. Le garçon de ferme qui a séduit sa compagne de travail lui persuade de se réfugier, au terme de sa grossesse, dans le dépôt de mendicité. Celle-ci relève à peine de couches, que le séducteur la laisse là; que s'il est actionné par les gardiens de la paroisse, ou poursuivi par l'indignation publique, il quitte le pays et va chercher du travail dans les mines ou dans les ateliers industriels. Le père abandonne la femme, et la mère abandonne l'enfant; c'est la paroisse qui recueille le fardeau. Les trois quarts des enfans que reçoivent les dépôts de mendicité dans le pays de Galles sont des enfans illégitimes et que leurs parens délaissent. La famille tombe ainsi en désuétude; un grand nombre des naissances ont lieu hors mariage, et l'on cite des femmes qui ont eu successivement jusqu'à neuf bâtards. L'ancienne loi était immorale, car elle encourageait la jeune fille à se prostituer, en faisant tourner nécessairement à son profit les conséquences de son inconduite : la nouvelle loi est inhumaine, car elle ajoute à la responsabilité de la femme, sans augmenter ses moyens de résistance et sans diminuer les tentations dont sa vertu est entourée.

La législation de l'Angleterre sur les secours publics gêne et révolte les gens du pays de Galles; mais la taxe des barrières est, de toutes les importations britanniques, celle qui fait peser sur eux la plus dure oppression. Je comprends que, dans les pays riches, qui s'étendent en plaines fertiles et qui abondent en populeuses cités, le système des péages soit préféré pour l'entretien des routes. Cette taxe prend alors le caractère d'un impôt de consommation : ceux qui dégradent les routes paient seuls pour les réparer, et dans la proportion du dommage; et, comme la circulation est active, l'on n'a pas besoin de multiplier les barrières ni d'élever le taux des péages jusqu'à les rendre onéreux pour les transports. Voilà le système qui devait réussir et qui a réussi, en effet, en Angleterre; mais, dans une contrée pauvre, hérissée de montagnes et coupée de torrens, le problème de la circulation se présente sous un tout autre aspect. Il y aurait une véritable injustice à défrayer l'entretien des routes, au moyen d'un péage, attendu que la dégradation des chaussées, dans ces régions élevées, provient beaucoup moins du passage des transports que de l'action des élémens et de l'influence des saisons. Joignez à

cela que, les routes étant peu fréquentées, il faudrait, si l'on voulait obtenir un revenu qui suffît pour les frais d'entretien, faire supporter au roulage, aux voitures publiques, aux charrois de l'agriculture, un impôt hors de proportion avec les facultés du contribuable et avec l'importance du service rendu.

Le pays de Galles a manqué long-temps de routes carrossables. Pour exécuter celles qui existent aujourd'hui et qui sont fort belles, les comtés ont dû emprunter; car l'état n'a pas fait pour les Gallois ce qu'il avait fait pour la Haute-Écosse, où les grandes lignes de communication furent tracées au moyen d'une subvention accordée par le parlement. Il arrive donc souvent que le produit des péages sert à payer les intérêts de la dette, et que la paroisse est encore obligée de s'imposer pour subvenir à la réparation des routes. La forme adoptée pour la perception des péages concourt aussi à rendre la taxe plus onéreuse à la population. Les commissions (*trusts*) qui administrent les routes afferment les droits de barrières à des prix très élevés, grace à la concurrence effrénée que se font les entrepreneurs. L'argent abonde ainsi dans les caisses locales; mais les traitans, qui veulent retrouver leurs déboursés, multiplient les barrières, exagèrent les tarifs, et pressurent le menu peuple. Les chevaux, étant de petite taille, ne transportent que la moitié du poids que traînent les attelages de même nature dans les comtés anglais; cependant le droit est également de 6 d. par cheval et par distance, et les distances sont plus rapprochées. On a calculé qu'une charge de chaux (la chaux est l'engrais de cette contrée humide), qui vaut 3 sh., prise au four, revenait à 6 sh., par les péages seulement, à une distance de cinq milles anglais. Dans quelques districts, la charge de houille, qui vaut 2 sh. 8 d. sur le carreau de la mine, payait 9 à 10 sh. pour être transportée à huit milles. Il devenait à peu près impossible aux fermiers de se procurer les choses nécessaires à la vie ainsi que les instrumens de travail. Qu'on ne s'étonne donc pas si leur patience a fini par se lasser.

Les commissaires du gouvernement, qui ont reconnu et sondé les plaies de cette population, ne proposent aucune réforme sérieuse. Le gouvernement lui-même, désespérant sans doute de proportionner le remède au mal, se tient dans une inaction absolue. Il a fallu, pour calmer les esprits, que les propriétaires fonciers consentissent, dans certains districts, à la réduction des fermages; les magistrats locaux n'ont obtenu la suppression de quelques barrières et la diminution des péages qu'en résiliant un certain nombre de baux. Le réveil de l'industrie a fait le reste, en portant jusqu'au fond de ces vallées le

mouvement et la vie qui animent l'Angleterre. Sans parler de l'activité qui s'est communiquée au travail des mines et des forges, les capitalistes anglais demandent à construire deux grandes lignes de chemin de fer à travers le pays de Galles, dont l'une joindrait Birmingham au port de Holyhead, dans l'île d'Anglesey, le point de la côte qui est le plus rapproché de l'Irlande, et dont l'autre, se rejetant vers la côte méridionale, irait du comté de Glocester à la baie de Swansea. Ces projets gigantesques, en y joignant les embranchemens déjà proposés, exigeront une dépense de 220 à 225 millions de francs. Les capitalistes et les ingénieurs de la race saxonne envahissent ainsi le pays de Galles; cette contrée, déjà conquise, va être enfin exploitée.

Mais les Saxons auront beau pénétrer dans les solitudes que Rébecca ne trouble plus par le bruit de ses expéditions nocturnes, les opinions démocratiques éveillées par l'oppression ne s'éteindront pas désormais. On peut en juger par le ton des pétitions adressées à la chambre des communes. Entre autres demandes de ce peuple, il en est deux qui vont directement contre la nature et contre les tendances du gouvernement britannique. Les Gallois voudraient remplacer la magistrature gratuite, qui juge leurs différends, qui les ruine en épices (*fees*) et dont la morgue les révolte, par des magistrats salariés et électifs : c'est l'organisation des justices de paix décrétée par l'assemblée constituante; mais quoi de plus antipathique à la constitution de l'Angleterre et aux traditions fondamentales de l'aristocratie?

Un autre vœu, que l'on concilierait plus difficilement avec les droits de la propriété, est celui de voir confier à des assesseurs librement élus le soin de régler équitablement pour chaque ferme le taux de la rente à payer au maître du sol. Ce plan a quelques points communs avec la *fixité de tenure*, qui est à l'ordre du jour en Irlande. Il ne tend à rien moins qu'à dépouiller les propriétaires de la libre disposition de leur chose, et qu'à convertir les fermiers en usufruitiers des domaines occupés par eux. C'est encore l'expropriation sous une autre forme, car il n'y a plus de propriété le jour où celui qui possède doit soumettre à la décision d'un arbitre, quel qu'il soit, les termes de l'exploitation et le taux de son revenu. Pour peu que de pareilles idées aient pris racine dans les esprits, tout arrangement n'aura qu'une durée provisoire. Les désordres de 1843 ont pu cesser et l'agitation s'apaiser pour un temps; mais le feu d'une révolution sociale couve sous la cendre et en jaillira certainement quelque jour.

III. — PRESTON.

Il n'y a pas dans l'ordre social une plus grande difficulté que celle du salaire; ni la science ni la philanthropie ne l'a résolue. L'économie politique, à son début, avait supposé que le prix du travail se mesurait naturellement aux besoins du travailleur, théorie à laquelle les faits donnaient déjà et donnent encore un cruel démenti. La doctrine contraire serait, à tout prendre, infiniment plus exacte. Loin que les salaires suivent la proportion des besoins, ce sont les besoins qui se réduisent au niveau des salaires : voyez l'Irlandais se nourrir des pommes de terre que les porcs dédaignent et se couvrir de haillons. Est-il dans la nature des choses que l'homme descende aussi bas, et ne semble-t-il pas plutôt que la misère ait fait ici violence à ses plus légitimes instincts?

Aujourd'hui, les économistes enseignent que le travail est une marchandise dont le cours est déterminé, comme celui de toute autre valeur, par le rapport de l'offre avec la demande. Suivant eux, lorsque la demande excède l'offre, le maître ferait de vains efforts pour abaisser le taux des salaires, et quand l'offre excède la demande, l'ouvrier s'agiterait inutilement pour les élever. Cette doctrine, conforme à l'observation, règne désormais dans la science : on reconnaît en elle un axiome inflexible, une loi universelle et immuable comme celles du monde physique. Seulement, et comme pour nous consoler de sa rigueur, l'économie politique a inventé une sorte de gravitation dans l'industrie humaine : « Le prix courant du travail, dit Ricardo, tend à se rapprocher de son prix naturel. »

Malgré cette atténuation, la société, qui accepte le principe ou qui le subit, ne peut pas se résigner entièrement aux conséquences; on va voir pourquoi. Lorsque la marchandise sur laquelle porte la hausse ou la baisse n'est qu'une cargaison de fers en barre ou de cotons filés, il devient assez facile d'en prendre son parti, car la hausse profite alors ou la baisse est onéreuse au capitaliste, et, le capital étant l'accumulation des épargnes, les provisions de l'industrie, il se fait dans le pays, au pis-aller, une destruction d'embonpoint plutôt qu'une déperdition de substance. Le spéculateur déconfit, le fabricant ruiné, trouve encore à s'employer en qualité de commis ou d'ouvrier; quand les ressources de l'épargne ou les profits du capital viennent à lui manquer, le salaire lui reste. Derrière cette classe d'hommes, une autre classe est debout, sur laquelle, en cas de désastre, la première

peut se replier. Mais les ouvriers de l'agriculture et des fabriques, la multitude qui fait la base de l'édifice industriel n'a plus où descendre. Dans les luttes de la production, elle figure un corps d'armée sans réserve ni retraite possible, acculé tous les jours aux plus extrêmes périls. Sur le marché du travail, les risques ne sont plus des chances de gain ou de perte; c'est l'existence même des travailleurs qui se trouve en jeu. Toute réduction dans les salaires retranche quelque chose de leur chair et de leur sang. On comprend maintenant que les ouvriers résistent à ces retranchemens; on comprend que la société s'en émeuve. Un principe aussi rigoureux que celui qui tend à faire considérer comme une marchandise le travail de l'ouvrier, la subsistance du peuple, ne s'établira jamais dans les mœurs sans un puissant correctif. L'Angleterre a mis en regard la taxe des pauvres; mais ce contre-poids, jugé suffisant par ceux qui possèdent, n'a pas satisfait ceux qui produisent. De toutes les formes qu'emprunte la prévoyance sociale, de tous les sacrifices que le capital peut s'imposer en faveur du travail, l'aumône sera toujours celui qui soulèvera les objections les plus vives et les plus fondées.

Les Anglais ont poussé jusqu'à ses dernières conséquences la théorie du salaire. Ils ont voulu non-seulement que le prix du travail fût librement débattu entre les ouvriers et les maîtres, mais que les uns comme les autres eussent la faculté de se concerter sur les intérêts qui leur étaient communs. Dès l'année 1825, les lois qui frappaient les coalitions (*combinations*) d'interdit ont été rapportées sur la proposition de M. Hume, et, depuis ce moment, le pouvoir légal n'intervient plus dans les débats industriels que pour réprimer les violences qui alarment ou qui troublent la société.

Après comme avant la suppression de ces lois, les ouvriers n'ont fourni au gouvernement que trop d'occasions de le faire. Il n'y a peut-être pas d'exemple en Angleterre d'une coalition qui ait respecté les dissidences individuelles et qui n'ait employé que les moyens de persuasion pour en triompher. Les plus pacifiques au début finissent par des appels à la force brutale. On s'assemble par troupes, on arrête arbitrairement des prix que l'on prétend imposer ensuite; les ouvriers qui refusent de se joindre au mouvement sont insultés, battus, et voient quelquefois leur vie menacée; les maîtres qui résistent deviennent l'objet du ressentiment populaire, on ferme leurs ateliers, et l'on désigne souvent leurs manufactures à l'incendie. Le travail est interdit partout; des contributions sont levées sur les professions encore actives au profit de celles qui chôment; les classes in-

férieures s'isolent, et tout faubourg d'une ville industrieuse devient un Mont-Sacré d'où les ouvriers lancent des regards de colère sur les rangs supérieurs de l'ordre social.

Les maîtres, de leur côté, ne sont pas plus sages, et ils ne s'accordent pas entre eux une plus grande liberté. Seulement la violence, quand ils l'emploient, a des formes plus polies, sinon plus humaines. Au lieu de blesser ou de tuer les dissidens, on les met à l'index, on les déconsidère sans bruit, on s'efforce de les rejeter en dehors du monde commercial. Entre les procédés des maîtres et ceux des ouvriers, il n'y a donc que la différence de la forme; l'égarement est au fond le même dans les deux cas.

Dès que l'on reconnaît aux maîtres et aux ouvriers le droit de se coaliser en vue des transactions qui naissent du travail, les choses ne peuvent pas se passer d'une autre manière. Le nombre des intéressés est trop grand, et il y a trop de complications dans les intérêts, pour qu'un accord volontaire devienne possible. L'intimidation a seule raison des dissentimens, intimidation qui emprunte ici des moyens physiques et qui pénètre là dans l'ordre moral : d'où il suit que plus le marché du travail aura d'étendue, plus les coalitions seront fréquentes et tyranniques. L'Angleterre, renfermant les travailleurs proportionnellement les plus nombreux, les mieux payés et les plus habiles, a dû être aussi le théâtre où ces associations anormales se sont principalement développées. Les tentatives des maîtres, favorisées par une organisation préexistante, ont des allures plus mystérieuses et qui échappent à l'observation; celles des ouvriers se passent en grande partie sur la place publique, ce qui en rend l'histoire facile, de quelque secret qu'ils prétendent l'entourer.

Les coalitions d'ouvriers ont un caractère particulier en Angleterre; elles n'y sont pas, comme sur le continent européen, accidentelles et purement locales, naissant des circonstances et s'éteignant après l'explosion, ainsi que la flamme de la poudre : au lieu de se produire à l'état d'émeute, elles existent à l'état d'institution. Dans chaque industrie, l'association formée entre les ouvriers en vue des salaires (*trades union*) est générale et permanente; une sorte de franc-maçonnerie les rallie et les rend solidaires d'un bout à l'autre du royaume-uni. Il y a l'*union des fileurs*, l'*union des charpentiers*, l'*union des briquetiers*, l'*union des chapeliers*, l'*union des tailleurs*, l'*union des ouvriers en laine*, l'*union des tisserands en bonneterie*. Chacune de ces associations groupe les ouvriers sous le contrôle d'un gouvernement local, et compte au moins une loge par ville ou par district; les loges

correspondent entre elles, et désignent des délégués qui se réunissent périodiquement en congrès pour délibérer sur les intérêts de leurs commettans. Le conseil exécutif de chaque union lève des contributions sur les membres qui la composent; il promulgue des décrets qui ont force de loi, et fait appel à la publicité, soit par des assemblées, soit par des pétitions, soit même par des journaux. Les ouvriers dans chaque industrie ont donc obéi à l'impulsion de cet instinct démocratique qui tend à centraliser les forces et l'autorité. Supposez que les diverses *unions* parvinssent à s'entendre et à former un centre commun : alors la démocratie industrielle aurait son gouvernement, avec lequel il faudrait compter; mais alors aussi l'Angleterre cesserait d'être l'Angleterre : cette dualité de principes que les publicistes ont cru y voir et qui n'existe pas, se produirait en effet dans l'état.

Parmi les associations d'ouvriers, la plus ancienne et la plus formidable est sans contredit l'union des ouvriers fileurs (*spinner's union*). L'industrie du coton est organisée de manière à donner à cette classe d'hommes un ascendant marqué. Bien qu'ils représentent à peine le dixième des ouvriers employés dans la filature, leur concours est absolument nécessaire, et quand ils le refusent, le travail doit cesser à l'instant. Dans une manufacture qui renferme quatre cents ouvriers, les quarante fileurs, en quittant leurs métiers, condamneront les autres à l'oisiveté. Ajoutez que ces hommes, étant généralement les plus vigoureux, les mieux rétribués et les plus habiles, exercent une grande influence par leur exemple. Ce sont les serre-files du bataillon industriel; quand ils s'ébranlent, le reste les suit bon gré, mal gré. Non-seulement les fileurs dirigent d'une manière à peu près absolue les mouvemens des ouvriers, mais les manufacturiers avec lesquels ils engagent la lutte des salaires sont les plus mal placés pour résister à des exigences de cette nature, pour peu que l'on mette d'intelligence à les faire valoir et de persévérance à les défendre. Dans les industries où le capital fixe a peu d'importance, comme dans l'art du tailleur, du charpentier ou du fabricant de bonneterie, l'ouvrier refusant de travailler, le maître peut fermer boutique et attendre des temps meilleurs, car il ne fait que renoncer à des chances de profit, et ses pertes réelles ne sont pas assez sérieuses pour lui donner de l'inquiétude ou de l'embarras; mais un filateur, qui a mis dehors un capital énorme en constructions, en machines et en matières premières, ne peut pas suspendre ses opérations sans en éprouver un dommage considérable. Supposez que ce capital fixe représente, comme il arrive fréquemment dans la Grande-Bretagne, une somme de 2 millions de

francs; en le frappant d'immobilité, on occasionne au fabricant une perte d'environ 4,000 francs par semaine, sans compter la dépréciation que le temps apporte naturellement à cette propriété.

Les ouvriers fileurs n'ont rien négligé pour tirer parti des avantages de leur position. Entre l'ouvrier et le maître, la dictature de l'industrie devant appartenir à celui des deux qui pourrait prolonger les sacrifices et résister aux souffrances, ils ont fait les efforts les mieux combinés pour demeurer en possession du champ de bataille. L'union des fileurs existe depuis un temps immémorial; il y a déjà quarante ans qu'elle embrasse l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande; c'est la plus riche et la plus fortement organisée; elle a eu à sa disposition des sommes énormes. Les multitudes, dociles à son impulsion, se sont plusieurs fois livrées à des démonstrations tellement imposantes, que l'on a cru être à la veille d'une révolution. La lutte s'est prolongée jusqu'à interrompre souvent le travail pendant plus de six mois, et pourtant il a fallu céder. Les pertes ont été grandes des deux côtés; mais les ouvriers, en fin de compte, ont été constamment vaincus.

Il ne faut pas confondre les commotions populaires que déterminent la misère et l'inaction avec ces mouvemens à jour fixe et par ordre qui ont lieu généralement dans les époques où les manufactures jouissent de la plus grande prospérité. Les ouvriers s'y préparent de longue main, en formant un fonds commun au moyen de retenues opérées sur les salaires. Lorsque le comité directeur juge le moment venu, il demande une augmentation dans le prix des façons ou dans le taux des journées; faute par les fabricans de l'accorder sur l'heure et sans discussion, il ordonne une suspension générale des travaux (*strike*). Parmi les sécessions industrielles, la première qui ait réuni un grand nombre d'ouvriers est celle de 1810, dans laquelle tous les fileurs de Manchester et des environs, y compris Stockport, Macclesfield, Staley-Bridge, Ashton, Hyde, Oldham, Bolton et Preston, quittèrent au même instant les manufactures. Trente mille ouvriers restèrent sans emploi pendant quatre mois, et pour peu que l'inaction se fût prolongée, leur exemple allait entraîner l'Écosse. La suspension des travaux avait été décrétée dans un congrès tenu à Manchester, et auquel assistaient les délégués des autres villes manufacturières; quant à la direction de cette foule mutinée, elle était confiée à un ouvrier très intelligent nommé Joseph Shipley, qui exerçait un pouvoir absolu sur la multitude et qui paraît avoir été un autre Mazaniello (1).

(1) *Character, object and effects of trades-unions*, in-8°, London, 1834.

Les ouvriers qui avaient quitté les ateliers étaient soutenus par les contributions volontaires de ceux qui travaillaient; la subvention s'éleva pendant quelque temps à 1,500 liv. st. par semaine, dont Manchester seul fournissait près de la moitié, et sur laquelle les instigateurs de l'émeute recevaient une solde hebdomadaire de 12 shillings.

La cause principale de cette levée de boucliers était la prétention affichée par les ouvriers de porter les salaires dans les manufactures rurales au même taux qu'ils obtenaient à Manchester. On payait alors à Manchester 4 d. 2 (45 c.) pour filer une livre de coton numéro 40, et 4 d. (40 c.) seulement hors de la ville. Cette inégalité dans les salaires était plus apparente que réelle; en effet, les ouvriers des districts ruraux, payant leur logement moins cher et jouissant d'une santé plus robuste, vivent tout aussi aisément que ceux des villes avec un revenu moins élevé. On comprend encore que, dans les grands marchés, le taux des salaires s'élève en raison même de l'abondance du travail. Les ouvriers se révoltant contre une des conséquences les plus légitimes et les plus nécessaires de l'industrie, leur tentative devait donc échouer, car ils se heurtaient à la force même des choses. Après plusieurs mois de misère et de souffrances, les épargnes ayant été dévorées, les meubles vendus, les effets mis en gage, il fallut rendre les armes. Les ouvriers reprirent le travail, quelques-uns à des prix qui étaient inférieurs de 50 pour 100 à ceux qu'ils avaient refusés.

En 1824, les fileurs de Hyde, à l'instigation du comité directeur, quittèrent les ateliers afin d'obtenir une augmentation de salaire. Après quelques semaines d'oisiveté et après que l'union eut dépensé plus de cent mille francs en leur faveur, ils furent trop heureux de retrouver du travail aux prix habituels. En 1829, nouvelle démonstration; vingt-une filatures et dix mille ouvriers restèrent durant six mois entiers frappés d'immobilité. En 1830, la même calamité s'étendit à cinquante-deux filatures et à trente mille ouvriers, dans les villes d'Ashton et de Staleybridge. En 1836, ce fut le tour de Preston, où 8,500 ouvriers de tout sexe et de tout âge restèrent sans emploi depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de février suivant.

Dans une brochure intéressante (1), M. H. Ashworth a exposé les résultats de cette mésintelligence entre les chefs et les soldats de l'armée industrielle. Le bilan de l'émeute y est dressé avec une précision fort instructive; j'en reproduis les principaux traits.

Au mois d'octobre 1836, les ouvriers fileurs de Preston gagnaient

(1) *Inquiry into the origin and results of the strike of cotton spinners.*

en moyenne 22 sh. 6 d. (28 fr. 60 c.) par semaine, ou près de 5 francs par jour; mais dans la ville voisine de Bolton, la moyenne des salaires s'élevait alors à 26 sh. 6 d. (33 fr. 75 c.) pour les mêmes ouvriers. Les fileurs de Preston, excités par des émissaires de l'union, demandèrent à être mis sur le même pied que leurs voisins. Les fabricans s'assemblèrent, et, reconnaissant qu'il y avait quelque chose de fondé dans ces plaintes, ils offrirent une augmentation de 10 pour 100, qui reportait le salaire de la semaine à un taux nominalement inférieur de 1 fr. 15 c. au prix de Bolton, mais tout-à-fait égal, si l'on tenait compte du bon marché des denrées. On ne parvint pas à s'entendre, et les 42 filatures de la ville s'arrêtèrent à la fois.

Dans les premiers jours qui suivirent la rupture, le peuple fit bonne contenance; il ne paraissait éprouver ni souffrances ni regrets. Cependant cette attitude stoïque ne tarda pas à se démentir. Il y avait à peine un mois que le travail avait cessé, quand les rues de la ville se remplirent de mendians; l'administrateur des secours publics (*overseer*) fut assiégé de demandes, et la population du dépôt de mendicité s'accrut rapidement. A cette époque, les fileurs recevaient de l'union une subvention de 5 shillings par homme et par semaine; les rattacheurs, de 2 à 3 shillings; quant aux cardeurs et aux tisserands, ils n'avaient d'autres ressources que la pitié des manufacturiers, qui se manifestait par l'aumône d'un morceau de pain chaque jour.

Vers le milieu de décembre, les fonds de l'union se trouvaient épuisés. Le conseil municipal, ému de cette détresse universelle, vota un faible secours de 100 livres sterling. Il était évident que la lutte touchait à son terme. Les manufacturiers prirent la résolution d'ouvrir leurs ateliers, annonçant qu'ils ne retireraient pas l'offre faite par eux d'augmenter de 10 pour 100 les prix courans du travail, mais exigeant de chaque ouvrier qu'ils admettaient l'engagement de rompre avec l'union. La première semaine qui suivit cette déclaration, quarante fileurs seulement répondirent à l'appel des maîtres; dès la seconde semaine, on en comptait cent; quarante furent en outre attirés des villes voisines, et les services des autres devinrent moins nécessaires, les maîtres s'étant décidés à employer des métiers renvideurs. A la fin de la querelle, deux cents fileurs, ceux qui avaient soulevé et prolongé l'agitation, remplacés par d'autres ouvriers, se virent réduits à quitter la ville.

Durant cette collision, soixante-quinze personnes furent arrêtées pour causes d'ivresse ou de désordre; douze furent condamnées à l'emprisonnement, comme s'étant rendues coupables de menaces ou

de violences; vingt jeunes filles descendirent au rang des prostituées; deux personnes furent condamnées à la déportation, et trois moururent de faim. La perte essuyée par les ouvriers, à ne parler que du salaire, s'éleva à un million et demi de francs; les maîtres perdirent plus d'un million; les petits boutiquiers furent ruinés. Voilà donc les résultats de l'émeute industrielle traduits en chiffres. Il reste démontré que le principal dommage est pour les ouvriers, que ceux-ci relativement et absolument en souffrent plus que les maîtres, et qu'il n'y a pas pour eux la moindre chance d'améliorer leur condition en troublant l'ordre régulier de la société. Toutes les coalitions d'ouvriers, en Angleterre, ont abouti aux mêmes conséquences que celles de Preston. Partout elles ont eu pour effet l'invention ou l'application de quelque machine qui réduisait d'autant le travail de l'homme, et l'introduction de nouveaux ouvriers dont la concurrence tendait à faire baisser le prix de ce travail. On a calculé à 60 shill. par tête (près de 80 fr.) la somme que les Anglais paient annuellement au fisc; dans un pays où l'ouvrier des manufactures gagne de 4 à 6 shill. par jour, une suspension de travail, qui dure seulement quinze jours, équivaut donc à un doublement de l'impôt; en quinze jours, la richesse nationale peut diminuer d'une valeur égale à celle d'un budget qui représente 12 à 1,300 millions de francs. Quel puissant motif de faire régner la concorde entre les maîtres et les ouvriers!

Les coalitions n'ont pas toujours tort, et, à dire vrai, le droit est rarement du côté du maître; mais il y a péril pour la société, quand les individus, lésés ou non lésés, entreprennent de se faire justice par leurs propres mains. Aussi les tentatives des ouvriers ont-elles été uniformément signalées par les excès les plus coupables, et lorsque la violence, un moment couronnée de succès, leur a donné le pouvoir, cette autorité accidentelle et capricieuse ne s'est exercée qu'au gré de l'ignorance et qu'au profit de l'anarchie. On peut citer en exemple les actes de folie auxquels se porta, de 1831 à 1835, l'union des ouvriers en laine dans le comté d'York. La plus belle manufacture de draps à Leeds, celle de MM. Gott, fut celle que l'union choisit pour faire le premier essai de ses forces. Les propriétaires venaient d'élever un magnifique bâtiment de cent trente mètres de façade, qu'ils avaient garni des métiers les plus perfectionnés et qu'ils destinaient au tissage des draps fins. Tout était prêt, on allait se mettre à l'œuvre, lorsque les tisserands, au nombre de deux cent dix, refusèrent de travailler, exigeant une augmentation de salaire. Après une résistance de quelques semaines, MM. Gott, qui ne se voyaient pas soutenus par

les autres manufacturiers de la ville, prirent le parti de céder; mais les ouvriers n'y gagnèrent rien, car on n'admit que le nombre qui était suffisant pour alimenter l'ancienne manufacture : la nouvelle resta vacante, et les métiers sans emploi. Les fabricans se vengèrent en réduisant la quantité du travail de l'augmentation que le prix avait subie.

Encouragée par ce demi-succès, l'union dressa un tarif obligatoire des façons pour la filature et pour le tissage, fit publier ce tarif dans les journaux, et en adressa aux manufacturiers des exemplaires imprimés. Les ouvriers se proposaient ainsi, non-seulement d'élever, mais encore d'égaliser le taux des salaires, de procurer au travailleur inhabile ou médiocre les mêmes avantages qu'au travailleur intelligent et expérimenté. C'était renverser l'ordre naturel des choses, et faire régner le plus brutal despotisme; c'était étouffer l'émulation et refuser à l'industrie les instrumens du progrès. Les maîtres éludèrent d'abord les prescriptions du tarif, en donnant une partie de leurs laines à filer et de leurs étoffes à tisser aux ouvriers répandus dans les campagnes. Alors commença entre les maîtres et les ouvriers une guerre de ruses et de stratagèmes; la loyauté disparut de ces rapports, dès que la liberté en fut bannie. L'union ayant ordonné aux maîtres de filer et de tisser exclusivement à Leeds, ceux-ci réduisirent leur fabrication au tiers de ce qu'elle était auparavant. Un peu plus tard, les ouvriers prétendirent substituer au tarif des façons un tarif de journées. Tout ouvrier, habile ou inhabile, actif ou paresseux, devait recevoir 21 sh. (26 francs 75 cent.) par semaine. Un fabricant, ayant constaté que les ouvriers travaillaient beaucoup moins sous l'empire de ce système, réclama auprès du comité, qui, le fait n'est que trop certain, lui défendit de tenir des livres.

La constitution intérieure des associations qui dominèrent pendant quelques années l'industrie lainière dans le comté d'York et qui la mirent à deux doigts de sa ruine mérite d'être connue. Chaque union se divisait en plusieurs districts, et chaque district renfermait plusieurs loges ou clubs. Tout district devait élire un comité directeur, et ce comité envoyait autant de délégués qu'il y avait de loges locales à la grande loge, qui s'assemblait deux fois par an. Là, sept délégués étaient choisis pour former le conseil suprême de l'union. Le conseil suprême ordonnait seul les suspensions de travail qui avaient pour objet l'augmentation des salaires; quand il ne s'agissait que d'en prévenir la diminution, le comité de district était compétent. La grande loge ne s'assemblait jamais deux années de suite dans la même ville.

Les délégués qui la composaient recevaient 3 sh. 6 d. (4 fr. 50 cent.) par jour, s'ils appartenaient au district où se tenait la réunion, et 5 sh. (plus de 6 francs), s'ils venaient d'un autre district. On leur allouait encore les frais de leur dîner et des frais de voyage. Chaque loge devait rendre ses comptes tous les mois; mais cela devenait quelquefois impossible, soit parce que les affiliés ne payaient pas exactement leur contribution mensuelle, soit parce que le caissier ou le comité lui-même détournait les fonds remis à sa gestion. On peut affirmer que l'infidélité des mandataires en qui les ouvriers avaient mis leur confiance a eu plus de part que toutes les autres causes réunies à la ruine de ces associations.

Les coalitions d'ouvriers dans le royaume-uni étant une sorte de franc-maçonnerie industrielle, il ne faut pas s'étonner si la cérémonie de l'admission se faisait avec un appareil de mystère et de terreur. La loge s'assemblait dans quelque taverne, vers neuf ou dix heures du soir. L'aspirant était introduit les yeux bandés, et quand le bandeau tombait, il se trouvait au milieu d'hommes revêtus de surplis, qui semblaient être là pour célébrer les rites de quelque religion inconnue. Dans un coin de la salle figurait un squelette, sur la tête duquel demeuraient suspendues une hache d'armes et une épée nue. Une table occupait le milieu; sur cette table la Bible était ouverte, et sur le texte sacré, l'initié ou, pour emprunter les termes maçonniques, l'*étranger* devait prêter serment. Voici la formule du serment exigé par l'union des peigneurs de laine :

« Je soussigné, X..., peigneur de laine, en présence du Dieu tout-puissant, déclare volontairement que j'ai l'intention de prêter un appui persévérant à la confrérie connue sous le nom de « société charitable des ouvriers en stuff et autres; » je m'engage solennellement à ne jamais agir en opposition avec la confrérie dans les efforts qu'elle fera pour maintenir le taux des salaires, et à y contribuer au contraire de toutes mes forces dans la mesure de la loi et de la justice, à l'aider dans ses tentatives pour assurer une rémunération légitime au travail. Je prends Dieu à témoin, dans cette déclaration solennelle, que ni espoir, ni crainte, ni récompenses, ni châtimens, pas même la mort ne pourra me déterminer, par voie directe ou indirecte, à donner le moindre renseignement sur ce qui se sera passé dans cette loge ou dans toute autre appartenant à la société, et que je n'écrirai rien sur papier, bois, sable, pierre ou toute autre chose, par quoi nos actes puissent être connus, à moins que les chefs de la société ne m'aient autorisé à le faire. Je ne consentirai jamais à ce que l'argent qui appartient à la société soit distribué ou qu'il serve à un autre usage qu'aux intérêts de la société et de l'industrie. Que Dieu me soit donc en aide et qu'il me permette de garder avec fermeté

les engagemens que je prends ici solennellement! Si j'en révèle jamais la moindre partie, puisse la société tout entière, à laquelle j'appartiens, ainsi que tous les hommes justes, me vouer au mépris tant que je vivrai; puisse ce qui est maintenant devant moi plonger mon ame dans l'éternel abîme de misère! Amen. »

Tout horrible qu'est ce langage, il n'approche pas de celui que l'union des fileurs (*cotton spinners*) de Glasgow mettait dans la bouche de chaque récipiendaire. Jamais serment prêté au chef d'une bande de voleurs n'a exprimé plus ouvertement la haine de la loi morale, et jamais la liberté humaine n'a abdiqué au profit de plus atroces passions. Voici le texte de la formule écossaise.

« Moi X....., devant Dieu tout-puissant et devant les témoins ici présens, je jure volontairement d'exécuter, avec zèle et avec promptitude, autant qu'il dépendra de moi, toute tâche ou injonction que la majorité de mes frères m'imposera dans notre intérêt commun, comme de punir les traîtres (*knobs,* ce sont les ouvriers qui travaillent malgré l'injonction de l'union), d'assassiner les maîtres qui nous oppriment ou qui nous tyrannisent, de démolir les ateliers qui appartiennent à des propriétaires incorrigibles, et de contribuer aussi avec joie à nourrir ceux de mes frères qui auraient perdu leur emploi par suite de leurs efforts contre la tyrannie, ou qui auraient renoncé au travail pour résister à une réduction de salaire. Je jure, de plus, de ne jamais divulguer l'engagement que je prends ici, si ce n'est dans les occasions où j'aurai été désigné pour faire prêter le même serment aux personnes qui voudront devenir membres de notre association. »

Et ce n'étaient pas de vaines paroles. Lorsque le comité directeur avait décrété la peine de mort contre un homme, ouvrier ou maître, il trouvait toujours, parmi les membres de l'union, comme autrefois les tribunaux vehmiques, quelque bourreau pour l'exécuter. Si le meurtrier hésitait à tenir l'affreux serment, on lui donnait de l'argent, on payait ses dettes, ou même on se bornait à l'encourager par quelques verres de whiskey. Les seules victimes en Angleterre furent M. Thomas Ashton et un ouvrier dans les environs de Leeds; mais, à Dublin, dix ouvriers furent assassinés en trois ans; à Glasgow, l'on n'épargna pas même les femmes, et toutes sortes d'armes furent employées, depuis le vitriol jusqu'aux armes à feu. Un procès, qui frappa la Grande-Bretagne de terreur, fit découvrir au sein des classes ouvrières une véritable confédération de Thugs qui s'arrogeaient le droit de vie et de mort sur les individus (1).

La cause des ouvriers a été perdue le jour où ils l'ont souillée par

(1) *Trial of the Glasgow cotton spinners,* in-8°, 1838.

de tels excès; mais, en admettant qu'elle fût restée pure de toute violence et de tout écart, le succès n'était pas possible. Les ouvriers, pour me servir de leurs propres expressions, ont soulevé le ciel et la terre; leur organisation était un prodige d'habileté et d'énergie, et l'on ne peut comparer à l'audace de l'entreprise que la constance admirable avec laquelle ils ont supporté les mauvais jours. On les a vus élever des manufactures par souscription et ouvrir des dépôts de marchandises. Les systèmes de communauté les plus extravagans dans lesquels se joue l'imagination des utopistes ont donné lieu à quelque essai de leur part. Enfin ces mêmes hommes, qui avaient tenté de combiner, par le plus vigoureux effort de centralisation, leurs démarches dans les trois royaumes, et qui avaient inauguré dans l'île de Man, dès 1828, une sorte de parlement industriel, ne se laissent pas décourager par les échecs passés. Les voilà qui appellent à Londres des délégués de toutes les industries, et qui, sous le nom plus modeste de *conférence*, établissent une assemblée délibérante en regard de la chambre des communes et de la chambre des lords.

Supposez une organisation pareille en France, en Belgique ou en Allemagne; les maîtres, vaincus avant de combattre, ne chercheraient pas même à résister. En Angleterre, la position des manufacturiers est trop forte; les Titans modernes, en dépit de leurs proportions athlétiques, feront de vains efforts pour escalader le rocher inexpugnable sur lequel trône le Jupiter industriel. La distance est si grande, qu'il n'y a plus désormais d'espoir de la franchir. Le maître a pour lui le capital et le temps; qu'est-ce que le nombre et que peut le courage devant ces puissances, qui sont de nos jours la forme sous laquelle se manifeste la nécessité?

LES CHARTISTES.

L'agitation politique n'est pas aussi naturelle qu'on le croit aux classes inférieures de la Grande-Bretagne. Malgré cet appareil de clubs, qui s'étend au village le plus obscur et qui comprend jusqu'aux femmes, les questions de gouvernement ne passionnent pas tous les esprits. Sans doute le mécanisme des assemblées délibérantes est d'un usage vulgaire, les enfans jouent au député ou au juré, comme ils jouent chez nous au soldat; l'ouvrier le moins éclairé est capable de présider un *meeting* et d'y parler tant bien que mal pendant deux heures. J'ai entendu sur les *hustings* des bouchers et des épiciers qui

faisaient encore figure à côté de M. Duncombe et de M. Roebuck. Il ne faudrait pas en conclure pourtant que la politique est l'élément naturel de tout ce peuple, ni qu'il s'y complaît.

Les formes représentatives font partie des mœurs anglaises; elles s'appliquent aux intérêts les plus secondaires et jusqu'aux amusemens qui n'ont rien de public. Quatre hommes ne peuvent pas boire ensemble sans élire un président (*chairman*), ni sans porter des *toasts* qui expriment leurs sympathies ou leurs vœux. Toute partie de plaisir a ses règles; pour toute chose, on s'associe, et toute association s'organise suivant le principe du système électif. Il en est de la procédure parlementaire au-delà de la Manche, comme de la danse chez les anciens, qui se mêlait à toutes les habitudes de la vie et même aux cérémonies sacrées. Mais ne prenons pas la forme pour le fond; le fait de s'associer, de délibérer et de prendre des résolutions en commun, fait universel en Angleterre, ne constitue pas une classe de citoyens à l'état politique, et ne signifie pas qu'elle ait la prétention ou le moyen de prendre part au gouvernement.

La division du travail, dont on a fait un axiome de la science industrielle, est avant tout un trait distinctif du caractère anglais. Ce principe règle la politique comme le reste; bien que le droit de suffrage descende très bas et qu'il tende à se généraliser encore, il y a toujours une classe dont les affaires publiques sont la vocation, et sur laquelle les autres classes de la société se reposent de ce soin. Celles-ci font de temps en temps une démonstration, elles donnent des marques d'assentiment ou de déplaisir; encore faut-il que l'occasion les sollicite. Un grand péril peut les tenir en éveil, une mauvaise administration peut exciter leur colère; mais ces emportemens passagers ne donnent pas au peuple une action régulière ni sérieuse sur la direction imprimée au pays.

Dans la politique du royaume-uni, les classes inférieures jouent le même rôle que les archers dans les armées du XIIIe et du XIVe siècle; elles aident à gagner les batailles de l'esprit public; elles sont un instrument utile, un appoint important, mais elles ne sont pas autre chose. Il ne faut voir dans leurs rangs que des nombres dont la valeur dépend de la place qui leur est assignée. En veut-on la preuve? que l'on regarde d'où sont venues et comment se sont formées les commotions populaires depuis trente ans. On n'y découvrira rien de spontané, ni qui ressemble à un développement des opinions. La cause qui fait agir le peuple est toujours extérieure au peuple : en 1815, la loi sur les grains; en 1817 et 1819, la marche réactionnaire du gou-

vernement; en 1824 et 1829, l'impulsion donnée par les coalitions d'ouvriers; en 1830 et 1831, le contre-coup de notre révolution et le mouvement de réforme dirigé par la classe moyenne; en 1836, 1839 et 1842, la détresse croissante des travailleurs.

En 1815, l'agitation débuta par l'émeute et par des désordres qui ne respectèrent pas toujours le droit de propriété. On se battit dans les rues à Londres pendant la discussion du *bill* qui tendait à élever le prix des céréales; à Bridport, pour obtenir une réduction dans le prix du pain; à Biddefort, afin d'empêcher la sortie des grains; à Bury, à Ely, à Nottingham, les ouvriers sans emploi brisèrent les machines; à Preston, à Newcastle, à Glasgow, à Birmingham, la misère et la faim firent les frais de la révolte; à Dundee, plus de cent boutiques furent pillées. Ces scènes de brutalité et de pillage se renouvelèrent plusieurs fois dans les mêmes villes, et les troubles se prolongèrent jusqu'à la fin de 1816.

En juin 1817, le ministère ayant rétabli l'ordre légal, sir Francis Burdett fit, dans la chambre des communes, une motion en faveur de la réforme parlementaire. Il s'agissait pour les réformistes, non de prétendre à un succès encore impossible, mais de donner le signal de l'agitation. Aussitôt de nombreux *meetings* se tinrent dans les comtés de Lancastre et de Chester; les femmes y furent admises, et prirent part aux délibérations de la multitude. Cette innovation, d'abord accueillie par des éclats de rire, ne tarda pas à devenir un article de foi dans le *credo* radical. Les femmes, non contentes de voter dans les réunions publiques, formèrent des associations, eurent leurs comités, et créèrent aussi à leur usage une sorte de franc-maçonnerie.

Les hommes, de leur côté, semblaient se préparer à une campagne plus sérieuse que ces exercices publics ou secrets de la parole. Ils se rassemblaient le soir dans les champs, et, sous la direction de quelques vieux soldats, ils s'habituaient aux évolutions militaires, apprenant à se mettre en ligne, à marcher au son du clairon, à se déployer et à former le carré; il ne manquait plus que des armes et des chefs pour en faire une armée. Vers l'été de 1819, et lorsque les ouvriers parurent suffisamment rompus à cette discipline, le comité métropolitain ordonna quelques démonstrations. Une réunion se tint à Spafields près de Londres, sous la présidence de M. Hunt; il y en eut une autre à Birmingham, dans laquelle le major Cartwright et sir Ch. Wolsley furent élus pour représenter dans le parlement les vœux de la population en qualité de procureurs fondés (*legislatorial attorneys*). A Manchester, trente mille personnes s'étaient réunies dans l'espace

ouvert de Saint-Petersfield, les femmes vêtues de blanc, les hommes portant des rameaux verts sur leurs chapeaux, et Hunt haranguait la foule, lorsque la *yeomanry* de Manchester, jointe à celle du comté voisin, lança ses chevaux au milieu de cette masse compacte, foulant aux pieds ceux qui ne fuyaient pas assez vite, et sabrant ceux qui faisaient mine de se défendre. Ce fut un lâche massacre; le champ en a gardé, par allusion à une bataille beaucoup trop célèbre en Angleterre, le nom sinistre de Peterloo. Dès ce moment commencèrent entre la classe inférieure et la classe moyenne ces haines implacables qui divisent une nation en deux peuples ennemis.

A dater de 1819, Manchester cesse d'être le quartier-général des mouvemens politiques. A l'hostilité contre le gouvernement succède l'hostilité contre les chefs de la manufacture. Manchester devient le centre des coalitions d'ouvriers, et les agitateurs politiques se rabattent sur Birmingham. Les ouvriers en coton s'absorbent dans les questions de salaire; les réformistes vont recruter leurs troupes parmi les mineurs et les ouvriers en métaux.

De 1820 à 1830, les classes laborieuses disparaissent de la scène politique et semblent avoir donné leur démission. En 1830, l'*union politique de Birmingham* les réveille. Les ouvriers, enrôlés encore une fois sous la bannière des classes moyennes, mais avec une pensée qui leur est propre, se lèvent à la voix d'Attwood. En 1817, le peuple de Londres avait insulté le régent; en 1831, les ministres de Guillaume IV, effrayés de l'irritation populaire, conseillèrent au roi de ne pas se rendre à l'invitation du lord maire dans la Cité. Des troubles éclatèrent sur plusieurs points de l'Angleterre, jusqu'au jour où, le système de résistance rendant les armes, l'acte de réforme inaugura une politique nouvelle dans l'administration du royaume-uni.

A partir de cette époque, la coalition temporaire des ouvriers avec les maîtres contre la vieille aristocratie qui gouvernait depuis William Pitt ne s'est plus reformée. Les classes inférieures, livrées à elles-mêmes, s'éloignent chaque jour davantage des intérêts et des lois qui dominent dans la société. Elles ne confient plus à personne le soin de rédiger leur programme, ni de leur fournir une bannière. Après s'être confondues long-temps avec le parti radical, et après lui avoir apporté le relief que procure toujours l'appui de la foule, elles ont voulu constituer un parti distinct; de là l'origine des chartistes qui occupent l'attention publique depuis sept ans.

En Angleterre, les partis même dont l'émeute est la vocation débutent par des remontrances parlementaires. La première démons-

tration des chartistes fut une pétition à la chambre des communes, par laquelle ils demandaient : « 1° que tout habitant mâle du royaume qui aurait atteint l'âge d'homme eût le droit de voter dans les élections; 2° que le vote eût lieu au scrutin secret (*ballot*); 3° que les élections fussent annuelles; 4° que le cens d'éligibilité fût supprimé, et que les membres des communes reçussent un traitement; 5° enfin, que l'égalité proportionnelle fût établie entre les districts électoraux, en prenant la population pour base du nombre des membres à élire (1). » Ce sont là les *cinq points de la charte* du peuple, les articles du symbole qui représentait, aux yeux d'une multitude ignorante, l'avenir du pays.

La pétition, adoptée à Birmingham le 6 août 1838 dans une assemblée nombreuse, servit à rallier et à organiser les ouvriers. Elle se couvrit, en peu de mois, de 1,280,000 signatures, et le principe en fut reconnu dans plus de 500 *meetings*. Chacune de ces réunions devait nommer un délégué, et l'assemblée des délégués, convoquée à Londres pour les premiers jours d'avril 1839, reçut le nom pompeux de *convention nationale*. Les classes laborieuses affichaient ainsi la prétention d'établir un parlement démocratique, en face du parlement qui était l'expression légale de l'aristocratie.

Cette *convention nationale*, à peine réunie, se jeta dans les voies de l'anarchie la plus furibonde. C'était le moment où, la majorité des whigs ayant chancelé dans les communes, il se faisait une tentative de restauration au profit des tories. Les chartistes secondèrent la réaction, dans le seul espoir d'augmenter les chances de désordre. Les motions les plus factieuses se succédaient dans leurs *meetings :* un jour, on déclarait que la chambre des communes n'était plus la représentation constitutionnelle du peuple; un autre jour, que le peuple avait le droit de s'armer et que tout citoyen, afin de protéger sa vie et ses biens, devait posséder une arme à feu. Bientôt, ne trouvant pas auprès de la population métropolitaine la sympathie sur laquelle ils avaient compté, les membres de la convention ne se crurent plus en sûreté à Londres. En faisant la motion de quitter la capitale, un des meneurs, Feargus O'Connor s'écriait : « Je crois de l'intérêt des délégués d'aller s'abriter derrière un quart de million d'hommes prêts dans Birmingham à prendre leur défense. Il y aurait moyen de

(1) L'opinion qui veut que le scrutin secret protége le vote des électeurs a fait des progrès en Angleterre. La motion de M. Grote sur le *ballot*, qui n'avait réuni, en 1833, que 106 voix sur 317 votans, et, en 1835, 146 voix sur 485 votans, obtint, en 1839, 218 voix sur 553 votans.

rallier les chartistes du Lancashire et du Yorkshire; rester à Londres au moment où le pays de Galles s'insurge, où une révolution peut éclater en Irlande, et où l'Angleterre jettera un cri de vengeance, ce serait s'exposer à ne pas pouvoir distinguer ses amis de ses ennemis. Nous avons à Birmingham une protection que le gouvernement n'oserait pas nous ravir; les hommes libres de Birmingham savent fabriquer des armes. »

Dès-lors il devenait évident que les chartistes, au lieu de se proposer une réforme, préparaient une insurrection. Le parti radical en fut lui-même effrayé. M. Attwood, qui avait consenti à présenter la pétition monstre à la chambre des communes, écrivit au comité de Birmingham pour l'engager à désavouer toute pensée de violence et de recours à la force physique, tout désir de semer la discorde entre les ouvriers et les maîtres, toute intention d'empiéter sur les droits et sur les priviléges des autres classes de la société. « Paix, loi, ordre, loyauté, union, disait cet apôtre du radicalisme, voilà les bannières sacrées sous lesquelles les hommes de Birmingham ont conduit leurs concitoyens à la victoire, en faisant adopter le *bill* de réforme. Le peuple, s'il reste fidèle à ces bannières, aura la force d'un géant; mais s'il les abandonne, il ne sera plus qu'un pygmée. »

Pour toute réponse à des conseils aussi sages et qui partaient d'une voix amie, les membres de la convention réunis sur le Mont-Sacré du chartisme, à Holloway-Heath près de Birmingham, posaient dans les termes suivans les préliminaires de la révolte. « Est-on décidé, sur la demande de la convention, à retirer toutes les sommes individuellement placées dans les caisses d'épargne et dans les banques particulières, ou dans les mains de toute personne opposée aux droits du peuple? — Est-on prêt, sur la même demande, à convertir tout le papier-monnaie en or et en argent? — Si la convention juge nécessaire un mois entier pour préparer des milliers de citoyens à obtenir la charte de leur salut politique, est-on résolu à ne pas travailler pendant ce mois et à s'abstenir de toutes liqueurs spiritueuses? — En vertu de l'ancien droit constitutionnel menacé par des législateurs qui appartiennent à une école moderne, s'est-on procuré les armes des hommes libres pour défendre les prérogatives léguées au peuple par ses ancêtres? »

Ces résolutions, qui furent unanimement adoptées, moins toutefois l'obligation de l'abstinence, renfermaient un plan de campagne très complet : on voulait embarrasser et affamer le gouvernement avant de l'attaquer; mais il fallait, pour mener à fin une telle conspi-

ration, plus de patience et de discipline que n'en pouvaient avoir des multitudes enrôlées de la veille. L'émeute était d'une politique plus intelligible et plus appropriée au tempérament du peuple; il s'y précipita tête baissée, et la promena, six mois durant, d'un bout à l'autre du royaume-uni. Dès le mois de mai, Vincent donnait le signal dans le pays de Galles, où les chartistes parcoururent les campagnes, fabriquant des piques et enlevant les armes des fermiers; plusieurs individus ayant été arrêtés à Llanidloe, le peuple, armé de fusils, enfonça les portes de la prison, battit la police et délivra les détenus. Dans le quartier de Finsbury-Square, à Londres, les insurgés se montrèrent moins braves; à la première démonstration de la police, ils prirent la fuite, pendant qu'un de leurs orateurs se plaignait de ne pas voir à leur tête *quelques gamins de Paris* pour leur apprendre à attendre de pied ferme la force armée; à Kircmuir, en Écosse, la prison fut forcée ainsi qu'à Bury, dans le comté de Stafford; dans les poteries, une tentative semblable provoqua un conflit entre la troupe et le peuple, on échangea des coups de fusil : trois hommes périrent, et quarante furent blessés.

On peut juger des desseins des chartistes par les discours qu'ils tenaient et par les placards colportés dans les *meetings*. A Bristol, ils arborèrent un drapeau avec cette devise : « La liberté ou la mort! » à Glasgow, une main saisissant un poignard était peinte sur leur bannière avec ces mots : « Nous réduirez-vous à cette extrémité? » à Newcastle *on Lyme*, quinze mille hommes s'assemblaient, gens de la campagne pour la plupart, portant devant eux des placards sur lesquels on lisait : « Il vaut mieux périr par le glaive que par la faim. — Un jour de liberté est mille fois préférable à un siècle de servitude. — L'homme est toujours un homme; où est son supérieur? — Il faut convertir le fer de nos charrues en épées. » A Manchester, les ouvriers mineurs des environs entraient en ordre de bataille, avec des provisions de poudre et enseignes déployées. Sur les bannières étaient inscrits ces mots : « Les droits de l'homme, le suffrage universel, ou la mort; l'union fait la force. — Tremblez, tyrans, le peuple se réveille! » Comme pour expliquer le sens caché de ces sentences, Feargus O'Connor disait : « Je n'engagerai pas le peuple à se mesurer avec des piques ni avec des bâtons contre des soldats bien armés et bien disciplinés; mais, à la première agression des soldats, il *doit attaquer les propriétés...* » Un autre orateur allait plus loin, et voulait ajouter l'incendie au pillage : « Si le peuple n'est pas libre et heureux, l'époque n'est pas éloignée où la tragédie de Sodome et de Gomorrhe sera

renouvelée. » Un troisième résumait ainsi toutes les opinions : « Le peuple est décidé à obtenir la charte par des moyens pacifiques, s'il se peut, et, dans le cas où cela ne se pourrait pas, par la force. » C'était ce que M. Bronterre O'Brien appelait « se venger *nationalement* sur la vie et sur les propriétés des hommes des classes supérieures et moyennes. »

Les effets suivirent de près les paroles. La *convention nationale* avait laissé aux comités locaux le soin de décider à quelle époque devait commencer le mois sacré (*national holiday*) dans chaque district manufacturier. Le mois d'août ayant été généralement choisi, des attroupemens se formèrent à Newcastle, à Manchester, à Sheffield, à Nottingham et à Bury, et la police fut obligée d'employer la force pour les disperser. A Chester, l'on saisit près de six mille fusils. A Birmingham, la lutte prit un caractère très grave. Pendant dix jours, les ouvriers, se rassemblant chaque soir au centre de la ville, dans le *Bull-ring*, avaient tenu le reste des habitans dans un perpétuel état d'alarme. Le 15 juillet, l'émeute, ayant recruté quelques mineurs des environs, envahit les rues principales; repoussée d'abord par la police, elle se rua sur le poste avec plus de force, battit les constables et resta maîtresse du terrain. Alors commença une scène de dévastation purement anglaise : en moins de trois heures, trente maisons étaient démolies et les meubles brisés ou brûlés. Ce ne fut qu'à minuit, et avec le secours d'un régiment qui marchait la baïonnette au bout du fusil, que les autorités purent rétablir l'ordre. Aussi le duc de Wellington en prit-il occasion de dire à la chambre des lords : « J'ai plus d'une fois été témoin oculaire des désastres dont une ville emportée d'assaut est le théâtre; mais je n'ai jamais vu des excès semblables à ceux qui viennent dans une seule nuit d'affliger Birmingham. »

La plus formidable démonstration des chartistes se fit dans le pays de Galles, à Newport. Les chefs de l'insurrection avaient de longue main travaillé les ouvriers des mines et des forges à trente milles à la ronde. Cette population turbulente et désaffectionnée écoutait avidement les prédicateurs de désordre. On n'eut pas de peine à lui persuader qu'elle allait conquérir l'exemption du travail, le partage des propriétés, et par suite l'abondance. Le 3 novembre, les feux furent simultanément éteints dans tous les hauts-fourneaux, dans les forges et dans les fonderies des environs. En ramassant de gré ou de force les ouvriers, on forma ainsi un rassemblement de dix mille hommes. Le 4, vers dix heures du matin, cette troupe divisée en deux colonnes,

l'une sous le commandement de John Frost, magistrat destitué et délégué chartiste, l'autre sous la conduite de son fils, jeune garçon de quatorze ans, pénétra dans Newport, où les deux corps firent leur jonction devant l'hôtel-de-ville. Cette position n'était défendue que par soixante hommes du 45e régiment et par quelques constables spéciaux; les magistrats municipaux s'y étaient renfermés. Les insurgés, après avoir poussé trois hourras, commencèrent l'attaque avec fureur. En un clin d'œil, toutes les fenêtres furent brisées; une grêle de pierres, de balles et de lingots, pleuvait sur les défenseurs de ce retranchement improvisé, et déjà le maire, M. Philipps, ainsi que plusieurs constables, étaient blessés. A ce moment critique, l'officier qui commandait le détachement fit une sortie à la tête de trente hommes et chargea intrépidement les assaillans. Ceux-ci, après une faible résistance, prirent la fuite, abandonnant sur la place leurs armes et leurs blessés, dont seize étaient mortellement atteints.

En récapitulant les divers conflits auxquels donna lieu le mouvement chartiste de 1839, on est uniformément frappé de la facilité que les autorités locales et le gouvernement trouvent à réprimer les troubles, même lorsqu'ils éclatent sur plusieurs points à la fois. L'administration ne demande pas de pouvoirs extraordinaires, elle se borne à proclamer l'illégalité des rassemblemens armés et à diriger quelques escouades de *policemen* vers les districts où l'agitation se manifeste. Quant à l'émeute, elle ne tient nulle part devant la force publique; à Birmingham, une charge de cavalerie suffit pour dégager, et cela au milieu de la nuit, les rues occupées par une multitude que le succès anime; à Newport, dix mille hommes bien armés se retirent, à la première décharge, devant une demi-compagnie d'infanterie. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent en France : sans parler des journées de juillet 1830, qui rallièrent toutes les classes de la population parisienne contre le drapeau de la restauration, qui n'a pas admiré, tout en réprouvant la cause qui leur mettait les armes à la main, l'héroïque ténacité des insurgés de 1832 et 1834? Cinq cents hommes résistant pendant deux jours, dans le cloître Saint-Méry, aux attaques d'une garnison nombreuse; des ouvriers disputant pied à pied la ville de Lyon au canon d'une armée; voilà ce qui serait impossible en Angleterre. Il y a cette distance entre les classes inférieures des deux contrées, que les ouvriers anglais n'en sont encore qu'à l'émeute, tandis que les ouvriers français, même quand le pays n'a plus de révolution à faire, sont tous les jours capables d'une insurrection.

Pour expliquer cette différence, M. Roebuck a dit dans la chambre

des communes, aux applaudissemens de lord John Russell et de sir Robert Peel : « De l'autre côté de la Manche, la force est le pouvoir qui tient le peuple en respect; mais dans le pays où nous vivons, l'obéissance à la loi règne parmi toutes les classes. Ici, dans le plus nombreux rassemblement et au plus fort de l'émotion populaire, le constable s'avance et va saisir, au milieu de la foule, l'homme le plus vigoureux ainsi que le plus influent.... Si le peuple désirait l'anarchie et la confusion, quelle force physique pourrait le contenir (1)? » L'éloge aurait paru plus légitime il y a dix ans; mais si la classe supérieure et la classe moyenne en sont toujours dignes, on ne peut plus l'appliquer aux classes inférieures sans risquer d'être démenti par les faits. Ce qui prouve que le peuple respecte les lois, c'est quand il s'abstient de les attaquer et quand il obéit sans hésiter aux autorités qui les représentent; mais quand, après les avoir attaquées, il s'enfuit devant les coups de fusil et n'attend pas les coups de sabre, cela prouve, au contraire, qu'il ne rend qu'à la force l'hommage qu'il devait à la loi.

Voilà bientôt sept ans que la révolte est en permanence dans la Grande-Bretagne; la force armée et une partie de la population en sont venues cent fois aux mains; le sang a coulé, la propriété a été mise au pillage, et l'on peut voir encore dans quelques villes les décombres qui attestent ces déplorables exploits. C'est le moment que l'on choisit pour nous vanter l'attachement des ouvriers anglais à l'ordre légal, pour les exalter sur ce point aux dépens de l'Europe! M. Roebuck, et la chambre des communes avec lui, s'imaginent donc que l'Europe ne lit pas les journaux anglais, et qu'on n'a jamais entendu parler à Paris, à Berlin ni à Vienne, des excès de Birmingham et de Newport? « Ce qui fait la force de la loi dans la Grande-Bretrgne, a dit sir Robert Peel, c'est la conviction que le peuple a de sa justice (2). » Cette conviction, que le premier ministre juge nécessaire à l'autorité de la loi chez un peuple libre, les ouvriers de l'Angleterre ne l'ont plus. Ils ne posent pas un principe et ils ne font pas une démarche qui ne soit une protestation contre l'ordre légal. Celui qu'ils conçoivent peut être chimérique, mais celui qui règne les blesse par trop de côtés pour qu'ils reconnaissent dans le fait l'expression exacte du droit.

(1) *Speech on the motion of M. Duncombe*, 3 may 1842.

(2) « But what had given to that law its influence? — It was the conviction, on the part of the people, that is was just. » (*Sir Robert Peel's speech*, 3 may 1842.)

Non, ce n'est pas un scrupule de légalité qui dissipe aujourd'hui les rassemblemens et les émeutes; c'est bien plutôt l'absence des habitudes militaires dans la population. Des hommes qui s'assomment bravement à grands coups de poings sans pousser une plainte, et pour gagner un pari de quelques livres sterling, ne savent affronter ni le feu ni l'arme blanche. Le courage militaire, dans cette population d'ailleurs très résolue, ne se développe que sous le bâton du sergent. Le duc de Wellington a raison : supprimez les châtimens corporels, et vous supprimez la discipline parmi les troupes britanniques; dès-lors il n'y a plus d'armée. Mais indépendamment de cette timidité, qui est naturelle à une foule anglaise en présence des uniformes, il y avait dans le mouvement de 1839 une cause plus réelle de faiblesse : les chartistes ne se sentaient ni soutenus ni avoués par la grande masse de la population. « Le peuple n'obéira à l'appel de la convention, disait un de leurs orateurs, M. Fletcher, que dans les comtés de Cumberland, de Westmoreland, de York et de Lancastre; vous ne trouverez l'unanimité en faveur des chartistes que parmi les ouvriers qui sont le moins payés. L'homme qui gagne 30 shill. par semaine ne s'inquiète en aucune façon de ceux qui n'en gagnent que 15, et ces derniers ne prennent nul souci de ceux qui n'en gagnent que 5. *Il y a une aristocratie dans les classes ouvrières*, de même que dans les classes moyennes et dans les classes supérieures. »

Avertis par cet isolement, les chartistes sont rentrés depuis dans des voies plus pacifiques et plus régulières. Le parti qui inclinait aux moyens violens (*physical force men*) a perdu l'ascendant qu'il avait usurpé. A la place des démagogues qui égarent le peuple, afin de l'exploiter, ont surgi des notabilités plus franches et plus naturelles, telles que l'ébéniste Lovett et un mécanicien nommé Collins. On voit, par la brochure qu'ils publièrent, en 1840, sous ce titre : *le Chartisme, nouvelle organisation du peuple*, qu'ils comprenaient la nécessité de faire concorder la diffusion de l'instruction avec celle du suffrage. Sans doute, ce n'était pas aller encore assez loin; mais auraient-ils pu remplir le rôle de tribuns du peuple, s'ils avaient pensé et s'ils avaient dit qu'avant de donner aux hommes des droits politiques, il faut commencer par répandre sur eux les bienfaits de l'enseignement?

En modérant leur allure, les chartistes voulaient rattacher plus étroitement leur cause aux intérêts vrais ou supposés des classes laborieuses. Leurs chefs parvinrent à persuader aux ouvriers, la détresse commerciale aidant, que les classes inférieures n'obtiendraient jamais justice tant qu'elles ne seraient pas représentées dans les chambres,

et que l'augmentation ou tout au moins la bonne tenue des salaires était liée à la cause du suffrage universel. A dater de 1842, la politique de la multitude roule sur l'association de ces deux idées. Tout orateur qui réclame, dans le parlement ou ailleurs, une extension du droit électoral, prend pour argument la misère publique; mais, dans la pensée des ouvriers, l'idée du suffrage est décidément subordonnée à l'idée du salaire : qu'on lise la résolution adoptée par ceux de Manchester, réunis, au nombre de trois ou quatre mille, dans la *salle des charpentiers*.

« Art. 1. Nous ne pouvons pas vivre au taux actuel des salaires, et nous sommes déterminés à ne plus travailler jusqu'à ce que nous ayons obtenu les prix de 1839.

« Art. 2. C'est l'opinion de l'assemblée que nos droits politiques sont impérieusement nécessaires pour maintenir nos salaires, quand nous les aurons conquis; en conséquence, nous agirons de concert avec tous nos amis de toutes les professions, pour faire convertir en loi la charte du peuple, comme étant la seule garantie de ces droits. »

L'agitation ayant pris ce cours, les chartistes se mirent en contact avec l'organisation préexistante des *unions*, et la firent servir à une démonstration dont l'étendue était encore sans exemple. Je veux parler de la pétition présentée le 2 mai à la chambre des communes par M. Duncombe, et couverte de 3,317,702 signatures. Cette opération avait duré trois mois; il avait fallu former six cents associations, et cent mille chefs de famille avaient long-temps retranché de leur salaire, pour subvenir à tous les frais, dix centimes par semaine.

La pétition fut présentée avec une grande pompe. La *convention nationale*, voulant donner une haute idée de son importance et se poser en pouvoir de l'état, avait mis ce jour-là tous les chartistes sur pied. La procession partit de Lincoln's inn Fields, et traversa les rues de Londres, se dirigeant sur Westminster aux acclamations de la foule. La pétition ouvrait la marche, portée sur les épaules de seize hommes robustes, dont chacun représentait un corps de métier; cet énorme document était orné de rubans, et annoncé par un placard sur lequel on lisait, en gros caractères, le nombre 3,317,702. Venaient ensuite divers emblèmes qui trahissaient les préoccupations réelles du peuple, et d'abord un drapeau noir sur lequel figurait cette inscription : « Le meurtre demande justice. 16 août 1819. » Le revers du drapeau représentait le massacre de Peterloo. Plus loin, des milliers de bannières se déployaient avec ces mots : « Nous voulons la justice avant la charité! — La charte du peuple! — Pas de transaction! — Tout

homme est né libre! — Dieu a donné aux hommes des libertés égales et des droits égaux! » A cela se joignaient des citations empruntées à la Bible, comme celle-ci : « Celui qui verse le sang de l'homme périra par la main de l'homme. »

Le cortége mit plusieurs heures à défiler; à trois heures de l'après-midi, les premiers rangs arrivaient à la hauteur de la chambre des communes. Le volume de la pétition était tel, qu'il fallut la dérouler pour la faire passer par la porte de la salle. On la déposa sur le bureau; mais ses longs anneaux, étendus sur le parquet, couvraient un espace immense. C'était bien la force brutale, la force du nombre prenant, dans l'enceinte du parlement, un corps et une voix.

La teneur de ce document faisait aussi peu d'honneur aux lumières de ceux qui l'avaient adopté qu'aux intentions de ceux qui l'avaient rédigé. Les pétitionnaires ne se bornaient pas à solliciter le suffrage universel, à se plaindre du système d'exclusion dont s'inspiraient tous les actes du parlement, ni à exposer l'état profond de misère dans lequel les classes laborieuses s'enfonçaient de jour en jour. C'était une protestation en forme contre toute espèce de propriété. Ils attaquaient ce qu'ils appelaient « le monopole du papier-monnaie, le monopole de la force mécanique, le monopole du sol, le monopole des moyens de transport; » et pour couronner ces folles doctrines, ils attaquaient la légitimité de la dette publique. N'était-ce pas proposer, ainsi que le fit remarquer M. Maucaulay, un système universel de confiscation? Et que pouvait-on imaginer de plus extravagant, dans un pays où la propriété est tout, que de vouloir qu'elle ne fût plus rien?

Si la pétition n'eût embrassé que les cinq points de la charte, elle aurait trouvé des défenseurs dans la chambre des communes. La question du suffrage universel n'y était point nouvelle; elle formait la base des opinions radicales, et dès 1780, le comité réformiste de Westminster professait ouvertement cette doctrine, à laquelle s'étaient ralliés plusieurs membres de l'aristocratie, entre autres le duc de Richmond; mais les opinions monstrueuses avec lesquelles les chartistes avaient accouplé leurs théories ne permirent à personne d'épouser cette cause. Quarante-neuf membres demandèrent que l'on entendît les organes de leurs griefs à la barre de la chambre; les chartistes n'obtinrent pas d'autre marque de sympathie. M. Duncombe, en présentant la pétition, s'excusa presque du rôle qu'il prenait, faisant ouvertement allusion à ce qu'il y avait d'absurde, de sauvage et de chimérique dans cet exposé. Un autre radical, M. Fielden,

s'écria que c'étaient les mauvaises lois qui avaient jeté le peuple entier dans la politique. M. Roebuck affirma que ceux qui avaient signé la pétition l'avaient signée sans la lire, et que ce document ne représentait pas leurs opinions. Sur quoi, lord John Russell mit fin au débat en disant simplement que, si l'on avait pu faire signer au peuple des pétitions contraires à ses vœux réels, on pourrait tout aussi aisément lui faire choisir des représentans indignes de sa confiance.

La démonstration du 1er mai 1842 a été le dernier acte politique des chartistes; un parti qui étale ainsi publiquement l'anarchie de ses élémens et le néant de ses vues donne par le fait sa démission. Sans doute, on retrouve les chartistes se mêlant aux troubles qui éclatèrent peu de temps après dans les comtés de Stafford, d'York et de Lancastre; mais en dépit de leurs incitations, la querelle conserva le caractère d'un débat entre les maîtres et les ouvriers. Depuis cette époque, leurs chefs se partagent : Feargus O'Connor et quelques autres ont jeté leur dévolu sur la difficulté du salaire, qu'ils envenimement par des pamphlets d'une dialectique passionnée (1); les plus modérés, tels que Lovett, Collins et Vincent, se sont ralliés à l'association que M. Sturge a fondée à Birmingham en vue de l'extension du suffrage, et qui embrasse aujourd'hui quarante-cinq villes du royaume-uni. Il ne reste plus de ce mouvement qu'une irritation anarchique qui fermente au sein des classes ouvrières, et dans les autres classes de la société une défiance profonde qui les rejette en masse vers le parti conservateur. Birmingham, la patrie par excellence du chartisme, vient d'envoyer à la chambre des communes un membre tory, M. Spooner.

LA DÉMOCRATIE.

Les révolutions et les grandes réformes qui changent la constitution d'un état ne se font jamais par le soulèvement ni selon la volonté d'une seule des classes qui composent le peuple. Ce qui a rendu possible en France la révolution de 1789, c'est qu'un sentiment commun animait les classes inférieures et la classe moyenne; c'est que les mêmes instincts d'égalité et de liberté se retrouvaient dans les rangs les plus divers de la population; c'est que le tiers-état, que la monarchie aristocratique avait exclu du pouvoir et qui demandait la recon-

(1) *The Employer and the Employed*, by Feargus O'Connor.

naissance de ses droits, était alors tout le monde. En Angleterre, la réforme électorale de 1832 est sortie du concert temporaire, exceptionnel et dû à des causes extérieures, qui s'établit, dans l'attente d'une commotion européenne, entre les classes inférieures, la classe moyenne et une partie de l'aristocratie. Aujourd'hui l'impuissance des ouvriers coalisés et l'avortement du chartisme viennent, au contraire, de ce que les rangs inférieurs de la société sont engagés seuls dans ces mouvemens anarchiques. La démocratie a fait naufrage pour s'être isolée.

Ne prenons pas les cris de la multitude pour la voix de l'opinion publique. Qu'est-ce que le nombre sans la force de cohésion? Qu'est-ce même que l'intelligence sans l'autorité? La foule peut prendre ses chefs dans la classe moyenne ou dans la classe supérieure; mais il lui faut des chefs. Elle peut, pour monter plus haut, s'appuyer sur la bourgeoisie ou sur l'aristocratie, mais il lui faut un point d'appui. Elle peut, dans une convulsion sociale, donner le coup de grace à l'ordre établi; mais il faut qu'elle ait un ordre quelconque à y substituer. Voilà ce qui manque à l'Angleterre. Quelle rénovation politique serait possible dans un pays où les diverses classes de la population vivent non-seulement séparées, mais hostiles, et où l'état de guerre semble être l'état naturel? Les classes moyennes ne se rapprochent pas des classes inférieures par la sympathie, ni celles-ci des classes moyennes par l'envie. Le mot d'ordre n'est pas plus de courir sus aux supériorités que de combler les bas-fonds de l'ordre social. Celui que chacun déteste et qu'il attaque, c'est son voisin immédiat. Personne n'aspire à l'égalité. On s'inquiète peu d'avoir quelqu'un au-dessus de soi, pourvu que l'on ait quelqu'un au-dessous. Le mouvement d'ascension ne suit pas la forme démocratique; il est aristocratique pour tous, et depuis le premier degré de l'échelle jusqu'au dernier.

Lisez les manifestes les plus hardis de la classe ouvrière. L'aristocratie, qui est ce que l'on attaque principalement en Europe, est peut-être la seule institution que respectent les novateurs de l'autre côté du détroit. Les ouvriers anglais réclament le suffrage universel, parce qu'ils considèrent la chambre des communes comme représentant la part que doit prendre l'élément populaire au pouvoir législatif; mais ils sont loin de contester une part considérable d'action à l'élément aristocratique, et ils ne songent pas plus à supprimer l'hérédité dans la chambre des lords qu'à rendre électif le pouvoir royal. Le droit d'aînesse et les substitutions, qui érigent les propriétés foncières en autant de fiefs, ne semblent pas les choquer et ne sont l'objet d'aucune plainte. Ils savent bien que là gît la pierre angulaire de l'aristo-

cratie; mais ils ne veulent ni s'y heurter, ni la détruire. Le peuple, quand la misère ne change pas la direction naturelle de ses idées, est conservateur par un instinct de déférence et de subordination, comme les chefs de la société le sont par un sentiment d'égoïsme. Je l'ai déjà dit, le privilége n'offense personne en Angleterre; c'est la forme légitime du droit dans ce pays. Les ouvriers trouvent bon que la classe supérieure ait des priviléges; mais ils veulent aussi avoir les leurs. La reconnaissance, la garantie de toutes ces prétentions individuelles ou collectives forme ce que les uns et les autres entendent par la liberté.

C'est la constitution de la propriété qui détermine le caractère politique d'une nation. Là où la propriété se trouve divisée et possédée par le plus grand nombre, la démocratie devient possible; partout, au contraire, où le sol est occupé par un petit nombre de propriétaires, l'aristocratie doit prévaloir. La France, la Suisse et les États-Unis sont des pays démocratiques, attendu que tout le monde y possède quelque chose et qu'il n'y a guère de famille qui n'ait un champ au soleil ou un pignon sur rue. Je ne comprends pas la démocratie en Angleterre, dans une contrée où le sol est immobilisé dans les mains de quelques milliers de familles, et où les capitaux mobiliers suivent la même loi de concentration. Quand on interdit la propriété au peuple, comment l'appeler au gouvernement? Comment livrer sans péril la décision des intérêts publics à ceux que l'on a rendus par le fait inhabiles à la gestion des intérêts privés?

Non-seulement la multitude n'a aucune part à la propriété foncière, mais on ne conçoit pas, de l'autre côté de la Manche, qu'elle puisse jamais y avoir part. Il faut voir de quel air de pitié les économistes, que l'opinion publique adopte aujourd'hui pour oracles, parlent des contrées où la civilisation repose sur la division du sol. Il faut lire ces discussions du parlement, dans lesquelles on s'élève même contre la pensée de donner au pauvre journalier un lot de terre à cultiver pour ses besoins personnels; il faut entendre un radical, un partisan du suffrage universel, M. Roebuck, en un mot, s'écrier: « Pour le bien-être et pour le bonheur du pays, les classes laborieuses ne doivent pas avoir d'autres moyens d'existence que leurs salaires (1). » Des multitudes menant une existence précaire et dépendant, pour leur subsistance, du bon plaisir de ceux qui possèdent, et en regard quelques milliers d'hommes disposant de la richesse et gouvernant despotique-

(1) Chambre des communes, mai 1845.

ment la production, des patriciens et des prolétaires, voilà, même pour les esprits les plus avancés en Angleterre, l'idéal de la société. Dans l'empire romain, le problème du gouvernement consistait à nourrir les plébéiens faméliques par des distributions gratuites de blé; dans l'empire britannique, il consiste à leur fournir, sans qu'aucun évènement puisse les interrompre, des distributions de travail. Quand on admettrait que le peuple de la Grande-Bretagne a, sur les autres nations civilisées, cette supériorité de lumières et d'expérience que revendiquent pour lui ses orateurs et ses publicistes, la base étroite de l'ordre social rend tout-à-fait impraticable l'extrême diffusion des droits politiques dans un pays ainsi constitué. Le suffrage universel ne serait nulle part moins logique ni moins possible; il mettrait, comme le dit M. Macaulay, la propriété et le capital aux pieds du travail; il renverserait, selon la parole de sir Robert Peel, la constitution de l'Angleterre.

Que l'on médite attentivement les conséquences de l'acte de réforme. Voilà une première et large tentative faite en Angleterre pour donner une base démocratique au pouvoir électif. Si l'on excepte la Suisse, qui n'a que des gouvernemens municipaux, et les États-Unis, qui ont le désert devant eux ouvrant ses espaces comme autant de soupapes à l'anarchie, il n'y a pas de contrée au monde où le droit de suffrage s'étende plus loin ni où il descende plus bas. Tout fermier devient électeur en exploitant un domaine qui acquitte une rente de 50 livres sterling; tout habitant, dans les villes, peut se faire inscrire sur la liste électorale, pourvu qu'il occupe une maison ou partie de maison de 10 livres sterling de loyer. Parmi les adultes, un homme sur cinq est ainsi appelé à voter.

Une mesure qui devait, dans la pensée de ses auteurs, affaiblir l'aristocratie, en a fortifié au contraire la domination. En 1839, lord John Russell jugeait ce résultat transitoire. « L'acte de réforme, disait-il, a étendu les droits politiques à des milliers d'hommes qui n'en jouissaient pas auparavant : en même temps les lumières se sont répandues, un sentiment d'indépendance a pénétré dans les esprits, et l'on a pris plus d'intérêt aux affaires publiques; mais de l'autre côté est l'influence de la propriété, influence exercée équitablement par quelques-uns, avec un mélange de bien et de mal par le plus grand nombre, et par d'autres avec tyrannie. Une lutte s'établit aussitôt entre les deux puissances : la plupart des électeurs usant librement de leur droit et ne se souciant pas de servir d'instrument aux volontés des propriétaires fonciers, tandis que les propriétaires veulent domi-

ner comme autrefois, et s'efforcent de faire voter leurs tenanciers comme ils votent eux-mêmes. Avant peu, nous arriverons à un état de choses meilleur, dans lequel l'influence du propriétaire s'exercera sans heurter le droit des électeurs. Le sentiment public est assez fort pour opérer ce progrès. »

Le progrès que prédisait lord John Russell ne s'est pas accompli. L'opinion publique n'a pas de bien grandes sévérités, dans les sociétés aristocratiques, pour les hommes qui abusent de la puissance, et le scandale des élections de 1841 a dépassé tout ce que l'on avait vu jusque-là. Combien M. Macaulay était plus près de la vérité, lorsqu'il disait dans la même discussion : « Le bill de réforme a détruit ou restreint dans d'étroites limites l'ancienne pratique de la nomination directe (les bourgs pourris); mais en revanche il a donné une impulsion nouvelle à l'usage de l'intimidation, et cela au moment où il conférait la franchise à des milliers d'électeurs. Si j'en crois la clameur qui s'élève, non du sein d'un parti ou de quelque coin du royaume, mais qui part des tories comme des whigs et des whigs comme des radicaux, en Angleterre, en Écosse et en Irlande, bien des députés siégent dans cette chambre, qui doivent leur nomination à des votes arrachés par la crainte. S'il en existe en effet, il vaudrait infiniment mieux qu'ils siégeassent ici pour Old Sarum; car en siégeant pour Old Sarum, ils ne représenteraient pas le peuple. Toute tyrannie est détestable, mais la pire tyrannie est celle qui emprunte les allures de la liberté. Sous le régime d'une oligarchie pratiquée sans déguisement, le peuple souffre uniquement d'être gouverné par ceux qu'il n'a pas choisis; mais à quelque degré que l'intimidation intervienne dans le système de l'élection populaire, le peuple souffre tout à la fois d'être gouverné par ceux qu'il n'a pas réellement choisis, et de n'avoir pas la liberté du choix que les lois lui attribuent. Un grand nombre d'êtres humains deviennent ainsi de pures machines, au moyen desquelles les grands propriétaires expriment leur volonté (1). »

A quoi tient cependant la facilité que les grands propriétaires trouvent en Angleterre à intimider ou à corrompre le corps électoral? Évidemment, à la composition du corps électoral lui-même. C'est parce que le fermier électeur dépend du propriétaire qu'il vote comme le propriétaire l'entend; c'est parce que le boutiquier électeur craint de perdre la clientèle des gens riches qu'il suit leur exemple sur les *hustings*. L'électeur propriétaire, si borné que soit l'horizon de sa

(1) *Speech on the ballot.*

propriété, le franc tenancier à 40 shillings de revenu, demeure inaccessible à ces influences; personne n'oserait lui demander compte de son vote, tandis que le vote du simple tenancier est considéré comme appartenant naturellement à celui qui possède le sol (1).

On le voit, l'acte de réforme a peut-être étendu les droits politiques au-delà de ce que comportait l'état social de l'Angleterre. Le parlement a fait des lois démocratiques pour un pays où la démocratie n'existe pas. Il en est résulté que l'influence aristocratique a changé de caractère : elle s'exerçait auparavant d'une manière directe sur un corps électoral peu nombreux; elle s'exerce aujourd'hui par des voies détournées sur les multitudes admises aux droits politiques. L'oppression a fait place à la corruption. Le suffrage universel tournerait probablement encore à l'avantage des grands propriétaires et des grands capitalistes, si l'Angleterre avait un parlement assez insensé pour le décréter.

Il ne faut pas confondre la liberté avec l'exercice des droits politiques. Les radicaux anglais considèrent comme des esclaves tous les citoyens qui ne concourent pas à élire les membres du parlement. C'est là une exagération faite à plaisir. Il y a dans toute société des personnes que leur âge, leur sexe ou leur condition tiendront perpétuellement éloignées des affaires publiques. La politique a ses mineurs comme la famille, dans l'intérêt desquels les plus avancés en âge et les plus expérimentés seront toujours chargés de stipuler. La liberté est un droit, le suffrage est une fonction. La liberté appartient à tous, le suffrage n'appartient qu'à ceux qui peuvent se prononcer en connaissance de cause et dans l'indépendance de leur jugement : d'où il suit que le nombre des électeurs se proportionne naturellement à l'état de la société; ce n'est pas une question de principe, c'est une simple question de fait.

Les garanties de lumières et d'indépendance qui sont le véritable titre aux fonctions électorales se rencontrent-elles communément dans la classe des hommes qui vivent uniquement de leur travail? Voilà toute la difficulté. Quand on la supposerait dès à présent résolue en leur faveur, cette solution ne pourrait pas encore s'appliquer à l'Angleterre. Je conçois qu'aux États-Unis, l'ouvrier soit investi du droit de voter dans les élections; car il obtient des salaires élevés, et vivant à bon marché, il peut faire des épargnes en argent et en temps, cultiver son esprit et employer ses loisirs. Dans les îles britanniques,

(1) Lord Wortley, *Speech on the ballot.*

l'élévation du salaire ne procure à l'ouvrier aucun de ces avantages, car elle est annulée par la cherté de toutes choses, et par la nécessité, qui s'impose au plus misérable, d'avoir toujours l'argent à la main. L'ouvrier anglais est celui qui a le plus de besoins, et qui peut le moins les satisfaire. De là l'état profond de dépendance dans lequel nous le voyons plongé. La richesse du salaire combinée avec la cherté de la vie dans un pays où le petit nombre possède, voilà, indépendamment de toute autre cause, ce qui rend impossible en Angleterre l'existence de la démocratie.

La Grande-Bretagne était déjà une nation aristocratique par ses institutions, par les mœurs de ses habitans, par la concentration des propriétés et des capitaux; elle le devient chaque jour davantage par les conditions de cherté qui s'attachent à l'existence dans cette contrée. Le pain est cher, le logement est cher, le service est cher, tout est cher. Il en coûte beaucoup pour se procurer le nécessaire; il en coûte encore plus pour avoir le bien-être et pour tenir pied aux raffinemens de l'étiquette. On comprendra les progrès et en même temps les exigences du luxe britannique, en voyant que les taxes somptuaires, qui n'ont jamais rien produit en France, les taxes sur les domestiques, sur les voitures, sur les chevaux, sur les chiens et sur les armoiries, ont rapporté à l'Échiquier, en 1841, plus de 80 millions de francs. Aussi les familles qui ont une fortune médiocre ne peuvent pas vivre dans la Grande-Bretagne; elles viennent chercher sur le continent de l'Europe une vie plus facile et des usages moins rigoureux. Quant aux pauvres gens, le climat de cette société leur est tout-à-fait mortel. L'Angleterre d'aujourd'hui rappelle, à certains égards, l'aspect de l'Italie pendant la décadence de l'empire romain, alors que la terre convertie en jardins ne nourrissait plus que des patriciens et des esclaves.

Les économistes et le gouvernement lui-même (1) ont cherché la cause du malaise dans l'accroissement de la population. Le problème se posera quelque jour peut-être; mais aujourd'hui il semble prématuré de l'agiter. Malthus est venu un siècle trop tôt. Que veulent dire en effet les économistes, quands ils parlent de l'excès de la population? Cela signifie apparemment que le nombre des habitans n'est plus en rapport avec les moyens de subsistance, que la société ne peut ni produire, ni se procurer, au moyen des échanges, la somme d'alimens, de vêtemens, etc., qui lui est nécessaire; en un mot, que le

(1) *Sir Robert Peel's speech, on the state of the country*, 11 august 1844.

progrès de la richesse publique n'a pas marché du même pas que la propagation de l'espèce humaine. Est-ce là, je le demande à tout observateur attentif, l'état des choses en Angleterre? Si l'on met d'un côté l'accroissement de la population, et de l'autre la somme des richesses créées depuis un demi-siècle, ne demeure-t-il pas évident que le mouvement d'expansion a porté principalement sur les produits matériels?

La société anglaise, prise pour un tout, est de nos jours, eu égard au nombre dont elle se compose, infiniment plus riche et plus forte qu'elle ne l'a jamais été; mais toutes les classes de la nation n'ont pas participé au progrès dans la même mesure. L'accroissement de la richesse n'a pas profité à chacune d'elles dans une égale proportion. La répartition s'est faite au contraire entre elles, de manière à augmenter les inégalités sociales. Les riches se sont enrichis, et les pauvres se sont appauvris (1). Il n'y a pas eu, comme dans les soulèvemens du globe terrestre, un exhaussement simultané de toutes les couches de la nation; non, la partie inférieure s'est abaissée, pendant que la partie supérieure s'élevait. Le manufacturier millionnaire est venu doubler le grand seigneur millionnaire. Il s'est trouvé en 1842 cinq cent mille personnes en état de payer l'*income tax*, c'est-à-dire possédant au moins 150 liv. sterl. de revenu, et cela tandis que le salaire du tisserand descendait au-dessous de 5 shillings par semaine, ou d'à peu près 300 francs par année.

L'aristocratie elle-même commence à s'inquiéter de la disproportion qui existe entre la tête et les membres du corps social. Lord John Russell l'indiquait en 1844 à la chambre des communes, dans une motion tendant à lui faire prendre en considération l'état du pays. « Le mécontentement, disait-il, tant des districts agricoles que des districts manufacturiers, est désormais un fait admis pour tout le monde. En considérant attentivement cette question, il est impossible de ne pas reconnaître que, soit par la faute des lois ou malgré les lois, *les classes laborieuses dans ce pays n'ont pas fait les mêmes progrès en aisance et en bien-être que les autres classes de la nation.* Quand on

(1) « En 1688, les exportations du royaume s'élevaient à 4 millions sterling, la population était de 7 millions d'hommes; les dépenses de l'état de 2 millions sterling, le revenu moyen de l'ouvrier de 15 liv. sterl.; la viande valait 2 d. (20 cent.) la livre, et le blé 34 sh. le quartier. Aujourd'hui, nos exportations ont décuplé, et la population a doublé. Le salaire du journalier a augmenté à peine de 50 pour 100; mais avec cet argent il obtient moitié moins de substances alimentaires. Cependant la charge de l'impôt est vingt-cinq fois plus forte. » (*Aristocratic taxation.*)

compare ce que l'Angleterre est aujourd'hui avec ce qu'elle était il y a un siècle, en 1740, il est impossible de ne pas voir que les classes supérieures ont beaucoup gagné en luxe et en élégance, et que les ressources dont la classe moyenne disposait pour se donner le *comfort* et les jouissances de la vie se sont aussi beaucoup accrues; mais, en considérant la condition des classes laborieuses, et en comparant la quantité de choses nécessaires à la vie, que leur salaire pouvait leur procurer au milieu du dernier siècle, avec celle que leur salaire leur procure aujourd'hui, si nous pouvions descendre dans tous les détails qu'étalent sur ce sujet les rapports de vos commissaires, nous serions bientôt convaincus que le peuple n'a pas participé, au même degré que les autres classes de la société, au progrès de la civilisation et des connaissances humaines (1). »

Lord Stanley va plus loin : il ne se borne pas à dénoncer le mal, il met hardiment le doigt sur la cause. C'est lui qui a fait devant la chambre des lords cet aveu, le plus remarquable sans contredit et le plus complet que la nécessité ait jamais arraché à un membre du patriciat : « Le danger pour un grand pays tel que celui-ci, dans le temps où nous vivons, est l'accumulation de la propriété, jointe à l'extrême inégalité avec laquelle elle est répartie. » Mais, après des prémisses dont la témérité a dû inquiéter la chambre qui l'écoutait, voyez quelles conclusions impotentes : « Nous avons eu la preuve, dans ces dernières années, que l'impôt pesait de tout son poids sur ceux qui pouvaient le plus difficilement le supporter, et que les classes les plus opulentes n'étaient pas taxées dans la proportion de leurs moyens. En 1840, le chancelier de l'Échiquier, afin de rétablir l'équilibre dans les finances, proposa une augmentation de 5 pour 100 sur toutes les taxes de consommation, et de 10 pour 100 sur les taxes assises, taxes acquittées principalement par les classes qui étaient dans l'aisance. Dans le premier cas, la consommation ne se trouvant pas en état de supporter l'accroissement de l'impôt, il s'opéra une telle diminution dans les quantités imposées, que le produit n'augmenta que de 1 pour 100; dans le second cas, les riches étant seuls frappés, le revenu présenta sans difficulté une augmentation de 10 pour 100. Il eût été naturel de penser, quand nous avons établi l'*income-tax*, que cet impôt aurait pour effet de réduire les dépenses et la consommation du peuple; mais, bien que l'*income-tax* pesât principalement sur les classes riches, sur celles qui acquittaient déjà

(1) *Lord John Russell's speech on the state of the country*, august 1844.

les taxes assises, le produit des taxes assises n'a pas diminué, il s'est même accru dans une proportion considérable (1). »

Ainsi, pour diminuer l'inégalité avec laquelle la richesse est répartie entre les diverses classes de la population, lord Stanley et les politiques de cette école pensent qu'il suffit d'obliger l'aristocratie britannique à faire pour un temps le très mince sacrifice de la trentième partie de son revenu. Parce que l'impôt a pesé jusqu'ici presque entièrement sur les classes laborieuses, ils imaginent qu'en mettant plus ou moins les classes opulentes à contribution, on supprimera tout sujet de plainte, peut-être même toute souffrance. N'est-ce pas là l'histoire de ce tyran de l'antiquité qui croyait expier les faveurs trop constantes de la fortune en jetant, au milieu d'une orgie, son anneau dans la mer?

L'inégalité de l'impôt n'est qu'une des formes sous lesquelles le pouvoir politique en Angleterre favorise l'inégalité des fortunes; et si l'on voulait sérieusement établir dans les lois une tendance moins partiale, il faudrait les amender toutes, depuis le premier article jusqu'au dernier. Sans doute la classe opulente s'est enrichie de l'impôt qu'elle ne payait pas, pendant que la classe nécessiteuse s'est appauvrie de l'impôt qu'elle payait. On a calculé que la propriété foncière, qui contribuait pour un sixième au paiement des taxes pendant les trente années du règne de George II, pour un septième durant les trente-trois premières années du règne de George III, qui comprennent la guerre d'Amérique, et pour un huitième ou pour un neuvième seulement, de 1793 à 1816, n'avait plus participé, depuis la guerre jusqu'au rétablissement de l'*income-tax* en 1842, que dans la faible proportion d'un vingt-quatrième aux charges annuelles de l'état (2). Notez bien que, durant cette dernière période, la valeur des propriétés et la somme des revenus avaient doublé en Angleterre; ce qui devait alléger encore la contribution acquittée par la classe des propriétaires de la moitié de son poids. « La propriété sur laquelle porte l'*income-tax*, dit lord Monteagle, n'excédait pas, en 1803, 74,000,000 liv. st.; encore cette somme renfermait-elle 18,000,000 sterl., représentant les revenus qui n'excédaient pas 150 liv. sterl. par année, de sorte que la partie de cette propriété qui est soumise à l'*income-tax* d'aujourd'hui ne s'élevait pas à plus de 56,000,000 st. (1,428,000,000 fr.). Or, la valeur de la propriété sur laquelle porte en ce moment la taxe

(1) *Lord Stanley's speech on the property tax*, 4 april 1845.
(2) *Aristocratic taxation.*

est de 181,000,000 sterl. (4,615,500,000 fr). Je reconnais qu'une partie de cet accroissement doit être attribuée à des causes autres que l'exemption de l'impôt; mais il demeure prouvé que la propriété du pays ne se serait pas accumulée dans une proportion aussi forte, si l'impôt avait continué de peser sur le revenu que le propriétaire en retirait (1). »

Mais quand l'égalité proportionnelle de l'impôt se trouverait rétablie, le sort du peuple en Angleterre n'en recevrait pas une amélioration très sensible. Le mouvement aristocratique se ralentirait peut-être; il ne s'arrêterait pas. Lorsque l'inégalité des conditions est arrivée à ce point, elle ne peut plus que s'accroître. Les capitaux accumulés ont une puissance d'attraction contre laquelle ne tiennent pas les petites fortunes; et les grandes existences, une fois enracinées dans le sol, s'étendent et se fortifient avec le temps. Lord Stanley reconnaît que l'accumulation du capital, de la propriété et par conséquent du pouvoir est le danger de l'Angleterre; j'ai quelquefois entendu des Anglais, alarmés de l'excès même de la richesse, prévoir que l'on périrait par là; je n'en ai pas rencontré un seul qui admît que cet état de choses pût changer tant que durerait l'existence de la nation.

Dans une telle société, le lot des classes inférieures est donc l'impuissance, pendant que l'apanage des classes supérieures est l'omnipotence. Le peuple, en tant que peuple, reste frappé d'une incapacité politique radicale et absolue; il ne peut que témoigner son mécontentement, s'agiter ou même se révolter, et c'est là ce qu'il fait. L'agitation en bas, l'inquiétude au sommet, voilà l'état présent de la Grande-Bretagne. L'aristocratie est souveraine, mais elle ne peut pas dormir; elle a toujours devant les yeux la triste et terrible image de cette population qui ne tient jamais un seul jour en réserve, dès la veille le pain du lendemain, de cette Angleterre qui, selon Carlyle, « gît, malade et mécontente, se tordant d'impuissance sur le lit où la fièvre la cloue, sombre et presque désespérée dans sa misère, dans sa nudité, dans son imprévoyance, et dévorant son chagrin (2). »

LÉON FAUCHER.

(1) *Speech on property tax*, 4 april 1845.
(2) *Chartism*, by T. Carlyle.

VOYAGE ARCHÉOLOGIQUE

A NINIVE.

La Sculpture Assyrienne et les Bas-Reliefs de Khorsabad.[1]

Ce qui offre le plus d'intérêt parmi les découvertes faites à Khorsabad, c'est assurément la sculpture. Les murs des salles et les façades extérieures sont décorés de tableaux taillés dans la pierre avec une admirable fécondité de ciseau. Rois et visirs, prêtres et idoles, eunuques et guerriers, combats et fêtes joyeuses, tout est représenté; la vie des Ninivites vient miraculeusement se dérouler devant nous, depuis les symboles religieux jusqu'aux usages domestiques, depuis l'orgie du triomphe jusqu'au supplice des vaincus. Deux genres de sculptures tapissent les murs de ce palais, qui passe aux yeux des habitans étonnés pour une création de Satan. J'ai dit que le revêtement des massifs de briques avait 3 mètres de hauteur. Il est formé de plaques de marbre juxtaposées, ayant généralement de 2 à 3 mètres de large. Dans plusieurs salles, ces plaques sont divisées en deux zones chacune de 1 mètre 20 centim. de haut, sur lesquelles sont

(1) Voyez la livraison du 15 juin.

sculptées un nombre considérable de figures dont les plus grandes ont un mètre. Ces deux zones sont séparées par une bande d'inscriptions en caractères cunéiformes, c'est-à-dire en forme de coins, allant d'un bord à l'autre de la pierre. Dans d'autres salles et sur les façades extérieures, les pierres de revêtement portent des figures plus grandes qui les couvrent de haut en bas, et dont le relief, proportionné à leur taille, a une saillie de quelques centimètres. Sur les façades sont invariablement représentés et fréquemment répétés des personnages ailés, coiffés de bonnets à cornes ou à tête d'épervier, présentant une pomme de pin de la main droite, tandis qu'à leur main gauche est suspendue une corbeille ou un seau. Sont-ce des divinités ou des prêtres revêtus de l'emblème du dieu au culte duquel ils sont voués? Cette dernière hypothèse me semble peu probable, car tous les prêtres attachés au culte d'une divinité qui a pour principal attribut des cornes, ou des ailes, ou une tête d'épervier, tous ces prêtres devraient porter ses emblèmes, et les figures symboliques dont il est question n'offrent pas cette particularité; elles sont d'ailleurs toutes accompagnées d'un personnage à formes humaines, et qui, à en juger par la main qu'il élève en signe d'hommage religieux, ou par la bandelette qui orne son front, ou encore par le bouc sacré dont il va faire offrande, doit représenter le prêtre assistant la divinité. Ce qui me porte à croire qu'il en doit être ainsi, c'est que, sous le sol du palais, il a été trouvé de petites statuettes exactement semblables, et qui, à coup sûr, ne peuvent représenter autre chose que des divinités. J'en parlerai plus loin. Il est assez difficile de démêler le sens mystique de ces représentations qui divinisent des monstres dont les analogues ne se trouvent que dans les religions les plus barbares; mais, quel que soit d'ailleurs le vrai caractère de ces personnages, l'on doit, en tout cas, les accepter pour des symboles religieux.

Après les dieux et leurs acolytes vient le roi, qui s'avance majestueusement au-devant de son visir, ou peut-être du chef des mages, du plus grand des Chaldéens. Tous deux ont la main levée en signe de serment et d'hommage, geste consacré, car on le trouve encore sur les monumens de la Perse, soit de l'époque de Darius, soit de celle de Sapor. Derrière le roi est l'eunuque qui, par son rang dans la hiérarchie du harem royal, le suit de plus près; il tient le chasse-mouche, et, après lui, marchent d'autres eunuques ou des guerriers à longue barbe portant les armes du roi, son carquois garni de flèches, son arc au cou de cygne, et sa masse à triple tête de lion. Puis cette procession s'augmente d'un grand nombre de personnages qui paraissent

apporter au monarque des chars à quatre chevaux, des trônes magnifiques, des tables sculptées avec un art délicieux, ou bien des vases à tête de lion, des outres pleines d'or ou de vin, de petites villes portées au bout des doigts comme emblèmes de celles qui n'ont pu résister aux armes des Assyriens, et se sont reconnues tributaires du grand empire. Parmi tous ces personnages, le roi est remarquable par la somptuosité de son costume. Ce costume, qu'il porte seul, consiste en une tunique à manches courtes, dont le bas est orné de glands; par-dessus est jeté un manteau superbe dont, si j'en crois quelques fragmens de couleur retrouvés, le fond était pourpre, semé de rosaces d'or. Ce manteau est garni de franges élégantes qui prouvent en faveur du goût ninivite. La tête auguste du monarque est coiffée d'une mitre élevée, conique, surmontée d'une pointe et ornée de bandes à rosaces, qui ont dû également être dorées. Ses bras sont entourés de bracelets et ses pieds chaussés de sandales; dans sa ceinture passe une épée longue, droite, dont la lame est engagée dans une gueule de lion, et dont le fourreau est orné à son extrémité de deux petits lions couchés qui se tiennent embrassés. Le costume des gens de sa suite, plus simple, a cependant une grande élégance; il consiste en de longues tuniques également à glands et à longues franges; leur chevelure ou leur barbe, tressée et bouclée aussi soigneusement que celle du roi, prouve que la coquetterie la plus raffinée et la recherche la plus minutieuse dans la toilette étaient d'étiquette à la cour de Ninive. Ces processions, qui paraissent autant d'hommages allégoriques rendus à la puissance souveraine, couvrent jusqu'à 400 mètres d'étendue et décorent les façades extérieures.

Ce ne sont pas là les seuls ornemens de ces façades : les plus grandioses et ceux qui produisent le plus bel effet sont les gigantesques taureaux ailés, à tête humaine, coiffés d'une énorme tiare, qui ornent les principales portes d'entrée. Ces taureaux ont communément 5 mètres de hauteur sur autant de longueur. Leur poitrail épais, poilu, sur lequel descend une longue barbe frisée, s'avance sur la façade, en saillie de 1 mètre, et leurs corps, fuyant dans la porte, en forment les côtés, tandis que leurs ailes, développées en majestueux éventails, s'étendent jusqu'à la corniche. Ce taureau a servi de type à celui de Persépolis; on le retrouve dans la mythologie des Perses sous le nom de *kaïomars* ou *ghilchâh*, roi de la terre, et il passe pour le fondateur fabuleux de la monarchie *païchdaddienne*. Chez la plupart des peuples de ces contrées, il est considéré comme emblème du Créateur, et il a ses analogues dans le bœuf *Nandi* des Indiens ou *Apis*

des Egyptiens. D'après certaines pierres creusées en forme d'encastrement et trouvées de chaque côté des grandes portes extérieures, il paraîtrait qu'on y avait placé au pied des taureaux, et scellé dans ces dalles préparées *ad hoc*, un lion de petite taille, portant sur le dos un anneau dans lequel passait une chaîne qui s'attachait à un anneau correspondant planté dans la muraille. On doit penser que ces lions enchaînés au pied des taureaux majestueusement posés, et dont les ailes déployées attestent la libre puissance, avaient un sens mystique, et ce qui fortifierait cette opinion, c'est que je n'ai trouvé nulle part, dans les sculptures de Ninive, le lion en liberté. Indépendamment du rôle qu'on lui a assigné ainsi auprès des portes, il est le plus souvent représenté comme ornement de vases, de tables, de bracelets ou d'épées, mais toujours dans une position qui rappelle la servitude. On n'a trouvé qu'un seul des lions dont je parle ici; ce lion est une ronde-bosse, et, d'après toutes les apparences, on doit le croire en bronze fondu. L'emplacement des autres peut d'ailleurs, nous l'avons dit, être reconnu avec certitude; mais ils ont disparu, comme tous les autres objets en métal, dont l'absence dénote un pillage bien entendu. Les ennemis de Ninive ont suivi à la lettre les instructions que leur donnait le prophète Nahum dans ses anathèmes : « Pillez l'or, pillez l'argent; les richesses de Ninive sont infinies, ses vases et ses meubles précieux sont inépuisables. »

A l'intérieur et sur les murs des salles, il y a deux genres de bas-reliefs; les grands sont, à quelques variantes près, des répétitions de ceux qui sont sur les façades, et les seuls sujets nouveaux qu'ils représentent sont des génuflexions de captifs enchaînés et supplians devant le grand roi, qui, paraissant méconnaître le plus beau privilége de la royauté, leur fait subir sous ses yeux les plus cruels supplices. Quant aux bas-reliefs compris dans les deux zones étroites qui, avec les bandes d'inscriptions, se partagent la surface des murs, les scènes qui s'y trouvent retracées offrent plus de variété. Les uns représentent des combats livrés à des ennemis de nations différentes, si l'on en juge par la diversité des costumes, et des assauts donnés à plus de vingt forteresses, chacune accompagnée d'une courte inscription qui, très probablement, en conserve le nom. Ces tableaux, où les ressources militaires de l'antiquité apparaissent dans tous leurs détails, sont animés par des guerriers combattant à pied ou à cheval, avec la lance ou l'épée, et tenant au-dessus de la tête des boucliers circulaires qu'ils présentent à l'ennemi. On y voit, en première ligne, des archers qui bandent leur arc, décochent leurs flèches derrière de grands boucliers

posés à terre, et qui les dérobent tout entiers aux coups de l'ennemi. Le roi préside, du haut de son char, à neuf batailles différentes; il foule aux pieds de ses chevaux les mourans et les morts : les cadavres décapités prouvent que l'usage de trancher la tête aux vaincus était pratiqué par certains peuples bien avant les musulmans, qui décapitent, on le sait, leurs ennemis pour les priver du secours de l'ange qui doit les enlever au ciel. Le souverain, dominant la mêlée ou menaçant ses adversaires, est toujours accompagné de deux personnages. A côté de lui est le conducteur, penché en avant, de manière à être parfaitement maître de ses chevaux lancés au galop; il les excite au moyen d'un fouet, ou les maîtrise en retenant vigoureusement de grandes guides sur lesquelles il allonge ses bras. Derrière, selon qu'il combat ou qu'il a déposé son arc, le roi est garanti des coups de l'ennemi par deux boucliers que soutient un guerrier, ou il est ombragé par un parasol, emblème suranné de la puissance souveraine, qu'un eunuque porte au-dessus de sa tête. Parmi les combattans, au milieu desquels le monarque assyrien paraît toujours en triomphateur, on reconnaît facilement ses ennemis; leur costume est très différent de celui que portent les soldats de Ninive; les uns sont vêtus de tuniques plus courtes et coupées autrement que celles des Assyriens; d'autres sont couverts de peaux de bêtes; ils combattent avec des armes d'une forme différente; leurs boucliers sont carrés; ils n'ont point la tête couverte d'un casque ni le corps enveloppé d'une cuirasse comme les guerriers ninivites, ce qui prouve qu'ils sont moins avancés en civilisation et sans doute moins belliqueux que les Assyriens, car, dans tous les temps, les nations guerrières se sont plus préoccupées que les autres des moyens de défense, sans négliger ceux qui pouvaient faciliter l'attaque. Parmi tous ces combattans, on reconnaît très bien un groupe de nègres à leurs cheveux crépus et à l'absence de barbe. Ce détail est précieux comme renseignement historique, car si l'on admet, ce qui ne me paraît pas douteux, que toutes ces nuances de costumes et de physionomies appartiennent à des peuples divers, on pourra ainsi se former une opinion des guerres et des conquêtes entreprises par ce souverain belliqueux qui prend, du haut de son char, une part si active aux combats. On peut trouver, dans l'étude de ces sculptures, les bases d'un travail qui jetterait quelque jour sur l'histoire de ce prince, et par suite sur l'origine de ces monumens, en attendant que les inscriptions qu'ils nous ont consacrées, traduites par nos savans philologues, vinssent prouver la justesse des inductions.

Continuant de parcourir ces salles immenses, on est émerveillé de

trouver réalisée sur la pierre, et par un habile ciseau, une des plus nobles idées que la pensée royale ait exécutées de nos jours, celle de transmettre à la postérité les fastes glorieux d'une grande nation. Après les combats, les assauts, les supplices, viennent les réjouissances; on voit à Ninive comme à Paris, après le siége de Samarie ou de Tyr comme après la bataille d'Isly, des guerriers en habits de fête, les cheveux et la barbe soigneusement bouclés et parfumés, assis devant des tables chargées de mets, les uns en face des autres, élevant leurs verres et portant des santés en l'honneur du vainqueur. Mais qu'est-ce que ces tables recouvertes de nappes, ces chaises, ces verres avec lesquels on trinque si joyeusement? Ils sont du plus beau travail, et l'emportent, je ne dirai pas sur les produits de l'industrie du peuple qui occupe le territoire de Ninive, mais même sur beaucoup d'objets où nous nous plaisons à reconnaître l'empreinte de notre civilisation. Les tables ont une tournure extrêmement élégante; leurs pieds en griffes de lion, portant sur des pommes de pin, sont très finement dessinés, et sculptés avec un art qui accuse une délicatesse excessive de goût et de ciseau. Les chaises ne sont pas moins remarquables; elles prouvent, par imitation, que l'art du tourneur n'était pas inconnu alors. Les petites têtes de taureaux, si précieuses par leur travail et si vraies de caractère, qui ornent les bras de ces espèces de fauteuils, aussi bien que les têtes de lion qui terminent les vases à boire, me font penser que toutes ces représentations ne sont pas simplement le produit de l'imagination capricieuse d'un ouvrier, mais bien des symboles exprimant une idée religieuse ou politique. J'ai trouvé, au milieu des décombres, de petites têtes de taureaux en cuivre repoussé, parfaitement ciselées, et à l'intérieur desquelles étaient restés quelques fragmens de bois pourri ayant appartenu à des siéges exactement semblables à ceux qui figurent sur les bas-reliefs.

Cet immense festin, cette longue suite de tables auxquelles sont assis des convives d'un rang élevé, à en juger par le costume qu'ils portent et par les eunuques royaux qui les servent, rappellent assez bien l'interminable repas de cent quatre-vingts jours qu'Assuérus donna aux grands de son royaume, dans son palais de Suze. Pendant ce repas, dit l'Écriture, au livre d'*Esther*, « ayant le cœur gai de vin, il commanda aux sept eunuques qui servaient devant lui de lui amener la reine Vasti, afin de faire voir sa beauté aux seigneurs de sa cour... » Les choses ne se passèrent probablement point de la même façon dans le palais de Ninive, car il est remarquable que l'on n'y retrouve pas une seule figure de femme, si ce n'est parmi les captifs

que conduisent des soldats. Encore faut-il supposer que ce sont des mères qui portent sur leurs épaules les enfans qu'on voit au nombre des prisonniers. Il faut donc croire que les Assyriens, comme les Orientaux modernes, cachaient les femmes, et qu'ils n'ont montré celles de leurs ennemis vaincus qu'avec l'intention de leur faire subir une humiliation de plus.

Les hôtes dont ces palais somptueux avaient abrité les plaisirs ne passaient cependant pas toute leur vie dans la mollesse et la débauche. Ils savaient combattre les influences énervantes de la bonne chère, et se préparaient aux fatigues de la guerre en entretenant les forces de leur corps; les jouissances de la table faisaient place au plaisir de la chasse; les murs d'une salle tout entière sont décorés de sculptures qui nous font assister à ces violens exercices. Là on voit encore le roi dans son char; il ne cherche plus un ennemi qu'ira percer sa flèche royale; il se promène dans un parc, ou *paradis*, planté de cyprès, une fleur de paix à la main, précédé de hérauts et de massiers, tandis qu'autour de lui ses courtisans se livrent aux plaisirs de la chasse. Des animaux de toutes sortes tombent sous leurs coups. Les différentes espèces de gibier sont représentées avec un tel soin, que l'on reconnaît facilement la perdrix, le faucon, le faisan ou le lièvre. A côté des chasseurs qui tirent des oiseaux, d'autres s'exercent et visent sur des cibles au milieu desquelles le but est dessiné sous la forme d'un lion ou d'une rosace. Toutes ces sculptures sont d'un travail excessivement fin, et, par le talent avec lequel elles ont été exécutées, on peut croire qu'elles sont du plus habile des sculpteurs ninivites, dont la main se reconnaît facilement dans les sujets qui présentent le plus d'intérêt, et qu'il s'était sans doute réservés.

Au premier aspect, le caractère des innombrables bas-reliefs qui décorent les palais de Khorsabad ne paraît pas différer beaucoup de celui des sculptures de l'Égypte et de l'Inde : on peut leur trouver aussi quelque ressemblance avec les sculptures des monumens éginétiques ou étrusques; mais ce rapport tient moins à un état de civilisation également primitif chez tous ces peuples qu'aux traits distinctifs d'un art né de l'imagination et de l'instinct, et qui ne s'est pas encore élevé par l'étude à la perfection. Si l'on tient compte en même temps de toutes les considérations qui faisaient modifier les sujets donnés par la nature, et de l'élément conventionnel que les symboles religieux introduisaient nécessairement dans la représentation des sujets mystiques, on comprendra que toutes les figures représentées sur les bas-reliefs de l'Égypte et de l'Inde ou sur ceux de

Khorsabad aient certaines beautés de détails avec lesquelles la raideur des poses et l'absence de toute perspective forment un contraste choquant. Ainsi, ce qui, au premier coup d'œil, nous fait remarquer presque un air de famille entre les sculptures des Indiens, des Égyptiens, des premiers temps de la Grèce et celles de Ninive, ce sont quelques symboles analogues, une grande simplicité de formes jointe à une ornementation aussi riche que minutieuse, de la naïveté souvent, toujours de la finesse, enfin, dans les contours, une excessive pureté, poussée quelquefois jusqu'à la sécheresse.

Si l'on compare successivement l'art assyrien, tel que les fouilles faites à Khorsabad l'ont montré, à celui des peuples qui ont précédé ou suivi immédiatement les Ninivites, on pourra, je crois, se convaincre que l'art assyrien est infiniment plus pur que l'art indien, souvent grotesque et monstrueux, aussi fin, mais plus savant dans tous les détails anatomiques que l'art égyptien, qu'il surpasse de beaucoup dans l'étude de la nature; et, si l'on ne craint pas d'arriver jusqu'à un parallèle des bas-reliefs de Ninive, non-seulement avec ceux des premiers ouvrages de la Grèce, mais avec ceux du Parthénon, on trouvera que, notamment dans toutes les scènes analogues à celles qui ornent la célèbre frise de ce temple, le ciseau du sculpteur ninivite n'est pas tellement inférieur à celui de Phidias qu'on ne puisse risquer entre eux une comparaison.

Après avoir, devant ces innombrables bas-reliefs, analysé l'art et le génie particuliers aux sculptures assyriennes, il reste encore une étude curieuse à faire. Il est intéressant d'observer les diverses races d'hommes qui représentent les ennemis des Assyriens dans les scènes de guerre et les forteresses assiégées; c'est le moyen d'arriver à reconnaître, ou du moins à présumer, quel souverain a pu élever ces palais.

Parmi les adversaires que combat le grand roi, et dont il paraît triompher, on distingue trois ou quatre peuples différens; on en voit qui, tête nue et vêtus de peaux de bêtes, paraissent appartenir à une nation peu civilisée; au sommet des tours qu'ils défendent s'élèvent des flammes, et, les bras étendus, ils semblent invoquer une puissance céleste. La végétation figurée rappelle celle d'un pays chaud, quoique les vêtemens de ces guerriers puissent faire supposer qu'ils soient obligés de se couvrir de fourrures pour se garantir des intempéries d'un climat variable. Peut-être doit-on les prendre pour un peuple pasteur, comme l'étaient et le sont encore les vrais Perses, ou habitans du Fars, patrie de Cyrus, et les Mèdes qui, après avoir soutenu plusieurs fois le choc des Assyriens, finirent par devenir leurs

tributaires. Il y en a d'autres qui portent des tuniques avec des capuchons; au pied des tours qu'ils défendent croissent des arbres à larges feuilles, assez semblables au bananier, indice encore d'une contrée chaude, et, immédiatement après le tableau qui représente l'assaut donné à cette citadelle, on voit une suite de captifs que des gardes assyriens conduisent à leur souverain. Cette procession offre ceci de remarquable, que l'un des prisonniers est escorté par un eunuque qui tient un chasse-mouche au-dessus de sa tête. L'eunuque est évidemment assyrien, à en juger par son costume, ses armes, et la petite tête de lion qui orne le manche du chasse-mouche. Il faut observer que les eunuques, dans l'antiquité asiatique, étaient presque exclusivement attachés à la personne du souverain, ce qui est d'ailleurs prouvé par les tableaux sculptés de Khorsabad. Sur ces bas-reliefs en effet, le roi est toujours entouré d'eunuques qui combattent à ses côtés, marchent à la tête de ceux qui viennent lui offrir des présens, ou président à l'apprêt des festins; et si l'on remarque que le chasse-mouche est, comme le parasol, un des attributs de la royauté, que nul autre que le roi n'est représenté avec l'un des deux, on sera autorisé à voir, dans le captif dont il est question, un prince vaincu. Or, l'histoire sainte nous a raconté les malheurs de plusieurs rois de Judée qui, après avoir vu tous leurs efforts trahis par la volonté de Dieu, avaient eu à subir l'humiliation de l'esclavage. On se souvient d'Osée, roi d'Israël, qui, ayant voulu secouer le joug des Assyriens et s'affranchir du tribut qu'il leur payait, se vit assiéger dans Samarie par Salmanazar. Vaincu, il fut chargé de fers et emmené en captivité avec son peuple, que le vainqueur établit, dit l'Écriture, dans Hala et dans Habor, villes des Mèdes, qui faisaient alors partie de l'empire d'Assyrie. Au nombre de ces illustres captifs se trouve peut-être Tobie, à qui était réservé, dans son infortune, l'honneur insigne d'être le premier ministre du grand roi; peut-être aussi cette femme qui marche derrière lui et porte sur ses épaules un enfant n'est-elle autre qu'Anne portant le jeune Tobie.

La salle dans laquelle sont retracées les invasions des Assyriens sur les terres des Juifs contient d'autres bas-reliefs, qui pourraient faire croire que le sculpteur a voulu faire allusion aux conquêtes de Salmanazar et de Sennacherib. En effet, l'histoire rapporte que, ce dernier prince assiégeant le roi Ézéchias dans Jérusalem, celui-ci appela à son secours les souverains d'Égypte et d'Éthiopie, et que le prince de Ninive, pour châtier ces alliés téméraires du saint roi, poussa son armée victorieuse en Égypte et pénétra jusque dans les régions du Haut-Nil, où il eut à combattre successivement les Éthiopiens et les Nu-

biens. Les bas-reliefs nous présentent en effet des personnages aux cheveux crépus et au visage imberbe portant tous les signes caractéristiques de la race nègre, avec un costume analogue à celui qu'ils ont conservé de nos jours, armés enfin des mêmes coutelas recourbés dont ils se servent encore aujourd'hui. A côté de ces combats et de ces assauts, on voit d'autres prisonniers qui implorent le roi d'Assyrie et sont tenus par des chaînes attachées à un anneau passé dans la lèvre inférieure. L'Écriture nous a conservé la tradition de cet usage antique, et les bas-reliefs de Ninive viennent attester l'exactitude de ce passage du livre des *Rois*, où Sennacherib, menaçant de sa colère le roi de Juda, lui dit : « Je te mettrai un cercle au nez et un mors à la bouche. » D'autres costumes et d'autres particularités distinctives entre tous ces tableaux sculptés peuvent également rappeler les conquêtes de Salmanazar et de son successeur Sennacherib, qui portèrent plusieurs fois la guerre en Syrie, en Phénicie et en Judée. L'Écriture nous dit que les peuples de ces contrées ne connaissaient point l'usage des chariots ni des chevaux; or, sur les bas-reliefs qui semblent reproduire des combats avec des Syriens ou des Juifs, on ne voit figurer ni char ni cavalier, tandis que l'on remarque des cavaliers dans les tableaux où l'on croit reconnaître des Mèdes ou des Perses.

Si l'on interroge l'histoire, on est amené à reconnaître dans Salmanazar et Sennacherib les deux princes les plus belliqueux de la seconde époque de Ninive. Teglatphalazar, imploré par Achaz, roi de Juda, et décidé à lui prêter assistance par les riches présens que lui fit ce monarque, s'empara de Damas, de la Galilée, et mit Israël à contribution; mais ces victoires sont de peu d'intérêt, comparées à celles de Salmanazar et surtout de Sennacherib. Les conquêtes de ce dernier laissèrent bien loin derrière elles les triomphes de ses prédécesseurs, et elles étaient sans contredit plus dignes d'inspirer les artistes qui ont buriné les hauts faits retracés sur les murs du palais de Khorsabad.

Le quatrième roi de cette période, Assarhaddon, a également des titres à l'attention de la postérité. Il s'empara de Babylone et réunit son territoire à l'empire assyrien; il reprit la Syrie et la Palestine, qui avaient secoué le joug, défit Manassé, roi de Jérusalem, et l'emmena à Babylone. Nabuchodonosor Ier fit aussi quelques conquêtes; il battit les Mèdes et prit Ecbatane; son général Holopherne porta la guerre en Judée. Son successeur Saracus n'a laissé que son nom et le souvenir du mépris que sa paresse et ses vices inspirèrent à ses sujets. Ce fut sous son règne que Ninive fut détruite pour la seconde fois, et que

la nouvelle alliance des Mèdes et des Babyloniens, conduits par Cyaxare et Nabopolassar, détermina la ruine de ce vaste et puissant empire.

Auquel de ces princes peut-on attribuer les monumens trouvés à Khorsabad? Je dirai d'abord qu'il ne me semble pas que l'on puisse les faire remonter à la première époque de l'empire assyrien. Cette époque finit à Sardanapale, qui tomba sous les efforts réunis du Mède Arbace et de Bélésis ou Nabonassar, grand-prêtre et gouverneur de Babylone. Tous deux se promettaient de renverser sans peine un gouvernement affaibli par les débauches et l'incurie du souverain; mais Sardanapale, réveillé brusquement au milieu de la mollesse du sérail, renonçant à ses plaisirs et à ses habits de femme, donna du moins, par sa résistance, l'exemple d'une énergie désespérée, et témoigna par sa mort d'une résignation courageuse. Il semble qu'il ait voulu racheter ainsi la honte de ses vices. Le Tigre, selon la prédiction, avait renversé ses murailles devant l'ennemi; témoin de la prise de sa capitale et de la ruine de son empire, Sardanapale mit le feu à son palais, afin de soustraire ses richesses à la rapacité du vainqueur. Cet acte de désespoir ne mériterait-il pas à ce malheureux prince une autre épitaphe que celle que Diodore rapporte comme ayant été composée par lui-même : « Mortel, qui que tu sois, livre-toi à tes penchans, essaie de toutes les jouissances; le reste n'est rien. Me voici cendres, moi qui fus le grand roi de Ninive; ce que l'amour, la table, la joie me procurèrent de bonheur quand j'étais vivant, cela seul me reste maintenant dans le tombeau; tous les autres biens m'ont quitté. »

Je ne crois donc pas, je le répète, que l'on puisse attribuer le palais de Khorsabad à un prince de la dynastie dont Sardanapale fut le dernier et infortuné rejeton, et je puis étayer cette opinion de quelques preuves. La première, c'est que, si l'on ajoute foi aux histoires qui sont arrivées jusqu'à nous, on ne peut arrêter ses idées, depuis le premier successeur du fils de Sémiramis jusqu'à Sardanapale, sur un seul prince dont la vie offre quelques faits glorieux analogues à ceux qui sont représentés sur les bas-reliefs de Khorsabad; et si l'on veut remonter jusqu'à Ninus et Sémiramis, on se perd dans un labyrinthe de fables, où le merveilleux domine et où la réalité historique devient insaisissable. C'est après que le trône fondé par le fils de Bélus eut croulé sous la torche incendiaire de Sardanapale, et qu'une nouvelle ère eut commencé pour Ninive régénérée par Teglatphalazar, c'est alors seulement que la vérité commence à poindre et à se montrer dégagée de tous ses voiles mystérieux. On ne peut donc chercher, à mon avis, le fondateur des monumens de Khorsabad que dans cette seconde période de l'empire assyrien.

Une autre raison, qui n'est pas la moins importante, c'est que, d'après le récit que fait Diodore de la prise de Ninive par Arbace et Bélésis, les machines de guerre étaient inconnues alors, et qu'il fallut, pour ouvrir une brèche aux remparts, que le Tigre vînt par une crue extraordinaire seconder les efforts désespérés des rebelles qui, depuis deux années déjà, assiégeaient cette capitale. Or, les béliers jouent un grand rôle dans les assauts figurés sur les marbres de Khorsabad.

Aux raisons que je viens de citer et qui ne permettent pas d'attribuer ces bas-reliefs à la première époque de Ninive, j'en puis joindre une troisième: c'est l'analogie frappante qu'on remarque entre ces sculptures et celles de Persépolis, le rapprochement que l'on peut établir entre les scènes représentées dans les deux villes ainsi qu'entre les détails des costumes et de la toilette des Assyriens et des Perses. Persépolis ne date que du ve ou vi^e^ siècle au plus avant Jésus-Christ. La première dynastie des rois d'Assyrie remonte au viiie et au-delà; la seconde va jusqu'au viie. S'il y a eu à Ninive deux époques florissantes, il est probable que les Mèdes ou les Perses, qui, après eux, ont imité les Assyriens, ont conservé, sous la forme matérielle des usages privés ou sous les symboles mystiques de la religion, les souvenirs de la civilisation qui était la plus rapprochée de leur temps: ils ont donc dû faire leurs emprunts à la Ninive de Salmanazar et de Sennacherib. L'ancienne Ninive, d'ailleurs, ébranlée fortement par l'assaut que lui donnèrent Arbace et Bélésis, a dû disparaître en partie et faire place à une nouvelle ville sortie des cendres de la première. Mise en contact par la guerre avec la Syrie, la Phénicie et la Judée, cette Ninive rajeunie a vu se développer sa civilisation sous cette influence belliqueuse, sans laisser altérer le caractère particulier de l'art assyrien.

En parcourant la plaine immense qui s'étend de Mossoul ou Neïnivèh jusqu'à Khorsabad (distance qui suppose quatre heures de marche), on rencontre, comme je l'ai déjà fait observer, de nombreuses traces de construction et une quantité considérable de *tumuli* hérissés de fragmens de pierres et de briques. Évidemment, des habitations, une ville, ont occupé ce vaste territoire, à une seule époque ou à deux époques différentes. Personne ne peut dire si, à l'une ou à l'autre de ces époques, Ninive a compris tout cet espace; mais on peut le présumer, parce que, en Orient, dans ces temps reculés, il n'y avait pas plus qu'aujourd'hui entre la superficie des villes et leur population la proportion qui existe en Europe. En Asie, les maisons n'ont pas d'étages supérieurs; chaque famille a la sienne; les habitans ne sont pas agglomérés comme dans nos pays, et une popu-

lation très faible peut occuper un très large territoire. Il y avait de plus, aux temps anciens, à l'intérieur des villes, des terrains vagues, des jardins, des champs même, et ce que nous appelons faubourgs constituait jadis la ville elle-même. On peut donc comprendre que Ninive ait eu cette étendue, surtout en se rappelant ce que Jonas en dit. Quoi qu'il en soit, je crois qu'il est très probable, et cela résulte de beaucoup de faits particuliers observés avec soin, que la portion du territoire de Neïnivèh qui est aujourd'hui encore enclavée dans une enceinte que la charrue a respectée, et qui n'a pas moins de 5 ou 6,000 mètres, forme l'emplacement occupé dans l'antiquité par les palais, les temples et les principaux édifices, correspondant à ce qu'on appelle en Turquie *kalèh* et en Perse *ark* (1). Autour de cet emplacement viennent se grouper, comme cela a dû certainement avoir lieu à Ninive, toutes les habitations du peuple, formant une ville qui n'a pas de limites et à laquelle des maisons peuvent s'ajouter indéfiniment. Les grands monticules de Neïnivèh marqueraient donc la place de la Ninive de Sardanapale. On sait que cette ville était située sur le bord même du Tigre, et la disparition de la partie des murs qui longeait le fleuve vient à l'appui de ce que l'histoire nous raconte de la ruine des remparts détruits par la crue des eaux. Mais je crois aussi que le fait de cette destruction même, les idées superstitieuses des princes orientaux, qui, dans tous les temps, n'ont habité qu'avec répugnance la demeure de leurs prédécesseurs, les conseils aussi de leur vanité, qui les a toujours portés à élever des monumens nouveaux, ont pu déterminer les souverains de la seconde époque assyrienne à choisir pour leur résidence un emplacement qui fût à l'abri des ravages de l'inondation : c'est ce qui expliquerait la situation des édifices de Khorsabad à quatre heures du Tigre. Il est fort possible alors que, la résidence royale s'étant déplacée, le peuple se soit porté vers le même lieu, et que Ninive, s'étendant dans le principe au sud de Mossoul, se soit ensuite élargie du côté de l'est et du septentrion; ce qui rendrait moins surprenante la distance qui sépare Khorsabad de Neïnivèh.

Je crois donc que les palais si heureusement découverts par M. Botta se rattachent à la seconde époque de Ninive; mais, ainsi que je l'ai dit à propos des premières fouilles entreprises par le consul de France, les sculptures qui auraient décoré le palais dont les ruines forment la masse du monticule de Neïnivèh étaient d'un art identique à celui de Khorsabad. Cela s'explique d'ailleurs très bien, car l'intervalle qui a

(1) C'est-à-dire la citadelle ou partie fortifiée dans laquelle sont enfermés les palais du souverain ou du gouverneur et les principaux édifices.

séparé les deux dynasties a été trop court pour que des changemens notoires aient pu être introduits dans la civilisation assyrienne. D'ailleurs, les hommes qui avaient donné à cette civilisation un si admirable élan n'avaient pas encore disparu, et ils purent transporter aux palais de nouvelle création leur génie et leur habileté.

Reste à décider, entre ceux des souverains qui ont pu les habiter, quel est celui qu'on doit regarder comme fondateur, question délicate qu'il est très téméraire d'aborder, surtout en face des inscriptions si nombreuses auxquelles il faut croire que nos philologues trouveront un jour un sens certain, et qui donnera peut-être un cruel démenti à mes inductions. Cependant, comme ce n'est que du choc des erreurs et des opinions contraires que la vérité peut jaillir en passant par la discussion, on me pardonnera d'essayer mes forces pour découvrir le mot de l'énigme. Voici donc tout ce que mes réflexions et mes remarques sur ces monumens que j'ai étudiés à fond et pendant bien des mois me conduisent à croire.

J'ai dit précédemment qu'il y a cinq princes dont les conquêtes glorieuses peuvent avoir été figurées sur les murs de Khorsabad : *Teglatphalazar*, *Salmanazar*, *Sennacherib*, *Assarhaddon* et *Nabuchodonosor Ier*. Si le premier est reconnu pour celui qui a rétabli la dynastie assyrienne, ainsi que son surnom de *Ninus-le-Jeune* semble l'indiquer, on est autorisé à croire que, l'empire n'étant pas encore raffermi sous son règne, Teglatphalazar n'a guère pu s'occuper de la construction de palais aussi somptueux. Les conquêtes de ce prince n'ont pas eu, d'ailleurs, un éclat assez grand pour justifier l'orgueil qui se trahit sur les marbres de Khorsabad.

Salmanazar fit, lui, de grandes conquêtes et des guerres brillantes; mais il ne régna que quatorze ans, et il est difficile de croire que l'ensemble des monumens retrouvés puissent être le fruit des loisirs de ce monarque pendant ce court espace de temps.

Sennacherib est celui dont le règne présente le plus de faits guerriers, et dont les conquêtes se sont étendues le plus loin. Par les batailles qu'il a livrées depuis les bords de l'Euphrate jusqu'aux régions méridionales du Nil, c'est le prince dont les exploits ont pu fournir le plus de sujets pour les tableaux sculptés de Khorsabad. Les actes de barbarie même qui s'y trouvent consignés semblent désigner ce souverain, car l'histoire a signalé la férocité de son caractère et l'humeur sanguinaire qui le portait aux actes de la plus horrible cruauté. Ainsi on serait presque en droit, d'après cela, de regarder comme des faits authentiques de la vie de Sennacherib ceux qui sont retracés à Khor-

sabad; on le reconnaîtrait là crevant les yeux, de sa propre main, à d'infortunés captifs, ici présidant au supplice d'un malheureux qu'écorche le scalpel d'un bourreau assyrien. On verrait encore un souvenir de son règne dans ce terrible châtiment du pal infligé à des ennemis malheureux, pour qui des fers eussent été sans doute trop légers, et qui sont placés, comme un exemple menaçant, devant les remparts que défendent leurs compatriotes. L'opinion qui attribue à Sennacherib les monumens de Khorsabad se justifie encore par d'autres raisons : ainsi les personnages représentés sur ces marbres figurent (autant qu'à l'aide des traditions nous pouvons en juger) des Mèdes, des Perses, des Syriens, des Juifs, des Phéniciens, des Égyptiens ou des Nubiens. En résumé, les scènes représentées à Khorsabab s'accordent sur tous les points avec ce que l'Écriture nous a raconté de ce roi des rois. Cependant il faut tenir compte d'une considération assez grave. Si l'on s'en rapporte à l'histoire (et il faut bien la prendre pour base, quelque incomplète et incertaine qu'elle soit), Sennacherib n'aurait occupé le trône que pendant sept ans. Revenu dans ses états, après avoir été obligé de lever brusquement le siége de Jérusalem, il fut bientôt mis à mort par ses propres fils, en punition de ses crimes. Toujours en conquête, loin de sa capitale, ce prince n'a guère pu présider à l'édification des monumens en question.

On peut concilier, il est vrai, l'opinion qui reconnaît dans ces sculptures l'histoire de Sennacherib et celle qui attribue aux édifices de Khorsabad un autre fondateur. Le fils et le successeur de Sennacherib, Assarhaddon, a fait en Syrie et en Judée des conquêtes qui ont eu de l'importance; il a profité du désordre d'un interrègne pour réunir la Babylonie à l'empire de Ninive, et a, lui aussi, fait captif un roi juif. Il est donc possible qu'à ses propres exploits il ait ajouté ceux de son prédécesseur et fait graver les uns et les autres sur les murs de son palais, essayant ainsi, tout en perpétuant sa gloire personnelle, d'effacer la tache sanglante du parricide dont il avait profité et qui l'avait mis en possession de la couronne de son père assassiné par ses frères. Les sculptures de Khorsabad présenteraient alors la suite des victoires remportées par ces deux princes, et le temps qui a pu manquer au premier pour exécuter ces travaux gigantesques a permis au second, pendant les trente-neuf ans qu'il a occupé le trône d'Assyrie, de consacrer ainsi la gloire des deux règnes.

On pourrait aussi donner des raisons semblables en faveur de Nabuchodonosor Ier, et voir dans les citadelles représentées celles qu'il dut prendre pendant le cours de la guerre qu'il fit aux Mèdes, dont il

assiégea et prit la capitale. Peut-être même celle des forteresses où l'on remarque des flammes au haut des tours n'est-elle autre qu'Ecbatane, et un des épisodes figurés sur les parois de la plus grande salle semble se rapporter aux victoires de ce prince dans la Médie : c'est celui des trois captifs enchaînés, dont un est suppliant et prosterné devant le roi qui le perce à coups de javelot. Le fait est consigné dans l'histoire comme l'un des traits de la vengeance cruelle du roi de Ninive, irrité contre Phraorte, chef des Mèdes, qui avait osé le braver. L'histoire dit encore que la ville d'Ecbatane fut mise à sac et dépouillée de tous ses ornemens. Un pillage est, en effet, représenté, et l'on y voit des soldats assyriens, les épaules chargées de dépouilles arrachées à un temple ou à un palais. Le festin même, qui occupe une si grande surface sur les murs de Khorsabad, semble confirmer encore l'opinion qui attribuerait à Nabuchodonosor la fondation de ce palais; car Hérodote raconte qu'à son retour à Ninive, le vainqueur de la Médie se livra pendant quatre mois entiers à la bonne chère et à tous les plaisirs sensuels qu'il voulut faire partager à tous ceux qui l'avaient accompagné dans son expédition. Il est fort possible encore que le héros qui figure partout combattant en avant du roi ne soit autre que son général Holopherne, qui alla plus tard mourir de la main de Judith devant Béthulie.

Je ne quitterai point ce sujet sans revenir sur le sac d'Ecbatane, qui, d'après le bas-relief, et d'accord avec l'histoire, paraît avoir offert le singulier exemple d'un pillage organisé et dirigé avec un ordre et une régularité inusités en pareille circonstance. Ainsi on voit, sur le tableau qui représente ce fait, un des eunuques, le visir peut-être du grand roi, assis sur un tabouret et occupé à faire écrire et tenir en note les objets pillés que les soldats passent devant lui; parmi ces objets, on remarque d'autres soldats brisant à coups de hache une statue colossale dont les débris, placés dans le plateau d'une balance, sont pesés par deux eunuques qui en estiment la valeur. Les objets qui chargent les épaules des soldats assyriens, ceux qui sont encore appendus aux murs du temple ou du palais dévasté, rappellent exactement ceux qui figurent dans ces longues processions d'eunuques et de gardes qu'on voit sur d'autres bas-reliefs aller au-devant du roi en lui portant des présens. Les vases, les fauteuils ou les tables qui sont représentés dans les scènes de festins, sont encore les mêmes que ceux que l'on voit sur le tableau du pillage; il est donc probable que tous les objets du même genre que l'on apporte au souverain ne sont autre chose que les dépouilles provenant de la prise d'une ville ennemie, et destinées à immortaliser peut-être la conquête d'Ecbatane.

De toutes ces observations, il résulte, ce me semble, qu'il ne peut y avoir d'hésitation, relativement à l'origine des palais de Khorsabad, qu'entre Assarhaddon et Nabuchodonosor Ier. J'ajouterai que, pour mettre d'accord les deux opinions qui pourraient s'élever à ce sujet, je crois avoir fait une remarque qui n'est pas sans importance et qui porte sur la configuration du périmètre et du plan des monumens. Ce plan est irrégulier et se présente, dans son ensemble, sous la forme d'un grand rectangle auquel aurait été ajouté un second quadrilatère, de plus petites dimensions, et qui, par toutes les traces retrouvées, ne paraît pas se rattacher d'une façon symétrique au premier. A l'endroit même où finit l'un et où aurait commencé l'autre, j'ai trouvé des constructions dont il est difficile d'expliquer l'arrangement et l'ordonnance; ces constructions pourraient faire croire que tout l'édifice n'a pas été conçu d'un jet, et qu'au contraire, une portion en ayant été construite, on aurait voulu y faire des additions plus ou moins bien raccordées avec les parties existantes. Il serait alors possible que la portion primitive appartînt à Assarhaddon, et que les constructions postérieures, qui ont fourni le plus de monumens complets, dussent être attribuées à Nabuchodonosor Ier.

Ces observations paraîtront bien minutieuses et bien subtiles, ces présomptions bien hasardées; pourtant elles ne sont pas aussi vaines qu'on serait porté d'abord à le croire. Elles s'appuient sur un examen consciencieux des sculptures retrouvées à Khorsabad. En attendant que la science ait pu interpréter les inscriptions qui les accompagnent, on peut donc, je le crois, considérer l'un des derniers princes du second empire d'Assyrie comme le fondateur de ces palais, et, choisissant entre Assarhaddon et Nabuchodonosor Ier, on ne doit pas en faire remonter la création au-delà de la fin du VIIIe siècle avant Jésus-Christ. C'est une date assez reculée pour laisser à ces monumens tout le prestige d'une respectable antiquité, et elle est en même temps assez rapprochée de l'époque de Persépolis et des premières sculptures grecques pour expliquer l'analogie frappante qui existe entre l'art ninivite et celui des Perses, des Grecs et des Étrusques.

J'ai dit qu'au-dessus des plaques sculptées qui revêtent les murs des palais de Khorsabad, il avait dû exister à l'intérieur des salles, comme sur les façades extérieures, une frise formée avec des briques cuites émaillées. La plupart des fragmens qui en ont été retrouvés ont présenté, en effet, les traces évidentes d'un émail devenu terreux par l'action de l'incendie qui a consumé l'édifice, mais dont certaines parties se trouvaient encore à un état presque parfait de vitrification. Si l'on ignore quels étaient les procédés employés par les Ninivites

pour obtenir ces émaux, on peut être certain d'un fait qui m'a été indiqué par les débris mêmes que j'ai recueillis : c'est que toutes les briques qui étaient destinées à former un tableau ou une frise entière ont dû être préalablement disposées sur un plan horizontal, de manière à être parfaitement adhérentes, comme sur le mur qui devait les recevoir. Ainsi posées, on dessinait et on peignait sur ces briques les divers sujets qu'elles devaient représenter, après quoi on les passait au feu pour obtenir une couche d'émail assez épaisse destinée à consolider et à rendre plus vives les couleurs appliquées; puis on les mettait une à une sur la frise dans l'ordre où elles avaient été d'abord disposées, et on formait ainsi de grandes mosaïques.

D'après ce qui en a été retrouvé dans les salles, je pense que les ornemens des frises intérieures étaient plus variés. Ils consistaient généralement en longs cordons de rosaces ou en guirlandes de fleurs de lotus épanouies qui alternaient avec des boutons de la même plante, ou bien ils présentaient un petit quadrille jaunâtre à peu près semblable à ce que l'on appelle *grecques*. Pour les façades extérieures, l'arrangement a dû être différent et plus compliqué. Je crois qu'au-dessus des murs, et surmontant les longues files de divinités, rois, prêtres ou gardes, il y a eu des ornemens à peu près semblables à ceux des salles, mais de plus grandes dimensions; et, si j'en crois le nombre des fragmens d'émaux et les sujets qu'ils représentaient, retrouvés projetés à terre, en face des principales entrées, les dessus des grandes portes ont dû être ornés de tympans ou mosaïques semblables représentant des sujets symboliques ou des scènes de triomphe, accompagnés d'inscriptions également en couleur. En effet, presque tous les morceaux qui ont été relevés aux places que j'indique ont donné des portions de figures de dieux, de rois ou de captifs, rappelant les figures analogues dans les bas-reliefs. La fabrication de ces émaux connue à Ninive, et qui s'est certainement étendue à Babylone, explique ce passage d'Hérodote, où l'historien grec fait la description des tableaux qu'il a vus dans le palais de Sémiramis, et qui représentent *des chasses où sont des oiseaux et autres animaux peints*.

Les voyageurs admirent encore aujourd'hui l'élégance des coupoles et des minarets de Bagdad, et surtout de la Perse. Ces minarets sont entièrement recouverts de mosaïques du même genre, de l'émail le plus brillant et le plus solide. Invention chaldéenne, l'art des émaux s'est perpétué chez les peuples qui ont remplacé les anciens Ninivites et Babyloniens. Les Arabes, conquérans de l'Asie centrale, au nom de Mahomet et pour la gloire de l'islam, l'ont introduit dans tout l'Iran et jusque dans l'Afghanistan, où il a servi d'ornement aux coupoles

chatoyantes des mosquées de Ghisné et d'Ispahan, qui ont succédé aux palais et aux temples de marbre d'Ecbatane et de Persépolis.

L'œil se serait difficilement habitué au contraste qu'auraient produit, à côté de ces émaux aux couleurs vives et variées, les bas-reliefs qu'ils surmontaient, si leurs sculptures étaient restées nues et n'avaient eu d'autre ton que celui de la pierre grisâtre sur laquelle ils étaient exécutés. Les artistes de Ninive ont voulu éviter cet effet désagréable, et ils ont colorié de tons à peu près semblables à ceux des briques émaillées tous les bas-reliefs qui décorent les salles ou les façades. C'est ce qui est prouvé par les traces nombreuses de coloration qui se retrouvent sur les sculptures que le feu n'a pas endommagées. Cette polychromie est depuis long-temps reconnue comme particulière aux monumens de l'Égypte; de célèbres voyageurs l'ont constaté, et de consciencieux ouvrages nous ont conservé à cet égard de curieux détails. Les couleurs retrouvées à Khorsabad paraissent être les mêmes que celles qui donnent encore aujourd'hui tant de vivacité aux sculptures égyptiennes. Les tons en sont très peu variés, et, d'après les observations minutieuses auxquelles je me suis livré, ils se bornent au bleu, au vert, au rouge, au jaune et au noir. On sait que, depuis quelques années, et contrairement à l'opinion qui refusait d'admettre que les Grecs eussent jamais caché leurs belles formes architecturales ou sculpturales sous de la peinture plastique, quelques savans, archéologues et artistes, à la tête desquels on doit citer MM. Quatremère de Quincy, Raoul Rochette et Hittorf, ont constaté que la polychromie était l'une des principales ressources que les Grecs ont employées pour la décoration de leurs édifices, et toutes les recherches que l'on a faites à ce sujet tendent à prouver que les couleurs désignées précédemment étaient pour les temples de la Grèce, comme pour ceux de l'Égypte, les seules en usage.

On se rend compte aisément des raisons qui, indépendamment d'un goût particulier, ont pu engager les Assyriens à peindre les sculptures de leurs palais ou de leurs temples. Nous avons déjà parlé du fâcheux effet produit par le contraste des émaux et de la pierre sculptée, dont la surface grisâtre, mélangée de parties cristallisées, n'est nullement agréable à l'œil. Ce qui se comprend plus difficilement, c'est que les Grecs, dont tous les monumens ont été construits avec des matériaux de la plus belle qualité, tels que le marbre du Pentélique ou de Paros, et dont les ornemens architectoniques étaient si finement exécutés, aient pu se décider à cacher l'empreinte du ciseau de leurs habiles sculpteurs sous des couches de bleu et de rouge que rien ne nécessitait. D'après cela, il est permis de croire que les Hellènes, dans

leurs habitudes de polychromie, ont moins obéi à un goût qui leur était propre, qu'ils n'ont voulu suivre un genre de décoration déjà adopté en Orient; ils complétaient ainsi les emprunts qu'ils ont faits à l'art oriental pour les autres élémens de leur architecture ou de leur sculpture. Sans doute cet art a été profondément modifié par leur génie, mais on ne peut sans injustice leur accorder l'honneur d'avoir imaginé le principe.

Pour en revenir à Ninive, je ne trouve pas surprenant qu'on y ait pratiqué le même système de coloration qu'en Égypte; c'est encore une conséquence de l'esprit d'imitation dont l'influence se révèle dans tous les grands monumens exécutés par les Assyriens. Je n'oserais point avancer que les murs des palais de Khorsabad étaient entièrement coloriés, et, à cet égard, je suis dans le doute. Il est possible que certaines parties seulement des bas-reliefs aient été peintes, et qu'afin de produire plus d'effet, en laissant la pierre dans un état naturel sur les grandes surfaces, on n'ait colorié que quelques détails; cependant je ne le pense pas. Il est vrai que les tons retrouvés se remarquent principalement sur les armes des guerriers ou les harnais des chevaux; mais on ne peut conclure de cette particularité que ces places soient les seules que l'on ait eu l'intention de colorier; puis il est fort probable que les couleurs retrouvées avaient été obtenues au moyen d'oxides métalliques qui les ont rendues solides, tandis que les couleurs perdues, provenant de végétaux, ont dû offrir moins de résistance à l'action du feu ou de l'humidité. J'ai d'ailleurs reconnu sur certaines plaques sculptées assez d'autres fragmens de couleur pour croire que la surface des bas-reliefs a dû être, en totalité, couverte de peinture; car j'ai vu des coiffures et des tuniques encore teintées de rouge de deux nuances, l'une se rapprochant du pourpre, l'autre jaunâtre, ayant toute l'apparence du minium. Comme on remarque particulièrement cette nuance sur la tiare ou le bandeau royal du souverain, il est permis de croire que la couche rougeâtre retrouvée sur ces ornemens distinctifs de la royauté n'était autre chose qu'une préparation destinée à recevoir une application d'or. En continuant avec soin mon examen au sujet de cette coloration générale, je me suis aperçu en beaucoup d'autres endroits, et sur les murs des façades, où l'incendie a fait moins de ravages, que le fond de la pierre conservait encore une teinte d'ocre, et que les visages des personnages, ainsi que leurs membres nus, paraissaient participer de ce même ton d'ailleurs assez léger. Une des particularités les plus remarquables de la coloration des figures est le soin avec lequel ont été

peintes en noir vif les prunelles des yeux et les paupières, ce qui ferait penser que, déjà dans l'antiquité la plus reculée, était adopté l'usage de se peindre le bord des yeux, qui s'est perpétué dans tout l'Orient, et qui fait encore partie de la toilette des raffinés. Il est curieux de rapprocher de cette observation, faite devant les sculptures de Khorsabad, ce que raconte Hérodote de la manie qu'avaient les Mèdes d'imiter, dans leurs habitudes privées, les Assyriens, à qui ils empruntèrent *les longues robes et la coutume de se teindre la barbe, les cheveux ou les yeux*. Parmi les admirables fragmens de sculptures qui sont destinés à notre Musée, il se trouve quelques plaques qui portent de précieuses empreintes de cette polychromie adoptée généralement dans l'antiquité orientale, et sur laquelle les connaissances des anciens archéologues avaient été mises en défaut par les Romains, qui, tout en imitant l'architecture grecque, s'étaient refusés à suivre cet usage. Il a fallu que, dans ces derniers temps, la sagacité des savans contemporains, aidée par la facilité des voyages, vînt décider la question, et combler ainsi une lacune dans l'histoire de l'art grec.

En décrivant les sculptures de Khorsabad, j'ai dit qu'elles étaient accompagnées de longues bandes d'inscriptions. En effet, dans les salles où les bas-reliefs sont sur deux rangs, ils sont invariablement séparés par une tablette sur laquelle sont gravés en creux, et avec beaucoup de soin, des caractères cunéiformes compris dans un cadre dont les dimensions sont restreintes à celles de chacune des plaques du revêtement des murs, de manière qu'on peut dire que chacune de ces plaques porte son inscription. Le nombre des lignes composant ces tablettes hiéroglyphiques est invariable dans une même salle; il ne varie que d'une salle à l'autre; ainsi il est de treize, dix-sept ou vingt lignes. Dans les chambres où les figures sont de grandes proportions et occupent les parois des murs du haut en bas, les inscriptions sont gravées sur le fond même des tableaux sculptés et empiètent sur le bas des vêtemens, qui présente une surface unie; le nombre des lignes est alors indéterminé.

Il est remarquable qu'aucune des plaques faisant partie des façades extérieures ne porte de caractère, quel que soit le sujet représenté. Faut-il attribuer cette particularité à un préjugé religieux ou à un respect exagéré pour la royauté, qui empêchait de laisser les légendes mystiques ou historiques que ces inscriptions consacraient sous les yeux du vulgaire, admis dans les cours, mais exclu de l'asile sacré du souverain? On peut croire, en effet, que les princes et les prêtres chaldéens de Ninive, retranchés derrière un rideau mystérieux, avaient

pour principe de dérober aux regards et à l'intelligence des peuples les dogmes de la religion ou les attributions presque aussi sacrées de la puissance royale; car indépendamment des inscriptions qui accompagnent les sculptures, et qui sont ainsi mises en évidence, chaque plaque des murs est encore munie d'une autre bande de caractères placés derrière, et de façon à ne pouvoir jamais être vus. Il ne faudrait pas en conclure que ces plaques ont fait partie d'une construction antérieure, car la manière dont les lignes y sont tracées prouve évidemment qu'elles ont été écrites avec intention sur le revers des bas-reliefs, et pour être placées comme nous les avons trouvées. En effet, l'envers de chaque plaque est brut, et porte encore les traces des coups de marteau de l'ouvrier qui l'a préparée; le centre seul présente une surface polie, un peu creuse, sur laquelle sont les inscriptions gravées avec négligence, et sans aucun des soins que l'on a pris pour le même travail sur les murs des salles. Ce qui achève de convaincre que ces inscriptions étaient destinées à ne pas être vues, c'est que, comme je l'ai dit en parlant de la construction de ces édifices, toutes les encoignures des salles sont d'un seul morceau de pierre, taillé en équerre, et, sur le derrière de ces coins, sur l'angle saillant qu'elles présentent vues de dos, sont également des lignes semblables qui tournent avec l'équerre et suivent les deux côtés. Ces singulières inscriptions conservaient, selon toute apparence, des textes religieux qui, dans ces temps où la religion s'enveloppait de mystère et se cachait aux yeux du peuple, avaient été avec intention, et peut-être comme talismans de même que les idoles enterrées sous le sol, placées derrière les plaques de revêtement des murs. Au reste, cette particularité n'a rien de plus surprenant que celle que présentent les briques cuites qui font partie des murs, et qui portent également de petites inscriptions qu'on ne pouvait certainement pas voir, posées à plat comme elles l'étaient.

M. Botta, qui a copié avec un zèle intelligent toutes les inscriptions trouvées à Khorsabad, a remarqué que celles qui sont derrière les pierres offrent une partie commune, et ne diffèrent que par quelques caractères. Cette particularité est une de celles que l'on observe dans un grand nombre de formules de toutes les époques et dans toutes les langues, soit religieuses, soit profanes. Dans ces formules, le commencement se répète, et la fin seule offre un sens différent.

Indépendamment des inscriptions ainsi placées derrière les plaques sculptées ou accompagnant les bas-reliefs, il y en a encore un grand nombre d'autres, et ce sont les plus longues, sur les larges dalles qui

forment le pavé de toutes les portes. M. Botta a cru y remarquer des incrustations métalliques, destinées sans doute à protéger les caractères contre le frottement des sandales de ceux qui avaient leurs entrées au palais du grand roi.

J'ai dit précédemment que les figures symboliques découvertes à Khorsabad me paraissaient des images de dieux, parce que j'avais retrouvé leurs analogues dans de petites figurines en terre cuite, cachées avec le plus grand soin, évidemment dans une pensée religieuse, sous le sol des cours extérieures. Voici comment j'ai été conduit à retrouver ces idoles, et, à ce propos, je dirai qu'il faut souvent, dans des recherches de ce genre, que le bonheur vienne au secours de l'investigateur et de ses raisonnemens. Je cherchais à comprendre la manière dont le pavage des cours était établi; j'avais fait enlever les deux rangs de briques qui le composaient, lorsque, sous une de celles du second, il s'ouvrit tout à coup un large trou carré. Je l'examinai de près, et je m'aperçus que c'était une fosse parfaitement construite avec quatre briques sur champ, ayant au fond une quatrième sur laquelle reposait une couche épaisse de sable fin. En y plongeant la main pour en retirer ce sable, l'ouvrier ramena un morceau de terre cuite que je reconnus facilement pour avoir appartenu à une petite figure. Je fis alors chercher avec plus de soin, et on en retrouva les autres fragmens. L'idole dont ils avaient fait partie s'était sans doute amollie par l'humidité, et affaissée sur elle-même, elle s'était décomposée; mais la petite fosse dans laquelle on avait fait cette singulière découverte n'avait d'ailleurs rien de remarquable, et comme la place qu'elle occupait n'offrait aucune particularité, je présumai qu'il y en avait ainsi beaucoup d'autres disséminées sous le pavé. Celle-ci était en avant, sur le côté d'une des portes d'entrée, et il était fort possible qu'à la place symétriquement correspondante, de l'autre côté, il y eût un trou semblable. Je le trouvai, et cette fois, plus heureux, j'en retirai une petite statuette également en terre cuite, mais assez bien conservée, et entièrement couverte d'un émail bleu semblable à celui qui recouvre les petites figures égyptiennes du même genre. Elle était coiffée d'un bonnet à cornes, et le reste de son ajustement, moins les ailes, ne différait pas de celui des personnages ailés figurant sur les façades.

Cette nouvelle circonstance devait fort naturellement me faire croire qu'il y avait, en avant et de chaque côté de toutes les portes, des idoles semblables cachées sous le sol, dans des trous où une superstition religieuse les avait fait placer comme gardiennes du seuil et divinités protectrices de l'habitation du souverain. Mes présomptions

ont été justifiées par le fait, et, si je n'ai pas été assez heureux pour trouver partout des idoles conservées, j'ai du moins reconnu les fosses dans lesquelles étaient encore des fragmens qui prouvaient que ce système de consécration du seuil était général.

Tel est l'ensemble des inductions auxquelles j'ai été conduit par l'étude attentive des monumens si heureusement retrouvés par M. Botta. En m'appliquant à chercher le sens probable de ces sculptures et à soulever le voile qui en recouvre les allusions, je n'ai pas eu la prétention de donner mes opinions pour la fidèle traduction de ces textes mystérieux. J'ai seulement voulu essayer d'accorder les sujets représentés sur le marbre avec ceux que les historiens nous ont transmis. Je laisse à la science des philologues et à l'habileté des archéologues le soin de décider toutes les questions graves que la pioche a fait surgir de terre, en lui dérobant les précieux restes de cette grande capitale de l'Asie occidentale que Dieu frappa si violemment de sa colère. Jamais, à aucune époque, on n'a fait une découverte archéologique aussi importante que celle des palais retrouvés sous le village arabe de Khorsabad; car les idées que l'on a eues jusqu'à ce jour sur Ninive étaient très confuses, très contradictoires : en faisant la part trop large aux récits figurés et éminemment poétiques de l'Orient, on était tout près de croire fabuleuses les traditions de la Bible et d'Hérodote. La découverte de M. Botta aura un double résultat : elle justifiera Hérodote et la Bible aux yeux de ceux qui les accusaient d'exagération, et elle révélera dans toute sa majesté et toute son élégance un art qui fait comprendre à quel degré de civilisation était déjà arrivé cet empire, qui n'avait paru grand que par ses conquêtes. Tous ceux qui aiment à remonter les siècles pour suivre dans ses différentes phases la marche de l'esprit humain ne pourront refuser le témoignage de leur reconnaissance à M. Botta pour sa belle découverte. Ils doivent également applaudir au généreux enthousiasme avec lequel notre gouvernement a saisi l'occasion de doter la France des antiques monumens qui vont enrichir nos musées. C'est là une précieuse conquête, dont les savans de tous les pays pourront prendre leur part, aussi bien que ceux de notre célèbre Institut, qui, par l'appui qu'ils ont prêté aux premiers efforts du consul de France à Mossoul, ont puissamment contribué au succès d'une entreprise si digne d'intéresser l'Europe entière.

EUGÈNE FLANDIN.

DES

TRAVAUX RÉCENS

SUR LE XVIIIE SIÈCLE

EN ALLEMAGNE ET EN ANGLETERRE.

I. — *Geschichte des achtzehnten jahrunderts*, von Dr F.-C. Schlosser. — Heidelberg, 4 vol.

II. — *Voltaire et Rousseau*, par lord Brougham (en français). — *Statesmen of the time of George the III*, by lord Brougham and Vaux. — *Men of Letters and Science of the time of George the III*, by the same (en anglais).

III. — *The Courts of Europe during the eighteenth century*, by H. Swinburne. — London, 2 vol., 1844.

Voici le XVIIIe siècle remis en cause, jugé de trois côtés, par un docteur allemand, un publiciste écossais, et un gentilhomme voyageur; l'un est le docteur Schlosser, le second est lord Brougham, que l'infatigable activité de sa pensée, de sa plume et de sa parole a rendu fameux; le troisième, Anglais de bonne compagnie, a connu de près les cours de Louis XV et de Louis XVI, sans compter celles de Turin, de Naples, de Madrid et de Londres, qu'il visitait à la même époque, et où il était admis de plein vol. De ces trois personnes, deux sont vivantes, lord Brougham et le docteur Schlosser; leur capacité les élève plus haut que Henri Swinburne, mort en 1803 à la Trinidad.

Lord Brougham a du style, de l'éloquence, de la sagacité, et conserve dans sa verte vieillesse quelque chose de la ferveur qui attirait sur ses jours de lutte les regards de l'Europe; le docteur Schlosser possède une vaste érudition, réglée par un jugement calme, habile aux déductions, assez hardi pour se soustraire aux préjugés particuliers ou généraux.

Comment se fait-il donc que le plus faible des trois, un esprit aimable et médiocre, Henri Swinburne et ses confidences, qui n'ont pas été destinées à l'impression et qui se publient d'une façon très incorrecte, aient plus d'attrait pour nous que les théories du docteur, et apportent des clartés plus pures que les pages éloquemment élégantes du ci-devant grand-chancelier, lord Brougham et Vaux?

Voici, je crois, la raison de ce penchant que j'avoue, je ne veux pas dire de cette supériorité. Nous aimons les faits par le temps qui court, et il y a beaucoup de faits, tels petits qu'ils soient, dans l'ouvrage médiocre de Swinburne. Ils n'y apparaissent pas contournés ou mutilés par les doigts de fer de la théorie, mais se présentent ingénument, comme il a plu à Dieu et à l'histoire de les produire; nous pouvons juger pour notre compte; c'est à nous de les classer comme il convient. Nous ne sentons plus la main rigide d'un théoricien qui nous enferme dans les cellules de son système préconçu, comme on enfermerait des coupables dans les subdivisions de la maison de pénitence. Enfin, Swinburne est naïf; Schlosser est systématique. Quant aux pages heureuses et puissantes de lord Brougham, ce ne sont pas celles où il expose son opinion sur Hume, Voltaire et Robertson; on l'aime surtout quand, ressuscitant ses souvenirs personnels en dehors de toute appréciation contestable, il évoque les scènes de sa jeunesse et la physionomie des hommes qu'il a connus.

Ce sont, au surplus, trois ouvrages dont la lecture intéresse. Quelle inépuisable étude est-ce donc que le XVIIIe siècle? Pourquoi conserve-t-il ce privilége et cet attrait? N'a-t-on pas assez écrit sur ces cent années? D'où vient que le regard et la pensée se reportent sans cesse vers ces aïeux qui vécurent entre 1720 et 1800? Ce ne sont pas seulement Montesquieu et Buffon, Franklin et Lavoisier, Pitt et Voltaire, les plus beaux noms, qui nous émeuvent d'une curiosité sympathique, mais les moins importans, les insectes du rayon de soleil, les mites littéraires et les papillons de la mode qui ont vécu deux jours dans ce temps-là; tous, ils amusent et récréent notre pensée. On aime Walpole, on ne dédaigne ni Dorat ni Carmontelle; on lirait avec plaisir les mémoires de cet abbé austro-italien qui s'appelait Trapassi, et qui,

se traitant lui-même comme une divinité grecque, s'intitula Métastase. On suit avec joie Franklin en Angleterre, Bernardin de Saint-Pierre en Russie, l'abbé Casti à la cour de l'empereur Joseph, et jusqu'à ce triste et sauvage bouffon de Lamettrie dans le palais de Sans-Souci; les actrices, Mlle Duthé ou Mlle Arnould, ont leur petit coin agréable dans cette vaste scène, et aussi les abbés de cour ou de sacristie. On va jusqu'à lire le journal de Bachaumont, réservoir où tombaient pour s'y distiller goutte à goutte les moindres bruits de la ville, et ces sévères mémoires du lugubre chansonnier Collé, et les immorales vertus de Mme d'Épinay, et le cynisme vénitien de Casanova, qui traînait partout ses habitudes de mauvais lieu, et les mémoires de Goethe s'étudiant, comme on étudie un mythe, avec un profond respect pour lui-même.

Une matière si usée et si triviale en apparence n'a donc rien perdu de sa verdeur. Moins ces hommes étaient faits comme nous, plus nous cherchons à les connaître; nous voulons entrer dans leur familiarité intime. Nous autres bourgeois, qu'un habit brodé émerveille, nous nous jetons dans cette cohue de marquis et de duchesses; le tapage et l'éclat récréent fort nos esprits, et notre ennui s'en trouve bien; cela nous arrache à la monotone adoration des machines et du gain qui nous possède. Sans vouloir courir les mêmes dangers que nos pères, les scènes auxquelles leur turbulence a pris part nous réjouissent; nous admirons même leurs faiblesses. Ne dirait-on pas que c'est là notre âge héroïque et romanesque? Nous nous ennuyons, ils s'amusaient; nous appliquons, ils inventaient. Notre timidité développe leurs découvertes; leur audace se lançait dans les entreprises inconnues, et courait les hasards de la théorie, nous laissant la prosaïque utilité de l'application. Ces forces physiques que nous employons avec prudence dans l'intérêt de notre bien-être, et dont nous faisons de l'or et du pouvoir, — et les gaz, et l'électricité, — Spallanzani, Franklin, Watt, Galvani, Priestley, Lavoisier, les ont arrachées à la nature domptée. Ce siècle de fécondité et de destruction qui nous a précédés est pour notre époque de réparation et d'économie comme un temps de magie extraordinaire, qui nous inspire une curiosité toujours insatiable et toujours nouvelle; car il possède le secret encore inexpliqué de notre présent et de l'avenir.

Une portion de ce sujet immense est encore à peu près vierge, et ce n'est pas la moins curieuse : je veux parler des jugemens partiels portés sur chaque nation, pendant le XVIIIe siècle, par les voyageurs ou les étrangers. Leur vue était plus nette, leurs impressions étaient

plus vives; l'habitude ne les avait blasés sur rien. Tout un côté inattendu de révélations se trouve enfoui dans les notes qu'ont tracées l'Italien Baretti pendant son séjour à Londres, le Piémontais Alfieri à Paris, Beaumarchais à Madrid, Goldoni venant mêler sa bonhomie fine au dithyrambe de Diderot, Grimm arrivant de Gotha pour séduire nos dames, et Mlle Clairon finissant par jouer la grande coquette dans une petite cour d'Allemagne. Ces noms ouvrent la marche d'une façon brillante; arrivent ensuite et Walpole, et Sterne, et John Moore, esprit sautillant et sans portée, qui passa pour un génie entre 1780 et 1789; miss Helena Williams, observatrice impartiale, qui vit mourir Louis XVI; Weber, qui approcha de Marie-Antoinette, et Goethe lui-même, qui entra dans l'Argonne et marcha contre la France, en 1792, sans beaucoup de colère. Il raconte en souriant sa magnifique campagne de Mayence, et comment il essayait sous la tente des expériences d'optique dont les boulets de nos artilleurs détruisaient l'économie, et qui l'intéressaient mille fois plus que les peuples et les rois. Rien de plus sérieusement divertissant que tous ces points de vue, ouverts de mille côtés sur le tourbillon et le courant du XVIIIe siècle. De là une instruction variée, profonde, neuve, et qui se complète fort bien par la nouvelle acquisition que nous venons de faire. Trois juges si divers, qui nous apportent leur avis et nous disent ce qu'ils ont vu ou rêvé, Swinburne, lord Brougham et le docteur Schlosser, méritent bien qu'on les écoute.

Nous commencerons par le dernier : c'est le moins amusant, mais le plus méthodique, le plus vaste et le seul des trois qui prétende à un ensemble systématique et lié.

Il a tenté l'histoire complète du XVIIIe siècle, y comprise l'histoire littéraire, qui occupe les deux premiers volumes. Nous nous occuperons seulement de cette partie, dont la dernière édition, fort augmentée et très modifiée, vient de paraître en Allemagne.

Le XVIIIe siècle! Tant d'évènemens complexes se pressent dans le livre du docteur, que le génie ordonnateur d'Aristote, la hauteur et la compréhension de Schlegel, la vive et lumineuse exposition de M. Villemain, devenaient indispensables. Suivre de l'œil tous les courans nationaux, apprécier les littératures les plus variées, les personnages les plus complexes, les rapprocher sans les confondre, démêler les nuances, saisir les analogies, remonter aux sources, ne jamais se tromper sur les causes, analyser les effets et les influences, non-seulement dans la vie d'un peuple, mais de peuple à peuple et de région à région; enfin, planer sur le tout et bien voir le double mouvement des idées

et des faits, qui, se modifiant par une action réciproque, s'avancent, bondissent, s'arrêtent, luttent contre les obstacles, et reprennent leur cours pour aboutir enfin au gouffre de la révolution française et à la préparation de nos nouvelles destinées : c'était la tâche imposée au docteur Schlosser. Il ne croit pas sans doute avoir touché le but et définitivement fermé la carrière; mais il a essayé de grouper scientifiquement ces masses confuses : son travail contient des parties excellentes, qui éclairent, si elles ne compensent l'insuffisance de certaines autres.

L'œuvre du savant patriarche de Heidelberg, œuvre recommandable à plusieurs égards, et sur laquelle on regrette de porter un scalpel sévère, offrait mille difficultés même aux plus grands esprits. Et d'abord quelle classification fallait-il établir parmi tant de peuples, de livres et de mœurs?

M. Schlosser a choisi la plus rigoureuse; isolant les nations et procédant par périodes décennales, introduisant dans son livre un ordre administratif et régulier qui en détruit l'unité intellectuelle, il a consacré un chapitre séparé à l'Allemagne pendant une décade, à l'Angleterre pendant une autre, à la France pendant une troisième. Le monde ne marche pas ainsi; ce cadastre systématique, mensonge de la régularité, au lieu d'introduire l'ordre, consacre scientifiquement le désordre. Avec ces divisions de chapitres morcelés, on ne suit pas les influences, on ne reconnaît pas la génération éternelle des esprits et des idées; le drame secret de la pensée humaine perd ses catastrophes, ses péripéties et son intérêt. On ne reconnaît plus comment les génies éclosent, et comment ils propagent leur magnétisme éternel. Vous vous promenez gravement de case en case, et de division en division, par un procédé machinal qui semble régulier et qui est mécanique. On a des transitions comme celle-ci : « Maintenant nous allons passer à Wieland; » liaison trop commmode pour être adoptée par une intelligence telle que celle du docteur. « Ici, dit-il ailleurs, nous revenons aux services que Lessing a rendus entre 1771 et 1781. » Les services que Lessing a rendus appartiennent au cours de sa vie, et forment un tout dont l'influence et l'origine ne peuvent être scindés. Trois fois Lessing se montre à de grandes distances; tour à tour apparaissent et s'éclipsent Voltaire, Hume, Rousseau. On ne peut rien imaginer de plus fatigant que cette découpure, née d'un fanatisme d'impossible régularité. Quoi! la vie de chaque homme n'est-elle pas son œuvre? ne forme-t-elle pas un tout? n'a-t-elle pas sa source morale et son énergie propre? Pour s'astreindre à un ordre servile, fau-

dra-t-il anéantir cette unité si importante du but et de l'ensemble? Le mode de M. Villemain et celui de Schlegel valaient bien mieux. Sur les points qu'ils traitaient dans la suite de leur œuvre, ils concentraient les clartés de leur synthèse et les forces de leur analyse.

Cet ordre désiré par le professeur, on ne devait pas le chercher à la surface. Il fallait voir comment Diderot se rattachait à Toland et à Richardson, Voltaire à Locke, par de certains courans d'influences qu'il importait de signaler et de suivre. Pour accomplir cette peinture, on ne devait rien laisser de côté, ni l'Italie avec Alfieri, Gozzi, Goldoni, ni l'Espagne avec ses Campomanès et ses Feyjoo. Ces groupes, qu'il était difficile, mais nécessaire de fixer d'une manière rigoureuse, pouvaient seuls éclairer le mouvement du siècle; une fois établis, on voyait se former les divisions réelles. Dans le groupe des imitateurs des anciens, Alfieri se dessinait à côté de l'abbé Barthélemy, du *Léonidas* de Glover, et des essais dramatiques de Gottsched. Un autre bataillon appelait à lui le fantasque Gozzi, qui se rapportait naturellement à la comédie populaire *dell' arte*, aux Arlequins et aux Brighella, et à ce goût, renaissant alors, pour les légendes anciennes. Goldoni, le reproducteur sans verve, mais non sans vérité, des mœurs bourgeoises, s'installait entre Iffland et Diderot, entre Cumberland et Lessing, tous caressant la même tendance populaire; — chaque nom retrouvait sa signification, chaque œuvre sa place lumineuse.

Par ses subdivisions chronologiques, le docteur a détruit tout cela. L'Italie et l'Espagne ont été effacées de la carte. On n'a plus aperçu les rapports et les influences; on a perdu de vue ce brillant éveil de l'Allemagne intellectuelle et poétique, stimulée par l'étude anglaise d'Addison et de Milton, en 1750, et l'action réciproque exercée en 1789 sur les Anglais par l'apparition subite de Goethe, de Schiller et de Burger, qui produisirent à leur tour Lewis, Walter Scott et Byron. Ce sont là les grandes crises de la vie littéraire des peuples et comme les mariages intellectuels des races. En outre, certains faits, les mieux connus du docteur et les mieux étudiés par lui, ont débordé de leur cadre, pendant que d'autres parties se trouvaient amoindries ou annulées; la juste proportion a disparu, la valeur relative des œuvres s'est présentée sous un faux jour. A côté de l'histoire intellectuelle de l'Allemagne, portion excellemment traitée, voici la France incomplète et l'Angleterre mutilée : c'est que les matériaux germaniques encombraient le cabinet du professeur, moins riche en élémens français, et privé de renseignemens vrais sur la Grande-Bretagne.

Où a-t-il pu voir, par exemple, que les frères Walpole ont « tenu en

main (comme il le dit) les affaires de ce pays, entre 1750 et 1760? (1). » Et de quel droit le savant professeur les nomme-t-il « des écrivains *moisis* et affectés, faux et présomptueux? » Les erreurs sont ici aussi nombreuses que les mots. Robert Walpole avait un frère ambassadeur à Madrid, qui ne dirigeait rien, vivait somptueusement et méprisait fort les lettres, comme faisait son frère (2). Horace Walpole, fils de Robert, seul de la famille, a fait de la littérature en amateur. Il n'est pas exact de dire que les mœurs de l'aristocratie anglaise soient depuis un siècle celles des marquis débraillés de notre régence: c'est exactement le contraire qu'il faudrait dire, et la pruderie calviniste, qui s'est assise sur le trône avec Guillaume III, a totalement métamorphosé, quant aux formes et aux apparences du moins, le dévergondage brillant des cavaliers de Charles II. M. Schlosser, homme d'étude et d'érudition, n'a point pénétré dans la vie politique et active de l'Angleterre, cette vie puissante ou plutôt cette lutte qui a dominé toutes les productions intellectuelles du pays. Son point de vue, celui du métaphysicien et du savant, le trompe sans cesse; il dit que la sentimentalité des romans de Richardson et de quelques autres éveilla dans les masses la compassion pour les classes pauvres, et contribua à faire naître la science de l'économie politique. Quoi! Addison en 1720 réclamait des asiles de travail pour les indigens; De Foë, en 1700, traçait le plan d'une caisse d'épargne; Boisguilbert et Vauban osaient, sous Louis XIV, dresser le tableau statistique des misères de la France; Howard, un peu plus tard, visitait les prisons du monde entier, et c'est à l'auteur de la triste *Paméla* que vous faites remonter les origines de la philanthropie moderne! L'esprit systématique entraîne dans de tels malheurs; on veut ranger des faits mal compris dans des subdivisions tracées *à priori*, on se trouve à la tête d'un bel ensemble qui est une armée d'erreurs.

Ainsi, pour prouver l'immoralité du temps, « Fabre d'Églantine, *Sillery* et *Laclose* » sont donnés comme auteurs de romans immoraux. Mme de Genlis, cette prude moraliste, est transformée en Sillery, et devient homme; Choderlos de Laclos est *Laclose*, et Fabre, l'auteur du *Philinte de Molière*, se change en romancier. Goldsmith est jugé en deux mots : c'est un *écrivain par métier;* Price et Payne occupent chacun une page. Ces derniers ne méritent pas plus de mention littéraire que Lavicomterie ou Cubières-Palmézeaux. Quant à Gold-

(1) Tome I, page 115.

(2) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1845, *les deux Walpole*.

smith, homme singulier et besogneux, il essayait de tuer son talent comme ses qualités, brochait ses ouvrages, dépensait mal sa vie et restait honnête malgré ses travers, comme il restait homme de génie en dépit de sa nonchalance; excellent prosateur et excellent poète, qu'il faut traiter avec plus de respect; écrivain original et inspiré, naïvement élégant, et qui mérite cet éloge : *Nihil tetigit quod non ornavit.*

L'histoire des idées et des influences se trouve ainsi perpétuellement faussée par l'érudite théorie de l'écrivain. Marmontel, qui n'a jamais eu d'action sur son temps, mais qui a suivi et exploité avec une pesante habileté les idées contemporaines, est représenté comme un guide puissant. Toute son impulsion lui venait de Voltaire; il était de ces hommes qui subissent la loi, sans jamais la donner. Sterne, représenté par M. Schlosser comme un écrivain « de progrès, » constitue au contraire un temps d'arrêt capricieux dans la civilisation littéraire de son pays; il a fondu dans son métal de Corinthe toutes les tendances contradictoires des vieux partis et des sectes anciennes, sentimentalisme, indécence, pruderie, archaïsme, anglicanisme, catholicisme. Horace Walpole et Percy, qui réveillèrent le souvenir de l'antiquité féodale et frayèrent la route à Walter Scott, ne sont pas seulement cités, et l'auteur affirme que lord Byron a été le premier qui apportât quelque génie dans la « littérature du monde » (*Welt-Literatur*) : assertion, en vérité, incroyable, quand on pense au *Moine* de Lewis, homme du monde; aux écrits de Walpole, la perle des salons; aux ironies de Swift, qui vivait avec les chefs de l'état; aux leçons morales d'Addison, qui fut ministre lui-même. Fielding n'est pas mieux apprécié. Lorsque le *Tom Jones* de Fielding et le *Grandisson* de Richardson commencèrent leur rivalité, le public « ne se retourna pas, comme le prétend M. Schlosser, du côté des peintures sentimentales de l'auteur de *Paméla*, parce que la vérité des tableaux de Fielding le fatiguait et qu'il aimait mieux rêver. » Cette hypothèse est ingénieuse, mais démentie par les dates et les faits. Richardson a triomphé surtout dans une coterie puritaine, Fielding dans le grand monde. La vogue religieuse de l'hypocrite Paméla suscita le mécontentement du joyeux cavalier Fielding; on vit ce *justice-of-peace*, homme de race et bon compagnon, prendre la plume pour attaquer l'imprimeur puritain; le duel s'engageant sur ce terrain presque politique, les deux champions se harcelèrent jusqu'à la mort, eurent tous deux leur public et leurs lecteurs, et les conservèrent long-temps; le champ de bataille est resté à Fielding. Ces divers filons de la société

anglaise n'ayant été analysés par aucun écrivain du pays, il ne faut pas s'étonner que le professeur de Heidelberg, entouré de ses livres, sans expérience de la vie anglaise, et qui, pour compléter son œuvre, comptait sur les ressources d'une logique ferme sans doute, mais faillible, se soit parfaitement trompé sur l'Angleterre.

Les courans contraires qui luttaient dans cette société étrange lui ont offert un phénomène inexplicable; ainsi, il se demande comment la morale de lord Chesterfield, « cette moralité d'escroc très poli, a pu marcher d'accord et d'ensemble avec les caprices de Sterne et la magniloquence de Burke. » C'est que Chesterfield représentait une caste, Burke et Sterne deux autres. La vitalité hostile et durable des partis en Angleterre échappe à l'écrivain allemand; s'il avait compris cette variété, il n'aurait pas dit que le goût encyclopédique français « a dominé l'Angleterre entre 1780 et 1795. » Jamais cela n'a pu être. Il a fallu au contraire un demi-siècle pour que le plus ouvert et le plus accessible des esprits, lord Brougham, triomphât de ses anciennes traditions de whig de 1812 et osât se montrer impartial envers Voltaire et Rousseau. L'Angleterre, au XVIIIe siècle, ne s'est point rapprochée de la France, comme le prétend M. Schlosser; c'est la France qui s'est rapprochée avec violence de cette portion de la Grande-Bretagne, sceptique, rationaliste ou incrédule, qui reconnaissait Toland, Locke, Cudworth, Bolingbroke et Shaftsbury pour ses maîtres. A ce titre, et comme représentans des libres penseurs anglais, Gibbon et Hume sont venus trôner parmi nous; ils n'étaient point, comme le dit M. Schlosser, « en proie à la contagion française. » Ils tenaient leur contagion de plus haut et de plus loin. Bolingbroke et Locke avaient depuis long-temps opéré sur Voltaire cette même inoculation dont Gibbon et Hume subissaient les conséquences; ils écrivaient et pensaient comme libres agens, non comme imitateurs.

Gibbon a été spécialement maltraité par M. Schlosser, qui le nomme « un corps d'hippopotame avec une face de plum-pudding (1), » expressions trop humoristiques dans un sujet grave et sous la plume d'un écrivain qui condamne vivement les facéties symboliques de Hamann et de Hippel. Gibbon avait de la vanité et des ridicules; le point de départ de son grand ouvrage est faux; mais le mouvement auquel il se rattache est bien plus important que M. Schlosser ne le suppose. Ce personnage, qui, après avoir deux fois changé de religion et ne croyant à aucune, tout imbibé de l'esprit qui régnait chez Helvétius et

(1) Tome I, page 230.

d'Holbach, tout frais émoulu des salons de Voltaire et de Mme Geoffrin, alla le 15 octobre 1764 s'asseoir parmi les ruines du Capitole, et là, pendant que les moines chantaient vêpres dans le temple de Jupiter et que le soleil se couchait sur la campagne romaine, conçut la première pensée de l'œuvre où il voulut réhabiliter le polythéisme en racontant les dernières lueurs de la gloire païenne, — Gibbon ne doit pas être confondu avec les rhéteurs vulgaires. Païen d'une seconde renaissance, hostile et convaincu, il mettait au service de cette attaque définitive contre le christianisme son érudition et son talent; pour le classer, il ne suffit pas de signaler l'ambitieuse ornementation de son style et de railler avec plus ou moins de bon goût ses disgraces extérieures.

Robertson n'est pas mieux caractérisé quand on affirme qu'il écrivait, « pour les gens du monde et les gens d'affaires, des périodes arrondies, » et que c'était un historien médiocre : modération n'est pas médiocrité. Pour l'apprécier sainement, il fallait, non comme lord Brougham, son neveu (1), lui ménager une complète apothéose, mais le rallier à ce petit groupe anglo-écossais du XVIIIe siècle, auquel Benjamin Constant, si admirablement analysé par notre ami M. Sainte-Beuve, appartenait par l'éducation, et dont Dugald Stewart a été le centre quelque temps. Ce groupe, plus lumineux qu'il n'était ardent, mais utile vers la fin du XVIIIe siècle par le contrepoids de sa raison modeste et tempérée, se rallie à Genève, calviniste et presbytérienne comme l'Écosse, et mériterait un analyste spécial, qui dirait combien de services il a rendus à l'Europe moderne pour l'élucidation et la propagation des idées. Lord Brougham lui-même n'est pas étranger à cette veine particulière. C'est ce groupe de raisonneurs et d'écrivains sobrement élégans qui, dès 1770, guidé par Reid, a battu le scepticisme en brèche et refait la conscience humaine. Aux saturnales des Lamettrie et des Naigeon, ils opposèrent une sagesse fine et douce, une morale scientifique revêtue d'un style pâle et d'une élégance un peu timide, qui ont déteint sur beaucoup de romans anglais et même

(1) Petit-neveu par sa mère. Lord Brougham, du côté paternel, appartient à une très ancienne famille du Westmoreland, de race anglo-saxonne, puisque les Brougham sont mentionnés du temps d'Édouard-le-Confesseur. La terminaison *ham* (Hex-*ham*, Notting-*ham*, Bucking-*ham*, Dur-*ham*, Birming-*ham*) est saxonne pure, et n'est autre que la racine *heim*, *home*, « habitation » (*domus*). Nous n'appuierions pas sur ces minces détails, si nous n'écrivions en face de je ne sais quelle petite école pédantesque et étourdie, toute prête à imputer ses ignorances à l'erreur d'autrui, et à inventer des légèretés pour se donner le plaisir d'en triompher.

français, et qui se retrouvent chez Robertson et chez Hume, avec des caractères choisis d'élévation et de bon goût. Pourquoi M. Schlosser n'a-t-il rien dit de ces détails? Il méprise beaucoup ce qu'il nomme les « cancans anecdotiques » et le « bric-à-brac de l'histoire privée. » A la bonne heure! mais avec ce système de vastes généralités et ce sublime dédain pour les petits faits, on court risque de procéder par grandes erreurs.

La partie vraiment excellente de l'œuvre du docteur Schlosser est celle qui concerne l'Allemagne. Nécessaire à consulter pour bien connaître le fonds littéraire de ce pays depuis Lessing jusqu'à Goethe, elle corrige les légèretés et les inexactitudes incroyables des meilleures œuvres françaises consacrées à la même matière. Ce n'est pas que le docteur ne s'étende un peu trop sur les grands hommes de son pays; Lessing comparé à l'orateur Fox, Von Thümmel placé à côté de Burns, Miller d'Ulm et Miller d'Itzehoe analysés à la loupe, nous fatiguent un peu. Que nous importe la colère du prince de Hohenloë-Bartenstein contre le baron de Munster-Landegge, qui avait traité son altesse de *Hochgeborne Reichsfürsten*, et non pas de *Durchlauchtig Hochgebornen* (1)? Cette tempête dans un verre d'eau ne méritait point cinq pages, quelque importance que ce grand débat entre deux petites sérénités pût avoir aux yeux du journaliste Von Gœckingk.

J'aurais mieux aimé que le docteur Schlosser nous expliquât définitivement la singularité de cette littérature allemande du XVIIIe siècle, nouée dans son germe, débutant par la critique, tout érudite et méditative, vieille avant d'être naïve, posthume avant d'être jeune, donnant Lessing avant Goethe, et la règle avant la pratique; curieuse par cela même qu'un immense flot de doutes et d'acquisitions, de théorèmes et de théories, un autre panthéisme alexandrin circulait au fond de ses veines long-temps avant que Goethe eût créé son panthéisme poétique. J'aurais voulu que l'historien montrât le lien qui rattachait Lavater, l'illuminé protestant, à l'autre illuminé protestant Whitgift, et aux sectaires anglais de la même époque; qu'il nous montrât quel cours identique d'idées réformatrices emportait à la fois Jean-Jacques Rousseau, Basedow et Godwin, celui-ci en Angleterre, le second en Allemagne, le premier en France, tous trois calvinistes de naissance, et prétendant ramener l'homme à la nature par la force de l'éducation. Le portrait de Basedow, Jean-Jacques grotesque qui s'obstinait à

(1) *Noble prince*, au lieu de *très illustre noble*.

baptiser sa fille sous les trois noms d'*Elementaria-Prœnumerantia-Philanthropina*, relatifs aux trois parties de son système, est excellent chez le docteur Schlosser; mais on ne sait ni d'où il vient, ni à quoi il tient.

Quelles causes sociales déterminèrent aussi la sentimentalité werthérienne, cette mode extraordinaire de pleurer sans fin, cet *obermanisme* désespéré qui n'eut qu'un règne passager en France avec Arnaud Baculard, en Angleterre avec le docteur Young, mais qui pénétra les dernières couches de la société et de la bourgeoisie allemandes entre 1780 et 1790, et y persista long-temps, si bien que deux ouvrières joufflues et deux bonnes bourgeoises qui se rencontraient à Leipzig ou à Gœttingue ne se demandaient plus : « Comment vous trouvez-vous (*Wie finden sie sich*)? » mais : « Avez-vous versé de nombreuses larmes? » ou bien : « Comment les souffrances de votre cœur se comportent-elles (1)? » Ce penchant lacrymal favorisa le succès du *Werther* de Goethe, et celui de *Kabal und Liebe* (*Intrigue et Amour*), de Schiller; les œuvres de Kotzebue en furent le produit définitif; mais où donc prenait-il sa source? M. Schlosser aurait bien dû nous en instruire. Ne serait-ce point dans ce néant de la vie pratique, dans cet étouffement extraordinaire et séculaire opéré par la vieille hiérarchie allemande, dans le poids colossal de cette société écrasée à tous ses étages par les *Hochgebornen*, les *Wohlgebornen* et les *Durchlauchtig-Hochgebornen*, — dans le profond ennui qui en résultait, et le piétisme mystique et sentimental vers lequel les Lavater et les Jung Stilling dirigeaient leur essor comme vers un asile? La *Messiade* de Klopstock est détrempée de ces larmes, consolation désespérée d'un état social intolérable; pleurer est triste, s'ennuyer est pis encore. — Néanmoins, c'est chez le docteur Schlosser qu'il faut étudier les diverses écoles allemandes du XVIIIe siècle. Le reste de l'Europe est traité dans son livre d'une façon bien incomplète et souvent erronée.

On découvre aisément ce qui manque au vieux et vénérable docteur : c'est la pratique de la vie réelle. Il sait très bien les langues, la philosophie et même les livres; il ne sait pas toujours les causes vivantes des livres. On croit le voir, du haut de sa tourelle silencieuse de Heidelberg, compulser et épuiser la bibliothèque du XVIIIe siècle, ne rien négliger des élémens de son travail, se mettre en quête de toutes les inductions possibles, s'emparer du savoir que les vo-

(1) Voir Schlosser, *Werther und Siegwart*, t. II.

lumes contiennent, et passer à côté de la science magique et subtile des hommes et des partis, science rude et douloureuse, que la lutte des pays libres peut seule donner. Cette initiation a bien ses dangers; elle trouble par son ardeur la sérénité du raisonnement, inspire des partialités violentes, émousse la finesse, corrompt la pureté, abaisse l'élévation suprême de l'esprit. L'homme politique a peine à gravir les cimes de la pensée : il ne plane pas sur d'aussi larges espaces, son atmosphère devient moins raffinée et plus vulgaire; mais, long-temps aux prises avec la réalité, il attache plus de prix à l'exactitude tranchée des contours et à la précision des lignes : il veut des faits, quelquefois mal appréciés, toujours des faits, jamais des nuages; il ne se contente de rien de vague, l'à peu près métaphysique ne le satisfait pas. Si la rudesse passionnée de son observation peut déplaire, chez lui la subtilité vaporeuse du coup d'œil ne trompe jamais.

Parmi les juges et les historiens du XVIIIe siècle, le docteur Schlosser représente la spéculation érudite; lord Brougham l'observation active. Tous deux, — le premier travaillant à loisir dans sa cellule de Heidelberg, et dominant les flots du Neckar; le second, dans son château de Provence, l'œil et l'oreille attentifs aux rumeurs des salons de Paris et du parlement d'Angleterre; Schlosser écrivant une grande histoire calme et détaillée; lord Brougham lançant dans le public les fragmens capricieux de ses études, — ils ont en honneur le bien de la race humaine, leurs yeux et leur cœur ne se ferment pas aux améliorations qui se sont produites. D'ailleurs l'antithèse ne peut être plus complète ni plus piquante. Si l'on trouve chez l'érudit Allemand la trace du calme métaphysique de sa vie, l'activité pratique de lord Brougham se reflète sur son style et ses idées; l'homme de parti et l'avocat reparaissent malgré lui dans ses fortes phrases et ses préjugés vigoureux. On aperçoit la musculature de l'athlète jusque dans le repos et dans l'âge avancé de cet homme long-temps mêlé aux luttes réelles, qui connaît le fort et le faible de la vie humaine, et ne la prend pas pour une spéculation oisive. Ce combat lui a laissé des cicatrices et des habitudes ineffaçables; tout l'anime et l'excite. Dès les premières lignes de son essai sur Voltaire, on dirait qu'il entend la trompette, et que le coursier hennit comme dans Job. Avocat de Voltaire, il le défend contre les dévots, qui l'inculpent d'athéisme, et prétend le laver de toute hérésie; ce qui nous semble à nous autres inutilement belliqueux et tout au moins superflu. On peut se taire sur la vie de Schlosser, qui a coulé ses jours en honnête et studieux

professeur, très aimé et estimé de ses élèves et du public. La vie de lord Brougham est bien autre chose; jetons un coup d'œil sur cette ardente carrière pour éclairer l'ouvrage nouveau qu'il vient de publier.

Lord Brougham est assurément un des hommes les plus remarquables de notre temps. Saxon d'origine, persévérant et indomptable comme sa race, il tient à l'Écosse par l'éducation et les premières tendances, se rattache à Robertson, Reid et Dugald Stewart par le fond de la philosophie et des idées, et relève du whiggisme le plus libéral par le cours de toute sa vie, fidèle d'ailleurs aux engagemens de sa jeunesse. Au service de ces opinions et de ces idées de progrès social, d'éducation populaire et d'amélioration régulière, il a mis, non pas comme Samuel Romilly et Wilberforce, une patiente intelligence et une persévérante habileté, mais une opiniâtreté, une énergie, une activité, une ardeur poussées jusqu'à l'acharnement; ajoutons qu'il avait sa fortune à faire. On a vu, pendant une certaine époque, lord Brougham siéger au parlement, écrire dans les revues, publier des livres, soutenir des controverses, rédiger des pamphlets, plaider pour ses cliens devant trois ou quatre tribunaux, signer des mémoires d'avocat, résoudre des problèmes de géométrie, soutenir des motions qui duraient deux heures de nuit, et éditer des ouvrages d'éducation qui avaient dix volumes; la même journée le trouvait chargé, non écrasé, d'épreuves à corriger, de consultations à donner, d'ennemis à combattre et de recherches à pousser dans le champ de l'érudition; le malin Hazlitt le comparait à Briarée. Non seulement il entreprenait tout, mais il réussissait à tout et trouvait du temps pour tout. Les années, en s'écoulant, accroissaient, au lieu de l'éteindre, cette vigueur, dont elles augmentaient l'âpreté. Rêverie, oisiveté, fantaisie, s'exilaient d'une telle existence, dont chaque minute était un combat renouvelé; l'utopie n'y entrait pour rien; réalité, action, labeur, en absorbaient chaque moment. Lord Brougham ne se contentait pas de prêcher l'éducation du peuple, il présidait la société *for the Diffusion of popular knowledge.* — « En avant! » le mot d'ordre des Américains modernes, était son mot d'ordre; partout sur la brèche : ici, pour réformer et nettoyer les moisissures et les corruptions des lois; là, pour défendre la liberté de la presse; plus loin, pour martyriser et crucifier dans un article quelque défenseur des abus. On sait quelle part il a prise à la réforme parlementaire, à l'émancipation des catholiques, et à ce procès de Caroline de Brunswick, procès fait aux volontés despotiques de George IV. Les triomphes de lord Brougham entre 1808 et 1830, succès conquis

avec une activité devenue fébrile, se comptent par centaines, et tous se rapportent au même but, à la réalisation de ces théories philanthropiques et libérales dont Franklin, Dumont de Genève, Samuel Romilly, ont été les promoteurs, et dont la vieille source se cache dans les idées de Fénelon, Vauban et Saint-Pierre, les institutions genevoises, et les écrits du calviniste Daniel de Foë, auteur de *Robinson*.

Aujourd'hui que l'emploi violent, peut-être l'abus de ces facultés puissantes, joint au progrès de l'âge et au travail des rivalités, ont condamné lord Brougham à l'inactivité politique, il n'est point surprenant que le XVIIIe siècle, grand réservoir lumineux des théories sociales auxquelles il s'est dévoué, lui apparaisse comme le sujet d'études le plus intéressant et le plus fécond, et qu'il l'aborde, non avec la longanimité érudite du docteur allemand, mais avec cette audace d'attaque qui ne lui a jamais fait faute.

Il a donc pris sa hache d'armes et taillé deux ou trois blocs dans cette matière. D'abord les *hommes d'état* l'ont attiré, ce qui était naturel, et il les a jugés d'après ses souvenirs, un peu ses partialités de whig et d'Écossais, quelquefois d'après son humeur. Ensuite il s'est occupé des *gens de lettres* et des *hommes de science*, encore un peu au hasard, mais avec plus de logique qu'on ne l'a dit; et non content de faire comprendre aux Anglais Voltaire et Rousseau, qu'ils ne comprennent guère, il s'est mis à rédiger en bon français cette double biographie qui vient de paraître chez nous, et qui, si elle n'est pas un chef-d'œuvre, tant s'en faut, une œuvre complète encore moins, est une rare curiosité littéraire (1).

Ainsi que le docteur Schlosser, il croit au progrès des destinées humaines, et accepte le XVIIIe siècle comme un renouvellement et un berceau; là d'ailleurs s'arrête la ressemblance. Quand les deux personnages se rencontrent, c'est pour s'administrer des coups d'épée. Le docteur allemand, pesamment armé, ne ménage pas son antagoniste, qui lui porte des atteintes plus rapides, plus impétueuses, et sait le défaut de la cuirasse. M. Schlosser appelle lord Brougham un « Anglo-Franco-Genevois; » ce n'est pas une injure bien grave. Il l'accuse aussi d'écrire « dans l'ivresse, » ce qui nous semble une gentillesse d'érudit un peu trop forte, d'autant mieux que c'est lord Brougham qui a raison.

L'attaque principale a lieu à propos de Junius, auquel le ci-devant chancelier reproche de grandes colères contre de petits hommes,

(1) *Voltaire et Rousseau*, par lord Brougham; chez Amyot, rue de la Paix.

et une dépense disproportionnée d'épigrammes, d'éloquence, de beau style, de formules oratoires et d'invectives amères à propos de l'alderman Sawbridge et du grammairien Horne Tooke. Rien de plus juste. Le docteur répond qu'il s'agissait du salut de l'Angleterre, que Junius l'a sauvée, et que, s'il n'avait pas écrit, elle courait risque d'être asservie; il nous permettra de n'en rien croire. Lord Brougham répliquerait sans doute avec nous que ces effervescences de la liberté sont inséparables des foyers politiques où elle s'élabore, mais qu'il ne faut pas les estimer plus qu'elles valent. En effet, Junius n'a rien sauvé, l'Angleterre ne lui doit rien; elle a plus que payé par une gloire de cent années la peine qu'a prise cet inconnu de satisfaire, dans des libelles virulens, ses rancunes et ses haines personnelles. La constitution pouvait se passer de Junius et de ses querelles avec l'alderman Sawbridge sans courir le moindre risque, et les philosophes étrangers devraient concéder à chaque pays le privilége de comprendre mieux que personne ses propres affaires et son histoire. Voilà le danger des esprits spéculatifs : ils comptent pour peu l'expérience ou la comptent pour rien. Ailleurs, le professeur allemand tance vertement l'orateur écossais de sa partialité pour Burke, « ce déclamateur fleuri, » et de son « indulgence pour lord North. » Si Burke n'est pas un homme politique de premier ordre, il a beaucoup de valeur comme écrivain, et l'on n'est pas un ministre méprisable quand on sait résister, comme North, à tant d'influences vives et conjurées. Lord Brougham aurait trop beau jeu s'il voulait prendre sa revanche et quereller le docteur sur la place énorme qu'il a réservée à ses animalcules littéraires de Berlin et de Berne, aux Nicolaï, aux Jacobi, à l'ennuyeux *Siegwart* et à cet intolérable *Agathon* de Wieland.

Lord Brougham, tout en ne publiant que des fragmens, a encore un avantage sur M. Schlosser, qui traite le sujet entier. Le choix de ces fragmens biographiques indique une vue très juste de la valeur propre qui caractérise le XVIIIe siècle, valeur scientifique et se dirigeant vers l'amélioration et les découvertes matérielles. M. Schlosser s'occupe à peine de ce côté important de son sujet, qui intéresse vivement lord Brougham. Cavendish, Black, Priestley, Watt, Simson et Davy, tous physiciens ou chimistes, usurpent les trois quarts de son volume et se rangent sur un pied d'égalité près de Voltaire, Rousseau, Robertson et Hume.

Cette place donnée aux sciences physiques ne nous semble pas aussi arbitraire qu'on l'a prétendu. Le siècle commence par l'attraction et finit par le galvanisme. Newton l'inaugure; Volta le couronne. Il dé-

bute par l'abolition des vieilles formules péripatétiques que Gassendi détruit dès 1690 en continuant la doctrine des atômes d'Épicure, et lui prêtant une réalité chimique et un sens chrétien. Viennent ensuite dans la sphère morale le doux sensualiste Shaftsbury, Wolff qui prêche en Allemagne la morale de l'utilité, Franklin qui la popularise en Amérique, et tous les disciples de Locke. Vauban, l'abbé de Saint-Pierre, Quesnay, Adam Smith, les économistes, appliquent les mêmes idées et les mêmes vues à la politique et à la théorie de la richesse. L'inoculation est apportée en Angleterre par lady Montagu; les essais de la machine à vapeur par Watt coïncident avec les expériences sur les aérostats, l'électricité, le galvanisme, et le *mull-jenny* d'Arkwright, la découverte de l'oxygène et des gaz, les observations microscopiques de Spallanzani, celles de Galvani et de Volta, et le commencement de celles de Gall. Enfin, pour l'utilité de l'homme, on attaque et poursuit la nature de tous les côtés. Lord Brougham a donc raison contre ceux qui l'accusent d'avoir donné aux sciences positives trop de place et de valeur; c'est M. Schlosser qui a eu tort de ne pas leur en donner assez. Cet instinct de la réalité, si vif chez lord Brougham, lui apprend que, sans le portrait exact des hommes qui agrandirent la science physique au XVIIIe siècle, on ne peut donner de ce siècle une idée vraie; mais il a le tort de s'enfermer dans ses partialités, et d'exiler du tableau Spallanzani et Volta, Franklin et Lavoisier, pour s'occuper seulement de Black et de Simson, qu'il place sur le piédestal.

Il y a dans le choix de ces notices jetées au hasard beaucoup de bizarrerie et de caprice; cependant, comme lord Brougham a connu Davy, Cavendish et Simson, ses pages sont précieuses. Si l'on n'y voit pas indiqué le progrès des sciences physiques et mathématiques pendant le XVIIIe siècle et leur marche à travers le monde, on admire l'amour de l'auteur pour la science, le culte qu'il professe pour la civilisation, et la verve avec laquelle il reproduit ses souvenirs. Il ne parle qu'avec un respect qui approche de l'idolâtrie de Landsdowne-House, où le gaz hydrogène a été découvert. Il se rappelle avec émotion les belles leçons de Black, ce maître « à la parole si pure, si nette, si parfaitement lucide, aux tempes à vives arêtes et couronnées de mèches d'argent, qui tenait de la main droite un tube à l'ouverture étroite, de l'autre un vase sans bec rempli d'un liquide bouillant dont il faisait tomber de très haut, avec une délicatesse incomparable, un filet mince qui entrait dans le tube, sans qu'une goutte se perdît pendant que le chimiste, tout en procédant à l'opération, démontrait la

nécessité de proportionner l'élévation du vase au diamètre du tube. » Dans ces descriptions et ces souvenirs, lord Brougham développe sans charlatanisme, sans efforts et sans vains ornemens, son intelligence sincère et véhémente. La vie de Watt, de Davy, de Cavendish, offre plusieurs morceaux de ce genre, et depuis que la machine à vapeur est devenue le lieu commun de la rhétorique moderne, on n'a rien écrit de plus puissant et de plus vif que la description de cette invention dans la vie de Watt.

Les Hommes d'état, les Hommes de science au dix-huitième siècle, quelque incomplète qu'en soit la série, méritaient d'être traduits à cause des souvenirs personnels dont ils sont remplis, souvenirs qui jettent sur les notices de Roberston, Davy et Black, un vif intérêt. Notre Lavoisier y est lestement traité, cela est vrai, mais nous ne manquons pas non plus de controversistes, et M. Arago se serait chargé de la défense. On peut trouver encore que si le docteur Schlosser exagère l'importance de ses Allemands, de Matthison et de Thomasius, lord Brougham a une prédilection excessive pour ses whigs, ses chimistes et ses Écossais. L'historien Robertson, déprécié par M. Schlosser, se relève et devient un dieu dans les pages de lord Brougham. Hume, dont le docteur fait l'un des penseurs les plus remarquables de tous les temps, est réduit par le ci-devant grand-chancelier aux proportions plus modestes d'un historien sans exactitude et d'un écrivain chimérique.

L'origine de ces dissidences tient aux généalogies intellectuelles de ces hommes célèbres et de leurs juges. Hume, jacobite sceptique, métaphysicien indolent, a dû trouver grace près du philosophe germanique, tandis que le whig Robertson, calviniste et mêlé aux affaires de son pays, provoquait l'indulgence et le panégyrique de lord Brougham. Il y a là deux injustices; malgré ses inexactitudes de détail, Hume a conservé les grandes masses, et même les profondeurs austères de la vérité historique; un instinct sûr et prompt, joint à l'indépendance de son esprit, lui indiquait les calomnies dont les tories vaincus avaient à se plaindre, et qu'il s'est plu à venger. Avoir osé dire ce que tous les esprits sages reconnaissent aujourd'hui, que Charles Ier n'était pas un monstre ni Strafford un instrument servile, que le catholique Jacques II avait ses vertus et la protestante Élisabeth ses défauts, c'est ce que lord Brougham le whig a peine à pardonner au tory Hume, qui, ne demandant rien aux ministres whigs de l'époque et n'attendant rien d'eux, s'est donné le malicieux plaisir de les convaincre d'erreur dans une narration admirablement tissue,

et de combattre le préjugé populaire. Lord Brougham se souvient toujours de son whiggisme écossais; le vieux rédacteur de la *Revue d'Édimbourg* ne cite pas Samuel Johnson sans le traiter de « grossier bigot; » et s'il rabaisse le mérite historique de Hume, il prête au doux et calme génie de Robertson un éclat et une vigueur qui lui ont toujours manqué. Esprit bien discipliné, servi par une investigation patiente et par un talent de style facile et abondant, Robertson ne méritait certes pas le mépris souverain du docteur Schlosser; il s'élève au premier rang des talens modérés et des génies secondaires; lord Brougham le compare tout simplement à Raphaël (1)!

Ainsi, même de nos jours, se trouve soumise à la passion des partis la critique littéraire anglaise. Toutes les fois que lord Brougham échappe à son whiggisme invétéré, il retrouve la sûreté, la finesse du coup-d'œil et cette vigueur d'étreinte qui fut jadis la terreur de ses adversaires. On peut citer parmi ses excellens morceaux celui où il compare la chasteté de coloris et la pureté de lignes qui distinguent Robertson à cette recherche de l'effet enluminé que les modernes ont adoptée, et dont le commun des lecteurs est séduit. « Vers les deux heures du matin, dit Robertson, Colomb, debout sur la poupe, découvrit une lumière dans l'éloignement et la fit voir à don Pedro » — Washington Irving a le même fait à raconter. — « Enveloppé des ombres de la nuit et caché à tous les yeux, dit-il, Colomb fit le guet avec une intense et continuelle observation, embrassant de l'œil tout l'obscur et vaste horizon. Soudain, vers deux heures du matin, il crut voir une lueur scintiller à distance. » Lord Brougham fait remarquer la triviale splendeur et le papillotage affecté de ces mots : « scintiller, — les ombres de la nuit, — le vaste horizon. » Il dénonce la dégradation subie par l'histoire, ainsi confondue avec les banalités du roman. En de pareilles observations littéraires ou philosophiques, lord Brougham est tout-à-fait supérieur, soit qu'il caractérise le style heureux et souple de Hume, ou qu'il fasse ressortir les secrètes et curieuses beautés que Robertson a voilées habilement. S'occupe-t-il des deux apôtres du XVIIIe siècle français, Jean-Jacques et Voltaire? Il met le doigt sur le chef-d'œuvre spécial qui caractérise l'un et l'autre, et il indique, avec une certitude de coup d'œil qui appartient à peu d'esprits, *Candide* d'une part, de l'autre les *Confessions*, les deux réalisations intimes de leur génie.

Nous touchons ici au péché capital de lord Brougham. D'où lui est

(1) *Life of Robertson*, p. 15, édition Stassin, à Paris, rue du Coq.

donc venu ce désir singulier de refaire la biographie de Voltaire et de Rousseau? Pourquoi publier en français cette fraction isolée de sa galerie du XVIIIe siècle, et venir nous apprendre, à nous Français, assourdis depuis cent ans des noms de Rousseau et de Voltaire, ce que nous devons penser désormais de ces deux hommes, et les anecdotes secrètes de leur vie? Hélas! nous en savons sur eux bien plus long que lord Brougham n'en saura jamais. Nous avons les révélations de Longchamps, les confidences de Bernardin de Saint-Pierre, les méchancetés de Mme Dudeffant, les niaiseries du marquis de Villette, et que sais-je? jusqu'aux attaques de M. de Bonald et de M. de Maistre. Nous savons fort bien ce que c'est que le pauvre *Luc*, sobriquet grossier dont Voltaire affublait sa majesté le roi de Prusse, et que lord Brougham, dans sa candeur excessive, « croit avoir été un *grand coquin* dont le nom était employé *dislogistiquement.* » Non, my lord, ce Luc n'était pas un grand coquin; l'honnêteté nous défend de vous donner des indications plus précises. Nous savons exactement ce que c'étaient que Thérèse et Mme de Warens, et nous connaissons sur le bout du doigt le plan des Charmettes. La bibliothèque relative à Rousseau et à Voltaire pourrait, sans exagération, être portée à quarante mille volumes; la merveilleuse et microscopique exactitude de M. Beuchot vous renseignera là dessus, et la plupart de ceux de nos compatriotes que le cours actuel de la civilisation intéresse ont lu ou tout au moins feuilleté ces nombreux réceptacles de mensonges et de préjugés. Lord Brougham ne pouvait être au courant, comme nous, de cette vaste controverse; aussi son œuvre sans nouveauté nous semble-t-elle courir trop lestement à la surface des objets et des idées.

Avouons néanmoins que le docteur Schlosser, en se posant juge de nos querelles, s'est montré plus fertile mille fois que lord Brougham en outrecuidances erronées; par exemple, il nous apprend (1) que Voltaire a écrit des hymnes dans le style de *la Marseillaise;* il exagère démesurément l'importance des couplets satiriques attribués avec assez de vraisemblance, mais sans aucune certitude, à Voltaire contre le régent. Il affirme que l'auteur de *Zaïre* était fort célèbre avant son départ pour Londres, ce qui est absolument inexact, et il ajoute que Bolingbroke, pendant son séjour à Londres, lui donna des leçons d'impiété, ce qui ne l'est pas moins. Les erreurs de M. Schlosser sont matérielles; ce sont des erreurs de fait. Celles

(1) Tome I, page 110.

de lord Brougham sont tout simplement des lacunes qui prouvent une connaissance imparfaite de nos vieilles mœurs monarchiques. Il ignore l'influence de Bolingbroke sur la société du Temple et le mélange de cette influence avec les doctrines de Gassendi. Impartial, mais insuffisant, il se croit fondé à réclamer en faveur des vertus morales du XVIIIe siècle. Les véritables relations de Voltaire avec l'Angleterre, Bolingbroke, Young, lady Montagu, ne sont pas même détaillées, encore moins approfondies. Il ne montre pas Voltaire rencontrant à Westminster les funérailles du grand Newton, ce magnifique tableau, l'un des plus significatifs que M. Villemain ait jetés dans son bel ouvrage sur le XVIIIe siècle. Lord Brougham, puisqu'il avait à cœur de parler de la versification anglaise de Voltaire et de justifier ses essais de style anglais, pouvait aller chercher dans la collection Dodsley ces mauvaises strophes qui prouvaient du moins sa thèse et dont l'héroïne était la plus jolie femme du temps, Marie Lepel :

Hervey, would you know the passion
  You have kindled in my breast?
Trifling is the inclination
  That by words can be expressed.

In my silence see the lover.
  True love is by silence known.
In my eyes you'll best discover
  All the power of your own.

« Hervey, voulez-vous connaître la passion que vous avez allumée dans mon cœur? Il n'y a que les penchans frivoles que les paroles peuvent exprimer.

« Mon silence vous dit que je vous aime. C'est le silence qui fait connaître l'amour véritable. Lisez dans mes yeux tout le pouvoir des vôtres. »

C'est un assez pauvre madrigal, mais qui vient à l'appui de l'argumentation par laquelle lord Brougham démontre que Voltaire écrivait assez purement en anglais. Quant au mot *ills*, employé par notre poète dans le sens de maladie, il nous semble que le grand-chancelier se montre ici d'une excessive indulgence, et que c'est plutôt une preuve d'une connaissance superficielle de l'idiome qu'une imitation archaïque. S'il n'était pas d'une insoutenable impertinence d'entamer avec lord Brougham une controverse sur le sens réel et primitif d'un mot saxon, nous serions d'avis que c'est Voltaire qui a tort; qu'il a pris *ill* pour *illness* ou *ailment;* que Shakespeare, en employant dans *Hamlet those ills we have*, a simplement voulu dire

les maux et non « *les maladies* que nous avons; » que le vrai sens du mot *ill* est général, celui du mot *illness* particulier au mal physique devenu maladie, et que le mot *ailment* correspond au mot français *souffrance* ressentie dans un moment donné. Mais tous ces pédantismes ne doivent pas occuper trois minutes les intelligences sérieuses; il serait permis d'insister davantage sur le secours que le roi George II voulut bien accorder au jeune Voltaire, et que lord Brougham passe sous silence. C'est un fait assez grave à plusieurs égards, et le docteur Schlosser ne l'a pas oublié, bien qu'il l'ait présenté sous des couleurs mensongères et mêlé de circonstances controuvées.

Brouillé avec toutes les puissances, furieux contre le gouvernement et les dévots, Voltaire arrivait à Londres, où il retrouvait son ami Bolingbroke (1), protection de peu de valeur sous le ministère de Robert Walpole. Sa réputation de malice et d'esprit, mais non de génie, était faite : il venait de passer six mois à la Bastille. On savait que le héros protestant de *la Henriade* y apparaissait entouré d'autres protestans, peints de nobles couleurs, et qu'un esprit général d'opposition régnait dans le poème. Robert Walpole, qui connaissait les rapports du jeune Arouet avec son vieil ennemi Bolingbroke, usa de la situation avec l'habileté rusée qui caractérise toutes les circonstances de sa vie. Le banquier sur lequel Voltaire avait des lettres de crédit vint à manquer, et la situation du voyageur fut embarrassée. Non seulement Walpole jugea qu'il était convenable de se rendre favorable le poète, mais, par le conseil de ce Talleyrand de son époque, passé maître en toutes les finesses de la ruse politique, et que nous avons essayé de peindre au vif (2), George II, qui « aurait donné pour une guinée » toutes les odes de Pindare (3), ouvrit généreusement sa bourse au voyageur, écrivit son nom royal à la tête de la liste des souscripteurs de *la Henriade*, et commença la fortune du jeune homme. Il était difficile de placer mieux son argent. Non seulement toutes les faiblesses et toutes les lâchetés de l'Angleterre à cette époque furent dissimulées ou passées sous silence par l'homme d'esprit, mais une partie de l'influence et de l'action si énergiques exercées pendant le XVIIIe siècle sur la

(1) En 1723, Bolingbroke reçut le pardon royal, que son ennemi Walpole eut la maligne générosité de lui procurer. En 1726, Voltaire alla à Londres. En 1727 (11 juin), George Ier mourut. En 1728, Walpole était de nouveau tout-puissant, et conseillait à la reine Caroline de faire protéger Voltaire par son mari. Quant à l'intimité de Bolingbroke et de Voltaire, lisez la correspondance de ce dernier.

(2) Voyez l'article déjà cité sur *les deux Walpole*.

(3) H. Walpole, *ten years' Reminiscences*.

France intellectuelle et sociale par les idées britanniques remonte évidemment à Voltaire, à sa prédilection, à ses souvenirs et à sa reconnaissance. Nous aurions espéré que lord Brougham aurait retrouvé ou offert sur le séjour de Voltaire en Angleterre des documens nouveaux et curieux; malheureusement il n'en est rien. Il nous semble même que la fameuse rencontre de Voltaire et de Congrève n'est pas présentée sous son vrai jour par l'ex-grand-chancelier.

Le théâtre, sous Charles II, avait été une école de débauche. Sous Jacques II et sous Guillaume III, on se fatigua de cette mode, et le calvinisme puritain ayant repris le dessus, ce fut désormais une honte pour tout homme qui se respectait d'avoir touché de près ou de loin à ces coulisses dégradées. Le dernier soutien du théâtre immoral et brillant des Farquhar et des Vanbrugh, Congrève, ayant été attaqué avec virulence par un calviniste fanatique nommé Collyer, se vit désigné à l'indignation populaire; il soutint la lutte avec une adresse modérée, se retira le plus doucement qu'il put, se retrancha dans l'exercice de fonctions publiques assez honorables, effaça soigneusement les traces de sa jeunesse théâtrale, et se garda bien de réveiller les souvenirs d'un talent allié à toutes les idées de licence, de débauche, et aussi de haine publique. Le jeune Voltaire, en débarquant à Londres, ne savait pas un mot de ces détails, qui d'ailleurs n'ont été ni appréciés ni exposés par aucun historien littéraire, même anglais, bien qu'ils résultent de l'ensemble des faits (1). Bientôt son admiration pétulante alla déranger le repos calculé de ce Congrève qui s'enfermait dans l'égoïsme élégant d'une retraite de bon goût, et qui, ayant eu le dessous dans sa lutte avec Collyer, se mêlait aux gentilshommes pour se faire oublier. Voltaire, croyant avoir affaire à un autre Molière, eut soin de lui parler de ses succès dans un art que l'Europe honorait; mais il ne faisait que rouvrir les plaies et éveiller les plus tristes souvenirs et même les craintes du poète. On conçoit bien que, reculant devant sa propre gloire, devenue dangereuse et presque infame, Congrève ait répondu : « Moi! je ne suis pas un auteur dramatique, je ne suis rien qu'un *gentleman* en retraite! » Si ces conclusions semblaient exagérées au savant auteur, nous oserions l'inviter à relire, en regard de la biographie de Baxter et des nombreux pamphlets publiés entre 1688 et 1725 contre l'immoralité du théâtre anglais, les étranges scènes d'alcôve où Congrève

(1) Voyez l'*Histriomastix* de Collyer, Colley Cibber, dans son autobiographie, Leigh Hunt, qui, dans sa vie de Congrève, a rapporté les faits sans en déduire les conséquences.

Puts fairly all his actors to bed (1).

Nous ne voudrions pas jurer non plus que Mme du Châtelet fût la vertu pure et immaculée que le panégyrique veut bien mettre en scène, ni que les convenances fussent aussi sévèrement respectées de nos bons aïeux que lord Brougham l'imagine. La grace, si l'on veut; pour les convenances, c'est autre chose. La régence n'avait point pris ce train, et si le noble lord veut bien jeter les yeux sur *le Neveu de Rameau*, cette admirable peinture du XVIIIe siècle en déshabillé, sur les mascarades de Collé, sur les pièces où les dames de la cour jouaient des rôles, et même sur les Mémoires de Mme de Genlis, où se trouvent de si drôles de mots, il ne confondra pas la grace du XVIIIe siècle avec la décence. Dans un certain état de mœurs, tout se fait avec une délicatesse et un bon goût qui ravissent; M. l'abbé de Voisenon vous dira le reste.

Rendons justice à lord Brougham; échappant à toutes les appréciations passionnées il a su placer à son point de vue et sous sa vraie lumière l'*Essai sur les Mœurs* de Voltaire, « le premier ouvrage, comme le dit très bien un homme d'un rare esprit, où la philosophie de l'histoire ait été substituée au récit chronologique des faits. » Il sent de même la valeur extrême de *Candide*, et ne saisit pas moins bien cette déification des passions humaines que Rousseau a opérée, et qui devait émaner de ses doctrines. En faveur de ces grandes masses comprises par lord Brougham avec une vigueur qui atteste la supériorité de son esprit, on oublie de nombreuses erreurs de détail, la purification de Mme du Châtelet, par exemple, et cette assertion fausse que *l'Écossaise* n'a jamais été représentée. Fréron, singulier caractère, qui avait du jugement sans style, du goût sans agrément et du courage sans éclat, se trouvait au parterre avec sa femme, soutenant l'orage, comme Socrate, parfaitement tranquille, dit un contemporain, et riant aux facéties de Wasp.

Quant au style français de lord Brougham, il n'a pas la fine grace d'Hamilton, mais il ne manque ni de lucidité, ni d'énergie; on est surpris que cette plume étrangère puisse s'assouplir à nos tournures et se rendre maîtresse de nos idiotismes. L'étranger et le Saxon apparaissent surtout dans le fond même des choses et dans l'enchaîne-

(1) « Montre tout bonnement ses héros en chemise. » Voyez *Way of the World*, et surtout le *Double-dealer*.

ment exotique des pensées, ou dans les scrupules de l'auteur. Accoutumé à un ordre social où le respect pour le dogme s'allie à la conservation de la société, lord Brougham se préoccupe beaucoup d'hérésie. Dès le début, il avoue la peur qu'il a de voir son héros accusé de *blasphemy;* depuis long-temps la France a passé là-dessus. Le mot anglais *spirit* n'a pas pour corrélatif exact le mot *esprit*, comme l'écrit lord Brougham à la fin de sa notice sur Voltaire. Le *spirit* est la qualité même qui n'a jamais fait défaut au noble lord; c'est cette verve de tempérament qui, se communiquant à la parole comme à la pensée, est indispensable à l'orateur populaire; don spécial qui pourrait suppléer à la justesse et à la grace, à l'étendue et à la profondeur, mais qui ne les exclut pas.

Ces volumes de lord Brougham, surtout la partie anglaise et scientifique, ne sont après tout que de curieux « mémoires pour servir à l'histoire du XVIIIe siècle. » Parlons maintenant du voyageur Swinburne dont les notes inédites offrent un genre d'intérêt analogue, mais plus ingénu et moins doctrinal.

Quelques jours avant la mort de Louis XV, arrivait à Paris un jeune Anglais de bonne race, accompagné de sa jeune femme, tous deux jouissant d'une médiocre fortune, et qui venaient de contracter un mariage d'amour. Un bon ton exquis, un goût parfait, un vif penchant pour les arts, la simplicité élégante des manières, distinguaient le jeune couple, sans le faire ressortir avec bruit aux yeux de ce beau monde parisien, fou d'originalités et de nouveautés. On donna peu d'attention à Swinburne et à sa femme; tous les yeux étaient tournés depuis trente ans vers Wilkes, vers Atterbury, vers la duchesse de Kingston, et tous ces extravagans que l'Angleterre nous envoyait par nuées. Swinburne, cependant, trouva en France mieux que de l'admiration : des amitiés tendres et vives, dans la magistrature et la noblesse, et parmi les meilleurs. Chez les Boufflers, les Mirepoix et les Noailles, chez les Dupaty et les Trudaine, on l'accueillit avec une sympathie vive qui devint quelquefois un attachement durable. Quand la révolution eut dispersé ces familles de robe ou d'épée, Swinburne, qui avait voyagé avec sa femme à travers toutes les cours d'Europe, revint en France, chargé de négocier le cartel d'échange des prisonniers français et anglais; on n'avait pas trouvé de conciliateur plus utile que ce charmant caractère et ce doux esprit.

Le plus aimable homme du monde, sans pouvoir jamais être homme politique, Swinburne avait le goût des arts, des voyages et de la vie

élégante. Antiquaire sans pédantisme, gentilhomme sans frivolité, il visita l'Italie et l'Espagne, dont il donna la description détaillée dans un ouvrage excellent, qui fait encore autorité. Sa jeune femme, qui l'accompagnait, partageait tous ses travaux; elle savait plusieurs langues, anciennes et modernes, écrivait d'un style aussi pur que son mari, mettait ses observations en commun avec celles de Henri Swinburne, et revoyait les notes qu'il avait écrites, si bien que l'œuvre du voyageur, est, à bien dire, l'œuvre du jeune ménage.

Ce sont les lettres particulières de Henri que l'on vient d'éditer, Dieu sait comme! Il n'y a rien de plus ignorant que l'éditeur de cette correspondance; il écrit la *Soirée* pour « la Source, » domaine de Bolingbroke, auprès d'Orléans, prend Mme de La Vallière sous Louis XVI pour la repentante maîtresse de Louis XIV; il fait souper en 1789 Swinburne avec cette pauvre duchesse, devenue carmélite, qui était morte en 1710, consacre à cette confusion une longue note, fait valoir énormément la précision de sa science, et ne cite pas un nom français sans le mutiler. Eh bien! cette France déguisée et en débris est encore intéressante; on y retrouve tous nos vieux noms parlementaires et toute cette cour si spirituelle et si charmante, dont les gais fantômes dansent autour de nous, évoqués par Swinburne. Honnête cœur, plume facile et bienveillante, Swinburne traverse doucement ce monde enflammé des théories et des passions du XVIIIe siècle, comme un chant idyllique, un ciel orageux. Il ne prétend ni à l'éloquence, ni à l'énergie, et n'a pas de style à proprement parler; c'est un charme que cette absence, dans un temps où les « stylistes, » comme on dit en Allemagne, nous ont saturés de phrases, gorgés de métaphores, et inondés de beau langage. Il n'a pas de système non plus, les grands systèmes nous ont fatigués autant que les grands styles. Nous voulons maintenant posséder et accumuler beaucoup de faits pour les classer et les comparer ensuite, sauf à les transformer un jour en philosophie, et Swinburne est excellent pour cette œuvre préparatoire, tant il est franc, net et limpide. On ne peut pas toujours avoir du génie, et il est bon de se détendre un peu. Eh bien! prenez Swinburne, c'est amusant comme un panorama mobile. Cela passe, repasse, et fuit, c'est délicieux de laisser-aller et de facilité. Y a-t-il rien de meilleur que la description de Rewbell à son grand lever, en 1796, au petit Luxembourg.... « Une foule curieuse, trois pelés et six tondus (*tag-rag and bobtail*)! j'entrai avec Lynch (1), qui donnait

(1) Depuis maire de Bordeaux.

le bras à Mme d'Aremberg, et moi à Mme de Brancas. Personne ne prit garde à nous. Nous traversâmes de vastes salles remplies de militaires de toutes armes, et nous arrivâmes à l'ancien salon de Monsieur, qui était partagé en deux par une barre de bois. Deux sentinelles admettaient dans la portion où se tenait Rewbell les personnes qui avaient des pétitions, laissant en dehors de la barre les simples spectateurs comme moi. Un secrétaire déguenillé et revêtu d'une vieille redingote sale était assis près de Rewbell, dont le costume éblouissant contrastait fort avec la tenue du subalterne. Une épée romaine se balançait à une chaîne d'or sur sa culotte de satin blanc, qui, retenue par une ceinture bleue, s'accordait avec son justaucorps blanc. Un manteau écarlate à l'espagnole doublé de satin blanc brochait sur le tout; les cheveux étaient frisés et bouclés avec recherche, et les souliers blancs ornés de rosettes bleues. Dans cet équipage peu républicain, qui n'a ni la simplicité du *paludamentum*, ni la largeur et la majesté de la toge, le directeur se tenait debout entre deux soldats armés de baïonnettes, ayant derrière lui quatre crispins en manteaux courts, avec des bonnets rouges à plumes; il recevait les pétitions, et faisait la plus étrange figure du monde. Il y avait quelques ministres assis autour du feu. Ce singulier spectacle de marionnettes est sans le plus léger rapport avec les affaires; mais le peuple s'en amuse gratis, et il se trouve fort heureux de ce que son chef daigne recevoir en main propre ses réclamations et ses pétitions. A une heure, le grand personnage fit sa révérence et rentra. » Toute l'époque du directoire, sur laquelle nous avons tant de renseignemens exagérés et si peu de données vraies, est peinte avec la même simplicité de couleurs qui laisse apercevoir à nu cette confusion étrange de la république mourante. Un certain dîner chez le banquier Perignon réunit Isnard, « qui buvait sec et parlait haut, » Cambacérès, « un homme noir, silencieux, grave, un vrai juge anglais, » Portalis, « jurisconsulte sans affectation, » et vingt-neuf autres personnes de tous les bords et de tous les étages. Un peu plus tard, il rencontre chez Perregaux Beaumarchais, « vieux, tout-à-fait sourd, et toujours brillant, » Rœderer, le spirituel et sévère historien, enfin Talleyrand, « qui veut absolument être placé. Il revient d'Amérique et trottine, comme un *diable boiteux*, remuant ciel et terre pour que le directoire veuille bien de lui (1). » Mille petits traits de ce genre en disent plus que vingt dissertations. Chez Mme Charles de Damas, Swinburne

(1) Tome II, p. 195. — *A diable boiteux*, moving heaven and earth, etc.

rencontre Mme d'Houdetot, « vieille et toujours gaie et charmante. » Ces personnages passent rapidement, mais si bien marqués qu'on les aime et les reconnaît, si fugitifs qu'ils soient.

Un certain jour, le directoire se rend à Notre-Dame « en grande procession pour remercier Dieu de la mort de Louis XVI; » ce qui, par parenthèse, est une des facéties les moins logiques que l'histoire moderne ait ensevelies dans ses pages. « Il y avait, dit Swinburne, beaucoup de trompettes et de troupes, et très peu de curiosité. Le peuple regardait, sans s'émouvoir aucunement, passer les voitures fort simples qui renfermaient son gouvernement en costume espagnol. » La procession castillane et romaine une fois installée sous les arceaux de la cathédrale royale et gothique, « tout à coup Rewbell se trouva couvert de poussière et de débris, que des malintentionnés, logés dans je ne sais quels recoins des voûtes, firent tomber sur la tête du directoire exécutif. »

Si vous sortez de l'église, vous retrouvez dans les rues de Paris, en 1797, la population la plus singulière et la plus bariolée. « Les femmes ne montrent dans la rue que le bout de leur nez. Dans les bals, c'est autre chose; là on ne cache absolument rien. Les promeneuses enfoncent leur cou, leurs épaules et la moitié de leur corps dans des fichus écarlates, avec de grandes bordures couleur orange ou couleur de rose... Quant au costume de soirée, dit-il ailleurs, c'est un *peu trop fort* (en français). Tous les bras sont nus jusqu'à l'épaule. Cela fait froid à voir. Mais on ne porte pas la taille courte comme en Angleterre. » La situation des deux femmes les plus célèbres du temps par la beauté et par le génie, Mme Tallien et Mme de Staël, doit inspirer quelques scrupules à ceux qui respectent encore le bruit populaire; toutes deux étaient le but général de l'envie et de la haine. A peine mariée, en 1789, la fille de Necker vivait dans une atmosphère d'outrages et de calomnies. « On la trouvait, dit Swinburne, vaine, bavarde, dictatoriale et persuadée de ses mérites. » Quant à Mme Tallien, son apparition dans un bal en janvier 1796 est tristement piquante. « L'unique beauté qui se montra parmi tous ces piétineurs arriérés (*kicking their heels*) qu'une autre époque aurait condamnés à faire galerie, ce fut Mme Tallien; elle avait la figure fatiguée; sa vie est laborieuse, et elle a de quoi rêver. Elle portait une perruque noire, en tête de mouton, rattachée par derrière, entremêlée de diamans et de perles. Son costume était ponceau et or. Elle a un beau développement d'épaules, elle est très forte et d'une grande appa-

rence; elle danse bien, marche bien, ses yeux sont superbes, et son nez est singulier. Je ne puis appeler cela qu'un nez irlandais; je ne sais si vous me comprendrez; un nez très droit, mais relevé du bout dans le genre de Burke. Il n'y avait près d'elle qu'une dame de compagnie, ce que nous appelons l'*avaleuse de couleuvres*. Sa figure portait des traces d'abattement, et je ne m'étonne pas de sa tristesse; plus d'un mot outrageant arrivait jusqu'à elle; les femmes qui tiennent à leur réputation, celles même qui ont des maris républicains, ne veulent pas la voir. Peut-être n'a-t-elle de crimes que sa fortune et sa beauté..... L'autre jour, tout un salon s'est désemplí et est resté vide au moment où elle se montra. Peut-on rien imaginer de plus ridicule, quand on pense que, parmi ces femmes, pas une ne s'est abstenue ou ne s'abstiendra demain de lui demander directement ou indirectement et d'obtenir d'elle quelque grace? » Ces détails sont plus significatifs dans leur naïveté que toutes les phrases.

J'aime aussi beaucoup l'évêque Couet, et « sa petite bonne, » vivant au quatrième « avec son bon petit magot d'écus, » et M. Cubières, « écuyer cavalcadour, » se jetant pour exister « sur les fournitures de foin de la république, » et au milieu de toutes ces bizarreries, le gros lord Malmesbury, tout gourmé, tout gonflé, se donnant une grande importance et ne faisant absolument rien. « J'allai voir, dit Swinburne, les femmes qui ont servi d'intermédiaire à lord Malmesbury et à Sidney Smith. Il les nomme ses *Muses*. Elles demeurent au cinquième dans une maison qui donne sur le marché Saint-Germain. Ce sont probablement des espionnes du directoire. Je trouvai deux sorcières, l'une plus jeune, l'autre plus vieille, donnant des soins à un enfant. Ce sont ces femmes qui ont remis à Sidney Smith, enfermé au Temple, des billets roulés dans des coques de noix, et de l'argent qui, j'en suis sûr, diminuait en passant par leurs mains. » Nulle part on ne trouve une plus complète et plus amusante peinture de Paris à cette époque. Swinburne, à son retour, est frappé du changement que sept terribles années ont fait subir à la France. « Je cours la ville, dit-il, avec l'étonnement d'un enfant. Que tout est changé! Tout le mouvement, toute la vie, se concentrent sur un point unique, autour du Palais-Royal. Le reste est sombre et comme désert... Quant à la population, elle a gagné; comme les femmes ne mettent plus de rouge, je les trouve embellies, leur peau est moins ridée et leur teint plus clair; des mœurs, je n'ai rien à vous dire; le costume favori est un certain pantalon couleur de chair et collant sur lequel on fait

tomber une mousseline tellement fine que cela ne compte pour rien; on divorce, quand on veut, pour épouser la femme de son voisin, ou de son oncle, ou de son neveu, et il s'opère ici un croisement de races universel. Les plus prudes et les plus dévotes donnent d'excellentes raisons de leur laisser-aller. « *Ah! maman*, disait l'autre jour Mlle de T. à sa mère, *peut-on songer à faire son salut maintenant?* La vraie génération révolutionnaire est usée, celle qui est née avant la révolution est profondément blasée et fatiguée; celle qui naît maintenant constituera peut-être une société supportable. » Swinburne écrivant sans théorie, sous le coup du moment, sous l'éclair des évènemens qui passent, et ne se permettant juste de réflexions que celles qui s'imposent à lui par la force des choses, a plus d'autorité qu'un rêveur. « Les chefs du gouvernement, dit-il en 1796, sont abhorrés, et cependant tout reste en place. L'imbécillité des princes à travers l'Europe ne permet pas de croire que la monarchie puisse se relever. La république a besoin de tomber entre les mains de quelque guide (*charioteer*) habile (il disait cela quatre ans avant le consulat de Bonaparte). Maintenant l'argent est le dieu auquel tout le monde sacrifie, et chacun l'emploie à la satisfaction de ses passions avec une fureur si insensée, qu'il est difficile de prédire quand un homme grand et vertueux pourra sortir d'un tel chaos; mais trente-six millions d'hommes ne restent pas volontairement dans une situation *incomfortable*, et le seul poids d'une telle masse arrangera les choses, pourvu que les chefs sachent assurer la tranquillité matérielle pendant quelque temps. »

A ce tableau de Paris en 1796, il faut opposer la peinture ou plutôt l'esquisse des cours d'Europe en 1780 : le même esprit délicat et naïf vous la fournira. Non, certes, la révolution française n'a pas surpris le monde d'une explosion inattendue; Swinburne vous montrera ces matériaux entassés et putrides qui fermentaient sous ses yeux dès l'année 1750. Hélas! comme tout était affaissé, stérile et menaçant, dans les hautes régions européennes, pendant que le flot populaire s'élevait autour des trônes! Comme tout le monde féodal s'en allait mourant, surtout au midi! Ces pauvres vieilles races royales, de quelles puérilités elles récréaient leur décrépitude! A Naples, à Madrid et à Turin, quel bégaiement de passions séniles et quel vain tumulte de divertissemens enfantins! Le sang appauvri dans les veines des familles germaines et frankes, que l'Europe avait jadis reconnues pour maîtresses, avait, de voluptés en voluptés, perdu sa vigueur pre-

mière. On ne trouvait plus sous les blasons que sots amusemens, folles jalousies, dégénération profonde, galanteries vulgaires et oubli de la dignité; les vertus même y apparaissaient énervées, et la roture s'en apercevait bien, car tous ces palais étaient de cristal; on savait ce qui se passait à Trianon comme à Palerme, à Versailles comme dans Aranjuez, où le roi croyait aux sorciers, et craignait *d'être métamorphosé avec sa voiture en oranger dans sa caisse* (1). Sur ces pauvretés et ces faiblesses dont 1789 fut le dénouement, sur ces descendans des vieilles races, dépensiers et ruinés, ennuyés et sensuels, voici un voyageur qui nous apporte mille petits contes de bonne femme, *garrit aniles ex re fabellas vicino*, sans prétention à la philosophie politique, mais où respire la fraîcheur du vrai.

Suivez Swinburne à Paris, à Trianon, à Madrid et à Naples, vous y verrez Mme de Pompadour, Mme Dubarry, Acton, lady Hamilton, Galiani, Aranda, non tels que les palettes et le clinquant des romanciers nous les donnent, mais réels, dans leur déshabillé du matin, comme ils étaient à tous les yeux. — En avril 1774, il est présenté avec le duc de Dorset au roi Louis XV qui va mourir. « J'ai eu l'honneur de voir sa majesté en gilet et en manches de veste; il n'y a que les ambassadeurs des familles alliées aux Bourbons qui la voient en gilet de flanelle. Elle a babillé opéra avec ses courtisans, marmotté une prière avec le cardinal de la Roche-Aymon, nous a regardés fixement (*stared at us*), puis est partie. Le dauphin (depuis Louis XVI) est gauche, marche mal, et est mal bâti (*awkwardly made*). Sans être laid, puisqu'il ressemble à son grand-père, il a le nez beaucoup trop proéminent et busqué, et semble un bonhomme. Il parle gaiement et beaucoup. Son teint est bis (*sallow*), et l'ensemble n'est pas favorable. Son frère cadet (depuis Louis XVIII) est agréable, et le troisième (depuis Charles X) aussi, bien que la bouche soit trop grande, et que l'on aperçoive les gencives et les dents d'une façon qui déplaît. Ils ne sont pas encore formés; leurs jambes et leur buste manquent de force, et ils se dandinent d'un pied sur l'autre avec une inquiétude fatigante, comme font quelques-uns des membres de la famille royale d'Angleterre. Le temps semble leur peser, tant les questions qu'ils adressent sont puériles et frivoles; d'ailleurs ils se montrent familiers et ennuyés : je les ai vus se mettre à la poursuite d'un valet qui emportait

(1) Voyez les Mémoires du marquis de Louville, t. I.

le linge sale du roi, et s'amuser à le chatouiller; ce qui leur causait de grands transports et des éclats de rire sans fin. »

A la cour de Madrid, Swinburne voit le roi passer la journée à dormir, la reine à préparer un *puchero*, l'infant don Gabriel à fabriquer une machine, et don Antonio, l'autre infant, à remplir de sable une charrette à bras qu'il traînait ensuite. Aucune méchanceté, pas même de malice, dans ces observations de Swinburne. Et que pouvaient donc faire, qu'allaient devenir, en face du monde qui changeait, ces derniers fils des races féodales? Sans le droit et la force de l'épée, dans quelle poussière allaient tomber leurs titres dus à l'épée et consacrés par le combat? Cette oisiveté royale, cette habitude séculaire des plaisirs sensuels, à quels résultats allaient-elles aboutir? A Naples, où se passaient les plus étranges épisodes de ces saturnales de la royauté absolue qui s'en allait, Swinburne s'arrête long-temps, étonné du *lazzaronisme* princier de ces cours, d'ailleurs pleines de bonhomie et parfaitement exemptes de cruauté dans leurs travers. Les peuples ne sont guère opprimés entre 1775 et 1789 : c'est le mépris qui a écrit l'épitaphe de la monarchie en Europe.

De temps à autre, un ou deux Anglais des classes inférieures tombent au milieu des fêtes du Pausilippe, et servent à l'amusement du roi, de la reine, des maîtresses, des favoris et de tout ce joyeux monde. « Miss Snow, que l'on nomme à Londres *Bière forte*, et qui pèse cent tonneaux, s'est mise à danser de tout son pouvoir avec ce M. Spence que vous connaissez, et qui n'entame pas de contredanse sans les plus belles contorsions de polichinelle. Le roi s'amusait prodigieusement, battait des mains, criait bravo, et se tordait de rire. Le monsieur voyait bien qu'on riait de sa danseuse, et miss Snow s'apercevait que son danseur avait beaucoup trop de succès; mais chacun, ignorant qu'il contribuait à l'amusement universel, faisait part aux assistans de ses observations sur la partenaire et le partner; ce qui rendait la scène infiniment plaisante. » La figure la meilleure est celle du nain Galiani se moquant de Tanucci et de la marquise de San-Marco, et de la Rocca, et de tout le monde. Plus bas encore, au-dessous de la cour de Naples, se place la cour de Turin, « qui semble peuplée de gens de Lilliput. Le roi est si timide, qu'il ose à peine regarder quelqu'un en face, et qu'il s'est éclipsé quand il nous a vus. Le prince de Piémont semble parfaitement usé, pâle, mince; un souffle l'emporterait et le détruirait. Il semble que la sève et la force aient disparu de tous ces vieux rameaux. » Mais la maison des Stuart était plus dégénérée en-

core et frappée d'idiotisme. « Nous trouvâmes le cardinal d'York officiant dans l'église de Frascati (Swinburne était catholique); nos dames portaient de grands chapeaux à la mode du temps. Le cardinal ex-prince leur envoya dire qu'elles eussent à les ôter : or, vous savez que ces chapeaux sont attachés à un coussinet par derrière, et que de très longues épingles les assujettissent. Ma femme fit répondre à son éminence qu'elle priait son altesse royale de lui envoyer son coiffeur pour l'aider à se dépétrer, qu'autrement il lui serait impossible d'entendre la messe en cheveux. De longs messages diplomatiques s'ensuivirent, et le cardinal fut inexorable. C'est un personnage fort laid, au visage long, très semblable à son grand-père, comme lui hautain, bigot, têtu et ridicule. » — « Le comte d'Albany, le second prétendant, frère du cardinal d'York, dit ailleurs Swinburne, est toujours endormi dans sa loge, et ivre à la fin du premier acte. Il a l'œil rouge, la face rouge et l'air stupide. Sa femme, dont le nez est retroussé et très gros, a pour constant chevalier le Piémontais Alfieri. »

En courant l'Europe, de 1775 à 1789, avec Swinburne, on est saisi d'une profonde tristesse, tant les présages révolutionnaires surabondent. Les tristes bals de Marie-Antoinette, l'introduction de la simplicité des costumes à la cour, la destruction de l'étiquette, qui annonce le peu de foi aux vieilles formules, la prépondérance acquise par Cagliostro, « ce roi des faiseurs de dupes, » par Mesmer et le comte de Saint-Germain, « les deux prophètes, » l'énorme prodigalité des gentilshommes, apparaissent de toutes parts comme symptômes funèbres. On ne peut pas prétendre que ces renseignemens soient arrangés après coup; Swinburne écrit ses notes familières entre 1775 et 1789. « L'extravagance de ce monde-ci est inimaginable. Jamais chez nous, on n'a rien vu de tel. Le trousseau de Mlle de Matignon, qui va épouser le baron de Montmorency, coûtera 25,000 livres sterling. Il y aura cent douzaines de chemises et le reste à l'avenant. Vous voyez que l'équipement d'une mariée n'est pas une petite affaire; on regarde comme chose très ordinaire cinq mille livres sterling de dentelles, de mousselines et de soieries. » Peu d'années après, Necker venait annoncer à ces mêmes gentilshommes le déficit de l'état et essayer de le combler. Une crainte secrète, un pressentiment et comme une saveur mortuaires se répandaient partout, à la ville et à la cour. Les princes eux-mêmes comprenaient que les choses ne pouvaient aller ainsi long-temps, et Swinburne rapporte un propos bien étrange du comte d'Artois, qui fut Charles X. C'était en 1787. Lo-

ménie de Brienne, archevêque de Sens, ministre impopulaire, reçut l'ordre de donner sa démission. Le comte d'Artois avait insisté longtemps auprès de Louis XVI pour qu'on retirât au ministre son portefeuille. « Pourquoi cet acharnement? » lui demanda le roi. — « Parce que je n'ai pas envie d'aller mendier mon pain à l'étranger! » répondit Charles X, qui devait aller expirer à Goritz.

Aucun besoin de dénigrement ne paraît chez Swinburne; les vertus privées de Louis XVI, la grace si délicate de la haute noblesse, la situation isolée de Marie-Antoinette, le touchent profondément. Il parle en passant du duc de Chartres, aujourd'hui le roi Louis-Philippe, comme d'un jeune homme « très bien élevé, d'excellentes manières, plus réservé et plus *strict* pour le ton et la tenue que le reste de la cour. » Il raconte une scène pathétique entre la reine et mistriss Swinburne en 1790. « Vous partez, lui dit la reine; vous allez retrouver votre mari et vos enfans. Vous êtes bien heureuse! » Et la reine pleura.

Ce qui résulte de ces deux volumes de fragmens incomplets c'est un enseignement profond qui manque et au docteur Schlosser et à lord Brougham; c'est l'affaissement de toutes les monarchies, le délabrement du système et des individus qui le maintenaient en Espagne, en Italie, en Sardaigne, en France, l'épuisement des familles nobles et l'urgente décadence sous le poids de laquelle les trônes méridionaux allaient crouler. Ce point de vue si important, qui n'est celui ni du whig, tout préoccupé du progrès des sciences physiques, ni du professeur, trop bien au courant de la littérature germanique et de ses variations, doit désarmer la colère et la haine, et apprend l'indulgence au philosophe. Qui n'aurait pitié de ces vieilles races placées sur une pente si fatale, élevées pour le pouvoir, incapables de le garder, entourées d'ennemis, sentant le terrain qui cédait sous leurs pas, débordées de toutes parts par les classes bourgeoises et inférieures, ne faisant pas un mouvement qui ne fût une faute, pas une faute sur laquelle des torrens de clartés ne vinssent se répandre, ne pouvant ni se rattacher aux philosophes sans prêter de la force à leurs ennemis, ni résister au mouvement sans périr?

Une exacte connaissance des littératures de l'Europe, et même celle de la marche des sciences, ne suffisaient pas à qui voulait écrire l'histoire du XVIIIe siècle. L'indispensable comparaison des idées et des choses à travers l'Europe entière avait besoin d'être éclairée par la connaissance non moins approfondie de l'état où se trouvaient les

esprits et les ames; pour cette dernière œuvre, les voyageurs tels que Swinburne sont excellens; ce sont eux qui jettent la lumière la plus calme et la plus vraie; avec eux, nous pouvons rectifier les jugemens, pondérer les opinions, redresser les erreurs et contrôler par l'étude des mœurs réelles l'analyse de ces produits de la pensée ou de ces conquêtes de la science, qui se dirigèrent vers un même but, renversèrent les mêmes idoles et saluèrent la même aurore.

Essayons de débrouiller ce chaos, résumons-nous. L'impulsion première de tout le siècle lui vient de la religion et de la politique soumises au raisonnement individuel. Cette impulsion part de l'Angleterre calviniste de 1688, où s'établit la tolérance et la soumission du roi à la loi; elle enfante sur sa route la révolution américaine, elle aboutit enfin à la révolution française. Il s'agit donc, pour comprendre le XVIIIe siècle, de mesurer la pente sur laquelle, entre 1688 et 1789, l'Europe a été entraînée.

Pendant cet espace de temps, la France court à la réforme sociale, l'Angleterre à la conquête maritime et industrielle, l'Allemagne à la réalisation poétique de son génie propre; l'Espagne s'agite dans son impuissance, l'Italie dort et fait de la musique, et l'Amérique septentrionale éclot à la vie politique.

En Angleterre, de 1688 à 1750, s'établit, avec le triomphe du puritanisme, de la maison de Nassau et de celle de Hanovre, le premier foyer des idées populaires et philanthropiques; ces idées s'y réalisent par les banques, les hôpitaux, les institutions pour les sourds-muets, la caisse d'épargne et celle d'amortissement. La théorie de ces idées populaires, puritaines d'origine, puis sceptiques et semi-républicaines dans l'application, se répand en France avec Bolingbroke et les réfugiés anglais. Du mariage de ces théories avec la libre et voluptueuse vie de la régence naissent les étranges mœurs de notre XVIIIe siècle : l'Angleterre, après son compromis de 1688, arrive à la conquête de l'Inde et des mers; la France écoute Bolingbroke, glorifie Voltaire, et résout par sa révolution les problèmes agités par elle pendant cent ans, et empruntés à l'Angleterre. Quant à l'Allemagne, restée d'abord étrangère au mouvement, elle commence par entrer, vers 1730, dans une voie de mysticisme protestant; elle débute par le piétisme, que le docteur Schlosser dépeint très bien, essaie de se rapprocher de la vie pratique anglaise en suivant le philosophe Thomasius, et, bientôt après, cherche la régularité française avec Gottsched. L'élément français est vaincu en Allemagne par l'importation de l'influence an-

glaise, que Lessing et Herder font triompher; enfin Goethe, Kant et Schiller apparaissent éclatans au bout de la carrière.

Ainsi, comme je l'ai dit, le grand mouvement de l'Allemagne au XVIIIe siècle est tout littéraire; celui de la France, tout philosophique; celui de l'Angleterre, tout pratique. Dans ces trois divisions même, l'élément populaire, appuyé sur les sciences physiques, ne suspend pas un moment son progrès. Ces larges cadres ne sont pas des hypothèses, mais des faits irrécusables et d'une exactitude rigoureuse, où viennent se placer les plus petits groupes, les moindres subdivisions : ici, par exemple, Genève calviniste, républicaine et moraliste, donne la main à l'Écosse analytique et presbytérienne; — la Hollande des Boerhaave et des vieux Mieris, des médecins observateurs et des peintres à la loupe, va se perdre et se confondre avec l'Angleterre, qui a ses Crabbe et ses miss Burney, observateurs non moins minutieux et détaillés; — enfin l'Amérique de Franklin, calviniste d'abord, puis parvenue au scepticisme, se rattache à Genève et à l'Écosse par des points nombreux et singuliers, et devient l'expression la plus complète du progrès matériel préparé par l'Angleterre de Priestley et la France de Lavoisier.

C'est vers ce progrès matériel que la France et l'Europe et le monde sont emportés aujourd'hui. On voit combien le passé, mesuré avec soin, reconnu avec scrupule, est important pour éclairer et le moment présent et les horizons de l'avenir.

PHILARÈTE CHASLES.

LES

RUINES DE VIJAYANAGAR.

I.

Il y avait bientôt quatre ans que le 55e régiment de sa majesté britannique était en garnison à Bellary, dans la présidence de Madras, aux Indes orientales, et cependant aucun de ses officiers n'était encore allé visiter les admirables ruines de Vijayanagar, qui n'en sont éloignées que d'une dizaine de lieues à vol d'oiseau. Il faut sans doute attribuer cette indifférence apparente à la mauvaise réputation de cette localité, où de terribles fièvres intermittentes sont endémiques à toutes les saisons de l'année. C'est encore probablement la même cause qui a écarté de ces ruines les peintres, les historiens et les touristes, bien qu'elles puissent rivaliser avec les premières du monde sans peut-être en excepter la Palmyre de Volney. Le moment était enfin venu où nous devions réaliser un projet long-temps médité. Cinq d'entre nous avaient obtenu un congé d'un mois, qu'ils se proposaient de mettre doublement à profit, en explorant toutes les merveilles enfouies au désert et en chassant les paons, les sangliers et les tigres qui se sont installés dans les demeures abandonnées de l'homme.

Notre départ, fixé à dix heures du soir, par une belle nuit de mars, avait été retardé par une fête mensuelle à laquelle quelques-uns de nos camarades se seraient fait un scrupule de manquer. Cette fête de

la *Société du Clou* caractérise trop bien la race anglaise pour que nous renoncions à la décrire, bien qu'elle doive nous entraîner à quelques digressions.

> Man beeing reasonable must get drunk
> The best of life is but intoxication.

« L'homme, étant un être raisonnable, doit s'enivrer, car la meilleure coupe de la vie est celle de l'ivresse. » Dans ces deux vers, lord Byron a exprimé la pensée constante, unanime de ses compatriotes, depuis le temps de Shakspeare jusqu'à nos jours. Chose étrange, le peuple qui s'est arrangé l'existence la plus indépendante et la plus *comfortable* (le mot est exclusivement de son invention) est aussi celui qui partout et toujours se montre le plus fatigué de la vie. Jeune homme ou vieillard, l'Anglais se dit : Le bonheur n'existe pas, il n'est que dans les rêves; et ces rêves, que sa raison calme et positive le rend impuissant à créer, il les demande à l'ivresse. Celle-ci renverse bien la raison de son piédestal, mais au lieu des fantômes gracieux de l'imagination, elle ne présente à l'Anglais que les burlesques tableaux de la folie. Il s'agite, il a la fièvre, il rit d'un rire d'aliéné; peu lui importe; il se procure ainsi des émotions puissantes qui corrigent l'insipidité de sa vie. C'est donc par raison qu'il s'enivre. Dès-lors il n'en rougit plus. Dans la plus haute société comme dans la plus basse, on se dira entre hommes : *Come let us get drunk together;* « viens, ami, nous nous enivrerons ensemble. » Toutefois, dans ce délire momentané qu'il recherche, l'Anglais pourrait paraître ridicule, ou bien trahir son secret devant son compagnon, si celui-ci restait maître de ses facultés; il faut donc, il exige que son ami les dépouille en même temps que lui. De là cette coutume de trinquer ensemble à chaque libation. On s'assure que l'on marche ainsi du même pas, verre pour verre, à l'oubli des convenances. Je me rappelle un compagnon de table qui, le lendemain d'une débauche, m'aurait volontiers cherché querelle parce qu'au dernier moment où sa raison chancelait, il avait remarqué dans mes yeux un éclair d'intelligence. Heureusement, tous les Anglais ne sont pas ainsi faits. Au contraire, ils sont généralement aimables dans l'ivresse. C'est le moment où ils révèlent souvent des qualités de cœur qui les feraient adorer s'ils voulaient les laisser apercevoir dans la vie ordinaire. Bien des fois j'ai béni la folle orgie qui, me dévoilant l'ame d'un camarade, m'a fait y découvrir un trésor que je le forçais plus tard à partager avec moi, et qu'il me savait gré d'avoir découvert sous l'odieuse enveloppe imposée par la *fashion* nationale.

Non-seulement les Anglais ont accepté la vieille devise : *In vino veritas*, mais ils ne croient pas connaître un homme à fond, s'ils ne l'ont vu et fait parler sous l'influence du vin. Cette idée a donné naissance à une singulière coutume qui se conservait encore dans tous les régimens britanniques il y a quarante ans, et qui n'est point entièrement perdue, même aujourd'hui. On sait que, sous le régime de la *masse*, dans l'armée anglaise, tous les officiers d'un même corps dînent ensemble, et que chacune de ces tables d'hôtes régimentaires donne une fois par semaine un dîner public où chacun a le droit d'inviter les *gentlemen* de sa connaissance. Les arrangemens, le ton et jusqu'à un certain point la conversation de ce dîner sont sous le contrôle de deux officiers qui remplissent à tour de rôle les fonctions de président et de vice-président. Ces officiers s'asseoient aux deux extrémités de la table. Il y a quarante ans au plus, disons-nous, c'était la coutume, le jour du dîner public, dès qu'on avait placé le dessert sur la table et un nombre à peu près suffisant de bouteilles devant les convives, de renvoyer tous les domestiques. Le président se levait alors, prenait un clou et un marteau, et clouait la porte de la salle, ce qui indiquait que l'on ne devait plus ni entrer ni sortir. Puis, revenant à sa place, il proposait solennellement la santé du roi ou de la reine, et passait les bouteilles devant lui de gauche à droite. Ce toast s'accomplissait en silence, mais debout, puis on se rasseyait, et les bouteilles commençaient à circuler de deux en deux minutes. Il était expressément défendu au président de s'enivrer jusqu'à ce qu'il eût vu tous les convives et le vice-président en dernier lieu tomber successivement sur le plancher. Si un *griffin* (c'est l'expression anglaise qui signifie un blanc-bec) cherchait à esquiver son tour quand la bouteille était devant lui, le président fronçait le sourcil, et le menaçait d'une amende d'abord, puis du déplaisir de ses camarades, et bientôt l'ivrognerie lui était inoculée.

Depuis 1815, on a changé tout cela. L'Angleterre s'est civilisée au contact des mœurs continentales. On ne marche plus à l'ivresse brutalement, au pas de charge, sous la férule d'une espèce de tambour-major; on y arrive librement, gracieusement, avec de gais propos et de joyeux refrains. Au lieu de s'enivrer comme un portefaix, on se grise avec le champagne et le xérès, mais on se grise toujours; l'ivresse est encore admise par le bon ton et l'extrême fashion. Dans beaucoup de régimens comme dans le nôtre, en 1830, un petit noyau d'élite avait formé une société dite *du Clou* (en mémoire du fameux clou qui dans l'usage ancien servait à condamner la porte), et chaque initié

s'y présentait avec le symbole de l'ordre : un clou d'argent porté en sautoir sur un ruban bleu. Les membres de ce club s'engagent, en mémoire du bon vieux temps, à se réunir une fois par mois chez l'un d'eux, à tour de rôle, avec le parti pris de se griser en bonne société, ou, suivant leur expression assez pittoresque, de *forger un clou pour leur cercueil*. Ce n'est pas que tous voient les suites de la débauche sous un point de vue aussi lugubre. Au contraire, un proverbe anglais assure qu'une vie trop régulière est nuisible à la santé, et qu'il faut un excès par mois.

Je m'étais réuni le 1er mars 1836 à une assemblée de dix-huit membres qui célébraient, selon la coutume, la fête du clou. J'étais le seul convive qui n'appartînt pas à ce club joyeux. Comme nous devions partir pour Vijayanagar au sortir même de table, mes compagnons de voyage m'y avaient fait inviter contre les règles, qui excluent ordinairement les non-initiés. Je ne fatiguerai certainement pas le lecteur de tous les détails de cette folle soirée : je viens incontinent à l'incident qui la termina et qui rentre dans mon sujet. L'orgie tirait à sa fin, et l'heure fixée pour notre départ avait sonné depuis longtemps, quand entre deux éclats de gaieté la brise du soir nous apporta par la fenêtre ouverte le chant des bayadères d'une pagode située dans le cantonnement extérieur. L'idée vient aussitôt à un jeune fou de proposer un enlèvement des Sabines. Chacun de nous devait prendre une bayadère en croupe et l'emmener bon gré mal gré aux ruines de Vijayanagar. Il va sans dire que cette proposition parut à tous des plus raisonnables et fut accueillie par un triple bravo. Comme on pouvait s'attendre à une résistance plus ou moins énergique des brahmines et de la populace, les membres du club qui ne devaient point faire partie du voyage nous offrirent leurs services pour nous aider dans la bataille et couvrir notre retraite après la razzia. Cette offre héroïque fut acceptée avec des poignées de main et des larmes d'attendrissement. Nos chevaux et leurs *saïces* (1) furent donc expédiés en avant à un caravansérail en dehors du camp, sur la route que nous devions suivre, et puis deux à deux, chancelant et chantant, nous allâmes droit à la pagode. Grace à la surprise, l'enlèvement des bayadères fut chose facile. Bien que les brahmines sonnassent leurs trompes pour assembler les fidèles, et que la multitude se fût aussitôt ruée à notre poursuite, nous arrivâmes sans accident, après

(1) *Saïce*, *cavallere* ou *ghore-wala* sont les expressions arabe, créole et indienne qui désignent un domestique spécialement attaché à un cheval, dont il ne doit jamais s'écarter sur la route comme au gîte.

quelques combats d'arrière-garde, où les coups de poing jouèrent le principal rôle, au caravansérail qui devait nous servir de point de ralliement; mais soit que nos palefreniers eussent mal compris nos ordres ou qu'ils ne voulussent point se prêter à ce qui leur paraissait devoir nous attirer une mauvaise affaire, ils manquèrent au rendez-vous, et nous nous trouvâmes bientôt assiégés par toute la population des faubourgs dans une cour ouverte entourée d'une simple muraille de quatre ou cinq pieds de hauteur. Tel est néanmoins l'ascendant de l'Européen sur l'indigène, qu'il suffit de trois ou quatre de nos camarades moins ivres que les autres, debout, un bâton à la main, près de la porte du caravansérail, pour contenir l'émeute. On leur jeta bien de loin nombre d'injures et même quelques pierres, mais aucun natif n'osa forcer l'entrée ou franchir la muraille qui nous séparait de la foule. Toutefois, le nombre toujours croissant de nos assaillans allait peut-être leur donner du courage, et un moment de folie aurait pu nous coûter cher, quand nos grooms se précipitèrent dans l'enceinte, conduisant nos chevaux par la bride, et nous apprirent que le général commandant la division, sur la nouvelle d'un attroupement, envoyait une compagnie d'Européens sous les ordres d'un officier pour arrêter les perturbateurs. Or, il n'y avait pas moyen de s'y méprendre : les perturbateurs, c'étaient bien nous. Il n'y avait donc pas de temps à perdre; nous entrâmes aussitôt en capitulation avec les brahmines. On leur rendit d'abord leurs almées aussi pures qu'on les avait reçues, et on y ajouta quelques roupies pour apaiser l'indignation de l'idole; puis nos défenseurs s'esquivèrent parmi la foule, qui, avec la douceur caractéristique du pays, les laissa passer en souriant; enfin, sautant nous-mêmes sur nos chevaux, nous partîmes au triple galop. La bande joyeuse était déjà loin, qu'on nous entendait encore chanter en chœur ce refrain d'une chanson anglo-indienne :

Yes, I will wrestle, fight,
My boys, leap over any where!
For 'tis my delight
On a shining night
In the season of the year (1).

Qu'on ne s'étonne pas de notre gaieté : la lune brillait au firmament, l'air était tiède et pur, nous avions devant nous un voyage, du plaisir, des dangers, et nous avions vingt ans!

(1) « Oui, j'aime à lutter, à me battre, à bondir en courant par-dessus les obstacles, car c'est mon délire, quand la nuit est claire, dans la saison du plaisir. »

Traversant pendant la nuit le petit hameau de Courtenay, à trois lieues et demie de Bellary, nous poussâmes jusqu'à Dirijie, gros village à quatre lieues plus loin, que nous atteignîmes au lever du soleil. Nous y fûmes rejoints dans la matinée par la célèbre mistriss Y. et son mari. Leurs chevaux les avaient précédés, et ils arrivaient en palanquin. Mistriss Y. était la Diana Vernon de l'Inde. Elle était connue pour le meilleur jockey, le meilleur groom, le plus habile vétérinaire et la plus intrépide chasseresse de la colonie. Joignez à cela une beauté d'Anglaise, une simplicité, une gaieté et un cœur d'enfant, et nous serons bien près d'arriver au beau idéal de son sexe. Les chevaux, c'était sa passion, passion funeste qui lui avait coûté le bonheur d'être mère. La chasse, c'est-à-dire cette chasse qui consiste à suivre dans une course au clocher la fuite du renard ou du sanglier, c'était pour elle une frénésie; mais elle n'y portait d'autre arme que sa houssine légère dans la plus petite main imaginable. Les chevaux les plus fougueux lui obéissaient, et l'animal qu'elle montait de préférence était un superbe alezan qui avait appartenu au résident d'Hyderabad, et tellement méchant que celui-ci avait été sur le point de le faire mettre à mort quand mistriss Y. s'offrit à le dompter. Elle y parvint, et le résident lui en fit hommage. Elle seule pouvait l'approcher, et cette créature qui aurait dévoré toute autre personne que son intrépide maîtresse se laissait caresser et baiser au front par la jolie femme qui l'avait vaincue, mangeait dans sa main, et la suivait sans palefrenier quand il lui plaisait de marcher devant en lui laissant les rênes sur le cou.

Le 3 mars, nous avançâmes jusqu'à Kammalpour (une distance de cinq lieues) en forçant deux renards sur notre route. On est ici à une lieue du Tombouddra, et sur la lisière du jongle qui a envahi les ruines et tous les environs de Vijayanagar. Nous étions attendus par le collecteur (magistrat et percepteur du district), M. Robertson, et son premier assistant. Leurs tentes étaient dressées à l'ombre de quelques beaux tamariniers. Trois éléphans, de ceux que la compagnie entretient à Dirijie pour le transport des bagages de la division de Bellary, mais choisis pour l'occasion comme des vétérans acoutumés à la chasse au tigre, étaient enchaînés à quelques pas de nous au milieu de tout un troupeau de bœufs, de chameaux et de bêtes de somme exclusivement à notre service. Le milieu du jour fut consacré à mûrir nos plans pour le lendemain. Notre belle Diane ne pouvant nous accorder que deux ou trois jours, il fut convenu que la chasse passerait avant

les antiquités. Toutefois, le soir même nous profitâmes de la fraîcheur pour faire une excursion dans le bois, et le hasard nous conduisit à une première pagode dont l'aspect désolé répondait parfaitement à l'idée de terreur qui s'attache aux ruines de la vieille capitale du Carnate. On n'y trouvait cependant que la tristesse et l'obscurité ordinaires d'un temple hindou, peut-être un peu augmentées par l'ombre épaisse des grands arbres qui entouraient la pagode. Ses piliers bas et solides, supportant en guise de toiture des blocs de granit également massifs, semblaient défier les ravages du temps : un tremblement de terre pouvait seul ébranler un pareil édifice. On voyait cependant qu'il était depuis long-temps abandonné. Le pipol plongeait ses énormes racines dans les interstices des pierres; une couche de débris encombrait tout l'intérieur, et une forte odeur de chauve-souris prouvait que le brahmine avait depuis long-temps cessé d'y officier. Une idole renversée était celle de Ganesa, fils de Siva. Selon la mythologie indoue, ce dieu coupa la tête à Ganesa dans un moment de colère; mais pour consoler ensuite la déesse Parvati, sa mère, il remplaça cette tête par celle d'un éléphant. A quelques pas de la pagode, devant sa principale façade, est un petit lac qui a sa légende.

Le dernier brahmine de la pagode avait une belle femme et un seul enfant; dans un accès de jalousie, il poignarda l'enfant et le jeta dans le lac. La mère dans son désespoir s'y précipita après lui et ne reparut plus; mais on vit souvent et l'on voit encore, dit-on, glisser à la surface du lac le spectre d'une femme enveloppée dans un brouillard, et portant le corps ensanglanté d'un enfant. Il est à remarquer que quiconque est témoin de cette vision prend aussitôt la fièvre et meurt. C'est ce qui fait que les bords du lac se sont dépeuplés et sont devenus peu à peu un désert inhospitalier, et pourtant ce paysage est calme et doux comme un tableau de Claude Lorrain, c'est un site enchanteur que celui de ce petit lac, avec son eau qui reflète les nuages comme un miroir noir brisé çà et là par les larges feuilles du lotus. Sur la surface tremblante de ces feuilles court comme un éclair le magnifique oiseau du même nom, le lotus, espèce de faisan au brillant plumage. Nous le suivions, tout absorbés, dans ses jeux, quand quelque chose vint rider la face de l'eau; c'était un crocodile qui nous regarda quelque temps avec des yeux hébétés, puis s'enfonça. L'oiseau s'était envolé. Nous nous en retournâmes pour nous préparer par le repos aux fatigues du lendemain.

Le 4 mars, un quart d'heure avant le jour, nous étions déjà réunis

dans le *béchobah* (1) (la petite tente où l'on déjeune généralement en voyage), délicieusement occupés à savourer cette première tasse de café dont on ne jouit nulle part comme dans l'Inde, au moment de mettre le pied à l'étrier pour une marche, une chasse ou une bataille. Nous révisions en grand conseil le plan de campagne de la journée. Plusieurs troupes de sangliers ayant été reconnues la veille, il avait été décidé qu'on leur livrerait un combat à l'arme blanche, combat singulier, chevaleresque, bien autrement méritoire à nos yeux qu'un vulgaire assassinat à coups de fusil. Notre arme était la lance; mais pour pouvoir nous en servir avec succès, il fallait d'abord chasser l'ennemi du fourré impénétrable où il s'était retiré, le pousser dans la plaine, et, nous jetant alors à sa poursuite de toute la vitesse de nos chevaux, le percer comme les paladins d'autrefois, au risque de tomber nous-mêmes sous ses défenses. Or, il n'était point facile de débusquer l'ennemi d'un terrain brisé et rempli de fondrières : c'est ce qu'avait prévu notre ami le collecteur; il avait en conséquence réuni pour nous aider une troupe de *shikaris* (chasseurs indigènes à pied) qui nous attendaient autour d'un feu allumé à quelque distance de la tente. Dans le clair-obscur ainsi produit, accroupis sur leurs hanches et tenant leur long fusil à la main, on les eût pris, sans trop se mettre en frais d'imagination, pour quelques-unes de ces sombres figures que l'on retrouve dans tous les temples indous. Notre équipage ainsi complété, nous montâmes en selle, et au moment même où le soleil paraissait à l'horizon, nous plongions dans la forêt de Vijayanagar.

Jamais certainement je n'ai vu autant de gibier rassemblé sur un même point. Nous avancions en demi-cercle, longeant les premières collines sur lesquelles se dessinent à perte de vue les ruines colossales de l'enceinte extérieure de la vieille cité, et à chaque coup que nos batteurs armés de longues gaules donnaient sur les buissons, c'étaient tous les animaux de l'arche qui prenaient leur fuite ou leur volée, depuis la caille jusqu'au paon, depuis le grand cerf moucheté jusqu'à la petite et gracieuse antilope. Le sol sur lequel nous marchions était tellement coupé de ruines de canaux et d'aqueducs, qu'il n'y avait souvent pas moyen de passer. Au moment où nous étions peut-être le plus empêtrés, un énorme sanglier partit presque entre les jambes d'un de nos camarades dont le cheval s'enfuit au galop, à notre grand

(1) Le mot se compose de *be*, privatif, et *chobah*, bambou, parce que la tente qu'on désigne ainsi est soutenue, sans bambou, par des cordes attachées à des pieux fichés dans la terre.

amusement et au grand désespoir de son maître. Suivre l'ennemi était tout-à-fait impossible; nous fîmes donc un quart de conversion à gauche et poussâmes vers la plaine.

Le soleil était déjà haut dans les cieux, et un sentiment de découragement causé par l'excessive chaleur commençait à nous gagner, quand chevaux et cavaliers furent soudainement ranimés par ce cri du chef shikari : *dekho sahib*, *dekho*, *dokeran! dokeran!* voyez, messieurs, voyez, les sangliers! les sangliers! Effectivement, nous aperçûmes aussitôt une troupe de ces animaux qui abandonnait le couvert pour bondir à travers la plaine. La coutume en pareil cas est, pour chaque cavalier, de choisir l'animal qui lui paraît le plus beau et de se lancer à sa poursuite. S'il entend son métier, il ne doit ni jeter ni brandir sa lance, mais la tenir appuyée à sa cuisse, à un angle de 45 degrés avec la terre; s'il parvient à rejoindre le sanglier, il doit seulement chercher à le dépasser du côté gauche, en laissant toujours son arme dans la même position. Il suffit qu'il le rase d'assez près pour que la pointe de sa lance arrive jusqu'à la bête; alors l'impulsion même de sa course fera entrer le fer jusqu'au manche, sans un mouvement, sans un effort du chasseur. On est sûr, au contraire, de manquer son coup, si on veut en quelque manière le diriger.

J'ai vu des sangliers dans l'Inde peser jusqu'à trois cents kilos : alors ils courent beaucoup moins vite; mais ceux auxquels nous avions affaire pour le moment étaient tous plus ou moins maigres, plats des côtés et très longs des jambes, conditions qui promettaient à nos chevaux une course des plus fatigantes. La promesse ne fut point menteuse : nous partîmes comme le vent. Il fallut d'abord traverser un sol noir, mais sec, crevassé, avec des fentes où la jambe entière d'un cheval pouvait disparaître. Heureusement, j'avais quelque raison de me fier à mon arabe; court, ramassé, fait comme un chevreuil, il aurait trouvé moyen de placer ses quatre petits pieds sur une pointe de rocher. Il semblait voler en effleurant les sommités du terrain et laissa bientôt ce mauvais passage derrière lui. Ce que devenaient mes compagnons, je n'en savais rien et ne m'en souciais guère. Il m'avait bien semblé voir rouler au fond d'un ravin un de mes meilleurs amis; je n'en avais donné qu'un coup d'éperon de plus à mon cheval. Je ne crois pas qu'un Anglais se fût arrêté en pareil cas pour son propre père, encore moins à coup sûr pour un frère aîné, héritier par privilége de toute la fortune de la famille. Nous rencontrâmes ensuite un terrain plus uni sur lequel nous allions, comme disent nos voisins, *at a killing pace*, à ce pas qui tue. J'étais très fort de cet avis, quant à notre

allure, et le sanglier pensa bientôt de même, car, faisant un brusque détour à droite, il regagna la montagne. Alors les embarras recommencèrent. Par bonheur le sanglier, déjà horriblement échauffé de sa course, chaque fois qu'il traversait un filet d'eau, ne manquait pas de s'y vautrer. Il laissait échapper ainsi un temps précieux, et nous ne manquions jamais de regagner le terrain perdu. Enfin, voulant respirer à toute force, l'animal fit volte face, s'adossa à un buisson et attendit notre venue. L'un des chasseurs se présenta à la charge, mais le sanglier s'élança vers lui, et d'un coup de boutoir le roula dans la poussière avec sa monture, puis le monstre reprit sa course, et nous nous remîmes à sa poursuite. Les choses ne pouvaient aller toujours ainsi. Évidemment le sanglier était sur les dents, et nos chevaux n'étaient guère moins fatigués. Enfin, enlevant mon arabe des rênes et de l'éperon, j'arrive à côté de l'animal : un autre bond me le fait dépasser, tandis que le fer de ma lance disparaît dans ses flancs. Se sentant blessé, le sanglier se tourne avec l'intention de charger; et comme instinctivement je ne voulais point lâcher le bois de ma lance, la secousse m'enlève des étriers et me jette sans connaissance au pied d'un arbre. Heureusement le fer restait dans la plaie, et, avant qu'il pût atteindre mon cheval, le sanglier expirait de sa blessure. Deux de ces animaux succombèrent de la même manière sous les coups des autres chasseurs.

Le 5 mars fut employé de diverses manières par les différens membres de la caravane. Ceux qui avaient encore des chevaux frais recommencèrent les courses de la veille. Les autres (et j'étais de ce nombre) se mirent en quête des bécassines fort nombreuses dans les champs de riz du voisinage. Chasseur aveugle et maladroit, j'avais perdu mes peines, et je m'en revenais au rendez-vous, vers le milieu du jour, le sac vide et d'humeur assez maussade, quand j'appris d'un de nos camarades un de ces traits de dévouement où se signale parfois le cœur d'une épouse, et dont on voudrait éterniser le souvenir. Le capitaine Y... avait d'abord suivi la chasse au sanglier, mais, désappointé dans une première course, il avait demandé son fusil. Comme il le recevait des mains de son palefrenier, il vit sauter, sur un rocher à quelque distance, une guenon suivie de ses petits. Le capitaine avait un certain talent pour empailler, et il lui manquait dans sa collection un singe de cette espèce. Il se mit donc à la poursuite de la petite famille qui, habilement dirigée par la mère, lui échappa long-temps. Après plus d'une lieue, le capitaine perdit patience et tira de fort loin. La guenon tomba sur le coup. Comme il descendait de cheval

pour la ramasser, des bûcherons indiens qui l'avaient observé se précipitèrent sur lui. Il faut savoir que le singe est un animal sacré dans toute l'Inde, parce que Vishnou, dans plusieurs de ses *avatars*, eut recours à des armées de singes, que son général favori, Hanouman, était encore un singe, et qu'enfin lui-même ne dédaigna pas quelquefois de revêtir la forme de cet animal; mais peut-être dans aucune partie de l'Inde le singe n'est-il aussi vénéré que dans les environs de Vijayanagar, parce que la tradition y place le séjour de la mère d'Hanouman, le berceau de ce demi-dieu et le théâtre de quelques-uns de ses exploits. La mort donnée imprudemment à quelque sapajou est donc un de ces actes en très petit nombre qu'un Européen ne peut point se permettre en présence d'un Indien, et qui attireront bien plus sûrement sa vengeance qu'une insulte ou même une violence personnelle. C'est ce que le capitaine Y... éprouva à ses dépens. Les bûcherons, après l'avoir terrassé, se mettaient en devoir de l'assommer, quand un secours tout-à-fait inespéré lui arriva. Sa femme, plus au courant que lui des superstitions du pays, ne l'avait pas vu sans inquiétude s'éloigner pour cette folle poursuite. Elle l'avait d'abord suivi de loin sans dessein bien arrêté; puis, son anxiété devenant plus vive, elle avait pris le galop pour le rejoindre. Depuis quelques minutes, les détours du sentier le lui avaient fait perdre de vue, quand tout à coup elle entendit des cris et reconnut sa voix. Franchissant les bruyères comme un oiseau, elle se dirigea en ligne droite vers le point d'où partaient les cris, et bientôt, de l'autre côté d'un ravin profond, elle découvrit son mari qui se débattait entre des assassins. Elle était seule et sans armes; un précipice les séparait; poussant son cheval, elle lui fit franchir cet obstacle d'un seul bond et arriva, les yeux étincelans, la cravache à la main, au milieu de ces furieux. Dans leur terreur superstitieuse, ils crurent que le cheval avait des ailes; ils la prirent pour une magicienne, abandonnèrent leur victime, et se dispersèrent dans la campagne. De leur côté, les deux époux se hâtèrent de regagner les tentes. Ce fut alors seulement que la femme se montra sous l'héroïne; mistriss Y... dut nous quitter dès le lendemain et fut plus d'un mois malade de son émotion. Un soir enfin on la revit dans le monde : c'était à un bal. Quand elle entra dans la salle, par un mouvement spontané, toutes les femmes se levèrent pour la voir, et tous les hommes s'inclinèrent devant elle. Cet hommage inattendu la saisit, et elle fondit en larmes. Ce trait, qui nous semblait si admirable, lui paraissait tout naturel : elle n'y avait réfléchi ni avant, ni après.

Le 6, nous transportâmes nos pénates au centre même des ruines, dans ce quartier de Vijayanagar qui conserve encore son ancien nom de Hampi. C'est une grande rue qui se termine au temple de Viroupascha, à quelques mètres de la rive méridionale du Tombouddra. Les tigres étant fort nombreux, nous nous installâmes dans une galerie au premier étage, qui paraissait avoir appartenu à un palais, avec un balcon donnant sur la rue. Notre premier soin en arrivant fut de faire les arrangemens nécessaires pour garantir les chevaux et le troupeau contre les attaques des bêtes féroces durant la nuit. D'une part, on éleva une palissade; de l'autre, on prépara des broussailles pour tracer un cordon de feu; enfin, nos armes restaient chargées. Ces précautions, loin d'être inutiles, n'étaient pas même suffisantes : dès le premier soir, un chien et une chèvre furent enlevés; mais, les jours suivans, des coups de fusil tirés à chaque instant au hasard, des boîtes et des bruits de toute espèce éloignèrent ces visiteurs incommodes.

II.

Une origine mythologique, des légendes recueillies dans les deux épopées de l'Inde, le *Ramayana* et le *Mahahbarata*, ne sont pas les seuls titres qui recommandent à l'attention du voyageur les ruines de Vijayanagar. D'autres souvenirs se rattachent à cette ville, et il ne sera pas inutile de faire connaître ce que nous sommes parvenu à découvrir de l'histoire réelle, mais comparativement moderne, de l'empire dont Vijayanagar a été la capitale pendant deux siècles, empire qui a retenu le nom et une partie de la splendeur de la vieille cité long-temps encore après la destruction de celle-ci.

On manque de documens indous sur l'histoire des temps antérieurs à la conquête de l'Indoustan (1) par les armées mahométanes. Ou les Indous n'étaient pas dans l'usage d'écrire l'histoire de leur pays, ou, s'ils avaient des annales, elles furent détruites par les pandits ou soustraites à tous les regards. Les seuls témoignages qu'on possède sur

(1) Nous prenons ici le mot Indoustan dans son sens général, comme désignant tout le continent compris entre l'Indus, le Barrampouter et le cap Comorin. Dans le sens particulier, il ne s'applique qu'à la partie septentrionale de l'Inde entre le Thibet et la Nerbudda. De même, le mot Dekhan, pris dans le sens général, s'applique à toute la partie méridionale de l'Inde au-dessous de ce fleuve; mais, dans le sens particulier, il ne convient qu'au pays situé entre la Nerbudda et le Kistnah. Au-dessus de cette limite, c'est proprement le Carnate.

cette époque se trouvent dans le *Mahahbarata*, poème historique de la plus haute antiquité, écrit en langue sanscrite, mais dont on ne peut consulter les traditions qu'avec une grande réserve. Si le père de la poésie grecque a totalement changé l'histoire d'Hélène pour donner une libre carrière à son imagination, qui peut nous garantir l'exactitude des faits rapportés par un autre poète, surtout quand ce poète est un Indien? C'est aux écrivains persans que nous sommes redevables de la portion la plus authentique de l'histoire ancienne de l'Inde. Le célèbre Mahomed-Férihstha, qui résuma, au commencement du XVIIe siècle, tous les matériaux recueillis par ses prédécesseurs, en a bien composé une première histoire de l'Indoustan, mais on ne peut guère y attacher de crédit que pour la période postérieure aux premières conquêtes des mahométans, vers l'an 1000, et dans cette période même, il ne nous entretient guère que des empires de Ghisni et de Delhi, jusqu'au commencement du XIIIe siècle. Tout le vaste espace dont il néglige de parler n'avait point cessé d'être divisé en plusieurs royaumes, dont chacun eût exigé une histoire particulière, et Ferishtah ne mentionne les évènemens qui s'y passèrent qu'autant qu'ils se rattachent aux progrès du peuple conquérant. L'histoire du Dekhan est plus obscure encore que celle de l'Indoustan, parce que les invasions des mahométans y furent plus tardives. Elles commencèrent vers l'an 1300. Il est donc inutile de chercher quelque document authentique sur un peuple ou sur une localité au-dessous du Kistnah antérieurement à cette date; c'est aux légendes et aux traditions locales qu'il faut s'en rapporter.

Les légendes suffisent heureusement pour jeter une glorieuse auréole sur le site enchanteur et les admirables ruines de Vijayanagar. Ces ruines s'élèvent dans un site consacré par la religion des Indous depuis des temps immémoriaux. C'est en quelque sorte le mont Olympe de leur mythologie. S'il faut s'en rapporter aux admirables chants du *Ramayana*, ce lieu aurait été pendant des siècles le séjour du grand Rama (une incarnation de Vishnou), de sa femme Leila, et de son frère, de son fidèle compagnon, l'héroïque Lachsman. A la place occupée par les ruines modernes s'élevait autrefois la fameuse cité de Cishcindya, dont la souveraineté fut si furieusement contestée par les célèbres satyres Sougriva et Vali, comme nous l'assure Valmiki dans un des chapitres de son *Ramayana*. Toutes ces légendes accumulées sur une même localité l'avaient faite sainte entre toutes, et encore aujourd'hui c'est un but de pèlerinage qui ne le cède en rien à la fameuse pagode de Jaggernauth.

Les avantages attachés à une position inexpugnable expliquent encore mieux que la célébrité des lieux le choix qu'on en fit pour y construire une métropole. Belaldéo, qui vint s'y établir en 1344, était un des nombreux chefs indous dont les possessions avaient été ravagées en 1322 et en 1326 par le fameux Cafour, général d'Allah, empereur pathan de Delhi. Ce chef (Belaldéo), qui, par ses talens militaires et ses succès contre les Pathans, était parvenu à ranger sous sa loi tout le pays entre le Kistnah et la côte de Coromandel, avait néanmoins compris, après les désastres de ses premières guerres, la difficulté de résister à un ennemi dont la principale force était dans une innombrable cavalerie. Sur un rayon de plusieurs lieues, dans toutes les directions autour du temple, déjà fameux, de Viroupacsha, il trouvait une succession continue de positions militaires admirablement calculées pour la défense. C'était une montagne surgissant derrière une autre montagne, une crête après une autre crête, comme des vagues de granit séparées par d'étroites vallées, et formant des retranchemens naturels que l'art humain n'aurait pu surpasser. Vers le centre de cet espace, les ondulations du sol disparaissaient et permettaient d'y créer de nombreux étangs, où des travaux d'art devaient amener, par mille canaux, les eaux du Tombouddra. Enfin, cette noble rivière traversait déjà la ville, mais en bondissant sur des cataractes de rochers qui en interdisaient la navigation, de sorte que, tout en fournissant aux besoins de la cité, elle devait encore ajouter à sa force.

Quand Belaldéo revint, en 1344, de son expédition contre les Pathans, Viroupacsha (c'était l'ancien nom de la ville) ne manquait point d'une certaine importance, et comptait déjà six enceintes tracées à différentes époques d'accroissement; Belaldéo en ajouta une septième, la plus gigantesque et la mieux conservée de toutes, bien que toutes se retrouvent encore, et fit de cette résidence sa capitale, en prenant lui-même le titre de Vijaya, Dwaja, Raja, d'où sa métropole reçut le nom de Vijayanagar. Le sceptre resta deux siècles dans sa famille, jusqu'à l'extinction de ses héritiers directs; mais leur puissance leur survécut, et passa à une branche collatérale qui transporta le siége de l'empire à Chandeghery, trente lieues plus au sud. Celle-ci régna encore cent ans avec une splendeur presque égale à celle de la première dynastie.

L'empire du Carnate, de Vijayanagar, ou de Narsinga (car il est également connu sous ces trois noms), au moment de sa plus grande prospérité, c'est-à-dire en 1500, s'étendait du cap Comorin, sur la

côte occidentale, jusqu'aux sources du Kistnah, y compris la principauté de Goa, et sur la côte orientale jusqu'à l'embouchure du Godavery; c'était le royaume le plus compact et le plus puissant de toute l'Inde en-deçà du Gange. Le cours du Kistnah en traçait la limite septentrionale; partout ailleurs cet empire était baigné par la mer. Il comprenait donc la présidence de Madras, telle qu'elle est aujourd'hui constituée, plus le royaume de Mysore, les possessions portugaises et un tiers de la présidence de Bombay.

Malheureusement, dans l'intervalle d'un siècle et demi, depuis la fondation de l'empire du Carnate, en 1344, jusqu'en 1500, période de prospérité toujours croissante, les historiens ne nous ont conservé ni la succession exacte des princes qui ont passé sur le trône, ni les évènemens qui ont marqué leurs différens règnes. C'est le plus souvent à quelques inscriptions ou à la tradition locale que nous devons les noms de ceux qui se sont le plus distingués, tels que Achyata-Raja, Vitala-Raja, etc. Quelquefois aussi, un voyageur qui a contemplé les magnificences de Vijayanagar nous laisse en quelques mots l'expression de son enthousiasme. Ainsi Khondemir raconte qu'un ambassadeur de l'empereur Sharokh était à la cour de Vijayanagar en l'année 1443 de l'ère chrétienne, et tout en faisant la part du style oriental de cet écrivain, notre admiration est singulièrement excitée par sa description de la ville. Hérat, la capitale de l'empereur Sharokh, une des plus populeuses et des plus magnifiques cités de l'Asie, ne pouvait, dans l'opinion de l'ambassadeur, être comparée à Vijayanagar.

Nous ne trouvons, dans les historiens persans, de renseignemens moins décousus que sur le règne le plus brillant et le plus tourmenté, le premier de la décadence, celui des deux frères associés, Narsinga-Raja et Crishna-Raja, de 1500 à 1545. C'est alors seulement que Ferishtah, dans son histoire des souverains du Dekhan, nous apprend que la ville de Vijayanagar avait été, pendant deux siècles, considérée comme imprenable par les conquérans musulmans; qu'il nous parle de leurs armées traversant, au commencement du XVIe siècle, diverses parties du Carnate, assiégeant et prenant plusieurs places fortes qui en dépendent, quelquefois même tout près de la capitale, mais sans oser entamer celle-ci. Nous avions en vain cherché des documens plus précis sur cette période de décadence, quand un heureux hasard fit tomber entre nos mains un livre qui ne se trouve probablement que dans la bibliothèque de Nancy. Ce livre, qui avait appartenu à la bibliothèque particulière du monastère de l'Annonciade, situé autrefois dans la même ville, est intitulé : *Histoire de*

choses plus mémorables advenues tant ez Indes orientales qu'autres pays de la découverte des Portugais, dédiée à la royne régente, mère du roy, par le père Pierre Du Jarrie, Tolosain, de la compagnie de Jésus. L'ouvrage du jésuite toulousain nous rend tout un siècle de cette histoire que le temps et les convulsions politiques avaient emportée, toute l'époque la plus intéressante, celle de la décadence de l'empire de Vijayanagar, depuis l'apogée de sa prospérité jusqu'à sa dissolution. On y trouve un récit détaillé des guerres qu'eurent à soutenir les rois de Vijayanagar à l'époque où les Portugais s'établirent dans l'Inde, depuis 1511 jusqu'aux dernières années du XVIe siècle. Alors s'opéra un changement de dynastie qui plaça sur le trône de Vijayanagar un prince nommé Madava-Bhatta. Sous son règne, le Carnate jouit de quelques années de paix, et sa nouvelle capitale, Chandeghery, rivalisa de luxe et de magnificence avec l'ancienne Vijayanagar. A Madava-Bhatta succéda Rama-Raja, et à celui-ci un prince nommé Ventacapaty, qui reçut les jésuites à sa cour. Aussi le père Du Jarrier s'étend-il avec complaisance sur son règne. Les détails de la négociation qui amena les jésuites dans l'empire de Vijayanagar méritent d'être cités :

« L'an 1597, le père Nicolas Pimenta, ayant été constitué visiteur de la compagnie de Jésus aux Indes orientales par le révérend père général Claude Aquaviva (siégeant alors à Goa), reçut pour mission de visiter toutes les églises de la partie méridionale de l'Inde. Cette mission l'amena cette même année à la ville de Saint-Thomas, qui appartient au roi de Narsinga, bien qu'il en baille le gouvernement au naigue de Tanjaor avec certaines conditions. Le père visiteur, estant en ladite ville, considéra qu'il importait beaucoup, pour le bien de la chrestienté de ce pays-là, de gagner la bienveillance du roi de Bisnagar, d'autant que c'est l'un des plus puissans monarques de l'Indoustan, et auquel tous les princes d'alentour payent tribut. Il trouva bon et expédient d'envoyer vers lui quelques-uns de nos pères, afin qu'ils taschassent d'entrer en sa bonne grace, et se loger s'ils pouvaient dans sa ville royale de Chandeghery, où il se tient d'ordinaire. Il donna donc charge au père recteur du collége des jésuites de Saint-Thomas d'esprouver s'il y aurait moyen d'aller planter la foi chrestienne au royaume de Bisnagar, et de commencer cette mission à la première commodité qu'il trouverait. »

Ce père recteur, nommé Simon, trouva moyen de se ménager des intelligences à la cour de Vijayanagar par l'intermédiaire d'un marchand natif de la ville de Chandeghery, *lequel s'estait rendu chrestien depuis quelques années, et demeurait lors à la ville de Saint-Thomas.*

Celui-ci s'employa si bien et avec tant de zèle dans cette affaire, que l'*empereur de Bisnagar escrivit bientôt une lettre au père recteur du collége de Saint-Thomas, par laquelle il le priait de lui faire tant d'honneur que de le venir trouver en sa capitale.* Le père recteur ayant reçu cette lettre partit de la ville de Saint-Thomas le 10 octobre de l'an 1598, emmenant avec lui le père François Ricci, qui entendait passablement le tamoul, et le marchand chrétien qui devait leur servir de trucheman. Ce marchand leur rendit encore de bons services, tant en chemin que lorsqu'ils furent arrivés à Chandeghery; car il les mit aussitôt en rapport avec le raja Obo, beau-père de l'empereur de Vijayanagar, qui leur obtint une audience de sa majesté. Le roi de Vijayanagar fit un excellent accueil aux deux pères de la compagnie de *Jésus; il leur donna congé de prescher l'Évangile en ses terres et de bastir une église en sa ville royale de Chandeghery.* Le 18 septembre 1599, ce prince accorda aux prêtres de la compagnie de Jésus des lettres patentes par lesquelles il permettait à tous ses vassaux *qui se voudraient rendre chrestiens de ce faire, et de retenir leurs offices*, honneurs, dignités et gouvernemens, avec *tous leurs biens et possessions, de mesme que lorsqu'ils estaient payens.*

En l'an 1601, l'empereur assigne aux pères une pension de mille pagodes, qui doit leur être payée sur les revenus du district de Cougeveram par son gouverneur en cette ville. En l'an 1602, il envoie une ambassade fort honorable au vice-roi des Indes pour la couronne de Portugal, et veut qu'elle soit accompagnée par deux pères jésuites de la mission de Chandeghery. En 1609, Ventacapaty marche contre un de ses vassaux rebelles, qui, retiré dans la forteresse de Vellore, refusait de reconnaître l'autorité du roi. Il s'empare de la place, s'y installe avec la reine, et y séjourne plusieurs années. Il s'était fait suivre dans cette expédition par un des pères de la mission de Chandeghery, qu'il retint auprès de sa personne à Vellore, et sous l'influence duquel il écrivit la même année au roi de Portugal la lettre que voici :

Lettre du raja des rajas, grand seigneur, grand chevalier, roi Ventacapaty, au très puissant seigneur de la terre et de la mer, dom Philippe, roy de Portugal.

« Je reçus la lettre de votre majesté et me réjouis fort l'entendant lire. En icelle, votre majesté me traitait de deux choses : l'une était touchant les pères de la compagnie de Jésus qui sont en ma cour,

comme votre majesté avait été aise d'entendre les faveurs que je leur faisais; l'autre estait du vice-roy de Goa, comme votre majesté lui avait escrit qu'il m'assistât d'aide et de secours en ce qui serait nécessaire pour mon royaume. Je suis très aise de savoir toutes ces choses, car quant aux pères, durant ces onze ans qu'ils ont demeuré en ma cour, ils ont toujours marché comme bons religieux; ainsi je les traiterai comme tels et comme votre majesté désire. Quant au vice-roy, je suis toujours prêt pour le secourir avec toutes mes forces quand il en sera besoin contre les Sarrazins, nos anciens ennemis, etc. Je désire que l'amitié, laquelle dès le temps de Narsinga les roys mes devanciers ont eue avec les roys de Portugal, soit maintenue entre votre majesté et moi. »

Le reste du règne de Ventacapaty n'offre plus rien d'intéressant. Il meurt en 1625. Son neveu Trimala-Raja lui succède. C'est ce prince qui permit aux Anglais, en 1633, de former un établissement à Madraspatnam, près de la ville de Saint-Thomas, et d'y bâtir un fort en 1640. La crainte d'une invasion des Mogols avait causé plus d'un tourment à son prédécesseur. Ce ne fut pourtant pas de Delhi que partit le coup qui anéantit les rois de Narsinga. Un empire croulant lui-même sous les atteintes des Mogols vint d'abord s'abattre sur celui de Vijayanagar avant de le couvrir de ses propres ruines. La dynastie des Bahminides avait été remplacée sur le trône de Golconde par celle de Couttoubshah. Le Carnate fut conquis pour un roi de ce nom par un personnage assez fameux, l'émir Jemlah, celui qui devint ensuite le favori d'Aurungzeb, et le visir de Shah-Jehan. La guerre dura six ans, de 1644 à 1650, et se termina par la destruction totale et définitive de la monarchie de Vijayanagar.

III.

On connaît maintenant les souvenirs historiques qui planent sur les ruines de Vijayanagar. Depuis bientôt deux cents ans que les Européens s'agitent dans le Dekhan, personne cependant n'a encore songé à publier une description de ces restes admirables d'une capitale dont la civilisation rayonnait sur tout l'espace compris entre le Kistnah et le cap Comorin. Il n'y a pas encore trois siècles qu'elle excitait l'envie de toute l'Asie, et dans ce court intervalle, c'est à peine si son nom même a échappé à l'oubli. Les villageois qu'on rencontre dans le voisinage des ruines les désignent sous le nom collectif de *la vieille cité*.

A trente ou quarante milles plus loin, on leur applique indifféremment les trois noms de *Anégoundi*, *Viroupacsha* ou *Humpi*. Ce devrait être Pompa, du nom d'une déesse dont ces montagnes étaient le séjour favori; mais les habitans du Carnate en ont fait par corruption Hompa, et les Anglais Humpi. Ce n'est plus que dans l'histoire et dans les légendes que l'on retrouve l'ancien nom de Vijayanagar.

Il est dit dans les chroniques que Viroupacsha, le plus considérable des deux temples qui subsistent encore à quelques pas de la rive méridionale du Tombouddra, à 15° 14′ de latitude nord et à 76° 34′ de longitude est (de Greenwich), occupait précisément le centre de la ville, qui s'étendait, à partir de cet édifice, à environ deux lieues dans toutes les directions. Le second temple se trouve à environ 800 mètres à l'est du premier, près d'un point où la rivière, tournant brusquement vers le nord, se fraie un passage de sept à huit cents pas parmi des rochers de granit, et reprend ensuite son cours naturel vers l'orient. Ces deux monumens sont les mieux conservés de toutes ces ruines, et cependant la tradition leur attribue une date fort antérieure à celle de la fondation de Vijayanagar. Le premier de ces temples est dédié à Siva sous le nom de Viroupacsha, ou la déité dont on ne saurait supporter le regard; l'autre à Vishnou, sous le nom de Vitaladeva ou Rama-Chandra, l'un de ses avatars.

César Frédérick, un voyageur qui s'arrêta quelque temps à Vijayanagar vers le milieu du XVIe siècle, donne à cette ville dix lieues de circonférence. D'après mes propres observations, je lui en accorderais davantage, et je crois qu'il a voulu parler d'une des enceintes intérieures; car la muraille fortifiée de Belaldéo, que l'on peut suivre dans presque tout son développement, et dont les arcs de triomphe subsistent encore, se retrouve à l'est, à l'ouest, au sud-est, au sud-ouest et au nord, toujours à la même distance, au moins deux lieues, du temple de Viroupacsha. Quel que soit le point de vue d'où l'on examine cette enceinte, elle paraît interminable, et l'on dirait une œuvre de géans. Ce sont des pierres colossales de trente pieds de long sur dix de large couchées transversalement les unes sur les autres, et que leur masse seule suffirait pour conserver debout jusqu'à la fin des siècles. Les enceintes intérieures, au nombre de six, ont laissé beaucoup moins de traces, mais on les retrouve encore en cherchant avec un peu d'attention.

La cité, de forme hexagonale, était divisée, sur les deux rives du Tombouddra, en différens quartiers, dont chacun à son tour avait été le siége du pouvoir. Ces quartiers recevaient chacun un nom particu-

lier, soit des différens princes de la dynastie, soit de quelque circonstance locale. Leurs tracés et leurs dénominations subsistent encore pour la plupart. Ainsi sur la rive septentrionale du fleuve se trouvent Apara ou le quartier opposé (par rapport au temple de Viroupacsha), et, toujours du même côté, à environ deux milles au-dessous du temple, Anegoundi. Ce nom vient du mot *ané*, qui veut dire éléphant, et *goundi*, place, parce que c'était le quartier où l'on conservait les éléphans, dont on voit encore les écuries. Cela n'empêche pas que, durant le règne des deux frères, Narsinga et Crishna-Raja, c'était la résidence du frère aîné, qui s'en était réservé exclusivement l'administration. Sur la rive méridionale se trouvent les quartiers Viroupacsha (au centre), Vitala-Raja, où se trouve le second temple, Achyata-Raja et Crishna-Raja, ainsi nommés des princes qui en avaient été plus spécialement chargés avant ou après leur élévation au trône.

Parmi les ruines d'Anegoundi, et comme inséparable de ces ruines, il est une existence dont la vue est triste pour le cœur : nous voulons parler d'un jeune homme de vingt-six à vingt-huit ans, représentant des rois de Vijayanagar, et descendant direct du dernier souverain. Ainsi, ruines de la cité royale et ruines de la race royale, tout est là sous vos yeux. Le spectacle subsiste complet; le temps laisse debout ici tout ce qu'a fait le malheur. Malgré sa haute naissance, ce jeune homme n'a aucune ressource de fortune, et la condition de tout son entourage paraît des plus misérables. Cependant les descendans des rois de Vijayanagar s'efforcent de conserver encore quelques apparences de majesté, et entre autres emblèmes d'un pouvoir qui n'est plus, ils ont un éléphant pour la chasse et les cérémonies. Quand on leur objecte l'inutilité de cette dépense, ils répondent qu'ils espèrent toujours, pour un temps ou pour un autre, quelque changement dans le gouvernement de ce pays, que leurs droits l'emporteraient alors sur ceux de toutes les familles royales de race indoue; mais s'ils renonçaient à tous les insignes de la dignité royale, il n'y aurait plus rien pour les distinguer de la foule, et leur nom, comme il est déjà arrivé pour celui de leur cité, serait bientôt enseveli dans un oubli total. Pourtant, hâtons-nous de le dire, le jeune prince déchu des ruines de Vijayanagar vit entouré d'un respect qui ne s'attache guère au malheur que sous le ciel de l'Inde, ou du moins qu'on ne trouve nulle part aussi vrai, aussi durable, aussi profond.

A l'exception des écuries d'éléphans, qui sont encore debout, les ruines d'Anegoundi n'ont point le cachet de grandeur que l'on retrouve dans les quartiers de la rive méridionale du Tombouddra. Une

population d'environ deux cents personnes s'y est groupée autour de l'héritier de ses rois, et y a formé une espèce de village en suspendant ses toits de chaume aux débris des palais et des pagodes. A environ moitié chemin entre le temple de Viroupacsha et Anegoundi se voient les restes d'un pont qui unissait autrefois les deux grandes régions de la cité. Ce pont traversait la rivière sur un point où elle a un demi-mille de largeur, et où, si l'on excepte quelques pieds d'eau dans un ou deux endroits, on peut la traverser à gué presque en toute saison. Cependant, pour effectuer ce passage sans danger, il faut profiter des rochers et suivre le tracé du pont qui était construit en zigzag sur des pilastres de granit d'une seule pièce, enfoncés comme à coups de marteau dans le lit du Tombouddra. Ces pilastres soutiennent d'autres blocs de granit jetés transversalement d'un chapiteau à l'autre. Quelques-unes de ces colonnes sont inclinées par l'action des eaux depuis cinq siècles, mais la chaîne n'en est point encore interrompue, et l'ensemble de ces débris rappelle les pierres druidiques.

Revenant un soir à notre gîte plus tard que de coutume avec juste assez de lumière pour distinguer, comme nous descendions le cours sinueux du fleuve, les masses sombres et silencieuses de ces pilastres, je ne pus m'empêcher de comparer ce spectacle à celui qu'avaient dû offrir les mêmes lieux au temps des rajas. A l'extrémité du pont la plus rapprochée des temples devait se tenir une foule de brahmines attendant l'arrivée du souverain à la lumière du *pacal-divati* (le flambeau des cérémonies religieuses), et au son du *chikna* (la trompette sacrée à double tuyau). Les colonnades et les terrasses sur toutes les éminences, éclairées d'une profusion de lumières de toutes couleurs, retentissaient de la musique guerrière qui ouvrait la marche du raja, tandis que son long cortége se déroulait avec la pompe usitée dans l'Inde antique.

Les chroniques rapportent que, sous le règne de Crishna-Raja, sans compter les mosquées et les chapelles chrétiennes, il y avait dans Vijayanagar au moins trois cents temples principaux dédiés à différentes divinités indoues. Ce qu'il en reste aujourd'hui prouve en effet que le nombre de ces temples était prodigieux, et que la plupart étaient de dimensions colossales et du travail le plus exquis. Il n'est pas une éminence ou une crête de rochers qui n'ait été appropriée à quelque culte et qui n'en conserve la marque.

En remontant le cours du fleuve, la partie de la ville la mieux conservée comme ensemble est celle qui a retenu le nom de Humpi. C'est

une esplanade qui commence au temple de Viroupacsha et se termine à une pagode beaucoup plus petite, avec un portique et deux tours en spirale de chaque côté. Cette esplanade a sept cents mètres de longueur sur cinquante-six de largeur. Elle est encadrée à droite et à gauche d'arcades en terrasse à plusieurs étages, avec des balcons d'espace en espace. Le temple lui-même, outre le mérite de son antiquité, est fort curieux et serait mieux apprécié s'il n'était voisin de celui de Vitaladeva, dont il nous reste à parler. La construction du temple de Viroupacsha est celle de presque toutes les grandes pagodes indiennes : une cour entourée d'une haute muraille avec des portes en pyramides, puis un portique qui donne entrée dans un large vestibule semé ici de fragmens d'idoles, dont quelques-unes sont d'un travail et d'un poli admirables. C'est une espèce de panthéon des divinités indoues. Siva, Vishnou, Lacshman, Ganesa, sont les images que l'on y retrouve le plus souvent. Quelques-unes de ces statues sont encore intactes. Puis vient un passage avec un escalier et une porte de chaque côté qui conduit au Garba-Griha, le saint des saints, cloître triste et sombre, où les rayons même réfléchis du soleil ne pénètrent jamais, et dans lequel s'accomplit la majeure partie des rites brahminiques. Les prêtres seuls ont le droit d'y entrer. Si l'on en croit la tradition, de grands trésors sont enfouis quelque part dans cet espace. Ainsi l'on raconte de Crishna-Raja qu'il avait offert à Siva-Viroupacsha un ornement d'or et de pierres précieuses qui devait servir de couronne à son image; mais les *sthanicars* (gardiens du temple), tout en recevant l'offrande, ne voulurent point lui donner la destination que le prince avait indiquée. Ils se contentèrent de la déposer dans le trésor du monastère. Chrisna-Raja se plaignit, dit-on, aux brahmines de ce que l'ornement qu'il avait voulu consacrer à l'idole ne dût servir qu'à les enrichir. Pour le satisfaire et en même temps pour lui montrer le peu d'importance qu'ils attachaient réellement à son offrande, ils le conduisirent dans le Garba-Griha, en lui disant de toucher en passant la muraille à droite et à gauche. Il le fit, et, trouvant la surface inégale, exprima aussitôt sa surprise. On alluma alors un flambeau, et il put voir que tous les murs de ce sanctuaire étaient incrustés de pierreries et de bijoux hors de prix.

A chaque pli du terrain, ce sont ensuite d'autres ruines et d'autres temples par centaines, ensevelis, étouffés sous les broussailles, où il faut pénétrer la hache à la main au risque de se trouver face à face avec un tigre; mais on est toujours dédommagé de ces périlleux efforts.

Tout près de la rivière, on rencontre une petite pagode délicieuse où se trouvent trois statues fort bien conservées, celles de Lacshman, Rama et Hanouman; un peu plus loin dans le jongle, un temple à colonnes de granit noir, fort rare et fort dur, d'un poli superbe, et un autre avec des bas-reliefs admirables qui représentent tous les exploits de Rama dans l'île de Ceylan. Enfin, près de l'extrémité méridionale du pont s'élève l'incomparable Vitalraj (temple dédié à Vitaladeva), dont l'extérieur seul est en ruines. Cette pagode avait autrefois deux cours d'enceinte, aujourd'hui il n'en reste plus qu'une avec des portes pyramidales richement sculptées. Au centre se présente le temple principal tourné vers l'est et composé de trois ailes, avec un portique magnifique au milieu. En entrant sous le portique, on est d'abord frappé de la grandeur et de la majesté de l'ensemble, puis on est séduit par la grace et le fini des détails, et enfin, à mesure que l'œil s'accoutume aux objets les plus saillans, on découvre avec étonnement qu'il n'y a pas un pouce de ce vaste édifice auquel le ciseau n'ait donné une forme, et sur cette forme n'ait gravé une idée.

Nous avons dit que le temple se composait d'abord de trois ailes ou de trois salles sur le même plan. Le plafond des deux ailes latérales est d'un dessin pareil. Il se compose de dalles de granit, chacune de douze pieds carrés, d'un seul bloc, et chacune sculptée de manière à représenter un dais suspendu par des cordes tenues aux quatre coins par des perroquets. L'élévation de ces oiseaux au-dessus du sol les a sauvés des destructeurs de toutes les époques, anglais et musulmans, et leur a conservé même en partie les brillantes couleurs qu'on leur avait données. C'est dans l'aile centrale, celle qui conduit à l'intérieur de la pagode, que se déploient surtout le goût exquis et toutes les ressources de l'artiste. Le plafond est encore ici un assemblage de dalles de granit, mais ces dalles ont trente pieds de longueur sur quatre de largeur, et reposent sur des colonnes qui n'ont point leurs pareilles dans le monde. Pour les former, on a pris des blocs de granit de vingt pieds de circonférence et trente pieds de hauteur, et l'on a donné à chacune de ces masses une base et un chapiteau. La base est généralement un lion ou un autre animal grimpant; puis le fût ou la partie intermédiaire a été découpée à jour en quatorze, quinze et quelquefois seize formes différentes, chacune ayant sa base et son chapiteau distinct se reliant à la base et au chapiteau communs. Les tiges qui subdivisent ainsi chaque colonne représentent pour la plupart l'élite des Apsaras, ou nymphes célestes, telles que Rhamba,

Urvasi, Menaca et Tillotama, dont les traits, les formes et les contours, paraissent avoir été copiés sur les plus beaux modèles humains. Ce sont ces groupes de personnages qui supportent l'énorme toiture. La grace et la légèreté des figures corrigent ce que l'édifice pourrait présenter de trop massif. Tout cela avait été richement colorié, mais la peinture a presque entièrement disparu.

Derrière ces salles s'étendent les cloîtres ordinaires, remarquables seulement par la coquetterie des ciselures qui décorent toutes les corniches; puis on trouve une esplanade et d'autres temples collatéraux. A quelques mètres en avant des degrés qui conduisent au portique principal est un char qui a fait donner à cette pagode le nom de *Car pagoda*, par lequel elle est mieux connue des touristes anglais. C'est la prétendue imitation d'un char céleste. L'idée indoue de ce véhicule divin ne rappelle nullement les modèles de chars que nous ont laissés les Grecs; la forme est beaucoup moins gracieuse et a une ressemblance assez marquée avec celle d'un *hackery*, une des voitures à bœufs en usage aujourd'hui dans le pays. Dans le modèle en question, les roues, l'essieu, le timon et tout le corps du chariot sont en granit. Cette lourde machine était surmontée d'une coiffe pyramidale, dans le style des portes de pagodes, en briques et en plâtre. A l'époque de ma visite, en 1836, tout cela tombait en poussière.

En débouchant du temple de Vitaladeva, tournez à droite ou à gauche, et vous trouverez dans le prolongement de l'esplanade une foule d'autres pavillons et d'autres temples construits sur une plus petite échelle, mais des mêmes matériaux et toujours élégans. Ils sont consacrés à des divinités inférieures. Tous sont évidemment d'une date beaucoup plus récente que celle du temple de Viroupacsha qui se perd dans la nuit des temps, et la plupart furent construits au XVe siècle, la période la plus brillante de la capitale. Des inscriptions en tamoul, en telinga et en sanscrit indiquent que divers morceaux d'architecture sont dus à la magnificence de Crishna-Raja, entre autres un portique conduisant à l'un des petits temples, malheureusement le plus délabré, dans la cour de Vitaladeva. Il est de l'époque de son couronnement. L'inscription nous apprend que les revenus d'une pièce de terre ont été assignés par ce prince pour la construction, l'entretien et le service de cette pagode. Plus loin, dans le même quartier, on voit les ruines de son palais. Un tertre élevé, dont la base est entourée de maçonnerie, indique la place où s'élevait le trône des rois de Vijayanagar.

On remarque aussi un ancien gymnase, un réservoir pour les ablutions pieuses, cinq tours en spirales, une *piazza* où se tenaient les gardes de la cour, enfin des écuries pour les éléphans de service, construites avec une magnificence toute royale et surmontées d'un vaste dôme. Dans quelque sens que vous fouilliez sur un espace de dix lieues la triste forêt qui a successivement envahi toutes ces merveilles, vous trébuchez à chaque pas sur des temples et des palais. Un grand nombre de ceux-ci étaient souterrains, mais les passages qui y conduisaient sont obstrués de débris. Quelques travaux suffiraient pour les dégager et mettre au jour des trésors.

N'oublions pas le palais d'Achyuta-Raja, dans le quartier du même nom. Il est moins bien conservé que celui de Crishna-Raja. On y trouve cependant une remise pour les chariots, d'un beau travail de maçonnerie, une salle du conseil, deux pavillons de plaisance, et la tour en spirale qui marque la résidence d'un prince. On y voit aussi un salon de bain entouré d'une galerie partagée en plusieurs compartimens; le plafond et les murailles en sont encore coloriés. Montez de cette galerie par un escalier tournant sur la terrasse qui la couronne, et vous verrez à vos pieds, non plus la fameuse cité de Vijayanagar, célébrée dans la tradition et la légende, la capitale de souverains dont l'autorité s'étendait sur la moitié de l'Indoustan, et dont l'amitié était recherchée par les plus puissans princes de l'Asie, mais de vastes ruines, d'immenses édifices mutilés par le sabre musulman et défigurés par la main du temps; l'ombre et le tombeau d'une gloire qui n'est plus!

Nous avions à peu près complété nos recherches après vingt jours d'études, de fouilles parmi les ruines, et de conversations plus ou moins sérieuses avec les brahmines que l'accomplissement d'un vœu ou d'un pèlerinage amène encore à chaque instant de toutes les distances au temple de Viroupacsha. J'avais aussi obtenu des renseignemens précieux du jeune descendant des souverains de Vijayanagar, dont la royauté en guenilles ne m'effrayait plus. Bien que j'évitasse soigneusement de le blesser, en employant dans mes rapports avec lui toutes les formules respectueuses dues au titre qu'il revendiquait, quelques services que j'avais eu occasion de lui rendre me permettaient de le traiter sur le pied de l'amitié, sinon de l'égalité. Je lui avais donc proposé de se joindre à une expédition que nous avions projetée pour le 23 mars, et qui devait être le prélude d'une guerre acharnée contre les rois du désert. C'était une chasse au tigre

sur des éléphans. Le prince, ayant lui-même un de ces dociles animaux fort bien dressé à cette chasse qui était sa seule occupation et lui fournissait son principal revenu, avait accepté notre offre avec empressement. Il fut même convenu qu'il me donnerait une place sur son *houdah* (1). Nous avions d'ailleurs à notre suite trois éléphans de la compagnie, de sorte qu'en marchant au combat nous devions présenter un appareil assez formidable.

Une catastrophe tout-à-fait imprévue devait contrarier ces beaux projets. Nous revenions un soir, l'avant-veille du jour fixé pour la chasse, tout chargés de butin, nos albums remplis d'esquisses, de notes, d'inscriptions dérobées aux ruines, quand, en arrivant au logis, nous apprîmes que plusieurs de nos domestiques, dont nous avions remarqué depuis quelques jours le peu d'activité, s'étaient couchés fort malades. Nous avions déjà entendu parler de la fièvre de Hampy, car c'est par ce nom que l'on caractérise une fièvre maligne toute spéciale à cette localité; mais on nous en avait conté des histoires si évidemment exagérées que nous avions fini par n'y plus croire. L'impunité dont nous jouissions depuis notre arrivée contribuait aussi à nous encourager dans une confiance fatale. Comme beaucoup d'Européens, nous voulûmes attribuer l'indisposition de nos gens à la privation d'alimens substantiels et de liqueurs alcooliques. Au lieu donc de profiter de cet avertissement pour nous-mêmes et de nous éloigner au plus vite, nous nous contentâmes d'acheminer les malades vers Bellary, nous proposant de retarder encore notre départ de quelques jours.

Dès le lendemain, cependant, trois de nos camarades se sentirent pris d'un mal de tête insupportable qui amena la fièvre durant la journée et le délire vers la nuit. Nous comprîmes alors qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour appeler du secours. La constitution de l'Européen résiste plus long-temps aux miasmes délétères que celle de l'Indou; mais une fois qu'il est atteint, la maladie marche beaucoup plus vite, en proportion même de la force du tempérament. Il fut convenu que je partirais à l'instant (il était minuit) et que je parcourrais d'une seule traite les quatorze lieues qui nous séparaient du cantonnement. Aussitôt arrivé, je devais expédier un médecin et des palanquins pour toute la société. La vie de tous dépendait peut-être

(1) Espèce de corps de cabriolet qui s'attache au dos de l'éléphant, généralement entouré d'une balustrade en fer avec des anneaux pour appuyer les fusils.

de ma célérité. Je ne doutais pas de mes forces; mais les chemins étaient mauvais, et il me fallait un guide pour plusieurs parties de la route. Grace à la vigueur de mon cheval et au courage de mon saïce, le trajet fut accompli en quinze heures. C'est quelque chose d'inexplicable que cette élasticité physique, cette énergie soutenue de l'Indien, si faible dans une lutte corps à corps avec l'Européen, si supérieur à lui pour supporter une fatigue prolongée. Trottant devant moi quand j'allais au pas, s'accrochant à la queue de mon cheval quand je prenais le galop, mon saïce ou palefrenier, un pauvre jeune homme grêle et maigre, qu'un souffle aurait tué, ne me perdait jamais de vue et se retrouvait à mes côtés dans tous les passages difficiles. Enfin il arrivait en même temps que moi aux portes de la citadelle de Bellary, prêt à tenir mon cheval quand je mis pied à terre. L'étrangeté de ce fait, le désert et le silence qui régnaient autour de moi durant cette longue course, réveillèrent en moi une série d'impressions pareilles à celles que j'avais éprouvées au cap de Bonne-Espérance en lisant quelques strophes d'une poésie toute *byronienne* qui n'a jamais été publiée, œuvre inconnue d'un poète amoureux de cette triste colonie. En voici une faible traduction :

« J'aime à errer au loin dans le désert sans autre compagnon que le pauvre sauvage qui court en silence à mes côtés. Quand les chagrins de la vie jettent une ombre sur mon ame, que, malade du présent, je me retourne vers le passé, que mes yeux se remplissent de larmes de regret devant les chères images de mes premières années, quand je songe aux amitiés brisées par la trahison ou par la mort, aux compagnons de mon enfance abandonnés ou perdus, et enfin que je me vois moi-même solitaire exilé dont aucun être n'a gardé le souvenir, c'est alors que, fatigué de tout ce qui est sous le soleil, et avec cette tristesse de cœur que nul regard ne peut sonder, je m'enfuis au désert, loin du séjour de l'homme.

« Quand la tourmente de la vie avec ses scènes d'oppression, de corruption et de lutte, la menace du superbe et la terreur du lâche, le rire du dédain, les larmes de la souffrance, la méchanceté, la bassesse, la folie et le mensonge, me jettent dans une rêveuse et sombre mélancolie; quand mon cœur est plein, que ma pensée fermente, que je sens dans mon ame une corde sympathique qui répond à toutes les douleurs, ah! c'est alors qu'il y a pour moi de la liberté, de la fierté, du bonheur à bondir sur mon coursier, à me précipiter aussi rapide que l'aigle en avant, en avant, bien loin dans le désert, sans autre

compagnon que le pauvre sauvage qui court en silence à mes côtés (1). »

Mais laissons courir notre giaour du cap des Tempêtes : quand on accuse l'humanité avec tant d'amertume, au moins faudrait-il être humain, au moins faudrait-il avoir pitié de son pauvre sauvage. Si dans ma course forcée à Bellary je n'ai pas mieux traité le mien, j'avais du moins une excuse : il fallait sauver mes compagnons. Les secours furent envoyés; ils arrivèrent à temps. Nos camarades, à l'exception d'un seul, qui, n'ayant jamais été malade un seul jour, se croyait invulnérable, rentrèrent au cantonnement. Pourtant il fallut aux uns des mois, aux autres des années, pour se rétablir; quelques-uns durent changer de climat et retourner en Europe. La malaria de Vijayanagar semblait nous avoir tous empoisonnés.

J'ai dit qu'un seul de nos amis avait persisté à séjourner parmi les ruines. Un matin, quelques semaines plus tard, un Indien se présenta devant moi, faible, abattu, se traînant à peine. Il était porteur d'une lettre du capitaine B..... dans laquelle ce dernier m'apprenait que la

(1) On voudra peut-être avoir une idée du texte original. Voici la première strophe :

Afar in the desert I love to ride
With the silent bushboy alone by myside.
When the sorrows of life the soul o'ercast
And sick of the present I turn to the past;
And the eye is suffused with regretful tears
From the fond recollections of former years.
And the shadows of things that have long since fled
Flit o'er the brain like the ghosts of the dead,
Bright visions of glory that vanish'd too soon
Day dreams that departed ere manhood's noon,
Attachments by fate or by falsehood reft,
Companions of early days lost or left;
And my native land whose magical name
Thrills to my heart like electric flame;
The home of my child hood, the haunts of my prime,
All the passions and scenes of that rapturous time
When the feelings were young and the world was new
Like the fresh bowers of paradise op'ning to view!
All, all now forsaken, forgotten or gone
And I a lone exile remembered of none,
Aweary of all that is under the sun!
With that sadness of heart which no stranger may scan
I fly to the desert afar from man.

fièvre venait de le saisir à son tour, et me priait de lui expédier un palanquin en toute hâte. J'obéis à ses instructions; mais le messager, malade lui-même, avait été trois jours en route; je conçus donc les plus vives inquiétudes. Le surlendemain, comme je sortais de chez moi au point du jour pour me rendre au champ de manœuvres, je vis des porteurs endormis dans ma vérangue, et un palanquin déposé sous mon vestibule. Je courus l'ouvrir pour donner la bienvenue à mon ami; il était mort. Ce n'était déjà plus qu'un cadavre hideux et décomposé.

Telles furent les circonstances de notre excursion aux ruines de Vijayanagar : contrastes frappans de gaieté et de douleur, péripéties bizarres, commençant par l'orgie et finissant par la mort! C'est l'image de la vie telle qu'elle se présente le plus souvent aux regards du voyageur sous le ciel dévorant de l'Inde.

E. DE WARREN.

LA

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

VOYAGE D'UN SLAVE AUTOUR DE LA CHAMBRE.

On ne se souvient plus guère d'Henri Fonfrède, ce loyal, fantasque et parfois éloquent journaliste, et on a tout-à-fait oublié un livre que le publiciste de la Gironde adressa, il y a quelques années, *à MM. les députés de France,* touchant les limites constitutionnelles de leur prérogative. M. Henri Fonfrède était un humoriste en politique, — il y en a toujours quelques-uns, — il exagérait volontiers les choses et s'emportait facilement. En cette occasion, il criait à l'usurpation de pouvoir, et présageait sur tous les tons, si l'on ne changeait vite de système, la ruine prochaine de la charte et la chute inévitable de la royauté. M. Fonfrède annonçait des catastrophes, et il semblait prêt, comme cela avait été dit sous la restauration avec beaucoup plus d'à-propos, à se mettre chaque matin à la fenêtre pour voir passer la monarchie en chaise de poste, peut-être même sur un tombereau. Que sont devenues ces tristes prévisions? La charte est encore debout, et la royauté n'est point partie pour l'exil, que nous sachions, quoique MM. les députés de France, pour parler comme M. Fonfrède, n'aient pas mis à profit les pressans conseils et n'aient pas jugé nécessaire de restreindre les frontières de leur empire. Ont-ils eu tort? Ils ont eu raison. Des alarmistes seuls peuvent voir une situation violente et périlleuse dans un état de choses qui, pour être

nouveau, n'en est pas moins parfaitement normal. Dans un gouvernement parlementaire, véritablement parlementaire, il est bon, il est logique que celui des trois pouvoirs qui se renouvelle sans cesse, qui rentre sans cesse dans le sein du pays comme pour s'y retremper à une source toujours féconde, soit précisément celui qui représente le mouvement et la vie, pousse avec plus de passion à la gloire et au bien-être, et remue, en un mot, le plus d'idées, de sentimens et de faits. Il est clair qu'en agissant ainsi, ce pouvoir absorbe une grande part de l'attention publique. Qu'est-ce que cela prouve? Cela veut-il dire que la moindre prérogative des deux autres pouvoirs en soit atteinte? Non, certes. Du bruit que peut faire la chambre des députés, de l'attention qu'elle provoque, de l'ascendant qu'elle exerce, la royauté n'a rien à craindre; si elle y perd un peu de son antique prestige, elle y gagne de la solidité. En s'appuyant sur un parlement très fort, la monarchie, il est vrai, n'est ni absolue ni chevaleresque, mais elle est inébranlable, ce qui est bien quelque chose.

Quant à la pairie, les inquiétudes ne sont pas plus fondées, et elle n'est pas plus menacée que la royauté par les empiètemens de la chambre élective. Il ne faut pas oublier qu'il est de l'essence de cette institution de régler le mouvement plutôt que de le donner. A Dieu ne plaise que nous condamnions la pairie à être simple spectatrice! Elle doit être plus que cela, elle doit être juge : la pairie est la plus haute des magistratures. On dira qu'elle s'efface peu à peu, qu'elle joue un rôle de plus en plus médiocre. Si cela est vrai, c'est sa faute, non celle de l'autre chambre; et la meilleure preuve qu'elle laisse, de son plein gré, sommeiller trop souvent ses prérogatives, c'est qu'elle en abuse quelquefois. N'a-t-elle pas un cercueil de plomb toujours ouvert pour ensevelir opiniâtrément cette conversion des rentes qui ressuscite sans cesse? Qu'on ne crie donc pas à l'usurpation de pouvoir; rien n'empêche la chambre des pairs d'être ce qu'elle doit être. A elle l'impartialité, la réflexion, le calme dans la force; à la chambre des députés l'initiative et une animation constante. Cette animation lui est indispensable pour accomplir de bonnes et grandes choses, quoique, dans un autre gouvernement parlementaire qui nous a souvent servi de modèle, cela ne soit pas toujours nécessaire. C'est que, de l'autre côté du détroit, les partis ont une politique de tradition, une politique toute faite, qui n'a pas besoin, pour marcher, d'une impulsion quotidienne; et encore, dans la chambre des communes, au moindre incident nouveau, la passion s'en mêle : on vient de voir ce qu'a produit le bill de Maynooth. Ailleurs donc, en temps ordinaire, le calme plat peut être fécond; en France, c'est une agitation modérée qui est la source de tout progrès, et par agitation modérée on doit entendre les profonds sentimens du pays mis en jeu et s'associant à l'intelligence des hommes d'état. Là est notre vie régulière. En dehors de ce mouvement, il peut y avoir bien-être matériel, il n'y a pas amélioration politique, et rien n'est plus triste, même au milieu du développement convenable de l'industrie et des affaires, que de voir la France qui dort à côté de son parlement en

somnolence, tant cela est peu dans son tempérament et dans son allure naturelle. Il faut à notre politique de nombreuses et ardentes discussions; le silence la tue. Notre Liberté est orateur, c'est son goût, et ce goût rapporte plus qu'il ne coûte.

Voilà pourquoi il est injuste de médire des longues discussions qui ont lieu dans la chambre des députés et, par exemple, des discussions de l'adresse. D'aucuns prétendent que c'est du temps précieux perdu en bavardages. Ce sont gens à courte vue qui ne voient que le petit côté des faits; ils ne voient, dans ces solennels débats, qu'une lutte à grand renfort de phrases entre des ambitions satisfaites et des ambitions impatientes. Portons nos regards au-delà, et nous verrons qu'en définitive ce qui se passe au début de chaque session est un règlement de comptes entre les dépositaires du pouvoir et les représentans du pays. Qu'importe que ce règlement de comptes se fasse autour de sept portefeuilles rouges que les uns veulent garder et les autres conquérir? Le résultat n'est pas moins considérable : la situation d'un grand peuple est mise à jour, de telle sorte qu'une nation puissante n'est plus un mineur à qui l'on cache l'état de ses affaires, que ses relations extérieures comme ses finances ne sont plus soustraites à ses yeux et cessent d'être des mystères dont les générations suivantes ont seules la clé. N'est-ce rien qu'un tel résultat? sans compter qu'en cette occurrence les gouvernemens sont dans la nécessité rigoureuse de ne rien tenter qui ne se puisse avouer hautement, ce qui n'est pas peut-être d'une si médiocre importance. Cependant il est impossible de se dissimuler que cette immense publicité sur le marbre de la tribune a des inconvéniens, surtout en matière d'alliances et de traités; mais ces inconvéniens sont effacés par de tels avantages, qu'on doit aujourd'hui convenir, sous peine d'être aveugle ou de mauvaise foi, que le régime de la discussion est le premier des gouvernemens. Or, les débats de l'adresse sont les grands jours de ce régime; ce sont les champs de mai des gouvernemens constitutionnels.

Encore une considération qui n'est pas à dédaigner dans cette France qui a toujours aimé l'art et le style, c'est qu'au milieu des luttes incessantes de la parole notre tribune grandit. Chose admirable! chez nous, les hommes supérieurs ne manquent jamais pour s'approprier aux situations nouvelles et emporter le prix du genre en toute circonstance. L'ancien régime produisait les diplomates qui causaient le plus agréablement dans les salons de l'Europe : c'étaient les héros de la conversation. Le régime actuel produit les hommes d'état qui parlent le plus éloquemment dans les assemblées politiques : ce sont les héros de la tribune. Quels orateurs le parlement britannique peut-il aujourd'hui opposer aux nôtres? quel membre de la chambre des communes, avec toutes les traditions de Pitt, de Fox et de Canning, possède mieux que M. Guizot la gravité de la parole, la grandeur et l'originalité de l'expression, et, s'il faut tout dire, l'éloquence du sophisme? Quel est le whig ou le tory qui, dans ses harangues, est plus lumineux, plus abondant, plus universel que M. Thiers? Qui porte plus loin que l'ancien président du

1er mars l'art de persuader sans efforts et de convaincre à son système en ayant l'air de l'exposer sans intention?

A merveille! va-t-on dire; le gouvernement représentatif touche donc à la perfection! Nous sommes, sans nous en douter, en plein âge d'or constitutionnel! Mon Dieu, non. Si l'institution est excellente, il est fâcheux d'ajouter que les hommes ne valent pas l'institution : comme dirait M. Hugo le pair de France en son langage de poète, le ver est dans le fruit. En d'autres termes, si la chambre des députés, à notre avis, ne fait qu'user largement de ses prérogatives dans l'intérêt général, le député abuse trop souvent des siennes dans son intérêt privé. Au moment où nous admirons le jeu magnifique de l'institution, nous nous heurtons au despotisme étroit de l'individu.

Le mal est réel, la plaie est vive, d'autant plus que le monopole créé par le député pour son agrément n'est pas près de s'arrêter; il s'étend chaque jour. Être député va bientôt tenir lieu de tout, comme le *sans dot* d'Harpagon. Dès qu'on a réuni les suffrages de cent cinquante électeurs autour d'un clocher, on est une puissance, et l'on peut, sans trop de présomption, aspirer à quoi que ce soit : le sacre de quelques électeurs, le plus souvent de quelques bons paysans qui sont l'ignorance même, produit des effets vraiment magiques, et communique sans doute je ne sais quel mérite surnaturel. La vérité est que vous êtes aussitôt un personnage hors ligne. Dès lors, si vous daignez demander un emploi, qu'un homme supérieur ne s'avise pas de se mettre à la traverse et de vous faire concurrence : à peine il se serait montré, qu'il serait étendu sur le carreau. Dix hommes de talent sollicitent une place; c'est un sot qui l'obtient. Mais quoi! il avait deux boules dans la main, et que vouliez-vous que fît le ministre, par ce temps de majorités imposantes d'une ou deux voix? Le ministre ne pouvait que serrer fort gracieusement une main qui lui sera prochainement d'un bon secours, fort heureux qu'on lui tendît cette main tout ouverte et qu'on lui offrît l'occasion de la remplir. On avouera que, dans un pays démocratique comme le nôtre, c'est un beau privilége que le député s'est arrogé. — Si un père de famille rêve pour son fils un brillant avenir administratif, au lieu de lui souhaiter du talent et du caractère, il fera mieux de lui souhaiter deux cents électeurs.

Le député, c'est le dieu Pan : il est partout. Hier encore, on signalait à la chambre, avec une louable fermeté, sa présence dans les choses administratives, où il n'apporte que des désordres. C'est le député qui morigène, déplace ou destitue des fonctionnaires d'un ordre assez élevé qui avaient cru s'attacher au service d'un gouvernement libre, et qui se trouvent réduits à la merci d'un pacha au petit pied. Cela est intolérable, et malheureusement cela durera aussi long-temps qu'il y aura des ministères voulant vivre à tout prix, et, au lieu de s'adresser ouvertement aux sentimens généraux, aimant à abriter leur petite politique derrière des transactions particulières et des manéges à huis-clos. Or, en France, la corruption n'est dangereuse que lorsqu'elle se cache; mais alors elle l'est beaucoup, car elle peut s'éterniser. Nous n'avons et nous n'aurons pas de Walpole marquant avec des billets de banque cer-

tains passages des livres qu'il envoyait à ses créatures; tant pis que nous n'ayons pas de Walpole : il serait bientôt brisé, et la probité prendrait sa revanche.

Au lieu de prendre plus tard sa revanche, que la probité politique prenne dès aujourd'hui ses mesures : cela vaudra mieux. La chambre des députés peut parfaitement se sauver elle-même; le malade est médecin, et il connaît le remède qui peut le guérir. Ce remède, c'est la proposition de M. de Rémusat, c'est au moins une partie du remède, car il faudrait encore, pour qu'il y eût véritablement guérison, que certains hommes d'état, comme nous disions tout à l'heure, voulussent bien consentir à ne plus s'accrocher avec opiniâtreté à un portefeuille qui échappe, et à ne pas rester majestueusement assis sur un banc de ministre avec une majorité d'une ou deux voix. La moitié plus un n'est pas une majorité constitutionnelle. Avec une chambre ainsi partagée, on vit de transactions, de compromis, d'humiliations quelquefois; on louvoie, on transige, on ne gouverne point. Quand donc certains hommes d'état comprendront-ils cette vérité si simple, et se soumettront-ils à cette règle élémentaire du gouvernement représentatif? quand? Le lendemain du jour où ils n'auront plus de leur côté que la moitié moins un. Ce jour viendra peut-être. En attendant, la corruption mine et contremine, la cupidité se met à l'encan, et la faiblesse se laisse faire, si bien que des vices sans nombre s'introduisent peu à peu dans une institution admirable qui finirait par succomber, si elle était moins forte, et si elle n'était sortie toute vivante des entrailles de la société moderne.

Tel qu'il est, on comprend que ce grand corps peut être l'objet d'études bien curieuses. Qui ne serait aise d'être initié aux mille particularités de son existence? Eh bien! voici quelqu'un qui veut nous conduire dans tous les coins et recoins du Palais-Bourbon : c'est un Slave; mais on sait que les Slaves ont le don des langues et qu'ils se familiarisent vite, malgré leur patriotisme, avec les mœurs de tous les pays. Celui-ci paraît très au courant de ce qui se passe de la salle des Pas-Perdus à la salle des séances et de la bibliothèque à la buvette, et il a été bien inspiré d'entreprendre son *Voyage autour de la Chambre des Députés.*

Nous ne sommes pas à bout de voyages. Entre le voyage de M. Xavier de Maistre autour de sa chambre, et celui de M. Dumont d'Urville autour du monde, il y a place pour bien des expéditions, petites ou grandes. L'on pourra voyager long-temps encore, sans que la terre vienne à manquer, et sans qu'on soit forcé de tomber dans les redites. Au reste, la question importante pour le voyageur est d'avoir de bons yeux; tout ce qu'on sait voir est intéressant. Les régions les plus explorées prennent des aspects inattendus et tout nouveaux, dès qu'un homme d'esprit chevauche à travers leurs chemins battus. C'est une vérité vulgaire qu'on peut courir beaucoup sans rien voir. Combien de gens ont fait le tour du monde sans faire le tour de leur vaisseau! De même on peut voir beaucoup sans changer de place; on couperait

les jambes à un fin et pénétrant moraliste qu'il ne ferait pas moins de découvertes dans des pays connus ou non. En général, c'est donc le voyageur qui importe plus que le lieu du voyage. Cependant il est tel sujet qui intéresse assez par lui-même, qui fait d'abord ouvrir le livre, couper les pages. De ce nombre est la présente excursion.

Un voyage autour de la chambre des députés! mais voilà qui peut être aussi agréable qu'instructif. Vous allez donc nous apprendre la géographie et les mœurs de ce pays. Vous allez nous dire comment se font et se défont les lois, comment on devient ministre et comment on cesse de l'être. Vous démontrerez l'attraction irrésistible qu'un portefeuille rouge exerce sur celui-ci, et la frayeur insurmontable qu'un marbre blanc haut de trois pieds inspire à celui-là, au point de lui enlever net la parole. Vous entrerez dans plus d'une conscience et en dévoilerez le fond; vous éventerez mille secrets. — Un voyage autour de la chambre des députés! êtes-vous déjà en route? Introduisez-moi donc dans l'intimité de ces hommes qui mènent les affaires de la France, et dont les paroles ont des échos dans toute l'Europe. Peignez-nous en pied M. Thiers et M. Guizot, et essayez d'être neuf après tant d'autres peintres. Montrez-nous au vrai M. Berryer et M. de Lamartine, le premier si grand orateur quand on l'écoute, et le second quand on le lit. Tâchez d'analyser M. Dupin, qui ne vieillit pas. Faites estimer, autant qu'il dépendra de vous, M. Odilon Barrot, toujours si grave, qui conserve encore presque tout son prestige au dehors, M. Dufaure qui s'efface, et M. Billault qui monte. M. Mauguin est bien déchu, n'est-ce pas? Expliquez cette décadence; expliquez aussi comment M. de Tocqueville, un homme d'un mérite réel, s'essouffle à devenir un chef de parti, ce qu'on ne devient pas en s'essoufflant. Parlez encore longuement de quelques autres; puis, si vous ne voulez pas absolument nous faire grace des médiocrités vaniteuses, fustigez-les, en courant de banc en banc, dans la salle des conférences, dans les couloirs, dans les bureaux, partout. Est-ce fait? A demi seulement.

Le Slave a eu l'ambition de donner un récit complet de son voyage, et, s'il n'a pas toujours réussi quant aux hommes, il faut reconnaître qu'il est d'une exactitude parfaite quant aux choses; il n'a rien omis sur ce point. Il commence par décrire le palais avec ses diverses entrées, ses grands vestibules, son paisible jardin, ses statues. Il jette un coup d'œil sur le passé et raconte dans quel cérémonial l'empereur et Louis XVIII venaient à la chambre. Il fait une longue halte dans la salle des Pas-Perdus, et il trace là un des chapitres les plus curieux de ses tablettes. C'est là qu'il attrape, pour nous la transmettre, la physionomie de chaque député qui a un nom, et qu'il lance ses anecdotes les plus piquantes. Après quoi, il passe à la chapelle, aux bureaux de la chambre, à la bibliothèque, qui compte cinquante mille volumes et où ne puisent qu'un petit nombre de députés, et à la buvette, où ils vont tous. Ainsi, le Slave ne laisse pas un coin de la chambre sans l'explorer, et il présente en même temps le député sous toutes ses faces et à toutes les

heures de sa vie parlementaire, de telle sorte que son livre est un *vade-mecum* très commode pour quiconque veut se mettre au courant de nos mœurs représentatives : c'est le *guide* de l'électeur à Paris.

Quand on voit le Slave parcourir d'un pas alerte les diverses tribunes de la salle des séances et arriver, bon pied bon œil, à la tribune dite des journalistes, on s'attend à des portraits, et l'on est tout contrarié qu'ils ne viennent pas. Il eût été piquant, en effet, de voir juger les juges, et d'apprendre à quel point, chez ces maîtres profès de l'opinion publique, le style est l'homme. Toute la presse parisienne est dans cette loge : — plumes légères, dédaigneuses, mordantes; plumes magistrales et ennuyeuses; jeunes plumes qui ne savent pas assez, et vieilles plumes qui ressassent; dégoûts profonds, colères factices, verve spirituelle, en un mot, je le répète, toute la presse. Quelles bonnes pages ironiques et sérieuses aurait pu écrire le Slave, s'il eût voulu tirer parti de son sujet! Pourquoi a-t-il laissé échapper cette bonne fortune? Dieu me pardonne, je crois que le courage lui a manqué. Un Slave est courageux sans doute, et le nôtre a fait ses preuves : il a bravé la colère de l'autocrate; mais on peut fort bien braver l'autocrate et craindre d'offenser ce congrès de roitelets qui siége dans la tribune des journalistes.

M. Tanski (on peut aujourd'hui dire le nom du Slave sans indiscrétion) a été moins réservé dans le chapitre de son livre qu'il a intitulé : *Généraux et chefs de corps des armées parlementaires.* Je l'en féliciterais, si, tout en nous dévoilant avec habileté les secrets de la stratégie, les marches et contre-marches de l'opposition et du ministère, il n'eût pas été plus d'une fois injuste envers quelques hommes éminens. Il dit, par exemple, que « M. Thiers aime à coucher sur le champ de bataille, mais qu'il dédaigne de s'y fortifier, » et c'est pour cette raison, on ne s'en serait pas douté, que M. Thiers est tombé deux fois si rapidement du ministère. J'en demande pardon à l'auteur du *Voyage,* il se trompe. Au 22 février et au 1er mars, M. Thiers n'a pas dédaigné de se fortifier sur le champ de bataille; il était fortifié suffisamment, et il s'est retiré, on sait pourquoi, en pleine majorité. Ces deux retraites ont été assez éclatantes pour qu'il ne soit pas permis d'en méconnaître le sens et la portée. Je m'étonne que M. Tanski ait commis cette faute, et je m'étonne également qu'à son avis les rapports de M. Duvergier de Hauranne *manquent de nerf et de caractère.* Si les rapports de M. Duvergier de Hauranne méritent ce traitement, qui donc, dans la chambre, est capable d'écrire un bon rapport?

D'autres fois, M. Tanski n'est pas injuste, mais il est avare. Ainsi il se contente de consacrer deux lignes à M. de Rémusat. Il y avait tout un portrait à faire. Écrivain qui sait unir la grace à la force, orateur qui, à plusieurs reprises, a fait entendre les accens d'une conscience passionnée; spirituel et sensé, bienveillant et ferme, éloquent et honnête, M. de Rémusat ne réunit-il pas des qualités qui font de lui comme un Benjamin Constant incapable de faiblesse? Encore une bonne page que l'auteur du *Voyage* a laissé échapper.

Pendant que le Slave trébuchait dans quelques-uns de ces jugemens littéraires et politiques, plusieurs erreurs de faits se glissaient dans *le Voyage autour de la Chambre des Députés*. M. Tanski donne M. Vivien et M. Léon de Maleville comme d'anciens lieutenans de Casimir Périer. Or, chacun sait que M. Vivien, même préfet de police, était loin d'être en communion parfaite avec son ministre. Quant à M. de Maleville, que l'auteur, du reste, appelle un esprit lucide et un caractère droit, et qu'il pourrait, avec la même raison, appeler un orateur incisif et de bon goût, il n'est entré à la chambre qu'en 1834, deux ans après la mort de M. Périer.

Cela dit, ce compte réglé, nous aimons à rendre justice au livre de M. Tanski. Il y règne d'un bout à l'autre un ton excellent; les personnalités n'y sont jamais offensantes, et, même aux endroits les plus hasardés, il reste dans les bornes de la discrétion. De plus, le Slave est bien informé, il en sait long, il n'est jamais à court de détails, et son livre est, en quelque sorte, la chambre prise au daguerréotype. Avec les récits de M. Tanski sous les yeux, on a le tableau exact des grandeurs et des petitesses du régime parlementaire; on pénètre au cœur des institutions représentatives, et l'on sait ce qu'il faut espérer et ce qu'il faut craindre.

En lisant dernièrement l'ouvrage étrange de M. le prince de Polignac, et en voyant cette pauvre tête se lever fièrement du milieu des ruines qu'elle a amoncelées, je me disais que jamais incapacité plus profonde n'avait présidé aux destinées d'un grand peuple. M. de Polignac ne comprend rien, absolument rien à notre temps et à notre pays. On disait, sous la restauration, de M. de Richelieu, que c'était l'homme de Crimée qui connaissait le mieux la France; on ne pourrait pas dire de M. de Polignac que c'est l'homme de Bavière qui nous connaît le mieux, car il est sûr que bien des gens en Bavière sont plus avancés que lui. Eh bien! cependant, M. de Polignac a été président du conseil. Les destinées de la France ont été remises en ses mains. — Avec le gouvernement parlementaire, tel que nous l'avons aujourd'hui, un pareil malheur ne serait plus possible. Nous n'avons rien à craindre de l'incapacité; le danger est ailleurs. Ne redoutons pas les incapables, mais craignons le talent sans patriotisme. Avec une chambre partagée en mille nuances et sans majorité décidée, avec les besoins particuliers de plusieurs, la versatilité de quelques-uns, la vénalité de quelques autres, il serait possible qu'un homme supérieur, sans être échauffé de l'amour du pays, s'emparât du pouvoir et le gardât. Qu'arriverait-il alors? L'incapacité avec de bonnes intentions perdit une dynastie; le talent sans patriotisme rapetisserait la France.

PAULIN LIMAYRAC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 juin 1845.

La discussion du budget des dépenses n'a pas duré plus de quinze jours. On a déjà vu que les ministères de la justice et de l'intérieur n'avaient pas fixé long-temps l'attention de la chambre; les travaux publics, le commerce et les finances ont marché du même pas. Le budget de l'instruction publique a été vivement disputé; mais M. de Salvandy, qui reparaissait à la chambre après une assez longue absence, s'est défendu avec autant de fermeté que de présence d'esprit. La chambre a voté toutes les allocations soutenues par lui et demandées par son illustre prédécesseur, allocations fort justes, que des préventions étroites pouvaient seules contester. Deux incidens ont été remarqués dans ce débat sur l'instruction publique. Un homme d'esprit dont les intentions sont excellentes, mais qui n'a pas toujours le tact et la modération nécessaires, s'est imaginé d'attaquer l'existence légale de l'Université. Nous renvoyons M. Desmousseaux de Givré aux réclamations énergiques de M. Dupin. L'Université est parfaitement légale; elle est chère au pays; elle est nationale; la faveur des chambres ne lui manquera pas, et nous espérons encore qu'elle n'aura pas le chagrin de compter M. Desmousseaux de Givré parmi ses adversaires. L'autre incident est une sortie de M. de Lespinasse contre les cours du collége de France. L'honorable député dénonce l'enseignement de MM. Michelet et Quinet; il appelle sur eux la réprobation du pays. La chambre, d'un sentiment unanime, a blâmé ces attaques contre deux professeurs absens, qui n'appartiennent pas d'ailleurs à la juridiction parlementaire. Où en serions-nous si l'on pouvait traduire les écrivains et les professeurs devant la chambre, et si le palais Bourbon pouvait être transformé en un comité de censure philosophique ou littéraire?

Moins heureux que son collègue de l'instruction publique, M. le ministre de la guerre a essuyé d'assez rudes échecs dans la discussion de son budget. Il s'est vu forcé de subir un grand nombre de réductions, et n'a triomphé sur deux ou trois points qu'après des épreuves douteuses. L'institution de trois conseillers rapporteurs attachés au conseil supérieur de l'Algérie a

été fortement critiquée. Pour défendre cette création, on prétend qu'elle a pour but d'associer l'élément civil à l'élément militaire dans l'administration de la colonie. Nous craignons bien que l'on n'ait abusé ici de la confiance de la chambre, et que l'on n'ait déguisé sous l'invocation d'un principe, d'ailleurs fort sage, une mesure inutile, inspirée par des motifs très secondaires. Néanmoins la mesure est votée; nous verrons maintenant les grands effets qu'elle produira.

L'administration de la guerre ne se maintient pas toujours dans les bornes d'une stricte légalité. Par exemple, elle ne respecte pas toujours les règles de l'avancement. La tribune a révélé là-dessus des preuves de l'arbitraire ministériel. Mais, au moins, on peut dire du ministère de la guerre que l'ordre le plus parfait règne dans toutes les parties de son immense comptabilité; les règles financières y sont généralement observées, et les crédits reçoivent un emploi conforme au vœu des chambres. La comptabilité de la guerre, grace à une direction persévérante et éclairée, est devenue un modèle à suivre pour tous les états libres, où l'administration, sévèrement contrôlée, doit se mettre en mesure de démontrer sur tous les points son exactitude, son habileté et sa bonne foi. Malheureusement, nous ne pouvons adresser le même éloge au ministère de la marine, qui vient d'essuyer dans la discussion du budget une si violente bourrasque, châtiment mérité des négligences ou des abus dont notre puissance navale a cruellement souffert depuis plusieurs années.

Il était impossible que le budget de la marine ne donnât pas lieu à un grave débat. Déjà les discussions des années antérieures avaient révélé les désordres de ce département. Des réformes avaient été promises; il fallait en réclamer de nouveau l'accomplissement. Puis, toutes les questions qui touchent la marine ne se rattachent-elles pas à la politique extérieure du cabinet? N'est-ce point là qu'on peut connaître la mesure de sa fermeté vis-à-vis de l'Angleterre? Nos grandes affaires ne sont point sur le continent. La Méditerranée, l'Océan, sont le théâtre de nos difficultés diplomatiques. Si vous voulez savoir quel rôle le ministère entend jouer sur ce théâtre, regardez ce qui se passe dans les arsenaux de la marine, c'est-à-dire quel est l'emploi des fonds votés par les chambres pour soutenir l'honneur et la puissance du pays. C'est là que se trahissent les secrets de la politique ministérielle.

Une circonstance d'ailleurs venait prêter au débat sur la marine un nouvel intérêt. Dans une discussion récente du parlement anglais, il avait plu à deux membres de l'opposition d'exagérer ridiculement les forces maritimes de la France, pour accuser sir Robert Peel d'imprévoyance, et lui imputer le tort de négliger la défense des côtes britanniques. Sir Robert Peel n'a pas répondu. Il s'est retranché dans le silence commandé par la raison d'état. Tout le monde sait, en France, ce que signifie cette tactique. Mieux que personne, sir Robert Peel connaît l'état réel de nos forces navales, et il pourrait, d'un seul mot, rassurer l'opposition anglaise, si tant est qu'elle ait besoin d'être rassurée; mais il aime mieux accréditer par son silence les attaques dirigées

contre les prétendus développemens de notre marine, car ces attaques sont un argument utile à ses négociations avec la France. En cela, l'opposition anglaise et le cabinet britannique sont peut-être complices d'une même fraude; ils jouent une comédie concertée à nos dépens. Aussi, ce qu'il y avait de mieux à faire, chez nous, au sujet des discours du commodore Napier et de lord Palmerston, c'était de n'en point parler. Malheureusement la discrétion n'est point la vertu habituelle de notre ministère et de ses journaux. Humble dans ses actes, le cabinet du 29 octobre n'est pas toujours modeste dans son langage. Il aime à se vanter des succès qu'il n'a pas. La presse ministérielle a donc invoqué comme un argument sérieux les exagérations du parlement anglais sur l'accroissement de notre puissance navale, et la politique de M. Guizot a passé, pendant plusieurs jours, pour un système profondément calculé, qui trompe sir Robert Peel sous le voile d'une amitié empressée, et qui augmente silencieusement les forces maritimes de la France. Il était temps, pour nous sauver du ridicule aux yeux de l'Angleterre, que la discussion du budget de la marine vînt dissiper ces vaines fumées.

Hélas! quand l'opposition répète sans cesse que notre marine s'affaiblit, que le dépérissement de la flotte va toujours croissant, malgré les sacrifices votés par les chambres, tout cela n'est que trop vrai. Écoutez M. Rihouet, qui est un ami du ministère, et qui a fait partie de la commission nommée il y a deux ans pour proposer les bases d'une réforme dans l'administration des ports; écoutez M. Bignon et tous les membres de la commission du budget, choisis dans les rangs conservateurs : ils vous diront que chaque année la situation de notre marine s'aggrave. Le matériel naval s'appauvrit. Les approvisionnemens sont au-dessous des besoins de la flotte. Les constructions languissent. Pendant que les anciens navires pourrissent de vétusté, les nouveaux demeurent sur les chantiers. Les ordonnances qui ont réglé la situation normale du pied de paix ne sont pas exécutées, et nous n'avons point de réserve pour parer à un cas de guerre. Cependant le budget de la marine s'élève à 120 millions. Les chambres françaises, interprètes du vœu national, votent tous les ans de nouveaux crédits. Quelquefois même elles votent des fonds que le ministère ne demande pas. Vains efforts! L'état de notre flotte, au lieu de s'améliorer, présente de jour en jour un caractère plus alarmant, et nous sommes arrivés en 1845 à cette douloureuse situation, qu'avec un budget de 120 millions, notre marine offre moins de ressources qu'en 1825, sous M. de Chabrol, qui n'avait que 62 millions à dépenser! Le gouvernement sorti de juillet semble moins favorable aux progrès maritimes de la France que le gouvernement de la restauration, issu de nos malheurs et imposé par l'étranger!

A qui faut-il s'en prendre? A l'administration seule. Les partis extrêmes accusent les tendances du gouvernement; on lui attribue un plan systématique, qui serait une trahison. Sans aller si loin, nous dirons avec conviction que cet affaiblissement de notre marine militaire a pour cause une incapacité ou une négligence coupable. Qu'on relise la *Note* de M. le prince

de Joinville, dont le témoignage assurément n'est pas suspect, on verra combien ses critiques sont accablantes pour l'administration. Il en est de même des reproches que la tribune a fait entendre dans le dernier débat sur la marine; M. de Mackau a vainement essayé de se justifier : ces reproches sont restés sans réponse. Les abus qui se passent dans les arsenaux sont notoires. Les moyens que l'administration emploie pour y remédier sont insuffisans. On avait promis un contrôle; celui que l'ordonnance du 14 juin a prescrit est incomplet. Pourquoi l'administration se refuse-t-elle à rétablir le contrôle créé par Colbert, maintenu par les arrêtés de l'empire, et si malheureusement aboli en 1828, organisation simple et puissante, qui plaçait le matériel naval sous la garantie d'une direction supérieure, et donnait au contrôle la force de l'unité, tandis qu'aujourd'hui l'absence de vérification centrale et d'attributions distinctes, une surveillance éparse, une responsabilité illusoire, rendent le contrôle à peu près nul? Pourquoi M. de Mackau résiste-t-il encore sur ce point au vœu exprimé par trois commissions? Quels sont ses motifs? Est-ce la crainte de blesser des amours-propres ou des intérêts de corps? Peut-on sérieusement invoquer de pareilles raisons devant l'intérêt de l'état? Ensuite, comment se fait-il que l'administration de la marine persiste à ne pas exécuter les intentions des chambres dans l'emploi des crédits? Depuis plusieurs années, les prescriptions parlementaires sont éludées à l'aide de la rédaction vicieuse des budgets. Les fonds votés pour les constructions sont appliqués aux armemens; de là est venu surtout le dépérissement de la flotte. Pourquoi enfin tant de sollicitude pour les dépenses du personnel, et tant d'indifférence pour le matériel naval? On veut augmenter la paie des officiers, et l'on ne veut pas construire des vaisseaux! En vérité, nous comprenons que les passions commencent à s'emparer de cette question de la marine. Nous sommes encore de ceux qui ne voient dans cette question qu'un défi jeté à l'opinion par l'esprit de routine et par l'inertie administrative; mais quand on songe à la persévérance du mal et à l'opiniâtreté de la lutte, on est bien embarrassé pour disculper le gouvernement des graves reproches que les partis violens ne craignent pas de lui adresser.

Il fallait trouver un remède énergique à cette situation. Deux moyens se présentaient : une enquête parlementaire, ou une enquête administrative. L'opposition, voulant garder jusqu'au bout cette attitude défiante, mais modérée, qu'elle a constamment montrée pendant la session, a préféré l'enquête administrative, qui a été votée par la chambre sur la proposition de M. Lacrosse, soutenue par M. Billault. A l'ouverture de la prochaine session, les chambres recevront un compte spécial et détaillé de l'inscription maritime et des équipages de ligne, de l'état des bâtimens de la flotte, de l'approvisionnement des arsenaux et des constructions navales. Tel est le nouvel amendement imposé au ministère. Enfin, la vérité sera connue, ou plutôt le gouvernement sera forcé d'avouer ce que tout le monde sait. Ce ne sera pas, sans doute, un plaisir pour nous de contempler nos misères, et de

montrer à l'Angleterre un tableau qui la fera sourire; mais c'est le seul moyen d'arrêter le gouvernement de la France dans une voie funeste. Si les intentions de nos ministres sont bonnes, l'amendement de la chambre sera une force pour eux. M. de Mackau y trouvera l'appui nécessaire pour vaincre les préjugés aveugles qui l'entourent. L'amendement de M. Lacrosse est un service rendu au pays. La France veut une marine. Les chambres prodiguent les fonds pour l'établissement et l'entretien d'une flotte qui réponde à l'importance de notre rôle dans les affaires du monde. Il faut que le vœu des chambres soit rempli. Une politique faible, imprévoyante ou inhabile, qui négligerait les intérêts de notre marine, laisserait à ses successeurs des difficultés et des périls qui entraveraient plus tard la marche d'une politique nationale; il faut empêcher que l'avenir de la France soit engagé.

On a reproché à M. Billault d'avoir rappelé au gouvernement, dans cette discussion, la nécessité d'étudier et de préparer les forces agressives de la France. Ce reproche est puéril. Dans tout examen des forces militaires d'un pays, il faut admettre le cas de guerre, et, en cas de guerre, on ne doit pas sans doute se borner à se défendre. Une nation prudente doit toujours être en mesure de frapper ses adversaires en transportant chez eux le fléau qu'ils ont amené chez elle. Ce raisonnement tombe sous le sens. Il faut être bien aveuglé par l'entente cordiale pour ne pas le comprendre, et pour découvrir une énormité politique dans les paroles très sages de l'honorable M. Billault.

Au budget de la marine se rattachait naturellement la question des établissemens de l'Océanie. Que veut le ministère? quel rôle jouons-nous dans ces parages, où l'on voit l'influence anglaise triompher devant le pavillon du protectorat, et un amiral français poursuivre d'île en île une reine sauvage, en la suppliant vainement de reprendre le pouvoir que la France lui a rendu? Quand finira cette comédie, dont le dénouement peut devenir tragique? Jusqu'où ira la patience de notre gouvernement? A entendre M. le ministre de l'intérieur, notre gouvernement est parfaitement tranquille, et la question de Taïti ne trouble personne, si ce n'est M. Léon de Maleville et M. Billault. Nous félicitons M. Duchatel de sa sécurité. On oublie vite en France; mais il n'y a pas de mémoire plus oublieuse que celle de nos ministres, surtout quand il s'agit des fautes qu'ils ont commises.

Le crédit demandé pour l'établissement d'une division navale sur la côte occidentale d'Afrique a été voté par la chambre à l'unanimité moins une voix. L'examen de la convention du 29 mai a été réservé d'un commun accord. Cependant quelques paroles de M. Dupin ont fourni à M. le ministre des affaires étrangères l'occasion d'expliquer les clauses de l'article 8. D'après le commentaire de M. Guizot, cet article placerait la France vis-à-vis de l'Angleterre dans la même position que les États-Unis. Les deux situations seraient identiques. La France ne reconnaîtrait pas comme un droit la visite sur ses navires pour constater la nationalité du pavillon; ce serait un acte que l'Angleterre serait libre d'accomplir à ses risques et périls; en cas d'erreur, il y aurait lieu à indemnité. Nous craignons que les instructions don-

nées aux croiseurs par les deux gouvernemens de France et d'Angleterre n'aient pas un sens aussi précis. On verra du reste comment les choses se passeront dans la pratique. M. le ministre des affaires étrangères a donné des éclaircissemens sur un autre point. On se demandait pourquoi le traité n'avait désigné que la côte occidentale d'Afrique. La côte orientale était-elle donc exceptée? La surveillance devait-elle être inégalement partagée entre les deux nations? M. Guizot a déclaré que cette inégalité n'existait pas Si la convention du 29 mai a désigné expressément la côte occidentale, c'est qu'elle a voulu déterminer le nombre des croiseurs que la France serait tenue d'y employer : quant à la côte orientale, la France pourra y envoyer autant de croiseurs qu'elle voudra. Ces explications sommaires ont satisfait la chambre, qui n'a pas voulu d'ailleurs prolonger ce débat, ajournant à la session prochaine l'examen des questions qu'on ne peut essayer de résoudre sans une expérience de plusieurs mois.

Avant de clore la discussion du budget, la chambre a décidé, par un amendement, que toutes les nominations faites dans la Légion-d'Honneur seraient insérées au *Moniteur*. Cette mesure est bonne en elle-même. Fallait-il l'introduire dans le budget? C'est autre chose. A notre avis, la loi du budget ne doit contenir que les dispositions qui s'y rattachent réellement. Y joindre des dispositions étrangères, qui n'ont aucun rapport direct avec les dépenses de l'état, c'est sortir de la limite tracée par la constitution, et entraver la liberté de la chambre des pairs, qu'on peut mettre ainsi dans l'alternative ou d'adopter une mesure que sa conscience repousserait, ou d'amender le budget, ce qui, vu l'époque de la session et le départ précipité de la chambre élective, deviendrait un grave embarras pour le gouvernement. M. le ministre des finances et M. le garde-des-sceaux ont soutenu ces principes; nous les approuvons. Le penchant de la chambre à insérer dans le budget des articles additionnels qui n'ont rien de commun avec la loi de finances nous semble un danger grave. On ne sait guère jusqu'où pourrait mener une pareille voie. Néanmoins la chambre, en cela, n'est peut-être point la plus coupable. D'où sont venues, cette année, les plus fortes atteintes qu'ait reçues la dignité de la pairie? Qui a le moins ménagé ses susceptibilités? N'est-ce point le ministère? On doit le reconnaître, il a commencé par donner l'exemple, et la chambre l'a suivi.

Une coalition d'ouvriers a fixé pendant ces derniers jours l'attention de la capitale. Les ouvriers charpentiers ont abandonné leurs travaux, en demandant que le prix de la journée fût porté de quatre à cinq francs. Leur absence se prolongeant, l'administration a pris le parti d'envoyer des soldats dans les ateliers de charpente pour travailler au compte des entrepreneurs. Cette mesure a soulevé de vives attaques à la tribune et dans la presse. Nous pensons en effet qu'elle offre des dangers; elle peut amener des collisions entre l'armée et les classes ouvrières. Le gouvernement, en l'appliquant, assume donc sur lui une grande responsabilité. Mais que faire? faut-il abandonner une foule de métiers à la merci d'une classe d'ouvriers, dont les résis-

tances sont entretenues par une minorité violente? faut-il que plusieurs industries soient sacrifiées à l'arbitraire d'une seule, qui met sur elles son interdit? Parce que les ouvriers charpentiers exigent une augmentation de salaire, faudra-t-il condamner à mourir de faim tous les ouvriers employés dans les travaux où le concours des charpentiers est nécessaire? Évidemment l'envoi des soldats dans les ateliers pour y neutraliser les mauvais effets des coalitions est une mesure dont l'emploi peut être justifié par les circonstances. M. Duchatel l'a parfaitement démontré. Du reste, le gouvernement de 1830 ne peut être soupçonné de dureté envers les classes ouvrières. Il a déjà beaucoup fait pour elles; il continuera de les protéger dans la limite des lois et des principes de notre constitution sociale. On demande des réformes, on voudrait que le pouvoir intervînt dans la fixation des salaires; ce serait un élément de désordre et d'injustice. D'autres esprits, plus sages, réclament le développement des institutions capables d'établir des relations bienveillantes entre les maîtres et les ouvriers, et de prévenir ou de pacifier leurs différends sans le secours des tribunaux ordinaires. L'institution des prud'hommes a produit d'excellens effets dans les villes où elle a été introduite. Le gouvernement, en la généralisant, aurait une arme puissante contre les coalitions.

Nous ne suivrons pas la chambre des députés dans les mille débats d'intérêt industriel ou d'intérêt local qui ont été soulevés pendant cette quinzaine. Nous ne dirons pas combien de fois l'ordre du jour a été changé, et au milieu de quels tumultes, excités par le conflit des espérances ou des passions rivales. Nous n'aimons pas à considérer la chambre sous cet aspect, qui lui ôte parfois le caractère d'une assemblée politique. Reportons-nous de préférence aux débats plus graves qui ont signalé cette session; et puisqu'elle va finir, voyons en peu de mots quel jugement il est permis de porter sur la conduite de la chambre vis-à-vis du cabinet.

Au début de la session, la chambre pouvait changer la face des affaires. Le parti conservateur avait une belle occasion de raffermir le gouvernement de la France en le confiant à des mains plus sûres et désignées par l'opinion. De nombreux rapprochemens s'étaient opérés entre les deux centres, les élémens d'une majorité puissante étaient formés, tout conspirait contre la durée d'un ministère que les fautes récentes de sa diplomatie avaient gravement compromis. Cependant le ministère n'a pas été renversé. Le parti conservateur aurait voulu sa chute, mais il n'a pas osé le frapper lui-même. Une vingtaine de membres, en s'abstenant de voter dans la discussion de l'adresse, ont sauvé malgré eux le cabinet.

Nous le disons à regret, nous pensons que le parti conservateur a commis une faute. Il a manqué de prévoyance et de décision. Ou il approuvait le ministère, et alors il devait le soutenir énergiquement; ou il blâmait sa marche, et dans ce cas pourquoi lui avoir laissé une existence précaire, humiliée, chétive, nuisible à tous les intérêts légitimes que le pouvoir doit protéger? Tout le monde comprendra que la réunion Lemardelay, c'est-à-dire le parti

des exaltés, ait embrassé vivement la cause de M. Guizot; mais les conservateurs indépendans, les esprits modérés, ceux que le traité du Maroc et l'indemnité Pritchard avaient douloureusement émus, ceux qui accusaient M. Guizot d'imprudence ou de faiblesse, et qui trouvaient sa politique dangereuse, ceux enfin qui appelaient de tous leurs vœux une combinaison nouvelle, où le parti conservateur fût dignement représenté, pourquoi n'ont-ils pas favorisé cette combinaison quand elle s'est offerte? Nous ne chercherons pas à expliquer cette contradiction.

Heureusement, l'opposition ne s'est pas démembrée. Sauf quelques désertions isolées et sans importance, les rapprochemens qui s'étaient opérés entre le parti conservateur et le centre gauche, dans l'une et l'autre chambre, se sont maintenus. L'homme d'état qui avait inauguré la session par un discours plein de sagesse, où le langage d'une opposition naissante se conciliait avec les plus fermes principes du pouvoir, a conservé sa ligne. Le centre gauche aussi a gardé la sienne. Fidèle au programme de modération que les imprudences de la politique ministérielle avaient rendu nécessaire, appliqué à calmer les esprits plutôt qu'à les irriter, mesuré dans ses paroles et dans ses actes, le centre gauche s'est conduit avec une loyauté habile, qui a augmenté son influence dans le pays. Le contact avec les membres dissidens du parti conservateur ne lui a pas été inutile. Il a toujours parlé, toujours agi comme un parti de gouvernement. Il a pris l'initiative des sages mesures; il est venu en aide à la faiblesse du pouvoir. Il n'a fait aucune motion violente, aucune proposition de nature à inquiéter les esprits. Sans rappeler les discours de M. Thiers, admirables modèles de l'éloquence politique, sans rappeler M. Billault, dont la parole, toujours entraînante, mais toujours contenue, a remporté cette année des triomphes si éclatans, qui refuserait de rendre justice à la modération qu'ont montrée des esprits éminens comme M. de Rémusat, dont l'action parlementaire a été si discrète, ou comme M. Duvergier de Hauranne, dont le langage et les écrits ont toujours été si mesurés? S'il y a aujourd'hui des différences profondes entre le centre gauche et le parti conservateur, assurément, le pays ne les aperçoit pas. La seule différence réelle qui nous frappe, c'est que le centre gauche sait ce qu'il veut, dit ce qu'il pense, et marche droit vers son but, tandis que le parti conservateur, dont les intentions sont à peu près les mêmes que celles du centre gauche, n'a pas le courage de ses convictions, et n'ose suivre jusqu'au bout les conseils de son patriotisme et de son bon sens.

Le ministère a donc vécu par tolérance. Entre l'opposition qui votait contre lui et les conservateurs qui le désavouaient, il a trouvé une place étroite et s'y est maintenu, en dépit des souffrances de sa dignité. La majorité, mécontente de lui, et plus encore d'elle-même, s'est consolée en lui infligeant des échecs. Chaque jour a été signalé par une défaite ministérielle. Nous avons vu la chambre contraindre le ministère à annuler des traités de commerce qu'il avait signés et ratifiés. La signature royale, apportée sur le marbre de la tribune, a été rayée. Nous avons vu des projets de loi rejetés,

d'autres complètement remaniés, sans compter une foule de propositions adoptées malgré la résistance avouée ou secrète du cabinet. Nous avons entendu des interpellations sur des points qui concernaient exclusivement le pouvoir exécutif. L'initiative politique et administrative a été enlevée au ministère; le gouvernement est descendu dans la chambre, et les feuilles ministérielles, admirant cette situation, ont célébré M. Guizot comme l'inventeur de la grande politique, et comme le chef du plus glorieux des cabinets.

Le ministère du 29 octobre a inventé en effet quelque chose; il a découvert le secret d'immobiliser les portefeuilles. On avait cru jusqu'ici qu'il fallait avoir la majorité pour gouverner; cela n'est pas nécessaire. La majorité refuse-t-elle de marcher avec vous? eh bien! marchez avec elle; vos opinions ne lui plaisent pas? prenez les siennes; elle repousse vos projets de loi? sacrifiez-les de bonne grace; faites ce que la chambre veut, et non pas ce que vous voulez; mettez vos portefeuilles dans sa main : de la sorte, l'harmonie ne sera jamais troublée entre la chambre et vous, et nous n'aurons plus à redouter les questions de cabinet. Admirable système qui met en plein jour la grandeur d'ame et le désintéressement de nos hommes d'état!

On veut que le ministère du 29 octobre soit un grand ministère. De bonne foi, que représente-t-il? quels sont les grands actes qui lui appartiennent? quelle est cette politique glorieuse qui mérite la reconnaissance du pays? Pour avoir signé le traité du Maroc et l'indemnité Pritchard, a-t-on mérité les honneurs du Capitole? On a obtenu, dites-vous, la suppression du droit de visite; oui, mais à contre-cœur et sous l'empire d'une volonté devant laquelle il a fallu plier. Que dira l'histoire? Que M. Guizot était partisan outré du droit de visite, qu'il a signé une convention pour l'extension de ce droit, que les chambres ont repoussé cette convention, qu'elles ont exigé de plus l'abolition des traités de 1831 et 1833, et que M. Guizot a obéi? Voilà l'exacte vérité. Quelle gloire peut en rejaillir sur la renommée de M. Guizot? Le ministère, dit-on, a été un négociateur habile; lui seul pouvait obtenir de l'Angleterre cette concession. La politique de M. Guizot est comme la lance d'Achille, elle seule peut guérir les maux qu'elle fait. A cela, nous ferons une réponse bien simple, c'est qu'il aurait mieux valu suivre une politique prudente et raisonnable que de créer des difficultés pour se donner le plaisir de les résoudre. L'opposition, si elle avait tenu le pouvoir, aurait eu un grand avantage sur M. Guizot dans l'affaire du droit de visite, comme dans celle de l'Océanie : c'est qu'elle n'aurait pas imaginé de signer la convention de 1841, ni de planter le drapeau français sur les rochers stériles de Taïti. Qu'on cherche donc, pour immortaliser M. Guizot, d'autres actes que l'abolition du droit de visite, concédée aux chambres, ou l'indemnité Pritchard, concédée aux exigences de l'Angleterre, ou le traité du Maroc, déchiré par Abderraman, le lendemain de nos victoires et sans respect pour la signature de la France. Le ministère nous a-t-il donné les fortifications et la loi de régence? Les fortifications, c'est la pensée de M. Thiers qui les a inspirées; la

loi de régence, c'est M. Thiers qui lui a donné, par le généreux appui de son éloquence, ce caractère national qui lui eût manqué, si le ministère s'était présenté seul pour la défendre. Un mouvement énergique s'est déclaré depuis peu contre les empiétemens du parti ultramontain; la France, pleine de respect pour la foi de ses pères, défend les droits de l'état et l'indépendance de l'esprit humain contre les tentatives d'une réaction aveugle : qui dirige ce mouvement? qui le contient dans de justes bornes? Est-ce le ministère? Non. Le ministère recule, et l'opinion le pousse. Sans les voix éloquentes qui retentissent à la tribune, le ministère se croiserait les bras et laisserait tomber dans des mains ennemies la direction morale et intellectuelle du pays. Tournons les regards d'un autre côté. Depuis quelque temps, l'attention de la France se porte vers la marine. Il y a là une pensée patriotique, un noble but. Qui a donné l'éveil? Est-ce le ministère? Non. Le signal est parti des degrés du trône, et le ministère, loin d'y applaudir, en a été d'abord consterné. Si depuis il a entrepris des réformes dans la marine, c'est que le parlement les a exigées, et sa marche a été si lente, que la chambre, pour le stimuler, vient de prononcer contre lui, dans la discussion du budget, un arrêt de défiance. Si donc nous finissons par avoir une marine, ce ne sera pas au ministère du 29 octobre que nous la devrons. Ce sera aux chambres, à l'opinion, aux voix influentes de la presse et de la tribune, qui font agir le ministère contre sa volonté. Lorsque le ministère ne prend conseil que de lui-même, il commet des fautes : témoin l'affaire de Taïti, celle du Maroc et beaucoup d'autres. Lorsque le ministère, avant d'agir, essaie de faire triompher ses convictions personnelles, il échoue : témoin la dotation, les ministres d'état, le banc des évêques, le traité de commerce avec l'Angleterre. Mais quand le cabinet se dépouille de sa volonté pour exécuter celle des chambres, il fait des merveilles, il accomplit des prodiges; c'est alors, il est vrai, que les feuilles ministérielles disent de lui qu'il est un grand ministère. Le compliment est flatteur pour l'opposition.

Nous ne dirons rien cette fois de la chambre des pairs, sinon que sa patience commence à se lasser, et qu'elle ne se réunit pas toujours en nombre suffisant pour voter, malgré les recommandations pressantes de son illustre chancelier. Cependant elle a voté dans cette quinzaine plusieurs lois, dont la plus importante est celle des caisses d'épargne. Nous ne reviendrons pas sur ce sujet. Les travaux de la pairie ne seront pas terminés avant le 15 juillet. Néanmoins on annonce le départ prochain de plusieurs ministres, pressés de quitter Paris, et d'aller demander à des climats plus purs ou à des lieux plus paisibles l'oubli de leurs fatigues parlementaires. La chambre des pairs se plaint, dit-on, de ce procédé, qu'elle trouve peu convenable envers l'un des trois pouvoirs de l'état.

Un aperçu rapide de plusieurs questions étrangères prouvera que notre diplomatie a besoin en ce moment d'une direction attentive. Les intérêts de la France peuvent être engagés d'un instant à l'autre dans des complications difficiles.

M. Guizot a déclaré qu'il ne seconderait pas la politique des États-Unis dans l'affaire du Texas. Son penchant visible est du côté de l'Angleterre. Or, toutes les nouvelles que l'on reçoit de l'Amérique font connaître que l'annexion est certaine. Le peuple texien est résolu à se prononcer pour cette mesure. La France en sera donc pour ses protestations impuissantes, qui éloigneront d'elle les sympathies de son ancienne alliée. Est-ce là le but que M. Guizot a voulu atteindre? L'entente cordiale exigeait-elle de nous ce nouveau sacrifice? Était-il nécessaire de payer une si lourde rançon pour l'abolition du droit de visite?

En Grèce, le ministère Coletti-Metaxas, en butte à des attaques violentes, voit ses efforts neutralisés par le mauvais vouloir de l'Angleterre. Aux troubles qui agitent le pays, aux rivalités ardentes qui arment les partis les uns contre les autres, aux mille intrigues d'une opposition implacable, aux embarras d'une administration naissante, dont les rouages ne suffisent pas pour seconder l'action du pouvoir, est venu se joindre un débat de frontières avec le gouvernement turc, source de nouvelles complications diplomatiques. Jusqu'ici, le gouvernement de la Grèce a montré dans ce conflit une fermeté et une modération dignes d'éloges; mais qui se chargera d'éclairer le divan, de calmer ses ressentimens jaloux, de tempérer ses exigences, de lui donner des conseils dictés par la prudence et l'équité? Est-ce l'Angleterre? On sait maintenant que les alarmes du divan et les démonstrations menaçantes qui les ont suivies ont été inspirées par la diplomatie anglaise. L'action distincte de la France est donc nécessaire pour prévenir une explosion et pour fortifier le gouvernement grec. Espérons, dans l'intérêt de la Grèce, que cette ligne est déjà adoptée par le cabinet des Tuileries, malgré le démenti qu'elle peut donner à la politique de l'entente cordiale.

Une crise électorale vient d'amener en Belgique la dissolution du cabinet. Après quatre ans de durée, le ministère que dirigeait M. Nothomb se retire. Sa succession est ouverte; les partis sont en présence; la couronne n'a pas encore prononcé. En ce moment, tout examen des prétentions diverses qui retardent le dénouement de la crise, et toute appréciation des conséquences que peut avoir ce dénouement pour la France, seraient prématurés. Ce qu'on peut dire dès aujourd'hui, c'est que M. Nothomb sera difficile à remplacer; la Belgique n'a pas d'homme d'état plus éminent.

En Suisse, l'évasion du docteur Steiger donne lieu à des conjectures diverses. Quelles que soient ces conjectures, on doit se féliciter de voir tranchée, par le fait, une question inquiétante, dont la solution divisait les esprits. Si le gouvernement de Lucerne a perdu le bénéfice d'un acte de clémence, il n'a pas du moins à en supporter la responsabilité. Or, dans la situation actuelle des partis, cette responsabilité, bien qu'une politique humaine et généreuse ne dût pas hésiter à la prendre, pouvait passer cependant pour onéreuse.

Ainsi que nous l'avions prévu, toutes les nuances de l'opinion libérale, en

Espagne, repoussent énergiquement le mariage de la reine avec le fils aîné de don Carlos. Les chefs de la fraction puritaine du parti modéré se prononcent également contre la candidature du comte de Trapani. Le nom du fils de don Carlos est considéré comme un symbole de réaction. Le gouvernement espagnol a envoyé à toutes les autorités du royaume une circulaire énergique, où il rappelle que don Carlos et sa famille sont hors la loi, et où il déclare que tous ceux qui serviraient leurs prétentions seront jugés comme traîtres par les conseils de guerre. L'Espagne compte sur la France dans cette nouvelle crise, et les paroles que M. Guizot a prononcées dernièrement devant la chambre des députés, en réponse au discours de M. Billault, paraissent avoir produit une impression favorable sur les esprits.

On a beaucoup parlé, dans ces derniers temps, de la négociation de M. Rossi près du saint père. Des lettres de Rome disent qu'elle a échoué complètement; d'autres font entrevoir qu'après de grandes difficultés l'habile négociateur a gagné du terrain, et qu'il a déjà obtenu des concessions. Quoi qu'il en soit, de nouvelles violences éclatent dans l'épiscopat français. M. l'archevêque de Toulouse publie un manifeste où il prend ouvertement la défense des jésuites. A l'entendre, la France est livrée à l'impiété; dans les jésuites, elle attaque la religion. Nous devons croire à la sincérité de M. l'archevêque de Toulouse, mais nous ne discuterons pas avec lui. Nous n'essaierons pas de lui prouver que la France est religieuse, que la religion et les jésuites n'ont rien de commun, que les intentions de la France à l'égard du clergé sont excellentes, et que le clergé nuirait à sa propre cause en la confondant avec celle des jésuites, que repoussent nos lois et les invincibles répugnances du pays. Il y a long-temps que toutes ces vérités sont démontrées. Nous nous contenterons de renvoyer le vénérable prélat à la lettre pastorale que M. l'évêque de Montauban vient d'adresser à son diocèse au sujet du manuel de M. Dupin. Si M. l'évêque de Montauban n'approuve pas le manuel, au moins il se garde bien de dire que la France est impie. Il assure au contraire que la religion n'est pas en danger, et, pour mieux protéger les intérêts de la foi, il rappelle à ses curés qu'ils ne doivent admettre pour prêcher dans leurs églises que des prêtres pourvus d'un titre ou d'un emploi ecclésiastique; ce qui veut dire que la prédication ne doit pas être permise aux jésuites.

V. DE MARS.

LA

CONQUÊTE DU MEXIQUE

PAR FERNAND CORTEZ

D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENS AMÉRICAINS.[1]

A un homme de ce XIXe siècle qui est l'héritier du XVIIIe, et par conséquent, quoi qu'il fasse, peu dévot, un effort est nécessaire pour comprendre l'esprit dont étaient animés les Espagnols conquérans du Nouveau-Monde. On juge la moralité des évènemens de l'histoire avec les idées de son propre temps, et souvent c'est pour le mieux, l'arrêt n'en étant que plus équitable; car nous pouvons nous flatter d'être initiés à la notion de l'éternelle justice un peu moins mal que les générations qui nous ont devancés de plusieurs siècles, et notre balance est plus exacte. Nous possédons des secrets qui manquaient aux contemporains; venus après eux, nous apercevons des effets qu'ils ne

(1) *Histoire de la Conquête du Mexique*, par M. William Prescott; Boston, 3 vol.; Paris, chez Baudry. — Collection de Documens américains, publiée par M. Ternaux-Compans; Paris, Arthus Bertrand. — Voyez la première partie de ce travail, *De la Civilisation mexicaine avant Fernand Cortez*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1845.

pouvaient distinguer, et enfin nous ne sommes pas, ainsi qu'ils l'étaient, juges et partie. Cependant, quand il s'agit non plus d'apprécier la moralité intime des actes, mais simplement d'en reconnaître les traits saillans, on les regarde aussi des yeux de son époque, ce qui peut en dénaturer l'aspect. Maintes fois, alors, c'est un panorama où les objets sont à faux jour, parce qu'on s'est placé hors du point de vue.

Ainsi, les idées religieuses n'étant plus aujourd'hui le mobile des conquêtes, nous sommes enclins à négliger leur influence dans les faits des temps passés ou à l'amoindrir. Nous répétons envers les Espagnols un arrêt que le XVIIIe siècle, en cela inspiré par ses passions, a prononcé contre eux sans que la cause fût suffisamment entendue, et nous tenons pour constant que la soif de l'or fut l'unique ressort de leurs entreprises dans le Nouveau-Monde. Je ne prétends pas que l'amour de la richesse, l'espoir de se créer de grandes fortunes et de grandes existences ait été étranger à ces expéditions merveilleuses : il y a des motifs humains dans toutes les actions des hommes; mais, à la louange de notre espèce, on peut tenir pour certain que toutes les fois qu'il y a eu un déploiement de qualités héroïques quelque temps soutenues, l'homme a obéi à de nobles inspirations. Il répugne de croire que la cupidité seule puisse engendrer des héros. Dans Cortez et dans ses compagnons, il y avait donc mieux que le désir de s'enrichir ou de se faire une position dans les Indes. Autant vaudrait dire que lorsque la France, en 1789, se leva pour prendre en main la cause de la liberté, l'enthousiasme sublime dont la nation était remplie, et qui lui permit de fournir d'une haleine pendant vingt-cinq ans une si glorieuse carrière, n'était point inspiré par un sentiment profond des droits du genre humain, et que les prodiges dont notre patrie a étonné le monde durant un quart de siècle procédaient simplement d'une sotte vanité de bourgeois jaloux des préséances de la noblesse.

Les monumens de l'histoire sont assez nombreux et assez variés pour qu'on y trouve toutes les lumières désirables. Ils nous font voir que les expéditions des Espagnols dans le Nouveau-Monde furent faites sous les auspices du sentiment religieux. Qu'à ce sentiment s'alliassent des idées d'intérêt et d'ambition, je ne fais aucune difficulté de le reconnaître, car ce n'est rien de plus que d'avouer qu'il y a dans l'homme deux principes, et que notre ame est unie à un corps. Je ne remonterai pas à Colomb, qui part dans l'espoir de rencontrer le Grand-Kan et de le convertir, et qui, lorsqu'il a vu qu'il y avait de l'or dans le Nouveau-Monde, n'en veut aller chercher qu'afin de subvenir aux

frais d'une croisade nouvelle en Terre-Sainte, ce qui ne l'empêche point d'attacher un grand prix à son titre d'amiral de Castille et aux avantages matériels attachés à ce titre. Tenons-nous-en à Cortez et au Mexique. Cortez, comme Colomb, comme tous les Espagnols de ce temps qui venaient d'achever de reprendre les Espagnes sur les Maures, avait dans l'ame une foi active et envahissante. Les imaginations étaient exaltées dans la Péninsule. C'était la foi qui avait donné à une troupe de cavaliers réfugiés dans les Asturies la force de triompher de califes puissans; de quoi donc n'était-on pas capable quand on combattait pour la foi! L'ardeur religieuse naturelle à ce siècle s'était accrue de tout ce qu'y pouvait ajouter le feu sacré du patriotisme. Pour la jeunesse qui sortait de terre sous les pas des vainqueurs de Grenade et de Cordoue, soumettre des infidèles, établir le culte de la croix dans des contrées où le signe de la rédemption n'avait pas brillé encore, c'était l'ambition souveraine, la gloire suprême, un bonheur sans pareil. Une expédition dans le Nouveau-Monde était une croisade. La guerre contre les Indiens, par cela seul qu'ils étaient infidèles, était une guerre sainte. Leur faire confesser la foi était un mérite incomparable. A ce prix, qu'on eût donné carrière à ses passions, qu'on eût été licencieux, cupide, sanguinaire, peu importait : tout péché était racheté par une aussi bonne œuvre, et on allait droit au ciel. Contre les mécréans, et tout non croyant était tel, tous moyens étaient bons, pourvu qu'on leur fît accepter le baptême. La foule en était persuadée, quoique quelques-uns des chefs fussent plus éclairés et plus humains.

Cortez, de même que tous les hommes grands et petits, était de son temps. Il en partageait, à des degrés divers, les illusions et les préjugés, comme il en avait le courage et la foi. Son chapelain, Gomara, nous a conservé la harangue qu'il adressa à sa troupe au moment de quitter définitivement l'île de Cuba, à la revue du cap Saint-Antoine. Il termine par ces paroles, que, si leur nombre est petit, ils ont avec eux le Tout-Puissant, qui n'a jamais abandonné les Espagnols dans leurs luttes contre les infidèles. Que fait la multitude des ennemis qu'ils peuvent rencontrer, puisqu'ils sont sous la bannière de la croix? Cette conviction ne le quitta jamais, et il la maintint chez ses compagnons; grande raison pour qu'ils triomphassent. Le meilleur moyen qu'un homme accomplisse une œuvre, quelque difficile qu'elle soit, c'est qu'il se soit persuadé qu'il ne la pouvait manquer. Cortez fut d'une sagacité extraordinaire, d'une politique extrêmement habile, d'une intrépidité sans égale, d'une vigilance inouie, d'une prudence consommée en même temps que d'une audace prodigieuse; il possédait

au plus haut degré l'empire de soi, gage et condition de l'empire sur autrui. A tous ces dons naturels se joignit, d'un bout à l'autre de la conquête, un bonheur incroyable; les élémens et les évènemens semblent conspirer pour lui. Cependant la principale cause de son succès, ce fut sa foi.

Dans l'île de Cozumel, premier point de relâche, à peine a-t-il rassuré les habitans, que son lieutenant Alvarado, débarqué avant lui, avait fait fuir par ses violences, qu'il s'occupe de les convertir. Sur leur refus de renoncer à leur idolâtrie, il ordonne aux siens de saisir les statues des dieux et de les précipiter du haut en bas des temples, disposés, comme ceux des Mexicains, en pyramides. Un autel est mis à la place du sanctuaire païen; le père Olmedo y dit la messe, et les Indiens, saisis de ce que les dieux n'ont pas aussitôt frappé de mort les étrangers qui les ont outragés dans leurs sanctuaires et leurs images, se laissent baptiser. De là on passe à la province de Tabasco, dans la péninsule du Yucatan, et on y trouve des populations plus nombreuses, plus guerrières, plus avancées dans les arts. Celles-là faisaient des sacrifices humains. Les Indiens refusent de communiquer avec l'expédition; il faut se battre. Le combat fut opiniâtre et sanglant. On vit un saint, monté sur un cheval gris, descendre du ciel pour se mettre à la tête des cavaliers espagnols et leur donner l'exemple de charger. Personne n'en douta dans l'armée, et lorsque Cortez rendit compte de l'affaire aux souverains de Castille, il leur dit : « Vos altesses royales doivent tenir pour certain que cette victoire fut remportée moins par nos forces que par la volonté de Dieu, car qu'est-ce que nous aurions pu, quatre cents hommes que nous étions, contre quarante mille guerriers? » Terrifiés par l'artillerie, par la cavalerie, stupéfaits de l'audace de cette poignée d'hommes qu'ils prennent pour des êtres surnaturels, les Indiens se convertissent. On célèbre leur conversion par une cérémonie pompeuse le dimanche suivant, qui était le dimanche des Rameaux, et on s'embarque pour gagner les terres mexicaines où l'on sait qu'habite un grand souverain, chef d'un peuple qui possède beaucoup d'or.

Bientôt des entrevues ont lieu entre Cortez et Teutlile, gouverneur, pour Montezuma, de la province à laquelle correspond aujourd'hui le pays de la Vera-Cruz. Tout se passe à grande étiquette, comme il convient aux représentans de deux souverains puissans dont chacun se tient pour le premier monarque de l'univers. Montezuma est tourmenté du désir d'éloigner les Espagnols de la capitale. Par ses envoyés, il les détourne d'y venir, il leur fait dire, en homme qui est

accoutumé à être obéi, que cela ne lui convient pas; mais aussi, en prince magnifique et libéral, il les comble de présens. Ce sont des tissus de coton d'une grande beauté, des étoffes de plume, article dans lequel les Mexicains excellaient, et qui leur était propre. Ce sont des bijoux d'or et d'argent d'un grand poids et d'une façon égale à la matière. C'est de la poudre d'or à pleins casques; Cortez avait dit à Teutlile que ses compagnons étaient sujets à une affection de cœur pour laquelle la poudre d'or était un spécifique souverain. A ces dons splendides, Cortez répondit comme il le pouvait, par une toque ornée d'une médaille en or représentant saint George et le dragon, par des chemises de Hollande, les plus fines qu'il possédât (les Mexicains ne connaissaient pas le lin), et par des articles de verroterie qui pouvaient paraître d'un grand prix chez ces peuples où l'art du verrier était ignoré. Moyennant ces échanges, on pouvait se croire en bons rapports; les Indiens du voisinage apportaient des vivres en abondance aux Espagnols et se mettaient à leurs ordres pour tous leurs besoins. Cortez continuait de négocier pour qu'on le laissât aller à Tenochtitlan (Mexico); mais au milieu d'une conférence l'heure des vêpres sonne, et Cortez imagine que le moment est venu de faire connaître aux Aztèques la loi religieuse dans laquelle il a tant à cœur de les instruire. Par son ordre, le père Olmedo commence une prédication où il expose les mystères du christianisme, et annonce que les Espagnols sont venus pour extirper l'idolâtrie et établir le culte du vrai Dieu. Il termine en distribuant de petites images de la Vierge avec le Christ dans ses bras. Deux interprètes, l'Espagnol Aguilar, qui a été captif dans le Yucatan, et la jeune fille indienne Malinche, livrée à Cortez par un des caciques de Tabasco, transmettent tant bien que mal la parole du bon père aux Aztèques étonnés. De ce moment, toute relation est rompue. Pas un des naturels ne se présente au camp; il ne vient plus de provisions, et, parmi les suivans de Cortez, les mécontens commencent à dire qu'il faut s'en retourner à Cuba avec les présens somptueux de Montezuma.

Cependant Cortez reçoit un message du chef des Totonaques, établis autour de Cempoalla dans la *Terre-Chaude*. Las des exigencees des Aztèques, qui l'avaient récemment soumis, ce cacique envoie demander l'assistance de ces merveilleux étrangers qui lancent le tonnerre et ont avec eux des animaux à l'irrésistible impétuosité. Il est puissant, il se vante d'avoir cent cinquante mille combattans sous ses ordres, hyperbole extrême, quoique sa capitale Cempoalla eût réellement trente mille ames. Ce fut pour Cortez une révélation. Ce grand empire

mexicain n'était donc pas uni et compact; il recélait des fermens de division; une politique habile pouvait s'y ménager des auxiliaires pour s'y faire jour et le renverser. L'ouverture du cacique est accueillie avec amitié. On va marcher sur Cempoalla : toutefois, avant de se mettre en route, Cortez assure sa position personnelle. A la faveur d'une organisation nouvelle, fondée sur l'indépendance qu'avaient alors les communes en Espagne, il rompt les liens de subordination apparente qui l'attachent au gouverneur de Cuba, Velasquez. Cette révolution s'opère sans qu'il paraisse faire rien de plus que de suivre le mouvement, au moyen de l'établissement d'une colonie qui, en vertu de son droit municipal, nomme ses officiers. Quelques jours après, on est à Cempoalla, aux acclamations des populations indiennes. Cortez compromet habilement le cacique vis-à-vis des Aztèques par un affront qu'il le décide à faire, sans la participation ostensible des Espagnols, aux collecteurs qui venaient chercher le tribut de la part de l'empereur. Il le réconcilie ensuite avec une peuplade voisine et lui garantit sa protection envers et contre tous; en même temps il entreprend de le convertir. Le cacique proposait le mariage de huit jeunes filles prises dans les familles les plus considérables de la principauté avec des officiers espagnols. Cortez accepte, à la condition qu'elles seront baptisées, et intime au cacique qu'il faut que lui-même il devienne chrétien. L'Indien veut argumenter, il déclare qu'il résistera à toute tentative contre les images de ses dieux : il remontre que, s'il était réduit à l'impuissance, les dieux sauraient bien se venger eux-mêmes; mais les Espagnols sont révoltés de cette sanguinaire idolâtrie et des festins de cannibales où on dévore les victimes dans une infernale communion. Ils poussent des cris d'enthousiasme quand leur général leur dit qu'il faut en finir; car, s'ils supportent plus long temps le spectacle de ce culte diabolique, Dieu, qui seul peut les faire réussir, se retirera d'eux. Ils suivent Cortez, qui s'élance vers le temple l'épée à la main. Le cacique appelle ses guerriers aux armes et barre le chemin aux Espagnols avec ses prêtres aux cheveux épars et aux robes noires tachées de sang. Cortez fait saisir et entourer par ses soldats le chef, les principaux prêtres et les plus illustres guerriers des Totonaques. « Vous êtes des insensés, leur dit-il, vous n'avez de refuge qu'en moi; car, si je vous abandonnais, la main de Montezuma s'appesantirait aussitôt sur vous. Il faut donc que vous m'obéissiez, et je veux la destruction de vos idoles. » Le cacique à cette pensée s'incline, et, se cachant la figure dans les mains, il s'écrie que Cortez fasse ce qu'il voudra, mais que la colère des dieux va se ma-

nifester contre les étrangers profanateurs. Cinquante Castillans montent au sommet de la pyramide, arrachent les idoles de bois, les font rouler sur le parvis et en font un feu de joie. A ce spectacle, le ciel se tait, au grand étonnement des naturels. Le sanctuaire est purifié ensuite : on y dresse un autel et on y conduit processionnellement une image de la Vierge entourée de fleurs. Plusieurs des prêtres des dieux sanguinaires des Mexicains se joignent au cortége, en robe blanche. Le père Olmedo célèbre la messe et adresse à son auditoire une exhortation qui arrache des pleurs à tous les assistans. Cortez a satisfait au cri de sa conscience et il s'est assuré la fidélité des gens de Cempoalla. Sa confiance est doublée. Il part de Cempoalla pour s'avancer vers Mexico, malgré la défense de Montezuma. Il emmène avec lui 400 fantassins, 15 cavaliers, 7 pièces d'artillerie; le reste de la troupe demeure à la Vera-Cruz, sous le commandement d'Escalante qui lui est dévoué, comme dans un poste d'observation sur la mer. 1,300 guerriers totonaques que d'autres grossiront bientôt, et 1,000 tamanes ou porteurs chargés du bagage, se joignent à lui.

D'après le conseil des gens de Cempoalla, on se dirige par le pays de Tlascala, peuplé d'une nation qui avait, dans ses montagnes, maintenu son indépendance contre le puissant Montezuma, de même que les Suisses, après avoir secoué le joug, avaient été, dans leurs défilés, au milieu de leurs rochers, invincibles pour l'empereur d'Allemagne, héritier des Césars. Les Tlascaltèques étaient de même origine que les Aztèques, ils parlaient un dialecte de la même langue et avaient les mêmes habitudes, les mêmes usages, avec moins de raffinement et de culture, et notamment les mêmes sacrifices sanglans; malgré tous ces traits de ressemblance, ils détestaient les Aztèques d'une haine féroce; c'étaient les frères ennemis. Cortez, en marchant à eux, était guidé par l'espoir de s'en faire des auxiliaires contre l'empire mexicain, mais il n'avait pas songé à la fierté de ces montagnards. Ils refusaient de se soumettre à Montezuma, parce qu'ils voulaient être les maîtres chez eux. Quelle chance y avait-il qu'ils acceptassent une suzeraineté inconnue?

Ici commence pour Cortez la guerre de la conquête. Jusqu'alors il avait trouvé sur son chemin des obstacles à arrêter, l'un après l'autre, vingt chefs ordinaires. C'était le gouverneur Velasquez, dont il était la créature, malgré lequel il avait fallu audacieusement partir, s'approvisionner, se recruter; c'étaient, dans sa petite troupe, les partisans de Velasquez qu'il avait fallu intimider ou séduire, afin que leur glaive ne brisât pas le fil de l'intrigue de la Vera-Cruz, à la faveur de

laquelle il s'était dégagé de toute dépendance vis-à-vis du gouverneur de Cuba. Il avait eu à plier à l'obéissance des gens indisciplinés, ramassés de toutes parts; ensuite des complots à déjouer, car le mécontentement de ces aventuriers, auxquels on voulait mettre un frein, avait engendré plus d'une conspiration. Il avait eu à obtenir d'eux qu'ils abandonnassent au souverain, sans s'en rien réserver, tous les présens de Montezuma qui étaient dûment leur propriété; il leur avait demandé ce sacrifice, comptant que la vue de tant d'or et d'argent lui concilierait la cour, ferait accepter la comédie jouée par la municipalité de la Vera-Cruz et éconduire les émissaires de Velasquez. Enfin, il avait eu à contenir les murmures qui avaient fait explosion à la nouvelle de l'incendie de la flotte qui les séparait de leurs amis, et les laissait, eux, une poignée d'hommes, à la merci d'ennemis valeureux et innombrables. Je ne parle pas des batailles qu'on avait dû gagner contre les habitans de Tabasco. Avec un esprit fécond en expédiens, une rare dextérité, une forte dose de cette résolution qui est communicative; avec une grande circonspection dans l'audace même, et en s'aidant de l'expérience qu'il avait acquise, tout jeune encore, au milieu d'une vie agitée, Cortez avait pu sortir de tous ces embarras; c'était affaire de ressources intellectuelles et de force morale. Maintenant, pour soumettre les armes à la main ces vaillans Tlascaltèques qui refusent de l'accueillir ou de lui livrer passage, c'est de la force matérielle qu'il faut. Comment faire? Rien ne leur est plus facile que de mettre en ligne cinquante mille guerriers déjà éprouvés; ils les ont tout prêts; leurs défilés sont aisés à garder; leur sol est couvert de bois où l'on peut organiser des embuscades. Les lieux et le nombre sont pour eux. Cortez, avons-nous dit, a quatre cents hommes, quinze chevaux et sept petites pièces d'artillerie. Il y avait pu joindre, lorsqu'il entra sur le territoire des Tlascaltèques, trois mille guerriers indigènes.

Les Tlascaltèques sont commandés par le jeune Xicotencatl, non moins rusé qu'intrépide. On livre un premier combat où Cortez demeure vainqueur avec la perte sensible de deux de ses quinze chevaux. Quelques jours après, c'est une affaire plus sérieuse : on se bat toute la journée; l'artillerie, les chevaux et les lances de bon acier de Tolède font merveille; Xicotencatl est forcé d'abandonner le champ de bataille, mais il se retire en bon ordre. Cortez, dont la petite armée compte plusieurs blessés, envoie proposer la paix. Xicotencatl, à la tête de ses troupes, répond que le chemin de Tlascala ne sera ouvert aux Espagnols que pour qu'ils aillent à la pierre du sacrifice, et que s'ils restaient dans leur camp, on irait les y prendre.

Le 5 septembre 1519, nouvelle bataille; les Indiens sont nombreux, pleins de ressentiment. Cortez fait un appel à la foi de sa troupe. « Dieu est avec eux; Dieu veut que la croix soit plantée dans ces belles régions; comment le serait-elle s'ils lâchaient pied? » Il leur a donné des instructions intelligentes pour tirer le meilleur parti de leurs armes européennes. Les deux armées s'ébranlent. La victoire était indécise, lorsqu'un des chefs indiens, qui avait eu une querelle avec Xicotencatl, s'éloigne avec ses soldats, entraînant un autre chef dans sa fuite préméditée. Xicotencatl tient bon quatre heures de plus et bat en retraite sans être poursuivi. Cortez alors renouvelle ses propositions de paix. La réponse fut une attaque de nuit. Heureusement Cortez a accoutumé ses hommes à être toujours prêts; jamais leurs armes ne les quittent, ils dorment en ordre de combat, et des sentinelles vigilantes gardent le camp. Cette nuit, par bonheur, il faisait clair de lune. Les Tlascaltèques échouent donc encore une fois, et Cortez envoie des Indiens porteurs de paroles de paix, non plus au général ennemi, mais bien à la ville de Tlascala même. La proposition est favorablement écoutée. Une ambassade solennelle part pour aller trouver Cortez. L'obstiné Xicotencalt la retient dans son camp et se prépare à prendre sa revanche. Chez les Espagnols, pendant ce temps, le découragement a pénétré; ils comptent leurs morts et leurs blessés; ils voient leur général rongé par la fièvre. Ils souffrent du froid dans cette partie élevée du plateau où ils couchent à la belle étoile. On se dit de l'un à l'autre que l'idée d'aller jusqu'à Mexico est une folie. Le parti de Velasquez se réveille, et une députation de mécontens va présenter au général les griefs de l'armée. « Il se peut que la nature soit contre nous, mais Dieu est plus fort que la nature, répond Cortez. » Il leur cite un vers d'une vieille romance dont le sens est qu'il vaut mieux mourir avec gloire que vivre dans le déshonneur. Ces autres *grognards* se calment, et peu après des gens de Tlascala paraissent avec des enseignes blanches en signe de paix : ils apportent des provisions de la part de Xicotencatl. La joie se répand dans le camp. Cependant Marina, qui les a observés de près, avertit Cortez que c'est un stratagème et qu'ils sont envoyés pour l'espionner; Cortez en acquiert la preuve et renvoie aussitôt à Xicotencatl ses émissaires après leur avoir fait couper la main. C'est ce que César avait fait bien plus injustement, lors du siége d'Alesia, contre des gens qui n'étaient pas des traîtres. « Rapportez à votre général, leur dit Cortez quand on les jeta hors du camp, qu'il peut venir de jour et de nuit, quand il voudra et comme il le voudra, et il verra qui nous sommes. » A la vue de ses émissaires mutilés,

Xicotencatl est déconcerté, consterné. Ces étrangers extraordinaires savent donc lire dans sa pensée ! Il se met enfin à désespérer de triompher des Espagnols, soit par la force ouverte, soit par la ruse, et se convertit à la paix. Il vient lui-même en donner l'assurance. A peu de jours de là, on part en bonne harmonie, tous ensemble, pour Tlascala, où Cortez est reçu dans le palais du père de Xicotencatl, et l'union achève de se cimenter.

Ce n'est pas précisément la bravoure virtuelle qui donna aux Espagnols la victoire sur les Tlascaltèques. L'un des compagnons de Cortez affirme que rien n'était plus brave que ces Indiens; il en a vu qui seuls se défendaient contre deux cavaliers, contre trois, contre quatre. La supériorité des armures, la poudre à canon, une discipline admirable, une incomparable vigilance, une tactique supérieure et le génie de Cortez décidèrent le succès. Les chevaux, sortes de monstres ailés, dont la vue troublait les guerriers tlascaltèques les plus déterminés, plus encore que les éléphans de Pyrrhus les Romains, y furent pour une bonne part. Cortez avait singulièrement façonné ses hommes. Il avait fait passer en eux sa prodigieuse présence d'esprit et avait trempé leurs corps par toutes les épreuves. La volonté persévérante d'un bon général opère comme le bain du Styx. Par un effet de leur tempérament, les Espagnols, quand un grand sentiment les anime, ont des qualités militaires qu'on chercherait vainement ailleurs. L'Anglais est assurément très brave, mais une armée anglaise qui n'a pas un certain bien-être, de la viande, du thé, est démoralisée et perdue. L'Espagnol peut se passer de tout, de boire, de manger, de dormir, supporter le froid et le chaud, et faire, l'estomac vide, des marches incroyables. Les soldats de Cortez eurent lieu de déployer toutes ces ressources qu'ils avaient dans le sang. Je crois cependant que rien ne les soutint au même degré que la conviction où ils étaient du triomphe nécessaire, infaillible, de la croix par leurs mains. Depuis l'expulsion des Maures, ils étaient persuadés que des infidèles ne pouvaient leur résister. C'est ce que répond Marina à un chef des Cempoallans qui, dans une des batailles contre les Tlascaltèques, croit que c'en est fait de lui et des siens, et Cortez, dans ses discours à ses compagnons, lorsqu'ils lui remontrent les difficultés dont ils sont entourés, revient toujours à leur dire qu'ils ont la bannière de la croix et que cela doit leur suffire.

Mais cette foi robuste, indomptable, qui donne à Cortez tant de puissance et lui vaut de pareils succès, lui crée aussi des périls, le pousse vers des écueils. Une fois à Tlascala, il se demande s'il peut tolérer auprès de lui le culte des faux dieux. Ses nouveaux amis, ses

alliés, dont il ne peut se passer pour son entreprise contre Montezuma, sont idolâtres; ils égorgent des victimes humaines et les mangent avec grand apparat. Ces atrocités sacriléges continueront-elles d'avoir leur cours, et la croix aura-t-elle traversé l'état de Tlascala sans le purifier de cette souillure? Le père Olmedo, heureusement, modère le héros. « Il faut faire chaque chose en son temps, lui dit-il; attendons l'occasion. » Et, en effet, l'occasion se présente bientôt. Voici que les chefs tlascaltèques proposent à Cortez et à ses officiers leurs filles pour épouses. Cortez leur répond que c'est impraticable, à moins que Tlascala ne se convertisse. Il leur explique la différence de leur religion avec la sienne, leur déclare qu'ils sont voués à la perdition éternelle, s'ils ne secouent leurs ténèbres. Une controverse s'engage; les sénateurs tlascaltèques allèguent, suivant une formule qu'on retrouve souvent dans la bouche des Indiens, que chacun, étant content de ses dieux, doit les garder; qu'eux, vieillards de la nation, ils n'abjureront jamais le culte des divinités qui avaient protégé leurs jeunes ans; que cette abjuration attirerait sur l'état la colère du ciel et soulèverait les populations, qui ne voulaient se départir de leurs croyances pas plus que de leurs libertés, et répandraient la dernière goutte de leur sang pour les unes comme pour les autres.

Après la conférence, Cortez, dont le caractère s'accommode mal des obstacles, ressent des mouvemens d'irritation et penche à s'y livrer : le père Olmedo lui renouvelle ses observations et ses prières pour qu'il temporise. « Patience; à quoi bon violenter la conscience de ces peuples? Les conversions forcées ne valent rien. Quand vous aurez renversé les autels, en supposant que vous le puissiez, les idoles resteront dans les cœurs. Agissons par la persuasion; l'œuvre, si elle est plus lente, sera plus sûre. » Alvarado et Velasquez de Léon joignent leurs instances à celles du moine charitable et bien avisé. Cortez condescend au principe de la tolérance religieuse. Les Espagnols pratiqueront leur religion publiquement, mais aucune contrainte ne sera exercée sur les habitans pour les y amener. Une grande croix est plantée dans un des carrefours de Tlascala. Elle surmonte un autel, où chaque jour la messe est célébrée. Cinq ou six jeunes filles des premières familles de la république sont baptisées et se marient à des officiers espagnols. L'une d'elles était la fille du vieux Xicotencatl, la sœur du jeune général qui avait défendu le sol de la patrie avec tant de courage et de persévérance. Elle devint la femme d'Alvarado, pour qui les Tlascaltèques ressentaient une admiration profonde, et qui, à cause de ses manières ouvertes et démonstratives, de ses allures hardies, de ses

grands cheveux blonds bouclés sur un teint clair, avait reçu le nom de Soleil (*Tonatiuh*). De ce mariage naquirent des enfans qui s'allièrent avec les plus nobles familles de Castille.

Il fut heureux pour Cortez que l'ardeur de son prosélytisme trouvât pour la tempérer la prudence du père Olmedo, les vues probablement mondaines de quelques-uns de ses lieutenans, et que, par leurs conseils, il se laissât ramener à la circonspection qui, en toute autre matière, lui était naturelle. Il eût soulevé un orage où il eût disparu avec sa troupe, alors épuisée, et dont les rangs étaient éclaircis; et eût-il réduit les Tlascaltèques, ce qui n'est pas probable, ces démonstrations de prosélytisme brutal lui eussent fermé le chemin de Mexico. L'entreprise eût été manquée. L'histoire mentionnerait son nom comme celui d'un condottiere qui aurait anéanti, par son fanatisme, les espérances magnifiques qu'avaient fait naître de premiers succès. Ce que c'est pourtant qu'un instant dans la vie d'un grand homme! Ce que vaut un bon avis! Une magnifique page, en impérissables caractères, dans l'histoire universelle, au lieu d'un de ces souvenirs obscurs, indifférens et fugitifs, qui forment le lot des aventuriers imprudens, et même l'unique récompense d'hommes meilleurs en qui la nature avait mis l'étoffe d'un héros, mais qui ont été malheureux.

Cortez, une fois rentré dans la bonne voie où son excellent jugement et sa pénétration tendaient à le maintenir, dresse son plan de campagne. Il ira maintenant à Mexico, bon gré, mal gré; il a une puissante alliance garantie par l'antipathie invétérée des Tlascaltèques contre les Aztèques. Le terrain est ferme sous ses pieds et il a le secret de la faiblesse de l'empire mexicain. Ce qu'il a appris à Tlascala a confirmé le dire du cacique de Cempoalla sur la haine qu'une partie des populations tributaires de l'empire a vouée à ses oppresseurs. Montezuma est détesté dans les provinces conquises : un libérateur qui s'offrira pour délivrer les peuples de ce joug pesant, pourvu qu'il soit fort, trouvera de nombreux auxiliaires. Aux portes même de Mexico, le *conquistador* sait qu'il aura des amis. Le frère de Cacamatzin, roi de Tezcuco, fils comme lui de Nezahualpilli, le prince Ixtlixochitl, écarté du trône de Tezcuco par l'influence de Montezuma, et réduit à un apanage médiocre, brûle de se venger : il est renommé par son bouillant courage, et il a fait offrir ses services à Cortez.

Cependant, à Mexico, l'empereur était livré à une perplexité désolante. Au fond généreux et intelligent, ce prince, après s'être distingué par sa bravoure, s'était abandonné à une superstition effrénée et à une bigoterie sanglante, on a vu à quel degré. Il est bien difficile

de présumer ce qui se passait dans son ame : nous sommes trop étrangers aux idées sous l'empire desquelles on vivait alors à Mexico, et la superstition avec ses extravagances est comme un de ces labyrinthes tortueux et sombres où il est impossible de distinguer le chemin qu'un homme a pu suivre parmi les détours les plus bizarrement compliqués. Si les idées qui peuvent naître d'une aveugle superstition associée à l'astrologie n'étaient pas presque toujours au rebours de l'ordre naturel du raisonnement, aux antipodes de la logique et du bon sens, on pourrait expliquer la conduite indécise de Montezuma et les contradictions de sa politique vacillante en disant qu'il était dominé tour à tour par un penchant à se conformer aux prophéties qui annonçaient le retour de Quetzalcoatl ou de sa race, et par le désir de conserver l'empire, même en dépit des envoyés de ce dieu vénéré. En tant qu'empereur jaloux de sa souveraineté, Montezuma redoutait ces étrangers sur lesquels des rapports propres à inspirer de l'effroi lui étaient parvenus. Le contact de ces êtres formidables ne pouvait manquer d'être fatal à son autorité. D'un autre côté, n'était-ce pas Quetzalcoatl qui revenait, conformément à la tradition, ou qui envoyait ses enfans? Une vague rumeur courait depuis plusieurs années que le moment solennel du retour de ce bon et puissant prince était proche, et dans ce cas ne fallait-il pas recevoir les Espagnols avec le plus profond respect, le plus grand empressement? Des présages menaçans se multipliaient depuis quelque temps. Les astrologues prédisaient que des calamités étaient suspendues sur l'empire, et c'est sans doute à ce motif qu'il faut attribuer le redoublement des sacrifices humains offerts alors aux dieux en expiation.

Dans les tiraillemens de son indécision, Montezuma, à l'arrivée des Espagnols, avait réuni le grand conseil de l'empire, dont faisaient partie les rois de Tezcuco et de Tlacopan. Qu'étaient ces êtres d'une race ignorée? quel accueil leur fallait-il faire? Était-ce ou non la descendance de Quetzalcoatl? étaient-ce des hommes ou des êtres surnaturels? Ce devaient être des hommes, et bien des raisons donnaient à croire que c'étaient les envoyés de Quetzalcoatl : ils venaient de l'orient, ils étaient blancs et barbus, ils étaient courageux, invincibles. Cependant, s'ils venaient de la part de Quetzalcoatl, comment étaient-ils ennemis des dieux du pays? Quelques personnes inclinaient à les bien recevoir, et entre autres Cacamatzin, qui avait succédé, avons-nous dit, à son père Nezahualpilli sur le trône de Tezcuco; mais cet avis n'avait pas été du goût de Montezuma. Finalement l'empereur ne s'était arrêté à aucun parti. Dans ses tergiversations, il

n'avait pas ouvert aux Espagnols sa capitale, il n'avait pas non plus employé la force pour les éloigner. Il les avait fait observer par ses ambassadeurs. Le plus habile d'entre eux, Teutlile, avait des instructions afin de constater ce qu'il pouvait y avoir de commun entre les Espagnols et Quetzalcoatl; aussi, ayant remarqué sur la tête d'un des soldats un casque doré semblable à celui que portait l'image du dieu, Teutlile avait demandé que le casque lui fût remis afin de l'expédier en toute hâte à Tenochtitlan (Mexico) comme une pièce de conviction. Cependant Cortez insistait toujours pour être admis à présenter à l'empereur le message qu'il prétendait apporter de la part de son souverain. Il faisait plus, il se rapprochait, pendant qu'on lui en refusait la permission. Maintenant il était à Tlascala, chez les ennemis des Aztèques. Il s'était montré plus formidable encore qu'on ne le supposait. Il était difficile de ne pas accueillir sa demande, et l'on pouvait se réserver par quelque embuscade le moyen de s'en débarrasser. A Tlascala donc, une dernière ambassade de Montezuma vient trouver Cortez, chargée de riches présens, de même que les autres. Cette fois, Cortez était invité à se rendre auprès de l'empereur, et on l'engageait à ne pas se lier avec les Tlascaltèques, qui, disait-on, étaient des barbares, des gens de bas étage. On lui indiquait pour se rendre à la capitale la route de Cholula, assurant que, dans cette ville, des préparatifs dignes de lui avaient été faits pour le recevoir. S'il faut en croire les historiens espagnols, c'est un complot qu'on y avait préparé.

Je glisse sur les évènemens de Cholula, quoique ce soit un remarquable épisode plein de dramatiques horreurs. Je ne m'arrête pas davantage aux détails du voyage de Cholula à Tenochtitlan, quoique ce soit sacrifier la description de villes curieuses, de jardins plus fastueux que ceux de l'orgueilleuse Sémiramis, et de montagnes dont les défilés rappellent les pays enchantés des romans de chevalerie. Entrons dans la capitale avec Cortez. Le voilà dans cette Venise au milieu des montagnes. Il habite le palais bâti par l'empereur Axayacatl, père de Montezuma, au pied de la grande pyramide. Cette vaste demeure, comprenant plusieurs bâtimens clos dans une même enceinte, suffit à loger les Espagnols et les Tlascaltèques qui les ont suivis, avec les nombreux serviteurs que leur a donnés le prince mexicain. Rien ne leur manque. Les habitans de la ville leur témoignent les plus grands égards, car décidément ce ne peuvent être des hommes qui ont accompli de pareilles prouesses, résisté à tant d'efforts, surmonté tant de périls, traversé sans en recevoir d'atteinte tant d'embûches; ce doivent être des

dieux, et on les qualifie de *dioses blancos* (les dieux blancs). Qu'importe pourtant à Cortez? Il n'est pas venu pour goûter les splendides loisirs d'une hospitalité impériale. Il a son but toujours devant lui, ce qui lui donne un grand avantage sur Montezuma, qui est bourrelé d'incertitudes. L'empereur aztèque conserve, il est vrai, un pouvoir immense. La terreur qu'il inspirait au loin s'est affaiblie, et c'était le ressort de son autorité; Cortez a recueilli, même entre Cholula et la capitale, beaucoup de murmures contre le gouvernement aztèque : cependant, telle est l'opinion qu'on a encore de l'empereur et de sa puissance, qu'aux portes de Mexico, les Cempoallans, qui jusqu'alors ont suivi fidèlement Cortez, viennent lui dire qu'il ne leur est pas possible d'en franchir l'enceinte et de s'exposer au courroux du *grand Montezuma*.

Dans la solennelle audience où Montezuma, entouré de sa cour, reçoit Cortez et ses officiers, l'empereur déclare au *conquistador* qu'à tant de hauts faits accomplis par les Espagnols, non moins qu'à la direction par laquelle ils sont venus dans ses états, il lui est impossible de ne pas les reconnaître pour les envoyés du grand et bon Quetzalcoatl qui a civilisé l'Anahuac. Le souverain au nom duquel s'annonce Cortez ne peut être que Quetzalcoatl lui-même. Montezuma, en parlant ainsi, avait les yeux et la voix remplis de larmes. On ne pouvait douter de sa sincérité en ce moment. Dans les jours qui suivent, il comble tous les Espagnols de présens. Il n'était simple soldat qui n'eût deux colliers massifs en or. Cortez, cependant, a pris la mesure des ressources inouies dont Montezuma dispose. Il voit quel est le dévouement absolu de toute la nombreuse population de la capitale et des environs pour l'empereur aztèque. Le tempérament violent de ses compagnons, excité par tant de victoires, par le spectacle de tant de richesses sur lesquelles ils étaient portés à s'arroger le droit du vainqueur, lui inspirent des inquiétudes que redouble le caractère âpre et féroce des guerriers de Tlascala. Ceux-ci, en effet, sont détestés des Aztèques et le leur rendent bien. Dans leur humeur sauvage, ils ne peuvent contenir l'arrogance dont les a gonflés le succès. Ensuite, il peut arriver d'Espagne une réponse peu amicale à ses dépêches, un rappel peut-être par l'effet des accusations et des intrigues de Velasquez, ou de la misérable envie contre tout ce qui se distingue qui anime l'évêque Fonseca, directeur des affaires des Indes. Le gouverneur de Cuba lui-même est homme à envoyer une nouvelle expédition, et d'autres auraient le mérite et le bénéfice des héroïques labeurs déjà accomplis! Il n'y a donc pas de temps à perdre. Monte-

zuma est fasciné, il faut en profiter. Telles étaient les pensées dont était agité le sein de Cortez huit jours après son entrée dans la cité impériale de Tenochtitlan. Il s'était placé dans l'obligation de réussir et d'ajouter à la couronne de Charles-Quint un fleuron si beau qu'en considération de ses services toute son audace lui fût pardonnée. Un dernier pas restait à faire, un seul, mais c'était le plus difficile de tous. Hôte de Montezuma, il fallait devenir son maître. Cortez se fie à sa fortune. Montezuma sera le vassal du roi d'Espagne, et lui, Cortez, il aura un gage certain de la subordination et de l'obéissance des peuples. Ce gage sera la personne de l'empereur.

Après tant de hardiesses, celle-ci était une suprême témérité. Sous prétexte de la conduite perfide d'un gouverneur mexicain, Quauhpopoca, qui, il y a quelque temps déjà, a fait égorger deux soldats espagnols, Cortez se rend au palais impérial suivi de cinq ou six de ses plus intrépides lieutenans, et termine un entretien avec le prince en lui disant de le suivre dans ses propres quartiers. Montezuma refuse; on lui réplique qu'il le faut. Il offre en otages ses enfans; on lui signifie qu'on le veut lui-même, et les Espagnols mettent la main sur la garde de leur épée. C'est de la folie caractérisée, direz-vous; le palais est rempli de gardes, la ville regorge de soldats mexicains. Montezuma est tout puissant : ainsi qu'il le dit un jour à Cortez, il n'a qu'à lever le doigt pour que des myriades de guerriers se ruent sur la petite troupe des Castillans et de leurs suivans les Tlascaltèques. Mais Cortez, avec le coup d'œil de l'homme de génie, a vu que son ascendant personnel sur Montezuma était plus grand encore que le pouvoir de ce prince sur ses sujets. Cette autorité absolue de l'empereur, puisqu'il tient l'empereur lui-même dans sa main, elle sera un instrument pour ses desseins audacieux. Montezuma est fasciné par le *conquistador*, donc il cédera et se laissera emmener dans le casernement de celui-ci : il est vain au plus haut degré, donc il fera comme s'il allait de son plein gré, et que tel fût son bon plaisir. A sa cour, parmi ses gardes, et dans sa capitale, on est dressé à lui obéir ponctuellement avec la soumission la plus profonde; donc, quand il aura exprimé sa volonté, on n'y résistera pas, on le conduira respectueusement dans cette prison, qu'il subira, mais qu'il paraîtra s'être choisie. Cependant, quand il demande sa litière, disant que c'est pour aller s'établir dans le quartier des Espagnols, les nobles, chefs de sa garde et de sa maison, semblent stupéfaits; ils n'en croient pas leurs oreilles ni leurs yeux. Dans les rues, la foule le regarde passer comme terrifiée d'un sacrilége abominable; cependant personne ne bouge : Montezuma répète

qu'il lui plaît d'aller vivre parmi ses amis les Espagnols. Il y est reçu d'ailleurs avec le respect le plus affecté. Sa maison, avec son luxe éclatant, le suit dans cette captivité.

Une fois Montezuma entre ses mains, Cortez lui fait apercevoir que, s'il est souverain à Tenochtitlan, il n'en est pas moins le vassal du roi d'Espagne. L'infortuné Quauhpopoca est jugé, condamné, brûlé vif, et, pendant la durée de l'exécution, Montezuma, comme un vassal félon, est mis aux fers. De ce jour, Montezuma dut être déshonoré à ses propres yeux. Vainement, après le supplice de Quauhpopoca, Cortez se remet à le traiter avec tous les signes extérieurs du respect : Montezuma se sent déchu au fond de l'ame, et son influence parmi les populations est ébranlée. Le jeune roi de Tezcuco, Cacamatzin, qui lui doit la couronne, qui est son neveu, exprime hautement son indignation, et commence à organiser la résistance. Montezuma lui enjoint de venir auprès de lui; Cacamatzin répond qu'il compte bien, en effet, paraître dans Tenochtitlan, mais que ce sera pour restaurer la religion dégradée, rendre à l'empire son renom et sa liberté; qu'il ira, la main non sur la poitrine, dans l'attitude d'un suppliant, mais sur la poignée de son épée, pour exterminer ces Espagnols qui ont infligé tant d'ignominie aux nations d'Anahuac. Cacamatzin poursuivait son dessein, lorsque Montezuma, perfide envers ceux qui se dévouent pour lui, et lâche comme la perfidie l'est toujours, le fait saisir dans un palais où il l'avait convié à une conférence, et le livre à Cortez. Un prince plus souple est placé sur le trône de Tezcuco. Délivré de tout embarras de ce côté, le *conquistador*, pour qui une concession obtenue de Montezuma n'est qu'un moyen d'en obtenir une autre plus grande, exige du malheureux empereur un dernier sacrifice, la reconnaissance expresse et formelle de la souveraineté de Charles-Quint et de son propre pouvoir. Dès leur premier entretien, Montezuma, si l'on doit en croire les historiens espagnols, lui avait exprimé qu'il était porté à s'avouer le vassal du roi d'Espagne.

Tous les chefs de l'empire sont donc convoqués en une espèce de parlement. Du haut de son trône, Montezuma leur rappelle la tradition de Quetzalcoatl. « Vous vous souvenez, leur dit-il, que ce dieu en partant annonça qu'il reviendrait pour reprendre parmi nous l'autorité suprême. Le temps prédit est arrivé : ces hommes blancs viennent des pays situés au-delà des mers, du côté où le soleil se lève, et ils revendiquent pour leur roi le pouvoir suprême en notre pays. Je suis prêt à le leur abandonner. Vous qui avez été mes fidèles vas-

saux pendant le long espace de temps que j'ai passé sur le trône, j'attends de vous que vous me donniez cette dernière preuve de soumission. Vous reconnaîtrez pour votre maître le grand prince qui règne de l'autre côté de l'Océan; en son absence, vous obéirez au capitaine qu'il a envoyé parmi nous. Les tributs que vous m'apportiez, vous les lui paierez; les services que vous me rendiez, c'est à lui maintenant d'en disposer. » A ces mots, l'émotion et les sanglots étouffent ses paroles, et l'illustre assistance, à son exemple, ne peut retenir ses larmes; chacun lui répond que, puisque tels sont ses ordres, il sera obéi. Immédiatement après, le serment de fidélité est prêté. Acte en est dressé par un notaire royal de la cour d'Espagne. Des Espagnols partent, à titre de collecteurs d'impôts, pour recueillir le tribut des différentes provinces de l'empire. Déjà Cortez s'était occupé de fonder des établissemens dans le pays, et avait détaché cent cinquante hommes sous le commandement de Velasquez de Léon, pour aller installer une colonie bien loin, à l'embouchure du Guazacoalco, où se trouve le meilleur port de tout le golfe du Mexique, et où Cortez espérait découvrir ce qu'il nomme le *secret du détroit*, c'est-à-dire un passage naturel de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique. Ainsi tout est fini, et le rêve de Cortez en six mois est devenu une réalité.

Mais non; c'est à peine si rien est commencé. L'ardeur religieuse de Cortez, long-temps contenue, va faire explosion, et il y aura des tourmentes auprès desquelles les luttes contre les Tlascaltèques et leur général Xicotencatl ne seront plus que des jeux d'enfans. Dès le premier jour où il a pu s'entretenir avec Montezuma, Cortez lui a parlé de se convertir. Il lui a fait un exposé des croyances chrétiennes sur l'origine du monde, a déployé toutes ses connaissances théologiques, lui a certifié qu'il adorait Satan, et que cette abominable idolâtrie le conduirait à une damnation éternelle. Il l'a conjuré de sauver son ame et de faire le salut de son peuple en passant au culte pur enseigné par le Christ et en s'inclinant devant la croix, signe de la rédemption opérée au prix du sang d'un Dieu de bonté. Montezuma a répondu qu'il ne doutait pas que le dieu des Espagnols ne fût un grand dieu, qu'il avait sur la création une croyance assez semblable à celle qui venait de lui être indiquée, mais que ses dieux à lui-même étaient de puissans dieux pareillement, qu'ils avaient fait la grandeur des Aztèques, et qu'ainsi il leur resterait fidèle. Peu de jours après, visitant en compagnie de l'empereur le grand temple où étaient réunis les sanctuaires de tous les dieux, Cortez, à la vue du sang humain qui les souil-

lait, avait apostrophé son impérial interlocuteur en ces termes : « Comment un prince aussi glorieux et aussi sage que vous l'êtes peut-il adorer ces idoles, représentation de Satan? Ah! si vous nous permettiez d'ériger ici la croix, d'y placer les images de la Vierge et de son divin fils, vous verriez ce que deviendraient ces dieux abominables. — « Ces dieux, avait dit Montezuma, sont ceux qui ont conduit les Aztèques à la victoire depuis l'origine de la nation; ils nous envoient le temps des semailles et celui de la moisson, et si j'avais pu m'attendre à ce que vous leur manquiez ainsi de respect, je ne vous aurais point admis en leur présence. » Cette scène se passait avant la captivité de Montezuma. Le père Olmedo, intervenant aussitôt, avait calmé Cortez, et bientôt des soucis temporels avaient distrait l'attention du grand capitaine; mais du moment où Montezuma a fait solennellement sa soumission à Charles-Quint, le zèle religieux de Cortez se réveille plus impétueux. S'il a travaillé pour la couronne de Castille, qu'a-t-il fait pour la foi? Sera-t-il dit que maintenant, dans cette capitale qui reconnaît pour maître sa Majesté Catholique, les sacrifices humains poursuivront impunément leur cours?

Suivi de ses principaux officiers, Cortez entre dans l'appartement de Montezuma et lui demande de faire remettre aux Espagnols, pour l'exercice de leur culte, la vaste enceinte du grand temple, afin qu'on puisse inviter le peuple entier à participer aux bienfaits de la religion du Christ. « Mais, Malintzin, répond l'empereur consterné, vos exigences sont poussées si loin que le courroux de nos dieux va s'enflammer, et mes peuples vont se soulever plutôt que de souffrir la profanation de leur temple. » En effet, la religion d'une nation est, de tous ses biens, celui dont le sacrifice lui est le plus odieux; tant qu'un peuple a de la foi, la perte de sa religion lui est plus sensible encore que celle de sa nationalité même. A la suite d'une conférence avec les prêtres, Montezuma cependant annonce à Cortez qu'un des deux sanctuaires de la grande pyramide lui est abandonné. On y érige un autel où la croix s'élève; la messe y est célébrée avec un grand appareil par les pères Olmedo et Diaz; le sanctuaire attenant demeure consacré au culte sanguinaire du dieu de la guerre, et retentit au même instant des chants des Aztèques indignés.

De ce jour, tout a changé d'aspect à Mexico. Jusqu'alors Montezuma était d'une extrême affabilité envers les Espagnols; il se plaisait dans la société de quelques-uns d'entre eux, et jouait avec eux en leur laissant toujours des gages de sa munificence. Il devient sombre, il les évite, et

passe son temps à s'entretenir avec les principaux des guerriers et des prêtres aztèques. La population contient mal son animosité; sa fierté blessée se fait jour. L'empereur envoie chercher Cortez et lui déclare que les dieux ont fait connaître aux prêtres qu'ils étaient courroucés et demandaient, sous peine des plus grands malheurs pour la ville et l'empire, que les étrangers profanateurs fussent sacrifiés sur leurs autels. « Vous n'avez, dit-il, de chance de salut que dans la retraite; partez, allez d'où vous êtes venus, vous ne serez saufs qu'à ce prix. » Cortez, avec un grand sang-froid, réplique qu'il ne se refuse pas à quitter le pays, mais qu'auparavant il faut qu'il ait des vaisseaux. On se met donc, à la Vera-Cruz, à construire une flotte sous les ordres de Martin Lopez; mais, sous main, Cortez a soin que la construction aille lentement. En attendant, tout dans la capitale prend un air de plus en plus lugubre et menaçant. On se prépare, du côté des Mexicains à attaquer, du côté des Espagnols à se défendre. A la première occasion, les glaives vont être tirés.

Tout à coup on apprend qu'une flotte a paru à la Vera-Cruz. Elle est nombreuse, elle est montée par des soldats espagnols. Ils sont neuf cents, dont quatre-vingts cavaliers, autant d'arquebusiers, cent cinquante arbalétriers, avec beaucoup d'artillerie. C'est plus de quatre fois la force de la troupe castillane qui environne Cortez à Mexico. A cette nouvelle, les Espagnols poussent des cris de joie; ils sont sauvés. Illusion! c'est le dernier coup qui est porté à Cortez. Cette expédition vient de Cuba, où Velasquez l'a organisée pour qu'elle aille renverser le piédestal que s'est fait Cortez. De la Villa-Rica de la Vera-Cruz, le *conquistador* avait envoyé en Espagne deux de ses officiers, chargés d'offrir à la cour les somptueux présens qu'il tenait de Montezuma, en leur recommandant bien de ne pas toucher à Cuba. L'un d'eux, qui y avait une plantation, se met en tête de la visiter, malgré ces instructions, et ainsi toute l'île apprend les découvertes inespérées de Cortez, et connaît l'Eldorado qu'il a atteint. La fureur de Velasquez n'a plus de bornes. Il épuise toutes ses ressources, afin de composer une armée à laquelle Cortez ne puisse résister, et qui conquière pour lui-même le riche empire mexicain. Telle est l'armée qui vient de débarquer à la Vera-Cruz, sous les ordres de Narvaez, officier d'une bravoure éprouvée.

Cortez a bientôt pris son parti. Avec soixante-dix Espagnols, il sort de Mexico, laissant le commandement au vaillant Alvarado, à qui il recommande la prudence et la modération. En route, il rallie les cent

cinquante hommes qu'il avait confiés à l'un de ses lieutenans pour aller fonder une colonie sur les bords du Guazacoalco, marche droit sur Narvaez, qui se garde assez mal, trouve le moyen de semer un peu d'or et beaucoup de bonnes paroles dans cette armée, et, par un coup de fortune, fait Narvaez lui-même prisonnier après un combat de nuit où, à la faveur de l'obscurité, il a pu faire accroire qu'il avait de grandes forces. Toute la troupe de Narvaez, émue de ses hauts faits, séduite par son éloquence, enflammée par les dépouilles que promet l'empire mexicain, passe sous ses drapeaux, et Cortez rentre bravement à Mexico, le 24 juin 1520.

Cette fois on dirait que la populeuse cité est déserte. Pas un Aztèque ne se montre pour voir passer le *conquistador* triomphant; sur le lac, le long des chaussées, pas une pirogue. C'est qu'aux griefs religieux des Aztèques Alvarado en a ajouté un autre : par une infame perfidie, il a égorgé la fleur de la jeune noblesse pendant qu'elle célébrait la fête du dieu de la guerre, Huitzilopotchli, probablement afin de s'emparer des ornemens d'or dont s'étaient chargés pour la solennité ces six cents infortunés jeunes gens. Cortez, une fois dans ses quartiers, y est bientôt cerné. Il avait eu la précaution de faire construire deux brigantins sur lesquels il aurait pu s'échapper au travers du lac; les Aztèques les ont brûlés. Un siége furieux commence contre les Espagnols. Une grêle de flèches et de pierres tombe sur tous les points du palais d'Axayacatl qui leur sert de forteresse. Ils répondent par l'artillerie et la mousqueterie, qui font d'horribles brèches dans les rangs serrés des Mexicains; mais qu'importe? les assaillans sont innombrables, et ils ne demandent qu'à mourir, pourvu que dix de leurs vies soient échangées contre la vie d'un *fils du Soleil*. Cortez fait des sorties où il a l'avantage, cependant il n'en demeure pas moins bloqué. Les terrasses des maisons sont garnies de guerriers, les ponts des canaux qui longent les rues sont levés. « Vous êtes à nous, crient les Aztèques, la pierre du sacrifice est prête, le couteau du sacrificateur est aiguisé. Notre dieu Huitzilopotchli va enfin voir couler devant lui votre sang qu'il attendait. Les bêtes fauves de la ménagerie du palais rugissent de plaisir, parce qu'elles sentent qu'elles vont dévorer votre chair. Nous avons des cages où nous en enfermerons pour les engraisser, afin qu'ils soient dignes d'être sacrifiés, les enfans félons d'Anahuac qui sont dans vos rangs (les Tlascaltèques). » En parlant ainsi, ils combattaient avec tant de bravoure, dit Bernal Diaz, que « plusieurs de nous, qui avaient servi en Italie dans les *combats de géans* contre les Français, ou dans le Levant con-

tre les Turcs, déclaraient n'avoir jamais rien vu qui fût pareil à ces Indiens. » C'est le frère même de Montezuma qui commande le siège, et il est de tous le plus intrépide. Cortez heureusement n'est pas homme à se rebuter ou à perdre courage. Il a un corps de fer et une ame de bronze. Il espère qu'à force de carnage il obligera les Indiens à se soumettre. Il essaie de les effrayer par des machines de guerre à l'aspect formidable, des tours qui marchent chargées de guerriers à couvert. Il tente aussi la voie des négociations, et fait intervenir Montezuma lui-même comme médiateur. Le malheureux empereur paraît en grande pompe sur une terrasse du quartier des Espagnols. A sa vue, la foule, accoutumée à lui obéir, par un premier mouvement s'incline. « Venez-vous pour me délivrer? dit-il du ton calme d'un homme accoutumé à commander; mais je ne suis point prisonnier: je reste ici de mon plein gré parmi les hommes blancs qui sont mes hôtes. Venez-vous pour les forcer à se retirer? mais ils se préparent eux-mêmes à partir. » Les termes d'amitié dont Montezuma se sert envers les Espagnols rallument la rage des Aztèques; du moment où il se dit l'ami de ces étrangers profanateurs, il n'est plus qu'un traître à la patrie et aux dieux. Une décharge de pierres et de flèches est dirigée sur lui. Il est blessé et meurt peu de jours après.

Cette aventure montre à Cortez que les Aztèques ne se soumettront pas. D'un autre côté, ses vivres sont épuisés, et il n'y a plus qu'un parti à prendre: c'est de se frayer à tout prix un passage. Pour sortir de Mexico cependant, il faut passer au travers de longues rues dont les maisons sont converties en citadelles, avec leurs terrasses chargées de projectiles et couvertes de combattans. Après les rues sont les longues chaussées jetées dans le lac, et bordées de guerriers aux aguets dans leurs canots, parmi les roseaux. Pour saisir plus sûrement leur proie, les Mexicains ont dans les rues détruit les ponts, érigé des barricades; les chaussées de même ont été rompues. Pourtant Cortez, par une marche de nuit, regagne la terre ferme par la chaussée de Tlacopan, la plus courte des trois; mais quelle nuit! Dans les récits des *conquistadores* et dans les annales espagnoles, c'est la nuit fatale (*noche triste*). Cortez y perdit la moitié de son armée; tous ceux qui s'étaient embarrassés de butin périrent ou furent pris, ce qui était pire. Toute l'artillerie resta aux Aztèques, à qui heureusement on avait caché la manière de s'en servir et la composition de la poudre. Il fallut une grande bravoure dans la petite troupe espagnole pour atteindre, même au prix de tant de sacrifices, la terre ferme; les femmes elles-mêmes se distinguèrent les armes à la main.

Deux héros principalement firent le salut de tous, le général d'abord, et l'audacieux Alvarado, qui se surpassa au point d'arracher des cris d'admiration aux Aztèques. Il arrive démonté en un endroit où la chaussée est coupée. Les cavaliers, serrés les uns contre les autres, ont pu passer en se jetant dans le lac, et, avec eux, ils ont conduit une partie de la troupe de l'autre côté de la brèche; mais il est seul, lui : il était demeuré en arrière pour contenir les assaillans. Il semble qu'il ne peut échapper, lorsque, s'appuyant sur sa longue lance et appelant à lui toute sa vigueur, qui était prodigieuse, il franchit la largeur de la brèche d'un saut; puis d'un regard il nargue les ennemis étonnés, qui s'écrient qu'il est véritablement le fils chéri du Soleil. Le saut d'Alvarado est demeuré célèbre. Le lieu où la scène se passa porte aujourd'hui le nom de Saut d'Alvarado, et, de tous ses exploits, c'est celui qu'on choisit pour lui faire son nom historique. Le premier lieutenant de Cortez, le conquérant du royaume de Quiché, est désigné dans les chroniques comme Alvarado-du-Saut.

Une fois sur la terre ferme, Cortez trouve une armée qui l'attaque. Alors s'engage la bataille d'Otumba qu'il gagne après avoir cru, comme César à Munda, que c'en était fait, et qu'il ne lui restait plus qu'à mourir glorieusement. De là, il va se refaire parmi les Tlascaltèques et s'y apprête à revenir sur Tenochtitlan avec des ressources nouvelles. Je passe sur les démarches par lesquelles il s'assure de la fidélité des gens de Tlascala, sur les expéditions qui rétablirent parmi les populations son crédit ébranlé par les désastres de la *noche triste*, sur les alliances qu'il forme, sur les mécontentemens qu'il apaise, ainsi que sur les complots qu'il conjure parmi les siens. C'est une série d'évènemens et d'incidens qui tiennent du prodige; je glisse de même sur l'ambassade envoyée par les Aztèques à Tlascala, afin de supplier les Tlascaltèques de se concerter avec tout le pays d'Anahuac pour écarter ces cruels étrangers, ennemis des hommes et des dieux, et sur les débats que soulèvent ces envoyés dans le sénat de Tlascala. C'est beau cependant comme les plus dramatiques séances du sénat romain. Arrivons avec Cortez devant Mexico, où il se présente à la tête d'une armée fort nombreuse d'auxiliaires dont il a perfectionné l'armement, qu'il a soumise, sous plusieurs rapports, à une loi sévère. Une flotte de treize brigantins portant de l'artillerie doit opérer sur le lac.

Le frère de Montezuma, qui avait succédé à l'empire, est mort, après un règne de quatre mois, de la petite vérole, importée par Narvaez. A sa place a été choisi Guatimozin, neveu et gendre de Monte-

zuma, jeune homme de vingt-cinq ans, d'une bravoure à toute épreuve, d'une intelligence remarquable et d'une rare élégance en sa personne, qui avait voué aux Espagnols une haine implacable, pareille à celle que jura Annibal aux Romains entre les mains d'Hamilcar. Cortez, qui a mesuré les difficultés de son entreprise et qui ne veut rien négliger pour le succès, établit des règlemens qu'il enjoint aux siens d'observer fidèlement. Ce recueil d'ordonnances militaires nous a été conservé. Le but suprême qu'il indique à ses compagnons d'armes est la conversion des païens; c'est le secret de leur force et la condition de leur triomphe. Autrement, dit-il, cette guerre est souverainement injuste, et tout ce qu'elle nous procurerait serait un bien mal acquis. De là des dispositions qui interdisent, sous des peines sévères, le blasphème, le jeu, etc. On dirait une armée de croisés et de croisés disciplinés, et en effet Cortez se supposait le chef d'une croisade, comme avait pu le faire Godefroi de Bouillon. Du côté opposé, les prêtres, qui ont une grande influence sur Guatimozin, prêchent aux Aztèques qu'il n'y a pas de compromis possible avec les Espagnols violateurs des temples, et qu'avec eux il faut vaincre ou périr. Comme dans *la Jérusalem délivrée*, le ciel est en présence d'un olympe païen ou des anges déchus compagnons de Satan. Comme dans l'Iliade, les hommes croient voir les habitans du céleste séjour prendre parti pour eux et descendre dans leurs rangs. C'est au moins ce qui advient aux Espagnols, qui, à mainte reprise, sont persuadés qu'ils ont distingué dans les airs la vierge Marie, ou à côté d'eux saint Jacques sur son cheval blanc, ou saint Pierre patron de Cortez.

De part et d'autre, il y a une multitude innombrable de combattans, car Cortez a eu jusqu'à 150,000 auxiliaires; des deux côtés, un dévouement extraordinaire et une prodigieuse ardeur. Les Aztèques se défendent comme un peuple qui combat pour ses *autels* et pour ses *foyers*. Les Espagnols se conduisent comme des prédestinés qui ont à exécuter un arrêt du ciel, et comme des ambitieux qui ont à conquérir à la pointe de l'épée des richesses et des titres. Les Indiens auxiliaires cherchent à assouvir de longs ressentimens, à tirer des représailles d'une violente oppression; ils veulent exterminer d'anciens maîtres qui les anéantiraient eux-mêmes, si l'on n'en triomphait. Plus d'une fois la victoire est indécise, malgré le courage féroce des gens de Tlascala et la vaillance sanguinaire du prince de Tezcuco, Ixtlixochitl. C'est toujours l'intrépidité de cette poignée d'Espagnols, et c'est souvent la bravoure personnelle de Cortez qui enlève le succès, non sans l'acheter chèrement. On se bat par terre et par eau, à distance et corps à corps,

de jour et de nuit, sur les plates-formes des pyramides, sur les terrasses des maisons, sur la plage boueuse du lac. On emploie la ruse aussi bien que l'audace, et plus d'une fois les embûches de Guatimozin mettent les *conquistadores* en péril. Déjà, dans la *nuit fatale,* Cortez avait couru de grands périls. A l'attaque de Xochimilco (*le Champ des Fleurs*), l'une des villes de la vallée, il est un instant prisonnier. C'en était fait de lui si les Aztèques n'eussent voulu le réserver pour un sacrifice ultrà-solennel. Un Tlascaltèque et deux de ses propres serviteurs le dégagèrent. Le lendemain, on chercha le guerrier de Tlascala pour le récompenser; mais ce fut en vain, et il demeura accrédité dans l'armée que c'était saint Pierre en personne qui était venu au secours du général sous ce déguisement. Durant le siége même de Mexico, Cortez, à la sollicitation plus que pressante de ses compagnons, qui souffrent des pluies et du manque de vivres, se décide un jour à donner un assaut général. « On nous laisse, disaient les soldats, exposés à toutes les intempéries des saisons, livrés à la famine, pendant qu'un coup de main serait si facile contre ces païens. Est-ce que l'autre jour nous n'avons pas pénétré de vive force jusqu'au cœur de la ville, jusqu'au palais de l'empereur et au temple où Satan est adoré sous le nom de cette infame idole Huitzilopotchli? Est-ce que nous n'avons pas su mettre le feu à cet abominable sanctuaire et au palais, et précipiter du haut en bas de la pyramide les prêtres sanguinaires dont ce repaire était peuplé? Finissons-en par un assaut. — Vous aurez l'assaut, » dit le général, que les murmures ont alarmé. En effet, on convient d'attaquer en deux colonnes. Alvarado commande l'une; Cortez s'est réservé de diriger l'autre. On s'ébranle après la célébration de la messe. Cortez partage son corps en trois divisions qu'il lance successivement, en recommandant aux chefs la circonspection. Les Aztèques battent en retraite; les Espagnols, conduits par le trésorier Alderete (dans cette expédition les financiers eux-mêmes étaient des héros), et par Andres de Tapia et le frère d'Alvarado, les pressent vivement. On touche enfin au centre de la ville et on crie victoire. Tout à coup, du sommet d'un *teocalli*, on entend le cor de Guatimozin. A ce signal, les Indiens fuyards se retournent; d'autres, qui occupent les maisons, se montrent sur les terrasses; les rues latérales s'encombrent de guerriers, et il en sort des roseaux du lac à droite et à gauche de la chaussée. Ils se jettent avec furie sur les Espagnols et sur leurs auxiliaires. Le désordre se met dans les rangs, et l'artillerie ne peut plus rien, c'est une mêlée affreuse. Beaucoup d'Espagnols sont pris ou tués; Cortez, lui-même blessé, est saisi par six hommes aux formes athlétiques, qui,

le voyant presque seul, ont accouru avec frénésie en criant : A Malintzin! à Malintzin! Il est cependant encore une fois arraché des mains de l'ennemi; mais le cor de Guatimozin, qui semble exercer une influence magique comme celui d'Astolphe, continue de sonner, et l'impétuosité des Aztèques va toujours croissant. Ils font rouler aux pieds de Cortez plusieurs têtes espagnoles en s'écriant : Voici *Tonatiuh!* (c'était, on l'a vu, le nom qu'ils avaient donné à Alvarado.) Voici Sandoval! (c'était l'ami le plus cher de Cortez.) Du côté de la colonne d'Alvarado, pour semer l'épouvante parmi les Espagnols, ils lançaient de même des têtes de simples soldats blancs, en faisant retentir le nom de Malintzin. Heureusement ni le général, ni Alvarado, ni Sandoval n'avaient succombé; cependant les Espagnols étaient en complète déroute; ils gagnèrent avec peine leurs retranchemens, et le soir, au coucher du soleil, ils purent contempler avec effroi l'horrible cérémonie qui se passait au sommet du grand *teocalli*. Leurs frères d'armes prisonniers étaient égorgés devant la statue du dieu, et leurs corps sanglans, précipités du haut de la pyramide, tombaient au milieu d'une foule qui s'en disputait les membres pour s'en repaître.

Cette victoire de Guatimozin inspira un grand enthousiasme parmi les Aztèques et ceux qui leur étaient restés unis. Les prêtres proclamèrent que les dieux, satisfaits du sacrifice des prisonniers espagnols, avaient promis de délivrer le pays des étrangers, et que, dans huit jours, cette promesse serait accomplie. A cette nouvelle, l'alarme se répand parmi les alliés des Espagnols. Ils désertent en grand nombre, non pour se rendre chez les Aztèques, dont ils redoutent le courroux, mais pour rejoindre leurs foyers. Cependant Cortez fait faire bonne garde dans le camp. Les sorties des assiégés sont repoussées; les huit jours se passent sans que les Espagnols aient perdu rien de plus que quelques maraudeurs. Les alliés, voyant que l'oracle est en défaut, reviennent vers les Espagnols. L'ardeur agressive des assiégés se refroidit, et ils se retrouvent bientôt en face des fléaux dont ils étaient poursuivis depuis quelque temps, la famine et les maladies épidémiques qu'engendrent la misère et l'encombrement. De l'exaltation plusieurs passent à l'abattement; ils voient avec désespoir leurs anciens vassaux démolir tous les quartiers de la ville que Cortez a envahis et niveler ses édifices.

Cortez, qui sait à quoi s'en tenir sur leur position, dépêche à Guatimozin trois chefs qui étaient parmi les prisonniers. Il le fait conjurer de se soumettre, lui promettant qu'on lui laissera la couronne, que les Aztèques garderont leurs propriétés et leurs dignités, sous la

suzeraineté du roi des Espagnes. Le jeune prince reçut les envoyés avec distinction et écouta attentivement leur message. Probablement parce qu'il n'était pas assez le maître, il s'en remit à un conseil composé des principaux chefs de l'armée et des hommes les plus considérables. Quelques-uns furent d'avis d'accueillir les propositions de Cortez; mais les prêtres, qui reconnaissaient qu'avec les chrétiens c'en était fait de leur influence, furent d'un avis opposé. « La paix est un grand bien, dirent-ils à l'empereur, pourvu que ce ne soit pas avec les hommes blancs. Il n'est pas de promesse qu'ils n'aient violée. Leur cupidité est sans bornes, et qui pourrait dénombrer leurs outrages contre nos dieux? Fions-nous aux divinités qui ont été si long-temps les protectrices de notre nation. Ne vaut-il pas mieux mourir que de vivre sous l'esclavage de ces étrangers menteurs et impies? » Leur éloquence enflamma Guatimozin. « Eh bien! dit-il, nous mourrons en combattant; malheur à qui parlera de se rendre! » En réponse aux offres de Cortez, deux jours après, Guatimozin ordonne une sortie générale; elle est sans succès. Les Aztèques sont refoulés et tenus à l'étroit dans quelques-uns des quartiers. Parmi eux la famine devient plus cruelle chaque jour. Ils se nourrissent des lézards et des rats qu'ils peuvent trouver; ils recherchent les reptiles et les insectes, rongent l'écorce des arbres, et s'en vont la nuit arracher des racines. Pendant ce temps, Cortez, voyant qu'il n'y avait pas d'autre moyen de les soumettre, poursuit l'œuvre de destruction à laquelle il s'était déterminé avec beaucoup de regret : les pyramides et les palais sont rasés, tout comme les huttes en joncs où habitait la populace. La démolition s'accomplit par les mains des alliés, auxquels les Aztèques criaient : « Malheureux! plus vous démolissez et plus vous aurez à reconstruire, car, si nous sommes les vainqueurs, nous voudrons avoir une capitale aussi magnifique qu'autrefois, et si les hommes blancs l'emportent, ils ne seront pas moins exigeans que nous-mêmes. » Malgré l'âpreté de leurs maux, ces vaillans Aztèques faisaient bonne contenance : ils répondaient avec hauteur et dédain quand on leur disait qu'ils n'avaient plus de vivres, et l'un des chefs indiens attachés à Cortez leur ayant remontré, dans un de ces entretiens qui se reproduisaient assez fréquemment entre les sorties et les assauts, qu'ils étaient à la dernière extrémité, ils lui jetèrent des crêpes de maïs à la figure, disant qu'ils avaient des subsistances pour eux et pour les autres.

Cependant la faim et la maladie les décimaient. On les voyait amaigris sur leurs terrasses ou derrière les barricades. Quand on gagnait

sur eux une rue de plus, on y trouvait les cadavres entassés en pourriture. Eux si soigneux de la sépulture, ils avaient cessé de la donner aux morts. Dans les maisons, on rencontrait des femmes et des enfans décharnés, ne pouvant plus se traîner, car tout ce qui avait la force de se tenir debout se concentrait dans les quartiers insoumis encore. Dans cette triste situation, on les entendit plus d'une fois reprocher aux Espagnols de ne pas en finir. « Vous n'êtes pas les fils du Soleil, car il est, lui, rapide en sa course, et vous, que vous êtes lents dans votre destruction! Achevez-nous donc, afin que nous allions enfin près de notre dieu Huitzilopotchli, qui nous tiendra compte de tout ce que nous souffrons pour lui! » D'autres fois ils les bravaient, leur disant qu'ils chercheraient en vain les trésors; qu'on avait tout enseveli dans des cachettes dont ils n'auraient pas le secret. Et il ne fallait pas leur parler de se rendre : Cortez ayant adressé à Guatimozin un prisonnier d'un haut rang pour le presser de traiter, on assure que Guatimozin envoya ce parlementaire à la pierre du sacrifice.

Bientôt il ne resta plus aux Aztèques qu'un quartier, le plus incommode de tous, faisant à peine le huitième de la cité, et où il n'y avait pas assez de bâtimens pour leur donner asile. Plusieurs demeuraient, la nuit comme le jour, en plein air dans les bateaux, parmi les roseaux du lac. Chaque jour, Cortez acquérait des preuves nouvelles de l'extrémité à laquelle ils étaient réduits. Pendant quelque temps, ils avaient pu se soutenir en dévorant les prisonniers qu'ils faisaient dans les sorties. Cette ressource même leur était ravie. On en surprenait la nuit qui rôdaient pour ramasser des débris que les animaux immondes eussent dédaignés, ou pour arracher de leurs ongles une poignée d'herbes, et on raconte qu'on vit des mères égorger leurs enfans pour les manger. Une épidémie causée par les miasmes dont l'air était empesté décimait ceux qui échappaient au glaive et à la famine. Cortez fut saisi de pitié; il donna les ordres les plus formels pour qu'on épargnât tout ce qui ne commettait aucune agression; mais quel moyen de se faire obéir de ses alliés les féroces Tlascatèques et des ci-devant vassaux des empereurs aztèques, qui avaient à exercer des vengeances pour le joug pesant sous lequel on les avait courbés? En même temps il renouvelait ses efforts pour obtenir de Guatimozin qu'il se soumît. Sur les instances des chefs, le jeune monarque consentit enfin à une entrevue. On se donna rendez-vous à la vaste place du marché, sur une grande plate-forme qui autrefois servait à des représentations populaires. Cortez y fit étendre des tapis et dresser un banquet où il comptait prier son vaillant ennemi d'assouvir

sa faim. A l'heure indiquée, Guatimozin ne parut pas; il se fit excuser par les mêmes chefs qui lui avaient apporté les paroles de Cortez, soit qu'il craignît qu'on ne s'emparât de sa personne et que le sort de Montezuma, réduit à n'être plus que l'instrument passif des étrangers, lui semblât le plus grand des maux, soit plutôt que l'influence des prêtres l'eût déterminé à lutter jusqu'à la fin, sans rémission. Le *conquistador* retint à dîner ces pauvres affamés, et les renvoya avec ses complimens pour leur maître, et avec des provisions, en réitérant sa demande d'une conférence. Le fier Guatimozin retourna présent pour présent; les mêmes personnes revinrent au camp espagnol chargées des plus beaux tissus en coton, mais seules, sans l'empereur. Cortez leur renouvela ses instances les plus vives, si bien que le lendemain matin on lui apporta la promesse de la visite de Guatimozin pour midi. Ce fut encore en vain, et l'on s'aperçut que les assiégés se préparaient silencieusement à combattre dans leur dernier asile comblé de morts et de mourans. Il y eut donc, le jour suivant, une bataille ou plutôt une boucherie. Les auxiliaires de Cortez égorgèrent quarante mille Aztèques, sans distinction d'âge ni de sexe. Leur furie sanguinaire excita l'indignation de ce grand homme, qui, rendant compte de cette scène à son maître, lui dit : « Les cris des enfans et des femmes qu'on égorgeait les uns sur les autres étaient si lamentables, qu'il n'y avait personne parmi nous qui n'en eût le cœur déchiré... Jamais on ne vit cruauté pareille (à celle des alliés); jamais des êtres sous forme humaine ne se montrèrent plus étrangers à l'humanité. » Et cependant le lendemain matin, après une nuit passée sur ce lieu de désastres, Guatimozin refusa encore de se rendre ou de venir traiter avec le capitaine espagnol.

On était au 13 août 1521. Ce devait être le dernier jour de cet empire si florissant à trois années de là. Avant de donner un dernier assaut, Cortez fit inviter l'empereur à se présenter. Ses envoyés revinrent avec le *cihuacoatl*, magistrat du premier rang, qui déclara avec l'air de la consternation que Guatimozin saurait mourir, mais qu'il ne viendrait pas traiter. Puis, se tournant vers Cortez : « Faites maintenant ce qu'il vous plaira. — Soit, répondit Cortez. Allez dire à vos amis qu'ils se préparent; ils vont mourir. » — En effet, les troupes s'avancèrent : il y eut une dernière mêlée, un dernier carnage, sur terre et sur le lac. Les Mexicains épuisés trouvèrent dans leur désespoir, leur patriotisme, leur dévouement à leurs dieux, la force de lutter avec héroïsme une dernière fois. Guatimozin, acculé au rivage, se jeta dans un canot avec quelques guerriers, et essaya

de s'échapper à force de rames; mais un brigantin de la flottille espagnole le poursuivit : il fut pris et mené à Cortez, qui le reçut avec les égards dus à une tête couronnée. Lui, s'avançant avec dignité sur la terrasse préparée pour cette triste entrevue d'un prince captif avec son vainqueur : « J'ai fait, dit-il, tout ce que j'ai pu, Malintzin, pour sauver ma couronne et mon peuple. Vous voyez où je suis tombé maintenant; faites de moi ce que vous voudrez. » Et, indiquant du doigt un poignard placé dans la ceinture du général, il ajouta avec véhémence : « Tirez cette arme, et finissez-en avec moi. — Non, répondit Cortez, vous serez traité avec un profond respect. Vous avez défendu votre capitale comme le plus brave des princes; les Espagnols savent honorer la valeur jusque dans leurs ennemis. » Il s'informa ensuite de l'impératrice, qui était fille de Montezuma, l'envoya chercher avec une escorte, et fit servir un repas à ses deux augustes prisonniers. L'empire aztèque avait cessé d'exister; la domination espagnole était établie au Mexique. La croix triomphait dans ce beau pays, et son règne était sans partage.

Lorsqu'on examine la conquête du Mexique sous le rapport religieux et sous le rapport politique, elle présente, on le voit, un rare intérêt; mais c'est un récit très attachant à d'autres titres encore. On croirait avoir pris lecture d'un poème épique ou d'un roman de chevalerie, tant les évènemens et les simples incidens y sont sur des proportions grandioses, inouies, tant les hommes s'y montrent puissans, tant le merveilleux lui-même y a de part. Quant à la grandeur des évènemens, il suffit pour la mesurer de tracer le programme de l'entreprise telle qu'elle s'est passée. Voilà un aventurier qui, parti de Cuba avec 553 soldats, 110 marins, 16 chevaux, 13 arquebuses, 32 arbalètes, 10 pièces de canon, 4 fauconneaux, ose s'attaquer à un empire dont tout lui révèle bientôt que la population est d'une admirable bravoure, dont le souverain fait d'un signe tout trembler au loin, et tient, dit-on, rangés sous sa loi trente vassaux en état de mettre chacun 100,000 hommes sous les armes. Cortez ne se propose pas seulement de faire reconnaître son maître Charles-Quint aux habitans de ce formidable empire et à leur superbe empereur comme leur suzerain, il forme la résolution de les obliger à abjurer leur religion, c'est-à-dire à faire le plus grand sacrifice qu'on puisse demander à un peuple. Il le veut, il le tente, et il ne lui faut pas trente mois pour y réussir.

Auprès d'un tel sujet le thème de l'Iliade paraît exigu et pâle. Qu'est-ce en effet sinon la brouille et le racommodement d'Achille et d'Aga-

menmon avec une action qu'on ne peut qualifier de finale, car elle ne termine rien, dans laquelle le principal des défenseurs de Troie est vaincu et tué par le plus vaillant des Grecs? L'Énéide n'est pas sur de plus larges proportions : deux chefs de peuplade, Enée et Turnus, se disputent, avec des forces à peu près égales, la main de la fille d'un roitelet du Latium. Pour chacun de ces deux chefs-d'œuvre impérissables, le poète a dû tirer de son propre fonds le merveilleux dont il a admirablement brodé l'aventure; à une réalité mesquine il a été nécessaire d'ajouter la fable; il a fallu semer le récit, avec un art infini, de traditions historiques, de notions géographiques et de la philosophie la plus avancée du temps. De la sorte l'Iliade et l'Enéide sont des espèces d'encyclopédies des deux époques, importantes dans les annales du genre humain, où elles furent écrites, mais des encyclopédies sous la forme la plus admirable et la plus entraînante, tracées de la main d'hommes du plus rare génie et du plus grand savoir. Elles offrent le tableau animé et éclatant des croyances et des opinions, des connaissances et des usages, des mœurs et des arts de deux peuples d'élite, de qui notre civilisation dérive, à qui nous nous sentons liés par un cordon ombilical. Par conséquent, elles nous saisissent, pour ainsi dire, par les entrailles, et elles resteront des monumens immortels tant que subsistera la civilisation de l'Occident, qui n'est pas près de finir, car elle prime en ce moment la terre tout entière, *du Japon jusqu'à Rome*. La *Jérusalem Délivrée* raconte le choc de deux masses, considérables cette fois, mais à peu près d'égale puissance. La foi y triomphe, parce qu'elle est la foi, conclusion juste sans doute, mais trop prévue et qui par cela même laisse le lecteur assez froid. On a eu beau y mettre du merveilleux; on n'en a point fait une merveille, quoique ce soit une magnifique composition. A la conquête du Mexique, comme valeur intrinsèque sous le rapport des prodiges accomplis, il n'y a de comparable que l'envahissement de l'Asie par Alexandre, ou la fondation de la puissance portugaise dans l'Inde. De même qu'au Mexique, dans ces deux épisodes de l'histoire du genre humain, la disproportion est énorme entre la force assaillante et celle qui est assaillie. L'infiniment petit triomphe de l'infiniment grand; la force du génie se révèle dans toute sa splendeur; par un effort sublime, l'homme dépasse d'une immense hauteur la sphère où il est resserré ordinairement, et réalise des miracles. C'est l'inattendu et l'imprévu à leur plus haute expression.

Si la conquête du Mexique, prise dans son ensemble, est prodigieuse, les détails ne sont pas moins surprenans. On ne sait quels

faits admirer le plus dans cette suite pressée d'incidens, car de toutes parts le prodige ressort des entrailles des faits, comme du diamant la lumière, comme de la pourpre ou de l'or l'éclat éblouissant. Sera-ce, en effet, l'incendie de la flotte ordonné par Cortez afin qu'il faille vaincre ou périr, ou l'audace avec laquelle le *conquistador* fait prisonnier Montezuma, dans son palais, au milieu de ses gardes, au cœur d'une capitale dévouée à son seigneur? Décernera-t-on la palme à la campagne contre Narvaez, ou à la bataille d'Otumba, dans laquelle Cortez, réduit à une poignée d'hommes presque démoralisés et sans artillerie, met en déroute les Mexicains enivrés de leurs succès de la *noche triste* et tue de sa main leur général au moment où il semble perdu lui-même? Quelle est l'histoire, quel est le roman historique où il se passe une aventure pareille au combat livré sur la plate-forme du grand *teocalli*, dans lequel on se précipite les uns les autres de cent vingt pieds de hauteur? Allez plus avant encore dans les détails, vous rencontrez à chaque instant des prouesses romanesques : c'est le saut d'Alvarado, ce sont ces deux jeunes Mexicains qui, dans la mêlée, du sommet de la grande pyramide, se prennent par la main et se ruent de toute leur force sur Cortez afin de le précipiter avec eux de toute cette hauteur, contens de mourir si par leur mort ils achètent celle de l'ennemi de leur patrie et de leurs dieux. Ou bien encore vous avez l'ascension de ces cinq soldats qui vont puiser du soufre dans le cratère du Popocatepetl. Faute de soufre, l'armée va manquer de poudre; on soupçonne que ce volcan aura une solfatare ou plutôt on en a été informé déjà. Cinq hommes sont détachés pour y aller voir. Ils montent, et Dieu sait ce que c'est que de gravir le Popocatepetl; depuis eux jusqu'en 1827, personne n'a plus osé le tenter. Après plusieurs jours, ils arrivent à la cime, malgré les laves et la cendre, malgré l'éclat de la neige qui les aveugle, malgré le froid de ces hautes régions. Un goufre de plus de mille pieds de profondeur, au fond duquel on aperçoit une flamme bleuâtre et d'où s'échappent des vapeurs empestées et brûlantes, se montre enfin ouvert devant eux. Ils tirent aux dés froidement à qui y descendra; le sort désigne le chef de la petite bande, Montaño; on le met dans un panier suspendu à une corde, et il se laisse couler dans l'abîme. Parvenu à quatre cents pieds, il fait soigneusement sa récolte de soufre, et revient comme s'il avait fait la chose du monde la plus simple, un tour de promenade dans un des jardins de Séville ou de Cordoue.

Dans ce drame apparaît une variété de caractères fortement dessinés, je ne dirai pas comme ceux de l'Énéide, ce ne serait point assez,

mais comme ceux de l'Iliade elle-même. Celui que les Aztèques appelaient *Tonatiuh* (le Soleil) à cause de sa haute stature, de sa fière contenance et ses longs cheveux blonds, Alvarado del Salto, a la vigueur colossale du grand Ajax, la vaillance du fils de Tydée, et les audacieux emportemens de l'autre Ajax, qui ne s'arrête devant rien, pas même devant le sacrilége. A côté de cette figure terrible, on aime à envisager le jeune et héroïque Sandoval, celui que Cortez appelle son fils, et qui, auprès de lui, représente le fidèle Achate ou le bien-aimé Patrocle; mais il a vingt coudées de plus que l'ami d'Énée ou que le fils de Menœtius : il commande l'admiration par l'ardeur et l'énergie de son courage; il est touchant par l'affection qu'il reçoit et par celle qu'il rend. Après l'assaut où les Espagnols ont été rudement repoussés par Guatimozin, quand il part de son campement pour aller à l'état-major-général chercher des nouvelles de Cortez, que les Aztèques se sont vantés d'avoir tué, et que seul, sur un cheval épuisé par une journée de combat acharné, il traverse une vaste plaine couverte d'ennemis impitoyables, le lecteur le suit avec un intérêt que Tancrède et Renaud excitent à peine dans les momens les plus palpitans, et que n'éveille pas le jeune Pallas à l'instant suprême. Christoval de Olid, plus tard cependant félon envers son général, Velasquez de Léon, Avila, Quiñones, Andres de Tapia, Escalante, sont assurément comparables à Idoménée, à Philoctète, à Mérion, à Ménélas, à Antiloque, à Mnesthée. Thersite, lâche au combat, plus lâche par la diffamation qu'il répand sur les héros, se retrouve à peu près dans les conspirateurs qui complotent d'attenter à la vie du général, ou dans ces quelques compagnons de Narvaez, qui, chargés de butin, veulent retourner à Cuba sans que l'entreprise ait été consommée. Le bon père Olmedo, prêtre rempli d'une foi éclairée et d'une charité inaltérable, qui tempère le prosélytisme ardent des Espagnols et retient Cortez, sur ce seul point impatient, est une physionomie bien autrement belle et pieuse que l'inanimé Calchas. Et qui voudrait changer le vigilant pilote Alaminos pour Palinure l'endormi? Le général de l'armée, Cortez, réunit la majesté inflexible du grand Agamemnon et toutes les qualités de commandement qui distinguent le roi des rois, à l'irrésistible impétuosité d'Achille et à l'habileté d'Ulysse, inépuisable en expédiens et en artifices.

Parmi les Indiens auxiliaires, on distingue le prince de Tezcuco, Ixtlixochitl, jeune homme emporté, d'une bouillante fidélité à ses nouveaux amis, qui, souvent interpellé comme un traître par les Az-

tèques, répond à l'accusation par des traits de courage presque fabuleux, et le jeune Xicotencatl, de Tlascala, héros plus complet, qui est tiraillé sans cesse entre sa haine pour les Aztèques et le soupçon que les hommes blancs viennent asservir tous les indigènes sans exception. Ce sont deux types originaux qui contrastent vivement. Quelle différence aussi entre leurs deux fins! L'un devient cacique de Tezcuco, l'autre périt sur une potence comme un déserteur, pour avoir pendant le siége quitté les rangs des Espagnols et s'être dirigé, dégoûté d'eux, vers les montagnes : exemple terrible que Cortez crut devoir donner aux récens vassaux de son souverain, afin qu'ils comprissent l'étendue de leurs devoirs et la vigueur de la main sous laquelle ils s'étaient rangés. Un autre des chefs tlascaltèques, le vieux Magiscazin, par sa prudence et sa loyauté, et par les éclairs d'énergie qui lui reviennent dans une circonstance critique, lorsque l'éloquence des ambassadeurs aztèques a presque déterminé le sénat de Tlascala à abandonner Cortez, alors fugitif, ressemble au sage Nestor, fidèle aux dieux, quand, à la vue des Grecs qui plient et d'Hector qui s'apprête à embraser la flotte, il redemande ses javelots. C'est le même qui argumente avec Cortez, comme l'eût pu faire le roi de Pylos, sur le caractère de la religion de ses pères.

Du côté des Mexicains, les traits des personnages ne sont pas moins fortement prononcés. La noble figure d'Hector ne fait point pâlir celle de Guatimozin, et on aimerait mieux être dans une ville défendue par ce dernier que sous l'égide du fils de Priam. A vingt-cinq ans, ce prince, le dernier des empereurs aztèques, se montre admirable par son activité et son esprit de ressources quand il faut organiser la résistance ou l'agression; d'une bravoure à toute épreuve, il est en même temps familier avec les ruses de la guerre. Dans ses désastres, on le voit sublime de résignation; il demeure roi sur le brasier où Cortez, cédant à l'avidité de ses compagnons, le fait placer pour qu'il déclare, dans la torture, où il a caché ses trésors, qu'il n'a point cachés, hélas! car il ne lui reste rien. Il meurt en roi, quand le *conquistador*, trompé par de fausses dénonciations pendant une pénible campagne dans l'isthme de Honduras, lui arrache la vie. Le frère de Montezuma, Cuitlahua, intrépide soldat, intelligent capitaine et patriote ardent, est un type plus séduisant qu'Agénor ou Énée. Parmi les autres chefs troyens, il n'est personne qui soit plus beau que le cacique de Tezcuco, Cacamatzin, quand il reçoit avec une généreuse indignation l'ordre envoyé par Montezuma d'obéir aux Espa-

gnols. Et dans les rangs des Aztèques, il n'y eut pas de Pâris qui lâchât pied indignement, chacun y sut mourir.

Montezuma lui-même, l'infortuné Montezuma, n'est pas un type commun. Libéral et généreux jusqu'à la prodigalité, élégant jusqu'aux dernières limites du faste, royalement affable, il est aussi d'un esprit cultivé et fin. Dans sa jeunesse, il s'était montré intrépide à la guerre, et appartenait à l'ordre des Quachictin, qui étaient les braves des braves; mais, par degrés, il était tombé dans une bigoterie imbécile. Il crut que les signes astrologiques et les antiques prédictions du pays lui commandaient de se soumettre aux Espagnols. Par une inconcevable contradiction qui révèle beaucoup de faiblesse d'ame, la superstition religieuse effaça en lui, vis-à-vis de ces étrangers audacieux, le sentiment du patriotisme, quoique Cortez se présentât avec l'intention avouée d'anéantir la religion mexicaine. Vainement à l'amour de la patrie se joignit, pour le solliciter, le sentiment de l'ambition, la passion du pouvoir qui dévore quiconque en a goûté; il ne sut trouver contre les envahisseurs que des supercheries de Grec du Bas-Empire. M. Prescott l'a comparé quelque part à Louis XIV, et c'est souverainement injuste pour le grand roi. Si, de même que Montezuma, Louis XIV eut un luxe excessif qui le conduisit à obérer les populations; si, ainsi que le prince mexicain, mais du moins lorsqu'il eut l'excuse d'un âge avancé, il se laissa dominer par de fausses idées qu'on lui présentait sous le masque de la religion, et s'il commit la faute impardonnable, et à jamais fatale à notre pays, de révoquer l'édit de Nantes, il n'en est pas moins vrai qu'en lui l'amour de la patrie resta toujours aussi ardent qu'à vingt-cinq ans. Il se sentit toujours le représentant d'une puissante nationalité qui ne devait point courber la tête, et la veille de la journée de Denain, où devait se jouer la fortune de la France, ses paroles à *l'audacieux Villars* sont sublimes. Jamais on ne lui eût, lui vivant, mis des fers. Quelque bien doués qu'ils soient d'ailleurs, les caractères indécis font une triste figure dans l'histoire. Tel était Montezuma. Louis XIV, au contraire, fut d'un bout à l'autre remarquable par sa résolution. Aussi il constitua une grande monarchie, il fonda un système politique, et Montezuma laissa un empire crouler sous lui.

Les femmes même ne font pas défaut à l'épopée de la conquête du Mexique. Ce n'est plus tout-à-fait la noble et touchante Andromaque; ce n'est pas non plus la douce et plaintive Iphigénie, ni Hécube aux incomparables douleurs, ni la tendre et inconsolable Didon. C'est pour-

tant un beau rôle encore que celui de cette jeune et belle fille des bords du Guazacoalco, issue d'un cacique, qu'une mère dénaturée vend honteusement à des marchands d'esclaves dans son enfance, et qui, cédée par un cacique du Yucatan à Cortez, devient l'interprète, l'affidée conseillère et, disons-le sans détour, l'amante du capitaine. Dona Marina, toujours à côté de Cortez, ne se borne pas à transmettre ses discours aux Mexicains. Par l'effet de cette puissance de divination que la femme qui aime possède beaucoup plus que tout homme au monde, elle lui donne, en quelque situation qu'il soit, de salutaires avertissemens. Par elle, Cortez devine les espions qui ont été dépêchés par Xicotencatl pour endormir sa vigilance, et qu'à la suite de sa découverte il renvoie à leur général, le poing coupé. Par elle de même, dans la ville sacerdotale et commerçante de Cholula, il est mis au courant de la formidable conspiration où l'on espère exterminer d'un coup la petite armée castillane. Marina produisait une grande impression sur les indigènes. « *Belle*, dit Camargo, l'historien de Tlascala, *comme une déesse*, elle semblait aux Mexicains un être supérieur à eux-mêmes, quelque chose au-delà de la nature humaine. » Sa liaison avec Cortez, qui n'était ignorée de personne, fit qu'ils le nommèrent d'après elle : son vrai nom étant Malinche, Cortez ne fut plus désigné que par le nom de Malintzin. L'entrevue et la réconciliation de Marina avec sa mère, que le plus étrange des hasards place sur le chemin de Cortez pendant l'expédition de Honduras, qui suivit immédiatement la prise de Mexico, est une page fort intéressante.

Si l'on voulait comparer les efforts matériels que rapportent l'Iliade et l'Énéide à ceux de la conquête, la supériorité encore serait tout entière du côté de ce dernier drame. La mêlée de la *noche triste* a bien plus de grandeur et d'horreur que l'assaut de la muraille dont se sont entourés les Grecs. Qu'est-ce que cette muraille elle-même auprès de celle dont se sont fortifiés les gens de Tlascala contre les Aztèques, ou en comparaison des retranchemens dont s'entoure Cortez pendant le siége? Qu'est-ce que l'attaque des vaisseaux par Hector auprès des furieux assauts que livrent les Aztèques au palais d'Axayacatl, occupé par les Espagnols, avant la *noche triste?* Que signifie la difficulté d'ériger en ais de sapin la masse caverneuse du cheval fatal à Ilion, proposé par l'artificieux Epeus, auprès de la construction de treize navires de guerre dans les forêts de Tlascala par les soins du praticien Martin Lopez, et du transport de cette *armada*, pièce par pièce, à dos d'hommes, à travers les montagnes, pendant

vingt lieues, jusqu'au lac au milieu duquel était située la capitale des Aztèques?

Le merveilleux proprement dit, l'intervention du ciel, l'historien ou le poète n'ont pas à l'imaginer pour la conquête du Mexique; les acteurs de la conquête leur en ont épargné la peine. Je l'ai déjà fait remarquer, du côté de Cortez, ces hommes éprouvés par les combats, qui ont guerroyé, les uns en Italie contre les Français, les autres sur les mers contre les Turcs, croient apercevoir saint Jacques, l'apôtre vénéré, qui tire l'épée pour eux, monté sur un cheval blanc, et la Vierge qui les encourage. Ils l'ont vu, de leurs yeux vu; l'un d'eux, Bernal Diaz l'atteste. Cortez lui-même demeure persuadé que son patron saint Pierre a pris les traits et l'habit d'un guerrier de Tlascala pour venir lui sauver la vie. Pour les Espagnols, les divinités mexicaines sont des transfigurations de Satan, qui entasse contre eux des maléfices, auquel le paradis répond, comme de droit naturel, par des miracles. Du côté des Mexicains, à l'origine les cavaliers sont pris pour des êtres à part; l'homme et la bête ne forment qu'un; c'est la fable des centaures renouvelée au sérieux, et les hommes blancs par eux-mêmes ont quelque chose de divin; on les nomme, avons-nous dit, les *dieux blancs*. Sans doute, par l'effet de sourdes rumeurs transmises des îles et du Yucatan sur ces hommes blancs et barbus arrivés de l'orient, des bruits étranges s'accréditent dans l'empire mexicain avant le débarquement de Cortez. L'imagination des hommes y joint des présages funestes. A son lit de mort, le roi de Tezcuco, Nezahualpilli, renommé pour sa science astrologique, déclare à Montezuma que c'en est fait de l'empire. Puis il semble que les dieux soient courroucés. Une comète étincelante apparaît; les eaux du lac se gonflent et envahissent subitement Mexico, sans qu'une tempête ait agité l'atmosphère, sans qu'un tremblement de terre ait ébranlé le plateau d'Anahuac sur ses bases massives; un vaste incendie désole la capitale; on entend dans les airs des voix sourdes et lugubres qui annoncent des calamités, et la princesse Papantzin, sœur de l'empereur, morte depuis quatre jours, sort du tombeau pour lui dire qu'une catastrophe est imminente. Quoi de plus merveilleux que la tradition concernant le dieu Quetzalcoatl, au teint blanc et au visage barbu, qui devait débarquer un jour en venant de l'est, ou envoyer ses descendans pour régner à sa place, tradition qui semblait indiquer si clairement Cortez, et dont celui-ci tira un parti infini!

Parmi les motifs qui autorisent les poètes à mêler le ciel d'une manière active et directe aux évènemens de la terre, et donnent, pour

ainsi dire, un corps à leurs fictions, à ce degré que le commun des hommes prend leurs récits au pied de la lettre, on peut en signaler deux principaux : l'un est l'extrême difficulté vaincue qui paraît ne pouvoir s'expliquer que par une action surhumaine ; l'autre est le concours de circonstances accidentelles, au nombre desquelles cependant il n'est pas défendu de compter le génie, qui amènent des solutions contraires à toute probabilité, ce que, dans le langage familier, on nomme un bonheur *insolent*. C'est ce que le sceptique attribue au hasard, mais le vulgaire et l'homme religieux (malheur au poète qui ne l'est pas !) en font honneur à la Providence. Lorsque des faits historiques ont présenté profondément l'un ou l'autre de ces caractères, il suffit de les regarder ou de les montrer à travers la lunette de l'imagination pour y voir ou y faire voir le merveilleux. Or, il n'y a pas autre chose dans la conquête du Mexique, d'un bout à l'autre, du débarquement de Cortez à la prise de Mexico. Ce sont à chaque instant d'incroyables obstacles, surmontés par des prodiges d'intelligence, d'audace et d'énergie, ou des combinaisons fortuites qui renversent toutes les chances. Les Espagnols alors, disons mieux, la Péninsule tout entière, car qui voudrait en omettre, quand il s'agit d'héroïsme, la patrie de Vasco de Gama et d'Albuquerque? étaient à ce moment la grande nation de l'Europe et du monde, et il semblait que le ciel se plût à leur prêter assistance.

Mais je reviens à ce que je disais en commençant. Le caractère principal de la conquête lui est venu de la religion, du prosélytisme religieux. De nos jours c'est l'amour de la gloire, l'enthousiasme pour la liberté, qui portent les hommes aux grandes actions. La passion dominante alors parmi les Espagnols était celle de la propagation de la foi : ils en étaient possédés. Il fallait un mobile aussi puissant que celui du sentiment religieux militant, pour que, même avec des instrumens tels que le bras de Cortez, au service d'une pensée comme la sienne, de pareils prodiges fussent produits. Ceux qui disent que la soif de l'or a pu inspirer tant d'héroïsme et faire accomplir de si grandes choses ne connaissent pas la nature humaine ou la calomnient. J'ai essayé ici de restituer à la conquête son véritable caractère, d'assigner aux prodiges opérés par Cortez et ses compagnons leur véritable cause. Mon but n'a pas été seulement de rétablir la vérité sur un évènement historique isolé, ou de rappeler, par un exemple éclatant, à un siècle peu croyant, ce dont la foi religieuse est capable. C'est que là est la donnée fondamentale de l'histoire entière du Mexique jusqu'à nos jours; là est la clé de la situation présente de ce vaste

empire, là gît à la fois le secret de son affligeante décadence et celui de sa régénération encore possible. Cortez était un de ces géans dont la main vigoureuse imprime une impulsion si forte, qu'il n'est plus possible à un peuple de s'y soustraire, même après des siècles et quand le moteur a disparu. Le cachet de cet homme est empreint sur tout ce qui reste debout dans le Mexique, même sur ce qui a été fondé après lui. Ces beaux pays sont exclusivement catholiques, et les peuples qui y sont établis, imbus de la vie catholique jusqu'à la moelle des os, n'ont de chance que par le catholicisme et avec le catholicisme. Ceux qui les ont étudiés sont aujourd'hui à se demander si le Mexique ira s'abîmer dans la barbarie, ou s'il subira une conquête nouvelle en vertu de laquelle il passerait sous le joug pesant d'une race protestante qui se flatte que la domination du monde lui a été promise, et qui, à l'égard du Mexique, est déjà enivrée des succès qu'elle a eus au Texas, ou si, au contraire, les populations qui couvrent aujourd'hui cette magnifique contrée resteront indépendantes et se remettront en marche dans les voies de la prospérité et de la civilisation. A cause du rang que possède le Mexique dans le Nouveau-Monde, on peut croire que toutes les républiques jadis colonies de l'Espagne suivront sa destinée, quelles qu'elles soient. Or, la question qui d'ici à peu d'années se résoudra pour le Mexique, et dont la solution paraît devoir s'appliquer au nouveau continent presque tout entier, est plus voisine qu'on ne le pense de celle qui consisterait à savoir si le génie du catholicisme, mis en contact avec le génie du protestantisme, peut en supporter la rivalité, ou encore si de nos jours le catholicisme peut donner de la sève à un peuple qui paraît frappé de langueur et au moment de succomber. Faisons-le remarquer, notre patrie a plus que personne un immense intérêt engagé dans cette question, car elle a été, elle est encore le coryphée des peuples catholiques; c'est de là qu'elle a tiré sa grandeur.

MICHEL CHEVALIER.

L'ALTAÏ

SON HISTOIRE NATURELLE, SES MINES, SES HABITANS.

VOYAGE SCIENTIFIQUE
dans l'Altaï oriental et les parties adjacentes des frontières de Chine,
PAR M. PIERRE DE TCHIHATCHEFF (1).

RAPPORT SUR LA PARTIE GÉOLOGIQUE DE CET OUVRAGE,
PAR MM. A. BRONGNIART, DUFRENOY, ÉLIE DE BEAUMONT.

I.

A une époque où la civilisation, de plus en plus assurée de ses destinées, marche pas à pas à la conquête de l'univers, et, précédée de hardis pionniers, semble s'enquérir d'avance de toutes les ressources que lui gardent ses futurs domaines, les voyages dans l'Asie centrale présentent un intérêt des plus grands. Après s'être long-temps exercée dans le Nouveau-Monde et sur l'immensité des mers qui baignent les deux continens, notre curiosité semble aujourd'hui se concentrer sur l'Afrique. Cette terre, dont le nom seul glaçait d'effroi les

(1) Un vol. in-4°, chez Gide, rue des Petits Augustins.

explorateurs des siècles derniers, est aujourd'hui attaquée par les quatre points cardinaux. Au nord, la conquête de l'Algérie ouvre une porte qu'ont déjà franchie et nos braves escadrons et quelques négocians aventureux. Les premières plaines du désert ont été sondées, la constitution géologique en a été reconnue, et un habile ingénieur, M. Fournel, a proposé de les jalonner de puits artésiens qu'entoureraient bientôt de fraîches oasis, ports de refuge au milieu de ces mers de sable, plus périlleuses que le véritable océan. Au midi, les Anglais et les Hollandais refoulent chaque jour davantage vers l'équateur les peuples de la Caffrerie. A l'ouest, le Niger et ses affluens sont remontés par les bateaux à vapeur sortis des chantiers de Londres. A l'est enfin, l'Angleterre encore a planté son drapeau sur les rives de la mer Rouge, et s'apprête à suivre la voie que lui ont tracée nos aventureux compatriotes, MM. Combes, Tamisier, Lefèvre, Dabadie, Rochet d'Héricourt. Avant un siècle peut-être, ces apôtres guerriers ou pacifiques de la civilisation, partis de quatre points opposés, se rencontreront au centre de ces terres si long-temps inconnues; avant un siècle, l'Afrique nous aura livré ses secrets vainement défendus par son climat brûlant, son ciel meurtrier, ses déserts et ses monstres.

Au milieu de cet entraînement général vers l'Afrique, l'Asie est négligée d'une manière vraiment inexplicable. Presque tout reste à découvrir dans cet antique berceau du genre humain. Malgré les renseignemens recueillis par notre infortuné compatriote Jacquemont, malgré le voyage plus récent de MM. de Humboldt, Ehrenberg et Rose, et les magnifiques résultats qui ont récompensé leurs fatigues, l'Asie centrale est à peine connue. Nous ne savons rien sur l'intérieur de l'empire chinois. Au midi, l'Inde proprement dite est seule ouverte à nos investigations, et bien qu'emportés par la nécessité ou l'entraînement des conquêtes, les Anglais envahissent chaque année quelque province, quelque empire nouveau, leurs possessions s'arrêtent à ces chaînes de montagnes que la nature a élevées comme de gigantesques remparts entre le sud et le centre du continent. Au nord, l'aigle moscovite couvre de ses ailes des régions sans bornes; mais là même où son empire est le moins contesté se trouvent d'immenses contrées où ne pénétra jamais un seul de ces hommes d'Europe qui les gouvernent. Les cartes officielles de la Sibérie présentent de larges lacunes où des provinces entières ne sont figurées qu'en blanc.

Aujourd'hui cependant la Russie paraît s'occuper sérieusement de reconnaître les terres qui lui appartiennent. Chaque année, les steppes sans fin de la Sibérie et ses hautes chaînes de montagnes sont tra-

versées par des voyageurs chargés d'explorer ces régions, d'en faire connaître la topographie, de découvrir les ressources de tout genre qu'elles peuvent offrir à l'agriculture, au commerce, à l'industrie. Chaque année aussi se multiplient des conquêtes pacifiques bien autrement profitables que celles de la guerre. Au milieu de ces déserts dont le nom ne soulève dans nos esprits que des idées de misère et de désolation existent de vastes plaines, de riches vallées où la terre récompense avec usure les moindres soins du laboureur, des pâturages immenses où d'innombrables troupeaux trouveraient une nourriture plus que suffisante, des forêts prêtes à livrer les matériaux nécessaires à l'établissement des colons, et le combustible indispensable pour braver les rigueurs des hivers. A ces élémens d'une exploitation agricole des plus fructueuses se joignent des richesses minéralogiques dont la valeur dépasse peut-être tout ce qu'on connaît des contrées les plus favorisées sous ce rapport. On dirait que la nature s'est plu à réunir en Sibérie les trésors qu'elle a disséminés dans le reste du monde. Tous les métaux usuels, et en particulier le fer et le cuivre, s'y rencontrent à côté de l'or, de l'argent, du platine, et comme pour assurer à jamais leur exploitation, de vastes amas de houille sont là prêts à remplacer le bois quand les forêts seront épuisées.

Au nombre des portions les moins connues de la Sibérie, se trouve une vaste contrée placée sur les confins de la Chine, entre les 49e et 56e degrés de latitude, et les 78e et 89e degrés de longitude. C'est cette région que M. de Tchihatcheff a été chargé d'explorer, et, nous devons le dire tout d'abord, ce voyageur s'est acquitté de sa mission avec un zèle et une intelligence dignes des plus grands éloges. Au reste, M. de Tchihatcheff n'en était pas à son coup d'essai. Quoique jeune encore, il a déjà parcouru la plus grande partie du globe. Il a sillonné en tout sens les divers états de l'Europe, séjourné pendant plusieurs années dans l'Asie méridionale, habité le Mexique, visité les îles de l'Océan Pacifique. Possédant cette généralité de connaissances si importantes pour tout voyageur qui veut être autre chose qu'un simple touriste, il a rendu aux diverses sciences de nombreux et importans services. Cependant M. de Tchihatcheff s'est occupé surtout de minéralogie et de géologie, et, dans le voyage dont nous allons indiquer les principaux résultats, il a trouvé une belle occasion pour se livrer à ses études favorites. Aussi le mémoire présenté par lui à l'Académie des Sciences sous le titre de *Recherches sur la constitution géologique de l'Altaï* offrait-il un haut intérêt. Dans un rapport remarquable qu'avaient signé avec lui MM. Ad. Brongniart et Dufrénoy,

M. Élie de Beaumont en a parfaitement fait ressortir toute l'importance, et, sur les conclusions de l'illustre géologue, l'Académie a accordé à ce travail le plus grand honneur dont elle dispose, l'insertion au *Recueil des savans étrangers*.

Un suffrage aussi honorable est un sûr garant de la valeur scientifique de l'ouvrage publié par M. de Tchihatcheff : peut-être serait-il une assez mauvaise recommandation auprès des personnes qui cherchent dans la lecture d'un voyage autre chose que de l'instruction, et que retiendrait la crainte de ne trouver dans celui-ci que des dissertations techniques compréhensibles seulement pour les savans de profession. Heureusement, il n'en est pas ainsi. Dans la partie consacrée à l'itinéraire, M. de Tchihatcheff a prouvé qu'il savait faire autre chose que déterminer des roches et relever des inclinaisons de couches. Sans jamais cesser d'être un homme sérieux, il sait se montrer artiste; il apprécie ce que les contrées qu'il traverse lui présentent de poésie tour à tour sombre ou riante; il nous initie aux mœurs, aux traditions des peuplades qu'il rencontre; partout son style est clair et animé. Peut-être le goût français pourrait-il y reprendre l'usage trop fréquent de la métaphore; mais on pardonnera facilement ce défaut à un voyageur qui a passé plusieurs années dans l'Orient, qui en avait adopté le costume et appris le langage.

Toutefois nous adresserons à M. de Tchihatcheff un reproche que nous croyons fondé. La portion historique de son ouvrage est à chaque instant interrompue par des détails purement techniques qui embarrassent la narration. Il eût bien mieux valu séparer complètement ces deux parties. L'intérêt y eût gagné pour le lecteur, qu'il eût voulu s'instruire ou seulement s'amuser.

M. de Tchihatcheff n'a, du reste, rien négligé pour entourer son ouvrage de tous les accessoires qui peuvent en relever le prix. Un itinéraire relevé avec le plus grand soin nous fait connaître dans tous ses détails la route qu'il a suivie. Une carte géologique de l'Altaï résume tout ce que ses propres travaux et ceux de quelques rares prédécesseurs, parmi lesquels nous citerons surtout MM. de Humboldt et Gustave Rose, nous ont appris sur la constitution de ces lointaines contrées. Des dessins intercalés dans le texte présentent, tantôt des coupes de terrain et des croquis zoologiques, tantôt quelques-uns des incidens du voyage, et sont comme la traduction pittoresque de l'esprit de l'ouvrage entier. Enfin un atlas de dix-neuf planches lithographiées avec une rare perfection met sous nos yeux quelques-uns des sites les plus remarquables ou les plus caractéristiques de l'Altaï, et

nous donne une idée de la physionomie de ces paysages si rarement contemplés par des yeux européens.

Parti de Saint-Pétersbourg le 12 mars 1842, M. de Tchihatcheff eut bientôt traversé les vastes contrées qui le séparaient de l'Altaï. Son traîneau, ce véhicule inconnu à l'habitant des zones tempérées, glissait encore sur la neige durcie des steppes ou sur la glace des fleuves, et semblait, en les frôlant, narguer les navires immobiles sous la rude étreinte de l'hiver. Un mois après, notre voyageur était à Barnaoul, à près de huit cents lieues de son point de départ, à plus de cent cinquante lieues de Krasnoyarsk, terme extrême de sa course. Là il s'arrêtait trois semaines pour faire ses préparatifs, gagnait la ville de Biisk, d'où son œil pouvait apercevoir les cimes neigeuses qu'il allait explorer, et le 26 mai il quittait voitures et traîneau pour les chevaux kalmouks, qui seuls désormais devaient lui servir de monture. Ici seulement commençait le véritable voyage. Jusque-là M. de Tchihatcheff avait suivi l'itinéraire de ses prédécesseurs; il pouvait encore quelque temps se diriger d'après les renseignemens fournis par les rares commerçans qui vont sur la frontière de Chine faire des échanges avec les soldats gardiens du céleste empire; mais bientôt il ne devait avoir pour guide que la boussole et les vagues indications recueillies chez les hordes de Kalmouks.

M. de Tchihatcheff n'atteignit la ville d'Omsk que le 18 octobre. Il avait donc été cinq mois en route. Près de moitié de cet espace de temps s'était écoulé dans les déserts les plus élevés de l'Altaï. Dans la course qu'il fit pour découvrir les sources de l'Akabane, il passa près de trois mois sur des plateaux glacés, au milieu de marécages dont le sol mobile semblait s'ébranler à chaque instant sous les pieds des chevaux, couchant sous une tente que la glace et la neige changeaient parfois en une cage sans issues, et n'ayant pour toute nourriture qu'un peu de riz, du biscuit brisé à coups de hache, et parfois seulement quelque oie sauvage que son malheureux sort amenait sous le fusil d'un des Cosaques de la caravane. Souvent, dans cette excursion pénible, M. de Tchihatcheff se vit menacé d'être obligé de revenir sur ses pas. Il traversa deux fois, sans s'en douter d'abord, la chaîne des monts Sayanes, et pénétra ainsi involontairement sur le territoire chinois, où il put observer les mœurs d'une tribu particulière de Kalmouks, désignés sous le nom de *Soyons*. Au milieu de ces déserts, M. de Tchihatcheff perdit l'un après l'autre tous ses instrumens; il fut abandonné par plusieurs Kalmouks de son escorte, et ne ramena au poste cosaque de l'Akabane que quatre-vingt-quatre chevaux sur cent

cinquante qu'il avait eu le soin de choisir avant de s'engager dans cette expédition.

C'est au milieu de ces régions lointaines, sur les bords de l'Alach, que le 8 juillet M. de Tchihatcheff observa la célèbre éclipse de soleil qui, à cette même époque, mettait en mouvement tout le monde savant européen. Des observations précises recueillies à une aussi grande distance auraient eu de l'intérêt; malheureusement un chronomètre, le dernier des instrumens qu'on avait pu préserver jusque-là, s'était brisé la veille dans une chute de cheval. Ce qui servit sans doute à consoler M. de Tchihatcheff, c'est que toute observation eût été impossible : au moment du phénomène, la caravane était assaillie par un ouragan qui lui permit à peine d'entrevoir un instant le soleil en partie éclipsé sous la forme d'un croissant qui disparut bientôt derrière d'épais nuages. On voit que notre voyageur eut à supporter sur les frontières de la Chine un temps très semblable à celui qui, chez nous, fit pousser plus d'un soupir aux astronomes et trompa la curiosité de tant de bons Parisiens.

Pour faire connaissance avec les contrées parcourues par M. de Tchihatcheff, jetons maintenant un coup d'œil sur ces dessins dus au crayon de M. Mayer, son infatigable compagnon de voyage. Tracées sous le contrôle sévère d'un géologue, ces planches ont une importance tout autre que les croquis pittoresques trop souvent donnés comme l'expression de la nature. A eux seuls, ils attestent pour les yeux exercés la nature du sol. En contemplant cet amas de montagnes qui longent le Yeniseï ou entourent le lac Noir (Kara-Kol) et le lac de Kokorgo, en promenant ses regards sur les massifs de l'Oulouhane et du grand Alach, on est tout d'abord frappé de l'uniformité de ces contours adoucis, de ces lignes horizontales et sans vie qui doivent fatiguer la vue du voyageur. A peine les Alpes de Katoune montrent-elles une ou deux fois dans le lointain leurs cimes neigeuses à la coupe hardie et brisée. Cet aspect monotone semble caractériser les montagnes de l'Asie centrale; car Victor Jacquemont, en parcourant les hautes régions de l'Himalaya, se plaignait aussi de leur uniformité, et regrettait ces magnifiques points de vue qui, dans nos Alpes européennes, frappent le voyageur à chaque pas et lui font oublier ses plus rudes fatigues.

La mollesse des contours de l'Altaï, la monotonie du paysage qui en est la suite, ont pour cause immédiate la nature même des roches qui composent ces montagnes. Les schistes, d'une structure peu solide, s'y trouvent en grande abondance, et entraînent aussi un

des caractères orographiques les plus saillans de cette contrée. L'Altaï est presque partout composé de grands plateaux à sommets planes et déprimés, couverts de vastes nappes de marais, et rappelant sur une vaste échelle les *fagnes* de l'Ardenne et de l'Eifel. Des vallées profondes, à bords presque perpendiculaires, séparent ces sommités aplaties. La planche où sont reproduits les premiers contreforts des Alpes de Katoune donne une idée très nette de cette conformation remarquable. Toutes les hauteurs du Saldjar présentent l'aspect d'une plaine profondément crevassée comme elle l'aurait été si une force puissante, agissant à de grandes profondeurs, l'eût soulevée au-dessus de son niveau primitif sans y produire d'autre changement que de la fendre en divers sens.

Telle est en effet, selon toute apparence, l'origine des monts Altaï. On sait que notre globe présente sur mille points de sa surface des traces irrécusables de ces grands bouleversemens; on sait que depuis les belles recherches des géologues de nos jours, et surtout de MM. de Buch et Élie de Beaumont, la formation des grandes chaînes de montagnes par soulèvement a été mise hors de doute. L'Altaï n'échappe pas à cette loi commune, et tout dans sa constitution donne raison à cette théorie admirable qui a permis de préciser l'âge relatif des montagnes, de reconnaître parmi ces pics sourcilleux, qui tous ont précédé sur la terre l'apparition du genre humain, quels étaient les aînés et les cadets. Bien plus, il présente avec plusieurs autres chaînes, avec nos alpes en particulier, cet autre trait de ressemblance, que la force de soulèvement a agi à deux reprises et dans deux directions différentes. Dans l'*Altaï occidental*, l'alignement général des chaînes est dirigé du nord-ouest au sud-est; dans l'*Altaï oriental*, les crêtes montagneuses se dirigent, soit du nord au sud, soit du nord-est au sud-ouest. Ces deux directions se touchent aux Alpes de Katoune, et là comme dans nos Alpes, se trouve le pic le plus élevé de la chaîne. Dans l'Altaï, la Belouha, haute de près de 9,000 mètres, représente notre Mont-Blanc; elle est, comme lui, entourée de vastes lacs dont les rives perpendiculaires plongent dans des eaux profondes, et de vallées cratériformes dont les cimes contournées portent l'empreinte irrécusable des forces opposées qui les ont arrachées aux entrailles de la terre.

Ces révolutions effrayantes qui ont si profondément bouleversé la surface du globe, élevé les montagnes et creusé les vallées, ont pour cause unique peut-être l'éruption de roches ignées analogues au granite. Dans les Alpes, dans plusieurs autres chaînes, ces roches se montrent presque partout à découvert, surmontant de leurs pointes

aiguës les couches d'origine sédimentaires qu'elles ont rompues et redressées. Dans l'Altaï, il n'en est pas de même. Agissant à des profondeurs incalculables, elles ont soulevé en bloc tout ce pays aussi grand que la France, et dans cet ébranlement se sont produites ces fentes abruptes devenues aujourd'hui des vallées, ces entonnoirs dont de vastes lacs occupent le fond. Les granits, les syénites, les diorites, les porphyres, toutes ces roches aujourd'hui solides, alors masses fluides, ne se sont montrées à découvert que sur quelques points; mais dans ce cas, on reconnaît sans peine qu'elles se sont frayé un passage à travers les couches préexistantes. C'est ainsi qu'on trouve en maint endroit, et surtout sur les rives de la Tchoultcha, des fragmens de roches sédimentaires empâtés dans le granite. Lorsque celui-ci sortit liquide de ses abîmes entr'ouverts, il enveloppa ces quartiers de la roche qu'il venait de briser, et les conserva enchâssés dans sa pâte comme un témoignage indestructible de ces antiques bouleversemens. Ailleurs, dans le voisinage du village de Sogra, on voit ce même granite former des filons réguliers dans des roches d'une nature toute différente dont il a rempli les fentes, comme le cuivre ou le plomb en fusion remplissent le moule d'un fondeur. Ailleurs encore on trouve, comme M. de Humboldt l'avait vu dans l'Irtysch, des couches redressées verticalement que recouvre une large calotte de granit. Après avoir soulevé la croûte solide qui l'emprisonnait, l'avoir brisée, et placée perpendiculairement, cette roche a versé au-dessus ses vagues brûlantes qui, solidifiées bientôt en assises horizontales, attestent de nos jours leur mode de répartition.

L'action des masses ignées, qui ont soulevé et traversé parfois tout l'Altaï, ne s'est pas bornée aux phénomènes que nous venons de décrire. Elle a modifié dans beaucoup de circonstances la nature même des roches préexistantes, qui n'ont pu se trouver impunément en contact avec cet effroyable foyer de chaleur. Peu de contrées présentent sur une aussi grande échelle les phénomènes de *métamorphisme*. On désigne sous ce nom l'ensemble des transformations qu'ont subies certaines roches et qui reconnaissent presque uniquement pour cause le voisinage des grandes éruptions de matières fondues. On voit alors les calcaires terreux ou compactes revêtir le caractère de marbres cristallins, comme nos Pyrénées en offrent de nombreux exemples. D'autres fois, de durs et solides qu'ils étaient, ils deviennent friables et se fendillent en tout sens en passant à l'état de *dolomie* par l'addition de la magnésie. Des grès se changent en bancs solides de quartz; des argiles schisteuses, des matières arénacées durcissent et présentent

l'aspect de jaspes divers, de schistes micacés ou talqueux. Ces métamorphoses, en faisant disparaître les caractères primitifs des terrains, en les fondant les uns dans les autres par des nuances insensibles, embarrassent souvent le géologue, et pour l'Altaï en particulier M. de Tchihatcheff s'est vu réduit à laisser sans les classer un grand nombre d'entre eux sous la dénomination commune de *terrains anciens indéterminés*.

Quelques-uns de ces phénomènes de métamorphisme paraissent dus uniquement à l'action de la chaleur. L'analyse retrouve alors dans la roche nouvelle les mêmes élémens que dans celle dont elle n'est qu'une modification. Dans bien des cas aussi, elle nous révèle l'apparition de quelque principe nouveau, par exemple de l'acide sulfurique, de la magnésie, de la silice. Ici l'explication semble devenir plus difficile. Comment concevoir la pénétration de ces corps au milieu de masses compactes qui ne paraissent avoir rien perdu de leur solidité? Un fait qui se reproduit chaque jour dans nos usines permet de se rendre raison de ce phènomène. Pour changer le fer en acier, il suffit de le chauffer dans de la poussière de charbon. Bien que la température ne soit nullement à comparer à celle que possèdent les roches en fusion vomies par les fissures du globe, une petite quantité de carbone se volatilise et pénètre jusqu'au cœur du morceau de fer, qui se trouve avoir changé de nature, avoir acquis toutes les propriétés de l'acier. C'est en petit une expérience de métamorphisme.

La stabilité de certains élémens tels que la silice ou la magnésie ne doit pas faire rejeter cette explication. M. Laurent a prouvé, par des expériences directes, que sous l'influence d'une température élevée les corps les moins volatiles en apparence, comme l'oxide de fer, pénètrent dans la masse des corps qui les environnent. M. Gaudin, en employant la flamme développée par un mélange d'hydrogène et d'oxygène, a fondu et volatilisé la silice, la magnésie, la chaux. Ainsi rien ne s'oppose à ce que nous regardions comme étant de la même nature les faits de cémentation que nous produisons tous les jours et ceux de métamorphisme que nous présente la nature. Il n'y a d'autre différence que dans la nature des substances, la grandeur des appareils et des résultats.

Le terrain houiller présente dans l'Altaï un remarquable développement et se rattache peut-être, selon M. Élie de Beaumont, à la vaste formation carbonifère dont quelques voyageurs intrépides nous ont révélé l'existence au milieu de l'Asie centrale. La houille elle-même a été trouvée sur plusieurs points. Dans le bassin de Kouznetzk en par-

ticulier, ce combustible forme probablement un dépôt de 250 kilomètres de long sur 100 kilomètres de largeur moyenne. Si cette délimitation est exacte, ce serait là un des plus immenses amas de houille que l'on connaisse, et bien qu'ici cette substance se rapproche de l'anthracite par sa composition, bien qu'elle soit par conséquent d'une qualité inférieure à nos bonnes houilles de France, elle n'en offrira pas moins des ressources précieuses aux populations futures de ces froides régions.

Les roches du terrain carbonifère et des formations voisines contiennent en général de nombreux fossiles animaux ou végétaux. L'Altaï n'a pas manqué de fournir son tribut de renseignemens sur ces créations antiques, et parmi les échantillons recueillis par M. de Tchihatcheff, il s'est trouvé quelques espèces nouvelles. L'examen des végétaux a surtout fourni une remarque importante à M. Gœppert, que notre voyageur avait prié d'examiner ses richesses botaniques. Le savant professeur de Breslau a reconnu que la structure des bois fossiles de l'Altaï était presque entièrement semblable à celle des *araucaria* de la Nouvelle-Hollande et s'éloignait de celle de tous nos arbres ordinaires. Ce fait avait déjà été reconnu vrai pour les bois fossiles recueillis en Europe : il semble, d'après le travail de M. Gœppert, acquérir une véritable généralité, et l'on peut en tirer la conclusion qu'à l'époque de la formation des houilles, des espèces végétales presque entièrement semblables, peut-être identiques, couvraient nos climats tempérés et les déserts de la Sibérie, tandis qu'aujourd'hui ces mêmes espèces n'ont plus d'analogues que dans les régions australes. Ce que nous savons sur les conditions de la végétation nous autorise donc à conclure que pendant cette période une température uniforme et élevée enveloppait tous les points du globe, et que les différences de climats, si tranchées de nos jours, n'existaient pas encore.

L'Altaï renferme de nombreux gîtes métallifères presque tous placés dans des formations neptuniennes ou d'origine aqueuse, mais tous voisins des granites, comme si leur présence tenait à l'action de cette roche même. Parmi ces mines, il en est de cuivre et de fer dont l'exploitation est rendue des plus faciles par la nature du minerai. Les deux usines de Tomsk et de Salaïr produisent annuellement à elles seules plus de 500,000 kilogrammes de fer pur.

On trouve dans l'Altaï un grand nombre de mines d'argent. M. de Tchihatcheff en a visité treize. Quelques-unes sont très productives. Celle de Zméeff, dont la découverte fit connaître, il y a une cinquan-

taine d'années, les richesses cachées de ces régions, donnait, dans les premiers temps de son exploitation, près de 1 kilogramme d'argent pour 16 kilogrammes de minerai. Aujourd'hui qu'elle est épuisée, on fouille religieusement les déblais qu'au temps de l'abondance on avait dédaigneusement rejetés, et on en tire encore 4 à 5 grammes d'argent sur 16 kilogrammes de matière brute. Les mines de Rydersk et de Krukof donnent de 34 à 47 grammes de métal pour 16 kilogrammes de minerai. Enfin, les mines de Salaïr, que nous avons vu donner du fer, fournissent aussi par année près de 900 kilogrammes d'argent. Cette exploitation va, du reste, recevoir de grands développemens. L'usine doit être montée de manière à pouvoir fondre tous les ans 500,000 *poudes* de minerai, ce qui donnera au moins 1,500 à 1,800 kilogrammes d'argent pur.

Considérées dans leur ensemble, les chaînes de l'Altaï se présentent comme un massif formant un demi-cercle irrégulier, dont la concavité est tournée à l'ouest. Cette partie du pays dont nous parlons peut être considérée, a dit M. de Humboldt, comme un cap énorme, tenant par son extrémité méridionale au continent des terrains anciens de l'Asie centrale, et entouré de tous les autres côtés par une vaste mer de dépôts diluviens. Ces derniers pénètrent dans les anfractuosités des districts montagneux, et y forment comme autant de golfes. Quelquefois aussi on les trouve dans l'intérieur, étendus comme des lacs solides au fond de quelques bassins particuliers. Partout la composition de ces dépôts est la même. Ils consistent uniquement en fragmens et débris plus ou moins triturés appartenant aux roches qui constituent la charpente solide du grand édifice dont ils enveloppent et recouvrent la base.

C'est dans ces dépôts que gisent les plus grandes richesses de l'Altaï, richesses tellement considérables, qu'elles ne tarderont peut-être pas à opérer dans l'Europe entière une révolution analogue à celle qui résulta de l'importation des trésors du Pérou. C'est au milieu de ces détritus, arrachés aux roches voisines par des courans dont l'origine est inconnue, qu'on trouve ces sables dont un simple lavage extrait des monceaux d'or. Ce métal précieux semble disséminé dans presque toute la contrée. M. de Tchihatcheff cite dix-sept localités différentes où l'exploitation de l'or est en pleine activité, et lui-même en a découvert plusieurs autres où peut-être s'exercera bientôt cette industrie lucrative.

Nous possédons encore trop peu de données pour essayer de résoudre le problème de la formation des sables aurifères en général ou

de ceux de l'Altaï en particulier. Cependant M. de Tchihatcheff a réuni quelques faits d'où il paraît résulter que l'or semble affectionner ou fuir certaines roches, bien que les unes et les autres aient une même origine et appartiennent également au groupe des roches ignées. Ainsi, dans l'Altaï, dans l'Oural, les dépôts aurifères se trouvent toujours dans le voisinage des diorites, tandis que la présence du granit est de mauvais augure pour celui qui cherche un nouveau gîte de minerai. M. de Humboldt nous a appris qu'à Haïti la trituration artificielle de cette même diorite met à nu les parcelles d'or disséminées dans la masse, mais qu'on n'y trouve jamais ce métal en filon. A Bornéo, d'après M. Horner, les dépôts aurifères se trouvent également dans le voisinage de roches analogues à la diorite. Là aussi le granite est très rare, et quand il se montre, il revêt quelques-uns des caractères de cette roche privilégiée. Ces exemples, et bien d'autres encore, pourraient faire supposer que, lors de leur irruption en masses incandescentes à travers les couches solides du globe, certaines roches ont été *imprégnées* d'or par une action analogue à celle dont nous avons parlé plus haut. Au reste, le phénomène dont nous parlons n'est pas particulier à ce métal; on l'observe également pour le platine dans les monts Oural, où les roches composées en partie de serpentine semblent avoir de même servi d'*agent platinifère*.

Comme nous l'avons dit plus haut, le nombre des exploitations d'or dans l'Altaï est considérable. La ville de Krasnoyarsk peut être regardée comme un des chefs-lieux de cette industrie, et c'est là que M. de Tchihatcheff a recueilli les renseignemens les plus circonstanciés à cet égard. En 1842, les seuls districts de Kaïnsk et de Yeniseisk avaient fourni près de 500 poudes ou 6,150 kil. d'or pur. Les *orpailleurs* ou propriétaires des mines estiment à 100 pour 100 le minimum d'intérêt que puisse rapporter une mise de fonds engagée dans ces lavages productifs. Un bénéfice de 800 ou 850 pour 100 est regardé par eux comme représentant le taux ordinaire. Bien souvent cette limite est dépassée. On en jugera par l'exemple suivant. M. de Tchihatcheff cite un orpailleur, M. Miasnikoff, dont l'exploitation ne datait que de trois ans. La première année produisit seulement 10 poudes d'or (163 kilogrammes environ); la seconde rapporta 36 poudes (587 kilogrammes); avant la fin de la troisième année, bien que la campagne ne fût pas terminée, M. Miasnikoff avait déjà recueilli plus de 80 poudes (1,300 kilogrammes) d'or pur, représentant une valeur d'environ 4,500,000 francs. Les frais d'exploitation réduisent, il est vrai, ce produit brut à 2,400,000 francs; de plus, les 20 pour 100 prélevés par

le gouvernement le diminuent encore de 480,000 francs. Néanmoins, toute déduction faite, M. Miasnikoff n'en avait pas moins obtenu, pour le seul été de 1842, un bénéfice net de 1,920,000 francs.

On comprend que des gains aussi énormes doivent stimuler puissamment l'esprit d'entreprise. Aussi l'industrie du lavage des sables aurifères de la Sibérie a-t-elle marché avec une rapidité sans exemple. Dans l'espace de quatorze ans, ses produits se sont accrus dans la proportion de 1 à 200. En 1830, elle ne fournissait que 95 kilogrammes d'or représentant une valeur de 3,230,000 francs. Aujourd'hui, elle rapporte plus de 18,000 kilogrammes d'or ou 61,200,000 francs. Ces chiffres sont énormes, et pourtant ils deviendront chaque jour plus considérables à mesure que le nombre de bras, venant à augmenter, permettra d'exploiter sur une plus grande échelle. Tous les orpailleurs répétaient à M. de Tchihatcheff que le manque d'ouvriers les empêchait de doubler ou de tripler leurs bénéfices. Ainsi, l'augmentation de la population est à elle seule un élément infaillible d'accroissement pour cette industrie en se bornant aux localités actuellement connues; et comme les limites du domaine aurifère reculent tous les ans devant chaque nouvelle exploration, comme elles semblent n'avoir d'autres bornes que les glaces éternelles du pôle, il est impossible de prévoir où s'arrêteront les gigantesques développemens de cette véritable *récolte d'or*.

Peut-être ne trouvera-t-on pas maintenant exagéré ce que nous disions tout à l'heure en comparant l'influence qu'aura un jour l'exploitation de la Sibérie sur le commerce des métaux précieux à celle qu'exerça la découverte de l'Amérique et de ses trésors. Dans son dernier ouvrage de minéralogie, M. Beudant évalue à 24,000 kilogrammes la quantité d'or extraite annuellement sur tous les points du globe. Ce poids de métal représente une valeur de 82 millions. Dans ce total, l'Amérique équatoriale figure pour 64 millions, la Sibérie pour 8 millions seulement; mais nous venons de voir que la production de cette dernière rivalise aujourd'hui avec celle de l'Amérique. Nous avons pu nous convaincre par les progrès accomplis dans le court espace de quatorze ans que cette exploitation prendra dans le nord de l'Asie une importance croissante. Qu'elle suive deux ans encore la même progression, et la Sibérie fournira à elle seule plus d'or que tout le reste du monde : dans vingt ans, elle mettra annuellement en circulation une quantité d'or au moins double de celle que nous consommons aujourd'hui.

Ici nous devons cependant, avec le célèbre minéralogiste que nous

venons de citer, faire une réflexion rassurante pour la stabilité de la fortune publique. L'influence des métaux précieux est loin d'être aujourd'hui ce qu'elle fut autrefois, et une énorme quantité d'or versée tout à coup dans le commerce ne saurait amener des secousses semblables à celles que produisirent en Espagne les trésors du Mexique et du Pérou. Dans notre siècle d'industrie, le charbon de terre et le fer remuent plus de capitaux que l'or et les diamans. La houille produit annuellement près de 180 millions, et le fer plus de 500 millions.

Quoi qu'il en soit, la Russie favorise autant que possible l'industrie des orpailleurs. A l'exception des districts de Kolyvane et de Nertchinsk qui appartiennent au gouvernement, les immenses dépôts de la Sibérie sont ouverts aux entrepreneurs de toutes les nations. Il suffit d'adresser au ministère des finances une demande formelle à cet égard pour obtenir la concession du terrain qu'on désire exploiter. Cependant cette concession ne s'accorde que pour douze ans, et n'assigne à chaque particulier qu'un lot d'environ 5 kilomètres de long sur 250 mètres de large.

Le lavage des sables se fait sous la surveillance de divers agens du gouvernement chargés de prévenir et de juger les contestations qui peuvent surgir entre les concessionnaires sur leurs limites respectives, de régler les relations entre les maîtres et les ouvriers, de prélever sur les produits ce qui revient à l'état. Grace à ces mesures, il règne dans ces contrées une sécurité bien remarquable. Chaque jour, on voit des milliers d'ouvriers, presque tous condamnés par la loi, remettre entre les mains d'un inspecteur, fort seulement de son ascendant, les trésors qu'ils ont recueillis. Au milieu de quelque chétive cabane, on entasse des monceaux d'or, qui plus tard, répartis sur des chariots, se rendent tranquillement à Barnaoul et franchissent plusieurs milliers de kilomètres, marchant à petites journées, et n'ayant pour escorte qu'un cosaque qui fume tranquillement sa pipe sans même s'embarrasser d'armes qu'il sait devoir être inutiles.

L'exploitation des sables aurifères de l'Altaï est généralement des plus faciles. Le plus souvent ces dépôts sont à fleur du sol ou recouverts seulement d'une mince couche de terre végétale qu'on enlève pour exploiter à ciel ouvert. Si cette couche acquiert une épaisseur trop considérable, on ouvre une tranchée, puis on attaque le minerai directement, et les ouvrages souterrains qu'entraîne cette manière d'opérer ne sont jamais bien compliqués, à raison du peu d'épaisseur des dépôts exploitables. Il est cependant quelques localités qui nécessitent des modifications dans le mode d'extraction des sables. Sur les

rives de la Biroussa, on a découvert une couche aurifère dont l'épaisseur est au moins de 6 mètres; mais on ne peut creuser à cette profondeur à cause de la hauteur de la rivière, dont les eaux envahissent sans cesse les travaux. Après avoir vainement tenté de refouler la rivière au moyen de digues, on a eu recours à un expédient très ingénieux : on a pris le parti de n'exploiter que pendant l'hiver. A cette époque, la rivière gèle en entier. On taille alors la glace de manière à découvrir les parois verticales de la berge, et par cette tranchée on enlève à peu de frais le minerai qu'on désire.

Les richesses minérales de la Sibérie semblent avoir été connues dès la plus haute antiquité. Partout, dans ces vastes contrées, on rencontre des traces d'un peuple mystérieux, désigné par la tradition sous le nom de *Tchoudi*, et qui, bien avant les mineurs russes, avait trouvé l'art de séparer l'or et l'argent de leur gangue sans valeur. C'est là un nouveau trait de ressemblance qui rapproche ces régions hyperboréennes des provinces intertropicales du Nouveau-Monde. Au Mexique aussi, les *Azthèques* avaient précédé les Espagnols dans l'exploitation des mines. De même que ces derniers, les Tchoudis paraissent avoir ignoré les usages du fer, avoir eu recours au cuivre et à l'étain pour se procurer des instrumens tranchans, et cette circonstance, en rendant presque impossible l'exploitation des filons en roche, nous explique pourquoi à ces époques reculées, au Mexique comme en Sibérie, l'or était beaucoup plus commun que l'argent.

Peut-être les recherches archéologiques permettront-elles un jour de rattacher l'une à l'autre les traditions locales qui conservent le souvenir des Tchoudis et les croyances grecques qui placent dans les régions boréales le siége d'immenses trésors. Hérodote parle des *Arimaspes* comme d'un peuple qui savait arracher aux griffons gardiens de ces richesses l'or qui parvenait jusqu'en Grèce par l'entremise des *Issédons*. Dans le magnifique ouvrage sur l'Asie centrale où M. de Humboldt s'est montré tour à tour profond naturaliste, historien érudit et archéologue plein de sagacité, cet illustre savant place ce dernier peuple dans la steppe des Kirghiz, entre Karkarali et Semipalatinsk. Il est probable que les procédés d'exploitation employés par ces nations éteintes ne différaient pas de ceux qui sont en usage de nos jours. S'il en est ainsi, la fable de la toison d'or recevrait une interprétation bien naturelle. On sait que la dépouille de divers animaux est employée dans le lavage des sables aurifères pour retenir plus facilement les parcelles de métal que leur pesanteur spécifique plus grande laisse déposer sur le fond des appareils. N'est-il pas permis

de voir dans cette circonstance toute technique l'explication de cette toison symbolique dont la renommée attira sur les rivages de Colchos l'élite des héros de la Grèce mythologique?

Les contrées que baigne le Pont-Euxin conservent encore des traces de leurs antiques trésors. Les fouilles entreprises par ordre du gouvernement russe dans l'ancienne Tauride mettent chaque jour à découvert des tombeaux dont la richesse contraste d'une manière frappante avec la pauvreté des sépultures grecques. Dans les parages où florissaient jadis Phanagoria, Hersonèse, Olbia, Tynas, l'or est bien plus abondant que dans aucune autre des localités d'Europe et d'Asie explorées de nos jours comme pouvant présenter quelques restes de l'industrie ou du luxe des peuples qui les habitèrent. A Kertch surtout, l'ancienne Panticapée, ce métal est répandu avec une magnifique profusion dans les demeures sépulcrales. La moitié des objets qu'on y trouve sont en or pur ou en *electrum*, alliage d'or et d'argent. Ici comme au Pérou, l'or est souvent employé à des usages secondaires qui en attestent l'abondance. Souvent un camée, une pierre de peu de valeur, sont enchâssés dans un encadrement d'or massif d'une valeur bien supérieure. Jamais cependant il n'a existé de mines d'or en Tauride. Il est donc très probable que les colonies grecques placées dans le voisinage des barbares ne firent que tirer parti de leur position, et, pour employer l'expression du voyageur russe, amenèrent dans leur enceinte le fleuve d'or de l'Oural et de l'Altaï.

La flore de l'Altaï, à en juger par le nombre de plantes qu'a recueillies M. de Tchihatcheff, n'est pas très riche, et ne compte qu'environ deux cent cinquante espèces. Plusieurs d'entre elles se retrouvent dans nos Alpes européennes, et les arbres surtout donnent à ces contrées éloignées un aspect général très semblable à la physionomie sévère que le sapin imprime au paysage dans nos gorges élevées. Cette observation s'accorde, du reste, avec une des lois que la nature semble s'être imposée dans la production des êtres organisés. Le froid semble restreindre le nombre et la variété des manifestations de la vie. Dans toutes les régions glacées, on trouve beaucoup moins d'espèces, soit animales, soit végétales; mais, généralement, cette diminution dans le nombre des différences spécifiques est compensée par la multiplication plus grande des individus. La faune ou la flore des contrées boréales est bien plus uniforme que celle des régions plus chaudes; elle n'est peut-être pas moins nombreuse. Cette proposition, au moins dans ce qu'elle a de général, est confirmée par un très beau travail que M. Brandt, membre de l'académie impériale de Saint-Péters-

bourg, a publié sur la faune de Sibérie, et qui forme un appendice important à l'ouvrage de M. de Tchihatcheff. Il résulte des recherches de ce célèbre naturaliste que l'Europe renferme 143 espèces de mammifères terrestres, 451 espèces d'oiseaux, 94 espèces de reptiles, tandis qu'en Sibérie on ne trouve que 92 mammifères, 323 oiseaux, et 21 reptiles.

Une telle disproportion s'explique sans peine par les circonstances topographiques et climatologiques qui distinguent la Sibérie de l'Europe. Cette dernière forme une grande presqu'île étendue vers le couchant, exposée du côté du sud aux vents chauds qui lui arrivent d'Afrique, baignée à l'ouest par une mer constamment attiédie par les eaux que le *gulf-stream* amène du golfe du Mexique. Aussi ses hivers sont-ils courts et peu rigoureux. La Sibérie, au contraire, profondément enfoncée dans les terres, séparée de nos régions tempérées par de hautes chaînes de montagnes, enserrée du côté du nord par une ceinture de glaces éternelles, est largement ouverte à toute la violence du souffle boréal, tandis que la chaude haleine des vents du sud ou de l'ouest ne peut pénétrer jusqu'à elle. Aussi, à la même distance du pôle, les hivers y sont-ils bien plus longs, bien plus rigoureux qu'en Europe, et l'on doit s'attendre à voir subsister la supériorité de cette dernière pour ce qui touche au nombre des espèces animales, lors même qu'on aurait exploré à fond les vastes steppes de la Sibérie.

Les deux faunes que nous comparons ont un grand nombre d'espèces communes. Cependant chacune d'elles est caractérisée par la présence d'espèces qui ne se retrouvent pas dans l'autre. Ainsi la Sibérie possède en propre vingt-six mammifères et quarante-trois oiseaux qu'on ne trouve pas en Europe. Au reste, les résultats que nous énonçons ici d'après M. Brandt ne sont applicables qu'à la Sibérie occidentale, c'est-à-dire à la portion de cette immense contrée qui est placée à l'ouest du Yeniseï, et qui renferme l'Altaï. La Sibérie orientale, située à l'est du même fleuve, doit présenter dans sa faune des caractères bien plus prononcés. Elle doit se rapprocher sous ce rapport de l'Amérique septentrionale, dont elle n'est séparée, on le sait, que par le détroit de Behring ou des mers qui, transformées en plaines de glace par les froids excessifs de l'hiver, offrent un passage facile aux animaux des deux continens et favorisent le mélange des espèces.

En parlant des productions animales de la Sibérie et de l'Altaï, nous devons une mention particulière aux cousins, à ces insectes si justement désignés par l'épithète de sanguinaires. En pénétrant dans

les régions boréales, le voyageur pourrait se croire à l'abri de leurs morsures. Il n'en est rien. Les cousins sont un des fléaux des vallées de l'Altaï. Dès que la température s'adoucit, aux premiers jours d'un printemps bien tardif, ils envahissent l'air par myriades, et attaquent l'homme avec fureur, comme s'ils voulaient profiter d'une proie que le ciel leur envoie si rarement. Souvent M. de Tchihatcheff se vit assailli par leurs essaims affamés, alors même que la neige et la glace craquaient encore sous ses pieds. Au reste, ces parasites, émules des mousquites des pays chauds, pénètrent jusqu'aux latitudes les plus froides. L'amiral Wrangel nous apprend qu'à Nijni-Kolimsk, trois degrés au-delà du cercle polaire, pendant les deux mois que dure l'absence des fortes gelées et qu'on y appelle l'été, le ciel est obscurci par des nuées de cousins. On ne parvient à se garantir de leurs attaques qu'en vivant au milieu d'une fumée suffocante. Triste destinée de l'homme du nord, qui rencontre auprès du pôle presque tous les fléaux des pays chauds sans la moindre compensation! Dans ces régions désolées règnent comme sur les bords du Nil les ophthalmies, le typhus, les épizooties; mais il y manque la brise du soir, si douce après une journée brûlante, les acacias avec leurs fleurs embaumées, les dattiers avec leurs fruits. Dans ces déserts de glace, il n'existe point d'oasis.

II.

La population indigène de l'Altaï se compose presque uniquement de tribus errantes appartenant à la race mongolique, et désignées sous le nom générique de Kalmouks. On peut la considérer comme partagée en deux grandes familles, dont l'une habite à l'est, l'autre à l'ouest de la Katoune, un des principaux affluens de l'Ob. Ces peuples reconnaissent eux-mêmes cette division, et se désignent par des expressions correspondantes à celles que nous venons d'employer. Au reste, entre ces deux branches d'un même tronc il n'existe pour ainsi dire aucune différence. Langage, mœurs, usages, tout leur est commun. Seulement les tribus de l'est présentent à un degré bien plus prononcé les caractères de leur race, et en considérant les portraits, donnés par M. de Tchihatcheff, de deux *zaïzanes* ou chefs des environs de la Tchouya, on ne peut méconnaître à ces pommettes saillantes, à ces yeux étroits et obliques, le type chinois dans toute sa pureté.

Les Kalmouks de l'Altaï paraissent être les descendans de ces hor-

des qui, sous l'impulsion puissante de Tchingis-Khan, s'élevèrent à la fin du XIIe siècle jusqu'au rôle de conquérans, s'emparèrent de la Chine, de la Corée, et, sous le nom de Tartares ou de Mongols, vinrent jusque sur les bords du Volga et de la mer Caspienne porter le nom de leur maître et la terreur de ses armes. Expulsés plus tard de l'empire chinois, ces peuples se replièrent de plus en plus sur l'Asie centrale, et inondèrent sous différens noms jusqu'aux contrées qui font aujourd'hui partie de la Sibérie. Plusieurs de leurs tribus se réunirent et parvinrent même à fonder dans l'Asie centrale des états assez puissans; mais bientôt ces empires éphémères tombèrent sous les coups des Chinois. Mongols et Tartares furent en partie exterminés. Un grand nombre de tribus cherchèrent un asile dans l'Altaï et implorèrent la protection de la Russie, qui les admit au nombre de ses sujets; quelques autres restèrent sur les limites des deux empires, et reconnurent à la fois les deux souverainetés de la Chine et de la Russie. Encore aujourd'hui, elles paient l'impôt à la cour de Pékin aussi bien qu'à celle de Saint-Pétersbourg, et sont en conséquence désignées sous le nom de *peuples à double tribut*.

Presque partout où la race victorieuse des Mongols venait s'établir, elle trouvait la contrée occupée par des tribus d'origine turque. Du croisement de ces deux races naquirent d'un côté les Tatars ou Tartares qui habitent la Russie européenne, chez lesquels l'élément turc est resté prédominant, et les Kalmouks de la Sibérie, dont le type mongol s'affaiblit à mesure qu'ils ont avancé davantage vers l'ouest. Le langage a subi les mêmes influences, et dans toute la vaste étendue de pays occupé par ces deux grands peuples, on parle une espèce de jargon turc plus ou moins corrompu.

Cette opinion sur l'origine des Kalmouks est justifiée par deux faits rapportés par M. de Tchihatcheff. D'un côté, en franchissant la chaîne des Sayanes et en pénétrant ainsi dans l'empire chinois, il a pu observer de près les Soyons, qui ne différaient presqu'en rien des Kalmouks de son escorte. D'autre part, il signale en plein Altaï, sur les rives de l'Akabane, l'existence de quelques tribus kalmoukes désignées sous le nom commun de *Sagaïs*, bien distinctes de toutes les autres et dont les traits rappellent presque complètement le type de la race turque. La langue de ces tribus diffère sensiblement de l'idiome kalmouk. Quoiqu'elle ne soit qu'un dialecte turc très corrompu, elle se rapproche bien plus de la langue mère et est incomparablement moins mélangée d'expressions mongoles.

Les Kalmouks sont essentiellement des peuples nomades. Groupés

en tribu sous la direction d'un zaïzane, ils promènent d'une vallée à l'autre leurs troupeaux et leurs tentes ou *yourtes*, qu'ils recouvrent quelquefois de morceaux d'écorce d'arbre. Les tribus de l'Altaï surtout n'ont aucune idée de notre manière de vivre à l'européenne. Ils ne connaissent même pas l'usage des chariots. Les individus qui accompagnèrent M. de Tchihatcheff jusqu'au poste cosaque de l'Akabane témoignèrent le plus grand étonnement à la vue des ornières qui annonçaient le voisinage de ce centre de civilisation, et les méprises plaisantes qu'amena leur ignorance de nos usages, la naïve manifestation de leur surprise à la vue des objets les plus simples, égayèrent bien des fois les pénibles journées passées dans ces déserts par notre voyageur.

Si les Kalmouks de nos jours ont conservé les habitudes errantes de leurs ancêtres, ils ont bien dégénéré de cette ardeur guerrière qui, sous la conduite de Tchingis-Khan, leur valut l'empire de l'Asie et fit trembler l'Europe elle-même. Rien de plus timide et de plus inoffensif que ces peuples qui, devant la moindre apparence de danger, ne connaissent d'autre ressource que la fuite. Aussi leur rencontre dans ces vastes solitudes est-elle presque sans danger pour l'Européen, dont la seule vue semble les écraser comme s'ils reconnaissaient en lui un être d'une nature supérieure. Faibles et de petite taille, ils sont surtout terrifiés par l'aspect martial et les formes athlétiques des Cosaques à qui sont confiées la garde des frontières et la police du pays. Aussi ces derniers les traitent-ils avec le plus profond dédain. Lorsque M. de Tchihatcheff manquait de chevaux et ordonnait à l'un de ses Cosaques d'en aller chercher dans quelque tribu voisine, celui-ci ne prenait jamais la peine de remplir lui-même la commission. Il se contentait de remettre son sabre à un Kalmouk qui, plaçant avec respect sur ses épaules ce redoutable talisman, allait le montrer à la tribu en formulant sa demande. S'il éprouvait un refus ou des délais, il déposait le sabre au milieu des récalcitrans et se retirait sans rien dire. L'effet de cette tactique ne tardait guère à se manifester. La nouvelle qu'un sabre de Cosaque venait d'arriver répandait une alarme générale, et le messager était à peine de retour qu'on voyait arriver au galop les chevaux demandés, suivis d'un Kalmouk portant le terrible dépôt. Pour rien au monde, un Kalmouk ne voudrait conserver chez lui un sabre de Cosaque. Il passera des journées à cheval pour le rendre à son propriétaire, non pas qu'il craigne précisément les réclamations de ce dernier, mais il n'oserait laisser au milieu de sa fa-

mille cet instrument redoutable, qu'il croit doué de la faculté mystérieuse d'agir au nom de son maître absent.

La plupart des Kalmouks sont idolâtres. Ils reconnaissent et adorent le *koutaï* ou principe du bien, et le *chaïtane* ou principe du mal. Les sacrifices qu'ils font à ces deux déités consistent en chevaux, bœufs et moutons, qu'ils immolent soit en les écartelant, soit en leur fendant la poitrine et en y introduisant la main pour comprimer le cœur. L'animal est ensuite placé sur le feu, et après en avoir subi l'action quelques instans, il fait les frais d'un repas auquel prennent part tous les assistans, ainsi que les prêtres ou *abysses*. Ces derniers ne jouissent d'aucune prérogative, et en dehors des cérémonies religieuses fort simples qu'ils sont chargés de diriger, ils ne se distinguent en rien du reste de la nation. Le fanatisme est inconnu chez ces peuples. Les Kalmouks changent très facilement de religion; mais on ne saurait avoir grande confiance en leur conversion, presque toujours amenée par des considérations toutes terrestres et un intérêt purement matériel.

Cette indifférence en matière de religion paraît avoir régné chez les Kalmouks à l'époque même où régnaient les successeurs immédiats de Tchingis-Khan. Elle seule peut expliquer, comme elle les a rendues possibles, les pérégrinations de quelques moines du XIIIe siècle. On sait que Rubruquis et Carpini entre autres pénétrèrent jusque dans les cours mongoles, qu'ils y furent bien accueillis, mais ne parvinrent à exciter qu'une curiosité semblable à celle qu'auraient fait naître des baladins et des jongleurs. On les promenait couverts de leurs habits sacerdotaux, on leur enjoignait de déployer toute la pompe de leurs cérémonies, d'entonner les hymnes sacrés, puis on les renvoyait. On les traitait d'ailleurs sans façon, et Rubruquis raconte naïvement comment un jour qu'il expliquait à Mangou-Khan les vérités de la religion chrétienne, il se vit interrompu dans sa harangue par les ronflemens sonores du prince. Cette tolérance dédaigneuse contraste étrangement avec le fanatisme farouche inspiré par les doctrines de Mahomet, avec le zèle trop souvent cruel qui régnait alors chez les populations chrétiennes. Certes, si un sectaire étranger se fût ainsi présenté chez un prince catholique, il est peu probable qu'on se fût contenté de le trouver ennuyeux ou divertissant, témoin les nestoriens, qui, à cette même époque, étaient contraints, pour fuir le glaive de l'orthodoxie, de se réfugier dans ces villes lointaines, où le pieux Rubruquis les trouva, à son très grand scandale, suivant tranquillement leurs doctrines à l'abri de l'indifférentisme des princes mongols.

On doit distinguer soigneusement des peuples dont nous venons de parler les *Kirghiz*, qui habitent les steppes étendues au pied de l'Altaï, au sud-ouest de ces montagnes. Ces derniers, résultant du mélange de la race turque avec quelques rameaux indo-germaniques, sont bien supérieurs aux Kalmouks. En revanche, ils sont aussi turbulens et enclins au brigandage que leurs voisins sont doux et inoffensifs. Aussi, pour maintenir la sécurité dans ces steppes que leur position désigne comme la grande voie commerciale entre la Chine et la Russie, cette dernière puissance s'est vue obligée de multiplier les établissemens militaires et les piquets de Cosaques. Ces établissemens ont déjà amené un résultat utile et d'un heureux augure pour l'avenir de ces contrées. Frappées des avantages et du bien-être que la civilisation entraîne après elle, les populations nomades commencent à se grouper autour des villages cosaques, et déjà quelques familles ont échangé leurs *yourtes* ambulantes pour des maisons immobiles, mais plus comfortables.

Parmi les qualités qui distinguent éminemment les Kirghiz, il faut compter surtout le développement extraordinaire du sens de l'ouïe et de celui de la vue. M. Ivanine, officier très instruit qui a vécu longtemps parmi eux, assure avoir vu des Kirghiz qui, à plus d'un kilomètre de distance, découvraient un homme caché en embuscade. Les Cosaques, chez qui les sens dont nous parlons sont aussi très exercés, prétendent que les Kirghiz voient la nuit aussi bien que le jour. Cependant ils paraissent être inférieurs sous ce rapport aux *Yakoutes*, peuples qui ont probablement la même origine et qui habitent les parages inférieurs de la Léna. L'amiral Wrangel, dans son *Voyage le long des côtes septentrionales de la Sibérie*, cite à ce sujet un fait presque incroyable. Un jeune Yakoute lui assura avoir observé dans le ciel une grande étoile de couleur bleuâtre qui en dévora successivement plusieurs autres de moindre dimension et les rendit ensuite. En comparant les époques, le savant voyageur acquit la conviction que cet homme avait bien réellement observé les éclipses des satellites de Jupiter.

Un trait de mœurs commun aux diverses peuplades dont nous parlons consiste en ce qu'elles ignorent toutes l'usage du café. Cette boisson, considérée chez les populations arabes et persanes comme étant presque indispensable à l'existence, est remplacée chez les peuples d'origine mongole par le thé; mais ce que les habitans des monts Altaï ou des steppes de la Sibérie désignent sous ce nom ne ressemble guère au liquide parfumé que nous avons emprunté aux

mandarins chinois. C'est une véritable soupe dont la base est fournie par un mélange de feuilles grossières et de fragmens de tiges vendus dans ces contrées sous le nom de *thé de briques*. On avale ce potage après l'avoir fait bouillir avec du beurre et du sel. Le thé pris de cette manière est très nourrissant, propriété qu'il doit sans doute à la grande quantité de substance azotée qui entre dans sa composition. D'après M. Péligot, cette quantité s'élèverait jusqu'à 20 ou 30 pour 100, proportion énorme qu'aucun autre végétal connu n'a encore présentée.

La Russie, en étendant son empire sur toutes ces populations à demi sauvages, les a soumises à des règlemens dont nous devons reconnaître la douceur et l'équité. Tous les peuples de race non slave habitant la Sibérie sont désignés sous le nom commun de *payeurs de yassak* ou de *peuples hétérogènes*. Ils sont divisés en trois catégories : 1° les *peuples sédentaires*, où se trouvent compris tous les individus fixés dans des villes, des villages, ou qui cultivent la terre; 2° les *peuples nomades*, qui se servent d'habitations susceptibles d'être transportées d'un lieu à l'autre; 3° les *peuples errans*, comprenant les tribus essentiellement vouées à une vie vagabonde et qui se livrent surtout à la chasse, à la pêche et à l'élève des bestiaux. Quelques peuplades forment en outre des catégories particulières, et de ce nombre sont surtout les hordes *à double tribut* du gouvernement de Tomsk.

Les peuples de la première section jouissent de tous les droits des sujets russes et sont de plus exemptés à perpétuité du recrutement et des charges militaires. Chaque *oulouss* (village) comptant quinze familles a le droit d'organiser une administration nationale composée d'un *starosta* (ancien) et de deux aides. Un nombre déterminé d'oulouss constitue un arrondissement administratif. Ces arrondissemens sont ensuite groupés en districts (*voloste*). A ces divers degrés, l'administration reste toujours *nationale*. Toutes les personnes qui la composent sont indigènes et élues par leurs concitoyens de même race.

Pour faciliter les relations entre les autorités locales russes et ces chefs nationaux, la loi autorise ces derniers à choisir selon leur gré la voie de l'écriture ou des communications orales. Elle accorde également et dans tous les cas une exemption complète de l'emploi du papier timbré.

L'organisation administrative des peuples nomades ou de la seconde section est entièrement semblable, sauf que les ressorts en ont encore été simplifiés. Quant aux peuples errans, ils sont presque entièrement livrés à eux-mêmes. On ne trouve plus chez eux que de faibles

traces de ces dispositions administratives, et l'action des autorités russes se borne à prendre les mesures indispensables à la conservation des droits respectifs des peuples limitrophes. Tous les peuples d'origine étrangère sont jugés d'après leurs propres usages et coutumes. L'application des lois russes n'a lieu que dans les questions capitales, à l'occasion de crimes graves, ou bien dans les cas non prévus par les institutions nationales. Les peuplades comprises dans la troisième section sont exemptes de tout impôt et redevance. Les deux autres paient un faible impôt nommé *yassak*, consistant en un certain nombre de fourrures. On leur a d'ailleurs accordé le droit de payer ce tribut soit en nature, soit en argent, comme aussi d'employer le produit de leur chasse pour acheter aux bureaux du gouvernement la poudre, le plomb et autres objets de première nécessité.

Chaque tribu possède en propre un territoire dont les limites sont déterminées par le gouvernement. L'immensité de l'étendue permet de consacrer à cet usage des lots infiniment supérieurs à ce qu'exige l'entretien des peuplades, et qui dépassent même ce que leur industrie peut exploiter. Néanmoins il est expressément défendu aux colons russes de s'établir sur les domaines concédés aux peuples de race étrangère. Ceux-ci, au contraire, jouissent du droit d'entretenir avec les Russes, sans réserve ni restriction aucune, toutes les relations de commerce qu'ils sont en mesure de former. Par là, on évite l'envahissement de leurs terres en même temps qu'on facilite les transactions, et par suite la fusion de ces peuples d'origine diverse. Une seule exception est posée à cette liberté illimitée. Le commerce des boissons spiritueuses est sévèrement prohibé. C'est là une mesure pleine à la fois de moralité et de prudence, car les populations de ces contrées ont un penchant invincible pour l'ivrognerie, et l'introduction chez elles de nos liqueurs alcooliques ne manquerait pas d'entraîner les suites funestes dont les exemples ne sont que trop multipliés chez les nations sauvages qui ont reçu des Européens ces poisons lents, mais d'une action si inévitable.

Ce qui distingue surtout l'organisation sociale de la Sibérie, c'est l'absence de tout servage proprement dit. On sait qu'en Russie, les paysans, propriété des seigneurs, sont attachés à la glèbe ou à la maison de leur maître. En Sibérie, il n'en est pas ainsi. Les cultivateurs appartiennent à la catégorie des *paysans de la couronne*, c'est-à-dire que, moyennant une redevance fixe de 11 roubles ou environ 11 fr. par tête, ils peuvent donner à leur industrie toute l'étendue dont elle est susceptible. Sous ce rapport, les peuples de *race étrangère* sont as-

similés aux colons russes. Ceux de la première catégorie ont en outre le droit, en se livrant au commerce, de se faire inscrire dans celle des trois *guildes* dont ils peuvent payer l'impôt. Ceux de la seconde catégorie ne peuvent atteindre qu'à la seconde *guilde*.

En Russie, où il n'existe rien qui rappelle notre classe moyenne non plus que la petite bourgeoisie de nos temps féodaux, on a de tout temps manqué d'intermédiaire entre le serf et le seigneur. Les *guildes* ou classes de commerçans peuvent être considérées comme tendant à combler un jour cette lacune. Leur organisation rappelle un peu celle de nos corporations du moyen-âge. Elles sont au nombre de trois, et jouissent chacune d'immunités et de priviléges particuliers. L'impôt qui pèse sur leurs membres augmente avec le degré de la *guilde*. Les plus riches négocians seuls sont en état d'acquitter les droits de la première, mais tout individu peut, en s'enrichissant, passer d'une guilde à l'autre. Les membres de la première guilde vont presque de pair avec la noblesse, et, dans ces dernières années, le gouvernement russe a dû déployer beaucoup de fermeté pour repousser les réclamations des nobles, qui protestaient contre cette espèce d'égalité. On voit que, grace à cette organisation, les familles de race étrangère peuvent, en se livrant au commerce, atteindre presque aux premiers rangs de la société russe.

Dans l'ouvrage de M. de Tchihatcheff, les détails qu'on vient de lire sont accompagnés de citations qui paraissent ne laisser aucun doute sur l'authenticité de ces renseignemens. S'ils sont l'expression de la vérité, il faut bien reconnaître que la domination russe est un bienfait pour ces vastes contrées, qu'elle est cent fois préférable, pour ces peuplades à demi sauvages, à celle de certains peuples qui inscrivent en gros caractères sur leur drapeau le grand mot de *philanthropie*. Quelle différence dans les manières d'agir de la Russie et de l'Angleterre! La première, laissant à ces peuples soumis leurs terrains de chasse ou de pêche, leurs lois, leurs mœurs, leurs coutumes, cherchant à les initier peu à peu aux bienfaits de la civilisation, facilitant leur fusion avec ses sujets plus avancés, les protégeant contre leur intempérance naturelle, ouvrant à une ambition qu'elle cherche à faire naître un libre accès dans les rangs de la société civilisée; la seconde, se rendant maîtresse de la terre, en expulsant peu à peu les habitans dont la race semble disparaître à son brûlant contact, ne mélangeant jamais le sang breton avec celui de ces peuplades proscrites, ne s'inquiétant ni de leur présent ni de leur avenir que pour détruire par tous les moyens possibles, *per fas et nefas*, le moindre obstacle qui

pourrait gêner son développement! Quelle différence surtout entre la Russie se constituant le gardien des droits de ces tribus errantes, les protégeant contre ses propres sujets, contre ces colons envoyés par elle pour peupler ces solitudes lointaines, et les États-Unis brisant les sociétés établies, violant les traités librement consentis de part et d'autre, rejetant dans les forêts les *Peaux-Rouges* échappés déjà à la vie sauvage, puis traquant à la carabine comme autant de bêtes fauves ces hommes dont ils ont coupé les arbres et brûlé les maisons!

A côté des populations asiatiques dont nous venons de parler vivent et se développent peu à peu un nombre assez considérable de colonies européennes. Diverses d'origine, elles diffèrent aussi par leurs mœurs et présentent, sous ce rapport, des contrastes frappans. Le riche orpailleur que le désir de faire fortune retient dans ces contrées lointaines rêve sans doute parfois avec délices au temps où il pourra jouir de ses trésors au sein d'une société qui lui prodiguera tous les raffinemens du luxe. En attendant, ses plaisirs sont bornés. Presque toujours dénué d'éducation intellectuelle, il ne connaît que la bonne chère pour occuper ses loisirs. Il s'y livre donc tout entier, et dans ce but il met à contribution les contrées les plus lointaines. Aux venaisons, au gibier de ses forêts, aux pâtés de Strasbourg, succèdent sur sa table, splendidement servie, les fruits de l'Europe tempérée, les oranges de Messine et du Portugal, arrivées sur les rives du Yeniseï en passant par Saint-Pétersbourg. Les meilleurs vins de Bordeaux et de Malaga, le champagne acheté à des prix énormes, pétillent dans les riches verres de la Bohême, tandis qu'un Kalmouk, coiffé de son bonnet de feutre, présente aux convives rassasiés le plus pur café de l'Arabie fumant dans la porcelaine du Japon, et qu'accompagnent les cigares parfumés de Manille ou de la Havane.

Les simples ouvriers suivent l'exemple de leurs maîtres. Presque tous nés dans la misère, ils dépensent follement le salaire élevé qu'ils touchent sans grande fatigue. Chaque année, les tavernes et les lieux de débauche engloutissent des sommes considérables, qui, sagement employées, eussent porté la richesse dans les familles et accru l'aisance générale de la population. Jusqu'à ce jour, l'industrie des lavages a servi seulement à créer des fortunes individuelles : elle n'a presque rien fait pour la prospérité générale. Elle contribue à entretenir, à accroître encore la dépravation des ouvriers qui s'y livrent, et qui presque tous appartiennent à la classe des exilés pour crimes ou délits. Ces tristes résultats d'une industrie si propre, en apparence, à

répandre autour d'elle la richesse et le bien-être contrastent avec ceux qu'on observe chez les hommes de la même classe livrés aux travaux de l'agriculture. Ici, les travaux opiniâtres et soutenus exercent une influence éminemment salutaire, et amènent à leur suite des idées de progrès et de moralité. L'exercice des métiers et des travaux manufacturiers semble, sous le rapport qui nous occupe, tenir le milieu entre ces deux extrêmes. Ainsi se confirment, au fond de la Sibérie, les résultats fournis en Europe par les calculs de la statistique. Ici comme en Angleterre, comme en France, comme en Europe, nous voyons les vices de la classe manufacturière offrir le plus triste contraste avec l'état moral des populations agricoles.

Les Cosaques forment une classe à part au milieu de la population européenne de la Sibérie. Ils sont partagés en deux catégories distinctes par leur organisation et leur destination : les uns, appelés *Cosaques de ligne*, sont régis par les lois et règlemens militaires. Ils relèvent du gouverneur-général et remplissent toutes les fonctions des troupes régulières. Leur engagement dure vingt-cinq ans : ce terme expiré, ils peuvent regagner leurs steppes; mais le gouvernement cherche à les fixer en Sibérie en leur donnant, outre leur solde et leurs rations, des terres qui leur appartiennent en propre, en leur permettant de se livrer à tous les genres de commerce ou d'industrie. Les troupes cosaques se recrutent toujours d'individus de cette race, et les enfans sont censés faire partie du régiment de leur père.

Les Cosaques de la seconde division portent le nom de *Cosaques urbains*. Ils constituent un véritable corps de police, une espèce de garde municipale permanente, et relèvent des autorités civiles. Les uns sont enrégimentés et remplissent à peu près les mêmes fonctions que nos gendarmes. Le gouvernement leur fournit les armes; mais les chevaux et tous les frais d'équipement sont à leur charge. Chacun d'eux reçoit en toute propriété quinze arpens de terre labourable, ou l'équivalent en terrain de chasse et de pêche. Ces allocations sont inaliénables. Leur engagement dure vingt-cinq ans, et tout individu congédié est censé demeurer dans la localité où est cantonné son ancien régiment. Cette milice est également composée uniquement de Cosaques, et les enfans y entrent de droit à l'âge de seize ans.

A l'époque où l'on appliqua pour la première fois aux Cosaques de la Sibérie le principe de l'enrégimentation, le gouvernement jugea convenable de ne point y assujettir ceux qui se trouvaient établis dans des contrées éloignées. Il les organisa en colonies ou stations mili-

taires. Celles-ci consistèrent dans le principe en réunions de cinquante à cent hommes au plus, et prirent le nom de *stannitza*. Ces *Cosaques stationnaires* ne reçoivent aucune subvention du gouvernement, qui leur accorde seulement des terres, l'exemption de tout impôt et le droit de se livrer au commerce ou à l'industrie. En revanche, ils doivent se fournir d'armes et de chevaux, veiller à la sûreté des frontières et des contrées où ils sont établis, tenir en état les routes qui traversent leur territoire, construire et entretenir les établissemens nécessaires pour leur administration, fournir des chevaux et le logement aux employés qui voyagent par ordre du gouvernement.

Ces colonies, disséminées sur des frontières lointaines ou des plaines sans bornes, nous semblent devoir exercer un jour une grande influence sur l'avenir de ces contrées. Quelques-unes ont déjà pris un développement considérable, et présentent l'aspect de villages dont tous les habitans jouissent de l'aisance que donne le travail. Placées ainsi sous les yeux des tribus nomades, elles constituent autant de centres qui doivent tôt ou tard les attirer et les fixer d'autant plus facilement que les Cosaques apprennent et parlent sans peine la langue des peuples qui les entourent. Déjà les Kirghiz commencent à reconnaître les avantages de la vie européenne. Après avoir servi comme ouvriers ces Cosaques qui les dominent, ils ont cherché à les imiter. Ces farouches enfans de la steppe dressent volontiers leurs yourtes à côté des stannitza, quelques-uns même ont remplacé leurs habitations ambulantes par de véritables maisons, et se livrent à l'agriculture. Sans doute, ces résultats sont encore peu de chose dans le présent; mais c'est beaucoup pour l'avenir, et l'on peut prédire que le moment viendra où ces hordes errantes se métamorphoseront en peuples cultivateurs.

Les exilés forment en Sibérie la très grande majorité de la population russe. Parmi eux, il faut distinguer plusieurs catégories très distinctes, et avant tout les déportés pour crimes ou délits. La peine de mort n'existe pas en Russie; elle y est remplacée par le knout et la déportation. Les condamnés pour crimes capitaux sont occupés aux travaux forcés, et correspondent à peu près à nos galériens. Quant à ceux qui ont encouru des peines moins sévères, ils sont partagés en cinq classes. La première comprend les individus qui ont subi la peine du fouet. Ils sont employés aux travaux les plus rudes dans les usines et les fabriques, et portent le nom d'*ouvriers provisoires*. La seconde renferme les condamnés destinés à divers métiers qui exigent une

constitution robuste. On place dans la troisième ceux qui, moins propres aux travaux pénibles, sont employés comme domestiques. La quatrième est composée de ceux qui ont encouru la moindre peine, et qui sont propres aux travaux agricoles : ce sont les *exilés colons*, désignés sous le nom de *pozélentsi* (installés). Enfin la cinquième classe comprend les individus que leur âge ou leurs infirmités rendent impropres à tout travail, et qui sont entretenus aux frais de l'état.

Tout exilé peut, à l'aide d'une conduite régulière, passer d'une classe à l'autre, et arriver ainsi à la quatrième ou celle des exilés colons. Pendant le temps écoulé dans les classes précédentes, son travail lui est payé. Une portion du salaire est employée à son entretien. Le reste forme une masse qu'on lui remet lorsque, parvenu à la quatrième classe, il lui est permis de s'établir et de travailler entièrement pour son compte. A cette époque, le gouvernement lui alloue des terres, et, pendant trois ans, il est exempt de tout impôt. Les sept années suivantes, il paie la moitié de l'impôt perçu sur les paysans de la couronne. Ce terme expiré, il est mis sur le pied de ces derniers, et jouit des mêmes droits.

Débarrasser la société des criminels et des gens sans aveu, remplacer par la déportation la peine de mort, si terrible, parce qu'elle est sans remède, la peine de la prison, si lourde pour l'état; ramener par le travail des hommes égarés à des idées de droiture et de moralité; créer ainsi des colonies utiles, et semer au milieu de régions désertes les germes de populations pleines d'avenir, c'est là une belle pensée. Deux peuples ont essayé de résoudre ce problème, la Russie et l'Angleterre, et si nous comparons les résultats obtenus, il faudra bien le reconnaître, l'avantage reste à la première. Nous avons vu avec quelle facilité on maintient le bon ordre en Sibérie dans les circonstances les plus propres à réveiller les passions mauvaises. Ce résultat s'explique sans peine par les effets de l'organisation juste et sage dont nous venons d'esquisser les principaux traits. Le tableau que présentent les colonies pénitentiaires de la Nouvelle-Hollande est bien différent.

Jetons avec M. Dupetit-Thouars (1) un coup d'œil sur l'état moral de ces contrées pendant la période de vingt-six ans écoulée de 1810 à 1836. Il résulte de documens officiels publiés par ordre du conseil de la colonie que, dans les huit premières années de cette période, le

(1) *Voyage autour du monde sur la frégate la Vénus, pendant les années* 1836, 1837, 1838 *et* 1839, par Abel Dupetit-Thouars; Paris, 1841.

nombre des condamnations en cour criminelle a été au chiffre total de la population dans le rapport de 1 à 370. Pendant les trois années suivantes, ce rapport n'a guère varié; mais de 1821 à 1825, la proportion a été de 1 à 223; enfin de 1831 à 1835, cette proportion s'est élevée au point que le chiffre des condamnations est à celui de la population comme 1 est à 120. Il ne s'agit ici que des condamnations pour causes criminelles. D'après M. Bannister, ancien attorney général, le nombre total des condamnations prononcées par les cours de justice, en 1825, a été de 6,000 sur une population de 16,000 *convicts* (déportés). En 1835, le chiffre des condamnations s'est élevé à 22,000 sur une population de 28,000 *convicts*, et dans ce nombre ne figurent pas les actions au criminel.

Ainsi, bien loin de s'améliorer pendant la période dont nous parlons, la population de la Nouvelle-Hollande s'est de plus en plus gangrenée. Les causes de cette démoralisation croissante, signalées avec raison par M. Dupetit-Thouars, sont multiples. Nous mettrons en première ligne avec lui l'absence de toute organisation parmi les *convicts*, et l'introduction prématurée du jury, qui, en soumettant les criminels au jugement d'hommes qui partagent tous leurs sentimens, leur assure l'impunité. Le célèbre marin à qui nous empruntons ces détails cite à ce sujet un fait révoltant qui s'est passé à Sidney sous ses yeux. Une douzaine de *convicts* employés comme domestiques sur les frontières de la colonie se réunirent un jour pour traquer quelques indigènes inoffensifs qui, sur la foi des traités, habitaient le voisinage. Ils les chassèrent, et les ayant réunis dans une hutte au nombre de vingt-huit, hommes et femmes, ils les lièrent avec des cordes et les traînèrent dans les bois. Là ils allumèrent un grand feu, et y précipitèrent ces malheureux, qu'ils retenaient avec des branches d'arbre au milieu des flammes, tirant à coups de fusil et de pistolet sur ceux qui cherchaient à échapper au supplice. Cet épouvantable crime fut connu. Ses auteurs comparurent devant la cour criminelle. L'attentat fut prouvé; cependant après un quart d'heure de délibération, le jury rapporta un verdict de non culpabilité. Les assassins furent relâchés.

Nous trouvons indiquée dans l'ouvrage que vient de publier le capitaine Wilkes (1) une autre cause bien grave de corruption pour les *convicts* de la Nouvelle-Hollande : c'est l'absence de toute classification

(1) *Narrative of the United-States exploring Expedition during the years* 1838, 1839, 1840, 1841 *and* 1842, by Charles Wilkes; London, 1845.

parmi les condamnés. Qu'ils soient conduits en Australie pour un crime ou pour une faute légère, un sort pareil les attend. Cette confusion, contraire aux principes les plus élémentaires de la justice, a pour résultat inévitable de mettre en contact les hommes les plus pervers avec ceux qui n'étaient qu'égarés, de donner aux funestes conseils des premiers une autorité que la loi semble sanctionner d'avance.

Dans quelque catégorie que le déporté russe doive être classé à son arrivée en Sibérie, la loi défend expressément de séparer les mères et les enfans de leurs maris et pères, à moins que les premiers n'aient manifesté officiellement le désir de ne point partager le sort de l'exilé. A Sidney, il n'en est pas ainsi. A peine débarqués, les *convicts* sont soumis à un véritable triage, et le capitaine Wilkes nous apprend que presque toujours les personnes mariées, données comme ouvriers aux habitans du pays, se voient séparées brusquement. D'ordinaire les enfans à la mamelle sont transportés au dépôt de Paramatta, tandis que les mères, entraînées chez leurs maîtres, les perdent de vue pour des mois, pour des années entières, et souvent pour toujours. Les scènes qui accompagnent ces actes de violence, dit le capitaine Wilkes, sont déchirantes; on peut comprendre, mais non pas exprimer le désespoir de ces pauvres créatures. Cette conduite est aussi immorale qu'inhumaine. Détruire l'esprit de famille chez des êtres déjà vicieux, n'est-ce pas briser le dernier lien qui les attache à la vertu? N'est-ce pas les pousser de vive force à lutter contre des lois qui se jouent des plus intimes affections? Ici surtout, au point de vue de la régénération des *convicts* comme au point de vue des intérêts matériels des colonies, l'Angleterre, on en conviendra, est bien au-dessous de la Russie.

La classe des exilés colons de la Sibérie comptait, en 1840, 134,630 individus, dont 64,340 étaient établis dans la Sibérie orientale à l'est du Yeniseï, et 70,290 dans la Sibérie occidentale; 11,000 environ étaient employés au lavage des sables aurifères. Le nombre des exilés incorporés directement dans cette classe a suivi, depuis quelques années, une marche ascendante assez rapide, à en juger par les chiffres suivans : en 1839, la Sibérie reçut 951 exilés colons; en 1840, 1,184; en 1841, 1,482. Cet accroissement tient sans doute aux mesures adoptées par le gouvernement, qui cherche autant que possible à augmenter le nombre de ces colons en y incorporant tous les gens sans aveu et tous les serfs dont les seigneurs demandent l'éloignement. On sait que, dans ce dernier cas, le serf abandonné par son propriétaire

revient de droit à la couronne, et au lieu de le garder en Russie, comme on faisait autrefois, on l'envoie aujourd'hui en Sibérie.

Cette manière d'agir paraît d'abord révoltante, mais ce qu'elle a d'odieux ne tient réellement qu'à l'arbitraire absolu qui sert ici de règle. En effet, le serf russe devenu exilé colon gagne immensément au change. Dans la maison de son maître, il n'avait rien à lui; il était esclave dans toute l'étendue du mot. En Sibérie, il trouve un champ, une maison qui lui appartiennent en propre; il peut se livrer librement à toute industrie. Quoique exilé, il n'est plus attaché à la glèbe, et il a pour prison un pays grand comme l'Europe, où il peut en toute liberté choisir son lieu de domicile. Aussi ces anciens esclaves, aujourd'hui cultivateurs, ouvriers ou marchands, apprécient-ils en général très bien leur nouvelle position, et se félicitent-ils d'avoir encouru un châtiment auquel ils doivent la liberté et le bien-être. Tels sont du moins, nous racontait un jour M. de Tchihatcheff, les sentimens que lui exprimait un colon qu'il avait connu esclave à Saint-Pétersbourg. « Autrefois, lui disait cet homme, je n'aurais pu que rester debout en votre présence; aujourd'hui, nous voilà assis à la même table, causant sur le pied de l'égalité. C'est que je vous reçois *chez moi*, monsieur le comte. » — « Chez moi! » répétait-il avec un sentiment d'orgueil. Cet homme avait raison : son rôle dans la société était tout autre. De propriété il était devenu propriétaire; de *chose* il était devenu *homme!*

M. de Tchihatcheff ne nous apprend rien sur le sort des exilés politiques. Chambellan de sa majesté impériale, il a gardé un silence prudent sur un sujet qui aurait pu lui faire revoir la Sibérie autrement qu'en qualité de voyageur. Nous voudrions pouvoir suppléer à cette lacune, mais ici les documens manquent. On connaît la sévérité de la police politique des tsars. Qui saura jamais ce que les déserts de la Sibérie ont entendu de plaintes douloureuses, ont vu couler de larmes de désespoir, versées par tant d'hommes dont le seul crime fut souvent d'avoir obéi aux impulsions les plus généreuses? Ah! c'est ici qu'apparaît tout l'odieux de ce despotisme sans frein, étrange importation en Europe des institutions asiatiques. En Angleterre, en France, à l'époque de nos tempêtes politiques, il s'est trouvé des hommes qui se jouaient de la vie et de la liberté de leurs concitoyens, mais jamais ces mauvais jours n'ont eu longue durée. Là-bas, sous les glaces du pôle, il en est autrement. Qu'un peuple entier se lève et, au nom du droit des nations, revendique sa place au soleil, qu'après une lutte héroïque il succombe et couvre de ses débris l'Europe entière, ne

croyez pas que le despotisme soit satisfait. Dix ans après encore, il ne se tiendra pas pour sûr de la victoire; il prendra la moindre rumeur pour un bruit de fers qui se brisent, et dans sa terreur inquiète il proscrira les populations en masse, il les arrachera à ce sol qu'elles n'ont pu défendre, il les transportera à huit cents lieues de sa capitale, au-delà des déserts de l'Altaï.

Eh bien! qu'il en soit ainsi. Un des braves de la Pologne, s'adressant à ses compatriotes dans un de ces anniversaires où ils se réunissaient pour parler de leurs frères morts, le disait avec raison : Peut-être, aveugle instrument de la Providence, Nicolas prépare-t-il l'avenir; peut-être, en croyant servir sa vengeance et assurer le trône des tsars, ménage-t-il à son empire ses plus redoutables ennemis. Dans les steppes de la Sibérie, sur les rives du Yeniseï, dans les vallées de l'Altaï et des Sayanes, les Polonais rencontreront les Cosaques, qui, eux aussi, eurent leurs jours de lutte, qui, eux aussi, firent trembler l'aigle moscovite dans son aire glacée. Encore quelques années, quelques siècles peut-être, — car que sont les siècles dans la vie des nations? — leurs enfans se reconnaîtront pour frères; ils tendront la main aux fiers descendans de la race turque civilisés par le contact des Européens, aux paysans russes émancipés par le travail. De ces familles croisées naîtra une race énergique et intelligente, qui n'aura pas connu le servage, qui, fidèle au souvenir de ses pères, conservera comme un talisman le mot sacré de liberté. Ce peuple sera fort, car, en remuant la terre pour ensemencer ses champs, il en tirera de l'or et du fer, ces deux grands élémens de la puissance; et quelque jour la Sibérie, vengeant la Pologne, brisera ce colosse informe qui, un pied sur l'Europe, l'autre sur l'Amérique, se croit inattaquable dans ses remparts de neige et rêve la conquête du monde.

A. DE QUATREFAGES.

LES

CHEMINS DE FER

ET LES CANAUX.

De la Rivalité actuelle des Chemins de Fer et des Voies navigables en France, en Angleterre et en Belgique.

I. — CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

En abordant les hautes questions que notre sujet soulève, nous ne jugeons pas nécessaire d'en relever l'importance. Après les longues et solennelles discussions qui ont tant de fois agité les deux chambres, en présence des hésitations, des doutes, qui se sont manifestés dans leur sein et qui tiennent leurs résolutions comme suspendues depuis deux ans, quand d'une part l'avenir des chemins de fer est à peine connu, et que de l'autre l'existence même de notre système de navigation intérieure semble en péril, il est permis de croire qu'un puissant intérêt s'attache à la solution des problèmes auxquels a donné naissance la lutte engagée entre les chemins de fer et les canaux. Déterminer le caractère de cette lutte, en apprécier les conséquences probables, signaler à cette occasion les écueils de certaines théories

décevantes, trop favorablement écoutées, tel est le but que nous nous proposons.

Déjà plusieurs écrits recommandables ont été publiés sur cette matière, et nous avons recueilli, sans les mettre toutes en usage, les précieuses données qu'ils fournissent (1). Nous ne nous sommes astreint toutefois à suivre aucun de ces écrits, alors même que nous en adoptions les principes, d'autant mieux que nous faisons intervenir dans le débat des considérations d'une haute valeur selon nous et qu'on a trop négligées jusqu'à présent.

Dans notre manière de voir, les chemins de fer et les canaux se présentent comme devant concourir au même but par l'heureux accord de leurs fonctions. A ces derniers resterait la spécialité du transport des grosses marchandises; aux autres appartiendrait de préférence le transport des personnes et celui des marchandises légères, ou plutôt de toutes celles pour lesquelles l'avantage d'une locomotion rapide l'emporte sur celui du bas prix. En ce sens, les deux modes de communication, quoique rivaux, et au sein de leur rivalité même, se prêteraient en quelque sorte une assistance mutuelle; par leur concours, les besoins du public seraient mieux et plus complètement satisfaits. On ne veut pas qu'il en soit ainsi; on prétend que la supériorité des chemins de fer est générale, absolue, et que partout où ils se trouvent en concurrence avec des voies navigables, ces dernières seront inévitablement détruites : c'est ce qu'il faut examiner.

Les chemins de fer, ainsi que le disait fort bien un ministre belge, l'emportent sur les voies navigables par leurs *qualités générales* comme moyens de transport, puisqu'en effet ils peuvent transporter à la fois, et à des conditions plus ou moins satisfaisantes, les personnes et les choses, les marchandises légères et les marchandises lourdes, tandis que les voies navigables, sauf quelques exceptions assez rares qui ne tirent point à conséquence, ne sont guère utiles ou convenables que pour le transport de ces dernières. C'est là une vérité généralement admise, qui n'a été, à notre connaissance, niée par personne, si ce n'est peut-être par ceux qui sembleraient avoir aujourd'hui le plus d'intérêt à l'affirmer. Il s'agit de savoir seulement si, dans l'emploi de leurs facultés *spéciales*, qui consistent à transporter économiquement les matières pesantes, les voies navigables ne l'emportent pas à leur tour sur toutes les voies rivales.

(1) Nous devons une mention particulière à l'excellent ouvrage publié par M. Ch. Collignon, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, sous ce titre : *Du Concours des Chemins de fer et des Canaux.*

Avant tout, il convient de faire nos réserves. Quand il serait bien prouvé que les chemins de fer doivent neutraliser les canaux, comme moyens de transport, partout où ils seront établis en concurrence, nous nous garderions bien encore de proférer ce cri sauvage : supprimons les canaux pour établir des lignes de fer dans leurs lits. Les canaux sont les prolongemens des rivières ; avec quelques avantages de moins, ils offrent aussi quelques avantages de plus, et, à tout prendre, ils en multiplient les bienfaisans effets. Ils distribuent d'une manière égale sur la surface d'un territoire ce fluide précieux, l'eau, dont la surabondance est un désordre, dont l'absence est un fléau. Ce n'est pas le moindre de leurs mérites d'agrandir le domaine de l'homme en augmentant l'étendue de la terre cultivable. Si le sage ministre Sully regardait comme un service rendu à l'humanité la plantation d'un arbre, que n'aurait-il pas dit de la construction d'un canal ! On peut hésiter à ouvrir un canal à cause de la dépense que ce travail entraîne; détruire celui qui existe, c'est un acte insensé, barbare, contre lequel l'humanité proteste.

S'il était vrai que les chemins de fer dussent rendre les canaux inutiles comme moyens de transport, loin de tirer de là la conséquence extrême que ces derniers doivent disparaître, tout en admirant la merveilleuse puissance des voies nouvelles, nous déplorerions peut-être ce résultat, qui, sans dispenser à l'avenir de la construction de certains canaux nécessaires, rendrait pourtant le public moins ardent à réclamer et le gouvernement moins prompt à entreprendre ces utiles créations. Nous le déplorerions d'autant plus que nous ne verrions plus alors, pour l'exploitation des voies nouvelles, de bon système possible. Abandonnées aux compagnies, elles deviendraient en peu de temps, c'est-à-dire après la destruction des canaux et malgré toutes les réserves des cahiers des charges, l'objet d'un monopole étroit dont le public paierait largement les frais. Réservées à l'état, elles deviendraient avec non moins de certitude la proie de ces maladies incurables, l'insouciance, l'oubli, la négligence, le désordre, maladies inévitables, fatales, dont tous les établissemens de l'état sont affectés. Heureusement il n'en est rien, et nous espérons prouver clairement, malgré tous les raisonnemens contraires, que les canaux conserveront toujours, quoi qu'il arrive, un avantage sensible sur les chemins de fer, quant au transport des marchandises pesantes.

Pour résoudre cette question, il semble qu'il devrait suffire de rassembler les faits épars qui se sont produits dans des contrées diverses,

de les rapprocher et de les comparer. Quoi qu'on en dise, les faits ne manquent pas : ils suffisent amplement pour asseoir un jugement solide; mais ces faits, considérés d'un peu loin, ne sont pas toujours bien compris, ils semblent même, à certains égards, se combattre, à tel point que des esprits prévenus y trouveraient sans peine la justification des opinions les plus contraires. Aussi la comparaison de ces faits, non éclairée d'avance par une judicieuse analyse des circonstances diverses qui peuvent modifier les prix, n'est-elle propre qu'à conduire, à travers une suite de contradictions apparentes, à un abîme de doute.

Trois élémens différens et très distincts constituent le prix total du transport des choses et des personnes : d'abord, le péage, qui représente l'intérêt des fonds engagés dans la construction de la voie et la dépense ordinaire de l'entretien; ensuite, le transport proprement dit, qui comprend toutes les dépenses relatives au déplacement opéré sur la voie même, avec tous les frais administratifs qui s'y rapportent; enfin, les frais accessoires, qui consistent surtout dans la prise des marchandises à domicile, le chargement et le déchargement, la remise à domicile. Or, il s'en faut bien que ces élémens divers subissent les mêmes influences et suivent les mêmes lois. De là des inégalités apparentes, des anomalies singulières, dans la lutte engagée entre les chemins de fer et les canaux, irrégularités, anomalies dont il faut se rendre compte, si l'on veut mettre entre les faits cette concordance qui seule en rend le témoignage concluant.

Si l'on devait s'en rapporter aux seules données théoriques, la question qui nous occupe serait bientôt résolue. On prouverait, par des calculs mathématiques, qu'une force égale entraîne une charge bien plus considérable sur une voie d'eau que sur des lignes de fer. Ces calculs, nous le savons, ne valent pas les leçons de l'expérience. Toutefois, sans leur accorder une importance décisive, il est permis de les prendre comme point de départ, et il est bon, dans tous les cas, de connaître, au moins par approximation, les conditions différentes de la traction dans les deux modes que l'on compare. Voici comment M. Cordier déterminait ces conditions dans un ouvrage publié en 1830 (1), le premier dans lequel ait été produite en France l'opinion de la supériorité absolue des chemins de fer sur les canaux.

(1) *Considérations sur les Chemins de fer*, par M. J. Cordier, inspecteur divisionnaire des ponts-et-chaussées.

VITESSE PAR HEURE.	EFFET UTILE DE LA FORCE D'UN CHEVAL SUR UN CANAL.	SUR UN CHEMIN DE FER DE NIVEAU.
4,000 mètres.	48 tonnes.	13 tonnes.
8,000	6	6,30
12,000	1,77	4,20
16,000	0,75	3,10

N'examinons pas jusqu'à quel point ces données sont exactes; un à peu près nous suffit, et, en les empruntant à un ouvrage où s'annoncent des idées opposées aux nôtres, nous ne serons pas suspect de les avoir choisies pour notre usage.

En suivant les indications de ce tableau, on trouverait donc que, pour une petite vitesse de 4 kilomètres à l'heure, une force égale obtiendrait des résultats beaucoup plus grands sur un canal que sur un chemin de fer; le rapport serait de 48 à 13. Pour des vitesses plus grandes, le rapport changerait à tel point, que le chemin de fer l'emporterait à son tour : ce qui s'explique par la différence des résistances de l'air et de l'eau. Mais il est bon de remarquer que les petites vitesses conviennent aux canaux, tant parce que leur constitution s'en accommode que parce que les marchandises qu'ils transportent ne demandent pas une locomotion rapide, tandis que les chemins de fer sont spécialement consacrés aux transports accélérés; et quand même la nature de leur service ne les inviterait pas à adopter les grandes vitesses, la rigidité de leur structure leur en ferait une loi, car une marche plus lente y produirait aussitôt l'encombrement. Aussi peut-on dire que, si la vitesse naturelle des bateaux sur les voies navigables est de 4 kilomètres à l'heure (1), celle des convois de marchandises sur les chemins de fer est d'au moins 16 kilomètres, comme elle a été généralement réglée jusqu'à présent : d'où il suit que la charge d'un cheval, qui serait, dans le premier cas, de 48 tonnes, ne serait plus, dans le second, que de 3 et 1/10e, c'est-à-dire plus de quinze fois moins forte. Ce qui augmente encore cette inégalité déjà si grande, c'est le poids relatif des véhicules; car un convoi de wagons, avec sa locomotive et son tender, pèse incomparablement plus qu'un bateau portant une charge égale. Ajoutons que, dans le tableau qui précède, on suppose un chemin de fer de niveau, ce qui ne s'est pas

(1) Elle n'est même que de 3 kilomètres à 3 1/4. Aussi la charge qu'un cheval traîne sur un canal est-elle généralement plus forte que celle qui est indiquée sur le tableau.

encore vu et ne se verra peut-être jamais, tandis que la ligne d'un canal, nous ne parlons pas des rivières, est toujours et nécessairement de niveau.

Avec de telles différences dans l'effort de la traction, il est difficile de comprendre que le transport puisse s'effectuer aussi économiquement sur un chemin de fer que sur un canal. Comment donc est-on parvenu à se faire illusion sur ce sujet au point de croire que le premier puisse lutter à conditions égales, ou même avec des conditions plus favorables? Comment se fait-il surtout que certains faits, en petit nombre il est vrai, mais constans, semblent confirmer cette étrange croyance? C'est précisément parce que le prix du transport, dans tous les modes possibles de communication, se compose, comme nous le disions tout à l'heure, d'élémens divers; c'est parce que ces élémens ne sont pas sujets aux mêmes lois, qu'il s'y rencontre des inégalités indépendantes de la supériorité absolue du mode de transport, et que ces inégalités, quand on ne s'en rend pas compte, autorisent parfois les hypothèses les plus absurdes. C'est en outre qu'on a abusé des contradictions apparentes de certains faits mal examinés, mal compris. C'est enfin qu'on a profité de la confusion que ces contradictions font naître pour substituer aux simples indications de l'expérience des combinaisons captieuses, des calculs factices, qui semblent parfois mettre la raison même en défaut.

Nous n'avons qu'un seul moyen d'éviter à cet égard toute confusion, et de faire jaillir des faits les lumières qu'ils recèlent : c'est de considérer séparément chacun des élémens constitutifs des prix du transport. Qu'on nous pardonne l'aridité de quelques détails en faveur de l'importance du sujet. Dans l'avenir comme dans le présent, de grands intérêts s'attachent à la solution de ces questions.

II. — DU PÉAGE.

Suivant ce que nous avons dit précédemment, le péage ne serait pas dû pour les voies navigables, en ce que la dépense de leur construction et de leur entretien serait déjà compensée par les services qu'elles rendent à d'autres titres. Supposons toutefois que ce péage soit dû, puisqu'aussi bien on l'exige dans certains cas, et voyons quelles sont les lois qui le régissent.

Puisqu'il est destiné à couvrir l'intérêt d'une somme fixe, une fois déboursée pour l'établissement de la voie, et la dépense annuelle de l'entretien, qui ne change guère, on voit que, pour répondre à son

objet, le péage doit produire annuellement une somme fixe, invariable. Supposons, par exemple, un canal dont la construction ait coûté 200,000 francs par kilomètre, et dont l'entretien exige, pour la même longueur, une dépense moyenne annuelle de 2,000 francs. En ajoutant à cette dernière somme l'intérêt à 5 pour 100 des capitaux engagés, on trouvera que la voie doit rapporter, à titre de péage, 12,000 francs par kilomètre et par an. Par un calcul semblable, on pourrait établir que pour un chemin de fer ce produit doit s'élever, par exemple, à 20,000. Ces données, une fois établies, demeureront d'ailleurs constantes, quoi qu'il arrive, puisque le point de départ ne change pas, c'est-à-dire, en d'autres termes, que pour que la construction et l'exploitation de ces voies ne soient point une mauvaise opération financière, il faudra qu'en tout temps le montant des droits perçus à titre de péage sur les transports s'élève à ces chiffres invariables, de 20,000 francs par kilomètre et par an pour le chemin de fer, de 12,000 pour le canal. Nous laissons de côté la part des bénéfices, qui est arbitraire, qu'on élève ou qu'on abaisse selon les circonstances, et qui n'est pas un élément nécessaire de notre calcul.

De cette fixité nécessaire du produit total du péage, il résulte qu'il se répartit d'une manière très inégale sur les transports, selon que ces transports sont plus ou moins multipliés. En effet, une somme de 12,000 francs répartie sur une circulation moyenne de 100,000 tonnes supposerait, pour indemniser les propriétaires de la voie, un tarif de 12 centimes par tonne, tandis qu'avec une circulation double ce tarif se réduirait aussitôt de moitié. Cette considération montre combien on s'est trompé quand on a voulu déterminer d'une manière générale le montant des droits à percevoir à titre de péage, soit sur les chemins de fer, soit sur les canaux. Il n'y a point à cet égard de règle sûre, au moins point de principe absolu, puisque cela dépend de la somme totale des transports effectués. L'assiette du péage varie donc selon l'activité de la circulation, et à cet égard les différences sont telles d'une voie à l'autre, que, dans certains cas, un prélèvement de 2 centimes par kilomètre et par tonne serait largement rémunérateur, tandis qu'ailleurs un prélèvement de 10 centimes constituerait à peine, pour les propriétaires de la voie, une suffisante indemnité. Qui ne voit ici tout d'abord le principe et la cause de grandes inégalités dans les conditions d'exploitation? On s'explique déjà, pour peu qu'on réfléchisse, les anomalies dont nous parlions tout à l'heure. Vainement, en effet, un mode de transport serait-il foncièrement égal, ou

même supérieur à l'autre, si l'activité de la circulation ne permettait pas d'abaisser le tarif du péage au même niveau.

Il faut remarquer d'ailleurs que cette activité dépend à bien des égards de la situation, ce qui rend les anomalies dont nous parlons inévitables. On peut bien dire avec une certaine vérité, comme l'a fait tout récemment M. le ministre des travaux publics (1), que le bas prix des transports contribue à étendre la circulation en faisant naître pour ainsi dire les produits transportables. Rien de plus juste en thèse générale; mais cela n'est vrai que dans une certaine mesure, et, quoi qu'on fasse, l'influence des situations se fait toujours sentir. Pour faire comprendre l'étendue de cette influence et rendre sensibles les vérités que nous énonçons, nous citerons un grand exemple qui nous servira du reste à plusieurs fins. Comparons l'une à l'autre deux voies de communication fort connues, qu'on a souvent citées, en tirant de leur rivalité des conséquences bien contestables : nous voulons parler du chemin de fer de Saint-Étienne et du canal de Givors.

Le canal part des environs de Rive-de-Gier et s'avance de là, dans la direction de l'est, sur une longueur de 16 kilomètres. A son point de départ c'est une impasse, de l'autre côté il débouche dans le Rhône, en aval de Lyon. Comme les bateaux qui en sortent chargés de houille ne peuvent pas remonter le cours de ce fleuve, dont la rapidité est connue, le canal de Givors ne sert point à l'approvisionnement de Lyon. Il n'y servait pas même avant la construction du chemin de fer, et cette ville recevait alors les houilles de Saint-Étienne par les routes ordinaires. Les provenances du canal ne vont donc pas au-delà de la vallée du Rhône; elles ne l'approvisionnent même pas tout entière, car elles ne tardent point à y rencontrer la concurrence des mines de la Grand'Combe, qui, grace à de belles voies de communication établies pour leur usage, exploitent avec avantage le bas du fleuve, dont elles sont voisines, et approvisionnent nos ports du littoral. Voilà donc un débouché limité par la nature des choses, c'est une sorte d'impasse des deux côtés. Dans cette situation, le tonnage du canal est, autant que nous pouvons le savoir, d'environ 200,000 tonnes par an.

La position du chemin de fer est tout autre. Son point de départ est à Saint-Étienne; il se dirige de là sur Rive-de-Gier, où il rencontre le canal; il le suit parallèlement jusqu'à la jonction du Rhône. Là,

(1) Discussion, à la chambre des pairs, de la loi relative au rachat des actions de jouissance des canaux.

pendant que les provenances du canal suivent le cours du fleuve vers le midi, le chemin de fer remonte vers le nord jusqu'à Lyon. A lui, et à lui seul, appartient donc d'abord l'approvisionnement de cette grande ville et de ses dépendances. A Lyon, les provenances du chemin de fer sont versées dans la Saône, fleuve tranquille et lent, qu'elles remontent sans peine et dont elles approvisionnent tout le bassin. De la Saône, elles passent ou dans le canal de Bourgogne, qui revient vers le centre de la France en traversant toute la riche province dont il porte le nom, ou dans le canal du Rhône au Rhin, qui s'incline vers l'est. Par cette dernière voie, elles vont approvisionner Mulhouse et l'industrieuse Alsace. A ce point, les débouchés du canal et ceux du chemin de fer ne sont déjà plus comparables; ce n'est pourtant encore, par rapport à ce dernier, qu'une branche de son exploitation.

En retour de la ligne que nous venons de parcourir, le chemin de fer ne s'arrête point à Saint-Étienne; il se prolonge en arrière vers la Loire, qu'il va toucher en deux endroits, à Andrezieux et à Roanne. Les houilles expédiées dans cette direction sont donc versées dans la Loire, bien près de la source du fleuve, dont elles peuvent parcourir dans toute son étendue et à la descente l'immense bassin. De ce côté, elles rencontrent, il est vrai, quelques concurrences, mais presque toujours locales, et dont elles triompheraient facilement grace à leur excellente qualité et à leur prix, si le chemin de fer ne les grevait, dès leur départ, de frais de transport considérables. De la Loire, elles peuvent entrer dans les divers canaux qui, au nombre de quatre, coupent la partie centrale de la France, savoir : le canal du Centre, ceux du Nivernais, de Briare et d'Orléans; enfin, soit par ces derniers canaux, soit par le canal de Bourgogne, elles viennent approvisionner, outre les points intermédiaires, la vallée de l'Yonne, la vallée de la Seine et Paris.

Nous n'avons pas besoin de faire ressortir l'importance et l'étendue de cette exploitation, surtout rapprochée de l'exploitation du canal de Givors. Il y a là une disproportion qui frappe les yeux. Eh bien! ce n'est pas tout. Avec cette supériorité déjà si évidente de position, le chemin de fer peut encore disputer au canal le débouché qui lui est propre sans que l'avantage soit réciproque. En effet, ce dernier n'entre en communication, nous l'avons vu, ni avec la Saône ni avec la Loire : aussi les régions de l'est, du nord et de l'ouest de la France lui sont comme interdites. Toute son activité est tournée vers le midi par sa communication avec le Rhône. Le chemin de fer, au

contraire, touche ce fleuve comme le canal et au même point, d'où il suit qu'il peut lui disputer encore l'unique débouché dont il jouit.

Si l'on considère attentivement cette position du chemin de fer de Saint-Étienne, on trouvera peut-être qu'elle est sans égale dans le monde. De la crête élevée qu'il occupe, il commande et relie entre elles nos principales voies de communication vers le nord et le midi. Traversant un bassin houiller d'une grande richesse, au centre d'un grand pays qu'on peut dire généralement affamé de houille, il tient pour ainsi dire à son service, pour distribuer ce produit sur la surface du territoire, tous nos beaux fleuves, la Garonne exceptée, et tous nos principaux canaux. A l'est, il répand ses produits jusqu'à la rencontre des houilles prussiennes de Sarrebruck, qui paient un droit à la frontière, et pour lesquelles il n'existe jusqu'ici d'autre moyen de transport que le charroi. Au nord, son débouché n'est limité que par la concurrence des charbons de Mons et de Valenciennes; à l'ouest, malgré quelques concurrences locales, sa circulation n'est vraiment bornée que par la concurrence des charbons anglais, qui approvisionnent nos ports; enfin, au midi, il tient à son service le Rhône, qui porte ses produits jusqu'à la mer : position vraiment unique, à laquelle on ne peut pas même comparer celle des chemins de fer ou des canaux qui portent les riches produits des houillères anglaises à l'Océan pour les répandre de là sur les deux mondes!

Dans cette position, le chemin de fer de Saint-Étienne met en circulation environ 650,000 tonnes par an (1). Pour un chemin de fer c'est énorme, et on a remarqué avec raison qu'il n'y en a pas un seul en Europe qui soit autant chargé. Relativement à la situation, c'est excessivement peu. Aussi croyons-nous que l'on a fait une grande faute en établissant là, au lieu d'un bon canal qui eût suffi à l'immense circulation que la position prescrit, un chemin de fer qui déjà faiblit sous le poids de sa tâche et ne la remplira jamais qu'à demi.

Quoi qu'il en soit, on voit qu'ici la position commande pour ainsi dire une circulation considérable, tandis que celle du canal de Givors est nécessairement plus bornée, puisqu'elle n'affecte qu'une seule des branches que le chemin de fer exploite (2). Dès-lors il y a une inéga-

(1) 330,223 tonnes pendant le deuxième trimestre de 1844. (Compte rendu du 20 décembre 1844.)

(2) En comparant ces situations si différentes, on a quelque peine à comprendre l'étrange conception du canal de Givors. Les anciens disaient, en parlant de la ville qui s'appelle aujourd'hui Scutari, que c'était la ville des aveugles, parce que ceux

lité nécessaire dans le tonnage des deux voies, et par suite des conditions très différentes pour le péage.

Prenons les chiffres tels qu'ils sont. Le tonnage du chemin de fer étant donc de 650,000 tonnes (et nous faisons volontairement abstraction des voyageurs), et l'intérêt de la mise de fonds ainsi que l'entretien de la voie exigeant par hypothèse un prélèvement total de 20,000 francs par kilomètre, on voit que le droit à percevoir à titre de péage n'est que de 3 centimes par kilomètre et par tonne, tandis que le canal de Givors ne transportant que 200,000 tonnes, il est clair que, pour obtenir la somme de 12,000 francs qui forme le montant présumé des intérêts de la mise de fonds et de l'entretien de la voie, il ne peut pas, sans se constituer en perte, abaisser le chiffre du péage au-dessous de 6 centimes par kilomètre et par tonne. Telle est l'inégalité de taxation que la situation seule commande sans que le mérite propre de chacune des deux voies puisse l'effacer. De là plusieurs conséquences fort importantes.

Et d'abord, quant au fait particulier dont il s'agit, on voit que, bien examiné, il conduit à des conclusions diamétralement contraires à celles qu'on en a tirées précédemment. On a dit : Le chemin de Saint-Étienne a forcé le canal de Givors à baisser ses tarifs, il a réduit presque à rien ses bénéfices; donc le chemin est supérieur au canal. Eh bien! supposez seulement les deux voies égales en puissance, qu'arrivera-t-il? C'est que le chemin de fer pouvant, grace aux immenses débouchés qui lui sont propres et que son rival ne peut pas lui disputer, se contenter d'un péage beaucoup moindre, la lutte serait déjà par cela seul fort inégale. En outre, comme le premier pourrait encore, sur la ligne unique où ils se rencontrent, s'imposer momentanément quelques sacrifices sans cesser de réaliser des bénéfices dans d'autres directions, tandis que les pertes sur le canal seraient sans compensation possible, il est évident que le chemin de fer attirerait à lui sans grand effort tout ce qui reste à la circulation de son rival. Si le canal de Givors se soutient néanmoins dans une situation

qui la fondèrent, étant arrivés sur les rives du Bosphore, et ayant devant eux l'admirable position où s'élève Constantinople, ne la virent pas, ou la négligèrent, pour aller s'établir, à peu de distance de là, sur un rivage perdu. On pourrait en dire autant de ceux qui entreprirent le canal de Givors. Ils avaient sous les yeux la plus belle position du monde, et se placèrent à côté dans un cul-de-sac. Il est juste de dire pourtant qu'à l'époque où le canal de Givors fut construit, la position n'était pas ce qu'elle est devenue dans la suite, parce que les communications vers l'est, le nord et l'ouest n'étaient pas encore bien établies.

si défavorable, ce ne peut être qu'en raison de l'extrême supériorité qu'il a d'ailleurs comme moyen de transport. C'est qu'il compense par le plus bas prix de la locomotion la surélévation nécessaire de son péage. Changez les positions, mettez le chemin de fer à la place du canal et le canal à la place du chemin de fer, et ce dernier ne transportera pas une tonne de charbon.

Quant aux conséquences générales qui découlent de ce rapprochement, tout le monde les a déjà comprises. C'est d'abord que le péage est un élément trop variable, trop subordonné à l'influence des positions, pour que l'on puisse en faire l'objet d'un calcul régulier; c'est, en outre, que l'intervention de cet élément dans la composition des prix suffit pour expliquer les inégalités, les anomalies singulières que l'on remarque dans la lutte engagée entre les chemins de fer et les canaux; c'est enfin que, si l'on veut déterminer d'une manière absolue les conditions de supériorité de l'un des deux modes de transport sur l'autre, il faut de toute nécessité faire abstraction de cet élément, dont les variations, pour ainsi dire capricieuses, mettraient en défaut tous les calculs.

Il faut pourtant bien, dira-t-on, en tenir compte, quand il se trouve, comme par exemple en Angleterre, que tous les canaux sont possédés par des compagnies qui les exploitent en vue d'un bénéfice. C'est qu'en effet le péage peut alors changer les conditions de la lutte en élevant les tarifs. Eh bien! quelle en est alors l'influence? Cette influence, répétons-le, est variable selon les positions. Il faut dire pourtant, et cette considération qui ne nous a point échappé est assez grave, que les chemins de fer ont toujours à cet égard un avantage qui frappe les yeux : c'est que, joignant au transport des marchandises celui des personnes, ils peuvent diviser pour ainsi dire le fardeau du péage entre les deux services, de manière à n'en laisser qu'une partie à la charge des marchandises.

Il y a plus : comme les chemins de fer n'ont pas en général, pour le transport des personnes, de concurrence à craindre, si la circulation des voyageurs devient assez active, rien n'empêche qu'ils ne reportent le péage tout entier sur cette seule partie du service, de manière à en exonérer complètement celle qui se rapporte aux marchandises. C'est même ce qui se pratique dans bien des cas, surtout en Angleterre. Cet avantage est réel, et il est grand : il suffirait pour rendre la lutte généralement impossible, si les canaux n'avaient pas à d'autres égards une supériorité marquée. Dans l'état présent des choses, il procure du moins aux chemins de fer une supériorité relative en certains

cas, c'est-à-dire là où la circulation des marchandises est bornée; mais les canaux conservent leurs avantages partout où cette circulation est assez active pour leur permettre au moins de répartir le péage sur un très grand nombre d'unités. Tout ceci ressortira, du reste, beaucoup mieux quand nous aurons déterminé les prix comparatifs du transport.

III. — DU TRANSPORT.

Il n'en est pas du prix du transport comme du péage. Bien qu'assurément l'exploitation d'une voie quelconque doive s'effectuer avec plus d'économie là où une circulation active fournit plus ordinairement des chargemens complets, comme les frais du transport se renouvellent à chaque opération, ils s'élèvent avec le tonnage, et il n'est plus possible de les amortir ou de les atténuer d'une manière indéfinie. C'est donc là une dépense qu'il est possible de déterminer d'une manière approximative pour les chemins de fer comme pour les canaux, et à cet égard une comparaison régulière est praticable.

Ce n'est pourtant pas à l'aide du calcul que l'on peut arriver à établir cette comparaison. Il y a dans toutes les entreprises industrielles, et particulièrement dans l'exploitation des voies de communication, une si grande part à faire à l'imprévu et aux inévitables irrégularités du service, qu'il est impossible de tout embrasser, de tout comprendre dans un compte fait *à priori*. On ne le peut pas même en se servant de quelques exemples, parce que les situations diffèrent, et que des calculs applicables à telle exploitation ne le sont pas à telle autre, fussent-elles voisines. Aussi les calculs qu'on a présentés sur ce sujet sont-ils en général fort peu concluans : ils le sont d'autant moins, que la plupart de ceux qui les ont dressés, agissant dans un esprit d'exagération systématique, ou se livrant aux caprices de leur imagination, ont tantôt dissimulé les dépenses en exagérant les produits, tantôt raisonné sur des hypothèses beaucoup plus que sur des réalités. Sans parler de quelques combinaisons fantastiques, qu'on a présentées comme des déductions solides, la plupart de ceux qui ont voulu établir par le calcul le plus bas prix possible du transport sur les chemins de fer se sont plu à rassembler par la pensée sur une seule ligne tous les avantages en quelque sorte épars sur plusieurs, oubliant que, dans tous les genres d'industrie, chaque établissement particulier a ses défauts et ses mérites, et que, s'il en est par hasard un qui réunisse tous les avantages possibles, celui-là fait exception.

A quoi bon, d'ailleurs, les calculs? Pourquoi s'égarer dans le dédale des chiffres, pour en tirer laborieusement des inductions suspectes, quand on a devant soi des élémens d'appréciation plus sûrs dans des faits visibles, constans? Des calculs! nous n'en demandons pas pour reconnaître et constater le prix effectif du transport sur les canaux; nous le prendrons tout simplement dans les tarifs de la batellerie. Il nous suffira de distraire de ces tarifs le montant du péage, et comme ce dernier est perçu par des mains différentes, sous le titre de droits de navigation, il nous sera très facile de faire la distinction. Eh bien! cette distinction, il n'est pas plus difficile de la faire pour les chemins de fer. C'est qu'en effet les compagnies qui les exploitent sont naturellement conduites, au moins dans le cas d'une concurrence réelle avec les voies navigables, à reporter le péage tout entier sur le service des voyageurs, de manière à en exonérer complètement le service des marchandises, en sorte que le tarif propre à ces dernières ne représente réellement que la dépense effective du transport. Ainsi, voulez-vous connaître le prix réel, sérieux, pratique, du transport des marchandises sur les chemins de fer: prenez tout simplement les tarifs de ceux qui sont concurrens des canaux. Il s'y trouve quelques inégalités, parce que les conditions d'exploitation ne sont pas partout les mêmes; mais, en prenant une moyenne, on ne peut manquer d'arriver à une appréciation exacte.

Nous savons bien que ce résultat sera nié par ceux même qui l'ont invoqué tant de fois à l'appui de leurs doctrines. Comme tout ceci n'a pas été jusqu'à présent bien expliqué, bien défini, on profite de l'espèce de confusion qui règne entre les divers élémens dont les tarifs se composent pour se faire du péage une sorte d'arme à deux tranchans. Veut-on prouver, en thèse générale, la supériorité des chemins de fer sur les canaux, on rappelle avec complaisance qu'ils réunissent deux services distincts, celui des personnes et celui des choses, et que, le premier suffisant en général à couvrir toutes les dépenses fixes, on peut exonérer de ces dépenses les marchandises. Vient-on ensuite à comparer en fait, terme à terme, les prix respectifs des chemins de fer et des canaux, on change de langage et on allègue que les tarifs des chemins de fer comprennent le péage, dont les canaux sont, à ce qu'on prétend, injustement exemptés. Il faut pourtant choisir : ou bien cette faculté de reporter les dépenses fixes sur le compte des voyageurs n'est pas réelle, et il faut alors renoncer à s'en prévaloir comme d'un argument favorable, ou bien elle existe en effet, sans que rien empêche les compagnies d'en faire usage, et dans ce cas il

faut convenir que les tarifs des chemins de fer pour les marchandises sont la mesure exacte du prix du transport.

Entre ces deux hypothèses, le choix ne saurait d'ailleurs être un instant douteux. Il est évident que toute compagnie qui, pouvant couvrir ses dépenses fixes avec la recette effectuée sur les voyageurs, se trouvera pour les marchandises en concurrence avec une voie navigable, sera naturellement, nécessairement amenée, par la seule considération de son intérêt bien entendu, à ne tenir compte pour les marchandises que de la dépense effective du transport. Le simple bon sens le veut ainsi; puisqu'en effet les autres dépenses étant déjà couvertes, tout ce que cette compagnie percevra sur les marchandises en sus du prix du transport augmentera d'autant ses bénéfices nets. Nul doute que les choses ne se passent ainsi dans la pratique, surtout en Angleterre, où la concurrence entre les chemins de fer et les canaux est générale. Aussi peut-on dire hardiment que les prix portés sur les tarifs pour les marchandises ne représentent que la dépense pure et simple du transport.

Eh bien! en consultant ces tarifs, que trouvons-nous? Il existe en Angleterre quelques compagnies qui, plus favorisées que les autres, soit par l'excellent établissement de leur voie et son heureuse direction, soit par la nature des marchandises qui font l'objet ordinaire de leur trafic, ont pu abaisser leurs tarifs jusqu'à 6 centimes 1/4 ou 6 1/2. Ces compagnies sont en petit nombre; on les cite, et, à vrai dire, ce sont des exceptions. Voilà donc jusqu'ici l'extrême limite, le dernier terme du bas prix auquel on ait pu parvenir, non pas sur les chemins de fer en général, mais en Angleterre seulement et sur quelques chemins de fer privilégiés. Encore faut-il s'entendre. Même dans ces cas particuliers, ce prix n'est applicable qu'à la houille, qui est, de toutes les marchandises, la plus commode pour la manutention, et à tous égards la plus favorable à l'exploitation économique des chemins de fer. Pour toutes les autres, les tarifs sont maintenus plus haut : ainsi, 9 centimes pour les fontes; 10, 12 centimes et plus pour le reste. Si nous fixons donc la moyenne de la dépense effective du transport en Angleterre à 7 centimes par tonne pour quelques chemins privilégiés, à 8 centimes pour le grand nombre, il nous semble que, loin d'exagérer cette moyenne, nous faisons au contraire à ceux dont nous combattons les doctrines une assez large concession; bien entendu que nous n'appliquons ceci qu'à l'Angleterre, en faisant cette remarque que si, dans ce pays, l'établissement des chemins de fer a généralement coûté plus qu'ailleurs, l'exploitation en est plus économique, tant parce que

les lignes y sont construites suivant les données les plus rigoureuses de l'art, que parce que le charbon, le fer, la fonte, la construction et la réparation des appareils mécaniques y sont à plus bas prix que dans le reste de l'Europe.

Voyons maintenant ce qui se passe en Belgique.

En faisant, d'après les documens officiels, le relevé par classes des marchandises transportées dans ces dernières années par le chemin de fer belge, et en appliquant à ces données les prix portés sur les tarifs, on trouve, par un calcul assez simple que nous jugeons inutile de reproduire ici (1), que la moyenne du prix du transport est d'environ 11 centimes par kilomètre et par tonne. Ce n'est pourtant pas cette moyenne que nous adopterons. Le tarif belge s'applique en effet d'une manière assez inégale; il faut d'abord se rendre compte de ces inégalités.

Voici un tableau que nous avons dressé à l'aide d'un tarif pris, en 1843, à la station d'Anvers. Ce n'est qu'un extrait, mais suffisant pour rendre compte de toute l'économie du tarif et des différentes vues dont il offre l'application. Nous avons reproduit exactement dans une première partie du tableau les prix tels qu'ils sont indiqués sur le document originaire, c'est-à-dire de station à station, et par 100 kilogrammes. Dans une seconde partie du même tableau, en ajoutant une colonne pour indiquer les distances, nous avons ramené les prix à la tarification par kilomètre et par tonne.

EXTRAIT DU TARIF BELGE.

STATION D'ANVERS.

STATIONS.	DISTANCES.	MARCHANDISES DE ROULAGE LES 100 KILOGRAMMES. 1re classe.	2e classe.	3e classe.	ARTICLES de MESSAGERIES.
D'Anvers à Malines... (2)	»	25 c.	40 c.	50 c.	1,25 c.
— à Termonde.	»	45	70	90	2,25
— à Courtray..	»	1,05	1,60	2,10	5,25
— à Liége.....	»	1,25	1,90	2,50	6,25
		PAR KILOMÈTRE ET PAR TONNE.			
D'Anvers à Malines...	25 kil. 500	10 c.	16 c.	20 c.	49 c.
— à Termonde.	52	8,6	13,4	17,3	43
— à Courtray..	124 500	8,4	12,8	16,8	42
— à Liége.....	120	10,4	15,8	20,8	52

(1) On trouve le détail de ce calcul dans l'ouvrage de M. Collignon.

(2) Ces prix ne comprennent que le transport de station à station; la remise à domicile est faite, selon la classe à laquelle la marchandise appartient, à raison de

On peut faire, sur l'examen seul de ce tableau si court, plusieurs observations importantes.

Il faut remarquer d'abord que nous y avons compris à dessein deux lignes distinctes, celle d'Anvers à Courtray par Malines et Termonde, et celle d'Anvers à Liége, lignes placées dans des conditions fort différentes, en ce que la première est, dans toute son étendue, accolée à une voie navigable, tandis que la seconde est au contraire isolée dans la plus grande partie de sa longueur et affranchie de toute concurrence. C'est la seule branche du chemin belge qui soit dans ce cas.

Sur la première ligne, celle d'Anvers à Courtray, nous voyons que les prix baissent proportionnellement à mesure que les distances deviennent plus grandes. Ainsi le tarif, qui est de 10 c. par kilomètre et par tonne d'Anvers à Malines, n'est plus que de 8 c. 4 d'Anvers à Courtray. C'est qu'en effet on a trouvé, ce qu'il est facile de comprendre, que les voyages à courtes distances sont proportionnellement plus dispendieux pour le chemin de fer que les voyages plus longs; il était juste de tenir compte de cette différence. Le prix de 8 c. 4, porté pour le voyage d'Anvers à Courtray est, du reste, le chiffre le plus bas du tarif normal. Nous verrons bientôt les exceptions.

Quant à la seconde ligne, celle de Liége, le tarif est beaucoup plus élevé. Quoique la distance soit à peu près la même que celle d'Anvers à Courtray, il y a une différence de 2 centimes par kilomètre et par tonne. D'où vient cette différence? Rien de plus simple : elle vient précisément de ce que la ligne de Liége est isolée et n'a pas de concurrence à craindre, tandis que l'autre, celle de Courtray, a besoin, pour conserver un tonnage tel quel, de se rapprocher autant que possible des tarifs des canaux concurrens.

On a écrit et répété, avec une assurance qui nous étonne, que le chemin de fer belge ne pouvait pas être pris pour exemple, que le gouvernement, qui en est propriétaire et qui le dirige, n'avait pas voulu le faire entrer en lutte avec les canaux; que, trouvant les canaux établis et voulant les utiliser, puisqu'ils existent, il les avait volontairement ménagés par les graduations arbitraires de ses tarifs. Voilà pourtant jusqu'où peut aller dans le champ des hypothèses une imagination complaisante et facile! Sur le seul examen de ce qui précède, on peut reconnaître d'abord qu'il n'y a rien d'arbitraire dans le tarif belge : il est au contraire parfaitement raisonné et très logique; mais

25, 30 et 35 centimes les 100 kilogrammes, soit 2 fr. 50 cent., 3 fr. et 3 fr. 50 cent. la tonne.

on voit en même temps que les combinaisons en sont dirigées dans un esprit tout différent de celui qu'on imagine. Si le gouvernement belge avait eu la pensée qu'on lui prête, il eût élevé le tarif sur la ligne d'Anvers à Courtray, concurrente d'une ligne navigable, tandis qu'il l'eût abaissé sur celle d'Anvers à Liége, où il n'existe pas de canaux, et il a fait précisément tout le contraire. C'est qu'en effet, par les graduations non arbitraires, mais très raisonnées, très conséquentes de son tarif, il a eu pour but de ménager le chemin de fer dans la lutte fort inégale qu'il avait à soutenir contre les canaux pour le transport des marchandises pesantes. Oui, le gouvernement belge a subordonné les tarifs du chemin de fer à l'existence des canaux, mais ce n'est pas en vue de ménager ces derniers, qui n'avaient pas besoin, et l'expérience le prouve, de tels ménagemens. Il l'a fait uniquement pour attirer autant que possible au chemin de fer quelque chose de l'énorme clientelle de ses rivaux. C'est pour atteindre ce but qu'il a abaissé les tarifs jusqu'aux dernières limites du possible là où la concurrence existe, sauf à se dédommager ailleurs.

Le plus bas prix normal du tarif belge est donc de 8 c. 4. Quant aux exceptions ou restrictions, les voici :

Il est entendu d'abord que les prix ci-dessus, bien que fixés par 100 kilog., ne sont applicables qu'à des chargemens entiers de vagons, de 4,000 à 4,500 kilog. Toutefois, les marchandises pesant moins de 4,000 k. et plus de 500 sont admises aux mêmes prix, mais avec cette restriction qu'elles ne seront expédiées qu'en dedans des trois jours, c'est-à-dire que l'administration se réserve dans ce cas la faculté de les faire servir, en temps utile, à compléter ses chargemens. Il est fait une remise de 10 pour 100 aux marchandises de la première classe quand elles sont expédiées par chargemens de 20 vagons et plus; la remise est de 20 pour 100 pour la houille et les fontes de fer en gueuses à transporter à 80 kilomètres et plus; elle est de 30 pour 100 pour l'exportation.

Dans tout l'ensemble de ce tarif aussi bien que dans chacune de ses dispositions, deux pensées se manifestent, à ce qu'il nous semble, d'une manière bien frappante et bien claire. La première, c'est de ne pas ménager les canaux, ou plutôt d'obtenir, à l'aide même de quelques sacrifices, que le chemin de fer participe au mouvement considérable qui les anime. C'est ainsi d'abord qu'on abaisse les tarifs sur les lignes qui leur sont parallèles en les relevant ailleurs; c'est encore ainsi qu'on accorde des remises pour les gros chargemens qui semblent appartenir plus particulièrement à la voie navigable; c'est dans

le même esprit enfin qu'on élève considérablement, ainsi qu'on peut le voir, le tarif pour les articles de messageries, qui ne reviennent jamais aux canaux. L'autre pensée, qui n'est pas moins saillante, c'est celle d'utiliser autant que possible le railway en lui attirant par des concessions les gros chargemens et les transports à longues distances, qui sont toujours les plus économiques. C'est après cela qu'on a pu dire que le gouvernement belge, par égard pour les voies navigables, ne cherchait pas assez à utiliser son railway. Nous demanderons ce qu'eût fait de plus une compagnie intelligente, intéressée, qui eût voulu engager avec les canaux une lutte sérieuse? Quant aux fortes remises que le chemin de fer accorde sur les marchandises destinées à l'exportation, elles appartiennent à un autre ordre d'idées; ce sont des sacrifices que le gouvernement s'impose pour favoriser l'exportation et le transit. Ces sacrifices n'ont jamais été d'ailleurs considérables, car les marchandises qui ont joui de ce privilége ne forment que 2 3/4 pour 100 du mouvement total, la plus grande masse des exportations ayant continué à se faire par les voies navigables.

Appuyés sur ce qui précède, et considérant d'autre part que le gouvernement belge ne tire de l'exploitation de son chemin de fer qu'un intérêt très modéré du capital, nous pouvons dire hardiment que la dépense effective du transport est sur ce chemin d'au moins 9 centimes par kilomètre et par tonne, et en vérité, en l'établissant à ce taux, nous faisons acte de grande modération. Cela ne veut pas dire que les transports ne puissent à la rigueur s'effectuer à un moindre prix dans certains cas particuliers, et que tel wagon, par exemple, qui vient fort à propos compléter un convoi, ne puisse être ajouté à moins de frais à la masse totale; mais cela veut dire que, sur l'ensemble, avec 9 centimes par kilomètre et par tonne, le chemin belge ferait à peine ses frais.

Que dirons-nous maintenant pour la France? Il est évident d'abord que le service ne saurait, toutes circonstances égales d'ailleurs, s'y effectuer aux mêmes conditions qu'en Angleterre ou en Belgique, puisqu'en effet tous les matériaux dont les chemins de fer se servent, les machines qu'ils emploient et le charbon qu'ils consomment, y sont à plus haut prix. Malheureusement les faits nous manquent ici pour asseoir une base, car, outre que les chemins français sont encore en petit nombre, nous n'en connaissons aucun qui se trouve, quelques suppositions que l'on ait faites à cet égard, en concurrence réelle, en concurrence réglée avec une voie navigable.

S'il est en France un fait que l'on puisse prendre, non comme base,

mais comme point de départ d'une appréciation, c'est le prix de revient, assez bien constaté et connu, du transport des marchandises sur le chemin de Saint-Étienne. On l'a établi, d'après les comptes-rendus de la compagnie, à environ 8 centimes par tonne, non compris l'intérêt du matériel roulant. Quoique ce chiffre nous paraisse un peu trop faible, nous l'acceptons pourtant; mais il faut dire, malgré toutes les assertions contraires, que c'est là un prix de revient *exceptionnellement bas*, et auquel nul autre chemin de fer en France ne pourra prétendre.

On parle des inconvéniens particuliers au chemin de Saint-Étienne, du peu de largeur de ses entre-voies, de la raideur de ses courbes, de l'imperfection de son matériel (aujourd'hui réparée) et de ce qui lui reste encore de son ancienne méthode de traction par chevaux. Tous ces inconvéniens sont réels, bien qu'on les exagère; cependant on ne prend pas garde qu'ils affectent beaucoup moins le transport des marchandises que celui des personnes. Qu'importe la largeur des entre-voies, qu'importe aussi la raideur des courbes, avec les petites vitesses que les marchandises demandent? Et quant à la traction par chevaux, il n'est pas bien sûr que pour les petites distances où elle était particulièrement employée, elle revînt à plus haut prix que la traction par les locomotives. A d'autres égards, quels avantages ce chemin n'a-t-il pas sur tous les autres? D'abord l'extraordinaire importance de son trafic, qui tient à sa position particulière et qui sera difficilement égalée, circonstance qui seule lui assure une économie relative considérable. Ensuite la nature même de ce trafic, qui consiste pour la plus grande partie en transport de charbon (1), avantage immense, inappréciable, et que rien ne peut compenser ailleurs. Qui n'a remarqué, en effet, que lorsque l'on cite de temps à autre un chemin de fer comme exemple de l'abaissement possible des tarifs, c'est toujours sur la houille que la baisse porte, c'est toujours d'un chemin houiller qu'il s'agit? C'est qu'en effet, outre que le charbon est, de toutes les marchandises que les chemins de fer transportent, la plus commode, la plus maniable, la plus facile à arrimer, à charger et à décharger (surtout quand on en fait un trafic habituel et que les wagons sont disposés en conséquence), c'est encore de toutes les marchandises celle qui fournit, lorsqu'elle abonde comme dans le cas

(1) Sur 330,223 tonnes de marchandises transportées dans le deuxième semestre de 1844, on a compté 274,154 tonnes de charbon et coke. La proportion était encore plus considérable dans le semestre correspondant de 1843.

présent, le trafic le plus régulier, le plus égal, le plus constant, le plus propre enfin à assurer pour chaque jour le mouvement de la veille, et pour chaque convoi un chargement complet. A tant d'avantages que la plupart des chemins houillers ne possèdent pas au même degré que celui de Saint-Étienne, ajoutez celui non moins précieux de traverser le bassin houiller dans toute son étendue, et d'être en contact direct avec la plupart des mines par de petits embranchemens. Aucun chemin français, disons-le hautement, ne peut prétendre à de tels avantages : aussi les prix seront-ils partout ailleurs beaucoup plus élevés.

Tout bien considéré, nous ne croyons pas que la dépense effective du transport sur les chemins français s'éloigne beaucoup de 10 centimes en moyenne. Ainsi, en Angleterre, 7 centimes pour quelques lignes particulières, c'est-à-dire pour les chemins houillers, 8 centimes au moins pour les autres; en Belgique, 9 centimes pour l'ensemble du réseau; en France, de 9 à 10, en se rapprochant beaucoup de ce dernier chiffre : voilà les prix réels, effectifs, déduction faite du péage.

Voyons maintenant quels sont les prix correspondans des canaux. On peut s'en faire une idée juste par le seul examen du tableau suivant, qui offre le relevé des tarifs pour les principales lignes de navigation aboutissant à Paris.

INDICATION DES LIGNES.	FRET TOTAL PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.	DÉCOMPOSITION DU FRET.	
		DROITS DE NAVIGATION.	TRANSPORT.
Ligne du nord.	fr.	fr.	fr.
De la frontière belge à Paris.....	0,0399	0,0175	0,0224
De Dunkerque à Paris.....	0,0438	0,0175	0,0263
Lignes de Lyon à Paris.			
1° Par le canal de Bourgogne.....	0,0541	0,0191	0,0363
2° Par le canal du Centre et le canal latéral.....	0,0826	0,0516	0,0300
Ligne de Roanne à Paris.....	0,0631	0,0308	0,0323
Canal de l'Ourcq... Bois.....	0,0631	0,0394	0,0237
Canal de l'Ourcq... Pavés.....	0,0311	0,0125	0,0186
Seine à la remonte.....	0,0504	0,0029	0,0475

Nous n'aurons à faire que quelques observations sur ce tableau. Écartant le prix du transport sur la Seine, qui ne saurait être pris en considération, nous trouvons une moyenne d'environ 3 centimes; mais il est bon de remarquer que pas une des lignes indiquées ci-dessus, si ce n'est peut-être la petite ligne du canal de l'Ourcq, n'est

absolument complète. On sait, par exemple, que, dans leur voyage de Lyon à Paris, par le canal de Bourgogne, les bateaux éprouvent de graves interruptions sur l'Yonne, où ils sont obligés de se débarrasser d'une partie de leur chargement et de prendre des alléges. Ailleurs ce sont des inconvéniens d'une autre sorte. On croit qu'il en est autrement de la ligne du nord, et on a dit, en parlant de cette ligne, que la navigation y est irréprochable. Si l'on parle du service de la batellerie, nous conviendrons qu'il s'y fait bien, que les entrepreneurs du transport par eau y font à peu près tout ce qu'on peut attendre d'eux, sans qu'il y ait pourtant rien d'exceptionnel, ni surtout rien d'artificiel dans leur manière d'opérer; mais quant à la voie d'eau considérée en elle-même, il s'en faut bien qu'elle soit irréprochable. Elle ne le serait qu'autant qu'on aurait exécuté le canal projeté de Pontoise à Saint-Denis. Jusqu'ici les bateaux venant du nord sont obligés de se livrer, de Pontoise jusqu'à Saint-Denis, à la navigation tourmentée de la Seine, non sans danger pour eux et pour les marchandises qu'ils portent. L'inconvénient est d'autant plus grave que ces bateaux ne sont pas construits pour ce genre de navigation. C'est là une véritable lacune dans la voie navigable du nord, et cette seule circonstance grève le transport d'au moins 2 francs par tonne. On voit donc que les prix ci-dessus, quoique déjà fort modérés, ne sont pas encore les prix réels, les prix définitifs de la voie d'eau, et que celle-ci, une fois débarrassée de ses entraves, effectuera sans peine les transports à 2 centimes 1/2 au plus. Et qu'on ne dise pas que les entraves, les inconvéniens que nous signalons ici, sont de l'ordre de ceux dont nous parlions plus haut, qui tiennent à la nature des choses, et qu'on retrouve partout, sur les chemins de fer comme ailleurs. Non; ce sont de véritables lacunes, semblables à celles que l'on signale, par exemple, avec raison, sur la ligne de fer de Strasbourg à Bâle, et qui attestent seulement un travail inachevé. Ces lacunes disparaîtront sans aucun doute. L'Yonne sera améliorée et mise en harmonie avec le reste de la voie dont elle fait partie, et quant à la ligne du nord, elle recevra tôt ou tard son complément nécessaire dans un canal de Pontoise à Saint-Denis, à moins que les améliorations projetées sur la Seine ne rendent ce complément inutile.

Ainsi, 2 centimes 1/2 par kilomètre et par tonne pour les canaux, de 9 à 10 centimes pour les chemins de fer : voilà les termes réels de la comparaison à établir entre les deux modes de transport. Tel est le rapport véritable, déduit, non de calculs abstraits, de raisonnemens théoriques, mais des données positives que la pratique fournit.

Si l'on voulait à toute force opposer aux faits réels, aux données de la pratique, des calculs abstraits, qu'on sache bien que nous pourrions à notre tour produire des calculs semblables. On prouverait par des chiffres que les chemins de fer sont en mesure de transporter les marchandises à raison de 6 centimes et moins; nous prouverions à notre tour, par des chiffres aussi admissibles, aussi concluans, que les canaux peuvent effectuer ces mêmes transports pour moitié des prix qu'on vient de voir. Nos calculs, et nous le déclarons d'avance, quelque rigoureux qu'ils parussent et qu'ils fussent en effet, seraient au fond entachés d'erreur, parce qu'ils ne tiendraient pas toujours compte des faux frais, des non-valeurs, des interruptions de services, de ces mille incidens de la pratique, que la pratique seule révèle; mais ils vaudraient tout juste autant que ceux qu'on nous oppose. Bien plus, ils se justifieraient par des faits, car les prix ci-dessus, qu'on le sache bien, ne s'appliquent qu'à un trafic régulier, à un service de transport suivi, et si nous voulions sortir de cet ordre normal de faits, nous trouverions ailleurs des prix d'occasion incomparablement plus bas. Ainsi ces mêmes bateaux qui naviguent, à la demande du commerce, aux prix stables qu'on vient de voir, vont souvent, dans les intervalles de temps que cette navigation régulière leur laisse, utiliser leurs chômages accidentels en s'offrant pour transporter, à des distances plus ou moins grandes, des matières de peu de valeur, comme du sable, du gravier, du fumier, de la marne, à des prix considérablement réduits; mais ce n'est pas sur ces faits accidentels qu'une appréciation doit s'établir.

S'il en est ainsi, dit à ce propos un des hommes dont nous combattons les doctrines, s'il y a, en effet, une différence si notable entre le prix des canaux et celui des chemins fer, comment se fait-il que ces derniers aient jamais pu, lorsqu'ils se trouvaient en concurrence avec des voies navigables, transporter seulement une tonne de marchandise? Comment se fait-il, dirons-nous à notre tour, que le roulage même, dont les prix sont encore plus élevés, et qui ne compense guère cet inconvénient par d'autres avantages, n'ait jamais été entièrement dépouillé par les canaux? Cela vient de ce que toute espèce de transport ne convient pas à toute espèce de marchandise, de ce qu'il y a des matières qui redoutent le voisinage de l'eau, comme il en est d'autres qui l'appellent, de ce que certaines marchandises demandent un déplacement rapide, fût-il plus cher, tandis que pour d'autres un mode de transport plus lent serait encore préférable, même à prix égal. C'est qu'enfin les besoins sont divers, et qu'il faut aussi des moyens

divers pour y répondre. Et voilà précisément pourquoi les chemins de fer et les canaux sont loin de s'exclure; voilà pourquoi ces deux modes de transport peuvent et doivent exister concurremment, lorsque le mouvement des choses et des personnes est assez actif pour les alimenter l'un et l'autre. Voilà pourquoi un pays pourvu d'une population nombreuse et d'un commerce florissant n'est vraiment satisfait que lorsque ces deux agens de la circulation concourent à le servir.

IV. — DES FRAIS ACCESSOIRES.

La supériorité des voies navigables n'est pas moins sensible en ce qui concerne les frais accessoires dont il nous reste à parler. Pour le comprendre, il suffit de considérer les positions. Les voies navigables entrent dans les villes et les parcourent souvent dans leur longueur. On peut même dire qu'il n'y a guère de ville importante qui ne soit assise sur un cours d'eau, fleuve, rivière ou canal, plus ou moins accessible aux bateaux. C'est qu'en effet les voies d'eau appellent les populations sur leurs bords par les avantages de toute nature qu'elles leur offrent; aussi se trouvent-elles généralement en contact direct avec elles sur une grande partie de leur parcours. Il y a plus : au sein des villes, ce sont en général les établissemens industriels d'une certaine importance, et surtout ceux qui ont fréquemment à expédier ou à recevoir des marchandises pesantes, qui affectionnent les bords des voies d'eau et viennent s'y asseoir de préférence. Ils y sont doublement attirés et par le besoin d'avoir à leur portée l'eau, dont ils font ordinairement un grand usage, et par la facilité qu'ils y trouvent pour l'expédition et la réception des marchandises.

Ce qui est vrai dans l'intérieur des villes ne l'est pas moins au dehors. Voulez-vous voir et reconnaître le plus grand nombre possible des établissemens industriels d'un pays : suivez les voies d'eau, vous les verrez presque tous assis sur leurs rives. Que s'il en est qui s'en éloignent, c'est que des motifs particuliers et très graves les appellent dans certains endroits déterminés, ou qu'ils ne sont pas de nature à pouvoir être déplacés, comme, par exemple, les mines, qu'il faut bien prendre où elles se trouvent. Ainsi, soit dans les villes, soit au dehors, les voies navigables sont partout en contact direct non-seulement avec les populations groupées sur leurs rives, mais encore et surtout avec les établissemens industriels, points de départ ou lieux de destination des gros transports. Le chargement et le déchargement s'effectuent donc, dans le plus grand nombre des cas, à la porte même des usines.

De là quels avantages! Point de transport du lieu de la station au domicile, puisque le bateau même y vient : c'est une économie d'environ 3 francs par tonne à l'arrivée sur les petits comme sur les longs voyages, une économie à peu près égale au point de départ; voyez en outre quelle garantie pour le propriétaire, toujours maître de surveiller lui-même, quand il le faut, le déchargement de sa marchandise!

On a compris ces avantages, et il était difficile en effet de n'en être pas frappé; seulement on a cru qu'ils n'étaient que transitoires, qu'ils dérivaient uniquement de la longue existence des canaux, et que les chemins de fer les partageraient un jour. Avons-nous besoin de dire que c'est encore là une illusion que l'expérience doit dissiper? On a déjà compris que ce n'est pas uniquement comme moyens de transport que les voies d'eau attirent et les populations et les usines sur leurs rives; c'est encore comme aqueducs pour les premières, comme réservoirs d'eau pour les autres, et ce sont là des destinations que les chemins de fer n'ont pas, que nous sachions, la prétention de remplir. En mettant même cette considération à part, jamais les chemins de fer ne verront, comme les canaux, les établissemens industriels se ranger le long de leurs *francs bords*, par cette raison simple et décisive qu'ils n'ont pas de francs bords, et qu'ils ne sont abordables que dans les stations.

C'est ici un fait en apparence peu important, et dont cependant les conséquences sont graves. Une route ordinaire et un canal ont cela de commun qu'ils sont accessibles sur tous les points de leur parcours. La route a même cet avantage particulier qu'elle étend ses ramifications de toutes parts, à l'intérieur des villes comme au dehors, et qu'elle conduit partout à domicile, pénétrant même au besoin jusqu'au cœur des établissemens. Si le canal n'offre pas cette commodité, il est certain du moins que, sauf quelques exceptions assez rares, on peut entrer en communication avec lui en quelque lieu qu'on le rencontre, à moins que les règlemens de police ne s'y opposent. Un industriel peut donc établir sa maison, son usine, à portée d'un canal, partout où sa convenance l'exige, assuré qu'il est de jouir partout des avantages que ce voisinage promet. Il n'en est pas de même d'un chemin de fer : il n'est abordable, disons-nous, que dans les stations; ainsi le veulent la nature de son service et la rigidité de sa structure. De plus, dans les stations même, il n'est pas abordable ouvertement, directement, car c'est encore une des nécessités de son service que ces stations soient closes, ou du moins que les étrangers ne puissent y faire eux-mêmes

leurs affaires, et qu'on n'y arrive qu'en passant par la filière des bureaux. Ajoutons que les stations de chemins de fer seront toujours beaucoup plus entourées de cafés, de restaurans pour les voyageurs, de maisons pour les employés, d'ateliers ou de magasins pour le service de la voie, que d'établissemens industriels proprement dits.

Il y a même ici une observation à faire, moins évidente peut-être que celles qui précèdent, et qui demande encore à être confirmée par l'expérience, mais que nous croyons fondée : c'est que jamais les stations de chemin de fer ne se placeront, quoi qu'on fasse, au centre du mouvement industriel. Outre qu'elles y seraient elles-mêmes fort mal à l'aise, avec leurs dépendances ordinaires, avec les nécessités rigoureuses de leur service, elles seraient pour tout leur entourage un objet constant de gêne et d'ennui, bien différentes en cela des voies navigables qui, à tous égards, semblent inviter les populations industrielles à fréquenter leurs abords. Elles pourront donc s'approcher, autant qu'elles le voudront, des centres commerciaux; elles n'y pénétreront jamais. Nous voyons aujourd'hui un grand nombre de villes insister pour que les lignes de fer qui les rencontrent pénètrent dans leur enceinte, et offrir même de payer, par des sacrifices pécuniaires considérables, cet avantage problématique. Telle est, par exemple, la ville de Lille, qui paraît tenir à cette faveur d'une manière particulière, bien qu'elle étouffe déjà dans ses remparts trop étroits, et qu'il ne s'y trouve plus depuis long-temps la moindre place disponible, même pour y bâtir une maison. Si c'est dans l'intérêt des voyageurs que cette ville réclame un tel privilége, nous n'avons rien à dire, sinon qu'elle paierait un peu cher un avantage fort mince; si c'est, au contraire, dans l'intérêt des marchandises et de leur facile déchargement, nous croyons qu'elle sera doublement trompée dans son calcul. En supposant, en effet, ce qui n'est pas d'ailleurs probable, car Lille jouit d'excellens canaux; en supposant, disons-nous, que la station du chemin de fer dans cette ville devienne le centre d'un mouvement de marchandises considérable, il est à présumer que, tôt ou tard, le chemin de fer, bien que pénétrant dans l'intérieur de la ville, serait forcé d'établir la gare des marchandises au dehors. C'est ainsi que le chemin de Rouen, qui pénètre dans Paris, tient une gare séparée pour les marchandises aux Batignolles.

Quoi qu'il arrive, du reste, à cet égard, un chemin de fer n'a et ne peut avoir qu'une seule gare, et par conséquent un seul point abordable pour un même centre industriel; c'est là que tout doit aboutir.

La station ou la gare d'une voie d'eau se prolonge, au contraire, sur une étendue considérable; elle est, pour ainsi dire, indéfinie. Voyez seulement Paris, et considérez sur combien de points les bateaux vont aborder. Il en est de même partout. Souvent, aux abords d'une ville, quand cette ville n'est pas enclose de murs, et qu'elle peut se répandre à volonté dans la campagne, vous voyez se prolonger le long de la voie navigable une ligne interminable de maisons ou d'usines, qui toutes sont en contact direct avec elle et vivent de ce contact. Est-il raisonnable de supposer qu'il en puisse jamais être ainsi d'un chemin de fer?

Ces avantages ne sont pas d'ailleurs les seuls. Il en est un, par exemple, dont l'importance peut être sentie beaucoup mieux qu'elle ne s'explique : c'est la liberté de mouvemens et d'allures que la voie d'eau permet, liberté qui s'accorde si bien avec les habitudes commerciales, et qu'un chemin de fer exclut parce qu'elle est de tous points incompatible avec la rigueur obligée de son service. C'est en même temps la facilité avec laquelle la voie d'eau se prête à tous les besoins les plus variés. Sans entrer à cet égard dans des détails qui deviendraient trop minutieux et nous mèneraient peut-être un peu loin, nous nous contenterons de transcrire quelques réflexions pleines de sens et de justesse, qui nous ont été communiquées par un homme pratique. Voici ce que nous écrit sur ce sujet M. P. Tresca, commissionnaire à Dunkerque (1) : « D'une seule marée il rentre à Dunkerque de 40 à 50 navires, comportant 200 à 250 tonneaux chacun. Les 10,000 tonnes que fournissent ces navires sont expédiées dans les dix jours qui suivent le commencement des déchargemens. Outre la difficulté de fournir les 2,500 wagons (en dix jours) pour transporter ces marchandises, resterait l'impossibilité à chaque destination de fournir des magasins assez vastes pour loger une aussi grande quantité de marchandises, tandis qu'en expédiant par bélandre bien couverte, la marchandise est logée, le propriétaire n'a nullement à s'en inquiéter. Pendant tout le temps du parcours, il peut chercher à la vendre; il peut, moyennant une indemnité minime de quelques francs par jour, la laisser à bord du bateau même après l'arrivée à destina-

(1) Nous nous étions adressé à M. Tresca pour savoir de lui quel était le résultat actuel de la concurrence que la voie navigable du nord fait depuis quelque temps à la Seine. M. Tresca a eu l'obligeance de nous répondre, en joignant à sa lettre des réflexions qui nous ont paru trouver ici leur place. M. Tresca est le premier qui ait fait, en 1823 et 1824, des expéditions par eau de Dunkerque sur Paris.

tion, tandis que le chemin de fer vous la livre dans les vingt-quatre heures : il le voudrait, qu'il ne pourrait pas garder votre marchandise; aussi, en fait de marchandises autres que celles de consommation journalière, et à prix égal de transport, les bélandres auront toujours la préférence. Du reste, la part du chemin de fer sera encore assez large pour qu'il puisse se passer des 3/4 du produit des transports par eau. Il aura toutes les marchandises en transit, les objets d'ameublement et de mode, les approvisionnemens de bouche, les colis de marchands, et enfin les voyageurs, plus un quart environ des grosses marchandises qui s'expédient actuellement par eau. Si avec cela il ne peut pas vivre, ce ne sera pas en faisant la concurrence à la voie d'eau qu'il pourra y arriver. » A ces réflexions si judicieuses et si précises, nous n'ajouterons qu'une simple observation : c'est que l'auteur de cette note suppose que la ligne de fer et la voie navigable lutteraient à prix égal, et c'est dans cette hypothèse qu'il admet, avec grande raison selon nous, que cette dernière obtiendrait encore la préférence pour la plus forte partie des grosses marchandises. Or il s'en faut bien que cette hypothèse soit exacte (1), puisque les prix du chemin de fer doivent excéder au moins de moitié ceux de la voie navigable.

V. — CONCLUSION DE CE QUI PRÉCÈDE.

Voilà donc dans quels termes la lutte est engagée entre les chemins de fer et les canaux. En rassemblant les données qui précèdent, on peut facilement pressentir les résultats généraux de cette lutte, aussi bien que les accidens et les péripéties.

Par rapport au coût du transport proprement dit, les voies navigables ont sur les voies rivales une supériorité très décidée, qui est encore augmentée, dans le plus grand nombre des cas, par une différence notable dans le montant des frais accessoires. Si quelque chose

(1) Le transport par eau, de Dunkerque à Paris, coûte actuellement 20 fr. par tonne. Supposons que le chemin de fer du nord puisse effectuer le transport à raison de 10 centimes par kilomètre et par tonne. Ce serait un prix beaucoup plus bas que celui de nos chemins de fer les mieux posés, ceux d'Orléans, de Rouen, de Saint-Étienne. Comme la distance de Paris à Dunkerque, par la voie la plus courte, c'est-à-dire en admettant l'exécution de l'embranchement de Fampoux à Hazebrouck, qui a été voté récemment, sera de 320 kilomètres, le prix du transport d'une station à l'autre serait encore de 32 fr. par tonne.

vient atténuer dans une certaine mesure cette extrême inégalité, c'est cette circonstance que les chemins de fer ont en général une direction plus droite, et par conséquent un moindre développement entre deux points extrêmes. En prenant plusieurs exemples, nous avons calculé que la différence à cet égard pouvait être en moyenne d'environ un quart : elle est bien loin, comme on le voit, de compenser la différence des prix. Et, par exemple, dans la direction du nord dont nous venons de parler, la voie navigable a 457 kilomètres de développement, tandis que le chemin de fer n'en aura que 320; c'est un des cas les plus favorables, ce qui n'empêche pas que le tarif du chemin de fer s'élèvera, comme on a vu, à 32 francs par tonne, tandis que sur la voie navigable il ne s'élève, péage déduit, qu'à 12 francs 50 centimes, qui se réduiraient même à 10 francs 50 centimes, c'est-à-dire à moins du tiers, si la voie était complète.

Mais d'un autre côté, les chemins de fer réunissent sur une même voie deux services, celui des voyageurs et celui des marchandises, et comme ils peuvent, lorsque le premier est assez actif, recouvrer par le seul transport des voyageurs l'intérêt du capital engagé et la dépense de l'entretien de la voie, ils ont la faculté d'exonérer de ces frais les marchandises. Ceci n'est pas, du reste, une exception, c'est la règle; ce n'est pas une hypothèse, c'est la réalité, au moins pour toutes les entreprises prospères. Rien de semblable pour les canaux. Lors donc que ces derniers sont la propriété de compagnies qui cherchent, comme de raison, leurs bénéfices, ou tout au moins l'intérêt de leurs capitaux, qu'elles ne peuvent obtenir que par le prélèvement d'un péage, il arrive précisément le contraire de ce qu'on a supposé souvent : c'est que la batellerie est obligée de soutenir la lutte avec la surcharge d'un péage dont le chemin de fer est, quant aux marchandises, exempt. Peut-elle la soutenir à ces conditions? Oui, dans certains cas, mais non toujours, ou plutôt il faut s'entendre.

Le question est moins de savoir si la batellerie pourra se soutenir que de savoir si le produit du canal restera suffisant pour indemniser ses propriétaires. Pour la batellerie, le danger n'existe, selon nous, dans aucun cas, et nous croyons qu'on s'est alarmé bien à tort sur ce sujet. Quoi qu'il arrive, la supériorité effective pour le transport lui reste. Que si le péage devient accidentellement trop lourd pour lui permettre de soutenir la lutte à conditions égales, les propriétaires seront toujours forcés de le réduire, sous peine de voir déserter la voie. Il s'agit donc de savoir seulement si ces derniers trouveront

dans le péage ainsi réduit une suffisante indemnité. C'est là précisément ce qui dépendra, comme nous l'avons dit, de l'activité de la circulation, et par conséquent des positions. Il semble donc qu'il n'y ait à cet égard aucune règle générale à établir. On peut se demander toutefois si les revenus des canaux pris en masse, et sur un vaste ensemble de constructions du même ordre, resteront encore dans un juste rapport avec le capital engagé. C'est à quoi les faits seuls doivent répondre. Nous sommes heureusement en mesure de les interroger.

C'est en Angleterre surtout que la lutte est engagée dans de semblables conditions, parce que tous les canaux, au nombre de 121, sans compter 83 rivières canalisées, y sont possédés et exploités par des compagnies, et que d'ailleurs il ne s'y trouve plus, à l'heure qu'il est, une seule voie réellement productive qui ne soit en concurrence avec une ligne de fer parallèle. Eh bien! qu'est-il arrivé de cette lutte? quels en sont les résultats actuels? Il est certain que l'établissement des chemins de fer a considérablement réduit les bénéfices antérieurs des compagnies propriétaires de canaux, en les forçant à baisser le chiffre des péages. Comment serait-il possible qu'il en fût autrement? Il est même arrivé, et cela devait être, que, pour quelques-unes de ces compagnies, les bénéfices se sont réduits à rien; mais, pour un grand nombre d'autres, il se sont maintenus, et, pris en masse, ils sont encore après tout considérables. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter les tableaux présentés par M. Minard, inspecteur divisionnaire des ponts-et-chaussées, dans un ouvrage publié au mois de juin 1844 (1). Il résulte de ces tableaux que les principaux canaux réunis de l'Angleterre, qui avaient coûté à l'origine 10,367,000 liv. st., valaient en mai 1843, après l'ouverture des railways concurrens, 22,474,600 liv. st., c'est-à-dire deux fois et un quart le capital émis. Il est vrai qu'ils avaient valu 31,366,100 liv. st. avant l'établissement des chemins de fer; mais qu'importe? Il nous suffit de savoir que, sous l'action de la concurrence, leur valeur est demeurée fort supérieure au capital primitif. Depuis le mois de mai 1843, époque à laquelle se rapportent les indications fournies par M. Minard, cette valeur, nous le savons, a encore baissé. Supposons-la réduite actuellement à moins du double du capital d'émission, ou même, si l'on veut, à un et trois quarts de ce capital; ce serait encore à ce seul point de vue une brillante spécu-

(1) *Des Conséquences du voisinage des chemins de fer et des voies navigables*

lation, spéculation supérieure même par les résultats financiers à celle de l'exploitation des chemins de fer, puisque cette dernière n'a guère donné jusqu'ici que deux tiers en sus du capital émis. Il n'en faut pas tant pour nous prouver qu'en général les canaux portent fort légèrement le poids de leur péage.

Ce résultat obtenu sur un ensemble de canaux anglais est d'autant plus remarquable que plusieurs de ces créations avaient été en tout temps, et bien avant l'établissement des chemins de fer, de fort mauvaises spéculations financières, soit que, lors de la grande ferveur pour la construction de ces voies navigables, après avoir épuisé toutes les bonnes positions, on se soit jeté en désespoir de cause sur les mauvaises, soit que plusieurs de ces travaux aient été entrepris par de riches propriétaires fonciers beaucoup plutôt en vue des avantages agricoles qui devaient en résulter qu'en vue d'une exploitation commerciale. Ce qui est certain, c'est que dès avant la concurrence des chemins de fer il y avait plusieurs canaux, tels par exemple que ceux de Crinan, de Croydon, de Portsmouth et Arundel, etc., qui ne donnaient que des produits insignifians et n'avaient presque aucune valeur vénale; ce qui fait comprendre encore mieux combien fermement se maintiennent ceux qui avaient réellement une valeur. Aussi en est-il qui ont donné et qui donnent encore des produits bien supérieurs à tout ce qu'on a pu obtenir sur les meilleurs chemins de fer connus.

Il est vraiment difficile de comprendre qu'en présence de résultats pareils on vienne nous parler de navigation compromise, de batellerie en désarroi, de circulation interrompue, et qu'on prédise déjà, pour un avenir prochain, la ruine définitive du système. Quand même les canaux, dans leur ensemble, ne donneraient que l'intérêt pur et simple des fonds engagés, disons mieux, quand même ils ne produiraient que la moitié de ces intérêts, ce qui réduirait leur valeur vénale à moins du quart de ce qu'elle est aujourd'hui, il n'y aurait pour cela, qu'on le sache bien, ni batellerie ruinée, ni circulation interrompue : les revenus des canaux seraient faibles, voilà tout, et il résulterait de là seulement qu'on renoncerait désormais à en construire d'autres dans l'unique vue de leur produit commercial. Quant à la batellerie, elle n'en poursuivrait pas moins sa marche régulière, avec cette seule différence qu'elle supporterait un péage moins élevé. Pour que la concurrence des chemins de fer affecte véritablement la batellerie, au moins d'une manière durable; pour que cette concur-

rence rende la circulation sur les canaux impossible ou onéreuse à ceux qui l'entreprennent, il ne suffit pas qu'elle s'attaque aux tarifs actuels de la navigation tels qu'ils sont généralement établis en Angleterre avec la surcharge du péage : il faut encore qu'après avoir supprimé tout péage, elle en vienne jusqu'à affecter les prix du transport effectif. C'est alors seulement que les chemins de fer et la batellerie se trouveront pour ainsi dire face à face. Jusquel-à, les propriétaires des canaux seront seuls en cause. Eh bien! dans l'état présent des choses, les chemins de fer sont tellement loin de cette limite, il y a entre leurs prix et ceux de la batellerie une distance si grande, qu'il est presque ridicule de penser qu'ils parviennent jamais à la franchir.

L'unique question, répétons-le, est donc de savoir si, en présence des chemins de fer, les canaux exploités par des compagnies donneront encore à leurs propriétaires un revenu. Eh bien! malgré d'inévitables inégalités, dont nous avons expliqué la cause, l'affirmative est hautement proclamée en Angleterre par un vaste ensemble de faits, puisque là ce revenu n'est pas seulement suffisant, mais large, élevé, royal. Une valeur plus que double de la valeur primitive, un revenu supérieur encore, toute proportion gardée, à la valeur vénale, car l'agiotage, qui donne aux actions des chemins de fer une valeur exagérée, agit sur celle des canaux en sens contraire : voilà les résultats actuels. N'est-ce pas là, même au point de vue des compagnies, une brillante opération? Que sera-ce si l'on considère cette opération à son véritable point de vue, à celui du pays, c'est-à-dire si, outre l'accroissement de valeur commerciale et financière des canaux, on tient compte de l'immense valeur agricole qu'ils ont créée : les marais desséchés, les landes arides fertilisées, le trop plein des eaux enlevé dans la saison des pluies, l'humidité rendue aux campagnes dans les temps de sécheresse, sans compter tant d'autres bienfaits pour les populations? Tout cela, dira-t-on, est de peu de valeur pour les compagnies qui construisent les canaux et qui les exploitent. Oui, si les actionnaires de ces compagnies sont de simples spéculateurs qui n'engagent leurs fonds qu'en vue du revenu commercial; aussi pensons-nous que, vu le caractère de ces travaux et la nature des services qu'ils rendent, les canaux doivent être entrepris à d'autres conditions. Supposez qu'ils aient été construits au compte et avec les deniers des propriétaires riverains, ce qui est du reste vrai en Angleterre même dans bien des cas : comprend-on alors les conséquences? Par le seul fait de l'amélioration de leurs terres, ces propriétaires

auront été amplement dédommagés de leurs dépenses, sans parler des agrémens de toute nature et de l'amélioration des conditions sanitaires du pays, dont ils seront les premiers à profiter. Dès-lors, tout ce que les canaux représentent aujourd'hui en capital, tout ce qu'ils produisent comme exploitation commerciale, comme valeur financière, devra être considéré par eux comme un bénéfice net. Qu'on cherche ailleurs dans le monde une plus magnifique spéculation!

Hâtons-nous d'ajouter toutefois qu'une semblable exploitation des voies navigables ne serait ni régulière ni juste. Puisque la construction des canaux profite à la fois à l'agriculture et au commerce, il n'est pas dans l'ordre que le commerce seul en fasse les frais. Que les charges se partagent, puisque l'utilité est double; que les propriétaires de terres pourvoient à la construction des canaux et le commerce à leur entretien, ou bien que l'état intervienne pour concilier, à l'aide de subventions, ces intérêts divers : voilà ce que la raison et la justice demandent. Aussi le système anglais n'est-il pas, à cet égard, un exemple à suivre. Nous établirons plus clairement cette vérité dans la seconde partie de ce travail, et nous verrons aussi ce que devient la prétendue concurrence des chemins de fer et des voies navigables dans ces nouvelles conditions.

CH. COQUELIN.

HISTOIRE LITTÉRAIRE.

BOSSUET ET FÉNELON

UNE POLÉMIQUE RELIGIEUSE AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

I.

Le rôle et les écrits de Bossuet dans le grand acte qui constitua, en 1682, l'église gallicane, et plus tard l'*Histoire des variations*, avec la formidable polémique qu'elle suscita, tant de travaux et de gloire l'avaient mis à la tête de l'église de France, et institué comme l'interprète officiel et le gardien de sa doctrine et de son unité. C'est ainsi qu'après en avoir fini avec les protestans, l'historien des *Variations* dut reprendre la plume pour combattre la doctrine du *pur amour*, ressuscitée du quiétisme, et défendue, non plus par un Molinos, espèce d'hypocrite de dévotion, qui avait caché sous un étalage de spiritualité les plus honteux désordres, mais par un esprit supérieur et presque un saint, par Fénelon.

Il ne s'agit pas de juger cette querelle en théologien. Pour cela, il faudrait, dans celui qui en écrit, l'autorité, et dans ceux qui le lisent, le goût de ces matières. Mais, sous les querelles théologiques, il y a une part pour la philosophie chrétienne; il y a la lutte des caractères et des passions, il y a enfin un tour d'esprit, une méthode, par où

ces querelles ont exercé sur les esprits une influence générale. Dans un pays comme la France, dans un siècle comme le XVIIe, où la théologie était à la fois un goût sérieux et une mode, quand les deux adversaires sont un Bossuet et un Fénelon, se pourrait-il que de nombreux écrits fussent sortis de telles plumes sans que l'esprit français en fût touché, sans que l'art et la langue y aient été intéressés?

C'est par ce côté que m'a attiré la querelle de ces deux grands hommes, et peut-être y aurait-il utilité à étudier dans la même vue toutes les querelles, soit philosophiques, soit théologiques, qui ont occupé le XVIIe siècle. Il en résulterait certainement cette vérité, que si toutes ont servi à former l'esprit français, il a été néanmoins d'un intérêt capital pour la conduite générale et la perfection de cet esprit, que la victoire soit demeurée successivement à Descartes contre Gassendi, à Pascal contre les jésuites, aux catholiques contre les protestans, et enfin à Bossuet contre Fénelon.

La cause véritable de ces luttes si diverses, c'est la guerre de la liberté contre la discipline, du particulier contre le général, de ce que Fénelon appelait le *sens propre* contre ce que Bossuet appelle la *tradition* et l'*universel*. Or, s'il a été bon que ces deux principes se disputassent à qui donnerait sa forme à l'esprit français, n'importait-il pas néanmoins que la discipline fût victorieuse de la liberté, le général du particulier, la tradition du sens propre? D'autant plus que ces victoires n'ont pas été meurtrières, et que le principe vaincu n'a pas péri. Seulement il est resté au second rang. C'est l'image de cette lutte intérieure de nos facultés, dont parle Bossuet dans le *Traité de la Connaissance de Dieu et de soi-même*. S'il est bon que l'imagination et les sens aient leur part, il faut que la raison domine. Cet équilibre même, qui paraît le plus haut état de l'intelligence humaine, n'est que l'effet de la domination de la raison, c'est-à-dire de la seule faculté qui ne se trompe pas, tenant la balance entre les facultés qui se trompent.

S'il est un pays où cette vérité soit une croyance populaire, c'est la France. Voilà pourquoi la liberté de spéculation, qui paraît être un droit naturel, y a toujours été contenue, quelquefois opprimée, aux époques même où l'on reconnaissait et tolérait d'autres libertés en apparence aussi considérables. C'est que la spéculation, dans une tête française, ne se résigne pas long-temps à être oisive. Elle veut agir, se propager, devenir la règle et la loi. De là l'état de suspicion où elle a toujours été tenue par la puissance publique, sous les noms les plus divers, jansénisme, jésuitisme, quiétisme, idéologie.

L'influence de ces différentes sectes sur le génie national et sur la langue serait aisée à marquer. Ce sont autant de schismes qu'il a fallu détruire dans l'intérêt de l'unité intellectuelle de notre pays.

S'il est un tour d'esprit antipathique au génie et à la langue de ce pays, c'est la subtilité, excès commun à toutes ces sectes qui toutes ont raffiné, quoique dans des desseins bien différens.

Les jésuites raffinaient sur la morale. Leur subtilité corrompait le cœur; leur casuisme éveillait dans les consciences ce fonds de mauvaise foi d'où nous tirons tous les prétextes de mal faire.

Les jansénistes ne raffinaient que sur le dogme, mais avec des arrière-pensées d'inquiétude et de suspicion contre la puissance publique, lesquelles affaiblissaient l'esprit d'unité qui fait la force de notre nation.

Les quiétistes, pour ne parler que des spéculatifs, ruinaient à la fois l'activité humaine par de vaines recherches de perfection, et la morale, en ne rendant pas la volonté responsable des brutalités du corps.

La langue souffrait de ces subtilités plus ou moins innocentes. Il faut lire certains passages des *Provinciales* où Pascal se raille légèrement du langage des pères, et cite des phrases dont l'affectation et le raffinement contrastent si étrangement avec le naturel et la candeur de son style. On sent combien il importe à la morale que Pascal triomphe des jésuites, et que son simple bon sens parvienne à déshonorer leur subtilité.

Les jésuites auraient relâché cette langue; les jansénistes la desséchaient; les quiétistes l'obscurcissaient et l'aiguisaient jusqu'à la rendre inintelligible. Plus tard, ceux qu'on a appelés les idéologues y devaient répandre les nuages de l'abstraction. Il était donc d'un grand intérêt que tous ces schismes, y compris celui-là même qui tira tant d'autorité de la vertu incommode, mais irréprochable de ses défenseurs, le jansénisme, fussent vaincus par le véritable esprit de la nation, représenté plus ou moins bien et défendu plus ou moins innocemment par la puissance publique.

Ces combats n'ont été stériles ni pour la nation qui en était témoin, ni pour les combattans eux-mêmes. Ceux-ci profitaient de leurs qualités réciproques, à peu près comme des armées ennemies se forment, en se combattant, aux usages de guerre et à la discipline qui donnent l'avantage; mais c'est surtout pour la nation que le spectacle n'en était pas sans fruit: l'esprit public s'enrichissait de ce que chaque adversaire avait de bon. Cela est vrai surtout des jansénistes, auxquels j'éprouve le besoin de rendre hommage, et qui d'ailleurs firent tou-

jours plus d'ombrage au pape et à la milice qu'il avait en France dans le corps des jésuites qu'à l'église gallicane. Toutefois je ne retire pas ce que j'en ai dit quant à la langue, qu'ils auraient desséchée par l'aridité de leur logique. On les comparait aux calvinistes, les plus secs des réformateurs, à cause d'une certaine conformité entre leur doctrine de la grace et la prédestination de Calvin. La comparaison, dont ils se défendaient par tant de tours de souplesse, n'était vraie que de leur méthode de composition, de leur tour d'esprit, de leur langue, trop souvent correcte et triste comme celle de Calvin.

Quant aux quiétistes, qui ne voit tout le mal que leur victoire eût fait à l'esprit national et à la langue? Aussi ne peut-on trop glorifier Bossuet d'avoir écrasé cette secte dans sa querelle mémorable avec Fénelon, de même qu'on ne peut trop s'étonner que ce dernier, un si beau génie, et dans ses autres ouvrages un esprit si français, ait abondé dans des subtilités si antipathiques au génie de son pays.

De tous les dogmes du catholicisme, le plus populaire peut-être, c'est le dogme de l'amour de Dieu, aimé comme auteur du salut éternel : dogme admirable, d'où naît l'activité chrétienne, avec tous ses effets, les bonnes œuvres, la prière, et généralement tous les actes qui sont accomplis en vue de cette récompense. Le christianisme en avait trouvé le principe au fond du cœur humain, où il n'y a peut-être pas d'amour absolument sans intérêt, ni de sacrifice sans quelque espoir de récompense, et il l'avait réglé, pour le plus grand nombre des hommes, par des actes et des formules que la plus antique tradition avait consacrés.

Cependant, pour faire la part de quelques esprits plus relevés et plus excellens, les héros du christianisme, l'église catholique, par l'organe de ses chefs et de ses docteurs, avait autorisé ou toléré un certain amour de Dieu moins étroitement lié à l'idée du salut éternel, et une certaine prière dans laquelle le fidèle ne faisait aucune demande et ne rappelait formellement aucune des promesses divines. Cette doctrine fort délicate était, en quelque sorte, facultative. Ceux qui la professaient pour la spéculation, et qui d'ailleurs pratiquaient tous les devoirs qui découlent du dogme de l'amour de Dieu, entendu dans le sens populaire, s'appelaient les mystiques. L'église y avait même pris quelques-uns de ses saints.

Le quiétisme, condamné en 1685 dans la personne de Molinos, n'avait été que l'exagération, poussée jusqu'à l'absurde, de l'amour désintéressé des mystiques. Il excluait l'activité à cause de ses motifs intéressés, et la prière comme impliquant la demande et l'espérance.

Il enseignait un amour de Dieu si absolument pur de tout désir du salut, si vide de tous motifs et de toute espérance, qu'il rendait inutiles les deux principaux dogmes du christianisme, la médiation du Christ et les actes. En cet état, l'ame, absorbée dans une contemplation sans fin, devenait indifférente, même à sa condamnation éternelle, pour peu qu'elle la crût dans les vues de Dieu, et y souscrivait avec une sorte de joie; l'on vit des dévots abandonner tout commandement sur leur corps, et faire hommage à Dieu des désordres de leur vie comme de la plus absolue résignation à ses décrets. C'est ainsi que le fameux Molinos, si long-temps vanté comme un prêtre consommé dans la direction, avait vécu vingt-deux ans dans toutes les ordures, dit Bossuet, et sans se confesser. Il est vraisemblable que pour beaucoup de ces mystiques la doctrine n'était qu'une couverture pour des désordres comme ceux de Molinos; mais un bon nombre s'efforçaient de bonne foi à réunir en eux la bête et le saint.

Par ce peu que j'ai dit du quiétisme, on devine tout d'abord par quels côtés il dut attirer Fénelon, et inspirer au contraire à Bossuet une répugnance invincible et implacable. Dès leurs premières années, le tour d'esprit de ces grands hommes et la direction de leurs travaux les avaient comme préparés à cette lutte qui tint pendant trois années toute la chrétienté attentive, et qui fut un des plus beaux spectacles littéraires du XVIIe siècle.

Bossuet avait été saisi, dès ses premières études de théologie, de la suite de l'histoire de la religion. Depuis lors, et dans tout le cours de ses travaux, il n'avait pas séparé un moment les promesses divines, telles qu'elles sont enseignées dans les livres saints, de la suite et de la perpétuité de leur exécution, ni la transmission du dogme de la transmission du gouvernement ecclésiastique. Il était né, en quelque sorte, avec la vocation de défendre la tradition catholique. Il avait d'ailleurs peu de goût pour cet autre ordre de traditions, d'origine plus récente, dont se composait la religion secrète et intérieure des parfaits, et il avouait volontiers qu'il n'y était venu que fort tard, et à l'occasion des raffinemens extraordinaires de dévotion qui, dans les derniers temps, s'étaient autorisés de leurs expériences.

Fénelon, non moins attaché que Bossuet au fond de la doctrine catholique, mais né avec un esprit ardent et subtil qu'attirait toute recherche des choses rares et inaccessibles, s'était senti de bonne heure entraîné vers les mystiques. Autorisé d'ailleurs par la tolérance de l'église, qui, dans les choses douteuses ou indifférentes, avait pour maxime de laisser aux esprits la liberté d'opinion, il s'était attaché de

préférence aux écrits des saints solitaires. Leur génie subtil ouvrait à son esprit des horizons infinis, et leur vertu même devenait un piége pour son jugement, en lui ôtant la crainte de s'égarer sur de si saintes traces. Ses études profanes marquaient le même goût. A la différence de Bossuet, qui est plus latin que grec, Fénelon est plus grec que latin. Et parmi les auteurs grecs, il goûtait surtout Platon, dans les écrits duquel il n'est pas malaisé de trouver tous les excès des opinions idéalistes, et même le quiétisme, que Bayle y a découvert presque sans paradoxe.

II.

C'est dans cette disposition d'esprit qu'étant précepteur du duc de Bourgogne, il rencontra la fameuse Mme Guyon. Cette dame avait de la beauté, beaucoup d'esprit, et ce tour de piété que Fénelon admirait dans les mystiques; elle le charma. Une amitié d'autant plus dangereuse, qu'elle était plus pure, donna à ce commerce de spiritualité toute la douceur et toute la force d'un commerce de cœur, et entraîna peu à peu Fénelon à se faire le champion de Mme Guyon.

Toute cette histoire est bien connue. Mme Guyon avait consenti d'abord à remettre tous ses papiers entre les mains de Bossuet, et avait reçu de lui, avec l'absolution, la permission de communier. Tout à coup elle sort de nouveau de sa retraite et recommence ses étranges nouveautés de la grace dont la plénitude était telle, qu'il fallait, selon ses paroles, la délacer pour l'empêcher d'en crever, et de cet état passif « où Jésus-Christ même est un dernier obstacle à la perfection d'un cœur qui reçoit Dieu immédiatement, dans le vide de toute affection, de toute crainte, de toute espérance, de toute pensée quelconque. » C'est cet état que décrit un poète du temps dans ce portrait fort piquant de Mme Guyon :

Ce modèle parfait, ce Paraclet nouveau
Donne du pur amour un spectacle bien beau,
Quand tout d'un coup, sentant un gonflement de grace,
Elle crève en sa peau, si l'on ne la délace.
La grace de dedans passant jusqu'au dehors,
Du bassin de l'esprit regorge dans le corps.
Elle en déchirerait jusqu'à son corps de jupe,
Si dans le même instant quelque dévote dupe
Ne faisait prendre l'air à cet amour sacré.
Mais du lacet enfin se voyant délivré,

Il se répand au cœur de toute l'assistance,
Et chacun le reçoit dans un profond silence (1).

Dans un siècle où les schismes religieux étaient des crimes d'état, on ne s'étonne pas que l'auteur de telles illusions fût enfermé à la Bastille, et qu'on ordonnât une recherche de toutes les personnes suspectes de les professer. Mme de Maintenon, qui, d'abord, avait goûté Mme Guyon, à cause de son esprit et de la pureté de ses mœurs, la sacrifia, non pas comme on l'a dit, aux ombrages de Louis XIV, lequel ne sut l'affaire que fort tard, mais à ses propres scrupules religieux, éveillés et commandés par ceux de Bossuet.

La conduite que tint Fénelon est moins connue. Sa bonne foi, les graces de ses ouvrages, l'espèce de séduction que sa vertu, son exil, une opposition au moins secrète au gouvernement de Louis XIV, ont exercée sur la postérité, tout a concouru à jeter sur cette affaire une obscurité qui lui a tourné à faveur. La vérité éclaircie ne rend pas Fénelon coupable, mais elle absout Bossuet.

Il y eut d'abord de fréquens entretiens entre Bossuet, averti par la rumeur publique des progrès de la nouvelle spiritualité, et Fénelon, qui ne cachait ni son goût pour ces doctrines, ni son amitié pour celle qui les professait. Les explications furent pendant long-temps sincères et amicales. Bossuet n'avait pas de peine à pénétrer un homme qui ne cherchait pas à se dérober. Loin d'ailleurs de l'aigrir, l'obstination de Fénelon ne fit d'abord que l'inquiéter pour lui-même. Il se tâtait, dit-il, en tremblant, craignant à chaque pas des chutes après celles d'un esprit si lumineux (2). A mesure que les entretiens, en serrant de plus près les choses, prirent le caractère de conférences, il devint de plus en plus difficile de se mettre d'accord. Fénelon éludait tout, atténuait tout. Les énormités même de Mme Guyon ne l'embarrassaient pas; elles venaient, selon lui, ou d'ignorance et d'innocence, ou du défaut de précision, ou de ce qu'on les entendait dans un autre sens que leur auteur. Rien n'était à admettre ni à rejeter tout-à-fait. Il fallait, répétait-il sans cesse, examiner, éprouver les esprits, selon le précepte de saint Paul. Où Bossuet voulait décider, Fénelon ne voulait qu'expliquer.

Plusieurs mois se passèrent ainsi. Enfin Mme Guyon demanda et obtint que ses écrits fussent examinés par Bossuet, par l'évêque de

(1) Extrait d'une épître satirique en réponse à une lettre apologétique de l'abbé de Chanterac, vicaire-général et ami de l'archevêque de Cambrai.

(2) *Relation du Quiétisme.*

Châlons, depuis M. de Paris, et M. Tronson, supérieur du séminaire de Saint-Sulpice. Près d'une année y fut employée. Outre les écrits imprimés et les cahiers manuscrits de Mme Guyon, il fallait lire tout ce que Fénelon lui-même écrivait chaque jour sur la matière, soit ardeur de conviction, soit pour détourner sur lui les coups qui menaçaient son amie. Fénelon ne nommait point Mme Guyon; la nommer, c'eût été avouer l'apologie; il espérait la sauver à la faveur de quelque proposition générale qui l'eût excusée sur le fond et l'intention, sauf à l'abandonner, s'il le fallait, sur quelques excès de parole ou de plume, bien pardonnables à une femme. Il accompagnait d'ailleurs ses envois de tant de marques de soumission, d'humilité et de déférence, que ses juges, quoique épouvantés parfois de ses éblouissemens, ne pressaient rien, persuadés qu'ils le ramèneraient. Il offrait de tout quitter, même sa place de précepteur, à la seule condition qu'on lui montrât clairement par où il avait péché. Il ne voulait qu'être convaincu, comme s'il était possible de convaincre un homme de bonne foi que trompent ses lumières et sa vertu.

Il fallait pourtant en finir. Bossuet et les deux prélats ses confrères se mirent d'accord sur un certain nombre d'articles qui réglaient toute la matière, et ils en firent un formulaire auquel Fénelon fut invité à souscrire. Il disputa long-temps, faisant des restrictions sur chaque article; mais, pressé par les prélats, il céda, soit triomphe de la vérité chrétienne, soit l'effet d'un changement de fortune qui l'avait rendu ou indifférent ou plus facile sur des choses de pure spéculation. Ce fut en effet dans l'intervalle, entre la rédaction et la signature de ce formulaire, que Louis XIV appela Fénelon à l'archevêché de Cambrai. Entre sa nomination et sa consécration, cette facilité persista. Bossuet, qui devait être son consécrateur, raconte dans la *Relation* que, deux jours avant la cérémonie, le nouvel archevêque, à genoux, baisant la main qui devait le sacrer, la prenait à témoin qu'il n'aurait jamais d'autre doctrine que celle de son consécrateur. Fénelon a nié ce fait; mais son démenti ne peut prévaloir contre Bossuet donnant pour vrai ce qui était si vraisemblable.

Devenu archevêque, Fénelon changea de conduite. Bossuet avait expliqué dans un livre les articles du formulaire (1). C'était le détail authentique et le résumé de tout ce qui avait été dit dans les conférences d'où ce formulaire était sorti. Ce livre avait été écrit de concert avec les deux prélats, lesquels y donnèrent l'approbation ecclésias-

(1) *Instructions sur les états d'oraison.*

tique. Il y manquait celle de Fénelon. Bossuet la lui demanda. Fénelon refusa de lire le livre. Son motif, c'était que certaines maximes de Mme Guyon y étaient textuellement censurées; en souscrivant à l'écrit de Bossuet, il se rendait complice de la persécution dont cette dame était l'objet. Il y avait un autre motif que sa vertu lui dérobait. L'archevêque de Cambrai ne voyait plus les choses du même œil que l'abbé de Fénelon. Ce que le modeste ecclésiastique avait proposé à titre de restrictions discrètes était devenu pour le prince de l'église des dogmes dont il ne pouvait faire le sacrifice à personne. Avant son sacre, il avait souscrit au formulaire; après son sacre, sa conscience l'empêchait de souscrire au commentaire qu'en avait rédigé Bossuet d'accord avec les deux prélats qui avaient concouru à le dresser. Le fond n'avait pas changé, l'abbé de Fénelon n'était pas moins déclaré pour le pur amour que l'archevêque de Cambrai: c'était la même opiniâtreté dans l'attachement au sens propre; mais tant qu'il avait eu à ménager sa fortune à venir, involontairement plutôt que de dessein formé, cette opiniâtreté s'était dissimulée sous d'humbles doutes et sous mille promesses de se détacher de ses idées aux premières raisons qui lui en feraient voir le faux. Arrivé au faîte, toutes ces graces qui la paraient avaient fait place à la sécheresse d'un refus offensant.

De ce refus hautain date cette guerre de deux années entre les deux plus grands prélats de la chrétienté, et cette suite d'écrits dont l'abondance et la force firent l'admiration de ceux mêmes que touchait médiocrement le côté de pure théologie : guerre acharnée, où l'avantage de l'orthodoxie n'est pas le seul qui soit demeuré à Bossuet.

III.

On s'explique à merveille comment on ne put ni par persuasion, ni par menace, arracher à Fénelon un acte ou une parole qui condamnât Mme Guyon. Si l'habit d'archevêque jetait quelque peu de ridicule sur ce dévouement chevaleresque, nul habit n'eût justifié une autre conduite envers une femme de mœurs d'ailleurs irréprochables. Ce qui s'explique moins aisément, c'est que Fénelon se fût laissé prendre aux illusions de cette femme. Je reconnais là celui que Louis XIV appelait « le plus chimérique des beaux esprits de son royaume. » En effet, le chimérique dominait dans cet esprit d'ailleurs si lumineux et si juste. C'est le chimérique qu'il avait tout d'abord cherché dans la religion, en s'y attachant aux auteurs mystiques. Il n'avait pas eu assez de l'abîme des mystères pour exercer sa subtilité; il lui avait fallu quel-

que chose de plus que la foi intelligente, ce problème sur lequel s'était consumée l'ame de Pascal. Cherchant aussi le chimérique dans la vertu, il ne s'était pas contenté de la pureté laborieuse et pleine de combats des saints, et il voulait arriver à celle des parfaits, espèce de saints qui échappaient à la lutte par l'inaction, ou plutôt, et n'est-ce pas là le comble du chimérique? il aspirait à réunir en lui tous les caractères et toutes les dispositions, et à être à la fois le docteur de la tradition et le mystique de l'expérience propre, le saint et le parfait. Doué d'ailleurs d'une imagination tendre et d'une ame passionnée, dans une condition qui lui interdisait de donner son cœur à aucune créature vivante, il ne trouva que Dieu qui lui fit connaître la douceur d'aimer impunément. Encore craignait-il de se trop aimer lui-même dans cet amour, et c'est ce qui lui fit imaginer cette étrange échelle de cinq manières d'aimer Dieu, de cinq amours de Dieu, avec lesquels se combinait, dans des proportions décroissantes, un mélange d'intérêt propre, et dont le dernier était cet amour entièrement désintéressé, sans espérance, sans crainte, sans alliage d'aucun sentiment humain, lequel formait le suprême état de perfection enseigné par les quiétistes.

Quand Fénelon rendit cette doctrine publique dans son fameux livre des *Maximes des Saints*, tout le monde s'écria que le quiétisme ressuscitait. Il fit d'incroyables efforts de souplesse pour se tenir séparé des quiétistes, comme, avant lui, les jansénistes pour se distinguer de Calvin; mais il ne persuada personne. La méthode même de son livre eût suffi pour le rendre suspect. Voulant faire voir le vrai et le faux sur chaque point où le pur amour et le quiétisme pouvaient se toucher, il avait placé en regard de chaque proposition fausse et condamnable la proposition qu'il estimait vraie et autorisée par les parfaits: mais tantôt les différences étaient si insensibles qu'on pouvait douter qu'il en tînt sincèrement compte; tantôt il paraissait mettre tant d'indifférence ou de complaisance en exposant le faux, et si peu de soin à le faire haïr, qu'on n'était pas persuadé qu'il n'y eût pas le même goût qu'au vrai; outre que, par l'effet même de sa bonne foi, dans un livre où il prétendait se distinguer des quiétistes, Fénelon n'avait trouvé ni à blâmer ni même à mentionner Molinos, oubli qui pouvait être interprété tout au moins comme le manque d'une répugnance présente et forte. Mme de Maintenon, qui ne lui fut jamais malveillante, l'image même du sens commun dans le grand siècle, disait, à l'époque où l'affaire se jugeait à Rome : « Si M. de Cambrai n'est pas condamné, c'est un fier protecteur pour le quiétisme. » Tout le monde pensait comme Mme de Maintenon.

Assurément, les deux doctrines ne se ressemblaient pas plus par le fond des intentions que les deux hommes par le caractère et la vie. Selon Molinos, il fallait aimer Dieu jusqu'à souscrire à sa condamnation éternelle, si on la croyait dans les desseins de Dieu : d'où l'indifférence pour tous les actes qui, selon la tradition chrétienne, nous rachètent de la condamnation, et pour l'espérance qui nous excite à les accomplir. L'amour de Dieu sans acte, au sein du désespoir, était toute la religion des quiétistes honnêtes gens; pour les grossiers, outrant le raisonnement, ils se laissaient aller au désordre et à l'ordure pour mériter du moins la condamnation à laquelle ils avaient souscrit. Le pur amour de Fénelon n'excluait ni la confiance dans les promesses de béatitude éternelle ni les actes dont elle est le prix; mais il les reléguait parmi les motifs inférieurs. L'un abandonnait les actes comme inutiles; l'autre les discréditait comme insuffisans pour les parfaits. On sent combien, malgré leurs différences, les deux doctrines étaient près de se toucher.

Si ce n'était pas trop de tout l'esprit de Fénelon pour se jouer sur cette lame, ce n'était pas assez d'une vertu ordinaire pour ne pas glisser du quiétisme des honnêtes gens dans les désordres de Molinos. Certes le commerce de Fénelon avec Mme Guyon a été irréprochable, et c'est le triomphe de sa vertu qu'aucun de ses ennemis n'ait osé en douter. Pourtant cette amitié même, que Bossuet eut le grave tort de comparer à celle qu'inspirait Priscille (1) à l'hérésiarque Montan, était le principal défaut de la doctrine du pur amour, car il avait eu besoin, pour en traiter, de l'imagination ardente et de l'esprit curieux et mal assuré d'une femme (2); et de même qu'il fallait une force prodigieuse d'esprit pour se tenir suspendu sur l'abîme du quiétisme, de même il fallait la vertu des anges et des solitaires pour garder la pureté dans une amitié avec une femme jeune et passionnée, qui empruntait à la la langue de l'amour tous les termes de sa spiritualité.

Lui-même reconnaissait dans sa doctrine certains caractères qui auraient dû l'en garantir, si la bonne foi et l'opiniâtreté ne l'eussent aveuglé. Le livre des *Maximes*, disait-il, n'était pas utile à tout le monde; il ne convenait qu'à certaines ames, dans un certain état.

(1) Dame phrygienne qui avait quitté son mari pour suivre Montan ou Montanus, hérésiarque du IIe siècle, lequel se faisait passer pour prophète et faiseur de miracles; il mourut, à ce qu'on croit, sous Caracalla, en 212.

(2) Leibnitz voulait faire traiter cette matière par les femmes. « Rien, dit-il, n'est plus de la juridiction des femmes que les notions de l'amour, et comme l'amour divin et l'amour humain ont une notion commune, les dames pourront fort bien approfondir cette pensée de la théologie. » (Extrait d'un précieux volume publié par M. Cousin sous le titre de *Mélanges philosophiques*.)

Quelques personnes, il en convenait, abusaient du pur amour et de l'abandon. « Je sais, écrivait-il à un ami, que des hypocrites, sous de si beaux noms, renversent l'Évangile (1). » Comment donc s'arrêtait-il là, au lieu de conclure qu'il y avait sagesse à ôter *les beaux noms* aux hypocrites? N'est-ce point par les effets que se jugent les doctrines? Or, quelles marques plus sûres du danger d'une doctrine que son inutilité pour le plus grand nombre, et l'abus qu'en peuvent faire les hypocrites?

Dans un moment d'impartialité et de calme, peut-être après sa soumission, il écrivait d'une personne d'Arras, qui se croyait dans cet état particulier où, selon lui, la doctrine du pur amour porte tous ses fruits : « On ne se trompe point, quand on ne veut rien voir et qu'on ne s'arrête à rien de distinct pour le voir, excepté les vérités de l'Évangile. Il arrive même souvent que les lumières sont mélangées : auprès de l'une qui est vraie et qui vient de Dieu, il s'en présente une autre qui vient de notre imagination et de notre amour-propre ou du tentateur, qui se transforme en ange de lumière (2). » Que dire de plus juste de cette corruption insensible qui fait tourner les lumières mêmes en illusions et en mouvemens de vanité? J'aurais cru ce passage de Bossuet, si je ne l'avais lu dans Fénelon.

Bossuet avait donc bien raison de se déclarer ouvertement contre la doctrine du pur amour, et de la condamner pour les effets mêmes que, de l'aveu de Fénelon, elle produisait chez certaines personnes. Le représentant du catholicisme, c'est-à-dire de l'universel, devait repousser une doctrine à l'usage d'esprits de choix, d'ames placées dans un certain état, et qui corrompait l'excellence même du christianisme, qui est d'être la religion de tout le monde, des esprits de toute nature et de tout état. L'amour pur substituait au christianisme populaire une sorte de christianisme de conférences secrètes et mystérieuses, un christianisme de beaux esprits, faisant leur nécessaire de ce qu'ils déclaraient n'être pas utile à tout le monde, et qualifiant eux-mêmes leur piété de *piété distinguée*. C'était, en effet, leur prétention de ne rien dire comme les autres, et la religion eut aussi ses précieuses. L'abbé de Chanterac, qui était du clergé et des amis de Fénelon, homme d'esprit et de vertu d'ailleurs, écrivait que le crime de la doctrine était sa sublimité même, et que le tort de Fénelon était cette plénitude qu'on prenait dans les apôtres pour de l'ivresse (3).

(1) Lettres de Fénelon.
(2) Lettres de Fénelon.
(3) Correspondance de Fénelon.

Un préjugé fâcheux pour le pur amour, c'est qu'il avait pour partisans les ennemis de Pascal, les jésuites, ceux dont l'influence avait fait effacer du livre des *Hommes illustres contemporains*, de Perrault, les vies et les images d'Arnauld et de l'auteur des *Provinciales*, ceux qui, par dépit contre Racine, dont l'archevêque de Paris empruntait la plume pour réfuter Fénelon, donnaient pour sujet de thèse à leurs écoliers : *Racinius an est poeta? an est christianus* (1)? ceux dont Bossuet disait, même dans le fort de la dispute : « Leur crédit n'est pas si grand que leur intrigue. » Il ne faut rien exagérer, ni rendre la pureté de Fénelon responsable des excès stigmatisés dans les *Lettres provinciales;* mais c'était une mauvaise circonstance que d'être soutenu par une secte qui avait toujours subordonné la vérité de la doctrine à l'intérêt du corps, et qui favorisait toutes les imaginations du sens propre à cause de la prise qu'elle avait par là sur tous ceux qui s'y abandonnaient, croyant se rendre plus indépendans (2).

Ce fut un autre tort de la doctrine du pur amour d'avoir pour champion le fameux protecteur de Pradon contre Racine, le duc de Nevers, lequel avait loué les deux théâtres où se donnaient les deux *Phèdre*, afin de remplir celui où se jouait la pièce de Pradon, et tenir vide celui où se jouait la *Phèdre* de Racine. Le duc de Nevers défendit les *Maximes des Saints* dans des vers aussi secs que les doctrines de ce livre et aussi prosaïques que ceux de son protégé Pradon. Voltaire trouve néanmoins à louer de ce duc un portrait satirique de l'abbé de Rancé, qui n'est que médiocre. A la vérité, c'étaient des vers de grand seigneur, et il y était mal parlé d'un moine; double mérite aux yeux de Voltaire.

Fénelon avait en outre l'appui du fameux Le Tellier, qui laissa voir son inclination jusqu'à entraver la publication du livre de Bossuet sur les *États d'oraison*. Cet appui était d'ailleurs secret. Sauf ce père, personne de marque dans l'église ne s'engagea ouvertement dans la cause du pur amour, et Bossuet avait le droit de dire, dans sa *Relation :* « L'épiscopat n'a pas été entamé, et M. l'archevêque de Cambrai ne peut citer pour son sentiment aucun docteur qui ait un nom. » Au contraire, de grands noms dans l'église et dans les lettres vinrent en aide à Bossuet et à ses deux collaborateurs. L'abbé de Rancé, Nicole, Racine, prirent la plume contre le pur amour. Nicole, qui retrouvait

(1) Racine est-il un poète? Racine est-il chrétien?

(2) « Les pères jésuites, dit l'abbé de Chanterac, jugent bien autrement le livre des *Maximes;* ils l'approuvent, ils le louent, ils le défendent, etc. » (Correspondance de Fénelon.)

les jésuites sous les quiétistes, avait réfuté ces derniers dans un livre où Fénelon voyait « la plus implacable critique des mystiques (1). » L'abbé de Rancé, dans une lettre d'une modération et d'une clarté admirables, se prononça contre l'archevêque de Cambrai avec l'autorité que lui donnaient quarante années de solitude employées à méditer sur la perfection chrétienne. Pour Racine, j'ai dit qu'il avait prêté à l'archevêque de Paris une plume que conduisait certainement la plus pure conviction.

Presque tout le public éclairé se rangeait du côté de Bossuet, à Paris comme dans les provinces. C'était le savant abbé Nicaise de Dijon, le correspondant de Leibnitz et de nombre d'hommes éminens de l'époque, lequel, chose remarquable, attaquait les nouveaux quiétistes comme ennemis des belles-lettres (2). C'était Mlle de Scudéry, dont on sait combien l'esprit valait mieux que les livres, et qui écrivait à ce même abbé Nicaise ces paroles si sages : « Je ne veux point me mêler dans une dispute d'une matière si élevée, et je me tiens en repos, en me bornant aux commandemens de Dieu, au nouveau Testament et au *Pater;* car je crois, ajoute-t-elle, qu'une prière que Jésus-Christ a consignée ne contient pas un intérêt criminel, quoique Mme Guyon la regarde comme une prière intéressée, ce qui renverserait les fondemens du christianisme. » Un autre correspondant de l'abbé Nicaise, l'abbé Bourdelot, lui écrit : « Depuis la *Relation sur le Quiétisme*, M. de Cambrai est tombé dans le dernier mépris, et on en veut mal à M. l'archevêque de Paris et à M. de Meaux de l'avoir laissé faire archevêque, sachant tout ce qu'ils en savaient... Tant qu'il n'a été question que du dogme, il partageait les esprits; mais l'histoire et les faits l'ont accablé. » Il n'y a rien là que de vrai. Ce qui le prouve entre mille choses, c'est la conduite de ce même Perrault, qui, par complaisance pour les jésuites, avait retranché Arnauld et Pascal de ses *Contemporains illustres*, et qui, contraire d'abord à Bossuet, vint lui offrir, après la *Relation*, ses excuses et ses complimens.

Il parut, durant cette querelle, divers écrits en vers ou en prose, où le bon sens public donnait gain de cause à Bossuet. On en fit un recueil, où tout est à lire, même la préface, dont certains passages sont d'une excellente plume, et qui traite d'ailleurs Fénelon avec le respect qu'il méritait. « L'homme, y est-il dit, est vain jusque dans ce qui le devrait le plus rabaisser et humilier. Il veut renchérir sur tout,

(1) Correspondance de Fénelon.

(2) *Mélanges philosophiques*, par M. Cousin.

aller au-delà de Dieu, s'il pouvait; et ne le pouvant pas, il veut raffiner sur la manière de lui rendre le culte si simplement exprimé dans les Écritures. » Et plus loin : « On s'élève et on se guinde à des subtilités abstraites et impraticables qui deviennent dangereuses par leur impossibilité même et qui peuvent faire croire que la religion dépend de nos idées, et qu'elle en est le pur ouvrage. En voulant n'être rempli que de la grandeur de Dieu et du créateur, l'on néglige souvent de réfléchir sur le néant de la créature, sur sa faiblesse et son impuissance, sur le besoin qu'elle a d'être animée et soutenue par l'idée même de son bonheur pour éviter le désespoir et sa propre destruction (1). »

La pièce la plus piquante du recueil, c'est une paraphrase du *Pater noster* par les quiétistes. En voici trois couplets; la paraphrase est en regard du texte :

Adveniat regnum tuum.	Votre royaume a des appas Pour des ames intéressées; Les nôtres d'un motif si bas Se sont enfin débarrassées. S'il vient, il nous fera plaisir; Mais Dieu nous garde du désir!
Panem nostrum quotidianum da nobis hodie.	Seigneur, notre pain quotidien Ne peut être que votre grace; Donnez-la-moi, je le veux bien, Ne la donnez pas, je m'en passe. Que je l'aie ou ne l'aie pas, Je suis content dans les deux cas.
Et ne nos inducas in tentationem.	Seigneur, si votre volonté Me met à ces grandes épreuves Qui désespèrent le tenté, Mon cœur, pour vous donner des preuves De mon humble soumission, Consent à la tentation (2).

(1) Recueil de diverses pièces sur le quiétisme.

(2) Voici pour des goûts plus grossiers et pour ceux qui doutaient fort injustement de la vertu de Mme Guyon :

Un prélat, certain jour, exhortant la Guyon,
S'informait si des sens chaque tentation
Du pur amour divin ne l'avait point tirée.
La dévote lui répondit
Que, comme un autre Saint-Esprit,
Lacombe l'avait obumbrée.

Le père Lacombe avait été le directeur de Mme Guyon.

Bossuet n'eut pas d'abord pour lui le roi et Mme de Maintenon, ou, s'il les eut, ce fut d'autorité plutôt que par leur penchant. « Il n'y a rien à en attendre, écrivait-il à son neveu, que des choses générales dans l'occasion. » On sait que les jésuites étaient à la cour les garans de l'orthodoxie de Fénelon; il y était d'ailleurs fort soutenu par les ducs de Beauvilliers et de Chevreuse, dont il était l'ame, et par l'affection que le duc de Bourgogne gardait à son ancien précepteur; mais Bossuet finit par entraîner tout.

Le plus considérable de ses partisans fut Leibnitz. L'adhésion de Leibnitz est d'autant plus décisive qu'elle venait d'un protestant, et que bon nombre de protestans penchaient pour Fénelon à cause du schisme qu'il introduisait dans l'église catholique, et par hostilité contre Bossuet, qui leur avait porté un coup si rude dans son *Histoire des Variations*. L'opinion de Leibnitz sur la querelle entre Bossuet et Fénelon est le jugement même de la postérité. Il n'y a rien à y changer.

D'abord, sur le premier bruit des préventions dont le livre des *Maximes* est l'objet, il incline vers Fénelon comme vers l'opprimé : « Ne fait-on pas un peu de tort à M. l'archevêque de Cambrai? écrit-il à l'abbé Nicaise. Je me défie toujours un peu du torrent populaire, et toutes les fois que j'entends crier *crucifige!* je me doute de quelque supercherie. » Puis, après avoir lu les écrits des deux prélats, il se range du côté de Bossuet. Il approuve fort la lettre de l'abbé de Rancé. Il trouve excellens les vers de Boileau sur le pur amour :

C'est ainsi quelquefois qu'un indolent mystique,
Au milieu des péchés tranquille fanatique,
Du plus parfait amour pense avoir l'heureux don
Et croit posséder Dieu dans les bras du démon (1).

Selon les apparences, pense-t-il, Mme Guyon est une orgueilleuse visionnaire, et l'archevêque de Cambrai a été trompé par son air de spiritualité. Enfin il approuve la conduite de Louis XIV faisant cesser la dispute, et il loue jusqu'au bref ou bulle du pape, dit-il, qui condamnait Fénelon. « Je suis, conclut-il, prévenu pour deux choses : l'une est l'exactitude de M. de Meaux, l'autre est l'innocence de M. de Cambrai (2). »

Cette innocence n'était contestée de personne. Mme de Maintenon,

(1) Épître sur l'amour de Dieu.

(2) *Mélanges philosophiques*, publiés par M. Cousin.

qui ne voulait point le perdre, lui en rend un bel hommage. « S'il n'était pas trompé, écrivait-elle, il pourrait revenir par des raisons d'intérêt. Je le crois prévenu de bonne foi; il n'y a donc plus d'espérance. » Les bons esprits ne doutaient pas plus de la bonne foi de Fénelon que de l'exactitude de Bossuet. Pour l'innocence de ce dernier, certaines gens en doutaient, disant tout haut que le livre des *Maximes* eût été orthodoxe, si Fénelon n'avait pas été précepteur du duc de Bourgogne. Voici ce que leur répondait Bossuet : « Quant à ceux qui ne peuvent se persuader que le zèle de défendre la vérité soit pur et sans vue humaine, ni qu'elle soit assez belle pour l'exciter toute seule, ne nous fâchons point contre eux. Ne croyons pas qu'ils nous jugent par une mauvaise volonté, et après tout, comme dit saint Augustin, cessons de nous étonner qu'ils imputent à des hommes des défauts humains (1). » Aveu d'autant plus noble que Bossuet semble reconnaître comme possible, sinon confesser comme délibéré et volontaire, tout ce qui lui échappa au-delà des droits de la polémique. Ma passion pour la gloire de Bossuet ne va pas jusqu'à nier ce qu'il y eut d'outré dans ses démarches à la cour de Rome, où d'ailleurs il n'était que trop bien servi par son neveu, homme opiniâtre, faisant bien plus les affaires de l'influence temporelle de son oncle que celles de sa foi, mais d'ailleurs d'un talent et d'une fermeté d'esprit nullement méprisables.

Ce sont les amis surtout et les proches qu'il faut accuser de ce qui fut employé d'armes mauvaises dans ce magnifique combat. C'est l'abbé de Chanterac du côté de Fénelon, et l'abbé Bossuet du côté de l'évêque de Meaux, qu'il faut rendre responsables, l'un de ce fonds d'orgueil que Fénelon nourrissait sous cette piété inaccessible, l'autre de la vivacité qui poussa Bossuet, soit à livrer des secrets qu'il aurait dû tenir ensevelis, soit à conseiller les menaces pour arracher au saint-siége une prompte condamnation. Dans les débats des esprits supérieurs, ceux de leurs amis qui ne les peuvent suivre dans cette sphère, où la vérité les domine invinciblement et les détache de toute vue humaine, ne s'intéressent qu'à leurs faiblesses et à leurs arrière-pensées, et pour le profit qu'ils en espèrent tirer; et il n'arrive que trop souvent, aux jours où l'attrait de la vérité s'affaiblit pour les deux adversaires, qu'excités par des subalternes intéressés ou aveugles, ils laissent arriver dans leur intelligence ces vues humaines qui se mêlent insensiblement aux plus pures lumières.

(1) *Relation du quiétisme.*

Il ne faut donc pas s'étonner qu'il y ait eu des fautes commises de part et d'autre, du côté de Bossuet par emportement, du côté de Fénelon par cette habileté qui fut si prodigieuse qu'elle fit mettre en doute sa sincérité, et que la magnanimité même de sa soumission après le bref du pape fut interprétée comme l'action d'un habile homme. C'est encore le grand Leibnitz qui en juge ainsi. « M. l'archevêque de Cambrai, écrit-il, s'est mieux tiré d'affaire qu'il n'y était entré. Il en est sorti *en habile homme*, et il y était entré sans penser aux suites qu'elle pouvait avoir. » Ce jugement est celui d'un homme de génie qui ne voyait pas de loin et d'en bas, comme la foule, la conduite de Fénelon avec l'illusion de la distance; il la voyait de près, et pour ainsi dire de plain pied, par cette connaissance qu'ont de leurs égaux les hommes supérieurs. Il apercevait le calcul jusque dans la soumission, et ce fameux mandement par lequel Fénelon faisait connaître à ses diocésains la condamnation dont l'avait frappé le saint-siége, Leibnitz n'y voyait que l'acte d'un *habile homme*.

Dix ans plus tard, dans une lettre au père Letellier, confesseur de Louis XIV, qui pensait à le remettre en grace auprès du roi, Fénelon prouvait combien Leibnitz avait vu juste. Parlant de sa condamnation et de la doctrine qui avait triomphé, il dit : « Celui qui errait a prévalu; celui qui était exempt d'erreur a été écrasé. » Il est vrai qu'il ajoute, comme pour ne pas démentir le fameux mandement de soumission : « Dieu soit béni, je ne compte pour rien non-seulement mon livre, que j'ai sacrifié à jamais avec joie et docilité à l'autorité du saint-siége, mais encore ma personne et ma réputation. » C'est toujours, et jusqu'à la fin, l'homme et le rôle, et une admirable vertu qui en purifie et en rend aimable la contradiction.

Le combat de ces deux grands prélats est un des plus beaux souvenirs de l'histoire de notre littérature. Chacun y déploya, outre les qualités propres à son génie, les qualités de sa cause; mais la supériorité fut pour celui qui défendait la bonne. Le fameux livre des *Maximes des saints*, d'où naquit le scandale, parut avant les *États d'Oraison* de Bossuet. Ce livre n'est qu'un recueil de propositions et de formules, le plus souvent inintelligibles même pour le temps. « Je ne puis, disait M. Tronson, esprit profond et grave théologien, je ne puis qu'estimer ce que j'y entends et admirer ce que je n'y entends pas. » Un style sec, quoique précis et facile, point d'onction, rien pour le cœur, des axiomes d'une théologie sans date et sans tradition, une piété qui ne prie ni n'espère, et d'ailleurs aucune des qualités

aimables de l'auteur de *Télémaque :* tel est ce livre; la cause de Fénelon avait gâté son génie (1).

Il n'en est pas de même du livre des *États d'Oraison*. C'est un historique vif et intéressant de l'origine et des progrès de la doctrine des auteurs mystiques. Bossuet se donne d'ailleurs beaucoup de liberté dans des matières qui ne se recommandaient ni de l'autorité des livres saints, ni de la parole de Jésus-Christ, ni de celle des apôtres, ni des décrets des conciles, et dont la tradition remontait à peine à quatre ou cinq siècles. Il avouait à Fénelon qu'avant ces disputes sur l'oraison passive et le pur amour, il avait négligé les auteurs mystiques dont les livres, disait-il, ne sont bons qu'à demeurer « inconnus dans des coins de bibliothèque avec leur langage exagératif et leurs expressions exorbitantes (2). »

Gerson en avait parlé dans les mêmes termes deux siècles auparavant, lorsqu'ayant à surveiller *les amans de Dieu* de son temps, il qualifiait leurs travers d'*insanias amantium, imo et amentium*, folies d'amans *ou plutôt folies de fous*. Bossuet, malgré son respect, n'épargne pas même les plus saints, pour peu que leurs expériences ne soient pas conciliables avec la doctrine de l'église. Ni saint François de Sales, ni sainte Thérèse, ni le bienheureux Jean de Lacroix, ne peuvent prévaloir contre les principes et le bon sens. Il faut à Bossuet « des expériences solennelles et authentiques, celles des prophètes, des apôtres et des saints pères qui les ont suivis, et non pas des expériences particulières qu'il est difficile ni d'attribuer ni de contester à personne par des principes certains. » C'est ainsi que, dans cette matière si au-dessus du sens commun, il reste, comme en toute autre, attaché au sens commun, discernant ce que ces subtilités cachaient de réel, et s'arrêtant toujours à la limite de l'intelligible. Le chrétien conduit par un tel guide peut tenter impunément les expériences des parfaits, et le curieux qui cherche la philosophie sous la théologie reconnaît dans les doctrines défendues par Bossuet le cœur et l'esprit de l'homme

(1) Voici ce que disent du style Bossuet et ses deux collaborateurs, l'évêque de Chartres et l'archevêque de Paris, dans une déclaration en latin, adressée au pape Innocent XII : « Aussi, en général, le style du livre est-il tellement entortillé ou embarrassé (*tortuosus ac lubricus*), qu'à peine en peut-on tirer un sens certain en plusieurs endroits, après s'y être appliqué; ce qui est la marque d'une doctrine sans principe et sans suite, où l'on ne cherche par tant de correctifs que des faux-fuyans et des détours. »

(2) *Instructions sur les états d'oraison.*

mieux compris, et, dans l'art qu'il met à les défendre, la méthode éternellement la meilleure pour rechercher et exposer toute espèce de vérité.

Le livre de Fénelon parut un peu après celui de Bossuet. Il l'avait fait lire en manuscrit à l'archevêque de Paris et à l'évêque de Chartres, qu'il essayait, en habile homme, Leibnitz a autorisé le mot, de séparer de l'évêque de Meaux. Ce fut une nouvelle blessure pour Bossuet. On se cachait de lui, on le voulait brouiller avec ses confrères, et peu s'en était fallu que Fénelon n'y réussît, car il obtint d'abord pour son livre une sorte d'approbation, que les deux prélats lui retirèrent ensuite avec éclat, parce qu'il n'en sut pas user discrètement.

Pendant que Rome examinait ce livre avec la lenteur propre au saint-siége, la guerre de plume commença entre les deux adversaires. Les écrits se succédaient sans interruption. A Rome, on se disputait les juges par des traités *ex professo* écrits en latin; à Paris, on se disputait les spectateurs par des attaques et des répliques en français. Quatre lettres de Fénelon, pleines de vivacité et d'esprit, mirent d'abord le public de son côté. Il y atténuait tout; il répandait de la grace sur les arides formules du livre des *Maximes*. Tous les esprits cultivés qu'il conviait, par de si agréables avances, à prendre sa défense, lui surent gré de les rendre compétens, par tant de précision et de clarté, dans une matière de théologie si ardue. On admirait cet air de résignation et de candeur; on se laissait prendre à ces offres de soumission sous lesquelles perçaient l'assurance et l'opiniâtreté, à cette sensibilité qui touchait les femmes. Une première disgrace de cour vint ajouter au charme. Louis XIV avait relégué Fénelon à Cambrai. Le succès de ces lettres fit dire à Bossuet : « Qui lui conteste l'esprit? Il en a jusqu'à en faire peur, et son malheur est de s'être chargé d'une cause où il en faut tant. » Pour lui, il répondit avec sa vigueur et sa simplicité ordinaires, se renfermant jusqu'à la fin dans l'exactitude, pensant plus aux juges qu'aux curieux. « Pour des lettres, écrivait-il à Fénelon, composez-en tant qu'il vous plaira; divertissez la ville et la cour, faites admirer votre esprit et votre éloquence, et ramenez les graces des *Provinciales;* je ne veux plus avoir de part au spectacle que vous donnez au public. »

Sauf quelques passages où l'aigreur avait peine à se cacher, la polémique n'avait porté jusqu'alors que sur les doctrines; mais les lenteurs du saint-siége, auprès duquel Fénelon avait de puissans amis, un premier jugement où les voix s'étaient partagées, tant de raffinemens nés de la dispute, toute cette mauvaise fertilité, comme l'appelle Bossuet,

des esprits subtils, lui donnèrent l'idée, je devrais dire la tentation, d'en venir aux personnalités. L'impatience l'avait gagné. Il sentit que tout ce qui lui restait à vivre se serait consumé vainement à poursuivre un adversaire qui, par mille tours de souplesse, échappait à toutes les prises; car comment réduire cette opiniâtreté qui affectait toutes les offres de soumission et d'obéissance? Comment arracher une concession à un homme toujours prêt à céder, disait-il, pourvu qu'on lui marquât avec précision les endroits et les sens condamnables, et qui n'était jamais d'accord ni du sens, ni de l'endroit qu'on lui marquait? L'attaquait-on par le sens direct, c'est par l'indirect qu'il se défendait, et de quelque côté qu'on le prît, ou bien il n'avait pas dit ce qu'on lui faisait dire, ou bien on ne lui faisait pas dire ce qu'il avait dit. Lui opposait-on quelque endroit noté comme erroné : il y avait fait des correctifs auxquels on n'avait point eu d'égard. Lui montrait-on qu'il s'était contredit en soutenant deux propositions opposées et également absolues, l'une des deux, disait-il, ne devait être entendue qu'au sens relatif. Ce n'était pas mauvaise foi : il n'est pas donné à la mauvaise foi d'être si opiniâtre, car, comme elle a pour mobile un intérêt, il suffit d'un intérêt plus grand pour la faire céder; mais la bonne foi d'un esprit subtil et chimérique lasserait la raison du genre humain.

Quoi qu'il en soit, Bossuet perdit patience, et, passant des doctrines aux faits, il publia la *Relation du Quiétisme*, livre admirable dont les belles et faciles réponses de Fénelon ne purent affaiblir l'effet. Ce livre ruinait les doctrines de l'archevêque de Cambrai par les vrais principes, présentés de nouveau et résumés avec une invincible exactitude, et par les motifs secrets que Bossuet n'aurait pas dû trahir. On ne vit plus une question de dogme, mais un prince de l'église, un archevêque, un esprit supérieur, devenu le sectaire d'une femme que les plus indulgens tenaient tout au moins pour folle. Vainement, dans ses réponses, Fénelon prodigua la dignité et les graces; sa générosité même se tournait contre lui, car en affectant de donner le nom d'*amie* à Mme Guyon, il découvrait son illusion; et si la charité eût alors parlé au cœur de Bossuet, il eût regretté d'avoir réduit son adversaire à avouer un commerce qui ne pouvait être que coupable ou ridicule. A la vérité, la vertu de Fénelon n'avait pas permis qu'il fût coupable; mais la supériorité de son esprit n'avait pas empêché qu'il fût ridicule. En tout cas, l'explication de sa conduite dépendait du caprice des jugemens humains, et ce fut le comble du scandale et de la disgrace que quelqu'un pût se croire le droit de douter de l'innocence de Fénelon.

On sait le dénouement de cette affaire. Fénelon fut traité en vaincu; on l'accabla dans sa personne et dans ses amis. Louis XIV avait demandé à Rome l'examen des *Maximes des Saints;* il finit par en exiger la condamnation. La bulle du pape vint enfin frapper l'archevêque de Cambrai : il était prêt pour un triomphe décent comme pour une défaite habilement supportée. Quoique le coup l'eût frappé au cœur, nul ne s'aperçut qu'il était blessé, et, pareil à ce lutteur rhodien de son *Télémaque* qui, renversé par le fils d'Ulysse, tâche encore de le mettre dessous (1), il sut faire un dernier tort à son vainqueur de la grace même avec laquelle il tomba.

IV.

Quoique les armes n'aient pas toujours été bonnes, la victoire a été juste. Juste en ce qui touche le dogme, elle l'a été pareillement pour qui ne regarde dans cette querelle fameuse que les principes des deux adversaires, les conséquences générales de ces principes pour la conduite de l'esprit, et enfin le côté par lequel une lutte entre deux des plus grands écrivains de notre pays peut intéresser notre littérature et notre langue.

Le principe fondamental de Bossuet, c'est la tradition, le catholique, l'universel, le *nous*. Le principe de Fénelon, c'est le particulier, et s'il y a tradition, tout au plus, une tradition d'hier; c'est l'expérience personnelle, le *moi*. En d'autres termes, Fénelon part du sens individuel; Bossuet du sens commun. Ces deux principes sont également légitimes; c'est la lutte sans cesse renouvelée du sens individuel et de ses expériences contre la discipline et la tradition, qui fait la vie des sociétés humaines. Les révolutions ne sont autre chose que le combat, rendu sanglant par les passions qui s'y mêlent, du principe du sens propre, d'où naît l'activité et l'invention, et du principe du sens commun et de la tradition, d'où naît l'ordre, la règle, la hiérarchie, l'esprit de conservation si nécessaire pour balancer et pour contenir l'esprit d'invention. C'est pour ce grand combat que la Providence met au monde, à certaines époques, des hommes supérieurs en qui se personnifient les deux principes, et c'est parce que ce combat est nécessaire et inévitable que tout combattant qui y est de bonne foi est innocent; mais, comme il n'y a de combat dans ce monde que pour

(1) Livre V.

qu'il y ait un vainqueur et un vaincu, toutes les fois que le principe du sens commun ne peut pas vivre avec le principe contraire, il faut qu'il l'emporte. Le plus beau moment des sociétés humaines est celui où une transaction est possible, et où le sens commun, qui ne mérite ce nom qu'à la condition de ne rien exclure, s'enrichit des inventions du sens propre tout en triomphant de ses excès.

Dans la querelle entre Bossuet et Fénelon, la transaction était impossible : le sens propre n'y apportait que les pires de ses excès, des subtilités à fatiguer l'intelligence de théologiens comme M. Tronson, une piété qui paraissait inaccessible à des solitaires comme l'abbé de Rancé. Il importait donc qu'il fût vaincu; il l'importait pour l'esprit français comme pour la religion. Orthodoxe quant à la foi, Bossuet ne le fut pas moins quant à la méthode, et si l'on ne cherche dans cette polémique que des règles et des leçons pour la conduite de l'esprit, la supériorité du talent, comme la gloire du bon exemple, appartiennent à Bossuet.

Dans cette admirable polémique, Bossuet laisse rarement voir la personne. S'il parle de lui, c'est seulement à titre d'évêque chargé du dépôt des ames. On l'a accusé d'arrière-pensées de rivalité : s'il en mérite le reproche, Dieu le sait; mais il n'en paraît rien dans ces écrits où il semble porter la parole au nom de l'église assemblée, sans ménagement mondain, mais sans colère. Bossuet ne songe pas plus à éviter le soupçon de jalousie qu'à affecter les vains égards. Rien, dans ses écrits, n'est donné au désir de plaire; nulle affectation de candeur hors de propos, point d'inutiles marques de déférence pour cacher le secret plaisir de colère avec lequel on porte les coups, point d'éloges excessifs prodigués à l'adversaire pour détourner l'accusation d'envie. Bossuet n'a pas besoin de surfaire le mérite de Fénelon, parce qu'il ne craint pas de l'estimer. Tantôt l'énormité de ses erreurs le révolte; tantôt les prodigieuses ressources de ce talent lui tirent des paroles d'admiration qui ne sont pas de vaines atténuations du tort qu'il entend bien lui faire par ses réponses. Les écrits de Bossuet sur le quiétisme resteront le modèle de la polémique personnelle, puisque l'imperfection humaine veut qu'il y ait de la polémique personnelle.

Pour le fond, Bossuet s'arrête où cesse la lumière. On ne l'embarrasse point par l'autorité des saints mystiques. La tradition qu'on lui oppose étant récente, et de tolérance plutôt que de discipline, la même raison qui se courbait devant les mystères, et se faisait gloire de n'en pas pénétrer les obscurités vénérables, ne s'émeut point de

certains raffinemens qui s'autorisent du nom d'un saint. Fénelon le poursuivait de citations de saint François de Sales : « Pourquoi, répondait Bossuet, affecter de répéter ces passages, et faire dire à tout le monde que le saint homme s'est laissé aller à des inutilités qui donnent trop de contorsions au bon sens pour être droites? » Et ailleurs : « Ce sont des expressions et non des pratiques. » A-t-il d'ailleurs méconnu ou trop peu estimé les délicatesses de la piété des contemplatifs? Celui à qui l'abbé de la Trappe donnait raison contre Fénelon ne peut être accusé d'avoir fait la part trop petite aux solitaires et aux parfaits. Quoique plus sensible aux vérités de la foi populaire et du catéchisme obéi en toute simplicité, il entrait volontiers dans les besoins des esprits qui cherchaient un commerce plus intime avec Dieu; mais il ne voulait les suivre que jusqu'où sa vue pouvait pénétrer. On l'a appelé l'aigle de Meaux; si cette image n'est pas vaine, il la faut entendre aussi bien de la force de son regard que de la hardiesse de son vol. Or, qui oserait dire qu'au-delà de la portée de ce regard il y eût autre chose qu'illusion et ténèbres?

Le défenseur du sens propre, Fénelon, est tout entier de sa personne dans ses écrits. Il parle en son nom, il est le plus souvent toute sa tradition. Le *moi*, si haïssable, même quand il est paré de tant de graces, remplit sa polémique. Le sens propre, l'expérience, disent en effet : *moi*. De là vient même l'attrait tout particulier de ses écrits. On y voit tous les mouvemens d'un homme d'un esprit extraordinaire, qui défend, non une vérité transmise et universelle, mais des idées particulières, qu'il déclare d'un intérêt médiocre pour le plus grand nombre, et qu'il traite comme sa propre chose, les adoucissant, les atténuant, les modifiant par des correctifs qui faisaient dire à Bossuet : « La vérité est plus simple, et ce qui doit si souvent être modifié marque naturellement un mauvais fond. » Fénelon sait bien ce que les hommes admirent en lui, et c'est par là qu'il se fait voir. On sent dans cette controverse ce désir de plaire, même à ses laquais, dont parle Saint-Simon. Pourvu qu'il sauve la faveur de sa personne, sa cause est gagnée. Il semble qu'il ne cherche qu'un succès personnel dans un débat de doctrine, et son ardeur à se montrer sous un beau jour fait quelquefois oublier ce qu'il se doit. Ainsi, croirait-on qu'un archevêque, un homme de cette vertu, un Fénelon, se défende d'avoir menti? C'est pourtant ce qu'il fait à satiété. Se contente-t-il du moins d'une protestation en termes généraux, comme il sied à un homme aussi au-dessus du mensonge que le ciel est au-dessus de la terre? Non. Il établit subtilement qu'il n'a pas pu mentir,

parce qu'il y aurait moins gagné qu'à rester vrai, comme s'il eût plus craint de passer pour maladroit que pour menteur. C'est lui d'ailleurs qui prodigue à son adversaire la déférence et l'admiration, ici par légèreté de plume et sans à-propos (1), ailleurs par calcul, et pour rendre plus dangereux des coups portés d'une main plus respectueuse.

Je reconnais là les formes qu'affecte le sens propre, et je les note dans Fénelon, parce qu'elles sont communes à toutes les opinions particulières. Il en est d'autres encore plus caractéristiques: ce sont les protestations de docilité, de soumission absolue. Son esprit en varie les tours à l'infini : offres de tout quitter, prières pour qu'on ne le ménage point, et qu'on se dispense avec lui des respects humains, humbles instances pour qu'il y ait décision; c'est trop peu, sommation qu'on en finisse avec lui, promesse de se taire, de s'aller cacher et de faire pénitence, déclarations réitérées d'humilité et de petitesse : « Réglez-moi tout ce que vous voudrez; j'aime autant me rétracter aujourd'hui que demain; traitez-moi comme un petit écolier, etc. » Mais voyez au fond de toutes ces demandes de prompte décision : ce sont autant de défis portés à ses juges de rien décider. D'autant plus qu'il ajoute : « Qu'on me fasse voir clair; qu'on précise, qu'on marque les termes; » comme s'il n'avait pas d'avance mille échappatoires pour se dérober aux décisions.

Encore un trait du sens propre : c'est d'atténuer le refus de ce qui vous est demandé en offrant mille fois davantage. Fénelon est-il invité à faire le sacrifice de quelque vaine proposition dans un ordre de vérités qu'il juge lui-même n'être pas utile à tout le monde, il offre d'aller au martyre où personne ne songe à l'envoyer. Après la rétractation de Mme Guyon et l'absolution de Bossuet, qui la déclarait innocente, on priait Fénelon de condamner, pour l'abus qui pouvait en être fait, certaines maximes de cette dame. Ce blâme ne touchait plus son amie, puisqu'elle s'était rétractée; on le lui demandait non contre elle, car elle était réconciliée, mais dans l'intérêt de ceux qui pouvaient s'y méprendre. Qu'offrait-il? De brûler Mme Guyon de sa propre main et de se brûler lui-même; ce qui faisait dire à Bossuet : « Il n'y a rien à brûler ici. » On sourit de ces expressions, qui lui partent un peu trop fréquemment pour que la sincérité n'en perde pas de son prix :

(1) Il résulte d'une lettre de Fénelon à Bossuet que celui-ci l'avait prié de lui épargner les louanges. Cette lettre se termine ainsi : « A cause que vous avez défendu à mes lettres tout compliment. »

Je le signerai, je l'eusse signé, je suis prêt à le signer de mon sang. Qu'y a-t-il donc à signer du sang d'un archevêque? Est-ce quelque vérité universelle? Est-ce un de ces dogmes d'où dépend toute la foi? Nullement; c'est quelque définition du quatrième ou du cinquième amour, une chimère, une subtilité dont son imagination a fait un dogme. On ne risque pas de rencontrer ces violences de paroles chez le défenseur de l'universel; loin qu'il tombe dans l'excès d'engager son sang, il ne daigne pas prendre acte de l'offre que Fénelon fait du sien.

Au reste, la victoire éclatante de Bossuet n'ôta pas à Fénelon ce à quoi il tenait peut-être le plus, la faveur de la personne. Le saint-siége même, en le frappant, laissa voir qu'il avait été sensible à ce grand art de plaire, que relevait une vertu admirable; et si l'évêque de Meaux resta maître des intelligences, l'archevêque de Cambrai resta maître des imaginations.

La défaite de Fénelon fit cesser des écrits où la belle langue du XVIIe siècle recevait de si graves dommages de cette spiritualité outrée qui la chargeait de vains mots et altérait sa pureté. En discréditant la fausse subtilité dans les matières de théologie, Bossuet la fit mépriser dans toute espèce d'écrits, et il fortifia le penchant de l'esprit français à n'admettre et à n'estimer que ce qui est simple et vrai. Ce fut peut-être le fruit le plus réel de sa victoire, car je doute que le quiétisme se fût établi en France, et que la victoire des visionnaires du pur amour eût propagé les excès de Molinos dans un pays où le ridicule n'aurait pas eu besoin des bulles du pape pour détruire un parti de cyniques de dévotion.

NISARD.

DRAME-JOURNAL

DE

SOPHIE-DOROTHÉE

FEMME DE GEORGE Ier.

Le 16 novembre 1726, trois voitures de deuil quittaient la forteresse d'Ahlden, château féodal des ducs de Brunswick. Un écusson voilé d'un crêpe s'abaissait au-dessus de la porte; le pont-levis retentissait sous le poids du catafalque, et le même blason, composé des armoiries écartelées de la maison d'Olbreuse en Poitou et de la maison princière de Brunswick-Lünebourg, se répétait sur le cercueil et sur les carrosses. Il était difficile de comprendre la solennité de ces funérailles en ce lieu pauvre et isolé. Dans la première voiture, il y avait une femme qui pleurait; dans la seconde et la troisième, on apercevait quelques figures de cérémonie, physionomies plates de baillis, de surintendans et de dames d'honneur germaniques. Les eaux demi-glacées de l'Aller, éclairées d'un soleil gris et terne, la rue tortueuse du petit village d'Ahlden avec ses cailloux inégaux, la pauvre population étiolée de tisserands chétifs qui apparais-

(1) *Memoirs of Sophia-Dorothea, consort of George I,* chiefly from the secret archives of Hanover, Brunswick, Berlin and Vienna. London, 2 vol., H. Colburn, 1845.

saient sur les portes, le bonnet à la main, pour saluer le cadavre, composaient une scène triste et complète, à laquelle il ne manquait rien, pas même les larmes de ces bonnes gens du village et les pas mesurés des quarante trabans au costume hongrois, montés sur de lourds chevaux. Six cents personnes environ, hommes, femmes et enfans, suivirent humblement le cercueil de leur bienfaitrice, qui allait dormir, après une vie de douleur, dans un caveau de princes.

Ce n'est pas un récit romanesque que nous voulons commencer; il s'agit de faits incontestables qui touchent aux premières maisons de l'Europe, et se rapportent à l'une des destinées les plus déplorables du dernier siècle. La réalité apparaît plus touchante que les inventions, quand le temps, de son souffle, enlève ces couches de feuilles sèches et entassées qu'on nomme intérêts et passions; alors, et long-temps après les évènemens, nous apprenons ce que l'homme vaut, ce que la société ose, ce que les peuples souffrent, et ce qui se passe sous nos yeux, au milieu des civilisations florissantes. Il y a d'effroyables iniquités qui se révèlent, des crimes plus odieux que ceux dont les tribunaux font justice qui éclatent après des siècles, des secrets de l'histoire privée qui font peur au philosophe, des mains sanglantes qui sortent de terre, et des lumières lugubres qui se répandent sur le cœur humain. Ces secrets ne s'apprennent que tard; on les ensevelit aussi profondément que possible, et l'honneur des familles, la cupidité, l'indifférence, jettent à l'envi leurs pelletées de terre sur les victimes sacrifiées, celles surtout qui se sont heurtées et brisées contre les puissances de ce monde. Victimes dont l'histoire ne s'occupe guère, et dont les pleurs ont coulé devant Dieu, ignorées de tous, sans justice de la part des hommes que les égoïsmes envahissent, que les jouissances absorbent, ne serait-il pas temps de vous donner un coup d'œil, de jeter la clarté sur vos noms effacés, sur vos vertus perdues et vos inutiles dévouemens, et de s'accoutumer à vous compter pour quelque chose?

Parmi les souvenirs de ce genre, il n'en est point de plus dignes d'intérêt que celui de Sophie-Dorothée de Hanovre, dont je montrais tout à l'heure le convoi solitaire. Duchesse d'Ahlden et princesse de Zelle par son père, ses mémoires, composés par elle-même pendant une captivité de trente-deux ans, viennent de paraître à Londres sous le titre de *Journal* et la forme de drame, « écrit par Sophie-Dorothée dans sa prison, et fait pour éclaircir les évènemens de sa vie. » L'authenticité de ces mémoires ne peut souffrir de doute (1). La forme en

(1) *Diary of the Conversations of the principal personages at the courts of*

est bizarre, le style fatigant, la phraséologie épaisse, et il n'y a que la princesse elle-même, dont le respect pour la vérité ait pu gâter à plaisir la tragédie domestique dont elle était l'héroïne. Reproduisant les conversations des personnages avec qui elle a entretenu des rapports, elle ne fait pas grace d'une révérence, ou d'un domestique apportant une lettre sur un plateau; vous diriez ces images dont le soleil est le peintre fidèle, et c'est le plus triste peintre et le plus lugubre dont on puisse s'aviser; la princesse est peintre à la manière du soleil. Elle n'a donc fait ni un bon drame ni un bon roman, et la pauvre femme a mal traité sa propre vie. Elle s'enfonce dans les mots; l'étiquette allemande règne dans le livre, au point de nous dérober les émotions dont il est rempli, et même les idées quand il y a des idées. Les caractères des personnages n'apparaissent pas avec netteté au milieu de cette pâte verbeuse et sous les draperies d'une cour cérémonieuse et brutale.

Avant la publication de ces documens sans art, qui prouvent l'innocence de la princesse et ne prouvent pas son talent, on savait d'une manière confuse l'histoire de cette épouse de George Ier, accusée par lui d'une intrigue amoureuse avec le beau Kœnigsmark, que l'on fit disparaître; les romanciers avaient brodé de leur mieux une étoffe si riche et si vague. Les historiens ne s'accordaient pas sur les motifs et sur les détails de l'anecdote, et Walpole lui-même, auquel les particularités de la cour n'échappaient guère, n'avait pu soulever les voiles dont cette lugubre aventure s'était enveloppée. L'archidiacre Coxe, dans ses mémoires sur Robert Walpole, avait contredit les assertions de son prédécesseur, et les derniers historiens de la maison d'Hanovre, lord Mahon et M. Jesse, avaient jeté dans cette obscurité des conjectures qui ne faisaient que l'accroître.

Aujourd'hui l'auto-biographie de Sophie-Dorothée vient de paraître à Londres, escortée de renseignemens accessoires et inédits fournis par les archives de Vienne, de Berlin, du duché de Brunswick et du duché de Zelle. Au manuscrit de la princesse, qui porte pour premier titre *Précis de mon Destin et de ma Prison*, viennent se joindre la confession d'une mourante, la comtesse Platen, qui joua dans ce drame un rôle sanglant et ignoré, celle d'un assassin salarié, dont le même ecclésiastique reçut les aveux (1), une correspondance volumineuse et une narration détaillée, écrite en allemand par la confidente

Hanover and Zelle, illustrative of the history of Sophia-Dorothea, written by herself, and now first translated from the original kept by that princess, during her thirty-two years' imprisonment in the castle of Ahlden.

(1) *Leichen-predigt auf C. E. Grœfin von Platen,* mit den personalien.

et la dame d'honneur de Sophie (1), Mlle de Knesebeck, qui partagea sa captivité. Sous le rapport du style, il n'y a rien à dire de cet ouvrage, dont la première partie contient le récit embrouillée et emphatique des aventures de Sophie. Appliquons à ce fragment d'histoire une sévérité plus critique, et suivons de près les documens auxquels le second volume est consacré, documens précieux pour les annales du XVIIIe siècle et celles de la civilisation moderne en Allemagne et en Angleterre.

Entre 1650 et 1750, l'ascendant de Louis XIV ne se fit pas sentir seulement en France et en Espagne; cette prépondérance politique, chèrement acquise, chèrement payée, domina le nord de l'Europe, qui résistait à notre puissance en cédant à l'impulsion de nos mœurs. Maîtres du mouvement général, chefs de la civilisation européenne, nous commencions l'éducation sociale de la Russie, de la Prusse, de la Suède, et même, sous certains rapports d'élégance, de la Grande-Bretagne. On nous imitait mal, comme il arrive toujours, et cette inoculation imparfaite produisait des effets aussi étranges que ceux qui, entre 1520 et 1600, avaient suivi la parodie des mœurs italiennes, importée en France par François Ier et Louis XII. On connaît ce mélange de rudesse et de volupté, de barbarie et de licence, de grace efféminée et de violence qui marque l'époque des Valois, vivement reproduite par la naïve corruption de Brantôme. Quelque chose de semblable se manifesta dans les petites cours d'Allemagne, et même dans le palais britannique de Whitehall, lorsque, séduits par l'exemple du maître oriental de la France, les princes du Nord voulurent à leur tour essayer des fêtes et des maîtresses, danser dans les ballets, jouer des pastorales, récompenser des poètes, et marcher dans cette voie de monarchie éclatante que Louis XIV avait ouverte. L'étiquette germanique conserva sa lourdeur; le respect héréditaire de l'autorité y gagna peu, et la vertu encore moins; au lieu de faire naître les arts, on fit éclore des vices grossiers, qui de temps en temps s'égayaient de crimes. Il fallut cinquante années encore pour que la cour de Saxe-Weimar, dont ce fut l'honneur et la gloire, épurât ce mélange hétérogène de vieilles mœurs et de culture nouvelle, et greffât sur les traditions patriarcales du pays l'habitude d'une élégance noble et les savantes délicatesses des arts. En dépit des réprimandes réitérées du

(1) *Nachrichten von der ehemaligen Chur-Prinzessin Sophie-Dorothea von Hannover*, sogenannten Prinzessin von Ahlden, Gemahlin des Chur-Prinzen Georg Ludwig, nachherigen kœnig Georg I von Grossbritannien. Beschrieben von der Hofdame der Chur-Prinzessin dem Fræulein von dem Knesebeck.

cabinet de Vienne, que ce penchant général effrayait, ces petites cours, débris d'une féodalité énervée, s'épuisaient en puériles rivalités, en folles débauches, en intrigues machiavéliques et en fêtes ruineuses, qui ne corrigeaient pas la rudesse fondamentale des mœurs. Quand on lit les *Lettres de la Princesse palatine*, mère du régent, les *Mémoires de la Margravine de Bayreuth*, sœur de Frédéric-le-Grand, petite-fille de cette même Sophie-Dorothée qui va nous occuper, *la Saxe Galante* du baron de Pœllnitz, et la *Vie d'Aurore de Kœnigsmark* par Kramer, on croit entrer dans des cavernes fantastiques peuplées de faunes, de nymphes, de satyres lascifs, et de graves conseillers auliques.

Il y a cependant des nuances et des degrés dans cette imitation générale de Louis XIV. Ceux-ci lui prennent sa pompe militaire, ceux-là sa dévotion régulière, presque tous sa galanterie espagnole. L'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, dépense quinze millions de thalers ou cent millions sterling pour ses maîtresses, qui lui donnent cinquante-trois bâtards. Quand son fils épousa la fille de Joseph Ier, empereur d'Autriche, « il fit armer, dit un grave historien allemand, un vaisseau magnifique nommé *le Bucentaure*, qui descendit l'Elbe avec son équipage en satin jaune et en bas de soie blancs, escorté de cent gondoles illuminées et de quinze petites frégates de six canons. Dix-neuf cents gentilshommes, six régimens d'infanterie, trois de cavalerie, et onze cents gardes royaux, commandés par le baron de Mordar, maître des postes, qui sonnait d'une trompe de chasse en or enrichie de pierreries, accompagnaient l'électeur, couvert de diamans qui valaient deux millions de thalers. Il reçut la fiancée à Pirna. Cent six carrosses à six chevaux firent à Dresde leur entrée triomphale, et les fêtes durèrent un mois entier, pendant lequel l'électeur et sa cour se partagèrent les rôles des divinités grecques, sans les quitter un moment; l'Olympe était au complet, depuis Vénus et Apollon jusqu'aux hamadryades. Un peu plus tard, il donna dans son camp, près de Mühlberg, un dîner dont les convives étaient quarante-sept rois et princes, et qui dura trente jours; du moins les tables restèrent-elles toujours dressées; on y servit un gâteau de vingt-huit pieds de long, de douze pieds de large, de trois pieds de haut, et que le grand panetier, armé d'une hache d'or et déguisé en charpentier, découpa solennellement après une promenade à travers le camp. » Ces puérilités, peut-être exagérées par l'histoire, prouvent du moins l'ardeur de la contagion que nous avons signalée. Les jardins de Versailles se reproduisaient à Munich et à Dresde, comme à Prague et à Londres,

avec l'exagération des parodies; ce n'étaient plus seulement des buis taillés en quinconce, mais des forêts taillées en pièces d'échiquier, des sapins du Nord transformés en vases antiques, et des ifs tour à tour métamorphosés en pyramides et en perruques. Plus une cour était petite, plus elle cherchait à se signaler ainsi; la cour de Vienne restait seule fidèle aux vieilles mœurs, et conservait ainsi sa prépondérance; la grande Marie-Thérèse, apprenant pendant le spectacle que sa bru venait d'accoucher d'un fils, se leva tout à coup de sa loge et charma le peuple, en lui disant dans le patois de Vienne : « Mes enfans, le fils Léopold a *ein fieu!* »

Dans ces mœurs étranges et bariolées, grossièreté brodée de libertinage, les évêques et leurs cours occupaient une des belles places. Il y avait des localités, telles qu'Osnabrück, dont l'évêque était alternativement un protestant et un catholique, et où le palais épiscopal se remplissait de chiens, de faucons, de joueurs, de buveurs, de danseurs, de femmes galantes et d'enfans de tous les ordres que l'évêque reconnaissait pour être à lui; Goethe, dans son drame de *Goetz de Berlichingen*, a touché un petit coin de ce singulier tableau. S'il y avait des évêques Sardanapale, il y avait aussi des évêques Alexandre et Jules César, par exemple ce prince de Munster, Van Ghalen, dont l'accoutrement étonna le spirituel William Temple, quand ce dernier le rencontra « emporté dans son carrosse par six chevaux fougueux, et escorté de cent heydukes qui l'accompagnaient au grand galop. Il fallait voir ces Hongrois au costume bizarre, à la veste courte, au bonnet noir, avec leur petite hache d'armes, leur espingole en bandoulière et leur cimeterre recourbé, lancer leurs chevaux ventre à terre, faire feu sans quitter la selle, et se livrer devant leur prince à tous les exercices orientaux du djerid. Cet évêque, qui habitait une forteresse imprenable et vivait en seigneur féodal du moyen-âge, m'a fait l'honneur de m'apprendre à boire d'une façon vraiment épiscopale. Une cloche d'argent de grande dimension, dont on enlevait le battant quand il s'agissait de la remplir de vin, servait à cet exploit, qui m'étonna d'abord. La rasade était inévitable; on renversait la cloche pour prouver que l'exploit était accompli (1). » Nous verrons l'évêque d'Osnabrück offrir à côté de ce prélat guerrier le personnage non moins bizarre d'un prélat libertin.

D'autres princes, par exemple Antoine de Wolfenbüttel, ne se distinguaient que par la grace et la gravité de leurs mœurs; d'autres se

(1) *Life of W. Temple*, t. I, p. 62.

modelaient sur les goûts littéraires et élégans de Louis XIV. Quelques-uns passaient leur jeunesse à courir l'Europe, surtout l'Italie, d'où ils ramenaient dans leur principauté un commencement de famille improvisée, quelquefois un sérail importé de Venise. Ajoutez à ces élémens dramatiques et discordans les rivalités, les haines, les passions violentes et contraintes, les intrigues à propos d'un titre, les ardeurs de préséance entre ces petites cours, les conspirations pour obtenir un lambeau de territoire et monter d'un degré dans l'échelle hiérarchique, les guerres livrées pour conquérir trois lieues, les fêtes qui, données dans un parc, dévoraient le revenu d'une année, la manie de bâtir et de dessiner des jardins, enfin la mythologie poétique de l'antiquité, qui brochait sur le tout et régnait avec une langue française, gâtée par nos réfugiés protestans; — on verra quel singulier monde ce devait être que ce monde germanique où Leibnitz rêvait sa théodicée, et dont les fragmens inconciliables cherchaient inutilement leur harmonie et leur unité.

Les réfugiés français, que Louis XIV avait chassés avec une si folle imprudence, occupaient dans le Nord une situation qui n'a pas été assez remarquée. L'aïeul de Benjamin Constant, M. de Rebecque, montait le même vaisseau qui portait Guillaume III à la conquête du trône catholique de Jacques II. Les Ancillon entraient dans les conseils de l'électorat de Brandebourg; des Françaises étaient partout chargées de l'éducation des jeunes altesses; Frédéric-le-Grand et Catherine de Russie furent élevés par des Français. Ils répandaient à la fois dans le Nord l'horreur du grand roi et l'imitation de nos mœurs; de là ce double mouvement qui rattachait les cours du Nord à la France par l'imitation et les opposait à la France par la haine. Quelquefois on voyait une fille de gentilhomme français venir s'asseoir sur un de ces petits trônes suzerains dont elle devenait maîtresse par la grace de l'élégance et de la beauté; les jalousies indigènes s'éveillaient, et il était rare que l'on ne punît pas, de manière ou d'autre, l'audace de l'étrangère, soit sur sa personne, soit dans sa postérité.

C'est ce qu'éprouva au commencement du XVIIe siècle une Française aussi distinguée que peu connue, la fille du marquis d'Olbreuse en Poitou, qui suivait son père en exil, et qui apparaissait sous le patronage de la duchesse de Tarente et de Mlle de la Trémouille, « éclatante de jeunesse et de beauté, » disent les contemporains. Éléonore d'Olbreuse produisit une vive sensation dans les grands bals que Guillaume donnait à Bréda en 1667. Ce que la ligue du Nord avait de brillant, d'aimable et de célèbre parmi les princes d'Alle-

magne et les protestans bannis de France se réunissait dans cette petite ville de Bréda, Versailles du protestantisme, où chacun croyait trouver un terrain neutre et un asile contre ses propres doctrines. Les mascarades et les bals n'y discontinuaient pas; loin des regards du populaire, qui les aurait condamnés sévèrement, les gentilshommes se dédommageaient, et la galanterie, que l'on reprochait à Louis XIV, y reprenait ses droits. On était là si bien en sûreté contre les prédicateurs, que la femme de Guillaume d'Orange, la protestante Marie, destinée à devenir reine d'Angleterre, écrivait à son frère Charles II : « Nous jouons tous les soirs de petites comédies chez la reine de Bohême (fille de Jacques Ier), et c'est vraiment plaisir de voir les *passages* qui se font entre ces dames et leurs galans; je ne trouve pas qu'elles prennent la moindre peine de cacher leurs inclinations (1). » Si la jeune Éléonore d'Olbreuse était vêtue en *bergère*, en *nymphe*, en *bohémienne* ou en *dryade*, lorsqu'elle toucha le cœur du duc de Zelle, c'est ce que ne disent pas les lettres qui décrivent avec une exactitude de notaire les solennités de ces bals; mais ce qui est certain, c'est que la main d'Éléonore fut sollicitée par plusieurs gentilshommes. Le duc George-Guillaume de Zelle, second fils du duc de Brunswick-Lünebourg et frère aîné de l'évêque d'Osnabrück, se montra le plus empressé de ses adorateurs. Il avait quarante ans et l'expérience des passions. Une Vénitienne, Zenobia Buccolini, lui avait donné un fils, qui, sous le nom abrégé de Buccow, devint grand-écuyer de la cour de son père; d'ailleurs ce duc de Brunswick était honnête homme, dominé par ses affections, dénué d'ambition et faible de caractère, comme le prouve l'engagement que lui avait fait contracter son frère cadet, le brillant et ambitieux évêque d'Osnabrück.

Ce prélat, troisième fils du duc George de Brunswick, après une jeunesse aventureuse et guerrière, avait épousé une Stuart, Sophie, petite-fille de Jacques Ier, arrière-petite fille de Marie Stuart, et fille de cette malheureuse et charmante reine de Bohême, Élisabeth, qui continua la longue filiation d'infortunes attachée au blason héréditaire de cette famille. On voit dans les lettres de Sophie qu'elle était savante et spirituelle, parfaitement indifférente en fait de religion, qu'elle entrait dans les vues ambitieuses de son mari, et poussait aussi loin que possible la tolérance conjugale; les maîtresses de l'évêque étaient ses amies, et pendant que son fils George se battait

(1) Manuscrits de Lambeth. — Lettres particulières de Marie et de la reine de Bohême, fille de Jacques Ier.

en Morée et en Hongrie, elle attendait avec impatience la mort de la reine Anne, qui laissait espérer le trône de la Grande-Bretagne aux électeurs de Hanovre. Mais il pouvait se présenter des obstacles; le frère aîné de l'évêque, George-Guillaume, pouvait contracter un mariage princier, dont les fruits auraient dérangé les plans ultérieurs du couple ambitieux. On obtint donc de la facilité du frère une promesse écrite, par laquelle il s'engageait ou à ne point se marier, ou à ne s'unir que de la main gauche à une femme d'un rang inférieur; cette alliance bizarre était familière à la maison de Brunswick, qui depuis le XIIe siècle n'a pas compté moins de trente-deux mariages de ce genre. Les choses ainsi arrangées, l'évêque tenait sa cour splendide à Osnabrück, soldait des espions en Angleterre et en Hollande, dépassait ses revenus, et donnait des fêtes à la Louis XIV dans son château féodal.

Toujours plus épris de Mlle d'Olbreuse, le duc George, placé entre sa passion et sa promesse, était fort embarrassé de ne pouvoir ni satisfaire l'une ni tenir l'autre. Mlle d'Olbreuse résistait à ses prières, ne voulait pas entendre parler de main gauche et de coutumes allemandes, et se maintenait dans un système de refus modeste et de fierté pauvre qui répandait sur elle un intérêt vif et mérité. Cependant l'aîné des trois frères mourait. Le duc George devenait duc de Zelle, et les dépenses comme les splendeurs de la cour épiscopale d'Osnabrück continuaient leur cours. On y riait beaucoup de la passion vertueuse du duc George et de sa *madame*, comme disait l'évêque, et l'on se permettait même de petites comédies entre quatre paravents, où le bon duc était représenté recevant d'Éléonore des leçons de français, et s'efforçant en vain de lui donner des leçons d'amour. Les progrès de Mlle d'Olbreuse dans l'affection du duc George et ceux de l'évêque dans la dilapidation de ses revenus suivirent un cours parallèle, si bien que ces deux élémens, qui paraissaient n'avoir aucun rapport ensemble, finirent par se rencontrer. Le duc offrit de l'argent; l'évêque en reçut. Le duc en avait beaucoup depuis que Mme Buccolini s'était retirée à Venise avec sa pension; l'évêque n'en avait guère, et il en avait grand besoin. On stipula que les droits futurs de l'évêque et de sa femme, ainsi que ceux de leur fils George, sur l'électorat de Hanovre et la couronne d'Angleterre, ne seraient nullement compromis par les héritiers possibles de son frère aîné. Les conseillers auliques se mirent à l'œuvre; on griffonna pendant six mois d'iniques paperasses, d'après lesquelles les héritiers du duc George se trouvaient exclus du partage et privés

de tout droit, à l'exception de certains domaines qui leur étaient assurés. Enfin l'évêque, malgré son titre ecclésiastique, exploita vigoureusement la passion de son frère aîné pour cette irréprochable Éléonore, qui paraît avoir été d'une beauté parfaite et d'un grand esprit, et le mariage fut conclu. Elle épousa deux fois son amant, d'abord de la main gauche, sous le titre de comtesse d'Harburg, pour satisfaire les scrupules de l'évêque et remplir l'engagement écrit, ensuite de la main droite sous le titre de duchesse de Zelle. La vie de cette charmante femme, aïeule de Frédéric-le-Grand, et qui eut pour fille notre Sophie-Dorothée, fut un modèle de bon goût, de raison et de moralité.

Sa fille, dont nous avons à nous occuper ici, se trouva dès sa naissance dans une position singulière. Française par sa mère, déclarée inhabile à succéder, maîtresse d'une fortune considérable et indépendante, compensation et prix des concessions exigées par l'évêque, elle était la plus désirable héritière des principautés allemandes; et comme on pouvait après tout lutter contre l'évêque et essayer de déchirer le contrat exigé par lui, cette position dangereuse, brillante et équivoque la donnait pour but aux ambitions rivales et l'exposait à la malveillance de son oncle, à son observation et à son inquiétude. Éléonore, duchesse de Zelle, écarta d'abord ces nuages, tant elle se montra simple, gracieuse et prévenante. Elle visitait de temps en temps la cour épiscopale, laissait l'évêque se livrer à ses déportemens sans se permettre une épigramme, et donnait ses soins à l'éducation de sa fille, sans manifester aucune prétention à des alliances qui eussent pu accroître les ombrages et les inimitiés. Sophie-Dorothée s'éleva donc sous les yeux de sa mère, adorée de son père, et devint aussi belle qu'élégante. C'était à quinze ans une personne accomplie, et qui en paraissait vingt, d'un type rare et curieux, une de ces femmes blondes aux yeux noirs, qui semblent marquées d'un sceau particulier, et qui joignent à la mobilité d'impressions naturelle à leur sexe de plus impérieux contrastes et des dissonances plus vives. Son caractère ne ressemblait point à celui de son père. Douée de beaucoup de bonté et de peu de prudence, franche jusqu'à l'impétuosité, d'une sensibilité facilement émue, entraînée par ses mouvemens et ses instincts, la plupart généreux et nobles, l'indépendance de sa situation et de sa fortune, les éloges donnés à sa beauté et l'affection de son père, l'avaient accoutumée à l'exercice d'une volonté absolue, dont il faut dire qu'elle n'abusa jamais, et qui dut redoubler pour elle le martyre de sa captivité, c'est-à-dire de sa vie. D'ailleurs, sous la loi et l'exemple de la

duchesse, la cour de Zelle, où s'élevait cette belle personne, respirait la décence et le bon goût.

Il y avait autre chose à dire du palais épiscopal d'Osnabrück, qui se divisait en deux parties, l'une livrée aux travaux scientifiques et aux discussions théologiques de Sophie, qui « n'avait pas de plus grand plaisir, dit un historien, que de mettre aux prises un catholique et un protestant, et de les exciter pour se moquer de tous les deux; » l'autre retentissant du bruit des instrumens qu'on accordait, des meutes qui rentraient au chenil, des chevaux qui piaffaient en hennissant, et de l'attirail d'une vie de prince féodal renfermée dans l'espace étroit d'une forteresse. Ernest-Auguste avait alors cinquante ans, une énorme corpulence et mille prétentions. « On le voyait, dit un contemporain, endosser une cuirasse le matin pour passer en revue ses troupes, rentrer pour présider à la répétition d'un opéra, accorder une heure aux alchimistes, qui le prenaient pour dupe, monter à cheval, chasser pendant trois heures, et terminer sa journée par la représentation solennelle d'un ballet, où il figurait comme son prototype Louis XIV, sous la forme d'Apollon, environné de nymphes qui l'adoraient. » On peut juger si les agens d'intrigues et les femmes d'aventures avaient prise sur un tel homme, plongé dans ses nuages d'orgueil, de lubricité et d'ambition, et offusqué d'avance par ses prétentions et ses espérances.

On s'amusait dans cette petite cour, dont les divertissemens n'étaient pas toujours d'un goût pur, bien que la mythologie grecque en fît les frais, et que les arrangeurs du prince eussent soin de les calquer sur ceux de Benserade et de Quinault. Le 19 mai 1673, par exemple, l'armée du prince-évêque était sous les armes, ses trabans en grand costume, ses conseillers auliques en bas de soie rouge, et sa forteresse en mouvement dès le matin, pendant que le pont-levis s'abaissait pour livrer passage à Diane et à Bellone, montées sur deux superbes palefrois, et allant au-devant des deux fils de l'évêque, George et Maximilien, qui revenaient chez leur père. La paisible et savante Sophie les suivait dans son carrosse, sans s'embarrasser d'autre chose que de causer avec le grand Leibnitz, auquel elle proposait de nouveaux doutes sur le système des mondes et la prescience de Dieu. L'évêque était noblement resté dans sa citadelle, comme il convenait à un potentat, et particulièrement occupé des ornemens et des décorations de la salle, autrefois une chapelle catholique, où le soir même un opéra nouveau devait être exécuté. Diane et Bellone avaient préparé cet opéra; c'étaient deux beautés « mal

accommodées de la fortune, » filles d'un comte ruiné, Carl-Philip von Meisenberg, Clara-Élisabeth, âgée de vingt-un ans, et Catherine-Marie, de dix-neuf ans, belles à contenter les plus difficiles, et qui, depuis un mois, faisaient, surtout l'aînée, les délices de la cour du prélat. Elles se mirent donc à la tête des trabans, et rencontrèrent les princes à quelques portées de fusil de la forteresse, accompagnés de leurs précepteurs, M. Platen et M. Busche. Après avoir couronné de leurs blanches mains le front des héros, elles les laissèrent monter dans le carrosse de leur mère; et pendant que M. Platen, le précepteur de George, était frappé d'une extrême admiration pour Diane, l'aînée, M. Busche, son collègue, éprouvait le même sentiment en faveur de Bellone, la cadette. La journée se termina par la représentation d'un chef-d'œuvre que l'imprimerie nous a transmis, dont les vers sont pauvres, dont le style est impur, mais qui prouve le bon vouloir de Mlles de Meisenberg; c'est un petit opéra composé par l'aînée (en français, s'il est permis de parler ainsi), où elles posèrent, chantèrent, dansèrent, et se développèrent sous tous les aspects. Cela porte le titre de : « Pastorale pour *régaler* MM. les jeunes princes de Brunswick-Lünebourg à leur arrivée à Osnabrügge, par Mlles de Meisemberg (1). » Ces demoiselles se piquaient de chant, de danse, de poésie, de coquetterie, de galanterie, et réussirent excessivement dans leur costume de Diane et Bellone, Diane surtout, c'est-à-dire Élisabeth, qui était grande et brune, aux cheveux flottans, à l'œil étincelant, aux vives couleurs, au port hardi, et dont l'évêque fut charmé.

Si Élisabeth de Meisenberg, devenue Mme Platen, puis favorite de l'évêque, et bientôt après comtesse de Platen, eût été placée dans un plus large cadre, l'histoire eût fait grand bruit de son nom; sa gloire s'est perdue dans les crimes et les intrigues d'une petite cour ignorée. Elle méritait mieux. Mme de Maintenon, Mme de Montespan, la marquise des Ursins, et quelque chose de l'ancienne Lucrèce Borgia se réunissaient dans son personnage. Ses passions étaient ardentes, ses prétentions infinies, et ses talens pour l'intrigue, son audace, son adresse, sa cupidité, ses jalousies de femme, resserrés dans un étroit espace et forcés de bouillonner dans les limites d'une civilisation inférieure, la conduisirent à des actions odieuses et dont sa fortune et son pouvoir assurèrent l'impunité. Le plus terrible repentir la punit, et, ce qui jette sur cette histoire une couleur étrange, son lit de mort, peu digne d'une femme du monde qui

(1) Osnabrügge, 1673, avec gravures.

doit expirer élégamment, fut celui d'une criminelle vulgaire qui se torture dans les remords. Ce qui nous reste à raconter sur cette femme a pour autorité son propre témoignage; nous ne faisons que copier sa confession, reçue au lit de mort par un ministre protestant épouvanté.

Les deux cours de Zelle et d'Osnabrück ne se ressemblaient donc en rien. Le duc était riche dans son petit territoire, et l'évêque pauvre dans sa forteresse. Les mœurs domestiques et la simplicité de l'un étaient comme un reproche permanent et une satire involontaire des tumultueuses splendeurs dans lesquelles le prince-évêque faisait fondre ses domaines et obérait son trésor. Si ce dernier voyait avec quelque dédain les goûts conjugaux et économiques de son frère, il ne se préoccupait pas moins du mariage que l'on pouvait réserver à Sophie-Dorothée, sa nièce, et des entraves qu'un choix peu convenable à ses intérêts apporterait à ses desseins ultérieurs. Son fils George, tout brave qu'il fût et descendant des Stuarts par sa mère, était sans grace, sans habileté, sans esprit, et le prince-évêque devait lui laisser une fortune compromise. Si le mari de Sophie-Dorothée réunissait les qualités contraires, il pouvait devenir un rival dangereux; aussi les espions de l'évêque lui apportèrent-ils une nouvelle qui le glaça d'effroi, quand ils lui dirent que le fils du prince Antoine Ulrich de Wolfenbüttel, cousin du duc de Zelle, s'était mis sur les rangs, que la duchesse protégeait ses prétentions, et que la jeune fille (elle avait quinze ans alors) semblait elle-même assez favorable à cette union avec son cousin. La réunion des deux familles et des deux domaines devenait redoutable. L'évêque ne savait toutefois comment s'opposer à ce qu'il craignait; il consulta son ministre Platen et surtout la femme de Platen, devenue le véritable ministre, reine de sa cour, directrice des bals, souveraine des plaisirs de son éminence, et motrice de toutes ses volontés. Celle-ci avait marché à grands pas. De sa sœur Catherine, gracieuse intrigante qui reconnaissait la supériorité de sa sœur aînée et obéissait aux mouvemens qui lui étaient imprimés par Élisabeth, elle avait fait d'abord l'épouse légitime du complaisant précepteur M. Busche, ensuite la favorite du fils aîné de l'évêque. Ce dernier revenait de ses guerres en Morée et en Hongrie, couvert de lauriers, mal élevé, plein de son mérite et rompu aux habitudes soldatesques; c'était lui que les deux sœurs avaient déjà *régalé*, comme nous l'avons vu, d'un ballet pastoral et mythologique. Il accepta le titre de protecteur de Mme Busche, et, par cet habile arrangement, le père et le fils se trouvèrent à la fois sous la main des deux sœurs.

Le conseil que donna la comtesse Platen à son noble amant dans cette circonstance fut digne de Machiavel : absorber la fortune et les domaines de Sophie-Dorothée au profit des héritiers de l'évêque, et réunir le duché de Zelle à l'électorat de Hanovre. Pour y parvenir, il suffisait que le mariage projeté entre le jeune duc de Wolfenbüttel et sa cousine fût rompu, et que cette dernière acceptât pour époux le fils de l'évêque, amant de Mme Busche, futur électeur de Hanovre, peut-être un jour roi de la Grande-Bretagne. Un instrument était nécessaire pour cela. Près du duc de Zelle se trouvait un certain Bernstorff, premier ministre, conseiller aulique, grand homme de loi, qui aimait les tabatières d'or et les présens, parlait peu, volait beaucoup, s'arrondissait incessamment du bien d'autrui, et que l'on pouvait aisément gagner. On le gagna. Les plans d'Élisabeth réussirent de point en point. Le ministre Bernstorff reçut la promesse d'un château et l'envoi d'une tabatière, détruisit le mariage qui déplaisait à l'évêque, suscita des jalousies et des ombrages entre le prince de Wolfenbüttel et son cousin, et, puissamment aidé par la savante Sophie, finit par conclure, à la satisfaction de l'évêque, le mariage du brutal George et de sa cousine, fille de Française, qui, en épousant le fils d'une Stuart, entrait dans une famille fatale. Ce furent pour elle deux malheurs, comme on va le voir.

Elle y entrait le cœur plein d'un amour vif et partagé, dont l'objet n'était pas ce Kœnigsmark que les historiens présentent sous des traits romanesques et menteurs, mais Auguste de Wolfenbüttel, jeune homme de vingt ans, dont la demande avait été approuvée et encouragée par ses parens mêmes, qu'elle regardait d'avance comme son mari, et qui venait de passer six mois près de sa cousine, qui allait avoir seize ans tout à l'heure. La mère et la fille résistèrent de leur mieux à l'influence de Bernstorff et à la main cachée de la comtesse Platen et de l'évêque; elles succombèrent devant une volonté décidée et un préjugé violent. Bernstorff avait représenté à son maître qu'il y avait trop de Français dans son armée, qu'on se plaignait de le voir céder aux conseils de sa femme, et qu'il perdait ainsi la considération qui lui était due. C'est surtout la crainte de paraître faibles qui détermine les hommes faibles; malgré le désespoir de la duchesse et les protestations de sa fille, le mariage fut célébré le 21 novembre 1682, entre cette enfant destinée à un autre et l'un des êtres les plus dégradés de son époque, ce George de Hanovre qui fut roi.

Nous n'avons pas à nous occuper de cet homme sordide, cruel et ridicule qui épousait Sophie-Dorothée. Elle avait appris de sa mère la

leçon que doivent apprendre la plupart des femmes, la résignation au mariage sans amour, et malgré les torts, les âpretés, les caprices, les maîtresses de son mari, auquel elle donna deux enfans en peu d'années (George, qui devint George II, roi d'Angleterre, et Sophie, qui devint mère de Frédéric-le-Grand), les premières années de son union avec le prince se passèrent convenablement. Elle allait souvent visiter sa mère, soignait ses jeunes enfans, et fondait des asiles de charité, pendant que le mari, qui aimait la poudre à canon, guerroyait contre les troupes catholiques de Louis XIV pour attester sa fidélité protestante. Quant à l'évêque, devenu électeur de Hanovre, et qui avait continué dans le palais électoral l'ancienne orgie d'Osnabrück, il trouvait une fraîcheur inattendue dans le souffle pur et la conversation candide de cette jeune mère; l'électrice elle-même, vouée à la science, goûtait la conversation de Sophie-Dorothée, qui savait plusieurs langues. Enfin, à vingt ans, la beauté de la princesse, se développant avec éclat, rejeta dans l'ombre les autres femmes de la cour, et particulièrement la maîtresse avouée du prince. Catherine de Meisenberg n'était ni assez coquette pour stimuler des goûts blasés, ni assez forte pour briser une situation fausse; n'ayant pour se soutenir ni la ruse de sa sœur, ni les séductions hautaines de la femme légitime, elle laissa tranquillement le prince se détacher d'elle; un amour sans estime mourut de sa mort naturelle, qui est l'ennui. Ce n'était pas le compte de la sœur aînée.

Mme Platen, plus riche et plus accréditée que jamais, adorée de l'électeur, arbitre unique, crainte de tous, reproduisait dans un pays paisible et protestant ces grandes et terribles figures des courtisanes romaines, qui s'associaient aux papes dans les mauvais temps de la papauté, et que l'on voyait traverser la ville-reine montées sur leurs mules caparaçonnées de pourpre, précédées de vingt hallebardiers, et suivies d'un bourreau. Elle n'avait qu'une douleur : c'était de voir la jeune nièce de l'électeur, Sophie-Dorothée, briller à côté d'elle. La princesse, instruite par sa mère, avait d'abord traité cette singulière puissance avec une réserve polie et des égards mesurés; il lui fut impossible de se maintenir long-temps sur ce terrain. Les astres rivaux ne pouvaient briller dans le même ciel; la position respective des deux femmes devint une guerre ouverte et violente. Tous les avantages semblaient être du côté de la jeune mère, de la femme sans tache, de la princesse élégante estimée de tous; — ce fut la courtisane et la maîtresse avide de l'évêque qui l'emporta.

Vous diriez presque la lutte de Kriemhilt et de son ennemie dans les

Niebelungen. Ce ne fut d'abord qu'une rivalité de femmes et de costumes, d'élégance et de beauté. La comtesse Platen se soutenait dans sa splendeur, aidée des recherches de l'opulence et des habiles soins que l'expérience fournit. La jeune femme, qui avait l'avantage de l'âge et du rang, s'entourait d'une petite cour hostile aux prétentions de la maîtresse de l'évêque. Le frère cadet du prince George, le prince Maximilien, s'y joignit; ce fut un évènement et une affaire d'état que l'espiéglerie du jeune homme, lorsqu'un jour il s'avisa de faire tomber le fard dont la comtesse relevait sa pâleur en jetant quelques gouttes d'eau sur ce visage admiré. Le prince fut sévèrement réprimandé, puis banni de la cour. Cependant l'intimité domestique de la princesse, n'étant plus troublée par Catherine de Meisenberg, devenait menaçante pour la favorite, qui ouvrit la tranchée par une démarche hardie. Il y avait parmi les demoiselles d'honneur une demoiselle Melusine Ermengarde de Schulenburg, blonde d'une élégance svelte et d'une beauté délicate, aux yeux bleus candides et tendres, d'une modestie et d'une pudeur qui eussent attendri des ames même farouches, et qui touchait à ses dix-neuf ans. A travers cette gaze d'ingénuité céleste, Mme Platen avait deviné l'esprit d'intrigue et l'ambition de fortune; ce fut le chef-d'œuvre de la stratégie féminine que de choisir cette personne et d'opposer les séductions d'une innocence timide et tremblante à cette innocence fière de l'épouse en possession de ses droits et sûre de son pouvoir. George, fidèle aux exemples paternels, s'ennuyait un peu du mariage, la supériorité de sa femme le gênait; il mordit au premier hameçon qui lui fut offert, adopta publiquement Mlle de Schulenburg, et ne prit point la peine de cacher ses assiduités. Ses fréquentes absences, car il servait alors sous le prince d'Orange et se trouvait souvent sous les drapeaux, retardaient le résultat de ces intrigues. Dans le palais de Hanovre, les deux femmes s'insultaient froidement et sourdement. Il manquait à cette scène un acteur, qui arriva bientôt et mit en feu les élémens du drame; c'était le jeune Philippe-Christophe, comte de Kœnigsmark, dont on a diversement parlé.

Les Kœnigsmark, Suédois d'origine, semblent moins appartenir à leur époque qu'à celle de Cinq-Mars et de la fronde. Ce sont de vrais aventuriers du XVIIe siècle, de ceux que le crayon de Callot a fait vivre, présomptueux, légers, satiriques, ardens, capables de tout, la race des Buckingham et des petits-maîtres, que Lauzun a continuée sous Louis XIV à ses risques et périls. Rien n'est plus vif et plus hardi que le portrait de ce jeune Kœnigsmark : les yeux noirs et sail-

lans, le front spirituel et surmonté d'une forêt de cheveux noirs un peu crépus, les lèvres sensuelles, et l'ironie étincelant sur tous les traits. On reconnaît un de ces hommes auxquels se fier est difficile, près desquels s'ennuyer est impossible, et dont il ne faut être ni l'ami, ni la femme, ni la maîtresse. Riches et braves, héros d'aventures, on les avait vus partout, au siége de Malte, chez les Turcs, en Algérie; à Madrid, où ils donnaient des combats de taureaux; à Paris, où ils figuraient dans les carrousels. Le frère aîné de celui dont nous voulons parler, Charles-Jean Kœnigsmark, que les historiens ont confondu avec le nôtre, avait soutenu à Londres un procès criminel d'étrange espèce. Pour épouser la plus riche héritière de la Grande-Bretagne, lady Élisabeth Percy, il n'avait pas trouvé de meilleur moyen que de faire assassiner par trois spadassins son second mari, le célèbre Thomas Thynn, Thomas aux millions. Le mari ne mourut pas; les trois assassins furent pendus, et, grace à l'intervention du roi Charles II, Charles-Jean put aller batailler en Morée, à Navarin, à Modon, et se faire tuer devant Argos. Pendant qu'il faisait ces exploits, son frère cadet, Philippe, plus beau, plus spirituel, aussi étourdi que lui, commençait son éducation protestante dans une académie de Londres, et de là se rendait, à seize ans, à la cour du duc de Zelle, où se trouvait la jeune Sophie-Dorothée, plus jeune de plusieurs années, et par conséquent éloignée de l'âge où les préférences se déterminent et se passionnent. Cette association enfantine, qu'interrompit bientôt le départ du jeune aventurier pour l'armée, explique la familiarité de leurs rapports subséquens, et l'on va voir avec quelle adresse on en tira parti.

Kœnigsmark reparut à la cour de Hanovre et à celle de Zelle, enrichi par un héritage récent, plus brillant que dans son adolescence, conteur, causeur, beau joueur, l'un des jolis hommes de son temps, et déjà familier avec les cours de l'Europe. Il fut reçu avec joie par tout le monde, surtout par les femmes. L'électeur le nomma colonel de ses gardes et le laissa tenir le premier rang dans les fêtes, régler les ballets, donner le ton des conversations, chanter les airs nouveaux de Lulli, et « traîner tous les cœurs après soi; » on ne se serait pas avisé de reprendre en rien le brillant élève de la cour de France. La comtesse Platen, de son côté, pensa qu'il était de son honneur de l'enlever à ses rivales, et de son intérêt de le détacher de la princesse. Philippe avait renoué avec cette dernière leurs relations d'enfance; elle le recevait souvent, lui faisait raconter ce qu'il avait vu ou cru voir, et s'en divertissait singulièrement. Cette seconde partie des récits

des voyageurs n'est pas, on le sait, la moins réjouissante des deux; Mlle de Knesebeck, présente à ces conservations, nous dit que le jeune homme ne s'en faisait pas faute. « Il était très amusant, dit la dame d'honneur; sans doute il mentait beaucoup; la princesse riait comme une folle. »

Cependant Mme Platen, qui avait brouillé le ménage, n'était pas plus avancée. Ne pouvant captiver les attentions de Kœnigsmark, elle trouvait son empire ébranlé, et séchait de dépit. En vain elle tentait de noircir auprès de l'électeur une amitié dont il connaissait la source et la portée; quand elle désespéra de réussir autrement, elle résolut de porter les grands coups; ces expressions n'ont rien d'exagéré. Des passions puériles dans leur violence mènent au crime et au meurtre aussi sûrement que les grands intérêts. Les princes de cette époque, imitateurs légers de Louis XIV, ne se doutaient pas qu'en essayant d'introduire les voluptés élégantes de Versailles dans leurs châteaux d'Herrenhausen et d'Osnabrück, sans y faire pénétrer en même temps nos délicatesses réparatrices et nos fines convenances, ils composaient le plus dangereux poison; de ces rivalités de femmes, de ces intrigues d'alcôve, de ces mascarades étourdies, sortiront des drames ensanglantés.

A force de penser à ce Kœnigsmark qui lui résistait, la comtesse Platen s'occupa de lui sérieusement. Toutes ses munitions de coquetterie étaient épuisées; il n'y avait plus ni dédains, ni épigrammes, ni détours à employer; elle fit feu de ses dernières cartouches, et au milieu de l'un des bals masqués qui constituaient la vie de l'évêque, elle alla droit à Kœnigsmark et se déclara bravement. Un pas de ballet dont il s'était bien tiré en fournit l'occasion; « elle espérait, dit-elle au comte Philippe, qu'elle aurait enfin l'honneur tardif de le recevoir chez elle et de le féliciter d'une élégance qui enlevait tous les suffrages. » L'heure de cette visite fut fixée par elle-même; c'était après le bal, qui, dans ces temps primitifs, se terminait à neuf heures. Kœnigsmark répondit avec la politesse convenable, et fit honneur au rendez-vous; le lendemain, toute la ville et surtout Sophie-Dorothée le savaient.

Déjà la princesse, qui ne prétendait point à l'amour de Kœnigsmark, et qui pensait surtout aux cheveux blonds et aux yeux allanguis de Mlle de Schulenburg, avait raillé le jeune homme sur les évidentes obsessions dont il était l'objet. On avait beaucoup ri en comité secret de la belle Platen, de ses trames perdues, de ses nouvelles ardeurs, et un peu de l'électeur-évêque, son ami; je ne jurerais pas

que la malice féminine de la princesse, si vertueuse qu'elle fût, ne se réjouît d'assister de près à l'une des chutes de sa fière ennemie. Le comte avait promis à ces dames de les tenir au courant des détails du siége, et il faut bien en vérité pardonner quelque chose au caractère d'enfant gâté de Sophie, à ses habitudes de princesse adorée, aux caprices d'un esprit vif, à son ménage brouillé, et à sa juste colère contre Mme Platen.

Ici commence une série de malheurs et de fautes de la princesse, fautes qui, certes, ne sont pas des crimes, et qui prouvent son innocente imprudence. Entourée d'influences hostiles et se débattant sans pouvoir les combattre, elle ne fit, à chaque mouvement, que s'embarrasser dans leurs replis. George était revenu trouver Mlle de Schulenburg; l'électeur vivait sous le joug appesanti d'Élisabeth Platen; le duc de Zelle était singulièrement refroidi pour sa fille, et même pour sa femme, que Bernstorff, l'homme aux tabatières, lui montrait comme une Française dangereuse; enfin le comte Kœnigsmark poursuivait son vol de papillon. Des scènes violentes avaient lieu dans le palais électoral, dont Mlle de Schulenburg avait doucement pris possession; un beau jour, le mari de Sophie-Dorothée voulut étrangler sa femme contre une muraille. Elle prit la fuite, et demanda asile à sa famille, qui, ne jurant que par le conseiller Bernstorff, la reçut fort mal, et la renvoya chez son mari. La situation de cette pauvre femme devint affreuse, toute riche et puissante qu'elle fût; repoussée de son père, vainement défendue par les supplications maternelles, maltraitée par son mari, poursuivie jusqu'à la mort par Élisabeth Platen, indifférente à la population allemande, qui voyait en elle une étrangère, ses seuls amis étaient cet étourdi de Kœnigsmark, qui devait la perdre, et sa demoiselle d'honneur, Mlle de Knesebeck, qui n'avait ni pouvoir ni fortune.

Alors la pensée de son cousin se représenta dans son esprit. Jamais, depuis la rupture du premier mariage, Auguste de Wolfenbüttel n'avait reparu à Zelle et dans le duché de Hanovre. Quand elle se vit sans espoir du côté de sa propre famille, elle imagina d'échapper à ce malheur en prenant refuge à Wolfenbüttel, chez le père de son cousin, de réclamer publiquement le divorce, d'attester l'innocence de sa vie et les torts matériels de son mari, de porter sa cause devant une cour aulique ou consistoriale, et qui sait? peut-être d'épouser celui qu'elle aimait. Le plan était hardi, et il fallait réussir. Elle en fit part à Kœnigsmark et à Mlle de Knesebeck, qui ne trouvèrent point les circonstances favorables.

Élisabeth Platen, qui se doutait qu'elle était jouée et qu'on riait d'elle, s'agitait dans la douleur et la colère. Elle se sentait profondément méprisée de ce Kœnigsmark, venu tout exprès pour la punir, et auquel l'attachait un amour mêlé de haine, un de ces amours implacables qui mûrissent dans l'automne des passions et des intrigues. Elle lui avait défendu de visiter son ennemie; il en riait. Elle l'avait dénoncé à George et à l'électeur comme l'amant de la princesse; on n'en avait rien voulu croire. Fatigué des ardeurs croissantes de la comtesse, il jugea commode de prendre la fuite et d'aller, loin des intrigues sérieuses qui ne l'amusaient guère, passer quelques semaines chez l'électeur de Saxe, ce même Auguste aux cinquante-trois bâtards et aux sept cents maîtresses, dont sa sœur Aurore avait été la favorite. Là Kœnigsmark se trouvait dans son élément; il fut l'ame et la vie des fêtes de l'électeur, et amusa ses compagnons de table aux dépens des deux petites cours de Hanovre et de Zelle. C'étaient des descriptions à n'en plus finir de l'évêque en Apollon, de Mme Platen en Vénus, des deux Meisenberg blotties dans la robe de chambre de l'évêque, de Mlle de Schulenburg, la blonde, vêtue en amazone, et forcée de courir après son royal amant à travers les bois et les forêts. Sophie-Dorothée était seule ménagée. On avait autrefois chassé du palais du duc de Zelle et du service particulier de sa fille une personne jolie, déjà corrompue, que l'électeur de Saxe avait fait entrer dans son harem. Elle assistait avec beaucoup d'autres aux récits plaisans de Kœnigsmark, et comme elle était l'espionne payée de la comtesse Platen, cette dernière fut instruite aussitôt de ce qui se disait sur son compte, à la table et dans le palais de l'électeur. Kœnigsmark avait diverti ces dames non-seulement aux dépens du rouge et des mouches de sa conquête, mais sur des chapitres bien plus piquans, et personne n'ignorait les jalouses fureurs de la Roxane de Hanovre et les particularités de sa beauté.

L'étourdi revient au palais électoral, où son titre de colonel des gardes le rappelle. Il ne s'occupe pas de la terrible comtesse, et ne rend visite qu'une seule fois à la princesse, dont la situation était devenue insoutenable; le plan de celle-ci était d'ailleurs arrêté pour la fuite. Kœnigsmark lui promet de l'avertir dès qu'il aura fait les préparatifs qui doivent la conduire à la cour de Wolfenbüttel sous la sauve-garde de sa fidèle Knesebeck et de six trabans. On convient, pour ne pas attirer l'attention, de cesser toute espèce de rapports jusqu'au moment du départ. Ces grandes aventures, cet air de protecteur de l'innocence et d'enleveur de princesses le séduisaient, et son étour-

derie le précipitait dans cette affaire comme dans une partie de plaisir. Nous venons de traverser le boudoir et la comédie; le burlesque et la licence vont disparaître; après Scarron et Crébillon fils, voici le drame.

Un soir, Kœnigsmark trouve sur sa table un fragment de papier blanc portant ces mots tracés au crayon d'une main tremblante : *Ce soir, après huit heures, la princesse Sophie-Dorothée attendra le comte Kœnigsmark.* L'écriture était incertaine, et l'heure du rendez-vous indue. Il ne réfléchit pas, ce n'était guère sa coutume, se rend au palais, et excuse, en présentant le billet, sa présence inattendue et insolite; la princesse, que tout cela étonnait, donne l'ordre de le faire entrer. Pendant que ces choses se passaient, Élisabeth Platen, qui avait ses grandes entrées chez l'électeur, se rendait près de lui, dénoncait le rendez-vous qu'elle-même avait préparé en corrompant un domestique de Kœnigsmark, qui avait déposé le billet prétendu de la princesse sur la table du jeune homme, et obtenait l'ordre de faire fermer à l'instant toutes les issues du palais, et de s'emparer de Kœnigsmark. Cette arrestation du colonel des gardes offrait quelques difficultés; la comtesse les leva : il ne s'agissait que de placer quatre trabans déterminés sous ses ordres, de leur commander une obéissance absolue à la comtesse, et de lui laisser le soin du reste. Cela dit, l'électeur s'enveloppa de sa robe de chambre et n'y pensa plus. Élisabeth, suivie de ses trabans, les mena dans une salle antique nommée la *salle des chevaliers*, leur apporta un vaste bol de punch qu'elle prépara de ses mains, les plaça en embuscade dans la cheminée gigantesque de la salle, et leur dit ce dont il s'agissait. Elle, postée derrière la tapisserie qui séparait cette salle d'une galerie voisine, attendit le passage de Kœnigsmark. Le comte se fit attendre long-temps. Mlle de Knesebeck et la princesse le retinrent plus de trois heures, sans s'occuper trop de la singularité de l'entrevue, du billet supposé, de l'auteur de ce billet, et des conséquences possibles; on causa beaucoup de toutes choses et des préparatifs du départ. De sa vie, le jeune Kœnigsmark n'avait été plus brillant. Au lieu de se livrer aux plaintes élégiaques des amans qui vont se quitter, il suivait son caractère, s'abandonnait à une joie folle, imitait la comtesse Platen dans ses transports de jalousie, se mettait à genoux comme elle devant un Kœnigsmark figuré par une petite poupée française, simulait les angoisses de cette coquetterie dédaignée, la représentait dansant la *pavane* à l'antique avec l'électeur-évêque, et mêlait à ces gaietés tant de récits originaux et d'anecdotes piquantes, que

les heures s'écoulaient inaperçues au milieu des rires de Mlle de Knesebeck et de Sophie-Dorothée.

Je défie un auteur dramatique doué d'expérience ou de génie de mieux disposer la scène. Sous la grande cheminée gothique, les quatre trabans hongrois se tapissent, le cimeterre nu et protégés par les lourdes sculptures de ces faunes qui, soutenant leurs corbeilles de fleurs, s'enlacent à de jeunes nymphes. Le bol de punch flamboie sur la table de pierre; une tapisserie qui se soulève laisse voir le front pâle et l'œil ardent d'Élisabeth Platen. Cependant la porte de l'appartement de Sophie-Dorothée se ferme dans l'autre aile du bâtiment, et la jeune femme, après avoir embrassé ses enfans endormis, fait admirer ses bijoux à Mlle de Knesebeck, en riant des bons contes de Kœnigsmark. Alors on entend des pas incertains à travers les longues salles; le jeune homme a trouvé toutes les issues fermées, et la grande horloge sonne maintenant onze heures. Il s'étonne, puis se rappelle qu'une porte qui donne sur les jardins reste toujours ouverte; de galerie en galerie, il se dirige dans l'obscurité vers ce point où la flamme du punch s'annonce à lui par une lueur bleue. La scène tragique a été racontée sous forme de drame par la princesse, et c'est à elle seule qu'il appartient de la reproduire. Kœnigsmark s'approche et voit les quatre hommes qui s'élancent, les quatre cimeterres qui brillent.

KŒNIGSMARK (1). — Trahison! trahison!

LA COMTESSE PLATEN, entr'ouvrant la porte. — Ne le laissez pas tirer son épée. Coupez-lui la retraite. Bien. Frappez! Qu'on le jette par terre et qu'on lui lie les mains.

KŒNIGSMARK, renversé. — Épargnez la princesse; elle est innocente!

LA COMTESSE. — Ne l'écoutez pas. C'est un criminel. Exécutez les ordres de l'électeur! Bien! Ne le quittez pas! ne le lâchez pas! Bâillonnez-le; frappez s'il le faut, et qu'on lui attache solidement les pieds et les mains! A la bonne heure; il est à nous.

KŒNIGSMARK. — La princesse est innocente!

LA COMTESSE. — Liez mieux ses mains. Maintenant, qu'on le prenne et qu'on l'emporte.

(Les quatre trabans soulèvent Kœnigsmark, dont le sang coule en abondance. Ils essaient en vain de le faire tenir debout. Il s'évanouit.)

LA COMTESSE. — Déposez-le par terre. Bien! Dénouez le mouchoir qui le bâillonne. (Elle emploie ce mouchoir à bander les plaies de sa tête et le regarde attentivement.) Maintenant, traître, confesse ton crime et celui de la princesse!

(1) *Diary*, etc. — *The assassination*, p. 232.

KŒNIGSMARK, se soulevant sur le coude et ouvrant les yeux. — Ah! vipère! c'est vous!

LA COMTESSE. — Tu achèves de te perdre, traître! Il faut que tu avoues!

KŒNIGSMARK. — La princesse est innocente!

LA COMTESSE, soulevant Kœnigsmark évanoui. — Du vinaigre! Serrez ce mouchoir autour de sa tête!

KŒNIGSMARK, après avoir respiré du vinaigre, rouvre les yeux et voit encore Élisabeth Platen. — Furie exécrable!

(La comtesse, agenouillée, se relève et laisse tomber la tête de Kœnigsmark sur le pavé; la bougie qu'elle tenait échappe de ses mains; poussant un cri pendant qu'elle semble glisser dans le sang du blessé, elle étouffe du pied sa dernière imprécation.)

LA COMTESSE. — Qu'y a-t-il? Mort? Est-il possible! Qu'on le ranime, qu'on le soigne! Je vais trouver l'électeur et prendre ses ordres.

(Les quatre trabans essaient de bander ses plaies et restent silencieux autour du cadavre.)

PREMIER TRABAN. — Il est mort!

DEUXIÈME TRABAN. — Plus rien!

TROISIÈME TRABAN. — Voilà une belle affaire. Après tout, nous n'avons fait qu'obéir.

Ce fragment ressemble à une scène de Shakspeare comme une forêt dessinée sur l'agathe naturelle ressemble au tableau d'un maître. Le corps de Kœnigsmark, jeté dans un lieu immonde, fut dévoré par la chaux vive sous les yeux d'Élisabeth. Telle fut la fin du plus brillant cavalier de ce temps et de cette cour.

On avait vu des lumières traverser les appartemens, et Kœnigsmark avait disparu, voilà tout ce que l'on sut; les trabans reçurent de l'argent et se turent. Personne n'osa parler de ce mystère, où l'on soupçonnait un crime.

Cependant Sophie-Dorothée, ignorant ce qui avait eu lieu, avait passé une partie de la nuit à ranger ses bijoux et à continuer les préparatifs de ce départ si désiré pour Wolfenbüttel. Il n'était plus temps. Placée sur une pente fatale, chaque instant qui s'écoulait la faisait descendre un peu plus bas vers la ruine qui l'attendait. Dans les papiers de Kœnigsmark, saisis aussitôt après l'assassinat, se trouvaient de nombreuses lettres que la princesse lui avait écrites pendant son séjour à Dresde, et où sa colère et son ironie contre l'électeur, George son fils, Élisabeth Platen, Bernstorff, et même contre l'indifférence et la faiblesse de son propre père, le duc de Zelle, éclataient en vives épigrammes et en mouvemens d'indignation. Ces malheureuses lettres, montrées aux intéressés et commentées par la comtesse, enlevèrent à Sophie les derniers protecteurs sur lesquels elle pouvait

compter et les restes de sympathie qui s'élevaient encore en sa faveur. Si elles prouvaient l'innocence des rapports de Sophie et de Kœnigsmark, elles la montraient fière, violente, hardie, profondément blessée, prête à fuir chez les ennemis de l'électeur, et dangereuse dans sa colère; on eut peur d'elle et on l'écrasa.

Elle acheva de prêter des armes à ses adversaires en déplorant avec larmes l'absence de Kœnigsmark, et en accusant hautement Élisabeth Platen de la mort de ce malheureux. On lui envoya le comte de Platen pour l'interroger; ce dernier lui exposa que l'on craignait de la voir mère d'un fils de Kœnigsmark. « Vous me prenez pour votre femme! » répondit-elle fièrement à Platen, qui devint son ennemi implacable. Alors une cour consistoriale s'assemble pour la juger; elle proteste; un jour, prête à recevoir le sacrement, elle se retourne au milieu de l'église, et, faisant face à l'assemblée, prend Dieu même et l'hostie sainte à témoin de la pureté de sa vie, défiant la comtesse Platen d'en faire autant. La comtesse pâlit, et l'église retomba dans le silence. La lutte entre les deux femmes était terminée. Le tribunal, sans s'occuper de l'adultère, avait prononcé le divorce; elle n'était plus femme de George de Hanovre, et Élisabeth Platen l'emportait.

Nous avons vu quel concours d'inimitiés ardentes, d'imprudences et d'étourderies avait préparé cette destinée, et comment Élisabeth Platen avait enflammé contre son ennemie les passions et les intérêts. Mlle de Knesebeck, jetée en prison dans une forteresse au milieu de la forêt du Harz, « d'où elle ne découvrait, dit-elle, que les cimes vertes des grands arbres qui se balançaient comme une mer, » parvint à en sortir par la toiture, où un prétendu couvreur, qui n'était autre qu'un amant déguisé, pratiqua une ouverture qui permit à la demoiselle d'honneur de s'échapper. On conduisit en grande pompe la princesse à ce vieux château d'Ahlden, où il ne lui fut permis de voir ses enfans ni sa mère, et où elle mourut après trente-deux années de langueur et de solitude profonde; puis il ne fut plus question d'elle. La comtesse Platen expira en 1706, en dictant le récit de sa vie, et disculpant complètement ce Kœnigsmark qu'elle avait aimé, cette princesse qu'elle avait haïe. L'un des assassins du jeune homme soulagea sa conscience par une confession analogue, reçue par le même ecclésiastique et conservée dans les archives de Zelle.

Quant à George, devenu électeur d'Hanovre et roi d'Angleterre, qu'il soit jugé par l'histoire, où il a fait figurer à côté de lui Mme de Schulenburg sous le nom de duchesse de Kendal, et Mme Kielmansegg, fille de la comtesse Platen et favorite à son tour sous le nom

de duchesse d'Arlington, — déshonorant ainsi la pairie des trois royaumes qu'on lui donnait. Certes, il n'y avait pas de roi qui méritât mieux que George Ier d'être chassé du trône par une révolution et honteusement banni avec sa suite. On n'y pensa même pas. Il personnifiait une haine, et tout le monde fut content.

L'obscurité où cette douloureuse histoire est restée ensevelie jusqu'à la publication de ces documens, et l'impunité historique dont l'électeur-évêque, George Ier et la comtesse Platen ont joui, ne peuvent s'expliquer que par un mot : la passion populaire. L'intérêt protestant qui dominait les intérêts du Nord servait de mobile à la politique anglaise; c'était lui qui couvrait de son amnistie de si misérables caractères, de si infames palais, et des crimes si odieux, lui qui laissait languir et mourir dans sa prison d'Ahlden cette femme intéressante qui n'avait commis d'autre crime que d'être belle, jeune et pure, d'avoir vu de trop près les ignominies de l'évêque et de la favorite, d'avoir bravé cette femme hardie, et d'avoir désiré la liberté. Cette fille d'une Française restait trente-deux années dans les murs de sa citadelle, usait de sa fortune en faveur du pauvre village dont elle « voyait de sa fenêtre, dit-elle, pour toute récréation, la petite rue tortueuse et les habitans levés dès quatre heures du matin, » et y écrivait ces tristes mémoires, publiés après plus d'un siècle, pendant que les créatures que l'électeur de Hanovre traînait après lui allaient s'asseoir paisiblement sur les marches du trône protestant d'Angleterre, et s'y couvrir de toute espèce de titres et d'honneurs en face des populations calvinistes! Elles souffraient cela en haine de Louis XIV, — et l'on n'a rien dit encore de tous ces mobiles passionnés d'une histoire presque contemporaine, — tant l'histoire est lente à se révéler.

PHILARÈTE CHASLES.

DE

LA POÉSIE LYRIQUE

EN ALLEMAGNE.

M. ÉDOUARD MOERIKE.

Edouard Moerike's Gedichte.[1]

On sait de quel ordre d'idées naquit, vers les premières années du siècle, le mouvement romantique en Allemagne; l'étude des anciens, jointe à l'esprit critique du protestantisme, avait, sinon complètement détruit, du moins fort compromis ce que j'appellerai l'élément naïf dans la poésie. Les esprits éminens de l'époque, Tieck et Novalis à leur tête, sentirent qu'il fallait réagir, et soudain à l'antiquité on opposa le moyen-âge, à l'art réel et qui a conscience de sa force et de sa beauté l'art qui s'ignore, l'art populaire, l'art naïf. Ce fut alors l'époque des fabliaux et des légendes, l'ère du merveilleux. Les caractères humains, agissant dans un but humain et conséquent, disparurent; la nature devint un théâtre d'illusions et de fantasmagories, de scènes occultes représentées par des ombres insaisissables défilant

(1) Un vol. in-18. Stuttgard et Tubingen, chez Cotta. — Paris, chez Klincksieck.

au demi-jour d'un mystérieux crépuscule et flottant sans pesanteur au gré de leurs aspirations infinies; en un mot, le monde poétique ne fut pour un moment qu'une immense nuit de Walpürgis où la fantaisie mena sa ronde au clair de lune avec les fées, se roula dans le cristal des sources avec l'ondine et les naïades, et dans la flamme vive avec la salamandre. Que de muses charmantes ce réveil d'une mythologie si féconde attira! et parmi celles qui s'attardèrent autour du merveilleux miroir, combien se laissèrent aller à prendre le reflet pour l'image, le moyen-âge de convention et de théorie pour le véritable, pour le moyen-âge de fait! Je ne parle pas de Tieck, qui devait, après les temps de délire, aborder par ses nouvelles un monde plus positif, d'où l'on aurait tort cependant de conclure qu'il soit homme à se faire faute, même aujourd'hui, d'une libre escapade au pays des anciens rêves. Je parle encore moins d'Uhland, esprit méthodique et sage, dont l'inspiration, en cette sphère du moyen-âge qu'elle hante volontiers, a toujours choisi la zone plus éclairée, le fond lumineux dont le profil humain se détache. Mais n'est-il pas permis de penser que des natures délicates comme l'étaient Novalis, par exemple, et ce Wackenroeder, qui se rêvait le contemporain de Raphaël, que de pareilles natures, disons-nous, durent, par l'effet de leur illuminisme, se croire pour un moment au sein même de cette existence dont le seul mirage les enivrait! A ce point de vue, tous deux sont morts à temps; au moment où l'auteur des *Méditations d'un Solitaire cloîtré* et le chantre aimé de *Henri d'Ofterdingen* quittèrent le monde, l'illusion de leur vie était en pleine efflorescence. Ce qu'il serait advenu s'ils eussent survécu à l'heure enthousiaste, on l'ignore. Peut-être auraient-ils persisté, au risque de passer pour retardataires aux yeux de la génération nouvelle; peut-être aussi se fussent-ils jetés à corps perdu dans les tendances humanitaires et le socialisme, ainsi qu'il arrive à Bettina. Trop souvent, de nos jours, le socialisme n'est qu'un romantisme qui grisonne. Toujours est-il qu'il y avait chez certains des coryphées du mouvement rétrospectif en Allemagne un élément naïf qui, même encore aujourd'hui, se perpétue. De là toute une filiation de muses gracieuses et discrètes, la plupart ignorées du monde et cultivant le germe transmis dans un coin de la Souabe ou de la Thuringe, de la Silésie ou de la Marche. Ne vous est-il jamais arrivé, en parcourant les galeries d'un château, de remarquer parmi les portraits de famille la figure élégante et douce d'un jeune homme dont l'expression mélancolique vous indique d'avance la fin prématurée? Vous descendez au jardin, et, voyant des enfans s'ébattre sur

les pelouses, il vous semble reconnaître en eux quelque chose de l'air et des traits de l'aïeul adolescent. Ainsi, dans ces physionomies romantiques qui se détachent, non sans charme, sur le fond du tableau contemporain, je crois surprendre un peu du son de voix et du profil de Novalis. Pour ceux-là, nous l'avouons, les évènemens n'ont pas marché; il s'agit bien, en vérité, de tendances industrielles et de libéralisme! que leur importe l'ère constitutionnelle qui date de juillet? Parlez-leur de la source vive au fond du bois et du monde merveilleux qui l'habite, parlez-leur des rapports de l'esprit avec la nature, de cette harmonie élémentaire que le christianisme a rompue. Le poète donne à la nature un œil spirituel pour qu'elle voie, il lui donne une bouche pour qu'elle parle, il remet l'être humain en communauté avec le soleil et la terre, avec les plantes et les bois, et souffle en nous ce sentiment d'épouvante sacrée que l'aspect du beau inspire au sage de Platon.

Que de nuances dans le romantisme! M. Édouard Moerike est romantique et M. Heine aussi. M. Heine, si je ne me trompe, débuta au déclin de la période et vit éclore sa poésie aux derniers rayons du soleil d'Arnim et des Schlegel. Quoi qu'il fasse pour renier cette origine, l'auteur des *Reisebilder* en subira l'influence jusqu'à son dernier jour. Romantique défroqué, dira-t-on; oui, sans doute, mais heureusement pour lui l'instinct originaire a persisté. Même en ses écrits d'aujourd'hui, il n'est point rare de trouver çà et là maint passage qui ne respire que fantaisie et graces naïves; peu s'en faut que vous ne le preniez alors pour un modèle de simplicité, pour un cœur d'enfant, tant il a l'air de croire à l'existence de ces elfes et de ces kobolds, de ces nixes et de ces fées dont il conte les histoires avec un si délicieux abandon. D'ordinaire l'illusion ne se prolonge guère au-delà d'un paragraphe; au détour du feuillet, vous rencontrez le faune qui ricane; là même, selon nous, est la principale originalité de M. Heine. Dans la phalange romantique proprement dite, M. Heine n'eût jamais figuré au premier rang. Pour l'imagination et les idées, Arnim, Novalis, Bettina elle-même, garderont toujours sur lui une incomparable supériorité. La grande habileté de l'auteur des *Reisebilder* est d'avoir su se faire un romantisme à part, une sorte de romantisme critique dont mieux que tout autre il possède le secret en Allemagne. Mêler l'élément naïf de la poésie du moyen-âge à l'élément négatif des sociétés modernes, manipuler du soir au matin les principes les plus contraires, mêler Arnim à Byron, Novalis à Mme Sand, prendre même quand on peut un aiguillon à Voltaire, tel est, j'imagine, le

procédé. Le docteur Julius comparait dernièrement dans sa chaire de Koenigsberg la prose de M. Heine à un paradis terrestre, pour la richesse et le luxe de la végétation. J'admets volontiers le paradis terrestre, à condition qu'on n'oubliera pas le serpent. Arrivons à M. Édouard Moerike.

Vis-à-vis de MM. Heine, Herwegh, Freiligrath, de tous les dilettanti de l'Allemagne littéraire contemporaine, M. Édouard Moerike est un poète naïf : bien entendu qu'il ne saurait être ici question que d'une naïveté relative, d'un certain état d'innocence où la fantaisie vit cloîtrée en dehors des bruits et des menées du jour. De tout temps, et cela même au moyen-âge, la période naïve par excellence, des muses bien distinctes se sont trouvées en présence : la muse qui a conscience et celle qui ne l'a pas, la poésie d'art en un mot et la poésie populaire. Il va sans dire qu'aujourd'hui l'art prédomine. Encore en Allemagne trouve-t-on çà et là quelques individualités du genre de celle qui nous occupe. Chez nous, avouons-le, ces individualités deviennent plus rares. Ce sens naïf dont nous parlions tout à l'heure, cette virginité de l'intelligence, si tant est que nous l'ayons jamais eue, voici bien long-temps que nous l'avons perdue. Ainsi, Victor Hugo, Béranger, Sainte-Beuve, sont des artistes dans toute la force de l'expression, des natures en qui la faculté critique et la faculté imaginative marchent au moins de front. Pour trouver l'instinct naïf proprement dit, il faudrait s'adresser aux vocations féminines, et là même combien rares sont les exemples! Je ne vois guère que Mme Desbordes-Valmore qu'on puisse citer, car ce n'est ni l'auteur des *Glanes*, ni l'auteur de *Napoline*, esprits avisés, talens avant tout littéraires, qu'on rangera parmi les muses simples et qui s'ignorent. N'importe, cette rêverie, en général, a des charmes, et j'aime à l'opposer au dilettantisme du moment. Tandis que la muse de M. Freiligrath parcourt, en oiseau de passage, toutes les zones de l'univers, et va des mers de glace au Sahara, tantôt arrêtant son vol sur l'arbuste embaumé des tropiques, tantôt couvant de l'aile au bord du Nil des œufs de crocodile, on se prend à suivre les modulations du rossignol qui vocalise au clair de lune sous le tilleul du voisinage; et ce poète qui, sans vouloir sortir du cercle un peu restreint de son domaine, se fait modestement l'écho des chastes voix de la nature et des soupirs du cœur, a souvent touché de plus près à la véritable originalité que celui dont l'imagination se met si fort en frais pour nous décrire la ceinture du cheick du Sinaï ou les mœurs des nègres du Congo.

Donner le procédé de cette poésie de M. Édouard Moerike, à vraï

dire, on ne le saurait guère : c'est le chant de l'oiseau sur la branche, la chanson populaire dans sa plus naïve expression. On croirait lire de la prose, tant cette strophe a de simplicité, et cependant la rime vient à point, et la cadence est telle, que vous vous prenez à fredonner, à part vous, je ne sais quel motif imaginaire, comme si cette poésie avait en soi une musique infuse. Il faut avoir vécu parmi ces honnêtes populations de la Souabe, entendu les refrains du vieux temps qui se chantent à la brune sous les tilleuls de l'église, pour comprendre l'idyllique fraîcheur de ces compositions naïves. C'est d'ordinaire l'éternelle histoire du cœur des pauvres jeunes filles, un amoureux qu'on avait, et qui s'est enfui sans tenir ses promesses, les rêves caressés des anciens jours qu'on évoque pour les voir s'évanouir soudain, comme cette plainte jetée à l'écho du vallon, et que la brise emporte. « Temps des roses, hélas! que tu as passé vite! es-tu donc passé pour jamais? Ah! si mon amoureux m'était resté, je ne souffrirais pas de la sorte. En honneur de la belle moisson, elles chantent toutes, les faucheuses; mais, moi, triste et pauvre engeance, rien d'heureux ne m'attend ici-bas. A travers la prairie en fleurs je me glisse perdue en mes songes jusque vers la montagne où mille fois il m'a juré fidélité, et là, sur le versant, je pleure à l'ombre du tilleul, tandis qu'à mon chapeau le vent agite le ruban rose qu'y attacha sa main. » Ainsi finit le doux motif, ou, pour mieux dire, il ne finit pas, car c'est le caractère, car il entre dans le caractère même de ces émanations élégiaques de laisser l'imagination en suspens, de s'arrêter en l'air comme ces mélodies de Weber et de Schubert, désespoir éternel des amateurs de la symétrie musicale. Un soupir de harpe éolienne, un ruban qui flotte, une larme, voilà toute cette poésie. Libre à vous de passer outre, et même de sourire, si vous n'avez pas la note sympathique. Cependant il est dans ce mince volume de M. Édouard Moerike mainte chanson d'un naturel charmant auquel il faut qu'on s'attendrisse; et pour peu que vous vous souveniez de la complainte que psalmodie à son rouet la divine Marguerite de *Faust*, vous aimerez l'histoire de cette pauvre délaissée dont un mal pareil trouble la vie :

« De bonne heure, avant que le coq chante, avant que l'étoile ait pâli, je descends et j'allume le feu.

« La flamme naît, l'étincelle pétille, je regarde la flamme et l'étincelle, toute plongée en ma douleur!

« Et soudain il me revient, cruel enfant, que j'ai rêvé de toi toute la nuit.

« Larmes sur larmes coulent de mes yeux; ainsi le jour s'écoule; ah! que ne revient-il! »

Une autre fois l'Ariane champêtre s'adresse au vent : « O brise qui murmures, vent qui grondes, dis-moi d'où tu viens, où tu vas. » Mais le vent poursuit sa course sans l'entendre. « Le secret de ma vie, enfant, est-ce que moi-même je le sais? Je l'ai demandé aux montagnes, je l'ai demandé au ciel, aux fleuves, à l'océan, et ni les montagnes, ni le ciel, ni les fleuves, ni l'océan, ne m'ont répondu; ainsi je vais depuis des siècles. — De grace, arrête un seul moment, s'écrie alors la jeune fille, ne me diras-tu pas au moins en quels lieux est la patrie de l'amour, ne me diras-tu rien du secret de sa naissance et de sa fin? — Qui peut répondre à ce que tu me demandes? L'amour, ma belle, est comme le vent : rapide et prompt, jamais il ne repose, il est éternel; ce qui change, c'est le cœur! »

La muse de M. Édouard Moerike aime le merveilleux, les histoires de sorcières et les contes de fées, en un mot toute cette poésie du nord de l'Allemagne dont nous avons vu Kerner naturaliser l'esprit au jardin du Neckar. Ainsi même en ce groupe souabe si étroit, si uni, l'étude nous signale deux tendances, l'une réaliste, historique, plus portée, quand le surnaturel se rencontre, à le circonscrire dans l'ordre des phénomènes de conscience : Uhland et Schwab; l'autre exclusivement romantique et toujours prête à transporter les choses sur le domaine de la fantaisie : Justin Kerner et M. Édouard Moerike, son meilleur élève ou disciple, comme il vous plaira. « Il n'est point mal, écrit le docteur Frédéric Vischer, dans ses *Sentiers critiques*, il n'est point mal que de temps en temps la poésie se révèle sous une apparence fantastique à la *plate* raison qui prétendrait la condamner à ne jamais produire qu'une froide et vulgaire copie des choses, ne fût-ce que pour montrer à sa rivale, si prompte à regarder toute simplicité dans l'ame comme une concession faite à sa manière prosaïque d'envisager le monde, ne fût-ce, disons-nous, que pour lui montrer que le génie poétique, loin de laisser les choses comme elles sont, les modifie, les retourne et les transporte dans un royaume nouveau et imaginaire. » Pour ma part, je me range assez volontiers de l'avis du docteur de Tubingen, et j'avoue que j'adore les arabesques lorsqu'elles ont de sveltes encolures de sirène, des huppes de colibri et de voluptueux enroulemens de fleurs. — En parlant de sirène, il nous semble ouïr les voix traîtreusement enchanteresses de celles dont M. Édouard Moerike peuple les grottes de son lac. Sirène ici n'est pas tout-à-fait le mot; en cette mythologie du moyen-âge nixe conviendrait mieux : si je l'écris, me le passera-t-on?

Dans leur palais profond, sous les gouffres marins,

Trône le chœur fatal des sept nixes; leurs mains
De la rose des eaux balancent le calice,
Leurs yeux guettent le jour dont un pur rayon glisse.

Et dès que sur les flots par la brise emporté
Un navire fuit comme une ombre,
Du royaume des eaux monte une clameur sombre,
Un affreux cri de mort par sept fois répété.

Une cloche magique alors s'ébranle et sonne,
Les pâles sœurs dansent en rond;
Leur robe se défait, leur ceinture se rompt,
Leurs cheveux dénoués laissent choir la couronne.

Et la mer aussitôt déchaîne ses fureurs,
Et les élémens en délire
Rugissent autour du navire
Jusqu'à ce qu'il s'abîme au sein des profondeurs.

Ainsi chante l'astrologue Dracon au balcon de la princesse Liligi, sa blonde élève, qu'il a charge d'instruire dans les sciences occultes. Vers minuit, le grimoire s'est clos, et l'ardente jeune fille a supplié le maître de satisfaire à sa passion du merveilleux en lui contant des légendes d'un autre monde, la *Grotte des Sept-Sœurs*, par exemple, et l'histoire du *Fils du Roi*. L'astrologue n'a rien à refuser à la princesse, et le voilà commençant les préludes que nous venons d'entendre. La lune se mire dans les transparences vives des grandes eaux du parc; le pin rend ses accords nocturnes, de tièdes bouffées d'aubépines et d'acacias nagent dans l'air, et puis la voix de l'alchimiste a des vibrations si profondément sympathiques, car maître Dracon n'appartient point à cette race classique d'astrologues rébarbatifs qu'on nous montre la baguette à la main, et sur le dos une robe sordide à peine digne d'orner la carcasse d'un usurier talmudiste du *Ghetto*. Dracon est jeune encore, il est beau, et dès qu'un peu d'exaltation s'en mêle, son œil noir jette des flammes. O douce et blanche Liligi, pourquoi prolonger cette heure dangereuse? Que fait donc votre imprudente mère? Cependant la jeune fille continue à s'enivrer des paroles de l'enchanteur, qui, tandis qu'un charme inconnu la fascine, étend ses mains sur elle, et de sa lèvre basanée effleure ses doux yeux d'hyacinthe, dont une somnolence magnétique appesantit déjà les paupières. Liligi s'endort, et pendant son rêve il lui semble qu'elle entend les harmonies des sphères, et que les étoiles revèlent à son esprit le secret de nos destinées. Bientôt pourtant elle

s'éveille. « O maître, vous vous taisez; de grace, encore la ballade du *Fils du Roi,* » et l'astrologue continue ainsi :

A la surface de l'onde
Glisse le vaisseau royal,
Et les sept sœurs à la ronde :
Viens à nous, bel amiral!

Viens, nos chants doux et suaves
Te berceront désormais;
Viens, tu verras nos palais!
Viens, nous serons tes esclaves!

Et le fils du roi, séduit,
Quitte son bord. O démence!
On l'accueille, on le conduit
Sous la vive transparence.

Vois la porte du sérail
Où t'attendent les sultanes!
Vois l'escalier de corail,
Les minarets diaphanes!

Cependant le même soir,
Sur l'océan solitaire,
L'étoile du ciel put voir
Un corps flotter vers la terre.

C'était le beau fiancé
Du chœur des nixes marines.
Sept blessures purpurines
Étoilaient son sein glacé.

Ici la même scène à laquelle nous avons assisté tout à l'heure se renouvelle; le couplet qui nous a dit l'enivrement de la jeune fille sous les incantations de l'astrologue se reproduit en manière de refrain, et, comme dans les ballades de Schubert, à l'anxiété croissante de la mélodie, au ton plus orageux de l'accompagnement qui toujours davantage se complique, on sent les approches du dénouement. — Donc, la princesse Liligi demande une autre histoire; Dracon obéit : ce sera la dernière. Il chante, il chante! et sa lèvre, sur la fin, effleure encore la paupière de la jeune fille endormie. Plus d'histoires désormais ni de baisers; cette fois Liligi ne se réveille pas : car cet homme est un magicien au service des nixes, et voilà cette nuit trois semaines qu'il s'est introduit, à la faveur d'un emploi mensonger, dans le palais du roi pour préparer le sortilége. Dracon s'empare du corps inanimé de

la belle Liligi; porté sur son manteau fantastique, il gagne l'océan où bientôt il plonge avec sa proie, et va frapper à la porte de corail, amenant aux sept sœurs l'aimable princesse, qui sera nixe un jour et commence en attendant son apprentissage.

Une des graces principales de cette poésie est, selon moi, dans la naïveté même de l'inspiration du poète, dans la profonde sympathie de l'auteur pour son sujet. M. Édouard Moerike aime, on le voit, cette mythologie romantique; il y croit, il a foi dans son naturalisme, et, quand il parle de cette vie élémentaire des sources et des fleuves, je trouve en son accent quelque chose de la persuasive sérénité de Novalis interrogeant au sein des mines de la terre les forces vives des métaux. Au premier abord, l'idée pourra sembler étrange, et cependant rien n'est plus vrai : il y a parmi les poètes des organisations plus spécialement appelées à rendre certains frémissemens, certaines sensations de la vie de la nature. On dit de tel peintre : il fait bien l'eau, le ciel, les arbres; pourquoi n'en dirait-on pas autant de tel poète, de Wilhelm Müller et de M. Édouard Moerike par exemple, les deux lyriques en Allemagne qui, selon nous, ont pénétré plus avant dans ces mystérieuses confidences de la naïade moderne? celui-là un peu prosaïque, un peu bourgeois, comprenant davantage l'eau qui fait aller le moulin, le courant leste et clair où voyage la truite entre deux haies de gazon émaillé; celui-ci plus entraîné vers le merveilleux, plus romantique, et préférant au ruisseau de la belle meunière la grotte de cristal des ondines du Rhin ou du Danube.

Sur le Danube immense un esquif a glissé,
Vois, c'est la fiancée avec le fiancé.

« Que puis-je te donner, mon bien-aimé? dit-elle;
Dis, quel est le trésor que ton désir appelle? »

Lui plaisante et sourit; mais la vierge, à ces mots,
Plonge sans hésiter son bras au sein des flots.

« Naïade du Danube, ah! que ton flot m'envoie
Pour mon doux bien-aimé quelque splendide proie! »

Et soudain dans sa main étincelle au soleil
Une royale épée au pommeau de vermeil.

A son tour, lui s'incline, et voilà qu'il ramène
Dans ses doigts un collier qu'envierait une reine.

Sur le front de sa belle il le pose à l'instant;
On dirait à la voir la fille du sultan! —

« Naïade du Danube, ah! que ton flot m'envoie
Pour mon doux bien-aimé quelque splendide proie! »

La vierge recommence, et sa main, ô trésor!
Du sein des flots émus retire un casque d'or.

Et lui, durant ce temps, pêches miraculeuses!
Ramène un peigne orné de pierres précieuses.

Pour la troisième fois sa main plonge dans l'eau;
Ah! malheur! la voilà tombée hors du bateau!

Il s'élance après elle, et la saisit à peine,
Que la nymphe tous deux vers le fond les entraîne.

La nymphe du Danube est avare et sans cœur;
Jeune fille et garçon paieront cher sa faveur.

La barque sur les eaux désormais flotte vide,
Le soleil disparaît, la nuit tombe rapide;

Et, quand la lune au ciel se leva, les deux corps
Surnageaient enlacés et voguaient vers les bords.

Ces forces élémentaires, hostiles à la race humaine, ne séjournent point seulement sous les eaux; le naturalisme populaire dont la muse romantique évoque l'esprit, le naturalisme du moyen-âge en peuple la création. Comme l'océan et les fleuves, la terre et l'air ont une vie occulte, et malheur à qui refuse d'y croire! Une belle jeune fille, courtisée de tous, s'amuse à bafouer ses amoureux : « Plutôt que de me marier, dit-elle un soir, j'aimerais mieux me faire la fiancée du vent. » Or, pendant la nuit, le vent survient et l'emporte, et, neuf mois après, la commère met au monde le bandit Jung Volker. — Autre part, c'est la fille du meunier, Greth, que l'esprit du vent ensorcelle. Un matin, le fils du roi entre au moulin, et, la trouvant seule, va l'embrasser, lorsque soudain la chevelure de la belle se met à tournoyer, à bruire, à gronder, que c'est une tempête dans la maison, tandis qu'au dehors pas un rameau ne bouge. « Ah! s'écrie le don Juan épouvanté, tu es la fiancée du vent; c'est toi qui, l'autre nuit, as enlevé le drapeau de mon palais. » A ces mots, un coup de vent brise la fenêtre et les emporte tous les deux par-delà les mers, sur un pic désolé où la sorcière étouffe son amant d'une étreinte. Dirai-je encore l'histoire fantastique de ce petit homme à bonnet rouge qu'on voit apparaître à la lucarne d'une certaine maison de la ville chaque fois qu'un incendie doit éclater dans la contrée? Dès la veille, il va et vient, monte et descend, se remue et s'agite comme sous une fiévreuse

influence, puis, à la première alarme, on le voit sortir de sa retraite sur un maigre bidet dont les naseaux ont l'air de flairer la flamme, et jusqu'à ce qu'un nouveau désastre menace d'éclater, cavalier et monture ne reparaissent plus. — Mais, dira-t-on, ce sont là des contes de nourrice que nous débite votre auteur : peut-être; seulement ne médisons pas trop de ces enfantillages de la pensée, ils ont bien aussi leurs charmes et leur intérêt. C'est à tort d'ailleurs que nous comptons l'enfance et la jeunesse au nombre de ces choses qui passent sans retour. On citerait au besoin tel moment de l'existence le plus sérieusement occupée, où ces aimables fantaisies du berceau reparaissent en secret évoquées, et, pour peu qu'une forme élégante et littéraire ravive alors ces réminiscences d'un autre temps, on goûte sans trop rougir l'enfantillage, et le poète est bien venu. En ce sens, a-t-on jamais rien pensé de plus vrai que ce vers tant connu :

Si Peau d'Ane m'était conté, etc.?

Il s'en faut cependant que cette muse naïve ignore les purs secrets de l'art, les idéales combinaisons de la forme classique; je noterais, à ce propos, plus d'une élégie touchée de main de maître, et qui tiendrait fort dignement sa place dans le recueil du mieux goûté de nos intimes, la *Visite au Val d'Urach*, par exemple, morceau tout empreint d'une exquise et touchante mélancolie. Le poète, évoquant son passé, retourne aux lieux où s'écoulèrent ses premières années. Impossible de rendre avec plus de bonheur que ne l'a fait M. Édouard Moerike en cette aimable pièce l'émotion d'une pareille scène :

« Vallon chéri, je crois rêver en m'égarant ainsi sous ton épaisseur; aucun prodige dans ce que voient mes yeux, et pourtant il me semble que le sol frémit, que l'air et la feuillée gazouillent; cent miroirs verdoyans me renvoient mon passé qui me trouble en me souriant; la vérité me devient une poésie, et ma propre image un fantôme étrange à la fois et doux. »

S'adressant alors à ces torrens que le soleil inonde de ses feux, à ces bois profonds, dont les chaudes bouffées lui arrivent chargées de vapeurs balsamiques : « Me reconnaissez-vous, s'écrie-t-il, moi qui si long-temps ai vécu parmi vous?

« Ici, chaque tige m'enlace en d'ineffables méditations; pas un caillou, pas un brin d'herbe si petit, que mon regard ne s'y attache avec langueur. Brins d'herbe et cailloux me parlent de choses oubliées à demi; la joie et la peine se disputent mon ame; je voudrais pleurer, et la larme s'arrête, tandis qu'en ma fiévreuse angoisse j'ai hâte de pénétrer plus avant. »

A quelques pas de là, notre poète rencontre les sources de la vallée. Aussitôt, comme vous pensez, le motif favori lui revient, et nous le voyons interroger de nouveau cet esprit de la nature dont il semble pressentir la vie élémentaire sous la transparence des eaux.

« Montrez-moi, s'écrie-t-il, ô sources! montrez-moi vos cellules tapissées de mousse, montrez-moi, au plus secret du bois, les matrices profondes où s'élaborent vos ondes impétueuses avant de s'épancher en cascades sur les rochers et la vallée. »

Je regrette de ne pouvoir donner aucune idée du grand air que respirent ces stances, du vigoureux métal dont se composent ces octaves. Ici, on peut le dire, le poète est digne de son interlocuteur, et certes il faut que l'esprit de la nature ait fait vœu d'un mutisme impitoyable pour ne pas répondre à qui l'interroge sur ce mode antique et solennel. Que de grace encore et de tendre émotion dans le tableau des premières amitiés dont ce paysage lui rappelle les beaux jours! Il évoque du sein des touffes de feuillage le camarade de son enfance :

« O toi qui jadis fus un autre moi-même, oh! viens, cher enfant, viens sans crainte; aujourd'hui encore nous nous ressemblons, et jamais nous n'aurons à nous effrayer l'un de l'autre. »

Mais en vain il étend les bras, en vain il conjure la place, le feuillage reste immobile, et sur le banc accoutumé l'ami d'autrefois ne revient pas s'asseoir : « Adieu donc, ô vallée! soupire alors le poète en s'éloignant le cœur gonflé de larmes; adieu, seuil paisible de mon existence, foyer où je puisais le meilleur de mes forces, nid embaumé des premières sensations, adieu, je pars, et que ton génie m'accompagne. »

Il y a plus : maint fragment de ce trop court volume, surtout dans la dernière partie, témoigne d'un commerce assidu des anciens. Sans parler de diverses traductions de Catulle heureusement venues (le choix n'indique-t-il pas ici certaine affinité de complexion?), on noterait çà et là telle pièce où le symbolisme antique se mêle, non sans charme, aux détails un peu réels de nos pratiques modernes : le poème intitulé *Fêtes d'Automne*, par exemple, dans lequel Dionysos évoqué se révèle, en vrai dieu légitime qu'il est, à ces bons paysans de la Souabe. Garçons, filles et matrones, sont rassemblés pour les vendanges, déjà la fête va son train; mais voyez donc, sous ces bosquets, ce marbre festonné de pampre et de lierre. Quel air rêveur! Serait-ce là Bacchus? « Viens te mêler à nos groupes joyeux, s'écrient les vendangeurs, viens, ou du moins fais-nous signe de la main que tu

nous as compris, et mesure trois pas le long de nos vignes riantes. » Cependant le dieu demeure immobile et chacun croit avoir perdu sa peine, lorsque trois coups de tonnerre ébranlent la vallée.

« Ainsi Zeus lui-même a voulu que son fils nous soit propice, ainsi nulle prière n'est vaine, et l'Olympe exauce encore les vœux des gens. »

A cette manifestation divine succède un silence sacré; puis, le trouble religieux se dissipant, on songe à couronner la fête.

« Entonnez les dernières chansons et descendez par couples jusqu'au fleuve, où vous attend un bateau pavoisé. A la place d'honneur, que le dieu s'installe et nous dirige, et que l'équipage glisse en chuchottant par les frais sentiers que la lune éclaire. »

L'épigramme dans le goût antique, et telle du reste que Goethe l'a restaurée, se montre aussi par moment aiguisée tant bien que mal et voulant mordre, mais plus volontiers sentimentale, comme dans ce sixain que le poète adresse à sa mère :

« Eh quoi! de tant de poésies, pas une qui te soit destinée, ô ma mère! Pour te chanter, crois-moi, je suis trop pauvre ou peut-être trop riche, car toi seule, en mon sein, es tout un poème encore *inchanté* (1), un poème que nul ne sentirait et que je garde pour me consoler lorsque mon cœur attristé se détourne du monde, et, solitaire, contemple en lui la paix durable de son immortelle partie. »

Une autre fois le poète, traversant un cimetière de village, s'arrête devant une sépulture délabrée. Que d'abandon et de misère! C'est à peine si quelques vieillards du pays se souviennent du nom qui fut gravé sur cette dalle, et nul, à coup sûr, n'y soupçonne un sanctuaire. Là repose la mère de Schiller, du prince des lyriques souabes. Le passant attendri cueille sur la place une églantine, et la rose sauvage devient entre ses mains le sujet d'une élégie en douze vers qui serait peut-être la meilleure épitaphe à inscrire sur la pierre de celle qui mit au monde un immortel, si pendant qu'on élève des statues au fils on pouvait s'informer encore de l'endroit où gisent les ossemens de la mère.

Nous en avons dit assez sur M. Édouard Moerike pour qu'on ait une idée du caractère de cet aimable esprit. Nous n'osons croire cependant que les amateurs du haut goût en littérature s'accommodent jamais d'un régime si simple, à moins que ce ne soit par contraste à

(1) Ein noch *ungesungenes Lied* ruhst du mir im Busen.

l'ordinaire du jour. On nous a tant saturé le palais de genièvre et d'arack, qu'il pourrait se faire peut-être qu'un peu d'eau pure et naturelle puisée à la source voisine eût son mérite parmi nous. Inutile d'ajouter que dans tout ceci nul sentiment réactionnaire ne nous anime. En feuilletant cette infinité de publications poétiques que le libraire Cotta édite sans relâche, et qui, chose étrange, se vendent toutes plus ou moins, tant est vivace aujourd'hui encore le goût des vers dans cette Allemagne de Mme la comtesse Hahn-Hahn et de M. de Sternberg, il nous a semblé surprendre chez l'auteur de ce mince volume un romantisme doucement élégiaque, une fraîcheur native, que nous avons essayé de faire apprécier. Ici rien de titanique, de byronien. La douleur humaine, quand elle se rencontre, n'est guère qu'un soupir, qu'une larme assez rapidement séchée. Quant au cri déchirant de la conscience moderne, à ces accens sublimes qui ne résonnent que sur les lyres immortelles, demandez-les aux chantres de *Werther* et de *René*, de *Childe-Harold* et de *Jocelyn*. La muse dont nous parlons garde modestement la plaine et l'ombre, et si l'envie lui prend de parcourir les régions de l'air, ce n'est pas sur les ailes d'un aigle qu'elle voyage, mais sur le nuage d'Arnim et de Brentano qui l'entraîne à la chasse des elfes et des fées. Nous savons très bien que la Muse peut avoir de nos jours à remplir de plus sérieuses missions, et qu'il ne s'agit pas pour elle uniquement désormais de soupirer quelque élégie oiseuse au clair de lune, ou d'insuffler à l'aide d'une sarbacane je ne sais quelles vaporeuses silhouettes que le vent emporte. La poésie éclaire de son flambeau les plus secrets recoins de la vie des peuples; la poésie chante l'épopée du cœur, et ne se lasse pas de redire d'âge en âge l'éternelle imprécation du Prométhée humain; la poésie explore toute profondeur, tout abîme, et, comme Jésus-Christ, comme Dante, ne reculera pas devant la descente aux enfers. Bien entendu cependant qu'en explorations si solennelles l'esprit d'en haut interviendra. A Jésus-Christ lui-même la légende donne un ange pour guide; Dante, comme on sait, eut Virgile. Or, pour peu qu'on ne soit pas bien sûr d'avoir quelque génie à ses côtés, j'imagine qu'on fera toujours mieux de restreindre sa sphère. En pareil cas, le plus prudent est encore de suivre le sentier de la fantaisie et de s'en aller rêver au bois voisin; là du moins, si l'on s'égare, on a bientôt retrouvé sa voie, et le pire qui puisse arriver, c'est d'avoir perdu quelques heures.

HENRI BLAZE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1845.

Le ministère a réussi dans ses négociations avec la cour de Rome. Sur un ordre du général de la société, les jésuites de France seront dispersés, leurs maisons seront fermées, leurs établissemens seront dissous. Ceux d'entre eux qui voudront résider sur le territoire français rentreront dans la catégorie du clergé ordinaire; ils seront soumis à l'autorité des évêques et des curés. Telles sont les concessions obtenues par M. Rossi. Nous ne chercherons pas à diminuer l'importance de ce résultat; c'est un évènement heureux pour le pays et un succès pour le ministère. Si le cabinet du 29 octobre avait eu souvent de pareilles fortunes, son existence n'aurait pas été si vivement débattue.

Le gouvernement pouvait s'armer de la loi et frapper directement les jésuites; il a mieux aimé prendre la voie pacifique et conciliante des négociations. Ce parti, plus sage en apparence, n'était pas cependant sans danger : un échec diplomatique eût pu compromettre la situation du gouvernement; mais la négociation a réussi. Dès-lors, il n'y a que des éloges à adresser au cabinet. Dira-t-on qu'il a humilié la France devant la cour de Rome? Nous ne pouvons supposer que le ministère, en négociant avec le saint-siége, n'ait pas réservé les droits de la France. Si la négociation eût échoué, les lois eussent été exécutées. Le ministère a négocié pour prévenir une conclusion irritante, pour calmer des scrupules religieux, pour ménager des susceptibilités; il a voulu que Rome fût avertie, et qu'elle vînt mettre le poids de son opinion dans la balance. Cette conduite n'est point de la faiblesse; c'est de la modération et de l'habileté. Les jésuites diront qu'ils ont cédé devant Rome et non

devant notre gouvernement : qu'importe, pourvu qu'ils cèdent, pourvu qu'ils se dispersent, et que leurs associations soient dissoutes? Nos lois, pour exister, n'ont pas besoin du témoignage des jésuites, et notre gouvernement peut se passer de leur estime comme de leur affection.

On a dit que la négociation avait échoué, en ce sens que ce sera le général de l'ordre et non le pape qui prononcera la dispersion des jésuites de France. Ce raisonnement n'est pas digne d'une opposition sérieuse. Personne ne croira que le saint-père soit demeuré étranger aux concessions obtenues par notre gouvernement; personne ne supposera que le général des jésuites se soit engagé à dissoudre les établissemens de France sans l'aveu du pape et sans son adhésion formelle. La cour de Rome, soit pour ne pas froisser ceux des membres du clergé français qui ont appuyé ouvertement les prétentions des jésuites, soit par ménagement pour les jésuites eux-mêmes, a pu vouloir que son intervention fût laissée dans l'ombre, et que l'initiative parût appartenir au général de la société. On ne peut qu'approuver cette réserve, qui n'ôte rien à l'efficacité des mesures concertées avec le saint-siége, et qui a dû rendre l'issue de la négociation plus facile.

On connaît peu jusqu'à présent les circonstances qui ont précédé ou accompagné la négociation de M. Rossi. Voici sur ce sujet quelques détails dont nous pouvons garantir l'exactitude.

Jusqu'au rapport de l'honorable M. Thiers sur le projet de loi de l'enseignement secondaire, la gravité de la question des jésuites avait peu frappé l'esprit des ministres du 29 octobre. M. Martin du Nord tranquillisait ses collègues en leur répondant des intentions du clergé; M. Villemain exprimait des inquiétudes que l'on écoutait peu; l'entente cordiale occupait toutes les pensées de M. Guizot. Enfin, quand la chambre eut choisi M. Thiers pour être l'interprète de ses sentimens sur cette question, le ministère ouvrit les yeux. Ce choix significatif de l'illustre chef du centre gauche nommé par la majorité malgré les efforts du parti ministériel, l'effet de cet évènement dans le pays, la joie qu'en ressentirent les vrais amis des libertés constitutionnelles, tout cela fit comprendre au gouvernement qu'il fallait agir.

Divers moyens furent proposés et repoussés. M. Guizot fut le premier, dans le conseil, qui parla d'envoyer un négociateur à Rome, chargé de réclamer l'intervention du saint-siége. Cette proposition fut d'abord trouvée assez étrange par les collègues de M. le ministre des affaires étrangères. Les uns pensèrent que la négociation ne pourrait réussir, les autres que le gouvernement, en cas d'échec, se trouverait placé dans une situation plus difficile qu'auparavant, puisqu'après avoir forcé la cour de Rome à entrer dans la lutte, il aurait sur les bras deux ennemis au lieu d'un. On se demandait en outre quel serait le négociateur qui consentirait à jouer sa fortune diplomatique dans une mission pareille. Cependant le conseil finit par adopter le projet de M. Guizot, et M. Rossi, que ses talens, sa renommée, les qualités particulières de son esprit, et une certaine finesse italienne,

rendaient merveilleusement propre à cette négociation, partit pour Rome avec des instructions précises, qui réclamaient la dispersion des jésuites de France et la fermeture de leurs établissemens.

Tous ceux qui étaient à Rome lors de l'arrivée de M. Rossi s'accordent à dire que l'entrée du négociateur français dans la ville éternelle n'a pas été triomphale. L'accueil du pape Grégoire XVI fut courtois et affable; mais la haute société romaine, complice des intentions du sacré collége, reçut M. Rossi avec une froideur marquée. En homme habile, M. Rossi parut ne pas s'apercevoir de ces dispositions malveillantes. Il vit les cardinaux, les personnages influens; il les reçut chez lui; on ne parla plus bientôt que de son esprit et de ses dîners; on se rapprocha de lui, on l'entoura. Néanmoins la négociation n'avançait pas. M. Rossi prenait faveur, mais les jésuites n'avaient pas perdu un pouce de terrain, et les dépêches que M. Guizot recevait de Rome étaient loin d'être rassurantes. Le ministère commençait à s'inquiéter.

Sur ces entrefaites eurent lieu en France les interpellations de M. Thiers, suivies de l'ordre du jour motivé qui mettait le ministère dans la nécessité d'exécuter les lois du royaume contre les jésuites. Aussitôt M. Rossi s'empara de cette manifestation pour frapper l'esprit de la cour de Rome. Armé d'une dépêche énergique de M. Guizot, il démontra l'urgence d'une concession; il tint un langage plus pressant; il fit des représentations plus vives. Dès-lors on l'écouta; des conférences eurent lieu, et la négociation marcha rapidement. Le cardinal Lambruschini, connu autrefois pour ses opinions exaltées, et peu favorable jusqu'ici à la cause du gouvernement de juillet, fut l'ame d'un projet de conciliation qui triompha enfin des résistances entretenues autour du saint-siége. Toutes les concessions demandées par M. Rossi furent accordées. Seulement, pour ménager l'amour-propre des jésuites et les susceptibilités du clergé français, on convint que le général de l'ordre interviendrait dans l'application des mesures consenties par la papauté. Des gens qui se prétendent bien informés, et qui aiment à sonder les replis du cœur humain, disent que le général des jésuites accomplira sans regret la mission dont il s'est chargé. Une chose le console, c'est que les jésuites de France possèdent aujourd'hui quinze ou seize millions, que le bon père, sans doute dans l'unique intérêt de la société, trouverait mieux placés à Rome qu'à Paris. Cette considération, dit-on, n'aurait pas été sans influence sur les engagemens qu'il a pris, et qu'il a déjà exécutés, car, au moment où nous écrivons, l'ordre de la dispersion des jésuites est venu en France. La dissolution de leurs établissemens est prononcée.

Néanmoins, M. Rossi restera encore quelque temps à Rome pour assurer les résultats de la négociation. Le ministère compte sur l'utilité de ses démarches dans le cas où des résistances inattendues feraient naître des difficultés nouvelles. D'ailleurs, les instructions dont il est chargé comprennent un point qui n'a pas encore été résolu. Il s'agirait des lazaristes, en faveur

desquels le gouvernement voudrait obtenir du saint-siége des garanties. Il est probable que M. Rossi fera de nouveaux efforts pour réussir sur cet objet important.

Somme toute, nous l'avons déjà dit, cette conclusion des affaires de Rome nous paraît mériter l'approbation de tous les gens sensés; elle est d'accord avec les vœux que nous avons toujours formés, avec les opinions que nous avons constamment défendues. C'est avec un vif regret que nous avons vu naître, sous le ministère actuel, la question des jésuites. Nous avons toujours souhaité que le débat eût une issue pacifique. Les querelles religieuses ne sont pas de notre temps. Ce nom de jésuites jeté au milieu de nos discussions politiques, ces protestations hostiles de plusieurs membres de l'épiscopat, ces violences de quelques écrivains fanatiques auxquelles répondaient malheureusement d'autres violences échappées dans l'emportement de la lutte, tout cela nous semblait un anachronisme qu'il était urgent de faire cesser. Le mal que l'on aurait pu prévenir dès l'origine par une conduite plus ferme s'était aggravé en se prolongeant; la conclusion présentait des difficultés : le ministère a su les résoudre par des moyens qu'approuveront tous les esprits modérés. Il n'y aura point de persécution, point de martyrs : nous nous en réjouissons. Nous rendons hommage à la sagesse du saint-siége; son rôle dans cette affaire prouve qu'il sait comprendre l'esprit de l'époque, et qu'il connaît les véritables intérêts de l'église. Espérons que chacun aussi comprendra ses devoirs. Délivré d'un auxiliaire dangereux, le clergé français suivra l'exemple de modération que lui donne la papauté; il cessera de soutenir des principes subversifs de l'autorité de l'état. D'un autre côté, l'état ne sera plus défendu avec ces armes railleuses et sceptiques qui effraient la religion. Plus de réaction dans un sens ni dans l'autre, plus de doctrines ultramontaines, mais aussi plus de Luthers. Ce ne sont point les Luthers de nos journaux ou de nos écoles qui ont fait triompher la bonne cause; ce ne sont point leurs prédications qui ont garanti les droits de l'Université et qui ont raffermi la marche du gouvernement au milieu de la tempête soulevée contre lui. Tandis que le débat sur les jésuites provoquait au dehors des exagérations regrettables, la vraie philosophie, amie de la foi et de la raison, parlait à la tribune le langage mesuré qui convient à notre pays, à la tolérance de notre siècle et au caractère modéré de nos institutions.

Justes envers le ministère, que nous félicitons sincèrement d'avoir terminé une affaire épineuse, envers l'habile négociateur qui a si bien rempli la mission confiée à sa dextérité et à sa prudence, nous avons bien le droit de demander que l'on soit juste aussi envers les hommes dont les conseils et l'influence ont prêté un si grand secours au gouvernement. Aujourd'hui, cependant, on se plaît à rabaisser ces hommes. Ils n'ont rien dit, ils n'ont rien fait d'utile. Ils n'ont parlé, ils n'ont agi que pour entraver la marche du cabinet. Heureusement, le pays ne partagera pas cette ingratitude des feuilles ministérielles envers M. Thiers, M. Cousin,

M. Dupin, M. Barrot. Tout le monde sait d'où l'impulsion est venue. On se rappelle l'attitude embarrassée du pouvoir dans la discussion de la loi sur l'enseignement à la chambre des pairs. On se rappelle ses hésitations et son silence à la chambre des députés. Pendant que son inaction aggravait le péril, qui a pris en main la question, qui a imprimé au gouvernement une direction salutaire, qui a réclamé une solution prompte, soit par les voies légales, soit par des formes conciliantes, qui a professé les principes d'après lesquels la négociation a été suivie, qui a parlé, qui a conseillé d'agir, si ce n'est l'opposition, représentée dans cette circonstance par M. Thiers, et par les honorables membres que nous venons de nommer? L'opposition n'a pas négocié, cela est vrai; mais tout porte à croire que l'on n'eût pas négocié, si elle avait gardé le silence, et, dans tous les cas, la modération et la fermeté qu'elle a montrées ont rendu la négociation plus facile. Voilà ce que des écrivains ministériels devraient avoir la bonne foi et le courage de reconnaître, au lieu de plaisanter ingénieusement tous les matins sur le prétendu dépit de l'opposition. A les entendre, on dirait que le ministère a vaincu l'opposition en triomphant des jésuites. Est-ce donc ainsi qu'il faut écrire l'histoire pour être agréable au ministère?

Un jour viendra sans doute où le pouvoir et ceux qui le défendent comprendront mieux les véritables conditions du gouvernement représentatif. Pourquoi cet acharnement des feuilles ministérielles à déprécier sans cesse l'opposition, à nier sa part d'influence, à lui contester ses mérites, à méconnaître les services qu'elle peut rendre et ceux qu'elle a rendus? N'est-il pas avéré que l'opposition, depuis bientôt cinq ans, a pris une part décisive dans les grandes affaires qui ont occupé le pays, telles que la loi de régence, les fortifications, le droit de visite, l'accroissement de la marine, et, en dernier lieu, la question des jésuites? Pourquoi nier l'évidence? Pourquoi vouloir tromper si grossièrement l'opinion? N'est-ce pas l'honneur de notre pays, et un témoignage de sa maturité politique, que le pouvoir ait aujourd'hui en face de lui une opposition éclairée, influente, qui lui donne souvent d'utiles conseils, et dont l'impulsion est bonne à suivre? N'est-ce pas là un symptôme heureux, un gage de confiance dans l'avenir, un progrès de nos institutions; les organes du gouvernement ne devraient-ils pas signaler ce progrès et en féliciter le pays, au lieu de sacrifier la vérité à des passions égoïstes?

Les nouvelles du Maroc nous apprennent qu'Abderrhaman a enfin ratifié le traité du 18 mars. Toutefois, les anciens traités de commerce entre la France et le Maroc seront prochainement révisés; cela veut-il dire que les clauses stipulées à Lalla-Maghrnia sur les relations commerciales ne seront pas maintenues? C'est un fait qui n'est pas encore éclairci. On annonce qu'un envoyé extraordinaire de l'empereur viendra à Paris pour suivre les négociations.

Le traité du 29 mai relatif à l'abolition du droit de visite a donné lieu à de nouveaux débats de chaque côté du détroit. En France, tout le monde est

d'accord pour approuver les clauses générales du traité. Si l'indécision règne encore sur plusieurs points, l'expérience les éclaircira. Toute discussion sérieuse doit donc être ajournée à la session prochaine. L'opinion de la chambre des pairs est la même à cet égard que celle de la chambre des députés. Aussi, le crédit demandé pour la station navale d'Afrique eût été voté au Luxembourg sans discussion, si M. de Boissy n'eût soulevé quelques critiques de détail, qui ont été pleinement réfutées par M. le duc de Broglie. L'illustre pair a expliqué le silence du traité en ce qui concerne la répression de la traite sur la côte orientale d'Afrique. Les traités de 1831 et 1833 n'avaient rien stipulé pour la côte orientale; il n'y avait pas lieu dès-lors à s'en occuper dans la convention du 29 mai, dont le principal but a été de substituer un nouveau mode au droit de visite réciproque. Sur la côte occidentale, la France est engagée; sur la côte orientale, elle n'a contracté aucune obligation. Elle est libre d'y envoyer tel nombre de vaisseaux qu'elle voudra. D'ailleurs, jusqu'ici, la traite n'a jamais eu lieu sur la côte orientale que sous le pavillon portugais, lequel, d'après les conventions existantes, est soumis à une surveillance rigoureuse de la part de l'Angleterre. Voilà pourquoi le gouvernement anglais entretient une croisière sur cette côte, tandis que la France peut se dispenser d'en avoir une. Les charges de notre marine seront-elles augmentées par suite de la convention du 29 mai? M. le duc de Broglie démontre qu'elles seront, au contraire, diminuées. Sous l'empire des anciens traités, la France entretenait quatre croisières, formant quarante-trois vaisseaux; elle n'aura plus désormais que vingt-six bâtimens à fournir pour la répression de la traite.

A mesure que la convention du 29 mai sera plus connue, nous espérons qu'elle sera de plus en plus approuvée par l'opinion. Nous souhaitons vivement que l'expérience en démontre les bienfaits. Nous sommes disposés à y voir, dès à présent, une satisfaction réelle accordée par le ministère au sentiment national, et, de la part du gouvernement anglais, une juste déférence aux susceptibilités légitimes de notre pays. Puisse cette conclusion, longtemps réclamée par la tribune française et déclarée impossible par ceux même qui l'ont obtenue, opérer un rapprochement durable entre les deux peuples! Cet espoir, nous le croyons, est partagé par la majorité des esprits en Angleterre, car nous ne voulons pas prendre pour l'expression d'un parti le dernier discours prononcé dans le parlement anglais par lord Palmerston. Que le noble lord, qui a voulu l'extension illimitée du droit de visite, regrette les traités de 1831 et 1833, on le conçoit sans peine; qu'il trouve la convention du 29 mai inefficace, l'avenir se chargera de lui répondre; mais un ancien ministre de l'Angleterre, un des hommes les plus considérables du parlement britannique, ne devrait pas se tromper sur les sentimens de la France au point de déclarer qu'elle veut l'impunité de la traite, et que son véritable grief contre le droit de visite est de le trouver trop efficace contre le trafic des esclaves. Si de semblables paroles étaient souvent prononcées à la tri-

bune anglaise, ce ne serait pas un bon moyen de resserrer l'union entre les deux peuples. Heureusement sir Robert Peel, dans sa réponse à lord Palmerston, a été mieux inspiré que son imprudent adversaire. Il a su respecter l'esprit public de notre pays; il a justifié ses intentions. Tout son discours, quoique réservé, porte l'empreinte d'une disposition amicale à l'égard de la France. Nous voudrions que sir Robert Peel eût toujours tenu le même langage. Peut-être, il y a un an, avait-il les mêmes sentimens; mais, à coup sûr, il ne savait pas les exprimer de la même manière.

On le voit, nous ne cherchons en aucune façon à dissimuler les succès récens du cabinet. On ne nous accusera pas de les amoindrir. Nous reconnaissons volontiers que la situation du ministère est modifiée depuis un mois. Jusque-là, ses fautes pesaient sur lui. Toléré plutôt que soutenu par une majorité douteuse et mécontente, quelquefois même désavoué par elle, objet de défiances qu'il ne pouvait calmer, d'inquiétudes qu'il ne pouvait dissiper, il avait marché d'échecs en échecs durant tout le cours de la session. Le pouvoir était devenu entre ses mains un fardeau trop lourd qui semblait toujours au moment de lui échapper. Deux négociations heureuses viennent de le raffermir, au moins temporairement. Il ne faut pas croire cependant que sa tâche soit finie, et qu'il n'ait plus qu'à se reposer dans la contemplation de sa gloire. Nous sommes forcés de le dire, au risque de troubler la joie de son triomphe, il lui reste encore bien des choses à faire pour mériter l'entière confiance des chambres et du pays.

En terminant l'affaire du droit de visite et la question des jésuites, le ministère du 29 octobre a réparé des fautes qu'il avait commises. Si M. Guizot n'avait pas signé la convention de 1841, condamnée par les chambres, la question du droit de visite n'aurait pas excité en France l'irritation que l'on a vue, peut-être même n'aurait-elle pas été soulevée. De même, si une sécurité aveugle et de funestes complaisances n'avaient pas encouragé dans l'origine les empiètemens du clergé, la question religieuse n'eût pas pris les proportions qui l'ont rendue si grave. Toutefois, nous le reconnaissons, c'est un mérite de savoir réparer ses fautes. Oublions donc le droit de visite et les jésuites; mais que le ministère n'en reste point là, qu'il sorte du cercle étroit où il a renfermé jusqu'ici sa politique, qu'il trouve à la France une noble carrière digne de sa destinée et de ses souvenirs. Deux reproches ont toujours été adressés au cabinet : on a dit de lui qu'il n'avait pas le sentiment national et que sa politique était stérile. Ces reproches lui sont venus souvent de ses meilleurs amis; qu'il cesse de les mériter. On a dit aussi que le ministère avait abaissé le pouvoir; qu'il cherche maintenant à le relever, à lui rendre son ascendant nécessaire; qu'il donne l'impulsion au lieu de la recevoir, qu'il dirige la majorité. Que, dans toute circonstance difficile, ce ne soient pas les chambres qui ordonnent et le gouvernement qui exécute. A ce prix, le ministère du 29 octobre regagnera dans le pays tout le terrain qu'il a perdu, et que ses derniers succès ne lui ont pas encore fait retrouver.

Assurément, jamais un ministère n'a rencontré des circonstances plus favorables pour diriger la France dans les voies d'une politique glorieuse et féconde. L'intérieur est calme; au dehors, les intentions sont bienveillantes. Le bon accord se rétablit entre l'Angleterre et la France, l'union des deux gouvernemens semble se resserrer plus étroitement. A quoi peut donc servir cette union, si ce n'est à faire réussir de grandes entreprises, dignes de l'esprit généreux des deux nations et du rang qu'elles tiennent dans le monde? La difficulté du droit de visite résolue, combien n'y a-t-il pas d'autres questions où il serait utile de faire marcher de front la politique des deux pays pour garantir l'équilibre des grandes puissances, favoriser le développement des libertés constitutionnelles et assurer les progrès de l'humanité! Serait-ce une chimère que de vouloir des garanties plus sûres contre l'ambition de la Russie en Orient, une protection plus efficace pour les libertés de la Grèce, une intervention plus active et plus loyale pour réprimer l'anarchie sanglante du Liban, où de malheureux chrétiens, les amis de la France, les protégés de notre gouvernement, sont livrés sans défense à des ennemis fanatiques, impitoyables, que la connivence des autorités turques encourage, et que l'administration insouciante du divan abandonne tranquillement à leurs fureurs? Les dernières correspondances du Levant donnent sur cette déplorable guerre des détails qui font frémir. Les Druses exercent dans la montagne des barbaries atroces. Les chrétiens expirent dans les tortures. Les femmes, les enfans, sont massacrés. Les temples sont pillés et incendiés. Des villages entiers ont disparu. Un armistice a été conclu entre les parties belligérantes, mais il est violé par les Druses, qui ne reconnaissent que l'autorité de leurs chefs, plus puissans que les gouverneurs turcs chargés de les contenir. De leur côté, les chrétiens sont divisés, et cette désunion, que la Porte et la Russie n'ont jamais cessé de fomenter dans des intérêts divers, les rend inférieurs à leurs ennemis. Devant cette oppression barbare du faible par le fort, devant ces cruautés inouies, devant cette anarchie qui menace de se propager sur tous les points de la Syrie, la diplomatie européenne demeure impuissante. Ses représentations ne sont pas écoutées. Il est temps qu'elle agisse plus énergiquement. Si la France et l'Angleterre veulent vaincre les obstacles qui s'opposent, dans ces malheureuses contrées, au rétablissement de la justice et du droit, rien ne les empêchera de réussir.

De graves insultes ont été commises à Mexico contre plusieurs membres de la légation française. Le ministre de France, M. de Cyprey, a exigé satisfaction du gouvernement mexicain, et si ce dernier refuse les réparations demandées, toute relation diplomatique sera provisoirement suspendue entre les deux états. Nous concevons, du reste, que la France ne juge pas nécessaire de se montrer très exigeante envers un gouvernement incapable de maintenir l'ordre chez lui, de comprimer l'anarchie, de se défendre lui-même, à plus forte raison de faire comprendre à des populations sauvages le respect qui est dû à la personne d'un ambassadeur. Tous les jours, les

attentats commis contre la légation française se renouvellent à l'égard des envoyés des autres puissances. Voilà le gouvernement, voilà le pays dont les intérêts, soutenus par l'Angleterre, implorent notre protection dans la question du Texas. Peut-être M. le ministre des affaires étrangères regrettera-t-il un jour les paroles qu'il a prononcées à la chambre des députés sur cette question. Est-ce le Mexique, dans l'état de barbarie où l'ont replongé ses discordes civiles, dans son ignorance brutale, dans sa dépravation et sa faiblesse, qui pourra jamais devenir un élément sérieux de ce système que M. Guizot appelle l'équilibre du Nouveau-Monde? C'est en vain que la diplomatie européenne voudrait enlacer aujourd'hui cette force exubérante, cette action conquérante et colonisatrice qui entraîne les États-Unis. La seule chose à faire est de régler ce mouvement au lieu de chercher à le comprimer. Qu'on l'arrête sur certains points, la justice le veut. Que l'on empêche des spoliations iniques, des envahissemens manifestes; que l'on signale, par exemple, les prétentions sur la Nouvelle-Écosse et sur le Canada comme des témérités ridicules qui exposent les États-Unis au jugement sévère des nations civilisées, rien de mieux; tout cela est parfaitement juste et mérité. Mais il y a pour les États-Unis des conquêtes en quelque sorte légitimes, qu'une politique prudente peut tolérer, car il serait tout-à-fait inutile de s'y opposer, attendu qu'on serait vaincu par une fatalité irrésistible. L'intérêt de la civilisation dans le Nouveau-Monde n'est-il pas d'abandonner les immenses plaines du Texas à la race aventureuse, intrépide, qui seule est en état de les cultiver, de les peupler, et d'y faire triompher l'homme contre la nature? Le Mexique, dit-on, sera envahi à son tour. Nous n'y voyons pas grand mal, si le Mexique reste plongé dans cette barbarie qui fait de la plus belle contrée du monde un désert abandonné à des brigands. On craint le développement excessif de la puissance américaine. Nous ne partageons pas cette terreur. Quand le colosse touchera aux deux rives de l'Océan, nous avons peine à croire qu'il puisse long-temps s'appuyer sur une base assez solide pour se tenir debout. Son poids entraînera sa chute; mais ses œuvres resteront.

La situation politique s'est de nouveau compliquée en Espagne. Des troubles sérieux ont éclaté en Catalogne au sujet de la *quinta*, sorte de conscription dont la principauté avait été jusqu'ici exempte, les *ayuntamientos* fournissant eux-mêmes directement le contingent d'hommes réclamé par le gouvernement de Madrid. A Esparraguera et en quelques autres villes si célèbres par leur exaltation dans ces dernières années, la population en est venue aux hostilités les plus violentes contre les autorités municipales. Un alcade et plusieurs agens de la force publique ont été mis à mort dans le premier moment de colère. On a songé ensuite à constituer une junte centrale au nom de l'ancien régent; mais les troupes ont comprimé, ou, pour mieux dire, prévenu une telle manifestation, et les plus compromis d'entre les mécontens sont maintenant en fuite dans les montagnes de Girone et de Lérida. Le capitaine-général, don Manuel de la Concha, s'est mis

lui-même en campagne à la tête de cinq bataillons pour en finir avec ces soulèvemens isolés, qui, d'une heure à l'autre, peuvent prendre le caractère d'une insurrection générale, et on annonce qu'il a dû s'enfermer dans Tarasa et attendre pour agir de nouveaux renforts. Ces nouvelles, qu'on ne peut accueillir qu'avec réserve, indiqueraient une situation fort grave. Pendant la guerre de sept ans, jamais un chef pouvant disposer de cinq bataillons n'eût été contraint de se retrancher dans un village; il aurait librement tenu la campagne, quel que fût d'ailleurs le nombre et l'audace des ennemis. En quelle situation se trouverait donc le général Concha, si les populations l'avaient réduit à une défensive qu'à une si courte distance de Barcelone on ne gardait pas même vis-à-vis des plus hardis partisans de l'infant don Carlos!

Après cette espèce de *pronunciamiento* que vient de faire Esparraguera, on comprend sans peine que la reine n'aille point, cette année, prendre les bains de la Puda, aux environs de cette ville. Le 18, la cour doit se rendre en droite ligne à Sarragosse, et l'on espère encore que le cabinet abandonnera ce malheureux projet de voyage dans les provinces vascongades, contre lequel tout le monde s'est élevé en Espagne, même au sein du parti modéré. Les réelles inquiétudes suscitées dans le pays par les rumeurs et les polémiques de toute sorte dont le mariage de la jeune reine a déjà été l'objet exigent impérieusement le prompt retour des princesses à Madrid. C'est là une nécessité politique d'autant plus urgente que le gouvernement est hors d'état de donner sur ce point satisfaction à l'impatience publique. Vingt fois tranchée par les partis au gré de leurs espérances et de leurs ambitions, cette délicate question demeure encore, à vrai dire, insoluble; pas de projet qui, l'instant d'après, ne paraisse impraticable; pas de combinaison que ne viennent, comme à plaisir, déconcerter les évènemens. Il est aujourd'hui impossible de se livrer à la moindre conjecture dont on ne puisse démontrer demain la parfaite inopportunité. Nulle autre part, l'irrésolution n'est aussi grande ni aussi pénible qu'à Barcelone, au conseil des ministres, auprès de la reine. Le gouvernement de Madrid hésite entre les deux candidatures qui maintenant paraissent avoir le plus de chances, la candidature d'un prince de Cobourg et celle de don Enrique, duc de Séville, fils puîné de l'infant don Francisco de Paula. Le problème serait bientôt tranché sans doute, n'était l'intervention de la diplomatie européenne; mais cette intervention est aujourd'hui si impérieuse et si inquiète, elle suscite des difficultés si graves et de si nombreux embarras, elle s'exerce enfin de telle manière, que la question, pour le moment, est devenue, nous le répétons, insoluble, et que le cabinet de Madrid a dû, cette fois encore, prendre le parti de l'ajourner.

La session, terminée depuis quelques jours à la chambre des députés, va finir à la chambre des pairs. Nous n'avons pas besoin de dire que la tribune, dans ces derniers temps, a été d'un laconisme et d'une sobriété vrai-

ment remarquables. Que de projets de lois votés sans discussion! Que de millions généreusement accordés! Que de chemins de fer précipités dans le gouffre de la Bourse! L'heureux temps que les derniers jours d'une session pour faire passer cette loi si nécessaire, que l'on appelle le budget! Nous ferons comme les chambres; nous glisserons sur toutes ces questions importantes, qu'un examen superficiel a tranchées ou écartées, sauf à les étudier de nouveau et à les discuter plus mûrement dans des temps plus propices, questions de finances et de politique, comme le dégrèvement de l'impôt du sel, la réduction du timbre des journaux, la réforme postale, l'établissement des impôts de luxe; questions administratives, comme la création d'une demi-douzaine de chemins de fer, la restauration de Notre-Dame de Paris, si vivement réclamée par M. Léon de Maleville, la seconde loi des colonies, relative aux essais d'émancipation, enfin les crédits d'Afrique et l'établissement d'un comptoir à Alger, question très controversée, et dont la solution a peut-être été trop rapide. Nous ne parlerons pas de l'horrible épisode qui jette un voile si sombre sur l'expédition de Dahra; espérons que cet affreux récit sera démenti. Des bruits ont transpiré sur les mécontentemens fort justes exprimés par le maréchal-gouverneur au sujet de la nouvelle organisation civile de l'Algérie. C'est un sujet qui doit être traité avec étendue, et sur lequel nous reviendrons. L'intérêt de la France est de ne pas affaiblir en ce moment les moyens militaires du gouvernement de l'Afrique. Toute mesure qui tendrait à ralentir l'action de l'armée, à gêner ses mouvemens, à entraver sa marche, serait condamnée hautement par l'opinion. Que serait-ce si les motifs les plus frivoles, si des raisons qu'on ne peut avouer étaient la principale cause des modifications récentes apportées dans le régime civil de la colonie? Du reste, si le maréchal-gouverneur s'exprime avec sa franchise accoutumée sur les mesures dangereuses qu'on lui impose, il paraît qu'ici on ne l'épargne guère. Nous espérons que cette lutte s'apaisera d'elle-même, et que le ministère du 29 octobre n'oubliera pas la reconnaissance qu'il doit au duc d'Isly.

Et les élections, et les nouveaux pairs! Les élections se feront-elles au mois de novembre, ou dans un an, ou dans deux? Nous pourrions faire là-dessus des raisonnemens à perte de vue; nous en dispenserons nos lecteurs. Il est évident pour tout homme sensé que le ministère lui-même ne sait pas encore ce qu'il fera. Quant aux nouveaux pairs, c'est un sujet sur lequel nous aurions bien quelque chose à dire; mais pourquoi parler des douleurs de M. le chancelier? Le ministère ne les connaît-il pas aussi bien que nous? D'ailleurs, quand on vient de terminer l'affaire du droit de visite et la question des jésuites, peut-on s'inquiéter des désagrémens que l'on cause à la pairie? Nous conseillons à la pairie d'être modeste, puisqu'on veut qu'elle le soit; nous lui conseillons de conformer ses sentimens à sa fortune. Cela est triste, mais c'est le meilleur parti qu'elle ait à prendre.

REVUE LITTÉRAIRE.

Le quatrième volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* paraît en ce moment. A la fin du troisième volume de ce grand ouvrage, M. Thiers avait laissé ses lecteurs en face des prospérités du consulat et des bienfaits de la paix générale. Comment cette paix si glorieusement conquise par le génie de la révolution française et de Bonaparte a-t-elle été troublée? quelles furent les raisons qui ravivèrent l'inimitié un moment assoupie de l'Angleterre contre la France? par quels moyens ces deux puissances se préparèrent-elles à une lutte nouvelle et formidable? voilà ce que nous raconte aujourd'hui l'historien du consulat et de l'empire. La rupture de la paix d'Amiens forme le nœud de ce quatrième volume : à cet évènement principal viennent se rattacher la prépondérance exercée par le premier consul sur l'Allemagne, dont il fallait reconstituer les états secondaires et les petites principautés en vertu du traité de Lunéville, les affaires de la Suisse où deux partis s'agitaient avec violence, celui de la révolution et celui de l'ancien régime; les négociations des deux cabinets de Londres et des Tuileries pour éviter une rupture funeste; puis, quand la rupture a éclaté, les préparatifs immenses du premier consul pour frapper son ennemi au cœur : c'est le camp de Boulogne; enfin une triste renaissance de complots à l'intérieur : c'est la conspiration de George, fomentée par les intrigues des princes émigrés, intrigues déplorables, car elles amenèrent la fatale catastrophe du duc d'Enghien. Tel est, pour ainsi parler, l'*argument* du quatrième volume de M. Thiers. En matière de récits historiques, nous ne connaissons rien de plus vaste et de plus simple : c'est que l'écrivain joint à la science approfondie des faits un art merveilleux qu'il doit à la puissance de la réflexion.

Quand le gouvernement anglais signa le traité d'Amiens, il avait le plus grand besoin de la paix : aussi la conclut-il avec empressement, et sans trop songer aux conséquences inévitables que devait amener la pacification du continent. Il était cependant facile de prévoir que la paix générale serait pour la France une source féconde de prospérités. Cette paix procurait à la France l'avantage de montrer à l'Europe qu'elle avait l'intention et la force de restaurer l'ordre social par la salutaire alliance des principes nouveaux avec ce que le passé avait d'indestructible et de nécessaire. Aussi l'Europe se tournait vers la France et son glorieux chef avec une déférence qui était presque de la sympathie. Nous parlons ici, non pas seulement des peuples, mais des gouvernemens eux-mêmes, qui ne pouvaient échapper à l'ascendant du premier consul. C'est ce qui fut sensible, quand il fallut régler les affaires de la Suisse et de l'Allemagne. « Par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, dit M. Thiers, la rive gauche du Rhin était devenue notre propriété depuis le point où ce beau fleuve sort du territoire suisse, entre Bâle et Hu-

ningue, jusqu'à celui où il entre sur le territoire hollandais, entre Émerick et Nimègue; mais par la cession de cette rive à la France, des princes allemands de tout rang et de tout état, tant héréditaires qu'ecclésiastiques, avaient fait des pertes considérables en territoire et en revenu. » L'histoire des arrangemens nécessaires pour compenser ces pertes est tracée de la manière la plus lumineuse par M. Thiers, qui l'a fait précéder d'une exposition nette et précise de l'ancienne constitution germanique. Après cette habile excursion dans le passé, l'historien est mieux en mesure de nous faire comprendre les affaires du présent. Quelle était alors à l'égard de l'Allemagne la politique de Napoléon? C'était une pensée toute de sagesse et de modération. Cimenter une alliance solide et fructueuse avec la Prusse, contenir l'Autriche sans l'écraser, satisfaire par de justes indemnités les états de second et de troisième ordre, tel fut le but de la médiation qu'il offrit à l'Allemagne, et qu'elle accepta avec empressement. Les affaires dont Napoléon se chargeait se faisaient vite et bien. Quand tous les intérêts eurent été loyalement débattus et réglés équitablement, Napoléon ne permit pas qu'un dénouement utile à tous fût retardé et compromis par des lenteurs dangereuses, et le 25 février 1803, la diette germanique adopta définitivement le *recez* qui sanctionnait des divisions nouvelles dans le territoire politique de l'Allemagne, et la sauvait ainsi de la guerre civile et de l'anarchie. Dans les affaires de la Suisse, l'intervention de Napoléon ne fut pas moins efficace. C'est à Paris que des Suisses appartenant à toutes les opinions qui divisaient leur patrie travaillèrent sous les yeux de Napoléon à l'acte de médiation qui devait procurer à la Suisse une longue période d'ordre et de repos. Il faut lire dans M. Thiers la belle allocution que le premier consul adressa aux représentans de la Suisse au moment où ils allaient ouvrir leurs conférences. Ce discours fut recueilli par plusieurs personnes à l'époque où il fut prononcé. M. Thiers, en travaillant sur toutes ces versions, a réuni ce qui était commun à toutes, et ce qui concordait avec les lettres écrites sur ce sujet par le premier consul. De ce travail de l'historien, il est sorti un morceau comparable aux plus belles harangues que nous ait léguées l'antiquité.

Ce spectacle de la grandeur de la France, qui exerçait ainsi sur l'Europe une sorte de dictature morale, était insupportable à l'Angleterre. « Qu'on imagine, dit M. Thiers, un envieux assistant aux succès d'un rival redouté, et on aura une idée à peu près exacte des sentimens qu'éprouvait l'Angleterre au spectacle des prospérités de la France. » C'est avec ces simples et incisives paroles que M. Thiers commence l'exposition de toutes les causes morales qui amenèrent la rupture de la paix d'Amiens. Ces causes sont déduites avec une impartialité lucide. Le ministère Addington désirait sincèrement le maintien de la paix; mais il était faible, et n'osait pas faire ce qu eût été nécessaire pour rester en bonne intelligence avec le gouvernement français, c'est-à-dire rendre Malte et appliquer l'*alien-bill* aux émigrés qui

conspiraient à Londres. Fort de son droit, le premier consul parlait à l'Angleterre avec une énergie, avec une véhémence dont nous trouvons la trace dans une bien remarquable dépêche à M. Otto, et dans un entretien avec l'ambassadeur anglais, lord Withworth; mais il fallait que les destins s'accomplissent. Le ministère Addington, qui tremblait à la fois devant Pitt et devant Fox, prit, en raison de sa faiblesse même, l'initiative de la rupture. Les deux gouvernemens rappelèrent chacun leur ambassadeur, et une lutte terrible se prépara. Quel devait en être le théâtre? L'Angleterre elle-même. Le livre XVIIe de l'histoire de M. Thiers, intitulé : *Camp de Boulogne,* expose pour la première fois dans ses derniers détails et sur les documens les plus positifs, tels que la correspondance de l'amiral Bruix avec le ministre Décrès et avec Napoléon, la gigantesque conception d'une invasion en Angleterre. Tout paraît tellement prévu, si bien calculé et préparé dans cette entreprise inouie, qu'elle perd pour ainsi dire une partie de sa témérité. Jamais on n'a mis tant de réflexion à combiner le plus audacieux de tous les plans. L'Europe contemplait les préparatifs du premier consul avec stupeur, l'Angleterre avec un véritable effroi. Il est un mot remarquable que l'empereur François II dit alors à notre ambassadeur, M. de Champagny, mot qui arrive pour la première fois à la notoriété historique : « Si le général Bonaparte, dit François II, qui a tant accompli de miracles, n'accomplit pas celui qu'il prépare actuellement, s'il ne passe pas le détroit, c'est nous qui en serons les victimes, car il se rejettera sur nous, et battra l'Angleterre en Allemagne. » Ces paroles furent sur-le-champ consignées dans une dépêche par M. de Champagny : elles dénotent une rare prévoyance; mais, comme le remarque M. Thiers, cette prévoyance servit bien peu à François II, car c'est lui-même qui vint plus tard offrir à Napoléon l'occasion de battre, comme il disait, l'Angleterre en Allemagne.

Pour se défendre contre les immenses préparatifs de Napoléon, l'Angleterre ne se contentait pas d'augmenter sa flotte et d'improviser une sorte d'armée de terre, afin de résister à l'invasion: elle songeait à susciter contre nous une coalition sur le continent; elle ne resta pas étrangère non plus à la vaste conspiration que George Cadoudal et les princes français ourdirent contre la personne et le gouvernement de Napoléon. C'est l'histoire de cette conspiration qui termine le quatrième volume de M. Thiers. Dans ce drame compliqué, l'historien fait la part et juge le rôle de chacun avec une rare fermeté d'esprit. Dans la main de M. Thiers, la plume de l'histoire ne fléchit pas; elle sait tracer les arrêts sévères que la justice réclame. Nous ne serions pas étonnés que certaines passions accueillissent par des cris de colère les jugemens portés par l'historien sur George, sur les émigrés, sur les princes qui conspiraient à Londres. M. Thiers a trouvé des paroles d'une indignation éloquente contre ces assassins qui prétendaient passer pour des héros. Il a mis aussi en complète lumière l'étroite connexité de la conspiration de George avec l'immolation du duc d'Enghien. Cette dernière cata-

strophe est racontée avec une sorte de gravité sombre. L'historien a des accens de solennelle tristesse, car il est obligé de condamner son héros; mais il ne manque pas à cet austère devoir, puisqu'il nous montre Napoléon égalant en un instant l'acte commis sur la personne de Louis XVI, qu'il reprochait si amèrement à ses devanciers. « Douloureux spectacle, s'écrie en terminant M. Thiers, où tout le monde était en faute, même les victimes, où l'on voyait des Français se faire les instrumens de la grandeur britannique contre la grandeur des Français, des Bourbons, fils, frères de rois, destinés à être rois à leur tour, se mêler à des coureurs de grandes routes; le dernier des Condé payer de son sang des complots dont il n'était pas l'auteur, et ce Condé, qu'on voudrait trouver irréprochable parce qu'il fut victime, se rendre coupable aussi en se plaçant encore cette fois sous le drapeau britannique contre le drapeau français; enfin un grand homme, égaré par la colère, par l'instinct de la conservation, par l'orgueil, perdre en un instant cette sagesse que l'univers admirait, et descendre au rôle de ces révolutionnaires sanglans qu'il était venu comprimer de ses mains triomphantes, et qu'il se faisait gloire de ne pas imiter! » Dans le livre de M. Thiers, la figure de Napoléon, à ce moment suprême de la mort du duc d'Enghien, prend un aspect tragique qui remue l'ame profondément.

L'intérêt puissant de ce quatrième volume est dans la transition à laquelle on assiste du consul à l'empereur. Le héros est toujours aussi grand, mais il n'est plus aussi pur. On ne courbe pas encore la tête sous le successeur de Charlemagne, mais on n'est plus en face du premier magistrat d'une république. En refusant d'exécuter fidèlement le traité d'Amiens, en remettant ainsi en question l'état et la paix de l'Europe, l'Angleterre donne à Napoléon des tentations formidables; elle le provoque pour ainsi dire à changer de physionomie et de rôle. S'il n'est plus pacificateur, il redeviendra conquérant, mais dans des proportions gigantesques. M. Thiers a exprimé admirablement (pag. 314, 315) cette révolution qui s'opéra dans l'ame de Napoléon : on voit qu'il y sait lire avec une rare intelligence. Tout, dans ce quatrième volume, nous montre l'historien de plus en plus maître de son sujet. L'exécution est ferme, toujours égale, et comme dans aucun endroit l'auteur ne montre ni effort ni fatigue, le lecteur le suit toujours avec le même plaisir. C'est en ne cherchant pas dans sa manière d'écrire d'autre éclat, d'autres effets que les effets et l'éclat qui résultent de la grandeur et de la vérité des choses, que M. Thiers produit sur les esprits une impression profonde, continue, et sait exciter pour la suite de son livre une curiosité qu'il satisfait avec une promptitude vraiment méritoire, quand on songe à la gravité, à l'importance de l'œuvre. Dans un mois, le cinquième volume nous montrera Napoléon mettant sur sa tête la couronne impériale et luttant contre la seconde coalition : nous aurons ainsi la moitié de cette belle histoire, et il sera déjà possible d'étudier et d'apprécier les proportions et les lignes principales de ce grand monument.

Discours, Rapports et Travaux inédits sur le Concordat, par Portalis, publiés par M. le vicomte Frédéric Portalis, conseiller à la cour royale de Paris (1). — Parmi un très grand nombre de documens intéressans que renferme cette publication, deux grands morceaux méritent surtout d'attirer l'attention publique : le premier est le *Discours sur l'organisation des Cultes*, chef-d'œuvre de haute raison et d'intelligence politique, où sont établis sur des bases aussi larges que solides les rapports généraux de la société civile avec le pouvoir spirituel; le second est l'*Exposition des Maximes et des Règles consacrées par les Articles organiques du Concordat*. Bien que le premier de ces documens soit depuis long-temps dans le domaine public, il importe qu'il soit remis sous les yeux de la génération qui s'élève, afin de l'éclairer sur des faits que l'esprit de parti s'efforce chaque jour d'altérer et d'obscurcir. Combien de jeunes esprits se laissent persuader que le concordat n'a été pour le premier consul que le calcul d'une politique égoïste, qu'un pur instrument de gouvernement et de despotisme, et que la France de 1802 se serait infiniment mieux accommodée de la liberté illimitée des cultes! Le discours de Portalis dissipe ces illusions, et démontre, par d'irrécusables témoignages, que le rétablissement de la religion catholique était alors un besoin universellement senti, et en quelque sorte le cri de toute la France. Qu'on lise les procès-verbaux des conseils généraux des départemens; on y trouvera à chaque page des déclarations comme celles-ci : « Il est temps que les théories se taisent devant les faits. Point d'instruction sans éducation, sans morale et sans religion. » — « Les professeurs ont enseigné dans le désert, parce qu'on a proclamé imprudemment qu'il ne fallait jamais parler de religion dans les écoles. » — « L'instruction est nulle depuis dix ans : il faut prendre la religion pour base de l'éducation. » — « Les enfans sont livrés à l'oisiveté la plus dangereuse, au vagabondage le plus alarmant; ils sont sans idée de la Divinité, sans notion du juste et de l'injuste. De là des mœurs farouches et barbares; de là un peuple féroce. » Si le rétablissement du culte catholique pouvait seul mettre un terme à cette anarchie déplorable des idées morales et religieuses, il n'importait pas moins, dans cette alliance légitime et salutaire de l'état avec l'église, de conserver à l'état le caractère d'indépendance absolue et de souveraineté générale qui lui appartient, et de prendre des garanties efficaces contre le retour d'une domination désormais incompatible avec les idées et les mœurs de la nouvelle société. Ce fut là le grand objet des articles organiques, qui ont fait naître tant d'opinions contradictoires et de controverses passionnées.

On sait que des réclamations s'élevèrent dès la promulgation de ces fameux articles. Le pape lui-même, dans son allocution portant ratification du concordat, se réserva de faire des représentations sur quelques dispositions des articles organiques. Peu après, une note officielle du cardinal-légat dé-

(1) Chez Joubert, rue des Grés, 14.

termina les principaux points litigieux. Les choses ne s'arrêtèrent pas là. Les ultramontains s'écrièrent que les articles organiques étaient contraires aux droits du saint-siége et aux canons de l'église; que ce n'était rien moins que l'établissement d'une église nouvelle et d'une nouvelle discipline. Portalis entreprit de réfuter ces hautaines prétentions. Il ne se contenta pas de répondre à la note du cardinal-légat; il voulut répondre à tout, embrasser le système entier des articles organiques, et en démontrer le parfait accord avec les saints canons et toute l'ancienne discipline de l'église. De là son *Exposition des Maximes et des Règles*, etc., travail admirable par la science et la bonne foi, ouvrage d'un homme plein de lumières et de piété qui veut rester tout ensemble bon catholique et bon citoyen, également fidèle à la foi de ses pères et à l'esprit des sociétés modernes. Cet éminent morceau, resté enseveli dans les archives du gouvernement, et que M. Frédéric Portalis met au grand jour pour la première fois, resta sans réplique à l'époque où il fut composé; on peut l'opposer encore avec avantage aux prétentions des canonistes ultramontains de nos jours.

A côté de ces documens fondamentaux se placent une foule de pièces, la plupart inédites, qui servent à les éclaircir et à les confirmer. Nous signalerons celles qui se rapportent à la dissolution de certaines congrégations religieuses, comme les sociétés du Cœur de Jésus, des Victimes de l'amour de Dieu, des frères pacanaristes, des pères de la Foi; celles enfin qui ont pour objet des actes relatifs à l'enseignement et à l'instruction publique. Les débats qui s'agitent sous nos yeux, les prétentions de l'épiscopat, la renaissance des congrégations religieuses, la question toujours pendante de la liberté de l'enseignement, toutes ces circonstances réunies ajoutent à l'intérêt durable qui s'attache aux écrits de Portalis en leur donnant le mérite et les avantages de l'à-propos. Terminons en signalant l'introduction qui précède cette riche réunion de précieux documens. Écrite par le petit-fils de Portalis, elle n'est pas indigne de cette illustre mémoire.

De la Pacification religieuse, par M. l'abbé Dupanloup (1). — Le titre de cet ouvrage est trompeur; l'auteur a le mot de paix sur les lèvres, mais le fond de son ame est tout entier à des pensées de haine, de violence et de récrimination. Si l'on ne considérait que les opinions mêmes de M. l'abbé Dupanloup, sa haine profonde contre la philosophie et ses plus illustres interprètes, ses préventions absurdes contre l'Université, sa vive sympathie pour certaine congrégation religieuse, on pourrait ne voir en lui qu'un prêtre fanatique entre mille autres; mais à son style tour à tour emmiellé de flatterie ou enflé de rhétorique pompeuse, à ses caresses pour tous les puissans, à un certain patelinage qui se mêle sans cesse de la façon la plus ridicule à des élans factices d'éloquence creuse et sonore, on voit bien qu'on a affaire à un esprit

(1) Chez Poussielgue-Rusand, rue Hautefeuille, 9.

calme et froid, qui n'est exempt d'aucune des passions et d'aucun des préjugés de son corps, mais qui s'attache à les déguiser sous les dehors d'une modération affectée et d'une impartialité hypocrite. M. l'abbé Dupanloup se propose ces trois questions : Sur qui pèse la responsabilité des querelles actuelles? Quels sont les vœux du clergé en matière d'enseignement? Comment peut-on donner à la jeunesse une éducation nationale? Aucune de ces questions n'embarrasse le moins du monde M. le directeur du petit séminaire de Paris. C'est l'Université qui a cherché querelle au clergé; c'est l'Université qui a écrit les pamphlets de M. Desgarets et les a fait approuver par plusieurs évêques; ce sont les philosophes qui ont fondé *l'Univers religieux* pour rallumer au XIXe siècle les feux de la ligue; ce sont eux aussi qui ont poussé la main de M. de Châlons et tenu la plume de M. de Bonald pour déclarer la guerre au concordat et aux lois du royaume. Quant au clergé, il ne demande que des libertés légitimes; il ne veut ni monopole ni privilége pour ses séminaires; il ne songe pas le moins du monde à lutter contre l'Université par la chaire et le confessionnal; il ne refuse aucune des conditions légitimes de la liberté; enfin, chose encore plus merveilleuse, il est seul capable de donner à la jeunesse française une éducation digne d'elle, digne de notre temps, digne des principes de la révolution. Il faut entendre ici M. l'abbé Dupanloup s'expliquer en docteur sur le véritable esprit de la révolution française, faire la leçon à M. Thiers, qui, à son avis, est une manière de contre-révolutionnaire, et démontrer avec une gravité voisine de l'impertinence qu'il n'y a en France de véritable amour de la liberté que dans le clergé. Suivant M. Dupanloup, le culte de la liberté est héréditaire dans l'épiscopat français, et, pour en donner une preuve éclatante, sait-on quel personnage il s'avise de citer? Bossuet. Oui, Bossuet devient entre les mains habiles de M. Dupanloup un *libéral,* c'est le nom qu'il lui donne, presque un révolutionnaire. En vérité, les hommes de génie sont sujets à de tristes mésaventures, et Bossuet, entre tous, a bien du malheur. Tandis que M. Michelet en fait un quiétiste, voici M. Dupanloup qui l'affuble du nom de libéral, sans parler de M. de Cormenin, qui ne veut voir en lui qu'un prélat courtisan, et de M. de Genoude, qui entend mettre les excentricités d'une politique décriée sous la protection de cette vénérable et glorieuse mémoire.

Nous ne dirions rien du style de M. Dupanloup, si son parti ne lui décernait pas unanimement la palme de l'éloquence et du bon goût. La justice nous force à dire que M. le supérieur du petit séminaire est un rhéteur de la plus médiocre espèce. Son style n'a pas même cette correction commune qu'on a le droit d'attendre de tout homme qui traite des matières sérieuses : tantôt il nous parle *de certaines ames qui se jettent au milieu des vagues* (p. 249); tantôt *du sol de la patrie sur lequel on sème le vent de l'impiété pour y recueillir les tempêtes* (p. 259). Il est inutile d'insister sur ce grotesque fatras; espérons seulement que les rhétoriciens du petit séminaire de Vaugirard n'imitent pas dans leurs pièces d'éloquence les exemples de M. leur supérieur.

Histoire de l'École d'Alexandrie, par M. Jules Simon; deuxième et dernier volume (1). — Ce volume est le complément de l'important travail que M. Jules Simon a entrepris sur la moins connue des grandes écoles de l'antiquité, travail dont la première partie a été dans ce recueil l'objet d'une appréciation étendue. Plein d'admiration pour le génie de Plotin, qui est le véritable père de la doctrine philosophique d'Alexandrie, et qui a fourni à ses successeurs, même à Proclus, toute la substance de leurs systèmes, M. Jules Simon avait consacré la plus grande partie de son premier volume à l'exposition approfondie du panthéisme mystique des *Ennéades*. Le volume qui vient d'être publié nous montre l'école d'Alexandrie sous un jour nouveau; avec une science non moins exacte, il a plus de mouvement et de variété. Nous ne connaissions encore d'Alexandrie que ses spéculations abstraites; M. Jules Simon nous montre aujourd'hui le rôle qu'elle a joué dans les grandes affaires du monde. Au temps de Plotin, il semble que l'école se prépare et s'arme en silence, dans l'attente d'un inévitable combat. Porphyre engage la bataille par son livre contre les chrétiens; l'authenticité des Écritures, la divinité de Jésus-Christ, sont tour à tour l'objet de ses véhémentes attaques. Le Christ, à ses yeux, n'est qu'un sage, et le prophète Daniel n'a prédit qu'après coup. Jamblique va au-delà de Porphyre; il ne veut pas seulement détruire le christianisme; il aspire à le remplacer. Héritier de la pensée de Jamblique, enfant d'Athènes et d'Alexandrie, élève des Maxime et des Chrysanthe, ami de Libanius, Julien met au service de la philosophie, avec toutes les forces de l'empire, l'enthousiasme d'un sectaire et l'ame d'un héros; mais le christianisme persécuté traverse en triomphant ce rapide orage, et accable à son tour Alexandrie du double poids de la puissance impériale et de la supériorité des idées. L'école décline avec Plutarque et Syrianus; Proclus la relève un instant, mais sans pouvoir la sauver, et la vaste érudition de ce rare génie, un des plus brillans qu'Alexandrie ait produits, ne sert qu'à honorer sa chute.

Tel est le vaste et imposant tableau que M. Jules Simon déroule sous nos yeux. Autour des grands noms de l'école d'Alexandrie viennent se grouper des personnages moins illustres, mais qu'une histoire complète ne devait pas dédaigner: Origène, que l'on a souvent confondu avec le célèbre père de l'église de ce nom; Longin, rhéteur et philosophe, plus connu par le *Traité du Sublime*, dont il n'est pas l'auteur, que par ses spéculations métaphysiques; Amélius, élève de Plotin, rival de Porphyre, dont la doctrine, qui semblait perdue, est restituée par M. Jules Simon avec une rare sagacité.

Mais le principal intérêt de ce vaste récit se concentre naturellement sur les quatre personnages dont les noms marquent, après celui de Plotin, les phases successives de la destinée d'Alexandrie, je veux dire Porphyre, Jamblique, Julien et Proclus. Un caractère commun nous frappe dans ces gé-

(1) Chez Joubert, rue des Grés, 14.

nies d'ailleurs si divers. Ce sont des philosophes, et aucun d'eux ne connaît les conditions essentielles de l'existence et des progrès d'une philosophie. Ces fils de Platon adorent Mithra; ces libres penseurs croient aux miracles, que dis-je? ils en prétendent faire, unissant ainsi en une détestable alliance l'imposture et la crédulité. Que le mystique Plotin communie avec l'Un, c'est là une extravagance tempérée par une sorte de sublime exaltation; mais que penser de Porphyre qui chasse des bains publics un démon nommé Causathan, et nous assure avec gravité qu'on peut acquérir l'esprit prophétique en mangeant le foie de certains animaux? Que dire de Jamblique, à qui il suffit de toucher de la main l'eau des bains de Gadara, devant la foule de ses disciples, pour que deux beaux enfans, Éros et Antéros, sortent de la source et viennent entourer de leurs bras l'homme puissant ou plutôt le Dieu qui les a évoqués? Que dire surtout de Julien, stoïcien rigide et adorateur de Vénus, philosophe éclectique et persécuteur des chrétiens, contempteur des superstitions païennes, et dont les mains sont toujours teintes du sang des hécatombes immolées? Quand il contraint ses soldats, par une ruse indigne de lui, de sacrifier aux dieux; quand lui-même, dans les temples, entouré d'une foule curieuse de femmes et d'enfans, porte le bois pour les sacrifices, attise le feu, plonge le couteau dans les entrailles de la victime, les interroge d'un œil avide, et fait dépendre le salut de l'empire de ces ridicules cérémonies : dans ce persécuteur, dans ce tyran, dans cet initié, peut-on reconnaître un philosophe? Du reste, dans l'école d'Alexandrie, nul n'échappe à la triste et commune loi; Proclus lui-même, cet analyste pénétrant, cet inépuisable érudit, ce subtil et ferme génie qui a rappelé Aristote, Proclus ne garde pas plus que ses devanciers le caractère d'un philosophe vraiment digne de ce nom. A l'exemple de Porphyre, qui s'appelait le prêtre du Père, il prend le titre chimérique autant qu'ambitieux d'hiérophante de tous les cultes, et à ce titre il fait des miracles, prédit l'avenir, évoque les génies. La nature écoute sa voix, les vents se déchaînent à son gré, et les tremblemens de terre s'arrêtent à un signe de sa main. Ces déplorables faiblesses d'hommes de génie jettent un jour profond sur l'esprit du temps. Tout se dissout alors, tout se corrompt et se déprave, la philosophie comme les autres élémens de l'ancienne civilisation; le sol grec et romain appartient désormais à des races nouvelles; l'esprit et l'avenir sont au christianisme.

Arrivé au terme de son ouvrage, M. Jules Simon résume dans une conclusion étendue ses vues les plus générales, et, pour les mieux établir, il répond aux objections que son premier volume avait suscitées. La critique n'a point à regretter d'avoir provoqué ces éclaircissemens nécessaires, toujours spécieux d'ailleurs et quelquefois éloquens. En défendant ses vues, qui paraissent toutefois encore trop ou trop peu alexandrines, comme on voudra, sur l'impuissance de la raison à atteindre la nature de Dieu, M. Jules Simon a écrit quelques-unes de ses plus belles pages, et l'on trouve dans toute cette conclusion, avec la clarté et l'élégance habituelles de son style, un heureux surcroît de précision et de vigueur.

— Histoire constitutionnelle de la monarchie espagnole, par M. Victor du Hamel (1). — Pour beaucoup d'écrivains, l'Espagne est restée un pays de fantaisie, peuplé de mille terribles ou charmantes images. Lorsqu'on nous parle de l'Alhambra, de Séville, de Tolède, des bords de l'Ebre et du sombre palais de l'Escurial, rien de réel ne se présente à l'imagination, et il semble que le *romancero* soit la meilleure histoire de tous ces vaillans souverains, de ces grands inquisiteurs, de ces orgueilleuses reines, de ces guerriers, de ces moines, de ces maîtresses de rois. Il n'est pas donné à tout le monde d'échapper à un tel prestige, et parmi les livres nombreux écrits sur l'Espagne, on compte ceux où la fantaisie n'est pas intervenue aux dépens de l'observation et du bon sens. C'est à cette catégorie trop restreinte qu'appartient l'ouvrage publié par M. Victor du Hamel sous ce titre : *Histoire constitutionnelle de la Monarchie espagnole.* M. du Hamel a su comprendre les exigences de ce sujet; il a porté dans l'accomplissement de sa tâche la conscience et le zèle qu'on aime à rencontrer chez l'historien. Il n'était pas inutile de rappeler même aujourd'hui que bien des siècles avant que l'Angleterre eût rêvé sa célèbre constitution de 1688, le système représentatif tant vanté existait dans la Péninsule. M. du Hamel donne de curieux détails sur la vieille législation espagnole; il cite à ce propos des passages intéressans du *Fuero Juzgo* et du code des *Siete Partidas.* La période que retrace l'historien s'étend depuis 411 jusqu'à 1833, c'est-à-dire depuis l'invasion des Vandales jusqu'à la mort de Ferdinand VII. L'ouvrage se divise en quatre parties. La première et la seconde contiennent le précis historique des institutions nationales, l'histoire en un mot des constitutions de Castille et d'Aragon depuis Pélage jusqu'à la réunion des deux couronnes sous Ferdinand et Isabelle. La troisième continue cette histoire (devenue dès-lors celle d'Espagne) sous la domination de la maison d'Autriche, et la quatrième passe en revue les faits constitutionnels survenus après l'établissement des Bourbons sur le trône en la personne de Philippe V. Le livre de M. du Hamel a surtout ce grand avantage, qu'il servira pour ainsi dire de commentaire à l'histoire de l'Espagne contemporaine. On comprend mieux les passions et les luttes qui agitent ce pays depuis quinze ans, quand on remonte vers ces temps peu connus où retentissait déjà, poussé par les meilleurs et les plus énergiques citoyens, ce cri de guerre de Padilla : *Libertad* et *Fueros!* On sent mieux aussi combien est grave la signification de ces mots, lorsqu'on sait que les *fueros* aragonais donnaient au peuple, dans certains cas, le droit de déposer le souverain et d'en élire un autre à sa place. Il est fâcheux seulement que l'esprit de parti se révèle trop ouvertement dans cet ouvrage, et que l'histoire y serve trop souvent de prétexte au développement d'opinions toutes personnelles. Nous ne serons pas les seuls à nous trouver en désaccord avec l'auteur, au sujet du fameux *auto acordado* de

(1) Deux volumes in-8°, chez Amyot, rue de la Paix.

1713 et de la nouvelle loi d'hérédité de Philippe V; M. du Hamel émet sur ce point des opinions qu'il nous est impossible de prendre au sérieux. Chacun, d'ailleurs, pouvant à cet égard se charger de la réfutation, nous croyons inutile d'insister, et nous nous bornerons à signaler en finissant l'intérêt des recherches qui peut atténuer, s'il ne rachète pas les défauts du livre.

— Les ÉTUDES SUR L'ANGLETERRE, de M. Léon Faucher, déjà publiées en partie dans cette *Revue*, viennent d'être réunies en volumes (1). Nos lecteurs savent quel esprit d'investigation consciencieuse et d'attachante analyse M. Léon Faucher a porté dans ce travail. Il n'a pris la plume qu'après avoir visité l'Angleterre avec le plus grand soin, et après s'être entouré de tous les documens parlementaires. C'est appuyé sur ces documens et éclairé par ses souvenirs qu'il discute tous les problèmes politiques et sociaux que soulève la situation intérieure du royaume-uni. White-Chapel et Saint-Giles lui révèlent les progrès du crime et de la misère à Londres. Dans la Cité, il observe le mécanisme de l'administration municipale et de la banque d'Angleterre. A Liverpool, à Manchester, à Leeds, à Birmingham, se dévoile la situation industrielle, avec le contraste effrayant de sa grandeur et de ses périls, de ses bienfaits et de ses maux. A Herne-Hill, dans le pays de Galles, dans les associations chartistes, se manifestent les vagues tendances et les sourds empiétemens de l'esprit démocratique. Enfin la question des céréales appelle l'attention de l'observateur sur les classes moyennes, et l'organisation politique du pays l'amène à parler de l'aristocratie. M. Léon Faucher rencontre ainsi les classes de la société anglaise sur le terrain même des questions qui les intéressent le plus directement; c'était le meilleur moyen de les bien voir, et son livre n'y a pas gagné seulement l'intérêt d'une appréciation politique et morale, mais l'exactitude d'un curieux et substantiel document.

(1) Deux volumes in-8°, chez Guillaumin, 14, rue Richelieu.

V. DE MARS.

DES IDÉES

ET

DE L'ÉCOLE DE FOURIER

DEPUIS 1830.

I. — *OEuvres de Fourier*, nouvelle édition.
II. — *Destinée sociale*, par M. Victor Considérant.
III. — *Observations critiques sur la doctrine de Fourier*, par M. Daurio.
IV. — Publications fouriéristes.

Depuis quinze ans déjà, les disciples de Charles Fourier aspirent à la domination universelle; ils ont multiplié les cours, les brochures, les journaux : à les entendre, ils sont à la veille de déployer sur tous les points du globe une activité triomphante. Au fond, le fouriérisme se dissout; pour s'étendre, il renonce à son drapeau, et malgré ses bravades retentissantes, au lieu de conquérir la société, la petite congrégation des phalanstériens est bien près d'être conquise. Le moment est venu d'analyser ce mouvement qui réalise un à un avec une docilité merveilleuse tous les phénomènes de l'erreur. Ce spectacle est triste, mais nous ne craindrons pas de le contempler. La lutte des idées excentriques contre la société n'a jamais peut-être été plus vive qu'à notre époque, et l'histoire des utopies a plus que jamais son à-propos.

Dans les crises révolutionnaires, il surgit toujours des inventeurs et des enthousiastes. Tous exercent une critique impitoyable, tous aspirent à la conquête du monde : animés par le souffle des révolutions, tous se présentent avec

la persévérance, la hardiesse, l'héroïsme du génie; mais là s'arrêtent les ressemblances. L'inventeur crée, sa critique suppose un dogme, son idée doit maîtriser les évènemens, l'avenir est à lui, Dieu pense dans sa pensée comme s'il l'avait choisi pour corriger la création. L'enthousiaste est le jouet de la tourmente révolutionnaire, la victime de sa propre critique; il prend le passé pour l'avenir, et il reste seul avec ses idées dans les espaces imaginaires de l'erreur, sans jamais toucher à la réalité. L'inventeur a une postérité; l'enthousiaste n'a que des ancêtres. Ainsi, dans la crise sociale du moyen-âge, Abélard devance saint Thomas; le *Sic et Non* est la préface de la grande concordance de la *Somme*, et le doute d'Abélard se propage et grandit à travers les siècles. Les millénaires, pour renverser l'église, annoncent une nouvelle incarnation, de sorte qu'ils reviennent au point de départ du christianisme : l'église triomphe. Quand la crise se renouvelle plus tard, Campanella annonce Bacon; Bacon trace le programme du XVIIIe siècle. Dès-lors on voit qu'un monde nouveau doit surgir; le moyen-âge est condamné à mourir. Guillaume Postel, les frères de la Rose-Croix, Robert Fludd, ces nouveaux millénaires de la renaissance, évoquent les sciences occultes. Ce n'est pas à l'expérience, c'est à la magie, à l'astrologie, à l'alchimie, à l'apocalypse, qu'ils demandent la manifestation des temps modernes. Les nouveaux millénaires disparaissent à leur tour sans jouer aucun rôle dans l'histoire. Rien n'est plus logique : dès que l'intelligence travaille sans l'appui d'une découverte, il faut qu'elle se répète, et quand ses erreurs se trouvent en présence des faits, elles doivent s'évanouir.

L'enthousiaste le plus ardent et le plus excentrique de nos jours, Fourier, est aussi l'homme qui, tout en croyant marcher vers un avenir indéfini, a reculé le plus loin dans le passé. Il annonçait un nouveau monde industriel; on l'a cru sur parole, on l'a proclamé, comme Saint-Simon, le génie qui venait achever d'un seul coup l'œuvre de la révolution française. Il a séduit, il devait séduire, car le grand œuvre de la philosophie n'est point terminé. La révolution a posé des prémisses, les préfaces de nos codes ont proclamé des principes, qui ouvrent d'infinis horizons à la libre activité de l'esprit humain. La critique est donc inévitable, la discussion légale, le mouvement nécessaire; ni la science des intérêts ni celle du droit n'ont prononcé leur dernier mot. On veut malheureusement devancer, brusquer l'œuvre de la raison. De là cette exaspération de la minorité qui prend le nom de parti social, ce désespoir, cette impatience, qui se formulent dans les erreurs du communisme. Au milieu de ce mouvement, que sont devenus les deux chefs des socialistes? L'effervescence révolutionnaire leur avait donné des adeptes; ils avaient fondé deux sectes, et aujourd'hui le saint-simonisme a disparu, le fouriérisme seul survit, mais à la condition de résoudre de nouveau un à un tous les problèmes que Fourier avait résolus d'un seul trait. C'est dire que, si le saint-simonisme s'est dissout, le fouriérisme doit se convertir en masse; dès à présent même, il ne vit plus que comme une fraction excentrique du parti radical, dont il usurpe les tendances et revendique les succès. Un rêve maladif

et un réveil imparfait, les angoisses d'une demi-conversion après les ardeurs de l'orthodoxie, voilà les deux phases et l'histoire tout entière du fouriérisme.

La vie et les travaux de Fourier ont déjà trouvé leur historien; nous ne voulons pas revenir sur une tâche accomplie dans cette *Revue* même (1). Si nous suivons d'abord Fourier dans sa marche solitaire vers le passé, ce n'est qu'afin de mieux apprécier l'état actuel de la secte. Il est curieux de comparer la doctrine des maîtres aux théories des disciples, et de constater l'hérésie chez ceux même qui croient jeter les fondemens d'une nouvelle église.

I. — LE PHALANSTÈRE.

Charles Fourier ne se propose pas une simple réforme industrielle. Qu'on se figure un homme qui possède six cent mille palais prêts à le recevoir dans toutes les parties du globe, qui éprouve seize fois par jour le ravissement d'un bonheur inattendu; un homme dont le moindre acte est un plaisir, le moindre plaisir une action utile, et dont les jouissances les plus égoïstes se transforment comme par enchantement en actions héroïques glorifiées par l'humanité tout entière : tel est le sort que Fourier promet à tous les hommes. Ce premier degré de félicité une fois atteint, lorsque tous les hommes seront mille fois plus heureux que ne l'ont été les plus grands rois de la terre; lorsqu'ils seront délivrés de tout ennui, de toute contrainte, la science même de ce bonheur terrestre découvrira tous les secrets de la vie et de la mort : elle pourra agir sur les forces les plus intimes de la création, et l'humanité s'élèvera dans une hiérarchie céleste par un miracle cosmogonique qui lui fera traverser des myriades de mondes au milieu de merveilles toujours nouvelles et toujours croissantes. On le voit, ici il ne s'agit pas du bien-être, mais du bonheur; on ne promet pas une révolution, mais une transfiguration. Si Jésus-Christ annonçait la grace, Fourier nous assure à tous le paradis.

Fourier, on le devine, professe un souverain mépris pour la civilisation : il l'interroge au point de vue du bonheur, et la critique est facile. Suivant lui, la civilisation ne profite qu'aux riches, elle ne donne la richesse qu'à un vingtième du genre humain, et ce vingtième est soumis à toutes les chances, à tous les ennuis, à toutes les passions de la fortune. La civilisation se fonde sur la famille et la propriété. La famille renferme l'homme dans une vie bornée, monotone, souvent odieuse; elle sacrifie les enfans, la femme : divisée dans le ménage, elle ne s'unit que pour lutter contre l'ordre public. La propriété est exposée à l'émeute, aux confiscations, aux procès, au vol, aux dilapidations : elle ne sert dans la civilisation qu'à développer cette féodalité que la famille contient en germe. Aussi la famille jointe à la propriété organise les castes, la guerre du manant et du seigneur. La tyrannie pousse à la révolte, le peuple s'insurge; mais il n'échappe à la féodalité politique que

(1) Voyez, dans la livraison du 15 novembre 1837, l'article de M. Louis Reybaud sur Charles Fourier.

pour tomber sous le joug de la féodalité industrielle. Il est libre, il est souverain, à la condition de vivre dans les *bagnes mitigés* de la grande industrie. L'ordre n'est maintenu que par l'action de la loi, par la prison, l'échafaud, les baïonnettes : ce sont des esclaves armés qui contiennent des esclaves désarmés, tandis qu'à l'extérieur le sort des nations est livré à tous les accidens de la guerre. Bref, la civilisation se réduit à la guerre de tous contre tous, à une guerre savante, déguisée, souvent hypocrite, toujours terrible. Ainsi, d'après Fourier, la libre concurrence est l'anarchie de la propriété industrielle, parfaitement libre de se ruiner, et d'opprimer le travail et le talent. Le commerce se trouve monopolisé par les marchands, naturellement hostiles aux intérêts des producteurs et des consommateurs. La distribution des richesses tourne encore à l'avantage du monopole, c'est un axiome que la pierre va au tas, que les premiers dix mille francs sont les plus difficiles à gagner, et cet axiome à lui seul est l'expression de la plus cruelle injustice. Donc, la production se fait au profit du producteur, la circulation au profit des marchands, la distribution de la richesse au profit des riches; partout les fonctions de l'économie politique sont viciées, faussées en faveur des fonctionnaires au détriment du public, en faveur du riche aux dépens de la masse.

D'après Fourier, la marche de la civilisation est subversive. Les nouvelles créations de la mécanique affament l'ouvrier, la division du travail le réduit à l'état de machine; le développement de l'industrie fortifie la féodalité industrielle, de sorte que la misère s'étend en même temps que la richesse augmente. C'est l'art de la guerre qui exploite depuis trois siècles les meilleures inventions. Si l'industrie a rapproché tous les pays, associé tous les peuples, ce n'est que pour leur faire partager tous les inconvéniens de la civilisation. Où se trouve aujourd'hui l'association universelle? Suivant Fourier, elle se trouve dans le monopole commercial de l'Angleterre : favorisé par le perfectionnement de l'art nautique, ce monopole ferme toutes les communications, il soumet l'honneur des nations aux calculs de l'intérêt mercantile, il salarie la guerre sur le continent. Les peuples civilisés ne s'accordent que pour déboiser les montagnes, ruiner les climats, propager les pestes, développer les causes de la guerre universelle. Plus la civilisation avance, plus elle nous éloigne du bonheur : elle est si repoussante, dit Fourier, que, malgré ses avantages, elle répugne aux barbares et aux sauvages. Elle ne fait que *réprimer*, *comprimer*, *supprimer* nos instincts, elle se réduit à une triple lutte contre la nature, contre l'homme et contre Dieu : contre la nature, car les travaux qu'elle impose répugnent à nos passions; contre l'homme, car elle met en guerre la famille et l'état, les riches et les pauvres, les gouvernemens et les peuples; contre Dieu, car elle proclame des lois morales et nous prêche le devoir. Or, c'est là pour Fourier un bouleversement monstrueux. Tous les animaux, dit-il, suivent l'instinct, tous les êtres vivans obéissent à l'impulsion divine du plaisir, l'homme seul renonce volontairement au bonheur, lutte contre ses propres passions et se révolte ainsi contre Dieu.

Fourier le déclare, il faut sortir de la civilisation : le bonheur ne se trouve que dans le règne animal. Là, point de gêne, point de contrainte, point de morale ni de politique; le travail est un instinct, l'industrie un plaisir. Partout où l'homme est soumis à l'empire de la nature, il est en même temps heureux et puissant. L'œuvre de la reproduction s'accomplit dans les ravissemens de l'amour; ce sont des joies maternelles que les soins fastidieux et dégoûtans réclamés par l'éducation de l'enfance. Les plus pénibles travaux de la chasse, de la guerre, de la science, de l'art, ont leurs plaisirs; les plus hideuses occupations peuvent présenter un attrait. Fourier excelle dans l'observation de l'animalité, soit de la brute, soit de l'homme; il est doué du génie des choses vulgaires, il recherche et saisit tous les cas où les passions de l'homme s'identifient avec l'industrie; il parle de rois adonnés à la serrurerie, à la menuiserie, à la vente du poisson, à la fabrication de la cire à cacheter. Ce sont là des exceptions dans la société, et cependant l'identification du plaisir et du travail est la loi universelle dans la nature. Rendre l'homme à la nature, de sorte que l'essor continu des passions enfante tous les bienfaits de l'industrie, tel est le problème de Charles Fourier. S'il n'y a pas de corrélation, dit-il, entre nos instincts et notre industrie, on doit désespérer de l'humanité comme on désespère de la civilisation; si cette corrélation, si cette harmonie existent, on ne doit les chercher ni dans la politique, ni dans la morale, ni dans la religion; on doit les chercher dans une nouvelle invention, dans un instrument nouveau, et cet instrument, Fourier le propose : c'est le phalanstère. On sait que le phalanstère est à la fois un palais et une commune où se réunissent seize cent vingt personnes, ou quatre cents familles. Elles y trouvent des ateliers, des terres, des machines, tous les instrumens du travail, elles s'associent en commandite, elles restent complètement libres de faire tout ce qui leur passe par l'esprit, et il se trouve que, par la force de nos instincts, le travail se change en plaisir, la passion en industrie, l'intérêt devient la justice la plus rigoureuse, et les richesses se multiplient dans une proportion effrayante. Qu'un seul de ces palais soit établi, et les bénéfices seront si exorbitans, les jouissances si vives, le bonheur si extraordinaire, que toutes les communes de la terre se transformeront sur-le-champ en phalanstères. « Pendant cette phase, dit Fourier, chaque année vaudra des siècles d'existence et offrira une foule d'évènemens si surprenans, qu'il ne convient pas de les faire entrevoir sans préparation. Les esprits des civilisés se soulèveraient si on leur exposait sans précautions la perspective des délices dont ils vont jouir sous très peu de temps, car il faudra à peine deux ans pour organiser chaque canton sociétaire, et à peine six ans pour achever l'organisation du globe entier, en supposant les plus longs délais possibles. »

Le plan de Fourier est très simple : il se réduit, on le sait, à changer le mobilier du globe, à substituer des palais-communes à toutes les villes et bourgades du monde. Où donc trouver la garantie de toutes les merveilles promises par le phalanstère ? Quel est le principe de la nouvelle invention? C'est ici le moment décisif de la doctrine de Fourier; le reste n'est qu'une affaire

de logique : si la preuve ici résiste à la critique, Fourier est le plus grand de tous les hommes; mais point de milieu entre une révélation et un délire. Écartons d'abord les équivoques : le bonheur annoncé par Fourier ne tient pas à l'architecture du phalanstère; cette architecture sera commode, utile, prodigieuse, si l'on veut, mais les murailles du phalanstère ne renferment aucun sortilége pour transformer la société. Le principe d'association n'explique pas non plus le phalanstère : l'association ne supprime ni les ennuis du travail ni les contraintes morales. La nature, dit Fourier, repousse ce *simplisme* de l'association; les familles nombreuses s'irritent, se subdivisent chaque jour malgré les avantages incontestables de la vie commune. La critique de la société ne conduit pas non plus au phalanstère. Que la critique de Fourier soit vraie ou fausse, superficielle ou profonde, il n'y a aucun lien entre l'énumération de nos douleurs et la toute-puissance attribuée à la nouvelle commune de seize cent vingt habitans.

Si le phalanstère ne se justifie ni par sa construction, ni par l'association, ni par la critique de la société, quel en sera donc le principe? Apparemment ce principe est dans la nature : en effet, autant Fourier a outré la critique de la société, autant il exagère l'apologie de la nature; dans la civilisation, il ne voit que le mal, comme si elle était l'œuvre du bourreau; dans la nature, il ne voit que le bien, comme si elle était le paradis. Il insiste sur une vérité vulgaire, il montre que l'instinct est infaillible, qu'il est sanctifié sans cesse par le plaisir; il montre que l'industrie animale est attrayante, et il en conclut que les instincts, les attractions, sont proportionnelles aux destinées, et que le bonheur est la vocation de tous les êtres. Le fait isolé était vrai, la généralisation est démentie par tous les faits. La nature est ensanglantée sur tous les points; il est des races qui disparaissent, la vie se nourrit de la mort; tout être vivant sort armé des mains de la nature pour exercer la destruction; c'est le sacrificateur prédestiné d'une myriade d'êtres vivans, il ne connaît pas lui-même ses propres victimes. Par une contradiction fatale, en même temps que l'instinct est proportionnel à la destinée, tous les instincts sont en désaccord avec toutes les destinées. La guerre est donc naturelle; l'opposition, l'antithèse entre la nature et la civilisation est donc factice, d'autant plus que Fourier fait abstraction du principe de l'art, la pensée. Le principe fouriériste, absent de la nature, est-il dans la Providence? L'idée d'une bonté infinie ne change pas les faits qui sont devant nous; le sang coule, et puisque le phalanstère se place au milieu de la lutte des élémens dans une nature sacrifiée, il ne se justifie ni par le spectacle visible de la nature, ni par la providence invisible de Dieu.

Fourier s'efforce d'absoudre la nature de l'homme par l'analyse des passions, il les compte, il en trouve douze : les cinq sens d'abord, ensuite l'amour, l'amitié, le *famillisme*, l'ambition; en troisième lieu, les passions de l'intrigue, de la variabilité, de l'union, en d'autres termes la *cabaliste*, la *papillonne*, la *composite;* une treizième passion, l'*unithéisme*, les absorbe toutes. D'après Fourier, les passions ne conduisent pas nécessaire-

ment à la guerre; elles peuvent trouver le plaisir dans le travail, le bonheur dans l'industrie : c'est la civilisation qui les pervertit. Il en résulte la possibilité abstraite et métaphysique d'un ordre de choses où les douze passions se combinent avec toutes les fonctions des arts et métiers; mais, entre la possibilité métaphysique qui embrasse tout et l'acte positif et réel du phalanstère, il y a un abîme : comment le franchir? Il s'agit de prouver d'une manière directe et positive que, dans la nouvelle commune, les paysans, les hommes du peuple, pourront se livrer à l'attrait des travaux élégans, que les marquises se passionneront pour le blanchissage, que les comtesses feront la cuisine, que les rois exerceront réellement le métier de serrurier et de cordonnier. Il s'agit d'utiliser tous les goûts, les plus immondes comme les plus purs, d'absorber l'humanité dans l'industrie attrayante en lui faisant oublier toutes les idées actuelles de décence, de distinction; il s'agit de trouver une myriade de coïncidences miraculeuses entre les instincts et l'industrie, de manière à satisfaire toutes les vanités, toutes les ambitions, et si un seul homme se trouve en dehors des lois de l'attrait, si un seul meurtre est commis, il y a des geôliers, des supplices, il y a la guerre : le phalanstère est manqué.

Quelle est donc, nous le répétons, la preuve directe et définitive du phalanstère? Cette preuve, nous l'avons cherchée en vain dans le principe de l'association, dans la critique de la société, dans l'apologie de la nature, dans l'apologie des passions, dans la Providence divine. Le phalanstère ne se fonde que sur la théorie des nombres. Le nombre est neutre, impersonnel; il pénètre à travers les trois règnes de la nature, et il reste toujours le même; il mesure tout ce qui tombe dans l'espace et dans le temps, il saisit, il rapproche tout : la figure des minéraux, les formes des végétaux, celles de la vie, les phases de l'année, la marche des astres. L'ordre et la symétrie se laissent entrevoir partout; partout il y a les traces de je ne sais quel rhythme mystérieux qui se répète de loin en loin dans la création. Or, le nombre fixe les rhythmes, les assonances, il note les multiples et les diviseurs qui se répètent dans la nature. On dirait qu'il touche à l'essence intime des choses. Il y a sept couleurs, sept tons; la triade et la tétrade s'additionnent, se divisent, se multiplient de mille manières avec une constance infaillible dans les productions naturelles comme dans la marche des astres. Le nombre est donc un premier principe, se dit Fourier, comme Dieu et la matière : il gouverne les mondes, il organise la fleur, la charpente de l'animal, les formes de la vie, enfin cette force que l'on nomme la passion. Le nombre *groupe* tous les êtres d'après ses lois symboliques; il développe par séries tous les groupes; la *série distribue les harmonies* dans l'univers; la création se résout dans une grande loi sériaire dont les enchaînemens indéfinis frappent sans cesse nos yeux. Or, la série, d'après Fourier, est parfaite dans la nature entière; il n'en doute pas un instant : la série est vivante, les astres vivent comme les animaux; Fourier en est encore parfaitement certain. Partout cette vie est mobile, partout le développement s'accomplit par l'attraction, partout le mouvement s'identifie

avec le plaisir, partout le rhythme du nombre répand le bonheur sur les groupes et les séries, soit des fleurs, soit des mondes : ici encore Fourier est soutenu par une foi inébranlable. L'homme seul est malheureux; donc la civilisation intervertit le nombre qui doit le gouverner. Qu'on l'arrache à la civilisation et qu'on le replace dans le nombre de l'harmonie universelle. Alors l'ordre qui domine le *mouvement physique,* le *mouvement organique,* le *mouvement animal,* éclatera dans l'humanité, c'est-à-dire dans le *mouvement passionnel;* la nature organisera elle-même l'association, partout l'industrie de l'homme se trouvera identifiée avec le bonheur et infaillible comme l'instinct. Fourier oublie complètement que le rhythme du plaisir est aussi le rhythme de la douleur.

Le phalanstère suppose la théorie des nombres, rien n'est plus évident, et, par une bizarrerie qui n'est pas la moindre, Fourier n'expose nullement cette théorie dans ses livres. La science du phalanstère se dérobe ainsi à l'examen lorsqu'on se croit sur le point de la saisir; nous n'avons plus qu'à la deviner. Tout l'effort de Fourier consiste à noter les nombres les plus solennels qui se répètent dans la création pour identifier le rhythme de la création et les harmonies de la musique. Cette opération achevée, on ne sait comment, il veut que la nouvelle commune soit organisée d'après un nombre donné par la musique et correspondant à l'ordre universel. Il reprend donc ici sa psychologie, ses douze passions; il les traduit dans les sept notes et les cinq demi-tons de l'octave; il traduit successivement les caractères en autant d'accords formés par la réunion de plusieurs notes ou passions. Dès-lors l'homme, les sentimens disparaissent, il ne reste plus que des notes; Fourier compte les accords de la musique, il dresse l'échelle de toutes les harmonies, et comme le nombre 810 lui donne une série complète d'accords correspondans à une foule d'assonances cabalistiques, il en conclut qu'il doit y avoir toutes les harmonies instinctives dans les 810 personnes ou caractères, lesquels, doublés par les deux sexes, forment l'association phalanstérienne de 1620 personnes. C'est là le petit tourbillon harmonique dans lequel les hommes se groupent, se séparent, s'attirent ou s'éloignent les uns des autres, d'après les lois de la musique *mondiale;* transformés en accords vivans, ils soulèvent 30,000 antipathies ou discords pleins, 1,200,000 demi-discords, et mille autres modulations, sans sortir jamais du nombre sacré, qui représente l'attrait universel.

Tout le système de Fourier présente la symétrie d'un rhythme symbolique : les 32 chœurs de la phalange répondent aux 32 dents de l'homme, les 810 caractères aux 810 muscles du corps humain; les 400 travaux, les 400 familles de la phalange, les 4,000,000 de phalanstères sortent de la tétrade; la septénaire des couleurs et des tons constitue le groupe, et la civilisation à son tour, cette antithèse de l'harmonie, développe les vices de la propriété, de la famille, du commerce, des infidélités conjugales, vices que l'on compte dans chaque catégorie d'après un nombre symbolique pris au rebours. La forme du système, le but extraordinaire de l'industrie attrayante, le principe

du nombre placé à côté de Dieu et de la matière, tout prouve que le fouriérisme se fonde sur l'harmonie pythagoricienne et sur tous les principes des mystagogies antiques. Fourier substitue souvent une preuve à l'autre dans la polémique; attaqué par l'expérience, il riposte par le principe d'association; attaqué sur l'association, il critique la civilisation. Souvent les conséquences se présentent chez lui comme des principes, car il joue la Providence elle-même sur ce coup de dés du phalanstère : forcé par l'analyse à donner son dernier principe, le système se réduit à un labyrinthe inextricable d'analogies mystagogiques toujours entrevues, jamais expliquées. Ainsi, pour admettre l'instrument de Fourier, il faut d'abord rejeter la civilisation comme une tyrannie morale, politique et religieuse; ensuite on doit croire aveuglément que la nature est partout et toujours heureuse. En troisième lieu, il faut avoir une foi inébranlable dans le principe du nombre, le vrai dieu de Fourier. Quand on a surmonté cette triple épreuve, quand on est persuadé que les planètes tournent avec une vive satisfaction autour du soleil, il reste une dernière épreuve, la plus dure : il faut croire aveuglément à la parole de Fourier, car il ne donne point le secret du phalanstère. Au reste, sa science, nous le répétons, était la science des anciens. L'antiquité se confiait naïvement dans les forces vivantes de ce monde; elle croyait que le nombre pouvait déchirer le voile qui cache les dieux élémentaires, elle épiait, elle écoutait, elle attendait le moment où l'oreille de l'homme pourrait saisir les voix divines ou l'harmonie mondiale. En contemplant la nature, Fourier a entendu le dernier retentissement de la lyre d'Orphée; la magie musicale de Saraswati a troublé sa raison; dans son égarement, il a vu la nouvelle Jérusalem du phalanstère dessinée à grands traits dans la création : de l'erreur, il a été conduit au délire. Suivons-le dans cette hallucination poétique.

II. — L'ÉPOQUE HARMONIENNE.

Persuadé d'avance qu'il pouvait satisfaire toutes les passions, Fourier n'a plus qu'à imaginer, à rêver; le nombre établit *à priori* le bonheur universel, on n'a donc à interroger la nature que pour chercher les plus heureuses combinaisons de l'instinct, qui se réaliseront toutes dans le phalanstère. Il faut d'abord que le groupe et la série se développent spontanément, librement : quatre passions, l'amitié, l'amour, le *famillisme*, l'ambition, peuvent grouper les hommes; la *cabaliste*, la *papillonne*, la *composite*, peuvent développer la série; le nombre assure ce prodige, donc la confusion disparaît dans la nouvelle commune, organisée par groupes et par séries; ces groupes et ces séries animales correspondent à tous les travaux de l'industrie. Il y a des fonctions monotones dans la subdivision du travail, mais la *papillonne* peut les parcourir toutes en *courtes séances*. Il y a des travaux odieux, mais les machines peuvent les faciliter, les *vilains goûts* peuvent s'en charger. Comment suppléer au travail répugnant de la domesticité? Les amis, les flatteurs peuvent remplacer les domestiques. Quant aux travaux malpropres, on

y dévoue la jeunesse, naturellement portée, selon Fourier, à la malpropreté et au dévouement. Au reste, on court au travail avec l'impétuosité de l'instinct, on ferme l'Évangile, on cherche la richesse et non pas la vertu, et la vertu vient par surcroît. Telle est la possibilité morale garantie par le nombre du phalanstère.

L'or coule à flots de cette source enchantée de l'industrie attrayante. Pour le recueillir, Fourier coordonne une nouvelle série de possibilités économiques. Il est possible de conserver tous les avantages, moins les inconvéniens de la propriété; le phalanstère est une commandite; donc, sans blesser l'instinct des propriétaires, il augmentera les bénéfices de la propriété. Fourier veut, d'un autre côté, tous les avantages de la communauté. Donc, le phalanstère réunit tous les habitans dans un seul ménage, les nourrit par un seul restaurant; une seule administration publique dirige l'agriculture et l'industrie. Ainsi la propriété et la communauté se donnent la main, et, en effet, tous les problèmes de l'économie politique sont résolus d'un seul coup, si on admet la combinaison des deux principes. La libre concurrence de tous les actionnaires, de tous les hommes, de tous les instincts, s'applique à la production; la communauté s'empare de la circulation, et garantit ainsi les marchandises comme l'état garantit la monnaie; c'est encore la communauté qui distribue les richesses, et, vouée à l'intérêt de tous, elle rétribue le capital, le travail et le talent avec la justice la plus rigoureuse. Plus de lutte entre la famille et l'état, entre le capital et le talent, entre la production et le commerce, entre le commerce et la consommation; plus de répression, plus de gaspillage dans l'administration. Fourier suppute avec un aplomb admirable la baisse des prix, l'abondance naturelle; mais l'agencement de toutes les possibilités économiques repose toujours sur l'attrait, et le nombre reproduit son rhythme dans l'évaluation des bénéfices. Par un jeu de la décade, un sou vaudra 10 francs, une paire de bottes durera dix ans.

Après les possibilités morales, économiques, Fourier découvre dans l'éducation une nouvelle série de possibilités. L'industrie n'est plus qu'une fête continuelle; on promène les enfans d'atelier en atelier, ils manient les outils, les vocations se manifestent, le génie se révèle par le travail attrayant, s'élève par la concurrence à travers les groupes et les séries, et conquiert dans le monde la place qui lui est dévolue. Ici encore la puissance du nombre distribue les grands hommes. Dans le petit tourbillon de la commune sociétaire, le génie se multiplie par trois, autant de fois qu'il y a de sciences, d'arts et de travaux. Les 15,000 phalanstères de la France réorganisée contiendraient donc 45,000 Napoléons, 45,000 Newtons, 45,000 Talmas, et ainsi de suite. Ces hommes aujourd'hui sont perdus, l'harmonie sociétaire les produirait au grand jour.

La donnée du phalanstère une fois posée, le bonheur se propage par explosion, la civilisation est renversée. Comment résisterait-elle au spectacle entraînant du bonheur? Fourier n'a qu'une seule appréhension, au reste très sérieuse, il craint que les hommes ne meurent de joie; il veut éloigner les

enfans civilisés du spectacle de l'industrie attrayante; suivant lui, la vision du phalanstère peut tuer comme la vision de Dieu.

L'image du phalanstère se reproduit en grand dans l'humanité : la musique mondiale coordonne les individus dans la commune, comme elle coordonne les phalanstères dans l'harmonie universelle. Les phalanstères se développent donc par groupes et par séries; en se développant, ils enfantent les provinces, les états, les royaumes, les empires, les trois *césariats* harmoniens, enfin l'administration unitaire du globe, ayant son siége à Constantinople et sa papauté *unithéiste* dans l'*omniarche*. Le mouvement de l'harmonie universelle est double, de même que le mouvement du phalanstère; la concurrence des six cent mille phalanges du globe donne libre essor à tous les instincts de l'humanité; cette concurrence crée l'administration unitaire du globe; une fois constituée, l'administration unitaire distribue les royaumes, les récompenses, gouverne le monde par un mouvement qui descend de haut en bas. La double échelle est immense, la hiérarchie illimitée; l'ambition, excitée partout, ne conduit nulle part à la guerre; le phalanstère a doublé, centuplé l'étendue du globe. La terre est désormais un labyrinthe où César et Pompée, le pape et l'empereur marchent toujours sans se rencontrer jamais : l'ambition profitera d'autant plus à l'humanité qu'elle sera plus forte, *Néron sera plus utile que Fénelon*. L'industrie attrayante entraîne les sauvages et les barbares; de grandes armées, instrumens de l'harmonie unitaire, reboisent les montagnes, percent les isthmes, fertilisent les déserts, commandent au cours des fleuves, transforment les climats. L'homme le plus pauvre, mieux logé, mieux nourri que nos rois, jouit de tous ses droits, « chasse, pêche, cueillette, pâture; on a libre essor des sens, libre essor des ames, participation au progrès, ligue intérieure, insouciance, vol extérieur, liberté convergente, *minimum* abondant. » L'ordre combiné présente « le lustre des sciences et des arts, le spectacle de la chevalerie errante, la gastronomie combinée en sens politique, en sens matériel, en sens passionné; la politique galante pour la levée des armées. » Il n'y a plus dans le globe qu'une seule monnaie, une seule langue. Une notation unique a fixé tous les caractères. Les sentimens sont notés, classés, mesurés, traduits dans les notes de la musique. Plus de mariages mal assortis, plus d'amitiés factices; les hommes qui ne se sont jamais vus n'ont qu'à montrer leur partition; si les accords se conviennent, la mélodie est immédiate, et ils s'embrassent avec l'effusion d'anciennes connaissances.

La liberté de l'amour est la première condition du bonheur pour quiconque se place en dehors de la société. Jacob Boehm rêve les jeux éternels de l'amour dans une nature purifiée; Charles Fourier est un peu moins détaché de la terre. Il veut à la fois les bénéfices du mariage et ceux de la communauté; il invente la double polygamie, il donne aux femmes des *favoris*, des *maris*, des *géniteurs*, à tous des *bacchans* et des *bacchantes*, à ceux qui chérissent leur propre virginité, le corps des *vestales* et des *vestels*. Les plus bizarres possibilités de l'amour se réalisent dans une série de combi-

naisons burlesques. Fourier console les amans déçus avec des *faquiresses* et des *bacchantes*, c'est ce qu'il appelle la *purgation des passions* (1). L'essor libre de l'amour multiplie l'attraction de l'industrie, resserre les groupes, intrigue les séries; l'amour s'alliant au travail, le travail à la volupté, les sybarites du phalanstère se lèveront à quatre heures du matin pour travailler comme des nègres : en harmonie « celui qui aura le plus joui de la vie et se sera livré aux passions les plus immodérées sera le plus sage, le plus saint, le plus grand. » Tous les souvenirs de l'antiquité, du moyen-âge, les rêves de la mythologie et de la chevalerie, les détails les plus bizarres de la guerre, de la cuisine, en traversant l'imagination de Fourier, grandissent et se renversent pour parodier le christianisme au rebours. On livre des combats babyloniens en pâtisserie, mille génies culinaires viennent conquérir les peuples avec des soupes au fromage : la musique mondiale fixe, réalise et maintient toutes les possibilités de la vie phalanstérienne.

Vaincu dans la civilisation, le génie du mal n'est pas encore terrassé, il se révolte contre la théorie de Fourier. Le bonheur détruit le bonheur, car la population se multiplie, et la misère doit reparaître au sein de la richesse; heureusement cette population multipliée finira par atteindre un chiffre invariable, elle ne débordera pas au-delà des quatre millions de phalanstères, car les femmes riches et vigoureuses ont peu d'enfans. Le génie du mal doit se révolter alors de nouveau et opposer à Fourier les glaces des pôles, les feux de l'équateur, l'obscurité de la nuit, les maladies, la mort. Ici tout semble perdu; mais Fourier s'élève de nouveau aux régions de la musique mondiale, et l'enchantement redouble. Par analogie, il avait donné aux astres la vie de l'homme; par analogie, les astres imposaient à l'homme l'ordre qui règne dans le firmament : l'harmonie sortait d'une série d'actions et de réactions de la terre au ciel. Maintenant il faut doubler l'action et la réaction; Fourier entre donc dans le règne aromal, le règne des fluides impondérables, innombrables, inconnus. D'après lui, c'est dans ce royaume invisible que se préparent tous les enchantemens du monde visible : là, cette musique qui gouverne les globes, l'organisme, l'animalité et les passions, se répète une cinquième fois, y produit un cinquième mouvement, en réalité le plus puissant. L'œil de l'homme ne saisit que des effets, il ne voit que des arbres, des fleurs, des animaux, qui naissent et vivent par enchantement; il ne voit pas que Vénus crée la chèvre, Mercure la pêche, que toutes les productions de la terre

(1) Il y a dans cette partie du système des détails qu'on nous saura gré de supprimer. La sollicitude de Fourier pour la béatitude sensuelle évoque au profit du plaisir toutes les possibilités que les casuistes proscrivent au nom de la morale. Notre rêveur a pensé même aux femmes âgées. La *Gazette des Tribunaux* avait parlé d'un jeune Champenois accusé d'avoir violé sept vieilles femmes, et sur cette possibilité Fourier fonde le hideux roman d'Urgèle et de Valère. Mêmes aménités pour les vieillards, à qui semble dédié le roman de la belle Orythie, la prostituée heureuse, riche, dévouée gratuitement à la vieillesse, la *régénératrice*, dit Fourier, *des saines doctrines du commerce.*

viennent des influences sidérales qui imposent des myriades de formes à la vie occulte du globe. L'humanité a résisté jusqu'à présent à la musique universelle, elle va céder. L'apparition du phalanstère est imminente; mais si la terre subit l'influence aromale du ciel, le ciel doit subir l'influence aromale de la terre. D'après ce principe nullement développé, mais fortement accusé, Fourier se dit : la civilisation est horrible, donc elle répand une influence pestilentielle dans le firmament; elle place notre roi, le soleil, dans l'impuissance de régner, et l'influence malfaisante se répand du soleil dans les voûtes du firmament pour le malheur d'une myriade d'existences. L'univers est en retard, il souffre, et c'est la faute de l'homme qui a bouleversé les aromes terrestres. En transformant la terre, Fourier changera la condition des aromes, et rétablira l'harmonie dans le royaume des fluides impondérables; il agira sur le soleil, de là sur les astres, il commandera ainsi aux forces cosmiques, et l'univers reprendra sa marche ascendante : tout ce que le bonheur de l'homme peut demander, il l'aura. C'est ainsi que le phalanstère, après avoir subi une action hyperbolique, impose aux mondes une réaction hyperbolique : de là le progrès cosmogonique de Fourier. Ici encore la science livre mille possibilités physiques; elle parle d'aurores boréales éteintes aux pôles, de couches lucides à la surface des astres, de fluides impondérables dont la force touche à l'impossible, et la musique mondiale réalise sur-le-champ tous les souhaits de Fourier. Donc, les 810 caractères du phalanstère promettent 81,000 ans de durée à la terre; le septénaire promet 70,000 ans d'harmonie; la civilisation, l'histoire, n'a été que la *dentition* de l'humanité condamnée à se construire le phalanstère. Les harmoniens atteignent à la hauteur de 84 pouces, parcourent des carrières amoureuses de 120 ans, vivent 144 ans. La mort n'existe pas; la mort, c'est la vie, c'est la vie aromale, deux fois plus longue, et cent fois plus heureuse : l'homme passe ainsi d'une vie à l'autre pendant 400 *métempsycoses bicomposées*. Le monde se *contre-moule*, les animaux féroces ou malfaisans se transforment pour l'usage de l'homme : les lions font le service de la poste aux lettres. Des aurores boréales réchauffent les pôles, l'atmosphère devient lucide à la surface comme un miroir, l'eau de la mer s'adoucit, quatre lunes éclairent la nuit; bref, la terre se renouvelle vingt-huit fois jusqu'à ce que la grande ame de notre planète, exténuée, fatiguée, passe dans une autre planète avec toutes les ames humaines, qui conserveront un souvenir abrégé de la vie antérieure. Le soleil, délivré des miasmes de la civilisation, aura fixé une comète pour en faire notre nouvelle demeure; de là, on passera dans Mercure, où l'on apprendra la langue unitaire de l'univers qui doit nous mettre en communication avec les autres habitans de notre système planétaire. Nous les joindrons dans le soleil, où les forces de l'homme seront quadruples. Du soleil, on passe à d'autres soleils, de l'univers aux binivers, aux trinivers, etc., et de demeure en demeure, le progrès redouble par octaves qui se suivent en se dédoublant. C'est un crescendo effrayant qui augmente toujours, qui envahit la création, qui épuise la vitalité de tous les mondes jusqu'à l'époque d'un *recul cosmo-*

gonique, qui doit nous faire descendre, par les mêmes lois prises au rebours, jusqu'à notre premier point de départ, pour recommencer le cercle éternel de la vie. Tel est le *grand jour* du monde industriel, le *kalpa* de Fourier.

Ce système n'est-il pas une dernière apparition de la mystagogie orientale? Ces chiffres 3, 4, 7, 12, 72, etc., multipliés, variés de mille manières dans l'harmonie et dans l'antithèse de la civilisation, répètent dans une assonance mystérieuse les vingt-huit années de la vie d'Osiris, le nombre des complices de Typhon, des traducteurs de la Bible, des disciples, des apôtres de Confucius, de Bouddha, du Christ, et tous les rhythmes traditionnels qui ont déterminé la poésie de la religion dans les temples de l'Orient et du moyen-âge. Fourier n'est pas un mystique passif, ce n'est pas un visionnaire; le don de la croyance traditionnelle lui est refusé, le don de la seconde vue prophétique n'illumine jamais son intelligence. Fourier est un mystagogue, un thaumaturge qui ne s'est pas humilié devant le christianisme; il est le dernier magicien, il imite ces grands-prêtres de l'Orient qui arrêtaient le soleil, ces *artistes* du monde païen qui se posaient en maîtres du monde matériel. Seulement, la magie a cette fois multiplié ses forces; Fourier joue avec Dieu, il joue à une martingale effrayante, il gagne des myriades de mondes, et il double toujours.

III. — FOURIER MAGICIEN.

Nous venons d'expliquer les procédés secrets du fouriérisme : il nous reste maintenant à découvrir la route que Fourier a parcourue au rebours pour nous transporter vers le moyen-âge et l'antiquité païenne.

Né en 1772, Fourier appartient au XVIIIe siècle; il lui doit son érudition, ses tendances, la morale du plaisir et cette confiance illimitée dans la puissance de l'industrie : en d'autres termes, Fourier marchait avec les encyclopédistes à la conquête du monde sensible. Jadis, dans les premiers temps du christianisme, on avait découvert un Dieu infini, et, dans l'enthousiasme de la découverte, l'humanité avait sacrifié le temps à l'éternité, la matière à l'esprit, le monde à Dieu. Le moyen-âge méprise la terre, se méfie de la raison; l'église ne veut pas être de ce monde, et les hommes l'imitent; ils sacrifient aux pieds du successeur de saint Pierre les biens comme les idées. Le sacrifice une fois accompli, quand cette œuvre d'abnégation fut poussée à ses dernières limites, on recula d'épouvante : l'église, qui était le symbole de tous les sacrifices, la papauté, dont l'unique mission était d'éclairer l'intelligence et de faire l'éducation du genre humain, avaient exploité la crédulité universelle pour réprimer la raison, confisquer à leur profit tous les biens de ce monde, et fonder un empire matériel sur la terre. Dès-lors le mouvement fut interverti, la révolution commença dans le sens opposé, l'humanité voulut s'élever jusqu'à Dieu sans l'intermédiaire du prêtre : Luther arracha à la papauté le nord de l'Europe, les états catholiques s'émancipèrent

peu à peu de l'église, le savant prit le pas sur le théologien. D'abord, on formula une morale, une jurisprudence, une philosophie indépendantes; la physique révéla par Newton un dieu qui ne semblait plus le Dieu de la Genèse. Newton avait démontré que l'ordre était dans l'univers, et désormais on s'attacha au monde pour mieux comprendre Dieu. La conquête du monde sensible fut, au XVIIIe siècle, une œuvre sainte, une croisade, une religion, et cette religion avait ses apôtres et ses fanatiques, ou plutôt ses vérités et ses erreurs. Légitime quand elle réorganisait l'ordre matériel dans les codes et les constitutions, légitime quand le droit naturel s'armait de l'ironie de Voltaire et de la colère de Rousseau contre les tyrannies, les erreurs, les humiliations d'un autre temps, la philosophie s'égarait en oubliant que le monde sensible de l'art et de l'industrie est à la merci du monde invisible de l'intelligence et des idées. Les yeux fixés sur le monde physique, les philosophes du XVIIIe siècle voyaient encore la matière quand ils regardaient l'homme; ils réduisaient la vie à une contraction, la pensée à une sensation, l'homme tout entier à une variété du règne animal, Dieu à une hypothèse créée pour expliquer le mouvement. L'erreur favorisait l'entraînement. L'homme rendu à la nature est un meilleur instrument de civilisation; l'éducation pourra le transformer à son gré, le législateur rencontrera moins d'obstacles. D'ailleurs, si l'homme sort des mains de la nature, comme la nature est sainte, il en sort sanctifié; il n'a plus à rougir de fautes qu'il n'a point commises, il n'y a plus de traditions qui l'humilient, plus de hiérarchies consacrées par cette tradition, plus d'inégalités, plus de pieuses injustices : tous les hommes sont frères, libres, tous sont prêtres et rois. Toujours est-il qu'en cherchant la pensée dans la nature, on oubliait l'homme, on faisait de l'homme un instrument, et on ne savait plus qui pourrait le gouverner. L'erreur gagnait les meilleurs esprits : Montesquieu ne pose que deux principes réellement actifs dans son système, *les législateurs* et *les circonstances*, c'est-à-dire des hommes au-dessus de l'humanité et des choses hors de l'humanité. Quel est donc le rôle des masses? Pourquoi obéissent-elles à des sages? Pourquoi d'autres sages sont-ils sacrifiés? D'où viennent ces religions que l'on combat, ces religions si puissantes qu'elles ont fondé et détruit mille empires? Qu'on le demande à Voltaire, l'histoire est une comédie; qu'on le demande à Rousseau, la civilisation est une maladie de la pensée, et les encyclopédistes finissent par opposer à la théocratie du moyen-âge le fantôme immense d'une théocratie naturelle où l'homme remplace Dieu, se trouvant divinisé par les miracles de l'industrie. On oubliait qu'on ne commande à la terre que lorsqu'on dispose des forces du ciel; en d'autres termes, on ne commande à l'industrie que par la puissance des idées, et en effet, lorsque la révolution éclata, la conquête projetée, n'ayant pour principe que des doctrines matérialistes, ne put dépasser l'ordre matériel de la société.

Les hommes qui avaient voulu faire de la révolution la vraie rédemption avaient cru qu'il suffisait d'attaquer ouvertement, publiquement, le christianisme pour racheter le monde. On se mit à l'œuvre; la propagande en 93

fut publique, officielle, tyrannique, elle succomba; le christianisme domina la révolution : la nature parut hideuse sans Dieu, la raison ironique sans le Christ, la société impossible sans traditions. L'homme, dont on voulait faire un instrument, se révolta contre les réformateurs. Que faire? Les politiques furent convertis par la force des intérêts, les philosophes par la force des idées, et ils virent que le christianisme n'avait pas été compris. Quant à Fourier, il se déclara contre la révolution, contre la science elle-même.

Victime en 1793 de la terreur, Fourier avait conçu une haine implacable contre les gouvernemens révolutionnaires; mais peu importent la date, les évènemens, peu importent les sentimens personnels de Fourier, pourvu que dans sa haine il reste d'accord avec les instincts de son temps. La première condition dans un pareil combat est qu'on ne tienne aucun compte des idées, de la religion et des forces de la raison. Qu'on parcoure les livres de Fourier, partout cette condition est remplie. On n'y trouve pas un mot sur l'intelligence de l'homme : chose étrange! Fourier a pensé toute sa vie sans se demander une seule fois d'où lui venaient ses idées. Il se représente l'homme comme une machine passionnelle, sa psychologie commence avec les sens, finit avec la *composite*, et ne suppose pas comme possible l'intervention de la raison dans la solution du problème du bonheur. Bref, il veut brûler les quatre cent mille volumes de nos bibliothèques; Condillac n'échappe pas au bûcher. Tout était donc à refaire; il fallait recommencer la révolution. Fourier répéta alors contre la révolution le programme révolutionnaire; il exagéra le doute de Descartes, l'acatalepsie de Bacon, la nécessité de refaire l'entendement, la nécessité de sortir de l'ornière révolutionnaire, la nécessité de se délivrer de toutes les idées politiques, morales, religieuses et économiques. Que voulait Fourier? La rédemption; il voulait nous transporter au ciel en remplaçant le christianisme, et il fallait que le bonheur absolu, éternel, pût jaillir de la vie et du plaisir, de la matière et du mouvement. Avec la science descriptive, on ne pouvait guère avancer; les moyens rassemblés dans l'Encylopédie ne donnaient que la civilisation telle qu'elle est. Fourier rejette donc toutes les limites de la science descriptive; il se propose de pénétrer dans la *textura rerum,* dans l'essence intime des choses; il s'efforce de deviner la vie, il invoque le nombre, il croit arriver ainsi à la rédemption terrestre, et il se place à son insu au milieu des hommes du moyen-âge.

Le moyen-âge avait eu son naturalisme, la magie, l'alchimie, l'astrologie, les sciences occultes. Tout n'avait pas cédé à la philosophie chrétienne; on résistait à l'idée d'un Dieu infini et d'une patrie spirituelle, et la nécromancie intervertissait les lois du christianisme en cherchant à réaliser le ciel sur la terre. La poésie du XIIIe siècle nous présente sans cesse le chevalier entre l'ermite et le nécromant, entre la croisade en terre sainte et les féeries d'un monde enchanté. Cette croyance à la féerie, profondément enracinée dans l'imagination populaire, avait été prise à la lettre par les physiciens du moyen-âge. Tandis que la philosophie chrétienne se développait dans la scolastique,

la physique travaillait sourdement à réaliser les féeries des épopées chevaleresques. Elle cherchait les panacées, la transformation des métaux, les breuvages qui éternisent la vie, qui enchaînent l'amour. Qu'on ouvre Roger Bacon lui-même : il parlera de renouveler les prodiges de Gédéon, d'incendier les villes par la création d'un soleil artificiel; d'autres veulent donner la richesse aux pauvres, à tous les hommes la vertu adamitique; d'autres vivent dans la persuasion qu'un secret, une découverte, suffiraient à délivrer la nature de l'enchantement satanique qui l'étouffe. Tous s'orientent au milieu des phénomènes de l'instinct, des sympathies, des fluides, de la musique; tous veulent toucher à l'arbre de la vie. Les sciences, à leurs yeux, ne sont que d'ignorantes compilations des signes extérieurs; les arts, des tentatives empiriques sur des signes incompris. Les physiciens du moyen-âge aspiraient à la véritable interprétation de la terre et du ciel, de la nature et de la Bible, et ils rêvaient un grand art fondé sur la science de Salomon. Que cette science, que cet art fussent possibles, ils n'en doutaient pas : n'avaient-ils pas derrière eux mille prodiges, mille traditions remplies de miracles? Pour ces artistes, l'histoire de Moïse, de Trismégiste, de Jésus-Christ, d'Apollonius, de Salomon, d'Orphée, des mages, équivalait à une démonstration scientifique. Ils croyaient si bien usurper la puissance des thaumaturges, qu'ils imposaient le secret aux adeptes; ils exigeaient d'eux la vertu chrétienne pour que le magicien ne se jouât pas de la vie des hommes. La papauté était donc le grand œuvre de la science officielle; la transfiguration du monde était le grand œuvre du naturalisme. Postel, dans son délire, voit poindre l'aurore d'un nouveau jour cosmogonique; Boehm, plus tard, annonce l'*aurore naissante;* Paracelse s'était proclamé le roi des mystères (*arcanorum monarcha*), le roi des temps intermédiaires, en attendant le renouvellement du monde. Les frères de la Rose-Croix, Robert Fludd, s'attendaient, vers 1610, à la transfiguration universelle, et poursuivaient le but de Paracelse. Cette idée d'une panacée, d'un saint Graal, avait gagné au moyen-âge jusqu'à la scolastique; les *claves magnæ*, les logiques de ce temps, avaient des prétentions presque magiques; le grand art de Raymond Lulle, en tenant ses promesses, aurait distribué les dons du Saint-Esprit à tous les hommes. François Bacon lui-même tombe dans l'erreur; le *Novum Organum* est la panacée qui promet aux esprits vulgaires la puissance du génie.

Le naturalisme du moyen-âge expire aux pieds de François Bacon. Deux siècles plus tard, Fourier s'empare du *Novum Organum,* et entre ses mains, par une bizarre interversion, cette préface des temps modernes devient la préface du moyen-âge. Bacon établit la possibilité de mille découvertes descriptives, et il fonde là-dessus un *grand art* industriel. Fourier accepte les possibilités signalées par Bacon, et il en déduit une science magique sur laquelle il fonde le *grand art* du phalanstère. Si la science occulte chez Fourier prend une forme nouvelle, celle de l'industrie, il ne faut pas oublier que la forme ne compte pas dans cette poésie flottante des mystagogies. Ce sont les principes et les procédés qui comptent. Le langage des fleurs, la

symbolique des animaux, la musique mondiale, la même musique observée dans le corps de l'homme, l'aimantation de l'univers, les sympathies et les antipathies, l'éternelle analogie du microcosme et du macrocosme, la vie, les amours des astres, les influences sidérales, le rhythme du nombre, bref tous les principes de Fourier, y compris le dédain absolu de toutes les limites de la science descriptive, se trouvent déjà chez les magiciens du moyen-âge. Quant aux procédés, ils sont encore les mêmes. Que l'on prenne Robert Fludd, le dernier rapsode des sciences occultes : comme Fourier, il arrête son thème d'avance, il cherche la rédemption par la force du nombre, et quand il l'a obtenue *à priori*, les possibilités les plus abstraites de l'expérience, c'est-à-dire la possibilité de disposer des mirages et des fluides impondérables, de transpercer la surface opaque des corps, de se déplacer avec la rapidité de la foudre, de se rendre invisible, etc., tous les rêves enfin se réalisent. Fludd a son instrument comme Fourier, comme Paracelse, comme tous les alchimistes; il a son secret à lui qui révèle tous les secrets.

Une seule différence sépare Fourier de ses contemporains du moyen-âge : ceux-ci croyaient, non pas à la philosophie, mais à la tradition matérielle du christianisme. Fourier est incrédule, et son incrédulité le rejette au-delà du moyen-âge. Si la magie était une renaissance du paganisme, une réminiscence de la sagesse de ces pontifes de l'antiquité qui se croyaient les artistes de la création, ce n'était cependant qu'une renaissance maladive, faussée, complètement transformée par le christianisme. La magie prenait la forme du catholicisme, elle n'aspirait très souvent qu'à propager par enchantement le pouvoir de l'église, elle plaçait ses secrets sous la garde des vertus chrétiennes. Cherchait-elle un bonheur impossible sur la terre, la rédemption était assurée par la foi, les miracles étaient prouvés par les légendes; elle voulait bien conquérir l'ubiquité, la vision de l'univers, mais c'était au Christ d'achever l'enchantement par je ne sais quelle purification éthérée. Elle voulait bien escalader le ciel, mais elle n'avait pas à le construire; le paradis existait, il ne s'agissait que d'y monter. Fourier est libre, il est seul; le génie positif des temps modernes le poursuit toujours, et c'est dans le plaisir qu'il doit trouver la rédemption, c'est dans le monde qu'il doit construire le ciel. De là toutes les terribles nécessités de son système, dont la première est d'arracher au Christ sa couronne d'épines en déclarant le devoir impie, et dont la dernière est de se retrouver au point de départ. Ainsi, en se révoltant contre la révolution, il tombait dans le sensualisme du XVIIIe siècle; en voulant dépasser les limites de la science descriptive, il tombait dans la magie du moyen-âge; en se délivrant du christianisme, il tombait au milieu de l'antiquité païenne. Suivant lui, le phalanstère aurait dû être construit à l'âge de Périclès. Nous sommes en retard, nous marchons au rebours depuis 2300 ans.

Fourier méconnaît entièrement le travail accompli par la raison depuis Socrate jusqu'à Hegel. Il prétend avoir élevé la critique de la civilisation au rang d'une science : il n'a regardé la civilisation qu'avec les yeux du corps.

Il n'a jamais compris, soupçonné la pensée qui l'anime; il lui a toujours demandé le bonheur qu'elle ne peut pas donner. Fourier ne voit que les gibets, les gendarmes, les armées, les moralistes. Pour lui, les peuples sont des forçats, les riches des argousins, les moralistes des mystificateurs, les prêtres des hypocrites. On se bat pour des idées, il croit que l'humanité est folle. Il entend les cris des combattans, mais sans les comprendre. Il ne saisit que des injures qui pour lui sont des signes de l'impuissance des lutteurs. On croirait lire Robert Fludd, qui accuse les savans de ne pas faire des miracles et le clergé de ne pas créer le millénium. Au reste, le magicien attaque constamment les républicains avec les absolutistes, les absolutistes avec les républicains, la raison avec l'autorité, l'autorité avec la raison, la concurrence avec les idées gouvernementales, les idées gouvernementales avec la concurrence, la communauté avec la théorie de la propriété, la famille avec les théories du communisme. Il ne veut point l'immoralité des civilisés, il ne veut point des idées morales qui lui dictent la critique de l'immoralité. Toutes les questions intermédiaires depuis la famille jusqu'au système gouvernemental subissent la même critique, provoquent les mêmes sarcasmes. Contre le clergé, Fourier reprend les armes de Voltaire; contre les philosophes, il va plus loin que les jésuites; enfin, contre la civilisation, il reproduit toute la polémique de Rousseau, et contre l'état de nature, toutes les apologies de l'industrie. Toujours étranger, toujours hostile aux traditions qui gouvernent le monde depuis deux mille ans, il ne critique pas, il médit, et il expie la médisance par une contradiction continuelle où les mêmes principes sont tour à tour affirmés et niés. Quand il plaide contre la liberté, il admet l'autorité; quand il attaque l'autorité, il suppose forcément cette même liberté qu'il avait niée auparavant. Il trouve le devoir impie sans voir que la notion de l'impiété suppose celle du devoir.

Le cercle vicieux de cette critique se reproduit dans la partie dogmatique du système. Fourier est toujours en arrière de deux mille ans. Tous les biens, tous les avantages, tous les trésors matériels sont réunis dans le phalanstère. L'harmonie juxtapose la concurrence portée à son plus haut degré de paroxisme, et une hiérarchie titanique qui administre le globe. Toutes les créations de l'ambition la plus effrénée s'allient à tous les avantages de la paix et de la vie pastorale. Le mariage donne la main à la promiscuité, la chasteté à la prostitution, la propriété à la communauté dans la commandite; la moralité s'unit à l'immoralité, le luxe aristocratique se combine avec le radicalisme le plus absolu. Bref, le magicien fait paraître des paladins, des chevaliers, des césars, des druidesses, des empereurs, des faquirs, des dryades, des hamadryades, des brahmanes. Il copie et reproduit toutes les parades de l'histoire; il reste toujours étranger à la pensée qui les créait, aux luttes qui leur défendent de coexister.

C'est en vain que Fourier invoque la magie : depuis deux mille ans, la raison l'a vaincue. Le magicien prétend résoudre à lui seul le problème de la rédemption tel que le lui suggère la pensée moderne dans sa double phase

religieuse et philosophique. Cette idée de la rédemption pousse le magicien au délire. Comment pourra-t-il racheter l'homme? Le monde des idées lui est fermé; il ne lui reste qu'à trouver un secours providentiel dans l'animalité. Fourier s'empare de l'animalité : qu'y trouve-t-il? la rédemption du travail attrayant. C'est là l'expédient d'un homme de génie aux abois; mais il faut déterminer, appliquer ce travail, décrire l'attrait, le développer. Les idées sont supprimées; sans idées, point de passions, point de poésie, point d'attraction véritablement humaine. La pensée détruite, les peuples n'ont plus d'histoire, l'histoire n'a plus de vie, la vie n'a plus de sens, l'attrait du combat s'évanouit comme celui du triomphe. A quoi donc s'appliquera l'attraction de Fourier? à la culture des melons, des cerises, des fraises, des navets, au jeu bizarre de toutes les facultés, réduites, par l'industrie, à une fougue animale très joyeuse et profondément burlesque.

La magie de Fourier, qui réclame tous les biens matériels, suppose, invoque, appelle aussi tous les prodiges de l'intelligence. Mais où prend-il le génie? dans l'*éclosion des instincts*, hors des idées, dans les mystérieuses profondeurs de l'animalité. Et comment veut-il régler l'apparition de tous les grands hommes à venir? toujours par le nombre. Il voit surgir à chaque génération huit millions de Napoléons, de Watts, de Talmas, tous inventeurs, tous éternellement réformateurs. Quel sera donc le travail de ces hommes? Maître de la pensée multipliée par une myriade de génies, maître d'une force que rien ne peut évaluer, Fourier, poussé de conséquence en conséquence, se sert de cette même force pour achever son progrès au rebours. Qu'on lise ses fictions harmoniennes, on y verra l'humanité devenue gastronome, le génie de l'humanité livrant de grandes batailles en pâtisseries, et distribuant les délices de la soupe au fromage. Il y a un mariage conclu dans un moment de tendresse où le duc Dagobert ne sait pas résister à Amaryllis, parce qu'elle a très bien raccommodé sa culotte : il lui accorde la main de son fils. L'humanité tombe en enfance. Suivons Fourier au milieu des mystères cosmiques : il a invoqué les forces de la nature, il s'y est livré aveuglément, il en a fait l'apothéose, parce qu'il attend d'elles la rédemption, et une fois à l'œuvre, il s'aperçoit qu'il doit refaire cette même nature qu'auparavant il avait trouvée parfaite. Cette perfection, disait-il, ne souffre qu'un huitième d'exception dans toutes les octaves; mais partout la dialectique du plaisir le met aux prises avec le mal : il doit en conclure que la terre est dans un état exceptionnel, que l'histoire, que l'expérience, que le monde sont des exceptions, que la nature est une exception de la nature. Étrange hallucination, qui l'oblige à bouleverser cette nature à laquelle il s'était aveuglément confié en repoussant l'art de la civilisation! Suivons-le encore dans ce travail : il refait la nature, il *contremoule* le monde, il marche sans sourciller à travers mille transfigurations, et sa conquête se réduit à accoupler la furie des passions et le *droit d'insouciance qui élève l'homme au niveau de l'animal libre,* la frénésie du plaisir et l'*indolorisme* absolu. Il se suicide ainsi pour jouir de la vie. Lorsque nous arrivons enfin aux dernières limites

du progrès, après toutes les créations, tous les prodiges d'une folie solitaire, nous trouvons un *recul cosmogonique*. Le bonheur de Fourier n'arrive pas à l'infini : le système tourne sur les trois principes coéternels de Dieu, du nombre et de la matière. Dans la géométrie éternelle de l'univers, de ce Dieu-matière, le nombre des biens et des maux s'équilibre sans cesse; on ne s'élève d'un côté qu'en descendant de l'autre. Nous sommes donc ici au point de départ : Fourier n'a fait que déplacer le mal; la rédemption disparaît, nous restons dans le monde païen.

IV. — PREMIÈRE PHASE DU FOURIÉRISME. — LE MAGICIEN ET LES INITIÉS.

Pendant quarante ans, Fourier prit au rebours toutes les idées philosophiques et religieuses; il trouvait ridicules les choses sérieuses, et sérieuses les choses ridicules. Plein de vénération pour l'animalité, il méprisa constamment tous les principes de la civilisation. A ses yeux, les civilisés étaient des animaux à attractions faussées, bizarres, terribles : il les classait, les craignait, les appelait, se méfiait d'eux; jamais il n'y eut de véritable communication entre lui et le reste des hommes. Le phalanstère, pour Fourier, était une véritable hallucination, il le voyait partout, dans la civilisation, dans la nature. Jamais il ne manquait une parade militaire; la manœuvre lui présentait le jeu tout-puissant du groupe et de la série intervertis pour une œuvre de destruction. Dans ses livres, on reconnaît à toutes les pages le génie de la folie : Fourier ne démontre pas, il commande, il raille, il éclate de rire, son style est d'une netteté étonnante, tout cède à sa parole magique. Il s'empare de la société par l'égoïsme, de l'homme par l'animal, et il les pousse avec une force satanique contre la civilisation qu'il déteste. Si on l'étudie attentivement, il magnétise, et le lecteur est poursuivi de mille visions burlesques, de mille tableaux comiques; jamais on n'a mieux senti ni mieux décrit la vie vulgaire.

A l'époque de l'empire, on ne rêvait pas : l'intelligence était occupée; personne n'écouta Fourier, le magicien resta seul. Le premier disciple de Fourier se présenta en 1814; ce fut M. Juste Muiron, ancien préfet de l'empire. En 1824, le magicien vit se grouper à ses côtés d'autres disciples, de vrais millénaires qui avaient la religion du travail attrayant, l'amour des richesses et de la philanthropie par surcroît. Ils vénéraient le maître sans trop le comprendre; lui seul pouvait découvrir tous les trésors enfouis et accomplir le grand œuvre de l'animalité. Le maître devait être omniarche; il avait cent cinquante empires grands comme la France à distribuer sans alarmer la diplomatie. Malheureusement il fallait de l'or pour attirer l'or. On attendit. En 1830, on crut que le moment de la rédemption nouvelle était arrivé, le nombre des initiés doubla, et en 1832 la petite congrégation des phalanstériens fit son apparition dans la presse avec *le Phalanstère*, appelé plus tard *la Réforme industrielle*.

Il ne faut pas s'y tromper, c'était l'excès ou plutôt l'oisiveté des forces révolutionnaires qui favorisait le fouriérisme; M. Jules Lechevalier quittait les saint-simoniens pour diriger le premier mouvement de la secte. Le fouriérisme ne pouvait donc se propager sans se modifier, et la propagande était déjà pour lui une phase toute nouvelle. Le magicien, à la rigueur, n'avait pas de politique, rien de commun entre lui et le reste des hommes. *Le Phalanstère* adopta l'histoire de France depuis 1789, on adopta même toute l'histoire de l'humanité, comme la préface naturelle du fouriérisme. M. Jules Lechevalier, qui dictait cette énorme concession faite à la faiblesse des hommes, en profita avec adresse pour entraîner les débris du saint-simonisme en déroute. Que voulaient les saint-simoniens? La réhabilitation des masses en politique, la réhabilitation de la chair en morale et en religion. M. Jules Lechevalier accepta ces prémisses, demanda à ses anciens confrères les conséquences qu'elles renfermaient, et d'idée en idée il les poussa à la dernière conclusion du fouriérisme. — Le principe est juste, disait-il, il faut réhabiliter l'amour, l'instinct, le travail, le talent, toute la nature humaine; mais pourquoi fonder une papauté? pourquoi copier le moyen-âge, mettre le plaisir en procession, le travail en religion? Loin d'arrêter, loin de contredire le saint-simonisme, il faut le doubler, et ici l'industrie attrayante et l'enchantement du phalanstère viennent achever la rédemption entreprise par Saint-Simon. Au moins le fouriérisme évite les gendarmes.

En présence du parti républicain, la tactique changea : les initiés ne tenaient aucun compte des principes; ils réduisirent donc la question révolutionnaire à une question de finance. Dès-lors, qu'était la république? La suppression de la liste civile. Qu'importaient, grand Dieu! quelques centimes de plus ou de moins à des hommes qui rêvaient un avenir pantagruélique? Même dédain pour toutes les réformes administratives proposées par la démocratie, même horreur pour les réformes politiques, parce qu'elles amenaient le désastre matériel de la guerre. On justifiait ainsi la révolution dans le passé, on l'accusait dans l'avenir; on la repoussait dans les idées, on la voulait dans l'industrie. Quand cette contradiction éclatait, *la Réforme industrielle* aux abois biaisait, louvoyait, courait des bordées. Sans l'accepter, sans la repousser, M. Jules Lechevalier en concluait que le fouriérisme travaillait dos à dos avec les démolisseurs. — Depuis trois siècles, disait-il, la religion, la politique, l'industrie, la famille, tout s'écroule; désormais on est arrivé à l'anarchie la plus profonde; le dernier mot de l'économie politique formule cette anarchie; on laisse faire la banqueroute, l'agiotage, la féodalité industrielle, le commerce menteur. Maintenant il faut reprendre le travail au rebours : les démolisseurs commencent par attaquer la religion pour organiser le travail, nous organisons le travail pour refaire la société; les démolisseurs marchent de la réforme sociale à la réforme industrielle, nous partons de la réforme industrielle pour arriver à la réforme sociale. Pour organiser un village, ils veulent s'emparer d'un empire. Nous ne demandons que l'essai d'une colonie pour régénérer le monde sans émeute, sans guerre,

par la seule force de l'attrait. — Au reste, pour secouer le parti républicain, insensible aux charmes de l'industrie attrayante, on empruntait les armes du parti conservateur, sauf à combattre ensuite les conservateurs avec les armes du parti républicain.

Cette propagande produisit sur la presse un effet irrésistible, mais fort imprévu; le magicien, sorti enfin de son obscurité, fut accueilli par des éclats de rire, et la fantasmagorie du phalanstère redoubla l'hilarité universelle. On devine l'exaspération des initiés; ils ne comprirent pas qu'on se moquât du rédempteur des civilisés. Pour parer au scandale, il fut résolu au sein de la petite congrégation de monter à l'abordage de tous les organes de la presse civilisée, de les couvrir de honte et d'y introduire de vive force les lois de la véritable sagesse. Les initiés se lancèrent dans toutes les directions et présentèrent des analyses du système à tous les journaux; quand on refusait d'insérer leurs articles, *le Phalanstère* dénonçait les coupables; quand on les acceptait, *le Phalanstère* ne se possédait plus de joie. Les initiés s'attendaient à la catastrophe de la civilisation. Un obstacle se présenta bientôt : la tolérance la plus débonnaire ne pouvait laisser passer les bacchans et les bacchantes, malgré le cortége des vestales et des vestels; les initiés avaient eu beau multiplier leurs efforts, ils restaient sous le coup d'une accusation d'immoralité trop bien fondée; pour gagner du temps, ils imaginèrent d'ajourner indéfiniment la rédemption de l'animalité. Pour le moment, les accords en majeure devaient seuls fonctionner; la mineure de l'adultère était réservée à des temps meilleurs. Nouvelle modification, nouvelle concession à la faiblesse des civilisés; malheureusement, en moralisant le phalanstère, on le détruisait. N'oubliait-on pas qu'il fallait proscrire la morale subversive des civilisés? Que devenait la rédemption du magicien, si on admettait cette monstreuse invention du devoir?

Les anti-requins et la poste aux lions, avec l'entourage des lunes et des aurores boréales, étaient un vrai crève-cœur pour les sages du phalanstère. Ils n'y croyaient pas beaucoup, et les épigrammes tombaient comme la grêle sur le petit groupe des initiés. Les sages criaient à l'ignorance, à la calomnie, à l'imposture; enfin ils déclaraient, de guerre lasse, que la cosmogonie de Fourier était une sorte de poésie, un simple ornement du système. Nouvelle concession à la faiblesse des humains, nouvelle imprudence qui compromettait la véritable sagesse. La rédemption morale du magicien s'expliquait et s'excusait par la transfiguration du monde physique : on conçoit qu'il n'y ait ni gêne morale, ni abnégation, ni sacrifice en paradis. Comment admettre l'essor des passions sans accueillir les anti-requins? Pour rester fidèles à la parole du maître, en contentant leur propre incrédulité, les initiés imaginèrent un curieux expédient : ils ajournèrent à la fin du monde la complète vérification du système.

Les initiés ne cessaient pas de réclamer la fondation du phalanstère: ils espéraient ainsi dessiller une fois pour toutes les yeux des civilisés. Toutes les questions du jour étaient traitées au point de vue fouriériste. On montrait

les avantages de l'industrie attrayante : le roi, les chambres, les partis, les démocrates, les conservateurs, avaient besoin du travail instinctif; le phalanstère était la panacée universelle, la seule voie de salut pour les pauvres et pour les riches. MM. Considérant, Abel Transon, Jules Lechevalier, faisaient des cours, voyageaient pour recruter des adeptes; on multipliait les appels aux capitalistes pour ramasser le monceau d'or qui devait attirer tous les trésors. A la fin, on entraîna MM. Dulary et Devay, l'un député, l'autre médecin, tous deux propriétaires à Condé-sur-Vesgre, et un moment on se crut sur le point d'assister au spectacle de l'industrie attrayante. Suivant Fourier, le phalanstère devait gagner, rien que sur les spectateurs, 50 millions en deux ans; la dernière heure de la civilisation allait sonner. Là encore la doctrine de Fourier subissait, au contact des idées révolutionnaires, une dernière transformation. Nous avons vu que cette doctrine repose sur deux sortes de preuves, les unes expérimentales, les autres magiques. L'expérience montre la possibilité, le nombre la réalise. Les disciples de Fourier, recrutés tous sur le terrain des sciences positives, étaient incapables pour la plupart aussitôt qu'ils sortaient de leur spécialité. En discutant les extrêmes possibilités du radicalisme, ils avaient accepté le phalanstère comme le pandémonium des plus heureuses possibilités démocratiques. Surpris, enveloppés par les preuves extérieures, ils étaient tombés au pouvoir du magicien sans croire à la magie. Il en résulta que l'on prit la conséquence, et on oublia le principe; on prit l'enchantement de l'industrie attrayante, et on supprima le nombre qui le crée, la musique qui le démontre. Les disciples, en hommes positifs, se rapprochaient du sens commun, mais ils tombaient dans la plus grossière des contradictions; ce n'étaient pas même des disciples, c'étaient des croyans égarés qui prenaient la rédemption du phalanstère pour un progrès démocratique.

L'immense distance qui séparait le maître des disciples ne tarda pas à se révéler dans le journal même. Le magicien devenu journaliste écrivait à côté des siens; les disciples l'appelaient le *révélateur,* le *démiourgos du monde sociétaire*, l'*architecte du bonheur sur la terre*. Jamais pourtant un mot de sympathie, d'éloge, d'encouragement du maître aux disciples; il les fascine, et il garde le secret de la fascination. Quelquefois les adeptes se laissent gagner au sens commun; alors le magicien les réprimande, les appelle *les disciples aventureux*, les met dans l'alternative de rejeter ou d'accepter tout son système. Les fouriéristes parlent en hommes de parti, ils donnent un faux air raisonnable au fouriérisme. Le magicien marche isolé, il a le don des miracles, il ne prend la parole que pour opérer des enchantemens. D'un seul coup, il annonce l'abolition des droits réunis, l'affranchissement des nègres, l'extirpation de l'indigence, l'émancipation des hommes, des femmes et des enfans; il assure une fortune subite aux savans et aux artistes; il délivre les rois des terreurs de l'émeute, etc. Que les journalistes propagent son système, ils deviendront les médiateurs des peuples et des rois, et toutes les phalanges du globe se réuniront pour leur assurer 500,000 francs de re-

venu. On parlait de fonder des colonies agricoles; quelle misère! la meilleure de toutes, celle de Wortell, s'est-elle propagée en Europe par explosion? Possède-t-elle le secret de l'attrait qui aurait renversé la civilisation? La civilisation ne peut dépenser la centième partie de la somme nécessaire pour la réaliser. Et Fourier demandait un million pour une épreuve; il étouffait de dépit en voyant l'or que l'on jette par monceaux en mille entreprises, tandis que le globe, le paradis lui échappait faute d'un million. On veut fortifier Paris, prodiguer ainsi des centaines de millions dans une œuvre de guerre, et le magicien, avec un million, aurait extirpé à jamais la cause de toutes les révolutions, de toutes les guerres. Le ministère anglais venait de dépenser cinq cents millions pour émanciper les nègres des colonies américaines; avec un million, Fourier aurait affranchi tous les esclaves du globe, résolu tous les problèmes de finance et de politique. Avec un million, il aurait concilié la contradiction actuelle du libre arbitre et de la Providence, il aurait montré s'il y a une Providence, si Dieu est associé avec l'homme, car, disait-il, « il semble associé avec les démons; on dirait qu'il a confié aux mauvais génies toutes les sociétés, à Belzébuth les sauvages, à Moloch les barbares, à Satan les civilisés. » Le million ne venait pas, et Fourier de s'écrier : *Habent oculos et non videbunt;* si Napoléon l'avait écouté, il aurait sauvé cent trente millions de victimes; si la restauration l'avait écouté, Charles X régnerait encore; si la France de juillet l'écoutait, en quinze jours elle partagerait avec la Chine le protectorat du globe.

Le magicien aurait volontiers foudroyé cette race laide et méchante des civilisés, tous ligués, tous armés contre lui pour soutenir cette hideuse civilisation! Ils disent qu'ils défendent la propriété; les malheureux l'écrasent avec le maximum républicain et l'indemnité légitimiste! Ils disent qu'ils défendent la famille, la moralité, eux, les hommes aux mille prostituées, aux cent quarante-quatre espèces d'infidélités qui circulent dans toutes les maisons! Lui, Fourier, aurait garanti l'amour avec les vestales, les bacchantes, la double polygamie et une quarantaine universelle pour supprimer certaines maladies. On riait, il demandait son million; on riait encore, il voulait mettre les journalistes sous la censure d'une chambre de discipline, et il demandait toujours son million. « Il y a perfidie, disait-il, chez les philosophes qui veulent empêcher l'examen et l'essai de ma théorie avec un torrent de calomnies et un fatras d'absurdités dont je n'ai jamais écrit une ligne. » Voyez la calomnie; on dit qu'il donne à l'homme une queue de trente-deux pieds; cette queue ne sera que le privilége exclusif des solariens, et qu'on le sache, elle donnera « garantie de chute, arme puissante, ornement superbe, force gigantesque, dextérité infinie, concours à tous les mouvemens du corps. » Un journal lui a fait transformer l'eau de la mer en limonade. Non, jamais il n'a écrit pareille chose, mais Jupiter, en s'approchant de la terre, donnera à la mer *un goût mitoyen entre l'aigre de cèdre et l'eau de Seltz*. Fourier croyait fermement à tous ces prodiges; on criait à l'impossible, les savans passaient outre, et le magicien de se comparer à un

homme qui se serait présenté à Auguste avec les découvertes du monde moderne. Les civilisés, disait-il, ont retardé toutes les découvertes, éconduit, tourmenté tous les inventeurs; qu'ils refusent donc le million du phalanstère. *Habent oculos et non videbunt.*

Vers la fin de 1834, le journal tomba en agonie; on désespéra d'organiser la colonie de Condé-sur-Vesgre. Pendant quelque temps, Fourier resta presque seul à *la Réforme industrielle.* Il n'en fut que plus libre et plus grand, il se surpassa lui-même. Les trois mille candidats du phalanstère se présentaient sans cesse à son imagination, il continua de les interpeller nominativement; il distribuait des royaumes imaginaires et conviait les rois, les grands, les capitalistes, aux miracles de l'industrie attrayante. Tandis que les avantages grandissaient, l'épreuve était mise au rabais. Fourier proposait *une épreuve minime en travaux à courtes séances appliquée à cent soixante enfans de trois à douze ans.* « Ne pourrait-on pas, disait-il, aujourd'hui obtenir d'une réunion d'enfans plus de prodiges que de tous les aréopages scientifiques? Revenons donc aux enfans pour dessiller les yeux des pères et leur présenter la planche de salut, l'industrie attrayante en courtes séances. Voir en petit, essayer en petit, tel est le goût dominant des Français; ils n'aiment que les extrêmes, le très petit en essai et le gigantesque en duperie. Prenons donc le monde comme il est, donnons donc aux Français le plan d'un très petit essai sur de petits enfans en cultivant un petit terrain avec un petit capital et un petit mobilier industriel. C'est, je l'espère, assez de petitesse pour me mettre au niveau de la ci-devant grande nation qui a conquis tant d'empires et n'a jamais su conquérir le sien, réunir cette France dont sept millions et demi d'habitans sont encore au pouvoir de l'ennemi sur le continent... Fulton aurait dû construire ou proposer seulement une petite chaloupe mignonne qui aurait démontré en petit le pouvoir de la vapeur, et sa nacelle aurait conduit de Paris à Saint-Cloud, sans voiles ni rameurs, ni chevaux, une demi-douzaine de nymphes qui, au retour de Saint-Cloud, auraient ébruité le prodige et mis tout le beau monde parisien en émoi. »

Rien n'égale le mépris du magicien pour la France, pour ces *petits Français,* le peuple *vandale,* « le plus mal gouverné de l'Europe, le plus dévoré par les sangsues, le plus inepte en politique extérieure, le plus prodigue du sang des soldats, le plus dupe en dénouemens de guerre, en traités et en alliances, le plus favorable aux charlatans et aux agitateurs philosophiques, le plus hostile envers les inventeurs, etc. » Que l'Angleterre vienne donc enlever le grand inventeur à ces *petits Français,* qu'elle fonde le phalanstère, qu'elle laisse à la France son initiative de vandale pour prendre l'*initiative de la libération du globe.* L'argent manque, on ne peut fonder la colonie de Condé-sur-Vesgre, le magicien se voit écrasé par l'incurie et la méchanceté des civilisés. Le souvenir de l'empereur qui perd son trône à Waterloo se présente alors à son esprit; mais point de malheur qui ait le droit de fraterniser avec lui. « Bonaparte, dit-il, a perdu son trône par un acte de

couardise philosophique (par respect pour le commerce). Il avait épousé la timidité politique des Français; lui qui avait su créer une fabrique de rois n'osa pas créer une fabrique de chapeaux rouges. L'éducation française a causé sa perte, elle a fait de lui un despote, un esprit faussé, un avorton en tout autre emploi que la guerre. » Non, le magicien ne cède pas comme l'empereur, il ne cède pas aux *poltrons scientifiques*, *aux Français asservis aux superstitions académiques*. Qu'on tremble, qu'on crie, qu'on se moque de lui; il continue sa route, il vit de la vie des harmoniens, il tourne sans cesse le kaléidoscope de la musique mondiale, il voit l'homme qui acquiert la vue du coq et contemple le soleil, il voit les nègres de l'Afrique blanchis; la nature prend la parole; le chat, le singe, le choux-fleur, persiflent les civilisés. C'est en vain qu'on veut calmer sa fièvre, on le supplie de supprimer son monologue, d'ajourner sa cosmogonie, on le prie de ne pas soulever autour de lui ce rire olympien qui le tue. « Je ne ferai pas de basses concessions, dit-il; je cède quelque chose à la petitesse de mon siècle, mais rien de trop. Parlant à des pygmées, à des lilliputiens, je veux bien me rabaisser un peu à leur niveau en admettant, s'ils l'exigent, que mes théories d'analogie et de cosmogonie sont de jolis romans; mais je prends date, je fais acte de possession de ces prétendus romans qui seront bientôt de sublimes vérités, et dont on regrettera amèrement de n'avoir pas favorisé le public. Il en coûtera bien des efforts pour trouver après moi ce qu'on aurait pu obtenir de moi. »

Tout s'écroulait autour de Fourier, le phalanstère, l'école, le journal même; par un suprême effort, le magicien concentra toute sa puissance sur le dernier numéro de *la Réforme industrielle*, et Fourier remporta sa dernière victoire en éblouissant le public avec l'immense féerie de *la Fausse Industrie* (1). Dans ces pages, qui sont comme le testament de Fourier, éclate le paroxisme de sa fureur apocalyptique. Le célèbre *puff* américain des découvertes de Herschell sur le monde de la lune avait fait espérer à Fourier la vision directe du phalanstère dans les planètes : un moment le magicien se crut sauvé; quand le *puff* fut démasqué, les civilisés éclatèrent de rire comme d'habitude; il y avait là une méprise à décontenancer Bouddha et ses douze apôtres. Voici la réponse de Fourier : « Le *puff* américain, dit-il, prouve 1° l'anarchie de la presse; 2° la stérilité des conteurs extramondains; 3° l'ignorance des *coques atmosphériques;* 4° le besoin d'un *mégasco-télescope*. » Il attendait, ajoute-t-il, cette découverte de Herschell, puisque cet astronome pouvait faire accepter ses inventions par les civilisés. Pour lui, il se trouve enveloppé, réduit au néant par *les entraves du faux savoir*. Fourier les dénombre; ce sont la métaphysique, la politique, la morale, l'*économisme*, les tartufes, les charlatans, la méfiance, la crédulité du public, le journalisme, les vices du caractère français, l'anglomanie, l'extéromanie, le

(1) L'article destiné au dernier numéro de *la Réforme* devint sous ce titre un ouvrage en deux volumes, publié en 1835.

besoin de médisance, la calomnie qui accouple le phalanstère au saint-simonisme, le faux libéralisme, les paniques du gouvernement. Le magicien classe sous vingt-huit catégories tous ses adversaires, il jette en quelques lignes le plan d'un ouvrage contre cette armée qui l'enveloppe; puis, toujours à propos du *puff* américain, il démontre l'anarchie de la presse; pourquoi n'y a-t-il point de gendarmes qui arrêtent une fausse nouvelle sur la route? Faute de surveillance, le monde scientifique est exposé à toutes les supercheries. Heureusement les planètes vivent, elles organisent nos fleurs, nos animaux; en même temps, elles nous enseignent le phalanstère, elles critiquent notre faux savoir. Vénus crée sur la terre la mûre des ronces, symbole de la morale, et la framboise remplie de vers, symbole de la contre-morale prêchée dans les théâtres; ce sont les planètes vivantes, et non pas la lune, *satellite cadavérisé* qu'il faut étudier d'après le magicien, et, dans son sommeil magnétique, il voit la fausse sagesse anéantie s'évanouir comme la fumée devant une découverte astronomique. Il voit le mégasco-télescope révélant le règne de l'harmonie dans Jupiter; la nouvelle arrive aux Tuileries, le roi convoque les philosophes. « Je vous ai rendu, dit-il, vos trente fauteuils que vous avaient ôtés Napoléon et Louis XVIII; en remerciement, vous me cachez l'invention dont j'avais besoin plus qu'aucun souverain. Voyez le bonheur réalisé dans cet astre. — Sire, on ne se serait pas douté de cela, le divin Platon et le divin Sénèque n'en avaient rien dit, on ne pouvait deviner. — On le pouvait si bien qu'un homme vous a donné en grand détail le calcul de la mécanique sociétaire des passions, et vous lui avez adressé un torrent d'injures. — Sire, ce sont quelques journalistes, des écrivains qui ont besoin de gagner 100 francs pour un feuilleton. — Eh bien! ces zoïles à 100 francs pièce sont maîtres de l'opinion. — Sire, on a obtenu une nouvelle loi sur la presse. — Elle est si mauvaise, que les zoïles redoublent de vandalisme; depuis cette loi, on a dénigré la plus belle invention de Fourier, la mécanique des passions. — Que voulez-vous, sire, qu'on en dise? cet homme veut créer la bête de l'apocalypse. — En êtes-vous bien sûrs? Pouvez-vous montrer cette annonce imprimée par lui? — Non, mais nous avons lu dans une gazette qu'on a dit qu'on a ouï-dire qu'il a dit ça.... » Là-dessus le roi en colère prend à l'instant même des mesures pour que l'essai soit fait avec 1 million à prélever sur les 3,300,000 francs de la succession Brezin. Et dès-lors on entre en harmonie.

Voilà, en peu de mots, l'homme tout entier. Chaque page de *la Fausse Industrie* indique la même exaltation cérébrale, le même renversement de toutes les idées, la même folie lucide, détaillée, précise, arithmétique; c'est un travail de condensation qui épouvante; on est saisi de terreur devant cette hideuse identification du génie et de la folie. — Cependant, au moment même où le délire de Fourier atteignait son paroxisme, l'école entrait dans une voie qui devait rapidement l'éloigner du maître. A la période d'enthousiasme et de rêverie allait succéder l'ère des expédiens et des transactions.

V. — SECONDE PHASE. — LES INITIÉS ET LES PROFANES. — LA PHALANGE.

Le cénacle des initiés éprouva de poignantes angoisses quand *la Réforme industrielle* eut cessé de paraître. Long-temps on dissimula l'échec, on affirma que l'école grandissait; mais, entre eux, les initiés durent s'avouer que les cours, les leçons, la propagande, n'avaient abouti qu'à compromettre les sages aux yeux des simples civilisés. Le chef même de l'école, M. Lechevalier, après avoir tenté un dernier essai dans la *Revue du Progrès social*, avait commis le péché de civilisation; M. Abel Transon, l'un des initiés les plus vénérables, désertait à son tour pour passer à ce *contre-pivot du fouriérisme* que les civilisés appellent l'ultra-catholicisme. Tout était à refaire, on était encore comme au commencement des choses, et les initiés, réunis autour du magicien, délibérèrent de nouveau comment on pourrait enlever le monde aux civilisés. Les uns proposèrent d'agir dans l'ombre, de se glisser dans les journaux, de passer des journaux au pouvoir, et là, par un coup d'état, d'installer l'industrie attrayante dans le gouvernement. Le magicien et la majorité se méfièrent de ce plan; les initiés, livrés à eux-mêmes, auraient pu se civiliser; on se décida pour une guerre ouverte. L'église phalanstérienne fut réorganisée; on fonda un *centre-directeur*, l'effort dura deux ans; enfin, en 1836, la véritable sagesse triompha, et *la Réforme industrielle* parut sous le nouveau titre de *la Phalange*. La direction de la nouvelle église fut confiée à un adepte, M. Victor Considérant, très affermi dans les croyances phalanstériennes.

Depuis 1824, M. Victor Considérant avait été saisi de la monomanie du groupe et de la série. Officier distingué dans le corps du génie, il abandonne la carrière militaire, offre sa démission, se dévoue à l'avenir harmonien, et personne, nous nous plaisons à le reconnaître, vers 1834, ne savait mieux que lui faire la différence d'un anti-requin et d'une anti-baleine. Cette exubérance d'érudition fouriériste déborde dans le livre de la *Destinée sociale*. M. Considérant excelle à montrer la *fougue enthousiaste de l'accord*, l'*acharnement rivalisé du discord*, les *groupes engrenés, rivalisés, conjugués;* tous les fourneaux du phalanstère fonctionnent avec fureur, les *temps gastrosophiques* approchent; le livre est imprégné de parfums culinaires, il y a même un peu de musique. Le bonheur se propage par explosion, et on épargne 1,285,000 francs dans le décrottage des bottes. L'ouvrage est dédié au roi. M. Considérant imitait Fourier en tous points, il maniait à merveille les pivots, les contre-pivots; il torturait la langue, il couchait, il renversait les lettres alphabétiques; ses écrits, pour me servir de son style, étaient assaisonnés avec force invectives *abracadabrantes et supercoquentieuses :* c'était, en un mot, la vulgarité moins la poésie du magicien. Son idée de prédilection, sa métaphysique, sa sagesse, étaient de racheter le monde de l'esclavage des idées, de la tyrannie du devoir, de la loi du sacrifice. Sans doute, disait-il, Jésus-Christ a bien fait de prêcher l'association universelle;

mais il est tombé au-dessous de Moïse en prêchant l'abnégation. Il a voulu diminuer le mal avec la morale; a-t-il réussi? Nullement, le mal subsiste. Il faut donc revenir aux saines doctrines du paganisme, perfectionner le christianisme avec la religion du plaisir, porter l'essor des passions dans l'église universelle, et ici le magicien se présentait au néophyte comme le rédempteur du devoir appelé à nous délivrer de la fastidieuse contrainte de la vertu. Suivant lui, le fouriérisme n'était ni une secte, ni un système, ni une religion; c'est la vérité pure, absolue, une science rigoureuse et mathématique.

L'échec de Condé-sur-Vesgre exaspéra le nouvel adamite; il vomit un torrent d'injures contre les civilisés, il attaqua les conservateurs avec les démocrates, les démocrates avec les conservateurs, la religion avec la philosophie, la philosophie avec la religion : les sectes, les partis, les systèmes, les idées, tout était livré à l'exécration des sages. Un jour, il annonçait à l'Hôtel-de-Ville la *rédemption du devoir;* l'autre jour, il annonçait aux simples civilisés qu'on assistait à *la débâcle de la politique,* à *l'agonie de la civilisation.* Il y avait un peu de scandale, et l'attention se réveillait. On conçoit le ravissement des initiés : M. Considérant devint le pivot du cénacle; on lui conféra la suprématie spirituelle.

Une fois investi de la direction suprême, M. Considérant, en qui l'exaltation phalanstérienne n'avait pas détruit un certain sens de la vie pratique, comprit qu'il y avait dans le monde le possible et l'impossible. Il voulut se rendre possible : il eut une tactique, des secrets; il se comparait à un général d'armée qui ne peut livrer ses plans de bataille. Pour combattre, il fallait un journal; le journal parut : pour gagner du terrain, il fallait se civiliser; on baissa le ton, et M. Considérant insista sur la nécessité de ménager la lumière au faible entendement des civilisés. *La Phalange* fut destinée en grande partie à surprendre les profanes par l'exposition de quelques projets économiques qui devaient préparer les voies à la véritable sagesse. Soumis à l'ascendant du pontife, les initiés ressemblaient à une compagnie d'éclaireurs qui attendent le commandement du général. L'ébullition démocratique avait disparu; M. Considérant avait séparé nettement le fouriérisme de la démocratie, alors compromettante.

Soit épuisement, soit prudence, peut-être par dédain, Fourier se tint à l'écart du nouveau journal; il ne donna à *la Phalange* que quatre articles : ce sont les derniers traits lancés contre le monde civilisé par le magicien qui se meurt. Fourier se moque du christianisme, de la morale de Fénelon, des philanthropes, et, voyant ses disciples prêts à transiger, il prédit un nouveau Virgile qui s'emparera de sa théorie, affectera de la combattre en partie, la mettra au service de la morale, de la philosophie, et fera à merveille son chemin dans le monde. Comme on voit, le Virgile était né, il était à ses côtés : c'était M. Victor Considérant.

Dans ses derniers jours, Fourier s'isola, s'exalta de plus en plus; jamais il ne douta un instant de sa conception; il voyait, il touchait son système; à

ses yeux, la nature était déjà transfigurée. Le magicien s'éteignit, profondément convaincu qu'il allait jouir des délices de la vie aromale. Si la perversité des hommes lui avait arraché sa couronne d'omniarche, il avait la certitude absolue que des myriades d'astres entravés dans leur marche ascendante par les miasmes de la civilisation allaient revenir sur leurs pas pour forcer la race humaine à rentrer dans le nombre de l'harmonie universelle.

A la mort de Fourier, *la Phalange* déclara qu'elle garderait le deuil jusqu'aux jours de l'harmonie; le corps du magicien fut inhumé provisoirement dans un cimetière de la civilisation, en attendant le moment où il devait être transporté dans la capitale du globe et déposé dans un monument qui aurait surpassé tous les monumens de la terre. On commenta toutes les notices publiées à l'occasion de la mort de Fourier; on vit dans les sympathies des journaux un signe évident du repentir de cette civilisation si cruelle dans son indifférence. Les sages, moitié heureux, moitié troublés, s'empressèrent de retourner à leur enseignement, et reproduisirent dans *la Phalange* leurs propres ouvrages. Il fut même question, je crois, d'un phalanstère en miniature.

La Phalange fut suspendue, et les sages comprirent enfin les dangers de l'orthodoxie. Désormais le dieu n'était plus là pour contrôler, le pontife pouvait agir; M. Considérant se mit à l'œuvre, il y eut revirement, et on cingla rapidement vers les régions lointaines du sens commun. *La Phalange* reparut sans prendre le deuil, le phalanstère était enterré dans les cartons de deux architectes, on ne parla presque plus de l'industrie attrayante, on organisa l'enseignement des profanes; les sages gardèrent pour eux-mêmes le secret de la véritable sagesse. Comme premier degré d'initiation, *la Phalange* demandait (qui pourrait le croire?) que les civilisés se délivrassent de l'esclavage des principes pour s'associer, abstraction faite de toutes les idées. Les partis, disaient les sages de *la Phalange,* luttent-ils pour leurs intérêts : tous ont raison, les républicains, les légitimistes comme le juste-milieu; les intérêts (en d'autres termes l'égoïsme) sont sacrés. Les partis luttent-ils pour les principes : tous sont dans l'erreur; il faut s'embrasser. Voilà le programme de *la Phalange.* Elle prétendait ne pas croire; la foi des civilisés l'irritait, l'égayait; le feuilleton était consacré au compte rendu de la comédie parlementaire, quand on ne vouait pas à une sainte indignation *ce ramassis de contradictions grecques, romaines, anglaises, américaines, qui conduisent les peuples au carnage.* Jusque-là on attaquait tout le monde, on élevait partout des barrières, et le fouriérisme ne pouvait trouver aucune issue en civilisation. A l'époque de la coalition, M. Considérant s'en aperçut; dès-lors il personnifia dans M. Thiers le parti du mouvement, dans M. Guizot le parti de la résistance; il reproduisit contre les deux chefs de la coalition toutes les diatribes déjà lancées par Fourier contre les démocrates et les conservateurs. Le chef de l'église, le disciple du magicien, avait pris rang parmi les conservateurs excentriques. Le préfet du Haut-Rhin appuya sa candidature. M. Considérant ne fut pas élu, mais le phalanstère se crut dès-

lors sur le chemin du pouvoir. L'itinéraire était déjà fixé. Il était beau de voir la petite phalange se déchaîner furibonde contre M. Thiers. Les phalanstériens pouvaient attaquer la société, inspirer la haine contre la civilisation, rejeter tous les principes, enfanter de nouveau la société par l'essor des passions, créer des dignités par la force des *vilains goûts*, cela était légitime; mais que M. Thiers osât considérer le traité Brunow comme une injure faite à la France, qu'il voulût fortifier Paris, risquer une réforme électorale, c'étaient là des actes subversifs, barbares, sanguinaires, *anti-chrétiens*. M. Thiers voulait renouveler les horreurs de l'empire, incendier l'Europe, s'emparer de la dictature de la France : il chargeait le pistolet de Darmès. Après les diatribes contre M. Thiers, empruntées aux conservateurs, venaient les pointes contre M. Guizot, empruntées aux démocrates; puis l'attaque devint régulière, après que M. Thiers se fut retiré des affaires. *La Phalange* ne voulait pas de la résistance; elle voulait le mouvement paisible, très paisible; elle s'échauffait sur la nécessité de l'ordre et de la paix : par momens toutefois il lui prenait des quintes d'une toux révolutionnaire à couvrir les cris les plus aigus du communisme : non pas qu'elle provoquât à la guerre, à l'émeute, non certes, mais il fallait se bien garder de la pousser, car les initiés eux-mêmes auraient pu mettre *un pied dans la révolution*. Au reste, *la Phalange* déclarait en toutes lettres qu'un gouvernement étant une garantie d'ordre, elle défendrait toujours *à priori* tout gouvernement établi, par cela même qu'il était établi; elle ajoutait qu'elle le défendrait, fût-il légitimiste, contre les républicains; fût-il républicain, contre les légitimistes. Révolutionnaires, contre-révolutionnaires, légitimistes, républicains ou juste-milieu, les nouveaux adamites avaient un système commode. Comment les attaquer? Ils voulaient l'ordre, la liberté, l'association universelle, et le bonheur du genre humain.

Les sages ne parvenaient à concilier la résistance et le mouvement qu'en professant le plus souverain mépris pour les contradictions. S'agissait-il de la réforme électorale : les démocrates de toutes les nuances avaient tort. La réforme n'allége pas les chaînes du *travail répugnant;* le peuple n'a pas d'idée organique, il n'est pas initié, il veut tyranniser; *il ne tient pas assez compte de la misère des riches :* la réforme d'ailleurs ne multiplie pas les comestibles. Toutefois, les conservateurs qui repoussaient la réforme avaient tort comme les démocrates, et *la Phalange* proposait une manière de compter les voix qui aurait donné vingt fois gain de cause à cette opposition si abhorrée et si anarchique. S'agissait-il de la presse, *la Phalange* faisait en même temps l'apologie de la liberté de la pensée et des lois de septembre. Quant à l'Université, à en croire les fouriéristes, elle prêchait le régicide. « L'émeute et l'assassinat, disaient-ils, ne sont que la conclusion des prémisses posées par les hommes qui sont chargés de l'enseignement universitaire, et que la presse applique à la société contemporaine. — Si le roi ne peut sortir des Tuileries, la faute en est à la politique et à la philosophie. » Plus tard, quand le ministère faisait des concessions aux évêques, quand il sacrifiait

quelques professeurs, quand il intimidait les autres, *la Phalange* défendait l'Université. Impartiale et désintéressée cette fois, elle signalait nettement la mauvaise tendance du gouvernement et l'impudence des journaux religieux. Se présentait-il une question administrative, *la Phalange* se plaçait constamment au point de vue démocratique; elle attaquait la féodalité de la grande industrie dans tous les actes de la chambre : dans les questions politiques, au contraire, constamment conservatrice, *la Phalange* défendait avec acharnement les deux cent mille électeurs qui disposent de la chambre, cette même féodalité industrielle qu'il s'agissait de supprimer. S'agissait-il de défendre les intérêts des masses des ouvriers, de la petite industrie : l'état devait intervenir dans le mouvement industriel, le diriger, et toutefois la direction, l'intervention populaire, était confiée par les sages à cette haute bourgeoisie qu'ils accusaient de tyrannie. Même contradiction dans la politique extérieure : les initiés la traitaient comme si elle se réduisait à une simple administration démocratique des intérêts de tous les peuples. On proposait donc une flottille neutre, *omnicolore* sur toutes les mers pour veiller à l'intérêt universel; on voyait déjà *les états-généraux de l'humanité* convoqués à Constantinople, la capitale du monde, et jugeant paisiblement tous les différends de la diplomatie : on réclamait le percement de l'isthme de Panama, de l'isthme de Suez, l'initiative de la France dans toutes les affaires du monde, l'association démocratique de l'Orient, de l'Occident, de l'Amérique. Il n'y avait à de tels vœux qu'une seule conséquence logique, c'était la guerre, mais la guerre pouvait réveiller toutes les idées de la tradition révolutionnaire, et les sages, pour l'exécution de leurs projets, s'en rapportaient au gouvernement anglais, qui serait enchanté de perdre la suprématie des mers, aux deux cours de Berlin et de Vienne, naturellement bien disposées pour toutes les idées démocratiques; enfin, à la diplomatie, qu'on connaît pour essentiellement désintéressée et humanitaire! Fourier avait voulu donner à la France le protectorat d'une troisième partie du globe et marier les fils du roi par la grace du phalanstère. Impuissans à réaliser l'explosion culinaire du groupe et de la série, les initiés indiquaient un moyen nouveau pour agrandir la France et lui assurer toutes les initiatives : ils proposaient de la désarmer, de renoncer à la guerre, d'abjurer à jamais la révolution. Suivant eux, quand l'étranger aurait cessé de craindre les forces révolutionnaires de la France, la France pourrait prendre toutes les initiaves révolutionnaires du globe.

La Phalange serait tombée vingt fois, si les initiés n'avaient pas su tremper à propos dans la civilisation. On comptait parmi les fouriéristes des hommes distingués, tous liés entre eux par l'amitié la plus touchante; ils faisaient hommage à l'ombre du magicien de toutes les idées les plus étrangères au fouriérisme : on accepta ces idées comme des transitions nécessaires et proportionnées à l'ignorance de l'époque actuelle. Si la prétention était bizarre, quelques-unes des idées ainsi adoptées étaient raisonnables. L'attention générale se porta sur un projet de réseau national des chemins de fer proposé

par M. Perreymond. Quand même le beau projet de M. Perreymond n'aurait pas été admissible en entier, quand même, à propos d'autres projets, *la Phalange* n'aurait fait que résumer les vœux de quelques économistes ou des conseils généraux, quand même elle se serait bornée à se tenir au niveau de l'idée démocratique, il faut reconnaître que sa polémique sur les chemins de fer était habile et vigoureuse. Après ce succès, il fut possible de marcher. On oublia l'argot harmonien; on s'habitua à dissimuler l'immense bouffonnerie du fouriérisme; on se garda bien de réimprimer un seul des cent cahiers inédits de Fourier. Les critiques qui rappelaient les passages compromettans du magicien furent insultés; *la Phalange* n'avouait rien, ne désavouait rien. Impossible de la contraindre à réimprimer dans ses colonnes la vraie théorie de Fourier; elle refusait impitoyablement le droit de la juger aux malheureux civilisés plongés dans l'esclavage des principes. Les idées administratives portèrent bonheur au journal, qui trouva des adhérens; on saisit au vol les moindres paroles d'encouragement, on fit des efforts inouis pour ameuter les journaux des départemens contre l'incurie de la capitale, et, d'un autre côté, pour engager la polémique avec les grands organes de la presse parisienne et acquérir ainsi de l'autorité dans les départemens. Moitié habileté, moitié naïveté, les phalanstériens virent dans chaque évènement, dans chaque question soulevée par la presse, le progrès de leurs idées. *Nos idées,* disaient-ils, *arrivent à la chambre des pairs.* Dans la chambre des députés, MM. Jouffroy, Lamartine, A. de Gasparin, etc., se trouvaient rangés parmi les *expectans* du phalanstère. Il résulta tout naturellement de cette série de transactions et d'équivoques que M. Considérant arrivait en 1842 au conseil général du département de la Seine, où il fut appelé par des qualités que la civilisation avait su apprécier. Quelque temps auparavant, prié par les électeurs de s'expliquer sur la doctrine de Fourier, « ce n'est pas comme disciple de Fourier, disait-il, que je me présente aux électeurs... Je n'accepte la théorie de Fourier que sous bénéfice d'inventaire, et avec la sanction de l'expérience. » D'après lui, l'organisation du travail se réduisait « à quelque chose d'analogue à ce système d'asiles et de colonies agricoles qui ont été essayés en Hollande. » Pour le coup, c'était la débâcle du phalanstère.

Ainsi *la Réforme industrielle* s'était placée au point de vue radical, et *la Phalange* appartenait au juste-milieu. Les disciples de Fourier avaient débuté par démontrer la *nullité sociale de l'Evangile*, et ils s'étaient proposé dans la suite de réaliser le christianisme; ils avaient dénoncé la philosophie, et ils étaient devenus très obligeans pour les philosophes; ils avaient commencé par l'industrie attrayante, et l'association avait fini par les préoccuper exclusivement; la magie avait été le point de départ du fouriérisme, et les sages en étaient venus à essayer de l'administration. Malgré tant d'efforts, *la Phalange* perdait chaque jour du terrain. Heureusement les fées qui habitent le règne aromal récompensèrent enfin tant de persévérance. Le magicien avait attendu pendant douze ans, à midi, un protecteur mystérieux du phalanstère : un jour, trois ans après sa mort, ce protecteur se présenta, et, comme le

maître l'avait souhaité, c'était un Anglais, M. Young. Ses offres furent brillantes : le phalanstère fut ajourné, il est vrai, et l'on ne fonda qu'une modeste fabrique; mais *la Phalange* se releva, et à partir de cette époque, elle put paraître trois fois par semaine.

VI. — NOUVELLE PHASE DU FOURIÉRISME.

En se civilisant, les phalanstériens croyaient rester fidèles à Fourier, ils lui faisaient honneur de toutes les idées de la civilisation, et ils avaient fini par croire, dans la sincérité de leur cœur, à l'immense supériorité de *la Phalange* sur tous les journaux. On s'imagina qu'il ne restait qu'à paraître tous les jours pour conquérir le monde. On frappa donc un coup décisif, on s'écria : *la politique se meurt, la politique est morte*, et, par une contradiction nouvelle, on transforma *la Phalange* en un journal politique quotidien. Il va sans dire que les sages devaient régénérer le *premier-Paris*, entraîner la presse dans les voies du fouriérisme, diriger les journaux des civilisés; tout devait plier ou rendre les armes. On s'attendait si bien à ce miracle de la sagesse phalanstérienne, que les marques de sympathies données au nouveau journal démocratique furent consignées dans un bulletin journalier sous la rubrique : *mouvement de l'opinion;* les initiés ne doutèrent pas que le monde ne fût à eux. Bientôt cependant on s'aperçut que le *mouvement* de l'opinion avait cessé, les hommes étaient plus endurcis que jamais.

La Démocratie pacifique, journal des intérêts des gouvernemens et des peuples, adopta comme *la Phalange* le principe de l'association prise au point de vue matériel. Une série de projets sur les chemins de fer, les assurances, les caisses d'épargne, la réforme judiciaire, l'octroi, lui tint lieu d'idées. La plupart de ces projets ne sont pas nouveaux, c'est un héritage de *la Phalange*. On remarque, entre autres plans, la réforme de l'édilité parisienne, qui est encore une idée de M. Perreymond. A l'exemple de *la Phalange*, *la Démocratie pacifique* se montre conservatrice au point de vue politique, démocratique au point de vue administratif. Elle ne cesse pas d'attaquer la féodalité industrielle, et pourtant ne cesse pas de faire l'apologie de la politique qui la maintient. A l'extérieur, elle continue à proposer l'administration unitaire du globe, le congrès permanent de Constantinople, l'initiative universelle de la France, et elle insiste avec une vigueur nouvelle sur l'association des douanes françaises, belges, allemandes, italiennes; elle conseille la conquête de Madagascar, le système colonial de Louis XIV, une foule de merveilles politiques, économiques, sociales et morales. Toutes ces merveilles ne doivent pas coûter un coup de canon; *la Démocratie* déteste la guerre, et M. Thiers est toujours signalé comme le fléau d'une politique incendiaire; tout s'arrangera à l'amiable, sans coup férir, avec la permission de l'Angleterre, avec l'appui de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse. *La Démocratie pacifique* rend hommage dans son programme aux excellentes intentions des ministres de Vienne et de Berlin; pourquoi donc se fâcher?

Dans cette troisième phase du fouriérisme, la conversion des sages a fait de nouveaux progrès, ils ont tamisé de plus en plus la lumière, de crainte d'éblouir les lecteurs; l'orthodoxie, l'excentricité, pour mieux dire, a été reléguée dans le feuilleton. Autrefois, on rédigeait consciencieusement tous les ans le discours du trône, tel que le cabinet phalanstérien l'aurait conçu. Le roi ne manquait pas de dire que depuis 1830 il n'avait poursuivi qu'un seul but, la fondation du phalanstère; toutes les négociations avec les cours, toutes les mesures intérieures, avaient été ménagées de manière à pouvoir présenter à la France un ministère d'initiés. *La Démocratie pacifique* a fini par sourire elle-même, du moins en apparence, de sa propre naïveté. Jamais elle ne s'est plus rapprochée de tout le monde, jamais les *expectans* n'ont été aussi nombreux. M. Victor Hugo lui-même, le poète maudit par le magicien, constamment attaqué par les disciples, est réhabilité aux yeux des sages depuis certain discours où M. de Lamartine s'est nettement séparé de la secte. Des profanes distingués ont été admis à côté des rédacteurs orthodoxes. Jusque-là il y avait progrès; malheureusement la civilisation a introduit ses vices au sein du phalanstère. Les adamites de la politique ont perdu l'enthousiasme de l'âge d'or, l'innocence de l'âge d'argent, et, sans arriver à une conversion complète, ils se sont arrêtés dans une situation équivoque qui empire tous les jours. Le journal de la secte, s'admirant lui-même, a d'abord revendiqué modestement le droit de juger et de gouverner tous les partis. Je n'ai pas d'idées, s'est-il dit, donc je saurai juger toutes les idées, je suis impartial. Récemment les sages ont déclaré qu'ils avaient tué la politique (1). « Incontestablement le but spécial de notre travail, disent-ils, a été atteint; où sont aujourd'hui les partis de 1834 et de 1836? la débâcle de la vieille politique est consommée, les vieux partis sont brisés, anéantis. » Il n'y a donc plus ni légitimistes, ni républicains, ni juste-milieu; il n'y a plus en Europe ni gouvernemens absolus, ni diplomatie, ni catholiques, ni protestans; les querelles de l'Université, du clergé, ont cessé, et le tout grace à *la Phalange*. En vérité la mouche du coche avait plus de modestie. Après avoir enterré la politique, les sages ont inventé le socialisme et frayé la route au parti social. « L'organisation du travail, la grande idée soulevée au commencement du siècle par Fourier emporte dans son tourbillon, non-seulement ceux qui l'acceptent, mais encore ceux qui s'efforcent de lutter contre elle. » Les sages qui se vantent d'avoir tué la politique professent donc le socialisme, qui est la politique à sa dernière puissance; ils prétendent même avoir inventé la révolution, la convention, qui proclame le droit de tous au travail, Babeuf et Buonarrotti; ce sont eux qui ont jeté la détresse dans les classes pauvres, provoqué les coalitions des ouvriers, découvert les droits de l'homme. On ne saurait plus naïvement se contredire.

(1) *La Phalange, Revue de la science sociale*, t. I, p. 38. — Sous ce titre paraît la continuation de l'ancienne *Phalange*, depuis long-temps interrompue, et reprise au commencement de cette année.

Pour sauver cette contradiction du socialisme sans politique, les disciples de Fourier ont placé les réformes sociales et administratives avant les questions gouvernementales, avant les principes. Ne voient-ils pas que la bureaucratie ne peut rien contre un ministère, que la politique révolutionnaire n'est que la défense de tous les intérêts sanctifiés par un principe, que la meilleure des réformes administratives peut devenir une cause de ruine politique (1), que le socialisme sans politique est le despotisme du docteur Francia, la plus hideuse des tyrannies? Comment prétendre que la politique est morte, quand on intervient dans toutes les affaires, quand on prend parti sur toutes les questions, quand on tombe d'accord avec l'opposition sur les évènemens d'Espagne, d'Irlande, de Suisse, et quand on publie un journal quotidien, sans se refuser aucune des aménités de la polémique? On croit s'affranchir du joug de la politique, et en réalité on ne fait que de la politique personnelle, on ne cherche que des *ressources, des relations, des alliances;* on vise à la modération, et on flatte les partis extrêmes; on a loué la veille un journal ultrà-conservateur, le lendemain un journal ultrà-radical. L'égoïsme est le dieu de l'école; les mêmes actes, les mêmes hommes sont tour à tour bafoués et applaudis suivant les convenances de la secte. Aux éloges on répond par la flatterie, à la critique par l'injure. Enfin, tandis que l'école se déclare naïvement à la recherche d'une position sociale par la force du feuilleton, elle prêche la plus profonde des immoralités politiques, l'indifférence, le mépris en matière de principes et de partis. Je n'accuse pas les intentions, je n'accuse pas les hommes, je n'accuse pas non plus l'essor des passions; j'accepte, s'il le faut, toutes les apologies de la moralité du phalanstère, bien que Fourier n'ait pas ajourné si loin qu'on nous l'assure la double polygamie, bien que la *liberté amoureuse* soit la *première issue* de la civilisation, bien que la morale, une fois détruite dans le principe qui oblige, soit immédiatement détruite dans l'application. Je n'accuse ici que cette tendance déplorable des phalanstériens, qui nous présente comme l'idéal de la perfection politique le type du mauvais citoyen. Sans principe, sans raison, sans limite, l'utopie phalanstérienne se réduit à la suppression de tous les devoirs politiques et au dénigrement systématique de tous les principes au profit de tous les gouvernemens établis.

Que le magicien renonçât à la politique, on le conçoit: la magie suppléait à la politique, à la philosophie, à la religion, à la guerre, à tout. Fourier était à sa manière dans le sens commun, il avait une idée, cette idée de la magie qui dominait le monde avant l'apparition du christianisme et de la philosophie. Les disciples de Fourier, après avoir ajourné l'industrie attrayante, la cosmogonie, le phalanstère, n'ont pas même l'excuse de la folie; ils n'em-

(1) *La Démocratie pacifique* proposait les assurances unitaires par l'état; c'est le plan que le duc de Modène voulait réaliser en 1832. L'opinion des Modénais repoussait les assurances unitaires, et avec raison, car les bénéfices auraient multiplié les sbires, les espions, les jésuites et toutes les mesures nécessaires pour emprisonner les propriétaires, dont les biens auraient été d'ailleurs parfaitement assurés!

pruntent au fouriérisme que ses tendances grossières, moins le principe du système, ils en sont réduits à reconnaître qu'ils se bornent *à inspirer le désir de lire les ouvrages de Fourier*, et ces ouvrages sont la meilleure condamnation de leurs théories nouvelles. Défendent-ils les gouvernemens? Le maître a déclaré que ce sont là des *tyrannies pénibles*. Se placent-ils avec les démocrates? Fourier les appelle *dupes ou fripons*. Tiennent-ils à des constitutions? *Je m'en bats l'œil*, a dit le magicien, *je ne les lis pas*. Respectent-ils la philosophie? Elle n'a inspiré (c'est encore Fourier qui parle) que des massacres, des lois subversives. Fourier approuve Napoléon d'avoir supprimé la section des sciences morales à l'Institut; on ne doit rien attendre des philosophes; *comme les savetiers, ils ne travaillent pas dans le neuf*. Respectent-ils la religion? La religion est une *facétie indigne*. S'efforcent-ils de concilier le christianisme et le fouriérisme? Mais la loi du sacrifice, c'est l'anti-fouriérisme, elle est à la doctrine comme les ténèbres à la lumière, comme la terreur à l'amour, comme le besoin à l'attraction. Suivant Fourier, Jésus-Christ *cachait son jeu*, de crainte d'alarmer Auguste; il vivait avec des courtisanes, il dînait chez des traitans; il disait : *Frappez et on ouvrira;* c'était dire : Cherchez l'industrie attrayante, et vous la trouverez. On n'a pas cherché, et la civilisation est encore chrétienne; la *Théorie des quatre Mouvemens* a paru, et la société est toujours plongée dans l'*impénitence finale* du christianisme. Enfin, si les fouriéristes promettent de pratiquer la morale chrétienne, Fourier leur répond encore : « La morale vient de *morari*, retarder, entraver, et il faut, au lieu de l'homme moral, entravé, et par suite faux, hypocrite, étudier l'homme passionnel. » Le devoir est une des nécessités les plus monstrueuses de la civilisation. Quand on propose des colonies agricoles, des fermes d'asile, on est dupe de ce que Fourier appelait des *avortemens philanthropiques*, des *cacophonies champêtres*. Tenez-vous au progrès de l'enseignement primaire, secondaire, libre, universitaire, peu importe? « Vous multipliez les chevaliers d'industrie en rébellion avec la société par l'excès d'instruction et l'exiguité des moyens. » Améliorez-vous la civilisation? C'est empirer un fléau, c'est multiplier les malheurs. Enfin, prêchez-vous l'association? Vous ne rencontrez pas de plus redoutable adversaire que Fourier; vous êtes *simplistes*, vous tombez dans le charlatanisme de Owen et de Saint-Simon, vous méconnaissez l'art d'associer. On ne juxtapose pas les hommes; si l'attraction ne les unit, les familles se subdivisent; hors du phalanstère, il n'y a que la lutte : la nature, dans la civilisation, a opposé individu à individu, famille à famille, peuple à peuple; la guerre ouverte ou cachée est inévitable et universelle. Comment donc associer la diplomatie à Constantinople, comment donc concilier dans chaque état et sans coup férir tous les intérêts opposés? Le magicien partirait d'un éclat de rire, lui qui démontrait la nécessité absolue de la guerre, la nécessité de la lutte des passions hors de l'harmonie, lui qui se confiait même dans cette lutte, car plus l'égoïsme était acharné, implacable, plus la guerre était forte entre les civilisés, et plus il était sûr que la force des passions non plus répercutée,

mais directe, aurait enfanté des prodiges dans l'essor libre et convergent du phalanstère. Fourier ne biaisait pas, ne louvoyait pas, il ne laissait d'autre alternative que la guerre ou le paradis; il ne conseillait pas à Napoléon de se confier niaisement dans la bonne volonté des alliés. Combattait-il les libéraux, il était grand dans son cynisme, il faisait l'apologie de Francia; suivant lui, Napoléon devait s'emparer du commerce, fabriquer des chapeaux rouges, et imposer une religion.

Quel est donc le lien entre les disciples et le maître? Séparés sur tous les points, s'accorderaient-ils dans la critique de la féodalité industrielle et de la libre concurrence? Le magicien combattait la libre concurrence avec toutes les idées qui détruisent la propriété, la famille, la société. Depuis deux mille ans, on accusait la propriété de développer l'égoïsme. Fourier respecte le principe de la propriété pour attaquer le fait, la propriété vivante, qui circule dans le commerce, se produit librement par le travail, dans tous les accidens de la concurrence. Les premiers socialistes disaient : La propriété conduit à la féodalité, à la caste; il a dit : *La propriété morcelée,* jointe à la famille, conduit aux castes et à la féodalité. On avait soutenu que la propriété met en lutte les pauvres et les riches, les peuples et les gouvernemens : il croit démontrer qu'elle met en opposition les prolétaires et les capitalistes, les ouvriers et les grands seigneurs de la terre et de l'industrie; on disait que la propriété, c'est la guerre ouverte ou masquée : il a répété que la concurrence est une guerre; on disait enfin que la propriété dictait des lois répressives, politiques, jamais morales : il a reproduit la même idée; toute la critique de la concurrence se retrouve dans les théories de Platon, de Campanella, de Morelli. Pour l'adopter, il faut être communiste ou magicien, point de milieu, car Fourier accusait la concurrence et la féodalité actuelles, comme il accusait tous les moyens de la civilisation, tous les procédés de l'industrie, toutes les limites des sciences descriptives. Et Fourier ajoutait comme renfort à ses attaques toutes les critiques formulées par les théoriciens même de la libre concurrence, et par ceux qui la combattaient au nom du monopole. Smith n'ignorait pas que, si la concurrence profitait au public, elle jetait la guerre dans le commerce, que cette guerre avait un seul et unique frein, la banqueroute, et il n'hésitait pas à proclamer la concurrence pour supprimer la grande guerre du monopole. Que répondait le monopole? Il criait à l'anarchie. Fourier notait, acceptait toutes les critiques des hommes, car il avait la science des dieux. Les disciples de Fourier suppriment la magie; dès-lors, à quoi bon leur polémique? Peut-elle au moins s'expliquer par le socialisme? Mais l'utopie socialiste, confiée à la discrétion des chambres, n'est guère dangereuse. Au reste, le socialisme lui-même, vrai ou faux, le socialisme dans toutes ses nuances n'avait pas aux yeux de Fourier plus de valeur que la politique. Voyez sa haine contre les jacobins, contre les démocrates, son exaspération contre les deux sectes de Owen et de Saint-Simon. Nous le répétons, il était magicien, il croyait à la toute-puissance du nombre, au charme irrésistible de la musique; et s'il émancipait le peuple, c'est

qu'il émancipait l'homme, les rois, les empereurs, les papes; s'il assurait un *minimum* avec voiture aux pauvres, c'est qu'il transfigurait l'univers comme Boehm et Swedenborg.

VII. — LES ÉCRIVAINS FOURIÉRISTES.

Nous avons vu qu'en cherchant à vulgariser le fouriérisme, on l'avait détruit. Dans les publications mêmes qui ne sont destinées qu'aux initiés, la doctrine du maître s'est perdue. Sans doute le zèle ne manquait pas : l'un des premiers actes du pontificat de M. Considérant a été de dresser un catalogue des livres orthodoxes; les écrivains qui représentent cette orthodoxie se citent les uns les autres avec une vénération qui nous attendrit et nous met sans cesse dans la voie des bonnes lectures. Malgré tout, les trois théories du fouriérisme, c'est-à-dire la musique mondiale, l'harmonie des instincts et des travaux, l'explosion du phalanstère, ne se trouvent nulle part réunies; hors des livres de Fourier, nous n'avons que d'incomplètes et pâles compilations.

Le premier en date parmi les écrivains fouriéristes, M. Juste Muiron, doit être classé à part, il appartient à l'époque de la restauration, époque anté-diluvienne pour le fouriérisme. Le premier, il admira la terrible poésie du magicien, quand Fourier était encore un commis-marchand fort inconnu et un peu ridicule par ses lubies. En même temps, il eut le mérite de dégager le premier du labyrinthe magique de l'harmonie l'idée du comptoir communal, c'est-à-dire de la commune en commandite, dans ses *Aperçus sur les procédés industriels*, publiés en 1824. C'était réunir le double tact de l'artiste et de l'administrateur.— Après M. Juste Muiron vient M. Jules Lechevalier (1); il expose avec simplicité, d'une façon persuasive et sympathique, la doctrine de Fourier, que d'ailleurs il altère en bien des points. C'est à peine si dans cet âge primitif et antique de la religion nouvelle, on croyait à une vague et lointaine réhabilitation de l'homme et de la nature.

M. Considérant, qui a succédé à M. Lechevalier comme chef et représentant de la secte, est encore très loin de personnifier la véritable doctrine de Fourier; il croit que le phalanstère se fonde sur l'expérience; il ne s'est jamais occupé des nombres; c'est par hasard qu'il a écrit quelque page sur la musique mondiale : sa foi pèche par la base, quoique, dans un élan d'orthodoxie, il soit arrivé au faîte de la hiérarchie harmonienne. Une pléiade d'écrivains entoure M. Considérant : peu appréciée dans le monde de la civilisation, elle attend les jours de l'harmonie pour briller de tout son éclat. Le plus distingué de ces écrivains, M. Paget, mort en 1840, était le Caton de la phalange; il exposait avec méthode, il dénombrait avec une gravité plaisante les plus étranges rêveries politico-économiques du magicien. Il nous faut la série, donc les passions formeront la série; il nous faut le travail attrayant, donc le travail sera attrayant; il nous faut la justice, donc la jus-

(1) *Études sur la science sociale*, 1835.

lice régnera dans le phalanstère; il faut que la population ne dépasse pas certaines limites, donc elle ne les dépassera pas. Tel est le naïf raisonnement que poursuit M. Paget d'un bout à l'autre de son livre (1); pas un mot sur la morale, sur la cosmogonie, pas le moindre soupçon que Fourier ait dû transfigurer la nature pour assurer d'avance toutes les possibilités du phalanstère.

Les efforts tentés par M. Considérant pour civiliser peu à peu le phalanstère devaient provoquer des révoltes intérieures. D'abord on ne put entrer dans les voies gouvernementales en 1839 sans qu'il y eût des dissidens; on ne put faire des concessions aux civilisés sans irriter les sages. Plusieurs néophytes se séparèrent à cette époque du centre directeur. Le centre à son tour dut désavouer d'abord le zèle intempestif de quelques fidèles qui demandaient à la chambre la fondation du phalanstère; il dut aussi se prononcer contre d'autres fidèles qui préparaient très sérieusement une tentative de réalisation dans le Brésil, et pouvaient ainsi compromettre la vraie sagesse. A côté des ultras, il y eut les hérétiques. M. Pompery, auteur d'une théorie de l'association universelle (2), inspira de vives inquiétudes à la phalange. Il pensait, il raisonnait, il présentait le phalanstère comme le couronnement du progrès continu; à ses yeux, M. Pierre Leroux était le saint Jean-Baptiste de Charles Fourier, il osait même avouer quelques scrupules à l'endroit du *travail attrayant* des bayadères. Les sages frémirent, le téméraire fut grondé, et ses livres ne figurent pas dans le catalogue de la véritable sagesse. Une ardente néophyte du fouriérisme, Mme Gatti de Gamond (3), se sépara à son tour du centre directeur. Elle prêcha ouvertement contre les mœurs harmoniennes : elle admettait volontiers l'essor des onze passions; mais l'essor de l'amour, elle le rejetait au nom de toutes les femmes. On dissimula ce scandale. Nous passons sous silence bien d'autres dissidences microscopiques. Un pas de plus, et nous tomberions dans l'analyse des infiniment petits.

L'attaque la plus vive partit du midi de la France. Dès l'avènement de M. Considérant, il avait surgi dans les environs de Toulouse un hérésiarque, qui, sous le pseudonyme de Daurio, se livrait, dans une correspondance harmonienne, à l'interprétation la plus téméraire des livres magiques, prétendant ainsi se soustraire à l'autorité du comité directeur de Paris. En 1837, l'hérésie de Toulouse avait déjà fait une centaine de recrues. La révolte se déclara complètement vers 1841. — L'impiété du centre parisien, dit M. Daurio, fait supposer un vice dans la doctrine de Fourier; examinons donc cette doctrine. Elle se fonde sur trois principes : Dieu, la matière, et le nombre, qui gouverne Dieu lui-même. Donc, le véritable Dieu, c'est le nombre. Fourier identifie dans une même loi les mouvemens des astres, des

(1) *Introduction à l'étude de la science sociale.*

(2) *Introduction religieuse et philosophique à la théorie de l'association et de l'unité universelle.*

(3) *Fourier et son Système;* 1838. — *Réalisation d'une commune sociétaire;* 1840.

végétaux, des animaux, des aromes et des passions. Quelle analogie peut-on établir entre le mouvement circulaire des planètes et l'organisation des végétaux? Quel rapport y a-t-il entre la végétation et les passions de l'homme? Admettons que l'ordre du ciel doive se réaliser sur la terre; d'après le maître, le mouvement des comètes est irrégulier, donc l'humanité sera éternellement la même, moitié anarchique, moitié régularisée. Le maître annonce des transfigurations célestes, le progrès du ciel : sur quoi se fonde-t-il? Sur une inconnue, sur le règne aromal. Voilà encore des rêves. Annonce-t-il des créations, des progrès terrestres? Si la terre a vieilli, elle n'enfantera plus rien : si elle est jeune, l'homme lui-même pourrait être remplacé par des créatures supérieures. — L'hérésie de Toulouse rejette les analogies musicales; elle substitue aux douze passions que Fourier tirait de la musique quarante passions déterminées par l'histoire naturelle; elle comprime par les instincts intellectuels l'animalité orthodoxe du fouriérisme. La raison rétablie, l'harmonie des instincts et des travaux est compromise, le phalanstère est ajourné à quatre mille ans. Les séries, dit l'hérésiarque, se développent par entraînement; mais qui nous assure que l'entraînement ne sera jamais exploité? Les séries rivalisent par une concurrence pacifique; qui nous assure que la paix sera maintenue partout et toujours? Fourier permet le vol : pourquoi pas le meurtre? Le maître abolit la morale : pourquoi donc honore-t-il le dévouement? On garantit l'harmonie universelle des instincts par la *purgation des passions*, par la *substitution* qui absorbe tout instinct irrité. Peut-on déplacer l'amour, substituer les amans, absorber la vanité, l'avidité, l'ambition, mille désirs insatiables et le désir du bonheur qui augmente avec le bonheur même? La vraie *absorption*, c'est le ciel. D'ailleurs, comment admettre que huit cent dix personnes prises au hasard vivront en harmonie, tandis qu'un seul intrus suffit à troubler une famille nombreuse? Et si elles ne sont pas prises au hasard, comment les choisir? Nous n'avons, dit M. Daurio, ni les règles, ni la science, ni le pouvoir indispensables pour fonder le phalanstère. La nouvelle commune suppose la civilisation détruite, les idées anéanties, aucun gouvernement qui s'oppose à l'explosion de l'harmonie; enfin, elle suppose l'industrie attrayante, qui implique l'abondance universelle, car l'attrait ne s'attache qu'aux travaux élégans. Comment créer l'abondance? Par la communauté? La communauté répugne à l'attraction. Par un redoublement de travail? Il supposerait l'entraînement et la découverte des moyens qui le provoquent. On le voit dans la guerre; là, il touche au paroxisme : comment exciter le paroxisme dans les travaux de la cuisine et du ménage? Le paroxisme n'est-il pas momentané? Si on croit l'exciter et le soutenir par l'attrait de la variété, n'aurons-nous pas des productions inférieures aux travaux assidus de la civilisation? Comment alors vaincre la concurrence des civilisés? Au lieu de l'abondance, il y aura la misère au phalanstère.

Jamais M. Daurio ne sort des données de Fourier; il les détruit l'une par l'autre, mais il concentre sa foi dans le groupe et la série. Avec cette donnée, il trace le plan d'une église phalanstérienne qui doit se développer par groupes

et par séries, c'est-à-dire par une hiérarchie *rivalisée, engrainée, contrastée,* afin d'envelopper la civilisation et de l'écraser. L'hérésiarque imagine une papauté centrale, une opposition permanente, des contrepoids, un journal de polémiques intérieures interdit aux profanes. L'église ainsi constituée doit discuter la doctrine, la développer, organiser le sacerdoce de la pensée, et en même temps analyser les caractères des affiliés pour préparer dans l'avenir *l'assortiment passionnel* du phalanstère. Arrivé à la conception d'une église phalanstérienne, l'hérésiarque de Toulouse ne garde plus aucun ménagement pour les *sages* de Paris. M. Considérant est représenté comme le tyran, le Borgia, l'*omnivore* du fouriérisme; il a étouffé la discussion, usurpé une autorité absolue, violé les saintes lois du groupe, qui exigent le contrôle. « Je ferai donc, dit l'hérétique à M. Considérant, acte de *contre-pivot* et de *contre-chef,* je vous livrerai aux *flammes de l'opinion*, au *démon de la critique;* je vous attacherai au *poteau de l'absurde*, je vous *broyerai dans votre aire*, ne vous laissant d'autre issue que la vraie organisation des initiés. Résistez, mes attaques modifieront votre groupe. Je vous créerai quatre contre-poids dans la doctrine de Fourier, dans l'opinion, en m'alliant avec les socialistes et en soulevant tous les initiés qui murmurent. *Frère, il faut mourir ou se convertir, se convertir ou mourir il faut* (1). » M. Daurio a échoué dans sa tentative, et le centre directeur a gardé le silence sur l'hérésie de Toulouse.

Il semble, au reste, que le fouriérisme se modifie suivant les climats. Les phalanstériens des États-Unis multiplient les associations; on parle de la fondation de nouvelles communes, on a peut-être à cette heure réalisé le comptoir communal. Les initiés transtlantiques sont dirigés par des ministres protestans pour la plus grande gloire du christianisme; est-ce bien là le système de Fourier? On songe si peu au vrai phalanstère, que les comités américains se réunissent pour spéculer sur les assurances. A Londres, le fouriérisme présente une nouvelle nuance. M. Doherty, le chef des initiés de Londres, s'est aperçu que la magie est la véritable base du fouriérisme, et comme Fourier n'a pas exposé cette partie de son système, il supplée franchement au silence du maître par les révélations de Swedenborg. D'après M. Doherty, l'homme et la nature sont deux manifestations de la lumière spirituelle; la nature reflète la lumière, l'humanité la réfracte; un troisième phénomène de diffraction, une troisième révélation de la lumière, se manifestent dans les révélations religieuses des illuminés et des prophètes. L'univers souffre, sept fois sur huit le mal triomphe du bien, les sept huitièmes des animaux nuisent à l'homme, les sept huitièmes de l'humanité sont livrés à la douleur, les religions sont livrées dans la même proportion à l'erreur et à la contradiction, car Dieu se contredit dans les révélations religieuses comme il détruit ses créations dans le règne de l'humanité et de la nature. Il trompe par des prophètes comme il tue par des reptiles; mais l'empire du mal dis-

(1) *Observations critiques sur la doctrine de Fourier,* par M. Daurio, 1841.

paraîtra, la lumière qui brille par un huitième d'exception deviendra la règle universelle de la création. Le Christ l'a promis; après l'initiation de la chute et du repentir, après la seconde initiation de l'Évangile et de l'amour, la loi sériaire réalisera l'unité universelle annoncée par l'Évangile. Quelle est donc, se demande M. Doherty, cette loi sériaire? Swedenborg l'a révélée dans la hiérarchie des esprits, Fourier dans la hiérarchie des harmoniens; elle aboutit à l'omniarche dans le règne aromal, à l'omniarche dans le règne des harmoniens. Or les hommes, pense M. Doherty, sont les esprits sur la terre, les esprits sont les hommes dans le monde aromal; donc l'omniarche, le vrai omniarche, est le centre hyperarchangélique des deux mondes, le Verbe, le Christ, et, avec un peu de bonne volonté, on verra, d'après M. Doherty, dans l'omniarche amphimondain, la seconde personne de Dieu. Ici la musique cède la place à la lumière, Swedenborg se substitue à Fourier, les anges aux harmoniens, la vision au travail attrayant; l'hérésie est complète.

Le dernier effort de l'orthodoxie phalanstérienne ressemble à une abjuration. *La Phalange* vient de reparaître pour calmer les murmures des initiés les plus ardens : c'est donc là qu'il faut chercher la vraie sagesse. *La Phalange* parle-t-elle de l'industrie attrayante? Nullement; elle veut réaliser l'ordre, la liberté, l'association. Y a-t-il donc une théorie qui se propose sciemment le désordre, la tyrannie, la dissolution de la société? Le but de *la Phalange*, disent les sages, est identique avec celui de la philosophie et du christianisme; pourquoi pas avec le but du paganisme? Néron lui-même n'incendiait Rome que pour la reconstruire mille fois plus splendide. *La Phalange* a oublié le système de Fourier. *Plus de démarcation*, s'écrie-t-elle, *plus de séparation, plus d'enregistrement, plus de costume phalanstérien*, et, sauf un morceau inédit de Fourier, le recueil a justifié son programme. Quant à l'avenir, voici le plan des sages : aujourd'hui, ils ont un journal quotidien pour les profanes, un recueil périodique pour les initiés; ils sont, disent-ils, dans la *période binorganique*. Si leurs efforts réussissent, ils seront en mesure de publier des romans-feuilletons qui multiplieront leurs lecteurs. « Le moment venu, les doctrines sociales du journal se liant aux sentimens excités par les manifestations dramatiques du feuilleton (si on gagne les poètes à la théorie), il y aura dans le monde en bloc une conversion immense. Alors l'école proposera l'expérience de l'ordre sociétaire, et la réponse à l'appel se fera comme une explosion. » Voilà donc la baguette du magicien remplacée par le roman-feuilleton. En attendant, les sages sont à la recherche d'une *position assez forte pour garantir l'expérience de toutes les entraves, soit d'en haut, soit d'en bas*. Nous voilà revenus à ces mémorables discours du trône de la première *Phalange*, et, tout au rebours de ce qu'on disait il y a treize ans, il s'agit de conquérir la France avant de tenter l'essai sur une commune. S'il est vrai que les sages ont tué les partis, créé le socialisme, trouvé seuls *le vrai nœud* des questions, gouverné, refait la France par la petite phalange, le moyen d'éviter un cabinet de sages aux prochaines élections?

Si l'on oppose le fouriérisme au saint-simonisme, on pourra s'assurer que les saint-simoniens n'ont rien à craindre de la comparaison. Les deux sectes ont également imité le moyen-âge. Le saint-simonisme voulait accoupler, comme les millénaires, une papauté sans dogmes à un libéralisme sans limites; le fouriérisme revenait à l'idée du grand œuvre et continuait la tradition du naturalisme ancien. Tandis que les saint-simoniens exagéraient la révolution, Fourier la niait et la poursuivait de cyniques insultes. Les saint-simoniens, quelles que soient leurs erreurs, ont été héroïques d'audace, ils ont inspiré plus de dévouement, plus d'enthousiasme en deux ans que Fourier en quarante. Tous ont abordé de front le problème de la nouvelle religion; ils ont entraîné dans leurs rangs quelques-uns des hommes les plus distingués de notre génération, et, en rendant le dernier soupir, ils ont légué au fouriérisme son principe de vitalité, le socialisme. Le fouriérisme, après son coup de tête de *la Réforme industrielle*, s'est amoindri, falsifié, déguisé, dans la crainte d'exciter l'hilarité universelle, et son seul mérite a été de se dissoudre à petit bruit en baissant de ton sur l'avenir harmonien, comme si, le mysticisme une fois admis, on pouvait marchander les merveilles du paradis et les mettre à la portée des économistes. Dès son origine, le fouriérisme a été frappé d'une stérilité si complète, que l'unique travail où l'école montre une sorte de vitalité se réduit à la politique de M. Considérant, étrangère à la pensée de Fourier. Pour développer la doctrine, M. Pompery la dissout dans une théorie de M. Pierre Leroux; M. Doherty, dans les révélations de Swedenborg; M. Daurio, dans je ne sais quelle vaine conception du groupe et de la série. Partout il ne reste que les lignes, le vague dessin d'une hiérarchie abstraite, où l'on place au gré de la fantaisie toutes les idées, sans règle, sans principe, sans logique. L'idée même du phalanstère est restée vague, confuse, et tout aussi incertaine que l'était la pierre philosophale dans l'esprit des alchimistes. Aucun ouvrage n'a paru sur le *garantisme*, l'époque actuelle que Fourier n'a point expliquée. Parmi les penseurs de la petite église, aucun n'a cherché à résoudre les mille objections sous lesquelles la philosophie écrase l'édifice matériel du phalanstère; aucun n'a tenu compte des deux traditions mystique et matérialiste qui se réunissent pour s'entredétruire dans le système de Fourier; aucun n'a soupçonné le mélange d'arithmétique vulgaire et de poésie pythagoricienne qui est l'ame et l'originalité même de cette colossale utopie. Un homme distingué, dont les idées ont plus d'une fois défrayé l'école, M. Perreymond, n'a jamais dit un mot du phalanstère, et ce n'est pas nous qui blâmerons sa réserve. Partout la propagande, la polémique, la prédication, ont présenté la même équivoque, qui consiste à prendre la niaise possibilité des douze passions pour un principe; partout on a accepté l'agencement de possibilités extérieures comme une démonstration mathématique; partout enfin on a commis la même bévue en accouplant au hasard le christianisme, la philanthropie et le phalanstère. Des démocrates, des conservateurs, que l'esprit d'aventure a réunis sous la même bannière, des matérialistes sans philosophie, des mystiques sans inspiration, voilà les forces de

l'école. Chrétiens, philanthropes, socialistes, les disciples de Fourier, en renonçant à la cosmogonie harmonienne, ont transporté dans leurs idées politiques et religieuses le désordre intellectuel dont la physique du maître est l'effrayant témoignage. Aux apparitions bizarres, aux rêves bachiques, ont succédé les combinaisons politiques impossibles; on a les chimères de l'application au lieu de celles de la théorie. C'est toujours la même folie, le théâtre seul a changé; des régions surnaturelles, le fouriérisme a été transporté au milieu de nos intérêts et de nos passions. Par là même il hâtera son agonie; il ne côtoiera pas impunément la vie pratique, déjà il s'est heurté à mille écueils, et tôt ou tard il viendra s'y briser.

Ainsi, un homme extraordinaire, unique, mal compris, a été la première victime de sa folie : il avait conçu un monde imaginaire, le rendez-vous de tous les rêves; mais ses livres magnétisèrent sans instruire, et le charme seul put survivre au magicien. De Fourier aux disciples, il y eut toujours un abîme, l'équivoque du socialisme; des premiers disciples aux disciples d'aujourd'hui, il y a un nouvel abîme créé par une politique tout-à-fait en dehors de la doctrine. L'initiation extérieure détruit le système, les livres orthodoxes ne sont que des compilations ou des hors-d'œuvre, l'école tout entière flotte entre la banalité et l'absurde, et la contradiction est si vaste, si multiple dans ses formes, que chez tout phalanstérien l'homme est infiniment supérieur au disciple. Cette considération unique m'a décidé à parler. Il est pénible de voir tant d'efforts prodigués dans une œuvre impossible et le dévouement mis au service de cette duperie gigantesque du phalanstère; puisque les fouriéristes semblent toucher à l'heure du réveil, ils doivent se résoudre à entendre avec calme de franches félicitations sur leur conversion prochaine, qui sera hâtée par l'anarchie même de l'école. Que les phalanstériens attaquent les abus, les vices de la société, l'égoïsme des conservateurs, rien de plus utile. Que les disciples du magicien s'occupent du sort des ouvriers, de l'organisation du travail, des réformes administratives, rien de plus juste : de là au phalanstère, il y a la distance de la terre au ciel, du possible à l'impossible. Le tort des ultra-révolutionnaires de toutes les nuances depuis 1830 a été d'attaquer la révolution avec les armes de leur fantaisie, de chercher à surprendre la société et à se surprendre eux-mêmes par des intrigues métaphysiques, de torturer la science pour lui demander une rédemption au lieu d'un progrès, d'appliquer, en un mot, une force d'esprit considérable au développement d'erreurs monstrueuses. Quel a été le résultat? On a compromis pour long-temps la cause du progrès raisonnable; on a gaspillé des forces précieuses; on a entravé le mouvement des idées plus que ne l'ont fait les partis rétrogrades. Au moyen-âge, les alchimistes se ruinaient en rêvant la richesse; aujourd'hui les utopistes n'arrivent qu'au ridicule en cherchant le bruit, ils reviennent au passé en cherchant l'avenir.

FERRARI.

ÉTUDES

SUR L'ANTIQUITÉ.

VARRON ET SES SATIRES MÉNIPPÉES.

I. — *Sentences varroniennes inédites*, par M. VINCENZO DEVIT; Padoue, 1843.

II. — Les *Saturæ Menippeæ*, par M. FRANZ OEHLER; Quedlinbourg, 1844.

I.

Le vieux Varron fut un lettré plus encore qu'un écrivain; l'idéal pour lui était bien plus dans le savoir que dans le style. Approfondir et inventorier tout ce qu'on avait connu, tout ce qu'on avait fait jusqu'à lui, toucher chaque science et aborder chaque écrit, fut sa vocation véritable. *Helluo librorum*, gourmand de livres, l'expression pourrait lui être tout aussi bien appliquée qu'elle le fut à Gabriel Naudé; encyclopédiste et polygraphe comme l'auteur des *Coups d'État*, il fut comme lui un de ces érudits passionnés à qui la forme importe peu, et qui visent surtout à la variété des sujets, à la curiosité des détails. Certes, à lire le *Mascurat* de Naudé, on ne se douterait jamais que cet ouvrage a été écrit six ans seulement avant *les Provinciales;* la trame du discours est encore bigarrée de toutes les façons de dire propres

à l'autre siècle, et à chaque instant les citations des anciens viennent s'entremêler aux tours gaulois de la diction. De même chez Varron : vous ne le prendriez guère pour un contemporain des *Tusculanes*, tant les archaïsmes de la vieille prose de Caton se glissent sous sa plume et s'enlacent volontiers, dans ses *Ménippées*, à des lambeaux de phrases grecques. Aux époques de vive transition, il y a souvent de ces retardataires de la langue : qui se douterait, à les lire, que Pacuve et Lucile sont postérieurs à Térence? qui croirait que Retz et Saint-Simon écrivirent après Fléchier? On le voit, ce style fruste, cette rouille du langage, peuvent donner plus de caractère encore au génie : ainsi de l'ombre dans les tableaux de Rembrandt.

C'est par l'universalité de ses goûts d'érudit que Varron me paraît surtout ressembler à Gabriel Naudé. Seulement, comme le bibliothécaire d'Auguste précéda de dix-sept siècles le bibliothécaire du Mazarin, il dut (les écrits n'abondant pas au même degré) s'occuper davantage des choses même ainsi que des hommes, d'où vint qu'il aborda de bien plus près que l'autre la philosophie proprement dite et l'histoire. Plaute a un passage frappant qui marque à merveille la différence qu'il y avait entre l'érudition telle que la comprenaient forcément les anciens, et l'érudition telle que, venus bien après eux, nous sommes conduits à l'entendre. C'est dans la charmante comédie des *Ménechmes;* un esclave, fatigué d'errer par le monde, dit à son maître qu'il accompagne : « Il faut retourner chez nous, à moins que nous ne nous préparions à écrire l'histoire, *nisi si historiam scripturi sumus.* » Le mot est significatif. Les modernes demandent surtout la science aux livres; dans l'antiquité, on la demandait d'abord aux choses, c'est-à-dire aux voyages et aux conversations. De là, sans compter la diversité même des caractères, une dissemblance profonde qu'il serait puéril de cacher : Varron, dans les écoles, avait pris foi à la philosophie du Portique, tandis que Naudé, dans ses excursions polyglottes à travers tant de milliers de volumes imprimés, ne recueillit que le scepticisme. Comment d'ailleurs un lieutenant de Pompée, contre qui César a marché en personne, ressemblerait-il de tout point à un simple collecteur qui ramassait les curiosités bibliographiques de la foire de Francfort? Comment confondre le républicain de l'ancienne Rome, retiré dans ses riches villa et se consolant par les lettres de la chute de la liberté, avec le secrétaire *domestique* d'un cardinal, qui justifiait la Saint-Barthélemy pour distraire la goutte de son maître? Sans doute quand Naudé, dans sa petite campagne de Gentilly, avait Gassendi à dîner, on devait quelquefois parler d'Épicure tout comme Varron en causait avec Cicéron lorsqu'ils se prome-

naient de compagnie le long des viviers de Tusculum; mais quelle distance de ces interlocuteurs consulaires, de ces correspondans patriciens, comme un Hortensius ou un Atticus, à l'enjouement bourgeois d'un Lamothe-le-Vayer ou à la causticité parisienne d'un Guy Patin !

Je m'aperçois qu'en insistant on trouverait toujours plus de contrastes et moins de rapports : c'est un danger que courent souvent les faiseurs de parallèles. Le seul point, du reste, que je tienne à maintenir dans ce rapprochement un peu factice de Varron et de Naudé, c'est que tous deux, avec la même curiosité de tout apprendre et de faire pour ainsi dire le tour de la science, gardèrent dans leur style je ne sais quelle vieille saveur nationale et surent, au lieu de laisser éteindre leur verve sous l'érudition, en faire un utile auxiliaire pour leur humeur moqueuse. Le *Mascurat* est une satire tout comme ces *Ménippées* presque inconnues auxquelles le vieux Romain a laissé son nom : telle est pour nous la ressemblance qui importe. Là comme ici l'érudit recouvre le moraliste; c'est tout ce qu'on voulait dire.

En France, ce procédé d'ironie sous air d'érudition ne saurait surprendre : chez nous, bien souvent, la science et la raillerie ont été sœurs. Ainsi, avant de tracer les pages austères de *l'Esprit des Lois*, la plume de Montesquieu s'était jouée à plaisir dans les *Lettres Persanes;* mais, sans s'appuyer d'un exemple de génie qui pourrait être pris pour une exception, on peut noter comme une marque toute particulière de l'esprit français cette fréquente alliance de la moquerie et du savoir. Voyez plutôt que de fois, dans notre littérature, la veine courante et nationale de la satire s'est glissée chez les érudits; que de fois les plus malicieux génies ont fait perfidement flèche de l'érudition! Y a-t-il un seul recoin obscur de l'antiquité où Rabelais et Bayle n'aient fouillé, n'aient trouvé quelque trait piquant? Notre admirable *Ménippée du Catholicon* n'est-elle point l'œuvre collective de quelques latinistes en bonne humeur? La Monnoye n'entremêlait-il pas ses perquisitions bibliographiques de noëls gausseurs? Et Courier enfin, pour prendre un exemple qui nous touche de près, ne tenait-il pas plus encore à sa réputation d'helléniste qu'à sa gloire de pamphlétaire? Varron est de cette famille-là.

De plus de quatre cent quatre-vingt-dix livres sur toute espèce de sujets que l'antiquité connaissait de cet infatigable polygraphe, πολυγραφώτατος, comme l'appelait Cicéron (1), il ne nous en est par-

(1) *Ad Attic.*, XIII, 18.

venu que deux, dont l'un encore est bien mutilé, son *Agriculture* et son traité *de la Langue latine*. De là vient que nous sommes habitués à ne voir exclusivement en lui qu'un sage dissertant sur les charrues et les abeilles, ou un curieux étymologiste destiné à faire quelques siècles plus tard les délices des Priscien, des Nonius, et de tous les plats grammairiens de la décadence. D'ordinaire, on ne se figure le grand Varron que dictant, à quatre-vingts ans, pour sa femme Fundania, des préceptes d'économie rurale; on ne se le représente qu'avec cet air sérieux que son ami Cicéron lui donne dans les *Académiques*. En 1794, au sortir des sanglantes épreuves de la terreur, M. Joubert, écrivant à M. de Fontanes, lui conseillait la lecture des livres faits par les vieillards qui ont su y mettre l'originalité de leur caractère et de leur âge. Varron, entre autres, était recommandé au futur grand-maître, et M. Joubert ajoutait : « Vous me direz si vous ne découvrez pas visiblement, dans ses mots et dans ses pensées, un esprit vert, quoique ridé, une voix sonore et cassée, l'autorité des cheveux blancs, enfin une tête de vieillard. Les amateurs de tableaux en mettent toujours dans leur cabinet; il faut qu'un connaisseur en livres en mette dans sa bibliothèque. » C'est bien là le savant respecté (1) dont les connaissances universelles édifiaient déjà Quintilien (2), et dont la fécondité merveilleuse faisait dire à saint Augustin, au milieu d'éloges sans bornes, qu'un seul homme eût à peine pu lire ce que seul ce Romain avait écrit (3); c'est bien ce personnage vénérable que Pétrarque (4) mettait entre Cicéron et Virgile, et dont il disait en des vers qui sont le plus glorieux éloge :

> Varrone, il terzo gran lume romano,
> Che quanto'l miro più tanto più luce....

« Varron, la troisième grande lumière de Rome, qui brille d'un éclat plus vif à mesure que je la contemple davantage. »

Tel est le Varron en quelque sorte *officiel*. Ses contemporains déjà

(1) Aussi, lorsqu'un certain grammairien nommé Palémon, ancien tisserand qui s'était fait professeur, et auquel on pardonnait sa grossièreté en considération de son éloquence, s'avisa un jour de traiter Varron de *porc*, le trait fut-il cité comme la plus grande marque d'arrogance qu'un homme pût donner. (Voyez l'anecdote dans Suétone, *de Gramm. ill.*, 23.)

(2) Quam multa, immo pæne omnia tradidit Varro! (*Orat. Inst.*, XII, 11.)

(3) Tam multa legisse, ut aliquid ei scribere vacasse miremur; tam multa scripsisse, quam multa vix quemquem legere potuisse credamus. (*De Civ. Dei*, VI, 1.)

(4) *Trionfo della Fama*, III, terz. 13.

le traitaient sur ce ton de solennité respectueuse; aussi quand Pollion, avec les dépouilles de la guerre, fit construire, à côté du Palais de la Liberté, une galerie magnifique destinée à recevoir les ouvrages et les bustes des écrivains illustres, le vieil ami de Pompée fut-il le seul vivant dont on admit l'image. C'est une gloire qui, dix-sept siècles plus tard, devait se renouveler pour Buffon dans les galeries du Jardin du Roi. Il y a autour du souvenir de Buffon et de Varron je ne sais quoi de majestueux et d'imposant : on dirait que ni l'un ni l'autre n'ont jamais souri. Pour Varron, c'est certainement une erreur, et je tiens à prouver que je n'ai point fait du paradoxe à plaisir en le rapprochant de Naudé. Toute la différence, c'est que Naudé finit par le *Mascurat*, tandis que Varron commença par ces *Ménippées* que ses autres ouvrages firent ensuite oublier.

Laissons donc aujourd'hui les traités assez peu avenans *de l'Agriculture* ou *de la Langue latine*, et cherchons à surprendre la gaieté sur les lèvres sérieuses du Romain. L'occasion d'ailleurs est propice pour s'occuper des *Saturæ Menippeæ*. Depuis bientôt trois cents ans que notre Robert Estienne a commencé d'en recueillir les fragmens mutilés, tous épars dans les glossateurs et les grammairiens, jamais la critique française ne s'est demandé ce que c'était que ces curieux monumens de l'hilarité latine, dont l'un des premiers chefs-d'œuvre de notre propre littérature a pour jamais dérobé le nom et consacré en même temps le souvenir. Or il se trouve précisément que d'un côté un jeune érudit allemand, M. Franz Œhler, vient de donner une bonne récension de ces *Ménippées* (1), et que de l'autre un savant professeur de Padoue, M. Vincenzo Devit, a retrouvé récemment et publié, d'après des manuscrits inédits, un certain nombre de *Sentences varroniennes* (2). On le sait, tout vrai satirique doit contenir un moraliste : nous sommes donc autorisé par l'à-propos à chercher, dans ces débris divers, le caractère et les proportions véritables des compositions piquantes, et malheureusement perdues, où Varron, après Lucile, avait peint la société de son temps. Qu'on nous laisse, en passant, recueillir sur la rive quelques-unes de ces planches brisées, quelques morceaux de ces mâtures rompues, qui témoignent du moins des pertes du naufrage; c'est un devoir pieux. Les littératures,

(1) *M. Terentii Varronis Saturarum Menippearum reliquiæ*, Quedlinbourg, 1844, in-8°; Paris, Klincksieck, rue de Lille, 11.

(2) *Sententiæ M. Terentii Varronis majori ex parte ineditæ*, Padoue, 1843, in-8°; Paris, chez Firmin Didot.

comme le globe, ont subi dépouvantables submersions, et la pensée aussi a, si j'ose dire, ses fossiles, que l'obligation de la critique est de classer et de recueillir.

II.

Quelques détails d'abord sur la vie de l'homme; les œuvres de l'écrivain s'en trouveront sur plus d'un point éclairées (1).

De même que Salluste, Varron était né dans la Sabine, probablement à Réaté. Moins âgé de trois ans qu'Hortensius, et de dix ans que Cicéron, il vint jeune à Rome, et, selon la coutume du temps, alla perfectionner ses études à Athènes. Tout ce qu'on sait de ces obscurs commencemens, c'est qu'il reçut les leçons de plusieurs maîtres illustres : en Italie, le savant Élius Stilon (2), Ascalon en Grèce, furent ses professeurs; quant à la philosophie, elle lui fut enseignée par un disciple célèbre du Portique, Antiochus. Son temps sans doute se passa bientôt entre le barreau et l'étude; ce qui paraît certain, c'est que les poésies d'Ennius étaient dès-lors sa lecture favorite. Je ne m'en étonne pas, Ennius avait créé la satire : de la part du futur auteur des *Ménippées,* c'était là une prédilection naturelle. Un peu plus tard, on le trouve investi de fonctions publiques : il est tour à tour édile ou tribun, triumvir ou consul. Lui-même nous a appris que, dans ces magistratures diverses, il s'imposait comme un devoir inviolable de respecter toujours la liberté des personnes.

Jusque-là, l'histoire politique reste à peu près silencieuse sur Varron, dont les *Ménippées* avaient déjà paru à divers intervalles; mais, en l'an 67 avant l'ère chrétienne, il servit sous Pompée, dans la guerre contre les pirates. On lui avait donné le commandement de la flotte des auxiliaires grecs : il combattit courageusement et sauta le premier sur un navire ennemi. Une forte somme d'argent et les honneurs de la couronne navale lui furent accordés comme récompense. Toutefois, en devenant soldat, Varron n'oublia point la science, qui, à vrai dire, fut la seule passion de sa vie : ainsi je trouve dans l'*Histoire naturelle* de Pline que, durant cette expédition même, il faisait des expériences sur l'eau de la mer Caspienne et projetait de jeter un pont sur je ne

(1) La plupart des textes relatifs à la biographie de Varron ont été savamment discutés par Schneider, au tome Ier de ses *Scriptores rei rusticæ*, page 217 à 240.

(2) Cicéron dit d'Élius : « C'est de lui que notre ami Varron reçut les élémens de cette science qu'il a si fort agrandie, et à laquelle son vaste génie et son savoir universel ont élevé de si beaux monumens. » (*Brut.*, 56.)

sais quel détroit de l'Adriatique; il avait alors quarante-neuf ans. Propréteur et gouverneur de la Cilicie, sa pacifique carrière d'administrateur fut interrompue par la guerre civile. Ami particulier de Pompée, qui usait de lui familièrement, jusqu'à lui commander pour son usage propre une sorte de manuel des rapports du consul avec le sénat, Varron resta fidèle à l'adversaire de César, qui se trouvait représenter d'ailleurs le parti des vieilles libertés républicaines, lequel était le sien. Devenu l'un des trois lieutenans de Pompée en Espagne, il fut chargé de défendre la Citérieure. Quand César eut battu les deux autres généraux, il marcha en personne contre Varron, dont les soldats déjà étaient ou gagnés ou abattus : une des deux légions déserta même sous les yeux de son chef. Voyant, aux environs de Cordoue, que la retraite lui était coupée, le lieutenant de Pompée se rendit à discrétion. Cédait-il ici à la nécessité, ou faisait-il acte de prudence? S'il en faut croire une phrase épigrammatique des *Commentaires* de César, Varron se laissa surtout ébranler sous le branle de la fortune (1). Du reste, le vaincu comme le vainqueur (ils étaient liés d'une amitié ancienne) se conduisirent tous deux avec délicatesse; César rendit aussitôt la liberté à Varron, et Varron profita de cette liberté pour aller à Dyrrachium et raconter lui-même sa défaite à Pompée.

A partir de ce jour, l'auteur des *Satires Ménippées* quitta résolument la vie politique, et rien désormais ne l'y put faire rentrer, pas plus les séductions du pouvoir que l'amour de la liberté compromise. Varron appartenait aux lettres; les vingt-quatre dernières années de sa vie furent exclusivement consacrées à l'étude. Après avoir demandé pendant quelque temps à ses riches villa un refuge contre les troubles civils, il revint à Rome. Quelques amis communs, les Oppius et les Hirtius, lui ménagèrent le pardon complet du dictateur, qui le chargea de rassembler ses livres et de les ranger avec ceux qui déjà appartenaient à la république : c'était un premier essai de bibliothèque nationale. Même aux yeux de César, on le voit, Varron n'était plus qu'un lettré.

La vie de l'ancien lieutenant de Pompée se passa dès-lors tout entière entre l'étude, la culture des champs et les soins de l'amitié. Le plus souvent, il demeurait à la campagne, allant de sa villa des environs de Cumes à sa maison de Tusculum, où la beauté du paysage et l'extrême pureté de l'air le retenaient souvent; il visitait ses fermes, entretenait ses garennes et ses viviers, surveillait les nombreux troupeaux de moutons et de chevaux qu'il avait en Apulie et dans la Sabine,

(1) Se quoque ad motum fortunæ movere cœpit. (*De Bell. civ.*, II, 17-20.)

ou bien encore il se délassait en faisant admirer à ses amis la volière magnifique qui ornait sa terre de Casinum, sur l'ancien territoire des Volsques. En tout cela, Varron restait fidèle à la vieille tradition romaine qu'il aimait, regrettant avec amertume l'heureux temps où l'on ne donnait que deux jours sur neuf aux choses de la ville, et où les travaux du labour et des vignobles passaient pour chacun avant les affaires du cirque. Homme du passé par ses goûts ruraux et simples, par son attachement au parti de la république, il appartenait pourtant aux temps nouveaux par un amour passionné des arts (1) : aussi s'ingéniait-il à toutes sortes de curiosités et de recherches; il avait une horloge de son invention (2), des collections de toute espèce, entre autres un riche musée, plein de sculptures et où se trouvait un groupe admirable, taillé dans un seul bloc par le statuaire Archelas, et représentant une lionne autour de laquelle jouaient des Amours. Du reste, dans ces villa, point de lambris précieux, point de pavés de marbre, point de ces incrustations en citronnier qui ruinaient les familles au temps de Martial; le vermillon et l'azur ne brillaient pas sur les plafonds, on ne marchait point sur la marqueterie et les mosaïques. Ce que Varron aimait le mieux, c'étaient les murailles garnies de livres, *literis exornati parietes* (3); c'était son cabinet de Casinum, situé à la source d'un ruisseau, tout proche de sa belle volière. Là se passaient pour lui les plus douces heures.

Elles devaient être douces aussi, les heures que Varron donnait à Cicéron. Ni l'un ni l'autre n'était jeune quand cette liaison arriva à l'intimité; mais on comprend qu'au milieu des désastres publics la

(1) Pline l'ancien rapporte que Varron, pendant son édilité, avait fait venir de Lacédémone une peinture à fresque dont on orna les Comices, et dont la beauté fut long-temps un sujet d'admiration. (*Hist. nat.*, XXXV, 49.)

(2) C'était un cadran sur lequel une main mesurait le temps au moyen d'un mécanisme ingénieux. Peut-être fut-ce la première horloge connue chez les Romains, qui, au temps de Plaute, n'usaient que tout récemment du soleil pour mesurer les heures. On en peut juger par un court et curieux fragment qui nous est resté de la *Bis Compressa;* c'est un gourmand, probablement un parasite qui parle : « Que les dieux exterminent le premier qui inventa la division des heures, le premier qui plaça dans cette ville un cadran solaire! Le traître qui nous a coupé le jour en morceaux pour notre malheur! Dans mon enfance, il n'y avait pas d'autre horloge que l'estomac, bien meilleure, bien plus exacte que toutes les leurs pour vous avertir à propos, à moins qu'il n'y eût rien à manger. Mais maintenant, quoi qu'il y ait, il n'y a rien que quand il plaît au soleil. A présent que la ville est remplie de cadrans solaires, on voit presque tout le monde se traîner desséché, affamé. » (Voir le Plaute de M. Naudet, t. IX, p. 360.)

(3) *De Re rust.*, III, 1.

conformité de leurs opinions modérées et de leurs goûts littéraires aient tout-à-fait rapproché ces deux hommes célèbres. Un certain nombre des lettres écrites par Cicéron à son ami durant la dictature de César est parvenu jusqu'à nous (1). Leur caractère à tous deux s'y révèle à merveille. Varron, obstinément retiré à la campagne, vit dans la solitude avec ses livres, et, comme le sage de Lucrèce, il contemple la tempête du rivage. Cicéron, au contraire, reste dans le tumulte de Rome, tout en enviant cet abri de la retraite, ces loisirs donnés aux muses; mais son cœur agité est retenu par les regrets de l'ambition, par l'amour inquiet de la chose publique : il hésite, il se reproche de ne pas rejoindre aussi les ombrages des villa, où il ne serait pas obligé de souper avec ses maîtres et de complimenter ses vainqueurs. « Que nos études, écrit-il, nous réunissent et nous consolent; après avoir fait l'agrément de notre vie, elles en seront aujourd'hui le soutien. » Et toutefois, en avouant que la sagesse est du côté de Varron (2), qu'il a plus de prudence que personne (3), que lui seul a su trouver un port dans la tempête et que les jours qu'il passe à Tusculum valent autant que l'espace entier de la vie (4), Cicéron n'a pas ce courage de s'abstenir qui, au jugement de plusieurs, paraîtra peut-être un simple égoïsme de lettré. Varron, aux yeux de son illustre correspondant, était un vrai grand homme : *Te semper magnum hominem duxi*. C'est la gloire qu'un pareil témoignage dans une pareille bouche.

Le souvenir de cette amitié persistante honore autant Varron que Cicéron : entre lettrés, il y a presque toujours un petit élément de discorde qui se glisse à la longue, c'est l'amour-propre. On en trouve bien quelques traces dans les relations des deux Romains; mais leur mutuel attachement n'en fut pas altéré. Les dédicaces alors étaient une aménité fort à la mode. Atticus confia un jour à Cicéron que Varron, leur ami commun, était très désireux d'une douceur de ce genre : Cicéron, qui, avec sa délicate susceptibilité littéraire, nourrissait au fond de l'ame un vœu analogue, fut à la fois charmé de l'insinuation et un peu piqué de n'avoir pas été prévenu par Varron; c'est ce qu'il laisse entrevoir dans quelques billets curieux (5) où sa

(1) *Ad Fam.*, l. IX, 1-8.

(2) Sapientiorem quam me. (*Ibid.*, 1.)

(3) Et me, et alios prudentia vincis. (*Ibid.*, 2.)

(4) His tempestatibus, es prope solus in portu... Hos tuos tusculanenses dies instar esse vitæ puto. (*Ibid.*, 6.)

(5) *Ad Attic.*, XIII, 13, 16, 18, 25; édit. de M. Victor Le Clerc.

nature d'*homme de lettres* se trahit à chaque phrase : « A quoi avez-vous reconnu, écrit-il à Atticus, que Varron souhaite cela de moi, lui qui, parmi tant d'ouvrages qu'il a composés, ne m'en a jamais adressé aucun? » Cicéron finit pourtant par donner une place à Varron entre les interlocuteurs de ses *Académiques*, et il lui dédia cet ouvrage au nom de leur ancienne amitié, *vetustate amicitiæ conjunctus;* mais il ne put s'empêcher de laisser, là même, échapper quelques regrets à son tour sur les retards apportés à la publication d'un autre livre qui devait lui être adressé : — « Les muses de Varron, disait Atticus dans ce dialogue, gardent un silence plus long qu'à l'ordinaire; je ne crois pas pourtant qu'il demeure oisif, je crois plutôt qu'il ne nous dit rien de ce qu'il écrit. » — Et Varron alors répliquait : — « Point du tout; c'est, je pense, folie de travailler pour n'en rien dire. Mais j'ai entre les mains un grand ouvrage; j'ai dessein d'adresser à notre ami des recherches importantes et que je prends soin de limer et de polir. » — Et Cicéron à son tour, se donnant la parole, répondait : — « J'attends déjà depuis long-temps; mais je n'ose vous presser. » — Il s'agissait de ce traité *de la Langue latine* qui ne nous est parvenu que mutilé et auquel Varron travaillait alors. Les *Livres Académiques* eurent à peine paru que Cicéron, agité comme un poète le lendemain d'une épopée, s'inquiétait de ce que Varron penserait du livre et de l'offrande; il épanche à ce propos dans le sein d'Atticus les confidences de sa vanité maladive : « Je ne crains pas ce qu'on en dira; qu'en dirait-on? Je crains plutôt que Varron n'en soit pas content; » et plus loin se flattant doucement lui-même : « Il n'est rien de mieux écrit que ces *Livres*. Je les adresse à Varron, surtout parce qu'il le souhaite; mais vous le connaissez comme moi :

Son esprit soupçonneux accuse l'innocent (1)...

Dites-moi, avez-vous été bien content de la lettre que je lui écris? Que je meure si j'ai jamais rien travaillé avec tant de soin! » On surprend ici l'amour-propre du grand homme en déshabillé. Varron fut-il satisfait? Je l'ignore. L'auteur des *Académiques* convient lui-même que l'auteur du *de Re rustica* n'avait pas beaucoup d'orgueil littéraire (2); peut-être pourtant tous ces petits ambages d'auteur, cette précaution surtout que prenait Cicéron de faire savoir au lecteur, dans une sienne dédicace, qu'on lui préparait en revanche un don

(1) C'est un vers de l'*Iliade*, XI, 653.

(2) « Nihil magnopere meorum miror, » lui fait-il dire. (*Acad.*, I, 2.)

analogue, blessèrent-ils quelque peu Varron? Ce qui paraît probable, c'est que, quand le traité *de la Langue latine* parut, l'envoi ne contenait rien autre chose que le seul nom de Cicéron. Certes c'était là le meilleur éloge; mais je soupçonne pourtant que le célèbre auteur eût autant aimé une autre louange que cette apologie silencieuse.

Cette page-là peut servir à une histoire déjà bien longue et qui menace de l'être encore plus, car elle a commencé le jour où quelqu'un s'est avisé d'écrire, et elle ne finira qu'avec le dernier auteur, je veux parler de la vanité littéraire.

Varron avait fui la politique; la politique le poursuivit dans sa solitude; la tranquillité dont il avait joui pendant la dictature de César fut cruellement troublée quand vint l'omnipotence d'Antoine. Le triumvir trouvait à son gré la villa qu'habitait Varron : un jour qu'il venait de faire la débauche à Capoue, il s'en empara violemment. C'est de cette façon que presque tous les biens de ce septuagénaire illustre qui ne vivait plus que pour les lettres lui furent successivement enlevés. Il faut entendre en quels termes véhémens Cicéron parle de la présence d'Antoine dans cette villa de Casinum : « Quel changement! s'écrie-t-il dans sa seconde *Philippique*. Varron en avait fait un lieu de retraite et d'étude, et non le repaire de la prostitution. Tout y respirait la vertu : quels entretiens! quelles méditations! quels écrits! C'était là qu'il expliquait les lois du peuple romain, les monumens des anciens, les principes de la philosophie et de tous les genres d'instruction. Mais pendant que vous l'accusiez, indigne usurpateur, tout y retentissait des cris de l'ivresse; le vin inondait les parquets, il ruisselait le long des murailles; des enfans de bonnes maisons étaient confondus avec les esclaves achetés pour vos plaisirs, les mères de famille avec les filles perdues (1). » Telle était cette austère retraite du sage qu'un tyran corrompu lui enleva pour la profaner par ses orgies. On hait volontiers ceux qu'on dépouille : les exactions prennent un air de représailles par l'inimitié. Bientôt Varron fut inscrit par Antoine sur une table de proscription (2) où figuraient certains partisans de Pompée qu'avait épargnés la clémence de César. Heureusement Varron avait

(1) Cic., *Philippic.*, II, 41; édition de M. Le Clerc. — Plin., *Hist.nat.*, VII, 30.

(2) Schneider met ce fait en doute; selon lui, Appien (IV, 47), venant cent cinquante ans après les évènemens, aurait confondu l'auteur du *de Re rustica* avec un autre Varron dont il est parlé dans Dion Cassius et dans Velleius Paterculus, en sorte que cet homonyme seul aurait été proscrit. Les argumens subtils de Schneider ne m'ont pas convaincu : je préfère tout simplement la tradition à laquelle Aulu-Gelle a cru après Appien.

des amis, et ce fut à qui se dévouerait pour lui. Si l'on en croit Appien, Calenus eut l'honneur de l'emporter; il emmena Varron dans une de ses villa, où Antoine, qui y venait souvent, ne s'avisa point de le faire chercher. Mais enfin un édit du consul Plancus le releva de la proscription, lui et Messala Corvinus. Rendu à la liberté, Varron trouva la belle bibliothèque qui ornait l'une de ses maisons de campagne pillée et dispersée par les soldats; plusieurs de ses propres ouvrages encore inédits avaient disparu (1). Avec ses goûts, la perte était irréparable: on aime à se figurer que ce fut une attention délicate de la part d'Auguste de charger précisément Varron de mûrir le plan qu'il avait conçu d'une bibliothèque publique. Du reste, Varron, à qui tous ses biens avaient été rendus, continua de se tenir à l'écart de la vie politique, dont son grand âge, de toute manière, l'eût éloigné. Après la bataille d'Actium, on le trouve établi à Rome, et il remplit les dernières années de sa verte vieillesse par la composition de ce beau et sévère traité *de l'Agriculture*, où il adressait à sa femme Fundania les excellens préceptes ruraux qu'une longue pratique lui avait suggérés : c'était comme un dernier hommage rendu au passé de Rome, à cet art du labour contemporain de tant de fortes vertus, et qui avait dégénéré en même temps que les mœurs publiques. Enfin, dans l'année 27 avant l'ère chrétienne, la mort vint interrompre l'infatigable polygraphe dont la plume ne se reposait point (2) : il comptait quatre-vingt-dix ans. Prévoyant sa fin, Varron avait recommandé qu'on l'ensevelît à la manière pythagoricienne, dans des feuilles de myrte et d'olivier noir (3).

C'est ainsi que disparut enfin de la scène ce vieillard qui, selon le beau mot de Valère Maxime, égala sa vie à la durée d'un siècle, *sæculi tempus æquavit*. Contemporain de Marius et de Sylla, de Pompée et de César, d'Antoine et d'Octave, c'est-à-dire des plus épouvantables bouleversemens auxquels l'ambition des soldats et la corruption aient jamais soumis un peuple libre, Varron se consola ou du moins sut se distraire de tant d'épreuves par l'étude et par les lettres : c'est à lui que l'auteur des *Tusculanes* pouvait écrire avec vérité que

(1) Aul.-Gell., XII, 10.

(2) C'est ce que dit Valère Maxime : « Eodem momento, et spiritus ejus et egregiorum operum cursus extinctus est. » (VIII, 3.)

(3) Plin., *Hist. nat.*, XXXV, 46. — Cette pensée des funérailles semble avoir préoccupé de bonne heure Varron : dans sa 17e satire (éd. d'Œhler, p. 107), il dit qu'il vaut mieux brûler les corps, selon le précepte d'Héraclide, que de les conserver dans le miel, comme le voulait Démocrite.

les amis les plus sûrs sont encore les livres. Et cependant ces dures épreuves des dernières années, la mort tragique de Pompée et de Cicéron, la proscription sanglante de tant de compagnons d'armes, la chute définitive des libres institutions qu'il aimait, le pillage de ses villa et de sa bibliothèque, durent lui faire une vieillesse bien triste. Je m'imagine qu'il pouvait s'appliquer à lui-même ce passage de son traité *de la Langue latine* (1) : « Celui que vous avez connu dans la beauté de ses premiers ans, vous le voyez flétri par l'âge; trois générations ont passé sur lui et l'ont rendu méconnaissable. » Heureusement je ne sais quel air de vigueur et de ferme jeunesse resta jusqu'au bout à son style : Varron fut de ceux dont la main, même à la veille de mourir, ne tremble pas.

III.

Et cependant il avait beaucoup écrit. Aulu-Gelle cite de lui un passage formel, où ce Romain disait être âgé de quatre-vingt-quatre ans et avoir composé déjà quatre cent quatre-vingt-dix livres, *septuaginta hebdomades librorum*. Pour que la chose ne paraisse pas trop invraisemblable, il faut se rappeler Lope de Vega et ses dix-huit cents comédies. Les matières traitées par Varron embrassaient toutes les branches des connaissances humaines : critique, il écrivait sur les poètes, sur la rhétorique, sur l'art de l'historien, sur les pièces de Plaute, sur les origines du théâtre; grammairien et étymologiste, il nous a laissé un traité *de la Langue latine;* philosophe, il soutenait de sa plume les doctrines de l'ancienne Académie modifiées par quelques légères atteintes de stoïcisme; théologien, dans son grand livre sur *les Antiquités des Choses divines et humaines* (2), il faisait encore au temps de saint Augustin l'admiration des lecteurs chrétiens; savant, il traitait entre autres choses, dans ses *Disciplines*, de l'arithmétique et de l'architecture; antiquaire et historien, dont Plutarque vantait l'érudition (3), il avait composé des *Annales*, un récit de la seconde guerre punique, des notices sur les images des grands hommes, un

(1) v, 5.

(2) C'était l'ouvrage le plus vanté de Varron; M. Merkel en a recueilli avec soin les fragmens dans la grande préface de son édition des *Fastes* d'Ovide; Berlin, 1841, in-8°, p. CVI et suiv. — On tirera moins de profit d'une dissertation antérieure de M. Krahner, publiée à Halle, en 1834.

(3) *Vie de Romulus.* — Niebuhr tient peu de cas de Varron comme historien. (Trad. franç., t, I, p. 16.)

traité sur les origines de Rome, bien d'autres livres encore dont le plus regrettable pour nous est cette autobiographie que cite le grammairien Charisius; agronome enfin, il avait exposé dans son *de Re rustica* tout ce que son expérience de propriétaire lui avait appris sur la culture des champs, sur les bestiaux et les basse-cours. On le voit, Varron est un encyclopédiste : les lettres, les arts, les sciences, il aborde tout avec la passion profonde d'apprendre lui-même pour faire connaître aux autres. Malheureusement les âges n'ont presque rien épargné de ces travaux sans nombre, et nous ne connaissons de lui que deux ouvrages : son essai sur *l'Agriculture*, par lequel il prend place entre Caton et Columelle, et son livre *de la Langue latine*, aujourd'hui bien mutilé. On en est donc réduit, sur l'ensemble et sur les détails de cette œuvre immense, aux conjectures et aux restitutions. Le seul point qui reste acquis à l'histoire des lettres, c'est que Varron fut en tout le père de l'érudition chez les Romains : *Romanæ eruditionis parentem*, Symmaque le répète au IVe siècle.

Mais ce n'est point l'érudit qui me touche; je voudrais retrouver le poète. Cicéron, s'adressant à Varron dans ses *Académiques*, lui dit : « Vous avez composé un poème élégant et varié, en vers de presque toutes les mesures. » S'agissait-il ici des *Ménippées?*... Peut-être serions-nous à même de répondre, si le traité de Varron sur *la Composition des Satires*, que le grammairien Nonius avait encore sous les yeux, ne s'était dès long-temps perdu. — Il faut s'en souvenir, c'était alors une chose toute nouvelle que la satire; on n'était séparé que par Lucile (1) de celui qui l'avait créée, de cet Ennius lu et relu avec tant de charme par Varron durant sa jeunesse. Or, ce poème mêlé de rhythmes divers, c'était bien probablement une *satire* à la façon d'Ennius, je veux dire un mélange, *satura lanx*, une corbeille de fruits de toute espèce. Lucile, il est vrai, avait fait de ces compositions quelque chose de plus sérieux, en adoptant les grands vers, en s'imposant des plans réguliers. Venant après ces deux maîtres, Varron voulut à son tour constituer quelque chose d'original : retenant donc de Lucile la régularité des cadres, et d'Ennius l'indépendance absolue de la forme, il appela *Menippées* des satires dans lesquelles il entremêla (personne ne paraît l'avoir fait avant lui) la prose et les vers : de là un genre particulier auquel ce nom est resté propre depuis des

(1) Je ne compte pas Albutius, qui avait imité Lucile, à ce que nous apprend Varron lui-même : « Homo apprime doctus, cujus Luciliano charactere sunt libelli... » (*De Re rustic.*, III, 2.)

siècles, et dont quelques spirituels écrivains du temps de la ligue ont pour toujours ravivé la gloire en France. C'était aussi un premier et timide essai de la satire en prose que Lucien porta plus tard à la perfection. Du reste, en alliant la prose au vers, Varron donnait un exemple qui, depuis, a été suivi par des génies bien différens : ce mélange, en effet, se retrouve souvent dans Shakspeare et dans Wieland; La Fontaine en a usé pour sa *Psyché*, Chapelle pour son *Voyage*, et la généalogie des *Lettres à Émilie* remonte même ainsi jusqu'à l'auteur du *de Re rustica;* mais Demoustier, sans aucun doute, ne s'est pas connu ce glorieux antécédent.

D'où vient ce nom de *Ménippée*, intéressant à plus d'un titre, puisqu'à nos yeux il désigne avant tout l'un des monumens admirés de la langue française? d'où vient qu'Athénée appelait Varron *le Ménippéen?* Aulu-Gelle va nous l'apprendre : « Varron, dit-il, a imité les écrits de Ménippe dans les satires qu'il a appelées *ménippées*, et que d'autres appellent *cyniques*. » Mais pourquoi cette dénomination a-t-elle été volontairement choisie par l'auteur latin? Est-ce parce que le philosophe qui lui servait de modèle avait composé aussi des satires entremêlées de prose et de vers? En se fiant à la signification actuelle du mot *ménippée*, qui désigne bien un pareil mélange, on serait tout d'abord disposé à le croire. Il n'en est rien cependant (1); Ménippe ne paraît avoir composé ni vers ni satires proprement dites. C'est donc seulement l'humeur en quelque sorte proverbiale, c'est le ton facétieux et sans vergogne du cynique qui semble avoir conduit Varron à se servir de ce nom comme d'une enseigne.

Qu'était donc ce railleur célèbre dont le seul souvenir alléchait ainsi la curiosité? Il faut ici s'adresser à ce bon Diogène Laërce, qui enregistre exactement tous les mauvais propos et même toutes les calomnies quand il s'agit d'un philosophe. Phénicien d'origine et esclave, Ménippe (2), à force de quémander et d'épargner, avait fini par acquérir à Thèbes le droit de citoyen. Sa rapacité l'avait tiré de

(1) Un grammairien du second siècle, Probus, dans son commentaire sur la IIe églogue de Virgile, a dit, il est vrai : « Varron le ménippéen, ainsi nommé, non parce qu'il aurait été l'élève de Ménippe, lequel était venu bien avant lui, mais à cause de l'analogie d'esprit et parce que ce philosophe aussi avait composé des satires dans tous les rhythmes. » (Voir le Servius de M. Lion; Gœttingue, 1826, in-8°, t. II, p. 352.) C'est une erreur que M. Œhler a bien fait ressortir; Casaubon avait déjà décliné sur ce point l'autorité de Probus. (*De Poesi satirica*, édit. de Rambach, p. 206.)

(2) J'ai sous les yeux une récente et curieuse monographie de M. Ley sur Ménippe : *de Vita scriptisque Menippi cynici*, Cologne, 1843, in-4°,

l'esclavage, sa rapacité le perdit. A force de prêter sur gages, à force d'exercer l'*usure à la journée* et l'*usure navale* (c'est-à-dire de se faire payer quotidiennement l'intérêt et de doubler le taux pour ceux qui allaient sur mer), il amassa beaucoup de bien; mais on lui tendit des piéges, et il finit par perdre toutes ces richessses laborieusement dérobées. De désespoir, Ménippe se pendit. On en croira ce qu'on voudra. Il laissait divers ouvrages pleins de bouffonneries, πολλοῦ καταγέλωτος, entre autres des lettres plaisantes et des dialogues grotesques, où il couvrait de ridicule les diverses écoles philosophiques. Cette cynique indépendance de langage et d'opinions rendit Ménippe très célèbre et fit de lui une sorte de type, une espèce de Marforio et de Pasquin, sous le couvert duquel chacun glissa désormais ses hardiesses, tout ce qu'on n'osait pas dire à son propre compte. Qu'on se rappelle le rôle presque permanent qu'a Ménippe dans les satires de Lucien : c'est lui qui est le héros de la *Nécyomantie*, cette burlesque descente aux enfers; c'est lui qui donne son nom à l'*Icaroménippe*, à cette risible ascension dans la lune où les dieux comme les hommes sont bafoués avec une verve impitoyable qui faisait pressentir déjà l'amertume railleuse de Voltaire. Le caractère de ce personnage, chez Lucien, est de s'exprimer librement et jovialement sur toute chose; en un mot, Ménippe ne cesse pas un instant d'être fidèle au portrait qui est donné de lui dans le premier *Dialogue des Morts*, et où il est représenté comme un vieillard chauve, au manteau troué et diversifié de guenilles de toutes couleurs, gausseur qui rit toujours et qui se moque surtout de « ces fanfarons de philosophes. »

On le sait, Varron écrivait près de deux siècles avant Lucien; la réputation de Ménippe brillait alors de toute la vivacité de son premier éclat (1). Il était bien naturel que Varron s'emparât de ce nom significatif qui, tant d'années après, était encore le meilleur symbole de raillerie audacieuse aux yeux du maître de la satire grecque; mais jusqu'à quel degré l'écrivain latin fut-il imitateur? Athénée cite un livre de Ménippe intitulé *les Testamens*, et il y a précisément une ménippée de Varron qui s'appelle *sur les Testamens*. Voilà une pâture pour les faiseurs de dissertations érudites à qui les hypothèses sont plus chères que les preuves; pour ma part, je ne saurais con-

(1) On est fort peu d'accord sur l'époque où vécut Ménippe, et il y a sur ce point une controverse qui, recueillie, ferait tout un volume. M. OEhler, par des conjectures ingénieuses, arrive à montrer que ce philosophe dut florir six olympiades environ avant la naissance de Varron.

clure d'une similitude de titre à un plagiat. Varron, à mon sens, n'a emprunté de Ménippe que le ton, que la liberté des allures; il faut, sur cette originalité de son œuvre, s'en fier à Quintilien (1), dont les paroles sont décisives. L'ingénieux critique vient de parler d'Horace, et il continue ainsi : « Il y a une autre espèce de satire, et plus ancienne, que Terentius Varron, le plus savant des Romains, a créée, *condidit*, et qui consiste dans un mélange de vers et de prose. » A le bien prendre, les *Ménippées* furent donc une création. Si un doute pouvait subsister sur ce point, je citerais les remarquables paroles que Cicéron prête à Varron lui-même dans les *Académiques :* « Ces ouvrages, lui fait-il dire, où j'ai répandu, il y a bien long-temps, quelque gaieté comme imitateur et non comme traducteur de Ménippe, contiennent plusieurs choses tirées du fond de la philosophie et de la dialectique; j'ai déterminé les moins instruits à me lire, en mettant ces idées à leur portée. » Outre qu'il a l'avantage de montrer comment Varron visait, dans ses satires, à rendre populaires les plus hautes doctrines, ce texte me paraît être sans réplique; il maintient au Romain sa part d'originalité, la meilleure part.

Nous venons de voir que, dans Cicéron, l'auteur des *Ménippées* disait lui-même que c'étaient là d'anciens ouvrages, *veteribus nostris;* mais il faut observer que Varron, qui a vécu près d'un siècle, était bien vieux déjà quand son ami lui prêtait ce langage. Ce n'est donc point là une raison péremptoire de penser que ces compositions aient été une œuvre de la première jeunesse de Varron. En recueillant soigneusement certaines allusions à des faits dont l'époque peut être déterminée, le jeune et savant éditeur des *Ménippées*, M. Franz Œhler, arrive à préciser les temps divers où quelques-unes de ces pièces paraissent avoir été écrites. Selon lui, la date la plus ancienne est celle de 675 de Rome, la plus récente est celle de 694. Varron donc, depuis l'âge de trente ans environ jusqu'à celui de cinquante, aurait mis en tout une vingtaine d'années à publier ses satires, qui finalement furent réunies en un seul recueil, lequel était depuis très long-temps connu quand parurent les *Académiques* de Cicéron. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ces *Ménippées* ne furent pas de simples

(1) x, 1. — Quintilien ajoute : « Cet écrivain, qui avait une connaissance approfondie de la langue latine et de toutes les antiquités grecques et romaines, a composé plusieurs autres ouvrages pleins d'érudition, mais dont la lecture est plus profitable à la science qu'à l'éloquence, *plus scientiæ collaturus quam eloquentiæ.* » C'est ce manque d'art et de raffinement qui fit négliger de bonne heure Varron : bientôt on exécuta peu de copies nouvelles de ses livres, qui se perdirent.

essais de jeunesse, mais bien l'œuvre d'un observateur mûri. Elles n'en ont pour nous que plus d'intérêt.

D'après les témoignages divers que nous avons curieusement enregistrés, on a pu se convaincre que les satires de Varron avaient été goûtées chez les anciens; toutefois, comme elles contenaient beaucoup d'allusions contemporaines, beaucoup de traits d'une érudition raffinée, elles cessèrent de bonne heure d'être lues par le vulgaire et firent exclusivement les délices des lettrés instruits. Moins de deux cents ans après Varron, on trouvait déjà bien des difficultés à tout entendre dans les *Ménippées;* les savans seuls s'en piquaient (1). Cependant les manuscrits de cet ouvrage n'étaient pas encore devenus rares : au IIIe siècle, le grammairien Nonius l'avait encore au complet, et c'est même d'après les très nombreux extraits qu'il en a donnés pour appuyer ses assertions de linguiste, que les *Ménippées* nous sont surtout connues aujourd'hui; plus tard même, au Ve siècle, d'autres grammairiens, tels que Charisius et Diomède, ainsi que quelques faiseurs de commentaires qui vivaient à peu près vers ce temps, comme Porphyrion, l'un des annotateurs d'Horace, et Philargyrius, le scholiaste des *Géorgiques*, paraissent avoir eu entre les mains un certain nombre au moins de ces satires; mais, dans la barbarie qui survint ensuite, ce livre ne fut plus invoqué, et il ne tarda point à se perdre. Quand, au XIIe siècle, Jean de Salisbury, le premier d'entre les modernes, laissa reparaître sous sa plume ce mot de *Ménippée varronienne*, ce n'était pas au texte, c'était évidemment aux citations d'écrivains antérieurs qu'il empruntait ses citations propres. Le livre lui-même avait dès long-temps disparu, et sans doute pour toujours.

A dire vrai, les *Ménippées*, lors de la renaissance des lettres en Europe, n'étaient plus qu'un souvenir, car les courts extraits, les bribes tronquées qu'on en trouvait dans les grammairiens et les glossateurs, semblaient avoir bien peu de prix. J'ai dit pourtant qu'au XVIe siècle un érudit dont le nom sera toujours cité avec honneur, notre grand typographe Robert Estienne, eut avant personne l'idée de glaner laborieusement ces débris épars dans les auteurs anciens, et les joignit à sa précieuse collection des *Fragmens des vieux Poètes latins* qui parut à Paris, en 1564. C'était justice qu'un pareil travail vît d'abord le jour en France, puisque la France, vingt ans plus tard, devait avoir sa *Ménippée du Catholicon*. Certainement cette publication ne fut pas sans influence sur les spirituels écrivains qui, par un

(1) A. Gell., XIII, 30.

pamphlet immortel, couvrirent la ligue d'un ridicule que les siècles n'ont pas effacé. Il n'est même pas indifférent de noter que l'un d'eux, le savant et ingénieux Passerat, avait précisément expliqué, dans sa chaire du Collége de France, le recueil de Robert Estienne. J'ai eu entre les mains l'exemplaire (1) surchargé de notes manuscrites dont il se servait.

Supposez un *jeu de patience*, une de ces lithographies découpées en fragmens de toutes formes que les enfans s'amusent à réunir; eh bien! c'est à peu près cela qu'a tenté Robert Estienne pour Varron. Seulement, comme le jeu était dépareillé et incomplet, comme il n'en restait que de petits morceaux isolés, il n'a pu reconstruire que certains coins de l'image d'après lesquels il est bien difficile de deviner l'ensemble. C'est comme un palimpseste trop effacé dont l'écriture ne reparaîtrait que çà et là; la tentative pourtant était louable et utile. Si les œuvres de Boileau se perdaient demain, on pourrait en restituer quelque chose avec ce qu'ont cité les faiseurs de grammaires et de rhétoriques. Qu'on s'imagine ce que seraient pour nous les comédies de Molière, si on ne les pouvait apprécier que par les passages insérés dans les livres des Le Batteux et des Girault-Duvivier! Voilà où nous en sommes réduits pour Varron. *Disjecti membra poetæ*, c'est un mot banal qui semble rajeunir pour la circonstance.

Depuis Robert Estienne, le texte incorrect de ces *Ménippées* n'avait pas subi une révision sévère, et l'édition spéciale donnée en 1590 par Popma avait toujours été servilement réimprimée jusqu'ici. Il était temps que la philologie moderne intervînt après plus de deux siècles d'abandon, et qu'elle soumît enfin à un contrôle intelligent ces fragmens précieux que personne, même les plus érudits, n'osait aborder, et qui n'obtenaient que très exceptionnellement l'honneur d'être invoqués par la science. C'est ce que vient de tenter avec succès le récent éditeur de Quedlinbourg. Mettant à profit les conjectures quelquefois ingénieuses, toujours hardies, de son prédécesseur Popma (2) M. Franz Œhler a fondu dans ce nouveau travail ses recherches personnelles, ses restitutions propres, avec les brèves indications données çà et là par Joseph Scaliger, par notre savant Turnèbe, par Burmann dans son *Anthologie latine*, et plus récemment même par un estimable érudit hollandais, M. Reuvens (3). Sans doute M. Œhler est loin d'avoir tout éclairci dans les fragmens lacérés et corrompus

(1) Bibliothèque royale; Y, 1531.

(2) Elles sont réimprimées dans le IIe volume du Varron des Deux-Ponts.

(3) Dans ses *Collectanea litteraria*, Leyde, 1815, in-8°, p. 118 et suiv.

que lui-même regarde souvent comme inintelligibles, *omni corruptelæ fæce coinquinata*, ainsi qu'il le dit dans un latin qui pourrait être de meilleur goût; ses corrections ne nous semblent pas toujours heureuses, et quelquefois la leçon reçue, la vulgate, si altérées qu'elles soient, donnent un meilleur sens. Néanmoins l'ouvrage de M. OEhler est très digne d'estime, et prouve une érudition fort patiente; le texte, dans certains passages importans, est sorti amélioré des mains du savant éditeur : d'autres compléteront cette tâche. Je dois dire aussi que la plupart des questions chronologiques ou d'archéologie qui se rattachent aux *Ménippées* se trouvent éclaircies, dans la préface étendue de M. OEhler, avec perspicacité et entente. Quant à la valeur morale ou littéraire, quant au sens même des fragmens, M. OEhler s'en préoccupe beaucoup moins que des curiosités grammaticales : il semble n'adresser son livre qu'aux philologues. Ses *Ménippées* pourtant, à l'aide de quelques indications sommaires, eussent pu désormais fournir aux lettrés tel renseignement curieux, tel passage piquant, que bien peu auront la patience d'aller tirer du sein de ce fatras de phrases tout-à-fait insignifiantes et de lambeaux sans intérêt. Il y a trente ans que M. Schœll, dans un livre qui jusqu'en ces dernières années a fait autorité chez nous (1), écrivait que le temps n'avait *rien conservé* des satires de Varron. Essayons rapidement de traduire et d'agencer quelques-uns de ces morceaux ignorés : peut-être est-ce la meilleure manière de donner un démenti à Schœll auprès du public français.

Un homme d'esprit, causant du procédé tout littéral de la moderne philologie, la comparait malignement aux hôtelleries espagnoles : vous arrivez affamé dans une auberge d'Aragon, on vous accueille à merveille, on vous offre aussitôt une place au feu et tous les ustensiles imaginables; mais, si vous voulez manger, il vous faut d'abord courir par la ville et acheter en personne le menu de votre dîner. C'est un peu notre cas à l'égard de l'excellent livre de M. OEhler : tout en nous faisant son hôte, force nous est bien de le quitter souvent, et de ne revenir à lui que muni de nos provisions. Le jeu, avec Varron, n'est pas toujours aisé, et il serait même assez excusable de faillir, car déjà au second siècle *les Ménippées* fournissaient ample matière aux conjectures. Aulu-Gelle raconte même, à ce propos, une anecdote plaisante sur je ne sais quel pédant qui, dans la boutique d'un libraire de Rome, se vantait hautement de comprendre toutes les satires de

(1) *Hist. de la littér. romaine*, 1815, in-8°, t. 1, p. 281.

Varron, et, une fois mis à l'épreuve, ne put se tirer de ce mauvais pas qu'en simulant un mal d'yeux : avec les lecteurs, on ne saurait user de la même ressource. Glanons donc modestement et rapidement notre humble gerbe.

IV.

Aucune des satires de Varron n'ayant survécu intégralement, on serait fort embarrassé de dire ce qu'était au juste une ménippée, si, dans son *Apolokyntose*, Sénèque ne nous en avait laissé une imitation qui suffit à montrer dans quelle espèce de cadre animé et pittoresque se jouait le caprice de l'écrivain. Ce n'est pas le moment de marquer la différence profonde qu'il y a entre l'honnête Varron déguisant à dessein ses leçons morales sous la forme enjouée du badinage et le lâche rhéteur qui, pour flatter une reine meurtrière dont il devint sans doute l'amant, ne trouvait rien de mieux que d'inventer une odieuse plaisanterie sur la mort d'un prince empoisonné de la veille : on n'est pas forcé d'avoir sur Sénèque les illusions enthousiastes de Diderot. Tout le monde connaît l'*Apolokyntose*, c'est-à-dire les piteuses aventures du malheureux Claude dans l'autre monde, sa grotesque comparution devant le conseil des dieux, ainsi que sa descente, plus bouffonne encore, aux enfers, où on le condamne solennellement à jeter les dés dans un cornet percé, à l'imitation des Danaïdes. Cette composition, tristement spirituelle, suffit, avec *les Césars* de Julien, à faire deviner par analogie ce qu'était la ménippée de Varron. Évidemment, une petite action dramatique y servait le plus souvent à concentrer l'intérêt, à ramener vers un centre commun l'ironie, laquelle de sa nature est courante et discursive. Dialogues, récits, épisodes, s'entremêlaient habilement; partout la variété de la forme correspondait à la variété du fonds. Varron touchait tous les sujets dans tous les rhythmes, depuis le trimètre iambique jusqu'au galliambe, depuis l'anapeste jusqu'au vers élégiaque; il mêlait le latin au grec, la citation au trait original, la parodie à l'imitation, le vers à la prose; en un mot, ses *Ménippées* étaient un assaisonnement piquant de toutes choses, de raillerie comme d'érudition, de maximes graves comme de libres propos, de haute inspiration poétique comme de crudités moqueuses. Dans l'emportement de sa verve, le grave écrivain bravait toutes les difficultés de la mesure : « La lourdeur des pieds du vers, s'écrie-t-il avec un enthousiasme lyrique, ne saurait m'arrêter, car le bouquet du rhythme est lent à se flétrir. » Prévision vraie du poète! Oui, quoiqu'elle se soit dénouée et peu à peu

perdue sur le chemin des âges, il reste encore de cette tresse odorante quelques brins fleuris qui ont gardé leur senteur. Tâchons de la respirer à notre tour.

En général, les fragmens des *Ménippées* sont extrêmement courts; cités le plus souvent par les grammairiens pour servir d'exemples à leur interprétation de quelque mot peu usuel, ils ne concordent guère entre eux et n'offrent que très rarement un sens suivi. Le hasard pourtant a voulu qu'en rapprochant quelques vers, isolément insérés par Nonius, on se trouve avoir deux passages un peu complets qui, par leur caractère sévère, font contraste avec le ton ordinairement railleur ou dogmatique de ces satires. Je les détacherai tout de suite, pour donner une idée de la poésie sobre et nerveuse de Varron. En essayant de traduire ces textes formés de lambeaux épars, qui se trouvent donner un beau sens, je citerai d'abord l'original; tout le monde m'en saura gré, car ces deux remarquables fragmens peuvent passer pour inconnus. Le premier est une description de tempête :

Repente noctis circiter meridie,
Cum pictus aer fervidis late ignibus
Cæli chorean astricen ostenderet,
Nubes aquales, frigido velo leves
Cæli cavernas aureas subduxerant,
Aquam vomentes inferam mortalibus;
Ventique frigido se ab axe eruperant,
Phrenetici Septemtrionum filii,
Secum ferentes tegulas, ramos, syros.
At nos caduci, naufragi ut ciconiæ,
Quarum bipinnis fulminis plumas vapor
Perussit alte, mæsti in terram cecidimus.

« Tout à coup, vers le milieu de la nuit, lorsque l'air émaillé au loin de feux brûlans laissait voir au ciel le chœur des astres, les nuées orageuses avaient replié rapidement leur voile humide sur les voûtes dorées du firmament et répandu en bas leur pluie sur les mortels; les vents s'étaient échappés des glaces du pôle, fils indomptés du Septentrion, emportant après eux toitures, rameaux, poignées de branchage. Et nous, pliés, courbés sous la tempête et pareils à la cicogne dont le feu de la foudre ailée a brûlé les plumes, nous tombâmes accablés sur le sol. »

Sans doute l'harmonie virgilienne manque à ce style; mais il y a là en revanche je ne sais quelle couleur forte et primitive dont seront charmés tous ceux qui gardent fidèlement le culte de la poésie.

Le second passage n'est pas indigne de celui qu'on vient de lire;

on y reconnaîtra les plaintes de Prométhée dans la solitude. Peut-être M. Œhler a-t-il admis un peu légèrement cette pièce entre les satires; mais que nous importe? c'est le poète avant tout que nous cherchons.

Sum ut supernus cortex, aut cacumina
Morientum in querqueto arborum aritudine.
Mortalis nemo exaudit, sed late incolens
Scytharum inhospitalis campis vastitas.
Levis mens nunquam somnurnas imagines
Adfatur, non umbrantur somno pupulæ.

« Je suis comme l'écorce du haut des arbres, comme les sommets des chênes morts de sécheresse dans la chénaie; je ne suis entendu d'aucun mortel, mais seulement de ces champs inhospitaliers de la Scythie dont les plaines au loin s'étendent immenses. Jamais mon ame inquiète ne converse avec les apparitions des songes, jamais l'ombre du sommeil ne descend sur mes paupières. »

Il y a dans ces vers un sentiment vrai et poétique : la Muse s'était doucement penchée sur le grave Romain. Pour tous ceux qui se rappellent le délicieux chapitre où l'auteur du *de Re rustica* a su, à quatre-vingts ans, parler des abeilles avec une grace de diction dont Virgile s'est depuis inspiré, ce ne sera pas chose nouvelle de rencontrer chez lui cette fleur charmante de poésie éparse à travers un style trop souvent inculte et négligé. Dans un fragment de ses satires, Varron a dit : « Tu fais oublier à l'ame l'amertume de ses chagrins par la douceur de tes chants et de ta poésie, *dimittis acres pectore curas cantu castaque poesi.* » C'est ce que ses contemporains durent plus d'une fois lui répéter; mais revenons aux ménippées.

Trouver un titre piquant est un art que les modernes ont poussé si loin, que l'étiquette souvent vaut mieux que la chose. Vous entrez par une façade superbe, mais vous ne trouvez qu'une maison vide. Dans la préface de son *Histoire naturelle,* Pline prétend que les Grecs excellaient à bien intituler leurs livres; les Romains, au contraire, lui paraissaient plus maladroits, moins alertes à saisir la devise qui frappe et attire, *nostri crassiores.* On remarquera que Varron avait démenti à l'avance ce jugement de Pline, car rien n'est plus varié, plus inattendu que les mots qu'il jette en tête de ses satires, pour aiguiser, pour dépister en même temps la curiosité. Sur les quatre-vingt-seize titres qui nous restent des *Ménippées,* presque aucun n'est banal; souvent même une intention très mordante se trouve tapie sous ces enseignes mi-partie grecques, mi-partie latines. Quelquefois, il est vrai,

ce n'est qu'un nom mythologique, *les Euménides*, *Méléagre*, *un autre Hercule*, ou bien un ressouvenir de l'amour platonicien, comme *Agathon*, ou bien une maxime philosophique : γνῶθι σεαυτόν; ou encore un détail de mœurs romaines, *les Fêtes de Vénus;* mais plus ordinairement Varron préfère une expression proverbiale, comme *tu ignores ce que le soir amènera*, et *la marmite a trouvé son couvercle*, *ou du Mariage*.

Cependant, il faut dire que les philosophes font presque seuls les frais des titres bouffons : en cela, Varron imitait Ménippe. Ainsi, l'une de ses satires contre les cyniques s'appelait *le Tonneau ou les Choses sérieuses*, une autre, *Gare au chien;* le *Combat de Chèvres* était dirigé contre la secte épicurienne, et les ridicules opinions des stoïciens sur la destruction du monde étaient vivement raillées dans *la Cuiller à pot de l'Univers*, κοσμοτορύνη. Quant aux éternelles disputes des écoles entre elles, Varron s'en moquait dans *le Jugement des armes*, parodie de deux tragédies d'Attius et de Pacuvius sur la lutte d'Achille; il s'en moquait dans *les Andabates*, mot proverbial emprunté de ces gladiateurs qui, combattant à cheval et les yeux bandés, faisaient rire l'auditoire romain. Je m'imagine aussi qu'il s'agissait des flatteries de disciples à maîtres dans la pièce nommée *les Mulets se grattent l'un l'autre*. Le peu de fragmens qui nous restent prouvent que toutes ces ménippées correspondaient parfaitement à leurs titres par la vivacité des railleries. Le malin érudit tombait sans pitié sur toutes les sectes sans exception : « Aucun malade, s'écrie-t-il, n'a fait de rêve si extravagant qui ne se retrouve dans la doctrine de quelque philosophe. »

J'ai dit que les excès de chaque école recevaient en passant un horion. A un endroit, par exemple, il s'agissait de la folle croyance des pythagoriciens à la métempsycose : « Comment! vous doutez que vous soyez maintenant des singes à longue queue, ou des couleuvres, ou des bêtes d'entre les porcs d'Albucius (1) l'Athénien! » Si mutilée que soit presque toujours la pensée de Varron, on voit cependant qu'il est encore possible d'en saisir la portée profondément ironique. Plus loin, l'auteur des *Ménippées* tombait sur les stoïciens; c'est certainement à leur pratique de l'orgueil olympien et solitaire que s'attaquait cette

(1) Il est plus d'une fois question dans les lettres de Cicéron de ce personnage exilé à Athènes; Albucius était surtout connu à Rome par ses manies d'helléniste. Lucile (Fr. inc., 3) s'est spirituellement moqué de lui à ce propos; on peut consulter les *Lucilii Fragmenta* de M. Corpet, qui nous fourniront bientôt, ainsi que d'autres publications sur le même sujet, une occasion naturelle de reprendre et de compléter cette étude sur l'ancienne satire latine.

phrase : « Seul maître, seul éloquent, seul beau, courageux, juste même à la mesure du boisseau des édiles, candide, pur.... » Ce stoïcien si amusant dans Horace, ce Damasippe, qui croyait à l'extravagance des autres sans croire à la sienne, semble aussi montrer à l'avance sa silhouette chez Varron : « Comme à ceux qui ont la jaunisse ce qui est jaune et ce qui ne l'est point paraît jaune, ainsi, pour les fous, sages et fous sont des fous. » Je suppose encore que c'était à la manie du suicide, autorisée par le stoïcisme, qu'il était spirituellement fait allusion dans ce fragment : « Il se tua avec un coutelas de cuisine; on n'avait pas encore mis en faveur les petits couteaux importés de Bithynie. » Voilà un double trait contre la mode du temps et contre les philosophes. Du reste, Varron en tout n'attaquait que l'abus; ainsi je trouve qu'il défendait la sobriété d'Épicure contre la gourmandise de ses disciples : « Il ne ressemblait pas, dit-il, à nos débauchés, pour lesquels la cuisine est la mesure de la vie. » On devine quel vif et piquant intérêt devaient avoir pour la société élégante des César et des Catulle ces expositions comiques de doctrines qu'ils entendaient enseigner chaque jour, ces plaisanteries allusives à des disputes qui passionnaient tous les esprits. Sans doute, le peu que nous pouvons recueillir ici n'est guère que de la poussière d'érudition; mais heureusement on se souviendra qu'un rayon tombant dans l'obscurité suffit pour découvrir à l'œil tout un monde d'atomes en mouvement. C'est le néant de la mort qui revient un moment à la vie : or nous vivons, et il doit toujours y avoir en nous un peu de tendresse et de curiosité pour ce qui a vécu.

Varron tout à l'heure parlait de gourmandise; c'est un sujet sur lequel, ainsi que tous les anciens satiriques et comiques, il revient avec une verve intarissable. L'appétit des Romains restera toujours un problème pour les estomacs des érudits modernes. Lucile (1) déjà s'était écrié : « Vivez, gloutons, mangeurs! vivez, ventres! » L'auteur des *Ménippées* reprend ce thème et raille « les grands gosiers des gloutons » et « ces cohortes de cuisiniers, de pêcheurs à la ligne et d'oiseleurs » qui encombraient les rues. Hélas! qu'était devenu le temps où Caton ne mangeait à son premier repas que du pain avec de l'eau vinaigrée, ce temps regretté de Lucile, où l'oseille était le mets en faveur, et où les plus raffinés n'avaient que deux plats à leur dîner (2)! Peu à peu les enfans eux-mêmes avaient pris les vices de leurs pères, et Varron les montre même « trébuchant dans la maison

(1) II, 26; éd. Corpet.

(2) Duobus ferculis epulabantur. (Servius, ad *Æneid.*, I, 726.)

en regardant les jambons qui se balancent au croc. » On approchait de cet âge de corruption où les anciens cuisiniers de louage, qui figurent si souvent dans le théâtre de Plaute, avaient été remplacés par des esclaves savans, par de vrais artistes culinaires, qui, selon le mot énergique de Pline, devaient finir par commander aux maîtres de l'univers, *imperatoribus quoque imperaverunt*. Le pain même était fait avec raffinement; quoiqu'il y eût alors des boulangers publics, les riches préféraient l'ancienne coutume et avaient un four dans leur maison; c'est à cet usage que Varron fait allusion quand il dit à un gourmet ignorant : « Si tu avais consacré à la philosophie le douzième du temps que tu passes à surveiller ton boulanger pour qu'il te fasse de bon pain, depuis déjà long-temps tu serais homme de bien; ceux qui connaissent ton boulanger en donneraient cent mille as, qui te connaît n'en donnerait pas cent de toi. » La somme pourra ne point paraître trop exagérée si l'on songe qu'au dire de Tite-Live un habile cuisinier fut payé jusqu'à vingt mille sesterces. Varron, on le voit, est édifiant sur la gourmandise; personne n'a jamais retracé le parasite avec de plus vives couleurs que ne le fait l'imitateur de Ménippe, quand il le montre, en termes expressifs, « son repas servi devant lui, couché au haut bout de la table d'autrui, ne regardant pas derrière, ne regardant pas devant, et jetant un regard oblique sur le chemin de la cuisine. » Varron ici a la palette de Plaute.

Ce n'était pas du reste par étalage de sobriété que l'auteur des *Ménippées* parlait de la sorte; lui-même, avec cette modération de vrai sage qui sait tout apprécier et tout sentir, il avait, dans sa satire intitulée *Il est une borne au pot*, chanté les mérites du vin, tout en ridiculisant l'ivrognerie. C'était à un ivrogne sans doute qu'il faisait dire comme excuse : « Ne voyez-vous pas les dieux aussi, quand l'idée leur prend de goûter du vin, descendre dans les temples des mortels et menacer Bacchus lui-même de la coupe aux libations! » Mais j'aime à me figurer que c'était au lendemain de quelque dîner de Tusculum, où Cicéron avait assisté peut-être, que furent écrits ces vers charmans dont M. Sainte-Beuve eût pu profiter l'autre jour dans son aimable énumération des bachiques. Il faut citer le texte :

Vino nihil jucundius quisquam bibit;
Hoc ægritudinem ad medendam invenerunt,
Hoc hilaritatis dulce seminarium,
Hoc continet coagulum convivia.

« Le vin! personne n'a rien bu de plus exquis. Il est le remède trouvé contre le chagrin, il est la douce source de la gaieté, il est le lien des festins. »

Avec sa douceur de mœurs et son aménité de caractère, Varron était l'homme des dîners de l'amitié, des libres conversations du dessert. Une de ses satires, *lepidissimus liber*, dit Aulu-Gelle, était consacré à la théorie de ces repas discrets et choisis; il y traitait de la physionomie du festin et du nombre des convives qu'il faut réunir; ce nombre, selon lui, devait commencer au chiffre des Graces et finir au nombre des Muses. « Le festin, disait-il, doit réunir quatre conditions; il sera parfait si les convives sont bien élevés, le lieu convenable, le temps bien choisi, et si le repas a été préparé avec soin. Que les invités ne soient ni bavards, ni muets; que l'éloquence règne au forum et au sénat, le silence dans le cabinet. » Et plus loin il ajoute encore : « Le maître du festin peut n'être pas magnifique, il suffit qu'il soit exempt d'avarice. Tout ne doit pas être lu indifféremment dans un repas, on doit préférer les lectures qui sont à la fois utiles et agréables. » Brillat-Savarin et Berchoux n'ont jamais aussi bien dit. Varron entrait, sur ces matières, dans les plus grands détails, et Macrobe combat même la répulsion qu'il montrait pour les mets raffinés du second service. On sait aussi, par Aulu-Gelle, que, dans une satire spéciale *sur les Alimens*, pleine de traits ingénieux et piquans, il énumérait en vers iambiques la plupart des productions vantées que les diverses parties du monde envoyaient sur la table des gastronomes romains. Tous les mets recherchés, tous les morceaux exquis, huîtres de Tarente et dattes d'Égypte, chevreaux d'Ambracie et murènes de Tartesse, étaient curieusement énumérés. Vous voyez quels progrès les conquérans du monde avaient faits en peu d'années, et combien ils étaient loin déjà de ces pauvres gourmets du temps de Plaute, qui se contentaient de lard et de congre froid! Au résumé, je m'imagine que Varron ne prenait le rôle d'Apicius qu'afin d'étaler sa science. Curieux de toute chose, ce ne fut là pour lui qu'une forme de l'érudition.

On devine bien que, dans ses satires, Varron ne perdait pas une occasion d'enchâsser les faits sous la plaisanterie, de glisser l'enseignement sous le couvert du rire; bien des sujets de mythologie, d'histoire, de grammaire même se trouvaient de la sorte éclaircis à la rencontre. Instruire en amusant, corriger en se moquant, c'était là sa secrète intention : la satire fut dans ses mains l'arme d'un sage. Jamais il n'oublie le but pratique et moral; pas un vice, pas un ridicule ne lui échappe. En voulez-vous aux avares, voici une phrase qui servirait au besoin d'épigraphe à *la Marmite* de Plaute : « Quel ladre est raisonnable? Qu'on lui livre la terre, l'univers, la même maladie de prendre l'aiguillonnera si bien qu'il se retranchera à lui-même quelque

chose et fera sur soi des économies. » Désirez-vous voir un pédant romain, il vous le montrera « dissertant avec son museau velu et mesurant chaque mot avec un trébuchet à peser l'or. » Peut-être vous plairait-il d'assister à une consultation plaisante de médecins : déjà l'auteur des *Ménechmes*, ce précurseur de Molière, nous en avait montré un qui se vantait d'avoir remis une jambe cassée à Esculape; mais ici, tant les fragmens sont insuffisans, nous en sommes réduits aux conjectures, et nous ne savons pas si c'était à un Argan guéri de ses maladies imaginaires que Varron faisait dire : *Quid medico mihi est opus?* — On trouvera au surplus dans les *Ménippées* plus d'un détail de mœurs fait pour consoler de ces pertes. Sans doute quand Varron assure que de son temps presque tous les fils de famille étaient prêts dès l'âge de dix ans à empoisonner leur père, il est poète, il exagère, il fait ce que fera plus tard Juvénal en disant qu'il n'y avait *plus un honnête homme à Rome;* mais toujours est-il qu'un pareil propos marque les progrès effrayans de la perversion au sein de cette jeunesse qui s'élevait dans la honte, comme pour mieux supporter les hontes prochaines des Néron et des Tibère. Je conçois que, tout en admirant le progrès de la civilisation littéraire, un si grand esprit se tournât avec regret vers ces dures vertus du passé auxquelles il rendait hommage en disant : « Nos aïeux et nos arrière-aïeux, quoique leurs paroles sentissent l'ognon et l'ail, avaient la noblesse du cœur. » Le secret de la perte de Rome, Varron devait le connaître, c'était cette ambition effrénée que lui-même a peinte dans un hexamètre admirable :

Et petere imperium populi et contendere honores.

Le propre de la satire est de frapper de droite et de gauche, de fustiger sans distinction les grands comme les petits. L'auteur des *Ménippées* paraît être resté fidèle à ces devoirs du censeur littéraire. Lucile avait représenté les dieux délibérant dans une assemblée grotesque; à en croire Arnobe et Tertullien, Varron n'aurait guère été plus respectueux pour les divinités de l'Olympe. Dans une de ses satires, il mettait en scène trois cents Jupiters sans tête; dans une autre, il montrait Apollon dépouillé par des pirates et laissé en costume de statue. Plus d'une hardiesse de ce genre trouvait sa place, sous prétexte d'érudition : ainsi, à un endroit, les divinités égyptiennes, récemment transportées à Rome, étaient l'objet d'un sarcasme acerbe; Lucile aussi avait parlé en termes courageux de l'esprit de superstition. Aux yeux de ces nobles poètes, la poésie était une leçon. — Puisque

les *Ménippées* ne ménageaient pas les dieux, pouvaient-elles épargner les contemporains? La satire sur *le Triumvirat* s'est malheureusement perdue en entier; il eût été bien curieux pourtant de voir comment Varron y maniait l'ironie politique, comment il parlait de Pompée, son chef, de César, son futur vainqueur. Esclaves qui *mangeaient leurs maîtres à la façon des chiens* (1), méchans auteurs qui bâclaient des comédies en l'absence des muses, *sine ulla Musa;* campagnards des anciennes tribus rustiques qui ne se rasaient qu'aux Nondines, c'est-à-dire tous les neuf jours (2), tout le monde attrapait sa chiquenaude : le poète était sans merci.

Les femmes aussi, vierges et matrones, comparaissaient devant le juge satirique. Ce n'est pas que Varron fût sévère au sexe des graces : « Jeunes filles, disait-il en termes charmans, hâtez-vous de jouir de la vie, vous à qui la folle jeunesse permet de jouer, d'être à table, d'aimer, et de tenir les rênes de Vénus. » C'étaient là de vrais conseils de poète égayé, quoique cette fois Varron écrivît en prose; lui-même disait plus vraiment ailleurs : « La jeune fille est exclue du banquet, attendu que nos ancêtres n'ont pas voulu que les oreilles de la vierge nubile fussent abreuvées du langage de Vénus. » Cette coutume romaine était empruntée à la Grèce, car, au rapport de Cornelius Nepos, les filles honnêtes d'Athènes ne mangeaient jamais qu'avec leurs parens. Varron avait sur les femmes les idées des anciens Romains (3); *lanam fecit*, à ses yeux aussi c'était la meilleure épitaphe pour une matrone. « Des mains filer la laine, disait-il dans une ménippée, et des yeux observer que la purée ne brûle pas; » il prévenait du coup le grief de Chrysale dans *les Femmes savantes :*

On ne sait comme va mon pot dont j'ai besoin.

(1) C'est ainsi qu'Ennius disait dans une comédie : « Maîtres de leurs maîtres, les esclaves audacieux ravagent les champs. » (*Ambracia*, fr. 2; éd. Bothe). Varron, du reste, est un de ceux qui les premiers ont réclamé la famille pour les esclaves; il suffit de comparer la douceur de ses préceptes à leur égard dans son *Agriculture* avec la dureté de Caton, qui recommandait de se défaire de tous les instrumens hors de service, charrues usées, chevaux vieillis, esclaves âgés. Peut-être le mot de la ménippée qui vient d'être cité était-il mis dans la bouche d'un interlocuteur.

(2) De même pour les ongles, à ce que dit Pline l'ancien; mais cela avait un motif religieux. En était-il ainsi de la barbe? Varron assure que les premiers barbiers (un siècle plus tard on les retrouve à chaque instant dans Plaute) vinrent en Italie en 454. — *De Re rust.*, II, 11.

(3) On voit dans son traité *de l'Agriculture* qu'il aimait chez les femmes l'énergie et le travail; « Que vous semble, dit-il, de nos languissantes accouchées, éten-

Malgré cette sévérité de principes, Varron dut faire le meilleur mari du monde, du moins si l'on en juge par le précepte conjugal que voici : « Défaut d'épouse doit être corrigé ou supporté. Qui corrige sa femme l'améliore; qui la supporte s'améliore lui-même. » L'histoire ne dit pas lequel de Fundania ou de Varron eut à s'améliorer. Le poète des *Ménippées* n'a pas trop médit des dames romaines; il est vrai que l'on trouve dans sa xe satire une accusation bien crue : « Non-seulement, écrit-il, les jeunes filles sont au premier venu, mais les vieilles font les jeunes, et beaucoup de garçons *s'efféminent.* » Cela ne dit rien, car le fragment fait partie d'une pièce qui portait pour titre le nom d'une ville célèbre par ses bains et par sa corruption, de cette Baies que le mari de Fundania visitait quelquefois (1), cité voluptueuse que Properce voulait faire quitter à Cynthie, *corruptas desere Baias* (2); lieu perfide que Sénèque proclamait l'auberge des vices, *diversorium vitiorum* (3), et où l'on n'entendait partout que les clameurs de l'orgie, le bruit des concerts sur l'eau ou les obscènes chansons des courtisanes passant sur leurs barques de toutes couleurs. Évidemment il s'agissait ici des femmes de Baies.

Voilà les quelques traits de mœurs ou de caractère que j'ai pu à grand'peine extraire de ce volume de fragmens, où tout ce qui a de l'intérêt est malheureusement enfoui au milieu d'une foule de lambeaux sans signification dont le prix n'est appréciable qu'aux lexicographes; je les offre pour ce qu'ils valent. Dans cette étude, la nature de l'écrivain et les penchans du satirique se sont du moins laissé suffisamment entrevoir. On a pu reconnaître que chez Varron le style, s'il manque de souplesse et d'éclat, s'il est même parfois un peu sec et dur, a du caractère, des touches fortes, je ne sais quelle rudesse un peu surannée qui n'est pas sans charme; on a pu aussi remarquer que les préoccupations de l'auteur sont toujours d'un moraliste, que son but est essentiellement pratique. A en juger par ce qui nous reste, les déductions au tour sentencieux, les vues, les réflexions inspirées par l'expérience et le bon sens devaient se rencontrer à chaque instant dans ces satires; Varron avait trop le sincère amour du vrai pour qu'il n'en fût pas ainsi : « Et voilà, dit-il quelque part, que tout à coup s'approche de nous la blanche Vérité, fille de la phi-

dues sur des lits de repos pendant plusieurs jours? N'est-ce pas une pitié? » (*De Re rust.*, II, 10.)

(1) Cic., *Ad Fam.*, IX, 2.

(2) I, XI, 27.

(3) *Epist. ad Lucil.*, 51.

losophie attique. » Comment en effet ne serait-elle pas venue vers lui, vers lui, l'homme modéré par excellence, qui, sans en tirer stoïquement orgueil, avait quitté les honneurs pour l'étude? N'était-ce pas lui qui avait le droit de dire : « Celui que l'or, la noblesse, la variété de sa science, rendent bouffi, ne cherche pas les traces de Socrate? » Varron poursuivait vraiment la sagesse. Il me semble que j'entends le bon La Fontaine s'écrier que

Ni l'or ni la grandeur ne nous rendent heureux....

quand je rencontre dans les *Ménippées* cette belle pensée à laquelle la traduction fait perdre son mâle accent : « Ni l'or, ni les trésors ne donnent le calme du cœur. Elles n'enlèvent pas à l'ame ses angoisses et ses superstitions, les montagnes d'or des Perses, les riches habitations des Crassus! » On le voit, la conclusion morale, toutes les formules du précepte se glissent volontiers sous la plume de Varron. Tantôt c'est un proverbe emprunté à la sagesse du vulgaire : « Il n'est si bonne moisson qui n'ait quelque mauvais épi, si méchante qui n'en ait quelque bon; » tantôt c'est une simple réflexion sur le bon usage de la vie : « Avoir bien vécu, ce n'est pas avoir vécu le plus longtemps, mais le plus sagement. » Sans doute Varron ne donne pas à ces diverses pensées le vif relief, le tour précis et savant qui fut le secret de La Rochefoucauld; il n'enchâsse point énergiquement la maxime dans un vers concis comme le faisait admirablement Syrus pour ses mimes, et pourtant les principes de vertu, d'équité, de modération dont il parle dans ses brèves remarques, ont un caractère propre, un air de fierté indéfinissable, je ne sais quoi enfin d'austère et de sérieux qui touche à la grandeur : c'est tout ce qu'il faut pour durer.

Le recueil de *Sentences* qu'on vient d'imprimer à Padoue, d'après un manuscrit inédit du XIIIe siècle, est bien fait pour confirmer au vieux Romain sa réputation de moraliste; en publiant ces précieux débris de la sagesse antique (1), M. le professeur Devit s'est montré le digne disciple de la savante école padouane, dont la tradition, depuis Forcellini, ne s'est pas éteinte. Arrivé à l'âge mûr, Pétrarque se rappelait avoir eu entre les mains, dans sa jeunesse, certains ouvrages de Varron qui depuis disparurent et qu'il essaya vainement de retrouver; ce souvenir lui déchirait le cœur, *recordatione torqueor*, et

(1) Voir sur ce sujet le travail de M. Klotz (*Jahrb. der Philologie*, supp. IX, p. 582 et suiv.) et la toute récente édition de l'excellent livre de M. Bæhr, *Gesch. der Römischen Literatur*, Carlsruhe, t. II, p. 562.)

il se plaignait amèrement de n'avoir pu goûter que du bout des lèvres ces antiques douceurs, *summis labiis gustatæ dulcedinis*. Sans être tout-à-fait pour la critique moderne le sujet d'un pareil désespoir, la disparution presque complète de l'œuvre de Varron doit inspirer de vifs regrets, et tout ce qui viendra les adoucir ne peut manquer d'être bien accueilli.

Les Romains avaient la coutume de choisir dans les écrivains célèbres certaines pensées détachées, certaines maximes qui réunies formaient une sorte de manuel dont se servaient ensuite les écoles : c'est ainsi, par exemple, que s'est formé le beau recueil qui donne à Syrus, le faiseur de mimes obscènes, une place éminente entre les moralistes anciens. Tira-t-on un pareil manuel des œuvres de Varron? La chose semble assez vraisemblable; ce qui est positif, c'est qu'au XIIIe siècle Vincent de Beauvais en donnait de nombreuses citations, comme d'un livre accrédité et dès long-temps connu. On savait donc qu'il existait des sentences de Varron dans Vincent de Beauvais : Schneider, après d'autres critiques (1), les avait précieusement reproduites, en tête du traité *de l'Agriculture*, comme la fleur de la vraie sagesse, *flores prudentiæ civilis*, et M. Conrad Orelli, dans sa collection des *Vers sentencieux des Latins*, avait à son tour ajouté quelques nouveaux extraits aux extraits antérieurs. Je citerai d'abord quelques-unes de ces maximes anciennes qu'on n'a jamais traduites, et qui, enfouies dans des collections peu populaires, ne sont connues que des latinistes de profession. Nous y retrouverons notre Varron des *Ménippées :*

— Parlez comme tous, sentez comme le petit nombre.

— En beaucoup de choses, c'est folie d'être sage contre tous (2).

— C'est donner une fois que de donner quand on vous demande; c'est donner deux fois que de donner sans qu'on vous demande.

— Où qu'il aille, l'homme de cœur porte sa patrie après lui; tout ce qui est sien, son ame l'enferme.

— Il y en a beaucoup qui goûtent les doctrines, comme les convives font des friandises du dessert.

(1) C'est dans le *de Moribus hominum* de Jacques de Cessole, imprimé à Milan en 1479, qu'on trouve les premières citations des *sentences varroniennes* tirées de Vincent de Beauvais, au nombre de dix-huit; en 1624, Gaspar de Barth en donna de nouvelles dans ses *Adversaria*, de sorte que Schneider en put recueillir quarante-sept. Avec celles que vient de trouver M. Devit, on arrive maintenant au chiffre de cent soixante-cinq.

(2) Cela rappelle la pensée d'Eschyle dans le dialogue de Prométhée avec l'Océan : « Paraître fou est un heureux secret du sage. »

— Il y a certaines croyances qu'il faut arracher de l'esprit de celui qui sait, parce qu'elles usurpent la place du vrai qu'il faut savoir.

— Prenez la parole le dernier, taisez-vous le premier.

— Beaucoup perdent leurs droits à l'éloge parce qu'ils se vantent eux-mêmes; le sage se loue en louant dans les autres ce qu'il y a de bon en lui.

Les sentences qui viennent d'être retrouvées dans le manuscrit de Padoue ressemblent par le ton et par le style à celles qu'on vient de lire; elles faisaient évidemment partie, elles étaient extraites de ce recueil beaucoup plus volumineux dont un écrivain du moyen-âge avait pu citer le septième livre, ce qui suppose une collection étendue. Plusieurs de ces pensées nouvelles sont incompréhensibles; quelques-unes ont subi des altérations évidentes, et l'on voit que la main d'un compilateur grossier a passé par là (1). Mais qu'importent ces leçons corrompues? Le caractère de l'antiquité est là empreint à toutes les lignes. Pour qu'on en juge mieux, nous détacherons, en les traduisant, quelques-unes de ces belles maximes : quand il s'agit d'un monument inédit, citer et faire connaître est le premier devoir de la critique. On ne classe point les sentences : le désordre est là un art de plus, comme dans un atelier. Je transcris au hasard :

— La mort paraît nouvelle, mais elle ne l'est pour personne; elle embrasse la vie des deux côtés (2).

— C'est une grande force dans la vie de se réunir au plus grand nombre.

— Larmes d'héritier et de jeune mariée, rire déguisé.

— A qui sait peu, ce peu même est un ennui.

— L'ennui n'existe pas pour celui devant qui s'ouvrent les voies vastes et variées de la recherche (3).

— Les maîtres disent : On ne peut être surpris en flagrant délit de mensonge dans les matières que personne ne connaît.

— Dépasser la science ordinaire de tous ou du grand nombre est une belle chose, à la condition de n'être pas fou.

— Si la force de la vérité brille à mes yeux, l'agrément que donne la diction n'est rien.

— Nous mangeons le miel des abeilles, nous ne le faisons pas.

(1) Les *Sententiæ ineditæ* offrent quelques expressions nouvelles : c'est aux lexicographes de voir s'ils doivent leur donner sanction. Je remarque surtout les mots suivans qu'on ne trouve dans aucun glossaire de l'ancienne langue latine : ***subditio, alieniloquium, incontingens, canale*** (neutre), ***disquisitor.***

(2) Il est difficile de rendre la concision de l'original : « Mors nulli nova sed credita, vitam utrinque complectitur. »

(3) Le texte a cette précision forte qui est la marque du style de Varron : « Nihil illi tædio, cui multæ vel amplæ inquirendorum patent viæ. »

— C'est à la mémoire qu'il faut faire honneur de ce qu'on répète, à l'esprit de ce qu'on invente.

— Le diadème souverain rêvé par le sage, c'est la philosophie qui, contenue dans l'esprit, promet une récompense à l'esprit.

— Qui sait également toute chose ne sait rien.

— Veux-tu être riche? ne t'ajoute rien en pensée, mais retranche aux autres.

— Le sage sait beaucoup de choses dont il n'a conversé avec personne.

— Apprendre est un héritage, inventer est un gain.

— Vous ne donnerez pas le nom de bon spéculateur à qui n'a pas augmenté son avoir; je n'appellerai pas philosophe celui qui n'a rien découvert.

— Se faire gloire de ce qu'on a appris et non de ce qu'on a découvert est tout aussi insensé que le serait de tirer personnellement vanité d'un cerf qu'on aurait reçu d'un chasseur.

— On ne sait rien parfaitement.

— Il n'est pas pire de naître que de mourir.

Je m'arrête; finir par des moralités, c'est rester fidèle à l'inspiration de Varron. Les *Sentences inédites* du manuscrit de Padoue ne font que marquer d'un trait de plus le caractère de cette physionomie de vieillard, à la fois souriante et sévère, qui déjà nous était connue. Ces mots sur la fortune qui sentent un vieux nocher fait aux tempêtes, cette passion pour la science qui semble toujours avivée par la jeunesse, ces sages conseils de l'expérience où se glisse de temps en temps une pointe de malice sans amertume, tout cela est bien de l'ami de Cicéron, de l'auteur à la fois aimable et grave du traité *de l'Agriculture*. Le buste de Varron est sous nos yeux, tel qu'on le voyait dans la galerie de Pollion.

Un cicéronien de la renaissance disait, dans son exclusive admiration d'érudit, que l'antiquité est pour nous autres modernes ce qu'étaient pour Lazare les débris de la table du riche. Certes, nous n'en sommes plus là; mais pourtant on éprouve je ne sais quelle douce satisfaction à recueillir précieusement ces miettes éparses, et c'est un charme pour les plus délicats d'en goûter la saveur. Je voudrais être sûr, pour ma part, d'avoir fait sentir tout ce que Varron savait jeter de verve dans ses *Ménippées*, tout ce qu'il savait mettre de gravité forte dans ses *Sentences*.

CHARLES LABITTE.

DU MYSTICISME.

Ici même, il y a quelques mois, nous avons combattu le scepticisme dans son représentant le plus redoutable (1). Nous allons aujourd'hui porter nos études sur une autre plaie de l'esprit humain, sur un mal en apparence moins fâcheux que le scepticisme, mais qui, au fond, n'est pas moins dangereux.

Il nous importe d'autant plus de rompre ouvertement avec le mysticisme qu'il semble nous toucher de plus près, et que par un air de grandeur il peut séduire plus d'une ame d'élite, particulièrement à l'une de ces époques de lassitude, où, à la suite d'espérances excessives cruellement déçues, la raison humaine, ayant perdu la foi en sa propre puissance sans pouvoir perdre le besoin de Dieu, pour satisfaire ce besoin immortel, s'adresse à tout excepté à elle-même, et, faute de savoir s'élever à Dieu par la route légitime et dans la mesure qui lui a été permise, se jette hors du sens commun, et tente le nouveau, le chimérique, l'absurde même, pour atteindre à l'impossible.

Quand nous réfléchissons sur les forces et les lois qui animent et gouvernent la matière sans lui appartenir, ou sur les vérités universelles et nécessaires de l'ordre intellectuel et de l'ordre moral, que notre esprit découvre, mais qu'il ne fait pas, l'usage le moins systématique de la raison nous fait conclure naturellement des forces et des lois de

(1) Voyez dans la *Revue des Deux Mondes*, du 15 décembre 1844 et du 15 janvier 1845, deux articles intitulés : *Du Scepticisme de Pascal*.

l'univers à un premier moteur intelligent, et des vérités nécessaires à un être nécessaire qui seul en est la substance et le fondement. Nous n'apercevons pas Dieu, mais nous le concevons, sur la foi de ce monde admirable exposé à nos regards, et sur celle de cet autre monde plus admirable encore que nous portons en nous-mêmes. C'est par ce chemin que la raison nous conduit à Dieu. Cette marche naturelle et régulière est celle de tous les hommes, qu'ils le sachent ou qu'ils l'ignorent. Elle doit donc suffire à une saine philosophie, et elle a suffi en effet aux meilleurs génies dans les écoles les plus diverses, à Platon et à Aristote, à Descartes, à Newton, à Leibnitz. Mais il y a eu de tout temps des esprits faibles et présomptueux, qui ne savent ni aller jusque-là ni s'arrêter là. Dans leur faiblesse, ils n'osent conclure de ce qu'ils voient à ce qu'ils ne voient pas; croire à l'invisible leur paraît au-dessus de la raison, comme si tous les jours, à la vue du premier phénomène qui paraît à leurs yeux, ils n'admettaient pas que ce phénomène a une cause, même alors que cette cause ne tombe pas sous leurs sens. Ils ne l'aperçoivent point, mais ils y croient, par cela seul qu'ils la conçoivent nécessairement. L'homme et l'univers sont aussi des faits qui ne peuvent pas ne pas avoir une cause, bien que cette cause ne puisse être ni vue de nos yeux ni touchée de nos mains. La raison nous a été donnée précisément pour aller, et sans aucun circuit de raisonnement, du visible à l'invisible, du fini à l'infini, de l'imparfait au parfait. Telle est sa portée naturelle et par conséquent légitime. Elle possède une vertu qui lui est propre, une évidence dont elle ne rend pas compte et qui n'en est pas moins irrésistible à quiconque n'entreprend point de contester à Dieu la véracité des facultés qu'il en a reçues. Mais on ne se révolte pas impunément contre la raison (1). Elle punit notre fausse sagesse en la livrant à l'extravagance. Quand on a resserré arbitrairement sa croyance dans les limites étroites de ce qu'on aperçoit directement, on étouffe dans ces limites, on en veut sortir à tout prix, et on invoque quelque autre moyen de

(1) Appuyons-nous ici sur deux passages admirables de celui qui est à tant de titres le maître vénéré de la philosophie française du XIXe siècle. « La vie intellectuelle, dit M. Royer-Collard, est une succession non interrompue, non pas seulement d'idées, mais de croyances explicites ou implicites. Les croyances de l'esprit sont les forces de l'ame et les mobiles de la volonté. Ce qui nous détermine à croire, nous l'appelons évidence. La raison ne rend pas compte de l'évidence; l'y condamner, c'est l'anéantir, car elle-même a besoin d'une évidence qui lui soit propre. Ce sont les lois fondamentales de la croyance qui constituent l'intelligence, et comme elles découlent de la même source, elles ont la même autorité; elles jugent

connaître. On n'avait pas osé admettre l'existence d'un Dieu invisible et infini sur la seule autorité de la raison naturelle, et voilà maintenant qu'on aspire à entrer en communication immédiate avec lui, comme avec les objets sensibles et les objets de la conscience. C'est une faiblesse extrême pour un être raisonnable de douter ainsi de la raison, et c'est une témérité incroyable, dans ce désespoir de l'intelligence, de rêver une communication directe avec Dieu. Ce rêve désespéré et ambitieux, c'est le mysticisme.

Le mysticisme renferme un scepticisme pusillanime à l'endroit de la raison, et en même temps une foi aveugle et portée jusqu'à l'oubli de toutes les conditions imposées à la nature humaine. C'est trop à la fois et ce n'est point assez pour le mysticisme de concevoir Dieu sous le voile transparent de l'univers et au-dessus des vérités les plus hautes. Il ne croit pas connaître Dieu s'il ne le connaît que dans ses manifestations et par les signes de son existence : il veut l'apercevoir directement; il veut s'unir à lui, tantôt par le sentiment, tantôt par quelque autre procédé extraordinaire.

Le sentiment joue un si grand rôle dans le mysticisme, que notre premier soin doit être de rechercher la nature et la fonction propre de cette partie intéressante, et jusqu'ici mal étudiée, de la nature humaine.

Il faut bien distinguer le sentiment de la sensation. Il y a en quelque sorte deux sensibilités : l'une tournée vers le monde extérieur, et chargée de transmettre à l'ame les impressions qu'il envoie; l'autre tout intérieure, cachée dans les profondeurs de l'organisation, et qui correspond à l'ame comme la première correspond à la nature. Sa fonction est de recevoir l'impression et comme le contre-coup de ce qui se passe dans l'ame. Avons-nous découvert des vérités sublimes? il y a quelque chose en nous qui en éprouve de la joie. Avons-nous fait une bonne action? nous en recueillons la récompense dans un sen-

au même titre; il n'y a point d'appel du tribunal des unes à celui des autres. Qui se révolte contre une seule se révolte contre toutes, et abdique toute sa nature. » *OEuvres de Reid*, t. III, p. 450. — « Quand on se révolte contre les faits primitifs, on méconnaît également la constitution de notre intelligence et le but de la philosophie. Expliquer un fait, est-ce autre chose que le dériver d'un autre fait, et ce genre d'explication, s'il doit s'arrêter quelque part, ne suppose-t-il pas des faits inexplicables? La science de l'esprit humain aura été portée au plus haut degré de perfection qu'elle puisse atteindre, quand elle saura dériver l'ignorance de sa source la plus élevée. » *Ibid.*

timent de contentement moins vif, mais plus délicat et plus durable que toutes les sensations agréables qui viennent du corps. Il semble que l'intelligence ait aussi son organe intime, qui souffre ou jouit, selon l'état de l'intelligence. Nous portons en nous une source profonde d'émotions, à la fois physiques et morales, qui expriment l'union de nos deux natures. L'animal ne va pas au-delà de la sensation, et la pensée pure n'appartient qu'à la nature angélique. Le sentiment, qui participe de la sensation et de la pensée, est l'apanage de l'humanité. Le sentiment n'est, il est vrai, qu'un écho de la raison; mais cet écho se fait quelquefois mieux entendre que la raison elle-même, parce qu'il retentit dans les parties les plus intimes et les plus délicates de l'ame, et ébranle l'homme tout entier.

C'est un fait singulier, mais incontestable, qu'aussitôt que la raison a conçu la vérité, l'ame s'y attache et l'aime. Oui, l'ame aime la vérité. Chose admirable! un être égaré dans un coin de l'univers, chargé seul de s'y soutenir contre tant d'obstacles, et qui, ce semble, a bien assez à faire de songer à lui-même, de conserver et d'embellir un peu sa vie, est capable d'aimer ce qui ne se rapporte point à lui, ce qui n'existe que dans un monde invisible! Cet amour désintéressé de la vérité témoigne de la grandeur de celui qui l'éprouve.

La raison fait un pas de plus : elle va des forces et des lois de ce monde à leur auteur, des vérités nécessaires à l'être nécessaire qui en est le principe. Le sentiment suit la raison dans cette démarche nouvelle. La vérité et la science ne lui suffisent pas; il ne s'arrête, il ne se repose que dans l'amour de l'être infini.

C'est en effet l'être infini que nous aimons en croyant aimer les choses finies, et même en aimant la vérité, la beauté, la vertu. C'est si bien l'infini qui nous attire et qui nous charme, que ses manifestations les plus élevées ne nous satisfont point, tant que nous ne les avons pas rapportées à leur source éternelle. L'homme de génie est bien loin d'être content à la vue de ses chefs-d'œuvre : il leur découvre mille imperfections; il rêve une beauté qu'il n'a point vue, et que tout son art ne peut atteindre. Le cœur est insatiable, parce qu'il aspire à l'infini. Ce sentiment, ce besoin de l'infini, est au fond des grandes passions et des plus légers désirs. Un soupir de l'ame en présence du ciel étoilé, la mélancolie attachée à la passion de la gloire et de la science, à l'ambition, à tous les grands mouvemens de l'ame, l'expriment mieux sans doute, mais ne l'expriment pas davantage que le caprice et la mobilité de ces amours vulgaires, errant d'objets en

objets, dans un cercle perpétuel d'ardens désirs, de poignantes inquiétudes, de désenchantemens douloureux.

La seule différence qu'il y ait dans toutes les démarches du cœur, c'est que tantôt il cherche l'infini sans savoir qu'il le cherche, et que tantôt il se rend compte de la fin dernière du besoin d'aimer qui le tourmente. Quand la réflexion s'ajoute à l'amour, si elle trouve que l'objet aimé est digne en effet de l'être, loin d'affaiblir l'amour, elle le fortifie; loin de couper ses ailes divines, elle les développe, elle les nourrit, comme dit Platon (1); mais si l'objet de l'amour n'est qu'un simulacre de la beauté véritable, capable seulement d'exciter l'ardeur de l'ame sans pouvoir la satisfaire, la réflexion rompt le charme qui tenait le cœur attaché, dissipe la chimère qui l'enchantait. Il faut être bien sûr de ses attachemens pour oser les mettre à l'épreuve de la réflexion. O Psyché, Psyché! respecte ton bonheur : n'en sonde pas trop le mystère! Garde-toi d'approcher la redoutable lumière de l'invisible amant qui possède ton cœur! Au premier rayon de la lampe fatale, l'amour s'éveille et s'envole. Image charmante de ce qui se passe dans l'ame, lorsqu'à la sereine et insouciante confiance du cœur succède la réflexion avec son triste cortége. Tel est sans doute aussi le sens du mythe sacré de l'arbre de la science. Avant la science et la réflexion sont l'innocence et la foi. La science et la réflexion engendrent d'abord le doute, l'inquiétude, le dégoût de ce qu'on possède, la poursuite agitée de ce qu'on ignore, les troubles de l'esprit et de l'ame, le dur travail de la pensée, et dans la vie bien des fautes jusqu'à ce que l'innocence, à jamais perdue, soit remplacée par la vertu, la foi naïve par la vraie science, et qu'à travers tant d'illusions évanouies l'amour soit enfin parvenu à son véritable objet.

L'amour spontané a la grace naïve de l'ignorance et du bonheur. L'amour réfléchi est bien différent; il est sérieux, il est grand, jusque dans ses fautes mêmes, de la grandeur de la liberté. Ne nous hâtons pas de condamner la réflexion : si elle produit souvent l'égoïsme, elle produit aussi le dévouement. Qu'est-ce en effet que se dévouer? C'est se donner librement et en toute connaissance. Voilà le sublime de l'amour, voilà l'amour digne d'une noble et généreuse créature, et non pas l'amour ignorant et aveugle. Quand l'affection a vaincu l'égoïsme, au lieu d'aimer son objet pour elle-même, l'ame se donne à son objet, et, miracle de l'amour, plus elle donne, plus elle pos-

(1) Voyez le *Phèdre* et le *Banquet*, t. VI de notre traduction.

sède, se nourrissant de ses sacrifices et puisant sa force et sa joie dans son entier abandon. Mais il n'y a qu'un être qui soit digne d'être aimé ainsi, et qui puisse l'être sans illusions et sans mécomptes, sans borne à la fois et sans regret, à savoir l'être parfait qui seul ne redoute pas la réflexion, et qui seul aussi peut remplir toute la capacité de notre cœur.

Le mysticisme s'attache au sentiment pour l'égarer en exagérant sa puissance.

Le mysticisme commence par supprimer dans l'homme la raison, ou du moins il subordonne et sacrifie la raison au sentiment.

Écoutez le mysticisme.—C'est par le cœur seul que l'homme est en rapport avec Dieu. Tout ce qu'il y a de grand, de beau, d'infini, d'éternel, c'est l'amour seul qui nous le révèle. La raison n'est qu'une faculté mensongère.—De ce qu'elle peut s'égarer et s'égare souvent, on en conclut qu'elle s'égare toujours. On la confond avec tout ce qui n'est pas elle. Les erreurs des sens et du raisonnement, les illusions de l'imagination, et même les extravagances de la passion qui entraînent quelquefois celles de l'esprit, tout est mis sur le compte de la raison. On triomphe de ses imperfections; on étale avec complaisance ses misères, et le système dogmatique le plus audacieux, puisqu'il aspire à mettre en communication immédiate l'homme et Dieu, emprunte contre la raison toutes les armes du scepticisme.

Le mysticisme va plus loin : il attaque jusqu'à la liberté; il ordonne de renoncer à soi-même pour s'identifier par l'amour avec celui dont l'infini nous sépare. L'idéal de la vertu n'est plus la courageuse persévérance de l'homme de bien, qui, en luttant contre la tentation et la souffrance, accomplit la sainte épreuve de la vie; ce n'est pas non plus le libre et éclairé dévouement d'une ame aimante : c'est l'entier et aveugle abandon de soi-même, de sa volonté, de tout son être, dans une contemplation vide de pensée, dans une prière sans parole et presque sans conscience.

La source du mysticisme est dans cette vue incomplète de la nature humaine qui ne sait pas y discerner ce qu'il y a de plus profond, et se prend à ce qu'il y a de plus frappant, de plus saisissant, et par conséquent aussi de plus saisissable. Nous l'avons déjà dit, la raison n'est pas bruyante, et souvent elle n'est pas entendue, tandis que l'écho du sentiment retentit avec éclat. Dans ce phénomène composé, il est naturel que l'élément le plus apparent couvre et offusque le plus intime.

D'ailleurs, que de rapports, que de ressemblances trompeuses entre

ces deux facultés! Sans doute, dans leur développement, elles diffèrent d'une manière manifeste. Quand la raison devient le raisonnement, on distingue aisément sa pesante allure de l'élan du sentiment; mais la raison spontanée se confond presque avec le sentiment : même rapidité, même obscurité. Ajoutez qu'elles poursuivent le même objet et qu'elles marchent presque toujours ensemble. Il n'est donc pas étonnant qu'on les ait confondues.

Une saine philosophie les distingue sans les séparer. L'analyse démontre que la raison précède et que le sentiment suit. Comment aimer ce qu'on ignore? Pour jouir de la vérité, ne faut-il pas la connaître? Pour s'émouvoir à certaines idées, ne faut-il pas les avoir eues en un degré quelconque? Absorber la raison dans le sentiment, c'est étouffer la cause dans l'effet. Quand on parle de la lumière du cœur, on désigne sans le savoir cette lumière de la raison spontanée qui nous découvre la vérité d'une intuition pure et immédiate, tout opposée aux procédés lents et laborieux de la raison réfléchie et du raisonnement.

Le sentiment par lui-même est une source d'émotion, non de connaissance. La seule faculté de connaître, c'est la raison. Au fond, si le sentiment est différent de la sensation, il tient cependant de toutes parts à la sensibilité générale, et il est variable comme elle; il a comme elle ses intermittences, ses vivacités et ses langueurs, son exaltation et ses défaillances. On ne peut donc ériger les inspirations du sentiment, essentiellement mobiles et individuelles, en une règle universelle et absolue (1). Il n'en est pas ainsi de la raison; elle est constam-

(1) Ne nous lassons pas de citer M. Royer-Collard. Il a marqué l'infériorité du sentiment vis-à-vis de la raison en une page vive et forte, à laquelle nous emprunterons quelques traits. (*OEuvres de Reid*, t. III, p. 410-411.) « La perception des qualités morales des actions humaines est accompagnée d'une émotion de l'ame que nous appelons *sentiment*. Le sentiment est un secours de la nature qui nous invite au bien par l'attrait des plus nobles jouissances dont l'homme soit capable, et qui nous détourne du mal par le mépris, l'aversion, l'horreur qu'il nous inspire. C'est un fait qu'à la contemplation d'une belle action ou d'un noble caractère, en même temps que nous percevons ces qualités de l'action et du caractère, perception qui est un jugement, nous éprouvons pour la personne un amour mêlé de respect, et quelquefois une admiration pleine d'attendrissement. Une mauvaise action, un caractère lâche et perfide, excitent une perception et un sentiment contraires. L'approbation intérieure de la conscience et le remords sont les sentimens attachés à la perception des qualités morales de nos propres actions..... Je n'affaiblis point la part du sentiment; cependant il n'est pas plus vrai que la morale soit toute dans le sentiment, qu'il n'est vrai que la perception soit dans la sensation;

ment la même dans chacun de nous, et la même dans tous les hommes. Les lois qui président à son exercice composent la législation commune de tous les êtres intelligens. Il n'y a pas d'intelligence qui ne conçoive quelque vérité universelle et nécessaire, et conséquemment l'être infini qui en est le principe. Ces grands objets une fois connus excitent dans l'ame de tous les hommes les émotions que nous avons essayé de décrire. Ces émotions participent de la dignité de la raison et de la mobilité de l'imagination et de la sensibilité. Le sentiment est le rapport harmonieux et vivant de la raison et de la sensibilité. Supprimez l'un des deux termes, que devient le rapport? Le mysticisme prétend élever l'homme directement à Dieu, et il ne voit pas qu'en ôtant à la raison sa puissance, il ôte à l'homme précisément ce qui lui fait connaître Dieu et le met en une juste communication avec lui, par l'intermédiaire de la vérité éternelle et infinie!

L'erreur fondamentale du mysticisme est d'écarter cet intermédiaire, comme si c'était une barrière et non pas un lien. Il fait donc de l'être infini l'objet direct de l'amour; mais un tel amour ne se peut soutenir que par des efforts surhumains qui aboutissent à la folie. L'amour tend à s'unir à son objet; le mysticisme l'y absorbe. De là les extravagances de ce mysticisme intempérant si sévèrement et si justement condamné par Bossuet et par l'église dans le quiétisme (1). Le quiétisme endort l'activité de l'homme, éteint son intelligence, substitue à la recherche de la vérité et à l'accomplissement du devoir des contemplations oisives ou déréglées. La vraie union de l'ame avec Dieu se fait par la vérité et par la vertu. Toute autre union est une chimère, un péril, quelquefois un crime. Il n'est pas permis à l'homme d'abdiquer, sous aucun prétexte, ce qui le fait homme, ce qui le rend capable de comprendre Dieu et d'en exprimer en soi une imparfaite image, c'est-à-dire la raison, la volonté, la conscience. Sans doute la vertu a sa prudence, et s'il ne faut jamais céder à la passion, il est diverses ma-

et, si on le soutient, on anéantit les distinctions morales..... Que la morale soit toute dans le sentiment, rien n'est bien, rien n'est mal en soi; le bien et le mal sont relatifs; les qualités des actions humaines..... sont précisément telles que chacun les sent. Changez le sentiment, vous changez tout; la même action est à la fois bonne, indifférente et mauvaise, selon l'affection du spectateur. Faites taire le sentiment, les actions ne sont que des phénomènes physiques; l'obligation se résout dans les penchans, la vertu dans le plaisir, l'honnête dans l'utile. C'est la morale d'Épicure. *Dii meliora piis!* »

(1) Voyez l'admirable livre de Bossuet intitulé : *Instruction sur les états d'oraison.*

nières de la combattre pour la mieux vaincre. On peut la laisser s'user elle-même, et la résignation et le silence peuvent avoir leur emploi légitime. Il y a une part de vérité, d'utilité même dans les *Lettres spirituelles*, et jusque dans les *Maximes des Saints;* mais, en général, il est mal sûr d'anticiper en ce monde sur les droits de la mort, et de rêver la sainteté, quand la vertu seule nous est imposée, et quand la vertu est déjà si rude à accomplir, même très imparfaitement. Le quiétisme le meilleur ne peut être tout au plus qu'une halte dans la carrière, une trève dans la lutte, ou plutôt une autre manière de combattre encore. Ce n'est pas en fuyant qu'on gagne des batailles; pour les gagner, il les faut livrer, d'autant mieux que le devoir est de combattre encore plus que de vaincre. Entre le stoïcisme et le quiétisme, ces deux extrêmes opposés, le premier, à tout prendre, est préférable au second; car s'il n'élève pas toujours l'homme jusqu'à Dieu, il maintient du moins la personnalité humaine, la liberté, la conscience, tandis que le quiétisme, en abolissant tout cela, abolit l'homme tout entier. L'oubli de la vie et de ses devoirs, l'inertie, la paresse, la mort de l'ame, tels sont les fruits de cet amour de Dieu, qui se perd dans l'oisive contemplation de son objet. Et encore, pourvu qu'il n'entraîne pas des égaremens plus funestes! Il vient un moment où l'ame, qui se croit unie à Dieu, enorgueillie de cette possession imaginaire, méprise à ce point et le corps et la personne humaine que toutes ses actions lui deviennent indifférentes, et que le bien et le mal sont égaux à ses yeux. C'est ainsi que des sectes fanatiques ont été vues mêlant le crime et la dévotion, trouvant dans l'une l'excuse, souvent même le mobile de l'autre, et préludant par de mystiques ravissemens à des dérèglemens infames, à des cruautés abominables. Déplorable conséquence de la chimère du pur amour, de la prétention du sentiment de dominer sur la raison, de servir seul de guide à l'ame humaine, et de se mettre en communication directe avec Dieu sans l'intermédiaire du monde visible, de l'intelligence et de la vérité!

Mais il est temps de passer à un autre genre de mysticisme, plus singulier, plus savant, plus raffiné, et tout aussi déraisonnable, bien qu'il se présente au nom même de la raison.

La raison, à moins de détruire en elle un des principes qui la gouvernent, ne peut s'en tenir à la vérité, pas même aux vérités absolues de l'ordre intellectuel et de l'ordre moral : elle ne peut pas ne pas rattacher toutes les vérités universelles, nécessaires, absolues, à l'être qui seul les peut expliquer, parce que seul il possède en soi l'existence

nécessaire et absolue, l'immutabilité et l'infinitude. Dieu est la substance des vérités incréées, comme il est la cause des existences créées. Les vérités nécessaires trouvent en Dieu leur sujet naturel. Nous les apercevons, nous ne les constituons pas. Dieu les aperçoit, et s'il ne les a point faites arbitrairement, ce qui répugne à leur essence et à la sienne, il les constitue en tant qu'elles sont lui-même. Son intelligence les possède comme les manifestations d'elle-même. Tant que la nôtre ne les a point rapportées à l'intelligence divine, elles lui sont un effet sans sa cause, un phénomène sans sa substance. Elle les rapporte donc à leur cause et à leur substance, et en cela, elle obéit à un besoin impérieux et à un principe assuré de la raison (1).

Le mysticisme brise en quelque sorte l'échelle qui nous élève jusqu'à la substance infinie; il considère cette substance toute seule et indépendamment des vérités diverses qui nous la manifestent, et il s'imagine posséder ainsi l'absolu pur, l'unité pure, l'être en soi. L'avantage que cherche ici le mysticisme, c'est de donner à la pensée un objet où il n'y ait nul mélange, nulle division, nulle multiplicité, où tout élément sensible et humain ait entièrement disparu. Pour obtenir cet avantage, il en faut payer le prix. Il est un moyen très simple de délivrer la théodicée de toute ombre d'anthropomorphisme, c'est de réduire Dieu à une abstraction, à l'abstraction de l'être en soi. L'être en soi, il est vrai, est pur de toute division, mais à cette condition qu'il n'ait nul attribut, nulle qualité, et même qu'il soit dépourvu de science et d'intelligence; car l'intelligence, si élevée qu'elle puisse être, suppose toujours la distinction du sujet intelligent et de l'objet intelligible. Un dieu dont l'absolue unité exclut l'intelligence, voilà le dieu de la philosophie mystique. C'est l'école d'Alexandrie qui a produit sur la scène de l'histoire cette philosophie extraordinaire.

Comment l'école d'Alexandrie, comment Plotin, son fondateur, au

(1) Bossuet, *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même.* « Si je cherche où et en quel sujet ces vérités subsistent éternelles et immuables comme elles sont, je suis obligé d'avouer un être où la vérité est éternellement subsistante et où elle est toujours entendue. » — Leibnitz, *Nouveaux essais sur l'Entendement humain,* liv. IV, ch. II. « Cela nous mène enfin au dernier fondement des vérités, savoir, à cet esprit suprême et universel qui ne peut manquer d'exister, dont l'entendement, à dire vrai, est la région des vérités éternelles, comme saint Augustin l'a reconnu et l'exprime d'une manière assez vive.... Il faut bien que ces vérités nécessaires soient fondées dans l'existence d'une substance nécessaire. C'est là où je trouve l'original des vérités qui sont gravées dans nos ames. »

milieu des lumières de la civilisation grecque et latine, a-t-il pu arriver à cette étrange notion de la Divinité? Par l'abus du platonisme, par la corruption de la meilleure et de la plus sévère méthode, celle de Socrate et de Platon.

La méthode platonicienne, la marche dialectique, comme l'appelle son auteur, recherche dans la multitude des choses individuelles, variables, contingentes, le principe auquel elles empruntent ce qu'elles possèdent de général, de durable, d'un, c'est-à-dire leur *Idée;* elle s'élève sans cesse aux idées comme aux seuls vrais objets de l'intelligence, pour s'élever encore de ces idées, qui s'ordonnent dans une admirable hiérarchie, à la première de toutes, au-delà de laquelle l'intelligence n'a plus rien à concevoir ni à chercher. C'est en écartant dans les choses finies leur limite, leur individualité, que l'on atteint les genres, les idées, et par elles leur souverain principe. Mais ce principe n'est pas le dernier des genres ni la dernière des abstractions : c'est un principe réel et substantiel (1). Le dieu de Platon ne s'appelle pas seulement l'unité, il s'appelle le bien : il n'est pas la substance morte des Éléates (2); il est doué de *vie* et de *mouvement* (3), fortes expressions qui montrent à quel point le dieu de la métaphysique platonicienne diffère de celui du mysticisme. Ce dieu est le *père du monde* (4); il est le père de la vérité, cette lumière des esprits (5). Il habite au milieu des idées, *qui font de lui un dieu véritable en tant qu'il est avec elles* (6). Il possède l'*auguste et sainte intelligence* (7). Il

(1) Platon n'a jamais songé à faire des Idées des êtres subsistant par eux-mêmes; mais, comme l'ont fait depuis lui et d'après lui saint Augustin, Bossuet, Leibnitz, il les a distinguées de l'esprit humain, qui les conçoit et ne les constitue pas, car l'homme n'est pas la mesure de la vérité, et il a placé leur fondement en Dieu. C'est ce que nous avons démontré ailleurs. Mais Aristote a eu ses raisons pour accuser Platon d'avoir fait des Idées des êtres. Les péripatéticiens modernes ont répété à l'envi cette accusation, et après eux, tous ceux qui ont voulu décrier la philosophie ancienne et la philosophie en général, en prêtant l'apparence d'une absurdité à son plus illustre représentant. Nous regrettons qu'un excellent élève de l'École Normale, M. H. Martin, dans ses *Études* sur le *Timée*, ait mis au service d'une mauvaise cause une érudition consciencieuse et en général exacte.

(2) Voyez *Fragmens philosophiques. Philosophie ancienne*, article *Xénophane* et article *Zénon.*

(3) Voyez le *Sophiste*, p. 261, t. XI de notre traduction.

(4) *Timée*, t. XII, p. 117.

(5) *République*, liv. VII, p. 70 du tome X.

(6) *Phèdre*, p. 55, t. VI.

(7) Le *Sophiste*, p. 261-262. — Il faut citer ce passage peu connu et décisif que

a tiré le monde du chaos et il a créé (je dis créé au sens le plus rigoureux du mot) l'ame de l'homme sans aucune nécessité extérieure, et par ce motif seul qu'il est bon (1). Enfin il est la beauté sans mélange, inaltérable, immortelle, qui fait dédaigner toutes les beautés terrestres à qui l'a une fois entrevue (2). Le beau et le bien absolu est trop éblouissant pour que l'œil d'un mortel puisse le regarder en face; il le faut contempler dans les images qui nous le révèlent, dans la vérité, dans la beauté, dans la justice, telles qu'elles se rencontrent ici-bas et parmi les hommes, de même qu'il faut habituer peu à peu l'œil du captif enchaîné dès l'enfance à la splendide lumière du soleil (3). Notre raison éclairée par la vraie science (4) peut apercevoir cette lumière des esprits; la raison bien conduite peut aller jusqu'à Dieu, et il n'est pas besoin pour y atteindre d'une faculté particulière et mystérieuse.

Plotin s'est égaré en poussant à l'excès la dialectique platonicienne, et en l'étendant au-delà du terme où elle doit s'arrêter. Dans Platon, elle se termine aux idées, à l'idée du bien, et produit un Dieu intelligent et bon. Plotin l'applique sans fin, et elle le conduit dans l'abîme du mysticisme. Si toute vérité est dans le général, et si toute individualité est imperfection, il en résulte que tant que nous pourrons généraliser, tant qu'il nous sera possible d'écarter quelque différence, d'exclure quelque détermination, nous n'aurons pas atteint le terme de la dialectique. Son objet dernier sera donc un principe absolu sans aucune détermination. L'abstraction n'épargnera pas en Dieu l'être

nous avons traduit pour la première fois. « L'Étranger. — Mais quoi, par Jupiter! nous persuadera-t-on si facilement que dans la réalité le mouvement, la vie, l'ame, l'intelligence, ne conviennent pas à l'être absolu? que cet être ne vit ni ne pense, et qu'il demeure immobile, immuable, sans avoir part à l'auguste et sainte intelligence? — Théétète. — Ce serait consentir, cher Éléate, à une bien étrange assertion. — L'Étranger. — Ou bien lui accorderons-nous l'intelligence en lui refusant la vie? — Théétète. — Cela ne se peut. — L'Étranger. — Ou bien encore dirons-nous qu'il y a en lui l'intelligence et la vie, mais que ce n'est pas dans une ame qu'il les possède? — Théétète. — Et comment pourrait-il les posséder autrement? — L'Étranger. — Enfin que, doué d'intelligence, d'ame et de vie, tout animé qu'il est, il demeure dans une complète immobilité? — Théétète. — Tout cela me paraît déraisonnable. »

(1) Le *Timée*, p. 119. — « Disons la cause qui a porté le suprême ordonnateur à produire et à composer cet univers : il était bon. »

(2) *Banquet*. Discours de Diotime, t. VI.

(3) *République, ibid.*

(4) *Ibid.*

lui-même. En effet, si nous disons que Dieu est un être, à côté et au-dessus de l'être nous mettons l'unité, de laquelle l'être participe, et que l'on peut dégager pour la considérer seule. L'être ici n'est pas simple, puisqu'il est à la fois être et unité; l'unité seule est simple, car on ne peut remonter au-delà d'elle. Et encore, quand nous disons unité, nous la déterminons. La vraie unité absolue doit donc être quelque chose d'absolument indéterminé, qui n'est pas, qui ne peut même se nommer, l'*innommable*, comme dit Plotin. Un tel principe, qui n'est pas, à plus forte raison ne peut pas penser, car toute pensée est encore une détermination, une manière d'être. Ainsi l'être et la pensée sont exclus de la vraie unité. Si l'alexandrinisme les admet, ce n'est que comme une déchéance, une dégradation de l'unité. Considéré dans la pensée et dans l'être, le principe suprême est inférieur à lui-même; ce n'est que dans la simplicité pure de son indéfinissable essence qu'il est le dernier objet de la science et le dernier terme de la perfection.

Pour entrer en rapport avec un pareil dieu, les facultés ordinaires ne suffisent point, et la théodicée de l'école d'Alexandrie lui impose une psychologie toute particulière.

Dans la vérité des choses, la raison conçoit l'unité absolue comme un attribut de l'être absolu, mais non pas comme quelque chose en soi; ou si elle la considère à part, elle sait qu'elle ne considère qu'une abstraction. Veut-on faire de l'unité absolue autre chose que l'attribut d'un être absolu, ou une abstraction, une conception de l'intelligence humaine? Ce n'est plus rien que la raison puisse accepter à aucun titre. Cette unité vide sera-t-elle l'objet de l'amour? Mais l'amour bien plus que la raison aspire à un objet réel. On n'aime pas la substance en général, mais une substance qui possède tel ou tel caractère. Dans les amitiés humaines, supprimez toutes les qualités d'une personne ou modifiez-les; vous modifiez ou vous supprimez l'amour. Cela ne prouve pas, comme le croit Pascal, que vous n'aimiez pas cette personne; cela prouve seulement que la personne n'est rien pour vous sans ses qualités.

Ainsi ni la raison ni l'amour ne peuvent atteindre l'absolue unité du mysticisme. Pour correspondre à un tel objet, il faut en nous quelque chose qui y soit analogue, il faut un mode de connaître qui emporte l'abolition de la conscience. En effet, la conscience est le signe du moi, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus déterminé. L'être qui dit *moi* se distingue essentiellement de tout autre : c'est là qu'est

pour nous le type de l'individualité. La conscience dégraderait l'idéal de la connaissance dialectique, où toute division, toute détermination doit être absente pour répondre à l'absolue unité de son objet. Ce mode de communication pure et directe avec Dieu, qui n'est pas la raison, qui n'est pas l'amour, qui exclut la conscience, c'est l'extase (ἔκστασις). Ce mot, que Plotin a le premier appliqué à ce singulier état de l'ame, exprime cette séparation d'avec nous-mêmes que le mysticisme exige et dont il croit l'homme capable. L'homme, pour communiquer avec l'être absolu, doit sortir de lui-même. Il faut que la pensée écarte toute pensée déterminée, et, en se repliant dans ses profondeurs, arrive à un tel oubli d'elle-même que la conscience soit ou semble évanouie. Mais ce n'est là qu'une image de l'extase. Ce qu'elle est en soi, nul ne le sait; comme elle échappe à toute conscience, elle échappe à la mémoire, elle échappe à la réflexion, et par conséquent à toute expression, à toute parole humaine.

Ce mysticisme rationnel ou philosophique repose sur une notion radicalement fausse de l'être absolu. A force de vouloir affranchir Dieu de toutes les conditions de l'existence finie, il en vient à lui ôter les conditions de l'existence même. Il a tellement peur que l'infini ait quoi que ce soit de commun avec le fini, qu'il n'ose reconnaître que l'être est commun à l'un et à l'autre, sauf la différence du degré, comme si tout ce qui n'est pas n'était pas le néant même! L'être absolu possède l'unité absolue, sans aucun doute, comme il possède l'intelligence absolue; mais, encore une fois, l'unité absolue, sans un sujet réel d'inhérence, est destituée de toute réalité. Réel et déterminé sont synonymes. Ce qui constitue un être, c'est sa nature spéciale, son essence. Un être n'est lui-même qu'à la condition de ne pas être un autre : il ne peut donc pas ne pas avoir des traits caractéristiques. Tout ce qui est est tel ou tel. La différence est un élément aussi essentiel à l'être que l'unité même. Si donc la réalité est la même chose que la détermination, il s'ensuit que Dieu est le plus déterminé des êtres. Aristote est bien plus platonicien que Plotin lorsqu'il dit que Dieu est la pensée de la pensée, qu'il n'est pas une simple puissance, mais une puissance effectivement agissante (1), entendant par là que Dieu, pour être parfait, ne doit rien avoir en soi qui ne soit accompli. C'est à la nature finie qu'il convient d'être jus-

(1) Livre XII de la *Métaphysique*. Voyez notre ouvrage *De la Métaphysique d'Aristote*, seconde édition, p. 200 sqq.

qu'à un certain point indéterminée, puisqu'étant finie elle a toujours en elle des puissances qui ne sont pas réalisées. Cette indétermination diminue à mesure que ces puissances se réalisent, c'est-à-dire à mesure que le fini s'approche de l'infini, et elle augmente au contraire à mesure qu'il s'en éloigne. Ainsi la vraie unité divine n'est pas l'unité abstraite; c'est l'unité précise de l'être parfait, en qui tout est achevé. Au faîte de l'existence encore plus qu'à son plus humble degré, tout est déterminé, tout est développé, tout est distinct, comme tout est un. La richesse des déterminations est le signe même de la plénitude de l'être. La réflexion distingue ces déterminations entre elles, mais il ne faut pas voir dans ces distinctions des limites. Dans nous, par exemple, est-ce que la diversité de nos facultés et leur plus riche développement divisent le moi et altèrent l'identité et l'unité de la personne? Chacun de nous se croit-il moins lui-même parce qu'il possède et la mémoire et la raison et la volonté, etc.? Non, assurément. Il en est de même de Dieu. Faute d'avoir passé par une psychologie suffisante (1), le mysticisme alexandrin s'est imaginé que la diversité des attributs est incompatible avec la simplicité de l'essence, et de peur de corrompre la simple et pure essence, il en a fait une abstraction. Par un scrupule insensé, il a craint que Dieu ne fût pas assez parfait s'il lui laissait toutes ses perfections. Il les considère comme des imperfections, l'être comme une dégradation, la création comme une chute; et pour expliquer l'homme et l'univers, il est forcé de mettre en Dieu ce qu'il appelle des défaillances, pour n'avoir pas vu que ces prétendues défaillances sont les signes mêmes de la perfection infinie.

La théorie de l'extase est à la fois la condition nécessaire et la condamnation de la théorie de l'unité absolue. Sans l'unité absolue comme objet direct de la connaissance, à quoi bon l'extase dans le sujet de la connaissance? L'extase, loin d'élever l'homme jusqu'à Dieu, l'abaisse au-dessous de l'homme, car elle efface en lui la pensée en ôtant sa condition, qui est la conscience. Supprimer la conscience, c'est rendre impossible toute connaissance, et c'est ne pas comprendre la perfection de ce mode de connaître où l'intimité du sujet et de l'objet donne à la fois la connaissance la plus simple, la plus immédiate et la plus déterminée.

(1) Dans un article sur *Vanini*, inséré dans cette *Revue*, 15 décembre 1843, nous avons fait voir sur plusieurs points importans quelles lumières la théodicée peut tirer de la psychologie.

Le mysticisme alexandrin est le mysticisme le plus savant et le plus profond qui soit connu. Dans les hauteurs de l'abstraction où il se perd, il semble bien loin des superstitions populaires, et pourtant l'école d'Alexandrie réunit la contemplation extatique et la théurgie. Ce sont là deux choses en apparence incompatibles, mais qui tiennent à un même principe, à la prétention d'apercevoir directement ce qui échappe invinciblement à toutes nos prises. Ici un mysticisme raffiné aspire à Dieu par l'extase; là un mysticisme grossier croit le saisir par les sens. Les procédés et les facultés employées diffèrent; mais le fond est le même, et de ce fond commun sortent nécessairement les extravagances les plus opposées. Apollonius de Tyane est un alexandrin populaire, et Jamblique, c'est Plotin devenu prêtre, mystagogue, hiérophante. Un culte nouveau éclatait par des miracles; le culte ancien voulut avoir les siens (1), et des philosophes se vantèrent de faire comparaître la Divinité devant d'autres hommes. On eut des démons à soi et en quelque sorte à ses ordres; on n'invoqua plus seulement les dieux, on les évoqua. L'extase pour les initiés, la théurgie pour la foule.

De tous temps et de toutes parts, ces deux mysticismes se sont donné la main. Dans l'Inde et dans la Chine, les écoles où s'enseigne l'idéalisme le plus quintessencié ne sont pas loin des pagodes de la plus avilissante idolâtrie. Un jour on lit le Bhagavad-Gita ou Lao-tseu (2), on enseigne un dieu indéfinissable, sans attributs essentiels et déterminés, et le lendemain on fait voir au peuple telle ou telle forme, telle ou telle manifestation de ce dieu qui, n'en ayant pas une qui lui appartienne, peut les recevoir toutes, et qui, n'étant que la substance en soi, est nécessairement la substance de tout, de la pierre et d'une goutte d'eau, du chien, du héros et du sage. Ainsi, dans le monde ancien, sous Julien par exemple, le même homme était à la fois professeur à l'école d'Athènes et gardien du temple de Minerve ou de Cybèle, tour à tour chargé d'obscurcir et de subtiliser le *Timée* et *la République*, et de déployer aux yeux de la multitude soit le voile sacré (3), soit la châsse de la bonne déesse (4), et, dans l'une et l'autre fonction, prêtre ou philosophe, en imposant aux autres et à lui-même,

(1) *Fragmens philosophiques. Philosophie ancienne,* article *Eunape.*

(2) Tome II de la seconde série de nos cours, *Esquisse d'une histoire générale de la Philosophie,* leçons V et VI.

(3) Voyez l'*Euthyphron*, tome Ier de notre traduction de Platon.

(4) Lucien, Apulée, Lucius de Patras, etc.

entreprenant de monter au-dessus de l'esprit humain et tombant misérablement au-dessous, et payant en quelque sorte la rançon d'une métaphysique inintelligible en se prêtant aux plus honteuses superstitions.

Lorsque la religion chrétienne triompha, elle rangea l'humanité sous une discipline sévère, qui mit un frein à ce déplorable mysticisme; mais combien de fois n'a-t-il pas ramené, sous le règne même de la religion de l'esprit, toutes les extravagances des religions de la nature! Il devait surtout reparaître à la renaissance des écoles et du génie du paganisme, au XVIe siècle, quand l'esprit humain avait rompu avec la philosophie du moyen-âge, sans être encore parvenu à la philosophie moderne. Les Paracelse, les Vanhelmont, renouvelèrent les Apollonius et les Jamblique, abusant de quelques connaissances chimiques et médicales, comme ceux-ci avaient abusé de la méthode socratique et platonicienne, altérée dans son caractère et détournée de son véritable objet. Et même, en plein XVIIIe siècle, Swedenborg n'a-t-il pas uni en sa personne un mysticisme exalté et une sorte de magie, frayant ainsi la route à ces insensés que j'ai vus (1) me contester le matin les preuves les plus solides et les plus autorisées de l'existence de l'ame et de Dieu, et me proposer le soir de me faire voir autrement que par mes yeux, de me faire ouïr autrement que par mes oreilles, de faire usage de toutes mes facultés autrement que par leurs organes naturels, me promettant une science surhumaine, à la condition de perdre d'abord la conscience, la pensée, la liberté, la mémoire, tout ce qui me constitue être intelligent et moral? Je saurai tout alors, mais à ce prix que je ne saurai rien de ce que je saurai. Je m'élèverai dans un monde merveilleux, qu'éveillé et de sens rassis je ne puis pas même soupçonner, et dont ensuite il ne me restera aucun souvenir; mysticisme à la fois grossier et chimérique, qui pervertit tout ensemble la psychologie et la physiologie, extase imbécile renouvelée sans génie de l'extase alexandrine, extravagance qui n'a pas même le mérite d'un peu de nouveauté, et que l'histoire voit reparaître à toutes les époques d'ambition et d'impuissance!

Voilà où on en vient quand on veut sortir des conditions imposées à la nature humaine. Charron l'a dit le premier, et après lui on l'a répété mille fois : Qui veut faire l'ange fait la bête. Le remède à toutes

(1) Les magnétiseurs.

ces folies est une théorie sévère de la raison, de ce qu'elle peut et de ce qu'elle ne peut pas, de la raison enveloppée d'abord dans l'exercice des sens, puis s'élevant aux idées universelles et nécessaires, les rapportant à leur principe, à un être infini et en même temps réel et substantiel, dont elle conçoit l'existence, mais dont il lui est à jamais interdit de pénétrer et de comprendre la nature. Le sentiment accompagne et vivifie les intuitions sublimes de la raison; mais il ne faut pas confondre ces deux ordres de faits, encore bien moins étouffer la raison dans le sentiment. Entre un être fini, tel que l'homme, et Dieu, substance absolue et infinie, il y a le double intermédiaire et de ce magnifique univers, livré à nos regards, et de ces vérités merveilleuses que la raison conçoit, mais qu'elle n'a point faites, pas plus que l'œil ne fait les beautés qu'il aperçoit. Le seul moyen qui nous soit donné de nous élever jusqu'à l'être des êtres, sans éprouver d'éblouissement ni de vertige, c'est de nous en rapprocher à l'aide du divin intermédiaire, c'est-à-dire de nous consacrer à l'étude et à l'amour de la vérité, à la contemplation et à la reproduction du beau, surtout à la pratique du bien.

V. Cousin.

L'ALPUXARRA.

I.

Les géographes espagnols désignent à tort sous le nom général d'*Alpuxarras* toute la partie du royaume de Grenade située entre la Méditerranée et la Sierra-Nevada, et ils ajoutent que, participant de tous les climats, depuis les ardeurs de l'Afrique jusqu'au froid des régions polaires, elle réunit, dans l'espace de quelques lieues, la splendide végétation des tropiques et les maigres lichens du Groënland. Tout cela n'est point exact, ou ne l'est qu'à peu près. L'*Alpuxarra*, et non les Alpuxarras, ne confine pas à la mer, dont le littoral appartient, de ce côté, aux deux villes d'Almérie et d'Adra; sillonnée de vastes montagnes dans toute son étendue, cette province n'offre ni la variété de climats ni les contrastes de végétation dont on la dote dans les livres. Tout ce qu'on peut en dire sous ce rapport, c'est qu'elle jouit d'une température salubre, qu'elle a des pâturages excellens, des eaux abondantes et d'innombrables mines, surtout dans la sierra de Gador, où, si l'on en croit l'adage du pays, on trouve plus de plomb que de pierres. La population de l'Alpuxarra se divise en douze *tahas* ou districts qui contiennent quarante-huit bourgs ou villages dont le chef-lieu est Uxixar.

L'Alpuxarra est à l'Espagne, tant au physique qu'au moral, ce que les Cévennes sont à la France; son nom même, *Abuxarra*, veut dire en arabe terre querelleuse et batailleuse. Cette épithète s'explique par la belliqueuse attitude des chrétiens, qui se maintinrent les armes à la main dans l'Alpuxarra long-temps encore après que l'Espagne entière fut au pouvoir des Mores. Protégés par les aspérités d'un sol montagneux, ils ne furent même jamais entièrement soumis, et ne déposèrent l'épée que sous la condition

expresse de conserver le libre exercice de leur culte; peu à peu cependant ils l'abandonnèrent, et on les vit se convertir insensiblement, mais volontairement, à la loi de Mahomet. Sept à huit siècles plus tard, l'Alpuxarra offrit la contre-partie de cette résistance obstinée : la terre où les derniers chrétiens avaient trouvé un asile servit de refuge aux derniers musulmans, qui s'y défendirent vaillamment et long-temps. Ces agitations incessantes lui ont valu une place dans l'histoire, et même dans l'art, grace à Calderon, qui a célébré ses héros dans une de ses comédies les plus chevaleresques et les plus amoureuses, *Aimer après la mort ou le Siége de l'Alpuxarra* (1).

Me trouvant à Grenade, j'étais curieux de voir par mes yeux cette agreste contrée, si peu visitée, si peu connue, quoique célèbre à tant de titres. Comme elle doit en grande partie sa réputation à la dernière insurrection des Mores, celle du XVe siècle, nous retracerons rapidement les principaux évènemens de ce sanglant débat. Les souvenirs ajouteront ainsi au charme et aux émotions du voyage; le drame connu, on parcourt le théâtre avec plus d'intérêt.

Après la conquête de Grenade par les rois catholiques, *los reyes catolicos* (c'est le nom que les Espagnols donnent à Ferdinand et à sa femme Isabelle), le roi vaincu Abu Abdalah, dont nous avons fait Boabdil, obtint des vainqueurs la permission de se retirer avec sa famille et ses richesses dans l'Alpuxarra; mais il n'y demeura que quelques années, et passa dans le royaume de Fez, où régnait un de ses parens. La capitulation de Grenade assurait aux vaincus le maintien de leur culte, de leur langue, de leurs usages, en un mot de leur nationalité; ce n'étaient là pourtant que des promesses vaines. Ferdinand était un prince sans foi, Isabelle une reine asservie au confessionnal, et d'ailleurs il était dans les destinées de la Péninsule, dans ses nécessités, d'extirper de son sein jusqu'au dernier rejeton de l'islam, afin de prendre une complète possession de son génie. Le prosélytisme revêtit donc bientôt les caractères de la persécution, et, pour hâter les conversions, le bras séculier vint en aide aux missionnaires; l'Albaycin, qui était le quartier more de Grenade, se révolta; l'artillerie du comte de Tendilla eut aisément raison des révoltés, et le baptême fut pour eux la condition du pardon; les mosquées se transformèrent en églises, mais les nouveaux convertis n'en furent pas pour cela meilleurs chrétiens. Dans les montagnes, l'islamisme fut moins traitable encore, et en ce temps-là déjà l'Alpuxarra se signala par une résistance tellement opiniâtre, que le *grand capitaine* lui-même, Gonzalve de Cordoue, n'en put triompher. Le roi Ferdinand dut venir en personne étouffer la révolte. De là de nouveaux baptêmes, c'est-à-dire de nouvelles contraintes, et partant d'inévitables hypocrisies. Tout ce qui n'embrassa pas le christianisme fut impitoyablement chassé du royaume. On comprend que des catéchumènes placés entre le bûcher et l'abjuration n'étaient pas des chrétiens fort sincères; aussi, tout en accomplissant les cérémonies extérieures de l'église,

(1) *Amar despues de la muerte y el sitio de la Alpuxarra.* M. Damas Hinard a donné récemment une traduction énergique et fidèle de ce drame de Calderon.

restaient-ils musulmans de cœur, et, pour se dédommager de professer l'Évangile en public, ils pratiquaient en secret les rites du Coran. On appelait ces chrétiens de fraîche date *Morisques*, pour les distinguer des vieux chrétiens, *cristianos viejos*, qui n'avaient pas cette tache originelle.

Charles-Quint accepta par politique un rôle qui allait mal à son tempérament; il se fit persécuteur, et, à la sollicitation de son ancien précepteur, le pape Adrien, il traita les Mores de Valence comme les rois catholiques avaient traité ceux de Grenade, si bien qu'à la fin de l'année 1526, il ne restait pas un seul musulman avoué dans toute l'étendue de la Péninsule. Les Morisques, ou *nouveaux chrétiens*, n'en poursuivirent pas moins leurs pratiques secrètes. L'inquisition les accusait toujours d'hérésie, d'hypocrisie, d'imposture; de plus, elle leur reprochait d'entretenir de coupables intelligences avec les Mores d'Afrique. A force d'obsessions, elle finit par arracher contre eux à Charles-Quint un édit de réforme qui ne fut point exécuté de son vivant et dormit près d'un demi-siècle dans les cartons de la chancellerie royale. Pendant ce long intervalle, les Morisques respirèrent.

Quand Philippe II monta sur le trône, l'inquisition reprit toute son influence, et les persécutions recommencèrent. L'édit semi-séculaire de Charles-Quint fut exhumé de la poussière des cartons, et une junte mixte, mi-partie ecclésiastique, mi-partie laïque, fut instituée à Madrid pour opérer la réforme des Morisques, *el remedio de los Moriscos,* car tel était le rêve du saint-office. Un synode composé d'évêques et d'archevêques avait déjà pris l'initiative, et il sortit de cette double commission une ordonnance ou pragmatique, qui n'était que la seconde édition revue et corrigée du décret non exécuté de Charles-Quint. En voici les dispositions principales : tous les Morisques, sans exception, devaient apprendre l'espagnol dans le délai de trois ans; ce terme passé, aucun ne pourrait plus parler, lire ou écrire l'arabe, soit en public, soit en secret, et les contrats passés dans cette langue seraient nuls de fait. Tous les livres arabes seraient examinés soigneusement et brûlés s'il y avait lieu. Les Morisques adopteraient le costume chrétien; leurs femmes se présenteraient en public sans voile et le visage entièrement découvert; ils s'abstiendraient désormais dans les mariages des cérémonies usitées par leurs ancêtres, ainsi que des danses et chants nationaux. La porte de leurs maisons resterait ouverte le vendredi (qui était leur dimanche) et les autres jours de fêtes musulmanes. Ils devaient échanger leurs noms et surnoms mores contre des noms et surnoms chrétiens, et il était défendu aux femmes de se peindre le visage, selon leur ancienne habitude. Les bains à domicile leur étaient rigoureusement interdits et seraient détruits dans toutes les maisons. Enfin les esclaves chrétiens que les Morisques avaient à leur service quitteraient le royaume de Grenade dans le délai de six mois, et les nègres ne leur étaient accordés que par tolérance, en vertu de concessions individuelles.

Ces ordonnances tyranniques, que le duc d'Albe lui-même avait blâmées, plongèrent les Morisques dans la consternation; ils tinrent à ce sujet plusieurs assemblées, tant dans l'Alpuxarra que dans les montagnes de Ronda,

et chargèrent Francisco Nuñez Muley, vieux gentilhomme more fort considéré parmi eux, de porter leurs réclamations et leurs plaintes au président de la royale audience de Grenade, don Pedro de Deza, qui lui-même avait fait partie de la junte mixte de Madrid, et qui appartenait au conseil général du saint-office. Le discours du vieux Muley, monument curieux des mœurs et des passions de ces temps oubliés, se trouve *in extenso* dans les volumineux mémoires contemporains de Louis de Marmol. Voici la traduction des passages qui offrent le plus d'intérêt.

« De loin, il semble facile d'exécuter les nouvelles pragmatiques, mais les difficultés sont grandes au contraire, et je le dis à votre seigneurie pour qu'elle prenne en pitié ce malheureux peuple et le protége auprès de sa majesté. L'habit de nos femmes n'est pas moresque; c'est un habit de province, suivant l'usage même du royaume de Castille, dont les habitans diffèrent par la coiffure, le costume et la chaussure. Les Turcs ne sont pas vêtus comme les Mores, et, parmi ces derniers, ceux de Fez ne s'habillent pas comme ceux de Tremecen, ni ceux de Tunis comme ceux de Maroc. Si la secte de Mahomet avait un vêtement particulier, il serait le même partout; mais l'habit ne fait pas le moine. Nous voyons des chrétiens venir d'Égypte et de Syrie vêtus à la turque, avec des turbans et des caftans; ils parlent arabe et ne savent pas un mot de latin ni d'espagnol (*romance*); cependant ils sont chrétiens. Je me souviens d'avoir vu notre peuple changer son habillement pour en adopter un plus décent, court et peu coûteux. Il y a telle femme qui s'habille avec un ducat, car les habits de noces et de fêtes se gardent pour ces jours-là et passent en héritage à trois ou quatre générations. Quel profit peut-on donc trouver à nous dépouiller de nos habits? N'est-ce pas nous faire perdre plus de trois millions d'or employés de cette façon? N'est-ce pas ruiner les marchands, les orfèvres, et tous les artisans qui gagnent leur vie à faire les vêtemens, les chaussures et les bijoux des Morisques? Et si plus de deux cent mille femmes de cette province doivent s'habiller de neuf des pieds à la tête, quel argent pourra suffire à cette dépense? La femme pauvre qui, ne pouvant s'acheter ni robe, ni mante, ni chapeau, ni mules, se contente d'une chemise de serpillière peinte et d'un drap blanc, comment fera-t-elle pour se vêtir? Nous autres hommes, nous sommes tous vêtus à la castillane, quoique pauvrement pour la plupart. Si le costume faisait la secte, les hommes devraient plus compter que les femmes en cette matière. J'ai ouï dire à bien des ministres et des prélats qu'on favoriserait ceux d'entre nous qui s'habilleraient à la castillane, et je n'en vois pourtant aucun moins molesté que les autres; on nous traite tous également. Que si l'un de nous est surpris portant un couteau, il est jeté aux galères, et sa fortune est dévorée en frais, amendes et condamnations. Nous sommes poursuivis par la justice ecclésiastique et par la justice séculière. Avec tout cela, nous restons loyaux sujets de sa majesté, prêts à la servir de nos biens, et jamais on ne pourra dire que nous ayons commis une trahison depuis le jour où nous nous sommes rendus. Quand l'Albaycin s'est soulevé, ce n'était pas contre le roi, c'était au contraire en

faveur de sa signature, que nous vénérions comme chose sacrée; mais l'encre n'était pas encore sèche qu'on avait violé nos capitulations. Dans le temps des communes (*comunidades*), pour qui se leva notre province? Pour sa majesté. Nous suivîmes les troupes royales contre les *comuneros*, et le propre frère du roi Boabdil, don Juan de Grenade, fut général en Castille au service du roi...

« Quant à nos noces, à nos fêtes, à nos danses et aux plaisirs que nous prenons, en quoi nous empêchent-ils d'être chrétiens, et comment peut-on les appeler cérémonies moresques? Les bons musulmans n'y assistaient jamais, les *f'kis* s'éloignaient dès qu'on commençait à chanter ou à danser, et même, lorsqu'un roi maure traversait quelque quartier de la ville, on faisait par respect taire les instrumens jusqu'à ce qu'il se fût éloigné. Ces danses sont inconnues en Afrique et en Turquie... Le saint archevêque aimait à voir nos danseurs accompagner le saint-sacrement à la Fête-Dieu et aux autres solennités, et tous les villages y accouraient, se disputant entre eux à qui exécuterait les plus belles danses. Lorsque, dans ses visites à l'Alpuxarra, il célébrait la grand'messe, nos chanteurs remplaçaient l'orgue; je me rappelle qu'en achevant la messe, l'archevêque se tournait vers le peuple : au lieu du *Dominus vobiscum*, il disait en arabe *Ybaraficun*, et nos chanteurs répondaient aussitôt. — On ne peut pas plus dire que l'habitude qu'ont nos femmes de se teindre les cheveux avec de la poudre de troène ou de la noix de galle soit une cérémonie moresque. Ce n'est qu'un moyen de se nettoyer la peau et de se tenir la tête propre.

« Voyons maintenant, seigneur, à quoi peut servir que nous tenions ouvertes les portes de nos maisons? N'est-ce pas donner aux voleurs la liberté de nous dépouiller, aux libertins celle de convoiter nos femmes? N'est-ce pas donner occasion aux alguazils et aux hommes de loi de ruiner les pauvres gens par des poursuites? Si quelqu'un veut être More et suivre les rites de Mahomet, ne pourra-t-il le faire de nuit? Beaucoup mieux au contraire, car cette religion exige la solitude et le recueillement....

« Peut-on dire que les bains soient une cérémonie religieuse? Non, certes. Ceux qui tiennent les maisons de bains sont chrétiens pour la plupart. Ces maisons sont des lieux de société et des réceptacles d'immondices; elles ne peuvent donc servir aux rites musulmans, qui exigent la solitude et la propreté... Dira-t-on que les hommes et les femmes s'y réunissent?... Il est notoire, au contraire, que les hommes n'entrent point où sont les femmes. Les bains ont été imaginés pour la propreté du corps : il y en a toujours eu dans tous les pays du monde, et s'ils furent défendus quelque temps en Castille, c'est parce qu'ils affaiblissaient les forces et le courage des hommes de guerre; mais les habitans de cette province ne sont pas destinés à faire la guerre, et les femmes n'ont pas besoin d'être fortes, mais propres. Si elles ne peuvent se baigner, ni dans les rivières, ni dans les ruisseaux, ni dans les fontaines, ni dans leurs maisons, où pourront-elles se laver à présent?... Vouloir que nos femmes sortent la figure découverte, c'est vouloir donner aux hommes l'occasion de pécher, en leur montrant la beauté dont ils s'en-

flamment si aisément, c'est empêcher aussi les laides de trouver quelqu'un qui veuille les épouser. Nos femmes se couvrent pour ne point être connues, comme font les chrétiennes. C'est une décence qui épargne bien des inconvéniens. Aussi les rois catholiques défendaient-ils, sous des peines sévères, aux chrétiens de soulever dans la rue les voiles des Moresques.

« Les surnoms anciens que nous portons font que les gens se reconnaissent, et que les familles ne se perdent pas. Que gagne-t-on à ce que les souvenirs anciens périssent? Au contraire, à bien considérer les choses, de tels souvenirs augmentent la gloire des rois catholiques, qui ont conquis ce royaume. Ce fut leur pensée et celle de l'empereur. C'est pour cela que l'on conserve les riches palais de l'Alhambra et les autres palais plus petits qui existaient du temps des rois mores, car ils rappellent sans cesse leur puissance; ils sont comme le trophée des conquérans....

« Arrivons à la langue arabe, qui est le plus grave des inconvéniens signalés. Comment peut-on ôter aux gens leur langue naturelle, celle dans laquelle ils naquirent et furent élevés? Les Égyptiens, les Syriens, les Maltais, et autres races chrétiennes, parlent, lisent et écrivent en arabe; ils sont pourtant chrétiens comme nous. Encore ne trouverait-on pas dans cette province un acte, un contrat ou un testament rédigé en arabe, depuis qu'elle s'est convertie. Apprendre la langue castillane, nous le désirons tous; mais satisfaire ce désir n'est pas au pouvoir de tout le monde. Combien y a-t-il de personnes dans les bourgs et villages, et même dans cette ville, qui ne savent pas même la langue arabe! Et il y a tant de différence dans les dialectes, qu'au premier mot des habitans de l'Alpuxarra on reconnaît de quel district ils viennent. Ils sont nés dans de petits endroits où l'espagnol ne fut jamais parlé, où personne ne l'entend, si ce n'est le curé et le sacristain; encore ceux-ci parlent-ils toujours arabe. Il est impossible que les vieillards l'apprennent, non pas en trois ans, mais dans tout le temps qu'ils ont encore à vivre, quand même ils ne feraient autre chose que d'aller à l'école. Il est clair que cet article est inventé pour notre destruction, car, bien qu'il n'y ait personne pour nous enseigner la langue espagnole, on exige que nous l'apprenions de force, et que nous abandonnions celle que nous savons si bien; que veut-on par-là? Que nos frères, désespérant d'accomplir une telle obligation, quittent le pays, par crainte des châtimens, et s'en aillent en enfans perdus chercher d'autres terres, ou qu'ils se fassent brigands (*monfis*). Rappelez-vous le second commandement : Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'il vous fût fait. Et dites-nous si une seule des choses que nous impose la pragmatique était exigée des chrétiens de Castille ou d'Andalousie, dites s'ils n'en mourraient pas de douleur? Y a-t-il dans le monde une espèce plus vile et plus basse que celle des nègres de Guinée? Cependant on les laisse danser, on les laisse parler et chanter dans leur langue pour se donner de la joie.

« A Dieu ne plaise qu'on prenne en mauvaise part ce que je viens de dire! car mon intention est bonne. Il y a plus de soixante ans que je sers Dieu, notre Seigneur, la couronne royale, et les habitans de ce pays. Que votre sei-

gneurie n'abandonne pas ceux qui sont sans pouvoir; qu'elle désabuse sa majesté, qu'elle nous délivre de si grandes calamités, qu'elle agisse en chevalier chrétien pour le service de Dieu, du roi, et pour le bien de cette province, qui en conservera une éternelle reconnaissance. »

Cette longue harangue n'eut et ne pouvait avoir aucun succès; les ambassadeurs envoyés à la cour par les Morisques ne furent pas plus heureux : l'inquisition et Philippe II, son docile instrument, ne se laissaient pas détourner de leur but par des considérations de cette nature; la pragmatique fut exécutée sans ménagement, sans pitié. Le fanatisme religieux était porté alors dans toutes les classes à un tel point d'exaltation, que, cette même année, plusieurs centaines de prisonniers morisques furent massacrés à Grenade, dans les prisons de la Chancellerie, par des prisonniers vieux chrétiens auxquels les autorités elles-mêmes avaient mis les armes à la main. Comme si ce n'était pas assez des maux réels qui accablaient les Morisques, la superstition exhuma dans cette circonstance et répandit dans le peuple les prophéties les plus sinistres. Les jours étaient venus où la loi de Mahomet devait périr en Andalousie et dans l'Espagne entière; Ceuta même et Tanger seraient conquis par les chrétiens. L'antechrist, il est vrai, viendrait prêter main-forte au prophète, et sa figure frapperait le monde d'épouvante. Il devait faire le tour du globe en sept jours; mais Dieu enverrait contre lui Jésus, fils de Marie : le monstre, à sa vue, deviendrait lâche comme une femme, et il s'abîmerait dans les enfers. Puis le Christ, montant au Thabor, remporterait une nouvelle victoire sur Mahomet et le peuple des Pygmées. On représentait ces Pygmées aussi nombreux que les sables de la mer, tantôt comme plus petits que des plumes à écrire, tantôt comme plus grands que des sierras; d'autres avaient les oreilles si longues, qu'ils pouvaient s'asseoir dessus et en couvrir la terre. Dans ces fantaisies bizarres, dont les prêtres ou *f'kis* nourrissaient l'esprit du peuple, il y avait certes de quoi troubler son imagination et le réduire au désespoir.

Sur ces entrefaites, un descendant des Abencerages, nommé Aben Farax, essaya de soulever les Morisques de Grenade : il courut toute une nuit l'Albaycin, à la tête d'une troupe de *monfis*, bandits mores qui vivaient de meurtre et de rapine; mais l'Albaycin cette fois ne remua pas : il avait souvenance de l'artillerie de Tendilla. Déçu dans son espoir, Aben Farax se jeta avec ses bandits dans l'Alpuxarra. Un capitaine espagnol nommé Diego Herrera, qui devait passer la nuit à Cadiar, fut logé avec sa compagnie chez les habitans; d'accord avec eux, les monfis s'introduisirent à la faveur des ténèbres chez ces perfides hôtes et massacrèrent tous les soldats pendant leur sommeil. Il n'en échappa que deux. Cette boucherie fut le signal de la rébellion. L'Alpuxarra se souleva en masse, ainsi que le Val-de-Lecrin et les *tahas* environnantes. Des cruautés effroyables furent commises par les insurgés sur les chrétiens restés fidèles, particulièrement sur les prêtres, qui tous, dit le pieux chroniqueur, reçurent les palmes du martyre.

Il y avait alors à Grenade un descendant des Ommiades, anciens califes

de Cordoue; c'était un personnage considérable par son luxe autant que par sa naissance. Quoique son père fût aux galères pour un crime réel ou prétendu, il remplissait, lui, les fonctions de consul ou échevin dans la municipalité de Grenade. Ayant un jour tiré l'épée en plein conseil, et été mis aux arrêts pour ce fait dans sa propre maison, il avait vendu sa charge, moins par rancune que pour avoir de l'argent, car il avait fini par déranger ses affaires et en était réduit alors aux expédiens. Son intention était, disait-il, d'aller chercher fortune en Flandre ou en Italie; mais il n'en fit rien, rompit ses arrêts et partit un beau matin de Grenade pour l'Alpuxarra, accompagné d'un esclave noir et d'une Moresque qu'il aimait passionnément. C'était le jour de Noël 1568. Il alla droit à Beznar, où il avait beaucoup de parens. L'insurrection avait besoin d'un chef : il fut désigné pour l'être, et, au mépris des droits d'Aben Farax, le véritable auteur de la rébellion, il fut élu roi sous le nom de Muley Mahomet Aben Humeya. Son nom chrétien était Ferdinand de Valor. Devenu musulman, il épousa trois femmes et prit au sérieux sa royauté improvisée. Il n'avait que vingt-deux ou vingt trois ans. On devait à Aben Farax une compensation : il fut nommé *alguazil-mayor* du nouveau roi, c'est-à-dire sergent d'honneur ou premier chambellan. Il paraît que l'Abencerage n'accepta pas de très bonne grace son changement de fortune, car le premier soin d'Aben Humeya fut d'éloigner de sa personne le compétiteur désappointé.

Ici commence une longue et monotone série de sacrilèges et d'atrocités sans exemple, même en Espagne. Les monfis couraient de bourg en bourg, de village en village, pour soulever leurs coreligionnaires; leur premier soin était de piller et de profaner les choses saintes, ils coupaient par morceaux les crucifix, ils saignaient des porcs sur l'autel, ils convertissaient les églises en écuries. D'ordinaire, les chrétiens se retranchaient avec leurs femmes et leurs enfans dans quelque tour ou quelque clocher; les Mores y mettaient le feu, et les malheureux qui échappaient aux flammes étaient massacrés; on jetait leurs corps à la voirie, et si quelque personne charitable sollicitait, au péril de sa vie, la grace de les enterrer : « A quoi bon? répondaient les bourreaux; ils sont tellement chiens, que les chiens eux-mêmes, bien loin de toucher à leurs cadavres, s'en éloignent avec dégoût. » Les prêtres étaient réservés comme des victimes d'élite, et périssaient lentement dans d'épouvantables tortures. Après le massacre des hommes, les femmes et les enfans étaient réduits en esclavage et vendus à l'enchère.

Il serait horrible et fastidieux d'énumérer les abominations commises par ces bandits. On sait ce que peut l'homme quand il met son intelligence au service de ses instincts de destruction. Nous avons dit qu'en général on épargnait les femmes. Ce n'était point par humanité, mais par cupidité, car on les vendait dix, vingt, jusqu'à cinquante ducats par tête. Toutes cependant n'avaient pas la vie sauve; plusieurs furent livrées aux femmes mores, qui se complaisaient à les déchirer de leurs propres mains, sans compter celles que les monfis égorgeaient après les avoir déshonorées. On cite entre autres

la population féminine du village d'Andarax, qui, traînée en plein hiver dans la sierra, y fut massacrée tout entière. Deux victimes échappèrent seules par miracle, non qu'on les eût épargnées, mais parce que le coup qui les avait frappées n'était pas mortel. Après un long évanouissement, elles reprirent leurs sens parmi les cadavres de leurs amies, de leurs parentes, et, perdues dans la montagne, dénuées de tout, même des vêtemens les plus nécessaires, car les bourreaux les avaient entièrement dépouillées, elles vécurent de neige pendant dix jours. Des soldats espagnols, égarés eux-mêmes, les découvrirent par hasard et les ramenèrent au camp chrétien, où elles guérirent parfaitement.

Avec le tempérament que l'on connaît aux Espagnols, on devine qu'en fait de barbarie ils ne le cédaient pas aux Mores; les représailles égalaient au moins les provocations. Les Espagnols qui ont écrit l'histoire de cette guerre d'extermination ont dissimulé ou du moins atténué les cruautés de leurs compatriotes, et sans doute exagéré celles des Morisques; parfois pourtant il leur échappe des aveux significatifs : celui-ci, par exemple, mérite d'être recueilli.

Le château de Jubilez, l'un des points les plus forts de l'Alpuxarra, s'était rendu volontairement, ce qui n'avait pas empêché les Espagnols de le piller de fond en comble, et de s'approprier l'or, l'argent, les pierreries et les étoffes précieuses qu'il contenait; on y fit prisonniers trois cents hommes et plus de deux mille femmes : les hommes furent enfermés dans les maisons du village, les femmes dans l'église; mais cette église était petite, et une bonne moitié des captives dut passer la nuit à la belle étoile. Vers minuit, un des soldats commis à la garde de ce bivouac féminin se glissa dans l'ombre, et voulut s'emparer par la violence d'une jeune fille dont la beauté l'avait frappé; elle résiste, il s'emporte; la belle Moresque allait succomber; tout à coup un jeune More, déguisé en femme, et qui était (l'histoire se tait là-dessus) son mari, son frère ou son amant, s'élance sur le ravisseur, le poignard à la main, et l'attaque avec tant d'impétuosité, qu'il lui arrache à la fois son épée et sa proie. L'Espagnol blessé est secouru par ses camarades, et tous ensemble se précipitent sur le More travesti, en criant qu'il y a des hommes armés parmi les femmes, que c'est un guet-apens, qu'il faut en tirer vengeance. Le camp s'émeut; on accourt, on se presse, mais où aller? La nuit est profonde; on ne distingue rien, on ne voit que le feu des arquebuses et l'étincelle des épées choquées les unes contre les autres. La confusion est à son comble; on frappe au hasard, et c'est sur les femmes que les coups tombent; la fureur augmente avec le désordre; les cris, les larmes, les gémissemens excitent le tumulte, bien loin de l'apaiser, et tel est l'acharnement des Espagnols, qu'ils se tuent les uns les autres dans les ténèbres, croyant avoir affaire à des Mores. En vain le général essaya-t-il d'arrêter le massacre; les soldats lui gardaient rancune pour avoir déclaré, le jour même, que ces femmes, qu'ils regardaient comme leurs esclaves, étaient libres, puisque le fort s'était rendu par capitulation; peu leur importait dès-lors qu'elles vécussent;

elles n'appartenaient à personne, et n'avaient par conséquent aucune valeur commerciale. On tuait donc, on tua toute la nuit sans trève et sans pitié. Le matin, il ne restait pas une Moresque vivante; le sang ne cessa de couler que lorsqu'il n'y en eut plus à répandre.

Cette abominable guerre dura trois ans et plus. Le marquis de Mondejar fut le premier à marcher contre la révolte. Après diverses vicissitudes, il pénétra dans l'Alpuxarra, tandis que le marquis de Velez, gouverneur de Murcie, prenait les insurgés par le revers opposé; mais les deux généraux se nuisaient au lieu de se servir mutuellement, et leur rivalité compromettait le succès. Indépendans l'un de l'autre, ils faisaient la guerre chacun pour son compte, et avec un système différent. Mondejar penchait pour la douceur, Velez pour la rigueur, si bien que l'un défaisait ce que l'autre avait fait. A la cour même, il y avait deux partis, et tous les deux se desservaient, se calomniaient avec un égal acharnement. La révolte d'ailleurs se développait avec une rapidité effrayante; Aben Humeya ne manquait pas d'activité; il avait l'intelligence de la guerre de partisans, la véritable guerre de l'Espagne, la seule possible dans ces âpres contrées. On le trouvait partout à la fois. Le croyait-on sur un point, il paraissait sur un autre, et multipliait les ruses, les embuscades, les diversions. Du reste, il était secondé vaillamment; tous les hommes, quelle que fût leur condition, étaient transformés en soldats, et en bons soldats; les femmes elles-mêmes se battaient à côté de leurs frères et de leurs maris. Informés du soulèvement de l'Alpuxarra par les émissaires d'Aben Humeya, qui avait envoyé son propre frère jusqu'à Constantinople, les Turcs et les Mores d'Afrique étaient venus au secours de leurs coreligionnaires d'Espagne, les uns d'Alger, les autres du Maroc. Quoique peu considérables, ces renforts étrangers donnaient à la révolte de l'autorité, de la confiance, et pouvaient passer pour les avant-coureurs d'une descente générale des infidèles. Cette invasion redoutable était l'idée fixe et la terreur de Philippe II.

Cependant la guerre traînait en longueur; l'argent, les vivres, tout manquait aux chrétiens; démoralisées par les privations, les troupes ravageaient le pays pour leur propre compte, et pillaient les amis comme les ennemis. Avec la misère vint la désertion, surtout dans la division du marquis de Velez, homme dur, hautain, haï du soldat. Campé alors à la Calahorra, forteresse importante du marquisat de Zenete, sur les frontières septentrionales de l'Alpuxarra, il avait réuni sur ce point jusqu'à douze mille hommes; bientôt il n'en compta plus que trois mille, et son propre fils, don Diego Faxardo, ayant payé de sa personne pour retenir les troupes sous le drapeau, fut tué d'un coup d'arquebuse par ces factieux. Les Morisques profitèrent habilement de ces discordes impolitiques, et ceux que les bons procédés du marquis de Mondejar avaient gagnés se soulevèrent de nouveau. La rébellion s'étendit bientôt jusqu'au Rio d'Almanzora (fleuve de la Victoire), sur la frontière murcienne. Aben Humeya se jeta en personne sur les places fortes de ce territoire; il en prit quelques-unes, et fit assiéger les

autres par ses lieutenans. La révolte avait gagné depuis long-temps les montagnes de Ronda et la sierra de Bentomiz.

Assailli par les rapports les plus contradictoires (car les rivalités des généraux se traduisaient en démentis, contre-démentis, et dénaturaient tous les faits), Philippe II, qui alors avait bien d'autres affaires sur les bras, se décida à envoyer à Grenade son frère naturel, don Juan d'Autriche. Ce prince n'avait alors que vingt-trois ans. Toujours soupçonneux, Philippe le plaça sous la tutelle d'un conseil de guerre qui devait surveiller, diriger les démarches et contrôler les opérations. Lui-même vint à Cordoue, puis à Séville, pour être plus rapproché du théâtre des hostilités. Il recommanda en même temps que la guerre se fît sans merci, à feu et à sang, *a fuego y a sangre*, ce sont les termes du décret; bien plus, il ordonna que tous les Morisques de Grenade fussent déportés avec leurs familles dans l'intérieur du royaume, et cet ordre barbare fut exécuté sans rémission. Convoqués dans les églises, sous un prétexte fallacieux, les malheureux proscrits furent saisis, garrottés, et conduits ainsi sous bonne escorte à leurs destinations respectives; la plupart périrent de faim, de soif, de fatigue, sans compter les violences et les brutalités de leurs gardiens, qui en vendirent un grand nombre comme esclaves après les avoir complètement dépouillés. « Ce fut un lamentable spectacle, dit le chroniqueur du temps, dévoué cependant à l'inquisition, que de voir tant d'hommes de tout âge, la tête basse, les mains liées en croix, le visage baigné de larmes, abandonner leurs maisons somptueuses, leurs familles, leur patrie, leurs habitudes, leurs terres, tous leurs biens enfin, sans savoir ce qu'on ferait de leurs têtes. » Ces rigueurs excessives avaient un prétexte : on craignait ou l'on feignait de craindre que les insurgés des montagnes n'ourdissent quelque complot avec leurs coreligionnaires de l'Albaycin pour s'emparer de Grenade. Les Morisques de la campagne ou *vega* ne tardèrent pas à éprouver le même sort que ceux de la ville.

Une si cruelle expédition n'était pas faite pour calmer les esprits; tous les proscrits de l'Albaycin qui purent échapper se jetèrent dans l'Alpuxarra, et grossirent les rangs de l'insurrection. Un grand nombre de bourgs et de villages qui jusqu'alors n'avaient pas bougé se soulevèrent, et Aben Humeya reçut dans le même temps de nouveaux renforts d'Alger et de Tétuan. Quittant alors la défensive, il attaqua à Berga, à la tête de dix mille hommes, le camp du marquis de Velez, et peu s'en fallut qu'il ne le prît d'assaut; le combat fut long, acharné, le carnage effroyable, et la victoire, due en grande partie à la trahison de quelques espions mores, coûta cher aux Espagnols. On trouva parmi les morts plusieurs centaines de Berbères qui étaient venus au combat la tête couronnée de fleurs, ayant juré de vaincre ou de mourir *muxehedines,* c'est-à-dire en martyrs de Mahomet : leur dernier vœu fut rempli, ils périrent tous jusqu'au dernier.

Cependant la discorde s'était mise aussi dans le camp des Mores. Aben Humeya s'était fait des ennemis; on lui reprochait sa cruauté, son avarice, son orgueil; on l'accusait même de correspondre avec les chrétiens dans son

intérêt particulier, notamment pour négocier la délivrance de son père, qui était toujours aux galères. Une conspiration se trama contre lui, elle réussit, et le roi de l'Alpuxarra, surpris dans son lit, fut étranglé par deux de ses officiers, ni plus ni moins qu'un czar de toutes les Russies. Il avait vingt-trois ans, juste l'âge de don Juan d'Autriche. Il fut question d'élire à sa place un capitaine turc nommé Hussein ou son frère Caracax, qui tous deux avaient trempé dans le complot; mais ils répondirent l'un et l'autre que le dey d'Alger Aluch-Ali les avait envoyés pour être alliés des Andaloux, non leurs rois. Sur leur refus, la couronne échut à un parent d'Aben Humeya, Diego Lopez Aben Aboo, qui avait le titre d'alcade des alcades, et commandait les Africains auxiliaires; il prit le titre de Muley Abdalah Aben Aboo, roi d'Andalousie, et fit écrire sur sa bannière cette devise superbe : « Je ne puis désirer plus ni me contenter de moins. » Toutefois, il envoya demander son investiture au roi d'Alger, qui représentait le Grand-Turc.

On aurait dû s'attendre à ce que le dernier Abencerage, Aben Farax, succédât au dernier Ommiade, Aben Humeya; il n'en fut rien, et la fin d'Aben Farax fut plus misérable encore que celle de son heureux rival. Ses insolences et ses cruautés l'avaient rendu également odieux aux deux partis. Abandonné, abhorré de tout le monde, il se tint caché quelque temps dans un village des environs de Grenade; mais ce village étant tombé au pouvoir des chrétiens, il fut obligé de fuir dans la montagne, et prit alors une résolution singulière : « Frère, dit-il à un mauvais chrétien, teinturier de son état, qui l'accompagnait dans sa fuite, nous sommes détestés de tout le monde. Aben Humeya nous tient le couteau sur la gorge, et, si les chrétiens nous prennent, nous n'échapperons pas à la corde. Un seul moyen nous reste : allons nous livrer à l'inquisition; nous en serons quittes avec elle pour une pénitence, mais du moins nous aurons la vie sauve. Moi, je suis trop connu à Grenade pour m'y présenter sans danger; prends les devans, et prie le saint-office de m'envoyer un ou deux familiers pour m'escorter. » Ce projet sourit au chrétien, et il fut décidé qu'il partirait seul, à la nuit tombante, de la caverne où ils étaient cachés; mais Aben Farax, malheureusement pour lui, se laissa surprendre par le sommeil avant le départ de son compagnon. Ce misérable, le voyant à sa merci, eut la pensée diabolique de le tuer, pour se faire un mérite de sa mort auprès de l'inquisition. Il saisit une pierre, et lui en donna tant de coups sur la tête, qu'il lui brisa les dents, les mâchoires, lui enfonça le nez, la bouche et les yeux. Le laissant pour mort, il se rendit à Grenade, où il se mit entre les mains du saint-office. Aben Farax demeura sans connaissance, pendant deux nuits et un jour, dans la caverne ensanglantée; le hasard ayant conduit là quelques Mores, ils l'aperçurent avec sa figure mutilée horriblement et ses blessures déjà pleines d'insectes. S'étant assurés qu'il respirait encore, ils le transportèrent charitablement dans leur village sans l'avoir reconnu, et le soignèrent si bien, qu'il guérit; mais quelle guérison! L'Abencerage resta défiguré au point que son visage, monstrueux à voir, n'avait plus forme humaine, et qu'on était obligé de lui insinuer les alimens avec un roseau, par un petit trou rond qui

lui servait de bouche. Pourchassé dans cet état par les armes victorieuses des chrétiens, il erra quelque temps dans l'Alpuxarra, en demandant l'aumône sur les grands chemins. Ainsi finit le dernier Abencerage, beaucoup moins chevaleresque, on le voit, que celui de M. de Châteaubriand. Quand l'histoire fait des drames, elle les fait poignans, terribles, et laisse bien loin derrière elle, dans sa brutale énergie, les fictions des poètes.

Le nouveau roi Aben Aboo obtint d'abord quelques succès; il reprit l'offensive et poussa la guerre avec vigueur dans le Val-de-Lecrin, en même temps que par ses ordres El Maleh soulevait la ville de Galère et les autres places situées sur les frontières du royaume de Murcie. Il était à craindre que ce royaume ne suivît l'exemple de l'Alpuxarra et que l'incendie ne gagnât par là le royaume de Valence, où les Morisques étaient en grand nombre. Ceux de Bentomiz et de Ronda continuaient impunément leurs ravages, et Aben Aboo sollicitait du roi d'Alger des renforts qu'il attendait d'un jour à l'autre, mais qui n'arrivèrent jamais.

Pendant ce temps, don Juan d'Autriche était toujours à Grenade, se plaignant avec amertume de l'inaction que lui imposait son frère Philippe II. Enfin, à force d'instances, il obtint la permission d'entrer lui-même en campagne, et partit de Grenade le 29 décembre 1569, avec toutes les forces qu'il put rassembler, forces insuffisantes, qu'il fallut augmenter plusieurs fois. Il avait avec lui, entre autres personnages éminens, le grand-commandeur de Castille et son mentor, son ami, don Louis Quixada, qui s'était distingué sous le règne précédent comme homme de guerre et comme honnête homme. Fils du mystère et de l'amour, don Juan d'Autriche avait ignoré long-temps qu'il avait pour père l'empereur. Seul dépositaire du secret de sa naissance, Quixada l'avait élevé, dès le berceau, comme son propre fils, et l'appelait même son neveu; l'enfant mystérieux l'appelait son oncle. Ils s'aimaient tendrement et ne s'étaient jamais quittés; mais cette campagne leur fut fatale. Après avoir affronté tant de fois la mort dans les batailles et les siéges les plus mémorables, le vieux compagnon de Charles-Quint fut tué d'un coup d'escopette dans une obscure rencontre de cette guerre sans gloire.

Don Juan reprit une à une, après des pertes considérables et des efforts inouis, toutes les places de la frontière murcienne, Galère, Séron, Tijola, Purchena, et, remontant le fleuve d'Almérie, il vint se camper à Padulès d'Andarax, sur le territoire de l'Alpuxarra. Tandis qu'il opérait à l'est, le duc de Sésa bataillait à l'ouest avec des alternatives à peu près égales de succès et de revers; enfin les deux divisions se réunirent au foyer même de l'insurrection, qui de ce moment ne fit plus que languir. Les négociations avaient recommencé pour la reddition du pays et se poursuivaient activement. Don Juan avait promis le pardon du roi (le pardon de Philippe II!) à tous ceux qui viendraient à résipiscence; Aben Aboo lui-même semblait prêt à déposer les armes, et Fernand Habaki, l'un de ses premiers lieutenans, vint de sa part à Padulès faire acte de soumission aux pieds du fils de Charles-Quint; mais Aben Aboo se ravisa tout d'un coup. Non content de désavouer Habaki, il le

tua, afin d'ensevelir son secret dans le silence du tombeau, et reprit les hostilités avec acharnement. Cependant le découragement s'était emparé des insurgés, et beaucoup reconnurent spontanément la loi du vainqueur; les autres se réfugièrent dans les bois, dans les cavernes de la Sierra-Nevada, où l'ennemi les traquait comme des bêtes fauves; sans places, sans vivres, sans munitions, ils s'affaiblissaient tous les jours, les vides faits dans leurs rangs ne se comblaient pas. Ce n'était plus une guerre, c'était une chasse.

Don Juan retourna à Grenade, puis à Madrid, pour aller de là prendre le commandement de la flotte chrétienne qui devait s'immortaliser à Lépante; mais ce radieux météore s'éteignit vite. Le jeune vainqueur du croissant alla mourir en Flandre, à trente ans, d'un mal foudroyant, inconnu. Sa gloire avait-elle porté ombrage au défiant Philippe II? Le sombre hôte de l'Escurial avait-il craint de voir l'amour des peuples se porter sur cette jeune et brillante tête, et le poison ne serait-il point venu en aide à ses terreurs? Des historiens l'ont affirmé, et la postérité n'a point traité leur imputation de calomnie.

Le duc d'Arcos, qui commandait à Ronda, passa à Grenade pour achever l'œuvre de don Juan d'Autriche. Il ne restait plus qu'une tête à frapper pour en finir avec la révolte. Cette tête était celle d'Aben Aboo; on ne pouvait l'atteindre par la force, on eut recours à la trahison. Aben Aboo, fugitif, errait de caverne en caverne dans les sierras de Berchulez et de Trevelez. A peine lui restait-il encore quatre cents hommes; ses auxiliaires turcs et marocains l'avaient eux-mêmes abandonné pour repasser en Afrique. Toute sa confiance dans cette extrémité reposait sur son secrétaire Abu Amer, qui la méritait à tous égards, et sur un monfi nommé Gonzalo Sénix, qui nourrissait contre le roi de l'Alpuxarra une secrète inimitié. C'est à ce cœur vindicatif que la trahison s'adressa, certaine de ne trouver aucune résistance. Une correspondance clandestine se noua entre Gonzalo Sénix et don Léonard Rotulo, gouverneur chrétien du préside de Cadiar, par l'intermédiaire d'un orfèvre de Grenade nommé Barredo, à qui son commerce avait créé des relations nombreuses dans le pays. Aben Aboo eut quelques soupçons de ce qui se tramait; il prit une nuit avec lui Abu Amer, et, suivi d'une quarantaine d'*escopeteros*, se rendit à la caverne de Sénix, située dans les flancs inaccessibles du mont Huzum, entre Berchulez et Mécina de Bonbaron. Il laissa son monde à quelque distance, afin de ne pas éveiller la méfiance du monfi, et entra seul dans la grotte. Il lui demanda quelles affaires il avait avec Barredo. « J'allais le dire à votre seigneurie, répondit Sénix. Sachez que nous correspondons pour votre bien et pour celui de tous les malheureux qui languissent dans ces cavernes. Le président de Grenade nous offre notre grace, à la condition que nous nous soumettions à sa majesté; nous serons libres d'aller vivre où bon nous semblera, sans compter les graces et les faveurs qui pleuvront sur nous. » A ces mots, il produisit une lettre de Barredo, où toutes ces belles promesses étaient exprimées au nom du président Deza et du duc d'Arcos. Aben Aboo entra dans une grande colère, et, jetant sur le monfi des regards terribles, il s'écria que tout cela n'était que men-

songe et trahison. Là-dessus, il voulut sortir de la grotte pour appeler Abu Amer; mais Sénix, qui avait avec lui six de ses parens, gens déterminés et prêts à tout, le terrassa d'un coup de crosse sur la tête, puis l'acheva avec une pierre qui lui tomba sous la main. Les meurtriers cachèrent le corps de leur victime, et le lendemain le transportèrent secrètement sur un âne à la forteresse de Cadiar. Là, pour qu'il ne répandît pas d'odeur, ils l'ouvrirent et le salèrent après l'avoir empaillé. Informé de ce qui s'était passé, le duc d'Arcos ordonna que le cadavre fût conduit à Grenade avec les Mores qui s'étaient soumis. Voici en quels termes un témoin oculaire raconte cette étrange cérémonie.

« Ils entrèrent dans la ville au milieu d'un grand concours de gens désireux de voir le corps du traître qui avait porté en Espagne le titre de roi. En avant marchait Léonard Rotulo, gouverneur de Cadiar. Il avait à sa droite François Barredo, et à sa gauche Sénix, qui portait l'escopette et le cimeterre d'Aben Aboo; tous les trois étaient à cheval; le corps suivait sur une mule, soutenu et habillé de manière à paraître vivant; des deux côtés marchaient les parens de Sénix, armés d'arquebuses et d'escopettes. Après eux arrivaient les Morisques soumis, avec leurs bêtes de somme et leurs bagages, portant, les uns des arbalètes sans corde, les autres des arquebuses sans batterie. La compagnie de Louis d'Arroyo bordait la haie, et Jérôme Oviedo, commissaire de la guerre auprès des provinces réduites, fermait la marche avec un escadron de cavalerie. C'est ainsi qu'ils entrèrent en faisant des salves de mousqueterie, auxquelles répondait l'artillerie de l'Alhambra. Ils se rendirent droit au palais de l'Audience, où les attendaient le duc d'Arcos, le président don Pedro de Deza, les membres du conseil et un grand nombre de gentilshommes et de citoyens. Rotulo, Barredo et Sénix mirent pied à terre et allèrent baiser la main au duc et au président. En leur faisant sa révérence, Sénix leur remit le cimeterre et l'escopette d'Aben Aboo. « J'ai fait, leur dit-il, comme le bon pasteur : ne pouvant ramener à son seigneur la brebis vivante, j'en ai ramené la peau. » Le duc prit les armes en les remerciant tous les trois du bien qu'ils avaient fait dans cette circonstance, et leur promit de solliciter pour eux du roi des récompenses particulières. Il fit ensuite traîner sur la claie et couper en quartiers le cadavre d'Aben Aboo, dont la tête, renfermée dans une cage de fer, fut exposée sur la porte del Rastro, qui mène à l'Alpuxarra. On mit au-dessus l'inscription suivante : « Ceci est la tête du traître Aben Aboo; que personne n'y touche, sous peine de mort! »

Sénix reçut avec sa grace la liberté de sa femme et de sa fille, qui étaient au nombre des prisonnières, et, de plus, une pension annuelle de 5,000 maravédis. Un historien du temps, don Diego de Mendoza, qui, lui aussi, a raconté la guerre des Morisques, ajoute que Barredo reçut du roi, pour prix de son stratagème, 6,000 ducats et une maison à Grenade, qui avait appartenu à un More chassé du royaume. Depuis, il passa plusieurs fois en Barbarie pour racheter des captifs, qui le tuèrent eux-mêmes dans un repas. Le fidèle Abu Amer, qui, jusqu'au dernier moment, avait refusé de se soumettre,

fut pris dans un combat, et subit, vivant, le supplice qu'on avait infligé au cadavre de son maître Aben Aboo.

La guerre était finie; les vaincus passèrent en grand nombre au Maroc, où ils s'enrôlèrent dans l'armée d'Abdul-Malech, sous le nom d'*Andaloux*, et contribuèrent à la victoire d'Alcazar-Kébir, où périt dom Sébastien de Portugal. Ceux des Morisques qui préférèrent la soumission à la fuite furent internés dans les différentes provinces du royaume, comme l'avaient été auparavant leurs frères de l'Albaycin et de la Vega. Les terres de l'Alpuxarra furent distribuées à des colons venus en grande partie de la Galice et des Asturies. Quarante ans plus tard, les Morisques furent chassés en masse de cette Espagne, qu'ils avaient si long-temps possédée et fécondée de leurs sueurs (1). Le fanatisme religieux, qui après tout a fondé la monarchie espagnole, cette sentinelle avancée de la chrétienté, l'emporta, dans cette occasion, sur l'intérêt matériel. L'industrie, le commerce de la Péninsule, son agriculture surtout, ne se sont jamais relevés de l'atteinte que leur a portée l'expulsion des Mores; mais enfin l'unité péninsulaire est constituée, et l'islamisme a été refoulé pour toujours vers son berceau.

Remarquons, avant de quitter cette Vendée musulmane, que Calderon, contemporain du dernier décret d'expulsion émané de Philippe III, ou, pour mieux dire, du duc de Lerme, a pris visiblement parti pour les vaincus dans sa belle comédie du *Siége de l'Alpuxarra*. Cette pièce semble une œuvre de réaction; tout l'intérêt y porte sur les Mores; leur rébellion est réhabilitée, leurs griefs sont énumérés, exagérés même dans des vers que signerait un bon musulman. Le sujet du drame est historique. Un chevalier more des environs d'Almérie, don Alvar Tuzani, avait perdu sa maîtresse, la belle Maleha, au sac de Galère; il retrouve parmi les cadavres son chaste corps, percé de deux coups mortels à la poitrine, et jure de la venger à tout prix sur l'indigne chrétien qui avait pu ravir au monde tant de beauté; il s'enrôle, pour le chercher, dans l'armée chrétienne, et le découvre dans le soldat Garcès. Il y a là une scène pathétique et terrible. Enfermé par hasard avec Tuzani dans la prison d'Andarax, Garcès avoue son meurtre, et, dans le portrait qu'il fait de sa victime, Tuzani reconnaît sa Maleha : il tue le meurtrier d'un coup de poignard, et s'échappe; mais il est repris et conduit en présence de don Juan d'Autriche, qui lui accorde son pardon à la sollicitation de sa sœur. Or, c'est ainsi, comme dit le poète, que finit *Aimer après la mort, ou le Siége de l'Alpuxarra*. Quoique le jeune et brillant don Juan intervienne dans la pièce pour la dénouer, comme l'antique *deus ex machina*, il y fait une assez triste figure et s'y trouve entièrement éclipsé, non-seulement par le héros du drame, mais encore, — voyez l'audace — par Ferdinand de Valor, qui n'est autre, on s'en souvient, que le roi d'un jour Aben Humeya. Il y a bien çà et là quelques restrictions, quelques ré-

(1) J'ai vu à Madrid un manuscrit espagnol, écrit par un Arabe, à l'usage des Morisques qui avaient oublié leur langue maternelle. C'est une suite de préceptes entremêlés d'observations sur l'Espagne et la cour de Philippe III.

ticences; mais ce sont des sacrifices faits au préjugé populaire, qui, bien loin de déguiser la partialité du poète, la font paraître au contraire dans tout son jour. Ces légers palliatifs n'entament pas le fond du drame : quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, le héros de la pièce est un More, et le personnage odieux, un chrétien. Je m'imagine que le parterre de Madrid ne dut pas assister sans une extrême surprise à la représentation de cette comédie généreuse et téméraire. Louer des révoltés, des musulmans, en face de sa majesté catholique, à la barbe des inquisiteurs..., quel scandale! Il n'est pas bien certain que, sur ses vieux jours, Calderon, devenu prêtre et dévot, n'ait pas fait pénitence, et que le saint auteur des *Autos sacramentales* n'ait pas désavoué l'auteur profane du *Siége de l'Alpuxarra.*

Ces préliminaires se sont beaucoup étendus, trop peut-être. Revenons à notre point de départ, car il s'agit ici d'un voyage, non d'une histoire. Partons enfin pour l'Alpuxarra, maintenant que nous avons pris une connaissance générale des choses et des hommes qui ont fait un nom à cette terrible contrée.

II.

Je sortis de Grenade le 4 juillet, à quatre heures du matin : c'était l'époque des grandes chaleurs, il fallait profiter des premières heures de la journée; dès huit heures, le soleil est brûlant. Je montais un cheval de louage assez bon. L'inévitable *mozo,* qui cumule les fonctions d'écuyer, de fourrier et de guide, me suivait sur une mule rétive chargée de mon léger bagage. Comme le pays est loin d'être sûr (quel pays est sûr en Espagne?), l'intendant de Grenade, qui alors était M. Alexandre Mon, aujourd'hui ministre des finances, m'avait donné pour escorte deux carabiniers du fisc, *dos carabineros de la real hacienda*, bien montés et armés jusqu'aux dents. J'avais moi-même dans mes fontes une paire de pistolets biscaïens, et à ma selle pendait un rétac, *retaco*, sorte de tromblon fort court que les contrebandiers portent sous leur manteau et qu'on charge jusqu'à la gueule. Je ne parle que pour mémoire d'un yatagan maure qui brillait à ma ceinture. Tout cela réuni ne laissait pas de composer un arsenal fort respectable, et c'est ce qu'il fallait, car on va en partie de plaisir comme à la guerre dans cette bienheureuse Espagne. La petite caravane ne fut au complet qu'à Armilla, village situé à une lieue de Grenade; un des carabiniers s'était fait attendre, la mule n'était pas chargée à l'heure fixée, que sais-je encore? Si, comme l'affirme le sage Franklin, le temps est l'étoffe des choses, on peut dire de l'Espagnol qu'il taille en plein drap; il n'est jamais pressé; n'arrivera-t-il pas toujours assez tôt? *Mañana* et *que importa?* demain! et qu'importe? sont les deux mots favoris du vocabulaire et de la philosophie péninsulaire; un voyage au-delà des Pyrénées est une école de patience et de résignation.

Albendin est le dernier village de cette *vega* ou campagne de Grenade, à mon avis, beaucoup trop vantée; qu'y voit-on en effet? Du blé, toujours du blé et encore du blé. Ce n'est pas la peine de venir si loin pour en voir; il suffit d'aller en Beauce. Quant à ces citronniers, à ces orangers dont on la

dit couverte, ils ne fleurissent, hélas! que dans l'imagination des poètes; la température de la vega est trop froide pour qu'ils puissent y passer l'hiver en plein vent. Encore une illusion dont il faut porter le deuil! Passé Alhendin, le terrain, jusqu'alors plat et uni, commence à se briser et s'accidente de plus en plus. Un étroit défilé s'ouvre et débouche au pied d'une éminence d'où la vue embrasse la vega tout entière, Grenade au bout et le magnifique déploiement de la Sierra-Nevada, dont les deux grands pics rivaux, Mulehacen et la Veleta (1), sont couverts de neige en toute saison; de là l'épithète de *Nevada,* donnée à cette admirable montagne. Le Xénil en descend et serpente à travers les moissons d'or, pour aller baigner les tours vermeilles de l'Alhambra. On dit que le dernier roi more, Abu Abdalla, surnommé *Rey Chico* (roi petit) dans les romances espagnoles, s'arrêta sur cette colline en partant pour son exil de l'Alpuxarra, et ne put retenir un profond soupir en voyant sa chère Grenade pour la dernière fois. Son visir, Joseph Aben Tomixa, qui l'accompagnait, lui dit : « Réfléchissez, seigneur, que les grandes infortunes, pourvu qu'on les supporte avec force et courage, rendent les hommes aussi fameux dans l'histoire que les grandes prospérités. — Hélas! répondit en pleurant le pauvre roi détrôné, quelles adversités égalèrent jamais les miennes! — Tu as raison, lui dit alors sa mère Zoraya, de pleurer comme une femme le royaume que tu n'as pas su défendre comme un homme. » Ce lieu s'appelle encore aujourd'hui *Soupir du More.*

Au-delà de cette colline commence le Val-de-Lecrin, dont le nom arabe signifie vallée d'allégresse; le pays en effet m'a semblé riant, bien cultivé, bien planté, plus varié surtout, et beaucoup plus pittoresque que la monotone et trop fameuse vega grenadine. Abritée contre les vents du nord par la Sierra-Nevada, la terre y est propre à toutes les cultures; l'olivier y abonde, les arbres les plus délicats, l'amandier, l'oranger, le citronnier, y prospèrent sans effort; ajoutez à cela le charme et la fraîcheur des eaux courantes qui sillonnent en tous sens ces campagnes privilégiées. Le premier village du val est Padul, le second Dureal, peuplés tous deux de laboureurs et de jardiniers. La route, d'abord assez commode et presque accessible aux charrettes, sinon aux carrosses, devient rude, rocailleuse, difficile, et suit brutalement les aspérités du terrain. Un ravin s'ouvre-t-il? elle descend à pic jusqu'au fond et remonte ensuite en ligne droite le revers opposé, si escarpé qu'il soit. Quoiqu'il fût de bonne heure encore, la chaleur était déjà si forte, qu'il fallut faire une halte au hameau de Talara pour laisser rafraîchir les montures; mais l'hôtellerie ou *venta* était si dénuée, si sale, si repoussante, que je n'y voulus pas même entrer et m'allai coucher sous les oliviers, au pied d'une longue arête de rochers taillés en scie, et dont les têtes chauves se dessinaient en gris pâle sur le bleu foncé du ciel. Les oiseaux se taisaient, en revanche toutes les cigales de la province chantaient en chœur dans les champs moissonnés de la veille.

A mesure qu'on avance, le pays devient plus montagneux et par conséquent

(1) Le pic de Mulehacen a 1,800 toises de haut; la Veleta, une trentaine de moins.

plus pittoresque; il a dans la physionomie quelque chose du Cilento, cette partie inexplorée de la province de Salerne où est le cap de Palinure. On arrive à travers les grenadiers à Beznar, où Aben Humeya fut élu roi. L'élection se fit en plein air, comme au temps des patriarches, au milieu d'un champ d'oliviers; don Diégo de Mendoza nous a conservé les détails de cette cérémonie dans son *Histoire de la Guerre de Grenade*. Les femmes assistaient à l'élection, séparées des hommes, qui eux-mêmes étaient divisés en trois catégories distinctes : les veufs, les célibataires, les maris. On commença par les prières d'usage; les prêtres ou *f'kis* n'eurent garde d'oublier les prophéties accommodées à la circonstance et les horoscopes tirés de la conjonction des astres. Quatre bannières plantées en terre dans la direction des quatre points cardinaux flottaient au gré du vent, et l'élu royal eut grand soin de tourner le visage du côté du soleil levant, emblème de sa grandeur naissante. Revêtu d'une robe de pourpre et ceint d'une écharpe éclatante, il leva le pied droit, et, se prosternant devant lui, le dernier Abencerage Aben Farax baisa en signe d'obéissance la terre qu'il avait foulée. Le peuple alors le porta sur ses épaules en criant : Dieu bénisse Mahomet Aben Humeya, roi de Grenade et de Cordoue! Tel était le mode d'élection des anciens rois mores d'Andalousie, et aujourd'hui encore la même cérémonie se pratiquerait sans doute au Maroc, si quelque usurpateur heureux, Abd-el-Kader ou tout autre, venait à prendre la place d'Abderrhaman. Les coutumes des Mores sont immuables, les siècles passent sans les altérer, tout marche autour de ces tribus opiniâtres, elles seules demeurent immobiles et opposent une invincible inertie à la marée montante de la civilisation européenne.

Après Beznar vient Tablaté, dont le pont, jeté hardiment sur un ravin de deux ou trois cents pieds de profondeur, passe pour la clef de l'Alpuxarra; aussi en est-il fréquemment question, dans les récits de la guerre des Morisques, comme d'un point militaire de la plus haute importance. Prise et reprise tour à tour par les deux armées, cette position fut le théâtre de luttes acharnées et d'affreux massacres. Quand le marquis de Mondejar voulut s'en emparer pour la première fois, il trouva le pont rompu. Campés sur les hauteurs du bord opposé, les ennemis n'avaient laissé sur l'abîme qu'une frêle planche dont la vue seule donnait le vertige. L'armée espagnole s'arrêta court devant cet obstacle infranchissable; personne n'osait tenter un passage si périlleux; c'est bien ce que les Mores avaient prévu, et ils ne prenaient pas seulement la peine de le défendre. Tout à coup un franciscain, nommé Christoval de Molina, sort des rangs chrétiens; le crucifix dans une main, son épée dans l'autre et sa rondache accrochée à l'épaule, il tente bravement l'aventure au milieu d'une grêle de flèches et de balles qui pleuvaient sur lui des hauteurs voisines. Deux soldats l'imitent et le suivent de près sur la planche..., j'allais dire sur la corde tendue; l'un des deux tombe et arrive en pièces au fond du précipice; l'autre passe sans accident, et touche heureusement la berge opposée, précédé du moine intrépide. Électrisée par leur exemple et leur succès, l'avant-garde marche sur leurs traces, et bientôt

l'armée entière franchit homme à homme le gouffre béant sous ses pieds. Le pas est forcé, la victoire reste aux chrétiens; mais ils en profitèrent mal, et prirent si peu de précautions pour assurer leurs cantonnemens, que, surpris quelques jours après dans le village où ils s'étaient établis, ils y furent massacrés jusqu'au dernier par les monfis. Ces souvenirs guerriers sont bien loin de nous, et ces contrées, jadis si turbulentes, sont rendues depuis longtemps au calme, à la paix des travaux rustiques. Arrivé sur ce pont redoutable, je n'y trouvai ni arquebusiers chrétiens ni arbalétriers mores, mais une belle jeune fille aux yeux bleus, qui me présenta gracieusement des fruits dans une corbeille de jonc.

Le site est sauvage et semble avoir été tourmenté, bouleversé par la fureur des eaux diluviennes, ou par quelque tremblement de terre inconnu. Le sol est partout sillonné de crevasses profondes, et d'énormes quartiers de roc gisent entassés pêle-mêle les uns sur les autres, comme les débris d'une montagne écroulée; c'est à peine si, en quarante siècles, une végétation maigre et chétive a pu mordre sur ces blocs rebelles à toute culture. Peu à peu cependant, cette âpre nature s'adoucit, la plaine reverdit, les collines se boisent; viennent d'abord les châtaigniers, puis les oliviers, les mûriers, et enfin les citronniers, les orangers, inséparables, dans notre imagination, de ces contrées méridionales. Les vignes, qui, de juillet à décembre, donnent un raisin délicieux, se suspendent amoureusement aux bras touffus des alisiers; des sources jaillissent du pied des coteaux; des ruisseaux murmurent et fuient de tous côtés à travers les bois et les prés aromatiques. Beaucoup de ces eaux sont minérales, et attirent dans la belle saison les malades et les oisifs des quatre points de l'Andalousie. Ajoutons qu'en fouillant les flancs de ces collines charmantes, on découvre des marbres qui ont l'éclat de la nacre, et une albâtre qui figure l'agate. Le pic de la Veleta, ce roi glacé de la Sierra-Nevada, protège au nord ce paradis de verdure.

Il y avait long-temps que je n'avais joui d'une si belle nature et d'une si belle soirée; le soleil baissait; les hauteurs de la sierra se teignaient déjà de la pourpre vive du couchant; tout imprégnée du subtil et puissant parfum des orangers, la brise des montagnes rafraîchissait l'atmosphère embrasée, et ravivait en passant les plantes brûlées par les ardeurs du soleil. Le grand et beau village de Lanjaron, un bourg, si vous voulez, bâti au milieu de cet Éden champêtre, n'est qu'une longue rue droite qu'il me fallut traverser d'une extrémité à l'autre. Les hommes étaient sans doute aux champs, car je n'en vis pas un seul dans le village; mais les femmes, en revanche, y étaient au grand complet. Elles prenaient le frais au seuil de leurs maisons; celles-ci filaient, celles-là brodaient, quelques-unes chantaient sur la guitare. La plupart étaient blondes, chose rare en Espagne, et toutes, suivant la mode andalouse, portaient coquettement dans leurs cheveux une rose épanouie. En passant sous le feu croisé de tous ces beaux yeux curieux et moqueurs, j'entendis voltiger à mes oreilles les remarques les plus piquantes et les plus singuliers commentaires. Les timides chuchottaient et souriaient en tapinois; les autres s'in-

terpellaient hardiment d'une porte à l'autre en se montrant du doigt la caravane, et l'on riait, Dieu sait comme ! car on avait les dents blanches. Le pauvre voyageur n'était pas épargné, et la charité chrétienne n'inspirait pas, on le devine, la verve de ces railleuses impitoyables. La pointe acérée de leurs bons mots piquait au vif; leurs quolibets mordaient jusqu'au sang. Un lézard tombé dans une fourmilière n'y eût pas été mieux dépecé, et n'en serait pas sorti en plus mauvais état; mais le moyen de se fâcher, elles étaient si jolies !

Lanjaron passé, on descend par une pente abrupte dans un torrent indompté, où l'on marche quelque temps au bruit des moulins et des cascades. On traverse ensuite un pays couvert, d'où l'œil s'égare à perte de vue dans un dédale immense de montagnes enchevêtrées les unes dans les autres, et qui, sous le nom général de la *sierra de Luxar*, vont mourir au Château de Fer, sur les marines de Motril et d'Adra. Les tons dorés et chauds du couchant s'étaient affaiblis, puis éteints; les premières crêtes de l'Alpuxarra ondoyaient devant moi dans les brumes blafardes du crépuscule, et au-dessus des autres cimes, bien haut dans la nue, se dessinaient pâles, mornes, menaçans comme deux spectres gigantesques, les pics souverains de la sierra neigeuse, Mulehacen et la Veleta. Un diadème d'étoiles couronnait leurs têtes blanches.

La nuit nous surprit au milieu d'un second torrent où finit le Val-de-Lecrin, et qu'on passe à gué comme tous les autres. Nous abordâmes fort tard et fort las à Orgiva, où je reçus par compensation l'hospitalité d'un compatriote. L'aubergiste était Français, Auvergnat de naissance et chaudronnier de son métier. L'Espagnol a fort peu d'estime pour cette profession, qui jadis était l'apanage exclusif des gitanos; aujourd'hui cependant, il faut bien le dire, quelque humiliant que soit cet aveu pour l'amour-propre national, nos concitoyens font concurrence aux fils de la Bohême, et s'en vont exercer par-delà les Pyrénées leur industrie nomade; bien plus, ils tondent les mules et hongrent les poulains nouveau-nés, ce qui, en Espagne, est regardé comme le dernier terme de la dégradation. Nonobstant le préjugé péninsulaire, l'enfant du Cantal, passant par Orgiva, avait touché le cœur de la *posadera*, qui pour lors était veuve, et l'avait épousée, elle et sa *posada*. Je voudrais faire ici leur éloge; malheureusement l'hôtelière était laide, l'hôtellerie était sale, et quant à l'hôte, quoiqu'il m'eût servi le vin du curé, c'est-à-dire le meilleur du cru, je n'ai jamais payé plus cher un plus mauvais souper. Joignez à cela que l'honnête Auvergnat s'entendit avec le non moins honnête mozo pour me faire payer la dépense des montures, laquelle, selon nos conventions, n'était pas à ma charge. — Orgiva, gros bourg bâti au pied de l'Alpuxarra, forme un petit canton distinct qui confine avec les montagnes au midi, et au nord avec Torbiscon. La population s'adonne aux travaux agricoles. Quoiqu'inégal et coupé, le territoire est fertile en produits de toute espèce, et les procédés ruraux des anciens Mores y sont restés en usage comme dans les huertas de Valence et de Murcie.

Le jour suivant, j'étais à cheval une heure avant le jour. Une descente rude et pierreuse nous conduisit au fleuve Guadalfeo, qu'il nous fallut traverser

à gué en cinq ou six endroits, à la lueur des dernières étoiles; grossi par une fonte subite des neiges de la Sierra-Nevada, le fleuve roulait alors des eaux profondes et très rapides; le passage n'était donc pas sans péril, surtout au milieu des ténèbres, et mon cheval perdit pied plusieurs fois. Les chevaux de mes carabiniers n'étaient pas meilleurs nageurs, et nous allions tous à la dérive, qui d'un côté, qui de l'autre, d'une manière alarmante. La mule même et le mozo fripon faillirent se noyer de compagnie. Pourtant tout le monde finit par s'en tirer; mais au-delà du fleuve, de nouvelles fatigues nous attendaient : nous rencontrâmes un sentier plus raide encore et plus rocailleux que celui par lequel nous étions descendus. Il n'était que cinq heures du matin, et déjà les bouffées d'un vent chaud et sec qui me frappaient le visage annonçaient une journée caniculaire. Le soleil se leva tard pour nous, et nous le vîmes briller sur les hauteurs long-temps avant d'être atteints par ses rayons, car nous marchions au fond d'une *rambla*, nom qu'on donne en Espagne à de longs et profonds ravins creusés entre deux montagnes et qui facilitent l'écoulement des eaux; ces ravins servent aussi de route d'un village à l'autre, si bien qu'aux temps des crues, les communications sont complètement interceptées. Au-delà des Pyrénées, on ne se préoccupe pas de si peu de chose; si l'on ne peut voyager, eh bien! l'on ne voyage pas. Les affaires en souffrent, qu'importe? demain les eaux baisseront, et alors on passera. *Demain!* et *qu'importe?* j'ai déjà dit que ces deux mots étaient l'expression trop fidèle du caractère espagnol.

La *rambla* où j'étais alors, et où je restai toute la matinée, forme le lit du fleuve de Cadiar, que je passai bien quarante fois en quatre heures. Quelle monotonie! quel ennui! serré, pressé entre deux parois nues et hautes de huit à neuf cents pieds, le voyageur ne voit rien à droite, rien à gauche; devant lui, un long ruban blanc se déroule indéfiniment, à mesure qu'il avance. Quand ce n'est pas dans l'eau, on marche sur des caillous ronds qui roulent sous le pied des chevaux avec un bruit de ferraille étourdissant. Quelques saules et deux ou trois moulins sont les seuls accidens de ce paysage insipide et desséché. Je me trouvais alors dans la sierra de Contraviesa, qui court parallèlement à la Sierra-Nevada, dont elle forme le premier échelon du côté de la Méditerranée. Les Arabes l'appelaient la *sierra de l'Air,* sans doute à cause des grands vents qui y soufflaient de leur temps, mais qui ne s'y faisaient guère sentir à l'époque de mon passage. On m'avait promis des liéges séculaires, des chênes antédiluviens; je ne sus voir, hélas! que de maigres arbustes suspendus piteusement aux flancs des rochers. Ce qu'il y a de plus rare en Espagne, ce sont les bois; c'est une si bonne fortune d'en rencontrer en voyage, qu'il n'y faut jamais compter. Le fleuve, si je l'avais remonté jusqu'au bout, m'eût conduit à Cadiar, ce village de l'Alpuxarra où la compagnie du capitaine Herrera fut égorgée pendant son sommeil par les monfis d'Aben Farax, le dernier Abencerage; j'aperçus de loin ce village par une échappée, mais je n'y montai point : je comptais pénétrer dans l'Alpuxarra par le revers opposé, et mon itinéraire me conduisait directement à Almérie.

Je quittai donc, et sans regret, cette première *rambla* pour une seconde aussi déserte, aussi profonde, mais beaucoup moins large que celle de Cadiar. La nouvelle *rambla* ne donnait passage à aucun fleuve, pas même au plus mince ruisseau; seulement quelques sources y filtraient péniblement à travers les sables fins et brûlans qui avaient remplacé les caillous roulés du matin. Il y avait bien çà et là des myrtes et des buissons de pins maritimes, mais si bas, si chétifs, que des nains seuls auraient pu s'y abriter. La chaleur était suffocante; des deux côtés s'élevaient de grandes masses de terre blanche dont la réverbération brûlait les yeux, cette gorge étroite était une véritable fournaise. Pas un souffle n'agitait l'air, pas un nuage ne voilait, ne tempérait les rayons de ce soleil incendiaire; on pouvait tout aussi bien se croire dans quelque défilé du Sahara. La caravane avançait lentement, car les chevaux enfonçaient dans le sable, et les taons les déchiraient. Mes carabiniers, qui avaient commencé la journée en chantant, ne chantaient plus et soupiraient ardemment après une *venta* qu'ils savaient être dans ces parages. La mule baissait l'oreille, le *mozo* vivait sur la même espérance que les carabiniers; moi-même, à vrai dire, je commençais à m'apercevoir que j'étais à jeun, qu'il était midi, et que nous étions en selle depuis trois heures du matin. Enfin la venta si désirée parut à l'horizon et fut saluée par les hennissemens et les hourras combinés des chevaux et des cavaliers.

Après une halte réparatrice dans un bois d'orangers, trésor d'autant plus précieux à pareille heure qu'il était moins attendu, nous poursuivîmes notre route de rambla en rambla. Je ne saurais dire précisément où j'étais, car nous avions l'air de tourner sur nous-mêmes dans un labyrinthe dont notre guide avait à peine le fil. Tout ce que je sais, c'est qu'on suivait toujours la lisière de l'Alpuxarra, à travers les plis et replis de la Contraviesa. Tous ces défilés se ressemblent, sauf un cependant qui me frappa et que j'entendis nommer, si j'ai bonne mémoire, Burdamarela. Figurez-vous deux arêtes de rochers rouges taillés et découpés de la manière la plus bizarre, ceux-ci en aiguille, ceux-là en coupole, d'autres en statues fantastiques, tous également pittoresques; un ruisseau rouge aussi, et qu'on prendrait pour un ruisseau de sang, tombe en cascade le long de leurs flancs décharnés et va faire tourner au fond de cet abîme, digne de l'enfer de Dante, le plus prosaïque de tous les moulins. Par un contraste étrange et charmant, une grande et belle fille aux yeux noirs, aux dents blanches, la première figure humaine que j'eusse rencontrée de la journée, me vint présenter gracieusement de l'eau qu'elle avait puisée dans un vase de bois; elle ne pouvait certes me faire un cadeau plus agréable, et ne voulut accepter en échange qu'une place dans mes prières *por la pobre Alpuxarreña*, pour la pauvre habitante de l'Alpuxarra.

Était-ce vraiment la fille du moulin, ou n'était-ce pas plutôt la bonne fée des voyageurs? Le mozo sournois prétendit, lui, que c'était une sorcière, et qu'elle avait jeté un sort sur sa mule, parce que sa mule perdit un fer dans la rencontre. Il fallut quitter les bas-fonds et monter au hameau perdu de Barita, où l'on ne trouva ni fer ni maréchal-ferrant; force fut de pousser

tant bien que mal jusqu'à Beninar, où l'on fut plus heureux. Ces deux villages, situés l'un et l'autre au-dessus du large fleuve d'Adra, que l'on passe sans pont, cela va sans dire, appartiennent aux anciennes tahas de Cehel ou Zueyhel, et sont aujourd'hui dans les limites de l'Alpuxarra. Mais quels villages, grand Dieu! je renonce à les peindre. Imaginez tout ce que vous pourrez de plus désolé, de plus désespéré, vous resterez encore au-dessous du réel. Et les habitans, quel air sauvage! quel abandon d'eux-mêmes! quels haillons! quelle ignorance de tout! Oubliés par la civilisation au milieu de rochers stériles qu'ils grattent de père en fils pour leur faire rendre un peu de blé, un peu de vin, les choses de première nécessité, ils sont aussi loin de l'Europe que s'ils habitaient les hautes vallées de l'Atlas ou de l'Hymalaya. Notre irruption à Beninar fit évènement : la boutique, que dis-je? la caverne du maréchal fut bientôt assiégée, envahie par la population tout entière. Les femmes étaient les plus curieuses et les plus importunes; elles me tiraient toutes à la fois par mes habits pour savoir de quelle étoffe ils étaient faits, et si j'étais de chair et d'os comme tout le monde. Pendant ce temps, les enfans en chemise ou sans chemise me grimpaient aux jambes, tandis que leurs pères et leurs grands-pères jetaient à la dérobée sur mon escorte et sur moi des regards sombres et farouches. Nul doute que, si j'eusse été seul, ces bédouins de l'Espagne seraient allés m'attendre, l'escopette à la main, au coin du premier bois ou du premier rocher. Ce jour-là, j'en ai la conviction profonde, je dus la vie ou du moins ma bourse aux deux carabiniers de l'innocente Isabelle.

J'avais marché tout le jour au fond de ravins étouffés, j'avais besoin d'air et d'espace; mon désir fut satisfait : la longue et pénible côte de San-Roque me conduisit sur un vaste plateau découvert où l'horizon s'ouvrit tout d'un coup devant moi. La sierra de Gador m'apparut de là dans tout son développement. Ce n'est pas, certes, une vue riante; au contraire, cette montagne, célèbre par ses mines de plomb, ne l'est pas moins par sa sécheresse. Je n'y découvris pas un seul arbre, mais cette aridité même ne manque pas d'une certaine grandeur. Du plateau de San-Roque, on descend dans les belles campagnes de Berga, c'est-à-dire que l'on passe brusquement et sans transition de l'Afrique à l'Italie ; je dis l'Italie, car j'ai trouvé à Berga des scènes et des sites champêtres que je n'ai vus nulle part en Espagne : l'Espagne, en général, est fort peu champêtre. Ici, par exception, les villa et les métairies sont disposées coquettement comme en Toscane et cachées à demi sous l'ombrage des figuiers et des oliviers; la vigne est soutenue sur des piliers blancs et retombe en guirlandes chargées de grappes; les grenadiers et les lauriers-roses servent de clôture et forment aux bords du chemin de ravissans massifs. La lune s'était levée et jetait sur cette fraîche et riante nature des lueurs mystérieuses; la sierra de Gador se dessinait en noir sur le fond étoilé du ciel.

L'hôte à qui j'eus affaire ce soir-là n'était pas un compatriote; je ne m'en trouvai ni mieux ni plus mal : la posada de Berga vaut celle d'Orgiva. Le bouge qu'on m'y donna sous le nom pompeux de chambre noble (*cuarto caballero*)

était si exigu, si étouffant, si fétide, et le lit me parut tellement suspect, que je me réfugiai sur la terrasse (*sotea*), et passai la nuit à la belle étoile, enveloppé dans mon manteau. Le maître du logis ne s'en formalisa nullement. Le posadero espagnol ne compromet pas pour si peu sa gravité majestueuse et sa sublime indifférence; rien ne l'émeut, rien ne l'étonne; son flegme est magnifique, sa froideur impose, son accueil est celui d'un palatin; loin de souhaiter la bienvenue aux voyageurs, il les honore à peine d'un regard. Sa maison est ouverte, entrez-y; quant au reste, c'est à vous d'y pourvoir.

Le jour était depuis long-temps levé quand je partis le lendemain pour Dalias, et je fis la route, qui n'est que d'une lieue, mais une lieue d'Espagne, avec les paysannes qui portaient gaiement au marché, dans de petits paniers de sparte, des légumes, des fruits, surtout des figues, et déjà des raisins. Elles n'avaient pas la grace et la beauté des femmes de Lanjaron (il n'y a qu'un Lanjaron sous le ciel des Espagnes), mais c'était la même désinvolture, les mêmes propos libres et hasardés. Leur jupon court et retroussé jusqu'à mi-jambe leur donnait un air leste et provocant; leurs yeux noirs peu timides dardaient sous la rustique mantille de laine des regards malicieux. Ma présence les intriguait; elles tiraient à part mon escorte et l'accablaient de questions au moins indiscrètes. Qui étais-je? d'où venais-je? où allais-je? Mes carabiniers eux-mêmes n'en savaient pas tant. Ce qu'il y avait de certain, c'est que je n'étais pas un recruteur de sa majesté *don Carlos-Quinto*. La protection officielle de la *real hacienda* répondait de mon orthodoxie politique. On décida (et si c'était moins héroïque, c'était plus sûr) que j'étais quelque *administrador*, ou pour le moins un *inspector*, *contralor*, *contador*, que sais-je? En Espagne, tout le monde est fonctionnaire en *or*.

Dalias est un gros bourg assez bien percé, suffisamment aéré, et bâti sur les premiers plans de la sierra de Gador, c'est-à-dire tout-à-fait en plaine. Son nom veut dire *treille* en arabe, et encore aujourd'hui les raisins de Dalias sont exquis. Ce fut là, dit-on, le premier établissement fixe des Mores venus d'Afrique. Bien des siècles plus tard, lors de la révolte des Morisques, les chrétiens échappés au premier massacre se réfugièrent dans une vieille tour démantelée, où ils se défendirent bravement pendant trois jours et trois nuits. Enfin, les assiégeans y mirent le feu, et, menacés d'être brûlés vifs, les assiégés demandèrent à capituler. Joignant la moquerie à la cruauté, les monfis leur répondirent que, puisqu'ils ne pouvaient passer par l'escalier déjà brûlé, ils n'avaient qu'à passer par la fenêtre, et qu'on les recevrait en bas à composition. La tour était fort élevée, mais, pressés par le feu qui déjà les enveloppait de toutes parts, les malheureux chrétiens finirent par se précipiter. Les uns se tuèrent, les autres se rompirent les membres; tous, même les femmes et les enfans, furent achevés à coups de couteau. Voilà ce que les *monfis* appelaient recevoir à composition.

A la sortie de Dalias, nous passâmes par un étroit défilé, planté de figuiers, et qui était jonché de mules et de chevaux morts. Une épizootie foudroyante avait éclaté quelques jours auparavant, et plusieurs convois de bêtes de

somme avaient été cruellement décimés dans ce ravin meurtrier. Telle est l'incurie espagnole, qu'on n'avait pas même songé à enlever ces cadavres, dont la putréfaction achevait d'empoisonner l'air. Je traversai cette affreuse voirie aussi vite que le mauvais chemin me le permit, et, sorti heureusement de la gorge homicide, je débouchai dans une plaine immense, stérile, déserte, brûlée par un véritable soleil des tropiques. Pas un arbre, pas même un arbrisseau; la Méditerranée encore invisible est au bout; la sierra de Gador court à gauche; à droite s'étend à perte de vue une lande abandonnée; quelques fabriques de plomb apparaissent de loin en loin, et la fumée noire qui s'en échappe salit l'azur éclatant du ciel. Ce champ de feu s'appelle champ de Dalias, et porte le surnom vulgaire de *Cantaranas* (*Chante-Grenouilles*); il faudrait bien plutôt l'appeler *Chante-Cigales*, car je n'entendis tout le jour que le cri métallique et agaçant de cet insecte importun. Une taverne isolée, la Venta-del-Campo, s'élève au milieu de ce désert africain, et bien qu'elle soit le séjour de la soif, de la faim, de pis encore, on est heureux de trouver un abri, même celui-là, contre les ardeurs de cette zône torride. Quelle misère! quel dénuement! Pas un morceau de pain, à peine un peu de paille pour les animaux, et quelques gouttes d'une eau saumâtre, épaisse, nauséabonde, qu'on eût partout ailleurs repoussée avec dégoût; mais, dans l'Alpuxarra, à midi, par une chaleur équatoriale, on se contente de peu. Une glace de Tortoni eût valu là..., je n'ose dire combien, et l'on comprend que la belle duchesse d'Albe, voyageant en Espagne, se fît suivre de son glacier.

Il fallut repartir, car je voulais coucher le soir même à Almérie, dont j'étais loin encore. La plaine continue, la chaleur aussi; pas un mouvement de terrain, pas un nuage au ciel. Les montures étaient haletantes; le mozo prétendait, en jurant et maugréant, que j'assassinais ses bêtes et ruinais son patron; un des carabiniers dormait paisiblement sur sa selle, l'autre essayait en vain de faire bonne contenance, ses yeux se fermaient tout doucement, et son menton battait sa poitrine. On parvint ainsi jusqu'à Roquetas, ancien château-fort qui n'est plus qu'un village, où l'on charge de la soude et beaucoup de plomb pour la France. On gagne de là l'extrême bord de la mer; on le suit quelque temps, et bientôt l'on attaque la fameuse montée de Cañarete, gorge étroite, escarpée, qui s'élève en zig-zag et serpente péniblement sur les flancs d'une montagne à pic; c'est un site effrayant, terrible; des rocs nus, décharnés, se dressent de toutes parts comme des squelettes gigantesques, et la mer se brise à leur pied avec un bruit lugubre; un vent perpétuel fait voler dans l'espace l'écume des vagues, et mugit sourdement dans les fissures du rocher; les choucas et les oiseaux de proie ajoutent, par leurs cris sauvages, à l'horreur de ce lieu formidable. Le sentier est si rapide, qu'il a fallu des murs d'appui pour le rendre praticable; encore, malgré cette précaution nécessaire, indispensable, le vertige prend-il aux meilleures têtes.

Un pareil passage est tout justement taillé pour la commodité des malfaiteurs et des partisans de toute espèce, qu'ils fassent la guerre aux voyageurs ou seulement au fisc; aussi la légende de l'endroit est-elle riche en récits

d'embuscades, de surprises, de faits d'armes de plus d'un genre. A l'approche de ce pas périlleux, mes deux carabiniers s'étaient réveillés tout-à-fait; ils avaient même eu soin de rafraîchir l'amorce de leurs carabines et de leurs pistolets; j'en avais fait autant de mon côté. La prudence, sinon la crainte, était permise : peu de temps auparavant, sept gardes-côtes avaient été assaillis et battus à plate couture par une vingtaine de contrebandiers, lisez dix, pour ne rien exagérer. L'aventure de la veille pouvait se renouveler le lendemain, car ici la contrebande n'est pas un fait isolé, mais un fait permanent, de tous les jours; c'est l'état de choses de ces parages, tout le monde s'en mêle, depuis le ministre qui laisse faire, et pour cause, jusqu'au vagabond sans feu ni lieu, qui paie de sa personne et brave l'escopette des préposés pour une douzaine de cigares ou un madras anglais. Toutefois la journée se passa sans coup férir; je n'eus pas même, hélas! l'émotion d'une rencontre suspecte.

Une fois au point culminant du Cañarete, la beauté de la vue dédommage des fatigues de la matinée; l'œil plane sur tout l'espace de mer contenu entre la Pointe d'Hélène et le promontoire volcanique de Gate, autrefois cap Carideno. La ville d'Almérie apparaît bientôt elle-même, gracieusement assise au fond de sa rade en fer à cheval. Les crêtes bleues des deux sierras de Filabrès et d'Algamilla percent la nue, comme les créneaux d'une citadelle élevée contre le ciel par l'orgueil des Titans. Le soir venu, ce magnifique panorama se couvrit d'une vapeur d'or, qui passa bientôt au pourpre, et les brises marines nous firent oublier par leur fraîcheur vivifiante les ardeurs tropicales des landes de Dalias. La lune brisait ses pâles rayons dans le miroir onduleux de la Méditerranée. Les chevaux avaient repris courage, et ne se ressentaient point des rudes épreuves de la journée; le mozo lui-même ne jurait plus, et les carabiniers entonnaient des *coplitas*.

La *coplita* est une romance de quatre vers, le plus souvent improvisée et chantée, qu'elle soit gaie ou triste, sur un air invariable; cet air sacramentel est une cantilène monotone un peu sauvage, souvent fausse, et n'a pour lui que cette espèce d'originalité qui constitue la couleur locale. Soit dit sans faire tort à mes deux chevaliers du fisc, improvisées ou non, leurs *coplitas* laissaient beaucoup à désirer, sous le rapport de la musique et des paroles; leurs voix d'ailleurs ne les faisaient pas valoir. Une entre toutes, cependant, me parut mieux que les autres et m'est restée dans la mémoire : c'est la plainte amoureuse d'un prisonnier, disons tout, d'un galérien, *presidiario*, qui n'a que son cœur à donner, mais qui, en le donnant, croit faire encore un cadeau de prix. Hâtons-nous d'ajouter, pour l'honneur de l'objet aimé, que la peine des présides n'entraîne pas en Espagne l'infamie que laisse chez nous le bagne. Voici le quatrain des carabiniers tel qu'ils le chantaient; si la mesure n'y est pas, qu'on s'en prenne aux chanteurs, non à moi : je cite littéralement.

No soy duque, conde ne marques,
Soy un pobre presidiario;
Mas un corazon quien sufre y calla

No se incuentra donde se quere (1).

Le sentiment exprimé dans ces vers ne manque assurément ni de dignité ni d'orgueil; il représente fidèlement la fierté native, la personnalité chevaleresque, *pundonorosa*, du peuple, du vrai peuple espagnol. Les échos de la nuit répétaient encore les dernières notes de la *coplita* militaire, quand nous arrivâmes devant Almérie. La porte de la ville allait se fermer, car il était tard. La population des campagnes était depuis long-temps couchée, celle de la ville l'était aux trois quarts; aussi ne fut-ce pas sans peine, et surtout sans attendre (en Espagne on attend toujours), que je parvins à me faire ouvrir la posada de San-Fernando.

III.

Selon l'opinion commune, qu'on nous pardonnera de résumer en deux mots, Almérie est une cité phénicienne; son premier nom fut Port-Grand; les Romains la baptisèrent Urci; elle s'appela ensuite Viji, et son nom actuel, qu'elle tient des premiers Mores débarqués en Espagne, veut dire en arabe *miroir*. Sœur aînée de Grenade, Almérie fut sa rivale et brilla long-temps avant elle, témoin ce vieil adage populaire :

Almérie était Almérie,
Grenade était sa métairie.

Indépendamment de ses produits agricoles, elle avait de grandes manufactures d'étoffes de soie, d'or et d'argent; son commerce était si étendu, si prospère, qu'on l'appelait la Clef du Gain, *Llave de Ganancia*. En 1147, les Génois assiégèrent cette ville avec une armée navale composée de soixante-trois galères et de cent soixante-trois bâtimens de transport; malgré des forces si imposantes, ils ne vinrent à bout de leur entreprise que grace à l'assistance du roi de Castille et du comte de Barcelone, dont les troupes attaquèrent la place par terre, tandis qu'eux-mêmes l'assaillaient par mer. Quelle idée tant d'efforts réunis contre une seule ville ne donnent-ils pas de sa puissance! Quoique poussé avec vigueur, le siége dura long-temps. La défense des Mores fut héroïque, mais inutile; ils succombèrent. Emportée d'assaut, Almérie fut livrée au pillage. Le butin fut immense; entre autres richesses, les vainqueurs en rapportèrent la fameuse coupe d'émeraude, *sacro catino*, qui fit sous l'empire le voyage de Paris, et qui, restituée à Gênes en 1815, est conservée aujourd'hui dévotement dans le reliquaire de la cathédrale. Telle est l'origine que don Diego de Mendoza, dans son *Histoire de la Guerre de Grenade*, et les chroniqueurs les mieux informés attribuent à la précieuse relique de San-Lorenzo; mais s'il faut en croire les Génois, le *sacro catino* aurait été conquis à Césarée au temps des croisades, bien des siècles auparavant, il aurait, selon eux, figuré parmi les présens offerts à

(1) « Je ne suis duc, comte ni marquis, je suis un pauvre galérien; mais un cœur qui souffre et se tait ne se rencontre pas où l'on veut. »

Salomon par la reine de Saba, et même c'est dans ce plat merveilleux que le Rédempteur du monde aurait partagé avec ses disciples l'agneau pascal. Qui donc s'imagine-t-on glorifier par de semblables rêveries?

Retournons à Almérie, et passons des fables du cloître aux réalités de l'histoire. Conquise par les rois catholiques deux ans avant Grenade, Almérie mourut du coup, ou du moins elle ne fit plus dès-lors que végéter et languir. Son sol est toujours aussi fertile, son climat aussi propice, sa rade aussi sûre; mais la vie manque, et tout manque avec elle. Plus de commerce, plus d'industrie, l'agriculture est restée dans l'enfance. Aux riches et intrépides galères du moyen-âge ont succédé de méchans caboteurs, dont Alicante et Malaga sont les colonnes d'Hercule. Les grandes manufactures d'étoffes précieuses ont fait place à de misérables fabriques de sparterie qui occupent la population pauvre, c'est-à-dire à peu près tout le monde. On me fit voir en grande pompe, et comme quelque chose d'extraordinaire, une fabrique de céruse et une autre de plomb giboyer, qui me parurent peu florissantes. Tout ce qui ne vit pas des ateliers ou des champs vit de la pêche, sans préjudice de la contrebande, qui est l'industrie-mère et avouée du pays; on s'en cache à peine. Si je ne la faisais pas, se dit chacun à part soi, mon voisin la ferait à ma place, et le fisc n'y gagnerait rien. Cette commode logique met les consciences à l'aise.

Ne croyez pas, quand je vous parle de contrebande, qu'elle se pratique ici clandestinement comme un trafic honteux et coupable dont soi-même on rougit; non, elle se pratique en plein soleil, à main armée, aussi publiquement que s'il s'agissait de la spéculation la plus naturelle et la plus licite. Un débarquement est annoncé; trois ou quatre cents cavaliers, souvent plus, surgissent comme par enchantement, et, bien montés, bien armés, se rangent en bataille sur la côte pour recevoir au débarquement la cargaison frauduleuse. Que voudriez-vous qu'une poignée de douaniers fît contre une armée? Qu'elle mourût?... Oh! l'on n'est point si héroïque en Espagne; on aime mieux partager. Dix-neuf fois sur vingt, la douane est complice et prend sa part du butin. Il y en a pour tout le monde; ne faut-il pas bien que tout le monde vive? Une fois débarqués, les ballots sont chargés tranquillement sur des mules, et conduits en bon ordre et sous bonne escorte à leur destination. On fait bien aussi la contrebande par les Pyrénées et par la frontière de Portugal; mais, comparées aux expéditions du midi, celles du nord et de l'ouest tombent dans les infiniment petits. Tandis que j'étais à Almérie, on parlait d'un convoi de huit cents mulets, et, quelques mois auparavant, six cents contrebandiers des environs s'étaient laissés surprendre dans la rivière de Tabernas, au pied de la sierra de Filabrès. Cette fois, le fisc avait été mis sur la trace des fraudeurs, non par ses suppôts ou ses espions, mais par des jaloux; car il est à remarquer (et c'est là un des traits caractéristiques de cette étrange industrie) que, lorsqu'une ville ou un village ont opéré leur débarquement, ils prêtent main-forte à la douane contre le débarquement du voisin, afin, disent-ils naïvement, d'empêcher la concurrence.

Les Anglais, comme chacun sait, sont les instigateurs de ces fraudes monstrueuses, et l'Espagne n'est pas pour eux une alliée, c'est un débouché;

aussi la guerre civile faisait-elle bien leur affaire; ils n'y voyaient qu'une diversion favorable à leur âpre négoce. Tandis qu'on se battait en Navarre, les côtes d'Andalousie étaient dégarnies de troupes, et le métier n'en allait que mieux. On ne se figure pas la masse de produits britanniques introduits ainsi dans la Péninsule, sans compter ceux qui y entrent par les voies régulières; les villes et les campagnes en sont inondées; un jour suffit à l'approvisionnement d'une année. Fondez, après cela, une industrie nationale. Encore quelques années de ce régime, et l'Espagne pourrait se trouver, vis-à-vis de l'Angleterre, à l'état de colonie, comme le Portugal l'est depuis le traité de Méthuen. Je tiens le fait suivant d'un ministre anglais à Madrid. Le chiffre des exportations destinées à l'Espagne dans une seule ville, Liverpool, et pour un seul article, le coton, a dépassé, en un seul mois, le chiffre des importations totales de la douane espagnole pendant toute une année, et pour tous les articles de tous les pays. L'excédant était entré par contrebande. Quelle perte énorme pour le trésor! Les choses en sont arrivées à ce point que les manufacturiers catalans vendent, comme provenant de leurs propres fabriques, des tissus anglais marqués à leur nom par leurs correspondans de Manchester ou de toute autre place, et introduits en fraude dans leurs magasins. Jamais l'exploitation d'un peuple par un autre ne s'est pratiquée sur une plus grande échelle et par des moyens plus machiavéliques. La ruse échoue-t-elle, on recourt à la violence, et le droit du plus fort est là pour couvrir et légitimer les iniquités les plus criantes; les croisières anglaises n'ont pas d'autre but, et les huit cents canons de Gibraltar, contre qui donc croyez-vous qu'ils soient braqués? Tout le monde le sait, tout le monde le dit; mais on le répète en vain tous les jours et dans toutes les langues : l'Angleterre n'en poursuit pas moins sa route en ligne droite avec une persévérance, une audace, qui ont fait d'elle l'arbitre suprême de tous les marchés.

La première chose qu'on montre d'ordinaire à un voyageur dans une ville étrangère, surtout au midi de l'Europe, c'est la cathédrale, qu'elle en vaille ou non la peine. Celle d'Almérie est un assez beau vaisseau du XVIe siècle; mais elle est fort basse, par crainte sans doute des tremblemens de terre, et, contemporaine des révoltes morisques, elle a je ne sais quel faux air de forteresse, comme si, en cas d'attaque, elle avait dû servir de refuge aux fidèles. On y voit encore des citernes, et le clocher carré aurait pu, au besoin, faire une bonne défense. Ici, du reste, il n'est pas question d'architecture : montueuses et tortueuses, pavées mal ou pas du tout, les rues, percées au hasard, s'en vont où elles peuvent et comme elles peuvent; jetées pêle-mêle les unes par-dessus les autres, les maisons affectent la même liberté, le même désordre. La plupart sont carrées, et toutes, soigneusement passées à la chaux, se terminent par des terrasses où l'on prend le frais pendant les soirées d'été. Si, au lieu de s'ouvrir sur la rue, les croisées s'ouvraient en dedans sur les cours intérieures, on prendrait ces habitations pour des maisons moresques. A cela près, il n'existe pas dans toute l'Espagne une ville dont la physionomie soit plus arabe que celle d'Almérie, vue surtout à vol d'oiseau. J'avais quelque peine à ne pas me croire de l'autre côté de la Médi-

terranée. Pour compléter l'illusion, la vieille forteresse sarrazine qui domine la cité ressemble trait pour trait à la casbah de Tanger : elle est, comme elle, abandonnée, démantelée, ruinée; mais on y découvre encore, en cherchant bien, quelques vestiges des appartemens habités jadis par les émirs. Elle pouvait, dit-on, contenir vingt mille ames; la ville entière, y compris son faubourg, ne les contient pas aujourd'hui.

Malgré les violentes réactions catholiques des XVIe et XVIIe siècles, quelques maisons particulières ont échappé au marteau du saint-office et gardé intact le cachet more. Je m'en rappelle une entre autres, dans la rue dite de la Descente d'Almanzor (*Bajada de Almanzor*), que l'on prendrait pour une maison de Constantine ou de Tétuan; le nom même de la rue ne saurait être plus musulman. Presque toutes avaient autrefois des noms analogues; mais elles ont été pour la plupart débaptisées par les Français en 1808, qui leur ont donné pour parrains les grands hommes de l'époque ancienne et moderne. Il y a la rue Murillo, la rue Cervantès, la rue Sénèque, la rue Trajan, et ainsi des autres. Certes, on ne pouvait être plus courtois envers les peuples conquis.

La courte occupation française s'est signalée par un bienfait plus efficace : elle a chassé les morts et avec elle la mortalité du sein des églises. Le cimetière construit par les Français à l'extérieur de la ville en est assez éloigné pour être en certains temps un but de promenade. On s'y rend en tartane (traduisez patache), à travers de vastes champs de cactus-opuntia; mais la paresse indigène se contente ordinairement de la promenade intérieure de la ville. Cette promenade est plantée des plus beaux ormeaux que j'eusse vus en Espagne. On va m'objecter sans doute que l'ormeau n'est pas précisément un arbre oriental, et qu'il s'allie mal aux souvenirs du croissant. D'accord; aussi n'est-il ici que l'exception : il frappe comme une anomalie à côté des cactus, des lauriers roses, et surtout des palmiers, qui balancent leur tête africaine dans les cours et dans les jardins. Almérie jouit d'une grande richesse et d'une grande variété de végétation : la soude, le coton, le sparte, croissent de toutes parts dans les environs de la ville; la canne à sucre, le café, l'indigo, l'ananas, s'y sont acclimatés sans peine. J'ai mangé au mois de juillet des chirimoyas du Pérou venues en pleine maturité dans le jardin du gouverneur, et l'on pourrait naturaliser de même sur le territoire d'Almérie tous les fruits d'Amérique les plus délicats, les plus savoureux. Je ne parle pas des mûriers, des platanes, des amandiers; tous ces arbres et beaucoup d'autres du même genre sont communs dans tout le midi de l'Espagne. Nous ne saurions mieux terminer l'énumération de ces richesses naturelles qu'en citant le passage suivant du *Voyage Scientifique* de Guillaume Bowles : « Me promenant un jour, dit-il, à quelques centaines de pas de la ville, je vis que la mer avait rejeté sur la plage cinquante à soixante vers de cinq à six pouces de long sur un de large, et dont le corps était divisé en anneaux. J'en pris un, et m'aperçus qu'il secrétait abondamment dans mes mains une liqueur qui les teignait en pourpre; je le coupai en huit morceaux, et de tous les huit sortit la même liqueur, si bien que j'en recueillis ainsi une

bonne cuillerée. Cette découverte me fit penser que la pourpre, si estimée des anciens Orientaux, qu'ils l'achetaient au poids de l'or, émanait de trois animaux différens : le murea ordinaire, qui vit toujours au fond de la mer; la pourpre proprement dite, coquillage imparfait que l'on voit souvent voguer sur l'eau comme un navire, à l'aide d'une membrane qui lui sert de voile, et enfin le ver sans coquille que je viens de décrire (1). » Laissons au naturaliste anglais l'honneur et la responsabilité de sa découverte; remarquons seulement que les habitans d'Almérie n'en tirent aucun parti; bien plus, ils l'ignorent, et l'insecte précieux distille en pure perte sur leurs grèves sa pourpre orientale.

Si jusqu'à présent je n'ai rien dit de la population, c'est que je n'ai rien à en dire; hidalgos et commerçans m'ont paru peu cultivés, peu sociables, et dépourvus de toute originalité. L'habit des hommes est celui de tout le monde. Les femmes sont restées plus fidèles aux traditions de leurs mères; la basquine noire est toujours de mode, et les chapeaux du Palais-Royal, ou prétendus tels, n'ont pas encore détrôné la mantille indigène; on voudrait seulement qu'elle encadrât de plus jolis visages. Je ne parle pas de la chaussure : le soulier quasi-chinois et le bas de soie bien tiré sont le triomphe des Espagnoles de toutes les provinces et de toutes les classes. Comme partout, le paysan a plus de caractère que les citadins, et son costume est assez pittoresque, quoique peu compliqué et singulièrement élémentaire. Rien de plus simple, de plus primitif; jugez-en. Une tunique de toile qui laisse à nu les jambes, un gilet sans manches, des sandales de sparte nommées *alpargatas,* une ceinture rouge et un feutre à larges bords, voilà ce costume au grand complet. Encore ne parlé-je ici que du *labrador* aisé; le manœuvre ne porte qu'une chemise et un caleçon. Quant aux enfans, je n'ai pas besoin de vous dire qu'ils vont tout nus dans les champs, dans les rues, et se roulent au soleil comme des sauvages de l'Océanie.

Un Irlandais qui a sur le bord de la Méditerranée une assez belle maison m'en fit les honneurs avec beaucoup de cordialité, bien que je ne lui fusse ni connu ni recommandé. Quand je n'étais pas en course, j'étais sur sa terrasse, suivant du regard les tableaux mouvans du port et les navires qui fuyaient à l'horizon comme des oiseaux blancs. Plus la journée avait été brûlante, plus la soirée était fraîche. Mariées ensemble, les brises de terre et de mer confondaient dans l'espace le parfum salin des plantes marines et les émanations plus douces de la vega. C'étaient là vraiment des nuits élyséennes. Le paysage d'ailleurs est admirable, et possède, indépendamment de beautés plus modestes, les deux élémens du sublime dans la nature, les montagnes et l'Océan. On oublie l'Europe dans cette Afrique anticipée; j'y faisais pour ma part une assez bonne vie, et je l'aurais volontiers prolongée, si l'Alpuxarra ne m'eût réclamé. Il fallait songer enfin à y transporter ma tente.

(*La seconde partie à un autre n°.*) CHARLES DIDIER.

(1) *Introduccion a la historia natural y a la geografia fisica de España,* in-4°, page 164.

DE

LA COLONISATION

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

> Il y a long-temps que je songe à Cayenne; c'est le plus beau pays de la terre pour y fonder une colonie.
>
> (NAPOLÉON, cité par M. Thiers.)

On entend souvent dire que les Français ne sont pas colonisateurs. Cette assertion est ridicule et fausse. Nos pères ont largement fait leurs preuves en ce genre; ils ont fondé les plus belles colonies dans les systèmes opposés : Saint-Domingue, avec l'esclavage des noirs; le Canada, au moyen du travail libre de la race blanche. Dans l'Inde, ils ont préparé les bases sur lesquelles l'Angleterre a élevé sa merveilleuse puissance. Mais s'il est injuste de refuser à la France d'une manière absolue le génie de la colonisation, il est malheureusement vrai que depuis le commencement du siècle, le goût et l'intelligence des opérations coloniales se sont affaiblis chez nous. Les gouvernemens successifs n'ont voulu voir, dans ces affaires lointaines, qu'un embarras de plus pour eux. Au lieu de se passionner comme les Anglais pour les intérêts de ce genre, nos hommes d'état, nos spéculateurs,

daignent rarement les étudier. Quant à la foule, elle reste indifférente, à moins qu'une entreprise ne lui soit présentée, comme celle de l'Algérie, avec le ruineux prestige de la gloire militaire.

Aussi, qu'est-ce que notre politique coloniale? Une succession de demi-mesures, de palliatifs insuffisans, de projets sans suite, d'acquisitions mesquines annoncées avec emphase. Nos établissemens sont laissés dans un état de malaise et d'anxiété qui n'est ni la protection efficace ni l'abandon sincère. Au reste, si nous ne nous abusons pas, cet état de choses touche à son terme, et les deux lois qu'on vient de voter auront du moins pour mérite de dessiner plus nettement la situation. Une crise dont les symptômes sont déjà apparens forcera les pouvoirs de la métropole à prendre des mesures décisives. Il faudra qu'on sache enfin si la France se résigne au sacrifice de ses possessions intertropicales en les abandonnant à la fatalité, ou bien si elle entend les conserver en avisant franchement aux moyens de salut.

Le point de départ de la réforme inévitable doit être l'abolition de l'esclavage. Une commission dont nous avons analysé les travaux (1) proposa d'indemniser les colons au moyen d'un fonds de 150 millions, dont les intérêts à 4 pour 100, amassés pendant dix ans et réunis au capital primitif, auraient produit une répartition de 210 millions. En théorie, la combinaison était ingénieuse autant que loyale; restait la difficulté de faire accepter aux chambres une lettre de change de 210 millions, à dix ans de date. Le ministère n'osa pas en faire la demande. Après deux ans d'indécision, on imagina de présenter deux lois, l'une favorable aux esclaves, l'autre aux propriétaires; la première offrant aux noirs l'espérance de la liberté en leur attribuant les moyens d'acquérir et le droit de se racheter; la seconde, ayant pour but de rassurer les maîtres, en avisant aux moyens d'acclimater des ouvriers européens, et de réparer ainsi la défection des nègres. Au contraire, les deux projets, qui devaient servir de correctif l'un à l'autre, ont été amendés par les chambres de manière à s'aggraver mutuellement. Il serait permis de croire qu'on a cherché le secret d'affranchir les noirs sans indemniser les blancs. S'il arrivait en effet qu'à la suite des lois récemment votées, les ouvriers robustes et intelligens, ceux qui procurent des bénéfices, recouvrassent la liberté, les maîtres, hors d'état de garder à leur charge les paresseux et les invalides, chercheraient à s'en débarrasser par des affranchissemens volontaires; l'esclavage légal finirait par la ruine des colonies. Après avoir repoussé

(1) *De la Société coloniale.— Revue des Deux Mondes,* n° du 15 juillet 1843.

obstinément les projets de réforme, les colons en viendront à solliciter d'eux-mêmes une émancipation générale et définitive, afin d'avoir au moins le dédommagement de l'indemnité. Faudra-t-il alors imposer à la métropole un sacrifice de 210 millions, ou, si les chambres s'y refusent, laissera-t-on dépérir nos établissemens coloniaux?

En de telles circonstances, un examen sérieux nous semble dû à un nouveau mode d'émancipation que son auteur, M. Jules Lechevalier, a nommé le *procédé français*, pour le distinguer des précédens systèmes, empruntés presque tous à l'Angleterre. Ce projet nous attire d'autant plus, qu'il est combiné avec un plan de régénération de la Guyane, possession des plus intéressantes et pourtant bien négligée.

Le caractère distinctif de M. Jules Lechevalier est l'instinct de l'innovation, tempéré par le sentiment de l'ordre et le bon sens pratique. Les qualités positives de son esprit l'ont préservé du vertige dans le saint-simonisme et le fouriérisme qu'il a successivement traversés. De ces deux écoles, il a conservé la sympathie pour les classes laborieuses, et une tendance à résoudre tous les problèmes par l'association des intérêts, c'est-à-dire qu'il a pris le bon qui n'est pas nouveau, et laissé le nouveau qui n'est pas bon. Son mode d'émancipation est un programme purement industriel qui peut supporter la rigide analyse des administrateurs et des économistes. Il ne faut pas perdre de vue, en appréciant cette conception, qu'il s'agit d'opérer sur un sol nouveau, et dans des circonstances entièrement nouvelles. En appelant récemment la sympathie des chambres sur la Guyane, le gouvernement lui-même a reconnu que l'état désespéré de cette colonie réclamait un remède exceptionnel.

Voilà six ans bientôt que M. Jules Lechevalier propage sa théorie avec un dévouement qui est, pour ainsi dire, passé dans ses instincts. Les études les plus variées, les voyages, une foule de publications dont il supporte les frais, témoignent de sa conviction profonde. Des auxiliaires éclairés et très utiles lui sont venus de la Guyane : d'abord M. Favard, délégué de la colonie, et ultérieurement MM. de Saint-Quantin et Sauvage, se sont associés à son œuvre. Par la réunion de leurs efforts, un projet dans lequel on n'avait vu d'abord qu'une ingénieuse utopie est devenu une affaire très positive, déjà encouragée par un double vote parlementaire. La majorité des colons de la Guyane en sollicite la réalisation; le gouvernement l'étudie; les notabilités du commerce et de la finance offrent des capitaux. La sanction des chambres sera sans doute sollicitée à la session prochaine.

La proposition de M. Jules Lechevalier ouvre un monde nou-

veau où les difficultés semblent disparaître. Le principe est l'association. Une fois admis, toutes les solutions en découlent comme par enchantement. L'argent manque aux colonies? On fait affluer les capitaux européens en mettant la propriété coloniale sous la garantie du gouvernement, en mobilisant des fortunes qui jusqu'alors ne pouvaient être ni divisées ni transmises. Il est à craindre, disent les partisans de l'esclavage, que les nègres affranchis ne se refusent au travail. M. Lechevalier les captive de nouveau par les liens de l'intérêt personnel. Il leur assure en minimum les nécessités de la vie, et leur offre en outre l'appât d'une large participation aux bénéfices. La rançon des esclaves cesse également d'être un embarras. Il y a présentement dans nos colonies une déperdition déplorable de ressources, par suite de la rareté et du prix excessif de l'argent, par suite des procédés vicieux de la fabrication. N'est-il pas évident que, si on y attirait les capitaux, si on y introduisait les méthodes éprouvées en Europe, si l'on multipliait les travailleurs en réhabilitant le travail, on obtiendrait un surcroît de produits assez considérable pour compenser le sacrifice de l'indemnité?

La base du système est, comme nous l'avons déjà dit, l'exploitation en commun avec le concours des capitaux de la métropole, substituée à une industrie morcelée et nécessiteuse. Par exemple, une de nos colonies étant choisie pour lieu d'expérience, on suppose une compagnie formée par l'accord des propriétaires du sol, d'un certain nombre de capitalistes et du gouvernement. Les premiers apporteraient dans l'association leurs terres, leurs esclaves, leur matériel; les seconds fourniraient l'instrument du travail, l'argent; l'état n'engagerait que son crédit, c'est-à-dire qu'il garantirait aux actionnaires, sur l'ensemble du fonds social, un minimum d'intérêt de 4 pour 100 au plus. Or, comme l'industrie coloniale, toute défectueuse qu'elle est aujourd'hui, produit en général beaucoup plus de 4 pour 100 sur le capital engagé, il est certain qu'elle rapporterait davantage encore après avoir reçu les perfectionnemens désirables, et qu'en conséquence la garantie du gouvernement serait purement nominale.

Si séduisante que soit cette combinaison, il y aurait de la témérité à la mettre à l'épreuve sur une trop grande échelle. Il serait effrayant d'offrir la caution de l'état pour une somme égale au revenu total de nos quatre colonies à esclaves. Ici comme pour les chemins de fer, l'intervention du gouvernement n'est nécessaire qu'au début pour lancer les capitalistes dans la voie féconde des spéculations maritimes. Par un hasard des plus heureux, une grande expérience nationale peut

être faite sans dépasser des limites qu'atteignent aujourd'hui beaucoup d'entreprises particulières. La France possède une colonie dont les ressources éventuelles sont incalculables, la Guyane, et qui néanmoins, dans l'état de dépérissement où on la laisse, ne représente qu'un assez faible capital. La métropole peut donc contribuer à sa régénération sans assumer une responsabilité trop lourde. Nous allons voir que tout dans cette contrée semble se prêter aux idées de colonisation émises par M. Jules Lechevalier.

I. — ÉTAT DE LA GUYANE.

La portion française de la Guyane présente une superficie qu'on a évaluée à 18,000 lieues carrées, c'est-à-dire égale aux deux tiers du territoire français. La région intérieure est trop peu connue pour qu'il soit possible d'en apprécier les ressources. Les *basses-terres* de la zone maritime, dont le développement est d'environ 120 lieues sur une profondeur moyenne de 20 lieues, sont d'une incomparable fertilité. Lorsqu'on interroge, en s'aidant d'une intéressante publication (1), plus de cent voyageurs qui ont exploré le pays depuis la fin du XVIe siècle, on est frappé de l'unanimité de leur exaltation à la vue de tant de richesses naturelles. Pour ne citer que le plus récent, Schomburgk, savant anglais, chargé par son gouvernement d'une étude sur le pays, déclare que peu de parties du globe peuvent être comparées à la Guyane pour le luxe et la vigueur de la végétation. L'été y est éternel, et la puissance du sol, secondée par certains phénomènes de température, procure une succession non interrompue de récoltes; l'arbre se couvre de nouvelles fleurs avant qu'il soit dépouillé de ses fruits. Les engrais, le labourage, les assolemens, les jachères, y sont des procédés inconnus, parce qu'ils ne sont pas nécessaires. Il suffit de remuer la terre assez pour recouvrir la semence. Le colon en est resté à la culture du sauvage. La seule peine qu'il prend est de défricher un nouveau terrain dès qu'il croit remarquer que son champ se fatigue.

Les denrées de l'Inde, de la Chine, de l'Arabie, des Moluques, de l'Afrique, réussissent à la Guyane aussi naturellement que celles qui sont la base du commerce intertropical. Et pourtant l'agriculture ne serait pas encore la veine d'exploitation la plus féconde! La Guyane,

(1) *Extraits des auteurs et voyageurs qui ont écrit sur la Guyane*, par M. Victor de Nouvion, 1 vol. in-8°, chez Didot.

à l'exception des petits coins de terre que les Européens ont déblayés, n'est encore qu'une forêt aussi majestueuse par son immensité que par sa prodigieuse richesse. On y a compté déjà cent huit espèces de bois. Des arbres gigantesques, portant leurs têtes à des hauteurs dont l'Européen ne peut se faire idée, entrelacent leurs branches variées d'aspect et de feuillage. Quelques-uns, d'un grain prodigieusement serré, ont été reconnus par les ingénieurs anglais comme les meilleurs pour la marine. Beaucoup d'autres, aussi variés pour la qualité que pour la nuance, sont précieux pour l'ébénisterie. Les bois de teinture, les arbres à gomme, à résine, à baumes, les plantes aromatiques et médicinales, sont en aussi grand nombre que dans les contrées les plus favorisées. Chose étrange, et qui paraîtrait incroyable sans le témoignage unanime des voyageurs, dans cette nature indomptée, les animaux dangereux sont rares et peu menaçans pour l'homme (1). Ceux au contraire dont on peut tirer parti pour l'alimentation ou pour l'agrément s'y multiplient étonnamment; la pêche surtout, aussi variée qu'abondante, peut donner lieu à un grand commerce de salaisons. Nous ne pousserons pas plus loin cet inventaire des richesses de la Guyane. Si nous répétions tout ce qu'en ont dit les voyageurs depuis trois siècles, nous aurions l'air de lancer un de ces programmes effrontés qui se démentent eux-mêmes par de ridicules exagérations.

Que faisons-nous cependant de ce magnifique domaine que nos pères avaient ennobli en lui donnant le nom de *France équinoxiale?* Sur les deux mille lieues carrées des basses-terres, une dizaine de lieues seulement sont occupées, mais non pas complétement mises en culture. Quant à la région des hautes-terres, qui est grande comme un royaume, on s'en préoccupe si peu, que depuis plus d'un siècle on néglige d'en déterminer exactement les limites. Dans l'origine, les droits de la France s'étendaient au sud jusqu'au fleuve des Amazones. En 1713, les négociateurs d'Utrecht réservèrent exclusivement au Portugal la navigation de ce fleuve en lui attribuant « la propriété des terres appelées du *Cap-Nord,* et situées entre la rivière des Amazones et celle de Japoc ou de Vincent Pinçon. » S'autorisant de la vicieuse rédaction de cet article, la cour de Lisbonne prétendit reculer les frontières de la Guyane portugaise jusqu'à l'Oyapock, c'est-à-dire

(1) « Les reptiles venimeux, dont si mal à propos on épouvante l'Européen, n'existent pour ainsi dire pas dans ce canton (les hautes-terres) de la Guyane. Les bêtes féroces y sont très rares, et tous ces animaux sont d'une timidité extrême. Le tigre même n'ose attaquer l'homme. » (M. Dumonteil, officier du génie maritime. 1823.)

cinquante lieues plus loin que la petite rivière qui porte à la fois le nom indien de Japoc et celui de l'Européen Vincent Pinçon. Voilà cent trente-deux ans que cette difficulté diplomatique est pendante, tant est grande l'insouciance de nos hommes d'état pour nos intérêts coloniaux!

Quelle est donc la cause de cette incurie? Une crainte traditionnelle et vague, une accusation mille fois démentie. En deux circonstances également malheureuses, quoique bien différentes, un assez grand nombre de nos compatriotes ont trouvé leur tombeau à la Guyane. Il en est resté contre ce pays un sentiment de défiance, une de ces incriminations irréfléchies, et d'autant plus fâcheuses, que personne n'a un intérêt direct à les contrôler. On croit presque généralement en France que la Guyane est insalubre. L'opinion publique, qui n'analyse jamais ses sentimens et qui les conserve jusqu'à ce qu'un préjugé contraire les efface, est encore, relativement à la Guyane, sous l'impression déjà ancienne de deux catastrophes, le désastre de Kourou en 1763 et la fin tragique des victimes du 18 fructidor. On revient aisément de cette prévention dès qu'on étudie historiquement les tentatives faites jusqu'à ce jour pour utiliser la France équinoxiale; loin d'y trouver des motifs de découragement, on n'y puise que des leçons utiles et même une sorte d'excitation pour l'avenir.

Il paraît certain que des Français avaient pénétré dans la Guyane, dès l'époque où l'aventureux Walter Raleigh traversait ce même pays pour atteindre El-Dorado, objet de ses rêves. Toutefois nos premiers établissemens datent, comme presque tous nos essais de colonisation, du ministère de Richelieu. Quelques centaines de colons français étaient déjà disséminées entre l'Amazone et l'Orénoque, lorsque des négocians rouennais obtinrent, en 1633, le privilége d'une compagnie d'exploitation dite du Cap-Nord. Après quelques essais infructueux, on crut donner du ressort à l'entreprise en lui adjoignant comme chef militaire un certain Poncet de Brétigny. C'était, par malheur, un de ces aventuriers très communs alors, que l'orgueil du commandement et une cupidité effrénée poussaient à la dernière extravagance. Il faisait marquer au front, avec un fer estampillé à son nom, ceux qui désobéissaient à ses ordres. Aussi superstitieux que cruel, il punissait sans pitié les moindres infractions aux préceptes de l'église : il lui arriva même de torturer des gens dont le seul crime était d'avoir fait des rêves de mauvais augure. Cet odieux despotisme exaspéra les indigènes, et provoqua un massacre dans lequel le gouverneur périt avec presque tous les Français. Une nouvelle compagnie dite des *douze*

seigneurs, parce qu'elle comptait autant de chefs associés, recruta sept à huit cents hommes, qu'elle embarqua en 1652, sous le commandement d'un gentilhomme normand nommé Royville. A peine en mer, les associés se désunirent; le sang coula sur le vaisseau; le commandant fut poignardé. Au terme de leur voyage, les colons se trouvèrent sous la conduite d'une dizaine de nobles bandits qui ne tardèrent pas à s'entr'égorger. A la suite d'une petite guerre intestine, un des douze fut décapité, trois autres relégués dans les déserts; les suites de la débauche firent bientôt justice du reste. Nous laissons à penser ce que dut être la colonie qui se forma à la suite d'une expédition ainsi conduite.

Pendant que la France jetait à la Guyane, comme dans les Antilles, les enfans perdus de ses grandes villes ou des niais recrutés dans les cabarets de village, la Hollande envoyait dans ses possessions lointaines des cultivateurs imbus de l'esprit de famille, laborieux et persévérans, aussi habiles à vaincre les élémens et les obstacles naturels qu'à entraver les établissemens des autres peuples. L'île de Cayenne, que l'on croyait abandonnée par les Français, tant leurs affaires y étaient désespérées, offrit un refuge aux Hollandais chassés du Brésil. Juifs pour la plupart, ils firent un appel à leurs coreligionnaires d'Europe, et moins de dix années leur suffirent pour organiser l'exploitation du pays. Le spectacle de leur prospérité excita la jalousie des premiers possesseurs. Le roi de France, se déclarant le souverain légitime de tout le pays compris entre l'Amazone et l'Orénoque, bien que plusieurs points du littoral fussent occupés par les Anglais, donna ordre à ses lieutenans maritimes de reprendre Cayenne. Les Hollandais eussent néanmoins obtenu l'autorisation d'y rester; mais, craignant d'être inquiétés pour cause de religion, ils se retirèrent à l'ouest du Maroni, dans la région de Surinam. Pendant la plus grande partie du règne de Louis XIV, Surinam et Cayenne vécurent, comme leurs métropoles, en état de guerre, et se comprimèrent mutuellement par la crainte qu'elles s'inspiraient. Le traité d'Utrecht consacra le partage définitif de la Guyane entre la France et la Hollande. La colonisation hollandaise, poussée avec le plus grand succès du Maroni jusqu'à l'embouchure de l'Orénoque, excita la convoitise de l'Angleterre, qui trouva moyen d'en ravir la moitié. Le retour de la paix fut moins profitable à la partie française. La culture des terres resta concentrée dans l'île de Cayenne, dont la population, vers 1750, dépassait à peine cinq mille personnes, y compris les esclaves. La France possédait à cette époque des colonies si vastes et si florissantes, qu'elle n'éprouvait

pas le besoin d'agrandir la sphère de son action maritime. Ce fut seulement en 1763, après la perte du Canada et de plusieurs des Antilles, qu'on tourna les yeux vers la France équinoxiale avec cet enthousiasme fébrile qui a valu tant de mécomptes à notre nation. Tel est le point de départ de cette désastreuse expédition de Kourou, dont le souvenir lugubre porte encore malheur à notre colonie.

Malgré la gravité du sujet et la tristesse du dénouement, il est difficile de ne pas provoquer le rire en racontant la folle entreprise de 1763 : c'est un des incidens qui caractérisent le mieux la légèreté présomptueuse du XVIIIe siècle. Le premier ministre, M. de Choiseul, est dans l'impatience d'effacer un traité déshonorant pour son administration. On lui suggère l'idée de remplacer les populations riches et dévouées du Canada que la France vient de perdre, en colonisant la Guyane. Envoyer pour féconder la terre et triompher du climat des hommes sobres, laborieux et rompus aux fatigues de la culture, décréter quelques précautions sanitaires, ce sont des idées bourgeoises qu'on abandonne au vulgaire bon sens des Hollandais. Le rêve de Versailles est d'organiser, non plus une exploitation agricole et commerciale, mais une force militaire, une société-modèle, renouvelant dans toute sa pureté le type féodal qui commence à s'altérer en Europe. On calcule qu'avec une propagation sans obstacles, la métropole peut posséder en peu de temps une succursale capable de protéger ses autres possessions américaines. En conséquence, des prospectus éblouissans sont répandus dans le public. Avec les gentilshommes ruinés et les cadets de famille qui se présentent, avec la foule des pacotilleurs et des paysans, on a les élémens d'une hiérarchie féodale, seigneurs, bourgeois et vilains. Le parti est si bien pris de reconstruire le moyen-âge sous la zone torride, qu'on évite de réunir les nouveaux colons au noyau de population déjà établi à Cayenne. Le terrain qu'on choisit est la plage inhabitée qui s'étend du fleuve Kourou aux possessions hollandaises. Le ministre Choiseul et le duc de Praslin se font attribuer une sorte de suzeraineté sur ce vaste territoire; ils ont le droit de le découper en fiefs au profit des seigneurs, qui doivent à leur tour distribuer des lots de terre aux paysans de leurs domaines. La conduite de l'expédition est partagée entre deux chefs jaloux l'un de l'autre, un gouverneur inhabile, le chevalier Turgot, frère du ministre, et un intendant d'une probité suspecte, M. de Chanvallon. Soutenue par le gouvernement et bien lancée par les agioteurs, l'affaire réussit à merveille; les capitaux abondent, et les engagemens sont sollicités comme une faveur.

A partir de novembre 1763 jusqu'au milieu de l'année suivante, les convois se succédèrent assez rapidement. Les lieux choisis pour le débarquement étaient une langue sablonneuse et des îlots à peine déblayés à l'embouchure du Kourou. Une seule habitation, construite anciennement par les jésuites, était réservée comme siége du gouvernement. Quant aux seigneurs, ils trouvèrent pour manoirs féodaux des *carbets*, c'est-à-dire des cabanes, comme celles que construisent les esclaves, avec des pieux fichés en terre et du branchage pour toiture. Néanmoins, les premiers débarqués purent conserver pendant quelque temps leurs illusions. La noblesse de cette époque ne concevait pas l'existence sans la comédie, les arts, le luxe élégant et la débauche après boire : le gouvernement avait donc eu la touchante sollicitude de faire appel à toutes les professions qui ont pour but le plaisir; on avait enrôlé des acteurs, des musiciens, et jusqu'à des filles de joie. Les premiers mois s'écoulèrent dans une sorte de fascination. Pendant que le gouverneur Turgot menait joyeuse vie à Paris avec les cent mille livres d'appointemens qu'il s'était fait allouer, l'intendant Chanvalon s'occupait à divertir la colonie naissante. Par ses soins, les marchandises étaient étalées dans des échoppes symétriquement alignées de manière à former galerie; la foule se pavanait au milieu, les dames en robes traînantes, les gentilshommes en brillans uniformes. Le coup d'œil était galant et magnifique, dit un des témoins oculaires, on se croyait au Palais-Royal : la journée était couronnée, comme à Paris, par les plaisirs du soir, le bal ou l'opéra, le jeu ou l'intrigue; on vivait bien d'ailleurs, et sans souci du lendemain, avec des comestibles apportés de France. Il y avait à coup sûr quelque chose d'étourdissant dans ce contraste d'une civilisation raffinée avec la majesté sauvage des déserts; mais la féerie devait bientôt s'évanouir. De nouveaux convois arrivant sans cesse, on commença à souffrir de l'encombrement et à concevoir des doutes sur les moyens de subsistance. Les approvisionnemens, apportés d'Europe à grands frais, s'altéraient rapidement par l'effet de la traversée et sous l'influence du climat. Le commerce particulier offrait peu de ressources : les marchandises, envoyées au hasard par les négocians de la métropole, étaient en grande partie des objets de luxe, sans rapport avec les besoins de la colonie; on possédait, par exemple, un magasin de patins dans un pays où la glace est inconnue. Bref, au mois de juillet 1764, quatorze à quinze mille personnes étaient entassées sur les plages du Kourou, avec des alimens insuffisans et malsains. De même qu'on avait improvisé une ville, on voulut improviser une récolte. Les seigneurs, dé-

daignant de travailler, exigèrent en revanche une double corvée de ceux qu'ils considéraient comme leurs vassaux. La fatigue excessive des uns, l'oisiveté non moins dangereuse pour les autres, la mauvaise nourriture, l'ennui, la discorde, le désespoir, firent de la colonie un foyer dévorant de contagion : treize mille personnes périrent dans des souffrances atroces; les autres n'échappèrent à la mort qu'en se dispersant. En moins d'une année, un capital de 33 millions avait été englouti ! Cet affreux dénouement, qui mettait en deuil tant de familles, causa en France une consternation générale. Le parlement évoqua l'affaire; il en résulta un interminable procès, qui fut étouffé plutôt que vidé. Pour excuser leur impéritie, les accusés s'appliquèrent à décrier le climat équinoxial : ce moyen de défense, répété pendant dix années, finit par enraciner dans les esprits le préjugé contraire à la colonie.

La partie éclairée du public savait si bien à quoi s'en tenir sur l'affaire du Kourou, que jamais les projets pour la régénération de la Guyane ne furent plus nombreux que depuis cette catastrophe jusqu'à la révolution. Les seules entreprises fructueuses ont été les travaux de dessèchement exécutés pendant la trop courte administration de Malouet. En 1789, l'orage révolutionnaire commença à gronder sur les colonies. Appelés à la liberté subitement et sans condition, les esclaves, pour qui la liberté était la cessation du travail, abandonnèrent la culture. En dépit des déclamations de la tribune parisienne, il fallut en venir aux moyens de rigueur pour ramener les noirs sur les plantations : le sang coula plus d'une fois dans les émeutes et sur les échafauds. Pour le nègre, la différence entre les deux régimes se résuma ainsi : esclave, il était contraint de travailler sous la peine du fouet; citoyen libre, il fut invité à travailler sous peine de mort. L'esclavage franchement avoué fut rétabli par la loi de 1802; mais le génie colonial était dérouté, et d'ailleurs la guerre maritime suspendait les communications avec la métropole. A défaut de commerce, les spéculateurs eurent l'idée d'armer des corsaires : leurs premiers succès attirèrent promptement les représailles. En 1809, les Portugais, soutenus par les forces anglaises, surprirent Cayenne et l'occupèrent jusqu'aux traités de 1815; il est juste de dire que leur domination, douce et équitable, n'a laissé dans le pays que de bons souvenirs. La pacification de l'Europe rendit la Guyane à la France. Depuis cette époque, l'opportunité de coloniser cette belle possession a été d'autant mieux sentie que la suppression de la traite et l'amoindrissement

de la population font craindre une ruine complète. Qu'en est-il résulté? Beaucoup de projets avortés, de tentatives mesquines sans appui sincère de la part du gouvernement, ont été plus nuisibles à la colonie qu'une indifférence absolue.

A la fin de la période révolutionnaire se rapporte un incident non moins déplorable, non moins funeste pour la Guyane que l'expédition de 1763 : nous voulons parler des déportations en masse décrétées en fructidor contre les fauteurs et les complices présumés d'une conspiration royaliste. Un parti actif et puissant se trouva intéressé à dire que le gouvernement républicain, trop affaibli pour oser livrer ses ennemis aux bourreaux, les condamnait à respirer un air empoisonné, et par malheur la mort d'un assez grand nombre des exilés donna quelque vraisemblance à cette accusation. La passion qui a faussé le regard et troublé le jugement des contemporains est loin de nous aujourd'hui. Représentons-nous donc trois à quatre cents hommes, prêtres, anciens nobles, députés, savans, avancés en âge pour la plupart, surpris par un décret foudroyant, arrachés à leurs familles, à leurs habitudes, entassés dans les entreponts d'un vaisseau, sans secours, quelquefois même sans nourriture, pendant une longue traversée, et puis jetés nus et souffrans dans des cantons déserts (1), où ils doivent improviser des moyens d'existence, où leur liberté même est entravée par des précautions de police! Le seul étonnement qu'on doive éprouver, ce nous semble, est que sur trois cent vingt-huit déportés cent soixante-un seulement, un peu moins de la moitié, aient succombé.

A ces préventions injustes opposerons-nous les témoignages recueillis par M. de Nouvion? Soixante-treize voyageurs s'accordent à vanter la salubrité de la Guyane avec l'accent passionné de la conviction. Ce n'est pas assez pour quelques-uns d'entre eux de garantir la salubrité de l'air; ils lui attribuent une vertu préservative contre beaucoup d'affections chroniques. Un des plus anciens explorateurs français, Boyer de Petit-Puy, disait, dès l'année 1654 : « Ceux qui vont dans ce pays-là, et qui sont sujets aux gouttes, aux catarrhes, aux sciatiques, aux fluxions et aux humeurs, reviennent en parfaite convalescence. » Nous lisons dans la dernière relation, celle de Schomburgk, qui porte un caractère scientifique : « La phthisie est inconnue sur la côte; des personnes atteintes de cette maladie et arrivant d'Europe ou du nord de l'Amérique se sont parfaitement remises. » Nous

(1) A Sinnamari et à Conamana,

ne prendrons pas de telles promesses à la lettre. C'est entre les apologistes systématiques et les détracteurs aveugles que nous nous placerons pour saisir la vérité.

Par comparaison avec nos autres colonies américaines, on peut dire qu'en général la Guyane est un pays sain. Seulement, dans son abandon actuel, elle présente les inévitables inconvéniens de tous les lieux dépeuplés. Par exemple, la région des basses-terres, la seule qui soit occupée, est ordinairement détrempée par les pluies; or, pendant la saison chaude, les lieux bas qui ne sont pas desséchés conservent des eaux stagnantes qui croupissent et exhalent un principe fiévreux. N'est-il pas évident qu'avec cet ensemble de travaux et de ressources qui constituent la civilisation, on faciliterait l'écoulement des eaux pluviales, et qu'on préviendrait pendant les sécheresses la formation des marécages? Dans l'intérieur du pays où les mêmes accidens n'ont pas lieu, la salubrité du climat n'a jamais été mise en doute. Quant à l'élévation de la température, elle peut être incommode pour les étrangers, mais non pas nuisible. Suivant la remarque sensée d'un voyageur, cette qualification de zone *torride* a été funeste aux contrées équatoriales; il y a dans l'alliance de ces deux mots quelque chose qui donne à l'Européen l'idée d'une fournaise où on respire un air embrasé. Trop peu de personnes savent, dans les pays dits *tempérés*, que le degré de la chaleur est déterminé bien moins par la vertu calorifique du soleil que par la configuration des terrains et les phénomènes atmosphériques. A la Guyane, par exemple, plusieurs causes contribuent à atténuer l'ardeur solaire : l'atmosphère y est continuellement rafraîchie par les brises marines ou les vents de terre, par l'abondance des pluies ou la tiède évaporation des eaux. Le climat du midi de la France, pendant la saison d'été, peut donner une idée de la température ordinaire. La différence entre les deux pays consiste en ce que, sous l'équateur, l'été est perpétuel. Les plus grandes fluctuations du thermomètre n'y dépassent pas 20 degrés centigrades, tandis que chez nous il y a souvent une variation de 50 degrés, des ardeurs de la canicule aux jours froids de l'hiver. A Paris, la chaleur moyenne des mois de juin et juillet est de 24 degrés, et on signale certains jours pendant lesquels le thermomètre s'est élevé à 37 degrés; ce dernier chiffre est à peu près pour Cayenne, comme pour Paris, celui de la chaleur la plus intense; on se croit en hiver à la Guyane, quand le thermomètre s'abaisse à 20 degrés au-dessus de zéro. La moyenne entre ces deux termes indique donc une température ordinaire de 27 à 28 degrés centigrades, celle de nos plus beaux jours.

Le moyen le plus direct de constater l'état sanitaire de la Guyane est d'interroger les tables de la mortalité. Par suite de l'influence fatale qui pèse sur notre malheureuse colonie, les documens statistiques sont pleins d'erreurs en ce qui la concerne. Prenons pour exemple l'année 1840. M. de Nouvion, acceptant les données du ministère de la marine, établit que la mortalité, pour l'ensemble de la population, a été dans le rapport de 1 à 28, et il triomphe en remarquant que ce rapport est déjà supérieur à celui de plusieurs grandes villes de l'Europe. Il n'a pas remarqué que, dans le tableau officiel (1), une erreur d'addition augmente de 100 le nombre des décès (753 au lieu de 653), et, en second lieu, que le chiffre des vivans ne comprend que la population sédentaire et domiciliée, tandis que le chiffre des décès se rapporte en outre à la population mobile des fonctionnaires civils, des soldats de la garnison, des marins, et peut-être des voyageurs. En recommençant le calcul sur ces bases nouvelles, on trouve que les décès sont au nombre total des habitans dans le rapport de 1 à 33 ou 34, rapport très supérieur aux résultats moyens de la mortalité en Europe. Par suite de l'inadvertance que nous venons de signaler, les employés civils et militaires, qui sont presque tous de race blanche, n'ont pas été comptés parmi les vivans, bien qu'à leur mort ils augmentassent le nombre des décès, de sorte qu'aux yeux des statisticiens la mortalité des blancs a paru excessive. La *Notice sur la Guyane* (2) l'évalue au vingt-quatrième. D'après nos rectifications appliquées à l'année 1840, la proportion est environ du vingt-neuvième. Si l'on considère enfin que l'équilibre des sexes n'existe pas à la Guyane, et que la prédominance des mâles parmi les blancs comme parmi les noirs réduit le rapport ordinaire des naissances aux décès; s'il est vrai que l'isolement des habitations paralyse les secours et que diverses causes indépendantes du climat multiplient les accidens mortels, il faudra bien conclure que la Guyane, loin de mériter le reproche d'insalubrité, est au contraire un séjour remarquablement propice.

Une nature si splendide, tant de terres inexploitées, tant de trésors sans emploi, sont bien faits pour enflammer l'imagination et inspirer

(1) *Tableaux de population et de culture*, etc., pour l'année 1840, publiés en 1843 par le ministère de la marine, page 9. — Cette publication est une de celles qui justifient le reproche de négligence que M. Vivien exprimait dernièrement à la tribune.

(2) Publiée en 1838 par le ministère de la marine, reproduite en 1843 par la société de colonisation. — Un vol. in-8°, avec une belle carte de la Guyane, chez Didot.

une de ces entreprises grandioses qui font époque. L'état économique de la Guyane française est d'ailleurs on ne peut plus favorable à la conception de M. Lechevalier. Les habitans sont si peu nombreux, le territoire approprié est tellement restreint, que l'on conçoit aisément la possibilité de réunir sous une seule direction tous les intérêts de la colonie. Suivant le recensement de 1841, la population sédentaire est de 20,753 personnes; la population flottante, comprenant les fonctionnaires civils et religieux, les militaires de la garnison et les marins, donne environ 1,250 à 1,300 personnes. Dans le groupe des habitans sédentaires, les libres comptent pour 5,746; les esclaves, dont le nombre décroît chaque année, par suite des affranchissemens ou des extinctions, ne sont déjà plus que de 14,997. Un tiers de la population est domicilié dans les villes et dans les bourgs, les deux autres tiers sont disséminés dans les habitations rurales. Parmi la classe qui est en possession de la liberté, il y a 1,203 individus de la race blanche et 4,543 de la race noire. Les blancs, qui sont, par rapport aux hommes de couleur, dans la proportion de 1 à 4, possèdent néanmoins les trois quarts des terres cultivées, des esclaves et des bestiaux : c'est dire que la plupart des nègres réputés libres ne sont que des affranchis abrutis par la fainéantise et le libertinage, et retenus par la misère dans un état de prolétariat qui ne les élève pas beaucoup au-dessus de la servitude.

Sur 5,400,000 hectares que représente la colonie (1), moins de 12,000 sont mis en culture; c'est environ le dixième des terres acquises par les particuliers : le reste du territoire appartient à l'état. Les propriétés rurales, au nombre de 400 environ, sont aussi inégales en étendue qu'en valeur. Pour une vingtaine de grandes sucreries, qui, avec les ateliers, forment des domaines considérables, on compte un grand nombre de petits champs consacrés à la culture des vivres ou des produits qu'on peut récolter sans beaucoup de frais. La valeur des terres est établie bien moins d'après leur étendue que suivant le genre de préparation qu'elles ont déjà subi. Ainsi, l'hectare approprié à l'exploitation de la canne à sucre vaut 1,000 francs, cinq fois plus que la même étendue cultivée en café, en cacao, en rocou. La valeur moyenne des esclaves est d'environ 1,300 fr. Il résulte de cet aperçu que le capital engagé dans la colonie n'est pas très considérable. Si l'on accepte les comptes annuels, établis probablement sur les rapports de

(1) A ne compter que les régions connues. En comprenant la partie complètement déserte, on aurait une surface beaucoup plus considérable encore.

l'administration locale, la valeur totale s'amoindrirait progressivement. La *Notice statistique* de 1836 évaluait les propriétés rurales, celles qui font la richesse de la colonie, à plus de 36 millions de francs, savoir :

VALEUR APPROXIMATIVE :

1° Des terres mises en culture.....	6,253,500 fr.
2° Des bâtimens et du matériel d'exploitation....	10,045,000
3° Des esclaves, au nombre de 16,592 (en moyenne 1,300 francs).....	18,476,900
4° Des animaux de trait et du bétail.....	1,265,010
TOTAL...	36,040,410 fr.

Un peu plus tard, en 184^, l'estimation était abaissée à 33 millions, et il est probable qu'aujourd'hui le chiffre de 30 millions serait suffisant (1). Chaque année, en effet, la statistique officielle annonce une réduction dans le nombre des propriétés, des hectares en culture, des esclaves mis en œuvre. Cet amoindrissement continuel, présage de ruine, explique pourquoi la plupart des propriétaires de la Guyane ont fini par adopter une combinaison aussi contraire aux traditions coloniales qu'à leurs préjugés personnels.

II. — FORMATION DE LA COMPAGNIE.

Nous connaissons les élémens sur lesquels on prétend opérer. Suivons, avec tout l'intérêt qu'une telle expérience peut inspirer aux économistes, la série d'opérations qui doivent, nous assure-t-on, régénérer la société coloniale. Il est bien entendu que notre rôle se borne aujourd'hui à celui de rapporteur. La séduisante hypothèse que nous exposons échappe, quant à présent, à une rigoureuse analyse. Les pièces qui nous ont été soumises par M. Lechevalier ne sont que des aperçus personnels, des estimations approximatives et provisoires. La critique reprendra ses droits lorsque notre examen aura pour base les débats de la tribune ou le contrat industriel des actionnaires.

La première série d'opérations a pour but la formation de la compagnie centrale. L'idée-mère du projet, le fécond mariage du capital européen et d'une terre vierge, suppose un apport en argent égal aux deux tiers de toutes les valeurs de la colonie. Une mesure préliminaire est donc l'inventaire exact, l'évaluation débattue des propriétés. Sur la demande du ministère, les deux chambres viennent de

(1) La Guyane anglaise, évaluée d'après les mêmes bases, représenterait un capital de 340 millions de francs.

voter à cet effet une somme de 50,000 francs, avec une unanimité de bon augure pour l'entreprise. D'un autre côté, une société se forme parmi les hommes les plus honorés de la banque, du haut négoce et de l'industrie, pour garantir le versement du capital mobile dès que les parties intéressées seront d'accord et que l'association aura été validée par le concours tutélaire de l'état. La commission d'expertise, dont la formation et le départ ne dépendent plus que la volonté de M. l'amiral de Mackau, représentera sans doute le gouvernement et la compagnie provisoire des capitalistes; réunie à son arrivée aux mandataires des colons, elle entrera en rapport avec les propriétaires disposés à accepter l'acte social. Le conseil colonial de Cayenne vient d'instituer une commission de trois membres chargée de lui faire un rapport, et les voix se sont réunies sur les personnes favorables au système. Il faut s'attendre néanmoins à ce qu'un petit nombre de propriétaires refusent leur concours, par entêtement ou par défiance. A ceux-ci, dit M. Lechevalier, la compagnie offrira d'acheter leurs terres au comptant et à prix débattu, sauf à les exclure des bénéfices éventuels réservés aux autres; s'ils refusent de vendre pour continuer leur exploitation isolée, on pourra chercher dans la loi récente qui autorise le rachat des noirs, les moyens de généraliser le travail libre dans la colonie.

La compagnie n'entend acquérir que les domaines susceptibles d'exploitation. Les propriétés de ville, les manoirs domestiques, les esclaves attachés au service intérieur des familles, resteront en dehors de l'expertise. Les études des commissaires, limitées aux propriétés agricoles et industrielles, spécifieront la contenance et la qualité des terres, le nombre et l'aptitude des esclaves, la valeur du matériel et du bétail, et sans doute aussi des marchandises en magasin. Les aperçus fournis par les publications officielles sont si contradictoires et si confus, qu'il est difficile de prévoir le total de cette expertise. Arrêtons-nous au chiffre probable de 30 millions, pour quatre cents domaines grands et petits. Ce capital foncier représentant l'apport des colons, on pourra demander 20 millions en numéraire à la place de Paris, et limiter le fonds social au chiffre de 50 millions. Le ministère aura alors à consulter les chambres pour savoir s'il convient d'élever la compagnie à la hauteur d'une institution nationale, en garantissant à ses actionnaires un minimum d'intérêt.

Si certaines entreprises d'utilité publique sont dignes du concours tutélaire de l'état, ce sont assurément les essais de colonisation. Les idées étaient très nettes à ce sujet parmi les hommes d'état de l'ancien

régime. Un des publicistes accrédités du dernier siècle, Forbonnais, écrivait en résumant les principes politiques du commerce : « Il faut que le premier établissement se fasse aux dépens de l'état qui fonde les colonies, ou *qu'il garantisse les avances qui leur seront faites par les négocians* (1). » Laissons de côté les considérations politiques, pour ne voir que les problèmes financiers. Le gouvernement français, en prenant l'engagement moral d'abolir l'esclavage, a contracté l'obligation d'indemniser les propriétaires d'esclaves; c'est une dette d'honneur qu'il faudra acquitter tôt ou tard. Il s'agit pour lui de savoir si, au moyen de son crédit, il pourra éviter de payer l'indemnité. La Guyane est le lieu choisi pour l'expérience. La part de cette colonie serait d'environ 14 millions payables dans dix ans, si on laissait aux maîtres les bénéfices de l'esclavage jusqu'à cette époque, conformément à l'avis de M. le duc de Broglie, ou de 20 millions, si l'on préférait restituer immédiatement le prix intégral des esclaves. Dans la première hypothèse, la seule admissible, l'état serait grevé d'une rente de 400,000 fr., auxquels il faudrait ajouter une somme de 200,000 fr. pour surcroît de frais d'administration nécessités par le régime de la liberté; soit, *à perpétuité*, 600,000 fr. par année.

Plaçons-nous au contraire au nouveau point de vue indiqué par les colons. La compagnie de la Guyane étant constituée pour quarante-sept ans (2) au capital de 50 millions; le gouvernement s'engagerait à assurer pendant cette période un intérêt de 4 pour cent, c'est-à-dire 2 millions par année. Pour que l'affaire tournât au préjudice du trésor, il faudrait que le revenu de la colonie régénérée tombât au-dessous de cette somme (3) : le cas est-il possible? Nous ne le croyons pas. Dans l'état de dépérissement où se trouve la Guyane, les statistiques officielles lui attribuent un revenu net de 4,500,000 francs. Cette évaluation est peut-être exagérée; réduisons-la d'un tiers, et contentons-nous de 3 millions. Comment admettre qu'une terre vivifiée par un capital abondant et par un travail mieux réglé rendra moins qu'à l'époque du découragement et de la pénurie? Examinons toutes les hypothèses que la prudence peut suggérer. Dira-t-on que les ac-

(1) *Élémens du Commerce*, seconde édition, t. Ier, p. 361.

(2) Ce terme (46 ans et 324 jours) sera celui de la société : la durée, égale à celle de la compagnie du chemin de fer d'Orléans, est calculée de telle manière que le capital puisse être reproduit par la retenue de 1 pour 100 comme fonds d'amortissement.

(3) Peut-être la responsabilité de l'état serait-elle moindre. Les capitaux qui n'ont aucune chance à courir se contentent aujourd'hui d'un intérêt de 3 pour 100.

tionnaires, satisfaits du revenu assuré par l'état, négligeront l'entreprise au point de la compromettre? Mais les colons qui entrent dans l'affaire, en s'interdisant pour long-temps d'en sortir, connaissent mieux que nous les ressources de leur pays : ce revenu qu'on leur offre, réduit à 3 pour 100 par la réserve de l'amortissement, est à peu près le tiers de celui qu'ils obtiennent aujourd'hui. S'ils mettent leur fortune en jeu, c'est qu'ils jugent les chances favorables; leur confiance devient pour les autres actionnaires le premier motif de sécurité. Les mesures les plus ingénieuses sont combinées pour que la transition de l'esclavage au régime du travail libre ne diminue pas la somme des produits. Une objection que les esprits timides emprunteront aux adversaires des colonies est que, si les opérations de la compagnie étaient entravées par une guerre maritime, le trésor resterait à découvert vis-à-vis des actionnaires qu'il aurait garantis; mais on peut éviter ce danger par des arrangemens pris avec les compagnies d'assurances françaises et étrangères. Le cas des mauvaises récoltes est également prévu : l'équité veut que le trésor récupère sur le gain des bonnes années le déficit des années précédentes. Poussons enfin les choses à l'extrême : en supposant que les bénéfices tombassent accidentellement au-dessous de l'intérêt à servir et que la responsabilité de l'état fût invoquée, les déboursés du trésor ne seraient qu'une avance qui lui conférerait une sorte d'hypothèque sur une propriété territoriale d'une valeur certaine.

La garantie éventuelle de l'état, légalisée par les chambres, donne à l'entreprise force d'existence. Elle s'organise comme les grandes sociétés coloniales dont le rôle a été si brillant en Hollande et en Angleterre, en livrant sa charte à la double sanction du pouvoir et de l'opinion publique. Son conseil d'administration, qui prend siége à Paris, réunit, sous la surveillance directe de l'état, les représentans de l'intérêt colonial, du capital métropolitain, de l'industrie et du commerce des villes maritimes. A la Guyane même, les agens locaux sont choisis parmi les colons sédentaires le plus intéressés à une bonne gestion. Ainsi constituée sous le titre de *Compagnie de la Guyane française*, son premier acte est la conversion des anciens titres de propriétés en actions nominatives et de fortes sommes, conçues de manière à ce qu'elles restent dans les mains des titulaires assez long-temps pour que l'opération ne soit pas souillée par les manœuvres de l'agiotage. Cette réserve suffirait pour indiquer une société honorable et sérieuse, qui veut élever sa spéculation à la hauteur d'une œuvre nationale.

III. — ORGANISATION DU TRAVAIL LIBRE.

La corporation commerciale existe : transportons-nous dans le Nouveau-Monde pour la voir à l'œuvre. Dès que la charte de la compagnie est promulguée, il n'y a plus d'*esclaves*, il n'y a plus de *maîtres* dans ses domaines; il y a des *propriétaires d'actions* qui intéressent au travail des *ouvriers libres*. Il est important de remarquer que ce mode d'émancipation ne préjuge rien en ce qui concerne nos autres colonies; il n'exige pas le concours des corps législatifs; les nouveaux propriétaires usent du droit qu'ils ont acquis d'affranchir leurs esclaves : ils répètent en grand ce qui est pratiqué chaque jour par les particuliers.

Le point fondamental est le règlement du travail libre. L'esclavage coûte plus cher que la liberté; c'est un fait prouvé depuis long-temps par l'économie politique, et les planteurs, malgré leurs préjugés, auraient donné les premiers le signal de l'affranchissement, s'ils ne craignaient pas que les esclaves, rendus à eux-mêmes, n'abandonnassent les cultures coloniales. Ce n'est pas à dire que les noirs ne travaillent que sous le fouet. Il y a sans doute dans cette race comme dans la nôtre des êtres abrutis, des personnes incorrigibles : quant à la généralité, elle suit comme partout l'impulsion instinctive du caprice et de l'intérêt. Pourquoi la production du sucre a-t-elle été réduite par l'émancipation anglaise? C'est qu'un grand nombre d'affranchis, et les plus intelligens sans doute, ont pu acheter à vil prix des terres incultes, et spéculer pour leur propre compte sur la vente des vivres : la masse du travail a été, non pas amoindrie, mais déplacée, et dans les îles où la désertion des anciens ouvriers n'a pas été immédiatement réparée, les salaires se sont élevés à un taux ruineux. A plus forte raison, pareille chose arriverait-elle à la Guyane française, dont les vastes déserts appartiennent pour ainsi dire au premier occupant, si la liberté était accordée sans garantie. M. J. Lechevalier résout la difficulté en interdisant d'une part la spéculation sur les vivres aux affranchis, et d'autre part en les rattachant à la grande industrie coloniale par les avantages les plus séduisans.

Ce privilége de la culture et de la vente des vivres, combiné avec une taxe des salaires faite par le gouvernement, est la base de tout le système; il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher les noirs de chercher dans le petit jardinage une indépendance qui ramènerait la plupart d'entre eux à la sauvagerie. Il ne faut pas s'effrayer de cette double clause; elle n'a pas à beaucoup près, dans le Nouveau-Monde, l'importance qu'elle

aurait en Europe. La culture des vivres destinés aux noirs, industrie qui n'exige pas de capital, est en général abandonnée aux affranchis pauvres ou aux esclaves. Quant à la taxation des salaires par l'autorité, c'est une mesure de police recommandée dans les deux systèmes d'émancipation proposés par la commission des affaires coloniales. La restriction opposée au commerce des alimens a paru suspecte, nous le savons, à plusieurs abolitionistes. Dans leur zèle inquiet, ils se représentent une compagnie d'agioteurs impitoyables, maîtresse d'affamer les ouvriers et de reconstruire une servitude industrielle plus perfide que l'esclavage légal. Ce qu'ils redoutent pour leurs chers protégés arrivera bien plus tôt dans les colonies anglaises, livrées à toutes les éventualités du libre commerce. La hausse excessive des salaires et la fortune de quelques nègres dans les pays où les bras ont fait défaut, n'ont été que des phénomènes accidentels. Dans les îles où les bras n'étaient pas rares, à Antigue, à la Dominique, à Nevis, à Montserrat, on a obtenu dès les premières années la journée du laboureur pour 60 cent. Qu'on laisse agir le démon de la concurrence, et il trouvera bien moyen de multiplier l'offre des bras, de dicter à son tour le prix des salaires.

Le règlement de travail combiné par M. Lechevalier porte au contraire un caractère de loyauté qui a captivé nos plus chaleureuses sympathies. Passionné pour les belles contrées du Nouveau-Monde, il ne voudrait pas leur faire présent de ce prolétariat affamé qui engendre le paupérisme. Pour attacher les noirs à la vie laborieuse, il leur offre des conditions qui feraient envie à la plupart des ouvriers blancs. — Travail garanti à toute personne de tout âge et de tout sexe, promesse que l'industrie coloniale permet heureusement d'accomplir. — Dotation de 150 francs, somme exagérée selon nous, à tout ouvrier de la compagnie pour premier placement à la caisse d'épargne, et première mise d'équipement. — Salaire fixe, combiné avec le prix des objets de consommation, de manière à assurer le nécessaire de l'existence. — Participation aux bénéfices nets de la compagnie, dans la proportion du quart, ou 25 pour 100. — Soins médicaux assurés pour un faible abonnement. — Caisses d'épargne constituées par une retenue sur la dotation, sur le salaire journalier, sur le dividende éventuel, afin de pourvoir à l'entretien des vieillards et des infirmes. — Dot de 100 francs accordée à chacun des conjoints pour encourager les unions légitimes et détruire le concubinage, si funeste aux populations coloniales. — Distribution de la classe ouvrière en *corporations industrielles* pour ce qui regarde le travail, et en *conseil de*

famille pour ce qui concerne la morale et la vie domestique, de telle manière qu'au moyen d'une imperceptible cotisation, et par l'effet de la mutualité, chaque corporation possède une chapelle, une école, une salle d'asile. — Dans chaque communauté, les intérêts industriels sont protégés par un syndic à la nomination des autorités supérieures, éligible parmi les travailleurs eux-mêmes; la surveillance morale appartient au curé, qui est de droit président du conseil de famille. L'ample et belle mission confiée au clergé catholique, les encouragemens donnés au mariage et aux sentimens de famille, une adhésion sincère aux institutions civiles de la métropole, offrent une garantie complète aux personnes qui pourraient craindre qu'une utopie se cachât sous l'apparence d'une réforme industrielle.

De l'autre côté de l'Amazone, et précisément dans le voisinage de la Guyane française, les jésuites avaient institué parmi les sauvages indiens des communautés agricoles dans lesquelles le travailleur, astreint à une tâche journalière, recevait en échange les objets nécessaires à ses besoins personnels. Affranchi de la prévoyance, il vieillissait dans une espèce de minorité contraire à toute émulation, à tout progrès social. C'était le communisme pur et simple, avec ses minces avantages et ses dangereux inconvéniens. Il n'en serait pas de même dans la Guyane régénérée. Le travail y devant être estimé, non à la journée, mais à la tâche, suivant l'usage des colonies (1), l'ouvrier pourrait augmenter le produit de sa journée en proportion de son énergie et de son aptitude. Avec de l'intelligence et de l'économie, rien ne l'empêcherait d'amasser un petit capital, d'entreprendre à son compte une spéculation agricole, soit comme propriétaire, soit comme fermier, de réunir même à sa qualité modeste d'ouvrier celle d'actionnaire de la compagnie. Il n'y a donc pas lieu de craindre que la race affranchie soit immobilisée de nouveau dans les entraves d'une féodalité industrielle.

Craignant d'être ébloui par une séduisante illusion, nous avons traduit les faits en chiffres, en complétant par nos recherches particulières les documens fournis par la société d'études. Il nous a paru démontré que les dépenses faites aujourd'hui par les colons suffisent pour améliorer considérablement le sort des affranchis en obtenant d'eux une plus grande somme de travail. Laissons parler les chiffres :

(1) La *tâche* représente plus de travail que la *journée* commune; aussi est-elle mieux rétribuée. Cependant cette tâche est réglée de manière qu'en général un bon ouvrier puisse l'avoir finie vers deux ou trois heures du soir.

ESCLAVAGE.

INTÉRÊT DU CAPITAL ENGAGÉ PAR LES PLANTEURS.

15,000 nègres, évalués en capital à 18 millions, représentant, à raison de 8 pour 100, taux assurément très modéré dans nos colonies, un intérêt annuel de	1,440,000 fr.
5,000 cases et jardins pour logemens de 15,000 esclaves, à raison de 400 fr., représentant un capital de 2 millions, à 8 pour 100	160,000
Hôpitaux et dépendances (constructions et mobilier) en masse, 300,000	24,000

DÉPENSES COURANTES.

Nourriture (toutes réductions faites en raison de l'abandon du jardin et du samedi), minimum	600,000
Vêtemens (suivant les prescriptions), au minimum, à 10 fr	150,000
Médecins et médicamens	187,500
Frais divers et imprévus (aumôniers, gratifications, etc.), au minimum, pour somme ronde	38,500
	2,600,000 fr.

15,000 nègres, y compris les enfans, les vieillards et les malades, ne fournissent par jour que 10,000 journées communes, ou, suivant la manière de compter des colonies, 8,000 tâches. L'année coloniale, déduction faite des jours fériés et du samedi, ne représente que 250 jours de travail : soit, par année, 2,500,000 journées, ou 2,000,000 tâches, ce qui porte le salaire journalier d'un adulte à 1 fr. 03 cent., ou le prix de la tâche à 1 fr. 30 cent. Nous devons faire remarquer que nos calculs reposent sur les bases les plus modestes. M. H. Passy et M. Lavollée ont évalué en moyenne la journée de l'esclave entre 1 fr. 25 et 1 fr. 45 cent. Plaçons-nous présentement au point de vue signalé par M. Lechevalier pour estimer le coût du travail libre. Dans son système, la compagnie n'a plus à payer que l'intérêt du capital qu'elle emprunte pour la rédemption des esclaves, et le salaire sur lequel l'ouvrier libre doit se nourrir, se vêtir, se loger, etc.

TRAVAIL LIBRE.

INTÉRÊT DU CAPITAL ENGAGÉ PAR LA COMPAGNIE.

Rachat de 15,000 esclaves, environ 18 millions; intérêt à 4 p. 100.	720,000 fr.
Acquisition et réparation des cases, sans les jardins, environ 2 millions	80,000
Hôpitaux et dépendances, 300,000 fr	12,000
	812,000 fr.

DÉPENSES COURANTES.

Report...	812,000 fr.
Médecins et médicamens (comme sous l'esclavage).....	188,000

SALAIRES.

La suppression du jardin et du samedi, laissés à l'esclave pour sa nourriture, élève le nombre des jours de travail à 300 par année; soit donc en tout 3 millions de journées, à 1 fr....	3,000,000
	4,000,000 fr.

Il semble, à ce premier aperçu, que le travail libre revienne à 1 fr. 33 cent. par journée, c'est-à-dire au tiers en sus du travail servile; mais l'affranchi, forcé de pourvoir à ses besoins, restitue pour loyer, nourriture, vêtemens et soins médicaux, environ 9/10es de ce qu'il touche en salaires; sur ces dépenses, la compagnie retrouve un bénéfice assez considérable pour que le prix réel de la journée libre retombe bien au-dessous des frais de l'esclavage. Ce bénéfice fait sur les acheteurs n'a rien que de très légitime : il est même dans l'intérêt de la communauté. Maîtresse du sol et des instrumens de travail, opérant en grand et avec économie, la compagnie pourrait produire ou acquérir les choses nécessaires à la vie à des prix excessivement bas : si elle revendait au consommateur à prix coûtant, le salaire de 1 fr. serait ridiculement exagéré; il faudrait le réduire. Or, comme les prix des denrées et des salaires sont les régulateurs de tous les autres prix, il en résulterait une baisse sur l'ensemble des choses, un avilissement de toutes les valeurs de la colonie, par comparaison avec les pays voisins et même avec la métropole. Pour éviter une perturbation brusque dans les échanges, il faut donc respecter l'équilibre établi, et c'est pourquoi nous maintenons les prix des vivres et des salaires au minimum des prix actuels.

L'important est que le noir émancipé, vivant à son compte, trouve pour le présent une amélioration notable à son sort, et acquière pour l'avenir la chance de s'élever à cette large aisance sans laquelle la liberté n'est qu'un mensonge. Établissons donc le budget modeste de l'affranchi. En supposant deux journées à 1 fr. pour un ménage de trois personnes, dont un enfant, et 300 jours de travail dans l'année, on obtiendra une recette de 600 fr. par ménage. Cette somme pourra être employée ainsi :

DÉPENSE ANNUELLE.	PAR MÉNAGE DE TROIS PERSONNES.	POUR LES 15,000 TRAVAILLEURS.	REPRISES DE LA COMPAGNIE. BÉNÉFICE AU MINIMUM SUR SES DÉBOURSÉS.
1° Logement pour trois personnes...	30 fr.	150,000 fr.	150,000 fr. (1).
2° Vêtemens : trois personnes à 20 fr. (on ne compte que 10 fr. par tête dans l'état actuel).....	60	300,000	100,000
3° Nourriture (manioc ou bananes, salaisons, tafia), à 1 fr. par jour pour le ménage : 365 jours.....	365	1,825,000	1,000,000 (2).
4° Tabac, sel, etc., par an.....	55	275,000	50,000
5° Soins médicaux (abonnement pour trois personnes).....	20	100,000	100,000 (3).
6° Cotisations diverses (services religieux, écoles, secours, impôts, épargnes).....	10	50,000	»
TOTAL...	540 fr.	2,700,000 fr.	1,400,000 fr.
Reste à la famille pour entretien du mobilier et frais imprévus.....	60	300,000	
Sommes égales aux salaires.....	600 fr.	3,000,000 fr.	

D'après cet aperçu, le régime matériel et moral des ouvriers serait considérablement amélioré; il leur resterait en argent une somme supérieure à la portion disponible de la solde militaire, et de plus leur dividende éventuel dans le partage des bénéfices. En ce qui concerne la compagnie prise dans son ensemble, on remarquera qu'au moyen du bénéfice de 1,400,000 fr. sur ses fournitures, elle abaisserait les frais annuels du travail libre à 2,600,000 fr., somme égale au coût du travail forcé; mais pour une même somme, elle obtiendrait 500,000 journées, ou 400,000 tâches de plus que sous le régime précédent, avantage très considérable dans une contrée qui dépérit faute de bras.

IV. — EXPLOITATION.

En même temps que la nouvelle police augmentera la somme du travail disponible, un remaniement général de la propriété, une dis-

(1) La compagnie, ayant acheté et amélioré toutes les cases, porte en recette tous les loyers.

(2) La compagnie, exploitant la culture des vivres en grand, peut donner, à raison de 1 fr. par jour pour trois têtes, des rations plus fortes qu'aujourd'hui, et obtenir un bénéfice beaucoup plus considérable que notre évaluation.

(3) La compagnie sera probablement en perte sur cet article, à moins que des règlemens hygiéniques n'améliorent l'état sanitaire.

tribution intelligente des bras, permettra d'espérer un accroissement notable des produits. Dans ces pays lointains où les concessions de terres sont obtenues très facilement, les établissemens se forment un peu au hasard, suivant les lumières ou les ressources du premier occupant. Le propriétaire, qui réunit forcément les qualités d'agriculteur et d'industriel, consulte moins la nature de ses terres que le nombre des bras et la puissance du matériel à sa disposition : de là une déperdition considérable de forces. Substituée à 400 propriétaires particuliers, la compagnie sera libre d'approprier ses exploitations diverses aux ressources naturelles des localités. Par exemple, au lieu d'une cinquantaine de sucreries grandes et petites, employant environ 5,000 esclaves, on conservera, suivant le plan dont il s'agit, 12 sucreries seulement, en attachant à cette industrie principale près de 2,000 ouvriers de plus : ainsi, au lieu d'avoir par atelier une moyenne de 100 personnes, on réunira 600 ouvriers sur un terrain de premier choix. Un pareil mouvement de concentration s'est opéré déjà, et avec le plus grand avantage, dans la Guyane anglaise, où certaines plantations comptent jusqu'à 1,200 ouvriers. Les 71 cotonneries, disseminées aujourd'hui dans la colonie, seront réduites à dix grands centres, avec un personnel nombreux et des machines que les petits planteurs ne pouvaient pas se procurer. La culture du rocou s'est étendue démesurément, parce qu'elle exige peu de bras et peu de capitaux. Ainsi, quoique la Guyane française ait le monopole de cette graine tinctoriale, la production a dépassé de beaucoup les besoins de l'Europe; il sera plus avantageux de conserver une dixaine de grandes rocouries après en avoir supprimé une centaine de petites. Les nombreuses *vivreries*, c'est-à-dire les petits champs consacrés à la culture du manioc, de l'igname, de la banane, du riz, du maïs, seront remplacées avec de grands bénéfices par cinq ou six grandes plantations munies d'instrumens aratoires. Ces remaniemens auront pour effet d'augmenter la masse des produits, d'économiser les frais en simplifiant les manœuvres, de laisser en disponibilité un millier de noirs qu'on pourra appliquer à l'exploitation des bois ou aux défrichemens.

Une compagnie vigilante et armée d'un puissant capital peut opérer des prodiges dans un pays arriéré, en fait de culture et de fabrication, jusqu'à une sorte de sauvagerie. Il est reconnu que quarante nègres, grattant la terre avec la houe, font moins de besogne qu'un seul homme avec une charrue et trois chevaux. Eh bien ! si l'on en croit M. Catineau-Laroche, « à la Guyane française, il n'y a ni charrues, ni brouettes, ni pelles, ni fourches, ni civières, ni charrettes; les hommes

y portent les fardeaux sur la tête, même aux plus grandes distances. » Notre Guyane, où l'élève des bestiaux ne coûterait que les frais de garde, tire néanmoins de l'extérieur des animaux pour l'abattage et pour le service. La pêche dans les rivières et sur les côtes est, dit-on, d'une miraculeuse abondance, ce qui n'a pas empêché d'introduire, en 1840, pour 175,000 francs de poissons salés. Au-delà des côtes, la colonie n'est plus qu'une immense forêt, et pourtant les colons demandent des bois à leurs voisins. La chasse devrait fournir la table des riches; la pêche bien organisée donnerait lieu à un grand commerce de salaisons. Un des effets de l'émancipation des nègres sera de substituer aux alimens desséchés et malsains les viandes fraîches et succulentes auxquelles ils prendront goût. Les immenses savanes, les pâturages salés par les alluvions maritimes sont tellement négligés aujourd'hui, qu'il est nécessaire d'encourager par des primes le commerce de la boucherie. Les premiers spéculateurs qui aviseront d'utiliser ces riches déserts, à l'exemple des Brésiliens du Para, réaliseront de grandes fortunes. Le trafic des peaux, des plumes, des gommes, des plantes médicinales, qu'on pourrait acheter aux Indiens, la métallurgie, quand l'exploration du sol sera faite, la parfumerie, la distillerie, les conserves, dans un pays qui produit, avec le sucre et les essences, les plus belles fleurs et les plus beaux fruits, offriraient aux petits colons venus d'Europe les occupations les plus lucratives.

La compagnie doit borner ses vues aux grandes industries sollicitées par une consommation inépuisable : le tabac, le coton, les bois. Le tabac croît spontanément dans la zone équatoriale de l'Amérique du Sud; on le foule aux pieds dans les rues de Cayenne; c'est une culture facile autant que productive. Pourquoi le tabac de notre Guyane, bien cultivé et bien préparé, ne vaudrait-il pas celui des contrées qui l'entourent, du Brésil, du Venezuela ou des Antilles? Pourquoi la régie française ne demanderait-elle pas à la Guyane française une partie des 15 millions de kilogrammes qu'elle tire de l'étranger? « Si, sous le rapport du prix de la main-d'œuvre et du nombre des travailleurs, dit Schomburgk, la Guyane anglaise pouvait rivaliser avec les États-Unis, elle produirait, en quantité illimitée, des cotons de qualité à soutenir la concurrence contre les meilleurs du monde. » Ce que le naturaliste anglais dit de Demerari et de Berbice est parfaitement applicable à notre colonie. Croirait-on qu'elle envoie pour moins de 400,000 fr. de coton à la métropole, qui en emploie pour 140 millions? Quant à l'exploitation des bois, que les naturalistes et les ingénieurs ont toujours considérés comme la plus grande richesse

de la Guyane, ce sera une industrie à créer complètement. On commence à transporter de Demerari à Liverpool des bois qui ont été reconnus préférables à tous les autres pour les constructions navales. En France, où l'importation annuelle des matériaux de charpente est de 38 millions, où la destruction des bois propres à la marine est depuis long-temps un sujet d'inquiétude (1), on a plus d'une fois tourné les yeux vers la Guyane : toutes les expériences ont été favorables. Récemment encore M. Estancelin, député de la Somme, établissait dans un mémoire intéressant que des bois de qualité supérieure coûteraient 20 pour 100 de moins rendus en France que les plus belles qualités du chêne; il faisait ressortir les avantages que trouverait la marine marchande à l'approvisionnement de nos chantiers : mais il y a loin du projet à l'exécution; la vue de nos administrateurs porte rarement à quatorze cents lieues de distance. Une compagnie installée dans le pays pourrait seule organiser une exploitation de concert avec le gouvernement. Les grandes coupes faciliteraient le débit des bois de petites dimensions. Un pays français qui compte dix-sept espèces précieuses pour l'ébénisterie de luxe fournit à peine à la France la centième partie de ce qu'elle est obligée d'acheter, 63,400 en 1840, sur une importation totale de 6,500,000 francs!

Les spéculations sur les forêts tentées jusqu'à ce jour ont échoué ou faiblement réussi (2); c'est que, dans une contrée non frayée, les frais nécessaires pour ouvrir des routes, portant sur la seule industrie des bois, l'écrasent avant qu'elle ait pu se développer. Lorsque tous les intérêts seront associés, il deviendra possible d'établir un système de communications rurales, combiné avec un service de cabotage, parce que les dépenses seront à répartir entre les diverses branches d'exploitation. Le génie de la mécanique obéira à l'appel des capitaux. On empruntera à la Guyane anglaise l'*excavator*, appareil gigantesque et d'invention récente, pour ouvrir des canaux de desséchement et reprendre l'œuvre d'assainissement que Malouet et Guisan laissèrent inachevée. On introduira pour les défrichemens une autre machine en usage aux États-Unis, le *grubber*, qui saisit les arbres et les arrache du sol. On économisera la force humaine dans toutes les

(1) Sous le règne de Henri IV, on comptait en France 35 millions d'hectares de forêts. On n'en compte plus que 7 millions aujourd'hui; encore la marine n'a-t-elle conservé le droit de *prise* que dans 3 millions d'hectares.

(2) A l'exception de l'établissement de la Mana, où les religieuses de Saint-Joseph, au nombre de trente, sous la direction de Mme Javouhey, leur supérieure, emploient assez avantageusement 500 à 600 nègres à la coupe des bois.

opérations qui peuvent être faites mécaniquement, et surtout dans les transports. Une réforme économique, déjà éprouvée à la Guadeloupe, peut doubler le revenu des sucreries; c'est le remplacement de tous les ateliers isolés, réduits à travailler avec un matériel vieilli et insuffisant, par quelques usines centrales, et la fabrication à la vapeur substituée aux procédés ruineux d'un autre âge.

Un autre ordre de spéculation sur lequel la compagnie compte beaucoup est le droit de revendre ou de sous-louer par petits lots les terres vacantes du domaine, en faisant toutefois participer le gouvernement au prix du contrat. Il entre dans les vues libérales de la compagnie de rendre la propriété accessible aux ouvriers noirs ou blancs. La facilité d'acquérir à bas prix un terrain préalablement défriché et assaini sera un motif d'émulation générale. En tous pays, la propriété est soumise à des servitudes : celle qu'auront à subir les acquéreurs sera l'interdiction de cultiver les vivres destinés à la race noire, à moins que ce ne soit pour les revendre en masse à la compagnie; mais, nous le répétons, cette restriction n'a pas de gravité dans un pays spécialement consacré au commerce d'exportation, et d'ailleurs la mesure n'est qu'une précaution provisoire. A côté des plantations immenses, il y aura place pour la petite culture, pour l'industrie isolée et indépendante. Les propriétaires particuliers pourront vendre leur récolte à la compagnie ou la faire manipuler pour leur propre compte dans les usines centrales, comme font déjà les petits cultivateurs de nos Antilles : ce sera le mouvement de la concurrence, moins ses dangers.

V. — COLONISATION EUROPÉENNE.

Jusqu'ici rien n'est livré au hasard : on ne compte, pour régénérer la Guyane, que sur les élémens qu'elle possède déjà; ses 15,000 nègres acclimatés et rompus au travail suffisent pour assurer la prospérité commerciale de la compagnie. Cependant, après les beaux résultats que nous avons énumérés, il se présente une chance plus magnifique encore : c'est l'appel de la race blanche sous les tropiques, la colonisation européenne.

La possibilité de faire travailler les blancs sous les tropiques a été si souvent niée par les défenseurs imprudens des colons, qu'elle est aujourd'hui à l'état de problème. Si l'on se contentait de dire que l'entreprise est très difficile et très hasardeuse, nous serions des premiers à le reconnaître; mais déclarer qu'il y a impossibilité physique, absolue, c'est fermer les yeux à l'évidence. La race blanche est douée

d'une énergie qui proportionne ses forces à toutes les fatigues, à tous les dangers; son aptitude aux cultures tropicales est prouvée par l'histoire, par d'innombrables témoignages, par l'état présent de plusieurs pays. Les plus rudes travaux de l'agriculture, les défrichemens, n'ont-ils pas été accomplis par des Européens dans presque toutes les contrées qui produisent le sucre? Le travail de colonisation a été commencé à la Jamaïque, à la Trinité, à Honduras, par des Espagnols, à Tabago, à Surinam, au cap de Bonne-Espérance, par des Hollandais. Les Anglais mirent en culture la Barbade, Antigue, Nevis, Montserrat, et les émigrans se présentaient en si grand nombre, qu'en 1715 plus de 6,000 ouvriers firent voile pour cette dernière île. La Guadeloupe, la Martinique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Grenade, Maurice, Cayenne, etc., ont été défrichées par des Français. Beaucoup des colons de nos Antilles qui se parent si fièrement de leur liberté descendent des *trente-six mois*, c'est-à-dire des premiers pionniers qui obtinrent des concessions de terre après un esclavage de trois ans. Pour la Guyane française, nous remarquerons que l'introduction de la race africaine y est postérieure aux premiers travaux : 14 noirs pris en mer par hasard furent attachés aux cultures. Le motif qui détermina les gouvernemens d'Europe à remplacer les Européens par des nègres fut la crainte d'affaiblir les populations métropolitaines par de fréquens envois d'ouvriers. Les planteurs déjà établis se prêtèrent à cette mesure, parce qu'ils y trouvaient leur compte. Personne alors n'élevait un doute sur l'aptitude des blancs aux travaux dont on fait aujourd'hui le partage exclusif des noirs.

Les avocats de l'esclavage africain ignorent-ils donc qu'aujourd'hui la race noble fournit un nombre considérable de travailleurs sous la zone torride. A Cuba, où les blancs sont en nombre égal avec les noirs, à Porto-Rico, où ils sont cinq fois plus nombreux, la prospérité serait-elle aussi grande, si les esclaves étaient les seuls à manier la pioche? Sur le même sol que notre Guyane, ne voit-on pas à Surinam des Hollandais, dans le Pernambouc des Portugais, braver impunément les ardeurs solaires? On dira peut-être que ces blancs sont nés dans le Nouveau-Monde : prouvons donc par des faits précis qu'on y peut travailler sans être acclimaté de longue date.

En 1764, le général d'Estaing apprit que des ouvriers allemands et lorrains, appelés à Saint-Domingue pour y fonder une ville, étaient entassés sans précaution dans des lieux infects et marécageux. Il se hâta de mettre à leur tête un homme intelligent et énergique, Daniel Lescallier, depuis ordonnateur à la Guyane. Deux ans après, les forêts

et les marécages avaient disparu, et les blancs, au nombre d'environ 4,000, étaient établis dans une ville saine (le Môle-Saint-Nicolas), où chaque famille avait sa maison et ses cultures. Un peu plus tard, dans la même île, la garnison blanche fut employée à construire le fort du Port-au-Prince, et à tracer une route de 50 lieues marines à travers des marais, ou en perçant des montagnes. « Il a péri bien des soldats, vous le croyez? dit, dans une pièce officielle, M. de Barbé-Marbois. Détrompez-vous; il n'en est mort qu'un seul, oui, un seul, et encore est-ce l'éclat d'une mine qui l'a tué. » A la Guyane, dont le climat est beaucoup plus favorable à la garnison que celui des Antilles (1), les soldats conservent également bien leur santé, en fournissant plus de travail. « Voici un fait, dit M. Dumonteil, auquel nous n'aurions pu ajouter foi, s'il ne s'était passé sous nos yeux. Quinze soldats du bataillon de Guyane ont passé un marché pour extraire les roches nécessaires à la construction du palais de justice. La savane était leur seul atelier. Là, exposés aux plus fortes chaleurs, ils travaillaient avec une activité inconcevable.... Ils ont ainsi porté chacun leur gain journalier à plus de 18 francs, et ont donné à eux seuls plus d'ouvrage que n'en auraient fait pendant le même temps (plus de six mois) 60 bons nègres.... Nous n'avons pas appris qu'aucun d'eux eût été indisposé. » Tout récemment, un autre officier, M. Laboria, a employé des blancs à l'exploitation de 20,000 mètres cubes de roches et aux plus rudes travaux de terrassemens. Le travail commençait à six heures du matin et finissait à quatre heures du soir, c'est-à-dire qu'il embrassait les heures les plus dangereuses. « Je n'ai pas perdu un seul des hommes employés à tailler la roche, dit M. Laboria, tandis que j'en ai perdu quatre dans un fort détaché, où les soldats restaient oisifs.... Une compagnie de 100 nègres yolofs fut ajoutée aux travailleurs blancs; ceux-ci faisaient le double de la besogne des nègres, qui cependant étaient tous des hommes d'élite. » Enfin, M. Louis Bernard, ancien général d'artillerie, et aujourd'hui propriétaire à la Guyane, déclare dans une publication récente que trois laboureurs originaires du midi travaillent sur ses terres sans le moindre inconvénient pour leur santé, et que ces hommes font chaque jour, au moyen de la charrue, autant de besogne que 35 nègres labourant à la main.

Nous tenions à prouver que l'emploi des Européens sous la zone

(1) D'après un relevé qui embrasse vingt années (1818-38), la mortalité dans la garnison blanche est aux Antilles de 1 sur 10, et à Cayenne de 1 sur 31 seulement. Un poste de Français établi en 1836 sur un îlot du lac Mapa ne perdit pas un seul homme pendant neuf mois.

torride n'est pas physiquement impossible. Qu'on énumère les expéditions malheureuses, qu'on cite la récente déroute de la compagnie belge du Guatemala; il n'y a pas lieu pour cela de désespérer. Une colonisation est une bataille livrée contre la nature : on la gagne ou on la perd, selon l'habileté du chef et l'énergie des soldats; une défaite ne prouve pas que la victoire soit impossible; où l'un a échoué, l'autre réussit. Quarante mille Européens, poussés par le vertige que Law avait communiqué à son époque, coururent follement au-devant de la mort dans la vallée du Mississipi. Dans ces mêmes déserts s'épanouissent aujourd'hui dix des états les plus florissans et les plus peuplés de l'Union américaine. Citons un exemple plus récent et plus direct. Après l'émancipation anglaise, les planteurs appelèrent des ouvriers de tous les pays, et notamment des mercenaires indiens, connus sous le nom de *coolies*. Traités d'abord avec une dureté peu intelligente, ces hommes de race timide et passive succombèrent à la fatigue et au désespoir; leur acclimatement fut déclaré impossible, et les magistrats anglais suspendirent leur introduction. La défense ayant été levée plus tard, les planteurs daignèrent traiter avec équité et douceur des hommes nécessaires à leur fortune; dès-lors, on a obtenu des coolies de si bons services que leur aptitude aux cultures coloniales n'est plus mise en doute, et qu'on songe dans les Antilles à organiser leur immigration sur une grande échelle.

Mieux vaudrait à coup sûr qu'on utilisât les bras inactifs de l'Europe. Nous remarquons à ce sujet, chez M. J. Lechevalier, beaucoup de hardiesse tempérée par une rare prévoyance. « Défricher un coin de terre, dit-il, au milieu d'une vaste plaine inondée ou couverte de bois, pour y placer quelques familles de cultivateurs, ce n'est pas assainir le pays, c'est au contraire préparer aux colons une place pour y respirer en plus grande quantité les miasmes et les exhalaisons méphitiques. » Ce passage est la critique de presque toutes les entreprises précédentes. M. Lechevalier ne comprend les colonisations qu'avec le secours d'un puissant capital et l'appui moral du gouvernement. C'est presque toujours le souffle du hasard qui pousse les hommes d'une contrée à l'autre. L'émigration, scientifiquement combinée et régulièrement conduite, est peut-être sans exemple. On transporte machinalement sous un ciel nouveau les routines du climat où on est né. Qu'on observe le régime hygiénique de nos pays, et on reconnaîtra que nos habitations, nos vêtemens, notre nourriture, nos usages, sont ordinairement combinés pour réagir contre le froid. Pourquoi sous l'équateur ne se mettrait-on pas en frais d'ima-

gination contre la chaleur? Ainsi, dans le problème qui nous occupe, celui du travail européen, les plus simples inventions pourraient écarter jusqu'à l'apparence du danger. Des vêtemens propres à empêcher la répercussion de la sueur, des tissus légers comme ceux des Chinois qui préservent de la chaleur et de l'humidité, un large chapeau ombrageant le corps sans échauffer la tête, seraient très salutaires. On a déjà eu l'idée de faire avec des lianes entrelacées des tissus de feuillages, des espèces de toiles qui pourraient être étendues avec des perches au-dessus des plantations, de manière à ce que le laboureur transportât, pour ainsi dire, l'ombre avec lui. Si plus tard la vapeur facilite la locomotion, on fera en sorte que les défricheurs ne passent plus la nuit sur le sol qu'ils auront fouillé pendant le jour (1). Au surplus, si la compagnie de la Guyane française renouvelle un essai de colonisation européenne, jamais l'expérience n'aura été tentée en des circonstances aussi favorables. Les colons seront recrutés par le comité siégeant à Paris, non pas parmi les gens sans aveu et sans ressources, mais au moyen d'un appel fait aux familles laborieuses, munies déjà d'un petit capital. Les établissemens auront lieu par village, lorsqu'un emplacement aura été convenablement préparé. Au lieu d'être lâchés dans un désert, comme un troupeau sans maître, les nouveau-venus entreront dans les cadres d'une société unie d'intérêts, où ils trouveront, avec l'appui du pouvoir, les conseils et la bienveillance des colons associés. Nous le répétons, la colonisation blanche n'est pas nécessaire au succès de l'entreprise; elle n'en est que l'accessoire. Si pourtant des espérances qu'il est permis de concevoir devaient se réaliser, si le génie européen triomphait une bonne fois de l'inertie et de la routine, quel avenir pour les contrées équatoriales! Quelle fortune pour la France qu'un domaine comme la Guyane! Les destinées qu'on entrevoit alors pour cette colonie sont si brillantes qu'on n'ose pas y croire; on se défend de l'enthousiasme comme d'une trompeuse illusion.

Pour résumer nos impressions sur l'ensemble de l'entreprise, nous ajouterons qu'elle nous semble offrir des gages à tous les intérêts, au

(1) Nous avons remarqué un chapitre spécial sur l'acclimatement des Européens dans un livre intitulé : *Du Climat et des Maladies du Brésil*, par M. Sigaud, médecin français attaché à l'empereur du Brésil. La place nous a manqué pour les emprunts que nous aurions voulu faire à cet excellent travail, et nous le regrettons d'autant plus, que, publié depuis un an à peine, il est déjà épuisé.

trésor public comme aux capitalistes, à la métropole comme à la colonie, aux maîtres comme aux esclaves. Au prix d'une garantie éventuelle qui probablement ne sera pas invoquée, le gouvernement peut espérer une forte remise sur la vente des terrains qui sont aujourd'hui une valeur morte, une part dans les bénéfices de l'opération au-delà d'un certain dividende, une augmentation notable d'impôts par suite du mouvement commercial (1), et enfin, dans le cas où le *procédé français* essayé à la Guyane paraîtrait applicable à nos autres colonies, l'avantage d'opérer l'émancipation sans indemnité.

Dans l'état actuel de nos colonies, la propriété donne de gros revenus, mais ne représente qu'un faible capital, parce qu'elle est à peu indivisible, et qu'elle ne peut être réalisée que très difficilement par défaut de concurrence entre les acheteurs. La conversion des titres de propriété en actions transmissibles aura pour effet de constituer le capital colonial, en lui conférant les priviléges dont jouit en Europe la propriété foncière, revenu assuré, réalisation facile. La liquidation des biens hypothéqués, effroi de nos colonies, s'opérera comme par enchantemennt par le partage équitable des nouveaux titres entre les ayant-droit. Aux propriétaires gravement obérés restera la ressource de trouver dans les cadres de la compagnie l'emploi de leur activité et de leur expérience.

En ce qui concerne l'organisation du travail, nous pensons que jamais contrat plus avantageux n'a été offert à la classe ouvrière. L'association de la terre, de l'argent, de l'intelligence et du travail, rêve impossible dans nos vieilles sociétés, où les professions sont trop diverses, les intérêts trop enchevêtrés, les profits trop minimes, semble réalisable dans une colonie dont les industries sont peu variées et les ressources assez abondantes pour satisfaire tout le monde. Une cupidité aveugle et coupable voudrait créer dans les plus riches contrées du globe ce prolétariat qui n'est qu'un esclavage déguisé. L'Europe doit y mettre empêchement; il y va de son honneur et de son profit. Belle ressource pour le commerce que ces *coolies* qui vivent de rien! Par religion et par économie, l'Indien repousse tout ce que lui offre l'Européen. Un poisson qu'il a pêché, un peu de riz qu'il a récolté, lui suffisent; il fabrique lui-même ses vêtemens et ses ustensiles de ménage;

(1) La Guyane coûte aujourd'hui environ 400,000 fr. de plus qu'elle ne rapporte, même en déduisant les 850,000 fr. perçus en France sur ses produits. La Guyane anglaise rapporte au trésor de la Grande-Bretagne plus de 60 millions. Quel contraste!

il entasse pièce à pièce son salaire pour fuir au plus tôt le contact impur des infidèles. Une telle population serait funeste à nos colonies. Il faut sous le ciel généreux des tropiques une industrie vivace qui vende ses produits à bon prix, consomme largement ceux de la métropole, afin d'entretenir un courant d'échange et un mouvement d'idées profitables aux deux mondes.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les chances nouvelles offertes au commerce et à la marine par l'exploitation en grand d'un pays comme la Guyane; aux sympathies qui se sont manifestées dans la haute banque et le haut négoce, on peut croire que nos capitalistes tiennent à honneur de constituer une société maritime comme celles qui occupent une si grande place dans l'histoire de la Hollande et de l'Angleterre.

Notre pays éprouve un besoin d'expansion qui est un signe de force, mais qui a ses dangers pour l'avenir. Toutes les carrières, tous les comptoirs sont encombrés; on y étouffe, on s'y dévore. Puisqu'on a pour système d'exciter les appétits matériels, il est prudent de leur préparer une nouvelle pâture. La spéculation terre à terre ne suffit pas à un grand peuple; il s'y trouve des natures aventureuses auxquelles il faut un horizon large et chaudement coloré, des aspects nouveaux, des rêves de fortune et de gloire, de l'imprévu, de l'idéal. Voilà ce qu'offre précisément le programme des colons de la Guyane, et on peut lui appliquer ce mot heureux de l'un de nos hommes d'état : « La colonisation, c'est la poésie de la paix. »

A. Cochut.

LES BRETONS

POÈME DE M. BRIZEUX.

Voici, grace aux muses, une œuvre conçue dans le pur sentiment de l'art, une œuvre pleine de dextérité technique et d'élégance naturelle, de délicatesse et de fermeté. Voici, chose aujourd'hui peu commune, un écrivain qui tient ses promesses, une vocation réelle et vivace qui grandit et mûrit, et dont les fruits valent les fleurs. Au milieu de la triste décadence où la dépravation du goût public entraîne notre littérature de plus en plus fourvoyée, sous le poids de cette atmosphère de bazars et de commandite qui étouffe et étiole tant et de si fraîches espérances, en face de tant de lyres faussées, désaccordées ou muettes, il y a plaisir à rencontrer un talent sain et dispos, dont rien n'entrave la croissance ou ne fait dévier la marche, un poète heureux de n'être que poète, assez fort dans sa délicate nature pour se refuser à la fois au découragement et à l'orgie, et pour repousser d'un égal dédain le lieu commun qui tue la pensée et l'exagération qui la rapetisse.

Tous les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* connaissent l'heureux début de M. Brizeux, *Marie*, légère création demi-celtique et demi-grecque, abeille de l'Hymette égarée parmi les genêts de la Bretagne. Un juge beaucoup plus expert et plus compétent que je ne puis l'être a analysé (on s'en souvient) les subtils et exquis par-

fums de cette modeste fleur des prairies de l'Ellé (1). Je n'ai à ajouter qu'une remarque oubliée par le critique-poète; je veux parler des étroites affinités de forme et de rhythme qui rattachent *Marie* aux *Consolations*. M. Brizeux, en effet, a reçu de l'auteur de ce recueil et de *Joseph Delorme* le vers net et souple, nerveux et délié, qui accuse avec relief et franchise les mille détails de la vie réelle qu'on était jusque-là dans l'habitude de taire ou de farder. Sans ce vers à la fois pittoresque et familier, ni *Marie*, ni les *Bretons*, ni même quelques parties de *Jocelyn*, n'étaient faisables. A la fin du dernier siècle, une réforme analogue fut tentée dans la poésie anglaise par quelques écrivains qui forment ce qu'on appelle, de l'autre côté du détroit, l'*école des lacs*. George Crabbe, en particulier (leur précurseur de quelques années), s'est proposé dans *le Village* et dans *le Bourg*, de débarrasser la poésie dite pastorale et descriptive de ses ornemens de convention. Prenant le contre-pied de la manière fleurie de Thomson, Crabbe résolut de peindre au vif la nature et l'homme, principalement la nature agreste et triste qu'il avait sous les yeux, et l'homme des classes pauvres et souffrantes qu'il consolait comme pasteur, et il rendit ses modèles avec une vérité d'aspect, de langage et de sentiment, qui n'avait pas eu d'exemple jusque-là dans l'art moderne, si ce n'est peut-être, mais avec exagération, dans les mendians de Murillo. Or, ce que Crabbe et quelques écrivains de l'école des lacs ont réalisé dans la poésie britannique, l'auteur de *Joseph Delorme* et des *Consolations* l'a introduit le premier dans la nôtre, sans imitation des *lakistes*, de son point de vue personnel et avec l'empreinte propre de son talent. Il a été suivi par plusieurs dans cette voie nouvelle ou plutôt dans cette reprise du tour naïf, un des plus grands charmes des poètes anciens et surtout des poètes grecs. M. Brizeux tient à ce groupe, d'abord par un amour commun du vrai, puis plus directement par l'emploi de certains procédés de versification et de rhythme; il s'en distingue par la recherche d'un idéal à lui d'une pureté un peu sauvage, et surtout par le soin de renfermer exclusivement ses inspirations et ses peintures dans l'horizon de sa Bretagne.

Nous savions que M. Brizeux avait depuis long-temps sur le chevalet un poème des *Bretons*, suprême effort et pensée constante de l'écrivain patriote. Aujourd'hui, l'œuvre terminée est sous nos yeux, et le premier examen lui est très favorable. On remarque tout d'abord

(1) Voy. *Revue des Deux Mondes*, Ire série, 1831, t. IV, p. 595, et IVe série, numéro du 1er septembre 1841.

dans *les Bretons* les qualités qui ont rendu populaire le poème de *Marie :* pureté du fond et de la forme, composition simple et habile, amours adolescens, paysages variés et calmes. Puis, à ces beautés qui auraient suffi pour une idylle, le poète en a su joindre d'autres d'un ordre différent : plus d'étendue dans les perspectives, plus de vigueur dans les sentimens, une voix plus mâle, en un mot plus de puissance et plus de souffle. Le sujet (je ne m'occupe pas encore de la petite fable qui circule autour du poème et l'entoure moins comme un vêtement que comme une écharpe), le sujet véritable, dis-je, rappelle celui des *Géorgiques*, moins les préceptes. Le poète s'est proposé de peindre les campagnes bretonnes, ciel et sites, animaux et hommes. Ce qui le préoccupe par-dessus tout, et avec raison, c'est de présenter le tableau complet de l'existence rude, patiente, religieuse, du paysan breton, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, en le montrant sous tous les aspects et dans toutes les conditions qu'il peut prendre, laboureur, tisserand, patron de barque, pêcheur des côtes, conscrit, prêtre même. Si j'ai bien compris le désir de notre poète, il a pour ambition (pour rêve du moins) d'être l'Hésiode des chaumières de la Bretagne. Ce sont, en effet, *les travaux et les jours* de cette contrée pauvre, forte, laborieuse, qu'il entreprend de chanter. Aussi ses modèles ne sont-ils plus exclusivement l'Anthologie, Bion, Moschus et Greuze; il n'effeuille plus ses impressions rapides en chansonnettes de rhythmes capricieux. Il introduit bien encore de temps en temps dans la trame du récit les chants alternatifs dont il a appris l'art dans Théocrite; mais ses véritables et constans modèles sont les grands poètes et les grands peintres de l'épopée rustique, Hésiode, Paul Poter et Virgile. C'est de Virgile (le maître aimable qu'il a si gracieusement salué dans *Marie*), c'est de Virgile et surtout des *Géorgiques* qu'il s'inspire le plus souvent. Aussi ne puis-je le mieux louer qu'en disant que, dans plusieurs parties de son poème, dans celles notamment où les animaux sont en scène avec les hommes, il s'élève, sur les traces de ses guides, à toute la hauteur sévère du poème bucolique. On peut en juger par les vers qui suivent :

. . . . . .

L'été, lorsque du ciel tombe enfin la nuit fraîche,
Les bestiaux, tout le jour retenus dans la crèche,
Vont errer librement : au pied des verts coteaux,
Ils suivent pas à pas les longs détours des eaux,
S'étendent sur les prés, ou dans la vapeur brune
Hennissent bruyamment aux rayons de la lune.

Alors, de sa tanière attiré par leurs voix,
Les yeux en feu, le loup, comme un trait, sort du bois,
Tue un jeune poulain, étrangle une génisse;
Mais avant que sur eux l'animal ne bondisse,
Souvent tout le troupeau se rassemble, et les bœufs,
Les cornes en avant, se placent devant eux.
Le loup rôde à l'entour, ouvrant sa gueule ardente,
Et hurlant, il se jette à leur gorge pendante;
Mais il voit de partout les fronts noirs se baisser
Et des cornes toujours prêtes à le percer.
Enfin, lâchant sa proie, il fuit, lorsqu'une balle
L'atteint, et les bergers, en marche triomphale,
De hameaux en hameaux promènent son corps mort;
Tel le loup qu'on voyait ce jour-là dans Coat-Lorh.

O landes! ô forêts! pierres sombres et hautes,
Bois qui couvrez nos champs, mers qui battez nos côtes,
Villages où les morts errent avec les vents,
Bretagne! d'où te vient l'amour de tes enfans?
Des villes d'Italie, où j'osai, jeune et svelte,
Parmi ces hommes bruns montrer l'œil bleu d'un Celte;
J'arrivais, plein des feux de leur volcan sacré,
Mûri par leur soleil, de leurs arts enivré;
Mais dès que je sentis, ô ma terre natale,
L'odeur qui des genêts et des landes s'exhale,
Lorsque je vis le flux et reflux de la mer
Et les tristes sapins se balancer dans l'air,
Adieu les orangers, les marbres de Carrare!
Mon instinct l'emporta, je redevins barbare,
Et j'oubliai les noms des antiques héros
Pour chanter les combats des loups et des taureaux!

N'est-ce pas bien là le ton, l'accent, le mouvement de l'épopée bucolique? Dans cette lyrique apostrophe :

O landes! ô forêts! pierres sombres et hautes,
Bois qui couvrez nos champs, mers qui battez nos côtes...

ne croit-on pas entendre comme un écho du *Salve, magna parens frugum*, ou bien encore cet autre cri patriotique : *Di patrii, indigetes...?*

Les bestiaux, les bœufs surtout, jouent, comme il convient, un rôle fort important dans cette odyssée rustique. Les jeux, les travaux, les victoires de ces animaux portent toujours bonheur à notre poète.

Au milieu d'une émeute soulevée devant l'hôtel-de-ville de Quimper par des conscrits un jour de tirage, l'intervention miraculeuse des bœufs réunis sur le Champ-de-Foire fournit à M. Brizeux l'occasion d'un tableau de l'originalité la plus poétique. Après avoir représenté (un peu à la manière flamande) le mouvement du marché de Quimper, le poète arrive au tumulte causé par la résistance des conscrits :

A leur aide accouraient tous les forts des cantons;
C'était un grand combat de soldats à Bretons.
Tous criaient; on eût dit les abois d'une meute.
Le préfet, entendant de loin gronder l'émeute,
Dépêcha des courriers : « Le peuple est soulevé ! »
Dirent-ils en rentrant, et bientôt le pavé
Résonnait dans Kemper sous sa nombreuse escorte,
Et bourgeois et marchands barricadaient leur porte.

Pour lors des campagnards le sort était certain,
Si saint Éloi, prié par le bon Corentin,
Saint Éloi n'eût trouvé pour les fils de Cornouaille
D'étranges alliés plus forts que la mitraille.
Des hommes sans croyance ont dit, méchans propos !
Que le bruit du combat effraya les troupeaux,
Ou que des maquignons venus de Normandie,
Race d'humeur sournoise et de gestes hardie,
Avaient jeté dans l'air, par un art odieux,
Une poudre qui rend les bestiaux furieux.
Dieu le sait ! Mais les bœufs, les chevaux et les vaches,
Dans le même moment rompirent leurs attaches,
Et tous les fronts cornus et les immenses dos
Bondirent furieux et fous comme les flots,
Renversant les bouviers, lançant contre les bornes
Gendarmes et soldats enfourchés par leurs cornes.
Effroyable mêlée ! Ah ! vos deux jeunes gens
Désormais, Corentin, bravaient leurs poursuivans;
Vos cloches résonnaient comme un jour de victoire.
Depuis la Terre-au-Duc jusques au Champ-de-Foire,
Sur les quais de l'Odet et sur les quais de Ster,
Ce n'était que fuyards dispersés dans Kemper;
Car derrière eux venaient de grandes voix beuglantes
Et des yeux flamboyans et des cornes sanglantes;
Chez lui le plus hardi rentrait épouvanté :
Les animaux étaient maîtres de la cité.

Dans les scènes purement humaines, on peut bien croire que le

poète ne se montrera ni moins pittoresque ni moins énergique. Je n'en veux pour preuve que le morceau suivant que j'extrais du chant intitulé *les Lutteurs*. On sait que dans les campagnes bretonnes les luttes, comme les danses, sont restées l'accompagnement de toutes les fêtes paroissiales, appelées *pardons*. Après avoir décrit les luttes des adolescens, l'auteur arrive à la lutte principale, à celle qui aura pour prix un bélier noir et qui doit terminer la journée :

Tal-Huarn et Lan-Cador étaient là dans les rangs
Des luttes jusqu'alors témoins indifférens :
On les vit d'un air grave entrer dans la prairie.
C'était des hommes francs, tels qu'en fait leur patrie.
Ils se prirent la main, en ennemis courtois,
Et firent tous les deux un grand signe de croix.

Debout, pied contre pied et tête contre tête,
Comme s'ils attendaient que leur ame fût prête,
Ils restèrent ainsi tellement engagés,
Qu'en deux blocs de granit on les eût dit changés.
Leur front tendu suait et montrait chaque veine;
Leur poitrine avec bruit rejetait leur haleine;
Tout leur corps travaillait, pareil à ces ressorts
Qui semblent pour s'user faire de longs efforts;
Puis, afin d'en finir, sur la terre qui tremble,
L'un par l'autre emportés, ils bondissent ensemble;
Mais, par un nœud de fer l'un à l'autre liés,
Toujours ils retombaient ensemble sur leurs pieds.
Le peuple hors de lui criait; un large espace
S'ouvrait et tour à tour se fermait sur leur trace.
Et moi, poète errant, conduit à ces grands jeux,
Un frisson de plaisir courut dans mes cheveux.
Dans nos vergers bretons, sous nos chênes antiques,
C'était un souvenir des coutumes celtiques :
Déjà si j'aimais bien mon pays, dès ce jour
Je sentis dans mon cœur croître encor mon amour.

Cependant, par degrés, la nuit venait plus sombre,
Et l'on disait : « Assez ! » Alors, perdus dans l'ombre,
Épuisés, haletans, ne pouvant se dompter,
Les deux nobles lutteurs se mirent à chanter.

CADOR.

« Quel homme êtes-vous donc? Sur un roc solitaire,
Un chêne plus que vous ne tient pas à la terre :

Il plie au vent qui passe, ou tombe avec fracas;
Vous ne pliez jamais, et vous ne rompez pas.
Comme il étouffe un arbre entre ses dures branches,
Vos bras à m'étouffer ainsi pressaient mes hanches;
J'ai pâli. Vos cheveux immenses et confus
Tout entier m'ont couvert de leurs rameaux touffus.
Répondez; de quel nom faut-il que je vous nomme?
Et quel homme êtes-vous, si vous êtes un homme?

TAL-HUARN.

Vous êtes un serpent! j'en ai vu bien des fois
Autour de mon bâton se rouler dans les bois;
Mais si je secouais le bâton, la vipère
Sous la ronce en sifflant regagnait son repaire.
Vous, malgré mes efforts, à mes jambes serré,
De vos nombreux anneaux vous m'avez entouré.
A vous seul sur le pré vous en valez un couple;
Samson n'est qu'un enfant. Votre corps vert et souple
A lié mes deux bras, noué mes deux genoux :
Si vous êtes un homme, ah! quel homme êtes-vous?

. . . . . .

. . . . . .

LE MAITRE DE LA LICE.

Je connais son secret et je connais le vôtre :
Gens de cœur, bons chrétiens, vrais Bretons l'un et l'autre,
Capables en un jour de bêcher trois arpens,
Oui, vous êtes tous deux des bœufs et des serpens.
A vous deux le bélier! Restez amis fidèles,
Comme des francs lutteurs vous êtes les modèles.

Cependant, pour atteindre le but qu'il se propose, c'est-à-dire pour retracer la vie champêtre et populaire, telle qu'elle s'accomplit en Bretagne, le poète est forcé de nous promener sur tous les points rians ou sauvages de son pays. Il nous conduit donc des frais vallons de Cornouailles, cette Arcadie de la Bretagne, aux champs de lin du pays de Tréguier, des blanches grèves du pays de Vannes au pied de la cathédrale de Saint-Pol de Léon, du marché populeux de Quimper aux îles brumeuses et presque désertes du Morbihan. Il a besoin d'être tour à tour peintre d'intérieur, de paysage et de marine. Il faut encore qu'il esquisse, chemin faisant, comme Ovide dans les *Fastes*, les usages civils, les croyances et les superstitions des villes et des campagnes, et toutes ces teintes, tous ces détails de costumes et de

mœurs, il faut les fondre, sans disparate et sans monotonie, dans une grande et harmonieuse unité. L'œuvre entière est un tableau composé d'une foule de scènes et de figures, scènes toutes tirées de la vie vulgaire, figures d'hommes tous livrés aux rudes travaux de la mer ou des champs. L'art suprême du poète est de nous représenter ces scènes et ces figures belles de vie et de vérité, comme celles des moissonneurs et des pêcheurs de Théocrite, ou, ce que nos lecteurs comprendront mieux peut-être, belles de lumière et de force, comme celles des *pêcheurs* et des *moissonneurs* de Léopold Robert. Ç'a été là certainement l'idéal qu'il a eu le plus ordinairement devant sa palette. Voyez comme il décrit une des îles du Morbihan :

Une chaîne d'îlots ou de rochers à pic
De Saint-Malo s'étend jusqu'à l'île d'Hœdic,
Iles durant six mois s'enveloppant de brume,
De tourbillons de sable et de flocons d'écume.
Des chênes autrefois les couvrirent, dit-on;
Chaque foyer n'a plus qu'un feu de goémon.
Parfois derrière un mur, où vivait un ermite,
Dont le vent a détruit la cellule bénite,
Derrière un mur, s'élève un figuier pâle et vieux,
Arbre cher aux enfans, seul plaisir de leurs yeux.
La tristesse est partout dans ces îles sauvages,
Mais la paix, la candeur, la foi des premiers âges :
Les champs n'ont point de borne et les seuils point de clé;
Les femmes d'un bras fort y récoltent le blé;
De là sortent aussi sur les vaisseaux de guerre
Les marins de Bretagne, effroi de l'Angleterre.

Lorsqu'à l'île d'Hœdic aborda sans malheurs,
Avec ses étrangers, la barque des pêcheurs,
Le premier qui les vit accourut sur la côte
Disant avec douceur : « Prenez-moi pour votre hôte! »
Un autre, survenant, ajouta : « Demain soir,
A mon feu de varech vous viendrez vous asseoir;
Dans cet îlot pierreux qu'à grand'peine on défriche,
Pour vous garder long-temps aucun n'est assez riche;
Mais chez chacun de nous venez loger un jour,
Et nos trente maisons s'ouvriront tour à tour.
Ainsi, connu de tous en quittant ces rivages,
Vous aurez des amis dans nos trente ménages. »
Puis, pour mieux honorer leur venue en ces lieux,
L'ancien, le chef du bourg, voulut boire avec eux;

Il les mena lui-même à la cave commune.
On servit à chacun sa mesure, rien qu'une :
Ainsi le commandait la règle, et ce qu'on prit
Au mur de la maison par le chef fut inscrit.
. . . . . .

Puis, à cette peinture d'hospitalité patriarcale succède une scène de piété vraiment originale et touchante :

C'était un samedi. Le lendemain, voilà,
Dès qu'au soleil levant la mer se dévoila,
Que tous les gens d'Hœdic, enfans, hommes et femmes,
Se tenaient sur la grève à regarder les lames.
— « Ah! disaient-ils, la mer est rude, le vent fort,
Et le prêtre chez nous ne viendra pas encor. »
Ensuite, ils reprenaient, d'un air plein de tristesse :
— « Ceux de Houad sont heureux, ils ont toujours la messe! »
Et, sans plus espérer, graves, silencieux,
Sur leur île jumelle ils attachent les yeux.
— « A genoux, dit soudain le chef, voici qu'on hisse
Le pavillon de Dieu, c'est l'heure de l'office. »
Alors vous auriez vu tous ces bruns matelots,
Ces femmes, ces enfans, priant le long des flots;
Mais, comme les pasteurs qui regardaient l'étoile,
Les yeux toujours fixés sur la lointaine voile,
Tout ce que sur l'autel le prêtre accomplissait
Le saint drapeau d'une île à l'autre l'annonçait;
Ingénieux appel! par les yeux entendue
La parole de Dieu traversait l'étendue;
Les îles se parlaient, et comme sur les eaux,
Tous ces pieux marins consultaient leurs signaux.

M. Brizeux ne s'est pas contenté de tracer avec cette perfection un grand nombre de scènes variées. Pour nous conduire sans fatigue à travers tant de spectacles si divers, il a cru devoir s'aider, pour ainsi dire, d'un fil conducteur. Ce fil, qui court au milieu de tous ces épisodes et qui les relie, en quelque sorte, est l'histoire de deux jeunes villageois des environs de Scaer, Loïc et Lilès, avec qui nous avons fait autrefois connaissance en lisant *Marie*. Loïc aime Anna, mais Loïc a étudié au presbytère pour devenir prêtre, et Anna se ferait scrupule de dérober une ame à Dieu. D'une autre part, Lilès est conscrit, et il n'a pas assez de bien pour se racheter. De là quelques incidens (hésitations, absences, rappel) qui forment tout le nœud de cette simple

histoire, bien simple même pour une églogue, et qui l'est trop pour défrayer d'intérêt un poème en vingt-quatre chants. Sans doute il faut savoir un gré infini au poète d'avoir, ici comme dans *Marie*, su éviter l'écueil du romanesque banal : M. Brizeux est demeuré simple et vrai, c'est un éloge qui lui est dû; mais s'abstenir n'est, dans les arts, qu'un mérite négatif et secondaire; la poésie ne vit que de difficultés vaincues, de créations hardies et heureuses. Une ombre de fable, une action sous-entendue plutôt qu'exprimée, a pu suffire une fois à animer une idylle : ce n'est pas assez pour un poème. Après avoir fait preuve de goût, M. Brizeux a-t-il fait preuve d'assez d'invention? La double fable, dont il entrelace d'ailleurs les fils avec adresse, ne me semble avoir d'autre mérite que de fournir un prétexte à des peintures de lieux et de mœurs. Aussi cet ouvrage, malgré quelques parties où éclatent des qualités vraiment épiques, n'est-il, à mon avis, dans son ensemble, qu'une variété plus compréhensive et plus ingénieuse du poème descriptif. A ce point de vue, j'ai peu d'objections à faire à cette manière de rajeunir l'ancien moule descriptif. S'il en était autrement, si l'auteur avait eu une prétention plus haute, s'il avait voulu nous attacher fortement par sa fable, alors nous lui dirions qu'il a commis une faute grave en partageant notre intérêt entre deux histoires; mais M. Brizeux n'a pas visé à l'intérêt narratif, ni même à l'effet épique, tel qu'on l'a entendu jusqu'ici. Il a pris, au contraire, deux couples d'amoureux, précisément pour que nous ne nous intéressions pas trop vivement à un seul, ce qui nous ferait oublier sa Bretagne et son but, qui est beaucoup plus général; en un mot, la petite fable de Loïc et de Lilès est le cadre du tableau, et non pas le tableau lui-même. Cependant deux circonstances sont de nature à jeter un peu de doute sur les intentions du poète, et porteront peut-être quelques lecteurs à se montrer moins indulgens que nous. Ces deux circonstances aggravantes sont d'avoir pris un titre trop fastueux et d'avoir divisé son poème en vingt-quatre chants, double imprudence, qui reporte, malgré qu'on en ait, la pensée sur les chefs-d'œuvre de l'épopée antique, dans lesquels la fable domine toujours si admirablement les peintures accessoires de lieux et de mœurs. Il eût été plus modeste, et en même temps plus habile, de réduire ces vingt-quatre chants si courts à un tout autre nombre moins compromettant, et surtout de se bien garder d'un titre à la fois ambitieux et inexact. En effet, ces mots éclatans : *les Bretons*, sont loin de donner l'idée d'une œuvre presque entièrement bucolique. Vous avez voulu peindre et vous avez peint avec talent la Bretagne agricole

et les Bretons des hameaux et des bords de la mer, les pâtres, les fermiers, les pêcheurs, les mendians, les fileuses. Je vois sous vos pinceaux vivre, respirer, agir la Bretagne villageoise et populaire. C'est à merveille; mais la Bretagne héroïque? mais les Bretons de l'histoire, quelle place occupent-ils dans votre ouvrage? Une bien petite assurément. A peine, ici ou là, quelques vers en l'honneur d'Arthur, à peine un souvenir du combat des Trente et de Beaumanoir, à peine un vers ou deux sur Du Guesclin, ou plutôt sur les doigts pieux qui filèrent sa rançon; aucune mention des Montfort, des Chateaubriand, des Clisson; rien, ou presque rien des grands évènemens, des grandes guerres de la Bretagne. Vous l'avez ainsi voulu; soit! Mais alors pourquoi intituler votre œuvre, réduite à ces proportions restreintes, *les Bretons?* Quand Louis de Camoens intitulait son poème immortel *os Lusiadas* (les Portugais), il ne se proposait pas de rejeter systématiquement dans l'ombre les grandes figures des Pachéco, des Albuquerque et des dom Jean de Castro, pour mettre sur le premier plan les chevriers de l'Alemtejo et les matelots de l'Algarve. Je sais à merveille que toute l'originalité du poème qui nous occupe est justement dans cette interversion des rôles. Je ne demande, certes, pas mieux qu'après l'épopée héroïque on nous donne l'épopée villageoise et populaire : je m'en réjouis même, et j'y applaudis au nom de l'art et de l'esprit moderne; mais je ne voudrais pas qu'en traçant l'épopée des chaumières bretonnes, on affectât une forme et un titre propres à faire supposer qu'on a cru tracer ainsi toute l'épopée de la Bretagne. Lorsque Thomas Gray chanta le *cimetière de campagne* (1), il eut soin, et avec raison, de ne pas réveiller par un titre trop sonore l'écho des tombes de Westminster.

Cela dit, et l'intention du poète bien expliquée et replacée dans ses limites véritables, il n'y a, je le répète, presque que des éloges à donner à l'exécution. Sans exciter un intérêt bien vif, le livre soutient constamment l'attention, grace à la poésie des détails, qui ne fait jamais défaut. J'ai cité des fragmens assez étendus pour qu'on ait pu apprécier le rare mérite de l'écrivain. Il m'aurait fallu transcrire les trois quarts de l'ouvrage, si j'avais voulu mettre sous les yeux des lecteurs tous les morceaux excellens qu'il renferme. Je me contenterai de signaler plus particulièrement *le convoi du fermier*, peinture naïve et achevée, *les pilleurs de côtes*, qui rappellent un des meilleurs morceaux de George Crabbe (2), *le repas et le bal des pauvres*, scène

(1) *Elegy written in a country church-yard..*
(2) Dans *le Bourg*, lettre Ire.

un peu avinée, dans le goût de Teniers. Je recommande aussi *la rencontre des cinq Bretons*, idée heureuse, qui met aux prises, le verre à la main, dans une auberge, un pâtre de Cornouailles, un marchand de toile de Tréguier, un marin de Vannes et un prêtre de Léon, qui chacun à l'envi, comme des flûtes qui s'appellent, chantent les louanges de leur pays, en présence d'un cinquième interlocuteur qui salue et glorifie, sur un ton plus épique, leur sœur commune, la Bretagne galloise; car, malgré les flots qui séparent les deux rivages, M. Brizeux fait communiquer les deux poésies jumelles, comme les eaux d'Alphée et d'Aréthuse. On le voit, notre poète élargit, autant qu'il lui est possible, les frontières de sa Bretagne; mais il y demeure, et il s'y enferme; il y a emprisonné sa muse, comme une odalisque dans un harem. Cette sorte de poésie patriotique et locale, qui s'implante et se cantonne, pour ainsi dire, entre certaines circonscriptions géographiques, est une dernière protestation de l'esprit de race contre le progrès incessant des nationalités modernes; c'est une résistance à l'invincible courant de l'humanité, une protestation douloureuse de la poésie du passé contre le prosaïsme du présent; c'est un sentiment vrai, religieux, légitime, mais qui a contre soi l'avenir. Depuis cinquante ans, l'Angleterre a produit de mémorables exemples de ces inspirations locales : d'abord les poètes du Cumberland et du Westmoreland, puis Walter Scott, le glorieux barde de l'Écosse, et Thomas Moore, la dernière lyre de l'Irlande, sans compter Burns, à la fois le Béranger et le Jasmin de l'Ayrshire. M. Brizeux, comme ce dernier, écrit dans les deux langues; mais, sans vouloir le moins du monde prêcher l'inconstance au poète armoricain, je ne puis m'empêcher de faire des vœux pour qu'il secoue, dans un avenir prochain, la poussière de sa Bretagne. S'il lui est réservé de grandir encore, ce que j'espère, ce n'est qu'à la condition de renouveler sa palette. Qu'il le sache bien; les grands esprits ne se sont jamais laissés parquer dans un domaine unique et étroit. Les meilleurs parmi ceux que nous venons de citer, Walter Scott et Moore, n'ont-ils pas fait maintes glorieuses échappées hors de leurs frontières? Walter Scott n'a-t-il pas su peindre à merveille (outre l'Angleterre) les cours de France et de Bourgogne dans *Quentin Durward* et la Syrie dans *Ivanhoë?* Thomas Moore n'a-t-il pas fait à la verte Érin de charmantes et nombreuses infidélités pour les péris de l'Orient? Il faut, pour atteindre à une vraie et solide renommée, que la muse de M. Brizeux acquière deux qualités dont elle ne s'est pas encore montrée suffisamment pourvue, la flexibilité et l'invention.

Malgré la pureté soutenue de la langue et le fini des détails, qui sont le véritable mérite de son dernier ouvrage, j'ai pourtant quelques observations grammaticales et quelques remarques techniques à présenter à M. Brizeux. Il me pardonnera la minutie de ces critiques, lui qui sait si bien qu'il n'y a pas de poésie sans la double perfection de la langue et du rhythme : *In tenui labor*... Je commence :

M. Brizeux a employé deux fois cet hémistiche

> Les landes embaumaient... (pages 6 et 356)

c'était trop d'une. *Embaumer* pris absolument n'est reçu que dans la conversation. On dit : cette rose embaume; mais on ne l'écrit pas, surtout en vers. — Je lis dans le chant des *Fiançailles :*

> Le chien à sa façon *leur entonne* une aubade.

Entonner une aubade ne me paraît pas exact, et *leur entonner* est une expression incorrecte et qui prête à l'équivoque.

Dans le septième chant, le poète cite au nombre des prix offerts aux lutteurs

> Une ceinture *en* laine et large de quatre aunes,

et dans le chant des *Réfractaires*, il dit :

> La maison est bâtie au bord de la rivière;
> Si le toit est *en* paille, elle a des murs *en* pierre.

La correction demandait :

> Si le toit est *de* paille, elle a des murs *de* pierre.

Il m'est impossible d'approuver cette locution : *du monde*, pour *une foule considérable :*

> C'est aujourd'hui qu'il va *du monde* vers Kemper.

On lit dans le huitième chant (*le Chasse-marée*) :

> Plus de batteurs de seigle, ici, plus de faucheurs,
> Mais des canots chargés de mousses, de pêcheurs...

Des canots chargés de mousses présentent, au premier coup d'œil, un sens fort différent du véritable. — Dans ce passage :

> Bientôt, comme ils causaient entre eux d'Énèz-Eussâ
> (L'île d'Ouessant), Lilès plus hardi commença.....

Cette parenthèse explicative, privée de grace et de nombre, serait

mieux placée au bas de la page que dans le texte. — Une vieille campagnarde, affligée des dispositions dernières de son mari, se plaint en ces termes :

> Quoi ! sans me rien laisser, sortir de cette vie !
> Côte à côte avec lui, pourtant, je l'ai suivie
> Pendant plus de vingt ans....

Suivie se rapportant à *cette vie* est une locution impropre et un tour de phrase louche et forcé.

Voici pour la langue; passons à la rime.

On ne trouve dans M. Brizeux que bien peu de rimes faibles ou insuffisantes. Parmi les faibles, je noterai *yeux* rimant avec *bœufs*, *automne* et *none* rimant avec *jaune*, *Anna* avec *déjà* et *voilà;* mais une rime que je regarde comme tout-à-fait vicieuse, c'est celle d'un mot terminé par une voyelle avec un mot finissant par une consonne, comme *cou* et *coup*, au singulier (1). Je regrette que M. Brizeux l'ait employée quatre fois.

On rencontre avec surprise dans *les Bretons* deux ou trois vers dont la mesure est fausse :

> Demandez-le à celle en qui tout est clarté.

Le s'élidant devant une voyelle, il ne reste au vers que onze syllabes. Comment M. Brizeux ne s'est-il pas rappelé ce vers de Voltaire, qui semble être le moule du sien

> Demandez-le à celui qui nous donna la vie ?

Le vers suivant est encore faux :

> A genoux sur la terre, elles y *voient* descendre...

Le mot *voient* et tous les mots de cette forme ne peuvent entrer dans un vers sans le fausser. On ne doit les placer qu'à la fin, pour des raisons métriques que M. Brizeux sait mieux que nous. Il n'y a d'exception que pour les imparfaits de l'indicatif et pour les deux mots *soient* et *aient*. Encore fait-on bien d'user sobrement de cette permission. — Je crois devoir encore marquer d'un *obèle* les expressions suivantes, d'une familiarité puérile. Dans le chant des *Pilleurs de côtes*, on lit :

> Lutte affreuse ! le ciel est *plus noir que de l'encre*.

(1) Ces sortes de rimes au pluriel sont irréprochables.

Et ailleurs :

> « A ceux qui n'ont pas vu monter si loin dans l'air
> La flèche de Saint-Pol, s'écria la jeune Anne,
> Je dirai poliment : Oh ! vous êtes un âne ! »

C'est tomber dans le trivial en cherchant le naïf. — Je conseille à l'auteur de retrancher, à la première occasion, la peinture qu'il fait du mal de mer en deux endroits du huitième chant. Il aurait tort de se croire justifié par ce vers du maître :

> Et salsos rident revomentem pectore fluctus.

Virgile est resté, ici comme toujours, dans cette mesure parfaite qui est sa gloire et son génie.

Les tableaux de M. Brizeux sont habituellement d'une si grande exactitude, qu'un peintre pourrait aisément les reproduire. Un seul m'a complètement dérouté et paru impossible. Lors de l'agonie du fermier Hoël, le recteur du bourg se présente pour lui donner l'extrême-onction :

> Quand la porte s'ouvrit, la famille en prière
> Se leva; le vieux prêtre, à ce morne salut,
> Comme pressé d'agir, *monta sur le bahut.*

Je ne puis m'expliquer ce mouvement du prêtre qu'en supposant que les bahuts de Bretagne sont pourvus d'une petite marche sur laquelle le recteur se serait placé pour exhorter le mourant avec plus d'autorité. Si cette conjecture est juste, l'image alors ne serait pas fausse, comme elle en a l'air, mais elle serait incomplètement exprimée.

Un aussi petit nombre de taches, et pour la plupart aussi peu graves, dans un volume de cinq ou six mille vers, attestent les soins assidus du poète, et confirment tous les éloges que nous avons donnés à son habileté et à son talent. Hélas ! ils sont rares aujourd'hui, bien rares ! les ouvrages où les fautes soient assez peu nombreuses pour qu'on les note et qu'on les discute. Depuis quelque temps, on répète sur tous les tons que la critique n'existe plus, qu'elle abdique sa haute mission de surveillance et de conseils; qu'elle se rend complice, par ses *réclames* ou par son silence, de tous les déportemens dont nous sommes témoins. Ces plaintes sont-elles bien justes? Mon Dieu ! ce n'est pas la critique qui fait défaut à l'art; c'est bien plutôt l'art qui fait défaut à la critique. Où sont-elles, je vous prie, les œuvres sérieuses (dramatiques ou poétiques) qui méritaient une discussion délicate ou appro-

fondie, et à qui la discussion ait manqué? Où sont les productions originales qui aient eu besoin d'être expliquées au public pour les lui faire accepter? Assurément nos écrivains à la mode charbonnent leurs faciles et immenses compositions en traits assez prosaïquement intelligibles pour se pouvoir passer de commentaires. La critique, cette muse amoureuse de la beauté, perdra-t-elle son temps à guerroyer sans espoir contre toutes les glorieuses monstruosités qui nous inondent, et à prouver magistralement que Maritorne n'est pas Hélène? Le beau plaisir vraiment, l'agréable occupation que de protester, en Héraclite ou en Jérémie littéraire, contre des engouemens grossiers dont le temps tout seul doit faire justice! Où il n'y a rien pour l'art, la critique a toute raison de s'abstenir; le silence aussi est un jugement. Si l'on objectait que la critique doit être toujours militante et sur la brèche, qu'elle est une sorte de maréchaussée intellectuelle, et qu'en cette qualité elle est tenue de faire incessamment la police; si l'on prétendait que le devoir du critique est, comme celui du louvetier, de s'élancer toujours au plus épais du hallier pour y relancer la bête dans son fort, oh! alors je me permettrais de trouver la tâche du critique un peu rude; mais, en définitive, c'est une affaire d'âge et de goût : on peut être bien tranquille; il y aura toujours de hardis piqueurs, des tirailleurs adroits et alertes, des écoliers en vacance prêts à brûler leur première poudre aux moineaux. *Cet âge est sans pitié!...* J'applaudis de grand cœur à toute chasse innocente; je demande seulement que l'on ne blesse et qu'on n'effarouche ni les cygnes du bassin, ni les fauvettes du bosquet, ni le faisan doré de la volière. Quant à moi, qui n'ai qu'un médiocre penchant pour les récréations carnassières, je comparerais plutôt l'art du critique à celui de l'oiseleur qui tend ses filets pour y attirer de beaux oiseaux, au chant suave, au plumage d'azur et de feu. Je comprends la passion de l'amateur qui veut voir, toucher, entendre, du plus près possible, ces oiseaux merveilleux, et, quand il les a vus et revus, leur rend l'espace et le firmament. C'est là, pour moi, la critique.

CHARLES MAGNIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1845.

La session est close, et le monde politique est dispersé. Nos ministres se reposent de leurs fatigues parlementaires. Une certaine lassitude a gagné tous les esprits. La presse elle-même n'a plus l'ardeur et la vivacité qui la caractérisent. Telle est ordinairement la physionomie des premiers jours qui suivent une session : physionomie souvent trompeuse, car le sommeil de la politique est léger; le moindre choc suffit pour la réveiller et pour ranimer la lutte des partis.

La chambre des pairs a discuté rapidement le budget des dépenses et celui des recettes. Comme toujours, elle s'est résignée à voter des dispositions qu'elle n'approuvait pas. Chaque année, en effet, la discussion tardive des lois de finances et le départ des députés avant la clôture légale de la session mettent la pairie dans la triste nécessité de voter le budget sans examen, car elle craindrait, en le modifiant, d'amener un conflit entre les pouvoirs et une interruption dans les services publics. Tous les ans, la noble chambre réclame contre la situation qui lui est faite; mais ses plaintes ne sont pas écoutées. Il importe cependant que l'on fasse cesser un abus si préjudiciable à sa dignité et à ses droits. Le gouvernement, d'accord avec les chambres, devrait chercher le moyen de rétablir sur ce point l'équilibre constitutionnel, évidemment rompu. C'est l'intérêt du pays que les droits de la chambre des pairs soient respectés. Si la pairie de la révolution de juillet renferme des esprits timides, qui n'ont pas une grande valeur politique, en revanche on y trouve des noms illustres, des capacités éprouvées, de hautes renommées parlementaires, qui agissent puissamment sur l'opinion. C'est du sein de la chambre des pairs qu'est parti, cette année, le signal de cette opposition libérale et conservatrice qui a mis le cabinet du 29 octobre en si grand danger, et a fait naître en lui la résolution salutaire de réparer ses fautes. L'an dernier, c'est dans la chambre des pairs qu'a commencé, avec tant d'éclat et de vigueur, la lutte des défenseurs de la loi contre les envahissemens du clergé et des jésuites. Enfin, si les jésuites sont dissous, si le droit de visite est

aboli, la chambre des pairs, on peut le dire, a le droit de réclamer sa part dans ce double succès, pour avoir fourni au ministère les deux négociateurs habiles qui l'ont si bien servi. De pareils titres, joints à beaucoup d'autres, doivent protéger les prérogatives de la chambre des pairs. Il faut espérer que le pays ne les oubliera pas.

Il était difficile que la négociation de M. Rossi ne devînt pas l'objet d'un débat au Luxembourg; M. le comte de Montalembert, en gardant le silence, eût craint de s'avouer vaincu. Le langage de l'orateur catholique a été violent et amer; il nous a menacés de la colère des évêques; il nous a dit que l'avant-garde catholique était tombée sous le feu de l'ennemi, mais que le corps d'armée restait, décidé à continuer la guerre et à la pousser vigoureusement. Il nous a confessé cependant que les jésuites avaient été un embarras pour la cause de l'opposition catholique : ils avaient le tort d'être impopulaires. On n'est pas fâché maintenant d'en être délivré; on se battra sans eux, et on n'en sera que plus fort. Que diront les jésuites de se voir ainsi congédiés par leurs plus chauds amis, et que diront les vénérables membres du clergé français de se voir ainsi transformés en une faction guerroyante, prête à descendre dans l'arène pour y combattre le gouvernement et les lois? Est-ce là le langage qui convient aux défenseurs de l'église? Ces quatre-vingts évêques que M. de Montalembert nous représente armés de pied en cap pour soutenir un siége contre les pouvoirs de l'état, ont-ils donc voulu que leur cause fût ainsi défendue? M. Guizot a fait une réponse digne et ferme à ces provocations insensées. Nous ne pouvons croire, du reste, que la majorité du clergé français les approuve. Après le discours de M. de Montalembert, nous avons eu la lettre de M. l'évêque de Langres, qui prétend que tout est vénal en France, hormis le catholicisme; puis nous avons eu la lettre de M. l'évêque de Chartres, document curieux, où il est dit, entre autres choses, que M. Rossi a suivi le mois de Marie dans les églises de Rome, que l'astucieux diplomate a trompé la bonne foi et la candeur du général des jésuites, que le révérend père général de la société ne connaît rien des choses de ce monde, et que M. Cousin est un ennemi de Dieu et de l'humanité. Voilà jusqu'ici à quoi se sont bornées les protestations épiscopales contre la dissolution des jésuites. Elles n'ont rien, comme on voit, de très alarmant.

M. le comte de Montalembert, dont les exagérations pieuses ont excité plus d'un murmure sur les bancs du Luxembourg, a été mieux inspiré en retraçant le tableau des calamités qui affligent les chrétiens d'Orient. Ses paroles ont vivement ému la chambre et ont provoqué de la part de M. le ministre des affaires étrangères des explications dignes d'une attention sérieuse. M. Guizot reconnaît que la situation du Liban est déplorable. La paix récemment conclue ne peut durer. D'un moment à l'autre, la guerre se rallumera et enfantera de nouvelles horreurs. Quelle est la mission de notre gouvernement dans ces douloureuses circonstances? Quelle est la cause du mal, quel est le remède? M. Guizot, comme tout le monde en France, est

persuadé que la chute de l'ancienne administration est la principale cause de l'anarchie qui dévore en ce moment les provinces de la Syrie. Depuis l'expulsion de l'émir Béchir et la substitution d'un système mixte à une administration unique, nationale et chrétienne, aucune force n'a été capable de maintenir l'ordre dans la montagne, et d'apaiser les haines qui divisent les deux races. Il avait été stipulé dans l'origine, et par les soins de la France, qu'au moins le nouveau système garantirait l'indépendance réciproque des Maronites et des Druses, que chacune des deux races serait administrée par ses chefs particuliers, que toutes les mesures seraient prises pour que l'une ne fût pas opprimée par l'autre. Ces conditions n'ont pas été remplies. Le gouvernement turc a de bonnes intentions : l'esprit qui anime le divan est un esprit de civilisation et d'équité; mais il n'en est pas de même dans les provinces de l'empire. Là, et en Syrie plus qu'ailleurs, domine le fanatisme musulman, toujours porté aux excès d'une politique violente et sanguinaire. Au lieu de maintenir la paix entre les Maronites et les Druses, les fonctionnaires turcs ont fomenté la discorde entre les deux races pour les affaiblir l'une par l'autre; au lieu de garantir leur indépendance réciproque, ils ont soutenu les Druses contre les Maronites; ils ont trempé leurs mains dans le sang chrétien. D'un autre côté, le bruit court que les agens de l'Angleterre ne sont pas restés dans les limites d'une intervention impartiale. M. Guizot ne les accuse pas : il est persuadé au contraire que le gouvernement anglais travaille, comme la France, à assurer l'indépendance respective des deux races; mais le témoignage unanime des Français et des étrangers qui habitent la Syrie a signalé le consul anglais de Beyrouth comme le protecteur des Druses et comme le principal instigateur de l'insurrection du Liban.

Le remède, selon M. Guizot, c'est le retour à l'ancien mode d'administration, au système d'une autorité prépondérante et chrétienne. Le gouvernement français parle et agit dans ce sens; mais il rencontre de graves difficultés. Il lui faut ménager l'indépendance de la Porte, dont l'affermissement est nécessaire à l'intérêt de la France; il lui faut lutter contre le cabinet anglais, dont l'opinion, conforme à celle de notre gouvernement sur la nécessité de mettre un terme à l'anarchie sanglante de la Syrie, diffère sur les mesures à prendre pour obtenir ce résultat. Du reste, M. Guizot déclare que sa politique, en Orient, ne sera pas entravée par l'obligation de concerter ses mouvemens avec ceux des autres puissances protectrices de l'empire ottoman. La France, a dit M. le ministre des affaires étrangères, n'est pas enchaînée par la quintuple alliance. Le gouvernement français ne s'est pas lié les mains. Il n'a pas abandonné le droit de protéger à lui seul les chrétiens d'Orient, toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire. La France a conservé tous ses anciens priviléges. Quand le gouvernement français se concerte avec les autres puissances, c'est qu'il pense que cela vaut mieux dans l'intérêt des populations qu'il veut secourir. Dès qu'il voudra exercer son protectorat sans consulter personne, il sera libre de le faire. On ne pouvait demander à

M. Guizot une déclaration plus explicite : aussi, son langage a-t-il été remarqué en Angleterre; une interpellation a eu lieu dans la chambre des lords, et le ministère anglais a soutenu, par l'organe de lord Aberdeen, des principes diamétralement contraires à ceux du gouvernement français. Lord Aberdeen n'admet pas que la France puisse agir isolément en Orient, et exercer son protectorat sur les chrétiens de la Syrie. — Je ne veux pas, dit le ministre anglais, examiner la question de savoir si la France a le droit d'exercer un protectorat général sur les chrétiens du Levant; dans tous les cas, sur la question de Syrie, elle doit se soumettre à partager ce protectorat avec nous, attendu qu'elle est liée par des engagemens formels. — Ainsi, lord Aberdeen proteste contre la déclaration de M. Guizot, et refuse à la France le droit d'exercer une action distincte et personnelle dans les affaires d'Orient. On peut s'étonner de voir une contradiction aussi manifeste entre les deux cabinets, et sur un point si grave, dans le moment même où leur accord est proclamé plus hautement que jamais. Le même discours de lord Aberdeen pourrait nous fournir d'autres rapprochemens qui prouveraient combien les deux gouvernemens sont loin de s'entendre sur cette question de la Syrie, combien leurs appréciations et leurs vues sont différentes; mais nous ne voulons pas aujourd'hui pénétrer plus avant dans les mystères de l'entente cordiale. Il nous suffit d'avoir montré que les dernières paroles de M. Guizot sur la question de Syrie ont une signification importante. M. le ministre des affaires étrangères, en déclarant que le rétablissement de l'ancienne administration du Liban est devenu nécessaire, et que la France peut protéger les chrétiens de Syrie sans le concours des puissances, a exprimé une opinion conforme au vœu des chambres. Il a exposé la politique qui convient à la France. En traçant cette politique, il a pris sans doute l'engagement de la suivre; il s'est imposé des devoirs : nous verrons s'il les remplira.

Pour exercer une influence sérieuse en Orient, il faut que la France soit puissante sur mer, et pour que notre marine soit puissante, il nous faut une administration active, éclairée, qui sache utiliser les ressources consacrées par les chambres aux besoins toujours croissans de la flotte. Cette administration vigilante et habile, que réclame l'intérêt de notre puissance navale, l'avons-nous aujourd'hui? Consultez là-dessus l'opinion publique, elle vous répondra qu'elle hésite. Interrogez la chambre des députés, la chambre des pairs, elles vous diront qu'elles éprouvent, malgré elles, un sentiment d'inquiétude et de défiance. Au Luxembourg, le rapporteur de la commission du budget, M. le marquis d'Audiffret, a réclamé de promptes réformes dans l'administration de la marine. M. Charles Dupin et l'amiral Grivel sont venus au secours de M. de Mackau; mais les honorables pairs, habiles à justifier la marine contre des accusations imaginaires, n'ont pas réfuté les reproches sérieux qui lui sont adressés. Personne ne met en doute la probité, l'honneur, le patriotisme de notre administration navale; ce que l'on conteste, c'est son habileté et sa vigilance. On craint l'empire que peuvent exercer sur elle les préventions bureaucratiques, l'influence de la routine, les préjugés de corps.

On signale le dépérissement de la flotte. On critique l'organisation des arsenaux et des ports, la direction des travaux, le système des constructions, l'emploi et la comptabilité du matériel naval, l'absence d'une pensée supérieure capable de gouverner ce vaste ensemble d'après des règles précises et un plan nettement défini. On s'étonne de voir qu'une question si grave, traitée par un prince de France dans un écrit devenu populaire, semble reléguée par le cabinet au rang des questions de second ordre, étrangères à la politique, et abandonnées aux hommes spéciaux. Ce n'est pas ainsi que les grandes questions administratives sont discutées dans le parlement anglais. A Londres, un débat sur l'organisation de la marine et sur le meilleur système à suivre pour favoriser l'accroissement de la flotte serait soutenu par les principaux orateurs du ministère. Au lieu d'y voir une question technique, on y verrait une question générale, dont la solution engagerait l'existence politique du cabinet. Sir Robert Peel prendrait la parole, et réclamerait l'honneur de défendre lui-même l'administration attaquée. Chez nous, au contraire, depuis le temps où ce débat sur la marine a pris une certaine gravité, M. Guizot a toujours gardé le silence sur cet objet, et M. de Mackau a porté tout le poids de la discussion. On dirait que le ministère a voulu dissimuler l'importance de la question en témoignant pour elle une indifférence factice. On sait que ce moyen ne lui a pas réussi. La chambre des députés, poussée à bout, a fini par perdre patience. Pour stimuler le pouvoir, elle a ordonné une enquête administrative sur l'état de la flotte. Cette enquête, dont les résultats seront publiés l'année prochaine, viendra sans doute démontrer à tous les yeux une vérité bien douloureuse pour la France. Ce sera un remède héroïque qui pourra produire plus de mal que de bien; mais ceux qui l'ont rendu nécessaire en supporteront la responsabilité.

Des explications sont venues de l'Algérie sur l'affreux épisode qui a signalé l'expédition du Dahra. Nous ne dirons pas que ces explications ont diminué l'horreur que doit inspirer cette catastrophe. L'exécution des gorges du Dahra sera toujours une page funeste dans nos annales d'Afrique. Cependant il ne faut pas juger de pareils actes avec un emportement aveugle; il faut tenir compte à nos soldats des difficultés inouies qui les entourent, et de la fatalité qui pèse sur les évènemens de la guerre. Partout la guerre est une chose atroce; en Afrique plus qu'ailleurs, la cruauté et la perfidie des indigènes entraînent des représailles terribles. Nous ignorons, dans tous les cas, s'il existe un peuple dont l'histoire, plus pure que la nôtre, soit exempte de ces souvenirs sanglans qui font gémir l'humanité, et devant lesquels la civilisation se voile. Si ce peuple existe, assurément ce n'est pas l'Angleterre. Ce ne sont pas les conquérans de l'Inde et les compatriotes d'Hastings qui pourraient nous opposer la douceur de leurs mœurs, et nous faire rougir par leur exemple. Aussi nous ne pouvons comprendre les accès de fureur philanthropique qui possèdent depuis quinze jours les feuilles anglaises. Avant de donner des leçons d'humanité à nos soldats, les journalistes de Londres auraient dû relire l'histoire des établissemens anglais dans l'Inde. Quant aux écrivains fran-

çais qui reviennent sans cesse sur l'évènement du Dahra, et qui en font l'objet des récriminations les plus violentes contre l'armée d'Afrique, nous admirons le courage et la persévérance qu'ils déploient dans ce triste rôle d'accusateurs publics instruisant le procès de leur patrie. Puisque ce rôle est déjà rempli par les feuilles anglaises, qui s'en acquittent si bien, ne vaudrait-il pas mieux le leur laisser? Qu'on songe au déplorable effet que ces accusations peuvent produire sur le moral d'une armée dont le courage a besoin des excitations de la métropole pour se soutenir. Ayons de l'indulgence ou plutôt de la justice pour cette brave armée qui soutient l'honneur de notre drapeau, qui fait respecter notre gouvernement malgré ses faiblesses, et qui entoure d'un rayon de gloire les fleurons de notre couronne pacifique. Lorsque les dernières nouvelles d'Algérie nous apprennent la rentrée d'Abd-el-Kader dans le Maroc et les préparatifs d'une expédition contre les Kabyles, le moment serait mal choisi pour continuer l'enquête sur la déplorable affaire du Dahra; il serait plus généreux et plus utile de réveiller le souvenir de la bataille d'Isly.

On parle encore des élections. Les bruits les plus contradictoires circulent toujours sur ce sujet. Bien des gens supposent que le ministère, enhardi par deux succès diplomatiques, voudra tenter la fortune électorale, dans l'espoir de trouver au scrutin une majorité forte et dévouée. Cependant, l'opinion générale est que les élections n'auront pas lieu, soit qu'une volonté auguste ait jugé plus convenable de les ajourner à l'année prochaine ou à deux ans, soit qu'en réalité le ministère n'ait pas cette confiance qu'on lui suppose, et que le jugement électoral lui inspire encore quelque crainte. En effet, si nous sommes bien informés, les rapports que le ministère reçoit en ce moment sur les dispositions des colléges n'ont pas répondu à ses espérances. — Sur beaucoup de points, la situation morale du pays ne s'est pas modifiée. Les négociations de M. Rossi et de M. de Broglie, considérées comme une victoire due à la fermeté persévérante de l'opposition modérée, et comme un démenti donné par le succès à la politique antérieure du ministère, n'ont pas créé à ce dernier de nouveaux partisans; ses adversaires ne sont pas désarmés; ils conservent leurs préventions et leurs défiances. — Quoi qu'il en soit, les partis se préparent, comme si la lutte devait avoir lieu. Deux comités de l'opposition ont publié leurs circulaires aux électeurs. Celle du centre gauche est remarquable par la modération du langage et des principes. D'un autre côté, les journaux du cabinet lui prodiguent des éloges qu'il faut avoir la patience de lire, si l'on veut savoir jusqu'où peuvent aller les excès de l'enthousiasme ministériel. — On parle des humiliations et des défaites du ministère! mais il n'a jamais été battu; il a marché de triomphes en triomphes; sa politique a toujours réussi; au dehors, toutes ses entreprises, toutes ses négociations ont été couronnées de succès; au dedans, tous ses projets de loi ont passé; la majorité, confiante et soumise, a toujours reconnu son ascendant; elle a toujours suivi, sans hésiter, la voie qu'il lui traçait. Le ministère du 29 octobre a terrassé l'opposition; il a triomphé par

la force du caractère; il a fondé en France la monarchie constitutionnelle! — Telles sont les apologies que des gens qui se disent sérieux ne craignent pas de publier le lendemain de la clôture d'une session pendant laquelle le ministère a failli plus d'une fois tomber devant la chambre! C'est le cas de dire comme M. Guizot : On croit rêver.

Entre les exagérations naïves de l'optimisme ministériel et la rigueur d'une opposition qui condamnerait aujourd'hui le ministère sur tous les points de sa politique, il y a, nous le croyons, un sage milieu à tenir. Les derniers actes diplomatiques du cabinet méritent l'approbation de tous les gens sensés. Il est d'autant plus facile à l'opposition modérée de les sanctionner par son suffrage, qu'elle-même les a conseillés, et qu'ils sont comme un hommage rendu à la sagesse de ses principes. Du reste, bien des griefs subsistent contre le cabinet du 29 octobre, et il aura beaucoup à faire avant de pouvoir rallier autour de lui toutes les nuances du parti conservateur. L'opposition modérée a donc toujours la même tâche à remplir. Elle n'a rien à rétracter, rien à désavouer. La ligne qu'elle s'est tracée, le langage qu'elle a tenu, les alliances qu'elle a contractées sans aliéner son indépendance, tout cela n'a pas été inutile. Sans cette pression salutaire exercée sur le cabinet, la politique instinctive du 29 octobre aurait peut-être triomphé. Elle n'aurait pas senti la nécessité de se modifier, de se corriger et de se contredire elle-même. Elle aurait suivi librement ses inspirations. Puisque la lutte contre certaines tendances du cabinet a déjà produit de bons résultats, il faut la continuer. Puisque le ministère du 29 octobre a eu le bon esprit de ne pas s'opiniâtrer dans ses idées, puisqu'il avoue ses erreurs, puisqu'il transige facilement avec les opinions de ses adversaires, puisqu'il accepte volontiers leur politique, quand c'est le seul moyen pour lui de conserver la majorité, il faut profiter de ces dispositions heureuses, que n'ont pas montrées, malheureusement pour eux, tous les cabinets. Nous faisons chaque jour quelque nouveau progrès dans la manière de comprendre le gouvernement représentatif. Jusqu'ici, depuis quinze ans, un faux point d'honneur, que l'on appelait de la dignité et de la franchise, avait poussé tous les ministères à résigner le pouvoir dès que leur politique était vaincue; les ministres du 29 octobre ont supprimé cette folle coutume. Leurs dissentimens avec la majorité sur le droit de visite, sur la dotation, sur le banc des évêques, sur les ministres d'état, et sur vingt autres objets, ne les ont pas empêchés de conserver leur poste; seulement, pour y rester, ils se sont empressés, dès qu'il l'a fallu, de sacrifier leurs convictions à celles de la majorité : heureux expédient, qui a supprimé les questions de cabinet. Puisque telle est la nature du ministère, il ne faut pas négliger ce qu'elle a de bon et de profitable. Il faut le surveiller et le contenir, surtout dans sa politique extérieure, car c'est là qu'il est le plus prompt à suivre ses instincts, et c'est aussi de ce côté qu'on a le moins de peine à modifier ses vues, à le ramener, et à obtenir le sacrifice de ses opinions les plus chères. L'affaire du droit de visite en est la preuve.

La question du Texas continue d'attirer les regards de la diplomatie. On

connaîtra bientôt la décision du congrès texien sur l'annexion. Tous les journaux des États-Unis sont unanimes pour déclarer que le parti de l'annexion aura la majorité. Cependant les agens de la France et de l'Angleterre ont offert leurs bons offices pour amener un arrangement entre le Mexique et le Texas, sous la condition que cette république garderait son indépendance. Il est donc avéré aujourd'hui que la France, sur cette question, s'est mise à la suite de l'Angleterre. Qu'arrivera-t-il si l'annexion, comme tout l'indique, est prononcée? La France aura blessé son ancienne alliée maritime, et d'un autre côté, elle ne pourra guère compter sur la reconnaissance de l'Angleterre, que le mécontentement rendra peut-être injuste, et qui élèvera des doutes sur la sincérité d'une coopération si contraire à nos intérêts. Nous croyons que M. Guizot, dans cette grave affaire, n'a pas consulté les vrais intérêts de la France. Le langage indécis de la presse ministérielle sur cette question indiquerait-il que M. le ministre des affaires étrangères éprouve aujourd'hui des regrets tardifs, et qu'il commence à reconnaître qu'il a fait fausse route?

La Suisse semble destinée à devenir, d'un moment à l'autre, le théâtre de complications graves, capables d'embarrasser long-temps la diplomatie et d'agiter l'Europe. L'assassinat de M. Leu, frappé dans son lit, près de sa femme et de ses enfans, est un crime qui remplit d'indignation les honnêtes gens de tous les partis. Les radicaux prétendent que la mort de M. Leu est le résultat d'un suicide ou d'une vengeance privée; malheureusement, tout indique que le chef du parti catholique de Lucerne a été la victime d'un attentat politique, d'une odieuse vengeance, provoquée par l'esprit de parti. Tous les gouvernemens seront unanimes pour flétrir cet abominable crime, inspiré par les passions radicales et par le fanatisme révolutionnaire de la Suisse; mais aussi, d'un autre côté, qui pourrait approuver le langage que tiennent en ce moment les organes du parti catholique? Qui n'est pas saisi d'horreur en entendant les cris de vengeance poussés par le fanatisme religieux? Qu'est-ce donc aujourd'hui que le gouvernement de la Suisse? Quelle est cette société barbare où les partis emploient pour se combattre l'assassinat et la proscription? Où sont donc les hommes modérés, les partisans de l'ordre et des lois, qui seuls, par leur intervention courageuse et éclairée, pourraient mettre fin à cette terrible lutte, et empêcher des représailles sanglantes? Cette situation de la Suisse provoquera en France une triste réflexion. Pendant les premières années de la révolution de juillet, la France exerçait en Suisse une influence sérieuse; elle avait un parti. Aujourd'hui, son influence est à peu près nulle. Notre diplomatie en Suisse est isolée; le nom de la France ne réveille dans la plupart des cantons aucun intérêt, n'excite aucune sympathie, aucune affection particulière. Combien ne doit-on pas regretter cet isolement qui nous condamne à l'impuissance devant les graves désordres dont la Suisse est le théâtre, qui rend nos conseils inutiles, et qui livre à l'intervention étrangère un pays que la France, dans l'intérêt

de son influence politique, ne doit jamais laisser échapper à la sphère de son action!

La situation de la Péninsule est pour le moment fort calme. L'énergique et habile général Concha vient d'en finir avec les *pronunciamientos* et les émeutes de Catalogne. Le projet de voyage de la reine dans les pays vascongades a seul réveillé quelques inquiétudes. On a tant parlé déjà de ce voyage, il a soulevé au sein même du parti modéré de si vives répugnances, et, pour tout dire, de si violens transports de colère, qu'il convient d'insister un instant sur les seules conséquences qu'à notre avis il puisse entraîner. S'il en faut croire les uns, les carlistes n'attendent que l'arrivée de la reine à Saint-Sébastien et à Pampelune pour relever l'étendart de l'insurrection; mais ces craintes chimériques ne seraient-elles pas affectées? On sait bien qu'en Navarre et dans les pays basques, pas plus que dans le reste de l'Espagne, rien n'est prêt, rien ne peut l'être pour un *pronunciamiento;* on sait d'ailleurs que les principaux carlistes ne sont disposés d'aucune façon à compromettre par un vrai coup de tête les négociations qu'ils ont entamées récemment, au sujet du mariage de la reine, avec la fraction absolutiste du parti dominant. Suivant d'autres informations, il faudrait redouter surtout le mécontentement des *fueristes*, l'irritation des Basques, dévoués quand même à l'ancienne organisation politique et civile de leurs provinces. En effet, il y aurait là un grave danger, si les *fueristes* étaient fermement résolus à réclamer par la force ouverte l'accomplissement des promesses qu'on leur a faites après la convention de Bergara. Heureusement on est certain aujourd'hui que jamais leurs dispositions n'ont été plus pacifiques, nous ajouterons même plus favorables à l'unité constitutionnelle du royaume. Les Basques sont loin de renoncer tout-à-fait à leurs priviléges; mais ils sont loin également d'exiger qu'on les rétablisse tels qu'ils subsistaient avant la révolution. Il y a un an déjà, une commission a été chargée de débattre la question au nom du gouvernement central et au nom des provinces vascongades. Parmi les membres dont cette commission se compose, il n'en est pas un qui, à un égal degré, ne mérite et ne possède la confiance du gouvernement et celle des provinces, pas un qui ne soit animé des meilleurs sentimens de conciliation, pas un enfin qui n'ait fait ses preuves de dévouement à la reine. Quelle autre garantie peut-on souhaiter de la modération et du bon vouloir des *fueristes* eux-mêmes? Nous croyons, pour nous, que la monarchie constitutionnelle ne peut que gagner à ce voyage de la reine dans des provinces où, depuis la guerre civile, elle ne s'est point montrée une seule fois. Au fond, comme tous les autres Espagnols, les habitans des pays vascongades connaissent les conditions essentielles du gouvernement représentatif; à quel titre réclameraient-ils de la reine Isabelle le redressement immédiat des torts dont ils croient avoir à se plaindre? à quel titre la reine Isabelle admettrait-elle leurs griefs, et s'engagerait-elle à y faire droit? C'est à Madrid, et non à Saint-Sébastien, que la

question doit se débattre; c'est à Madrid qu'elle doit se trancher. Que la reine Isabelle poursuive donc sa route vers ces provinces, ou que, de Sarragosse, elle retourne directement à Madrid, nous ne voyons point qu'il y ait là un si grand sujet d'alarme.

Nous n'insisterons pas sur le décret par lequel les conseillers de la jeune reine viennent d'abolir la liberté de la presse en Espagne en lui enlevant la garantie du jury. Il est juste de dire que sur un point si délicat le gouvernement de Madrid n'a pas eu la prétention d'établir une situation définitive; la mesure qu'il vient de prendre sera soumise aux cortès, qui se refuseront, sans aucun doute, à la ratifier. Le gouvernement de Madrid s'est donc préparé là un échec inévitable, mais un échec qui ne peut compromettre son existence, car si grande qu'elle soit, la faute qu'il vient de commettre est compensée par la pacification de la Catalogne, par l'institution récente de ce conseil d'état depuis si long-temps promis, enfin par les efforts tentés à cette heure même pour doter la Péninsule de lois civiles et administratives, et d'un nouveau système d'impôts. Il s'en faut de beaucoup, assurément, que l'œuvre de réorganisation entreprise par le cabinet de Madrid soit de tout point irréprochable, et plus d'une fois déjà nous en avons signalé ici même les incontestables défauts. Telle qu'elle a été conçue, pourtant, elle doit, à la longue, concilier en Espagne au ministère Narvaez les sympathies des vrais amis de la paix et de la monarchie constitutionnelle; il n'est pas d'obstacle dont ne puissent triompher les gouvernemens qui persévèrent dans la voie des réformes indispensables.

— L'association douanière allemande est l'un des évènemens les plus considérables de notre temps. M. H. Richelot, qui avait écrit sur cette question deux mémoires récompensés par des sociétés savantes, vient de remanier, de refondre ces mémoires, en les enrichissant d'un grand nombre d'observations nouvelles et de plusieurs chapitres entièrement inédits. Le volume qu'il publie (1) n'est donc point un travail fait à la légère; la variété des aperçus qu'on y rencontre, la richesse des observations et l'abondance des faits ne permettent d'ailleurs aucun doute à cet égard.

M. Richelot remarque avec raison que l'association douanière allemande est un fait nouveau dans le monde. On avait vu la liberté des transactions commerciales étendue à d'immenses territoires, quand ces territoires étaient gouvernés par les mêmes mains; on n'avait pas vu encore ce fait remarquable « d'un certain nombre d'états n'en formant plus qu'un seul par la législation douanière, tout en conservant leur indépendance, ou, en d'autres termes, de l'unité de douanes sans l'unité politique. » C'est ce fait nouveau que l'auteur examine sous toutes ses faces, dans son origine et ses progrès, dans sa constitution actuelle et ses résultats, dans ses relations avec les faits extérieurs et dans ses conséquences futures. Selon M. Richelot, l'idée d'une association douanière était naturellement suggérée à l'Alle-

(1) *L'Association douanière allemande,* 1 vol. in-8°, chez Capelle.

magne, tant par la situation particulière de ses petits états, souvent enclavés les uns dans les autres, que par la nature de leurs relations politiques. Il y avait cependant de grandes difficultés à vaincre dans l'exécution : la politique habile de la Prusse a triomphé de ces difficultés, et depuis qu'un premier succès a couronné ses efforts, l'association n'a fait que s'étendre par de nouvelles accessions. Malgré quelques inconvéniens partiels et peu sensibles, cette association n'a produit en général que de bons effets. Le lien qu'elle a créé entre des états divers, bien qu'il ne soit pas sanctionné par une autorité politique supérieure, paraît à l'auteur si bien cimenté par l'intérêt de tous, qu'il n'hésite pas à le déclarer désormais indestructible.

Comme tous les évènemens qui ont quelque grandeur, et qui exercent une influence sensible sur l'existence des peuples, l'association douanière allemande a fait surgir de l'autre côté du Rhin une théorie nouvelle, théorie d'économie politique, qui semble faite tout exprès pour seconder l'association, et qui en résume l'esprit. Peut-être M. Richelot a-t-il attaché aux principes de cette nouvelle école allemande, dont M. List est le principal représentant, une importance trop grande. Nous lui reprocherions surtout d'avoir immolé aux pieds de M. List, dont les doctrines n'ont pas encore reçu, tant s'en faut, la consécration du temps, les économistes français et anglais, Adam Smith, J.-B. Say, ainsi que tous les écrivains de leur école, jusques et y compris M. Rossi. L'exposé et la défense de la doctrine de M. List ne forment, du reste, dans l'ouvrage de M. Richelot, qu'une digression. C'est pourtant au nom de cette doctrine que l'auteur voudrait voir l'exemple de l'association douanière allemande suivi par d'autres états de l'Europe, bien que dans certaines limites et avec quelques différences dans l'application. A cet égard, nous serions de son avis; seulement, au lieu de voir dans l'établissement d'associations de ce genre le résultat final d'une théorie vraie, nous n'y verrions qu'une amélioration relative de l'état présent.

Bien que nos opinions s'écartent sur bien des points de celles de M. Richelot, nous n'hésitons pas à reconnaître le mérite de son ouvrage. Ce n'est pas seulement le fruit d'une étude consciencieuse, c'est encore l'œuvre d'un esprit sain. Le style en est simple, clair, rapide, et parfaitement approprié au sujet. Les idées, quoique nombreuses et très variées, s'y déroulent toujours sans embarras. Aussi, malgré l'aridité apparente de la matière, on peut lire cet ouvrage sans fatigue et même avec plaisir.

— M. Charles Magnin vient de publier une traduction des drames naïfs et bizarres de l'abbesse Hroswitha, que la vocation dramatique est venue chercher au ve siècle dans le silence du cloître. Cette traduction est accompagnée d'une préface et de notes où la critique relève et complète heureusement l'érudition. Nous reviendrons sur cet important travail qui fait passer dans notre langue un des plus curieux monumens de la poésie du moyen-âge.

V. DE MARS.

SOUVENIRS

D'UNE

CAMPAGNE D'AFRIQUE.

J'ai souvent entendu reprocher au gouvernement de n'avoir pas fourni à M. le maréchal Clauzel les moyens nécessaires pour réussir dans l'expédition de Constantine, dont le commandement lui avait été confié. Le ministère, prétendait-on, dans cette circonstance, aurait plutôt écouté ses ressentimens personnels que songé au succès de nos armes, et le député de l'opposition se serait ainsi vu refuser les hommes et l'argent dont la gloire du général en chef aurait pu profiter. Sans me faire entièrement garant de la sympathie des membres du cabinet du 6 septembre pour l'illustre maréchal, j'ai toujours eu beaucoup de répugnance à admettre comme vraisemblable une pareille supposition, et je serais bien plutôt porté à croire que le ministère, tout aussi bien que le commandant de l'armée expéditionnaire lui-même, étaient loin de s'attendre aux difficultés très sérieuses que présentait l'entreprise projetée contre Achmet et contre la capitale de son beylik. Les préparatifs de la campagne de 1836 durent se ressentir de cette confiance un peu aveugle en notre supériorité dont nous avons

eu lieu quelquefois de nous repentir en Afrique, et dont il nous est difficile apparemment de nous corriger, car il s'en est peu fallu, par exemple, que, malgré l'échec essuyé quelques mois auparavant, les leçons de la sagesse ne fussent vaines encore une fois, et que, faute de moyens d'attaque suffisans, Constantine ne bravât victorieusement nos efforts en 1837. Si M. le maréchal Valée, dans le conseil tenu au camp de Medjez-el-Hammar, n'avait pas insisté pour emmener notre grand parc de siége, on aurait probablement laissé derrière soi ce lourd attirail, si gênant à transporter. Or, jamais nous n'eussions démoli la courtine de la porte El-Gharbia avec du calibre inférieur à du vingt-quatre, et sans la brèche que nos grosses pièces y ont pratiquée à cent cinquante mètres de distance, je ne sais pas trop ce qui serait advenu.

C'était donc une rude tâche, au dire des plus experts, et une opération pour le moins intéressante suivant les autres, que le siége de cette ville, si bien défendue par la nature et ses murailles romaines; c'était d'ailleurs une nécessité d'amour-propre pour nous que de nous emparer de ce nid de vautours qui déjà une fois, du haut de ses rochers, avait défié la valeur de nos soldats. Si ce qu'on racontait de la position de Constantine, de son aspect fantastique, des antiquités qu'elle contenait, de son pont gigantesque sur le Rummel, et de ses affreux précipices, était de nature à piquer la curiosité d'un voyageur, il y avait le plus grand intérêt aussi pour un militaire à faire partie du corps expéditionnaire destiné à aller prendre une éclatante revanche sur les Kabyles du bey Achmet. Aussi désirai-je vivement me joindre à l'armée qu'on réunissait dans ce but; mais les demandes étaient nombreuses, et quoique je me fusse inscrit depuis long-temps, je craignais de ne pas réussir. Heureusement, le 5e régiment de hussards, où j'étais capitaine alors, se trouvait au camp réuni devant Compiègne, lorsque la campagne fut définitivement résolue. J'appris un des premiers que M. le duc de Nemours y avait un commandement; je me rendis au château, et j'obtins du prince la faveur de faire la campagne projetée dans son état-major, en qualité d'officier d'ordonnance détaché de mon régiment.

Le 5 septembre, nous partions de Paris, et le 10 nous arrivions à Toulon; le 12, nous nous embarquions sur *le Phare*, et le 14 à minuit nous jetions l'ancre en rade de Bône. L'état-major du prince était composé de M. le colonel Boyer, son aide-de-camp, chef d'état-major; de M. le comte de Chabannes, lieutenant-colonel; de M. le baron

Dumas, chef d'escadron, aide-de-camp du roi; du capitaine d'Iliers, de M. Baudens, chirurgien-major, et de moi.

L'aspect de la rade de Bône est des plus pittoresques. Nous avions mouillé pendant la nuit, et à la pointe du jour, nous étions sur le pont, à jouir de la vue magnifique qui s'offrait à nos regards. La côte d'Afrique, dans cette partie, depuis le cap de Fer (Raz-el-Hadid) jusqu'au rocher du Lion, qui s'avance à l'entrée de la rade, est accidentée et pleine d'ondulations. La mer baigne des montagnes de formes gracieuses et un peu arrondies, que recouvre jusqu'à leurs sommets la plus vigoureuse végétation. Je ne trouvais pas là cette nature aride et désolée que je m'attendais à rencontrer sur les rivages africains. Au lieu de rochers calcinés par le soleil et de plages sablonneuses, ce n'étaient partout que des lentisques, des chênes dont la verdure sombre se mariait agréablement avec les cactus, les oliviers et les lauriers-roses. Rien de plus épais que les herbes, rien de plus touffu que les buissons qui croissent sur le sol de ces collines. A notre droite et au pied des ruines de la kasbah, détruite quelques mois auparavant par l'explosion de sa poudrière, brillaient sur une pente de gazon les blanches tentes du 17e léger. Nous avions devant nous le fort Cigogne, les murailles et les minarets de la ville, puis, autour de notre navire, de sveltes et légères embarcations montées par des Maltais qui s'empressaient de nous offrir leurs services.

A cinq heures, le commandant du port vint prendre les ordres du prince. On débarqua à huit heures. Toutes les autorités, les troupes de la garnison et la population de Bône nous attendaient sur la jetée et sur le rivage, le général Trézel en tête. C'est dans sa maison que M. le duc de Nemours se rendit, et qu'il demeura pendant son séjour à Bône. Il y reçut aussitôt après son arrivée les fonctionnaires de la localité et les corps d'officiers de la garnison.

Les affaires, que nous croyions tout-à-fait pacifiques, étaient au contraire à la guerre; nous apprîmes qu'il y avait eu la veille un engagement sérieux entre les troupes du camp de Medjez-el-Hammar, où se trouvait le gouverneur-général, et Ben-Aïssa, agha d'Achmet, campé à trois lieues de là, car toute la journée le canon et la fusillade s'étaient fait entendre. Ainsi donc, il paraissait que notre campagne n'avorterait pas, et que le bey de Constantine n'était pas disposé, comme nous le craignions, à nous faire des avances.

Je cherchai dès cette première journée à me monter, et je fus assez heureux pour y réussir passablement. Il me fallut néanmoins quelque

temps pour m'habituer à ces petits chevaux barbes si vifs, si alertes. On est tout surpris d'abord de la pétulance de leurs mouvemens; si l'on approche les jambes, ils bondissent avec tant de rapidité, qu'on dirait qu'ils vous échappent; dans un chemin difficile, dangereux même, n'essayez pas de les guider, ils sautent comme des chèvres, ne s'avancent que par courbettes ou par lançades, tout en vous portant d'ailleurs admirablement, sans jamais faire une faute. Je suis forcé cependant d'avouer que, dans les premiers momens, on est un peu étonné de cette indépendance d'allure, à laquelle les chevaux qu'on monte en Europe ne nous ont pas habitués.

La petite ville de Bône à notre arrivée était encombrée de monde; ses rues et ses places présentaient le spectacle le plus animé. Les constructions mauresques, les costumes des habitans, le langage de cette multitude, et jusqu'aux parfums qui s'en exhalaient, tout était nouveau pour moi; je regardais, j'écoutais, j'admirais avec un intérêt inexprimable. J'aurais voulu pouvoir dessiner du matin au soir, mais je n'en avais pas le temps, et la chaleur, extrême dans ce pays, oblige d'ailleurs le touriste le plus intrépide à rester chez lui pendant une bonne partie de la journée. Rien ne me sembla plus curieux que le marché hors de la porte de la Seybouse; de vieux Arabes montés sur des ânes y arrivaient de la montagne, des Turcs assis sur des murs en ruine fumaient gravement et en silence. Plus loin, entourés de leurs haïcks, la tête ceinte de la corde de chameau, des Kabyles, des Beni-Urgin et des Kharezas se chauffaient au soleil; leur attitude académique, leur air important, contrastaient avec l'aspect misérable de vêtemens tout en lambeaux. Il y avait parmi eux quelques nègres. Ajoutez à cela beaucoup de poussière, une grande chaleur, le ciel si bleu de l'Afrique, dans le lointain les montagnes de l'Edough, d'un vert violet, la porte et les murs de la ville blanchis à la chaux, et une odeur généralement répandue de bois d'olivier ou de cèdre brûlé, et vous aurez une idée assez exacte du tableau.

Le capitaine de Lagondie, aide-de-camp du brave général Trézel, m'accompagnait souvent dans mes promenades; il habitait l'Afrique depuis plusieurs années, son expérience des coutumes et des mœurs arabes était précieuse pour moi. Cette étude anticipée de la population africaine ne m'a pas au surplus été inutile; partout, depuis, j'ai retrouvé en Algérie les mêmes physionomies et les mêmes habitudes.

J'avais remarqué plusieurs Arabes d'une tournure distinguée montés sur des ânes, et je m'en étonnais; on m'expliqua que les ânes dans ce

pays, où ils sont traités avec plus de considération qu'en Europe, servent, aussi bien que les mulets, de monture de promenade, ou de *hacks* aux plus grands personnages pour les transporter d'un point à un autre. Les chefs ne prennent leur cheval que pour la guerre; on dirait qu'ils considèrent cet animal comme trop noble pour être employé à un autre service.

Pendant le temps de notre séjour à Bône, M. de Lagondie me conduisit chez Hadj-Soliman, beau-frère d'Achmet, bey de Constantine. J'admirai l'aspect vénérable de ce vieux guerrier, ses traits fortement accentués, sa longue barbe blanche, et je lui témoignai le désir de faire son portrait, ce qui, au premier abord, ne parut pas beaucoup lui plaire; mais comme je l'assurai que je serais flatté de pouvoir rapporter dans mon pays les traits d'un homme aussi remarquable et aussi justement célèbre que lui, je parvins à vaincre sa résistance, et il me donna très complaisamment séance pendant une bonne heure. Il me fit même la faveur d'imprimer son cachet sur mon dessin, ce qui pour les musulmans équivaut, comme on sait, à une signature. Hadj-Soliman, ainsi que son nom l'indique (1), avait fait le voyage de la Mecque. C'était un homme assez instruit; il exerçait quelque influence dans son pays. Le maréchal Clauzel, en nommant le colonel Jussuf bey de Constantine, lui avait donné Soliman pour khalifat ou lieutenant. Depuis long-temps brouillé avec son beau-frère, dont il était devenu l'ennemi déclaré, il avait marché dans nos rangs contre lui l'année précédente, et se disposait, cette fois encore, à faire la campagne avec nous.

Soliman nous reçut dans une petite salle, séparée en deux par une portière bleue, jaune et rouge, et nous fit asseoir sur son divan couvert de riches étoffes à fonds d'or ou d'argent, brodées en soie de couleur, avec des coussins ronds dans le même genre; mais tout cela était un peu usé, et se ressentait de la position précaire du khalifat de l'ex-bey de Constantine. Des domestiques me présentèrent la pipe d'usage, et m'offrirent dans une petite tasse de porcelaine de Chine, supportée par une sorte de coquetier en filigrane d'argent, du café excellent et surtout très chaud, préparé d'une manière particulière qui lui donne beaucoup de parfum. On le verse brûlant, et on en ajoute dans la tasse une pincée en poudre impalpable. Le rideau ayant été relevé, nous aperçûmes toutes sortes d'ustensiles de toilette, des coffres en

(1) On sait que les fidèles qui ont fait le voyage de la Mecque prennent le surnom d'*hadj* (pèlerin).

assez mauvais état, mais dont les ornemens en vermeil ciselé étaient d'un beau travail. Les étendards du khalifat, au nombre de dix à douze, formaient dans le coin un grand faisceau; ses armes, suivant l'usage oriental, étaient accrochées contre la muraille de l'appartement. Les plus curieuses venaient de Constantine, où l'on fabriquait aussi, me dit-on, des selles d'une très grande richesse.

Hadj-Soliman avait chez lui une espèce de petite cour composée d'un vieux médecin et de quelques Turcs, dont l'un avait été grièvement blessé à Navarin et parlait un peu français. Parmi les personnages à turban qui se trouvaient là fumant silencieusement leur pipe, j'avais remarqué une figure à expression sévère et à barbe noire, qui me semblait, si j'ose m'exprimer ainsi, plus orientale que les autres. Quelle fut ma surprise en entendant ce faux Turc, qui n'avait pas ouvert la bouche depuis une heure, adresser la parole à Lagondie dans le meilleur français du monde! C'était un officier de nos spahis, que j'aurais reconnu à son dolman garance soutaché de noir, si je n'avais pas été nouveau venu en Afrique. Plusieurs militaires français ont eu pendant quelques années en Algérie la prétention de ressembler à des Arabes; ils imitaient leurs gestes, leur gravité, leur silence, et prenaient de leur costume tout ce qu'il leur était possible de lui emprunter. On assure que cette mode est un peu passée aujourd'hui.

Hadj-Soliman fit porter mon dessin dans l'appartement de ses femmes, qui envoyèrent dire qu'elles le trouvaient fort ressemblant. Je hasardai à cette occasion quelques paroles de galanterie, mais Lagondie m'avertit de prendre garde, car rien n'est plus désagréable pour un musulman que d'entendre parler des habitantes de son harem. Il ajouta qu'il fallait même, si je voulais être très poli, ne point paraître m'occuper de cet incident.

Le 16, le comte de Damrémont, gouverneur-général, qui était arrivé du camp de Medjez-el-Hammar avec plusieurs officiers, dîna chez le prince, dans la petite cour de la maison du général Trézel, qu'on avait recouverte d'une grande voile de navire. Le temps était mauvais, il faisait du vent. Je me souviens qu'une bougie placée devant le gouverneur s'éteignit trois fois de suite. « Rappelez-vous ce que je vous annonce, me dit mon voisin, le lieutenant-colonel de C..., il lui arrivera malheur dans la campagne. » Cette singulière prophétie ne s'est que trop bien réalisée.

C'était un spectacle bien triste que la vue des pauvres militaires attaqués de la fièvre, qu'on rencontrait dans la ville à chaque pas, appuyés sur un bâton et se traînant avec peine; ils venaient des camps

des environs au grand hôpital des Caroubiers. La fièvre en Algérie est, de toutes les affections, la plus dangereuse; deux ou trois accès de cette maladie suffisent souvent pour mettre l'homme le plus robuste aux portes du tombeau.

Rien n'est plus vert que la campagne de Bône; la route qui conduit à l'*oasis de Jussuf*, bordée par d'immenses cactus couverts de fruits, par des oliviers et des caroubiers qui, groupés en désordre, forment des bosquets charmans, est embaumée par l'odeur de je ne sais quelle plante dont les exhalaisons se font surtout sentir vers le soir. — Dans nos promenades du côté des ruines d'Hippone, sur les bords de la Seybouse, nous rencontrions souvent des Arabes à cheval qui rapportaient en ville des peaux de lion fraîchement écorchées et pendues à l'arçon de leur selle. On dit qu'auprès du camp de Dréan et dans les bois qui avoisinent le lac Fezzara on trouve une grande quantité de ces animaux.

M. le duc de Nemours, grand amateur de natation, allait souvent avec nous se baigner dans la mer à l'ombre d'un grand rocher qui a tout-à-fait la forme d'un lion, et qui en porte le nom. C'était vers le soir et au soleil couchant que ces parties avaient lieu. Un jour un requin, qui fut signalé par notre maître-canotier, mit pendant quelques instans un peu de désordre parmi les nageurs, qui regagnèrent précipitamment le rivage, dont par bonheur aucun n'était éloigné.

Le 18, jour désigné pour une excursion aux environs, nous partîmes de bonne heure, M. le duc de Nemours et nous tous à cheval, avec un brigadier et quatre chasseurs d'escorte. Nous nous dirigeâmes d'abord vers l'est, en longeant la Seybouse. Après avoir traversé d'immenses plaines couvertes d'herbes desséchées, où nous tirâmes quelques sangliers, nous fîmes halte au milieu d'un douair de Beni-Urgin campés sous des figuiers et des cactus. Le prince leur ayant fait distribuer de l'argent, les femmes poussèrent aussitôt ce cri guttural et assourdissant bien connu de toutes les personnes qui ont visité l'Afrique, et qu'elles ne manquent jamais de faire entendre quand quelque circonstance extraordinaire vient à les émouvoir. Ce douair pouvait se composer de trois ou quatre familles. Les tentes étaient formées de vieilles couvertures rapiécées, tendues fort près de terre, et là-dessous couchaient pêle-mêle les hommes, les femmes, les enfans et les poules. Il y avait là aussi bon nombre de chiens qui aboyèrent beaucoup en nous voyant. C'est une espèce qui ressemble à notre chien de berger de petite taille. Quelques femmes de cette tribu nous parurent assez belles; leur peau est bronzée, et leurs figures sont tatouées

de lignes en points bleus et noirs. Ces femmes portaient de grands anneaux suspendus aux oreilles; leur visage était découvert; elles semblaient le laisser voir sans embarras, tandis que les musulmanes qui habitent Bône, lorsqu'elles sortent en ville, le cachent au contraire soigneusement avec leur haïck, dont un bord est serré tout autour de la figure et à la naissance du nez, de façon à ne laisser voir que les yeux et le bas du front. Les enfans, tout nus, couleur de bronze comme leurs parens, étaient entièrement rasés et n'avaient qu'une seule tresse de cheveux noirs et crépus sur le sommet de la tête.

Après nous être éloignés de ce douair, nous ne tardâmes point à arriver à un vaste verger, appelé l'*oasis de Jussuf*, où nous mîmes pied à terre sous des arbres touffus. Quelques hommes d'une tribu voisine nous apportèrent de l'eau et des fruits; ils nous servirent en abondance du raisin, des grenades et des figues de cactus. Cette belle végétation, ces frais ombrages, au milieu de la plaine desséchée et par cette grande chaleur, rendaient ce lieu fort agréable. La plupart des Arabes appartenant aux tribus environnantes avaient été enrôlés dans nos spahis; ils n'étaient guère mieux vêtus pour cela; la couleur de leur burnous, qui en général est bleu, était le seul signe distinctif qui pût les faire reconnaître. Plusieurs de ces hommes nous reconduisirent à cheval pendant l'espace d'une lieue environ, et firent, en l'honneur du prince, ce qu'ils appellent une *fantasia*. Les cavaliers se lancent au grand galop, dans toutes les directions, puis reviennent en tournant autour des personnes qu'ils veulent honorer, en déchargeant leurs fusils à terre ou en l'air. Les chevaux barbes ont les jambes si sûres, qu'il est superflu de les soutenir. Aussi, après avoir lancé leur monture au grand galop, les cavaliers abandonnent-ils les rênes; ils saisissent à deux mains leur fusil, placé en travers sur l'arçon de la selle, et, le faisant tourner au-dessus de leur tête, se tiennent tout debout sur les étriers. C'est alors que, le corps immobile, ils ajustent et tirent. On comprend néanmoins qu'il est difficile de bien assurer le coup de la sorte. Je n'avais pas encore vu d'Arabes en tirailleurs, et j'ai reconnu depuis que c'est ainsi que leurs cavaliers combattent.

Pendant les derniers temps de notre séjour à Bône, un Arabe des Beni-Sala apporta au prince une jeune lionne, qui pouvait avoir quatre ou cinq mois, et qui était grosse comme un fort chien. Al-Bouïn (c'était le nom de l'Arabe) avait trouvé cet animal et un petit lionceau, son frère, tout jeunes, dans un fourré non loin du lac Fezzara; il les avait emportés dans son burnous, et s'était mis aussitôt à fuir de toute la vitesse de son cheval. Vers le camp de Dréan, à une demi-

lieue de là, le lionceau étant tombé, il s'arrêta pour le ramasser; mais il fut glacé de terreur en entendant de loin les rugissemens de la mère, qui, revenue sans doute de la chasse, n'avait plus retrouvé ses petits à son gîte. Persuadé qu'elle ne tarderait pas à être sur ses traces, Al-Bouïn sentit qu'il y allait de sa vie s'il perdait un instant; abandonnant donc prudemment une partie de son butin pour occuper l'ennemi, il piqua son cheval, qui sentait d'ailleurs le danger comme lui, et qui l'emporta avec une rapidité prodigieuse jusqu'au camp, où ils arrivèrent heureusement tous les trois sains et saufs. Pendant la nuit, la lionne rôda sur le glacis en poussant d'affreux hurlemens. Nous étions souvent réveillés le matin par le souffle brûlant de cette petite bête féroce, qui se promenait dans notre maison totalement dépourvue de portes; elle venait ainsi nous visiter impunément et nous pousser avec son muffle sur les matelats où nous étions couchés, de façon à nous causer parfois une émotion assez désagréable (1).

Cependant les préparatifs de notre départ avançaient rapidement. De l'autre côté du Raz-el-Akba, montagne située à une journée de distance, au-delà du camp de Medjez-el-Hammar, nous ne devions plus rencontrer de végétation jusqu'à Constantine; pas un arbre, pas une plante, pas même un brin d'herbe, car la moisson dans toutes ces contrées était achevée depuis long-temps. Afin d'être à même de faire du feu au bivouac, et de pouvoir cuire la soupe des soldats, on eut recours à un moyen assez ingénieux : comme il n'y avait pas à espérer que nous dussions trouver du bois sur notre route, il fut décidé qu'on en emporterait. Chaque homme d'infanterie reçut l'ordre de placer sur son havre-sac un petit fagot soigneusement fait et serré; il dut se munir en outre d'un bâton de moyenne longueur, et le porter à la main pendant la marche. Ces provisions de bois étaient destinées, comme on le comprend, à alimenter les feux de notre petite armée, et l'on avait calculé le temps présumé de la campagne de façon à ce que, cannes et fagots, tout fût brûlé quand nous serions maîtres de Constantine. Un parc de bœufs devait marcher avec nous; les hommes portaient plusieurs rations de biscuits; les cavaliers étaient aussi chargés de foin bottelé et d'orge pour quelques jours; les fourgons et prolonges de l'administration contenaient le reste des approvisionnemens. Un assez grand nombre de mulets conduits par des cavaliers démontés suivaient nos colonnes. Ce moyen de transport était de

(1) M. le duc de Nemours avait ramené avec lui cette lionne, qui se noya par accident dans la Seine, lors du retour du prince en France.

beaucoup préférable aux voitures dans un pays où l'on ne rencontre pas de chemins frayés, et où le sol, presque toujours montagneux, est sillonné de ravins profonds et peu praticables.

Le choléra ayant éclaté au fort Génois, à Bône, parmi les hommes du 12e de ligne, et un des bataillons du 26e, retenu par les vents contraires, ne nous ayant pas rejoints, nous fûmes obligés d'envoyer à Toulon M. de Sarlat, capitaine de corvette, avec *le Phare* et *l'Achéron*, bateaux à vapeur de la marine royale, pour y aller chercher le 12e léger. On voulait d'abord faire venir de l'infanterie d'Oran; mais on abandonna ce projet sur l'observation des officiers de marine, qui affirmèrent qu'il faudrait au moins vingt-cinq jours pour ce voyage. Cette diminution de 3,000 hommes dans l'effectif de notre petite armée n'était pas sans importance; elle changeait, en effet, nos plans de campagne. Il avait été question d'abord de choisir le camp de Medjez-el-Hammar comme base de nos opérations; c'était de là qu'après avoir mis le siége devant Constantine, nous devions tirer tous nos approvisionnemens; les convois entre le camp et l'armée assiégeante auraient été escortés par 2 ou 3,000 hommes, qui étaient au moins nécessaires pour les protéger, pendant l'espace de quinze lieues environ, contre la nombreuse cavalerie d'Achmet. La diminution inattendue de nos forces disponibles, que l'époque avancée de la saison rendait irréparable, nous ôtait la faculté de prélever sur notre corps expéditionnaire le nombre de bataillons indispensables pour assurer nos communications. Il fallut donc emporter avec nous tout notre matériel, sans espoir de pouvoir le renouveler; en un mot, pour me servir d'une expression de chasse, nous attaquions Constantine *sans relais, et de meute à mort.*

La campagne projetée devait être entreprise après les chaleurs et avant la saison des pluies, qui, dans les hautes régions où nous avions à opérer, se changent toujours en neige vers la fin de septembre. Pour avoir commencé trop tard l'année précédente, le corps d'armée du maréchal Clauzel avait eu cruellement à souffrir de l'abaissement de la température et du débordement des ruisseaux; un assez grand nombre de soldats étaient morts de froid dans les vallées de Raz-Zenati. D'autre part, en s'aventurant trop tôt dans ces contrées privées de sources et de puits, on était exposé à manquer d'eau; car, après avoir dépassé les camps, il ne fallait s'attendre à en trouver que dans le lit des torrens.

Suivant le général Valée, qui commandait en chef l'artillerie, les approvisionnemens auraient été mal calculés, de telle façon que, dans

le cas où les pluies nous eussent forcés à séjourner entre Medjez-el-Hammar et Constantine, dans des vallées dont le sol argileux devient en peu d'heures impraticable lorsqu'il est détrempé par l'eau du ciel, nous eussions consommé nos munitions sur place; ce qui ne pouvait manquer de compromettre d'une manière grave le succès de notre expédition. Il y avait, comme on voit, malgré les précautions prises, une large part faite au hasard, et cette incertitude rendait pour nous la campagne plus intéressante encore. Nous n'avions en partant qu'une idée confuse de la résistance effective que la ville de Constantine pouvait nous opposer; les difficultés auxquelles nous nous attendions devaient se rencontrer en chemin. Or, c'est juste le contraire qui arriva, car le temps fut fort beau pendant toute la route.

Notre petite armée se mit en mouvement le mardi 26 septembre, à sept heures du matin. M. le duc de Nemours marchait en tête de la colonne, ayant sous ses ordres l'avant-garde, ainsi composée : 8 escadrons des 1er et 3e chasseurs d'Afrique, les spahis, à peu près 2 escadrons, 1 bataillon de zouaves, 1 bataillon du 2e, 2 bataillons du 17e léger, et une batterie de campagne; en tout 2,000 hommes d'infanterie et 1,200 chevaux. Le temps était magnifique, la chaleur extrême. J'ai presque toujours trouvé en Afrique l'air plus étouffant et la température plus élevée le matin que pendant le reste du jour. Cet effet tient peut-être à ce qu'après les fraîcheurs de la nuit on est plus sensible aux premiers rayons de ce soleil si pénétrant, qui brûle presque aussitôt qu'il a paru sur l'horizon.

A onze heures, nous étions arrivés au camp de Dréan, après avoir fait vingt-deux kilomètres à travers une vaste plaine couverte d'herbes hautes et sèches qu'entoure un cordon de montagnes élevées. On nous montra le point culminant de la chaîne, nommé le Raz-el-Akba, ce col situé au-dessus de Medjez-el-Hammar, et où l'armée aurait à passer en marchant sur Constantine; c'était notre Petit-Saint-Bernard, et l'ennemi, disait-on, devait nous y attendre dans de bonnes positions.

Le camp de Dréan occupe le sommet d'une colline assez élevée, d'où l'on aperçoit la mer au nord, et l'immense lac Fezzara à l'ouest. Entouré d'un épaulement avec un large fossé, il est dans une position avantageuse, bien que l'eau en soit trop éloignée. Nous y fîmes une halte de quelques heures et nous y déjeunâmes. J'y trouvai MM. de Falbe, ancien consul de Danemark à Athènes, archéologue distingué, et le colonel Temple, voyageur anglais, accrédités auprès de l'expédition par notre gouvernement en raison de la nature de leurs re-

cherches et surtout de l'époque de leur demande (1). En ce moment, plus de cent étrangers réunis à Toulon y étaient éconduits par le préfet maritime, qui, en exécution des ordres ministériels, leur avait refusé la permission de se joindre à l'armée; dans un pays dénué de ressources comme celui où nous opérions, la prudence ordonnait de tout calculer et de ne pas s'embarrasser de bouches inutiles. MM. de Falbe et Temple étaient porteurs de bons instrumens et faisaient des expériences délicates; ils s'occupaient de recherches physiques, mais ils ne pouvaient pas s'éloigner de la ligne suivie par nos colonnes, sous peine d'être enlevés par les Arabes.

Après une halte de deux heures, nous nous remîmes en mouvement. Le pays, de Dréan au camp de Nechmeya, offre un aspect nouveau; les vallées se resserrent; on y remarque une végétation plus abondante, d'épais lentisques, des palmiers nains et des oliviers sauvages. Tous ces arbustes croissent et se développent dans le sens horizontal; ils ne s'élèvent généralement pas à une hauteur de plus de deux ou trois mètres. Cela tient à la manière dont les Arabes des tribus voisines préparent leurs terres pour la culture : ils commencent par mettre le feu aux chardons et aux mauvaises herbes, pour les faire disparaître et détruire en même temps les reptiles et autres animaux malfaisans; ce feu gagne de proche en proche avec une effrayante rapidité, et ses ravages, qui s'étendent toujours très loin, atteignent surtout les plantes qui s'élèvent à une certaine hauteur : aussi voit-on les branches de tous les arbres qui ont plus de cinq à six pieds étendre tristement leurs rameaux noircis et à moitié consumés au-dessus des épais buissons qui les entourent.

A peu de distance de Dréan se dressent de beaux rochers nommés rochers des Lions, à cause de la quantité de ces animaux répandus aux environs. Tout ce pays est très giboyeux, et en suivant parallèlement la colonne, au milieu des fourrés, je fis partir beaucoup de grosses bartavelles sous les pieds de mon cheval.

Les hommes souffraient beaucoup de la chaleur, qui était très forte; quand nous avançâmes dans la région des montagnes, la température devint de plus en plus supportable. Nous marchions avec M. le général Valée, ses aides-de-camp, et son gendre, M. de Salle, capitaine d'état-major, le général Trézel et ses officiers, MM. de Lagondie, de Cicé

(1) Il y avait en outre, si je ne me trompe, cinq ou six officiers étrangers à l'état-major.

et Gavaudan (1); le prince avait avec lui un interprète, M. Muller, et celui du général Trézel, Abdallah-Aly. Nous rencontrâmes sur la route plusieurs détachemens du 11e de ligne et de la légion étrangère; ces derniers, depuis long-temps en Afrique, avaient une tournure toute militaire, et semblaient parfaitement acclimatés et bien portans. A une petite distance de Nechmeya, point où l'on avait établi un camp depuis quelques mois, les officiers qui avaient assisté à la dernière expédition me montrèrent auprès d'une source entourée de quelques arbres le lieu appelé *Mo-el-Fa*, où ce pauvre Paul Sannegon était venu mourir l'année précédente, et me donnèrent les détails de la triste fin de notre aimable et bon camarade, si regretté par tous ceux qui l'ont connu.

Les soldats du camp, pour se faire des barraques et des abris de feuillage devant leurs tentes, où la chaleur les empêchait de demeurer pendant le jour, avaient dévasté tout le fond de cette petite vallée, qui présentait de beaux ombrages, me dit-on, lorsque l'armée y passa pour la première fois, mais dont presque tous les arbres avaient été abattus depuis. La position du camp me sembla mal choisie; il était dominé partout, et se trouvait au fond d'un entonnoir peu spacieux; l'enceinte en était d'ailleurs médiocrement fortifiée. Quelques coups de canon annoncèrent l'arrivée du prince. Les Kabyles venaient toutes les nuits tirer sur les sentinelles; les feux allumés dans l'intérieur du camp leur servaient de points de mire, et ils blessaient assez souvent des hommes et des chevaux. Nous y passâmes une nuit un peu agitée, car les cousins et d'autres insectes nous firent une guerre acharnée. Les Kabyles nous envoyèrent quelques coups de fusil; ces sauvages fanatiques, couleur de terre, se mettent tout nus, se glissent en rampant dans l'obscurité auprès de nos gardes avancées, et parviennent quelquefois à surprendre de malheureuses sentinelles qu'ils assassinent. Le commandant du camp avait fait pendre pour servir d'exemple et exposer pendant trois jours le corps d'un de ces Arabes tué dans une des embuscades qu'on a soin de leur tendre toutes les nuits. Au reste, l'augmentation des forces du camp, l'arrivée des troupes, tout inspirait à l'ennemi une crainte salutaire.

Notre première couchée offrit beaucoup de désordre; nos domestiques étaient encore très peu au fait. Les chevaux *entravés*, c'est-à-dire retenus par les pieds de devant, ne se détachèrent pas cette fois,

(1) Le capitaine Gavaudan, fils de l'acteur de ce nom, a été tué près de Blidah en 1838; ce jeune homme était fort instruit et donnait de grandes espérances.

et c'était un grand point, car on se figure combien il est inquiétant pour le propriétaire d'un cheval de l'entendre hennir et galoper la nuit au milieu des tentes, et s'abattre souvent sur les cordes qui les soutiennent, au grand désespoir du pauvre domestique qui le poursuit tout essoufflé.

A sept heures, nos colonnes s'ébranlèrent. Le pays, à la sortie du camp, se présente sous une forme beaucoup plus montagneuse et rappelle le Jura, les Vosges dans leurs parties les plus arides. Nous trouvâmes la route admirablement tracée et entretenue. Nous nous élevions de plus en plus, et des plateaux où nous faisions halte nous apercevions la mer dans le nord, et dans le sud le Raz-el-Akba, cette crête que les soldats s'obstinaient toujours à nommer le Col de Fer. Le prince avait la bonne habitude de faire prendre de temps en temps du repos aux troupes, surtout au moment de partir; cela est toujours nécessaire dans ce pays, où nos pauvres soldats fiévreux ont souvent tant de peine à se traîner. Nous en rencontrâmes plusieurs couchés sur la route, et qui avaient laissé passer la colonne sans pouvoir la suivre. Cette vue était pénible et nous présageait de grandes pertes en hommes, si les pluies et le mauvais temps venaient augmenter les difficultés de notre expédition. Baudens, notre chirurgien-major, avec son activité et son humanité ordinaires, les interrogea tous, et le prince, dont la sollicitude pour les troupes ne se ralentit pas un instant pendant la campagne, donna ordre à des hommes de l'escorte de les faire monter sur sa voiture de suite. La chaleur était du reste très grande et avait commencé de bonne heure. Vers les neuf heures, nous vîmes déboucher sur notre gauche une dixaine de cavaliers. J'allai avec notre interprète pour les reconnaître : c'étaient des Beni-Oureddin chargés par le colonel Duvivier, qui commandait à Guelma, de se rendre à Bône pour y prendre des objets d'approvisionnement.

Le pays, à mesure que nous approchions de Hamman-Berda, semblait plus gai et un peu moins abandonné. Nous distinguâmes plusieurs douairs, et des Kabyles faisant paître leurs troupeaux dans la vallée; quelques-uns, qui nous attendaient sur le bord de la route, nous vendirent des figues de cactus. Du reste, la solitude de ces contrées, le peu d'empressement que mettaient les populations à venir à notre rencontre, prouvaient la frayeur qu'Achmet avait su leur inspirer.

Notre première halte eut lieu près de Hamman-Berda (eaux chaudes), source d'eaux thermales où se trouvaient des bains du temps des Romains. La température de cette source est d'environ 25 degrés Réaumur. A la droite de la route s'élevait un petit fort en pierre, construit

par nous, où nous laissâmes un poste. Dans toute cette partie du pays et jusqu'à Medjez-el-Hammar (gué de l'Ane), la végétation se montre de plus en plus vigoureuse; les lentisques et les oliviers couvrent le sol, sans jamais atteindre cependant une hauteur de plus de dix à douze pieds. Les montagnes, à droite et à gauche de la route, sont revêtues d'un épais manteau de verdure, et les lauriers-roses y croissent en profusion.

Nous fîmes une très longue halte à Hamman-Berda, afin que les deux bataillons du 17e léger, colonel Corbin, que nous y avions trouvés, pussent gagner le camp de Medjez-el-Hammar à peu près en même temps que nous. Baudens pansa dans ce lieu un pauvre diable qui avait eu le pied fracassé par la balle d'un Arabe le matin même, dans sa charrette, à quelques kilomètres du camp. Cinq à six Kabyles, embusqués dans des buissons, avaient tiré sur lui et blessé sa mule. Ils s'étaient enfuis à la vue du premier homme d'escorte. Ce fait nous commandait la plus grande circonspection, et cependant M. le duc de Nemours marchait en avant de la colonne sans se faire éclairer, sur un terrain fort accidenté, couvert d'arbres et de broussailles, du milieu desquels des Arabes cachés auraient pu l'ajuster très commodément. Nous fûmes obligés de faire détacher sans ordre une dixaine de chasseurs du 2e régiment, qui se portèrent en avant et fouillèrent un peu le pays, car nous tremblions que notre chef ne vînt à tomber dans quelque embuscade. Je dois ajouter, pour être vrai, que nos éclaireurs, en battant les buissons et les fourrés, ne firent lever que des perdrix.

A un quart de lieue du camp de Medjez-el-Hammar, le lieutenant-général gouverneur, comte de Damrémont, vint à la rencontre du prince, entouré d'un brillant état-major : l'arrivée de cette troupe de cavaliers au galop, soulevant un nuage de poussière, était d'un bel effet. Rien ne me parut plus pittoresque que l'aspect du camp éclairé par un beau soleil d'Afrique. D'immenses montagnes couvertes de verdure fermaient de tous côtés l'horizon; les blanches draperies des tentes, les arêtes nettement détachées des fortifications, les feuillages des abris et de tous les postes avancés, donnaient à ce paysage militaire un air de parure et de fête. De petits ouvrages pour nos grand'-gardes étaient construits sur les éminences environnantes. Le gouverneur et les commandans du camp avaient eu la sage précaution de fortifier tous les postes, ou du moins de leur construire à tous des abris, avec une petite ceinture de pierres sèches, afin de protéger autant que possible nos sentinelles avancées contre le feu des Kabyles,

qui, semblables à des bêtes fauves, rôdaient nuit et jour autour de nos établissemens. Le camp était situé à portée de la Seybouse, qui embrassait une partie de son périmètre, et fournissait de l'eau en quantité suffisante pour nos besoins. Cette eau n'est cependant pas très potable, car elle contient une notable quantité de sels neutres en dissolution; mais les fontaines qui abondent dans les environs en donnent une fraîche et excellente.

Toutes les troupes étaient rangées hors du camp, et le prince les passa en revue. L'attitude du soldat me sembla parfaite. Le canon tirait, et sur les hauteurs à droite une tribu ennemie incendiait des douairs dont l'épaisse fumée se détachait en colonnes blanchâtres sur la sombre verdure des chênes et des lauriers. Je fus frappé de la tenue et de l'air martial des zouaves, que je voyais pour la première fois. Leur uniforme est à la fois le plus leste et le plus élégant qu'on puisse imaginer pour l'infanterie. Les hommes ont le cou nu; les compagnies d'élite sont coiffées d'un turban vert roulé autour de leur tarbouche ou fezy; les compagnies du centre ne portent pas de turban. Au lieu de capotes, les zouaves sont munis de courts cabans en drap gris comme ceux des matelots, avec un capuchon; une veste boutonnée, un dolman bleu sans collet ouvert sur la poitrine et un large pantalon à la turque, complètent leur costume. Leur cartouchière est serrée autour des reins, et des guêtres en cuir lacées leur couvrent le bas des jambes. Leur coiffure, la coupe de leurs habillemens, et surtout la longue barbe qu'ils portent tous, leur donnent une physionomie tout-à-fait musulmane. Ce sont bien les plus infatigables marcheurs et les plus intrépides soldats qu'on ait vus. Le colonel de Lamoricière, qui avait formé ce corps d'élite, était fier de le commander, et c'est le plus bel éloge qu'on pût en faire.

Après le défilé de la troupe, nous entrâmes dans le camp, vaste établissement militaire dont les conditions extérieures et la partie pittoresque empruntaient au pays où nous nous trouvions une couleur locale qui en doublait le mérite à mes yeux. Nous y couchâmes, pendant notre séjour, sous des tentes que le génie nous avait fait dresser. On avait construit pour le prince une série de salons et de cabinets très vastes en osier, recouvert d'un revêtement épais de branchages et de verdure. Une agréable fraîcheur régnait dans ces appartemens improvisés. Tous les soldats avaient devant leurs tentes de jolis abris en feuillage; cela était disposé avec soin et même avec une certaine élégance.

Je fis, le soir de notre arrivée, en dînant chez le gouverneur-gé-

néral, la connaissance du général Rulhières, qui commandait le camp pendant l'absence du général Damrémont, lors de la dernière attaque des Arabes. Il voulut bien me raconter l'affaire avec de grands détails. Les combats se livraient tout autour du camp, sur les éminences qui le dominaient, de sorte que les troupes qui n'y étaient pas engagées en étaient cependant spectatrices et y prenaient la part la plus vive. Sur la droite de la porte méridionale du camp, et à une assez grande hauteur, était placé un poste retranché. Cette position escarpée avait été bravement attaquée par l'infanterie arabe qui escaladait avec intrépidité les rochers; plusieurs de ces fantassins étaient venus se faire tuer à vingt-cinq pas de l'épaulement. L'ennemi avait de 7 à 8 mille chevaux qui couvraient tout le rideau des montagnes. Suivant le rapport d'un déserteur espagnol, il aurait perdu dans cette affaire près de 400 hommes. Les chefs portaient tous une large ceinture rouge comme marque distinctive. L'infanterie régulière du bey, précédée de sa musique, avait marché avec résolution contre le poste des zouaves, qui la repoussa néanmoins après un combat d'une heure. Dans ce mouvement, l'ennemi s'était assez rapproché du camp pour que le général Rulhières pût lui envoyer de la mitraille avec des pièces de position. En résumé, l'affaire avait été très chaude, et Achmet y était, dit-on, en personne.

Le 27 au soir, M. le duc de Nemours nous annonça que nous partirions le 1er octobre. Cette nouvelle fut accueillie avec joie par toute l'armée, car nous croyions devoir attendre à Medjez-el-Hammar l'arrivée des troupes qu'on faisait venir de France.

Nous visitâmes avec soin, dans la matinée du lendemain, les dehors du camp, les fortifications, les hôpitaux, la tête du pont de la Seybouse, ainsi que la manutention des vivres. Tout était dans un bel état d'entretien et de conservation. Après avoir pris une demi-heure de repos, nous repartîmes pour aller visiter dans les environs une source d'eaux thermales fort curieuse nommée *Hammam-Mescoutin* (les eaux enchantées). Nous longeâmes, dans notre excursion, les rives escarpées et boisées de la Seybouse, dont nous remontions le cours en suivant de petits sentiers fort pierreux, très peu fréquentés, et traversant de temps en temps des gués étroits et difficiles. Nos chevaux se tirèrent parfaitement de cette épreuve. Je ne conçois pas cependant comment ils ne s'abattirent pas cent fois sur les gros cailloux ronds qui couvrent les chemins et les lits des ruisseaux. Nous avions pour escorte un escadron de chasseurs, et les états-majors réunis du prince

et des généraux formaient une troupe de plus de cent cavaliers, ce qui nous mettait à l'abri de tout danger de surprise.

Après une heure et demie de marche, nous arrivâmes au pied d'un monticule situé à la droite de la route, et nous aperçûmes, entre des pans de murs démolis, au milieu de nombreux fragmens de ruines romaines, une trentaine de cônes blanchâtres de hauteurs diverses, disséminés sur un espace d'environ un kilomètre carré. Ces pains de sucre ont été formés à différentes époques par des fontaines jaillissantes, dont les eaux thermales déposaient incessamment autour d'elles les sels qu'elles tenaient en dissolution. Les uns, d'une origine toute récente, ne présentaient qu'une enveloppe légère de forme à peu près conique dont l'axe liquide répandait lentement sur la croûte environnante une eau chaude en ébullition continuelle. D'autres avaient déjà acquis une hauteur de un à deux mètres, mais la solidité de leur croûte ne résistait pas à la pression du pied dont on leur faisait porter facilement l'empreinte. Il y en avait de plus de sept mètres d'élévation et de quatre mètres de diamètre à la base; ceux-là, abandonnés par l'eau depuis long-temps, ressemblaient à des roches calcaires fort dures, et leur surface, assez irrégulière d'ailleurs, était couverte de végétation. De distance en distance, on rencontrait de petits bassins dont la température variait de 60 à 70° Réaumur. Plus loin, l'eau coulait en ruisseau, et formait, en se précipitant dans la Seybouse, une cascade d'un effet fort original, en raison des couleurs singulières et variées que les sédimens avaient données à la roche. Les parties constamment baignées par les eaux étaient d'une blancheur éblouissante et quelquefois légèrement teintées de jaune. Ces eaux ont le goût de celles de Barèges et d'Aix-la-Chapelle (1); elles sont sulfureuses. J'ai remarqué qu'elles déposaient dans beaucoup d'endroits de la chaux presque pure, et les bulles qui s'élevaient à la surface des bassins étaient dues certainement à un grand dégagement d'acide carbonique. La cascade dont je viens de parler joint ses eaux à la Seybouse, et malheureusement au-dessus du camp, dont elle n'est pas éloignée de plus de six kilomètres. C'est ce qui explique pourquoi l'eau de la Seybouse, puisée à Medjez-el-Hammar, est insalubre. Le lit de cette rivière au pied de la cascade est d'ailleurs ombragé par d'épais bosquets d'oliviers, de lentisques et de lauriers-roses; c'est un endroit délicieux.

(1) Sous l'administration de M. le duc d'Aumale, un établissement de bains a été fondé en cet endroit pour les militaires malades ou blessés.

Nous côtoyâmes la rive gauche en revenant au camp, ce qui nous fit passer sur le champ de bataille du 24 septembre, et traverser les positions qu'avaient occupées alors les troupes du bey. Le sol portait l'empreinte des pas nombreux de la cavalerie ennemie. — Au retour de cette promenade, il fut résolu qu'on enverrait le lendemain une forte reconnaissance sur le Raz-el-Akba, afin de savoir si l'ennemi n'aurait pas tenté de détruire les travaux que nous y avions faits pour faciliter le passage de l'armée. Je demandai et j'obtins la permission de prendre part à cette reconnaissance.

Le 29 au matin, un bataillon du 47e de ligne et un peloton du 3e chasseurs sous les ordres d'un chef de bataillon sortirent du camp et se dirigèrent du côté du col, où nous avions ordre de pénétrer si nous ne rencontrions pas l'ennemi. Un officier de l'état-major-général, le capitaine Renard, et un officier du génie aide-de-camp du général Lamy s'étaient joints à nous. Les chasseurs nous éclairèrent et nous servirent d'avant-garde. Nous trouvâmes la route parfaitement intacte; elle avait été respectée par les Arabes. Nous remarquâmes sur notre chemin plusieurs points où ils devaient avoir bivouaqué lors de la dernière affaire. Une prodigieuse quantité de vautours était occupée à dépecer les corps de quelques chevaux morts abandonnés par l'ennemi. Nous espérions pouvoir atteindre sans coup férir la sommité la plus élevée du Raz-el-Akba, car la reconnaissance avait ordre de ne pas s'engager, et nous parvînmes jusqu'à environ un kilomètre du col sans accident, à un lieu nommé Hannounah, où nous fîmes halte auprès d'une belle fontaine. Après avoir pris quelques instans de repos, nous nous remîmes en marche, mais nous avions fait à peine deux cents pas, que des chasseurs d'avant-garde accoururent pour prévenir le commandant que des cavaliers arabes en grand nombre occupaient le col et venaient à nous. J'avais beau ouvrir de grands yeux et parcourir du regard toutes les montagnes à l'entour, il m'était impossible d'apercevoir aucun ennemi, et j'avoue que je ne m'expliquais pas l'urgence du mouvement rétrograde qui fut à l'instant ordonné. Au bout de quelques instans, j'entendis une faible détonation qui me parut provenir d'un coup de fusil tiré dans la vallée à un quart de lieue. Je fis remarquer au commandant que des officiers chassaient sans doute aux environs. Il sourit et me dit : « Je vois que vous n'avez pas encore une grande habitude des Arabes; c'est l'attaque qui commence, nous allons avoir peut-être dans quelques minutes une sérieuse affaire sur les bras. » Il avait raison en effet, et j'ai acquis plus tard l'expé-

rience de cette manière originale qu'ont les enfans de l'Atlas d'engager le combat. On ne saurait s'imaginer la distance à laquelle ils commencent le feu. Leurs premiers coups sont tirés non-seulement hors de portée et de vue, mais de si loin, que le son en parvient à peine aux oreilles. Ce doit être un moyen de ralliement qu'ils emploient, car ils ne sauraient avoir à coup sûr la pensée que leurs balles puissent atteindre à une pareille distance.

Quelques détonations un peu mieux caractérisées qui se firent entendre m'amenèrent bientôt à croire que le commandant pouvait être dans le vrai, que les Arabes, dont malgré tous mes efforts je n'avais pu encore distinguer un seul, se rapprochaient de nous, et qu'une demi-heure ne se passerait pas sans doute avant que nous en vinssions aux mains avec eux. Je n'avais pas eu le temps de faire cette réflexion, que je vis au-dessus de la route, à cinquante pas en arrière, sortir comme par enchantement du milieu des arbres et des rochers un cavalier ennemi monté sur un cheval noir magnifique. Il l'arrête, rejette son burnous à gauche, nous ajuste de son long fusil, et tire. Je croyais les Arabes à une lieue de nous, et ils étaient déjà sur nos épaules; je ne pouvais revenir de ma surprise. Nous avions eu raison de ne pas pousser notre reconnaissance plus loin. Nous détachâmes alors quelques tirailleurs sur les côtés de la route pour contenir les cavaliers ennemis et couvrir notre retraite; mais nous n'en fûmes que médiocrement importunés, ils se bornèrent en quelque sorte à nous observer, à échanger avec nous une fusillade insignifiante, et nous rentrâmes au camp sans jamais avoir été serrés de près sérieusement. Les détonations de notre petit engagement avaient attiré l'attention du gouverneur, un de ses aides-de-camp accourut de sa part au-devant de nous pour avoir des nouvelles. Les Arabes, qui nous avaient suivis jusqu'à Medjez-el-Hammar, tiraillèrent tout le reste de la journée sur nos avant-postes.

Notre reconnaissance eut pour résultat de constater d'abord le bon état de conservation de la route, ensuite de nous faire acquérir la certitude, par la facilité avec laquelle les cavaliers arabes s'étaient réunis à notre approche, que le camp de l'agha ne devait pas être établi très loin, et qu'il se trouvait sans doute de l'autre côté du Raz-el-Akba.

Le lendemain samedi 30, le prince alla visiter le camp de Guelma, où commandait le colonel Duvivier. Le grand parc d'artillerie arriva dans la journée. Cet immense matériel, qui attirait tant de monde à sa suite, donna à notre camp l'aspect le plus animé. Ce fut dans la

soirée de ce jour qu'on agita la grande question de savoir si l'on emmènerait ou si on laisserait au camp le parc de siége. Heureusement on suivit, en cette occasion, l'avis du général en chef de l'artillerie, qui, ainsi que le lieutenant-général baron de Fleury, commandant le génie, lutta avec force contre la tendance assez marquée de l'état-major-général à s'affranchir des ennuis et des embarras d'un si lourd attirail de guerre. Ce grand parc de siége nous semblait à tous, je le confesse, bien superflu pour aller attaquer une bicoque.

Les divers parcs avaient été réunis au camp, mais les besoins du service de l'administration étaient tels que l'on fut contraint d'appeler d'autres services à son aide : une partie des voitures de l'artillerie fut donc employée à porter de l'orge et de la paille, et la moitié du matériel du génie laissée à Medjez-el-Hammar pour être remplacée par un chargement de l'administration. Toutefois, et par bonheur, on conserva précieusement quarante mille sacs à terre, afin de se ménager la possibilité de cheminer sur le terrain de roc et en contrepente qui s'étendait devant le front d'attaque à Constantine. Je passai une partie de la nuit à écrire des ordres; notre départ fut décidé pour le lendemain.

Le dimanche 18 octobre, à six heures, j'attendais au pont de la Seybouse les divers corps de notre brigade, pour les disposer en avant du front de bandière du camp des zouaves; j'avais aussi mission de placer le parc aux bœufs, notre artillerie et nos équipages. Le prince nous donna à peine le temps de nous former, et arriva presque aussitôt. Alors l'avant-garde, composée des zouaves, du bataillon du 2e léger et des spahis, s'ébranla; derrière marchaient deux pièces de montagne et deux obusiers de huit, ensuite les équipages, ambulances, etc., puis venaient le 17e léger et toute notre cavalerie pour arrière-garde. Nous espérions bien une petite affaire dans la journée, car on avait vu au moment de notre départ les vedettes kabyles s'éloigner en faisant feu; mais l'ennemi ne se montra nulle part. Cette marche dans la montagne était d'un joli effet : le riche et élégant costume des spahis, les burnous blancs des Arabes auxiliaires, faisaient une très bonne figure à côté des capotes grises de nos fantassins. Aux trois quarts de la route, le gouverneur-général nous rejoignit.

Vers les quatre heures, le temps, qui avait été très beau le matin, devint détestable; la pluie commença à tomber par torrens, et le sol des chemins fut aussitôt affreusement détrempé par l'eau du ciel et par les ruisseaux qui coulaient de la montagne. La terre était si grasse que les chevaux avaient la plus grande peine à se tenir et à marcher.

J'ai souvent failli rouler dans les précipices en portant des ordres à la fin de la journée. Rien n'est moins comfortable, en vérité, que de galoper avec un cheval fatigué sur ces pentes raides et humides, inondé par les rafales d'une pluie pénétrante, et tourmenté par un vent impétueux qui fait flotter, malgré tous vos efforts, votre manteau, ce vêtement, soit dit en passant, si peu militaire et si incommode. Allez donc vous servir de vos armes dans de pareilles conditions, si vous pouvez! Les voitures eurent beaucoup de peine à monter les rampes du col en doublant les attelages.

Nous trouvâmes aux abords du Raz-el-Akba le bivouac d'Achmet tout frais encore. Notre avant-garde s'établit sur un plateau dans une assez bonne position. Le premier côté de notre carré était formé par les troupes du génie, les spahis, le 2e léger et les zouaves, le second par le 17e léger, et le troisième par les escadrons de chasseurs. Nous dûmes camper sur un sol humide et glaiseux, mais qui se dessécha bien vite sous l'action du soleil couchant.

A peine arrivé, je reçus l'ordre d'aller prendre quinze spahis et de me mettre en recherche de quelques sources dans les environs; j'allai donc vers le commandant de Mirbeck, et lui fis connaître ma mission. « Prenez quinze hommes, » me dit-il; puis il ajouta avec le plus grand sang-froid : « Mais vous vous ferez couper la tête... Benouéni, accompagne le capitaine. » Et il me salua très poliment. Notez que la pluie continuait à tomber d'une manière déplorable. Être obligé de chercher de l'eau par un temps pareil, cela avait presque l'air d'une plaisanterie. Cependant, mes spahis et moi, nous nous lançâmes en différentes directions, et, grace à quelques mots de français que parlait le maréchal-des-logis Benouéni, je parvins à diriger nos recherches avec assez de sagacité pour trouver à peu de distance du camp une source abondante; j'eus même assez de bonheur pour ne pas voir se réaliser le funèbre pronostic du commandant des spahis.

On était, à notre bivouac, assez préoccupé du matériel de l'artillerie à cause de l'état des chemins. Si en effet la pluie avait continué, il fût devenu tout-à-fait impossible de faire mouvoir les pièces de 24. Heureusement que vers le soir, comme je l'ai dit, le soleil se dégagea des nuages, et à sa vue nos cœurs se rouvrirent à l'espérance. On fit sécher les manteaux, on poussa des reconnaissances en avant dans toutes les directions, et à l'aide de nos lunettes nous pûmes apercevoir sur le col d'Hannounah la brigade du général Trézel, dont les armes brillaient aux rayons du soleil couchant. S'il est vrai de dire qu'en Algérie quand il pleut, il pleut bien, il est juste aussi de remarquer que le soleil

d'Afrique a une propriété desséchante des plus caractérisées; aussitôt qu'il paraît, il a absorbé en moins de dix minutes toute l'eau répandue sur le sol, et pompé entièrement l'humidité des vêtemens qu'on expose à son ardeur dévorante.

Nous avions parcouru depuis le matin treize mille deux cents mètres. Nous dînâmes du meilleur appétit à notre premier bivouac, assis sur les cantines des mulets de bât qu'on plaçait autour du feu; nous mangions sur nos genoux une soupe que l'eau du ciel se chargeait souvent d'allonger. Je me suis très bien trouvé, dans mon court voyage en Afrique, de ne jamais boire entre mes repas. Notre chère, d'ailleurs, était très simple et très frugale. Nous avions avec notre soupe un plat de viande entouré de riz, et ensuite du café léger. J'ai la conviction que la sobriété et l'exercice préviendraient dans ce pays la plupart des affections de l'estomac et des entrailles. Quant aux fièvres endémiques, il n'y a guère, je pense, de moyens de s'y soustraire. Les fruits, les herbes, sont à éviter. Il est de toute nécessité de coucher entièrement habillé pour éviter la fièvre, les yeux couverts pour se garantir des ophtalmies, et les mains dans les poches par crainte des scorpions. Si après avoir pris ces précautions on n'est pas sensible aux puces et que les inégalités du sol ne paraissent pas trop gênantes, on peut fort bien dormir au bivouac enveloppé dans un manteau et la tête sur une petite botte de foin. J'avoue cependant que je n'y ai jamais goûté entièrement les douceurs de ce sommeil qu'on nomme réparateur.

Le lendemain, lundi 2 octobre, à quatre heures, on battit la breloque à la grand'garde des zouaves, et aussitôt branle-bas général. A ce signal on s'habille, c'est-à-dire qu'on resserre son col et qu'on boutonne son uniforme; tout le monde est sur pied; on va voir les chevaux, on s'informe s'ils ont eu de l'orge, s'ils n'ont pas cassé leurs entraves pour aller se promener dans le camp pendant la nuit; puis, après avoir plié bagage, l'avant-garde s'ébranle, et bientôt elle est en marche.

La veille, autour de notre grand feu, le général Perregaux, chef d'état-major du lieutenant-général gouverneur, nous avait appris que plusieurs scheiks des environs étaient venus offrir de l'orge et de la paille hachée, disant qu'à notre approche Achmet avait été obligé de se retirer et de lever son camp, que plusieurs tribus l'abandonnaient, « parce que décidément les Français étaient les plus forts. » On doit supposer cependant qu'il y avait un peu moins de sympathie que de curiosité dans la démarche de ces bons scheiks auprès de nous, car malgré leurs promesses et leurs complimens, bien loin de se joindre

à l'armée comme ils avaient annoncé vouloir le faire, ils ne reparurent pas avant notre départ, et nous n'entendîmes plus parler d'eux.

Du haut du col, point culminant de la chaîne où nous avions bivouaqué, les regards se portaient au loin sur un pays très montagneux et d'une aridité complète. Le versant sud de cette partie de l'Atlas n'est pas comme les pentes septentrionales, qui, aux environs de Medjez-el-Hammar et jusqu'à Hannounah, sont couvertes de végétation. Depuis ce moment jusqu'à notre arrivée à Constantine, c'est-à-dire pendant cinq journées de marche, nous n'avons pas vu un seul arbre, et je pourrais presque dire une seule plante, si l'on n'exceptait quelques lauriers-roses rabougris et chétifs qui croissent dans le lit desséché des ruisseaux. C'est le pays le plus pelé qu'on puisse imaginer, et on n'y trouve que des chardons. Cet artichaud sauvage n'est pas dédaigné, dit-on, par la cuisine arabe, et couvre en abondance tout le pays; nous en faisions couper le plus possible afin d'alimenter les feux de nos bivouacs et ménager notre bois.

On trouve à chaque pas des fontaines dans ce terrain d'une apparence si désolée, et une armée ne doit jamais être exposée à y souffrir de la soif. A une lieue environ de la rivière nommée Oued-Zenati, la brigade d'avant-garde reçut l'ordre de parquer son artillerie et ses prolonges pour attendre que les sapeurs du génie eussent terminé des travaux de réparation indispensables au passage des ravins. On adoucit des rampes, on consolida les gués par d'épaisses couches de pierres et de gros graviers. A 2 kilomètres de Sidi-Tamtam, lieu où nous devions passer la nuit, le génie fut obligé de travailler pendant deux heures, afin de rendre praticable à l'artillerie une pente raide et difficile. Nous passâmes en avant avec les zouaves, le 2e léger et notre cavalerie.

A l'extrême avant-garde, on aperçut quelques vedettes arabes sur les montagnes à notre droite, et dans la vallée près de l'Oued-Zenati une cinquantaine de cavaliers serrés en peloton que j'allai reconnaître et pus distinguer parfaitement avec ma lunette. Ils étaient placés en observation; à notre approche, ils ne tardèrent pas à se mettre en mouvement et disparurent. Une demi-heure après nous étions dans une vaste plaine sur les bords de l'Oued-Zenati; c'est la même rivière qui reçoit plus tard le nom de Seybouse et se jette dans la mer auprès de Bône. Quelques lauriers croissaient sur les berges. J'ai entendu dire souvent que cette plante communique des propriétés malfaisantes à la plupart des rivières de l'Afrique qui en baignent et lavent les racines.

Nous campâmes non loin de l'Oued auprès du marabout de Sidi-Tamtam, et formâmes un vaste carré suivant notre habitude. Sur

le plateau où nous étions établis se trouvait un cimetière où plusieurs tombes fraîches nous indiquèrent les sépultures d'Arabes morts sans doute des blessures reçues à l'attaque du camp de Medjez-el-Hammar. Il faut marcher avec précaution sur ce sol perfide. Rien n'est plus facile pour un cavalier qui le traverse sans précautions que d'enfoncer avec son cheval dans des excavations quelquefois de deux ou trois mètres de profondeur. Le marabout avait été ruiné lors du passage de notre armée l'année précédente, et n'offrait d'ailleurs rien de remarquable. Le soir nous vîmes arriver la brigade Trézel, tout le matériel du génie et de l'artillerie, le convoi de l'administration, enfin les énormes pièces de 24, qui avaient franchi sans difficulté les passages où l'on craignait de les voir arrêtées, grace à ce brûlant soleil dont la vertu est de raffermir si vite les terrains les plus fangeux. Nous étions gais et satisfaits, dans cette soirée, de voir réunis autour de nous, sur l'immense plateau de Sidi-Tamtam, toutes les ressources de notre petite armée.

Vers quatre heures, quelques cavaliers ennemis se montrèrent sur les crêtes au-dessus de la rive droite de la rivière, ce qui n'empêcha pas les spahis d'aller fourrager de ce côté, tandis que 200 chevaux des chasseurs partaient au galop dans le même but et du côté opposé. Les zouaves eurent un engagement sans importance avec les Arabes de quelques douairs situés sur les versans des montagnes qui s'élevaient à notre gauche. Nos intrépides et agiles fantassins gravirent ces pentes rapides avec une aisance incroyable. On trouva dans les douairs quelques silos remplis d'orge dont les hommes rapportèrent plusieurs sacs. De son côté, notre cavalerie revint avec une riche provision de paille hachée.

Nous partîmes du bivouac de Sidi-Tamtam mardi 3 à sept heures, et nous nous avançâmes entre les collines qui enserrent la vallée où coule en serpentant l'Oued-Zenati. Pendant cette journée, nous trouvâmes moins d'eau. Nous avions quitté la montagne et la région des sources; le lit de l'Oued-Zenati était lui-même souvent à sec. Aussitôt donc qu'il y avait moyen, on faisait boire les chevaux. Vers le soir, un immense horizon se déploya devant nous, et, après avoir traversé plusieurs défilés, l'armée s'avança dans une vaste plaine. De grands tas de paille brûlant de tous les côtés nous firent connaître la politique que notre ennemi était résolu à suivre en se retirant devant nous. Des cavaliers que nous aperçûmes fuyaient en tenant à la main des brandons allumés avec lesquels ils venaient de mettre le feu à ces énormes meules dont la fumée se répandait au loin dans la plaine. Nous lançâmes aus-

sitôt de la cavalerie dans toutes les directions, et malgré l'empressement avec lequel les ordres d'Achmet étaient exécutés, nos chasseurs rapportèrent de l'orge et de la paille hachée en abondance; car les habitans n'avaient pas eu le temps de vider leurs silos, et toutes les meules étaient loin d'être brûlées. Nous nous trouvions dans un pays très cultivé, et, grace à l'activité de nos cavaliers, nos chevaux y vécurent dans l'abondance, l'ennemi ne tint nulle part, et eut bientôt disparu vers le sud-ouest. Le temps était magnifique; la nuit fut tranquille; la 2me brigade, ainsi que toute l'artillerie, campa avec nous au lieu dit Ben-Aïoun.

Le mercredi 4, nous levâmes notre camp à dix heures; plusieurs passages de ruisseaux marécageux nécessitèrent les travaux du génie et retardèrent notre marche. En approchant du lieu appelé Summa, où se trouve un monument romain, on pensait que l'ennemi défendrait la position qu'il occupait l'année précédente; mais il ne se montra nulle part, et nous traversâmes un défilé assez dangereux d'ailleurs sans rencontrer autre chose de l'ennemi qu'un jeune chameau que l'armée d'Achmet avoit abandonné, et qui semblait fort dépaysé au milieu de nous. Quelques cavaliers se firent bien voir, mais sur des crêtes à de grandes distances. La tactique du bey était évidemment de nous laisser arriver jusque sous les murs de Constantine sans nous livrer bataille.

Nous ne trouvâmes pas plus de végétation sur notre route pendant cette journée que dans les précédentes; le pays présentait toujours le même aspect. La vallée où nous marchions était hérissée de chardons et semée de pierres fort gênantes pour la cavalerie; quelques chaumes d'orge dans les champs, des collines rondes et arides, avec des rochers çà et là, complétaient le paysage, qui m'a rappelé les régions les plus désolées de l'Auvergne : du reste, il y avait de l'eau dans tous les ruisseaux. Pas un Arabe ne vint à nous; nous étions entourés de douairs et de meules fumantes. Les populations et leurs troupeaux s'étaient retirés au loin à l'approche de l'armée, car, de quelque côté que se portassent nos regards du haut des points les plus élevés du pays, nous ne découvrions qu'une immense solitude. C'était décidément un désert qu'Achmet avait voulu créer autour de nous. Heureusement que la richesse des moissons et la fuite précipitée des habitans avaient apporté quelque obstacle à l'exécution des mesures ordonnées par notre adversaire, car partout notre cavalerie trouvait des silos encore pleins, et, ce jour comme les précédens, nos fourrageurs revinrent abondamment pourvus de paille hachée; de plus, ils

étaient presque tous chargés de débris de bois provenant des douairs abandonnés, et qui servirent, avec les chardons, à nous faire de beaux feux de bivouac. Nous campâmes à un lieu appelé Mehris, sur les bords du Rummel, rivière qui coule vers Constantine.

Le jeudi 5, le gouverneur-général voulut, en se rapprochant de Constantine, réunir ses forces et concentrer l'armée; nous ne quittâmes notre bivouac que fort tard, après avoir été rejoints par les 2e et 3e brigades. Le commencement de notre marche n'offrit rien d'intéressant; nous cheminions doucement dans une immense vallée d'une aridité complète, sous un soleil dévorant, et nous revoyions ces mêmes plateaux où, l'année précédente, l'armée expéditionnaire avait presque entièrement été ensevelie sous la neige et où beaucoup de nos soldats étaient morts de froid! Lorsque nous arrivâmes au pied de la position de Summa, un assez grand nombre de cavaliers, qui ne tardèrent pas à couvrir les sommets à notre gauche, en descendirent et vinrent franchement à nous; nous les observions avec assez d'intérêt, quand l'un d'eux s'avança au galop et lâcha son coup de fusil sur les zouaves de notre avant-garde. Bientôt un feu assez nourri commença, et nous apprit que nous étions enfin aux prises avec les cavaliers d'Achmet. Le prince regretta à ce moment que le gouverneur-général, suivant son habitude, fût parti très en avant, emmenant avec lui toute notre cavalerie, car nous trouvions l'occasion d'exécuter une belle charge. Nous fîmes déployer nos zouaves et quelques compagnies d'infanterie légère en tirailleurs pour contenir les Arabes, qui devenaient fort entreprenans, et son altesse royale m'envoya porter l'ordre au colonel Laneau de rétrograder avec son régiment, le 3e chasseurs, qui dépendait de notre brigade. Je ne pus obtenir cependant, malgré mes instances auprès du gouverneur, qu'un seul escadron que je ramenai au prince, et qui poussa aussitôt devant lui les cavaliers ennemis. Nous continuâmes alors notre route, et parvînmes sans difficulté au défilé qui précède le point culminant où s'élèvent les ruines d'un monument romain. La 2e brigade, qui nous suivait, eut un engagement plus sérieux que le nôtre; plusieurs hommes de part et d'autre furent tués et blessés.

Enfin, à deux heures, toute l'armée était arrivée sur le plateau de Summa, qui domine la plaine, ainsi que l'indique son nom, évidemment latin. C'est de là que nous aperçûmes pour la première fois Constantine à droite, et le camp de la cavalerie du bey sur la gauche. Les blanches maisons de la capitale d'Achmet nous apparurent entre les hauteurs de Sattah-Mansourah d'un côté et celles de Coudiad-Aty

de l'autre. Toutes les lunettes de l'armée furent aussitôt braquées sur cette ville si intéressante pour nous, et dont nous étions en ce moment éloignés de 23,300 mètres; on crut voir sur le Coudiad-Aty des ouvrages de fortification qui ne défendaient pas cette position l'année précédente; nous sûmes depuis que nous avions pris pour de nouveaux ouvrages des marabouts blanchis à la chaux qui brillaient au soleil, et qu'en raison de la distance nous ne pouvions pas bien distinguer.

Achmet commit une faute en ne fortifiant pas le Coudiad-Aty; il aurait dû nous disputer pied à pied tous les abords de la place, au lieu de se borner à s'enfermer dans les murs de sa ville. Quelques redoutes sur le Sattah-Mansourah et sur le Coudiad-Aty ne nous auraient certes pas arrêtés sérieusement, mais elles nous auraient fait perdre du temps et consommer des munitions; or, c'était un point immense pour notre adversaire que de pouvoir gagner quelques jours. Je me suis souvent demandé aussi pourquoi Achmet n'avait pas fait creuser un fossé devant le front qu'il s'attendait bien à nous voir attaquer, et n'avait pas fait élever un talus, de façon à nous masquer le rempart dont l'escarpe était parfaitement visible pour nous du haut en bas, ce qui nous permit de battre en brèche très commodément. Il n'ignorait certes pas que nous choisirions le front de la porte El-Gharbia comme le seul accessible, car il l'avait muni d'une assez respectable artillerie; il n'eut pas cependant la pensée de la protéger contre le tir de nos grosses pièces, ou du moins de rendre plus difficiles les tentatives d'escalade auxquelles, soit dit en passant, j'ignore comment nous n'avons pas eu recours. Cette incurie ou cette ignorance me donne lieu de croire, malgré ce qu'on a prétendu, qu'aucun Européen ne guidait Achmet de ses conseils, car il n'est pas un sous-officier d'artillerie français, anglais ou allemand, qui n'eût compris ce qu'il était très facile et très nécessaire d'ajouter aux moyens de défense de la ville. Il paraît, au reste, que le bey croyait fermement Constantine imprenable; notre échec de l'année précédente, les prédictions de marabouts fanatiques, avaient exalté sa confiance et enflammé son courage au point de lui faire considérer la victoire comme assurée pour lui.

Le monument qui s'élève sur la montagne de Summa est d'un aspect singulier; c'est un tronc de pyramide en escalier, surmonté de masses de pierres de toutes les formes. On ne sait quelle destination attribuer à cette construction bizarre, à moins de supposer que les Romains n'aient voulu établir un point trigonométrique visible à une

grande distance qui pût servir à la mesure du pays. Nous fîmes en ce lieu une assez longue halte. Par le nombre des tentes du camp du bey établi sur les montagnes de gauche, on évalua qu'il pouvait y avoir environ 1,500 chevaux de réunis. Les tirailleurs des spahis et des chasseurs étaient fort en avant sur les bords du Bou-Merzoug, qui coulait au fond de la vallée à nos pieds.

Nous nous remîmes en marche après deux heures de repos, et descendîmes en côtoyant la rivière où se jettent de nombreux ruisseaux que nous étions dans la nécessité de traverser. Au passage de l'un de ces affluens, le génie fut obligé de travailler assez long-temps pour en débarrasser le lit d'une énorme quantité de pierres rondes, roulées par les eaux, qui le rendaient d'un accès fort incommode. Les Arabes descendirent à ce moment des crêtes environnantes, et tiraillèrent sur le gué que les différens corps de notre avant-garde traversaient successivement. M. le duc de Nemours demeura pendant très long-temps dans cet endroit, et y fut fort exposé au feu de l'ennemi, qui était d'autant plus vif qu'on ne lui répondait pas. Le prince, avec la conscience qu'il mettait dans l'accomplissement de tous ses devoirs, savait bien que sa présence empêcherait le désordre et faciliterait bien des choses, et il avait raison. Lorsque les derniers hommes de notre brigade furent sortis de la rivière, le prince prit le galop, et rejoignit avec nous la tête de colonne.

Nous étions alors sur une belle plaine de gazon, où un spectacle assez amusant s'offrit à notre vue. De l'autre côté, et à une faible distance du Bou-Merzoug, qui dans cet endroit est fort encaissé, cheminaient au pas et très tranquillement deux cavaliers arabes dont la tête était ornée d'un chapeau de paille colossal tout couvert de plumes d'autruche. Cette décoration caractéristique est portée dans le nord de l'Afrique par les plus intrépides guerriers. Marchant parallèlement à notre colonne, ces Arabes semblaient ne pas s'apercevoir de notre présence, et affectaient même en causant de ne pas tourner la tête de notre côté. Nos tirailleurs, piqués de cette indifférence, les avaient pris pour point de mire, et l'on voyait à chaque instant des balles frapper les rochers au-dessus de leurs têtes, ou faire voler la terre devant les pieds de leurs chevaux, sans qu'ils daignassent cesser leur conversation ou hâter le pas de leurs montures. Le fait est qu'ils mirent l'adresse de nos meilleurs tireurs en défaut, qu'ils s'éloignèrent et regagnèrent le gros de la cavalerie ennemie sans avoir été atteints, et cela aux applaudissemens de nos éclaireurs, qui ne purent s'empêcher de rendre hommage à leur audace.

A cinq cents pas plus loin, nos spahis traversèrent la rivière et engagèrent alors avec l'ennemi une fusillade fort vive. Le prince m'avait envoyé porter l'ordre à un escadron de chasseurs d'appuyer les spahis, et j'arrivai avec cet escadron sur le lieu du combat. C'était un spectacle des plus attrayans que cette action de cavalerie; les détonations mêlées aux apostrophes que se renvoyaient les combattans, les fantasias des cavaliers fuyant après avoir déchargé leurs fusils, les bravades des plus hardis, cette animation, ce mouvement général, donnaient à l'ensemble de ce tableau les couleurs les plus originales et les plus pittoresques. Un lieutenant d'artillerie saxon, qui avait suivi l'expédition comme officier détaché auprès des spahis, était, je me le rappelle, au milieu de cette mêlée, tout enivré de joie et de poudre. Ces Arabes combattent avec tant d'élégance et de légèreté, ils jettent avec tant d'aisance leur burnous sur l'épaule après avoir tiré, ils impriment si adroitement un mouvement de rotation à leur cheval qui s'arrête et se cabre, lorsqu'ils veulent passer en deuxième ligne pour recharger leurs armes, qu'on ne peut se lasser d'admirer leur souplesse et leur bonne grace. Ce spectacle, tout-à-fait nouveau pour moi, me semblait des plus intéressans. La plupart de nos spahis étaient recrutés dans la tribu des Beni-Urgin, et par conséquent en état de répondre aux apostrophes injurieuses et en style homérique que leur lançaient leurs adversaires. « Regarde ce cavalier, mon capitaine, me dit un de nos spahis indigènes, vois comme il a un beau cheval!... c'est mon frère. » Ils étaient en effet de la même tribu et de la même famille, ce qui ne l'empêcha pas de terminer son observation en envoyant un bon coup de fusil à l'adresse de son pauvre frère. Il y eut plus de bruit que de mal dans cet engagement de cavalerie, qui avait lieu sous les yeux de notre avant-garde, arrêtée à une petite distance. Le feu des tirailleurs à cheval est en général mal assuré, et par conséquent peu dangereux. Nous n'eûmes de notre côté que trois hommes de blessés et un brigadier de tué. Parmi les vociférations arabes que j'ai pu entendre : *Ya kelba! ya beni el kelba* (1)! semblaient être les expressions favorites des cavaliers d'Achmet, auxquelles se joignaient d'ailleurs toutes sortes de défis et de bravades. Quelques-uns de ces hommes parlaient un mauvais espagnol; *magnana cortar la cabeça* (2) revenait encore assez souvent. Pour hâter la conclusion de l'affaire et éloigner cette fourmilière du lieu où il avait l'intention de placer son camp, le

(1) *Ya kelba*, vocatif pluriel de *kelb*, chien. — *Beni*, pluriel de *ben*, fils.
(2) « Demain nous vous couperons la tête. »

prince fit avancer deux obusiers et lancer au milieu des groupes les plus nombreux de l'ennemi quelques obus qui éclatèrent et lui tuèrent du monde. Vers le soir, le feu cessa, et nous établîmes notre bivouac. Nous ne nous trouvions plus éloignés de Constantine que de trois kilomètres.

Notre camp était formé, et je revenais au pas après avoir porté des ordres à un de nos postes avancés, quand un évènement singulier, qui mit mes jours en péril, offrit à notre brigade, pendant quelques instans, un spectacle neuf et dramatique à la fois. Un grand cheval noir fort méchant, qui appartenait au colonel Boyer, nourrissait une haine implacable contre Pompée, l'un de mes chevaux, dont je me servais souvent, et que je montais ce jour-là. Comme je n'avais aucune donnée sur les antécédens de ces deux ennemis, je ne savais à quoi attribuer l'animosité bien marquée de ce méchant cheval noir, qui ne perdait jamais l'occasion de lancer une ruade ou de donner un coup de dent à mon pauvre Pompée, quand il le rencontrait ou lorsqu'il pouvait l'atteindre. Je rentrais donc, et m'approchais du centre de notre carré pour mettre pied à terre auprès de la tente du prince, quand le cheval en question, apercevant l'objet de son ressentiment, s'élance furieux, rompt ses liens, ses entraves, et se précipite sur nous comme un lion; Pompée se dresse alors bravement sur les pieds de derrière, et voilà les deux adversaires se livrant un combat en règle sans s'inquiéter de moi, qui me trouvais, comme on doit le croire, fort mal à mon aise. Sur ces entrefaites, un cheval gris que venait de monter M. le duc de Nemours, et qui était sur le lieu du combat, se débarrasse de l'homme qui le retenait, se jette au milieu de la mêlée et prend parti pour Pompée, lequel était vaincu et renversé, hélas! mais se débattait encore sous les pieds de son redoutable ennemi : nouvelle lutte, plus affreuse que la première, livrée sur le corps de mon cheval, et moi au-dessous, servant dans cette guerre, qu'on me pardonne le jeu de mots, de base d'opérations. Heureusement, des soldats d'infanterie eurent le courage de venir m'arracher à la position des plus critiques où je me trouvais. Chose presque incroyable, je ne reçus, au demeurant, aucune blessure, et j'en fus quitte pour quelques contusions.

La nuit se passa tranquillement, sauf quelques coups de fusil tirés sur nos postes et sur nos bivouacs. Le vendredi 6, nous partîmes à cinq heures sans bruit; le temps était couvert, il pleuvait un peu, et le jour pointait à peine. Quand nous fûmes à un quart de lieue de la ville, que nous ne pouvions pas encore découvrir, et à cinq cents pas environ du marabout de Sidi-Mabrouk, situé sur le versant nord du

Sattah-Mansourah, nous vîmes descendre des montagnes de gauche un grand nombre de cavaliers arabes qui vinrent tirailler sur nos flancs dans la vallée du Bou-Merzoug, sans cependant passer cette rivière. Quelques chasseurs et quelques fantassins déployés sur la route suffirent pour les contenir. Le prince me dit alors de porter aux spahis l'ordre d'occuper le plateau de Mansourah. Nous nous lançâmes au galop sur cette montée, qui s'étend depuis Sidi-Mabrouk jusqu'aux crêtes situées au-dessus de Constantine. En longeant les jardins du marabout, dont nous laissions l'enceinte murée à notre gauche, nous nous attendions bien à recevoir le feu de l'infanterie d'Achmet, qui, nous le pensions, devait s'y être embusquée; mais par crainte sans doute d'être tourné, l'ennemi n'avait pas occupé cette position, et s'était retiré sur le plateau, au milieu des rochers qui en bordent l'arête extrême.

C'est là en effet que nous trouvâmes les zouaves réguliers du bey, qui nous accueillirent par un feu bien nourri. Les spahis se déployèrent alors, et commencèrent à tirailler avec eux. Parmi ces zouaves d'Achmet qui sautaient et gambadaient à notre approche, en ayant l'air de se moquer de nous et en nous envoyant des coups de fusil, j'ai cru reconnaître des Français, si j'ai eu raison de m'en rapporter à des gestes et à des poses assez caractéristiques qui m'ont rappelé le carnaval de mon pays. Le commandant de Mirbeck me pria d'aller demander de l'infanterie au prince afin de déloger les Arabes des rochers et des pentes abruptes où ils étaient embusqués, et où les spahis ne pouvaient les poursuivre. Un bataillon du 2e léger se porta en avant et poussa l'ennemi. Alors l'état-major et toute la brigade débouchèrent sur le plateau, et nous accourûmes à l'extrémité supérieure de ce plan incliné auquel on a donné avec raison le nom de *Sattah*, toit, pour jouir de la vue de cette ville célèbre que j'étais si avide de contempler.

Je ne trouve pas d'expression pour rendre l'émotion que j'éprouvai lorsque, parvenu au sommet du Mansourah, je découvris tout à coup Constantine à mes pieds pour la première fois; un rayon de soleil, qui venait de percer de gros nuages sombres, l'éclairait en ce moment d'une lueur fantastique. Le fameux pont (El-Kantara), celui où s'était livrée l'année précédente une si sanglante affaire, brillait avec ses arceaux blanchâtres sur le noir précipice du Rummel. A la droite du pont, les rochers de Sidi-Mécid dominaient cet affreux précipice, et leurs ombres portées nous en dérobaient la profondeur. Les hautes montagnes de l'Atlas, dans le fond du tableau, agrandies à nos yeux

par les vapeurs du ciel, avaient pris des formes gigantesques et majestueuses; c'était un spectacle saisissant et sublime à la fois, une de ces compositions rêvées et dessinées par Martin. Une illusion d'optique très singulière, dont j'eus d'abord quelque peine à me rendre compte, donnait à l'ensemble des objets que nous avions sous les yeux une apparence extraordinaire et merveilleuse.

Constantine est bâtie sur un rocher dont la nature a taillé le sommet en biseau, et qui présente un plateau très incliné par rapport à l'endroit où nous étions; les maisons de la ville, de formes et de grandeurs inégales, couvrent entièrement ce plateau, de sorte que du Mansourah on ne devine pas l'inclinaison. Alors, par suite de l'élévation considérable de l'horizon visuel qui en résulte, l'observateur se croit placé à une prodigieuse hauteur au-dessus de la ville, car on sait que plus on s'élève dans les montagnes et plus l'horizon paraît s'élever. La facilité avec laquelle nous pouvions distinguer les moindres objets dans les rues et sur les terrasses de Constantine semblait si peu en rapport, d'ailleurs, avec l'éloignement apparent de la ville, qu'il y avait vraiment quelque chose de magique et de surnaturel dans cet effet de perspective.

Constantine (1), la Cyrta des Romains, s'élève sur le faîte d'une roche des plus escarpées. Les hauteurs de Sattah-Mansourah et de Sidi-Mécid, qui contournent la ville et la dominent au sud-est et au nord-est, en sont séparées par un ravin étroit d'une très grande profondeur, au fond duquel coule impétueusement le Rummel. Les pentes qui, de l'arête supérieure du Mansourah, descendent jusqu'au fond du lit du Rummel, sont d'une inclinaison fort rapide, mais les parois de rochers de Sidi-Mécid sont tellement à pic, et celles qui supportent la ville sont si verticales, qu'on est fondé à croire que la séparation n'a pas toujours existé, et que cette effrayante crevasse de 600 mètres de profondeur se sera un jour ouverte dans le sein de la montagne, déchirée par quelque commotion souterraine. Au nord-ouest, le roc de granit qui supporte Constantine s'élève au-dessus d'une vallée fort étendue que le Rummel arrose, et où il se précipite d'étage en étage en formant plusieurs cascades. C'est dans cette vallée, ornée d'une riche végétation, que le bey avait ses fermes et ses vergers.

La colline de Coudiad-Aty, fort rapprochée de Constantine dans la direction du sud-ouest, est liée à la ville par un plateau d'environ 200

(1) Ksentinet-el-Alouah, Constantine l'aérienne; c'est le nom que lui donnent les Arabes.

mètres de largeur qui s'élève comme un dos d'âne entre la gorge où coule le Rummel et la vallée dont je viens de parler. Protégée partout ailleurs par la nature de ses escarpemens, Constantine n'était accessible que par cet endroit. Aussi le bey avait-il fait consolider et exhausser les anciennes murailles romaines qui couvraient ce front de la ville; elles étaient percées de créneaux et armées d'une nombreuse artillerie. On avait fait disparaître en outre et rasé toutes les constructions qui, situées entre le pied du Coudiad-Aty et la porte d'El-Gharbia, avaient, l'année précédente, facilité nos approches en protégeant notre infanterie contre le feu du rempart.

Un énorme étendart rouge, portant au centre une épée blanche à une seule poignée avec deux lames, flottait sur la porte dont je viens de parler; c'était l'étendart d'Aly. Le bey, en déployant les couleurs de l'islam, nous annonçait que son intention était de faire résistance. Cependant nous n'osions l'espérer encore, et nous nous attendions à voir paraître quelque députation portant les clés de Constantine.

Notre incertitude ne fut pas de longue durée; nous venions à peine de nous montrer sur la crête du Mansourah, et par conséquent en vue de la ville, que la population tout entière, qui nous attendait sans doute avec quelque anxiété, salua notre apparition par des cris sauvages et mille fois répétés; c'étaient de ces sons gutturaux que connaissent tous ceux qui ont voyagé en Afrique. Presque en même temps une vive lumière suivie d'un épais nuage de fumée blanchâtre brilla à notre droite, et un boulet de 24, qui en ricochant couvrit de terre le lieutenant-général gouverneur, nous apprit que la kasbah voulait aussi nous souhaiter la bien-venue. Désormais, il n'y avait plus à en douter, Constantine était résolue à se défendre, nous allions avoir un siége à faire. Grande fut la joie dans l'armée.

Le plateau de Sattah-Mansourah, que les deux premières brigades venaient d'occuper, s'étend depuis le marabout de Sidi-Mabrouk, en s'élevant peu à peu jusqu'à une distance de deux kilomètres environ; là il se brise suivant une arête parallèle au Rummel qui baigne de deux côtés les contreforts de la ville. Cette arête termine brusquement le plateau; les flancs escarpés de la montagne descendent alors presque à pic jusqu'au fond du torrent; nous avions donc la ville devant nous et presque à nos pieds, et nous pouvions à l'œil nu distinguer parfaitement les habitans sur les terrasses et dans les rues. L'enceinte en est presque carrée; à l'un de ses angles, celui que nous avions un peu à notre droite, le ravin du Rummel tourne en équerre et longe le côté nord-est du quadrilatère. De cet angle, où est située la porte d'El-

Kantara, part le pont de ce nom qui traverse le précipice, et est supporté par deux rangs d'arches superposées. Plus à droite encore s'élèvent les hauteurs de Sidi-Mécid, dont les pentes inférieures sont couvertes de cactus. Nous avions en face de nous et légèrement à notre gauche, mais dans un plan beaucoup plus éloigné, la colline de Coudiad-Aty, qui fait face au front sud de la ville, celui Bab-el-Oued. Le côté occidental de Constantine regarde les hautes montagnes de l'Atlas. Deux des assises du plateau de Sattah-Mansourah sont défendues par des rochers tout-à-fait inabordables. Son arête extrême, celle qui fait face à la ville, peut avoir environ quatre cents mètres de développement, mais le plan va en s'élargissant à mesure qu'on s'éloigne de Constantine, et qu'en lui tournant le dos on s'approche de Sidi-Mabrouk. A l'angle saillant de ce bastion naturel se trouvent les restes d'une redoute en étoile, dite *redoute tunisienne*, parce qu'elle avait été construite en 1760 par un bey de Tunis, qui vint mettre le siége devant Constantine, mais fut complètement battu et contraint de fuir avec son armée, dont une grande partie fut taillée en pièces. C'est en souvenir de cette défaite que les habitans de la ville donnèrent au plateau le nom de Sattah-Mansourah, ce qui veut dire le toit de la victoire.

La brigade de Nemours occupa la partie droite du plateau opposé aux hauteurs de Sidi-Mécid, et qui n'en est séparée que par un étroit vallon. Le général en chef avait eu d'abord la pensée de placer son quartier-général dans la redoute tunisienne; mais comme les bombes de la place y tombaient sans cesse, il fut forcé de s'établir à deux kilomètres plus en arrière, dans les jardins de Sidi-Mabrouk. L'ennemi s'était depuis long-temps exercé à tirer sur le Mansourah, car nous trouvâmes partout des ricochets de boulets et des trous de bombes.

Toute la matinée, le feu de la place fut très nourri, et les artilleurs d'Achmet montrèrent assez d'adresse. Le front qui nous faisait face était armé de deux batteries seulement, l'une de canons, située à la porte d'El-Kantara, l'autre de canons et de mortiers placée à la kasbah. Le reste de l'armement de la place était accumulé sur la partie de l'enceinte opposée au Coudiad-Aty, la seule, comme nous l'avons dit, qui ne fût pas soutenue par des rochers inaccessibles, et par conséquent la seule attaquable.

On décida immédiatement la construction de trois batteries : l'une, la batterie royale, établie à mi-côte du Mansourah, fut destinée à ruiner les défenses du front d'attaque de Bab-el-Oued, qu'elle devait prendre à revers. La batterie d'Orléans eut pour mission de contre-

battre celle de la porte d'El-Kantara, et de détourner l'attention de l'ennemi, en lui faisant craindre sur ce point une attaque semblable à celle de 1836. Enfin on disposa une batterie de mortiers, de manière à tirer sur la kasbah et à inquiéter la ville en essayant de mettre le feu aux principaux bâtimens qu'on supposait contenir les magasins et les approvisionnemens.

A notre arrivée, les Arabes étaient sortis en grand nombre par la porte d'El-Kantara; leur cavalerie descendait en même temps des hauteurs de Sidi-Mécid, et une action très vive ne tarda pas à s'engager sur la droite de notre position, entre l'ennemi qui nous attaquait avec vigueur, et nos zouaves soutenus par le 2e léger, qui le continrent et le repoussèrent vers la ville. Nous perdîmes peu de monde dans cette première rencontre, car nos hommes avaient reçu l'ordre de se défiler de leur mieux derrière les rochers, et de ne pas se découvrir en tiraillant.

Depuis notre apparition sur le Mansourah, les femmes et les enfans de la ville n'avaient pas discontinué de pousser leurs cris perçans et monotones. Ce chœur de bruyantes imprécations s'arrêta tout à coup vers le milieu du jour; le feu de l'assiégé cessa également, et nous crûmes un instant que quelque grand évènement allait se passer, lorsque du haut des minarets les voix nazillardes des muezzin se firent entendre et appelèrent le peuple à la prière. Il y eut alors un silence général d'environ un quart d'heure, durant lequel bien des vœux furent sans doute formés pour notre extermination. Cette immense prière collective, ce recueillement de toute une population, cette trêve respectueuse des instrumens de mort à l'évocation de la Divinité avait quelque chose de touchant et de solennel. Après une courte pause, le feu, le bruit, les cris, recommencèrent de plus belle et durèrent sans interruption jusqu'à la nuit.

Vers une heure, le général en chef ordonna à M. le duc de Nemours de simuler une attaque contre la porte d'El-Kantara, afin d'attirer de ce côté l'attention de l'ennemi pendant que le général Rulhières s'emparerait du Coudiad-Aty. Je portai de la part du prince, au colonel de Lamoricière, l'ordre de se mettre en mouvement, et, comme il ne s'ébranlait pas assez vite, je dus y retourner. « Voyons, me dit-il en souriant, faut-il attaquer à l'instant même? Ne pouvez-vous prendre sur vous de m'accorder cinq minutes? — Pourquoi? lui demandai-je. — Il pleut à verse depuis une demi-heure; mes hommes sont bien mouillés. Or, je prévois un rayon de soleil qui va percer ce nuage, et qui ne saurait manquer de réchauffer et de ragaillardir en

un instant mes pauvres zouaves; un peu de chaleur les aura bientôt séchés, et ils n'en aborderont l'ennemi que plus gaiement. Je vous réponds qu'ils auront bientôt regagné le temps perdu. » Je n'hésitai pas, comme on pense, à engager ma responsabilité, et les choses se passèrent absolument comme le colonel des zouaves l'avait prédit. Il n'avait pas fini de parler, que le plus beau soleil du monde éclairait la nature et versait des torrens d'une chaleur vivifiante sur notre brave infanterie, qui, j'en réponds, au signal de son chef, ne se fit pas prier pour courir à l'ennemi. Ce fut un amusant spectacle que de voir nos deux bataillons s'éparpiller sur les côtes de Sidi-Mécid, s'élancer sur les Kabyles au milieu des rochers, les poursuivre à travers les cactus, et tout cela au milieu des détonations et des cris sauvages des Arabes qui fuyaient au plus vite par le pont où ils craignaient que nous ne vinssions leur barrer le passage.

On avait disposé une batterie de 4 pièces légères le plus près possible de la porte d'El-Kantara, et pendant l'action elle y jeta quelques obus. Notre but était de faire beaucoup de bruit, d'occuper l'ennemi de ce côté, et nous réussîmes en effet à lui donner de l'occupation. Nous lui tuâmes beaucoup de monde, et le poussâmes l'épée dans les reins jusqu'à la porte du pont, où nous le forçâmes à rentrer plus vite qu'il n'était sorti. Le feu de la kasbah et des créneaux de la porte couvrait la retraite des assiégés, les bombes tombaient très nombreuses sur le Mansourah; mais nous eûmes peu d'hommes tués ou blessés par leurs éclats. Aussitôt qu'une bombe arrivait en sifflant et allait frapper le sol, les soldats qui se trouvaient à l'entour avaient ordre de se jeter à terre, et d'attendre pour se relever que l'explosion eût eu lieu. Je vis un exemple remarquable des bons effets que peut avoir cette précaution. Un bataillon du 2e léger était placé en réserve dans un petit vallon qui le défilait parfaitement des boulets de la place. Je fus envoyé pour porter je ne sais quel ordre à M. de Sérigny qui le commandait. A ce moment, une bombe de la kasbah arrive et tombe au beau milieu de cette masse compacte. On l'avait entendue : les hommes se couchent; elle éclate... Je m'attendais à ce qu'un bon nombre d'entre eux ne se relèverait pas : chose presque incroyable, pas un soldat n'avait été atteint. Un gros fragment du projectile, passant par-dessus nos têtes, alla retomber sur la main de Müller, l'interprète du prince, qui lui parlait en ce moment. Ce brave Müller n'était pas heureux, car, trois jours après, il recevait une balle à la cheville, toujours auprès de M. le duc de Nemours qu'il ne quittait jamais.

C'était une musique des plus variées sur le Mansourah que les sif-

flemens de tous les projectiles de divers calibres qui se croisaient et se répondaient; les balles surtout, venant de loin, rendaient un son très harmonieux.

Pendant notre fausse attaque, le général Rulhières marcha sur Coudiad-Aty avec deux brigades, et s'en empara après avoir passé en deux colonnes les gués du Bou-Merzoug et du Rummel vers leur confluent, au-dessus duquel sont les restes d'un aqueduc romain. Au passage de la rivière, le capitaine Rabié, aide-de-camp de M. le lieutenant-général Fleury, fut tué par un boulet.

Pour assurer la défense du plateau de Coudiad-Aty où l'on s'était établi, trois compagnies de sapeurs, avec la légion étrangère et les tirailleurs d'Afrique, élevèrent sur les crêtes les plus rapprochées de la place, et sur la gauche de la position, des retranchemens en pierres sèches et en briques empruntées aux tombes du cimetière de la ville, situé en cet endroit. On crénela aussi quelques constructions restées debout; on pouvait de cette manière, sans trop livrer les hommes au feu de la place, en surveiller les portes et les sorties.

Pendant que l'artillerie commençait l'établissement de ses batteries sur le Mansourah, 100 sapeurs et 300 hommes d'infanterie creusèrent sur le revers de la montagne un chemin pour le transport des pièces de 24 et de 16 destinées à la batterie royale. Il était alors environ cinq heures; la troupe rentra à ses bivouacs. Les résultats de la première journée étaient satisfaisans; le temps se montrait assez favorable. Le prince avait établi son camp à Sidi-Mabrouk. Cet emplacement me parut un lieu de délices, comparé à nos anciens bivouacs : nous étions dans une espèce de jardin où coulaient deux sources d'une eau fraîche et limpide; nos yeux y furent agréablement surpris par la vue d'un peu de verdure; on y remarquait plusieurs cactus, trois figuiers et deux peupliers d'Italie. On voit que nous n'avions pas à nous plaindre, car, si l'on excepte les raquettes qui couvrent les pentes inférieures de Sidi-Mécid et le ravin du Rummel, il n'y avait pas un brin d'herbe ni, à plus forte raison, une feuille sur le Mansourah, sur Coudiad-Aty et dans les vallées environnantes. Rien n'est plus désolé, plus nu, plus sauvage, que les environs de Constantine : une terre dépouillée et des rochers, voilà tout ce que nous pouvions apercevoir à deux lieues à la ronde. Les jardins du bey, situés dans la vallée à l'ouest de la ville et sur le bord du Rummel, n'étaient pas visibles du point où nous nous trouvions.

Pendant la nuit du 6 au 7, on travailla aux batteries sur le Coudiad-Aty. On acheva les dispositions défensives pour les postes qui gar-

daient le plateau. Le 7, à la pointe du jour, nous montâmes à cheval, et allâmes visiter nos positions et les travaux sur le Mansourah. Pendant que l'artillerie achevait les plates-formes de la grande batterie royale, située à mi-côte et destinée à prendre d'écharpe les défenses du front d'attaque, on améliora le chemin qui devait y conduire, on adoucit quelques pentes et des tournans trop courts; cela était nécessaire, car on s'attendait à ne pouvoir transporter des pièces de 24 sur un terrain nouvellement remblayé sans atteler un grand nombre de chevaux. On reconnut avec soin les communications à suivre pour pouvoir amener l'artillerie jusqu'à Coudiad-Aty. Les difficultés étaient grandes; la reconnaissance du front d'attaque fit voir que depuis la dernière expédition il avait été considérablement ajouté aux moyens de défense de la ville. Les maisons qui formaient une espèce de faubourg devant la porte Bab-el-Djedid avaient été rasées; les talus en terre qui s'appuyaient sur les roches du pourtour de la place, et auraient pu, en raison de leur élévation, faciliter les moyens d'y pénétrer, avaient été enlevés, de manière à rétablir partout des escarpemens respectables; un chemin de ronde crénelé, et à double rang de créneaux en certains endroits, couronnait la muraille de la fortification, haute de 8 mètres au moins; on reconnut, sur le front d'attaque, des constructions neuves avec batteries casematées; on y comptait dix-huit embrasures armées de pièces de bronze; des créneaux et meurtrières étaient régulièrement percés entre les embrasures.

Toutefois, comme je l'ai dit plus haut, cette enceinte livrait à nos batteries son escarpe vue jusqu'au pied, et sa partie la plus saillante n'était protégée que par des flanquemens d'une action faible et qui ne pouvaient nous résister long-temps. On arrêta donc que c'était là qu'il fallait faire brèche, et dès le soir même on commença à 500 mètres du rempart la batterie de Nemours pour des pièces de gros calibre, seules capables à cette distance de pouvoir agir puissamment contre un revêtement en maçonnerie. On ordonna également une seconde batterie pour des obusiers, sur une terrasse qui dominait à gauche la route de Tunis, à laquelle s'appuyait l'épaulement de la batterie de Nemours.

Vers deux heures, l'assiégé dirigea une sortie contre les positions du général Rulhières; une foule de Kabyles s'élancèrent hors des portes Bab-el-Djedid et Bab-el-Gharbia, et gravirent au pas de course la colline de Coudiad-Aty. Il est impossible d'attaquer avec plus de détermination que ces sauvages, qui couraient, en poussant de grands cris, au milieu des tombeaux et des ruines, se ruant contre les petits

murs en pierre derrière lesquels nos soldats les attendaient. Nous suivions avec un vif intérêt ce combat du haut du Mansourah; deux fois nous vîmes nos hommes, officiers en tête, enjamber leurs retranchemens et prendre l'offensive; alors cette multitude couverte de vêtemens blancs se repliait du côté de la ville avec de grands cris, pour revenir plus résolument à la charge aussitôt que notre infanterie rentrait dans ses lignes. Nous leur envoyâmes quelques boulets qui ricochèrent au milieu d'eux, mais sans atteindre personne. Cet engagement dura à peu près une heure, et nous y perdîmes deux officiers du 26e régiment.

Tous les jours les Arabes faisaient une sortie à la même heure, tantôt contre le Mansourah, tantôt contre nos positions de Coudiad-Aty. Ils accouraient à nous avec une très grande résolution; mais ils étaient déconcertés par nos charges à la baïonnette, et ils mettaient plus d'empressement à s'y soustraire qu'ils n'en avaient montré à nous attaquer.

Le temps se couvrit pendant la nuit; la pluie commença à tomber de bonne heure, et bientôt des raffales épouvantables vinrent fouetter, ébranler, transpercer notre pauvre tente; nous nagions dans l'eau; le sol de notre mince abri s'était converti en un torrent qui entraînait, malgré nos efforts, toute notre garde-robe; notre position était des plus ridicules et des plus embarrassées. Les détachemens dirigés sur les lieux du travail qu'on avait ordonné la veille s'égarèrent à travers champs; ils eurent beaucoup de peine à passer les gués, dont l'eau avait grossi rapidement; on ne put parvenir que fort tard à rallier aux points indiqués trois compagnies de sapeurs et 750 hommes de la ligne, qui avaient été commandés pour la construction des batteries. Après avoir essayé pendant plusieurs heures de se mettre à l'œuvre et d'exécuter les terrassemens, au milieu de torrens de pluie et de l'obscurité la plus profonde, on reconnut, malgré le zèle le plus opiniâtre, l'impossibilité matérielle de rien faire, et les travailleurs furent renvoyés à une heure du matin.

Le lendemain 8 octobre, notre bivouac offrait l'aspect d'un vaste marais; bien des figures s'allongeaient déjà en voyant la pluie continuer; on pensait involontairement à la dernière expédition. Sur les dix heures, le ciel s'étant un peu éclairci, nous montâmes à cheval avec M. le duc de Nemours, mis à l'ordre de l'armée, depuis la veille, comme commandant du siége, et nous allâmes visiter la position du général Rulhières. Nos chevaux tombèrent plusieurs fois dans le trajet; ils ne se tenaient qu'avec la plus grande difficulté sur le sol dé-

trempé par les averses de la nuit. Nous trouvâmes les postes établis sur Coudiad-Aty extrêmement rapprochés de la ville et en butte au feu des fusils de rempart et des soldats turcs cachés dans les casemates. Le marabout où s'abritaient nos avant-postes était cependant religieusement respecté par les Arabes; il en fut ainsi pendant tout le siége. Cette construction contenait plusieurs tombeaux couverts d'inscriptions, quelques-uns en marbre surmontés de turbans; c'étaient, nous dit-on, des sépultures de saints derviches ou de grands personnages.

A notre retour, nous rencontrâmes les deux colonnes de l'artillerie qui menaient leurs canons aux batteries construites dans la matinée; ses grosses pièces avançaient assez bien malgré la boue; il est vrai qu'elles étaient attelées de quarante chevaux. Vers le soir, la pluie recommença, affreuse, extraordinaire, ce qui n'empêcha pas le prince d'aller visiter les batteries. C'était une vraie corvée par un temps aussi épouvantable. L'ouverture du feu, qu'on avait cru possible pour le lendemain, était reculée indéfiniment; on n'avait pu armer que la batterie de mortiers, ainsi que celle du Sattah-Mansourah, composée de deux pièces, l'une de 24 et l'autre de 16, et de deux obusiers de 6 pouces. Quant à Coudiad-Aty, impossible d'y mener un canon à cause de l'état du terrain. Une partie des pièces dirigées sur la batterie royale n'avait pu parvenir à sa destination, et avait versé dans le ravin. C'était un contre-temps fort grave pour nous dans l'état des choses, car le temps pressait; avec les pluies, déjà les maladies commençaient à envahir l'armée. Tout le monde calculait que s'il était impossible d'amener des pièces de gros calibre à petite portée du rempart, qu'on regardait comme très solide, notre situation devenait des plus critiques; le commandant en chef des troupes du génie semblait, en effet, convaincu que nous ne pourrions entrer dans la place que par une brèche, et que l'ennemi ne se rendrait que lorsque cette brèche serait praticable. Nous commencions d'ailleurs à être obligés de réduire la ration de nos pauvres chevaux; notre provision de foin étant épuisée, nous ne les soutenions qu'avec quelques poignées d'orge distribuées rarement. Le temps fut horrible toute la nuit. Notre horizon se rembrunissait, nos affaires prenaient une mauvaise tournure.

Cependant, grace aux efforts intelligens de quelques centaines de zouaves dirigés par un officier d'artillerie, on parvint à relever une des pièces de 16 culbutées dans le ravin; on creusa ensuite une sorte de rainure dans la partie solide du chemin le long de la pente supérieure pour retenir, par les roues qu'on engageait dans cette ornière,

les pièces entraînées sur le remblais du côté de son affaissement. On renonça pour le moment à armer le Coudiad-Aty; tous les efforts furent dirigés vers le Mansourah. Dans la journée, le feu de la place n'inquiéta pas beaucoup nos travailleurs; mais plusieurs bombes tombées au milieu de nos chevaux, tenus en main, les effrayèrent beaucoup; le mien s'abattit et rompit rênes, sangle et poitrail; un éclat emporta une des bossettes de son mors.

Le dimanche 8, les Kabyles furent assez hardis pour venir nous attaquer sur le Mansourah, et je ne sais pas comment nos tirailleurs purent les contenir, car leurs armes étaient si mouillées que sur dix coups il y en avait au moins huit qui rataient. Le temps continua à être épouvantable toute la nuit; la pluie tombait avec une horrible violence; la neige vint bientôt s'y joindre; un vent effrayant, un froid glacial, décourageaient nos malheureux soldats enfoncés dans l'eau jusqu'aux genoux, et qui ne pouvaient se coucher. Au bivouac, ils étaient sans feu, sans abri, sans soupe; devant l'ennemi, leurs armes ne partaient pas. Les ambulances se remplissaient de malades; on rencontrait déjà des chevaux morts de faim. Notre inquiétude croissait à l'aspect de toutes ces misères, et dans l'attente de calamités plus grandes encore. Si le feu de l'artillerie qui devait s'ouvrir le lendemain, disions-nous, n'écrase pas la place, serons-nous réduits à partir en abandonnant tout notre matériel, ou resterons-nous pour périr de la fièvre sous les murs de cette ville infernale? Les bœufs et les mulets de l'administration firent irruption pendant la nuit dans notre malheureux bivouac, qui ressemblait à une vaste fondrière couverte de sept à huit centimètres de neige, et y dévorèrent le reste des figuiers qui formaient la dernière ressource de nos chevaux.

Le lendemain, lundi, nous étions à cheval dès six heures. Le commandant en chef de l'artillerie avait retrouvé toute l'énergie de sa jeunesse. Les batteries du Mansourah étaient prêtes et armées. C'était une noble chose à voir que ces braves artilleurs couverts de boue de la tête aux pieds, près des pièces qu'ils avaient travaillé toute la nuit à mettre en place. A sept heures, notre feu commença; notre tir, à une aussi grande distance de la place, devait être incertain et le fut en effet pendant quelque temps; le comte Valée s'était mis en avant avec une lunette et le rectifiait par ses indications. Bientôt cependant il devint plus sûr; vers onze heures, la batterie royale, plus basse et plus rapprochée de la ville, commença à tirer; ses deux canons de 16 firent très bien; nous ne tardâmes pas à écrêter les parapets de la batterie Bab-el-Gharbia, et à faire quelques coups d'embrasures en répondant au feu de la kasbah.

Nous avions évidemment gêné le service des pièces de l'assiégé par la justesse de notre tir, car le feu de l'ennemi se ralentissait peu à peu. Cependant les six canons de la batterie Bab-el-Djedid, protégés par une immense traverse en maçonnerie, continuaient à canonner Coudiad-Aty, où le général Rulhières était parvenu à amener deux obusiers de 24. Nous fûmes étonnés, au commencement du feu, de voir l'étendard d'Aly remplacé sur la porte de Bab-el-Oued par l'étendard de la ville, qui était tout rouge. Cela indiquait, me dit-on, que la population n'était pas satisfaite des évènemens, et qu'elle attribuait à l'influence du sultan la mauvaise tournure que prenaient ses affaires.

Au reste, le nouvel étendart ne tarda pas à être bientôt, comme l'ancien, criblé de boulets et réduit au plus piteux état. Avec tout cela, l'effet de nos pièces sur la ville fut presque nul; nos obus et nos bombes ne purent y allumer le moindre incendie. L'assiégé ne semblait disposé à nous faire aucune proposition; nous prévîmes donc qu'il faudrait nécessairement enlever Constantine de vive force. Les généraux tinrent conseil alors; on examina les différens moyens d'en arriver à ce résultat. On pensa d'abord à une attaque sur la porte d'El-Gharbia, la moins défendue de l'enceinte; mais la colonne d'attaque aurait eu à parcourir à découvert une distance de plus de 300 mètres sur un terrain en contrepente, sous les feux d'une artillerie tirant à embrasures et d'une ligne de murailles et maisons crénelées de plus de 600 mètres de développement; arrivée enfin contre l'enceinte, la colonne eût été obligée de s'arrêter pour attendre l'effet du pétard sur la première porte, laquelle enfoncée n'aurait donné d'autre avantage que la facilité de pénétrer dans une petite cour intérieure n'ayant d'issue que par une seconde porte et dominée de tous côtés par des créneaux. Cette disposition, qu'on pouvait distinguer de Coudiad-Aty, ne permit pas de donner suite à cette idée.

La brèche par la mine n'offrait pas moins d'obstacles dans les circonstances où se trouvait l'armée; ce moyen exigeait que le mineur fût amené au pied de la muraille par des cheminemens à couvert, et que son établissement fût protégé par des places d'armes capables de recevoir une garde de tranchée assez forte pour contenir les sorties de la garnison. Or, tous ces cheminemens sous le Coudiad-Aty auraient dû être faits sur un sol nu, presque partout de roc et en contrepente raide. Le temps et les matériaux nous manquaient, les parapets ne pouvaient être exécutés presqu'uniquement qu'en sacs à terre, et la plus grande partie de l'approvisionnement amené de Medjez-el-Hammar avait été employée aux batteries; il nous aurait fallu, d'ail-

leurs, suivant les hommes pratiques, au moins huit à dix jours de travaux non interrompus.

On ne crut pas devoir recourir à l'escalade; j'avoue cependant que, dans mon opinion, cette opération n'eût pas été peut-être impraticable de nuit sur un des points de l'enceinte, entre la porte Bal-el-Gharbia et le Rummel; on doit remarquer que cette muraille n'était pas flanquée. Une fois les têtes de colonne parvenues dans la ville, elles eussent été à couvert, et l'obscurité aurait favorisé cette tentative hardie, qui se serait opérée sans désordre, si on avait eu soin de bien reconnaître d'avance les points du rempart les plus favorables pour poser les échelles.

Quoi qu'il en soit, on décida que le seul moyen était de donner l'assaut, qu'on chercherait en conséquence à ouvrir une brèche dans la courtine située entre la porte Bab-el-Gharbia et la porte Bab-el-Oued, condamnée par l'assiégé; que tous les efforts devaient tendre à amener de grosses pièces de siége à la batterie de Nemours, fût-ce même en passant à demi-portée sous le feu de la place, puisque l'état de la route que l'on avait essayé de faire prendre aux canons de 24 en tournant le Coudiad-Aty avait rendu l'armement de cette batterie impossible. Ce fut alors qu'on reconnut combien on avait eu raison d'insister pour amener le grand parc de siége sous les murs de Constantine. Notre seul espoir désormais était dans l'effet destructeur que pourraient produire nos boulets de gros calibre sur les vieilles murailles de construction romaine, si nous étions assez heureux pour pouvoir amener nos pièces à la batterie de brèche.

L'ennemi continua sans relâche à nous harceler dans nos positions toute la journée. Rien n'est fatigant comme cette tiraillerie continuelle; ces Arabes sont comme des guêpes qu'on ne peut chasser, et qui bourdonnent sans cesse à vos oreilles. L'état du terrain, particulièrement sur le Mansourah, était déplorable. Nous nous levâmes le 10 assez tristement, appréhendant que la pluie n'eût rendu impraticable l'armement de la batterie de Nemours. En attendant notre départ, le prince me donna l'ordre d'aller savoir des nouvelles et de voir du haut du Mansourah si la batterie de brèche au bas du Coudiad-Aty avait pu être armée. Je rencontrai M. le lieutenant-général Valée, qui m'apprit qu'on n'avait pu encore amener les pièces qu'à trois cents toises de la batterie, par suite de toutes les difficultés du temps et de l'obscurité, auxquelles était venu se joindre le feu de l'ennemi, qui avait beaucoup tiré de ses batteries basses; mais il me donna l'assurance que la batterie de brèche serait armée le lendemain. Le fait est

que c'était une entreprise presque téméraire que de traverser le Rummel avec nos pièces de 24; le gué où on devait passer la rivière n'est pas distant de plus de trois cents mètres du rempart. Malgré les boulets et la fusillade de la ville, nos braves canonniers étaient parvenus à amener quatre de ces pièces à l'autre bord; mais il avait fallu doubler et tripler les attelages, écarter, pour le passage des chevaux, d'énormes roches roulées par les eaux que la pluie avait grossies. Ce travail si pénible avait été exécuté avec une héroïque patience par les artilleurs et les sapeurs du génie, qui s'étaient mis dans l'eau jusqu'à la ceinture. Heureusement que la nuit ôtait à l'assiégé le moyen d'ajuster et que son tir était incertain, car sans cela nos pertes eussent été bien plus considérables, et peut-être même le passage de la rivière n'aurait pas pu s'effectuer.

A la pointe du jour, les canons et leurs attelages avaient pu atteindre au coude du chemin de Tunis, où ils étaient défilés du feu de la place; il ne leur restait plus qu'à gravir la côte pendant la nuit suivante. On avait envoyé deux compagnies de sapeurs avec de l'infanterie occuper le Bardo, où se trouvaient les anciennes écuries du bey, situées dans un petit vallon entre l'enceinte de la ville et les pentes du Coudiad-Aty, afin de protéger d'abord le transport des pièces au-delà du Rummel contre les sorties de la place, et de se préparer ensuite un couvert qui pût servir de point de départ et d'appui pour de nouvelles opérations. Toute la nuit fut employée à fortifier ce réduit et à percer des créneaux dans les murs de clôture. On en releva plusieurs parties abattues, car les écuries du bey étaient en ruines; l'on fit en pierres sèches des tambours devant les portes. Pendant l'exécution de ces travaux, les officiers du génie reconnurent, attenant au marabout et à peu de distance du Bardo, un ravin long de deux cents mètres environ, et garanti à peu près des feux de la place par sa direction et sa profondeur. Le ravin conduisait sur le plateau du front d'attaque, à cent cinquante mètres de l'escarpe; quelques travaux rapides devaient suffire pour en compléter la défense. On obtenait ainsi une vaste place d'armes et un abri d'où la colonne d'assaut se serait élancée, lorsque le feu de la batterie de Nemours aurait démoli le rempart et rendu la brèche praticable. Les Arabes essayèrent, vers une heure du matin, une sortie contre le marabout, mais ils furent bientôt repoussés. On eut la pensée de joindre le Bardo et le poste de ce marabout par une communication couverte; mais une tranchée était impossible dans ce terrain de rochers, et un épaulement en sacs à terre eût employé des matériaux précieux qu'il fallait conserver avec soin pour se créer des

couverts plus rapprochés de la place. On renonça donc à cette idée, et il fut résolu qu'on ne communiquerait entre ces deux postes que la nuit, ou le jour en courant.

Nous montâmes à cheval avec le prince, et allâmes sur le Coudiad-Aty, comme de coutume, pour examiner l'état des travaux. Vers neuf heures, l'assiégé fit contre les positions où nous nous trouvions sa sortie habituelle. Le lieutenant-général gouverneur, voulant lui donner une leçon, ordonna au général Rulhières de laisser arriver les Arabes aussi près que possible et de les aborder alors vigoureusement. En effet, au moment où, s'avançant avec leur hardiesse accoutumée, ils allaient atteindre notre épaulement, le prince avec son état-major, à la tête d'une compagnie de la légion étrangère, sauta par dessus les briques et les tuiles derrière lesquelles notre infanterie était couchée, et se jeta au milieu des fantassins d'Achmet, qui venaient à nous drapeau en tête. La rencontre fut vive, et avant que l'ennemi, surpris par notre retour offensif, eût battu en retraite, on avait échangé une fusillade à bout portant qui coûta la vie à bien des braves de part et d'autre. Notre mouvement fut aussitôt appuyé par une compagnie d'élite du 26e, et les Kabyles, dont il ne nous fut pas possible de saisir le drapeau, s'éparpillèrent alors en descendant sur les versans du Coudiad-Aty, dont nous occupions les sommets; cachés derrière des rochers ou des ruines dont cette côte est semée, ils commencèrent contre nous un feu très meurtrier, car rien ne nous dérobait à leur vue. Tous les officiers de la compagnie de la légion étrangère furent mis hors de combat; les capitaines Marland et Béraud tombèrent frappés à mort par des coups de biscayens, car la ville tirait sur nous à mitraille; les trois autres reçurent de graves blessures, le capitaine Raindre, fils du général de ce nom, atteint d'un coup de feu au genou, dut subir l'amputation quelques heures après. Müller, l'interprète du prince, eut le pied fracassé par une balle; en un mot, ce fut une mêlée très chaude, mais, grace à l'énergie de nos braves grenadiers, elle ne dura pas long-temps, et les Arabes ne firent pas mine de résister à nos baïonnettes. M. le duc de Nemours donna dans cette circonstance des preuves de la plus grande bravoure et d'un imperturbable sang-froid; à coup sûr, aucun de nous ne fut plus exposé que lui, car il franchit un des premiers le parapet en briques, et se trouva presque seul au milieu des Arabes; heureusement qu'à la guerre ce ne sont pas toujours les plus intrépides que le feu de l'ennemi atteint de préférence, et le prince échappa sans blessure au plus grand danger qu'il ait couru dans cette campagne, où il les affronta tous.

Le fait est qu'il y eut plus de vingt hommes jetés sur le carreau en un instant.

Nous poursuivîmes les Kabyles au milieu des masures où ils s'étaient réfugiés; l'on en tua plusieurs; le capitaine de Mac-Mahon, aide-de-camp du gouverneur-général, reçut un coup de fusil tiré de si près, que son uniforme et sa chemise en furent brûlés; heureusement, la balle ne fit qu'effleurer les côtes. Après avoir culbuté et refoulé ces Arabes dans les ravins, il fallut remonter les escarpemens rapides où nous étions descendus, et cela au milieu de nos tirailleurs, parmi lesquels se trouvaient de jeunes soldats qui déchargeaient leurs fusils sans trop savoir sur quoi; je portais une redingote blanche imperméable par dessus ma pelisse de hussard, et je m'attendais à chaque instant à être pris pour un Arabe et traité comme tel. Cette affaire d'infanterie m'intéressa beaucoup; j'y fis une remarque générale, c'est que dans ces combats corps à corps le soldat est très grave, très attentif, et loin de s'étourdir par des cris ou une pantomime active, comme je m'y attendais, il tue son ennemi le plus sérieusement du monde. Il est impossible d'ailleurs de mieux mourir que ne meurent les Arabes : deux de ces braves sont acculés dans une masure, nous y entrons, Mac-Mahon et moi; ils tirent sur nous et nous manquent; mon compagnon donne un coup de pointe de sabre au premier, qui est renversé contre le mur, le second tombe percé de coups de baïonnette; ces deux malheureux, couchés à terre et rendant le dernier soupir, nous regardaient avec une fierté et un courage admirables. C'était un spectacle triste et noble à la fois.

Je remontais, assez difficilement d'ailleurs, sur ces pentes rapides, pour rejoindre le prince dont je m'étais un peu trop éloigné, quand je fus témoin d'un fait qui a laissé dans ma mémoire une trace douloureuse et ineffaçable. Un pauvre Kabyle blessé à mort était assis à terre, le dos contre un mur en ruines; des flots de sang s'échappaient d'une large blessure qu'il avait au côté. Plusieurs soldats en passant près de lui, pour l'achever sans doute et par humanité, lui avaient donné des coups de baïonnette. J'accourais pour essayer de sauver ce malheureux au moment où un voltigeur, qui lui avait appuyé son canon de fusil sur la poitrine, allait lâcher la détente. L'Arabe étend le bras alors, et détourne tout doucement l'arme homicide en disant avec un sourire presque bienveillant : *Barka, Franzouï, morto!* ce qui, en mauvaise langue franque et par l'expression qu'il y mit, voulait dire : « Merci, Français; j'en ai assez comme cela; ne brûlez pas inutilement votre poudre pour m'achever, car je suis mort. » Et en effet une seconde après il expirait.

Nous étions tous extrêmement fatigués de cette courte, mais rude affaire. La témérité du prince, dans cette circonstance, a été blâmée, je le sais, mais ce n'est certes point par les jeunes officiers de l'armée, auxquels un des fils du roi venait de donner l'exemple de la plus brillante valeur. Ce coup de collier produisit un excellent effet sur le moral de nos troupes que la persistance du mauvais temps, les longueurs du siége et les misères qui en étaient la suite commençaient à décourager. Il plut toute cette journée, et souvent à verse.

Le gouverneur-général, examinant, du haut de Coudiad-Aty, avec le prince et les généraux, les travaux exécutés ou en voie d'achèvement, eut l'idée de faire reconnaître la partie du chemin de Tunis où l'on voulait établir une nouvelle batterie de brèche : l'endroit désigné était à 150 mètres du rempart, et très exposé au feu de la place. Le gouverneur dit en conséquence au commandant de l'artillerie de charger un officier d'aller en mesurer la largeur; mais le général Valée répondit qu'il désirait ne pas exposer inutilement la vie d'un de ses aides-de-camp, que le chemin avait été toisé avant le jour, et qu'il était sûr qu'il y avait place pour quatre pièces de 24. Le général Damrémont fut un peu piqué de cette réponse, et chercha autour de lui quelqu'un à envoyer. M. le duc de Nemours ayant refusé à M. de Chabannes et à un autre de ses officiers la faveur d'aller faire cette reconnaissance, le capitaine Borel de Bretizel, attaché au général Perregaux, chef de l'état-major général, s'offrit et fut agréé. Il s'acquitta avec beaucoup de sang-froid de sa mission, fort périlleuse d'ailleurs, car il avait à parcourir deux fois, pour aller et revenir, un espace de plus de 300 mètres entièrement en vue et à demi-portée du rempart. M. Borel fit tout le trajet à pied et au pas, mesura la largeur de la route fort lentement, et revint de même, et cela en vue de toutes nos troupes, qui suivaient ses mouvemens avec une grande anxiété. Il eut le bonheur de ne pas être blessé, quoique les Arabes lui aient tiré au moins deux cents coups de fusil pendant ce petit voyage. C'était une honorable mission dont ce brave officier s'est acquitté avec éclat.

Sur notre route, en revenant au camp, nous trouvâmes une grande quantité de chevaux morts auxquels les Arabes avaient coupé les oreilles : c'était un trophée comme un autre, et qu'il leur était facile malheureusement de recueillir, car nos pauvres chevaux tombaient par douzaines.

Pendant la nuit, les troupes du génie, secondées par l'infanterie du Bardo, continuèrent à travailler à la place d'armes et à la fortifier; elles exécutèrent deux têtes de sape en sacs à terre. Ces travaux furent inquiétés par la fusillade, la mitraille et les sorties de la place que la

garde de tranchée repoussa à coups de baïonnette : le capitaine d'état-major d'Augicourt fut blessé dans une de ces rencontres. On continua également les autres batteries, et on poussa fort loin l'achèvement de la plupart des travaux.

Le lendemain, quand, suivant notre habitude, nous fûmes arrivés sur le Coudiad-Aty, nous aperçûmes sur notre gauche, dans la campagne, une nombreuse troupe d'habitans campée près de la ferme ou des jardins du bey. Nos lunettes nous permettaient de distinguer des chameaux, des mulets, des poules au milieu des tentes, et tout l'attirail d'un immense déménagement. Il paraît qu'une évacuation générale des bouches inutiles, des femmes, des enfans, des vieillards, avait été ordonnée par le *caïd-el-dar* (le gouverneur de la ville), et qu'en conséquence les habitans de Constantine que leurs affaires ou leurs devoirs militaires n'y retenaient pas étaient allés camper à une petite distance de leurs pénates, afin sans doute de pouvoir les retrouver sans trop de dérangement aussitôt que notre retraite, sur laquelle Achmet comptait positivement, se serait opérée. Une réunion considérable de Kabyles couvrait les collines du voisinage. Les Arabes en repos ont pour principe de ne jamais rester debout, et s'accroupissent aussitôt : quand deux amis se rencontrent dans la campagne, avant d'entamer leur conversation, ils commencent par s'asseoir. Aussi, lorsque les fantassins d'Achmet réunis attendaient le signal d'une attaque, ils se gardaient bien de rester sur leurs jambes, et les gazons, les rochers des éminences les plus rapprochées de nos positions, étaient, au moment d'une affaire, tous couverts de petites brioches blanches du plus singulier effet.

L'affaire de la veille, à ce qu'il paraît, avait dégoûté les Arabes d'en venir aux mains avec nous, aussi se contentèrent-ils toute la journée de tirer sur nos postes à d'assez grandes distances. Les batteries opposées au front d'attaque présentaient une apparence respectable. On avait armé celle de brèche de trois pièces de 24 et d'une de 16. Une autre, consistant en trois obusiers et une pièce de 16, était placée un peu au-dessus à gauche. Enfin, il y en avait une troisième en arrière, armée de deux mortiers de huit pouces.

A neuf heures, le feu de toutes ces batteries, joint à celui de la batterie royale du Mansourah, qui prenait de revers les défenses du front attaqué, commença avec un bruit terrible. L'effet de nos boulets de gros calibre sur la muraille ne tarda pas à être visible. Bientôt le rempart fut entamé; vers le soir, la démolition avait déjà sept mètres de largeur; la brèche commençait à se dessiner, mais elle présentait en-

core une pente raide et escarpée. La maçonnerie, en forts matériaux, était plus liée et meilleure qu'on n'avait présumé d'abord; on craignait qu'à cette distance de cinq cents mètres, avec quatre pièces seulement, et le petit nombre de coups qu'on avait encore à tirer, on ne pût faire en temps utile une brèche suffisante, et il fut décidé que la nuit suivante on transporterait les pièces à trois cent cinquante mètres plus loin, dans la place d'armes, à laquelle on ferait subir les changemens nécessaires. Cette décision se trouva justifiée quelques heures après par les détails que vint fournir au général en chef un Espagnol, déserteur des zouaves du bey, qui donna des renseignemens fort précis sur les abords du rempart que nous battions en brèche. « Cette brèche, nous disait-il, serait très difficile à couronner; elle était entourée de masures crénelées et de réduits d'où l'ennemi pouvait très bien la défendre. » L'assaut offrait des chances incertaines et pouvait être très meurtrier, si nos boulets et nos projectiles creux, en élargissant considérablement l'ouverture faite au rempart, et en adoucissant les talus, ne les rendaient pas facilement accessibles à notre infanterie.

Notre feu n'avait pas tardé à éteindre celui des pièces situées sur la muraille même que nous battions en brèche. Nos obus, bien dirigés, avaient rendu plusieurs des batteries supérieures inhabitables, et en avaient délogé les canonniers. Cependant l'assiégé ne cessait pas de répondre vivement, de ses casemates surtout, avec les pièces sur lesquelles notre feu n'avait pas de prise; il entretenait aussi par ses meurtrières et ses embrasures un feu nourri de fusils de rempart.

Nous passâmes deux heures environ dans la batterie de brèche, les deux états-majors réunis. On prétendait que la place n'était pas tenable pour un général en chef et pour le prince, et l'on ajoutait que certainement l'un ou l'autre serait bientôt tué, s'ils ne voulaient pas agir avec plus de prudence, ne se défilant jamais, et affectant de rechercher les endroits les plus dangereux. Je n'ai jamais, quant à moi, blâmé cette hardiesse, qui sied bien de temps en temps à des officiers-généraux chargés de commander aux plus braves troupes de la terre; mais je suis forcé de convenir que les projectiles de l'ennemi tombaient là comme la grêle. Heureusement que l'épaulement de la batterie était haut et solide. Chabannes s'amusa à aller s'asseoir à quelques mètres au-dessus de nous, trouvant sans doute qu'il y serait plus exposé encore.

Vers la fin de la journée, le général en chef, dont les instructions, à ce qu'on prétend, portaient d'éviter à tout prix l'assaut, et qui, d'après l'état des choses, avait quelques doutes sur l'issue d'une at-

taque de vive force, voulut tenter un dernier effort auprès de l'assiégé, et sommer Constantine de se rendre. Il écrivit en conséquence une lettre à Achmet-Bey et une autre au commandant des troupes dans la ville, où il les engageait à se soumettre pour arrêter l'effusion du sang et éviter les suites d'un assaut; mais ce n'était pas tout : il fallait faire parvenir ces lettres à leur destination, et c'était une mission délicate et pleine de danger que celle de se présenter aux avant-postes des Arabes, car on ne pouvait pas avoir l'assurance d'y être traité suivant le droit des gens. On demanda un homme de bonne volonté pour remplir les fonctions périlleuses de parlementaire. Il s'en présenta deux à l'instant; l'un était sergent dans la légion étrangère, l'autre, un jeune homme de vingt ans, Mahmoud, faisait partie du bataillon turc de Bône. Celui-ci fut préféré, parce qu'on pensa que, si des explications avec les habitans devenaient nécessaires, il serait avantageux que notre envoyé pût parler la langue du pays. L'évènement prouva qu'on avait eu raison.

Le jour commençait à baisser, il n'y avait pas de temps à perdre; on mit le jeune Arabe en route, tenant à la main un bâton auquel était attaché un mouchoir blanc qu'il agitait bien haut au-dessus de sa tête. En même temps, le général en chef, après une salve magnifique de toutes nos batteries, fit sonner par un trompette la cessation du feu. Les trompettes des autres batteries redirent cette sonnerie, qui fut répétée au loin par l'écho des montagnes; nous criâmes aux grenadiers du 47e qui étaient dans le Bardo, au-dessous de nous à notre droite, de laisser passer notre envoyé. C'était avec un vif intérêt que nous suivions du regard ce brave jeune homme dont la mort était bien probable, à ce que prétendaient les gens qui connaissaient les usages du pays, et l'on doit comprendre que nous ne le perdions pas de vue.

L'assiégé, voyant que nous suspendions notre feu, avait fait comme nous. Nous espérions en conséquence qu'il nous avait compris, et que notre parlementaire pourrait gagner sans danger une des portes de la ville. Il s'avançait donc hardiment en agitant son drapeau, quand un cri d'indignation s'éleva parmi nous. Des coups de fusil, tirés des embrasures de la place et dirigés sur Mahmoud, venaient d'interrompre le silence général, que notre anxiété et notre attention rendaient plus profond encore. Notre envoyé remuait en vain son drapeau; les sauvages à qui il avait affaire n'en tiraient sur lui qu'avec plus d'acharnement. Tout d'un coup nous croyons le voir tomber... Il est tué! s'écrie-t-on de toutes parts. Mais bientôt, malgré l'obscurité qui augmentait à chaque instant, nous reconnaissons que

Mahmoud, caché derrière un rocher, parlementait avec la place, et qu'à l'abri de la fusillade il cherchait, par des explications amicales, à faire comprendre la nature de sa mission toute pacifique. Nous entendions en effet que la conversation s'engageait entre notre envoyé, couché au milieu des pierres, et les Arabes du haut des créneaux de l'enceinte. Cependant les coups de feu se ralentissaient, et peu après ils cessèrent tout-à-fait. Mahmoud, encouragé sans doute alors par quelque déclaration venue de l'intérieur, se releva et s'approcha avec plus de confiance de la ville. On lui jeta une corde qu'il s'attacha autour du corps, et bientôt nous le vîmes hissé le long du mur, passer par-dessus le rempart et disparaître. Nous nous retirâmes alors au camp, un peu moins inquiets de la destinée de notre messager, craignant bien encore cependant de voir l'ennemi nous jeter sa tête le lendemain par dessus les murailles.

M. le duc de Nemours m'avait donné l'ordre de me rendre avant le jour, le jeudi 12, sur Coudiad-Aty pour y examiner l'état des travaux, afin de pouvoir lui en rendre compte à l'heure où il avait l'habitude de monter à cheval. Je pris avec moi un chasseur d'escorte, et nous nous lançâmes par une nuit des plus noires sur les chemins les plus horribles du monde. Il pleuvait d'ailleurs un peu pour rendre le *comfort* plus complet. Nos chevaux, avec leur instinct naturel, nous guidèrent sans y voir, sur cette route qu'ils avaient l'habitude de suivre tous les jours. Ce qui est remarquable, c'est que nous reçûmes en chemin le feu de toutes nos vedettes, dont pas une ne nous cria qui vive; heureusement qu'elles n'y voyaient pas plus que nous, de sorte que sur douze ou quinze balles envoyées à notre adresse, pas une seule ne nous atteignit. Quand je me doutais que nous approchions d'un de nos postes avancés, j'avais bien soin de siffler très haut quelque refrain national; mais la sentinelle, très endormie ou peu musicienne sans doute, ne nous en lâchait pas moins son inévitable coup de fusil. Mon chasseur, qui prétendait connaître parfaitement la route, au lieu de me conduire sur le Coudiad-Aty, me mena droit au Bardo.

J'entendais depuis quelque temps des détonations tellement fortes, que je m'imaginais que deux ou trois de nos bataillons de garde de tranchée avaient mission, pendant cette nuit, de nettoyer par le feu le plus vif les embrasures et les créneaux du rempart, car jamais feu de manœuvre n'avait été plus vif ni mieux nourri. Et cependant, en débouchant du Rummel, je reconnus qu'on ne tirait ni de la place d'armes ni de nos batteries; mais je vis sortir de toutes les fe-

nêtres donnant sur le front attaqué, de toutes les meurtrières, de toutes les embrasures de la ville, des fusées lumineuses qui me mirent au fait, et me prouvèrent que l'assiégé tentait un dernier effort désespéré pour gêner l'établissement de notre nouvelle batterie de brèche et empêcher nos travaux de communication. J'étais égaré au milieu d'une boue affreuse; il pleuvait à verse. Je donnai mon cheval à mon chasseur, qui ne savait plus où il en était, lui disant de chercher et de s'en tirer comme il pourrait, que, quant à moi, je gravirais à pied l'escarpement de Coudiad-Aty, et tâcherais de trouver mon chemin tout seul jusqu'aux batteries. J'étais désespéré et craignais de ne pouvoir m'acquitter de ma mission. Je cherchai donc à tâtons et parvins à me diriger tant bien que mal. Ce n'est qu'à grand'peine que j'atteignis la route de Tunis, après avoir roulé et glissé plus d'une fois sur ces pentes fangeuses où je ne voyais goutte. Le petit jour commençait à poindre quand j'arrivai aux batteries. Je me mis en rapport aussitôt avec M. de Salle, le major, qui chargea M. de Mimont, un des lieutenans de tranchée, de m'accompagner dans les travaux. Je trouvai le colonel Lamoricière avec les zouaves dans la nouvelle batterie de brèche et dans le boyau. Après avoir bien reconnu l'état des travaux, qui ne pouvaient pas être achevés avant midi, je revenais par le sentier de communication du génie, lorsque je m'y croisai avec le jeune Arabe, notre messager de la veille, qui remontait du Bardo, ne rapportant pas de réponse du bey. Je fus enchanté de le voir sain et sauf, et je le conduisis aussitôt à la tente du général Rulhières, où l'on fit venir un interprète. Nous sûmes alors par Mahmoud qu'il avait failli être massacré par le peuple, que les caïds l'avaient protégé et mis en sûreté en l'enfermant dans une maison après lui avoir pris ses lettres. Beaucoup de notables habitans de la ville étaient venus le voir et lui avaient tous énergiquement déclaré que leur intention était de mourir plutôt que de se rendre. Ils se moquaient de notre artillerie, disant que quelques heures de nuit leur avaient suffi pour réparer la brèche. « Les Français, ajoutaient-ils, n'ont plus de pain, plus de poudre; quant à nous, nous ne manquons pas de munitions. Bientôt l'armée des chrétiens sera forcée de battre en retraite comme l'année dernière. Alors des cavaliers plus nombreux que les sauterelles et que les grains de sable du désert viendront fondre sur elle et l'anéantir. » La confiance et l'exaltation paraissaient, en un mot, arrivés à leur paroxisme parmi les habitans de Constantine.

Pendant qu'on députait Mahmoud au général Damrémont, je repris la route du camp; mais, victime encore une fois de la maladresse de

mon guide, j'inclinai trop à droite. Je m'égarai et tombai dans une embuscade de quarante ou cinquante chevaux arabes, dont je me doutai heureusement assez vite pour avoir le temps de tourner bride sans perdre un instant, et pour me diriger par le chemin le plus court, à travers les montagnes, vers Sidi-Mabrouk. Avec tout autre cheval que le mien, je n'eusse peut-être pas tenté l'aventure, mais ce parti extrême me réussit. Les cavaliers ennemis ne nous poursuivirent pas longtemps; nous en fûmes quittes pour quelques coups de fusil et force apostrophes injurieuses. La partie, il faut en convenir, était trop inégale pour qu'il y eût de la honte à l'éviter.

Arrivé près du prince, je lui rendis compte du retour de Mahmoud, des dispositions que montrait la population de la ville; je lui parlai de l'état actuel de nos batteries; je me permis même d'ajouter que l'ancienne batterie de brèche étant désarmée, et que la nouvelle n'étant pas terminée encore, l'ennemi balayait impunément la route de Tunis avec les pièces de ses embrasures, que nous n'étions pas en état de contrebattre; que les boulets et les balles y tombaient à foison, que j'avais pu en juger par moi-même, et qu'en un mot, tant que notre feu n'aurait pas été ouvert, c'était s'exposer au plus grand péril et sans nécessité que d'aller visiter les batteries. Mon observation fut mal reçue. A ce moment même, le gouverneur-général montait à cheval pour se rendre à Coudiad-Aty, et secondait ainsi l'impatience du prince, qui s'empressa de le suivre. Je déplorai tout bas cette résolution, et je dis à mes camarades qu'avant peu un de nos officiers-généraux serait tué.

Le comte de Damrémont était vivement piqué qu'Achmet n'eût pas daigné lui répondre; il venait de faire parler Mahmoud, notre messager, et l'espoir d'un accommodement vers lequel ses instructions lui enjoignaient de tendre par tous les moyens possibles s'évanouissait à ses yeux; il n'y avait plus à douter désormais de l'acharnement avec lequel l'ennemi était résolu à se défendre. Les véritables dispositions des Arabes apparaissaient clairement à notre général en chef; or, chez les natures énergiques et généreuses, le mécontentement et l'impatience se manifestent souvent à la guerre par des actes de témérité. Le matin du 12 octobre 1837, il se passa à coup sûr quelque chose de semblable dans l'esprit de notre infortuné gouverneur-général.

Ce jour-là, au lieu de prendre la route ordinaire et de faire un détour à gauche, ainsi que nous en avions l'habitude, en suivant le chemin de Tunis, après avoir passé le Rummel, nous tournâmes à droite

et longeâmes la pente de la colline qui fait face à la ville. C'était défier l'adresse des artilleurs d'Achmet, qui n'étaient pas à plus de cinq cents mètres de nous. Cependant la longue file de chevaux que les états-majors réunis formaient en marchant l'un derrière l'autre dans l'étroit sentier où nous étions engagés ne fut pas entamée par les boulets de la place; ils passèrent tous au-dessus de nos têtes, les canonniers turcs n'ayant pas eu le temps de rectifier le pointage de leurs grosses pièces de rempart. Lorsque nous eûmes rejoint la route de Tunis, nous mîmes pied à terre, et le général Damrémont, ayant à sa gauche M. le duc de Nemours et près de lui les généraux Rulhières, Boyer et Perregaux, s'avança lentement dans la direction de l'ancienne batterie de brèche. Je marchais immédiatement derrière lui avec le capitaine Pajol, attaché à son état-major; d'autres officiers nous suivaient. Quelques soldats qui travaillaient dans la batterie et nous voyaient venir à eux en descendant, nous crièrent que le feu de trois pièces situées à la droite de la porte Bab-el-Oued balayait la route où nous nous trouvions, et nous engagèrent vivement à nous écarter un peu. On ne tint pas compte de leur avis, et nous fîmes halte en cet endroit. Il était neuf heures; M. de Damrémont regardait avec une lorgnette du côté de la ville en s'entretenant avec le prince, quand un boulet qui ricocha à quelques pas devant eux vint le frapper en plein dans le flanc gauche, au-dessous du cœur; nous entendîmes le bruit sourd que fit le projectile en atteignant le malheureux gouverneur; il tomba aussitôt à la renverse raide mort; il avait été traversé de part en part.

L'armée sentit bien vivement cette perte; j'en fus moi-même profondément affecté. Le comte de Damrémont était très courageux; il s'exposait tous les jours comme un simple soldat; ses manières douces et agréables lui avaient gagné le cœur des officiers qui servaient sous ses ordres. Une action très simple en elle-même, un fait dû au hasard, et dont je ne parlerais pas si je pensais y avoir le moindre mérite, m'avait valu, je crois, sa bienveillance particulière. Dans les premiers jours du siége, pendant l'établissement des batteries, j'étais sur le Mansourah occupé à faire un croquis de la place, quand le gouverneur-général vint à passer, et, avec son affabilité ordinaire, voulut voir mon dessin; je le lui présentai. Sur ces entrefaites, une bombe tomba près de nous; aussitôt tout ce qui était là, officiers et soldats, se jette à terre, ainsi que cela était ordonné et ainsi que nous le faisions tous les jours. J'avoue que j'eusse préféré en ce moment la position horizontale à toute autre; mais, obéissant à un sentiment instinctif de respect et d'amour-propre que l'on comprendra peut-être, j'eus honte d'in-

terrompre ma conversation avec le général en chef, et je ne bougeai point; lui-même, qui, dans ce moment de prostration générale, avait fait involontairement un mouvement presque imperceptible, se raidit encore plus en me voyant debout, jaloux, comme on pense, de ne pas être en reste avec moi. La bombe éclata sans blesser personne. Quoique le brave gouverneur ne fût certes pas à cela près, je ne tardai pas à m'apercevoir qu'il m'avait su gré du fait.

Le comte de Damrémont avait fait les guerres de 1806 et 1809 à la grande armée et en Dalmatie, celles de 1811 et 1812 en Espagne et en Portugal, et enfin les campagnes de 1813 et de 1814 à la grande armée; il avait commandé une brigade d'infanterie dans l'expédition d'Afrique en 1830, et avait été nommé lieutenant-général le 13 décembre de la même année; enfin le 15 septembre 1835, le roi l'avait nommé pair de France et l'avait appelé, le 12 février 1837, au gouvernement de l'Algérie. Le jour de sa mort, il ne portait pas le chapeau d'officier-général qu'il avait d'ordinaire; il était coiffé du képi africain, et avait par-dessus son uniforme un burnous brun. Il est mort de la mort des braves, sans prononcer un mot; il a été comme frappé de la foudre.

Le général Perregaux, chef d'état-major, en proie à la douleur la plus vive, s'était jeté sur le corps inanimé de son général; une balle vint le frapper presque au même instant dans le haut du nez, et se logea entre ses deux sourcils; en même temps un artilleur avait auprès de nous le bras fracassé par un obus. Après le premier moment de stupeur, on emporta le malheureux général, et nous nous éloignâmes de cette maudite route que les boulets de la batterie Bab-el-Oued continuèrent de sillonner toute la journée. Un conseil s'assembla aussitôt, et il fut décidé que M. le comte Valée prendrait le commandement de l'armée. Le lieutenant-général Trézel, à qui, suivant quelques personnes, le commandement suprême devait revenir, en raison de ce que le lieutenant-général Valée appartenait à une arme spéciale, n'éleva aucune réclamation; aussi modeste que brave, il s'inclina devant l'âge et l'expérience de l'ancien commandant de l'artillerie de l'armée de Catalogne.

Le feu de la nouvelle batterie établie dans la place d'armes s'ouvrit à une heure; les obus tirés des autres batteries adoucirent le talus de la brèche et ruinèrent les maisons qui étaient en arrière, afin d'empêcher l'ennemi de s'y retrancher avec sécurité. — Dans la journée, un envoyé d'Achmet s'était présenté à nos avant-postes porteur d'une lettre du bey; il fut amené les yeux bandés au quartier-général, et

placé sous bonne garde dans le marabout de Coudiad-Aty. Je fus commis à sa surveillance, avec recommandation d'éviter soigneusement qu'il pût communiquer avec personne. Achmet n'était pas dans la ville; depuis plusieurs jours, il campait sur la montagne aux environs avec sa cavalerie; c'est pourquoi il n'avait pas répondu la veille à la lettre du gouverneur. Comme j'avais un encrier et du papier, les interprètes et moi nous nous retirâmes dans un coin du marabout, et j'écrivis en français sous leur dictée la traduction de la réponse du bey. Je l'ai conservée, et je la reproduis ici littéralement; on verra qu'elle ne laissait pas d'être assez habile.

« Un de vos envoyés a été soustrait hier par les principaux chefs de Ksentina à la fureur de la populace, qui ne comprend pas les affaires; soyez sans inquiétude sur sa vie, il ne lui sera fait aucun mal. Cessez votre feu et votre bombardement qui effraie le pays, et dans vingt-quatre heures je vous enverrai un personnage sage avec lequel vous pourrez traiter de la paix, pour terminer cette guerre d'où il ne résulte aucun bien. »

Achmet voulait évidemment gagner du temps, mais nous sentions que nous n'en avions pas à perdre; aussi le général Valée chargea-t-il l'envoyé du bey de lui rapporter une réponse conçue à peu près en ces termes : « Si vous voulez sincèrement la paix, ouvrez-moi les portes de votre ville, car je suis résolu à ne traiter avec vous que dans Constantine. » On continua à pousser vigoureusement le feu tout le jour. A six heures du soir, la brèche parut dans un tel état qu'on jugea que l'assaut pourrait avoir lieu le lendemain matin. L'ennemi, pendant cette journée, ne tenta aucune sortie; il est présumable que Ben-Aïssa, gouverneur de la place, s'attendant à nous voir bientôt donner l'assaut, ménageait sa poudre et les forces de ses soldats.

Malgré le ton pacifique de la lettre d'Achmet et l'effet qu'on pouvait encore attendre de la réponse du général Valée, on poursuivit sans interruption le feu pendant toute la soirée. L'artillerie reçut l'ordre de le continuer toute la nuit pour nettoyer le plus possible les meurtrières et les embrasures du front d'attaque, élargir la brèche, et en tenir l'ennemi éloigné, dans le cas où il essaierait, ce qui n'était pas douteux, de la réparer ou d'y construire des traverses soutenues de sacs à terre, comme il avait déjà fait la nuit précédente. Dans ce but, nos canonniers eurent pour instruction de tirer à des intervalles inégaux. L'assaut devait être donné le lendemain à la pointe du jour; on arrêta toutes les dispositions, et on forma trois colonnes d'attaque, qui devaient agir successivement.

A en juger par le feu énorme de l'assiégé, nous pouvions nous attendre à trouver sur la brèche une résistance désespérée. M. le duc de Nemours envoya chercher à Sidi-Mabrouk une partie de ses gens, et nous nous établîmes avec lui dans le marabout de Coudiad-Aty, celui qui était le plus à droite au-dessus de la batterie de brèche. Nous y dînâmes, et nous nous étendîmes entre les tombeaux pour y passer la nuit. Le prince et les deux lieutenans-généraux couchèrent dans le petit réduit couvert, et les officiers en dehors. Nous dormîmes à merveille, malgré les détonations de toutes les batteries au-dessus desquelles nous étions établis, et sans égard pour les bombes, les obus et les fusées à la Congrève dont les trajectoires bruyantes et lumineuses passaient par-dessus nos têtes.

Le vendredi 13, à trois heures du matin, les capitaines Boutant, du génie, et de Garderens, des zouaves, eurent l'honorable mission d'aller reconnaître la brèche et de s'assurer si elle était praticable. La clarté de la nuit rendait cette mission des plus périlleuses. Ces deux officiers s'en acquittèrent heureusement; ils gravirent le talus, le redescendirent et revinrent à la batterie de brèche sans avoir été blessés. M. de Garderens avait déchargé un pistolet qu'il avait à la main sur le haut de la brèche, et presque au même instant ce pistolet fut cassé par une balle. On arrêta le feu de nos batteries pendant le temps nécessaire à cette reconnaissance. De la batterie de brèche au rempart, il y avait environ 150 mètres; le temps de parcourir cette distance, de gravir le talus, de le redescendre et de revenir en courant, ne dut guère prendre plus de cinq minutes.

Vers trois heures et demie du matin, l'assiégé recommença à tirer plus fort que jamais. Le temps était froid; nous nous réunîmes auprès d'un petit feu que les cuisiniers du prince avaient allumé dans un des coins du marabout, et nous déjeunâmes avec du café. A cinq heures, tout le monde descendit successivement et sans bruit. En arrivant dans la communication et dans la place d'armes, que les ombres portées rendaient très obscures, nous fûmes étonnés d'abord de les trouver entièrement dégarnies de troupes; mais les premières colonnes d'assaut, qui y étaient déjà réunies, étaient couchées à terre en silence, et nous vîmes bientôt que loin d'être seuls, nous nous trouvions au contraire en très bonne et très nombreuse compagnie. Le prince, les officiers-généraux et l'état-major, s'assirent dans un petit enfoncement à la gauche de la place d'armes, et à côté de la première pièce de 24 de droite. L'épaulement nous défilait des feux de la place; il faisait encore nuit.

Quarante sapeurs et mineurs dirigés par 4 officiers du génie, 300 zouaves et les deux compagnies d'élite du bataillon du 2e léger formaient la 1re colonne d'assaut, sous les ordres du colonel de Lamoricière. Ce vaillant officier causait gaiement avec nous, et assurait qu'il arriverait à la brèche sans qu'on lui tuât un seul homme; en effet, les feux obliques de l'ennemi n'étaient pas très redoutables, et l'assiégé, ignorant d'ailleurs le moment précis où la 1re colonne s'élancerait, n'était pas préparé à la recevoir. On ne doit pas perdre de vue que nos canonniers et nos carabiniers devaient faire jusqu'au dernier moment contre les embrasures et les meurtrières du rempart un feu de mousqueterie et de mitraille fort gênant pour les tirailleurs ennemis; entre le moment où le feu de nos batteries cesserait et celui où l'ennemi rassuré serait en état de garnir suffisamment le rempart, la 1re colonne avait le temps de couronner la brèche, sans courir de grands dangers. Une fois, par exemple, le signal donné, le rôle de notre artillerie cessait, et c'était à notre infanterie de faire le reste.

Les officiers du prince avaient tous brigué l'honneur de monter à l'assaut avec la 1re colonne. M. le duc de Nemours accorda cette faveur au lieutenant-colonel de Chabannes comme au plus élevé en grade, il adjoignit le chef d'escadron Dumas à la 2e colonne, et moi comme capitaine à la 3e.

C'était une heure solennelle. Nous étions tous assis et serrés les uns à côté des autres dans l'obscurité; on parlait bas, et il serait difficile de rendre les sifflemens de tout ce qui passait au-dessus de nous; car, indépendamment du feu de la place, toutes nos batteries, échelonnées les unes au-dessus des autres, ne cessaient pas de tirer. Le moment approchait; toutes les dispositions prises, il fallait s'élancer, parcourir le glacis au pas de course, et gravir la brèche, qui, comme je l'ai dit plus haut, avait été reconnue praticable. A cet instant, le prince envoya Dumas au Bardo porter un ordre à la 3e colonne, et, peu de minutes après, on vint chercher pour lui le chirurgien-major Baudens; notre pauvre camarade avait été atteint d'une balle. Je réclamai et j'obtins la faveur de le remplacer auprès du colonel Combes, commandant la 2e colonne, et le capitaine d'Illiers, moins ancien que moi, prit alors ma place auprès du colonel Corbin.

Quelques minutes furent encore employés à préparer un drapeau tricolore et des sacs à poudre pour les sapeurs du génie. Je me souviens qu'en ce moment quelqu'un s'écria : « Tiens, Curnieu vient d'avoir la tête emportée par un boulet! » C'était un des canonniers de la batterie qui, en effet, avait été décapité complètement. Je prenais intérêt à en-

tendre causer les zouaves qui faisaient partie de la colonne d'attaque et attendaient gaiement le signal de l'assaut; les plaisanteries et les bons mots se succédaient sans interruption dans leur conversation fort animée. La plupart de ces intrépides soldats étaient Parisiens; on ne s'en serait pas douté à voir leurs grandes barbes et leurs turbans, insignes de la compagnie d'élite à laquelle ils appartenaient.

« Commandant, dit enfin le général Valée au chef de la batterie, vous allez continuer le feu pendant quelque temps encore, et vous le cesserez au signal que je vous en donnerai; puis, M. le duc de Nemours lancera la première colonne d'assaut. — Mais, mon général, répondit M. d'Armandy, j'ai brûlé tout ce que j'avais de poudre..... Il ne me reste même plus qu'un seul canon chargé. » Nous nous regardâmes tous alors en faisant un peu la grimace. « Eh bien! tirez-le, dit le vieux général, et après cela..... en avant! car il n'y a pas de temps à perdre! » La pièce de 24 fit des façons, et le premier servant de droite s'y prit à trois reprises différentes sans parvenir à allumer l'étoupille, ce qui fut cause que M. d'Armandy, impatienté, lui arracha la lance des mains et mit lui-même le feu à la pièce.

Ainsi, nous avions consommé tous les approvisionnemens de notre artillerie, nos chevaux mouraient de faim, et il ne restait aux hommes que du biscuit pour quatre jours. Telle était notre terrible situation à ce moment; nous en sentîmes bien toute la gravité. De la prise de Constantine dépendait non-seulement notre gloire, mais l'existence de l'armée. Si nous étions repoussés, comme l'année précédente, il fallait battre en retraite, abandonner notre matériel, notre parc de siége, nos blessés, nos malades, et, laissant nos chevaux que nous n'avions plus le moyen de nourrir, revenir tous à pied, généraux, officiers et soldats, jusqu'au camp de Medjez-el-Hammar, harcelés et poursuivis sans doute par l'innombrable cavalerie d'Achmet et par les fantassins victorieux de Ben-Aïssa. La perspective d'un pareil revers ranima les forces de nos soldats épuisés par les veilles et les travaux du siége; ils savaient que derrière ces murs le repos et l'abondance les attendaient; tout le monde prit pour devise vaincre ou mourir, et les pauvres fiévreux eux-mêmes devinrent des héros.

Il était sept heures; il faisait jour. M. le duc de Nemours éleva un mouchoir, la première colonne d'assaut sortit de la batterie par un passage qu'on avait préparé d'avance et s'élança. Le colonel de Lamoricière et le chef de bataillon du génie Vieux étaient en tête. Le tambour battait la charge. Quel moment! A travers les embrasures nous les regardions avec une anxiété inexprimable; ils avaient traversé ra-

pidement l'espace qui les séparait de la brèche, et n'eurent que deux hommes blessés en route : l'ennemi avait été surpris. Lamoricière, sur le haut du rempart, agitait notre drapeau tricolore; pendant ce temps le reste de la colonne suivait, traversait le glacis et gravissait la brèche. Ce fut un enthousiasme, un bonheur inexprimable pour tous, et des cris de *vive le roi* répétés par toutes les bouches.

Alors la deuxième colonne s'ébranla. Commandée par le colonel Combes du 47e, elle était formée de la compagnie franche du 2e bataillon d'Afrique, de 80 sapeurs dirigés par 5 officiers du génie, de 100 hommes du 3e bataillon d'Afrique, de 100 hommes de la légion étrangère et de 300 hommes du 47e régiment. Je partis avec cette colonne (1); nous traversâmes en courant le glacis, nous marchions par files et j'étais sur le flanc droit de la colonne. Le trajet se fit assez heureusement; deux hommes seulement furent tués, trois blessés vinrent tomber au pied de la brèche. J'étais très faible; assez malade des entrailles depuis long-temps, je ne prenais presque aucune nourriture; aussi arrivai-je fort essoufflé au bas de l'escarpement.

On a souvent entendu parler d'une brèche, de monter à l'assaut; je déclare que ce n'est pas chose aisée, matériellement parlant. Qu'on se figure, en effet, de gros cubes en pierre de taille, des débris de maçonnerie, au milieu d'une immense quantité de fragmens de bois, de poutres, le tout supporté non par de la terre, mais par de la poussière, sur un talus extrêmement rapide, et l'on comprendra comment j'ai pu tomber trois fois avant d'en atteindre le sommet; j'ai été la première fois culbuté par un pauvre sapeur du génie qu'une balle avait atteint en pleine poitrine, et qui en expirant vint à rouler sur moi. Enfin j'arrivai en haut, et je m'y assis pour respirer un moment, car j'étais accablé de fatigue. Le baron Frossard, officier de la garde nationale de Paris, qui était attaché au colonel Combes, vint à moi, croyant que j'étais blessé, et reçut lui-même, en me parlant, une balle à la main. Au moment où je me relevais, une détonation épouvantable se fit entendre sur la droite; elle jeta la plus vive inquiétude parmi nos hommes, qui pensèrent aussitôt que la brèche était minée, que l'assiégé faisait jouer successivement tous ses fourneaux, et que nous allions sauter. Un torrent de soldats repoussés par l'explosion, saisis de surprise et surtout d'horreur à la

(1) Un capitaine Russell, officier anglais au service d'Autriche, fut, de tous les étrangers qui avaient eu la permission de faire la campagne avec l'armée, le seul qui monta à l'assaut. Je me souviens de l'avoir vu arriver en même temps que nous sur la brèche. Il avait un uniforme blanc avec un collet vert.

vue des affreux effets de la commotion et de la poudre, se précipitèrent sur le haut de la brèche, faisant mine de tout abandonner et de revenir à la batterie. Ce fut un moment bien critique, et si les officiers n'avaient pas réussi à remonter par leur exemple et leurs exhortations le moral des troupes un instant ébranlé, une affreuse catastrophe aurait pu succéder à cette déroute. On se porta de nouveau en avant pour occuper les maisons en ruines et les décombres en arrière de la brèche. La cause de l'explosion ne tarda pas à être connue; l'ennemi, en se retirant, avait mis le feu à un magasin de batterie situé un peu à droite à l'entrée de la rue du Marché; c'est ce qui avait produit la détonation, et les effets terribles que nous avions sous les yeux. Le chef de bataillon de Sérigny était écrasé sous les décombres; de malheureux soldats, noirs comme des nègres, aveuglés par la poudre, venaient à nous les bras ouverts en poussant d'affreux hurlemens, la plupart avaient la figure en lambeaux; des officiers de mes amis me parlaient sans que je pusse les reconnaître. C'était un spectacle hideux et déchirant. Nous marchions sur les corps des mourans, dont le haut de la brèche était entièrement couvert. Le capitaine de Garderens, l'épaule droite ouverte par une énorme blessure, était assis le dos tourné à la ville, il avait en outre deux autres coups de feu dans le corps; le colonel de Lamoricière était grièvement blessé; le commandant Vieux, les capitaines du génie Hackett, Potier, Leblanc, les officiers de zouaves Sanzai, Demoyen, et tant d'autres, étaient tués ou blessés à mort. Au milieu de cette scène d'horreur, oserai-je dire que je fus frappé par l'odeur délicieuse qui s'exhalait des décombres au milieu desquelles nous nous trouvions? Nos boulets et nos obus étaient, à ce qu'il paraît, venus tomber au milieu d'une suite de boutiques attenant au bazar et qui régnaient derrière la courtine de Bab-el-Gharbia, de sorte que les objets de mercerie, les étoffes, les flacons d'essences bouleversés ou brisés par nos projectiles, répandaient au loin dans l'air les parfums les plus agréables.

Nous ne savions comment nous éloigner de cette maudite brèche; la seule issue par laquelle nous pussions pénétrer dans l'intérieur de la ville et qu'avait suivie la 1re colonne, était obstruée par les ruines, embarrassée par les cadavres ou par les malheureux brûlés qui se traînaient dans cet étroit passage; il fallut bien du temps pour le déblayer. En attendant, nous piétinions sans pouvoir faire un pas; nous cherchions à avancer à droite, à gauche, dans les caves, sur les toits : partout nous étions arrêtés, partout nous recevions des coups de fusil. Enfin, les sapeurs du génie parvinrent à élargir quelques trouées, à

retrouver une ou deux ruelles par lesquelles on se glissa un à un, et où il fallait encore marcher avec précaution sous peine d'y être écrasé. « Ne battez plus la charge, criaient aux tambours des zouaves des soldats engagés dans un de ces étroits couloirs, vous nous faites étouffer! » Et, en effet, animés par ce son entraînant, nos braves poussaient leurs camarades sans se soucier de savoir s'il leur était possible d'aller en avant. La troupe qui couronnait la brèche était réunie dans un petit espace, et offrait par conséquent beaucoup de prise au feu de l'ennemi, dont les balles pleuvaient sur nous. L'intrépide colonel Combes, l'épée à la main, debout sur un pan de mur en ruine, semblait défier la mort. Une maison très élevée (1) et en vieille maçonnerie fort solide, située heureusement à la droite, nous défilait des feux de la caserne des janissaires, qui autrement auraient plongé sur nous, et nous auraient fait un mal incalculable. J'essayai de pénétrer, avec quelques hommes, sur le rempart en contournant cette maison, mais nous dûmes y renoncer; à peine en avait-on doublé le coin et débouchait-on dans le chemin de ronde, qu'on se trouvait sous le feu des fenêtres de la caserne, qui n'était pas soutenable. Trois hommes y furent tués et d'autres blessés en n'avançant pas de plus de dix pas. Il fallut alors chercher de nouveau à pénétrer dans l'intérieur de la ville; nous y réussîmes enfin, mais, en vérité, je ne sais pas comment: tout ce que je puis dire, c'est que nous marchions au milieu des décombres, en passant de masures en masures, en tuant les Arabes qui les défendaient, quand nous pouvions les voir, et en perdant nous-mêmes du monde. Je me rappelle qu'après la prise de la ville, je voulus retrouver la route que j'avais suivie dans ce dédale, et par laquelle j'étais enfin parvenu au bazar; cela me fut impossible.

Quand j'arrivai à l'entrée de la ruelle du bazar, le colonel Combes, à la tête d'une compagnie de son régiment, venait d'enlever une barricade; déjà blessé au cou sur le haut de la brèche, il fut frappé en ce moment pour la seconde fois. Ce héros me dit adieu. Ses lèvres, en me parlant, étaient toutes couvertes de sang. « Vous êtes blessé, mon colonel! m'écriai-je. — Oui, répondit-il avec le plus grand calme, avec la plus grande sérénité; j'ai reçu deux blessures... la seconde est mor-

(1) Si l'assiégé avait eu l'idée de percer des meurtrières dans la partie de cette solide construction qui avait vue sur la brèche, et qu'on ne pouvait tourner, s'il y avait placé une ou deux pièces légères chargées à mitraille, ou même seulement des tirailleurs, je crois qu'après les éboulemens, suites de l'explosion, qui obstruèrent les abords de la rue du Marché, nous n'aurions pas pu tenir un instant sur la brèche, et la ville alors n'était pas prise.

telle. » Une balle ennemie l'avait traversé de part en part au moment où il enlevait la barricade. L'assiégé avait étendu, au-dessus de la ruelle garnie de boutiques latérales où nous nous trouvions, une espèce de toit en claies d'osier destiné sans doute à garantir ce passage, seul moyen de communication de l'intérieur de la ville avec les batteries, des éclats de pierre et des platras que nos projectiles faisaient voler de tous côtés. Ce léger blindage avait aussi pour objet de masquer les fenêtres d'une grande maison située à cheval sur la rue qui la traversait, et où des Arabes embusqués pouvaient tirer sur notre infanterie au jugé en perçant les minces couvertures que je viens de décrire. Des grilles faisant saillie en dehors défendaient les fenêtres de cette maison. On avait eu la précaution d'élever sur leur appui intérieur des tas de pierres rondes qui garnissaient la baie jusqu'à une hauteur suffisante. Les tirailleurs kabyles, défilés ainsi de notre feu derrière ce double abri, passaient leurs longs fusils à travers les interstices des pierres, et aussitôt qu'ils croyaient l'étroite rue du bazar bien remplie par nos hommes, ils faisaient pleuvoir sur eux une grêle de balles. A chaque instant nos braves soldats s'élançaient dans ce couloir obscur en criant : En avant! mais la plupart, arrêtés dans leur élan par le plomb de l'ennemi, tombaient sans vie, ou en poussant des cris que leur arrachaient leurs blessures. Ceux qui, plus heureux, pouvaient sans être atteints parcourir tout le bazar et parvenir jusqu'à la maison, étaient alors exposés à découvert au feu de ses meurtrières; arrivés au passage voûté de la rue, ils en ébranlaient vainement la porte, qui était barricadée et qui résistait à leurs efforts.

Ce bazar où nous étions n'avait pas plus de quatre pieds de largeur; il était littéralement encombré par les morts et les blessés. C'était un spectacle lamentable, une scène d'horreur et de sang qui sera toujours présente à ma mémoire; mais aussi je ne saurais en quels termes exprimer mon admiration pour ces jeunes soldats qui couraient à la mort comme des lions, malgré ce que nous pouvions dire pour modérer leur ardeur. J'en étais ému jusqu'aux larmes : avec une race d'hommes pareils, que ne serions-nous pas capables d'entreprendre! Non, la France n'est pas dégénérée : j'en appelle aux vieux militaires qui ont pu voir notre infanterie combattre à Coudiad-Aty, sur la brèche et dans le bazar de Constantine, qu'ils nous disent si elle s'est montrée inférieure aux héroïques phalanges de la république et de l'empire! Notre général en chef, en parlant de la journée du 13 octobre 1837, n'a-t-il pas dit : « C'est une des actions de guerre les plus remarquables dont j'aie été témoin dans ma longue carrière? »

La prise de Constantine a été le résultat de deux opérations partielles et simultanées : l'attaque de droite, savoir l'occupation de la rue du Marché ou du bazar, et l'attaque de gauche sur la porte El-Djedid. Ces deux opérations se sont subdivisées elles-mêmes en une foule de combats partiels, isolés, invisibles les uns pour les autres, et concourant au but commun. Si l'on en excepte la rue du Marché, qui d'ailleurs était extrêmement étroite, dans presqu'aucun des lieux où l'on s'est battu, on n'avait d'espace devant soi; on cheminait dans des impasses tortueuses de 50 à 60 centimètres de large, de 20 à 30 pas de longueur, souvent barrées par des obstacles; on perçait des murs, on délogeait l'ennemi des chambres où il se défendait; puis on descendait par un escalier dans une petite cour pour en ressortir de même en sapant les murailles. Constantine, ville de vingt-cinq mille ames, n'était, à proprement parler, lorsque nous l'avons attaquée, qu'un immense pâté de maisons traversé seulement par deux ruelles, celle du Marché et celle de la porte d'El-Gharbia; on sait que cette dernière était éloignée de nos attaques, et n'a pu nous servir. Il faudrait donc une foule de récits semblables au mien pour qu'on pût savoir exactement ce qui s'est passé dans la ville depuis sept heures du matin jusqu'à onze heures, moment où le feu a cessé.

Pendant que nous nous brisions, le colonel Despinoy et moi, avec une centaine d'hommes du 47e, contre des obstacles insurmontables, les sapeurs du génie, en perçant des murs, en cheminant de chambre en chambre, de maison en maison, étaient parvenus d'abord à tourner un minaret qui plongeait sur la ruelle du Marché et nous blessait du monde; ils l'avaient fait évacuer par des Turcs qui y étaient postés. Ensuite, à notre insu, ils s'étaient emparés, avec de l'infanterie et par derrière, de la grande maison qui nous barrait le passage, et dont le feu cessa tout à coup : on y surprit et on y tua beaucoup d'Arabes à coups de baïonnette. Alors l'ennemi, qui nous voyait gagner du terrain de tous côtés par ces sapes habilement dirigées, craignant que toute retraite ne vînt à lui être coupée, abandonna la grande caserne des janissaires. La porte du bazar venait d'être enfoncée; nous nous précipitâmes en avant, chassant devant nous les Arabes à coups de fusil; nous occupâmes quelques maisons, et plaçâmes des postes à une grande distance dans l'intérieur de la ville.

Cependant la troisième colonne d'attaque arrivait et couronnait la brèche; elle se jeta aussitôt sur le rempart de droite, le suivit dans sa longueur, parvint sans coup férir à la porte El-Gharbia, dont elle fit sauter les serrures et qu'elle ouvrit. Alors les 11e et 17e régimens pé-

nétrèrent dans la ville par une longue rue qui part de cette porte. L'attaque de gauche avait également réussi. Les sapeurs, ouvrant des passages à l'infanterie, avaient occupé successivement tous les abords de la porte El-Djedid, non sans livrer à chaque pas les combats les plus acharnés, et après s'être emparés de la porte ils l'avaient ouverte. Dès ce moment la fusillade cessa, et l'ennemi ne fit plus de résistance. Le général Rulhières avait marché sur la kasbah, dont le commandant se rendit en lui présentant la crosse de son pistolet. Il était environ onze heures.

Alors je descendis par la brèche, et je courus dans la batterie auprès de M. le duc de Nemours pour lui faire part des évènemens qui s'étaient accomplis dans l'intérieur de la ville, et qui lui étaient encore inconnus. Deux habitans notables qui se présentèrent, conduits par des soldats, peu de temps après, confirmèrent cette glorieuse nouvelle. En proie à la plus grande frayeur, ils apportaient un papier sur lequel était écrit sans doute quelque chose comme une capitulation; mais les pauvres gens arrivaient un peu tard. Au surplus, les ordres les plus sévères avaient été donnés, et aucun excès ne vint ternir notre victoire.

Je ne sache pas qu'il puisse y avoir sur cette terre une satisfaction plus fière, plus passionnée et plus émouvante à la fois, que celle que j'éprouvai lorsque, serrant la main de notre jeune et brave général, j'eus l'honneur de lui annoncer le premier que nous étions maîtres de Constantine.

LE PRINCE DE LA MOSKOWA.

LE

MONDE GRÉCO-SLAVE.

LES DIÈTES DE 1844 DANS L'EUROPE ORIENTALE.

SITUATION DES PARTIS, TENDANCES NOUVELLES, RÉFORMES POLITIQUES EN HONGRIE, EN ILLYRIE, EN GRÈCE, EN BOHÈME ET EN POLOGNE.

Les peuples de l'Europe orientale ont eu souvent à se plaindre de la sévérité avec laquelle on les jugeait parmi nous : on oublie les obstacles qu'ils ont à vaincre, les embarras qui retardent leur marche, et parce qu'ils se développent trop lentement au gré de notre impatience, on se détourne d'eux avec dédain, on se hâte de les déclarer immobiles. C'est là un préjugé déplorable contre lequel nous ne nous lasserons pas de combattre. Est-il étonnant que des sociétés déchues, qui, après un long asservissement, renaissent à la vie politique, ne puissent marcher dans leur voie nouvelle sans hésitation et sans tâtonnemens? Ces peuples sont aujourd'hui pour eux-mêmes, comme pour les autres nations, l'objet d'une telle défiance, que leur premier mouvement les porte à s'isoler du monde entier, qui leur apparaît comme un ennemi. Leur unique désir serait de se clore dans leur foyer, ou du moins de se concentrer dans leur race. Aussi l'initiation de ces

tribus à la vie sociale est-elle une œuvre longue et pénible; elle ressemble en tous points à l'éducation de l'enfance. Comme la première action d'un nouveau-né est de se saisir en quelque sorte lui-même, d'essayer ses membres, et de chercher instinctivement les limites de son être, pour s'assurer qu'il existe, de même en est-il pour la plupart des peuples nouveaux que nous avons désignés sous le nom général de peuples gréco-slaves.

L'histoire des nationalités gréco-slaves, durant ces dernières années, se résume tout entière dans un double mouvement de concentration et d'épuration. Elles ont voulu, d'un côté, exclure les élémens étrangers, qui ont jusqu'à présent étouffé dans ces contrées l'essor du génie national, de l'autre combiner et fondre en un tout compacte les élémens indigènes encore désunis. Ainsi absorbé dans une double tâche, chacun de ces corps sociaux, qu'a dissous une conquête ou ancienne ou récente, tend à se reconstituer et s'essaie à la résistance. Le moment est venu, nous le croyons, de soumettre à un examen critique ce travail de transformation qui, notamment depuis 1840, agite en tout sens les quatre nations libérales du monde gréco-slave, les Polonais, les Bohêmes, les Hongrois et les Hellènes. On se convaincra qu'elles ont, en dépit de leurs oppresseurs, accompli silencieusement, souvent même à l'insu de l'Europe, des réformes considérables et réalisé d'importans progrès dans la littérature, comme dans les mœurs et dans tout l'ordre social.

I. — LA DIÈTE HONGROISE.

A la tête de ces contrées en voie de régénération se place incontestablement la Hongrie. Les deux grands partis qui divisent les Hongrois, le parti illyrien et le parti maghyar, malgré leur animosité mutuelle, savent s'unir et se confondre chaque fois qu'il s'agit du progrès des institutions. La *guerre des langues* que ces deux partis viennent de se faire avec tant d'acharnement dans la presse et à la diète peut être considérée comme finie, si les Maghyars savent, comme ils l'ont promis, user de leur victoire avec générosité. Ce qu'ils demandaient, c'était la reconnaissance de leur langue comme langue officielle dans toute l'étendue du royaume, ou plutôt des royaumes-unis de la Hongrie; et cette demande, repoussée avec obstination depuis quatre ans, le cabinet aulique a dû enfin l'accorder. Jusqu'ici défenseur obstiné des traditions héréditaires et féodales, le gouvernement

impérial s'est laissé un moment surprendre et entraîner par les patriotes maghyars, qu'il espérait gagner à ses exigences. On n'en saurait toutefois rien conclure en faveur du cabinet de Vienne. L'histoire impartiale doit constater qu'il n'y a pas eu, durant la dernière session des chambres hongroises, un seul projet de loi libéral auquel ce cabinet n'ait résisté de tout son pouvoir. L'Autriche, qui paralyse tant qu'elle peut les progrès de la Hongrie, est parvenue cependant, à force de protester de ses bonnes intentions, à tromper l'Europe sur le vrai caractère du mouvement national en Hongrie. A l'en croire, les Hongrois seraient dominés par des tendances rétrogrades et des préjugés féodaux. Cette lutte de l'Autriche et de la diète mérite de fixer notre attention. On verra à travers quels obstacles s'opèrent ici le développement de l'esprit public et la transformation des mœurs.

C'est en 1842 que le cabinet autrichien fut pour la première fois poussé par la diète hors du système sacramentel baptisé par lui du nom d'*aviticité* (culte des aïeux). La diète qui remporta cette victoire était la soixante-quatrième des états confédérés de la Hongrie. Pour ne pas rester en arrière de leurs prédécesseurs, les membres du nouveau congrès assemblé en 1844 avaient une rude tâche à accomplir. Ils devaient terrasser des préjugés formidables, se tenir constamment à une hauteur d'idées et de sentimens qui pouvait les entraîner dans l'utopie. Cependant ils n'ont pas un instant perdu de vue les nécessités de leur situation; sentant que de toutes les plaies qui dévorent leur pays la plus menaçante est l'antique oppression des classes agricoles, ils ont commencé hardiment la réforme de leurs *lois urbariales* (1). La diète de 1844 a élaboré une série d'articles qui doivent avoir pour résultat de faire arriver enfin les plus pauvres paysans au rang du citoyen et du propriétaire. L'avant-dernière session avait déjà décrété la marche à suivre par le paysan qui voudrait racheter sa terre des corvées et des redevances seigneuriales; mais l'exécution de ce décret rencontre un obstacle. Le rachat des terres suppose de l'argent, et le peu de numéraire que le travail procure au paysan, il est obligé de le verser annuellement en impôts au fisc autrichien. Le seul moyen de réaliser le rachat ou l'affranchissement des terres corvéables serait donc de prêter à leurs possesseurs de quoi les racheter. C'est dans ce but que la Hongrie a réclamé la fondation d'une banque qui prêterait sur hypothèque l'argent nécessaire aux cultivateurs. La

(1) Ce nom désigne les lois destinées à régler les rapports entre les citoyens ou seigneurs et leurs serfs.

question d'émancipation de l'agriculture se transforme ainsi en une question financière que les patriotes hongrois ne peuvent résoudre qu'avec l'appui de capitalistes étrangers. L'émancipation morale des classes agricoles n'entraîne pas les mêmes complications : elle peut s'accomplir sans aucun secours du dehors. Aussi les dernières diètes ont-elles travaillé à cette œuvre patriotique avec une admirable persévérance.

Sans doute la transformation du code urbarial est loin d'être complète. Parmi les abus qui n'ont pu encore être déracinés, le plus criant est celui des *justices seigneuriales*. Hâtons-nous d'ajouter, pour l'honneur de la diète, qu'elle les repousse et en réclame depuis long-temps l'abolition; mais le gouvernement autrichien trouve son intérêt à les laisser subsister en dépit du vœu national. Les tribunaux seigneuriaux n'équivalent, il est vrai, qu'à une simple justice de paix. Ils ne sont plus présidés, comme autrefois, par le seigneur ou son intendant, mais par un assesseur du comitat, accompagné de deux légistes, tous étrangers à la localité, et qui doivent à leur arrivée prêter serment de juger selon l'équité. Ces tribunaux ont perdu le droit d'infliger des châtimens corporels; ils ne peuvent condamner le paysan qu'à une semaine d'emprisonnement au plus, dans un local non humide et bien clos, avec une nourriture saine, que le seigneur doit fournir. En outre le condamné, avant l'exécution de la sentence, peut en appeler au tribunal du comitat. Voilà les seules améliorations apportées dans l'administration de la justice. Quant aux cours judiciaires proprement dites, la réforme n'a encore pu les atteindre.

La publicité des plaidoiries avait été décrétée par la diète dès l'année 1842; mais le cabinet autrichien, qui a refusé jusqu'ici cette publicité, même à ses états héréditaires, ne doit pas être très empressé de l'accorder à des étrangers insoumis. Aussi a-t-il protesté et déclaré illégale la décision de la diète, et lorsqu'en dépit de cette défense les tribunaux des comitats ont voulu tenir leur première séance publique, la force armée autrichienne est intervenue pour cerner et clore les salles de justice. Voilà comment l'Autriche se montre libérale en Hongrie. Cependant on a toujours regardé la publicité des débats judiciaires comme une garantie contre la vénalité des juges, même inamovibles. A plus forte raison est-il nécessaire d'imposer le frein et la crainte de l'infamie publique à des juges qui, comme en Hongrie, perdent leur place tous les trois ans, à moins qu'ils ne soient réélus par les comitats.

Pour rendre aux cours judiciaires leur popularité perdue, la majo-

rité des patriotes demande l'introduction du jury à la française. Dès 1842, plusieurs comitats avaient déjà adopté les assises de jurés; enfin, en 1844, la table des états, admettant cette institution, a déclaré les roturiers aptes, comme les nobles, à siéger dans le jury. Mais le gouvernement autrichien résiste de toutes ses forces; il prétend qu'avant de réclamer le jury, la Hongrie doit posséder un tiers-état riche et libre, qui puisse intervenir avec indépendance dans ces tribunaux, entre la noblesse et le peuple. « Comment, dit le cabinet aulique, lorsque les villes n'ont point encore une organisation régulière, lorsqu'elles obéissent à une juridiction complètement différente de celle des campagnes, lorsque la bourgeoisie a ses droits tout-à-fait en dehors de la constitution hongroise, et vit en quelque sorte étrangère au pays, comment croire possible l'institution du jury? » Ces objections de l'Autriche soulèvent naturellement la question de l'émancipation des communes, qui est, selon nous, la plus grave de toutes les questions sociales, mais qui semble ne pouvoir être résolue en Hongrie que par une révolution violente.

Les communes hongroises ne jouissent point encore d'un système uniforme. Immédiatement au-dessus du village, dont les habitans sont encore, pour ainsi dire, serfs de la glèbe, il y a la commune, dont les habitans se sont rachetés, et ont par conséquent le droit de nommer leurs propres magistrats, c'est-à-dire leur notaire, leur juge et ses employés. Toutefois, dans la plupart de ces communes affranchies, le seigneur a conservé une ombre de son droit de justice; il inspecte les magistrats et se fait rendre compte de leur gestion. Il a en outre le droit de *veto* absolu dans l'élection des employés municipaux. Si la commune persiste à choisir des candidats qui lui déplaisent, la cause est portée à l'assemblée du comitat, qui décide entre les deux parties. La diète a senti qu'avant d'octroyer aux communes libres des droits politiques, il fallait les délivrer de ce dernier débris de juridiction seigneuriale, qui pèse au seigneur autant qu'au paysan. Si en effet les paysans doivent subir trop souvent encore les caprices du magnat, le seigneur trouve dans l'obligation de diriger la justice locale une charge onéreuse. Aussi, pour se soustraire aux frais que cette police entraîne, beaucoup de propriétaires laissent-ils vacantes les places de juges dans ceux de leurs villages qui se sont rachetés, et qui par conséquent ne donnent plus aux anciens seigneurs aucun revenu. De là vient que dans tant de communes il y a pour ainsi dire absence complète de justice. On conçoit qu'à peine sorties du servage, ces communes libres n'aient pas eu jusqu'ici voix délibérative dans les dié-

tines des comitats. La question des droits à leur octroyer a été agitée par la diète de 1844 : les uns ont voulu qu'elles nommassent un représentant pour trois cents ames; d'autres, un pour six cents; d'autres, enfin, ont demandé que toute commune libre, sans égard à sa grandeur, pût avoir deux voix au comitat. La plupart ont objecté que ces communes sont encore trop soumises aux influences soit des seigneurs, soit des corporations, pour ne pas donner, en votant aux diétines, de dangereux exemples de servilité. En conséquence, la table des états ne leur a, dans son vote, accordé qu'une seule voix; mais par cette résolution l'élément démocratique a du moins pris position dans les diétines.

Cette représentation nationale des communes libres paraîtra sans doute bien incomplète encore. Cependant les suites de cette première concession politique faite aux paysans sont incalculables. On peut dire que cette loi introduit un nouveau pouvoir dans la constitution hongroise, et fait entrevoir le jour où, de concessions en concessions, le peuple sera arrivé à la domination absolue des diétines, aujourd'hui encore exclusivement aristocratiques. Un autre article du plan de réforme des diétines appelle comme électeurs et éligibles dans ces assemblées comitales plusieurs catégories de capacités jusqu'ici oubliées, telles que les scribes ou notaires communaux de tous les villages, même de ceux où règne encore le servage. Il suit de là que, les scribes étant élus par leurs communes, les serfs eux-mêmes obtiendraient leur part d'influence dans l'administration générale du pays. Ainsi l'aristocratie se dépouille librement de ses priviléges en faveur du tiers-état, dont elle provoque l'avénement de tous ses efforts. Le gouvernement de l'Autriche n'en fait pas moins déclarer par ses journaux qu'il s'efforce vainement de faire abolir le servage par la noblesse de Hongrie.

Puisqu'elle est si pleine de sollicitude envers de pauvres villages de paysans, cette noblesse souveraine, dira-t-on, comble sans doute de ses faveurs les grandes cités? Loin de là, nous voyons la table des états hongrois déclarer que les cités, avec leur système municipal actuel, sont indignes de recevoir une augmentation de droits, qu'avant d'y prétendre, elles et le gouvernement royal doivent réformer leur organisation. D'où vient cette étrange anomalie sociale? De ce qu'il y a en Hongrie un combat de races, combat implacable, acharné. Ce combat résume, on peut le dire, celui qui existe depuis des siècles entre l'Orient et l'Occident, entre le monde gréco-slave et le monde germanique, représentés sur le Danube par les populations indigènes

et leurs jalouses rivales les colonies allemandes. Les quarante-neuf villes libres et royales de la Hongrie, peuplées en majorité d'Allemands et gardant avec obstination leurs mœurs étrangères, jouissent de priviléges si étendus, qu'elles sont comme de petites républiques. Ces cités forment dans l'état hongrois un élément anti-national : c'est le bras droit du maître, du conquérant germanique; on conçoit que le patriotisme hongrois cherche à éliminer le plus possible ces quarante-neuf villes de la représentation du royaume. Il ne faut pas oublier que la Hongrie est encore une terre de liberté primitive et orientale; c'est dire assez qu'elle repousse toute centralisation; la hiérarchie féodale même n'y existe pas. Une société aussi simple ne pourrait, sans de graves inconvéniens, admettre dans son sein la bureaucratie compacte et minutieusement réglée qui soutient les pouvoirs allemands. Les députés des quarante-neuf villes libres ne seraient au fond dans la diète que les agens du cabinet aulique, les organes passifs de leurs bourguemestres et des corporations que régente la police autrichienne. Il faut que le mouvement d'émancipation ait envahi, comme il commence à le faire, jusqu'à ces cités royales, que les Allemands de la Hongrie soient devenus de bons patriotes, qu'ils ne soient plus dans leurs murs soumis directement à la police de Vienne, qu'ils puissent élire leurs magistrats et leurs représentans en dehors des influences de la chancellerie impériale : alors ces cités vraiment étrangères pourront recevoir l'indigénat; mais jusqu'à ce que leur administration soit émancipée, elles ne peuvent entrer dans la diète sans péril pour les libertés de leur nouvelle patrie.

Les écrivains hongrois qui se portent pour champions des villes reconnaissent eux-mêmes la nécessité d'affranchir leur administration intérieure de la tutelle écrasante des chancelleries de Vienne. De son côté, la noblesse acquiert de plus en plus la conviction qu'un pays où sur treize millions d'habitans cinq cent mille hommes seulement sont libres ne peut être regardé comme vraiment affranchi. Aussi tous ses efforts tendent-ils à faire surgir un puissant tiers-état, par l'abolition des monopoles et des abus innombrables que protége la royauté dans les villes. En un mot, si l'on s'oppose à l'admission de ces villes dans la représentation nationale, c'est parce qu'elles veulent s'y introduire sans briser leurs fers. L'Autriche ne doit pas l'oublier, les Hongrois, pour devenir un grand peuple et se régénérer, peuvent se passer du concours de leurs quarante-neuf villes libres. La race allemande veut-elle obtenir en Hongrie une influence légale, il faut d'abord qu'elle obtienne de Vienne la réforme de son système municipal. Alors elle

pourra sans danger pour la liberté commune jouir des franchises accordées aux races et aux comitats indigènes. Alors l'établissement du vote universel, qui est le but où tend la noblesse maghyare, deviendra praticable; alors enfin tous les priviléges sans distinction pourront être abolis. La noblesse hongroise aura fini sa mission, et tout fait espérer qu'à cette époque, qui n'est plus éloignée, elle abdiquera le pouvoir avec joie entre les mains de la nation, devenue majeure et souveraine.

Quelque important que soit en Hongrie le mouvement réformateur, la cour de Vienne s'obstine à feindre à cet égard une profonde indifférence. Le cabinet aulique ne demandait à la dernière diète qu'une seule chose, le vote de l'impôt sur la noblesse : s'il eût obtenu ce vote, il eût volontiers, comme il le déclara dans ses journaux, laissé la diète se prolonger jusqu'en 1845; ne l'obtenant pas, il prononça prématurément la clôture. Un gouvernement peut-il témoigner plus ouvertement le peu d'intérêt qu'il attache aux questions sociales? Cependant la diète hongroise ne s'est point montrée hostile au projet d'imposer les nobles à l'égal des autres sujets du royaume. Cette aristocratie orgueilleuse, qui avait jusqu'à ce jour compté parmi ses plus beaux priviléges celui de ne payer d'impôt à aucun prince de la terre, a accepté volontairement sa part des charges communes. La table des états a voté pour la noblesse un impôt de 25 millions de francs; mais la table des magnats, en discutant cette question, a demandé que le prélèvement et l'emploi de l'impôt fussent soumis à un contrôle constitutionnel, et que les ministres devinssent responsables pour l'administration de cette partie du budget. Une demande si raisonnable a révolté le cabinet aulique, et l'impôt par conséquent n'a pas été voté. A qui la faute? Manquant de garanties, la noblesse pouvait-elle sans imprudence abdiquer ses antiques franchises, qu'elle ne doit sacrifier qu'à la patrie? Aussi, ne doutant plus des intentions despotiques du gouvernement, la diète s'est-elle bornée à répondre aux demandes de son roi par l'offre de 3 millions de florins, et encore à simple titre de subside jusqu'à la diète prochaine. Une pareille offre pour un pays grand comme la Hongrie ressemblait presque à une ironie. N'ayant pas obtenu des représentans la seule chose qui fût dans son intérêt particulier, le cabinet aulique trouva que la diète perdait son temps, et qu'il valait mieux la clore.

Ce fut alors que l'oncle de l'empereur, le vieil archiduc Charles, alla à Presbourg faire un dernier effort en faveur de cette loi sur l'impôt des biens nobles qui est pour l'Autriche une question vitale. Il

espérait par les souvenirs glorieux de sa vie, et en leur rappelant l'époque napoléonienne, électriser les magnats. Il se flattait d'obtenir pour cette loi tant désirée le même cri libérateur qu'arracha autrefois à la générosité hongroise l'infortune de Marie-Thérèse; mais les magnats se sont souvenus que le fameux cri de *moriamur pro rege nostro* n'avait fait que consommer l'asservissement de leurs ancêtres. Aussi, quand le vénérable archiduc eut soulevé de nouveau la question d'impôt, les discours salariés de quelques orateurs ministériels, qui brûlaient de se signaler sous les yeux de leur chef, ne furent accueillis que par des huées universelles, et la diète se contenta de voter dédaigneusement un subside provisoire. Le lendemain l'archiduc prononçait la dissolution de l'assemblée, qui, après avoir écouté un pieux discours et reçu la bénédiction du primat de la Hongrie, se dispersa en mille directions dans les steppes héréditaires. L'Autriche, malgré sa défaite, n'en a pas moins fait annoncer par les principaux journaux de l'Europe que l'archiduc avait reçu des Maghyars les témoignages d'un dévouement enthousiaste.

Cette longue diète, où s'était révélé un si ardent amour pour le progrès et la liberté, avait duré dix-huit mois, pendant lesquels on voyait souvent les magnats, saisis, pour ainsi dire, d'une rage patriotique, s'acharner à débattre des lois de réforme, depuis le matin jusqu'à des heures avancées de la nuit. Plus de cent lois ont été élaborées et votées par la table des états, et quoiqu'elle en ait rejeté un certain nombre, la table des magnats en a admis la plus grande partie; mais le gouvernement s'est refusé à les ratifier, et treize lois seulement ont été accueillies par l'empereur-roi. On s'afflige en voyant des efforts si gigantesques aboutir à un si mince résultat, et l'on se demande malgré soi jusques à quand le despotisme aura le pouvoir de paralyser ainsi les plus nobles efforts d'un peuple. La principale de ces treize lois signées par le roi de Hongrie est celle qui permet de substituer au latin, comme langue officielle, la langue maghyare dans tout le royaume pour la promulgation des lois, des ordonnances administratives, et même pour les simples sentences des tribunaux, sous la seule condition qu'à chacun de ces actes en maghyar soit jointe une traduction dans la langue populaire du pays où l'acte devra être publié. La résolution royale ajoute que les députés de la diète qui ne savent pas encore le maghyar pourront continuer de prononcer leurs discours en latin pendant six années, au bout desquelles aucun député ne siégera plus à la diète sans être capable d'interroger, de répondre et de voter en maghyar. La Croatie est seule dispensée

de l'obligation d'accepter le maghyar comme langue des tribunaux, et, en vertu de ses franchises municipales, ce petit royaume, annexé à la Hongrie, continuera de se servir du latin pour tous ses actes intérieurs.

Parmi les autres lois de 1844, on remarque celle qui a pour objet de faciliter les mariages mixtes et le passage d'une religion à une autre, loi d'un esprit très peu oriental, mais qui, dans la situation complexe où se trouve la Hongrie, assurera peut-être la grandeur politique de ce pays. Un article spécial fixe les jours de corvée que chaque paysan doit à l'état pour les travaux publics. Celui qui ne possède qu'une maison et un jardin de onze à treize cents toises carrées est tenu à donner par an six journées de manœuvre, ou trois journées seulement s'il vient avec un attelage; il en doit plus si la ferme est très grande, et moins si elle est de grandeur médiocre. Ces corvées du reste ne sont exigibles qu'aux époques de l'année où le laboureur a peu de travail dans ses propres champs. En outre, tout paysan peut se faire remplacer à ces corvées. Seulement il ne peut, dans aucun cas, s'en racheter à prix d'argent. On conçoit que le cabinet aulique veuille absolument maintenir le système des corvées, auquel il doit de pouvoir entretenir à très peu de frais ses forteresses; mais parce qu'il ne peut contribuer pour son propre compte à l'allégement du sort des paysans, il ne s'ensuit pas qu'il doive, comme il le fait, s'opposer obstinément à toute réforme votée en leur faveur par la diète. De toutes les lois discutées et admises en 1844 pour soulager les classes opprimées, le gouvernement n'a ratifié que celles dont il espère tirer profit pour son despotisme.

Parmi ces lois qui ont eu le bonheur de paraître favoriser la politique impériale, on remarque celle qui accorde aux roturiers le droit d'acheter et de posséder des terres nobles, non plus seulement dans la banlieue des villes royales, mais jusque dans l'intérieur des comitats, c'est-à-dire sur le sol national même. Les étrangers sont admis à jouir du même droit. Toutefois, pour protéger les indigènes contre les empiétemens de ces acheteurs d'immeubles venus du dehors, la diète a décidé que la possession d'une terre en Hongrie n'entraîne avec elle le droit d'indigénat qu'après un séjour non interrompu de dix années dans le pays. La mesure prise en faveur du roturier et de l'étranger se complète par une loi qui déclare les simples bourgeois admissibles à tous les emplois de l'état. Ces deux articles, en entrant dans la législation hongroise, y doivent produire avec le temps un changement radical. Aussi, quand ils eurent été adoptés à une énorme

majorité par la table des états, un hourra général partit de toutes les galeries, et, les larmes aux yeux, un vieillard, le député de Borsody, fit cette remarque : « Nous avons aujourd'hui le trois cent dix-huitième anniversaire de la bataille de Mohacs, et depuis ce jour lugubre où l'étranger précipita notre patrie toute vivante dans la tombe, nous n'avions pas encore fait un pas aussi décisif pour la tirer de son linceul. » Ce cri de triomphe provoqua le sourire ironique des journaux du gouvernement, qui firent observer que, mutilées à dessein par la volonté royale, les réformes dont s'applaudissait la Hongrie perdaient presque toute leur importance. En effet, la loi même qui déclare les roturiers éligibles à toutes les dignités paraît vraiment un non sens, tant que les congrégations électorales, qui seules peuvent conférer la plupart de ces dignités, seront exclusivement composées de gentilshommes. Un corps électoral nobiliaire ne continuera-t-il pas, sauf quelques rares exceptions, d'élire pour ses représentans des individus tirés de son sein? Enfin, n'est-il pas à craindre que cette loi ne profite beaucoup moins à la nation qu'à la royauté? Elle permet en effet au roi de nommer désormais des vice-gespans roturiers, qui, chose étrange, présideront au nom du souverain des congrégations où, comme roturiers, ils n'auront pas même le droit de voter. Cette organisation, restée si incomplète, trahit assez les secrètes pensées du cabinet autrichien. La diète avait voté un système entier de réforme électorale qui accorde même aux simples communes rurales le droit de siéger dans les congrégations; ce système, admis par les deux tables, a été répudié par la cour de Vienne. C'est ainsi qu'elle encourage le mouvement réformateur en Hongrie.

On le voit, quoi qu'en disent les journaux autrichiens, la noblesse hongroise est animée des intentions les plus libérales. Il n'est pas, on peut le dire, une seule question de réforme que la diète ne discute et n'envisage d'un œil résolu. Aussi l'Autriche, qui depuis quelques années cachait si habilement ses continuelles défaites, et se relevait incessamment d'une nouvelle chute par une nouvelle concession, semble-t-elle avoir épuisé ses moyens de séduction. Il s'agit enfin pour elle ou de réagir tyranniquement, ou de se livrer, pour ainsi dire, les poings liés à la discrétion nationale. Ce dernier parti, le seul qui aurait des chances de succès, n'a jamais souri au cabinet impérial. De là vient que les feuilles officielles sont remplies d'anathèmes contre la dernière diète et de menaces contre la diète prochaine. Ces éclats de colère que l'Autriche ne sait plus cacher ne prouvent qu'une chose : c'est que la nationalité hongroise fait des progrès rapides; seulement il est un

écueil redoutable contre lequel cette société renaissante doit craindre de se heurter. Cet écueil, c'est la lutte des races, c'est la discorde intérieure. D'où vient qu'une partie considérable de la population du royaume regarde avec indifférence les conquêtes morales de la diète? D'où vient qu'un long cri insultant part des comitats slaves contre les comitats maghyars? Le Maghyar, dit-on, veut accaparer pour lui seul la moisson qu'il a semée avec l'aide d'autres peuples, et que tous ont travaillé en commun depuis mille ans à faire mûrir; il prétend sans coup férir s'approprier exclusivement les fruits de la paix, comme si les Slaves n'avaient pas prodigué leur sang avec autant d'intrépidité que les Maghyars dans les guerres contre les Mongols, les Tatars et les Turcs, guerres terribles, auxquelles la Hongrie doit sa tranquillité présente. Heureusement il n'est pas encore bien prouvé que les Maghyars veuillent réellement *maghyariser* toutes les populations qui leur sont annexées. Ils admettent déjà en partie, et ils seront forcés d'admettre bientôt complètement le principe fédéral. Qu'ont-ils demandé jusqu'ici? Une langue officielle, une langue politique, qui facilite les communications entre les divers états de l'union hongroise. Ce but, ils viennent de l'atteindre, et c'est leur idiome qui a prévalu. Ils doivent maintenant être satisfaits; un pas de plus dans cette route pourrait les perdre.

II. — DES TENDANCES NOUVELLES DE L'ILLYRIE.

Nous avons vu le mouvement maghyar se poursuivre et s'affermir en dépit de mille obstacles, grace à l'énergie de la diète et au patriotisme de la noblesse. Nous avons regretté que la lutte de deux races vînt ajouter de nouvelles complications à celles qui pèsent sur la société hongroise. Les Maghyars ont déjà assez irrité les Slaves, dont la nationalité est aussi en progrès, et qui pouvaient prétendre à dominer un jour leurs rivaux. Si les Slaves doivent désormais renoncer à cette espérance, il ne s'ensuit nullement que ce sacrifice puisse entraîner la ruine de leur nationalité. On pourra leur imposer la langue maghyare quand ils parleront à la diète générale du royaume; mais dans leurs diétines particulières ils resteront toujours Slaves. La noblesse maghyare est à la fois trop éclairée et trop généreuse pour se permettre ces violences barbares qui ont signalé la *germanisation* des Vendes et des Sorabes par les Allemands du moyen-âge, ou les atrocités que commet aujourd'hui le tsar pour détruire la nationalité polonaise. Les excès que l'on reproche aux Maghyars ne sont que l'œu-

vre d'intrigans subalternes, qui cherchent à se grandir en flattant les mauvaises passions de leurs compatriotes. Pour justifier ses violences, le parti *maghyaromane* s'est efforcé d'accréditer des accusations absurdes contre les Slaves, qui, à en croire leurs ennemis, seraient dévoués à la Russie et prêts à se déclarer ses sujets. Les Slaves, partout où ils ont agi librement, ont assez prouvé leur antipathie contre le régime russe pour que, là où ils sont asservis, on ne puisse sans injustice les accuser de sympathie pour le tsarisme. Il serait plus habile de les aider d'abord à développer leur nationalité; on verrait alors quel accueil ils feraient aux agens moscovites. Mais les Maghyars trouvent plus glorieux de s'attribuer à eux seuls le privilége de lutter contre la Russie dans l'orient de l'Europe. De là l'approbation tacite qu'ils donnent aux calomnies de leurs journaux contre les Slaves de Hongrie; de là toutes leurs démonstrations en faveur de la Pologne, leurs offres de service militaire et leurs adresses pressantes à l'empereur d'Autriche pour qu'on mette enfin un terme aux envahissemens de la Russie.

Les *maghyaromanes* avouent, du reste, eux-mêmes l'infériorité relative de leur race sous plus d'un rapport : le Maghyar est pâtre et guerrier, politique et dominateur; mais il ne comprend rien à l'industrie, qu'il abandonne tout entière aux Slovaques. Il en est de même pour les arts, la musique exceptée. Nous remédions à cela, disent les magnats, en envoyant les plus distingués de nos sujets slovaques étudier en Italie. Mais des artistes slovaques, envoyés par de riches Maghyars au-delà des Alpes, peuvent-ils jamais devenir des artistes maghyars? Heureusement cette prétention se traduit en bienfaits qui porteront leurs fruits. Ceux des Slaves qui devront aux Maghyars leur éducation pourront un jour remplir une mission conciliatrice entre les deux races rivales. La haine qui les sépare ne peut d'ailleurs longtemps subsister. Les chefs qui dirigent les deux camps sont trop éclairés pour ne pas voir qu'en continuant de s'attaquer, ils amèneraient la ruine commune.

Quant aux Allemands qui se préoccupent beaucoup de la question maghyare, et qui se disent aussi *opprimés* en Hongrie, nous avouons ne rien comprendre à cette oppression des maîtres par les sujets. Il nous semble que les Allemands n'ont, comme peuple, aucun rôle à jouer en Hongrie; il faut qu'ils s'y fassent Slaves ou Maghyars, s'ils veulent y devenir citoyens. Ils sont aux autres habitans du royaume tout au plus comme un à quinze. S'ils devaient former dans ce pays une nationalité, ils auraient tout autant de droit à en former une aussi

en France. La question hongroise est une question toute gréco-slave; elle s'agite entre deux peuples qui ont reçu des Hellènes leurs plus anciennes institutions. En général, dans cette vaste Illyrie où vivent mêlés tant de peuples orientaux, les Allemands ne se présentent nulle part à l'état de nation, si ce n'est peut-être au fond de la Transylvanie. Là les anciennes colonies saxonnes conservent au milieu des Valaques une attitude encore imposante. Aussi le cabinet autrichien les soutient de tout son pouvoir, et il saisit toutes les occasions de leur témoigner sa sollicitude. Sans refuser un juste hommage à l'énergique patriotisme des Saxons transylvaniens, nous ne pouvons assigner un rôle important à cette colonie teutonne, perdue dans le monde gréco-slave. Il n'en est pas de même des Illyriens de la Croatie. Malgré l'action maghyare qui les tient en échec, les Croates résistent avec succès à toutes les attaques de leurs rivaux. Appuyés sur la population serbe qui les entoure, ils développent leur littérature, et font des efforts de plus en plus heureux pour réduire à une seule langue écrite leurs différens dialectes provinciaux. Une société commerciale s'est formée à Agram dans le but d'ouvrir des débouchés à l'exportation des produits croates. Des travaux de canalisation sont entrepris sur les principales rivières du pays. En octobre dernier, le premier bateau à vapeur serbe et croate, portant au milieu de ces peuples divisés le nom significatif de *Sloga* (la Concorde), a sillonné la Save, la Drave et le Danube, et est allé montrer sa poupe, ornée d'inscriptions illyriennes, sous les murs de Belgrad, où les Serbes libres l'ont accueilli par des cris d'enthousiasme.

La Dalmatie elle-même, province tellement pénétrée de l'influence italienne qu'on pouvait la regarder comme tout-à-fait perdue pour le slavisme, s'est enfin ressouvenue de sa vraie nationalité. Son principal écrivain, le célèbre Tomaseo, qui avait jusqu'à ce moment écrit tous ses ouvrages en italien, s'est mis à étudier l'idiome de ses pères, et vient de publier dans cet idiome, sous le titre d'*Iskritse* (*les Étincelles*), une brochure patriotique. Les armateurs à demi Vénitiens de l'ancienne Raguse sont de plus en plus remplacés dans Raguse même par des négocians serbes de Bosnie et d'Hertsegovine. Inondées de Morlaques, c'est-à-dire de montagnards slaves, les cités du littoral, cessent de se regarder comme vénitiennes, et on n'y rougit plus de parler illyrien. A côté des journaux, jusqu'ici tous italiens, de ces villes, se publie depuis bientôt un an une feuille slave intitulée l'*Aurore de Dalmatie* (*Zora Dalmatinska*), et dirigée par un professeur de Zara, Antoni Kuzmanitj. Cette feuille hebdomadaire est des-

tinée principalement au peuple des campagnes; elle prétend se borner strictement à l'examen des intérêts indigènes, en les rattachant toutefois aux intérêts généraux de l'Illyrie.

Unie à la Hongrie par des liens qui paraissent devoir être éternels, la nationalité illyrienne n'est pas moins fortement rattachée à la Turquie par les plus orientales d'entre ses provinces, telles que la Bosnie et la Serbie. La principauté serbe est le seul des anciens royaumes illyriens qui forme en ce moment un état à peu près indépendant. Vaincu, mais jamais dompté par les Turcs, le peuple serbe s'était insurgé dès l'année 1800. Il a fait sa révolution constitutionnelle en 1835 et 39, avant la Grèce elle-même, révolution imparfaite il est vrai, mais pourtant glorieuse; et la Serbie, depuis qu'elle est régie par une charte, n'a pas cessé un moment de marcher dans la voie du progrès. Cette race de pâtres, qui, il y a dix ans, vivait encore sans écoles, sans loi écrites, sans industrie, a maintenant des recueils scientifiques et littéraires, des journaux politiques, une académie à Belgrad; enfin, en 1844, elle a publié son code, où les législateurs ont eu pour but principal de concilier les anciennes traditions judiciaires du pays avec les besoins de l'époque et les règles du droit français.

Le cabinet moscovite avait espéré pouvoir maintenir en exil les deux chefs de la révolution anti-russe qui a placé sur le trône le prince Alexandre; mais il a fallu céder aux demandes réitérées et aux démonstrations de plus en plus inquiétantes du peuple serbe. La Russie a donc permis au sultan de laisser reparaître en Serbie les deux agitateurs. Voutchitj et Petronievitj sont rentrés dans leur pays sous des arcs-de-triomphe. Le retour de ces deux hommes renforce sur le Danube le parti hostile à la Russie, et fait espérer que l'état de choses actuel jettera des racines de plus en plus profondes. Parmi les mesures récentes dues à l'énergie de Voutchitj, il faut citer celle qui interdit désormais toute fonction publique aux étrangers. Cette mesure pourra paraître inhospitalière, et rappeler jusqu'à un certain point la loi du congrès grec sur l'autochtonisme; elle est cependant indispensable pour garantir à la Serbie le développement paisible de sa nationalité. Jusqu'à ce jour, la plupart de ses fonctionnaires étaient sujets de l'Autriche, c'est-à-dire d'une puissance essentiellement hostile à l'émancipation politique des Slaves. A l'aide de ces employés élevés par elle et la plupart très corrompus, l'Autriche maintenait depuis trente ans son influence sur la principauté, et tâchait d'y entretenir la discorde en y soutenant les rares partisans du cruel Miloch et de la dynastie déchue. Pour délivrer leur pays de ce fléau, le prince et le sénat

de la Serbie ont enfin décrété que tous les sujets d'une puissance étrangère investis d'un emploi dans la principauté devraient, dans un court délai, donner leur démission ou renoncer à leur première patrie pour recevoir l'indigénat. Cette mesure est le dernier pas fait par les Serbes vers l'affermissement de leur nationalité.

On peut dire sans aucune exagération que l'attitude plus fière qu'a prise le divan depuis deux ans vis-à-vis du nord est due en partie à l'entente fraternelle où il vit en ce moment avec les Serbes. Se sentant ainsi appuyés sur le Danube par une nation amie, convaincus que cette nation ne prêterait plus comme autrefois son appui à une tentative d'invasion dans les Balkans, les Turcs peuvent présenter avec plus de hardiesse le front à leurs ennemis. Malheureusement il n'en est pas de même pour les principautés moldo-valaques. A Bukarest et à Iassy, toute vie politique semble près d'expirer sous la pression russe. Toutefois, les boïards résistent autant que le leur permet leur désorganisation morale, et beaucoup d'entre eux aspirent à se coaliser avec les Serbes pour relever leur pays de cet état d'humiliante prostration. Ne pouvant réagir au dehors, ils tâchent au moins de réaliser des améliorations intérieures, en accordant aux bourgeois et aux paysans des priviléges qui rendent moins précaire la position de ces classes, jusqu'ici indignement opprimées par la noblesse. On ne se contente pas d'adoucir le sort des paysans indigènes; la sollicitude nationale s'est étendue en Valachie jusque sur les Tsiganes, qui ont été appelés à jouir des mêmes droits que les autres paysans. Entraînée par l'exemple des états valaques, la diète moldave a aboli dernièrement l'esclavage des Tsiganes et a assigné sur le budget un fonds spécial pour racheter ceux d'entre ces infortunés qui sont la propriété particulière des seigneurs. Tels sont les derniers progrès accomplis par les différens peuples de la Grande-Illyrie.

Nous ne prétendrons pas ajouter comme preuve du développement des nations gréco-slaves leur essor industriel et les immenses travaux de chemins de fer entrepris dans les provinces tchèques, illyriennes et polonaises. Ces travaux néanmoins ne tourneront-ils pas tôt ou tard au profit des peuples asservis? Comment supposer, par exemple, que le *railway* de Vienne à Trieste ne verse pas aux Slaves dont il traversera les provinces une nouvelle vie? Ce railway ne fonctionne encore que jusqu'à Grats, et déjà la Styrie se remplit d'une activité jusqu'à ce jour inconnue. Trieste est, dira-t-on, le seul débouché de l'Allemagne sur la Méditerranée; comment supposer que jamais l'Allemagne laisse envahir cette place par une influence étrangère, surtout lorsque les

progrès industriels de la Hongrie auront enlevé le Danube et la mer Noire au monopole allemand? Plutôt que de laisser couper ses communications avec Trieste, le cabinet de Vienne ne préférera-t-il pas appeler à son secours l'Allemagne entière? Nous répondrons qu'il est peu probable que la guerre s'engage pour cette cause. Le cabinet aulique, avec son esprit de longanimité, se résignera à partager à l'amiable avec les Slaves ce qu'il ne pourra leur arracher, et dans l'impossibilité d'expulser les Illyriens de l'Illyrie, il accordera à ceux des peuples non allemands qui occupent les contrées situées entre Trieste et Vienne des franchises nationales capables de les satisfaire.

Étouffée il y a quelques mois, la conjuration triestine des frères Bandiera a dû prouver à l'Autriche que les révolutionnaires italiens ont enfin étendu leur propagande, et que l'Italie ne veut plus agir seule, mais de concert avec tous ses voisins orientaux. On s'est trompé en ne voyant dans cette conspiration qu'une tentative italienne : les trois races qui dominent l'Adriatique, les Italiens, les Illyriens et les Grecs, y avaient également pris part, et les barbares d'Albanie avaient été, comme on l'a découvert depuis, attirés eux-mêmes dans le complot. Les patriotes de Trieste, capitale de l'Illyrie, ne peuvent obéir à une tendance purement italienne. Depuis Napoléon, les destinées de la péninsule italique sont devenues inséparables de celles des Slaves illyriens. Les uns ne triompheront pas sans les autres. Ceux qui verraient dans l'état arriéré des provinces illyriennes un obstacle à leur coalition passagère avec l'Italie ne réfléchissent pas que ces provinces ont l'énergie guerrière qui manque aux Italiens, et que la rudesse même de leurs habitans les rend merveilleusement aptes à défendre les avant-postes dans une guerre d'indépendance. De plus, communiquant sans cesse avec les deux royaumes constitutionnels de Grèce et de Hongrie, les Illyriens du sud se sentent de toutes parts provoqués à la lutte, et les têtes ardentes de ce pays sont entraînées à des complots que l'on pourra bien étouffer dans le sang une fois, dix fois peut-être, mais auxquels il faudra nécessairement céder un jour.

En présence de ces nationalités qui renaissent, de ces peuples qui s'agitent, nous avons déjà montré quelle est l'attitude de l'Autriche. Son inertie, son indécision, forment un étrange contraste avec la fermentation profonde de la Hongrie, de la Pologne, de la Bohême, de l'Illyrie. Le gouvernement impérial, constamment absorbé par de mesquines intrigues, partagé entre les prétentions diverses qui se disputent ses bonnes graces, laisse tous les intérêts également en souffrance. On trouverait difficilement à cette heure, dans toute l'Eu-

rope, un gouvernement plus faible que celui de l'Autriche. Comment le cabinet de Vienne ne sent-il pas qu'il est de son intérêt bien entendu de faire cesser un pareil état de choses, de renoncer à ses idées allemandes, et de reconnaître enfin des nationalités dont le progrès continu triomphe de tous les obstacles?

III. — LA DIÈTE HELLÉNIQUE.

Les symptômes de régénération que nous avons remarqués sur les bords du Danube se produisent plus éclatans encore vers les côtes de la Méditerranée. Le royaume grec est de tous les états du monde gréco-slave celui qui renferme le moins d'habitans, et cependant c'est celui qui a marché le plus rapidement dans la voie du progrès. Deux tendances différentes dirigent la Grèce dans son travail de régénération : l'une la porte à exclure les dominateurs du dehors et toutes les influences étrangères, l'autre à relier fortement ensemble tous les élémens intérieurs auparavant désunis. Grace à ces deux tendances, les intrigues étrangères se trouvent pour quelque temps du moins frappées d'impuissance sur le sol de la Grèce, et toutes les classes, tous les rangs, se confondent dans une même opinion, sous une loi égale pour tous. Ce résultat est dû tout entier à l'assemblée nationale de 1844.

La révolution du 3 septembre avait rendu d'un seul coup au pays toutes ses libertés perdues. De même qu'après neuf ans de luttes militaires contre les Turcs, la Grèce avait vu son indépendance ratifiée par l'Europe entière, de même aussi, après neuf ans de luttes civiles contre le despotisme bavarois, elle voyait enfin ses droits reconnus, et se plaçait, aux applaudissemens de toute l'Europe libérale, parmi les états représentatifs. Vainement la *Gazette d'Augsbourg* appelait le général Kalergis *un rebelle*, et la révolution de septembre *un déplorable malheur*. Au nom d'Othon lui-même, le premier ministère constitutionnel de la Grèce félicitait Kalergis, et, dans une proclamation, il remerciait ses troupes courageuses de *s'être souvenues que le soldat d'un pays libre est avant tout citoyen*. La Grèce en effet, comme le prouvent sans réplique les lettres de Capodistrias aux délégués des grandes puissances, n'avait jamais imaginé, ni voulu autre chose qu'un roi constitutionnel. Durant les neuf années qu'ils combattirent le croissant, les Grecs eurent constamment leurs assemblées délibérantes et législatives; cet état n'a donc rien de nouveau pour eux.

Cependant, afin de mieux constater encore la victoire du pays, le congrès, en 1844, rédigea lui-même la constitution, sans donner à la couronne aucune part dans ses travaux. Othon proposa un certain nombre d'amendemens qui furent rejetés pour la plupart. La charte ainsi faite sans son concours n'en fut pas moins acceptée et jurée par le monarque, qui, en rendant ce noble et éclatant hommage à la souveraineté nationale, se montra vraiment digne d'être adopté par la Grèce.

Les Hellènes venaient de se délivrer de l'oppression bavaroise; il s'agissait pour eux de se constituer dans un état social qui rendît à jamais impossible sur leur sol le retour d'une domination étrangère. Pour cela, il fallait donner à la race, au sang, au génie helléniques, de telles garanties de prépondérance dans le royaume, que l'étranger y fût toujours en état d'infériorité. L'exagération de ce principe a produit le système appelé l'*autochtonisme*. Une des clauses de la charte décide que les seuls autochtones (Grecs nés dans le royaume) sont admissibles aux fonctions publiques, que tout étranger, quel qu'il soit, sans excepter même les Grecs de la Turquie, demeure exclu des emplois. Le droit électoral n'est accordé aux réfugiés grecs qu'à la condition de se faire inscrire dans une commune du royaume; quant à l'éligibilité, ils ne peuvent y prétendre, habitassent-ils l'Hellade depuis six ans, à moins qu'ils n'aient servi comme soldats ou comme citoyens dans la lutte nationale de 1820 à 1829. Par cette loi, les derniers réfugiés de Crète, de Thessalie et de Macédoine, qui avaient fait à la patrie de si grands sacrifices, se trouvèrent impitoyablement exclus de leurs droits naturels. Aussi vit-on ces infortunés, durant les réjouissances qui eurent lieu pour l'inauguration de la charte, traverser d'un air lugubre la foule joyeuse et les chœurs des danses nationales, pour aller planter au pied des colonnes de Jupiter, parmi les bannières enrubannées des autres éparchies, les drapeaux noirs de leurs provinces, revêtus d'emblèmes de mort.

La mesure qui avait exclu ces nobles victimes est vraiment trop inhospitalière, trop dure, pour qu'on puisse y voir autre chose qu'une disposition transitoire. Le peuple, si long-temps exploité, veut que désormais aucun étranger ne puisse devenir citoyen avant d'avoir donné de fortes garanties de sa conversion sincère à l'hellénisme : c'est là un vœu légitime; mais ce qui ne l'est plus, c'est d'assimiler à l'étranger tout étérochtone ou Grec né hors de la Grèce. Pour expliquer cette loi cruelle chez un peuple que sa modération et son humanité distinguèrent dans tous les temps, il ne suffirait pas d'y voir le fruit amer des défiances causées par l'occupation bavaroise; nous lui assi-

gnerons une cause plus profonde. Indifférens pour leur pays, tant qu'il languissait dans les chaînes, les riches marchands grecs des échelles d'Orient émigrent maintenant en foule à Athènes pour y réclamer leur part des honneurs du combat, dont ils n'ont pas couru les chances. Comme ces étérochtones arrivent avec de l'or, ils sont mieux vus de la cour et des ministres que les autochtones appauvris par de longues guerres. De là l'irritation des indigènes.

Cette irritation est surtout dirigée contre les soi-disant princes du Fanar, dont l'invasion corruptrice menace réellement la moralité de la Grèce. Pour bien comprendre la furie d'autochtonisme qui anime les Hellènes, il faut voir les Fanariotes à l'œuvre en Moldo-Valachie et sur le Bosphore. Ces hommes à double visage, qui viennent faire de la démocratie à Athènes, sont sur le Danube des propriétaires d'esclaves plus impitoyables que les planteurs d'Amérique. A Constantinople, leur incurable servilité auprès du divan et des légations européennes, leur besoin de tromper alternativement les uns au profit des autres, empêchent toute harmonie entre les puissances dans les affaires d'Orient. C'est le Fanar qui prolonge l'asservissement de la majorité des Grecs par sa complicité avec le divan. Combien, par exemple, le Talleyrand grec, le prince de Samos, n'a-t-il pas étouffé à leur naissance d'insurrections helléniques? Son beau-fils, Constantin Moussouros, ambassadeur de la Porte à Athènes, n'a-t-il pas déjà mainte fois servi les vengeances ottomanes? Les cosmopolites du Fanar sont en Grèce l'unique soutien des diplomaties étrangères. Tour à tour voltairiens et superstitieux, ils semblent n'avoir qu'un culte, celui du tsarisme, culte que nourrissent en eux leurs souvenirs byzantins et leur prétention de fonder un nouveau bas-empire. Les Fanariotes enfin sont le fléau social de la race grecque; quoi d'étonnant qu'elle veuille s'en délivrer? Restreint à ces limites, l'autochtonisme trouve des excuses, il faut seulement regretter que la proscription se soit étendue jusqu'aux victimes que l'avidité ou le caprice des pachas force à fuir la Turquie. Espérons que l'humanité du peuple grec rétractera bientôt l'arrêt cruel porté contre ces infortunés.

Quant aux Bavarois, l'opinion a irrévocablement prononcé sur leur sort. Ayant perdu tout espoir de conquérir militairement la Grèce, ces étrangers comptaient pouvoir s'y maintenir encore par la colonisation et l'agriculture. En effet, ils avaient jusqu'à présent laissé en friche, et sans les répartir entre les habitans, toutes les anciennes propriétés des Turcs dans le royaume. Pendant que les plantes parasites envahissaient et détérioraient ces magnifiques domaines, les plus riches

de la Grèce, on voyait et on voit encore la plupart des paysans sans propriété. Exploitant indignement cet état de choses, la Bavière comptait inféoder tous les terrains libres à des colons allemands : introduits dans le pays par bandes successives, ces colons auraient, disait-on, formé plus tard des masses assez considérables pour tenir en échec le parti autochtone. L'exemple du succès des colonisations allemandes dans tant d'autres pays gréco-slaves était séduisant pour la Bavière et effrayant pour la Grèce. Aussi la visite à Athènes de l'héritier du trône bavarois n'ayant point eu de but ostensible, les Hellènes ne manquèrent pas d'en chercher le motif dans les projets de colonies attribués à la cour. La nouvelle glissée dans les journaux fut aussitôt répandue et commentée; on ne douta plus que le roi de Bavière ne fût prêt à envoyer comme colons vingt mille paysans pour défricher les terres encore sans maîtres du royaume de son fils. Ces craintes, ces bruits alarmans ne firent que fortifier la réaction autochtone. Après avoir expulsé les derniers officiers allemands, la proscription populaire atteignit les simples soldats, et des soldats elle descendit aux ouvriers employés dans les magasins, les forteresses et les fabriques de l'état. Chaque bâtiment qui mettait à la voile au Pyrée emportait à son bord une cargaison de Bavarois. Beaucoup d'entre ces malheureux bannis, arrivés à Trieste, étaient déjà dans un état affreux de dénuement, quoiqu'ils eussent encore, pour regagner leurs foyers, un long voyage à faire à travers l'Autriche. On voyait des pères de famille chargés d'enfans implorer le long des routes la charité publique. Des savans, de braves officiers, des hommes de haute naissance, revinrent ainsi en mendians dans leur patrie, qu'ils avaient quittée autrefois avec l'espérance d'un brillant avenir.

Si, tel que nous venons de le retracer, l'état actuel de la Grèce peut encore autoriser quelques inquiétudes, il témoigne au moins d'un progrès immense sur les tristes années comprises entre 1833 et 1843. Les deux années qui viennent de s'écouler depuis la révolution grecque ont eu pour principal résultat de fonder l'unité morale et politique du pays. Le congrès qui vient de se clore est parvenu enfin, on peut l'espérer, à grouper dans un même faisceau les intérêts des capitaines et ceux des primats; il a rallié les marchands aux palicars, les Péloponésiens aux insulaires, les pâtres inquiets de la montagne aux paisibles laboureurs de la plaine. Ayant opéré dans son sein cette fusion morale, la société grecque se sent enfin capable de marcher seule et sans protectorat. De toutes les influences qui lui venaient du dehors, la Grèce n'en recherche plus qu'une seule, l'influence fran-

çaise, parce qu'elle sent que celle-ci ne saurait être nuisible à son indépendance et ne deviendra jamais assez impérieuse pour paralyser l'essor du génie et des forces nationales. A peine enfantée, l'unité morale des Hellènes a déjà été mise à de rudes épreuves. Si elle n'avait pas des bases solides, eût-elle pu tenir contre les mille intrigues que l'or de l'Angleterre et l'ascendant de la Russie ont provoquées dans toutes les provinces, pour corrompre les élections du premier congrès, appelé à être une véritable assemblée constituante. Quoique remué de fond en comble par les menées européennes, le petit pays de Grèce est pourtant sorti vainqueur de ces violentes agitations où tous les vents de la diplomatie semblaient conjurés pour l'engloutir.

Il serait curieux de comparer dans leur état actuel les deux peuples les plus libres du monde gréco-slave, les Hellènes et les Hongrois. En effet, quoique si différens par leur génie et leurs mœurs, qui rendent les uns diplomates, marins, industriels, les autres guerriers, pâtres et laboureurs, il y a néanmoins entre eux parité de situation. L'état grec tend de toutes ses forces à mettre un terme à l'indigne exploitation des raïas par la Turquie; de même l'état hongrois est engagé, on peut le dire, dans une lutte de vie ou de mort contre le monopole de domination revendiqué par l'Autriche. Récemment émancipés, les Grecs n'ont pu encore acquérir qu'une faible expérience de la vie politique; au contraire, beaucoup plus anciens dans le maniement des affaires législatives, les Hongrois montrent à leurs diètes une telle sagesse, une telle largeur de vues, leurs orateurs planent tellement au-dessus des intérêts de parti, ils creusent si profondément toutes les questions sociales, qu'aucun autre pays de l'Europe gréco-slave ne saurait, il faut l'avouer, rivaliser sous ce rapport avec la Hongrie. Toutefois, si on considère les institutions qui le régissent actuellement, on reconnaîtra que ce pays, encore féodal, est beaucoup plus arriéré que la Grèce. Quant aux libertés administratives, la Hongrie, entravée dans ses efforts, reste en arrière non-seulement de l'Hellade, mais encore de la Serbie et des principautés moldo-valaques. Cependant, comme l'Hellade, la Hongrie exerce sur les pays qui lui sont annexés une sorte de prestige moral. Enfin, la position même de ces deux pays les appelle également à devenir le centre fédéral de plusieurs états secondaires, de plusieurs peuples parlant des langues différentes.

IV. — LES DERNIÈRES DIÈTES POLONAISES ET BOHÈMES.

Parmi les sociétés gréco-slaves, celle dont la vitalité paraît aujourd'hui la plus compromise est la malheureuse Pologne. Nous croyons cependant que tout œil qui sondera ses plaies y découvrira les fermens d'une guérison, les symptômes d'une renaissance que nulle force humaine ne pourra détruire. Le grand malheur des Polonais est d'avoir eu depuis près d'un siècle à lutter à la fois contre la Russie, l'Autriche et la Prusse : sans la coalition permanente de ces trois états, la Pologne serait encore debout. Toutefois ce qui a causé sa chute est aussi, par une destinée providentielle, ce qui l'empêche de périr. Démembrée et partagée entre ses trois voisins, et les ayant par conséquent tous également pour ennemis, la Pologne ne peut se fier à aucun d'eux. En même temps chacune de ces trois puissances, jalouse de ses rivales, cherche à leur créer des embarras, en excitant, en réveillant au besoin les sentimens de nationalité en Pologne. La Prusse et l'Autriche, quand la Russie se montre trop menaçante, font mine de vouloir déchaîner contre elle les fureurs polonaises; à son tour, le tsar prétend que sa qualité de Slave lui permet de protéger et de comprendre la vie polonaise bien mieux que ne sauront jamais le faire les *niemtsi* (1), et il provoque tant qu'il peut, chez les Polonais d'Autriche et de Prusse, la haine du nom allemand. Il est donc avéré que les ennemis même les plus acharnés de la Pologne ont besoin d'elle, et ne peuvent consentir à sa destruction. Quant aux Polonais, voyant trop bien le motif qui fait agir leurs prétendus protecteurs, ils ne peuvent se fier ni à l'Allemagne, ni à la Russie. Dans le monde entier, ils n'aperçoivent d'autre appui qu'eux-mêmes, et quoi qu'ils fassent, ils sont constamment ramenés au sentiment de leur propre force, comme à leur unique espoir de salut. Cette étude qu'ils font d'eux-mêmes leur est salutaire : refoulés, pour ainsi dire, au fond de leur conscience, ils apprennent chaque jour à se mieux connaître, chaque jour ils discernent plus clairement leurs qualités et leurs vices. De vieux préjugés se dissipent, les causes qui ont amené la ruine de la Pologne se dévoilent avec une évidence croissante. Or les causes d'un mal, une fois bien connues, révèlent aussi les moyens de le guérir. L'engouement pour les mœurs étrangères avait été dans l'ancienne Pologne la cause la plus active de désorganisation; cet en-

(1) Peuples étrangers au monde gréco-slave.

gouement ne se retrouve plus aujourd'hui que parmi les vieillards. La jeunesse actuelle serait plutôt dans l'excès contraire. Les enfans des martyrs polonais, obligés de suivre les cours des universités russes et allemandes, s'y voient soumis à une surveillance odieuse : la crainte du knout et du Spielberg, l'obligation de se taire constamment sur leurs sentimens les plus chers, développent en eux de bonne heure une force de dissimulation effrayante, et leur inspirent en même temps pour tout ce qui est de leur pays une sorte d'aveugle fanatisme. La Pologne trouve ainsi dans les violences dirigées contre elle la plus sûre garantie de sa nationalité.

Quoique moins opprimée matériellement, la portion de l'ancienne Pologne que régit l'Autriche subit un système de désorganisation analogue en tout à celui qui pèse sur la tsarie polonaise. Ce système, qui consiste à opposer les intérêts de la noblesse aux intérêts des paysans et à combattre ainsi les uns par les autres, est, on peut le dire, encore plus familier aux ministres des Habsbourg qu'au cabinet des Romanof; mais les principaux chefs de la Pologne autrichienne ont enfin reconnu que le seul moyen de sauver leur pays était de reconquérir l'amour des paysans. Aussi voit-on aujourd'hui dans toute la Gallicie la noblesse, et surtout les petits gentilshommes, tendre la main aux paysans, s'habiller comme eux, et provoquer de toutes leurs forces l'avènement d'un tiers-état agricole qui puisse servir de base à une nouvelle société. Les magnats eux-mêmes sacrifient de plus en plus aux idées démocratiques, qui se font jour jusque dans la diète. Méprisée jusqu'ici à cause de son peu d'importance politique, cette diète gallicienne n'était guère visitée annuellement que par trois ou quatre de ses membres, courtisans de M. de Metternich, qui s'y rendaient pour la forme, assistaient à la lecture des propositions ou *ordres* de l'empereur, et signaient. Le reste des représentans du royaume de Gallicie et Lodomérie se bornait à envoyer ses équipages vides à l'hôtel des états; mais, depuis que le nouveau roi de Prusse a cru devoir donner aux diétines provinciales une importance encore inconnue, depuis qu'on voit la diète polonaise de Posen lutter pour prendre rang parmi les parlemens européens, l'esprit d'émulation a saisi les Galliciens. La diète de Léopol est devenue, par l'affluence empressée de la noblesse, une véritable solennité nationale, et là aussi la Pologne s'est réveillée. Au silence des anciennes diètes a succédé l'animation; des discours en langue polonaise y répondent aux harangues du commissaire royal. On entasse les demandes de pétition, que la cour refuse pour la plupart; mais le peuple de Gallicie le sait, et les paysans, qui avaient vu

jusqu'à présent dans les bureaucrates de Vienne leur seul appui contre la noblesse, peuvent reconnaître aujourd'hui que cette bureaucratie allemande est au contraire le principal obstacle à leur bien-être et au progrès social de leur pays. Depuis six ans, la diète de Léopol s'obstine à demander la faveur d'adresser au monarque une pétition pour qu'on permette aux paysans de payer en argent l'équivalent de leurs corvées, et même de libérer tout-à-fait leurs terres, de manière à en devenir les vrais possesseurs. Le cabinet aulique n'a consenti qu'il y a quelques mois à recevoir cette pétition; mais, avec son habileté ordinaire, il a aussitôt outrepassé la demande : il se montre décidé à laisser enfin les nobles affranchir à leur gré, et dans la mesure où ils le voudront, tous leurs serfs, en les rendant soit fermiers, soit propriétaires, avec ou sans redevances. Convaincue que très peu de seigneurs pousseront le patriotisme jusqu'à se dépouiller ainsi spontanément d'une partie de leur fortune, l'Autriche compte reprendre par là l'initiative des idées libérales aux yeux du peuple ignorant de la Gallicie. Cependant les nobles de ce malheureux pays commencent à faire à la cause publique les plus grands sacrifices. Partout, ils fondent des écoles, des hôpitaux, des salles d'asile. Quelle plus belle chose, par exemple, que l'établissement de cette maison d'orphelins de Léopol, pour laquelle le comte Stanislas Skarbek a légué tous ses biens, 3,750,000 francs, et où seront élevés, instruits et nourris, mille enfans pauvres, dont quatre cents pourront habiter la maison même!

C'est surtout parmi les deux millions de Polonais soumis au sceptre de la Prusse que l'esprit de réforme se développe avec une ardeur digne d'exciter toutes les sympathies de l'Europe. La diétine de Posen s'élève peu à peu à l'importance d'une diète nationale; dans son enceinte mûrissent des talens oratoires de la plus haute portée, et les débats de cette assemblée, livrés du moins en partie au peuple par la presse, retentissent dans tout le grand-duché. Pendant les trente jours que dure cette diète, Posen a tout l'imposant aspect d'une grande capitale; elle éclipse même Berlin par la magnificence des équipages des nonces et le luxe véritablement oriental de la noblesse polonaise. On conçoit que de telles démonstrations inquiètent le cabinet prussien. De là ses efforts pour ramener le grand-duché au système général d'administration qui régit la monarchie; de là l'espèce d'affectation que met le roi grand-duc à appeler du nom de Prussiens ses sujets du grand-duché, nom contre lequel la diète a protesté en 1842, en envoyant au monarque une adresse qui lui rappelle ses promesses de maintenir dans le grand-duché une nationalité distincte de

celle de la Prusse. Frédéric-Guillaume n'a répondu à cet avis que par une désapprobation formelle; son idée fixe est que tout en Prusse doit devenir prussien, comme en France tout est français. Aussi quand, pour justifier à la cour les plaintes, ou, comme disait le ministère, les *pétulances* de la diète, le comte Raczynski démontra que l'administration du grand-duché, au lieu d'être polonaise, était toute prussienne, il fut poliment éconduit, et les efforts tentés par l'administration pour germaniser les terres polonaises reçurent une pleine approbation.

Ces témoignages étaient plus que suffisans pour faire revenir les Polonais de leurs illusions sur le nouveau roi de Prusse : ils ont dû se détourner de lui, et ne plus rien espérer que d'eux-mêmes. Forcé de renoncer aux sympathies polonaises, le cabinet prussien est retourné à son alliance avec la Russie, et l'horrible *cartel d'extradition* a été renouvelé. D'après l'ancien traité, pour chaque déserteur polonais remis aux gardes-frontières de Russie, le gendarme prussien recevait une récompense de 10 thalers. Ce prix du sang excitant la cupidité prussienne, les gendarmes s'étaient mis à faire de véritables chasses aux hommes. Cependant les victimes ainsi livrées expiraient le plus souvent sous le knout; cinq cents coups leur étaient appliqués dès qu'ils touchaient le sol russe, et avant même leur jugement légal. Si cet infame prix du sang a été interdit par les clauses du nouveau cartel, le sort des fugitifs n'est pas devenu plus doux. Désormais les Polonais seront forcés de confondre dans une malédiction commune leurs oppresseurs allemands et leurs ennemis russes; mais, nous le répétons, ils n'en reviendront que d'un pas plus ferme à l'unité. C'est dans le duché de Posen surtout que ce mouvement unitaire devient fécond, et imprime aux études un essor vraiment remarquable. Aussi la population a-t-elle prié unanimement le roi de compléter l'institution des gymnases nationaux par la fondation d'une université polonaise à Posen, prière que le cabinet a déclarée intempestive. Il en a été de même pour les demandes de la diète de 1844. Parmi ces pétitions, on en remarquait deux qui prouvent combien la noblesse actuelle de Pologne se préoccupe, quoi qu'en disent ses ennemis, du sort des paysans. L'une réclame des mesures restrictives contre la vente de l'eau-de-vie et les cabaretiers juifs, qui, répandus par myriades dans les campagnes, entretiennent pour ainsi dire dans une ivresse continuelle le bas peuple, objet de leurs rapines. L'autre demande concerne la fondation d'une caisse d'amortissement pour le rachat des corvées. Le roi a répondu qu'il fallait abandonner cette dernière question à son cours naturel, et laisser seigneurs et paysans traiter à l'amiable

du rachat de leurs obligations réciproques, c'est-à-dire que le roi grand-duc craint, comme l'empereur d'Autriche, de voir en Pologne la noblesse se fondre avec le peuple, et sous l'empire de cette crainte il préfère continuer de tenir les paysans du grand-duché dans une affreuse misère et dans l'impuissance de s'affranchir de leurs corvées.

A la diète de 1845, les nonces ont donné de nouvelles preuves de leur patriotisme éclairé. L'adresse en réponse au souverain demandait pour le pays une organisation totalement constitutionnelle, avec la publicité des débats et l'abolition de la censure. Contre ce vote presque unanime des représentans polonais, les députés allemands des villes ont seuls protesté, ajoutant ainsi à tant de preuves anciennes une preuve nouvelle du peu de penchant de la race allemande pour les institutions libérales. Un paragraphe spécial de cette adresse renouvelle au roi la prière de vouloir bien reconnaître la nationalité polonaise comme légalement constituée dans ses états; mais il a fallu, par ordre suprême, retirer de cette demande une phrase jugée trop incisive, où les nonces exprimaient le vœu que leur patrie fût respectée par l'état protecteur, comme l'ancienne république polonaise avait su respecter la Prusse du moyen-âge, lorsqu'elle la tenait sous son vasselage.

Parmi les pétitions, c'est-à-dire les conclusions de la diète, on remarque principalement celles contre l'abus de la loterie, contre les majorats, et celles relatives à une réforme électorale. Le roi est prié de ne plus établir de majorats nouveaux, ou du moins, s'il en fonde encore, de ne plus leur accorder de voix *ipso facto* à la diète; en outre, on lui démontre la nécessité d'élargir la représentation nationale, et de faire concourir le peuple entier à l'élection des nonces. On s'apercevait, du reste, que la fin déplorable d'un des plus brillans orateurs de la diète, le comte Édouard Raczynski (1), était encore présente à l'esprit des nonces. Tout entiers à leurs regrets, ils se disaient que, si un tel homme avait pu désespérer de lui-même et chercher dans la mort un refuge contre les douleurs de son patriotisme brisé, c'est parce que la cause publique avait dû lui apparaître comme perdue sans retour. Un découragement profond se reflétait donc dans l'assemblée.

(1) Le 22 janvier 1845, le comte Édouard Raczynski, après avoir mis ordre à ses affaires, se retira dans une petite île qui fait partie de ses domaines, et là mit fin à ses jours par l'explosion d'une arme à feu. On doit au comte Raczynski d'importans ouvrages littéraires; sa fortune considérable a été consacrée presque entière à des travaux d'utilité publique.

Exagérant les suites de cet accablement passager, les journaux prussiens en concluaient que la Pologne achevait son agonie, et sur ses ruines ils croyaient déjà voir s'implanter irrésistiblement la puissance germanique; mais à la clôture de cette diète, qui a été la septième du grand-duché, une agitation inattendue s'est manifestée parmi les nonces. N'ayant pu encore obtenir la liberté de la presse, ils avaient espéré que le roi permettrait au moins de publier les débats parlementaires. Lorsqu'ils ont vu que cette publicité se bornait à un simple compte-rendu, qui même, avant de paraître, devait être révisé par le commissaire royal, ils n'ont pu s'empêcher de protester, et l'assemblée s'est séparée au milieu d'une irritation générale.

Il est une autre diète où les *turbulences slaves* commencent également à se faire sentir; cette diète est celle de la Silésie. Dans cet ancien duché polonais, quoique la bourgeoisie soit tout entière devenue allemande, la majorité de la population est encore slave de langue et de mœurs, et consacre par là même aux évènemens de Pologne une grande attention. Excitée par l'exemple des nonces de Posen, la diète de Breslau, en 1844, s'est montrée presque révolutionnaire. Elle s'est prononcée unanimement dans le sens d'une réforme électorale qui permettrait aux paysans de prendre une part active à la chose publique. En effet, les deux millions et demi de paysans de la Silésie n'ont à la diète que seize représentans, tandis qu'il y en a trente-neuf pour la noblesse, qui compte à peine six mille personnes, et les villes, qui toutes ensemble ne renferment pas un demi-million d'habitans, élisent vingt-huit députés. Outre l'oppression aristocratique, les indigènes de Silésie ont encore à supporter un autre fléau, celui qu'ils appellent la *slavophagie* allemande. Il n'y a point dans ce pays, comme dans le duché de Posen, de hautes écoles polonaises; l'allemand est la langue adoptée pour l'enseignement et le commerce. La diète elle-même délibère et vote en allemand. Un état de choses à peu près analogue régit la Silésie autrichienne, et pourtant jusque dans ces provinces on sent la réaction slave. C'est que ces populations s'appuient sur la Pologne, et, malgré les efforts de l'Allemagne pour les absorber, les Polonais savent, partout où ils habitent, se maintenir comme nation à part, sans jamais perdre de vue leur avenir.

De tous les résultats obtenus par les différentes diètes et par les écrivains libéraux, en Pologne comme dans les autres pays slaves, le plus digne d'attention est le rapprochement fraternel qui commence à s'opérer entre les nobles et les paysans. Cet heureux rapprochement est de plus en plus facilité par les progrès que fait l'instruction dans les

classes inférieures du peuple. Pour relever ces classes dégradées par un si long esclavage, les patriotes ont pensé à réagir d'abord contre le vice qui s'est le plus enraciné parmi elles, contre l'ivrognerie. Une société de tempérance s'est fondée, et les curés des campagnes sont chargés d'en seconder le développement. Il y avait apparence de folie à se flatter d'introduire la tempérance en Pologne, où, de temps immémorial, le paysan trouve dans les liqueurs fortes le seul adoucissement à ses maux. Cependant la société n'a pas tardé à faire de tels progrès, que la police russe a cru devoir l'interdire; mais en même temps, saisissant avec son habileté ordinaire l'occasion d'enrichir son fisc, le tsar a chargé d'énormes impôts la fabrication et la vente de toutes les liqueurs : il en a, par oukase, interdit le débit aux juifs et à toutes les auberges situées hors des villages. Le privilége d'avoir un cabaret à eau-de-vie n'est plus concédé qu'aux localités qui comptent au moins vingt maisons, et dans les villes il n'en est accordé qu'un pour cinq cents habitans. En outre, aucune dette pour eau-de-vie n'est plus reconnue comme valide devant les tribunaux. Le fisc impérial pourra bien gagner quelque chose à ces mesures répressives, mais la moralité du peuple polonais y gagnera aussi, et les effets de cette réhabilitation morale ne seront pas à l'avantage du tsarisme. Vainement dans son dépit le cabinet russe est allé jusqu'à faire défendre aux curés de prêcher en chaire contre l'ivrognerie, vainement il a tâché de s'attribuer à lui seul tout le mérite de l'œuvre commencée à son insu : l'œuvre de la société de tempérance, même appuyée par des oukases moscovites, n'en est pas moins restée une œuvre nationale. Pour la propager il n'y a point eu besoin d'un apôtre spécial, d'un homme extraordinaire, comme l'a été en Irlande le père Mathieu. Dans la Pologne autrichienne, il est vrai, le clergé a dû demander, mais il a eu le bonheur d'obtenir de la police viennoise l'autorisation *nécessaire* pour combattre le vice national avec les armes spirituelles. Depuis lors l'ivrognerie décroît rapidement en Gallicie; ce progrès moral a même été si sensible, que la noblesse, pour laquelle le loyer des cabarets établis sur ses terres forme le revenu le plus net et le plus certain, a vu s'opérer dans sa fortune une réduction considérable. Elle n'en favorise pas moins le développement de ces associations, au risque d'être obligée plus tard de restreindre son luxe, et de s'imposer elle-même à son tour des lois somptuaires.

Les sociétés de tempérance fondées dans les trois Polognes ont donc eu pour effet de rapprocher des classes jusqu'ici divisées par mille préjugés. Le prêtre, qui dans ces contrées est presque toujours

né de parens nobles, a dû, pour prêcher le vœu de tempérance, visiter les chaumières plus assidument qu'autrefois; il a servi d'intermédiaire entre les paysans et leurs anciens maîtres. De vieux ressentimens, entretenus par l'Autriche et la Russie, élevaient comme une insurmontable barrière entre les classes inférieures et les magnats. On sait que ces fiers châtelains, tout en maudissant le knout russe, aimaient le fouet polonais et s'en servirent long-temps contre leurs serfs. Les fils affranchis de ces esclaves se souvenaient encore des injures faites à leurs pères; les conquérans savaient d'ailleurs les leur rappeler au besoin. Le but de la politique russe et allemande en Pologne est de séparer par tous les moyens les paysans des nobles (1). En paraissant protéger les paysans contre d'anciens oppresseurs, le tsar était même parvenu à les gagner et à rompre les derniers liens qui les attachaient aux nobles, avec lesquels la Russie voudrait identifier la cause nationale. Les sociétés de tempérance, en mêlant ensemble les différentes classes, ont fait heureusement cesser leur désaccord. Le laboureur a compris que ses intérêts étaient au fond les mêmes que ceux de la noblesse, et le zèle inaccoutumé du clergé pour leur cause a porté les villageois à choisir dans leurs différends avec les seigneurs leurs curés comme arbitres, de préférence aux officiers russes. Les seigneurs ont accepté de bonne grace cette médiation ecclésiastique, qui, tout en humiliant leur ancien orgueil voltairien, leur paraît encore préférable à la médiation russe. De là le pouvoir extraordinaire que gagne le prêtre polonais depuis quelques années, pouvoir comparable sous certains égards à la puissance temporelle qui, décernée par le peuple grec à son clergé, après la conquête ottomane, assura la conservation de la nationalité hellénique. Malgré les mille artifices mis en œuvre depuis dix ans pour tourner les paysans de la Pologne contre la noblesse, la franche réconciliation qui s'opère entre toutes les classes du pays est de plus en plus le résultat de l'oppression commune. Les paysans, jusqu'ici étrangers aux complots politiques des seigneurs, entrent maintenant par milliers dans les conspirations. Leur vœu de tempérance les a relevés de l'abjection où les plongeait l'ivresse; ils se sentent citoyens. Bientôt ce ne sera plus contre les seuls serviteurs de

(1) C'est ainsi que Paskevitch a soustrait aux tribunaux ordinaires tous les procès intentés par des paysans contre des gentilshommes. Dans ces causes, les gouverneurs russes ont le droit de juger sommairement, et ils décident presque toujours en faveur du paysan. A Varsovie, Paskevitch lui-même, tous les jeudis, sort de son palais pour accorder sur la place de Sigismond audience aux villageois qui se disent lésés par leurs seigneurs.

l'aristocratie, mais contre la nation tout entière, unie comme elle ne le fut encore jamais, que le tsarisme devra combattre.

La Russie semble elle-même regarder comme impossible que la Pologne ne se lève pas de nouveau pour tenter encore le sort des armes. De là toutes ces mesures d'une cruauté atroce qui indiquent le désespoir bien plus que l'assurance des vainqueurs. La police n'espère plus que dans la terreur qu'elle inspire; on multiplie les arrestations. L'aspect de la Pologne est celui d'un pays en état de guerre. Des détachemens de Kosaques parcourent en éclaireurs les campagnes et fouillent les moindres villages. La route de Varsovie à Pétersbourg, toute bordée de blockhaus, devient une chaussée indestructible. Partout de nouvelles forteresses s'élèvent. Celle qui commande Varsovie est vraiment formidable, et tellement disposée que ses batteries pourraient en quelques heures faire de la capitale un monceau de cendres; mais convaincu que la ruine de leurs villes n'arrêtera point les patriotes polonais, le tsar ne peut se rassurer, et imagine chaque jour de nouveaux plans de défense. C'est ainsi qu'il vient de créer une flottille de barques canonnières en fer, destinées à approvisionner et à faire communiquer entre elles toutes les forteresses des côtes maritimes et fluviales de la Pologne. Il resterait ainsi maître des eaux, même lorsque tout le pays serait couvert d'insurgés.

Ce n'est pas seulement le cabinet russe qui s'attend à voir éclater en Pologne de nouvelles révoltes. La frayeur a saisi également les cabinets d'Allemagne. Pour eux, la propagande slave est devenue un spectre non moins formidable que la propagande française; il ne se passe pas d'années que les gouvernemens germaniques n'éprouvent pour la sûreté de leurs possessions usurpées des terreurs et des alertes plus ou moins vives (1). Pour décréditer les plans des patriotes, la police s'efforce de les présenter comme des complots communistes, formés dans le but d'assassiner tous les propriétaires. Ces calomnies effraient, il est vrai, les ames crédules, et permettent aux oppresseurs d'exercer les plus grandes violences. Tel est l'effet de ce régime de terreur, que des voyageurs qui ne font que traverser Varsovie peuvent croire la nationalité polonaise anéantie. Dans cette capitale, en effet, on ose à peine parler haut, tant la masse des espions secrets épouvante

(1) C'est ainsi qu'il y a trois mois, dans le grand-duché de Posen, les autorités, trompées par des informations inexactes, crurent qu'à un jour donné la population entière se lèverait en armes; elles firent sortir ce jour-là toutes les troupes des casernes, avec cartouches et canons.

les habitans; le Varsovien se concentre dans son foyer à tel point qu'il ne sait pas même ce qui arrive à quelques pas de sa demeure. Cependant, si l'on pénètre dans les familles, on n'y trouvera pas un Russe. Varsovie ressemble toujours à une capitale occupée par l'ennemi. Des détachemens de cavalerie y stationnent nuit et jour sur les places, prêts à s'élancer au premier signal. De la place de Saxe, qui est le centre stratégique de la ville, des patrouilles à cheval partent incessamment pour parcourir les différens quartiers. Malgré le respect général que lui attire l'impartialité bienveillante de son administration, le vieux maréchal Paskevitch ne sort jamais qu'entouré d'un nombreux état-major et suivi de sa garde circassienne. Les employés du tsar n'ont pas plus de rapports avec les Polonais qu'ils n'en auraient avec une population musulmane. Les salons russes et les salons polonais demeurent entièrement distincts. C'est surtout au fond des campagnes que les habitans, protégés par la solitude contre l'espionnage politique, se communiquent sans crainte leur indignation et leurs espérances. Là, tous, nobles et paysans, appellent le martyre; là, tout indique un pays qui se prépare lentement, mais avec une résolution inébranlable, à de nouvelles luttes pour son indépendance.

Si nous passons de la Pologne à la Bohême, nous trouverons cet autre royaume slave travaillé par les mêmes idées de réforme sociale et de renaissance politique. Quoique l'Autriche ne lui ait point encore concédé les franchises de langage que le cabinet prussien croit ne plus pouvoir refuser aux diétines de Posen et de Silésie, l'assemblée des états de Prague n'en marche pas moins tête levée dans la voie patriotique qu'elle a su s'ouvrir. Le petit budget dont elle dispose est consacré exclusivement à des travaux qui ont pour objet de réveiller l'esprit national. Malgré les chaînes qui pèsent sur elle, cette diète montre depuis 1840 une énergie inaccoutumée. Elle a forcé le *burgrave* (gouverneur civil) de Prague à se démettre de sa charge, parce qu'il avait fait des dépenses contraires aux intentions des états. La diète bohême exige maintenant que les fonctionnaires autrichiens lui rendent compte de la gestion de ceux des revenus du royaume qui n'entrent pas dans le fisc impérial, et elle veut qu'ils soient employés dans un but patriotique. Enfin, en 1844, cette diète a obtenu, pour la première fois depuis quatre-vingt-dix ans, la faveur d'envoyer à Vienne une députation officielle pour porter au trône de son roi les désirs du pays. Ces *désirs* (*desideria*) et projets de réforme ont été solennellement reçus par l'empereur et roi entouré de sa cour. Aussitôt une commission où figuraient le ministre et prince bohême Ko-

lovrat, et l'archiduc Stephane, gouverneur de Prague, a été nommée pour examiner ces demandes, parmi lesquelles on remarque le projet de réintégration de la langue bohême dans les actes du gouvernement, la création d'une banque d'hypothèques, l'abolition de la loterie, la nomination d'un président spécial des états, qui ne pourrait plus être le gouverneur du royaume. Au nombre des articles qu'a ratifiés le cabinet aulique, on trouve une concession importante : le burgrave de Prague, président de la diète, devra désormais être choisi parmi les magnats du royaume. En encourageant la nationalité tchèque, l'Autriche espère sans doute l'opposer un jour à la Hongrie maghyare, qui opprime les Tchèquo-Slovaques. Attiser le feu de la jalousie entre ces deux nationalités qui renaissent, de manière à les faire au besoin lutter l'une contre l'autre, est pour l'habile gouvernement qui siége à Vienne le plus sûr moyen de se maintenir et de rester finalement l'arbitre du combat. Ainsi là comme partout les peuples déchus ne pourront se relever qu'en opposant aux intrigues machiavéliques des cours des doctrines de fraternité et de pardon.

Malheureusement l'impatience du joug ne se manifeste encore en Bohême, comme en Silésie, que par cette fougue dévastatrice des classes ouvrières, qui le plus souvent présage de grands bouleversemens sociaux. En 1844, après avoir détruit à Prague et à Reichenberg les machines des manufactures, les ouvriers ameutés ont marché par milliers contre la troupe de ligne, et des charges meurtrières ont pu seules les repousser. Le développement que prend dans ce pays le prolétariat est d'autant plus effrayant, qu'il vient des juifs, classe de spéculateurs dénuée des moyens dont dispose la bourgeoisie chrétienne pour se défendre ou pour se faire pardonner. Aussi les familles juives commencent-elles à émigrer en grand nombre de la Bohême, dans la crainte d'y subir de nouvelles persécutions. Il est certain que les riches israélites de ce pays y exercent un monopole odieux. Néanmoins le gouvernement les favorise au point de les laisser, contrairement aux lois de l'empire, acheter des châteaux, et avec ces châteaux le droit de forcer aux plus pénibles corvées les paysans chrétiens; ceux-ci, indignés de se voir devenus les serfs d'une race que dans leur fanatisme ils méprisent, s'insurgent plutôt que de la servir. C'est ainsi que l'Autriche, pour semer la discorde chez les peuples qui lui sont soumis, a recours à tous les moyens. Là où elle ne peut employer comme instrumens d'oppression les seigneurs indigènes, elle se sert des juifs; mais cet expédient extrême prouve combien l'embarras est grand, c'est-à-dire combien l'absolutisme autrichien chancelle, même dans cette

Bohême, qui est pourtant de tous les royaumes non allemands des Habsbourg celui où l'esprit germanique a jeté les plus profondes racines.

Au temps de Napoléon, personne n'aurait imaginé de regarder la Bohême comme un pays non allemand; aujourd'hui les journaux et les recueils les plus dévoués à la cause allemande, comme le *Vierteljahrschrift*, se bornent à demander que dans ce *royaume slave* les Allemands continuent d'être traités en concitoyens, et que le *rappel de l'union* ne soit jamais prononcé. Il faut bien avouer que les Tchèques nous paraissent avoir perdu plus d'une des qualités propres à leur race. On pourrait dire qu'ils sont Slaves à peu près comme la Belgique ou la Savoie sont françaises. Les populations tchèques, même le moins mélangées, portent sur leur physionomie morale mille empreintes des coups que leur a portés l'Allemagne. Toutefois on reconnaît aisément que ces coups sont anciens, que les cicatrices tendent à s'effacer, qu'en un mot ce qu'on appelle en Autriche la *germanisation* du peuple bohème a cessé. Voilà sans doute le seul progrès vraiment incontestable de la nationalité tchèque; mais avoir forcé les vainqueurs allemands à s'arrêter dans leur marche, n'est-ce pas déjà pour les vaincus un triomphe?

Il est d'ailleurs difficile d'assigner aux Bohêmes dans l'organisation future du monde gréco-slave un rôle politique bien tranché. Ils sont les confédérés naturels de la Pologne, et suivront probablement en tout les destinées de leur alliée. Voilà pourquoi la fraction du peuple bohême qui a le moins de rapports avec les Polonais est aussi celle où se manifeste le moins d'énergie nationale. Cette fraction, qui, sous le nom de Slovaques, se trouve rejetée en Hongrie, garde vis-à-vis des Maghyars, adversaires déclarés de sa nationalité, une attitude passive. Isolés de leur mère-patrie, la Bohême, et privés d'ailleurs des franchises municipales qui permettent aux autres peuples slaves de la Hongrie de résister à l'influence maghyare, les Slovaques paraissent sur le point d'abdiquer leur nationalité. Leur langue et leurs mœurs sont l'unique trésor qu'ils s'efforcent de sauver du naufrage. La réforme morale fait seule parmi eux des progrès. Ainsi, reconnaissant que chez eux, comme chez tous les Slaves, le vice principal est l'ivrognerie, ils courent par centaines aux églises, pour y renoncer, par un vœu solennel, à l'usage des liqueurs fortes. Quant à l'agitation politique, il n'y en a pas trace parmi les Slovaques. C'est au peuple maghyar qu'il est réservé de donner en Hongrie le spectacle imposant d'une agitation vraiment nationale.

La conclusion à tirer du mouvement politique et social des états gréco-slaves tel qu'il s'accomplit depuis quelques années, c'est qu'il se forme, à côté de l'Europe occidentale, une Europe orientale à la fois antique et nouvelle, conciliant avec le culte de ses institutions primitives tous les besoins, tous les progrès de la civilisation moderne. A la vérité, cette Europe gréco-slave s'est jusqu'ici montrée à l'Occident plutôt comme un fantôme formidable que comme une force amie et libérale. On s'est obstiné jusqu'à présent à confondre avec les sujets du tsar ces Gréco-Slaves dont cinquante millions sont les ennemis nés de la Russie. Il n'est plus permis de conserver aujourd'hui ces vieux préjugés; le moment est venu d'examiner sérieusement les questions qui s'agitent sur les bords du Danube et sur les côtes de la Méditerranée. Qu'on s'obstine à ne voir dans les Gréco-Slaves que les peuples les plus arriérés de l'Europe, il n'en faudra pas moins reconnaître qu'aucune société ne se montre aujourd'hui plus dévouée au progrès, qu'aucune n'est restée plus fidèle à l'amour exalté de la patrie. La centralisation ayant, dans le reste de l'Europe, fait descendre presque à l'état de questions locales les questions de nationalité, nous ne pouvons plus comprendre cette passion de liberté, ce culte pour la langue, le costume, les institutions indigènes, qui caractérise les Slaves opprimés de la Turquie, de la Russie et de l'Autriche. S'il y a plus d'une illusion dans les espérances de ces ames jeunes, de ces races primitives, il y a aussi dans leurs passions, dans leurs efforts, les signes irrécusables d'une puissante vitalité. Qui sait même si, dans cette Europe nouvelle, dont le génie à la fois chevaleresque et démocratique se réveille avec tant de fougue et une si fière audace, la vieille Europe ne trouvera pas un jour de salutaires exemples, une impulsion féconde, peut-être même un contrepoids nécessaire contre les fléaux qu'entraînent à leur suite l'industrialisme et le prolétariat?

CYPRIEN ROBERT.

UNE

DÉPORTÉE A BOTANY-BAY.

The History of Margaret Catchpole, a Suffolk girl, with Illustrations; 2 vol., London, 1845.

Une idylle populaire, prise dans la vie réelle la plus basse et la plus sauvage, commencée au bruit de l'Océan germanique, et qui va s'éteindre au murmure de la mer Pacifique, remplit ces deux petits volumes, écrits avec gaucherie et pesanteur. Les faits en sont authentiques, avérés, attestés par les journaux du temps et les registres de l'autorité judiciaire; car la justice, qui se mêle assez volontiers des romans du peuple, a pris grande part à celui-ci. D'ailleurs la marquise de Cornwallis, aujourd'hui vivante, et le recteur actuel de Waltham, M. Richard Cobbold, ministre honorable de la communion anglicane, se portent caution du héros et de l'héroïne, si tant est que ces mots conviennent. C'étaient une villageoise de Nacton, près de la côte, et un matelot occupé de faire la contrebande. Quelque intérêt moral et même historique relève sans doute ces humbles aventures; elles annoncent et décrivent un état de mœurs extraordinaire et inconnu; toutefois je ne conseille ni aux dames poètes, ni aux statisticiens, ni aux savans, de perdre leur temps à lire une histoire d'amour aussi

vulgaire. Ils sont avertis, et doivent se tenir sur leurs gardes; s'ils ne rencontrent dans ces pages, qui ne valent que par la réalité, ni érudition, ni métaphysique, ni grandes vues, ils ne s'en prendront qu'à eux-mêmes de les avoir abordées et parcourues.

Le petit village de Nacton, dans le comté de Suffolk, est composé d'une seule rue qui dort sur le penchant d'une ravine obscure. Quand vous l'apercevez ainsi couché au creux de sa vallée boisée et solitaire, vous vous demandez si c'est un village vivant ou mort; et la nuit, en traversant cette rue déserte, vous vous étonnez bien plus encore d'entendre un long et perpétuel mugissement qui vous poursuit : c'est la mer, que l'on ne voit pas, mais qui parle.

En effet, la mer n'est pas loin, et reçoit dans son sein près de là le Stour et l'Orwell, rivières qui forment à leur embouchure des alluvions dangereuses, recouvertes d'herbes et de sable. Entre l'Orwell et Nacton se trouve cette vaste étendue de terrain dont une partie est renommée aujourd'hui pour sa fécondité, et qui doit le nom de Wolfkettel (*chaudron du loup*) à la bataille sanglante livrée par le duc saxon Wolfkettel ou Ulfkettel contre les Danois. Il paraît que le sang des humains engraisse prodigieusement la terre, ou que Dieu veut nous payer en bienfaits les douleurs et les violences que notre race s'impose, car presque tous les champs de bataille, et celui-ci entre autres, sont devenus célèbres par l'opulente beauté de leurs moissons. Au milieu de l'aridité de cette triste grève, couverte de galets accumulés et roulés, une portion de *Wolfkettel's tract*, celle qui avoisine l'Orwell, est cultivée avec succès depuis dix siècles par une population de fermiers, la plupart descendans des envahisseurs danois. Une vaste chevelure jaunâtre flotte sur les épaules de ces hommes de taille gigantesque et à la large carrure que l'on aperçoit la main appuyée sur des chevaux du Nord aussi énormes qu'eux, les dirigeant du matin au soir avec une gravité imperturbable et une dignité de héros dans le sillon parallèle au sillon voisin. Les bêtes et les hommes se ressemblent; la crinière d'argent de la jument robuste au garrot musculeux, au vaste poitrail, à la robe bai-clair, flotte au vent de la mer avec la chevelure blonde de celui qui la conduit. Le patois de ces paysans est d'un autre temps et d'un autre monde; lorsque le cheval a fini le sillon, le cri *wourrah!* rappelle le vieil accent de guerre. Quand il en recommence un autre, le paysan crie *wourrhie!* Les fortes gutturales du Nord sortent de ces poitrines colossales et rendent des sons aussi inintelligibles pour l'Anglais de Londres que le langage des îles Caraïbes. Quelquefois, sur le dos de

l'un de ces chevaux, il y a quelque petite fille saxonne, blonde et transparente, avec ses petites jambes toutes nues qui vont se perdre dans les poils de la crinière. Les femmes, au surplus, montent à cru les chevaux de leurs pères, et dans les rencontres fréquentes des contrebandiers et des garde-côtes, on les voit, ou plutôt on les a vues, car ces mœurs commencent à s'éteindre, manier résolument l'épée courte du matelot et le pistolet d'abordage. Les noms comme les habitans de ces parages (North-Folk, *Norfolk;* — South-Folk, *Suffolk;* — East-Saxon, *Essex*) sont encore aujourd'hui sans mélange de race et de sang normand. Cracknell, Catchpole, Wringnell, Springtree, vrais noms roturiers, ont traversé les siècles sans déroger, sans se mêler à la noblesse des Beauclerc (Beauclerck) et des Courcy (Churchill) de Normandie.

La ville d'Ipswich, bâtie presque à l'embouchure de l'Orwell, est le centre du mouvement agricole et commercial de tout ce canton. Le voyageur l'aperçoit du haut de la Colline de l'Évêque (*Bishop's-Hill*), après avoir passé Nacton, et s'il tourne le dos à la mer, il découvre et domine une vaste et gracieuse étendue de pays. Un amphithéâtre inégalement boisé, d'où s'élèvent comme par étages des forêts et des prairies semées de douze bourgades ou villes annoncées par les aiguilles de douze clochers gothiques, borne l'horizon à plusieurs milles de distance. Au loin serpente l'Orwell, qui s'élargit en se rapprochant de la mer, pénètre dans plusieurs vallées, disparaît et reparaît sous la lumière et dans l'ombre, décrit une courbe élégante, et après avoir entouré de son arc de cercle la jolie ville d'Ipswich, située au pied de la colline, forme ces marécages dangereux dont nous avons parlé, et se précipite dans le Stour. Souvent ces rives ont servi d'études favorites aux paysagistes anglais, qui recherchent curieusement le contraste assez rare du mouvement maritime et des beautés agrestes, le mélange d'une culture riante et des sauvages aspects d'une côte désolée.

Vers la fin du dernier siècle, une vieille superstition attachée à l'un des points les plus élevés et les plus stériles de la plage, qui se nomme *Bawdsey Cliff* ou Pic de Bawdsey, subsistait encore et semblait même se raviver. Les garde-côtes (la plupart Irlandais), stationnés de distance en distance derrière les pyramides de pierres sèches et de débris maritimes, pour faire le guet et découvrir les embarcations des contrebandiers, toujours errantes ou cachées dans les échancrures du rivage, n'avaient pas peu contribué à entretenir cette terreur populaire; rien n'est plus superstitieux qu'un Irlandais. Le gouvernement les employait cependant de préférence; ils étaient braves, gais, actifs et vigi-

lans; leur vivacité, leur vigueur, leur amour de la bataille, cette bravoure étourdie qui les distingue, ces ruses de sauvages qu'ils emploient merveilleusement, en faisaient des adversaires redoutables pour les ennemis de la douane. Ils bravaient la pluie et le vent, l'orage et la chaleur, l'épouvantable bise qui siffle sur ces sables, et même, sans la rendre à personne, la haine violente à laquelle leur triste métier les exposait. Ils se faisaient tuer et ils tuaient avec une bonne humeur imperturbable. Les paysans, amis de la contrebande, pardonnaient à ces Irlandais, qui souvent s'asseyaient à leur table et leur contaient des histoires merveilleuses, — par exemple, que du côté de Bawdsey Cliff une légion de fantômes habitaient, que ces fantômes étaient ceux des contrebandiers d'autrefois, que leur apparition était du plus mauvais augure, qu'ils disparaissaient à volonté dans les sables, et que tout officier du gouvernement assez hardi pour les suivre était infailliblement perdu et englouti dans les régions souterraines. Voici la cause de cette croyance, qui, grace à la facilité oratoire des Irlandais et à la crédulité de leurs auditeurs, s'était répandue assez loin.

Une cabane de pauvre apparence, avec un petit verger entouré d'un mur en pierres sans ciment, occupait le sommet de Bawdsey Cliff. Près de la cabane, derrière le mur du verger, se trouvait un puits sans margelle, d'une structure grossière, remarquable seulement par la grosseur du cable et la largeur du seau de bois qui servaient à puiser de l'eau. L'orifice de ce puits était protégé par un amas de tessons et de fragmens de bouteilles qui empêchaient d'en approcher; ce n'était pas sans motif que l'on en avait ainsi défendu les abords; à douze pieds environ du sol, dans la paroi du puits, bâtie des pierres ou galets qui couvrent la côte, s'ouvrait une petite arcade surbaissée; elle servait de porte à une grotte singulière et long-temps ignorée de tout le canton, dont c'est une des curiosités naturelles.

La forme de cette grotte est circulaire, elle présente un entonnoir immense, aussi parfait que si le compas et l'équerre en eussent achevé l'exécution. Des sillons réguliers, s'élargissant et s'espaçant davantage à mesure qu'ils se rapprochent de la voûte, tracent autour de la grotte leurs cercles concentriques, et attestent le séjour d'une masse d'eau, qui, se frayant, à travers les sables, un passage vers la mer, a long-temps tourbillonné dans cette cavité, dont elle a creusé l'argile, pour en ressortir par une autre issue. Les contrebandiers de ces cantons avaient depuis long-temps mis à profit cette ressource naturelle; ils avaient détourné le cours d'eau en lui donnant une issue vers l'Océan; ils avaient voûté la grotte, pratiqué

dans la voûte un trou qui, aboutissant à la cheminée de la chaumière, confondait la fumée de celle-ci avec la fumée du feu allumé dans le souterrain; enfin, pour compléter le succès de tant d'inventions ingénieuses, ils avaient meublé avec quelque recherche ce domicile, où l'on ne pénétrait que par le puits, c'est-à-dire par le seau qu'une main amie, celle du paysan habitant de la chaumière, ou de sa femme, arrêtait juste devant la petite arcade servant de porte à la grotte. Le mur cachait le puits à ceux qui remontaient le Cliff du côté de la mer, de sorte que tout contrebandier vivement poursuivi tournait le mur, s'élançait dans le seau, qu'il entraînait par son poids, s'arrêtait lui-même devant la porte de la grotte, au moyen d'un grappin qu'il se tenait prêt à jeter et qui lui servait d'ancre, et s'élançait, malgré toutes les recherches, dans une chambre obscure, ronde et voûtée, étroite par le bas, large par le haut, d'ailleurs aérée et saine, où il trouvait des alimens, du feu et un abri. La disparition fantastique des contrebandiers s'était répétée si souvent, que de Nacton à Ipswich l'existence des fantômes était devenue un article de foi.

Il y eut cependant un Irlandais nommé *Pat O'Brien* que cette explication surnaturelle ne satisfit pas. Ce Pat était malin, et il voulut en avoir le cœur net. Il avait remarqué ce mur et ce trou, par où s'opérait régulièrement l'escamotage des contrebandiers poursuivis, et il lui prit une envie extrême de savoir ce que contenait l'intérieur du *Puits des Fantômes*. Il pouvait lui en coûter cher, comme on va le voir.

La cabane était habitée par la famille d'un vieux laboureur dont les contrebandiers s'étaient fait un ami fidèle. La population presque entière de ces grèves était pauvre. Plus d'un ballot de dentelles, plus d'un châle de haut prix, sans compter les barils d'eau-de-vie, de rhum, de genièvre, et les pipes d'écume de mer passaient du pont des bricks chez ces paysans, qui n'avaient point envie de prendre parti contre l'illégale industrie qui leur fournissait à très bon marché des objets précieux. La plupart fermaient les yeux lorsque les capitaines de bricks débarquaient la nuit ce qu'ils appellent encore la cargaison du *clair de lune*. Dans tous les pays, dès que l'homme peut attester son ancien droit à la liberté sauvage, il s'y rejette avec une grande joie, et les gens des frontières, comme les habitans des côtes, sont volontiers contre la loi pour le contrebandier de terre ou de mer. La femme du laboureur était dans ces sentimens; elle avait reçu plus d'un cadeau des capitaines de bricks, et leur était dévouée. Pat, le garde-côte, s'adressait donc on ne peut plus mal quand il témoigna le désir de voir un peu ce qui se passait dans ce fameux puits, à la femme du la-

boureur, une de ces maîtresses-femmes dont j'ai parlé. Elle consentit, sans trop se faire prier, à l'y descendre, « puisqu'il avait la singulière fantaisie de le visiter; » puis elle le laissa se placer à son aise dans le baquet, et, la chaîne se déroulant avec plus de rapidité qu'il ne s'y attendait, il se trouva précipité dans une eau assez profonde, plongé, replongé, baigné à plusieurs reprises et balancé par la main de la villageoise. En vain ses cris plaintifs essayèrent d'attendrir son bourreau féminin. *Jewel! H'angel! d'harling!* criait-il avec son aspiration orientale!... Elle ne cessa de descendre et d'abaisser alternativement la corde que lorsqu'elle n'entendit plus rien. Pat reconnut son étourderie, se cramponna à l'anneau de fer du seau et ne bougea plus; il espérait, en faisant le mort, échapper à sa persécutrice et grimper le long du câble avec cette agilité que les hommes de mer exercent si souvent à leur bord. Il avait affaire à des ennemis acharnés, aussi adroits, mais plus vigilans que lui. L'avantage leur appartenait.

Il lève la tête, n'entend plus de bruit, regarde, appelle, on ne lui répond pas; il saisit la corde, s'aide des mains et des pieds et se trouve bientôt en face de l'ouverture du puits. Au moment où il s'arrête pour respirer un peu, se croyant sauvé, ses deux jambes sont saisies par une pince de fer qui les serre inhumainement; ses mains lâchent prise, il tombe la tête en bas et se trouve attiré vers la porte de la grotte, où un matelas amortit le coup terrible qui lui aurait brisé le crâne contre la paroi du puits. Enfin, jeté dans la cave même, le pauvre Pat entendit de longs éclats de rire retentir à ses oreilles, et vit une douzaine de matelots que la mésaventure du garde-côte trop curieux jetait dans une gaîté extraordinaire et bruyante.

Pat était en effet tombé au milieu d'une réunion complète de ses mortels ennemis, et, si nous avions un roman à écrire, ce serait ici le lieu de peindre l'intérieur de la caverne, les torches flamboyantes, les moustaches des contrebandiers, l'effroi de Pat l'Irlandais, et la persuasion où il devait être que l'enfer venait de s'ouvrir pour lui; mais nous sommes historiens : ne trouvant rien de tout cela dans les *Reports* et les *Judiciary Documents* de l'année 1790, où ces évènemens eurent lieu, nous dirons seulement, et sans empiéter sur le domaine des romanciers, que nos fraudeurs se trouvèrent aussi embarrassés de leur prise que Pat de sa personne. On ouvrit plusieurs avis; celui qui réunit le plus grand nombre de voix fut le plus dur. Il n'allait à rien moins qu'à se défaire du pauvre Pat, seul moyen d'assurer son silence éternel et de ne plus le craindre. Pat maudissait trop tard sa curiosité excessive et aventureuse; il avait découvert le secret de ces

gens qui voyaient leur vie compromise, et qui ne reculaient devant rien. On commença par prier l'Irlandais de boire un verre de gin pour se réconforter et se préparer au grand voyage, puis on lui donna le choix de la porte par laquelle il aimerait le mieux sortir de la vie. Noyé dans le puits ou achevé à coups de sabre? lui demanda-t-on. Il répondit qu'il aimait mieux *ni l'un ni l'autre;* et comme personne ne riait, le capitaine entra, si l'on peut appeler une entrée cette descente par le seau du puits que nous avons déjà décrite. Will Laud, c'était son nom, et il paraîtra souvent dans cette histoire, était un jeune homme de vingt-cinq ans, reconnu pour chef par ces hommes. Il fit bander les yeux du pauvre Irlandais, le fit placer au fond du baquet fatal, enveloppé d'une toile à voile, et la corde du puits se mit à jouer. Pat, qui s'était recommandé à saint Patrick, et qui avait cru descendre au fond du gouffre, subissait un mouvement d'ascension; quand il ouvrit les yeux, il se vit à bord d'un fort joli brick, celui même du capitaine Laud; on le promena quelque temps le long des rivages, et l'on finit par le déposer sur un point désert de la côte orientale, en lui donnant quelque argent pour son voyage, et en lui recommandant le silence pour prix de la vie qu'on lui accordait.

On peut juger, d'après le fait très réel que nous venons de rapporter, des ressources dont disposaient les fraudeurs de la côte de Suffolk, et des vastes bases sur lesquelles ils opéraient. Profitant des circonstances favorables, et surtout de l'intérêt qu'ils inspiraient à la plupart des laboureurs et des paysans, ils avaient leurs espions, leurs forteresses, leurs lieux de plaisance, leur trésor, leur marine, leurs arsenaux, et jusqu'à leurs relais préparés d'avance. Souvent il leur arrivait de saisir et d'employer pour une nuit tous les chevaux d'un propriétaire ou d'un fermier, qui ne s'inquiétait point de la disparition momentanée de ces animaux; il savait que le lendemain matin ils seraient renvoyés à l'écurie en bon état, et accompagnés d'une rémunération généreuse.

Ainsi s'établissait une organisation complète, qui, grace à la connivence des uns et à l'audace des autres, détruisait une bonne partie des revenus de l'état. Les employés du gouvernement avaient à lutter à la fois contre les intempéries des saisons et des tempêtes, la mauvaise volonté des gens du pays, la ruse expérimentée de leurs adversaires et l'asile toujours ouvert que les flots de l'Océan leur offraient. Aussi mettaient-ils dans cette lutte inégale une sorte de point d'honneur acharné qui faisait de cette partie de la côte anglaise un des lieux les plus dramatiques de l'Europe. Ce ne fut que plus tard, lorsque

la guerre permit de détourner au profit du service public l'activité des plus audacieux et des plus habiles parmi ces fraudeurs, et de les enrôler sur les vaisseaux de l'état, que le gouvernement parvint non pas à détruire, mais à renfermer la contrebande dans des bornes plus modestes et à réduire les bénéfices de ce trafic, dont les principaux résultats vinrent d'ailleurs se concentrer dans les mains d'un seul homme.

En 1841 mourut à Londres un personnage bien connu sur toute la côte de Suffolk et d'Essex, auquel la loi n'avait jamais pu adresser de reproche, et qui n'avait pas cessé de la braver. Il était maître de douze bricks et propriétaire de quatorze maisons ou magasins sur divers points. Les contrebandiers le reconnaissaient pour roi, et jamais royauté ne trouva de sujets plus fidèles. Aucune preuve suffisante ne s'élevait contre lui, rien ne prouvait ou même n'indiquait sa complicité, encore moins sa situation et son rang. Armateur et commerçant patenté, il possédait à ce titre trois navires consacrés au commerce légal, et qui servaient de couverture à la portion illégale de son trafic. Les mauvaises chances tombaient sur les gens qu'il mettait à la tête de ses expéditions; chaque brick avait son capitaine auquel des gains considérables étaient assurés en cas de succès, des lieux de repaire et des abris ménagés en cas d'insuccès; ces agens avaient intérêt à cacher soigneusement la main qui pouvait leur être utile en toutes circonstances. Ce capitaine Barwood mourut riche, et sans avoir affronté une seule fois la mer, qu'il ne cessait pas d'exploiter. Il était hardi, fin, rusé, sans principes, sans foi, et connaissait les hommes.

Will Laud, que nous venons de voir si généreux, un de ses principaux instrumens, avait été bercé au bruit de la lame, dans le bateau de son père, toujours debout sur un bac, devant Harwich et le fort Langer. La mer, qui pénètre fort avant dans les terres, entre la côte d'Essex et la côte de Sussex, forme là une échancrure dont l'un des bords est couronné par le fort Langer, et l'autre par la ville de Harwich; le père de Laud, payé par le gouvernement pour le service des dépêches entre Harwich et le fort, dirigeait le bac, aidé par son jeune fils Will Laud, et c'était une rude besogne. Le capitaine Barwood remarqua ce jeune homme vigoureux et adroit, capta sa confiance, et fit de lui, à vingt-deux ans, l'un de ses capitaines, le maître de l'un de ses plus beaux bricks.

Il n'était pas étonnant que Laud, malgré le désir de son père, le batelier de Harwich, eût écouté les avis et cédé aux séductions de cet homme habile. La vie des fraudeurs passait pour une vie héroïque et

glorieuse; pendant que la mer brise ses lames sur les rochers et les sables, les journaux de Londres et de l'intérieur de l'île viennent chaque jour murmurer aux oreilles de ces paysans pauvres et ignorans des bruits de triomphe, de gloire, de combats, de guerre, de pays vaincus, de richesses bien ou mal acquises, et tout invite les habitans de ces plages à tenter la fortune et à courir la mer de leur côté, pour se créer aussi de l'illustration et de l'aisance. Un motif puissant avait surtout déterminé le jeune Laud à choisir la périlleuse carrière qu'il parcourait; il était pauvre et amoureux. Il avait vu et il aimait la jeune Marguerite, fille d'un fermier de Nacton, nommé Catchpole, une charmante fille qu'il voulait épouser, et à laquelle il n'était pas indifférent. Comment lui assurer cette indépendance si désirée? La route de l'industrie honnête était longue, celle de la mer lui était ouverte.

Il partit donc sans avertir Marguerite, s'empara du brick qui lui fut offert par le capitaine, et ne cessa plus d'aller et de venir de Hollande en Angleterre et d'Angleterre en Hollande. L'un des plus audacieux et des plus heureux parmi ces écumeurs de mer, il se fit une réputation dans son genre. « Will Laud, dit le révérend Richard Cobbold, qui l'a connu et qui l'excuse volontiers, était le véritable type de sa race et de son état. Grand, le front haut et droit, l'œil bleu, les cheveux blonds et bouclés, la courbe du nez impérieuse et puissante, les lèvres fortes et le menton massif, sa physionomie était celle qui convient à la résolution devant le péril, à l'amour ardent des entreprises, » à cette vie même que sans doute avaient suivie ses ancêtres, pirates venus dans ces contrées pour labourer une terre plus fertile que la leur. Marguerite Catchpole, dont le révérend a donné le portrait en pied, portrait qui sert de frontispice aux deux volumes, offrait un type absolument contraire, « le teint basané et chaud de la bohémienne, les cheveux d'un noir mat, les yeux brillans, bruns, intelligens, les joues rondes, la taille déliée. »

Tels sont les personnages de ce drame, personnages vulgaires assurément par leur condition et leur fortune, sympathiques dans leurs contrastes, et qu'un autre destin aurait pu mener à ce que les hommes appellent l'héroïsme. Il y avait de la bravoure et de la générosité chez Laud, comme sa conduite envers le pauvre Irlandais l'a prouvé; quant à Marguerite Catchpole, qui tiendra la première place dans ce récit, sa nature était plus distinguée. Donnons leur rang et leur prix aux énergies populaires; plaçons dans leur cadre véritable chacun des fils de Dieu; que l'ame humaine soit honorée partout où

éclate sa force, et que l'individu garde sa valeur en dépit des circonstances et des accidens. Or, cette Marguerite Catchpole, fille de fermier, servante condamnée aux travaux forcés, qui est morte avec un demi-million de fortune, près de la ville de Sidney, et dont le fils est aujourd'hui un des hommes distingués de son pays, n'était point, malgré sa déportation, une heureuse ou vulgaire criminelle, mais une touchante héroïne.

J'aurais voulu que le révérend biographe ne cherchât point à grandir et à embellir ce personnage. Il lui arrive de faire de temps à autre du sentiment, dont on le dispenserait volontiers, et de semer de points d'exclamation la simplicité du récit. Margaret Catchpole ne savait pas lire, et c'est ainsi que je l'aime. A treize ans, apprenant que sa maîtresse, la fermière de Nacton, est malade, elle détache le petit poney dans l'écurie, saute à cru sur son dos, sans selle et sans bride, descend la *Colline de l'Évêque* au grand galop, et finit par arriver sur la grande place d'Ipswich, chez le chirurgien, tout étonné de la visite. Elle répondait, comme on le voit, au signalement que j'ai donné plus haut des femmes du pays, de leur énergie audacieuse et de leur activité passionnée.

Non-seulement nos deux personnages étaient merveilleusement préparés pour ce qu'il y a de plus fatal au bonheur, et même à la vertu, pour le roman dans la vie réelle, mais, par une singulière harmonie, le paysage qui les entourait, et que j'ai déjà indiqué, était digne des acteurs par la singularité pittoresque. Aucun des poètes paysagistes anglais n'en a parlé, ni Thompson, ni Spencer, ni Cowper, ni Shenstone, pas même Crabbe, qui a séjourné sur un autre point de la côte d'Angleterre, côte plus stérile, moins fréquentée, et qui ne vit pas de contrebande; il en a décrit les mœurs sauvages avec une minutieuse énergie. Les localités méridionales, dont parle M. Cobbold, et qu'il décrit assez mal d'ailleurs, seraient plus dignes d'un poète et d'un peintre; quelques paysages ravissans se dérobent dans les replis de ces collines situées à quelques lieues de la mer.

Une ferme nommée Alneshbourne, par exemple, réfugiée et comme recluse dans les ruines d'un vieux couvent de frères augustins, eût fait les délices de Gray ou de Cowper. Le fossé est détruit, l'eau qui le remplissait en baignant les murs du monastère, continue de bruire librement autour de la ferme; la tour est renversée, le clocher abattu, la charpente de la toiture à nu, et les armes féodales de Michel de la Pole, tué par nos Français à la bataille d'Agincourt, apparaissent massivement sculptées au-dessus d'une porte gothique, arche triomphale

qui ne laisse plus passer que des meules de foin et des gerbes de blé. A droite, une pente douce et insensible, couverte du tapis le plus fin et le plus vert que puisse fournir le gazon anglais, descend de la colline qui domine la mer, et aboutit à l'ancien fossé; à gauche, un petit bois de chênes nains remonte doucement la pente opposée, et boise la colline parallèle; d'énormes chênes, contemporains des moines, favorisés par l'humidité de ce terrain creux, s'élèvent comme de gigantesques colonnades, étendent leurs bras noirs et noueux par-dessus les eaux murmurantes, et, se courbant en voûte au-dessus de la ferme qu'ils semblent protéger, vont rejeter l'extrémité de leurs rameaux noirs de l'autre côté de l'édifice en ruine. Dans les interstices de leurs feuillages, et entre les deux collines, vous apercevez une clairière étroite et lointaine, et tout au fond de cette perspective sans bornes une étincelle bleue qui est la mer. C'était dans la ferme d'Alneshbourne que la jeune villageoise était en service.

La résolution de William avait été blâmée vivement par elle; elle s'était même refusée à recevoir les présens de rubans et de dentelles que le contrebandier de temps à autre avait essayé de lui faire parvenir. Le cours des choses ne tarda pas à justifier les prévisions de la jeune fille et ses conseils, car le métier choisi par William n'était pas sans dangers. Un jour, le passeur de Harwich, son père, que le gouvernement venait de priver de sa petite place pour le punir des déportemens de son fils, le rapporta sur ses épaules, le crâne horriblement fracturé dans une rencontre. Édouard Barry, chef des garde-côtes sur la plage de Bawdsey, s'était battu corps à corps avec le jeune contrebandier. Marguerite le veilla pendant un mois entier, guérit sa blessure, et lui fit promettre qu'il ne jouerait plus désormais un jeu si terrible et si dangereux; mais William avait donné une promesse difficile ou impossible à tenir. Une fois que l'on a goûté de la vie bohème sur la terre ou sur les eaux, on est attiré sans cesse vers la volupté âpre de cette indépendance sauvage. Aussi William, après avoir quitté la cabane de Nacton et les soins de Marguerite, n'eut-il rien de plus pressé que de remonter sur son brick, de prendre le nom inconnu de capitaine Hudson, et de continuer le cours de ses exploits. Il trouvait à cette ruse l'avantage de passer pour mort et de tromper la recherche d'Édouard Barry, le garde-côte, celui-là même qui lui avait porté cette terrible blessure.

Les Barry, et cela peut charmer les esprits systématiques qui tiennent à la théorie des races, ne ressemblaient en rien à William Laud; on sait que le nom de Barry n'est autre que celui des Barré normands,

métamorphosé par leur séjour en Angleterre, et provenant des moines *barrés*, c'est-à-dire de certains ordres qui portaient des manteaux bariolés de blanc et de noir. Les Barry étaient braves, mais parfaitement soumis à la loi du pays, ennemis jurés des fraudeurs et de la contrebande, sévères dans leurs transactions et méthodiques dans leurs habitudes. Édouard Barry, lieutenant des garde-côtes, avait eu avec le jeune homme cette altercation violente dont nous avons vu le sanglant résultat. Son frère, John Barry, plus doux de caractère et plus paisible de mœurs, était employé chez le fermier d'Alneshbourne, à côté de Marguerite, dont il s'éprit. Le caractère de Ralph, si merveilleusement imaginé et dessiné par Mme Sand dans son roman d'*Indiana*, rappelle celui de Jean Barry, dont nous verrons plus tard s'accomplir la destinée singulière. Il savait quel sentiment remplissait le cœur de la jeune fille et se gardait bien de lui demander un amour qu'il ne pouvait obtenir; mais il restait près d'elle comme le héros dont nous avons parlé, silencieux, fertile en attentions délicates, triste et résigné. Le bruit de la mort de Laud s'étant répandu, il eut un moment d'espoir, et l'exprima naïvement. Marguerite, qui avait foi dans son fiancé, le croyant au service légal d'un capitaine de vaisseau hollandais, répondit à Barry qu'elle était engagée, que William vivait encore, et notre Ralph, dont la figure douce, les traits délicats et le teint rose n'avaient pu vaincre chez Marguerite l'idée fixe d'une résolution antérieure, reprit sans se plaindre la position douloureuse que le sort lui assignait.

Cependant le capitaine Hudson, dont Marguerite ne soupçonnait pas l'identité avec William, faisait grand bruit sur la côte. C'était le plus hardi et le plus heureux parmi les lieutenans du *roi de la mer*, le capitaine Barwood. Lorsqu'un attelage de huit chevaux vigoureux emportait vers l'intérieur des terres, sous le coup de fusil des douaniers, auxquels l'équipage des fraudeurs répondait, ces cargaisons « du clair de lune » qui se transformaient en *bank-notes* et en guinées, c'était à William qu'elles appartenaient. Toutes sortes de ruses étaient employées pour mettre sur une autre piste et pour décevoir le garde-côte Edward Barry, et l'on y réussissait souvent, grace aux efforts combinés de William et de son contre-maître Luff, un homme de fer que le chef, selon son habitude politique d'avoir un homme à lui, dévoué et sans scrupule, qui surveillait et dirigeait, sans en avoir l'air, les actions du capitaine nominal, avait placé auprès du jeune William. Luff ne craignait rien, ne respectait rien, et ne s'arrêtait devant aucune difficulté. C'était moins un homme qu'une

bête de proie nourrie et élevée sur la mer. William lui avait dit souvent que tout son désir, quelque bonne capture une fois accomplie, était d'épouser Marguerite, et le nom de la jeune fille, qui se représentait à travers les expéditions, les périls et les plaisirs de ces deux hommes, fatiguait l'oreille de Luff. « Parbleu! dit-il à son capitaine, vous voilà bien embarrassé. Puisque vous voulez cette fille, mettons-la à bord du brick, et tout sera dit. — Luff, je veux qu'elle soit ma femme. — Votre femme, soit. Il y a des églises en Hollande et partout. »

Les deux hommes s'entendirent pour qu'un rendez-vous fût donné à Marguerite sur les bords de l'Orwell, près de l'embouchure, à côté des derniers chênes de ce grand parc de Wolwerhampton, dont les racines noueuses apparaissent sous le gazon velouté qui leur sert de lit et vont se baigner après de longues sinuosités dans le flux et le reflux de la mer. Le brick à quelque distance, une chaloupe qui devait remonter avec le flux et emporter Marguerite avec le reflux, tout fut préparé par les deux contrebandiers; et Luff se présentant au prieuré d'Alneshbourne comme un matelot hollandais, parlant patois afin de mieux tromper la servante, la prévint que son fiancé, qui n'avait que deux heures à passer à terre, l'attendait au lieu indiqué. Il était cinq heures du soir. Il y avait huit mois que Marguerite n'avait entendu parler de William; on peut imaginer sa joie.

John Luff tombait au milieu de l'une de ces vieilles coutumes saxonnes qui se maintiennent obstinément dans cette partie de l'Angleterre. Tels sont l'*yule-log*, ou bûche de Noël, sur laquelle les antiquaires disputent encore, et l'*harvest-home*, dernier jour de la moisson, dont le nom même remonte à plus de mille ans. L'*harvest-home*, dont on s'occupait au moment que je signale, est accompagné, dans ces parages, du *hallow-largess*, qui appartient exclusivement aux provinces du midi de l'Angleterre, et offre un mélange singulier de deux souvenirs du moyen-âge; le cri chevaleresque *largesse!* s'y joint à la clameur joyeuse du *hallow* des Saxons. John Barry assistait au repas, et, au milieu de la gaieté rustique que les brocs d'ale entretenaient, son amour secret pour Marguerite était l'objet de plaisanteries qui blessèrent cette ame délicate. Il se hâta donc de fuir pour aller se coucher chez son père, pendant que Marguerite, le cœur palpitant et tout embarrassée de trouver un prétexte ou une occasion de sortie, plaçait sur sa tête à la hâte le petit chapeau de paille, et sur ses épaules le petit châle rouge, sans lesquels la plus humble fille d'Angleterre ne se croirait pas *respectable*.

C'était le 29 septembre 1792, car M. Cobbold, dont la famille a eu de grands rapports avec les Catchpole, a soin de marquer les dates avec la minutie d'un historiographe; la lune commençait à paraître à travers les chênes du prieuré, et les paysans continuaient leur *harvest-home* à grands renforts de chansons et de rasades, lorsque deux hommes, dirigeant une petite barque à voile latine, remontaient l'Orwell avec la marée montante en s'encourageant mutuellement. Ils côtoyaient le rivage et semblaient se cacher, pendant qu'une embarcation étrange, plate, oblongue, et plus semblable à une boîte ou à un cercueil qu'à un bateau, les suivait à la piste. Elle était surmontée d'une draperie flottante et de couleurs variées, et conduite par un être bizarre que certes aucun romancier n'eût fait éclore de son cerveau, et dont presque tous les ports de mer possèdent l'analogue en Angleterre. C'était un vieillard à peu près idiot, qui vivait sur l'Orwell dans une vieille barque trouée et rapiécée, ornée d'une voile de toutes couleurs. Son grand bonnet pointu, fait d'un manchon usé de vieille femme, sa longue perche, au moyen de laquelle il dirigeait sa pauvre embarcation chancelante, et les fragmens de calicot rouge, de velours vert et de soie fanée qui formaient sa voile d'arlequin, le signalaient moins encore à la risée des petits enfans et à l'étonnement du peuple que les amulettes innombrables dont sa personne était surchargée. On le nommait Robinson, et peu s'en fallait qu'on ne le prît pour un sorcier de la mer. Il passait sa vie à recueillir des crabes et de petits poissons qu'il vendait; ce n'était pas sans une sorte de terreur superstitieuse que la population des côtes regardait ce pauvre vieillard. Il semblait épier la direction du bateau et les actions des deux hommes qui le montaient, auxquels il adressait de temps à autre des paroles incohérentes.

Dans ce même moment, le mélancolique et doux Jean Barry, le Céladon du village, passait tristement la planche jetée sur le vieux fossé du prieuré, et Marguerite, dont le cœur battait fort, descendait vers la mer, sur laquelle une ligne rouge signalait à l'horizon le départ du soleil. Son entrevue avec William fut longue et passionnée, très longue surtout au sentiment de Jean Luff, couché dans la barque et immobile, selon les ordres du capitaine, en attendant le coup de sifflet qui devait préluder à l'enlèvement. L'échancrure circulaire que forme la mer sur ce rivage, bordée d'un sable fin régulièrement accumulé par le reflux, et couronnée d'un épais diadème de chênes noirs et touffus, donnait un intérêt nouveau et une couleur toute romanesque à la situation de ces trois embarcations diverses : le brick, qui en oc-

cupait la pointe occidentale, le canot plat de l'idiot, amarré au centre, et dans lequel Robinson se tenait debout comme pour observer, et enfin la chaloupe qui renfermait John Luff. Une petite maison de briques rouges, celle de Barry le père, garde-forestier, apparaissait à demi ensevelie sous les arbres, au-dessus desquels la lune dans son plein brillait de tout son éclat.

Marguerite aimait William de toute son ame, et on le verra bien plus tard; mais il n'y avait pas de volonté plus obstinée que la sienne dans les résolutions qu'elle jugeait bonnes. La résistance de la jeune fille, que William engageait à le suivre, était donc énergique et invincible; elle alléguait qu'il serait facile à William, devenu, comme il le prétendait, un honnête matelot, de se faire sur la terre ferme une situation au moins équivalente à celle qu'il occupait à son bord; elle ne lui cachait pas son amour, mais elle ne voulait point céder. William crut la déterminer en lui avouant qu'il n'avait pas changé de vie, qu'il était le fameux capitaine Hudson, et qu'il fallait ou le suivre ou renoncer à lui. Cet aveu, au lieu de triompher des résistances de Marguerite, les rendit plus vives. Alors elle parla d'un jeune homme qui l'aimait, et dont les propositions pourraient être écoutées par elle, si William ne voulait pas renoncer à la contrebande. La pauvre enfant essayait, par ce moyen violent, d'attirer à elle son fiancé, et de briser ses habitudes dangereuses; elle ne faisait qu'allumer chez lui une irritation ardente, qui augmenta lorsque le nom de Jean Barry fut prononcé. Laud avait gardé la plus profonde rancune contre son frère le garde-côte, Édouard Barry, après ce combat singulier qui l'avait laissé étendu baigné dans son sang.

On s'était donc promené sur la rive pendant une heure de cette conversation pénible et passionnée, et la lune montait dans le ciel, lorsque William, décidé par les derniers mots de l'imprudente Marguerite, porta la main à ses lèvres, et le long sifflet de manœuvre, retentissant le long de la côte, fit sortir de leur cachette deux hommes, le musculeux John Luff, qui s'avança à grands pas vers son capitaine, et le vieux maniaque de l'Orwell, qui resta debout dans son bateau; puis, la perche à la main, longeant les derniers chênes du parc dont l'ombre le cachait, ce dernier marcha lentement, l'œil fixé sur l'endroit où Marguerite, les deux mains dans celles de son fiancé, repoussait une dernière fois ses prières.

Certes Walter Scott, Crabbe ou Godwin n'eussent pas dédaigné cette figure originale que nous n'inventons pas; on peut lire sa biographie complète dans une feuille périodique du comté de Suffolk,

à la date du 8 novembre 1811 (1), et tous les faits de cette narration, il faut bien le répéter, n'ont d'intérêt que par l'authenticité même de leur bizarrerie.

Ce maniaque de l'Orwell était comme poussé d'une secrète divination des évènemens funestes; les passions l'attiraient, ainsi que les catastrophes; il les pressentait, il accourait, il était là, sans malveillance, sans rapacité, sans méchanceté, uniquement pour assister à l'incendie, au naufrage, aux scènes de violence; il disait, en secouant ses amulettes, qu'il voyait le démon sur la figure du meurtrier, ou dans la flamme qui dévorait les poutres. Robinson Crusoë arrivait à temps, car John Luff ayant saisi à bras le corps, sur un signe de William, la pauvre Marguerite, cette dernière se débattait avec une énergie furieuse entre les mains de ces deux hommes, et poussa un de ces cris aigus de l'extrême détresse qu'on entend à plusieurs milles de distance. Cependant Luff l'emportait vers la chaloupe, et William essayait de la calmer, pendant qu'un homme, attiré par cette longue clameur, débouchait du plus épais du bois, et franchissait en courant tout l'espace qui séparait le parc du rivage. C'était Jean Barry, que ses camarades avaient banni de la table de l'*harvest-home* par leurs plaisanteries rustiques, et qui s'était dirigé, comme nous l'avons vu, du côté du parc de Wolverhampton, dont son père était garde-forestier. Ce cri de désespoir vient jusqu'à lui; il s'élance, s'arme d'un des pieux fichés dans le sable pour marquer la ligne de la marée, et se précipite vers le point où se trouvaient Marguerite et ses ravisseurs. Alors commença un combat inégal et plein de fureur entre Jean Barry, le contre-maître Luff et William Laud, armé de deux pistolets.

William avait reconnu dès le premier moment le frère du garde-côte, celui celui prétendait à la main de sa fiancée; Luff savait bien qu'il y allait pour lui de la vie et du gibet; des motifs plus généreux, mais non moins violens, précipitaient les coups de Barry, qui avait affaire à deux hommes déterminés. Ainsi les passions les plus terribles animaient ce combat, et Luff, renversé d'un coup de pieu que Barry lui asséna sur la tête, tomba sans mouvement, pendant que le corps presque inanimé de Marguerite tombait avec lui, et, glissant sur le sable, allait se baigner dans les dernières vagues de la grève.

(1) The ancient fisherman whose character is here portrayed is not a mere creature of the imagination, but an eccentric being, once resident in the parish of Saint-Clement, Ipswich, by name Thomas Colson, but better known by the appellation of Robinson Crusoe..., etc. *Suffolk Garland*, 8 9ber 1811. Harwich.

Cet incident accrut la fureur de William, qui, voyant Luff hors de combat, visa son adversaire au bras gauche, et le renversa complètement désarmé. Cependant le vieux Robinson accourait, sa perche à la main, et la jeune fille, revenue de sa première frayeur, se relevait pour fuir du côté de la forêt, où les deux ravisseurs, inquiets de leur propre sort, ne pensèrent plus à la suivre. Ils ne tardèrent pas à faire force de rames vers le brick, mécontens de leur soirée, et comprenant bien qu'il n'y avait pour eux de sûreté que dans un prompt départ.

Barry, transporté dans la petite maison de son père et ensuite dans la ferme d'Alneshbourne, devint l'objet des soins assidus de Marguerite; ainsi la pauvre fille, après avoir été la garde-malade de son amant, devenait celle du rival de Laud. La blessure était grave et dangereuse; il semblait à Marguerite que son devoir fût de sauver celui dont la fureur de Laud avait mis la vie en danger : elle ressentait tout ce combat de la passion et de la raison si souvent exploité par l'art dramatique; mais elle ne dit à personne l'angoisse qu'elle ressentait, et fut seulement, comme il arrive aux êtres passionnés, plus silencieuse, plus concentrée et plus distraite que jamais. On commençait à rire d'elle parmi ses égaux, et ceux dont elle avait repoussé les offres de mariage se vengeaient. Barry revint peu à peu à la vie sous les yeux de Marguerite, et seul il eut la générosité de la défendre; il avait failli perdre la vie pour elle, et c'est une grande raison d'aimer davantage que de s'être sacrifié. Cependant il se tramait sur la plage une conspiration des Barry et de leurs amis contre William, et des fraudeurs contre les Barry. L'identité du capitaine Hudson et de Laud se trouvait ébruitée, et celui qui l'attestait de la manière la plus positive était Robinson, que sa curiosité idiote avait attiré sur la scène du drame que nous venons de raconter. Force fut encore à William de renoncer au nom de Hudson pour y substituer celui de Cook; un voyage au Canada, entrepris pour s'emparer d'une portion du commerce des fourrures, devait effacer le souvenir de ces tragiques violences et dépister ses ennemis. Laud devint donc un véritable corsaire, la destinée inévitable de ces sortes de vies étant de se précipiter, sans pouvoir s'arrêter, sur la pente même de leurs propres fautes.

Marguerite ressentit bientôt les effets de sa liaison avec Laud. Les protecteurs qu'elle avait rencontrés dans sa jeunesse se retirèrent; la misère, la faim, le froid et le désespoir pénétrèrent dans la chaumière de Nacton. On n'entendit plus parler de Laud, dont les expéditions lointaines bronzèrent l'audace déjà si énergique et si violente. Un jour, la jeune fille vit entrer dans sa cabane Jean Barry, prêt à s'em-

barquer, et qui, regardant William comme à jamais perdu pour elle, renouvela sa proposition de mariage. Elle refusa, disant qu'elle avait promis sa main à un autre. La tête de Laud était mise à prix; une proclamation offrait cent guinées de récompense à qui le livrerait mort ou vif. Le hardi corsaire reparut cependant, et, dans une entrevue qu'il trouva moyen de se ménager avec Marguerite, voyant que la détermination de la jeune fille était inébranlable et qu'elle n'épouserait jamais le contrebandier, il promit de s'engager dans la marine royale, exécuta sa promesse, obtint sa grace et se distingua.

Tout allait bien alors; l'espérance renaissait avec l'honneur, et une famille d'Ipswich, celle même à laquelle appartient le révérend Richard Cobbold, prenant en pitié la détresse des Catchpole, accueillit la jeune fille, qui mérita l'estime et l'affection de mistriss Cobbold. Un jour que le second fils de cette dame, muni de son fusil de chasse, de poudre et de plomb, était monté sur un bateau appartenant à son père, pour faire la guerre aux sarcelles et aux canards sauvages, dont ces parages abondent, le ciel se couvrit, l'orage s'annonça, et sept heures du soir avaient sonné, la pluie tombait à torrens, sans qu'on le vît revenir. Ce fut une grande désolation dans la famille. Sur un espace de plus d'un quart de mille, le confluent du Stour et de l'Orwell est bordé de ces alluvions de boue et de sable que recouvrent des plantes marines. Rien n'est plus dangereux que ces rivages, où viennent s'enfoncer et se perdre dans les gros temps les petites embarcations. — A la nuit qui tombait se joignait l'obscurité de la tempête. On s'arma de torches, on courut sur le rivage, on héla à grands cris le jeune homme, dont aucune trace ne s'offrait. Le vieux maniaque pêcheur, qui n'avait pas manqué cette occasion de se trouver à son poste, rapporta qu'il avait vu le jeune homme (aujourd'hui le révérend Richard Cobbold, le narrateur même de cette histoire) côtoyer le rivage dans un bateau pendant une partie de la journée; puis il secoua la tête en homme convaincu non-seulement du danger, mais de la perte certaine du bateau et de celui qui le montait. Plusieurs matelots stationnés dans le port prirent part aux recherches malgré le péril, car la mer était terrible et remontait en mugissant jusqu'à l'Orwell, qu'elle refoulait dans son lit. Laud, qui venait d'arriver après une campagne heureuse, était l'un de ces matelots; ces plages, si souvent visitées et reconnues par lui lorsqu'il était le capitaine Hudson, ne recélaient pas un seul bas-fond, une seule crique, dont les abords ne lui fussent familiers. Il monte sur un canot, armé d'une longue perche, le seul instrument qui pût lui servir à se diri-

ger, et pénètre lentement dans cette boue profonde que l'orage et la marée achevaient de détremper. La quille d'un bateau enfoncé dans cette vase lui indique l'endroit où le jeune homme avait disparu, et d'où il parvient à le tirer, privé de connaissance, défiguré, mais vivant encore. On imagine aisément la joie de la mère, celle de Marguerite, et les liens de tendre reconnaissance qui attachèrent désormais la famille au sort de Laud et de sa fiancée. Laud n'avait que quelques jours de congé; il lui fallut repartir, mais il promit à Marguerite de l'épouser à son retour, lorsque sa paie de matelot et l'argent de ses prises (*prize-money*) lui permettraient de s'établir avec elle à Ipswich ou à Nacton.

Pendant les huit mois qui suivirent cet évènement, plusieurs matelots, chargés par William d'apporter à Marguerite des nouvelles de son fiancé, frappèrent à la porte des Cobbold, et furent accueillis avec une bienveillance qu'il est facile de comprendre. Cette hospitalité n'était pas sans inconvénient : le bruit se répandit parmi les marins de la côte qu'on se procurait aisément un bon repas et un broc d'ale, pourvu qu'une veste de matelot et le nom de William Laud servissent de recommandation à celui qui se présentait. Mistriss Cobbold fut obligée d'opposer une digue à cette invasion maritime, et de supprimer dorénavant des visites importunes et dangereuses. La jeune fille en ressentit un profond chagrin.

Marguerite était après tout une admirable sauvage, chez laquelle un instinct de générosité et de grandeur se développait par saillies; il lui manquait cette réflexion des actes honnêtes que donne la culture civilisée, qui les perpétue par le raisonnement, et qui en fait la règle générale de la vie. L'absence prolongée de William lui fit perdre sa bonne humeur, on la vit inquiète, ennuyée, distraite. Le lendemain même de cette injonction qui la désolait, sur les neuf heures du soir, on ouvrit la porte de la blanchisserie, et une petite fille cria : « Marguerite, encore un matelot qui vous demande! » Marguerite, d'un ton vif et mécontent, se hâta de répondre : « Dites à cet homme que l'on ne veut point de matelots ici, et qu'il s'en aille! » Alors un paquet assez gros, enveloppé d'une toile à voile, vint tomber aux pieds de Marguerite. La main hâlée qui l'avait lancé par la porte entr'ouverte la referma avec violence, et l'homme disparut. Cet homme était Laud lui-même; Laud revenait apporter à Marguerite le *prize-money*, tout ce qu'il avait gagné sur mer.

Elle regarda la suscription du paquet : elle ne savait pas lire; mais un pressentiment secret lui apprit que quelque évènement fatal s'an-

nonçait, et elle sortit précipitamment, cherchant du regard l'homme qui s'était enfui. La nuit était obscure. Au détour d'une rue, elle reconnaît le costume d'un matelot debout et qui paraît attendre. Elle s'approche, il saisit la main de Marguerite sans prononcer un mot; ce n'était point Laud, mais son ancien contre-maître John Luff, qui, mécontent de la nouvelle vie embrassée par son capitaine, et voulant le retrouver à tout prix, exigeait de la jeune fille qu'elle lui révélât ce qu'elle ignorait, la retraite de William. Une scène de violence eut lieu alors, Luff essayant d'étouffer les cris de la jeune fille, et celle-ci se débattant sous les étreintes du contre-maître, jusqu'à ce que les habitans des maisons voisines accourussent à son secours. Le coupable avait disparu.

Cependant le mauvais accueil de Marguerite avait ébranlé d'un seul coup et transformé les résolutions de William, qui se crut oublié. Il reprit son ancien métier, pendant que le désespoir le plus sombre et le plus vif remords s'emparaient de Marguerite. Le bruit de toutes ces aventures s'était répandu dans le comté, renommé, comme nous l'avons dit, pour l'élève des chevaux, et où le vol de ces animaux s'était organisé à côté du braconnage et de la contrebande. Un des hommes du nouvel équipage de William, nommé Jean Cook, avait jeté un œil de convoitise sur un des plus beaux chevaux de M. Cobbold, et imagina un singulier moyen de s'en emparer. Il parvint jusqu'à Marguerite et lui lut une prétendue lettre de William, dans laquelle ce dernier lui donnait rendez-vous à Londres à une heure fixe et dans un délai très bref. « William était, disait-il, sur le point de repartir. La voiture publique eût été trop lente, et Marguerite, bonne écuyère, comme nous l'avons vu, devait se servir de la jument bai-brun de M. Cobbold, revêtir les habits d'écurie du groom, et partir à l'instant même. » Elle n'hésita pas, et partit au grand trot sous ce costume, ne s'arrêtant qu'à l'auberge du Taureau, dans Aldgate, à Londres, où John Cook espérait bien se saisir de sa proie. Mais la police était déjà instruite; Marguerite fut prise, enfermée dans Newgate, puis transférée à Bury, jugée aux assises, et, selon la cruelle loi du temps, condamnée à mort pour vol domestique. Elle se défendit à peine et écouta la sentence avec humilité. L'influence de la famille Cobbold fit commuer la peine en sept années de déportation; mais, comme il fallait attendre le départ du prochain vaisseau, elle passa trois mois dans la prison de Bury, où, aimée et respectée de ceux qui l'approchaient, elle fut chargée du soin de la lingerie.

William désespéré avait affronté le péril et bravé la loi avec plus de

témérité que jamais; enfin, les douaniers le saisirent, et on le conduisit dans la prison de Bury, où se trouvait la condamnée, et où ces deux personnes si long-temps séparées se reconnurent. Les bons services qu'il avait rendus à bord des vaisseaux de l'état militèrent en faveur de William; sa grace lui fut accordée, et, malgré la sévérité du régime de la prison, il trouva moyen d'avertir Marguerite que le lendemain à midi son écrou serait levé, et que le soir à dix heures il l'attendrait derrière l'église, si elle pouvait effectuer son évasion. Les longues résistances soutenues par la jeune fille contre son amour avaient vaincu sa force; elle avait déjà donné une fois sa vie pour William; peu lui coûtait de la hasarder une fois encore. Elle trama donc sa fuite avec une adresse et un sang-froid extraordinaires, et parvint à exécuter son entreprise de la manière la plus étrange et la plus hardie. Des chevaux de frise plantés dans un rouleau de bois horizontal couronnaient la muraille de briques de la prison. L'une des pointes de fer était brisée. Au moyen d'une longue corde et d'un nœud coulant qu'elle fixa à l'une de ces pointes, elle se hissa la nuit jusqu'au sommet de la muraille, et se cramponnant aux pointes de fer, tourna sur elle-même, saisit de nouveau la corde, et glissa jusqu'à terre les mains en sang. Elle alla retrouver Laud, et tous deux se dirigèrent vers le rivage. Les anciens amis de Laud lui avaient promis de sauver Marguerite, et de les conduire en Hollande l'un et l'autre. La chaloupe se fit trop long-temps attendre, et au moment où les contrebandiers accouraient, il s'engagea entre eux et les garde-côtes un combat qui coûta la vie à William. Frappé de deux coups de feu, il tomba sur le corps de Marguerite, qui, restée sans connaissance sur la plage et ramenée dans la prison, fut définitivement condamnée à la déportation pour la vie.

Marguerite avait vu la mort de près; l'homme sur lequel elle avait fondé toutes ses espérances n'existait plus; elle était résignée. Elle partit paisiblement pour Botany-Bay, lieu d'exil et de honte qui devait lui donner la considération et la fortune. L'apaisement de son unique passion la rendait à elle-même. Elle arriva au port Jackson le 20 décembre 1801, et le capitaine de vaisseau qui l'y avait conduite, touché de la modestie et de la douceur de la jeune fille, la recommanda particulièrement au gouverneur. Elle ne travailla que deux journées dans les ateliers du gouvernement, et fut demandée, comme c'est la coutume des colonies pénales, par un M. John Palmer, colon fort riche, dont la femme venait de fonder un asile pour les orphelins du pays. Cette dernière trouva dans Marguerite Catchpole, à qui elle ap-

prit à lire et à écrire, une habile ouvrière et une bonne surintendante pour cet établissement de bienfaisance. Une femme à qui une autre femme inspire de l'intérêt veut toujours la marier. Mistriss Palmer y pensa pour Marguerite, qui n'avait jamais été belle dans la véritable acception de ce mot, mais dont la vivacité, la grace et l'élégance naturelle fleurissaient dans cette vie libre d'orages intérieurs. L'occasion faisait quelquefois reparaître l'héroïne des côtes de Suffolk; dans une inondation violente, comme le sont celles de la Nouvelle-Galles, elle sauva plusieurs enfans qui allaient périr, en dirigeant elle-même le bateau, et ne fit pas le moindre bruit de son dévouement. En dépit de cette réserve ingénue, elle devenait un personnage dans l'Australie.

La pauvre Marguerite n'était pas fière de ses aventures, et son roman ne l'enorgueillissait pas; elle avait supplié sa maîtresse de cacher son nom, qu'elle lui avait avoué, ses antécédens, qu'elle lui avait brièvement contés, et elle gardait son humble rang sans s'informer de ce qui se passait dans la colonie. L'asile même dont elle était l'inspectrice comptait, sans qu'elle le sût, parmi ses fondateurs un des hommes qui s'étaient trouvés mêlés aux incidens de sa vie. C'était ce même Jean Barry, frère d'Édouard et rival de Laud. Une fois guéri de sa blessure, il avait compris que l'amour obstiné de Marguerite ne céderait jamais, et s'était fait nommer inspecteur du cadastre à Botany-Bay, chargé de la répartition des terres entre les colons. Débarqué à Sidney à la fin de 1794, sur la frégate de transport la *Bellone*, cette exactitude dans les relations et cette douceur de caractère qui ne l'abandonnèrent pas assurèrent sa fortune et lui valurent une estime méritée dans ce pays de brigandage et de châtiment, où notre civilisation corrompue de l'Europe se montre plus sauvage que la vie sauvage des forêts.

La paisible carrière de Barry se couronnait déjà d'honneur et de fortune, quand il vint à perdre sa sœur cadette, appelée par lui d'Angleterre, et qui s'était chargée du gouvernement de sa maison. Resté seul et accablé des détails d'une grande administration, ce fut à mistriss Palmer qu'il s'adressa pour trouver une personne de confiance entre les mains de laquelle les soins de son ménage pussent être remis. En recommandant la condamnée Marguerite Catchpole, mistriss Palmer se crut obligée de ne cacher à M. Barry aucun des faits relatifs à la vie antérieure de sa protégée. Là, M. Barry reconnut à la fois ses propres aventures, les douleurs de sa jeunesse, et celles de la femme qu'il avait si inutilement aimée. Sa conduite fut belle et simple. Il alla droit au gouverneur, avec lequel il était dans des termes

d'intimité, demanda la liberté complète de Marguerite, sa radiation définitive des registres des condamnés, et obtint l'un et l'autre. Le *free pardon* de la pauvre fille, acte qui lui rendait tous les droits civils, fut donc la première nouvelle et la première parole que Jean Barry eut à porter à Marguerite dans l'entrevue que lui avait ménagée mistriss Palmer.

A l'époque où, dans la ferme d'Alneshbourne, Marguerite veillait les nuits du blessé, il lui avait juré de ne pas avoir d'autre femme qu'elle, et il avait tenu parole. Maintenant la déportée recevait de Jean Barry plus que la vie, et restait ainsi maîtresse de refuser ou d'accepter l'offre qui lui était faite de partager son sort et de porter le nom de Barry. Elle accepta, et devint *mistriss Barry de Windsor près les Collines vertes d'Hawskesbury*, une des plus riches propriétés de ce nouveau monde, passa quinze années dans cette situation, eut de son mari deux filles et un fils, et reçut les derniers soupirs de Jean Barry, qui mourut, le 9 septembre 1827, entre ses bras. Elle-même expira le 10 septembre 1841, à soixante-huit ans, léguant au révérend Richard Cobbold, dont Laud avait sauvé la vie, le soin de recueillir quelques faits sur son aventureuse jeunesse.

Le révérend s'en est acquitté assez mal, il faut le dire; il a inventé des dialogues, poussé des soupirs et prodigué de très inutiles détails, laissant de côté la portion réelle et poétique de cette pastorale singulière; la plupart des hommes laissent passer sans les voir les élémens de poésie qui abondent dans la vie réelle. Le révérend n'a compris ni la sensibilité silencieuse et profonde de la jeune fille, ni l'ardente témérité du jeune homme, ni cette sympathie invincible qui les enchaînait par un de ces liens redoutables dont il faut bien avouer la puissance. Les évènemens qui suivirent ne furent que la conséquence nécessaire de mœurs et de caractères sur lesquels nous avons dû arrêter l'attention du lecteur, pour constater non pas la vérité, mais la possibilité et la vraisemblance des faits. Il est étrange sans doute qu'un membre de l'église anglicane ait pris tout exprès la plume pour les raconter; ceux-là s'en étonneront moins qui savent combien le protestantisme est essentiellement une foi individuelle, une croyance du foyer domestique, et combien il lui est facile d'abuser de sa mission.

Nous avons fait grace à ceux qui nous ont lu de bien des passages dignes des plus vulgaires et des plus microscopiques parmi les peintres flamands; il y a des pages où le révérend parle des cuillers avec un respect poétique, des fourchettes avec une vénération mystique, et descend avec un imperturbable sérieux jusqu'au panégyrique des

skewers, tea-pots, iron-spoons, washed and wiped, saucepans, gridirons (jusqu'au gril) *placed in their proper places* (1).

En 1842, il y a trois ans, deux hommes, l'un vêtu de noir et jeune, l'autre portant les insignes d'une misère qui veut se dérober aux regards, entrèrent dans le musée d'Ipswich. L'un, le plus jeune, se rendait à Kentwell-Hall, beau domaine du comté qu'il voulait acheter : c'était le fils aîné de Marguerite; l'autre, dont la figure était pâle, la chevelure rare et blanche, l'œil vif encore et triste, le front ridé, le teint jaune, avait couru des chances de vie aussi diverses et aussi bizarres que Marguerite elle-même, dont il était le frère. A l'époque où les rapports de sa sœur avec Laud faisaient le plus de bruit dans le comté, ce jeune homme avait disparu, mécontent sans doute de la notoriété que sa famille avait à subir. Il s'était engagé, était parti pour l'Hindoustan, où il avait servi dans les troupes anglaises, et où le marquis de Cornwallis l'avait distingué. Une rare souplesse d'organes et une extrême facilité à apprendre les langues et à se conformer aux mœurs des populations l'avaient fait employer comme espion, et il avait réussi dans plusieurs entreprises difficiles. Une de ces aventures communes aux Européens qui visitent ces contrées l'avait rapproché d'une fille de nabab qu'on lui avait donnée en mariage, et qui bientôt, animée contre lui de je ne sais quelle jalousie féminine, le força de fuir le pays. Sous le nom de Collins Jaun, il traversa la péninsule à pied, et reparut à Calcutta, que son protecteur, lord Cornwallis, avait quitté peu de jours auparavant; puis il revint en Angleterre, où, rencontrant le fils de Margaret Catchpole, sa sœur, il obtint une petite place du gouvernement. Le frère et le fils de Marguerite, après avoir parcouru le musée, s'arrêtèrent devant une des curiosités qui le décorent et la contemplèrent long-temps en silence; c'est un magnifique faisan doré, dont la queue chatoyante se développe et s'arrondit au-dessus de sa tête en forme de lyre. Au-dessous on lit ces mots :

MANURA SUPERBA,
LYRA, FAISAN DE BOTANY-BAY,

« donné par Marguerite Catchpole, convaincue, en 1797, à Bury, du vol d'un cheval, condamnée à mort, et, par commutation de la sentence, à sept années de déportation. Une tentative d'évasion la fit condamner de nouveau à la déportation pour la vie. »

(1) Tom. II, p. 32.

Le fils et le frère de Marguerite essayèrent inutilement de racheter ce singulier monument de la condamnation et de l'exil de leur mère et de leur sœur. Les directeurs du musée s'obstinèrent à garder le faisan doré que le musée d'Ipswich conserve encore, et grace aux deux volumes avec planches (que M. Richard Cobbold a pris la peine de dessiner et de graver lui-même), les erreurs de Marguerite et ses souffrances se dirigent aujourd'hui vers cet horizon obscur et inconnu qu'on appelle la postérité.

Telle est la trace vive et singulière laissée en deux pays éloignés par cette personne remarquable, dont la condition était humble. De l'aveu de ceux qui l'ont connue, elle n'eut d'autres torts que ceux de sa passion, rendue plus énergique par cette puissance de caractère qui la distinguait. Il est certain que l'amour, chez nos plus délicates héroïnes, est égalé ou dépassé par les sacrifices de Margaret. Elle ne fait pas une faute, elle ne se départ pas de la droite ligne, si ce n'est pour celui qu'elle aime. C'est la fille la plus pure, c'est l'esprit le plus juste, c'est le cœur le plus honnête; seulement, dès qu'il paraît, tout est dérangé, tout est renversé. Il lui a jeté un sort, disent les paysans. Une attraction positive s'opère, celle du fer vers l'aimant, de la fleur vers la lumière, et Marguerite est emportée loin d'elle-même.

Il est curieux d'étudier ainsi sur nature et dans une condition de vie toute naïve, chez Jean Barry et chez Marguerite, cette portion de l'amour étrangère à l'esprit, au raisonnement, à la naissance, force profondément cachée dans les secrets mêmes de Dieu et de la création, — analysée dans sa nudité corrompue par l'auteur de *Manon Lescaut*, que Racine a révélée et voilée par tant de délicatesses et de traits enflammés dans *Bérénice* et *Phèdre*, dont les énervés ont fait une vertu, les dévots un vice; — ce pouvoir enfin adoré comme une force démoniaque et invincible, par les anciens, qui ne se trompaient pas.

F. DE LAGENEVAIS.

THÉATRE DE HROSVITA

TRADUIT PAR M. CHARLES MAGNIN.[1]

Une religieuse saxonne du xe siècle avait lu Térence, avec quelles délices et quel enchantement! Dieu seul peut le savoir. Imaginez les délicatesses de l'*Andrienne*, les tendresses de l'*Hecyre*, le souffle amoureux de Ménandre, et les murmures voluptueux des jeunes Athéniens sous les portiques de leurs *étaïres*, étudiés dévotement par la nonne allemande, qui pouvait avoir vingt-cinq ans, et vivait sous le règne des Othons. Pour moi, je me plais à me représenter cette lecture, commencée, interrompue, reprise et continuée quelque soir d'été, sous l'ombre transparente et chaude des grands chênes, au bord du fleuve Ganda; elle a dû coûter bien des soupirs, bien des larmes et de douloureux triomphes à la nonne de vingt-cinq ans. « Que ce Térence est profane! a-t-elle dû se dire; qu'il est charmant et dangereux! Si l'on appliquait à la légende, c'est-à-dire à des histoires utiles et sacrées, son art poétique, son aimable dialogue, cette succession variée de personnages empruntés à toutes les conditions et parlant le langage de leurs caractères et de leurs mœurs, ne pourrait-on pas édifier vivement les ames, et ne serait-ce pas un heureux accommodement entre la volupté et la vertu, la piété et le plaisir? Parler

(1) 1 vol. in-8, chez B. Duprat, rue du Cloître Saint-Benoît, 7.

d'amour, en parler ardemment et sans crainte, pour le plus grand honneur de Dieu et la glorification de la chasteté! »

Hrosvita se mit au travail de grand cœur et d'une pensée si pure, que son œuvre demeura chaste et limpide, malgré les plus vives hardiesses. De la prosodie de Térence, variable et peu certaine, elle ne savait pas un mot; elle ne voulait pas gâter, en l'amplifiant, la légende, qu'elle respectait trop pour l'altérer. Elle se contenta de diviser chaque récit en scènes dramatiques, et de prêter à ses personnages un langage latin germanisé, un dialogue vif et net, partagé en assonances irrégulières, à la mode germanique du xe siècle, mode sentencieuse qui avait envahi les sermons latins comme les poèmes tudesques. Bientôt sept légendes, toutes en l'honneur de la vertu féminine triomphant « avec sa fragilité de la vigueur mâle (*virile robur*), » furent achevées; elle les soumit humblement à quelques savans personnages, sans doute à ces Grecs-Latins qui venaient de Constantinople, appelés en Allemagne par les Othons. On doit rendre hommage à ces derniers; malgré l'énergie peu commune de la nonne et la nouveauté d'un essai très éloigné des énervemens du style byzantin, ils comprirent le mérite de cette femme, « qui s'inclinait devant eux comme un roseau » (*arundineo more inclinata*), dit-elle en sa préface.

Ce dut être un mouvement inaccoutumé dans le couvent de Gandersheim, lorsque les savans hommes consultés par la religieuse eurent approuvé son travail, et qu'il fut question de jouer sa première pièce. Saint-Cyr, que M. Magnin, avec la justesse habituelle de son coup d'œil, rappelle à ce propos, n'était pas plus vivement préoccupé des chœurs d'*Esther* et des destinées de l'altière Vasthi. Que de choses à faire, et que de soins pour la mise en scène! Il fallait se procurer le manteau impérial de Constantin, la cotte de mailles et la forte épée de Gallicanus, les ajustemens barbares du roi des Scythes, les flèches et les peaux de bêtes de son armée, et le costume de cour des primiciers Paul et Jean; les jeunes nonnes avaient des frères et des pères bien placés dans le monde, et auxquels on avait recours; ces affaires arrangées, il fallait encore distribuer les rôles; la coquetterie revenait prendre sa place dans les divertissemens sacrés. Quelque jeune fille, la plus belle entre toutes, bien modeste, préférée de l'abbesse pour sa candeur et sa pureté, devait représenter l'héroïne, sans cesse exposée aux attaques de l'amour charnel et toujours victorieuse. On la pare, et l'on sème sa tête virginale de perles byzantines; plus elle sera belle, plus éclatera divinement la puissance de la chasteté. Quelles religieuses

prendront les rôles d'hommes? quelle est celle surtout qui se chargera de répéter les brûlantes paroles (*inlicita suaviola*) que prononcent les amans? N'est-ce pas une mission dangereuse. L'auteur elle-même prendra ce soin, Hrosvita, dont il est triste que nul portrait ne nous soit parvenu, et qui, belle ou laide, ne pouvait manquer d'être d'une figure spirituelle et expressive. Venait ensuite l'arrangement solennel du chœur tendu de ces tapisseries « qui étaient, dit M. Magnin, d'un usage général, » et qui faisaient flotter autour des pilastres leurs empereurs romains, leurs scènes pieuses et leurs martyres, précisément les décorations dont on avait le plus grand besoin. La belle église de style primitif, aux rares ornemens, aux fenêtres hautes, devait être fière et parée le jour (sans doute celui même indiqué par la légende) où les portes s'ouvraient à deux battans, où les cloches sonnaient à pleines volées, où l'évêque diocésain d'Hildesheim venait officier au grand autel, et, la messe dite, s'asseyait sur sa chaire dorée (*sella aurea*), en face de l'autel même, pour assister, chose étrange, au premier baptême de l'art dramatique moderne!

Ce mélange de romantisme bâtard, que M. de Marchangy et ses suivans ont jeté dans leur érudition apocryphe, n'a rien qui me plaise; on détruit ainsi l'intérêt grave de l'histoire par la frivolité des inventions, et la grace libre du roman se meurt dans le pédantisme. Cette alliance de la fausse imagination et de l'érudition fausse est une des plaies vives de la littérature récente; mais la sobriété même de l'érudition la plus austère ne peut se défendre d'un enthousiasme secret lorsqu'elle soulève un coin du voile que le temps a fait tomber sur les siècles obscurs. Qui ne serait tenté de reconstruire par la pensée le théâtre sacré des triomphes de Hrosvita? l'église, non pas gothique-fleurie du XIIe ou du XIIIe siècle, mais saxonne et d'un caractère beaucoup plus grave : la longue rangée des moines d'Hildesheim debout dans la nef, avec leurs robes noires, leurs têtes rasées et leurs cuculles; les grandes dames aux diadèmes emperlés, aux lourdes robes, aux manteaux ornés de grecques massives brodées en or; les princes de la cour impériale assis dans le chœur même, peut-être aussi quelque envoyé de Byzance, à la figure fine, à la longue barbe blanche, aux ornemens efféminés, mêlé à la sévère assemblée; enfin, sous le porche, qui laisse voir le ciel, la foule pressée des manans, des bourgeois, des artisans, et quelques serfs ou gens mainmortables de la puissante abbaye.

Les qualités spéciales qui distinguent M. Magnin, éditeur et traducteur de ce théâtre de Hrosvita, l'un des plus aimables et des plus

savans livres publiés dans ces derniers temps, ont été, dans ce recueil même, l'objet d'une analyse trop complète pour que nous répétions ici quelles obligations lui doivent les annales et les origines de notre théâtre (1). L'un des caractères de cet esprit rare et délié, c'est la prudence; aussi n'ose-t-il pas avancer, et je me garderai bien d'affirmer à mon tour que la magnifique église de Gandersheim ait servi de théâtre aux nonnes actrices; je pencherais secrètement, comme on l'a vu, vers cette dernière opinion, que je suis loin de soutenir comme indubitable et certaine. Où Hrosvita aurait-elle trouvé place pour ses processions triomphales, ses cérémonies de mariage, de baptême et de funérailles, ses combats simulés, et tous les groupes de comparses qu'elle aime à faire mouvoir? Mille détails, ceux-là entre autres, confirment l'assertion de M. Magnin, qui estime que ces œuvres ont été faites pour être représentées et non lues. Des gloires descendent, les cercueils s'ouvrent; un ermite monte à cheval, traverse la forêt, et arrive à une place publique. Voici une hôtellerie, que l'on pourrait appeler d'un nom moins honnête; ceci est un cimetière; une ame béatifiée disparaît et monte au ciel. Pour ces divers jeux de scène assez compliqués, l'église était mieux disposée que l'intérieur du couvent et même que la salle du chapitre, que M. Magnin semble désigner dans une note. L'église, d'ailleurs, la nef et l'autel furent, pendant le moyen-âge, habitués à se prêter à ces jeux scéniques, et c'est un fait que M. Magnin aura le premier éclairci avec une savante et spirituelle lucidité, que l'éclosion du théâtre moderne, naissant et se développant du sein même des cérémonies catholiques.

Objectera-t-on que les légendes tournées en drames par Hrosvita étaient peuplées de personnages qui n'appartenaient point aux saints livres, et que c'eût été une profanation intolérable? Cette profanation prétendue s'accordait avec le génie du moyen-âge. A Constantinople et dès le VIIe siècle, on avait vu des représentations pompeuses s'emparer des lieux saints, au point de scandaliser quelques esprits timides; les années, en s'écoulant, ne firent que servir ce développement de l'esprit chrétien, essentiellement populaire et sympathique. Je ne crois pas qu'il y ait eu de délimitation tranchée et complète entre le drame sacerdotal pur, le drame populaire des églises et le drame profane; la transition a dû s'accomplir, comme tout se fait en ce monde, par une succession de mouvemens inaperçus, quelquefois contradictoires, dont le résultat général était identique, et concourait

(1) Article de M. Sainte-Beuve, dans la livraison du 15 octobre 1843.

à l'évolution nécessaire. On vit peu à peu les représentations de la passion, de la fuite de la Vierge et de la naissance du Sauveur, qui avaient lieu dans les églises, se remplir de personnages profanes; c'était entrer dans le sens des populations chrétiennes que de permettre à Barrabas, à Marie-Madeleine, au Juif errant, cordonnier de son état, et même à l'ânesse de Balaam, de se montrer à l'église.

L'école entière du XVIIIe siècle, Robertson, Voltaire, sans compter les controversistes protestans, ont grossièrement erré quand les paroles naïves et les attitudes burlesques de ces personnages leur ont offert une profanation des choses sacrées; ils n'ont pas compris cette tentative sérieuse, pardonnable ou non, pour atteindre la réalité de l'esprit et de l'art chrétiens, en montrant les choses humaines, triviales et sublimes, gravitant autour du trône de Dieu. Dulaure a grand tort de faire tant de bruit à propos de la fête de l'âne et de son cantique chanté dans la cathédrale de Rouen :

Eh ! sire âne ! eh chantez !
Belle bouche rechignez,
Vous aurez du foin assez, etc.

Il ne sait pas qu'il parle d'un vrai vaudeville, d'une farce dramatique et ecclésiastique, et que cet âne était l'ânesse de Balaam. Dans cette représentation bouffone, telle que Ducange l'a décrite d'après une vieille rubrique, on voyait paraître Virgile couronné de lauriers, Nabuchodonosor dans sa pompe avant de manger du foin, Balaam chevauchant sur cette monture (*Balaam ornatus, sedens super asinam (hinc festo nomen) habens calcaria, retineat lora* (1), etc.), et une multitude de comparses dont les groupes divers symbolisaient les temps anciens et les temps modernes. La fournaise s'allumait au milieu de la nef, le farouche tyran livrait à ses bourreaux les trois victimes que l'on précipitait dans les flammes. Cette partie de la représentation semblerait avoir dû absorber l'attention populaire; pas du tout : l'ânesse était le personnage préféré; ce fut elle qui donna son nom à la fête, les autres acteurs s'éclipsèrent devant elle. De là cette obstination de la plupart des écrivains modernes, et ce lieu commun anecdotique, répété cent fois par les gens frivoles, que le clergé catholique institua au moyen-âge une fête ridicule dont l'âne était le héros.

Les érudits ne s'accordent pas sur la date exacte de ces représentations, où l'ânesse avait tant de succès; Warton (2) en cite une du

(1) Ducange. Glossar. voce *asinus*.
(2) *History of Poetry*, in-4°, t. II, p. 365.

XIe siècle, dont il attribue la suppression à Grosteste, évêque de Lincoln. Malheureureusement ce Grosteste ne vivait qu'au XIIIe siècle, et Warton, qui prétendait à l'érudition et à la poésie, était aussi léger comme érudit qu'il était pesant comme poète. Le progrès de cette ornementation théâtrale, qui s'introduisit dans les églises et finit par y régner, doit avoir été assez lent; il est probable que la marche en aura été parallèle à celle de l'architecture catholique; la grande vogue des mystères a dû coïncider à peu près avec cette efflorescence brillante et bizarre qui, du XIIe au XIVe siècle, sema les cathédrales de tant d'images bouffonnes et tragiques, sculptées avec profusion dans le marbre et dans la pierre.

Ici une importante question se présente. La sévérité antique des mœurs chrétiennes, surtout en Allemagne, permet-elle de supposer que les drames de notre religieuse aient été représentés? M. Magnin résout le problème affirmativement. M. Price, éditeur de Warton, dont il a souvent corrigé les erreurs, est d'un avis contraire. On peut alléguer plusieurs motifs en faveur de cette dernière opinion. La Basse-Saxe, à laquelle appartenait Hrosvita, était alors moins civilisée et plus voisine que l'Allemagne méridionale de cet état de mœurs que Tacite a décrit : vastes métairies, immenses forêts semées de quelques villes rares et peu habitées, le grand empire de Charlemagne affaissé en se divisant, enfin une demi-barbarie qui laisse plus facilement concevoir le travail isolé d'une imagination émue, se complaisant à dramatiser la légende, que les pompes publiques d'une représentation ecclésiastique. A ces motifs généraux et tirés de la situation même du pays, on peut ajouter des observations plus précises; les indications de scènes ou didascalies sont très peu nombreuses dans le manuscrit de la nonne, et l'une de ces notes a été détachée du texte même par Conrad Celtes, le premier éditeur.

Des raisons fort graves me semblent militer contre l'opinion de M. Price, que M. Magnin n'adopte pas, comme nous l'avons dit. L'Allemagne du nord, toute barbare qu'elle était, se trouvait soumise à un mouvement de civilisation ecclésiastique, nécessairement latine, qui n'a pas été bien approfondi; l'impulsion donnée par Charlemagne était amortie, mais n'était pas éteinte. La poésie primitive des races teutones se taisait sous l'impression vive, fraîche et puissante, de la foi nouvelle qui s'emparait de la Germanie, et qui, éloignant ces peuples neufs de leurs propres dialectes, leur faisait oublier leurs chants sauvages. Du VIIIe au XIe siècle, l'éducation ecclésiastique et romaine produisait en Allemagne et en Angleterre une foule de glossaires, de

versions interlinéaires et de paraphrases bibliques; Beda, Cudbert ou Cuthbert, Aldhelm, hommes de race teutone, essayaient des poésies ecclésiastiques latines d'un mérite remarquable. Au commencement du XIe siècle, Ingulf allait à Westminster et à Oxford apprendre le latin, la rhétorique et la philosophie aristotélique. Les moins civilisées entre ces races subissaient l'éducation monacale avec une ingénuité énergique et vive, dont la trace se trouve dans l'*Heliand*, poème composé par un moine anonyme de la Basse-Saxe. Enfin, le partage de l'empire après Charlemagne précipita encore ce mouvement singulier, et j'avoue que je ne puis faire aussi bon marché que M. Magnin du siècle des Othons.

Cette époque germanique de Hrosvita, époque obscure et peu connue des savans français, italiens et espagnols, médiocrement éclairée par les Allemands eux-mêmes, est aussi bizarre qu'intéressante. J'admettrais difficilement que « le couvent de Gandersheim fut en Allemagne une sorte d'oasis intellectuelle jetée au milieu des steppes de la barbarie. » Les monastères de Saint-Gall en Suisse, de Lorsch auprès de Worms, d'Hirschau dans la Forêt-Noire, de Wessobrun en Bavière, et plusieurs autres, contenaient des bibliothèques, des écoles, des moines avides d'acquérir et de propager la science. Plus d'un catalogue de ces bibliothèques nous est parvenu; si l'on n'y compte pas beaucoup de volumes, le choix de ces livres est bon, et le soin avec lequel les vieux moines protégeaient leurs trésors pourrait nous servir d'exemple et de leçon. Ces bibliothécaires anciens mettaient leurs livres dans des boîtes d'or (*capsæ, caveæ aureæ*), souvent enrichies de diamans (*ex auro purissimo gemmario opere cælatas*). Quand ils s'en servaient, ils les recouvraient d'une enveloppe de cuir ou *chemise* (*camisæ librorum*). Rien ne coûtait aux prélats pour donner aux Écritures saintes, par exemple, une enveloppe digne d'elles. Un poète du IXe siècle, Godwin, dans son ouvrage *De Præsulibus*, raconte que l'archevêque Wilfrid, après avoir dédié solennellement l'église de Ripon, ordonna que quatre copies de l'Évangile fussent écrites en lettres d'or et closes dans une boîte d'or.

Quatuor auro
Scribi Evangelii præcepit in ordine libros
Ac thecam e rutilo his condignam condidit auro. (v. 654.)

Une religieuse savante n'était même pas chose aussi rare (*rara avis*, comme le dit Henricus Bodo) qu'on pourrait l'imaginer. Je citerai

parmi ces dames savantes du moyen-âge trois seulement qui n'ont pas laissé de traces de génie et de sensibilité comme Hrosvita, mais qui méritent une mention : — Herluca, religieuse d'Eppach; — l'abbesse Aurea, dont on peut lire l'histoire dans la légende intéressante de l'orfèvre saint Éloi ou Éligius, — et Hedwige de Bavière. Les discours de l'abbesse prouvent une instruction théologique fort avancée; Hedwige, mariée au duc Burckhardt II de Souabe, lisait le grec et le latin, ce qui la placerait, en fait d'érudition, au-dessus de notre nonne de Gandersheim, dont les drames ne semblent pas prouver qu'elle ait su le grec.

Ce ne sont pas là des exemples partiels et isolés, mais les corollaires de ce grand ensemble de faits que j'ai signalés plus haut. Les couvens de Charlemagne étaient restés debout; sous les Othons, Cologne, Utrecht, Mayence, Bonn, Corvey, Trier, Paderborn, Hildesheim, Fulda, virent se former d'autres pépinières latines et grecques. Les empereurs, qui avaient la prétention d'hériter des Césars, protégeaient ce genre d'études; le même désir avait porté Clovis à se créer une petite cour romaine, à changer ses leudes germains en sujets de l'empire, et à donner de l'autorité à l'église, qui, représentant la civilisation latine et despotique, plaisait fort à ces rois barbares long-temps chefs de leurs égaux. Plus leur pouvoir s'accrut, plus ils s'efforcèrent d'accaparer la force dont la civilisation latine avait armé ses empereurs. Au xe siècle, les Othons accordèrent non-seulement aux études latines, mais aux études grecques, une faveur particulière. Le frère d'Othon Ier, Bruno, archevêque de Cologne, fit venir des professeurs et des artistes de Constantinople; Othon II épousa une Grecque et s'entoura de Grecs; Othon III apprit dès sa première jeunesse la langue d'Homère, qu'il savait fort bien.

Cette tentative était un peu violente et exagérée, et comme elle ressortait de l'ambition politique, elle ne s'opérait pas avec l'aisance de développement et la souplesse féconde qui caractérisent la marche naturelle des civilisations. Des évêchés étaient accordés à certains guerriers plus braves que savans, plus fidèles à l'empereur que propres au service des autels; tel était ce Meinwerc ou Meinwerk, évêque de Paderborn, contemporain de Hrosvita, en faveur duquel on me pardonnera une courte digression, qui rentre d'ailleurs dans notre sujet. Il ne faut pas s'arrêter au grotesque et à la bizarrerie de ces traits de mœurs, mais les consulter comme témoignages uniques de l'esprit des époques. Rien ne reproduit plus naïvement ce mélange de barbarie

germanique, de savoir latin, de dévotion vive et d'ingénuité grossière dont j'ai parlé, que la vie de cet évêque, recueillie par Leibnitz (1), vie aussi divertissante qu'elle est précieuse pour la connaissance du Xe siècle en Allemagne.

L'empereur, son cousin et son compagnon d'armes, l'avait investi malgré lui de l'évêché de Paderborn, que la négligence de l'évêque précédent, Rhetarius, avait laissé tomber en ruines. Meinwerc était riche; il ne se souciait point d'un évêché qui devait lui coûter beaucoup et lui rapporter peu; cependant il se dévoua, se réservant le droit de représailles, qu'il exerça d'une façon originale. « Un jour, par exemple, que l'empereur devait aller entendre la messe à la cathédrale, ce dernier fit placer sur l'autel ses plus riches étoffes de cérémonie, et recommanda bien à ses hommes d'armes et à ses suivans de rester près de ces objets précieux, dont l'évêque, fort sujet à caution, pourrait vouloir faire sa proie. Meinwerc dit la messe lui-même, et, après l'*Agnus Dei*, monta en chaire, traita de la différence qui se trouve entre la dignité impériale et la dignité sacerdotale, prouva la supériorité de celle-ci sur l'autre, et démontra, d'après les canons, que tout objet, une fois consacré au service des autels, demeurait à jamais soumis à la juridiction de l'évêque; après quoi il retint comme propriété inviolable de son église les ornemens dont on venait de faire usage, et frappa d'excommunication quiconque « serait assez osé pour les reprendre. » L'empereur, mécontent de ce tour épiscopal (dit la légende écrite par un contemporain), fut forcé de se soumettre; il fit ensuite à Meinwerc et à son évêché beaucoup d'autres dons non moins involontaires : celui d'une coupe d'or, d'une patène, et d'un manteau du plus haut prix, que Meinwerc, après le lui avoir long-temps et vainement demandé pour le maître-autel, finit par enlever des épaules impériales. — « Tu es un voleur! cria l'empereur à l'évêque qui se sauvait, et tu me le paieras de manière ou d'autre! — Il est plus convenable, répondit Meinwerc, que ce manteau soit dans le temple de Dieu que sur tes mortelles épaules! »

Cependant l'empereur, qui était à bout, avait résolu de se venger; il appela donc son chapelain, et se faisant apporter le rituel du service pour les morts, où se trouvent ces mots : *Benedic, Domine, regibus et reginis, famulis et famulabus tuis*, il lui ordonna d'effacer la syllabe *fa* des deux mots où elle se trouve. Le lendemain, Meinwerc, ayant

(1) Leibnitz, *Scriptores rerum Brunsvicensium illustrationi inservientes*, t. I, p. 555.

à célébrer le service funèbre du père et de la mère de l'empereur, lut couramment ces mots à haute voix, *mulis et mulabus*, puis, s'apercevant du tour qu'on lui jouait, il se reprit et prononça correctement *famulis et famulabus.* — « Ah! dit l'empereur à l'évêque, qu'il fit venir après la messe, je te demande de prier pour mon père et ma mère, et tu pries pour mes *mulets* et mes *mules!* Voilà un bel évêque! — Par la mère de notre Seigneur! répliqua l'évêque, te voilà encore avec tes vieux tours; tu te moques donc de Dieu comme de moi? Cela ne restera pas impuni! » Le chapitre fut assemblé, le chapelain condamné aux verges, fouetté vigoureusement à la place de l'empereur et renvoyé chez son maître et son complice dans un piteux état.

L'ignorance des couvens allemands du xe siècle ne ressort pas de cette anecdote, mais au contraire l'alliance étrange d'une grossièreté rustique et d'un savoir ébauché. Brucker, dans son *Histoire de la Philosophie* (1), altère les faits d'une manière impardonnable, lorsque, voulant présenter le xe siècle en Allemagne comme dépourvu de toute connaissance des lettres, il allègue en preuve de son assertion l'anecdote de Meinwerc, et montre cet évêque « accoutumé à prononcer, en récitant les psaumes, les mots *mulis* et *mulabus* pour *famulis* et *famulabus,* tant il savait peu de latin. » La plupart des anecdotiers littéraires ont reproduit fidèlement ce mensonge. Meinwerc n'était pas ignorant; c'était le barbare germanique se faisant Romain et ecclésiastique malgré ses antécédens, et n'y réussissant pas trop mal, puisque le chapelain de l'empereur ne le dupa qu'à demi, et qu'il sut se reprendre assez à temps pour prononcer les mots sacramentels et restituer le vrai texte. Cette mauvaise plaisanterie prouve que, chez les empereurs, l'on s'occupait beaucoup de latin, et que l'on attachait une haute importance à la connaissance de cette langue.

Il faut lire ensuite avec quel orgueil le même biographe teuton décrit les triomphes scholastiques du monastère de Paderborn sous le successeur immédiat de Meinwerc, Imadius. — « Là (dit-il dans ce latin germanique rimé, auquel Hrosvita sut prêter un caractère plus doux, plus grave et sur lequel nous reviendrons) habitèrent *musiciens* et *dialecticiens;* là brillèrent des *rhétoriciens* et d'illustres *grammairiens;* là les maîtres des arts qui exerçaient le *trivium* s'étaient dévoués au *quatrivium;* là s'élevèrent *astronomes* et *physiciens*, *géomètres* et *mathématiciens;* là fleurit *Horatius* et le grand *Virgilius*, et *Crispus Salustius*, avec *Urbanus Statius;* enfin, ce fut plaisir pour tous — de

(1) *Histoire de la Philosophie*, xe siècle, t. III, p. 632.

composer des vers très doux, — et des récits délicieux, — et des chants harmonieux ! »

Ludusque fuit omnibus,
Insudare versibus
Et dictaminibus,
Jocundisque cantibus.

On ne reconnaît pas là le tableau d'une réunion d'hommes voués à l'ignorance, mais l'affectation des Philaminte et des Vadius, et la preuve que le pédantisme était à la mode. L'auteur continue, avec la même recherche ridicule, dont son latin peut seul donner l'idée, et qui ne se traduirait pas :

Quorum in scriptura
Et pictura
Jugis instantia
Claret multipliciter hodierna experientia;
Dum studium nobilium clericorum,
Usu perpenditur utilium librorum.

Mots qui apparemment doivent signifier : « On s'y livre tous les jours et sans cesse, de toute manière, à la peinture et à l'écriture avec un succès splendide, et les nobles clercs prouvent leur amour de l'étude par l'usage quotidien des livres utiles. »

On voit combien ces couvens de l'Allemagne, auxquels M. Price, Robertson, Voltaire, Dulaure, Brucker, voudraient refuser la culture intellectuelle et la possibilité de jouer un drame latin, renfermaient de prétentions érudites et de barbarie pédante. Cette sauvage coquetterie de latinisme éclate à l'époque même de notre religieuse, ou peu de temps après elle; l'église et le palais se confondent; les cathédrales se parent comme des théâtres; empereurs et évêques concourent de gré ou de force à la splendeur des cérémonies latines; religion, grammaire et politique se donnent la main. En de telles circonstances, au milieu de telles mœurs, il est aisé d'imaginer quelque légende latine et sacrée mise en dialogue par une femme d'imagination et d'esprit, représentée avec pompe, dans l'église du monastère, pour l'édification des fidèles, en présence des plus illustres seigneurs. Les preuves tirées du petit nombre ou même de l'absence des didascalies ou indications de mise en scène ne me semblent pas conclure contre la représentation des œuvres de Hrosvita; rien de plus commun que cette absence dans les manuscrits. Enfin un trait qui a décidé

M. Magnin nous déciderait comme lui. La religieuse, qui a besoin de ressusciter une de ses héroïnes, fait paraître Dieu invisible; la forme visible qu'elle choisit est celle « d'un très beau jeune homme. » Deux interlocuteurs sont en scène, Jean et Andronic; au moment où Dieu apparaît, Jean s'écrie : *Expavete!* A qui parle-t-il? A Andronic? mais pourquoi cette forme et ce pluriel? M. Magnin pense que ces mots sont une allocution directe aux spectateurs, vers lesquels le personnage se retourne pour les avertir, en leur criant : « Tremblez! » L'explication est fort vraisemblable. On ne comprendrait guère que la religieuse employât ici et ne reproduisît nulle part ailleurs dans ses œuvres la forme de basse latinité *vous* pour *tu*, la seconde personne du pluriel au lieu de celle du singulier. Certaines dictions singulières et barbares se présentent dans son style, par exemple *si* au lieu de *num*, dans le sens interrogatif; mais ces formes même sont chez elle systématiques, elles font corps avec la latinité qui lui est particulière, et dont elle ne s'écarte jamais.

Que Hrosvita ait choisi l'église ou la salle capitulaire pour y faire jouer ses pièces, que même elle ne les ait pas destinées à la représentation, peu importe; le recueil de ces drames nus et ingénus, graves et touchans, n'en a pas moins d'importance pour l'histoire de la civilisation moderne dans la communauté chrétienne du moyen-âge. Ils attestent l'effort du génie teutonique, aidé au xe siècle par la culture latine qui se développait au sein des monastères allemands, et que n'ont pas signalé nos bénédictins, enfermés par devoir dans la seule histoire littéraire de la France. Ce fut une ère de civilisation passagère et curieuse, dont il reste peu de traces, et pendant laquelle le génie allemand céda le pas au latin et au grec, favorisés des souverains et enseignés par le clergé aux classes supérieures de la Germanie. Le *Chant de guerre contre les Normands*, publié par Fischer (1), appartient encore à l'ancienne poésie allemande à demi étouffée; mais le *Ruodlieb*, poème latin à rimes *intérieures* ou *léonines* d'un moine de Tegernsee, et le poème latin non rimé de *Gautier d'Aquitaine*, se rapportent (ainsi que la paraphrase d'Otfried, la vie de Meinwerc et plusieurs légendes et biographies en prose cadencée) au mouvement littéraire qui prépara et suivit l'apparition de Hrosvita, « la onzième muse, la Sapho allemande, » comme l'appelle Pirkheimer ou Birkhammer.

Pour sentir le mérite de la religieuse, pour apprécier la délica-

(1) Leipzig, 1750.

tesse de son talent, l'élévation passionnée de son ame, il faut opposer à ses œuvres les essais contemporains. Ouvrez *Gautier d'Aquitaine* (1), application du rhythme de Virgile au germanisme pur et à la barbarie des forêts. Là, les plaisanteries sont d'un goût plus fruste encore que les facéties de Meinwerc et de son parent l'empereur. Deux héros, pour s'amuser, s'arrachent, qui un œil, qui une main, et trouvent la plaisanterie fort bonne. Nous ne citerons que le début de cette petite conversation d'un guerrier frank et de son ami le Provençal ou l'Aquitain pour mettre mieux en relief toute la valeur de la dramaturge contemporaine.

« Après beaucoup de bruit et de grands coups de poing, les héros commencèrent à se jouer dans une dispute *plaisante*, dit le poète. » — « Ah! dit le Frank à l'Aquitain, tu auras besoin dorénavant de chasser « le cerf, mon bon ami; car il te faudra un (2) gant (*il lui coupe la main*), « et je conseille d'y mettre du coton pour que l'on ne s'en doute pas. « Wah! (*cri germanique*), qu'en dis-tu? te voilà forcé d'attacher ton « épée sur la cuisse droite, et tu ne seras plus à la mode. Si l'idée te « vient d'embrasser ta femme, il faudra donc (quel dommage!) passer « la main gauche autour de sa taille au lieu de la droite. Après tout, « tu feras ces choses-là de la main gauche! »

« Gautier lui répondit : — « Sicambre, je ne sais pas pourquoi tu fais « tant de bruit. Si je chasse les cerfs, toi, tu ne chasseras plus le san- « glier. Dorénavant (*il lui crève un œil*) tu ne donneras plus d'ordre « à tes domestiques que d'un œil; les héros qui viendront te voir, « tu les salueras en les regardant de travers. Je te conseille de te faire « préparer, pour ton retour, un cataplasme de farine et de lard : cela « te servira d'emplâtre et de potage. » Ces plaisanteries gracieuses qui soulèvent le cœur dans la traduction sont, non pas corrigées, mais rendues plus atroces dans l'original par l'élégance affectée des expres-

(1) Poème latin du xe siècle, sans doute traduit des vieilles chansons allemandes. — Fischer, Leipzig, 1780.

(2) *Wantis*, gants. — « Il te faudra des *gants* de cuir, dont tu jouiras sans fin pour la vie. » — Les Allemands disent aujourd'hui *hand-schuh*, soulier de la main, pour *gant*. Nous signalons aux étymologistes français cette vieille acception perdue du mot germanique *wand*, gant (abri, paroi, muraille, couverture), de *winden* (tourner, entourer), analogue à *wanden* (tourner, virer), d'où *anwenden* (appliquer, adapter), et *verwinden* (enlacer, entrelacer); la racine commune est le gothique *vandia*. Les Anglais ont encore *winding*, bien qu'ils aient emprunté à une autre racine (*gleiten, to glide*, glisser, fourrer) leur mot *glove* pour gant. Les étymologies françaises n'ont jamais été suffisamment éclairées, faute d'une connaissance comparative et d'une étude parallèle des idiomes teutoniques et latins

sions virgiliennes et la politesse des tournures mêlées à des fautes de quantité grossières; on voit que l'écrivain a étudié son Virgile avec quelque fruit : — *Si quando cura subintrat.... ut causæ ignaros palmæ sub imagine fallas.... tenera lanugine comple!*

Post varios pugnæ strepitus ictusque tremendos,
Inter pocula scurrili certamine ludunt.
Francus ait : — Jam dehinc cervos agitabis, amice!
Quorum de corio wantis sine fine fruaris.
Ac dextram moneo tenerâ lanugine comple.
Ut causæ ignaros palmæ sub imagine fallas.
Wah! sed quid dicis, quod ritum infringere gentis
Ac dextro femori gladium agglomerare videris, etc. (1).

Ces plaisanteries de haut goût s'écrivaient dans un autre canton germanique et lettré, à Saint-Gall, et le fond de ces belles choses, traduites par Eckehard Ier, au xe siècle, peut-être corrigées par Eckehard IV, pour l'instruction des latinistes de son monastère (qui devaient y apprendre médiocrement la prosodie), remonte à une époque très ancienne. Quant à la forme du poème, tel que nous le possédons, c'est une des manifestations de la phase latine et élégante que nous avons signalée, et dont les drames de la religieuse de Gandersheim offrent le couronnement et l'expression la plus complète; mais combien de délicatesse féminine, de grace et de pureté chez elle! et quel contraste avec les tableaux grossiers et les scènes sauvages versifiés par le moine de Saint-Gall!

Que cette personne d'un si vrai talent fût quelque fille noble ou de sang royal, et que Hrosvita fût un surnom, nous ne nous en étonnerions pas à la manière simple et haute dont elle fait parler ses gens de cour et ses rois. A peine eut-elle ouvert et étudié Térence, le désir de transformer en drame ses lectures habituelles dut naître chez elle. Elle trouvait là plusieurs plaisirs à la fois : suivre la mode, satisfaire sa dévotion, inculquer de bons préceptes, cultiver un art nouveau pour lequel elle était faite, donner l'essor aux sentimens qui bouillonnaient dans cette ame vive et tendre, enfin s'occuper beaucoup des passions tout en les blâmant.

C'est là en effet un des charmes de ce livre; une flamme ardente fait éruption, sort de la tombe monacale, et montre par intervalles le cœur de la femme, naïf et comprimé, dévoré d'ardeurs étouffées. Dans la préface, la religieuse ne peut s'empêcher déjà de parler des

(1) Vers 1423.

« caresses des amans si propres à séduire » (*blanditiæ amantium ad inliciendum promptiores*) et de « la fragilité féminine qui gagne tant de gloire à vaincre la vigueur de l'homme » (*virile robur femineæ fragilitati subjacens*). Partout, dans ces esquisses aussi nettes qu'elles sont puissantes, se mêle à un parfum de conviction chrétienne, à une foi ardente, l'instinct merveilleux des passions inconnues peut-être, à coup sûr pressenties. Lorsque Gallicanus, épris de la beauté de Constantia, embrasse le christianisme, et fait comme elle, et à son exemple, vœu de chasteté, la préférence qu'elle ressent pour lui se révèle par un mot admirable : « Je serai plus forte si vous êtes fort avec moi » (*Eo liberius servabimus, quo te non contra luctari sentimus*). Dans le drame intitulé *Callimaque*, le jeune homme déclare son amour à Drusiana, qui repousse ses propositions avec mépris; restée seule, elle pense à lui; l'amour va l'atteindre, elle demande à Dieu de mourir « plutôt que d'être la ruine de cet aimable jeune homme. » Cet unique mot trahit la vivacité du sentiment secret que la résistance accroît et enflamme; la lutte chrétienne contre les passions s'annonce. Les traits de ce genre sont fort nombreux chez Hrosvita, et le savant éditeur a raison de les signaler comme les premiers éclairs de ces sentimens contenus et de ces combats intimes « qui ont défrayé le drame et le roman modernes. »

Les situations les plus scabreuses n'effraient pas la nonne, ou plutôt elles l'attirent; on dirait qu'elle veut mesurer sa force contre cette puissance attrayante et redoutée. Ici un amant, semblable au Roméo de Shakspeare (et la remarque est de M. Magnin), soulève la pierre du cercueil, contemple cette femme adorée, cette beauté morte et non encore flétrie, et, se jetant sur la terre humide, éclate en sanglots passionnés : « Te voilà donc, toi si belle encore, et qui m'as repoussé si durement! » Ailleurs, le lieu de débauche s'ouvre, et la jeune courtisane donne accès à l'ermite qui, sous l'habit d'un cavalier, la pénètre de honte, la convertit et la ramène à la triste cellule de la pénitence. Deux fois la religieuse a traité ce sujet qu'elle a emprunté à deux légendes; la simplicité, la variété de cette double esquisse, prouvent la fécondité de ses ressources et l'attrait qu'avaient pour elle de telles victoires et aussi de tels combats.

L'accent de la prière et de l'exaltation chez notre religieuse est aussi solennel et aussi brûlant que l'accent de l'amour; des traits de philosophie admirables par le sentiment et la profondeur lui échappent. Telle est cette apologie de la science prononcée par l'ermite Paphnuce : — « Mieux l'homme comprend avec quelle habileté merveilleuse Dieu

a réglé le nombre et le poids des mondes, plus il brûle d'amour pour lui, et c'est avec justice. » Au lieu de cette traduction adoptée par M. Magnin, nous préférerions l'expression vive, « et c'est justice (*nec injuria*), » qui rend mieux le sentiment de l'auteur. La simple nonne allemande du xe siècle avait deviné l'accord de la philosophie et de la pensée religieuse, et résolu par l'amour le problème qui inquiète les philosophes. On ne doit pas s'étonner de l'hommage que lui ont rendu quelques-uns des esprits les plus délicats de ce temps; M. Magnin, dans ce recueil même (1), a consacré à la religieuse des pages excellentes, d'un coloris ferme et fin, pleines de sagacité et d'éclat, et qui, reproduites à la tête de sa traduction, nous dispensent d'une nouvelle analyse.

La contemporaine des Othons n'échappe pas, tant s'en faut, à ce crépuscule de grossièreté et de pédantisme, de raffinement et de barbarie, dont nous avons cité des traits. Elle étale avec la complaisance d'un heureux enfant les nouveaux bijoux de sa science; elle a des dissertations sans fin sur la géométrie, l'algèbre, la musique des sphères, et des subtilités aristotéliques qu'elle prête à ses amans; à côté de cela, elle se permet des bouffonneries très lourdes, dans le style même de M. de Pourceaugnac. C'est un amoureux trop empressé, qui pendant l'obscurité de la nuit croit enlacer de ses bras une belle proie et n'embrasse que des marmites. Il s'échappe ensuite tout noirci; ses beaux vêtemens de conquête, souillés par les instrumens de cuisine, se pavanent devant le monde; alors des cris de joie et des éclats de rire de jeunes filles, de religieuses et de seigneurs, semblent traverser le xe siècle, le saint monastère, et tous les temps qui suivirent, pour arriver à nos oreilles.

Le style latin dans lequel ces essais dramatiques sont écrits mérite une étude, et ne ressemble guère à celui de Térence, quoi qu'en dise la bonne religieuse; peut-être, si nous l'examinons de bien près, y découvrirons-nous quelques caractères qui signalent le passage du monde ancien au monde moderne. La vie de Meinwerc nous en a offert des échantillons ridicules. Hrosvita en est le modèle achevé et comme le perfectionnement définitif.

Au premier aspect, vous croyez lire de la prose, et tous les éditeurs ont reproduit de cette manière, sans indiquer une forme rhythmique ou rimée, les drames de Hrosvita; si vous les relisez avec plus d'attention, vous êtes frappé du retour constant des assonances ou rimes

(1) *Revue des Deux Mondes*, livraison du 15 novembre 1839.

incomplètes, qui coupent la phrase, tantôt en deux, tantôt en trois parties inégales. Les variétés et accidens du dialogue suspendent en vain cette marche symétrique; dès que le discours prend un peu d'étendue, la rime reparaît avec acharnement :

ABRAHAM.

Hei mihi! bone Jesu! quid hoc monstri
Est quod hanc quam tibi sponsam nutrivi
Alienos amatores audio sequi!

AMICUS.

Hoc meretricibus antiquitus fuit in more
Ut alieno delectarentur in amore.

ABRAHAM.

Affer mihi sonipedem delicatum
Et militarem habitum,
Quo deposito tegmine religionis
Ipsam adeam sub specie amatoris.

« Hélas! doux Jésus, quelle affreuse nouvelle, que celle que j'avais élevée pour devenir votre épouse suive d'autres amans!

« C'est la vieille méthode des courtisanes, de se complaire à l'amour des étrangers.

« Amenez-moi un coursier rapide et un habit de soldat, afin que, déposant les vêtemens religieux, j'aille la trouver sous le costume d'un amant. »

Il ne s'agit pas d'une ou deux rimes jetées par hasard dans le texte, mais d'un système entier d'assonances, aussi fidèlement suivi que chez les dramaturges espagnols; en réalité Hrosvita écrit des vers libres, de toute espèce de pieds; elle subit cette loi, même dans des phrases très brèves, comme celle-ci :

CONSTANTINUS.

Si aliud expetas, — Oportet proferas.

Et encore :

EPHREM.

Qualiter?

ABRAHAM.

Miserabiliter, — Deinde evasit latenter.

Ailleurs encore :

MILITES.

Non terremur, — Sed nitimur.

Ce grand amour des mêmes sons offre une singularité curieuse et nous rejette dans une question importante et mal éclaircie, celle de la naissance et de l'origine de la rime chez les modernes.

Si nous suivions l'exemple de quelques érudits qui ne nomment jamais ceux qu'ils dépouillent, et non de M. Magnin, exact à citer ses moindres autorités, il ne tiendrait qu'à nous de tailler librement et de puiser à l'aise dans une mine d'érudition extraordinaire, l'*Essai sur la Versification*, publié, il y a peu d'années, par M. Edelstand Duméril, et dont personne n'a parlé : il y a là, dans un entassement excessif, de quoi défrayer dix gros volumes d'érudition littéraire. Quelques faits soigneusement vérifiés, empruntés à ce savant auteur et ramenés à nos propres vues, nous serviront de guides dans une recherche assez difficile. Si l'on consulte le peu de monumens tudesques, anglo-saxons, frisons, islandais, qui nous restent de cette époque, on reconnaîtra que Hrosvita n'a fait qu'être fidèle au génie gothique de son temps. Deux principes de versification le dominaient, — l'un plus rude, plus antique et plus général, l'allitération, qui répète durement la première ou la seconde consonne, c'est-à-dire la racine des mots : elle constitue l'essence même de la versification allemande et anglaise, comme le dit Grimm (1); — l'autre, la rime, forme plus élégante et plus polie. Le martellement cyclopéen des vers scandinaves primitifs, tels que :

Sofe Snél Snéllemo, etc.

n'était pas plus étranger que l'assonance des finales aux poètes grecs et latins. Ennius dit :

Salmacida Spolia Sine Sanguine et Sudore;

Il y a quelques rimes volontaires dans l'Iliade et l'Enéide. Cependant les langues anciennes n'adoptaient pour base et pour loi fondamentale de leur poésie ni l'allitération ni la rime, plaisirs de l'oreille, l'un plus stimulant et qui exerce une action plus âpre, l'autre plus reposé et plus doux, ressortant l'un et l'autre de ce besoin d'ordre harmonique, source des arts comme des passions, mais sans rapport avec la nature rhythmique de ces idiomes.

Le rappel du même bruit, le parallélisme des sons, constituent donc un principe de versification spécial, nouveau, sans analogie avec la

(1) « Ich glaube dass die alliteration ursprünglich ihren sitz in der ganzen poesie des deutschen sprache stammes gehabt hat. » (*Ueber den altdeutschen meistergesang*, p. 166.)

délicate mesure des Grecs, succession mélodieuse de brèves et de longues. Des organes durs et des populations sauvages ont créé une symétrie grossière et forte, d'accord avec la rudesse du langage qu'ils parlaient : c'est l'allitération; cette symétrie, tombant sur la racine, c'est-à-dire sur le sens des mots, aidait la mémoire et y faisait pénétrer la poésie et les lois du pays. Les antiquaires et le peuple anglais sont restés fidèles à l'allitération; l'écaillère de Londres ne manque pas de dire : *Wine and winegar*, et les titres des livres populaires en Angleterre reproduisent avec complaisance cette antique forme : *Wine and Wallnuts*, — *Peter Priggins*, — *Paul Pry*.

Je regarderais volontiers ces deux élémens comme nouveaux en Europe, appartenant aux races barbares et illétrées; *rusticus sermo*, *rusticitas*, indiquent, ainsi que le prouve un passage de don Bouquet, les chants populaires rimés (1). Toutefois on doit noter un fait digne de remarque, c'est l'affinité constante de l'une de ces deux formes, la rime, avec le Midi, — et de l'autre, de l'allitération, avec le Nord. Saint Augustin, Africain, écrit un sermon en assonances pour mieux graver sous cette forme sentencieuse sa doctrine sacrée dans l'esprit des auditeurs. On trouve, dit William Jones, la rime établie en Orient dès l'origine de la poésie arabe. Lorsque les Scandinaves apportent leur allitération dans le monde romain, ce sont les Romains qui prennent la rime. Bientôt elle devient la forme favorite des chrétiens, forme proverbiale, gnomique, on ne peut plus favorable à la mémoire.

Au IXe siècle, parmi les Germains, ce sont les septentrionaux qui allitèrent, et les méridionaux qui riment. La plus vieille poésie chrétienne germanique est celle d'Otfried, moine de Weissenburg, en haut allemand, et celle de l'*Heliand*, par un Bas-Saxon qui écrivait peu de temps avant Hrosvita. Otfried, qui représente le sud plus civilisé, mêlé de latinisme et de keltisme, possède déjà la rime. L'auteur de l'*Heliand* garde encore l'allitération, ornement et fondement de la vieille poésie nationale. L'Allemand du nord suit de près la Bible; celui du sud a ses idées; il change, il amplifie, il fait de la critique. Le septentrional est naïf, le méridional policé. Ce dernier s'étonne sans cesse de pouvoir exprimer de si saintes choses en langue tudesque rimée, ce qui est une nouveauté pour lui. La rime a eu beaucoup de peine à s'acclimater au nord de l'Angleterre, où la forme allitérative s'est conservée long-temps. Chaucer dit qu'il est un Breton du midi, et qu'il « ne

(1) Tom. III, p. 505.

sait pas se jouer dans ses vers avec les consonnes, ni dire : *Rem, ram, ruf...* »

.... I am a sotherne man
I cannot geste *rem*, *ram*, *ruf*...

Mais comme c'est un homme d'esprit et d'une oreille délicate, il ajoute : « Après tout, la rime ne vaut guère mieux :

And, god wote, rime hold i but litel better! »

Et il a parfaitement raison : la rime est la sœur cadette de l'assonance barbare, qui elle-même est une cousine méridionale de l'allitération du Nord.

Je ne pense donc point que la rime se rattache à la civilisation et à la poésie païennes; c'est un élément nouveau et barbare, bien que méridional et surtout chrétien. Les derniers prosateurs et poètes romains ne connaissent point la rime, il n'y en a pas dans saint Jérôme; Sidoine Apollinaire, qui se plaît aux recherches les plus dépravées et les plus bizarres, écrit de mauvais vers qui ne riment pas. On peut en dire autant d'Ausone, qui s'amuse à bâtir des pièces *en croix* et *en centons*, mais dont les coquetteries de décadence sont étrangères à la dureté rocailleuse de l'allitération et à l'écho de la rime. Ces dernières formes n'apparaissent qu'avec les invasions des peuples du Midi et du Nord, surtout avec l'invasion plus puissante du christianisme; la sentence, le dogme et la doctrine, s'impriment bien mieux dans les esprits par le retour parallèle des désinences. La prédication chrétienne, c'est-à-dire toute la civilisation du Midi, s'empara de ce moyen; les lettrés ne se servirent plus que de l'assonance ou de la rime; elle retentit dans les *sequences* et les proses d'église, puis elle fit son nid dans la poésie et même dans la prose teutonique. Le grand Gerbert est à peu près le seul homme de son temps qui ait méprisé cette forme nouvelle. De la poésie ou prose gallo-romaine et latino-tudesque (à rimes *intérieures*) dont Hrosvita offre un échantillon précieux, la rime est descendue directement chez nous. Les langues vraiment musicales s'en passent, les idiomes plus durs s'en arrangent : je ne connais rien de moins mélodieux que les rimes suivantes, que cite M. Duméril, rimes dont la richesse est incontestable et qui appartiennent à un poème islandais du IXe siècle :

Haki — Kraki, — Hoddum — Broddum, — Saerdi — Naerdi — Seggi — Leggi, etc (1).

(1) Stephanius, *Notæ ad Saxonem*, p. 76.

Voilà de belles rimes. Le skalde Égil Skallagrimmson, auquel nous ne ferons compliment ni sur l'harmonie de son nom, ni sur la délicatesse de son oreille, rimait ainsi avant Hrosvita et Otfried; il nous semble donc difficile de croire que la rime fût aussi hostile que le pense M. Duméril aux idiômes gothiques en général, puisqu'ils en abusaient si durement.

Pendant que la rime méridionale et ecclésiastique envahissait les idiômes du Nord, l'allitération païenne et septentrionale essayait d'entrer de force dans les idiômes du Midi, où elle ne pouvait pas se maintenir. Le plus curieux exemple de cet effort perdu est le poème allitéré d'un contemporain de Hrosvita, qui se nommait Hugues-*le-Chauve* (Hucbald (1)), qui vivait sous Charles-*le-Chauve*, et qui se crut prédestiné à écrire un poème hexamètre latin « sur les gens chauves; » poème qui subsiste, et dont tous les mots commencent par la lettre C ou K.

Karmina, Klarisona (*clarisonæ?*) Kalvis Kantate, Kamenœ!

Nos savans bénédictins, peu versés dans les langues du Nord, n'ont pas donné, sur l'origine de cette fantaisie qui nous semble grotesque, les éclaircissemens nécessaires; ils n'ont fait entrer en ligne de compte ni le nom du *chauve* Hugues, ni l'habitude septentrionale de l'allitération.

Du temps de Hrosvita, la poésie tudesque, sans renoncer à ses vieilles lois, était fort entamée par la rime et l'assonance; il y avait long-temps que la poésie latine en vivait et que la prose romaine ne pouvait s'en passer : le biographe de Meinwerc nous a montré tout à l'heure l'amour de la rime poussé au point de rendre le sens de l'auteur indéchiffrable. A force de se reposer sur l'assonance symétrique des finales, l'oreille en devenait amoureuse jusqu'à préférer ce vain écho à tout sentiment et à toute idée. Les gens civilisés n'écrivaient plus en latin, en saxon, en bas-allemand, en anglo-saxon, en irlandais, que des parallélismes rimés, soit en vers, soit en prose; et si la rime ne détrônait pas l'allitération, du moins elles partagaient comme sœurs le trône barbare. Hrosvita trouva dans cette situation la littérature de son pays. Elle ne changea rien à cette mode; elle en effaça seulement la prétention, l'obscurité, l'entortillage, le jeu de mots, les défauts des esprits médiocres; elle imprima à cette prose cadencée et rimée un caractère de gravité sentencieuse et tendre; enfin elle écrivit,

(1) De *bolen*, « tanner, dépouiller, » et non de *bold*, hardi, comme on l'a cru. Les Anglais ont conservé *bald*, chauve.

en latin de son époque, des vers libres et ingénus, rimés et harmonieux, tout-à-fait dans le goût de La Fontaine ou de Chaulieu. Qu'on lise, d'après cette donnée, le commencement de la charmante scène entre l'ermite et la courtisane, et l'on reconnaîtra chez la recluse saxonne du xe siècle (par conséquent antérieure aux poètes provençaux) la divination merveilleuse de toute la poésie moderne.

STABULARIUS.

Fortunata Maria,
Lœtare, quia
Non solum, ut hactenus, tui coœvi
Sed etiam senio jam confecti
Te adeunt,
Te ad amandum confluunt.

MARIA.

Quicumque me diligunt
Æqualem amoris vicem in me recipiunt.

ABRAHAM.

Accede, Maria, et da mihi osculum.

MARIA.

Non solum
Dulcia oscula libabo
Sed etiam crebris senile collum
Amplexibus mulcebo.

ABRAHAM.

Hoc volo.

MARIA.

Quid sentio?
Quid stupendæ novitatis gustando haurio?
Ecce, odor istius fragrantiæ
Prœtendit fragrantiam
Mihi quondam
Usitatæ abstinentiæ!

Les oreilles délicates sentiront le balancement et la molle cadence de ces vers; ce sont en effet des vers modernes. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à suivre pas à pas le latin de Hrosvita et à calquer, vers pour vers, des lignes françaises d'un nombre égal de pieds et de rimes sous ses lignes latines : vu la difficulté du tour de force, on n'obtiendra ainsi que de la poésie d'opéra-comique de la pire espèce;

mais que l'on s'en souvienne, il n'est question que de la coupe des vers, et nous voulons seulement prouver l'identité absolue de la prose cadencée et à rimes croisées de la religieuse avec ce que nous appelons *vers libres*. Voici le calque exact, mesure par mesure, de cette prétendue prose :

L'HOTELIER.

Réjouis-toi, Marie!
Ta charmante vie
Bientôt va s'entourer, non plus de jeunes gens,
Mais de vieillards prodigues et galans,
Dont la tendresse
A tes pieds mettra sa richesse.

MARIE.

Mon ame est toute à l'amour,
Bien suprême!
Que celui qui m'aime
Espère un doux retour.

ABRAHAM.

Un étranger, Marie,
Te prie.
Ah! veuille m'accorder
Un baiser!

MARIE.

Mes bras, de leur douce caresse,
Enlaceront ta tremblante vieillesse;
Je baiserai tes cheveux blancs.

Peut-on nommer cela de la prose? Évidemment la religieuse a écrit en vers sans le savoir. Tous ses drames sont faits de cette manière. Lorsque l'ermite se révèle à Marie, et lui reproche ses déportemens, le mètre, que nous venons de voir inégal et ondoyant comme la volupté, devient grave, régulier et alterné comme les sentencieuses leçons du dogme. Ainsi la religieuse, imitatrice à la fois et créatrice, tel est le propre des esprits supérieurs, a reçu les impressions de son temps, et les a transmises en les épurant; si elle tient à l'antiquité par ses études, au moyen-âge par la forme du style et le fonds des idées, elle touche par des points essentiels au développement de la poésie chez les peuples nouveaux. Cette place assurée à Hrosvita dans les littératures modernes ajoute un nouvel intérêt au

volume de M. Magnin et aux commentaires excellens qui précèdent et suivent sa traduction. Ce sont surtout les points de vue élevés et délicats qu'il s'est plu à ouvrir, et il y a là des échappées infiniment curieuses; les nuances dans la peinture des sentimens du cœur, l'union de la chasteté volontaire et de l'amour ardent, l'expression contenue des passions fortes, la métaphysique dans l'émotion, tous ces caractères essentiels de la civilisation moderne se trouvent, chez Hrosvita (1), à l'état de premiers linéamens et dans leur forme pour ainsi dire virginale. C'est ce que M. Magnin ne manque point d'indiquer avec une grande sûreté de coup d'œil et dans le meilleur style.

Le fonds de ses drames est germanique; elle tend au *vrai* plutôt qu'au *beau*, qui est le but spécial de l'art hellénique; elle admet tout ce qui peut faire prévaloir la vérité, scènes comiques et hideuses, violentes et même impudiques; une sincérité passionnée les relève. Ce fonds de vérité sévère s'échauffe d'une inspiration chrétienne, sans subtilité, sans raffinement, sans arrière-pensée, sans langueur molle et fade; point d'hypocrisie ou de réticence; elle avoue la véhémence des entraînemens humains et cherche sa force en Dieu seul. Quant aux sujets, ils s'offraient d'eux-mêmes; c'étaient les vies des saints et les pathétiques ou merveilleuses légendes dont l'histoire chrétienne se compose. Elle a respecté le plus possible le récit sacré, qu'elle ne lisait qu'en tremblant; et quant au style, trouvant un instrument demi-latin et demi-barbare, elle l'assouplit, le perfectionna, le simplifia et en fit ce que nous avons vu.

Ces deux vices modernes, la légèreté dans le travail, le faux enthousiasme dans les vues, n'ont aucune part aux recherches de M. Magnin. Il lui était facile de se ranger sous la bannière de Dulaure et de livrer à la risée ces légendes catholiques; il pouvait aussi attaquer violemment Voltaire, qui a présenté le moyen-âge comme un âge de profonde ignorance. Il n'a rien fait de tout cela. Effleurant un grand nombre de questions délicates dont il indiquait les profondeurs, il n'a faussé, en essayant de les reconstruire, ni l'humanité, ni l'histoire. Le berceau de notre scène lui est apparu dans les églises, et

(1) L'étymologie réelle du mot *Hrosvita*, qu'elle traduit elle-même *Clamor validus* (à peu près comme De Thou traduit *Bassompierre* par *Levis sonus a rupe*), nous semble devoir être *Rauschen* (bruit, murmure), et *schwind* (rapide, violent); le nom véritable de la religieuse aurait donc été *Rauschwind*, latinisé par le mot *Hroswitha* ou *Hrotsvitha*, orthographe inexacte, mais que M. Magnin a d'ailleurs très bien fait de conserver d'après le manuscrit.

ce berceau il ne l'a pas agrandi; de légendes dramatiques il n'a pas fait les chefs-d'œuvre de Sophocle. Indiquant le pédantisme et la recherche de certains passages, et la mode de cette dialectique absurde qui s'élaborait dans les couvens, il n'a pas abusé de ces défauts pour jeter une réprobation injuste sur le xe siècle. Cette modération, cette sobriété, lui ont permis de bien voir et de bien analyser le talent original de la religieuse. Un autre mérite dont il faut lui tenir compte, c'est de montrer les points de vue sans les épuiser, de faire penser le lecteur au lieu de forcer sa croyance, de féconder la méditation sans présenter les objets, les faits et les personnages sous un jour artificiel.

On se demande pourquoi les œuvres de ce genre, amusantes et sévères, piquantes dans leur simplicité, deviennent si rares. On publie cependant des milliers de volumes par année. Les livres ne manquent pas, ni les prétentions au savoir et au beau style. Toutes les intelligences sont éveillées, toutes veulent jouir, la plupart créer; c'est un prurit universel et un avortement qui se tourne en règle et en habitude. Rien ne mûrit; chacun se hâte, chacun s'élance. Un savoir indigeste, recouvert d'un coloris ardent et cru, est servi précipitamment à un public aussi pressé de lire que l'auteur est impatient de faire éclater son nom. Dans le roman, cette précipitation lâche les écluses journalières des fictions intarissables qui nous inondent. Un livre sérieux et amusant, publié au milieu de cette fécondité de mauvais aloi, mérite bien d'être remarqué. Tel est le livre de M. Magnin. Plusieurs questions graves sont éclairées par ce travail, auquel le savoir et le goût ont une part égale, dont la forme est excellente, et où les esprits d'élite étudieront désormais la religieuse du xe siècle, — ame passionnée et esprit supérieur, qui croyait imiter Térence et qui annonçait Racine.

PHILARÈTE CHASLES.

STATUE ÉQUESTRE

DE

M. LE DUC D'ORLÉANS

DE M. MAROCHETTI.

J'ai cherché long-temps, mais inutilement, de quel côté je devais regarder l'œuvre nouvelle de M. Marochetti, pour la bien comprendre, et entrer vraiment dans la pensée de l'auteur. Tous mes efforts, bien que sincères et persévérans, ont échoué contre la singularité de la composition. J'ai d'abord regardé de face la statue équestre du duc d'Orléans, et qu'ai-je vu? Un cheval coiffé d'un chapeau militaire. Ceci n'est point une plaisanterie, et chacun peut facilement vérifier tout ce qu'il y a de sérieux dans mes paroles. Je ne fais qu'énoncer, très simplement et sans la moindre intention de raillerie, l'impression que j'ai reçue. En venant du pavillon de l'Horloge, il est littéralement impossible d'apercevoir la tête du cavalier. Or, si je ne me trompe, le cavalier devait être le personnage principal de la composition. M. Marochetti ne pouvait-il donner au cheval un mouvement qui découvrît le visage du duc d'Orléans, et n'obligeât pas le spectateur à d'inutiles efforts pour l'apercevoir? Quelque bienveillantes que soient les dis-

positions avec lesquelles on arrive devant l'œuvre nouvelle de M. Marochetti, ce premier désappointement jette dans l'ame du juge le germe d'une sévérité trop bien justifiée par l'analyse attentive de la composition. Poursuivons, et plaçons-nous à droite de la statue en tournant le dos à la Seine. Si nous cherchons le visage du cavalier, nous ne sommes pas plus heureux que la première fois. A peine pouvons-nous apercevoir un profil perdu; le seul dédommagement qui nous soit offert, c'est de nous assurer que le prince n'est pas solidement assis sur son cheval, que le corps est beaucoup trop en arrière, et qu'un brusque mouvement pourrait le désarçonner. Cette seconde épreuve n'est donc pas plus favorable que la première, et ne condamne pas moins clairement le goût du statuaire. Si nous tournons le dos à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, que voyons-nous? Un assemblage singulier qu'il nous serait difficile de caractériser. La queue du cheval est attachée de telle façon, et se combine si étrangement avec l'attitude du cavalier, qu'on ne sait d'où elle sort. Cette troisième impression n'est donc pas plus heureuse que la seconde. Plaçons-nous maintenant à gauche de la statue, et tournons le dos à la rue du Coq. Enfin nous apercevons le visage du prince, et nous pouvons étudier à loisir l'expression que M. Marochetti a voulu lui donner. Mais quelle singulière coiffure, quelle maladresse dans la manière de placer le chapeau militaire! En regardant la statue de face, nous ne pouvions distinguer le visage du cavalier; maintenant le cavalier nous semble coiffé d'une casquette. Assurément le chapeau militaire d'un lieutenant-général n'a rien qui se prête aux exigences de la sculpture, nous sommes disposé à le reconnaître et nous le proclamons volontiers; mais tout contraire qu'il soit aux conditions générales de l'art, malgré l'ensemble disgracieux des lignes qu'il présente, ce chapeau, placé naturellement, c'est-à-dire de façon que l'axe de la coiffure corresponde à l'axe de la tête, ce chapeau, sans plaire à l'œil, n'a du moins rien de ridicule, tandis que la coiffure choisie par M. Marochetti amène le rire sur les lèvres des juges les plus indulgens. Et puis, était-il bien nécessaire de mettre sur la tête du prince ce malencontreux chapeau, n'importe de quelle manière? N'était-il pas cent fois plus raisonnable et plus naturel de découvrir la tête du cavalier, et de lui mettre le chapeau à la main? Et pourquoi, je vous le demande, pourquoi multiplier sur ce chapeau les détails et les ornemens, au point de le rendre dix fois plus lourd? Ne pouviez-vous, ne deviez-vous pas simplifier le modèle que vous aviez sous les yeux? Pourquoi copier servilement, mesquinement,

toutes les broderies du chapeau d'ordonnance, et vouloir exprimer avec l'ébauchoir des détails que le pinceau dédaignerait, et que le bronze ne peut rendre sans faire tort au masque du personnage, en distrayant l'attention? Placé comme nous le sommes maintenant, nous pouvons embrasser d'un regard tous les défauts, et je voudrais pouvoir dire toutes les qualités de la composition. Malheureusement le feutre du chapeau et la chair du visage sont exécutés de la même manière; il y a dans ces deux morceaux une telle uniformité de travail, qu'ils semblent faits de la même matière, c'est-à-dire, en deux mots, que le bronze n'a su représenter ni le feutre ni la chair. Il n'y a dans la physionomie du prince ni l'ardeur ni la vie qui conviennent à un homme de son âge, et que le spectateur cherche naturellement dans l'héritier du trône. Parlerai-je du bras qui tient l'épée? Il serait difficile d'imaginer un mouvement plus gauche et moins militaire. On ne peut pas dire que le bras abaisse l'épée; il semble que l'épée soit trop lourde pour le bras qui la porte, pour la main qui la tient, et que son poids oblige le bras à s'étendre. Le bras et l'épée ne forment ainsi qu'une seule ligne qui déplaît à l'œil, à quelque point de vue que l'on se place.

Ce que j'ai dit du chapeau d'ordonnance, je le dirai, je dois le dire, de l'uniforme. Assurément l'habit militaire du XIXe siècle n'a rien de sculptural; mais il était possible de l'interpréter sans le dénaturer, et d'enrichir ce qu'il a de mesquin et d'ingrat. Il fallait, pour atteindre ce but, élargir les basques de l'uniforme, et ne pas serrer la poitrine du cavalier comme dans un corset. Le ventre du prince est trop gros et manque de jeunesse. C'est une faute de goût que rien ne saurait justifier, qui, toutefois, blesserait moins vivement, si le statuaire eût pris soin de donner plus d'ampleur à l'uniforme, et n'eût pas emprisonné le corps du prince de façon à donner au ventre dix ans de plus qu'à la poitrine. J'ai beau chercher quelles sont les qualités de cette œuvre, je ne puis réussir à les découvrir. Ignorans ou éclairés, étrangers à l'étude des monumens de l'art ou familiarisés depuis longtemps avec les œuvres les plus importantes de la statuaire, les spectateurs, en contemplant la composition de M. Marochetti, ne peuvent exprimer une pensée indulgente. Le cavalier qu'il nous montre est mal assis sur sa monture, mal coiffé, étouffé dans son uniforme, tient gauchement son épée, et sa physionomie n'exprime aucun sentiment précis et définissable. Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de deviner ce qu'il veut et ce qu'il pense. Est-ce la majesté du commandement, l'ardeur militaire ou la sérénité de l'espérance que

M. Marochetti a voulu retracer? Bien hardi serait, à mon avis, celui qui se prononcerait pour un de ces trois sentimens. Quant à moi, je l'avoue franchement, je n'ai pas su deviner l'intention de M. Marochetti. Je ne vois dans le cavalier qu'il nous donne pour le duc d'Orléans qu'un visage vulgaire, dont les yeux ne regardent pas et dont la bouche ne saurait parler. Ce masque immobile ne me dit rien; et s'il fallait absolument baptiser l'expression de ce visage muet, je ne trouverais dans le vocabulaire entier de notre langue qu'un seul mot capable d'exprimer fidèlement ce que je crois y découvrir. Ce mot, chacun l'a déjà deviné, et je pourrais me dispenser de le dire : le visage du prince respire l'ennui. Si donc M. Marochetti, par une série de réflexions que j'ignore et dont je ne saurais pénétrer le mystère, a été amené à vouloir exprimer les soucis de la grandeur et l'ennui du commandement, je suis forcé de confesser qu'il a parfaitement réussi. Serait-ce donc là ce qu'il aurait voulu?

Le cheval vaut-il mieux que le cavalier? Avons-nous devant les yeux un vrai cheval de bataille? La tête, le corps et les membres appartiennent-ils à la même race? Ont-ils le même âge? M. Marochetti, obéissant à une doctrine si souvent et si aveuglément prêchée, n'a-t-il pas réuni, par un étrange caprice, des élémens qui ne sauraient s'accorder entre eux? N'a-t-il pas juxtaposé violemment, sans réussir à les combiner, des fragmens choisis sans discernement, et qui par leur nature sont incapables de former jamais un tout harmonieux? Ces questions, posées clairement, ne sont pas difficiles à résoudre. Il suffit, en effet, de considérer attentivement le cheval que monte le duc d'Orléans pour s'apercevoir que la tête et les cuisses n'appartiennent pas à la même race. En modelant la tête, M. Marochetti pensait aux courses de Chantilly; en modelant les cuisses, il copiait un cheval de brasseur. Le type de la tête semble inspiré par le désir de plaire au jockey-club; le type des cuisses est celui d'une jument normande. Les yeux sont enchâssés, les narines se dilatent comme dans un étalon arabe; les plans musculaires des cuisses sont divisés comme dans un cheval qui traîne toujours un pesant fardeau, et n'a jamais couru, ne courra jamais. Entre la tête et les cuisses il n'y a pas seulement désaccord, il y a contradiction. M. Marochetti a-t-il pu croire un seul instant que la tête et les cuisses fussent de la même race? Je ne le pense pas. Il ne s'est pas trompé à ce point. Il n'a pas compris le danger de la théorie dont nous parlions tout à l'heure, et, une fois engagé dans une fausse voie, il a cru devoir aller jusqu'au bout. Il a entendu dire autour de lui, il a lu peut-être dans quelques livres qui jouissent

d'une autorité usurpée, que, pour faire un beau cheval, pour composer un type idéal de force et d'ardeur, il faut choisir dans la nature réelle les élémens épars dont la réunion constitue la beauté; et, s'attachant au sens littéral de cette maxime, qui par elle-même est fort incomplète et a besoin d'être fécondée par l'interprétation, il a négligé une des parties les plus importantes de la tâche imposée à tous ceux qui veulent créer, qu'ils s'appellent peintres, poètes ou statuaires. Il a choisi sans se demander si les élémens qu'il choisissait étaient unis entre eux par une parenté lointaine ou prochaine, et s'ils pouvaient s'assembler sans violence, s'ils pouvaient se coordonner et se fondre de façon à dissimuler la diversité de leur origine. C'est pour n'avoir pas connu ou pour avoir oublié l'importance profonde de cette vérité, que M. Marochetti est arrivé à modeler un cheval dont la tête et les cuisses s'accordent si mal et se contredisent si formellement. Ce n'est pas tout : les extrémités des membres postérieurs et antérieurs ne s'accordent pas davantage entre elles. Les extrémités des membres antérieurs appartiennent évidemment à un cheval de course; les extrémités des membres postérieurs appartiennent à un cheval de trait. C'est la même faute engendrée par la même ignorance ou le même oubli. La flexion du membre antérieur gauche offre une ligne désagréable, et ne convient pas au type que le statuaire devait réaliser, au type du cheval de bataille. Enfin, le mouvement combiné des quatre membres présente au regard une confusion fâcheuse, et, si l'on veut prendre la peine de l'analyser, on verra qu'il ne réunit pas les conditions d'un équilibre solide.

Outre la violation du principe d'unité, dont l'importance ne saurait être méconnue, M. Marochetti a commis encore une autre faute. Il a demandé à son art ce que son art ne peut donner; il a voulu trouver sous l'ébauchoir ce qui ne peut se produire que sous le pinceau. L'erreur que nous reprochons à M. Marochetti est aujourd'hui malheureusement populaire, parmi ceux qui produisent comme parmi ceux qui jugent; on rencontre dans les ateliers bon nombre de gens qui la partagent, et s'imaginent, de la meilleure foi du monde, qu'ils ont fait une belle statue quand ils ont réussi à indiquer dans le marbre ou dans le bronze un effet que l'œil est habitué à trouver sur la toile. C'est tout simplement une des bévues les plus lourdes qui se puissent faire. Chaque forme de l'art a son but et ses moyens qui ne sauraient être méconnus impunément. Chercher l'*école d'Athènes* dans le marbre, ou le *Laocoon* sur la toile, est une tentative que le goût réprouve, et qui ne peut aboutir qu'à des œuvres puériles. C'est en cherchant la pein-

ture dans la statuaire que M. Marochetti a creusé dans les cuisses de son cheval des sillons exagérés; c'est en poursuivant ce but insensé qu'il a marqué l'aine par une entaille monstrueuse. Toutes ces puérilités trouveront sans doute des apologistes fervens. On dira que M. Marochetti a obtenu un effet pittoresque, et son erreur sera louée comme une trouvaille. Quant à nous, à cet égard, nous ne conservons pas l'ombre d'un doute; nous savons depuis long-temps ce qu'il faut penser de ces empiètemens de la statuaire sur le terrain de la peinture, et réciproquement. Cette prétendue hardiesse n'est pour nous qu'un pur enfantillage, qui mérite à peine d'être discuté.

Pour être juste, pour dire toute notre pensée, pour indiquer nettement le rang auquel peut prétendre l'œuvre de M. Marochetti, nous devons ajouter qu'elle n'est pas monumentale. C'est une composition *de genre* exécutée, on ne sait pourquoi, dans des proportions qui veulent un style tout différent. C'est un joujou aperçu à travers une lunette; mais le grossissement n'ajoute absolument rien à la valeur de l'œuvre. Loin de là; bien des défauts qui passeraient peut-être inaperçus, ou qui du moins échapperaient aux yeux de la plupart des spectateurs, se montrent ainsi à l'œil le moins exercé avec une irrésistible évidence. Ce qui manque en effet à la statue du duc d'Orléans, c'est surtout l'élévation du style. Cette absence d'élévation est d'autant plus frappante, blesse d'autant plus sûrement, que les proportions choisies par M. Marochetti ne permettent aucune tricherie, aucun escamotage. Incorrection, vulgarité, rien ne peut être dissimulé; tous les élémens de la composition se laissent apercevoir si clairement, que l'indulgence devient impossible. On a beau faire, l'attention est provoquée, harcelée par toutes les lacunes, par toutes les erreurs qui fourmillent dans cette œuvre, si petite par le style, et agrandie sans raison. Pour que l'œuvre de M. Marochetti fût vraiment monumentale, pour que la proportion fût justifiée par l'idée, il aurait dû concevoir et ordonner l'attitude du cavalier, les mouvemens du cheval, de façon à présenter partout à l'œil satisfait des lignes simples et harmonieuses, un ensemble grave et facile à saisir; il aurait fallu que chaque ligne, chaque mouvement eût une raison d'être, et relevât de la réflexion, de la volonté, au lieu d'appartenir au hasard. Or, y a-t-il rien de pareil dans l'œuvre de M. Marochetti? L'auteur pourrait-il justifier victorieusement l'attitude du cavalier, les mouvemens du cheval? Oserait-il dire qu'il s'est préoccupé sérieusement du choix et de l'harmonie des lignes? Il a fait avec l'ébauchoir ce que fait Victor Adam avec son crayon, il a fait tout au plus un croquis en bronze.

Je voudrais pouvoir louer les bas-reliefs placés sur le piédestal de la statue; mais je ne pourrais les louer sans trahir la cause de la justice; car je retrouve dans ces bas-reliefs tous les défauts que j'ai signalés dans la statue. Ici encore M. Marochetti a confondu, par un étrange aveuglement, les conditions de la statuaire et les conditions de la peinture. La méprise, quoique moins choquante, n'est pas moins réelle. Le *Passage des Portes de Fer* et le *Passage du Col de Mouzaïa*, tels qu'il les a conçus, seraient tout au plus acceptables comme tableaux, mais ne peuvent être acceptés comme bas-reliefs. Si ces deux compositions étaient signées du nom de Raffet et dessinées sur la pierre lithographique, la critique ne serait certainement pas réduite au silence; car Raffet, quant au mouvement des masses, quant à la clarté, quant à l'énergie, a souvent fait beaucoup mieux. Toutefois l'indulgence serait permise. Mais ce qui peut être pardonné aux caprices du crayon ne saurait être pardonné à l'ébauchoir. Malheureusement, en composant ces deux bas-reliefs, M. Marochetti ne paraît pas avoir entrevu un seul instant la différence profonde qui sépare la statuaire de la peinture. Il a disposé ses personnages comme si la couleur devait se charger de traduire sa pensée, et ne s'est pas préoccupé des conditions spéciales imposées au bas-relief. Il y a dans ces deux pages de sculpture de véritables trous que le goût ne peut absoudre. Il n'y a pas un élève de l'Académie qui ne sache très bien ce que M. Marochetti semble ignorer. Il y a des personnages entiers qui se détachent du fond et s'enlèvent presque en ronde-bosse, tandis que d'autres personnages, quoique voisins des premiers, comme le démontre évidemment la proportion que l'auteur leur a donnée, sont engagés presque tout entiers dans le fond, et semblent vouloir s'éloigner de l'œil du spectateur. Les conditions dont je parle sont tellement élémentaires, que j'ai peine à m'expliquer comment M. Marochetti les a méconnues. Il ne s'agit pas ici en effet d'une question de style, pas même d'une question de grammaire, mais tout simplement d'une question d'alphabet, ou, si l'on veut, de syllabaire. Violer les conditions dont je parle équivaut à ne pas savoir épeler. Tous les sculpteurs, au début de leurs études, pendant les premiers mois qu'ils passent à l'atelier, apprennent de la bouche de leur maître l'importance du principe que M. Marochetti a traité si cavalièrement. Assurément je ne conseillerais à personne de copier les cavaliers des Panathénées, lorsqu'il s'agit de reproduire quelque épisode de nos guerres d'Afrique; mais il y a dans les bas-reliefs du Parthénon un enseignement qui domine tous les temps et tous les lieux, et qui peut

s'appliquer avec une égale justesse à toutes les compositions sculpturales, quelle que soit l'histoire où l'artiste ira chercher ses inspirations. Dans cette frise glorieuse, éternel sujet de méditation et d'étude pour tous ceux qui aiment ou pratiquent la statuaire, la succession des plans et le relief des personnages sont coordonnés de façon à ne laisser aucun vide, et présentent à l'œil du spectateur un ensemble facile à saisir. Dans les bas-reliefs de M. Marochetti, la violation de ce principe fondamental ôte à la composition toute espèce d'intérêt. L'œil distrait se promène d'un point à un autre sans savoir où s'arrêter. Il se fatigue à chercher le centre de la composition, sans pouvoir jamais le trouver. Le procédé pittoresque adopté par M. Marochetti ne permet pas au regard de se reposer. J'ai long-temps contemplé les *Portes de Fer* et le *Col de Mouzaïa;* j'ai tâché de deviner quelle a pu être la pensée de l'auteur, sur quel point il a voulu que se fixât principalement l'attention, et après de vains efforts je suis arrivé irrésistiblement à cette déplorable conclusion : M. Marochetti n'a pas cru à la nécessité de montrer clairement sur quel point doit d'abord se concentrer l'attention avant d'aborder les détails d'une importance secondaire. Il serait donc absolument inutile d'interroger plus long-temps ces deux bas-reliefs, et de leur demander ce qu'ils ne peuvent nous dire. Il n'y a dans aucune de ces deux pages une idée-mère de laquelle relèvent tous les élémens de la composition. C'est une série de personnages et rien de plus.

Y a-t-il au moins dans chacun de ces personnages une élégance, une sévérité, une correction de dessin qui les recommandent à l'admiration, ou seulement à l'indulgence? Ces cavaliers et ces fantassins, qui semblent placés là plutôt par le hasard que par la volonté, sont-ils conçus et modelés de façon à contenter l'œil du spectateur? Y a-t-il dans le *Passage des Portes de Fer* ou du *Col de Mouzaïa* une figure dont le mouvement soit vrai et s'explique naturellement? Il serait difficile de se prononcer pour l'affirmative. Les meilleures figures ne sont que des à peu près. Les qualités qu'un œil indulgent peut y découvrir ne sont pas assez solides, assez complètes, pour imposer silence à la critique; et à côté de ces figures, combien d'autres ne se distinguent que par l'exagération, la gaucherie ou l'incorrection! Dans le *Passage des Portes de Fer*, il y a des fantassins qui rappellent les soldats de plomb si chers aux écoliers. Il est presque impossible de deviner le corps sous le vêtement. Les membres sont attachés de façon à dérouter toutes les notions acquises par l'étude attentive de la réalité. Dans le *Passage du Col de Mouzaïa*, il y a un cavalier dont

le mouvement semble destiné à parodier le mouvement exécuté par le cheval sur lequel il veut s'élancer. Ce merveilleux détail se trouve dans la partie droite du bas-relief. La jambe gauche du cavalier forme un angle absolument pareil à celui que forme le membre antérieur gauche du cheval. Si M. Marochetti a voulu faire une gageure contre le goût et le bon sens, nous devons avouer qu'il l'a gagnée.

Que dire du style de ces deux bas-reliefs? Dans de pareilles compositions il n'est pas question de style; l'auteur, nous le croyons du moins, n'y a pas songé. Il considère sans doute le style en sculpture comme une de ces vieilleries académiques bonnes tout au plus à tourmenter la jeunesse des écoles. L'allure indépendante de son esprit ne peut se plier à de si mesquines exigences. Si tel est le fond de sa pensée, il faut reconnaître qu'il l'a clairement révélé dans ces deux bas-reliefs, car il n'y a pas une figure qui puisse être accusée de la moindre prétention au style. Les meilleurs morceaux ne sont qu'un souvenir incomplet de la réalité; mais M. Marochetti n'a pas essayé une seule fois d'interpréter, d'agrandir, d'idéaliser ce qu'il avait vu. Il a constamment évité le style comme un danger; il s'est toujours tenu en garde contre tout ce qui pouvait ressembler au travail de la pensée sur la réalité, à l'interprétation du modèle; il a veillé sur lui-même avec une attention assidue, et sa persévérance a été dignement récompensée. Il n'a pas toujours été réel, il s'en faut de beaucoup; mais aussi il n'a pas à se reprocher une seule figure qui mérite le nom de belle. Il n'a pas mis dans le bronze tout ce qu'il a vu, ou plutôt tout ce qu'il aurait dû voir; mais il n'y a rien mis qui appartînt exclusivement à sa pensée. Son talent, dans ces bas-reliefs, se compose de deux choses: un œil qui ne voit pas très bien, et une main qui copie assez mal.

Les défauts nombreux que nous avons signalés dans l'œuvre nouvelle de M. Marochetti ne nous causent d'ailleurs aucune surprise, car les précédens ouvrages de l'auteur présageaient assez clairement ce qu'il pourrait faire, ce qu'on devait attendre de lui. La médiocrité incontestable de la statue du duc d'Orléans n'étonnera donc que les personnes absolument étrangères à l'histoire des artistes contemporains. Quant à ceux qui, par goût ou par profession, suivent attentivement le développement des arts du dessin, cette statue ne leur apprendra rien sur le mérite de l'auteur. Le statuaire qui a signé la *Bataille de Jemmapes*, le groupe de la Madeleine, le *Philibert-Emmanuel*, était naturellement, nécessairement condamné à faire ce qu'a fait cette année M. Marochetti. Avant de signer la *Bataille de Jemmapes*, un des bas-reliefs de l'arc de l'Étoile, M. Marochetti jouissait d'une obscurité

parfaitement légitime. Une occasion éclatante lui fut offerte pour montrer ce qu'il valait, et il en a profité selon ses forces. Il n'avait rien à dire, il n'a rien dit : il n'était pas capable de composer une bataille, et il l'a prouvé. Après cette première démonstration, les esprits les plus exigeans n'avaient plus rien à lui demander pour s'édifier sur la valeur de son talent; l'évidence des preuves était tellement lumineuse, que le doute n'était plus permis qu'aux aveugles. Je conçois sans peine que le roi de Sardaigne ait demandé à M. Marochetti la statue de Philibert-Emmanuel, car le roi de Sardaigne n'a pas vu la *Bataille de Jemmapes;* mais j'ai peine à comprendre qu'on ait pu confier à M. Marochetti un travail aussi important que le groupe de la Madeleine, après avoir vu dans le *Philibert-Emmanuel* l'éclatante confirmation d'une vérité déjà démontrée surabondamment par la *Bataille de Jemmapes.* Je sais qu'il s'est trouvé des voix nombreuses pour louer la statue placée aujourd'hui sur la place Saint-Charles, à Turin; le bruit de ces louanges n'a pas ébranlé un seul instant notre conviction. Cette composition, assez adroitement conçue pour un tableau de genre, mais d'ailleurs dépourvue de toute élévation de style, ne satisfait à aucune des conditions de la statuaire et n'a rien de monumental. Toutefois je reconnais volontiers que malgré ses défauts elle est supérieure à la statue du duc d'Orléans; mais pour un œil exercé cette différence n'est pas très grande. Le *Philibert-Emmanuel*, comme le *Duc d'Orléans*, est d'un style mesquin; seulement, dans le premier de ces ouvrages, l'emphase théâtrale dissimule un peu ce que la gaucherie des mouvemens laisse voir avec trop d'évidence dans le second; et si l'on veut analyser sérieusement chacun de ces deux ouvrages, on y retrouvera la même absence de pensée. Cependant la médiocrité du *Philibert-Emmanuel* n'a pas ruiné M. Marochetti dans l'opinion de ceux qui dispensent les travaux de sculpture; il faut le croire du moins, puisqu'ils ont confié à M. Marochetti l'exécution du groupe placé aujourd'hui derrière le maître-autel de la Madeleine. Si les esprits scrupuleux avaient pu conserver encore quelques doutes à l'égard du talent de M. Marochetti, ce groupe doit leur avoir démontré sans retour ce qu'ils doivent penser. Il est impossible en effet d'imaginer une composition plus nulle sous tous les rapports. La conception est au niveau de l'exécution, et réciproquement. Le personnage principal, la Madeleine, est dans l'attitude d'un prédicateur. La draperie est d'une pesanteur telle qu'on a peine à comprendre comment une femme ne fléchit pas sous un pareil vêtement. Quant au choix des formes, que

cette draperie malheureusement ne réussit pas à dissimuler, il est difficile d'en parler avec indifférence; car la Madeleine a le ventre d'une femme dont la grossesse serait déjà fort avancée. Devine qui pourra quelle a pu être la pensée de l'auteur! Pour moi, je ne saurais le deviner. Les anges qui entourent la Madeleine sont tellement vulgaires, tellement éloignés de la nature céleste qui devrait se révéler dans leurs regards comme dans le choix de leurs formes, que la critique peut se dispenser de les étudier. Les voir, c'est les juger.

Et pourtant, malgré cette triple épreuve, malgré la *Bataille de Jemmapes*, malgré le *Philibert-Emmanuel*, malgré le groupe de la Madeleine, M. Marochetti a été choisi pour modeler la statue du duc d'Orléans. Il a tenu toutes ses promesses, et ceux qui l'ont appelé n'ont pas le droit de se plaindre. Quant à nous, qui avions prévu ce qui arrive, la plainte nous est permise, et nous avons le droit de nous étonner de la fortune singulière de M. Marochetti. Chacune de ses tentatives a été marquée par une chute authentique, et cependant, après chacune de ces tentatives, on lui a ménagé l'occasion de prendre sa revanche; mais il a persévéré dans sa médiocrité, sans jamais se lasser, et sans doute il ne se dispose pas à changer de route, puisque celle où il est engagé depuis dix ans l'a conduit à la richesse.

Il serait donc parfaitement inutile de lui signaler les modèles qu'il doit consulter avant de composer la statue équestre de Napoléon. S'il a négligé ces modèles, lorsqu'il avait à faire les statues de Philibert-Emmanuel et du duc d'Orléans, pouvons-nous espérer qu'il daigne les consulter pour l'œuvre nouvelle dont l'exécution lui est confiée? Le croire serait de notre part un pur enfantillage. Le Marc-Aurèle du Capitole, le Balbus du musée de Naples, les statues équestres dues aux mains savantes de Donatello à Padoue et de Verocchio à Venise ne peuvent rien enseigner qu'à l'artiste convaincu de la nécessité de l'étude. Or, il est probable que cette conviction n'est jamais entrée dans l'esprit de M. Marochetti. Comment douterait-il de sa science, puisque les travaux les plus importans sont réservés à son ciseau, puisque, malgré ses nombreux échecs, le tombeau de Napoléon a semblé seul digne d'occuper son imagination? Les statues équestres que nous venons de nommer pourraient-elles ébranler la confiance de M. Marochetti dans la toute-puissance de son talent? pourraient-elles l'amener à penser qu'il ne sait pas précisément tout ce qu'il devrait savoir? Lui feraient-elles entrevoir la différence qui sépare le style monumental du style anecdotique? Franchement je n'oserais

l'espérer. Pour faire la statue équestre de Napoléon, il ne se croira pas obligé de passer les Alpes et de rajeunir ses souvenirs. Il a vu tous les modèles dont nous venons de parler; et s'il n'en a tiré aucun profit, c'est que sans doute il n'en a pas compris l'importance et la valeur. Tous nos avertissemens, tous nos conseils, ne seraient donc que des paroles perdues. Aussi n'est-ce pas à lui que notre voix s'adresse. Si nous parlons des monumens de l'art antique, des monumens de la renaissance, c'est pour éclairer ceux qui applaudissent, par ignorance, aux œuvres de M. Marochetti. S'ils ne sont pas capables de juger par eux-mêmes, s'ils n'ont pas dans leur pensée un idéal de beauté d'après lequel ils puissent estimer la valeur des œuvres contemporaines, qu'ils appellent à leur secours l'étude des monumens que nous leur indiquons, qu'ils s'instruisent par la comparaison, et que le génie de Donatello leur révèle toute la médiocrité du talent de M. Marochetti. Si l'étude du passé leur a manqué pour juger la statue du duc d'Orléans, qu'ils se dépouillent de leur ignorance, que leurs yeux se dessillent, et qu'ils se tiennent prêts à juger, avec une impartialité sévère, la statue de Napoléon.

GUSTAVE PLANCHE.

REVUE MUSICALE.

Beethoven et sa statue occupent en ce moment, nous ne dirons pas l'Allemagne, mais l'Europe entière. De Coblentz à Mayence, il n'est bruit que de l'exaltation triomphale qu'on prépare au roi de la symphonie. Le vieux Rhin se pavoise de ses plus éclatantes banderoles, le pic du Drachenfels se couronne, en guise de lampions, de barils de poix gigantesques, et l'écho séculaire de Saint-Goar récure sa gorge de granit pour mieux porter au loin les mémorables faits des trois grandes journées. Pour un moment, les fourmilières humaines cachées dans les entrailles du Taunus se dépeuplent; de Schlangenbad, d'Ems et de Wiesbaden, on arrive, on afflue; les murs de Bonn regorgent d'étrangers, et l'on raconte que plus d'un honorable professeur de l'antique Clementina-Augusta, voyant ses pénates envahis, en est réduit à camper à la belle étoile sans autre abri contre l'ophthalmie que le précieux garde-vue vert qui le protége dans ses cours. Fête nationale et populaire à laquelle les souverains et les hommes politiques eux-mêmes vont prendre part : le roi de Prusse reçoit à Stolzenfels la reine d'Angleterre, M. de Metternich arrive au Johannisberg, et M. de Nassau fait endosser à ses soldats leurs habits neufs. Quel congrès que celui-là : Meyerbeer et M. de Humboldt, le prince Metternich et M. Liszt, sans compter les myriades de pianistes accourus des quatre points du globe, et qui certes n'auront garde de perdre une aussi belle occasion de pérorer sur la philosophie de l'art et autres matières transcendantales! Aussi j'admire la candeur de ces braves gens qui vont à Bonn, s'imaginant y devoir entendre des merveilles musicales, quelque symphonie de Beethoven, par exemple, exécutée avec une pompe inouïe. De musique et de symphonie, mais il n'en sera point question; en re-

vanche, on peut s'attendre à des salves d'artillerie, à des vivats frénétiques, à des illuminations et surtout à de solennelles harangues. Au fait, pourquoi M. Liszt se refuserait-il le plaisir, si fort de son goût, de haranguer la multitude? Pourquoi l'honorable pianiste, en attendant que la statue s'y dresse, n'essaierait-il pas le piédestal? A ce compte, la partie oratoire ne saurait manquer. Au discours humanitaire prononcé dernièrement par M. Liszt au château de Saint-Point, il fallait un pendant, le monde attendait : qu'il se rassure, les harangues ne feront pas défaut; et comme cette fois le récipiendaire, en sa qualité de mort, ne risque pas d'interrompre l'éloquent chancelier de la fête, tout porte à croire que nous aurons un document complet que les télégraphes s'empresseront de nous transmettre, car il est bien convenu qu'aux temps où nous vivons le don des langues accompagne infailliblement celui des doigts. Puis, après tant d'homélies et de dissertations, on ira se prélasser, le verre en main, dans l'îlot de Nonnenwerth, transformé pour la circonstance en joyeuse guinguette, où des flots de vin couleront nuit et jour aux frais de l'illustre pianiste. Qui pourrait dire combien de toasts philosophiques seront portés à tous les dieux de l'art, à commencer et à finir par Beethoven? On sablera le Rudesheimer, le Markobrunnen et le Geisenheimer à grand orchestre : trombones, clarinettes et bassons boivent sec, comme chacun sait; aussi frémissons-nous en songeant à la quantité de tonnes qui se consommeront en ces galas opimes et dignes de Pantagruel. Mais pourquoi frémir? cela ne regarde-t-il pas M. Liszt, ou plutôt l'intendant de ses domaines?

Vous connaissez Nonnenwerth, petit îlot situé entre Bonn et Oberwinter, et tout juste assez large pour contenir un vieux cloître devenu la propriété du célèbre pianiste. Là vint se retirer et mourir la blonde et sensible Hildegonde, fille de l'un des plus puissans barons du Rhin. — Hildegonde aime Roland, et, tandis que le chevaleresque neveu de Charlemagne guerroie en Palestine, le bruit se répand qu'il est mort; aussitôt sa fidèle fiancée abandonne le manoir paternel, se réfugie à Nonnenwerth et prend le voile. Cependant la nouvelle était fausse ; le paladin, à peine guéri des sanglantes blessures qui ont fait croire à son trépas, revient de terre-sainte, et lorsqu'il aborde enfin au château du baron : « Vous arrivez trop tard, lui répond le père d'Hildegonde, ma fille s'est unie au Christ. » — Sur la rive droite du Rhin, juste vis-à-vis de Nonnenwerth, s'élève un pic aride et nu (aujourd'hui le Rolandseck); l'amant infortuné s'y construit une hutte; de là son regard plongera nuit et jour dans la cellule où gémit sa pauvre bien-aimée, de là son oreille entendra le son des cloches appelant le cloître à la prière, et distinguera même pendant l'office divin la voix ineffable d'Hildegonde s'élevant vers le ciel sur des nuages d'encens. Un matin, le neveu de Charlemagne, s'éveillant à son ordinaire les yeux braqués sur Nonnenwerth, aperçoit dans le cimetière de la communauté une fosse fraîchement creusée; à cette vue, un affreux pressentiment s'empare de lui; haletant, éperdu, il descend la montagne, traverse le Rhin, heurte à la porte du sanctuaire que pour la première fois de sa vie il se décide à profaner, et la première sœur qu'il interroge lui apprend que la

vierge qu'on ensevelit est Hildegonde. Le lendemain, on aperçut au pic du Rolandseck un cadavre adossé contre la hutte, et dont la paupière immobile était encore fixée sur Nonnenwerth. — Quand Schiller rimait cette légende et donnait, sous le nom du *Chevalier de Toggenburg,* la vie littéraire à la tradition naïve du vieux temps, le grand poète d'Iéna ne se doutait guère qu'avant trente ans un pianiste compterait cette pièce au nombre des archives de son manoir. Pourquoi M. Liszt ne met-il point la ballade de Schiller en musique? Lui qui aime tant à fraterniser avec les philosophes et les poètes trouverait là, ce semble, une occasion toute naturelle de s'approprier définitivement un morceau que la littérature allemande pourrait bien encore vouloir réclamer.

En attendant, Nonnenwerth s'approvisionne de vieux vins et de comestibles pour festoyer dignement Beethoven; invitera-t-on la statue au gala, comme dans *le Festin de Pierre?* C'est pour le coup que le bonhomme Bertram, s'il parcourait les salles du *monastère antique*, pourrait se livrer tout à son aise à son goût du monologue, et dans un plain-chant funéraire reprocher au pianiste hospitalier d'avoir,

Où régnait la vertu fait régner le plaisir!

Que vont dire les saintes sépultures du cloître à ces accens bachiques renouvelés du *Comte Ory?* Que dira surtout l'ombre d'Hildegonde, s'il est vrai qu'elle habite encore *ce séjour,* ainsi que l'affirment certains touristes qui descendaient le Rhin il y a quatre ans, lesquels prétendent l'avoir vue assise, au clair de lune, à sa fenêtre, ses longs yeux bleus noyés de pleurs et sa main amaigrie perdue dans les touffes de ses cheveux blonds? Heureusement, il faut l'espérer, saint Beethoven interviendra, sans quoi le feu du ciel n'aurait qu'à tomber sur le monastère profané.

N'importe, un grand homme de plus aura sa statue, et cette consécration populaire donnée à l'immortel auteur des symphonies vaut bien qu'on se montre indulgent à l'endroit d'une foule de menus détails d'un parfait ridicule. Encore une fois, oublions les prêtres pour le dieu, et, laissant de côté toutes ces vanités puériles qui bourdonnent autour du monument, ne songeons à voir dans ces fêtes si bruyamment carillonnées qu'un solennel hommage rendu à la mémoire de Beethoven. N'admirez-vous point la banalité des temps où nous vivons, et combien c'est une chose facile pour certains esprits, qu'une soif insatiable de notoriété consume, d'occuper l'univers d'eux-mêmes, alors qu'ils semblent le plus se dévouer à la gloire d'autrui? C'est merveille de quel ton dégagé on en use désormais avec la publicité. Aujourd'hui que nous n'avons plus Pégase, la réclame nous tient lieu du coursier du Pinde. On l'enfourche, et pique des deux! Au fait, pourquoi n'en userions-nous pas de la sorte? Puisqu'il est convenu qu'aujourd'hui la publicité est à qui veut la prendre, une fois qu'on la tient, le mieux n'est-il pas de la mener bon train et d'entrer chez la courtisane botté, éperonné, le fouet en main, en petit Louis XIV qu'on est ou qu'on croit être?

Déjà l'Autriche avait décerné à Mozart une statue colossale; vous connaissez le monument de Salzbourg, cette physionomie si profondément empreinte de calme et de sérénité, qu'on se prend à s'écrier à son aspect : Puisque c'est là Mozart, il songe à *Titus* plutôt qu'à *Don Juan*. La Saxe prépare à Weber de semblables honneurs, et voilà désormais Beethoven intronisé à Bonn et prenant place sur le sol natal, vis-à-vis du fameux électeur de la cathédrale. On ne dira plus que l'Allemagne se montre ingrate envers ses musiciens illustres, et remarquez que là-bas du moins on n'attend pas qu'ils soient morts pour leur rendre hommage; je n'en veux d'autre preuve que ce qui se passait à Berlin ces jours derniers, lorsque le roi de Prusse accueillait à sa table avec tant de bienveillance et d'intérêt M. Spohr, dont il venait d'applaudir la partition nouvelle, cet opéra des *Croisés,* qu'on proclame avec enthousiasme le chef-d'œuvre du maître. En France, nous ne connaissons que fort peu l'auteur de *Jessunda* et de *Faust*, et, le connussions-nous davantage, il n'y a point à supposer qu'il nous inspirerait de très vives sympathies. Comme harmoniste, c'est un musicien de premier ordre; quant à la mélodie, telle que les Italiens et nous la comprenons, on serait mal venu de la lui demander. Je ne parle pas de sa manière d'écrire pour les voix, laquelle égale, si elle ne le dépasse, le sublime dédain de Beethoven. C'est partout et toujours de la musique instrumentale, et peut-être ces compositions, qui plaisent si fort aux Allemands, risqueraient-elles, en dépit des beautés éminentes qu'elles renferment, de paraître obscures à des gens qui ne lisent point Hegel dans les entr'actes. S'il était permis de rapprocher les deux extrêmes, je dirais que Spohr est une espèce de Rossini germanique, en ce sens qu'il use sans réserve de ses moyens d'effet, et prodigue les combinaisons harmoniques avec le même luxe et la même fécondité que l'auteur du *Barbiere* et de la *Gazza* ses combinaisons mélodieuses. J'ajouterais que cette musique a les qualités de ses défauts, et que ce style châtié, abstrait, qui pourrait s'appeler en musique le style philosophique, a du moins l'avantage d'exclure toute espèce de platitude, comme il s'en rencontre trop souvent dans les compositions des écoles italienne et française. Entre Beethoven et Spohr, il y a, selon moi, la différence du génie à l'esprit : l'un enthousiasme, l'autre intéresse.

Au nombre des pèlerins qui ont entrepris ces jours derniers la croisade rhénane, on cite M. Léon Pillet; seulement, s'il faut en croire le bruit des journaux, ce n'est point tout-à-fait à Beethoven qu'en voulait M. le directeur de l'Opéra, il s'agissait pour lui d'un but moins pieux et moins désintéressé. Beethoven a beau être un grand homme, il n'en a pas moins cessé d'écrire, et les directeurs de spectacle n'ont guère le loisir de se livrer à ce culte sentimental des morts; si l'auteur de *Fidelio* vivait encore, à la bonne heure! Fût-il même ce vieillard maussade et quinteux que vous savez, je gage que M. Léon Pillet, se trouvant sur les lieux, eût profité de l'occasion pour risquer une démarche; de Cologne à Bonn, il n'y a qu'un pas : malheureusement Beethoven n'existe plus qu'en effigie; et que peut la statue d'un grand

homme, que peut un mort auquel on chante des cantates, pour le directeur d'un théâtre qui demande à vivre? M. Pillet s'est donc arrêté à Cologne, où se trouve en ce moment Meyerbeer, venu à la suite de la cour de Prusse, dont il doit ordonner les concerts pendant la visite de la reine Victoria à Stolzenfels. — Que se passa-t-il pendant cette entrevue? on l'ignore; mais raisonnablement que pouvait-il se passer? L'éternelle question du *Prophète* et de *l'Africaine* sera revenue sur le tapis; peut-être même aura-t-on parlé d'une traduction du *Camp de Silésie?* M. Meyerbeer aura fait des conditions impossibles, M. le directeur de l'Académie royale de Musique aura demandé le temps d'y réfléchir, et l'on se sera séparé en se promettant de se revoir avant six mois dans le cabinet de la rue Lepelletier. Or, vous verrez que d'ici là le roi de Prusse interviendra pour commander à son maître de chapelle quelque divertissement qui rendra de toute nécessité la présence à Potsdam de M. Meyerbeer. Le bénéfice le plus clair que M. le directeur de l'Opéra nous semble devoir recueillir de sa pérégrination administrative aux bords du Rhin, est de s'être procuré le plaisir de voir la cathédrale de Cologne; c'est au clair de lune un magnifique spectacle.

L'an passé, l'Opéra parcourait l'Italie à la recherche d'un ténor, aujourd'hui le voilà traversant l'Allemagne à la poursuite d'une partition. L'Académie royale de Musique produit un peu sur nous l'effet de ces malades auxquels, en désespoir de cause, leur médecin ordonne de voyager; à ce compte, tant de malencontreux chefs-d'œuvre, de débuts avortés, représenteraient les moyens curatifs restés sans efficacité. Puisque rien ne réussit, ni les ouvrages de M. Halévy, ni ceux de M. Niedermeyer, et qu'on se lasse de Mme Stoltz; puisqu'il n'est que trop vrai que M. Barroilhet a besoin de prendre du repos, et qu'on nous reproche de tuer à plaisir, en lui imposant un répertoire au-dessus des conditions de sa nature, la seule voix jeune et fraîche que nous possédions encore, essayons d'une ressource extrême, prenons la poste, et vite allons-nous-en consulter l'oracle des bords du Rhin; mais l'oracle ne se compromet pas, et cette fois, comme toujours, répond par formules évasives. — Sérieusement, quel intérêt peut avoir M. Meyerbeer à livrer une de ses partitions nouvelles à l'administration de l'Opéra? Sa renommée? dit-on; mais la renommée de l'auteur de *Robert-le-Diable* et des *Huguenots* nous semble à un assez bon point pour qu'il lui soit permis d'en jouir à sa manière, et sans qu'on ait le droit de l'interpréter en mauvaise part. D'ailleurs, de ce qu'il ne lui convient pas d'écrire pour Mme Stoltz et Duprez, s'ensuit-il qu'il doive rester dans une inaction absolue? *Le Camp de Silésie*, représenté cet hiver à Berlin avec tant de succès, prouverait le contraire. En outre, le soin même de cette renommée, dont on se montre si généreusement préoccupé, exige qu'avant de livrer chez nous cette bataille proclamée décisive, il ne néglige rien pour s'assurer au moins le plus de chances de succès. Or, nous le demandons, l'état actuel de l'Académie royale de Musique est-il fait pour tenter un maître? Deux ou trois chanteurs isolés s'entourant de sujets recrutés de côté et d'autre, et qui ne se montrent que pour disparaître aussitôt, ne sauraient

constituer une troupe. Comment en on est venu là; que ce soit l'imprévoyance de l'administration ou le hasard des circonstances qui ait produit un pareil état de choses, il ne nous appartient point de le discuter; toujours est-il qu'un musicien aussi haut placé que l'auteur des *Huguenots*, qu'un maître dont la critique épie les moindres mouvemens ne saurait encourir les désavantages de la situation actuelle. Il y aurait, sans aucun doute, un grand parti à prendre : oublier sa propre gloire pour ne songer qu'à venir en aide au théâtre, se dire qu'à force de volonté, de patience et de génie, on finira par rassembler tant d'élémens disjoints, et se recomposer un ensemble, coûte que coûte; en un mot, tenter la fortune en désespéré. Par malheur, les dévouemens de ce genre ne sont plus du temps où nous vivons, et nous doutons fort que M. Meyerbeer se décide jamais à vouloir jouer le rôle d'un Curtius musical. — Ainsi la négociation a manqué, et l'on en est réduit, au retour du voyage, à redemander à son auteur une partition de *David*, qu'on écartait il y a huit jours. L'auteur du *David* en question est un jeune homme tout-à-fait inconnu, que ses amis proclament d'avance un grand maître, c'est trop juste; aussi attendons-nous le chef-d'œuvre avec une impatience d'autant plus vive, que Mme Stoltz y doit représenter le jeune roi des Juifs, ce qui ne nous empêche nullement toutefois de regretter le silence désormais indéfini de l'illustre auteur des *Huguenots;* car, soit dit en passant, prophète pour prophète, nous eussions mieux aimé celui de Meyerbeer.

On se demande ce que fait en des circonstances pareilles M. Donizetti, et comment, lorsque l'inépuisable pourvoyeur se trouve à Paris, une administration théâtrale quelconque peut conserver des inquiétudes sur son hiver. Fussiez-vous le plus abandonné des directeurs de spectacle, l'auteur des *Martyrs* et de *la Favorite* n'a-t-il point dans son écritoire de quoi vous tirer d'affaire en quelques jours? Par malheur, entre l'Académie royale de Musique et M. Donizetti un léger nuage a passé, et la cause de ce nuage est un certain *duc d'Albe* destiné à moisir dans les cartons. Déjà, au sujet de ce *duc d'Albe* que l'administration a jugé à propos de ne point représenter, l'auteur des paroles, M. Scribe, a touché une indemnité pécuniaire assez forte, et maintenant c'est au tour du maestro de réclamer. Quand on aura dûment satisfait à ses conditions, Orphée reprendra sa lyre. Néanmoins, et pour tuer le temps sans doute, M. Donizetti écrit un opéra bouffe qu'il destine au Théâtre-Italien. Le rôle principal est réservé à la Persiani, ainsi l'a voulu M. Vatel; car nous ne pensons pas que M. Donizetti se fût de lui-même montré à ce point oublieux envers la cantatrice qui a si puissamment contribué au succès de son *Don Pasquale*. Durant les deux ou trois saisons dernières, le public dilettante a pu apprécier les incessans services rendus par la Grisi à l'administration. Toujours prête à monter sur la brèche, active, dévouée et vaillante, nous l'avons vue passer du répertoire bouffe au répertoire dramatique, et pousser plus d'une fois l'abnégation jusqu'à se charger des rôles les moins faits à son avantage : le rôle d'Imogène, par exemple, écrit trop haut pour elle, et qu'elle chantait cet hiver uniquement pour faciliter les re-

présentations du *Pirate*. C'est sans doute afin de ménager la voix de sa prima donna et dans le seul intérêt de sa santé qu'un excès de zèle, s'il se renouvelait souvent, pourrait bien compromettre, que M. Vatel travaille en ce moment à préparer à la Grisi de longs loisirs à la saison prochaine. Sur deux opéras nouveaux qui seront représentés cette année, l'un, celui de M. Donizetti, est destiné à la Persiani; quant à l'autre, au *Nabuchodonosor* de Verdi, on vient d'engager tout exprès pour y chanter la partie d'Abigaïl une demoiselle Brambilla dont la renommée n'a jamais, que nous sachions, brillé en Italie d'un lustre bien flamboyant. Personne plus que nous n'aime à voir la troupe du Théâtre-Italien s'enrichir de noms nouveaux; encore convient-il que ces noms aient acquis de la célébrité. De même que nous applaudissions à l'avènement de Ronconi, nous consentirions volontiers à ce qu'on laissât partir la Grisi s'il s'agissait de la remplacer par quelque Malibran, à ce qu'on se défît de M. de Candia pour nous donner Moriani; mais, à vrai dire, ces renouvellemens par en-bas d'une troupe telle que la troupe du Théâtre-Italien de Paris ne nous semblent devoir produire aucun résultat auquel l'art musical soit intéressé. On a l'air de vouloir tout simplement tenter des expériences, de vouloir essayer si, en multipliant les sujets de médiocre importance, on ne parviendra point, en un moment donné, à pouvoir se passer de certain talent de premier ordre dont on aura, du reste, pris grand soin de chercher à déshabituer le public au moyen de toute sorte de petites manœuvres administratives. Pourvu que la présence de Mlle Brambilla n'aille pas nuire au succès de l'opéra de Verdi qu'on promet de nous donner enfin ! Depuis bientôt quatre ans qu'on ne chante en Italie que la musique de Verdi, que ses cavatines et ses duos traînent sur tous les pianos, le temps semblerait en effet venu pour l'administration du théâtre Ventadour de mettre à la scène les partitions du jeune et déjà célèbre compositeur. Ces bons Milanais riraient bien si nous leur disions qu'en France nous en sommes restés à Donizetti! Entre Donizetti et l'Italie musicale contemporaine, il y a toute une école, et c'est justement à cette école qu'appartient Verdi. Une instrumentation toujours serrée, souvent énergique et puissante, une mélodie cherchant l'ampleur et l'expression, plus de développement dans les chœurs et tous les accessoires que n'en comportait l'ancien système, tels sont, à mon sens, les principaux caractères qui distinguent les chefs du mouvement en question. Mercadante semble avoir ouvert la voie avec *la Vestale* et le *Giuramento*, et peu à peu on a vu tous les esprits nouveaux s'engager sur ses traces. En s'attachant comme les autres à la forme adoptée par Mercadante, Verdi semble avoir pris à tâche de consommer le rapprochement entrevu par celui-ci entre la cavatine italienne et le système purement dramatique de l'opéra français. Comme tout continuateur d'un mouvement, il en a exagéré les tendances, de sorte que, si le genre de Mercadante inclinait déjà du côté de nos idées, la manière de Verdi s'y rattache entièrement, tant par la coupe grandiose des morceaux et le style mélodique de ses récitatifs, que par une certaine pompe de décors et de mise en scène à laquelle sa musique se prête

admirablement. Hâtons-nous d'ajouter à la liste de ses mérites un avantage bien remarquable chez un Italien; nous voulons parler du goût qu'il apporte dans le choix de sa phrase, de la façon toute sérieuse dont il la travaille. Verdi n'improvise pas, il compose; aussi ses ouvrages ne se comptent point par centaines. Quatre opéras : *Il Conte di San Bonifacio*, *I Lombardi*, *Ernani*, *Nabuco*, forment à peu de chose près le bagage du jeune maître. Dans *Nabuchodonosor*, que le Théâtre-Italien doit représenter cet hiver, Ronconi chantera le rôle du monarque assyrien, écrit jadis à son intention, et qui lui a valu déjà tant de triomphes; on parle en outre de M. Dérivis pour le personnage du grand-prêtre. Lorsqu'il figurait au nombre des pensionnaires de l'Académie royale de Musique, M. Dérivis possédait, on s'en souviendra, une voix de basse d'une excellente sonorité, mais un peu fruste et rebelle à l'intonation; aujourd'hui cet organe, bien qu'il ait un peu perdu, dit-on, de son timbre métallique, nous revient assoupli par l'étude et la pratique du chant italien, le plus favorable, comme on sait, qu'il y ait au monde pour la voix : on peut donc supposer que des succès d'un nouveau genre l'attendent. Quel dommage que cet interdit ridicule dont nos poètes s'obstinent à frapper les opéras écrits sur des sujets de leur création doive empêcher l'*Ernani* de se produire sur notre scène! Si M. Hugo voulait seulement s'y prêter le moins du monde, tout irait pour le mieux. Il y a là une cavatine de dona Sol qui, chantée par la Grisi, transporterait la salle d'enthousiasme; et quel admirable et pathétique morceau que ce trio final entre Gomez, Ernani et dona Soi! On ne s'imagine pas d'élan plus chaleureux, plus irrésistible; c'est le drame lyrique dans toute la grandeur de l'acception. Une scène pareille exécutée par les chanteurs qu'on a sous la main, Gardoni, Barroilhet et Mme Stoltz, serait capable de conjurer le sort de l'Opéra. On ne cesse de nous répéter que l'Académie royale de Musique périt faute de musiciens; en voici un tout trouvé, l'auteur de *Nabuchodonosor* et d'*Ernani*, un compositeur fait à souhait pour les conditions du genre de notre scène : aussi a-t-on bien garde de s'adresser à lui. Au lieu de vous en aller poursuivre sur les bords du Rhin cette chimérique partition de M. Meyerbeer, il fallait demander à M. Scribe son meilleur poème, et prendre à l'instant la route d'Italie. Verdi, croyez-moi, n'eût point tant fait le difficile, et dans six mois peut-être eussiez-vous eu dans les mains de quoi tenter hardiment la fortune. Mais, non; il nous faut à toute force rester dans l'ornière battue. M. Meyerbeer, M. Donizetti, M. Halévy, nous ne sortons point de là; et si de ces trois maîtres il arrive que les deux premiers se taisent faute de bonne volonté, et le troisième faute d'idées, on ne sait plus à quel saint se vouer, on invoque *le Roi David*.

L'Opéra-Comique a donné, selon la coutume, son ouvrage d'Auber : seulement, chose étrange et qui depuis des années ne s'était vue, cette fois le succès a manqué. Conçoit-on que des hommes aussi experts en matière de théâtre que les auteurs de *la Barcarole* doivent l'être puissent se tromper de la sorte? Comment en pareil cas un musicien n'a-t-il point le courage de dire à son poète :

La pièce que vous m'apportez là est ennuyeuse à dormir debout? Et comment à son tour le poète s'abuse-t-il sur la musique de son compositeur au point de ne pas s'apercevoir que cette partition ne contient que des redites? Entre gens de tant de talent et d'esprit, il faudrait savoir se confier certaines vérités. Par malheur, les choses se passent autrement : au lieu de se critiquer, on s'encourage; au lieu de se conseiller, on s'applaudit, et l'on arrive ainsi, bras dessus bras dessous, devant le public, qui s'imagine être pris pour dupe, et tourne le dos sans façon. Avouons-le, M. Scribe n'est pas cette année en veine d'opéras-comiques; deux exemples viennent de nous le prouver coup sur coup. Après *la Barcarole, le Ménétrier!* en vérité, on croirait presque à une gageure. Remarquez cependant qu'ici le spirituel écrivain avait toute raison de se montrer soigneux de réussir et d'user de scrupules envers son musicien. Qu'on se néglige une fois par hasard envers un maître aussi choyé, aussi applaudi, aussi gâté de tous que l'est M. Auber, la faute en somme peut se réparer, il ne tient qu'à l'auteur de *la Barcarole* de prendre sa revanche avant six mois, et puis M. Auber a derrière lui son passé glorieux, qui le sauvegarde contre les éventualités fâcheuses d'un échec. Tels ne sont point les priviléges de chacun, n'a pas qui veut son lendemain, et quand un compositeur encore à son début, quand un homme plein de zèle et d'amour pour son art, tourmenté du besoin de se produire, a recours à vous pour entrer en communication avec ce public dont il rêve de loin les applaudissemens et les couronnes, il y a conscience à tromper ainsi son espoir, et pour ma part, il me semble que j'estimerais plus un refus net et franc que ces offres de service qui, en fin de compte, ne sont qu'une manière de se décharger aux dépens des nouveau-venus d'un fond de sac dont les anciens ne veulent peut-être pas.

Le poème du *Ménétrier* étant donné, il ne restait au compositeur qu'un seul moyen de se tirer d'affaire : étouffer ce poème sous la musique et couper net, à grand renfort de violons et de trombones, aux banalités de cette action sans intérêt. Le procédé peut réussir; Beethoven l'a prouvé dans *Fidelio;* il est vrai de dire qu'il y avait au fond de cette idée absurde du bonhomme Bouilly un élément de sentimentalité dont un grand poète, dont le chantre des symphonies devait finir par tirer un parti sublime. Sous ce sol ingrat que creusait l'ongle du lion, on pouvait pressentir la source des larmes. Mais que faire d'un sujet dépourvu de caractère et de passion, où la musique, au lieu d'être servie par les combinaisons du drame, semble n'avoir pour tâche que d'en déguiser la triste contexture? Vous avez vu ces gens qui prennent la parole pour empêcher leur voisin de dire une sottise : de même dans cet opéra du *Ménétrier*, lorsqu'il voit que son personnage va perdre contenance, M. Labarre se met à chanter, et voilà un air; si, au lieu d'un personnage, il y en a deux, c'est un duo, et ainsi de suite. Je le répète, la musique du *Ménétrier* a, selon moi, l'avantage énorme d'en faire oublier le poème; c'est tout simplement une symphonie que M. Labarre a composée là, une symphonie très habilement écrite, semée de traits d'orchestre d'un goût

parfait, et dont plus d'une intention mélodieuse éclaire le fond. Reste à savoir si les habitués de l'Opéra-Comique s'accommoderont de ces duos à large coupe, de ces morceaux d'ensemble si amoureusement développés. Nous-même, quelles que soient nos sympathies pour la grande musique, nous doutons que l'atmosphère du théâtre Favart lui convienne beaucoup; ces développemens qu'on aime à lui voir prendre au Théâtre-Italien comme à l'Académie royale paraissent ici hors de saison; les conditions du genre, la voix des chanteurs, tout s'y oppose. C'est pourquoi nous aurions voulu peut-être une forme plus dégagée, plus svelte, quelque chose rappelant davantage, non pas Hérold ou M. Auber, mais le faire si mélodieux du musicien de *la Révolte au Sérail* et de tant de compositions si agréablement faciles. M. Labarre est homme à profiter de l'expérience, et, pour peu qu'un bon poème lui vienne en aide, les qualités de mise en œuvre ne sauraient lui manquer à la première occasion. La verve y est, nul ne le conteste; il s'agit maintenant d'en modérer l'essor, de se rogner le bout des ailes.

Nous ne terminerons pas sans dire un mot d'un très charmant ballet représenté à l'Académie royale de Musique cette semaine. Les auteurs du *Diable à quatre*, en s'inspirant du motif de l'opéra de Sedaine, ont ingénieusement combiné leur action pour la danse, je dis leur action, car le poème nouveau, bien que la féerie intervienne, se rapproche plus du *Diable boiteux* que de *la Sylphide* et de *Giselle*, les chefs-d'œuvre du ballet de pure fantaisie. Ajoutons que la Carlotta, dans le principal rôle, y fait des prodiges. Jamais Fanny Elssler à ses meilleurs jours n'eut plus de grace et d'élégance, plus d'expression dans le regard et d'harmonie dans toute sa personne: voilà pour l'actrice; que serait-ce si nous parlions de la danseuse, qui hier à Londres tenait tête à la Cerrito, et laissait si loin derrière elle cette pauvre Taglioni, qu'on se prenait à soupirer à l'idée du néant de la gloire théâtrale! La musique du *Diable à quatre* est de M. Adam, et ne manque à coup sûr ni d'adresse ni d'habileté; mais quel plaisir peut donc trouver l'auteur du *Postillon de Lonjumeau* à dépenser en si menue monnaie son imagination, sa verve et son esprit? N'a-t-il, par hasard, rien de mieux à faire? Je n'aime pas voir un poète passer sa vie à rimer des logogriphes. Que M. Adam y prenne garde, à force d'éparpiller ses motifs en toute sorte de pas de deux, il finira par ne plus lui en rester pour ses partitions. Déjà même, quand on se souvient de ses derniers ouvrages dramatiques, de *Richard en Palestine* par exemple, et qu'on entend la musique de *Giselle* et du *Diable à quatre*, on se demande si ce ne sont point là ses véritables opéras.

***

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1845.

Le parlement anglais vient d'être prorogé jusqu'au 2 octobre. Malgré plusieurs discours prononcés par les chefs de l'opposition, les dernières séances ont présenté peu d'intérêt. Dans la chambre des communes, lord Palmerston a fait un effrayant tableau de notre puissance militaire, et a conjuré sir Robert Peel de prendre des mesures contre le danger imminent d'une invasion française. Notre marine, suivant le noble lord, est supérieure à la marine anglaise, et nous avons une flotte à vapeur capable de transporter en un jour deux cent quatre-vingt-dix mille hommes sur les côtes britanniques. Comme on peut le penser, ces étranges assertions, débitées avec un grand sang-froid par lord Palmerston, ont fait sourire son auditoire, et sir Robert Peel n'a pas eu de peine à les réfuter.

Dans une autre séance, lord Palmerston a parlé de la Grèce; c'était un sujet plus sérieux et plus digne de l'attention du parlement. Le noble lord a blâmé en termes amers l'administration de M. Coletti. Il attribue au gouvernement français tout ce qui se passe en Grèce. Il reproche au cabinet britannique de ne pas intervenir dans les affaires du pays, et d'y laisser décroître son influence. Lord Palmerston voudrait que l'Angleterre, usant rigoureusement de son droit, exigeât du gouvernement grec le paiement des intérêts de sa dette sur le produit de l'impôt. Sir Robert Peel s'est montré plus généreux et plus juste. Sans aucun doute, les puissances qui ont garanti la dette du royaume grec auraient le droit de saisir ses revenus, afin d'obtenir le remboursement de l'arriéré; mais c'est un droit dont elles n'useront qu'à la dernière extrémité. De même aussi, par la raison qu'elles sont responsables des suites de leur protectorat, les puissances qui ont fondé le royaume grec, et qui ont garanti l'intégrité de son territoire, peuvent intervenir dans les affaires du pays : c'est leur intérêt, c'est leur droit de surveiller attentivement sa marche, puisqu'elles sont exposées à subir les conséquences des

fautes qu'il peut commettre; mais cette intervention exige beaucoup de ménagemens. La Grèce ne doit être administrée que par elle-même. On peut lui donner des conseils, des avertissemens; on ne doit pas s'efforcer de substituer une action étrangère à celle de son gouvernement. Il ne faut pas exercer sur elle une pression trop forte; il faut lui laisser la liberté de ses mouvemens, et n'influer sur les hommes qui la dirigent que pour les maintenir dans une voie conforme à l'intérêt national.

Telle est la politique professée par sir Robert Peel au sujet de la Grèce; telle est aussi la politique de la France. Seulement il y a cette différence entre le cabinet français et celui de l'Angleterre, que le premier est représenté à Athènes par un homme ferme et modéré, qui suit scrupuleusement cette politique désintéressée, impartiale, que prêche à la tribune sir Robert Peel, tandis que le représentant britannique, par sa conduite exclusive et irritante, a donné plus d'un démenti aux déclarations officielles de son gouvernement. Qui ne se rappelle le ministère de M. Mavrocordato, si fatalement dominé par la légation anglaise? Les maux qu'il a produits durent encore. La plupart des abus dont on se plaint, l'irritation des partis, la violation des règles constitutionnelles, la faiblesse du pouvoir, l'impuissance de la loi, tout cela, en grande partie, a pris sa source dans les erreurs et les violences de cette administration funeste, que la légation anglaise a poussée hors des voies de la prudence et du bon sens. Tout cela, cependant, s'il faut en croire lord Palmerston, est l'œuvre de la légation française. Sir Robert Peel, qui connaît la valeur de cette accusation, aurait pu disculper M. Piscatory, mais il n'a pas eu cette générosité. Au contraire, loin de justifier la conduite de la diplomatie française à Athènes, il a dirigé contre elle une insinuation peu bienveillante. Il a félicité ironiquement la France des résultats produits par son intervention. Ce trait a dû être sensible à M. Guizot. Du reste, depuis quelque temps, il n'est pas rare de rencontrer dans les discours des ministres de l'Angleterre la trace de certains dissentimens avec notre cabinet. Il y a quinze jours, au sujet des affaires de la Syrie, nous faisions remarquer, en comparant les paroles de lord Aberdeen et de M. Guizot, les graves dissidences qui séparent les deux gouvernemens sur cette question. Aujourd'hui, sur les affaires de Grèce, sir Robert Peel ne peut dissimuler le dépit que lui donne l'influence légitime et naturelle de M. Piscatory. Tels sont les symptômes qui caractérisent aujourd'hui l'entente cordiale en Orient. On voit qu'elle a perdu de ce côté un peu de son prestige.

Si l'entente cordiale essuie de graves échecs en Grèce et en Syrie, elle est du moins dans toute sa force au Mexique; mais elle y produit de tristes résultats. Malgré les ouvertures faites par la France et l'Angleterre, l'annexion a été prononcée par les deux chambres du Texas. Aussitôt le gouvernement de l'Union a envoyé des troupes pour protéger le territoire du nouvel état. C'est donc une partie perdue et une mauvaise campagne pour notre diplomatie. On dira de nous, dans cette circonstance, que nous avons suivi une politique imprudente et mesquine. Nous pouvions garder la neutralité; tout

nous faisait une loi de rester spectateurs de la lutte. Au lieu de prendre ce parti si sage, nous nous sommes jetés, à la suite de l'Angleterre, dans une négociation qui ne pouvait nous offrir aucun profit réel, en échange de dangers inévitables. Pour défendre un intérêt qui nous est étranger, nous avons agi contre notre intérêt propre. Pour favoriser les vues de l'Angleterre, nous avons blessé les justes susceptibilités d'une nation amie, dont le concours est nécessaire au maintien de l'équilibre maritime; nous avons préféré la reconnaissance du Mexique à celle des États-Unis! Encore, si tout était terminé avec la question du Texas! Mais qui peut dire que la même épreuve ne se renouvellera pas bientôt? Maîtres du Texas, les États-Unis convoitent l'Orégon; maîtres de l'Orégon, ils voudront la Californie, qu'ils envahissent déjà. Puis ils voudront les mines du Mexique; ils voudront un jour le Canada. Pendant que l'Angleterre luttera contre chacun de ces empiètemens, que fera la France? Déjà, sur la question de l'Orégon, la lutte est déclarée. L'Angleterre, par l'organe de sir Robert Peel, a formellement annoncé que, si les États-Unis persistaient à ne pas reconnaître son droit, elle saurait les y contraindre par la force. Lord John Russell, au nom de l'opposition britannique, a parlé dernièrement dans le même sens. De leur côté, les États-Unis maintiennent énergiquement leurs prétentions. Pour toutes les classes de la société américaine, la question de l'Orégon est devenue nationale; elle exalte au plus haut point les esprits : quiconque parlerait aujourd'hui d'abandonner aux menaces de l'Angleterre la plus petite portion du territoire contesté serait regardé comme un traître. Dans ce redoutable conflit, que fera donc notre gouvernement? Après avoir fait un premier pas dans une politique hostile aux États-Unis, pourra-t-il reculer? Et, s'il se considère comme engagé vis-à-vis de l'Angleterre, s'il prend ouvertement parti pour elle contre l'Union américaine, quelles seront les conséquences de ce grave changement dans la politique traditionnelle de la France? Dieu veuille que la faute commise sur la question du Texas ne nous entraîne pas si loin; ce serait payer trop cher le rachat du droit de visite.

Le gouvernement du Mexique a déclaré la guerre aux États-Unis. Cette manifestation ne peut être prise au sérieux, car le Mexique, sans crédit, sans influence, est dépourvu de toutes les ressources nécessaires pour soutenir ses droits. Il n'a ni armée, ni flotte, ni finances. Il courbera donc la tête, et finira par consentir à une spoliation qu'il ne peut empêcher. Son appel aux armes ne sera qu'une satisfaction donnée à une vaine gloriole, ou à un patriotisme impuissant. Comment le Mexique pourrait-il faire la guerre? Chaque jour voit naître une nouvelle tentative de révolte que le gouvernement n'ose punir. Le parti de Santa-Anna s'agite. D'un moment à l'autre, on attend une nouvelle révolution.

Au milieu de ces graves embarras, le différend de M. Alleye de Cyprey avec les autorités mexicaines n'est pas encore terminé. L'agent français a montré jusqu'ici une grande patience, et on ne saurait l'en blâmer, car ce n'est pas dans un pays redevenu presque barbare que les représentans du

monde civilisé peuvent se montrer très rigoureux sur le respect des droits et des prérogatives de la diplomatie. Il est difficile de faire respecter le droit des gens par ceux qui ne le comprennent pas.

L'Europe, comme le Nouveau-Monde, renferme aussi ses germes d'anarchie et de discordes civiles. Une grande fermentation continue de régner en Suisse. Les partis, plus marqués depuis l'assassinat de M. Leu, semblent prêts à en venir aux mains. On s'attend à une crise sanglante. La décision de la diète sur la question des jésuites de Lucerne était connue d'avance; elle n'a pu changer par conséquent les dispositions des esprits. Huit états et deux demi ont voté pour l'ordre du jour; dix états et deux demi ont demandé l'expulsion des jésuites de la Suisse entière. D'après la constitution, il eût fallu douze voix pour former la majorité. Ainsi, rien n'est résolu, et la question est ajournée à la session prochaine. S'il y avait en Suisse un parti modéré, capable d'intervenir entre les partis extrêmes, et de les dominer par l'ascendant de la raison, ce moment de répit suffirait pour prévenir l'effusion du sang. D'ici à la prochaine réunion de la diète, on aurait tout le temps nécessaire pour trouver un moyen de transaction et pour en assurer le succès; mais le fanatisme et les passions révolutionnaires l'emportent. La Suisse n'est plus un pays où il soit possible de discuter régulièrement; c'est un champ de bataille où les deux armées sont face à face et s'observent en silence avant de combattre. Il serait bien difficile, aujourd'hui, de reconnaître et de préciser le véritable caractère de la lutte qui se prépare. Est-ce une guerre religieuse, est-ce une guerre politique? Va-t-on combattre pour ou contre les jésuites, pour ou contre le gouvernement fédéral, opposé à un plan de république unitaire? Il est probable que beaucoup de gens en Suisse ne le savent pas eux-mêmes. La vérité est que le caractère dominant de la lutte ne s'aperçoit pas encore; plusieurs causes, d'une égale puissance, agissent à la fois sur les esprits, et rendent d'autant plus incertain le dénouement de la crise. Ainsi, tel canton est animé par le fanatisme religieux; tel autre veut une réforme politique. Celui-ci ne veut pas des jésuites, mais ne veut pas non plus que la constitution soit changée; celui-là ne porte dans son cœur que des sentimens de vengeance, inspirés par la défaite des corps francs, ou un instinct de fureur guerrière qu'excite le souvenir de la bravoure de ses aïeux. A ces motifs, il s'en joint un autre : c'est l'hostilité de race ou de canton, qui n'a pu s'éteindre complètement à travers les âges, et qui se ranime aujourd'hui sur quelques points plus vive que jamais, comme pour redoubler l'acharnement de ce terrible conflit. Toutefois, au milieu de cette confusion, deux points fixent particulièrement l'attention : ce sont les cantons de Berne et de Lucerne. Berne est le foyer de l'insurrection contre les jésuites, contre le gouvernement fédéral, contre les vainqueurs des corps francs; Lucerne organise de puissans moyens de défense pour protéger la constitution et les jésuites. Si le sang coule, chacun des deux partis en supportera la responsabilité, car l'un est aussi coupable que l'autre, et nous ne voyons pas pourquoi on s'efforcerait d'établir entre eux des distinctions afin de justifier

l'un et de faire peser sur l'autre toute la sévérité de l'histoire. Assurément rien n'est plus illégal que l'expédition des corps francs, rien n'est plus abominable que l'assassinat de M. Leu; mais aussi, quoi de plus horrible que les violences du fanatisme catholique à Lucerne, et comment ne pas se sentir transporté d'indignation, quand on songe que des milliers de citoyens vont peut-être s'entr'égorger, que la Suisse, depuis si long-temps paisible, honnête, laborieuse, va être précipitée dans l'abîme des guerres civiles et des révolutions, parce qu'il y a dans un collége de Lucerne sept jésuites, dont le nom même est inconnu, et qui pourraient encore aujourd'hui, par une retraite volontaire, prévenir une cata strophe, si le fanatisme ne les retenait, et si l'humanité n'était moins forte chez eux que l'orgueil?

Plus heureuse que la Suisse, la Belgique, qui connaît aussi les luttes religieuses, renferme dans son sein des élémens capables de les calmer. La crise ministérielle est terminée à Bruxelles. Le roi Léopold, en formant un ministère de transaction, a pris le parti que lui commandaient les circonstances. Appeler les chefs de l'opinion libérale, c'eût été prononcer la dissolution de la chambre; donner le pouvoir aux chefs de l'opinion catholique, c'eût été agir dans un sens contraire aux élections du 10 juin. Pour tenir la balance entre les opinions exclusives et rapprocher les nuances modérées des partis, le roi Léopold a fixé son choix sur M. Van de Weyer, qui sacrifie à l'honneur de remplir cette tâche une position paisible et enviée. M. Van de Weyer était depuis treize ans ministre plénipotentiaire de Belgique à Londres, où son crédit près de la reine Victoria, joint à son mérite personnel et à l'éclat d'une grande fortune, lui donnait dans la diplomatie beaucoup de relief. Libéral et modéré, esprit fin, élégant, publiciste remarquable, de professeur devenu diplomate, plein de bienveillance et d'affabilité dans ses manières, le nouveau chef du cabinet belge rencontrera dans la chambre beaucoup de sympathies. Il a les qualités d'esprit nécessaires pour entreprendre l'œuvre de conciliation dont il s'est chargé. Aura-t-il assez d'énergie et de persévérance pour lutter contre les passions liguées contre lui? Saura-t-il résister à la fois aux attaques du dehors et aux influences pernicieuses du dedans? C'est un problème que l'avenir seul peut résoudre. On paraît craindre que M. Van de Weyer, étranger depuis treize ans aux luttes parlementaires, n'ait pas l'autorité de parole et l'ascendant que réclame la direction d'un parti. On lui reproche d'être un homme nouveau. Si ce caractère peut lui nuire sous certains rapports, les inconvéniens qu'il peut avoir seront du moins compensés par cet avantage, que M. Van de Weyer, en prenant le pouvoir, est libre de tout engagement qui puisse gêner sa marche. On insiste sur les difficultés qu'il rencontrera du côté de ses collègues, MM. Malou, d'Anethan et Deschamps, représentans de l'opinion catholique dans le cabinet. Si les trois ministres dont il s'agit avaient les desseins qu'on leur suppose, le nouveau cabinet ne serait pas appelé à fournir une longue carrière; mais rien n'a démontré jusqu'ici que M. Dechamps, le nouveau ministre des affaires étrangères, fût possédé d'un aveugle esprit de réaction et d'intolérance. Il en est

de même de M. d'Anethan, ministre de la justice. Quant au ministre des finances, M. Malou, il est le principal objet des préventions du parti libéral, et il faut reconnaître que ces préventions ne sont pas sans fondement. Cependant on assure que les opinions de M. Malou se sont modifiées, surtout depuis les dernières élections, et qu'il est sincèrement résolu à seconder la politique de transaction entreprise par M. Van de Weyer et ses collègues du parti libéral modéré. En Belgique comme ailleurs, le mouvement ultramontain, après avoir produit des excès, tend à s'arrêter. Effrayés des maux qu'il entraîne à sa suite, ceux même qui l'ont le plus favorisé sentent la nécessité de le contenir.

Par une bizarrerie de l'esprit humain, et par suite de cette exagération que l'on rencontre si souvent dans les matières religieuses, pendant que nous voyons la France, la Suisse, la Belgique, diversement remuées par les tendances ultramontaines, un mouvement tout-à-fait contraire a lieu dans les états du nord de l'Allemagne. Là, le christianisme tend à se dégager de plus en plus des liens de la cour de Rome. Parmi les sectes schismatiques, l'une d'elles s'intitule la nouvelle église catholique. Elle a pour chefs MM. Ronge et Czerski. Sa doctrine se réduit à un pur panthéisme, sorti des nuages de la philosophie allemande. Les nouveaux sectaires se disent les fils de Lessing et de Herder, qu'ils nomment les théologiens du XVIIIe siècle. Ils repoussent l'autorité du pape. Ils n'ont point de symbole, point de culte; ils portent en eux l'esprit de la religion, cela leur suffit; ils sont tous prêtres par la grace du sentiment religieux, et ils n'ont pas besoin d'églises pour officier; leur temple est la voûte du ciel. Voilà ce qu'ils appellent le véritable christianisme évangélique et catholique. L'Allemagne du nord a vu naître ce mouvement, qui a gagné peu à peu l'Allemagne du midi. Cependant, jusqu'ici, les progrès de la nouvelle religion paraissent assez limités. Tolérée par l'indifférence dans certains états, elle a rencontré dans d'autres une opposition déclarée. La Saxe lui a refusé l'autorisation de célébrer ses cérémonies publiques. La Prusse lui est peu favorable. Des villes importantes, comme Mayence, Cologne, Coblentz, lui ont fermé leurs portes. Sauf la *Gazette de Leipsig,* journal officiel de M. Ronge, les organes les plus influens de la presse allemande ont refusé leurs colonnes aux réformateurs. En outre, les néo-catholiques allemands sont vivement combattus par les sectes protestantes aussi bien que par les catholiques orthodoxes; les rivalités engendrent parmi eux des divisions, et enfin l'accueil qu'ils reçoivent des populations n'est pas toujours encourageant : témoin la réception qui vient d'être faite à M. Czerski, il y a peu de jours, dans le duché de Posen, où sa présence a excité les troubles les plus graves; sa vie a été menacée, et il n'a pu échapper que par hasard à la fureur du peuple. On nous assure que M. Czerski, M. Ronge et leurs coreligionnaires sont des hommes sincères; nous n'en doutons pas. La foi évangélique est leur seule passion, ils n'ont aucun but politique, et ils repoussent toute solidarité avec le communisme; nous les en félicitons. Nous regretterons seulement que l'Allemagne, au siècle où nous

sommes, nous montre encore des scènes du moyen-âge. Heureusement, dans cette nature à la fois candide et profonde de l'esprit germanique, tout s'allie, la naïveté et l'expérience, la faiblesse et la force, les exagérations du panthéisme ou d'un mysticisme poétique, et les conceptions sérieuses de la raison moderne. Pendant que les sectes philosophiques ou religieuses pullulent sur cette terre privilégiée du schisme et de l'hérésie, l'industrie, le commerce, les travaux publics, la science administrative, y font d'admirables progrès, et de graves symptômes révèlent le mouvement de l'esprit politique.

Tous les regards de l'Allemagne sont en ce moment fixés sur la Prusse. Le gouvernement de Berlin, dans ces derniers temps, semble avoir été peu fidèle à cet esprit de libéralisme et de modération dont il aime à se parer. L'expulsion des deux membres de la chambre badoise, MM. Itzstein, conseiller de justice, et Hecker, avocat au tribunal de première instance, a causé, il y a deux mois, une émotion qui dure encore. Les motifs qui ont dicté cette mesure sont un mystère. Les protestations qui l'ont suivie, soit de la part du gouvernement badois et de son ambassadeur, soit dans la chambre des députés de Wurtemberg, ont dû faire naître dans l'esprit du roi de Prusse de sérieuses réflexions. Pendant que les états libres d'Allemagne témoignent ainsi leur ferme résolution de repousser des tendances arbitraires, et de garantir leur indépendance politique, des mouvemens populaires, comme ceux de la Silésie, des insurrections fréquentes, la liberté qui se montre dans les écrits, les sourdes rumeurs qui se font entendre dans les provinces orientales du royaume et dans certains états limitrophes, tout annonce à la prudence royale que le temps est venu de satisfaire l'opinion, en donnant au peuple cette constitution libérale si souvent promise et si ardemment désirée. Le bruit court que les dispositions personnelles du roi seraient favorables à cette grande mesure, qui honorerait son règne. La retraite de M. d'Arnim, qui passe pour avoir toujours combattu dans le cabinet de Berlin le progrès des idées libérales, se rattacherait, dit-on, à cette pensée.

En résumé, on peut dire du tableau qui précède que, sans être inquiétant, il donne cependant beaucoup à réfléchir. Les affaires de Grèce et de Syrie, la question du Texas, la Suisse, d'un aspect si menaçant et si sombre, l'Allemagne du nord, que l'esprit de réforme agite, sans compter l'Espagne, dont la situation est toujours si embarrassée, tout cela mérite assurément l'attention sérieuse de notre diplomatie.

Quoi qu'il en soit, l'Europe, sur beaucoup de points, présente en ce moment une physionomie riante et animée. La saison des visites royales est commencée. L'Allemagne accourt sur les pas de la reine d'Angleterre, qui va recevoir, au château de Johannisberg, l'hospitalité de M. de Metternich, le Nestor de la diplomatie. Sur les frontières de l'Espagne, le duc et la duchesse de Nemours vont à la rencontre de la jeune reine Isabelle. Le voyage de M. le duc de Nemours dans plusieurs départemens de la France a produit les résultats qu'on devait désirer. Le prince a reçu partout un accueil empressé, qui s'adressait aux qualités de son esprit, à la bienveillance et à l'affabilité

de ses manières autant qu'à son rang. A Bordeaux surtout, le duc de Nemours et le duc d'Aumale ont été l'objet d'un véritable enthousiasme. Les amis de la royauté de juillet ne sauraient trop approuver ces voyages annuels, qui établissent entre les princes et le pays un contact utile, et resserrent les liens qui unissent la France à notre dynastie constitutionnelle.

Depuis quelques jours, le ministère du 29 octobre était à peu près oublié. On en parlait à peine dans les journaux; les feuilles ministérielles avaient cessé de chanter ses louanges, et l'opposition avait cessé de l'attaquer. Il paraît que cette indifférence n'a pas été du goût de M. Guizot. C'est elle, sans doute, qui nous a valu le discours que l'illustre député du Calvados vient de prononcer à Saint-Pierre-sur-Dives. Soyons justes envers M. Guizot, son discours est modéré et habile. Les louanges qu'il s'adresse à lui-même valent mieux, sans contredit, que celles de ses journaux. Elles sont de meilleur style et de meilleur goût. M. Guizot commence par déclarer qu'il ne se plaint pas du langage de l'opposition, qu'il accepte la liberté de la presse politique avec tous ses écarts, que l'injustice et la violence des partis sont la condition de l'homme d'état dans un pays libre. M. Guizot a parfaitement raison de tenir un pareil langage, d'autant plus que cette générosité qu'il montre envers ses adversaires, d'autres l'ont exercée envers lui-même. M. Guizot n'a pas toujours été ministre; hors du ministère, il n'a pas toujours été ministériel, et dans l'opposition il n'a pas toujours été modéré : plus d'une fois il s'est passé ses fantaisies. Il est juste qu'il accorde aux autres les libertés qu'il s'est données. M. Guizot, en faisant l'éloge de son ministère, n'est entré dans aucun détail; il s'est contenté de faire une allusion aux deux actes diplomatiques qui ont terminé heureusement la session. Nous louons cette réserve, qui prouve sans doute que M. Guizot connaît très bien les côtés faibles de sa politique, et qu'il n'a pas jugé utile de les mettre en relief, même en présence des électeurs du Calvados. M. le ministre des affaires étrangères a vanté les résultats généraux obtenus depuis 1830. Sans doute il ne veut pas en attribuer la gloire à lui seul; il consent à partager l'éloge avec les hommes d'état qui ont partagé sa tâche. A cette condition, nous souscrivons encore à cette partie du discours de M. Guizot. Un seul point nous semble attaquable dans ce discours. M. Guizot invoque l'appui qu'il a reçu du parti conservateur; il parle de l'adhésion donnée à son système, à sa politique. Ici, M. le ministre des affaires étrangères nous paraît commettre une erreur. Ce n'est pas précisément la politique du 29 octobre qui a triomphé depuis cinq ans devant les chambres. Le ministère n'a duré, n'a réussi qu'en sacrifiant ses propres opinions à celles de la majorité, et en pratiquant une politique qui n'était pas toujours la sienne. C'est un fait que l'opposition a mille fois démontré. A part cette erreur, nous approuvons pleinement le discours de M. Guizot, et nous le louons surtout d'être modeste; bien entendu qu'en parlant de la modestie de M. Guizot, nous sommes persuadés qu'il n'est point complice de l'allocution que l'honorable maire de Saint-Pierre-sur-Dives lui a adressée, merveilleux morceau d'éloquence municipale,

où l'on compare le chef du 29 octobre aux sept sages de la Grèce et aux triomphateurs romains. Sans doute ce n'est pas l'usage à Saint-Pierre-sur-Dives de communiquer les adresses municipales aux personnages qui doivent y répondre, sans quoi M. Guizot n'eût pas permis qu'on fît brûler devant lui un tel encens; la modestie de son discours en est la preuve.

Tandis que M. Guizot haranguait les électeurs du Calvados, M. le ministre de l'instruction publique prononçait, dans la solennité du concours, de graves paroles qu'un immense auditoire a justement applaudies. Depuis long-temps le pouvoir gardait le silence sur la question de l'enseignement. Le discours de M. Salvandy rassurera le pays. Après avoir exprimé de bonnes intentions, on doit croire que le ministre aura la fermeté de les exécuter.

On connaît les détails de l'incendie qui a dévoré un de nos magasins maritimes dans l'arsenal de Toulon. Ce désastre, vivement senti par le pays, a été l'objet de commentaires que nous ne saurions approuver. Il y a des exagérations pour lesquelles le patriotisme lui-même ne peut servir d'excuse. Au lieu d'imputer le crime à des mains étrangères, ennemies de notre puissance navale, et de réveiller dans le peuple des préjugés irritans, on ferait mieux d'attendre le résultat de l'enquête qui se poursuit en ce moment. La justice est saisie; elle fera connaître les vrais coupables. Quant à présent, tout semble démontrer que l'incendie a été l'œuvre de la malveillance. De nombreux indices révèlent l'existence d'un vaste complot. La voix publique désigne les forçats. Cette opinion, que tous les faits connus semblent confirmer, soulève naturellement la question des bagnes, et on se demande s'il n'est pas de la dernière imprévoyance de mettre à la merci d'une bande de misérables des établissemens d'où dépendent la prospérité et la puissance de notre pays. Déjà, plus d'une fois, cette imprévoyance a été signalée. Au lieu d'être employés dans nos arsenaux, où leur contact humilie les ouvriers des ports, les forçats ne pourraient-ils pas être employés sur divers points du territoire à des travaux de desséchement? Ne pourrait-on point, par exemple, les envoyer dans les marais de la Corse, où leurs bras trouveraient un travail utile et de nature à les occuper long-temps? C'est à l'administration de la marine qu'il appartient de provoquer l'examen de ces questions, et d'obtenir que l'état actuel des choses soit changé, car il compromet gravement sa responsabilité devant les chambres.

Plusieurs journaux ont exagéré la perte causée par l'incendie. Les uns parlent de 60, les autres de 80 millions. D'après les calculs du ministère de la marine, le dommage serait de 2,500,000 francs; c'est le chiffre le plus vraisemblable, et l'on doit convenir d'ailleurs que l'administration possède seule les documens nécessaires pour apprécier exactement l'étendue du mal. Les autorités locales ont-elles manqué de vigilance? Une surveillance plus active eût-elle pu prévenir l'exécution du complot? Ce point sera éclairci par l'enquête. Dans tous les cas, dès qu'il s'est agi de lutter contre l'incendie, les autorités locales ont rempli leur devoir. Elles ont montré une rare énergie, admirablement secondée par la population et par les troupes de terre et

de mer, qui ont rivalisé de zèle et de dévouement. Sans la précision des ordres qui ont été donnés, sans la promptitude et le courage avec lesquels ces ordres ont été exécutés, le désastre eût pris des proportions immenses.

Il est à craindre que cet évènement malheureux ne répande dans l'administration de la marine un certain découragement. Depuis plusieurs années, l'administration de la marine est vivement attaquée dans les chambres et dans la presse. L'opinion l'accuse de laisser dépérir nos forces navales. On a déjà mis en doute sa prudence et la sagesse de ses règlemens; que serait-ce si sa loyauté, son honneur, son patriotisme, étaient suspectés, et si l'esprit de parti, en la calomniant, soulevait contre elle les passions populaires! S'il en était ainsi, le devoir de tous les hommes modérés serait de défendre l'administration de la marine contre des attaques aussi odieuses qu'absurdes. Pour opérer les réformes qu'elle a promises et qu'on a eu raison de lui imposer, l'administration de la marine a besoin de l'estime et de la confiance du pays.

REVUE LITTÉRAIRE.

FRAGMENS DE PHILOSOPHIE CARTÉSIENNE, PAR VICTOR COUSIN.[1]

Ces fragmens ont leur unité : ils embrassent la suite entière des destinées du cartésianisme, et jettent tour à tour de vives clartés sur les origines, les progrès et la décadence de cette grande école de philosophie, l'honneur de la France et de l'esprit humain. Le savant morceau sur Vanini est une peinture du XVIe siècle où l'on voit le génie moderne, encore au berceau et mal sûr de lui-même, faire un premier essai de ses forces et préluder par des créations puissantes, mais informes, à l'enfantement régulier de la philosophie des temps nouveaux. Les pièces qui suivent, *Séance d'une société cartésienne, Roberval philosophe, le cardinal de Retz cartésien*, nous montrent le cartésianisme partout accueilli et partout triomphant, gagnant à sa cause, intéressant à ses nouveautés les esprits les plus indifférens ou les plus rebelles, entrant à l'Académie des Sciences, pénétrant au sein du clergé, et pour comble de fortune, entraînant les gens du monde, les femmes et les salons. Enfin les correspon-

(1) Chez Charpentier, rue de Lille, 17.

dances de Malebranche avec Mairan et Leibnitz nous donnent le spectacle des développemens intérieurs de la philosophie nouvelle; nous la voyons aboutir rapidement entre les mains chrétiennes de l'illustre oratorien à une sorte de fatalisme mystique, au travers duquel des yeux pénétrans aperçoivent d'avance le panthéisme où la précipite bientôt l'inflexible logique du juif d'Amsterdam. En vain Leibnitz entreprend de retenir le cartésianisme sur cette pente funeste; il n'y réussit qu'à moitié, continue Malebranche plus encore qu'il ne le réforme, jusqu'à ce qu'enfin cette glorieuse école, après un siècle de puissance et de fécondité, succombe à la fois sous le poids de ses fautes et sous les haines accumulées de ses différens adversaires.

On ne se ferait qu'une faible idée du génie de Descartes et des services qu'il a rendus à l'esprit humain, si l'on ne prenait soin de se rendre compte de l'état déplorable où ce grand homme trouva les sciences et la philosophie. Certes, la liberté de la pensée était immense au XVIe siècle; mais la liberté ne vaut que par ses fruits. Or, que produisait-elle à cette époque? De deux choses l'une : ou des imitations stériles et tout artificielles des grandes philosophies de l'antiquité, ou de vaines utopies et des systèmes monstrueux. Lisez les *Dialogues* de Vanini dans l'exacte et substantielle analyse que nous en donne M. Cousin; lisez la *Cité du Soleil* de Campanella, ou même le *De l'infinito, principio e uno* de l'infortuné Giordano Bruno : vous n'y serez pas moins choqué de l'insupportable emphase des promesses que de la pauvreté des résultats. Combien ces informes ébauches étaient à mille égards inférieures à la philosophie qu'on voulait remplacer! Il serait curieux de rapprocher, par exemple, deux génies qu'en des temps différens Naples a donnés à la France, Vanini et saint Thomas, et de comparer la simple et noble *Somme* avec l'*Amphithéâtre magique et divin, chrétien et physique, astrologico-catholique de la divine Providence.* D'un côté, quelle magnifique et sévère ordonnance, et de l'autre quel chaos! Ici, quelle gravité, et là, quelle puérile jactance! Quelle précision, quelle exactitude, quelle mesure, chez le saint docteur! et dans le libre penseur, quelle intempérance, quelle indécision, quel dérèglement! Mais si énorme que soit la différence de ces deux ouvrages, un intervalle plus grand encore les sépare tous deux d'un autre livre, bien modeste et bien chétif, à ce qu'il semble, mais qui est le germe d'où va sortir un monde : je parle du *Discours de la Méthode.* On ne doit pas oublier qu'en publiant cet ouvrage, Descartes y joignait comme supplément la *Dioptrique*, la *Géométrie* et les *Météores.* Ainsi d'un seul coup il fondait, sur la base puissante d'une méthode nouvelle, deux sciences encore à peu près inconnues et d'une portée infinie, la physique mathématique et l'analyse, et en même temps il préludait aux *Méditations* et aux *Principes*, c'est-à-dire à une métaphysique complète et au système du monde. Il faut convenir ici avec M. Cousin, et en mettant à part, comme lui, tout sentiment déplacé de patriotisme, que jamais homme au monde n'a été doué à ce degré du génie créateur. Sans Descartes, l'Angleterre n'eût jamais porté Newton,

ni l'Allemagne Leibnitz. Newton a découvert, je le sais, le vrai système du monde, mais Descartes lui en avait pour ainsi dire remis la clé en réduisant la découverte de ce système à un problème de mécanique. Leibnitz a attaché pour jamais son nom au calcul de l'infini, mais il n'y serait certainement pas venu sans l'analyse cartésienne. Combien pâlit plus encore à côté du vrai fondateur de la philosophie moderne la gloire trop célébrée de Bacon! Sachons gré à M. Cousin d'avoir saisi l'occasion de mettre Bacon à sa place. Sans imiter les injustes sévérités de Joseph de Maistre, qui avait pour haïr Bacon des raisons dont, grace à Dieu, nous sommes affranchis, sans refuser à ce rare génie l'incontestable honneur d'avoir réduit en beaux et lumineux préceptes des méthodes que d'autres avaient pratiquées avant lui, et qui, du reste, il faut bien l'ajouter, n'ont rien produit entre ses mains de considérable, osons dire que Bacon est si peu le fondateur de la philosophie du XVIIe siècle, qu'il nous fait beaucoup plutôt l'effet d'un des hommes du XVIe. Il en a le noble enthousiasme, comme aussi l'emphase et la bizarrerie. Lui-même se compare sans cesse à Christophe Colomb : je le veux bien; mais c'est un Christophe Colomb qui se borne à pressentir l'Amérique et à la chanter en très beau langage, laissant à d'autres le soin de la découvrir et de l'explorer.

Le vrai Christophe Colomb, c'est Descartes. Autant Bacon reste inconnu à son siècle, autant Descartes remplit tout le sien. Les grands traits de cette influence universelle sont bien connus; mais il est infiniment curieux d'en suivre les traces jusque dans les coins les plus obscurs de cette noble et sérieuse société du temps de Louis XIV. M. Cousin nous fait voir la nouvelle philosophie envahissant un à un tous les ordres religieux. Chaque nom marque ici la conquête d'une armée entière de prosélytes : Malebranche et le P. Poisson nous représentent l'Oratoire, Mersenne les minimes, Antoine Legrand les franciscains, le père Le Bossu les génovéfins, dom Lamy les bénédictins, Arnaud et Nicole tout Port-Royal. Il n'y a pas jusqu'à l'ordre des jésuites qui, à la vérité bien en dépit de lui, ne fournisse à l'école cartésienne un disciple ingénieux autant que fidèle : je veux parler de l'héroïque père André dont M. Cousin nous a découvert et fait aimer la grande ame, les luttes et les malheurs. Bientôt, des couvens et des congrégations savantes, l'esprit nouveau passe parmi les gens du monde. Le duc de Luynes traduit en français les *Méditations*, et fait de son château la première académie cartésienne; Rohault institue des conférences publiques qui sont suivies par tout ce qu'il y avait à Paris de plus distingué dans le clergé, la magistrature et la noblesse, et où, si l'on en croit un contemporain, les dames tenaient le premier rang. On s'assemble à la place Royale, chez le père Mersenne, chez le docteur Picot, à l'hôtel de M Habert de Montmort, pour discuter la nouvelle philosophie. Enfin, qui le croirait? elle pénètre jusque chez un personnage fort connu par son goût pour les conspirations et la galanterie, mais à qui on serait porté à en attribuer infiniment moins pour la métaphysique; je parle

du cardinal de Retz, du grand coadjuteur en personne. M. Cousin nous introduit dans sa solitude de Commercy, et rien n'est assurément plus inattendu et plus piquant que d'y trouver le vieux cardinal se plaisant à engager des controverses animées entre de fidèles cartésiens et le bénédictin Desgabets qui prétendait *mettre Descartes à l'alambic*, résumant de sa main les argumens divers, et ranimant, pour défendre Descartes, les restes de ce feu d'esprit et de cette activité jadis redoutés de Mazarin et de l'autorité royale. Dans ces luttes nouvelles pour lui, et qui lui étaient peut-être comme un agréable ressouvenir des orageux combats de la Fronde, le cardinal, refroidi par l'âge et assagi par l'expérience, se prononce pour les opinions moyennes. Par un curieux contraste, ce remuant esprit, qui avait toujours été pour la guerre en politique, choisit en philosophie le rôle de pacificateur.

Envisageons maintenant le cartésianisme par des côtés plus sérieux. Nous venons de voir sa rapide propagation, ses triomphes; l'heure des revers va bientôt sonner : le plus mortel ennemi de la nouvelle doctrine est caché dans son propre sein. Avant même que Spinoza n'eût paru, diverses conséquences du cartésianisme avaient été pressenties par ses adversaires et immédiatement tournées contre lui. Déjà Pascal s'était plaint en termes piquans et amers que Descartes, dans l'explication de la nature, prétendît se passer de Dieu, lui accordant toutefois, ajoutait-il, une chiquenaude pour donner au monde le premier mouvement. Cette accusation était encore bien vague. M. Cousin nous apprend que vers la même époque, en 1673, cinq ans avant la publication de la fameuse *Ethica*, on commençait à dire que la théorie cartésienne de l'étendue conduisait à un monde infini, par conséquent nécessaire, et finalement à une sorte d'identification de la nature et de Dieu. Qui a recueilli cette grave accusation? Ce n'est pas un philosophe, c'est un homme du monde, un M. de la Clauzure, du reste parfaitement inconnu. Le fait n'en est peut-être que plus remarquable. Mais aussitôt que l'*Ethica* se répandit en France, ce qui n'était qu'un vague soupçon devint pour les adversaires de la nouvelle philosophie un trait de lumière; la terrible accusation de spinozisme s'éleva contre tous les cartésiens : elle ne fut point épargnée au pieux Malebranche dont elle troubla la vieillesse, et Leibnitz lui-même autorisa, sans le vouloir sans doute, ces insinuations si souvent arbitraires et odieuses en écrivant à l'abbé Nicaise ce mot tant répété et tant envenimé : « Spinoza n'a fait que cultiver certaines semences de la philosophie de M. Descartes. » C'est sur ce point capital de l'histoire du cartésianisme que le livre de M. Cousin nous fournit le plus de lumières. Sans traiter lui-même la question *ex professo*, et en évitant de se produire sur le premier plan, M. Cousin touche cependant d'une main non moins ferme que discrète aux côtés les plus délicats du problème, et il met le lecteur intelligent sur la voie d'une équitable et complète solution.

Quiconque y voudra parvenir ne saurait trop méditer deux illustres correspondances que nous donne M. Cousin, l'une entièrement inédite, de Malebranche avec Leibnitz; l'autre déjà publiée, mais qui paraît ici pour la pre-

mière fois dans sa parfaite intégrité, celle de Malebranche avec Mairan. On sait que Dortous de Mairan, l'ami de Voltaire, le successeur de Fontenelle à l'Académie des Sciences en qualité de secrétaire perpétuel, a été au XVIIIe siècle un personnage considérable. Voltaire lui a donné une place au *Temple du goût*, où il ne les prodiguait pas, et il aurait pu appliquer à ce géomètre bel-esprit, qui adorait la musique et les lettres, ce qu'il dit de son célèbre prédécesseur :

D'une main légère il tenait
Le compas, la plume et la lyre.

Mais à l'époque où nous nous plaçons ici, Mairan, jeune encore, confiné à Béziers où il était commensal de l'évêché, cultivait dans l'obscurité la plus profonde les études qui devaient honorer sa maturité. Selon l'esprit du temps, aujourd'hui malheureusement perdu, il ne séparait pas les sciences de la philosophie. Il lut donc l'*Éthique* et en fut très vivement frappé. Cet appareil géométrique qui nous rebute, cette exactitude, cette sévère précision devaient captiver le jeune géomètre. Mais son esprit ne fut pas seulement attiré, il fut séduit et comme vaincu. Mairan avait poussé le cartésianisme jusqu'à Malebranche; il crut qu'il fallait faire un pas de plus.

L'esprit agité par cette lecture, charmé d'ailleurs de renouer quelques rapports avec un personnage illustre qu'il avait connu dans sa première jeunesse, Mairan écrit à Malebranche pour lui soumettre ses scrupules; les principes de Spinoza lui paraissent solides et clairs; ce sont ceux même de Descartes; et toutefois sa raison se révolte contre les conséquences. Qu'est-ce à dire? C'est sans doute que Spinoza raisonne mal. Mais plus Mairan relit l'*Éthique*, moins il se sent capable de rompre la chaîne des démonstrations. Il supplie donc le père Malebranche, au nom de la vérité, au nom de sa propre philosophie compromise, de venir à son aide et de lui découvrir les paralogismes de Spinoza. « Marquez-moi, lui dit-il, le premier pas qui l'a conduit au précipice, s'il est vrai, comme je le veux croire, qu'il y soit tombé, et marquez-le moi, je vous prie, succinctement et à la manière des géomètres. » On devine l'extrême embarras que dut éprouver Malebranche en présence de cette demande précise et catégorique. Il veut d'abord éluder la question; il n'a pas lu Spinoza, ou s'il l'a lu, c'est seulement en partie et depuis longtemps. Enfin, il croit se tirer d'affaire en disant que la racine du spinozisme est dans la confusion de l'étendue intelligible et de l'étendue corporelle. Mairan n'était pas homme à se contenter à si bon marché; d'un trait ferme et sûr, il fait sentir le vide de la réponse qu'on lui adresse, et il insiste avec force pour qu'on lui montre le point précis de la difficulté, le nœud de la question, le paralogisme qui doit nécessairement se trouver dans la suite des théorèmes. Malebranche, visiblement contrarié, tarde à répondre, parle de son grand âge, *d'un rhume fort fâcheux et d'une difficulté de respirer qui l'incommode;* puis il reproduit son premier expédient de l'éten-

due intelligible, et termine en gémissant sur la difficulté de philosopher par lettres. Sans aucune pitié, mais non sans une parfaite politesse, l'obstiné géomètre de Béziers prend le parti d'attaquer de front la distinction que lui oppose son adversaire, et de lui prouver nettement que sa théorie de l'étendue est identique à celle de Spinoza ou n'a aucun sens. Malebranche finit alors par se piquer au jeu et par entrer sérieusement dans la question; mais on pense bien qu'il ne satisfait pas Mairan, qui, répliquant avec une inflexible fermeté et le plus rare talent de dialectique, réduit toujours son adversaire à cette dure alternative, de se contredire ou de donner en plein dans le spinozisme.

On peut aujourd'hui le dire sans détour, Mairan a raison. Si l'essence des corps, c'est l'étendue, si l'étendue est quelque chose en soi d'effectif et de positif, comment ne pas la concevoir sans bornes, comment ne pas y voir un attribut nécessaire de la substance infinie, comment enfin ne pas unir jusqu'à les confondre la nature et Dieu? Malebranche a beau raffiner et distinguer subtilement entre l'idée de l'étendue qui est infinie et l'étendue réelle qui a des bornes, il est clair que, par-là même que l'idée de l'étendue est infinie, son objet doit être infini; et dès-lors l'étendue, en tant qu'infinie, ne pouvant être qu'en Dieu, il s'ensuit en définitive qu'elle est le fonds commun de toutes les étendues limitées et locales, ce qui est la pure doctrine de Spinoza. Ici, Mairan triomphe, et le vrai coupable, ce n'est pas Malebranche, c'est Descartes; Descartes, dis-je, qui, infidèle à la méthode psychologique, guide heureux et sûr de ses premiers pas, a prétendu déterminer l'essence des corps d'une manière abstraite, sans égard aux données de la conscience; Descartes qui n'a rien voulu voir dans le monde extérieur de réel et de substantiel que l'étendue avec ses modes, détruisant ainsi l'activité de la nature et préparant le principe fatal de la passivité universelle des substances; Descartes qui avait aperçu lui-même et hardiment accepté un des principes fondamentaux du spinozisme, quand il déclarait expressément, en vertu de l'absurdité du vide et de l'extension indéfinie de la matière, qu'un seul monde est possible à Dieu (*Principes*, 2e partie, § 16, 21 et 22). Ce n'est donc pas en vain que Leibnitz, pour réformer le cartésianisme, s'attacha d'abord à rétablir l'activité de la nature en opposant à la théorie de l'étendue passive et indéfinie la doctrine des forces, base future de la monadologie tout entière. C'était couper le mal à sa racine, et il faut voir, dans la curieuse correspondance que M. Cousin nous a découverte, les vains efforts que fait Malebranche pour défendre sur ce point la théorie de son maître et la sienne.

Est-ce à dire que le spinozisme ne soit, comme on s'est tant plu à le répéter, qu'un cartésianisme conséquent? est-ce à dire qu'on ne puisse donner son esprit et son cœur à la noble philosophie des *Méditations* sans se condamner à toutes les impiétés du panthéisme. Nous ne le pensons pas. Certes, Mairan a raison de ne pas voir de paralogisme dans tel ou tel théorème de l'*Éthique*, et Malebranche ni personne ne pouvait lui en montrer. C'est que

l'erreur n'est pas en un certain endroit de l'ouvrage, elle est partout. Spinoza, il faut l'avouer, disposait d'une puissance de déduction vraiment incomparable. Nous en rappellerons une preuve curieuse dans ce bourgeois de Rotterdam, qui s'enflamma soudain d'une si belle ardeur pour la philosophie, et qui, ayant voulu pour réfuter Spinoza se mettre à sa place et faire sur lui-même l'épreuve de la force de ses raisonnemens, se trouva pris au piége; le tissu de théorèmes où il s'était enfermé volontairement lui devint impénétrable, et il ne put plus s'en dégager. Le système de Spinoza est donc en soi parfaitement irréfutable, ses principes une fois donnés; mais la question est de savoir si ces principes sont ceux de Descartes. Nous le nions formellement. Il est vrai que Spinoza emprunte à Descartes, et encore en les altérant plus d'une fois, quelques-uns de ses principes; mais ce ne sont pas les principes fondamentaux. Et d'abord les méthodes des deux philosophes sont diamétralement opposées. La méthode des *Méditations* et du *Discours de la Méthode*, c'est la méthode psychologique, partant du *Cogito, ergo sum*, c'est-à-dire de la conscience, et d'un principe qui s'aperçoit lui-même dans l'unité substantielle de son être, pour arriver à Dieu comme au dernier terme de toute pensée. La méthode de Spinoza, c'est la méthode des géomètres, malheureusement transportée dans la métaphysique, où elle n'est pas applicable, s'appuyant uniquement sur des principes abstraits, et descendant d'un dieu abstrait à je ne sais quel moi multiple, modal, nécessité, qui n'est encore qu'une chimère de l'abstraction. De là, dans les résultats, des différences capitales; une ame simple, libre, immortelle, au lieu d'une suite de modalités fugitives liées un instant par les chaînes de fer de la fatalité pour se disperser bientôt et se perdre dans l'abîme de l'être; de là aussi, à la place d'un dieu aveugle, étranger à l'homme et à soi-même, le dieu de la conscience, l'être intelligent et bon que l'ame religieuse adore, idéal sublime et suprême asile de l'humanité.

Voilà l'homme et le Dieu de la méthode psychologique. Il est vrai de dire que si Descartes a fondé les principes essentiels de sa philosophie sur cette salutaire méthode, quelquefois aussi il l'applique mal, et d'autres fois enfin il l'abandonne absolument. Il l'applique mal, par exemple, quand il distingue si faiblement la volonté soit du désir, soit du jugement. Il y renonce tout-à-fait, quand il détermine *a priori* et d'une manière toute géométrique la nature de l'étendue, et prétend réduire aux modalités variables de cette étendue passive le fond même de l'univers. Voilà les deux erreurs de Descartes; voilà les deux portes, pour ainsi dire, par où l'on passe du lumineux et noble édifice des *Méditations* dans les régions sombres et désolées de l'*Ethica*. Mais que sont au fond ces erreurs? Des dérogations à la méthode psychologique, c'est-à-dire à cette même méthode que Descartes avait primitivement suivie, et sur laquelle il avait fondé solidement le critérium de l'évidence, la spiritualité et la liberté de l'ame, l'existence et la perfection de Dieu. Il ne faut donc pas dire que Spinoza est invincible pour qui accepte les principes de Descartes, il faut dire au contraire que le vrai moyen, et

le seul, de réfuter Spinoza, c'est de revenir aux principes de Descartes, dont lui-même s'est trop souvent écarté; c'est de pratiquer comme lui, avec plus de fidélité et d'exactitude encore, cette méthode infaillible qui saisissant, dès son premier pas, le type même de l'être dans un principe actif, simple et substantiel, ne peut jamais arriver, sans se démentir expressément, à transformer ce principe en une série de modalités de l'existence divine. Au lieu donc de répéter ce mot qui a fait tant de mal, et qui n'est vrai qu'à certains égards : le spinozisme est un cartésianisme conséquent, je proposerais volontiers de dire que le spinozisme est un cartésianisme infidèle, altéré dans ses principes et perverti dans ses conséquences.

Telle est la haute leçon que donne à la philosophie de notre temps l'histoire approfondie des mouvemens de la pensée humaine au XVIIe siècle. Rappellerons-nous en finissant que l'illustre écrivain qui vient de nous développer ce grand et instructif spectacle, qui consume ses veilles à ressaisir et à fortifier le nœud par où se rattache la philosophie contemporaine à la plus grande école de spiritualisme qui fut jamais, qui met toute sa gloire à purifier les doctrines cartésiennes des élémens d'erreur que le temps y a mêlés, à développer ces doctrines généreuses en leur donnant à la fois pour base la conscience individuelle et l'histoire de l'esprit humain, ce même écrivain est accusé chaque jour, par d'opiniâtres et aveugles adversaires, de corrompre le présent et de compromettre l'avenir? On sent ici que toute apologie serait superflue. A mesure que M. Cousin poursuit ses fécondes études, il s'attache de plus en plus en philosophie à ce qu'il y a d'éternel. De là, dans son esprit, je ne sais quelle sérénité qui se réfléchit dans son style, et sur le fonds de vigueur et de précision qui le constitue, ajoute une ampleur et une majesté merveilleuses. Cette haute raison, devenue maîtresse entière d'elle-même, ce feu d'imagination, toujours tempéré par une méthode sévère, composent un caractère d'esprit et de style que notre siècle semblait avoir perdu sans retour, et qu'il est bien glorieux d'avoir retrouvé. E. S.

Révélations sur la Russie, ou l'empereur Nicolas et son empire en 1844, traduit de l'anglais par M. Noblet, annoté par M. C. Robert (1). — Malgré les réserves faites par l'auteur sur la question de priorité, il est évident que la publication de cet ouvrage a été provoquée par le succès que celui de M. de Custine a obtenu à Londres. Toutes les attaques contre la Russie sont bien venues en Angleterre; aussi l'attention publique n'a-t-elle pas fait défaut à ces *Révélations* sorties de la plume d'un compatriote. L'auteur flattait les instincts populaires; il a fait autorité, et l'on a considéré comme une étude approfondie ce qui n'est réellement qu'un recueil de documens suspects. Il eût été prudent néanmoins de se tenir en garde contre un livre écrit avec passion, et qui affecte assez volontiers les allures du pamphlet. Si des critiques et des récriminations dictées par un sentiment de patriotisme exagéré ont pu le populariser au-delà de la Manche, elles ne le

(1) Chez Labitte, quai Voltaire, 3.

recommanderont pas auprès des lecteurs désintéressés; pour obtenir le suffrage de ceux-ci, il eût fallu éviter les déclamations, juger de haut, avec calme comme avec sévérité, ne se faire l'interprète d'aucune prévention, l'avocat d'aucun parti.

Un ouvrage sérieux et complet nous manque donc encore sur la Russie. Parmi ceux qui ont visité cet empire, les uns, arrivant avec des haines préconçues ou des sympathies arrêtées, n'ont rien examiné que sous un faux jour; ils auraient obtenu le même résultat sans sortir de leur cabinet. D'autres, plus disposés à l'impartialité, ont difficilement entrevu la vérité dans un état despotique qui met tous ses soins à déguiser sa faiblesse et ses vices aux yeux l'étranger. Celui-ci, le plus souvent, en est réduit à des conjectures : s'il interroge, il ne trouve autour de lui que réserve et contrainte; chacun craint de se compromettre, et garde prudemment le silence sur les choses du gouvernement. Un nom connu, un rang élevé, doivent-ils donner du poids à ses récits, le voyageur sera circonvenu, trompé. On sait comment M. le duc de Raguse a vu l'Égypte et avec quelle adresse le rusé pacha a su lui donner le change et cacher à ses yeux, sous les oripeaux d'une civilisation menteuse, les plaies du pays qu'il exploite. Il en sera toujours de même lorsqu'on voudra étudier un peuple par l'intermédiaire de ceux qui le gouvernent. Celui-là seul peut connaître une nation qui, abandonnant les grands chemins frayés, sait prendre le sentier détourné et solitaire qui mène à la hutte du moujik, sous la tente du Cosaque, et va demander au foyer domestique le récit de ses souffrances et de ses besoins.

Si nous en croyons l'auteur des *Révélations sur la Russie*, il aurait tout vu, tout observé, tout décrit. L'empereur, la noblesse russe, les fonctionnaires, les serfs, toutes les classes de la société, sont passés en revue. La corruption et la vénalité, ces plaies invétérées de la Russie, lui fournissent des anecdotes parfois piquantes et qui ne font que confirmer ce que nous savions déjà sur ce vaste système de concussions qui, du ministre au dernier fonctionnaire, forme une chaîne non interrompue de voleurs officiels. Des aperçus pittoresques, qui n'offrent pas l'intérêt de la nouveauté, complètent l'ouvrage. En serons-nous plus éclairés qu'auparavant sur la situation sociale que l'auteur a eu la prétention de nous *révéler?* Assurément non. Nous l'avons déjà dit, l'esprit d'hostilité systématique qui a dicté ce livre et qui a fait sa réputation en Angleterre ôte à nos yeux toute valeur aux jugemens qu'on y trouve. Aussi n'est-ce pas à ce point de vue qu'il peut présenter de l'intérêt en France. Ce sont les tendances dévoilées par cette œuvre exclusivement britannique qu'il est bon d'observer, car nous y trouvons l'expression des sentimens qui animent une portion notable de la société anglaise vis-à-vis de la Russie. Tel est, à notre avis, le seul côté qui mérite l'attention des lecteurs. Nous n'avons pas la prétention de laver le gouvernement russe et son chef des reproches qui lui sont adressés; nos opinions, pour le moins aussi libérales que celles du peuple anglais, ne nous feront jamais transiger avec un système qui est leur ennemi essentiel et implacable; nous savons tout ce que

doit avoir d'antipathique à la France une constitution politique où tout est organisé par la tyrannie et pour la tyrannie; seulement il peut nous paraître étrange que l'Angleterre revendique pour elle seule *la moralité* et *la conscience nationale*, qu'elle se pose, à l'exclusion de toute autre, en champion des idées de progrès et ne reconnaisse qu'une propagande civilisatrice, celle de ses escadres et de ses sociétés bibliques. On ne sait vraiment de quoi il faut le plus s'étonner, ou de l'ignorance grossière de ceux qui avancent de bonne foi ces assertions démenties chaque jour, et sur tous les points du globe, par les actes de la politique anglaise, ou de l'incroyable impudence de ceux qui prétendent imposer au monde de telles énormités. C'est pourtant là le fond de doctrine de l'auteur, qui, sans songer s'il existe ailleurs un peuple qui puisse à bon droit réclamer sa part dans l'œuvre de la civilisation moderne, proclame sans la moindre hésitation l'antagonisme de l'Angleterre et de la Russie comme la lutte d'où dépend le sort du monde. Que l'Angleterre triomphe, l'Europe est sauvée; qu'elle succombe, nous retournons au IXe siècle. Selon lui, « il existe à peine quelque partie de la famille humaine qui ne trouvât profit à devenir une des dépendances de la Grande-Bretagne! » — La presse française a eu trop souvent l'occasion de relever des excentricités pareilles pour que nous croyons devoir nous y arrêter plus long-temps. Celles-ci ont beau se couvrir des couleurs de la *jeune Angleterre,* elles n'en relèvent pas moins des vieux préjugés que l'auteur répudie dans sa préface et dont il se fait ensuite l'organe. Cette fastueuse exhibition de principes humanitaires ne serait-elle qu'une hypocrisie de plus ? Nous répugnons à le croire, et nous aimons mieux n'y voir que l'erreur d'un patriotisme exalté.

— M. Villemain vient de publier, à propos des lettres et poésies de saint Grégoire de Nazianze, récemment retrouvées ou recueillies par l'un de nos plus savans prêtres, M. Caillau, un examen critique plein de vues élevées et d'aperçus délicats : jamais cette plume facile n'avait eu plus de tour et de grace. Les expressives et savantes traductions que M. Villemain entremêle à ses appréciations suffiront pour faire juger du prix tout particulier qu'a la belle publication de l'abbé Caillau. Il appartenait à l'auteur de l'*Essai sur l'Éloquence des Pères au quatrième siècle* d'étudier ces monumens curieux et presque inconnus de la première civilisation chrétienne. Comme toujours, M. Villemain s'est tiré de sa tâche en maître. Ce nouveau morceau sur Grégoire de Nazianze fait vivement désirer la publication des travaux nombreux et étendus que l'illustre écrivain achève en ce moment.

V. DE MARS.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 508 761